TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound Oct. 1910

66696

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TREIZIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1913

66696

LA MAISON[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

IV. — LE TRAITÉ (*Suite*).

Pourquoi vendait-on la maison ? Grand-père qui rentrait de sa promenade fut aussitôt interrogé. Il nous écouta d'un geste de superbe indifférence, et il nous parut planer bien au-dessus de nos inquiétudes. N'avait-il pas déclaré qu'il était indifférent d'habiter cette maison ou une autre? Il avait marché au grand air par cette belle matinée de juillet où tout le pays ensoleillé semblait remuer dans la lumière, il avait bonne mine, il était radieux; comment eût-il toléré que nous lui gâtions son plaisir par quelque fâcheux commentaire? Il souhaita, au contraire, de nous en communiquer une parcelle.

— J'aime, nous dit-il, ce bon soleil d'été. Et personne ne peut nous le prendre.

Cette réponse ne pouvait calmer nos alarmes. Dans sa singularité elle me frappa : jusque dans un moment pareil, où nous n'avions pas trop de toutes nos énergies combatives pour résister à la menace qui pesait sur nous, elle attirait notre attention sur un bonheur tout simple qui n'avait pas de propriétaire attitré et qui était hors d'atteinte. C'était une remarque que nous n'avions jamais faite. On ne songe pas, quand on est enfant, qu'on puisse jouir du soleil.

Ma mère tenait mes deux sœurs aînées serrées contre elle.

(1) *Copyright by* Plon 1912.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912.

Elle tâchait de les consoler et n'y parvenait pas, car elle partageait leur peine. A ses pieds, les deux derniers, Nicole et Jacquot, trépignaient au hasard. Qu'on juge de l'effet que nous produisit ce groupe de pleureuses! Louise, elle-même, la rieuse Louise s'abandonnait à ses larmes.

— Voici votre père, s'écria maman tout à coup. Ne pleurez plus, je vous en prie. Il a déjà bien assez de mal.

La première elle avait reconnu son pas. L'effet de ce bref discours fut instantané. Chacun de nous se domina rapidement, et nous descendîmes à la salle à manger avec des figures convenables.

A table, *le père* commença de s'absorber dans ses pensées dont nous suivions le cours. Nous l'appelions entre nous : *le père*, comme nous disions : *la maison*. Surprit-il l'angoisse de tous ces visages tendus vers lui? Lut-il dans tous nos yeux l'inscription flétrissante : *Villa à vendre?* Il nous regarda bien en face tour à tour, et d'un sourire franc il nous rassura. Allons! il gardait son air de chef qui commande. Nous eûmes la sensation qu'il ne pouvait accepter une pareille déchéance. L'appétit et la paix nous revinrent ensemble, et rarement déjeuner fut plus gai que celui-là. Nous goûtions le bien-être de nos nerfs détendus, à l'abri de cette force qui nous défendait.

Après le repas, tandis que mes frères, dont les études étaient déjà importantes, terminaient un devoir, je courus au jardin : mon après-midi m'appartenait. La silhouette de Tem Bossette émergeait de la vigne. Je m'approchai de lui. Il attachait les sarmens trop libres aux échalas avec des liens de paille, mais il ne demandait qu'à interrompre ses travaux qui, si l'on en jugeait par le petit nombre de ceps déjà noués, n'avançaient guère. A ses pieds, une bouteille vide prouvait la lutte obstinée qu'il soutenait contre la chaleur. Visiblement, il me voyait venir avec satisfaction. J'entendais à distance le son enrhumé de sa voix. Il marronnait dans sa solitude, à la façon de tante Dine. Plus tard, j'ai mieux compris le motif secret de son indignation. Il se rendait compte, — n'étant pas si sot que le prétendait Mimi Pachoux son rival, — que sa fantaisie et son ivrognerie le rendaient partout ailleurs inutilisable; son sort était lié étroitement au sort de la maison. Aussi ne décolérait-il pas et ne cessait-il pas de se monter la tête, — sa bonne grosse tête en forme de courge, — contre le roi régnant dont il déplorait l'inertie, la politique

intérieure et extérieure et surtout les finances. Dès que je fus en état de l'écouter, il précisa ses griefs qu'il débattait en lui-même obscurément :

— Vous avez lu l'écriteau, monsieur François?

— Bien sûr, je l'ai lu.

Et par esprit de famille j'ajoutai aigrement :

— Qu'est-ce que ça peut vous faire, à vous?

Cette apostrophe le suffoqua. Les yeux lui sortirent de la tête, et la fureur de la bouche :

— A moi? A moi!

De vieilles habitudes de respect le retinrent et il se contenta d'étaler mélancoliquement ses mérites.

— Je bûche ici depuis quarante ans (de toutes manières il exagérait). C'est moi qui ai planté cette vigne et ce jardin.

A la vérité, il n'y avait pas de quoi en tirer de l'orgueil. Notre jardin ressemblait tantôt à un pré et tantôt à un bois, et les feuilles prématurément jaunies de la vigne témoignaient d'un état chlorotique dont une médication énergique aurait sans doute eu raison. Mais, d'accord avec son ouvrier, grand-père se méfiait des remèdes, aussi bien pour les plantes que pour les gens.

— Où voulez-vous que j'aille en vous quittant? avoua Tem avec franchise. Autant me jeter à l'eau.

Ce serait la seule occasion qu'il rencontrerait jamais d'en boire un bon coup. Faudrait-il donc le surveiller aussi et n'était-ce pas assez de la fatigante manie du Pendu? Je confesse pourtant que je ne pris pas cette menace au sérieux et que je n'eus pas la peine de représenter à Tem les avantages de la vie. Déjà sa lamentation suivait un autre cours :

— Monsieur (c'était grand-père) avait bien besoin de se lancer dans toutes ces manigances! Et le pavage de la ville, et l'exploitation des ardoises, et le crédit agricole. Le crédit agricole! Comme si l'on payait jamais quand on vous faisait crédit? A quoi ça servirait alors le crédit, s'il fallait ensuite payer comme tout le monde? Sans compter d'autres bricoles, ici et là, quand il n'a besoin que du soleil et du grand air. Il ne faut pas se mêler de diriger, quand on se moque du tiers et du quart. On reste tranquille, avec sa rente, dans son coin, et on laisse les autres travailler pour vous. M. Michel, c'est une autre paire de manches. M. Michel, à la bonne heure : en voilà un qui s'en-

end au gouvernement. Avec lui, rien à craindre : ça marche comme sur des roulettes. Mais qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse quand l'autre ne veut rien savoir ?

J'apprenais confusément les entreprises philanthropiques de mon grand-père et les fâcheux effets de son administration qui aboutissait à notre ruine. La longue harangue de Tem, débitée sans interruption, l'avait soulagé et altéré ensemble. Il considéra tristement la bouteille vide qui gisait au pied d'un cep et qui était son unique provision jusqu'au soir. Profitant de ce répit, j'essayai de voir plus clair dans notre déconfiture :

— Mais pourquoi vendre la maison ?

— Ben ! c'est le procès. Quand on a perdu, on vous prend, on vous saisit, on vous étrangle, on vous met à la porte, on s'installe chez vous, et vous êtes bon à jeter aux chiens.

Ce tableau épouvantable ne devait pas me rassurer. Et loin de nous plaindre, Tem, apercevant mon grand-père qui descendait l'allée majestueusement, la canne à la main, le nez au vent, l'air gaillard, redoubla d'irritation contre celui qui était la cause de tous ces dégâts :

— C'est bien fait. C'est bien fait. Quand on a mal conduit les affaires, on est poursuivi, pincé, condamné. Faut pas vouloir embrasser tous les hommes comme des frères, quand on a de la bonne terre à garder. Avec de la terre on a déjà suffisamment de tracas : il y a assez de monde pour rôder autour. Non, regardez-le passer. Il ne nous a même pas vus. Ça lui est égal, tout lui est égal.

En temps ordinaire, Tem ne tenait pas à être remarqué. Cette fois, il menait un grand vacarme pour attirer l'attention et n'y réussit point. Cet échec acheva de le dégoûter, et aussi, je pense, la perspective de finir cet après-midi sans boire. Il lâcha délibérément la paille qui servait à ses ligatures et, désertant son poste, il m'abandonna par surcroît :

— Je ne veux pas voir ça ! Je ne veux pas voir ça ! proférait-il en s'en allant, écœuré et colérique.

Voir quoi ? L'invasion des courtilières ? Moi non plus, je ne voulais pas la voir.

De loin j'accompagnai le fuyard jusqu'à la grille où je relus trois ou quatre fois l'écriteau pour mieux me pénétrer de l'étendue de notre désastre. Puis, je revins lentement en arrière. Qu'allais-je devenir ? Mes chevaux, — les échalas, — mes épées

de bois, mes jeux ne m'étaient plus de rien. Je laissais, pour la première fois de ma vie, peut-être, mes bras pendre inutilement le long de mon corps. Par ce sentiment de la vanité universelle, je naissais à la douleur. J'apprenais à me séparer de quelque chose. La cruauté des séparations, je l'ai toujours ressentie depuis lors à l'instant où je les entrevoyais et bien avant qu'elles ne s'accomplissent.

J'allai me coucher dans les hautes herbes du jardin, que Tem avait négligé de faucher et, le visage rapproché de la terre, je demeurai là un temps que je ne puis évaluer. Tout le jardin m'enveloppait d'odeurs et je respirais le jardin. La maison, de ses fenêtres ouvertes, me regardait par-dessus les herbes, et je pleurais la maison. La force de mon amour pour elle m'était inconnue comme mon cœur. C'était une chaude et calme après-midi d'été, pleine de bourdonnemens d'insectes dans la lumière. Peu à peu, je me trouvai baigné dans une douceur molle, comme une mouche s'englue dans le miel. Et peu à peu, je devenais heureux malgré ma peine. J'ai connu aussi, plus tard, cette injurieuse consolation qui nous vient de la beauté des jours quand la mort a passé.

Je m'endormis comme un bébé dans ses larmes. Lorsque je me réveillai, le soir était entré dans le jardin sans bruit et se tenait caché sous les arbres. Je me levai et j'allai à sa poursuite dans la châtaigneraie. On sonna la cloche du dîner, et je revins en arrière. Je remarquais un tas de détails auxquels je n'avais jamais pris garde encore : le son de la cloche, la couleur rose du ciel entre les branches, la guirlande de clématites qui pendait au balcon, le manque de symétrie des fenêtres et jusqu'au grincement de la porte que je poussai et qui avait toujours dû grincer pareillement. Je découvrais avec une ardeur sauvage tout ce que j'allais perdre...

Nous ne pûmes jamais nous habituer à retrouver sans révolte, quand nous rentrions du collège, la néfaste inscription qui déshonorait le portail. Tem Bossette n'avait pas reparu : nous apprîmes qu'il se grisait dans tous les cabarets. Mimi Pachoux opérait ailleurs; le navire prenait l'eau de toutes parts, il se sauvait. Seule, la longue figure malchanceuse du Pendu se montrait parfois, ici ou là, comme un signal de détresse ou comme le symbole agaçant de la malchance qui nous poursuivait.

— Il est fidèle, déclarait tante Dine qui le couvrait de sa protection et lui facilitait la besogne.

Plus fidèle encore et faisant bonne garde autour du foyer menacé, elle vint un jour à notre rencontre jusqu'à la grille, dans un état d'agitation anormale :

— Je vous guette, mes petits, nous dit-elle, pour vous avertir.

Que se passait-il encore? Nous ne l'ignorâmes pas longtemps.

— Il est venu un misérable, un misérable de Paris (c'était pour elle une circonstance aggravante, car il ne pouvait rien venir de fameux de cette Babylone corrompue et bonne à brûler), qui se permet de visiter la maison de fond en comble, du grenier à la cave. Votre père l'accompagne. Je ne sais pas comment il ne l'a pas encore précipité par une fenêtre. Il faut qu'il ait une patience dont je suis bien incapable.

Nous étions atterrés. Un inconnu osait pénétrer chez nous! Et notre père, — le Père, — consentait à lui servir de guide! Tante Dine avait raison de s'épouvanter : les lois de l'univers étaient renversées. Comme nous entrions piteusement à notre tour, la tête basse et le feu de la honte aux joues, nous croisâmes ce visiteur qui redescendait et prétendait revoir la cuisine. Tout haut il critiquait, dressait des plans, évaluait les dimensions des chambres, tout en arrondissant des gestes comme s'il construisait déjà de ses propres mains un édifice sur les ruines du nôtre.

— L'escalier est trop étroit. La cuisine est hors de proportions avec les autres pièces : je la transformerai en salon.

Mon père le conduisait sans empressement, mais avec politesse. Il avait son air calme et distant, et la loquacité de l'autre s'en ressentit quand il voulut se tourner de son côté pour mieux lui expliquer ses projets. Nous montâmes tout droit à la chambre de ma mère, comme à notre refuge naturel. Ma mère, qui était agenouillée sur son prie-Dieu, se leva en nous entendant. Son émotion transparaissait sur son visage :

— Dieu nous protégera, dit-elle.

Quand elle prononçait le nom de Dieu, elle en était comme illuminée. Je connus à cet instant la haine de l'étranger, de l'envahisseur. La subordination de mon père, les larmes maternelles, et la maison violée, piétinée, jugée, évaluée en argent, ce sont là des spectacles que je ne puis oublier. Plus tard, dans

mon Histoire de France, quand j'ai lu que les alliés avaient envahi les frontières en 1814 et en 1815 et avaient pu venir cantonner dans notre capitale, quand j'ai su que les Prussiens nous avaient arraché, comme un quartier de notre chair, la Lorraine et l'Alsace, je n'ai pas eu de peine à donner à ces douleurs passées une représentation matérielle : j'ai revu très nettement ce monsieur qui se promenait chez nous du haut en bas de la maison, comme s'il était chez lui.

— Pourquoi l'as-tu salué ? demanda tante Dine à mon grand-père qui revenait de son pas lent et nonchalant.

— Je suis poli avec tout le monde.

— On ne pactise pas avec l'ennemi.

Comment mon père, qui ne passait pas pour commode, avait-il supporté sans broncher cet outrage ? Il avait la charge de notre sécurité et l'exercice du pouvoir impose des obligations que les irresponsables négligent volontiers. Sa bonne humeur nous stupéfia même dans une autre circonstance. Un jour, à table, il dit tout à coup à maman :

— Sais-tu la grande nouvelle qui se colporte en ville ?

— Je n'ai vu personne.

— On annonce notre départ. La maison vendue, nous filons. Notre orgueil bien connu n'accepterait pas une diminution de façade. Et qui a répandu ce bruit ? je te le donne en mille. Mais non, tu ne devinerais jamais, tu as trop d'illusions sur la bonté humaine. Mes chers confrères. Ils ont découvert ce moyen pratique de se partager ma clientèle. Tour à tour mes malades m'en informent : — Est-ce vrai que vous partez ? Restez avec nous. Qu'allons-nous devenir ?... C'est très touchant. Mais je les ai rassurés.

Il riait d'un grand rire d'homme de guerre accoutumé à la bataille. Nous étions trop jeunes pour comprendre ce que contenait de mépris et de force ce rire vainqueur dont nous nous serions volontiers scandalisés dans notre indignation. Bernard et Louise, surtout, vifs et susceptibles, protestèrent avec véhémence contre une si odieuse manœuvre, bien qu'ils ne fussent pas conviés à donner leur avis. Ma mère, elle, avait rougi de tout le mal qu'on voulait nous faire et qu'elle n'eût pas imaginé en effet. Quant à tante Dine, elle montrait le poing à ces *ils* enfin découverts :

— Ah ! les monstres ! ça ne m'étonne pas. Ils mériteraient

qu'on leur introduise de force toutes leurs drogues dans le corps.

Souhait qui suscita l'hilarité de grand-père, jusque-là impassible, mais trop ennemi des médecins pour ne pas savourer la formule de vengeance employée par sa sœur.

Ce fut encore elle qui nous apprit, quelques jours plus tard, la délivrance. Comme une sentinelle avancée, elle s'était portée en dehors de la grille et nous adressait de loin des signaux auxquels nous ne pouvions rien entendre et que nous interprétâmes de plus près dans un sens défavorable. Sûrement l'envahisseur s'était emparé de la place, la maison était vendue. Nous n'avions plus de toit pour nous abriter. Selon la prophétie de Tem, nous étions bons à jeter aux chiens.

Lorsque nous fûmes à portée, elle nous héla :

— Venez vite, venez vite. La maison est à nous. La maison est à nous.

D'un élan fou, nous accourûmes.

— L'écriteau n'y est plus, observa Bernard qui nous devançait.

Il ne restait sur la colonne que les traces des clous.

— Ah ! ah ! continuait la voix qui éclatait en sonnerie de triomphe. *Ils* ont cru l'avoir. *Ils* ne l'auront pas.

Ils ne visait plus les médecins, mais le monsieur de Paris et d'autres acquéreurs qui s'étaient présentés pendant que nous travaillions au collège. De son bras levé, elle nous montrait la fuite de cette troupe dispersée.

Elle nous conduisit, d'un pas rapide malgré l'âge, dans la salle de musique où la famille s'était réunie, sauf grand-père qui sans doute n'avait rien changé à ses habitudes de promenade et qui probablement ignorait notre salut. Mariette nous suivit à une distance respectueuse : son ancienneté lui donnait droit à un rang dans le cortège.

Ma mère, très émue, caressait les cheveux de mes deux sœurs aînées que la joie, comme le chagrin, faisait pleurer. Mais je n'attachais pas d'importance aux larmes de mes sœurs, qui en répandaient pour des riens. Mon père, debout, appuyé au dossier de la chaise où ma mère était assise, souriait. Je ne lui avais jamais vu visage aussi rayonnant. Et par la fenêtre, en arrière du groupe, le soleil entrait comme un invité de marque.

— L'écriteau n'y est plus, répéta Bernard sans saluer personne.

— Oui, dit mon père, nous gardons la maison.

Et comme notre enthousiasme allait déborder, il ajouta :

— Vous le devez à votre mère, et aussi à votre tante Bernardine.

Celle-ci, — dont les joues parcheminées s'empourprèrent rien que parce qu'on avait parlé d'elle quand elle-même ne gardait ni ses pensées ni ses biens et se dépouillait ainsi naturellement tous les jours, — refusa l'éloge avec une mâle énergie :

— Quelle plaisanterie, Michel ! Pour une signature de rien du tout ! Il ne faut pas égarer ces enfans.

Ma mère l'approuva sans retard :

— Elle a raison : c'est votre père qui nous a tous sauvés.

Et plus bas, tournée vers lui, elle murmura, mais je l'entendis :

— Tout ce que j'ai, n'est-ce pas à toi ?

Je ne m'arrêtai guère, je l'avoue, à ce débat. Évidemment le salut de la maison ne dépendait que de mon père. En quoi ma mère et tante Dine auraient-elles pu intervenir ? Il fallait jeter dehors le monsieur de Paris et les autres envahisseurs, comme Ulysse rentrant à Ithaque avait chassé les prétendans. C'était un exercice de force qui ne convenait qu'à un homme. Mes notions de la vie étaient simples : l'homme gouvernait, et la femme n'avait charge que des choses domestiques. Que tante Dine eût sa part, — même réduite, — dans l'immeuble dont on voulait nous exproprier, je ne l'aurais pas compris, et pas davantage ce que c'était qu'une dot et comment le consentement de la femme était nécessaire pour que le mari en disposât.

Cependant je me rappelai la scène de la couturière. Ma mère avait sans doute réalisé des économies sur ses toilettes et les avait apportées. Chacun ne devait-il pas sa contribution de guerre ? Aussitôt je m'esquivai de la chambre, et, quand j'y revins, je tenais à la main la tirelire où l'on m'invitait à placer les petits sous que je recevais. Je m'attendais à une ovation pour la magnanimité de mon sacrifice. Sans un mot, je tendis l'objet à mon père.

— Que veux-tu que j'en fasse ? fut toute sa réponse.

Un peu interloqué, mais dévisagé par tous les regards, je déclarai en rougissant :

— C'est pour la maison.

Cette fois, mon père m'attira et me donna publiquement l'accolade avec un ordre du jour reluisant :

— Ce petit sera notre joie.

Ainsi l'Empereur récompensait sur le champ de bataille ses maréchaux : on ne s'étonne plus de rien dans l'histoire quand on a vécu mon enfance.

Comme il rentrait au son de la cloche, grand-père fut informé le dernier de ce qui s'était passé, par tante Dine, qui le mit au courant dans une harangue enflammée. Il l'écouta avec intérêt, mais sans passion. Sa sérénité ne fut point troublée. Et quand le récit héroïque fut terminé, il dodelina de la tête et se contenta de cette approbation bien maigre :

— Allons, tant mieux !

Les choses s'arrangeaient sans qu'il s'en mêlât.

V. — L'ABDICATION

Je compris les jours suivans, à toute sorte de petits signes, sans compter les propos de l'office, que la maison n'appartenait plus à grand-père, mais à mes parens, et qu'une simple formalité manquait pour que ce traité fût définitif. Grand-père n'en ayant plus la charge, — bien que cette charge ne l'incommodât guère, — n'en désirait pas garder l'honneur. J'entendis plus d'une fois mon père lui tenir des discours de ce genre :

— Je veux que rien ne soit changé ici. Je veux que tout demeure comme par le passé. Je ne veux vous ôter que les soucis.

— Eh ! eh ! répliquait grand-père avec son petit rire, tu as bien de la chance de savoir tout ce que tu veux.

Et il lissait sa barbe blanche nonchalamment, comme si rien ne valait la peine de rien. Cependant il mijotait un projet dont nous fûmes bientôt avertis. Quand il avait une idée, on ne pouvait l'en faire démordre, ni par supplications, ni par protestations. Il recevait tout pêle-mêle, algarades de tante Dine, raisonnemens brefs, nets, sans réplique de mon père, prières de ma mère, avec la même tranquillité d'humeur et il n'écoutait personne. A son air aimable et détaché, on l'aurait cru persuadé aisément, quand le mauvais rire apparaissait et ruinait toutes les espérances.

Nous sûmes un beau matin sa décision d'abandonner la

pièce à deux fenêtres qu'il occupait au cœur même de la maison et qui était vaste, confortable et facile à chauffer, pour s'en aller où? Nul ne l'aurait deviné : dans la chambre de la tour. Cette chambre était dès longtemps déserte, et il y soufflait un vent du diable. Il n'eut pas plutôt signifié sa volonté que tout le monde, après d'infructueuses tentatives pour obtenir son désistement, dut courir au plus pressé afin de l'aider sur l'heure dans son installation. Lui-même, sans plus attendre, prenait déjà l'escalier avec son matériel le plus précieux.

— Laisse-nous au moins balayer, nettoyer et épousseter, lui notifia tante Dine, armée de la tête de loup.

— Ce n'est pas la peine, assura-t-il. On vit très bien avec les araignées et la poussière.

Ce scandale fut évité. On le devança et il dut patienter quelques minutes, ce qu'il n'aimait guère; après quoi, résolument, il s'empara de la rampe, muni de son baromètre, de sa lunette d'approche, de sa caisse à violon et de ses pipes. Le reste de son déménagement ne l'intéressait pas. Ses vêtemens, son linge, ses meubles le suivraient ou ne le suivraient pas, au petit bonheur. Il me témoigna sa confiance en m'invitant à porter un traité d'astronomie, un volume sur les cryptogames dont je connaissais les illustrations en couleur représentant les principales espèces de champignons, et un autre ouvrage que je pris à son titre pour un livre de piété : les *Confessions de Jean-Jacques Rousseau.* J'allais oublier les *Prophéties de Michel Nostradamus* et une collection du *Véritable Messager boiteux de Berne et Vevey*, almanach fameux et précieux à tous égards, mais principalement pour ses bulletins météorologiques. Or grand-père s'occupait beaucoup de l'état de l'atmosphère. Il le reniflait, pour ainsi dire, à sa fenêtre, le matin et le soir, au risque d'attraper un rhume, et il observait le mouvement des nuages et l'éclat des étoiles. Volontiers il citait l'autorité d'un certain Mathieu de la Drôme, avec qui il était en correspondance et que nous avions pris l'habitude de considérer comme un sorcier ou un rebouteur du temps. Lui-même faisait des pronostics, et, si l'on voulait le flatter, on l'invitait à prédire. Il ne se trompait guère, soit que la chance le favorisât, soit qu'il eût bien interprété la direction des vents. Et cette petite réputation qui lui était agréable le mêlait aux lois mystérieuses de la nature dont il rendait les oracles.

Dès qu'il eut transporté sa bibliothèque et ses instrumens, il se trouva chez lui dans la chambre de la tour et se déclara satisfait. Elle donnait sur le ciel et la terre de quatre côtés à la fois : le moindre rayon de soleil, d'où qu'il vînt, serait capté. Et quant à la direction des vents, elle serait facile à déterminer. Un grand vacarme lui apprit que son mobilier grimpait après lui. Tante Dine présidait en personne à l'emménagement, non sans bougonner et ronchonner. Sous un bras, une descente de lit et, sous l'autre, un traversin, dans chaque main un candélabre, elle précédait en l'animant de la voix une escouade rangée en file indienne qui manœuvrait sans beaucoup d'ensemble. Le premier, surgit Tem Bossette avec un fauteuil sur la tête : il avait consenti à une réconciliation scellée par l'octroi d'une bouteille de vin rouge. Puis ce fut une oscillante armoire portée par quatre jambes qui appartenaient, — on le sut plus tard, au sommet des marches, — moitié au Pendu, et moitié, — la petite moitié, — à Mimi Pachoux ramené au logis par la victoire.

— Franchement, déclara tante Dine à son frère pendant le défilé de ses troupes, tu n'aurais pas pu rester en bas ! Il faudra qu'on te hisse chaque chose par cet escalier qui est étroit.

Comme grand-père, indifférent, esquissait un geste vague, elle lui décocha des sarcasmes :

— Naturellement, cela ne trouble point Monsieur ! Monsieur ne se dérangera pas pour cela. Bien assis dans le bon fauteuil que Tem a inondé de sa sueur, Monsieur verra venir les événemens. Et moi, pendant ce temps-là, je monterai et descendrai cent fois par jour. Et les servantes pareillement. Mais tu n'as cure de notre peine : tu trouveras toujours ici tout ce qu'il te faut.

L'attaque était directe et rude. Avant d'y répondre, grand-père jeta un coup d'œil effrayé sur le siège transporté par Tem, à cause de l'inondation annoncée. Quand il le vit intact et sec, il se rasséréna et put riposter en toute tranquillité d'esprit :

— Je ne demande rien à personne.

— Parce qu'il ne te manque jamais rien : tu vis comme un coq en pâte.

Ils avaient raison tous les deux. Grand-père n'élevait aucune réclamation, mais on s'ingéniait à prévenir ses moindres vœux.

Ainsi ne formula-t-il aucune plainte contre les vents coulis qui assiégeaient la tour : le lendemain de son installation, on calfeutrait soigneusement la porte et les fenêtres.

La mauvaise humeur de tante Dine exprimait tout haut le sentiment général. Cet exode imprévu, que rien ne motivait, assombrissait mon père et ma mère, qui en cherchaient vainement la raison :

— Pourquoi monter si haut ?

Et grand-père d'expliquer avec son mauvais petit rire :

— L'altitude m'a toujours réussi.

J'avoue que dans cette circonstance je tenais le parti de grand-père. La chambre de la tour avec ses quatre horizons, son isolement, son odeur spéciale, — on ne l'ouvrait que pour y chercher les pommes qui pendant tout l'hiver y mûrissaient, — exerçait dès longtemps sur moi un attrait irrésistible. Puisqu'elle était habitée désormais, je me proposai de lui rendre des visites.

Cet épisode fut bientôt éclipsé par un autre, beaucoup plus grave et qui devait frapper davantage encore mon imagination. A mon retour du collège, un matin, je fus avisé par mon informateur habituel, tante Dine, que cette fois c'était définitif. Elle me donnait cette nouvelle en grand mystère, mais le mystère même, chez elle, se manifestait bruyamment. Le mot : *définitif*, prenait sur ses lèvres une importance formidable. Qu'est-ce qui était définitif ?

— L'acte est signé. Tout à l'heure. Je suis bien contente.

Quel acte ? Je n'y comprenais goutte.

— Eh bien ! nous restons chez nous. *Ils* ne peuvent plus rien.

Ne savais-je pas déjà qu'*ils* étaient en pleine déroute, dispersés, châtiés, vaincus, battus, réduits à néant, comme les Perses de mon Histoire ancienne, qu'une poignée de Grecs précipita dans la mer ? Comment pensait-elle m'éblouir en me communiquant un secret vieux de plusieurs jours, peut-être même de plusieurs semaines, et dont tout le monde avait pu s'entretenir librement ? Un enfant n'entre pas dans le pays des préparations, des lenteurs, des formalités et des paperasses judiciaires. Mais un événement capital allait illustrer la déclaration de tante Dine.

Grand-père était rentré de sa promenade plus tôt qu'à l'or-

dinaire, et, comme l'un de nous remarquait cette ponctualité anormale, il s'était éloigné sans souffler mot. Quand nous pénétrâmes, après le second coup de cloche, l'estomac creux et les dents longues, dans la salle à manger, notre surprise fut grande de l'y trouver déjà, assis devant la table, et non pas à sa place officielle qui était la place d'honneur, au centre, en face de ma mère, ainsi qu'il convient au chef de famille, au roi régnant. Sans prévenir personne de ses intentions, il avait changé les ronds de serviettes et s'était allé mettre au bout, en face de la fenêtre. C'est vrai qu'il avait choisi une assez bonne place d'où il pouvait voir les arbres du jardin et même un peu du ciel entre leurs branches. Pour un amateur de soleil, ce spectacle ne serait pas indifférent. Mais tout de même, c'était là une révolution dans la vie de famille et dans toute l'économie domestique. Ou plutôt, je ne m'y trompais pas, c'était une abdication.

Je me connaissais en abdication. N'avais-je pas dû apprendre dans mon manuel celle des rois fainéans à qui l'on coupait la chevelure avant de les enfermer dans un cloître et, malgré moi, je considérai les jolis cheveux blancs de grand-père qui bouclaient légèrement? Surtout, j'avais entendu réciter, par mon frère Bernard, l'histoire de Charles-Quint dont j'avais été fort impressionné. Ce maître du monde, détaché de la grandeur, se retira dans un monastère d'Estramadure dont il réparait les pendules, et, pour se donner un avant-goût de la mort, il fit célébrer, vivant, ses funérailles. Des historiens affolés de vérité m'ont affirmé, depuis lors, que ces détails étaient fictifs. Je le regrette, car je ne les ai pas oubliés, tandis qu'une innombrable quantité de faits démontrés me sont sortis de la mémoire. Mais en ce temps-là je croyais, dur comme fer, à la retraite de Charles-Quint, aux obsèques truquées et même aux pendules. Grand-père, lui aussi, s'entendait à raccommoder les horloges et j'opérai aussitôt entre eux un rapprochement.

Tante Dine, par hasard exacte, et ma mère qui nous suivaient à peu de distance, partagèrent notre étonnement. Puis, tous les regards se fixèrent sur mon père qui entrait. D'un coup d'œil il jugea la situation, et la décision, chez lui, ne se faisait guère attendre. Il s'avança d'un pas rapide :

— Non, non, dit-il, je ne veux pas. Rien ne doit être changé ici. Père, reprenez votre place, je vous en prie.

Certes, aucun de nous n'aurait résisté à cette prière qui

ordonnait. Mais la force agissante et organisatrice de mon père se heurtait devant nous à une autre force dont je ne soupçonnais pas la puissance et qui était l'immobilité. Grand-père ne bougea pas. Il avait résolu de ne pas bouger.

Mon père, n'ayant pas obtenu de réponse, répéta plus doucement sa demande. Je ne puis pas écrire : plus humblement, car il gardait en toute occasion, malgré lui, un air de fierté. Il reçut au visage un éclat de l'éternel petit rire, et cette phrase blessante par surcroît :

— Oh! oh! que de bruit pour rien!

— Père, donnez-moi cette preuve de votre affection.

— Une place ou une autre, qu'est-ce que ça signifie? Je suis très bien ici, j'y reste.

Et avec un suprême dédain, grand-père ajouta :

— Si tu savais, mon pauvre Michel, comme cela m'est égal!

Tout lui était égal, Tem Bossette m'en avait averti : une place ou une autre, une maison ou une autre. Ces phrases-là, prononcées devant nous, avaient le don d'exaspérer mon père, mais il se contenait.

— Il faut, reprit-il, une hiérarchie dans les familles.

— Bah! nous sommes en République, et je tiens pour la liberté.

Mon père comprit qu'il était parfaitement inutile d'insister. Il se contenta de conclure :

— Alors, vraiment, vous refusez de revenir?

— Je ne bouge plus.

Philomène, la femme de chambre, présentait le plat. Mon père lui fit signe de l'offrir à grand-père, après quoi, il dut se soumettre et prendre la place d'honneur. Ce fut un soulagement pour tous : chacun sentait que cette place lui revenait de droit, et que lui seul méritait de l'occuper. Le chef c'était lui, dès longtemps, et pas un autre. A la moindre difficulté ou contrariété, on s'adressait à lui, on se tournait vers lui. Ce serait fini de cette anxiété qui pesait sur la maison depuis tant de jours. Maintenant on serait dirigé. Plus de rois fainéans! Les rênes du gouvernement, comme s'exprimait mon Manuel, seraient tenues par des mains fermes. Or il était juste que le chef eût les insignes de l'autorité. Un roi ne reste pas au second rang. Mon père, évidemment, ne se fût pas lui-même couronné.

Ainsi, en notre présence, s'opéra la translation des pouvoirs.

Je ne m'attendais pas au revirement qui se fit alors en moi, presque subitement. Le gouvernement de grand-père m'avait toujours paru précaire et dérisoire. Dès qu'il eut refusé de l'exercer, j'admirai son désintéressement et je découvris la poésie de l'abdication. Ce mépris souverain des résultats matériels me parut plein de grandeur et j'allai même jusqu'à m'expliquer le propos que j'avais estimé sacrilège : *Qu'on habite une maison ou une autre*... S'il n'avait rien accompli pour protéger la nôtre, c'est peut-être qu'il considérait les choses de plus haut et de plus loin que nous. De la chambre de la tour, il se mettait en communication avec les vents et les astres et il prédisait l'avenir. Le temps et l'univers l'absorbaient. Il ne pouvait plus se consacrer à des tâches communes. Il y avait là une autre façon de comprendre la vie que je soupçonnais sans me l'expliquer, et qui déjà m'attirait par sa singularité et son énigme. Le roi déchu, paré du mystère qu'il recevait d'une science inconnue, recouvrait son prestige et même reprenait, sans qu'il s'en doutât, un peu d'empire sur mon esprit.

Je regardai tour à tour mon père et mon grand-père : mon père à sa place normale, occupé de nous tous, répandant autour de lui la paix et l'ordre, et portant sur le visage accentué et surtout dans les yeux perçans le reflet de sa merveilleuse aptitude à commander ; mon grand-père aux traits fins, presque féminins, malgré la grande barbe blanche, aux yeux toujours un peu noyés de brume, fréquemment distrait, indifférent à son entourage, et plus volontiers intéressé par les arbres du jardin ou le morceau de ciel qu'il apercevait de sa fenêtre. Et pour la première fois, je m'étonnai de les reconnaître si différens. Cette remarque, je ne l'avais jamais faite ou je ne m'en étais pas inquiété. Elle me frappa si fort que je faillis l'exprimer tout haut. Elle m'eût sans doute échappé si je n'avais redouté son inconvenance. Un fils devait ressembler à son père : aucun doute ne pouvait exister à ce sujet. Ou bien, alors, ce n'était pas la peine d'être le fils de quelqu'un. Et moi, à qui donc ressemblais-je ?...

VI. — LES IMAGES

Ces événemens, que je retrouve si frais dans mon imagination, flottèrent bientôt et même se perdirent momentanément dans le cours de mes jours qui, pendant les vacances où nous entrions, se mit à couler à pleins bords comme un beau fleuve.

Mon père, d'habitude, prenait ses vacances avec nous et en profitait pour se rapprocher de nous davantage. Nous le vîmes beaucoup moins cette année-là et nous fûmes un peu sevrés des récits héroïques dont il nous régalait dans nos promenades et qui nous agitaient d'un furieux désir de livrer des batailles et de remporter des victoires : en l'écoutant, nous relevions la tête, nos yeux brillaient, nous marchions plus vite et d'un pas cadencé. Pour faire face aux nouvelles charges qu'il avait acceptées, il avait renoncé à son repos annuel. Parfois il s'emparait d'une après-midi et tâchait hâtivement de rétablir le contact avec nous. Ses malades le venaient relancer à toute heure ou s'embusquaient sur son passage. Tout conspirait pour nous l'arracher.

Cependant on devinait que sa direction s'exerçait partout. La façade de la maison se lézardait : on y posa des supports de fer avant de la recrépir. Les chambres furent retapissées, la mienne avec de plaisantes scènes de chats et de chiens, et l'on changea les parquets dont les planches se disjoignaient. La cuisine même, pour laquelle Mariette s'obstinait à réclamer depuis des années et des années, sans rien obtenir de grand-père, qui lui répondait invariablement par un vieux proverbe : *A blanchir la tête d'un nègre on perd sa lessive*, la cuisine fut remise à neuf et pavée de monumentales briques rouges. La grille du portail qui ne fermait plus fut réparée, et même il y eut une clé, et une clé qui tournait dans la serrure. Le tilleul dégagé permit au cadran solaire de recommencer à marquer les heures. La brèche du mur par où les courtilières pénétraient, par où j'avais vu, un soir fameux, nos ennemis s'introduire dans la place, reçut une balustrade qui s'encastra dans le tronc du châtaignier. Et l'on vit ce qu'on n'avait jamais vu : les trois ouvriers à leur poste et, — spectacle plus merveilleux encore, — travaillant tous les trois.

Peu à peu le jardin, — mon vieux jardin pareil à une forêt de mauvaise herbe où l'on n'avait jamais fini de découvrir des arbres ou des plantes, tant ils étaient cachés, — se transforma et s'ordonna. Les allées furent tracées et sablées, les parterres dessinés et les rosiers taillés. Les arbres contenus versèrent une ombre régulière. Une prairie inutile devint un verger. Au cœur d'une pelouse, un jet d'eau monta, et, retombant en pluie fine, égrena des notes claires sur le bassin. Il y eut des fleurs et des fruits à cueillir, des bouquets et du dessert. Cependant nous n'osions plus tâter les poires ou les pêches, et moins encore imprimer à leur manche le léger mouvement de bascule qui les détachait. Dans l'espace découvert, on se serait aperçu de notre larcin. Et je cherchais vainement, pour les mettre en pièces, les taillis qui jadis foisonnaient au bord de la châtaigneraie. D'ailleurs, Tem Bossette refusait de me sculpter le moindre sabre de bois et il veillait sur ses échalas comme s'il les avait payés.

Ces changemens ne se firent pas d'un seul coup, et je mêle sans nul doute leur chronologie. A peine les remarque-t-on pendant qu'ils s'accomplissent lentement et progressivement, et, quand ils sont terminés, voilà que déjà l'on ne se souvient plus de l'état des lieux qui les précéda. Ils ne s'accomplirent pas sans perturbations. Tem s'épongeait sans cesse le front et suait tout son vin. Mimi Pachoux ne s'en allait plus : il menait grand bruit pour attester la continuité de sa présence, et le Pendu penchait son triste profil dantesque sur des besognes obscures et utiles. La communauté de leur sort n'avait pas réussi à les réconcilier. Ils s'observaient et se surveillaient les uns les autres, mais tous trois observaient et surveillaient davantage encore la maison. Que craignaient-ils d'en voir sortir ? Je le compris un jour. Mon père, qui était devenu leur patron, s'approchait d'un pas rapide. Il leur distribua de bonnes paroles d'encouragement, mais il examina leur ouvrage en connaisseur.

— Tout de même il s'y entend, confessa Mimi avec admiration.

Je sus par Tem qu'après les avoir sermonnés durement, il avait augmenté leur paie. Seulement il exigeait du bon travail. D'un mot, il réconfortait, excitait, exaltait ses hommes ; d'un mot, il les ramenait à lui s'ils renâclaient ou rechignaient devant la peine. Mais sans doute il bouleversait toutes les vieilles habitudes d'un pays où l'on aimait à se laisser vivre et à bague-

nauder en buvant du vin frais. C'est pourquoi Tem Bossette, principalement, regrettait l'ancien règne, le règne des rois fainéans où il vivait, tranquille et oublié, dans sa vigne.

Il avait bien essayé, devant moi, d'apitoyer grand-père sur son sort :

— Mon ami, lui fut-il répondu, je ne suis plus rien ici : adressez-vous ailleurs.

Jamais grand-père ne se montra aussi gai que depuis son abdication. Non, certes, il ne regrettait pas le pouvoir et il ignorait volontairement tous les actes du nouveau régime. Parcourait-il le royaume ? Il ne semblait pas se douter qu'on y faisait fleurir les cailloux. Et puis, un jour qu'il se promenait au jardin, je le vis qui se lissait la barbe et se grattait le sourcil, témoignage de mécontentement : il lança en signe de mépris un jet de salive, et le rire impertinent accompagna ces paroles incompréhensibles pour moi :

— Oh ! oh ! on met de l'ordre partout. Ce n'est pas un jardinier qu'il faudrait, mais un géomètre.

Que trouvait-il à blâmer ? Les parterres, les pelouses, les arbres, obéissant à la main de l'homme, composaient un dessin d'une riche ordonnance. Mes petites idées sur la vie s'y assemblaient et s'y disposaient avec plus de bonheur. Et j'en voulais à grand-père de son manque d'enthousiasme.

— Regardez, lui dis-je au hasard, ces beaux cannas rouges autour du bassin.

Mais il me prit le bras avec une rudesse inattendue :

— Prends garde, mon petit, tu vas salir ce gazon.

Je posais le pied en effet sur l'herbe qui bordait l'allée. Et je vis bien que grand-père se moquait de mon admiration en même temps que du nouveau jardin. Je me rappelai l'ancien instantanément, sous l'influence de cette ironie, l'ancien pareil à un fouillis sauvage, où je pouvais fouler jusqu'aux plates-bandes, où de rares fleurs poussaient à la débandade, où j'avais connu l'ivresse de la liberté.

Devant mon père, jamais grand-père ne se fût permis cette critique. L'esprit attiré sur leurs dissemblances, j'avais remarqué la gêne de leurs rapports. Toujours mon père faisait les avances. Il traitait grand-père avec une déférence extrême, ne manquait point de s'informer de sa santé, de ses promenades et même, pour flatter sa petite manie de météorologie, il l'interrogeait

sur le temps à venir. Grand-père répondait brièvement, sans tenir le moins du monde à prolonger la conversation qui ne tardait pas à tomber, ou bien il se servait de son petit rire blessant, dès qu'on abordait un sujet où l'accord n'était plus certain.

Un jour, mon père lui demanda en communication son livre de comptes pour vérifier, expliquait-il, certains mémoires sur l'administration de la propriété qui n'avaient pas encore été réglés et qui lui paraissaient exagérés. Grand-père ouvrit de grands yeux :

— Mes livres de comptes ?

— Sans doute.

— Je n'en ai jamais tenu.

Mon père hésita une seconde.

— Bien, conclut-il simplement, et il s'en alla.

Grand-père se complaisait dans sa tour où il s'arrangeait, pour sa toilette, de la fameuse robe de chambre verte et du bonnet grec en velours noir orné d'un gland de soie. Avec son télescope fixé sur un trépied, il suivait, le jour, les bateaux qui sillonnaient les eaux du lac, et le soir il rapprochait les étoiles, mais seulement celles qui évoluent du côté du couchant, parce que, des fenêtres de sa chambre précédente, il n'apercevait que cette partie du ciel et la connaissait mieux. Bien plus souvent qu'autrefois, il descendait vers nous dans ce costume d'astrologue, un monarque déchu ne tenant plus à la majesté. Tante Dine obtenait à grand'peine qu'il s'accoutrât autrement pour se promener en ville ou dans la campagne.

— Ça ne fait de mal à personne, observait-il.

Il consentait cependant, à force d'instances, à remplacer le bonnet par un chapeau de feutre aux larges bords, et la robe par une redingote qu'on frottait de benzine presque tous les jours pour la tenir, malgré lui, en état. De ses promenades il rapportait des plantes aromatiques dont il composait des tisanes ou qu'il introduisait dans les flacons d'eau-de-vie, et des champignons qui excitaient la méfiance de tante Dine. Je les considérais, je les flairais, mais pour rien au monde je n'en aurais goûté. Je ne pensais pas alors qu'on pût rien trouver de bon à manger hors des magasins de comestibles et, à la rigueur, de notre jardin.

Le règne de mon père durait depuis trois bonnes années, et

même plutôt quatre que trois, lorsqu'il advint dans mon existence d'enfant un fait considérable : je tombai malade. L'année précédente, j'avais fait ma première communion avec une si grande ferveur que ma mère confiait à tante Dine :

— Va-t-il imiter Mélanie et Étienne ? Dieu nous demanderait-il un troisième enfant ? Que sa volonté soit accomplie.

Mon aventure fut à peu près celle de l'*enfant blond qui s'esquiva des bras de sa mère.* Au cours d'une promenade de ma *division,* j'avais glissé dans un ruisseau dont il nous était défendu de nous approcher, et, plutôt que d'encourir un reproche, bien que trempé jusqu'à la poitrine, j'avais préféré me taire. Le lendemain ou le surlendemain, la fièvre se déclara. Je sus plus tard que c'était une bonne fluxion de poitrine, qui dégénéra en pleurésie. On crut mes jours en danger, et mon mal devait être l'occasion de la crise intérieure qui faillit faire dévier ma jeunesse. Dans un demi-sommeil, j'entendais autour de moi des chuchotemens que j'interprétai sans retard :

— Est-ce que je vais mourir ? demandai-je à ma mère et à tante Dine, qui se tenaient au bord de mon lit.

— Tais-toi, méchant ! murmura tante Dine qui, aussitôt, se moucha en sanglotant et poussant des soupirs que sans doute elle croyait étouffer.

Ma mère, de sa voix douce et persuasive, me dit en me touchant le front, et ce contact me rafraîchit :

— Ne t'inquiète pas : nous sommes là.

Je savais très bien ce que c'était que la mort. Le portier du collège étant décédé, une bizarre fantaisie de notre directeur nous avait contraints à défiler, classe par classe, devant la bière où le corps était déposé, avant qu'on vissât le couvercle. Or ce portier était un gros homme court dont la dépouille exigeait une boîte cubique où il nous parut si cocasse et grimaçant que nous éclatâmes de rire. Il nous fut impossible de réprimer ce rire scandaleux. Indigné, le professeur qui conduisait notre pèlerinage manqué nous accabla des plus durs reproches et ne craignit pas d'y joindre sans délai un sermon sur nos fins dernières. Il nous annonça, sans aucun ménagement, que nous mourrions tous, et peut-être bientôt, et que nos parens mourraient, et que nous perdrions tout ce que nous aimions. Nos rires cessèrent peu à peu. Une vague peur nous envahit à cause de la répétition monotone de cette mort qu'on nous jetait à la

tête. Quand je rentrai à la maison ce matin-là, très ému, malgré moi par un si furieux discours, je regardai mon père et ma mère comme je ne les avais encore jamais regardés. Ils allaient et venaient, à l'ordinaire, sans deviner que je les observais. Ils rirent même d'une réflexion de Bernard : je les entendis rire, d'un bon rire tout pareil à celui que nous avait inspiré le malencontreux portier dans sa boîte. Ah ! ce rire, — surtout celui de mon père qui était puissant et sonore et donnait une magnifique impression de santé, — quel soulagement pour moi, et comme il chassa ma curiosité déjà pleine d'épouvante !

« Allons donc, pensai-je dans mon petit cerveau, mon professeur a menti comme un arracheur de dents. Ils ne mourront pas, c'est certain. Ils ne pourront pas mourir. D'abord quand on rit, c'est qu'on ne meurt pas. »

Cette constatation me suffit. Pour moi-même, la question ne se posait pas. Ils étaient devant, et moi derrière. Et puisque eux-mêmes ne risquaient rien, comment la mort aurait-elle pu me prendre en passant par-dessus ?

Mon interrogation : *Est-ce que je vais mourir?* était donc simplement destinée à me rendre intéressant. Leur présence me préservait.

Ma mère et tante Dine, m'évitant toute figure étrangère, me veillaient à tour de rôle, ma mère deux nuits sur trois, et je la préférais. Elle glissait dans la chambre comme une voile sur le lac, sans aucun bruit. Je ne m'apercevais pas de ses mouvemens. Ses soins se confondaient avec ses caresses, tandis que tante Dine, la chère femme, au prix d'un effort considérable, me secouait et me tarabustait.

Le rôle important que je jouais ne me déplaisait pas. Il me semblait que j'étais redevenu plus petit que mon frère Jacques et ma sœur Nicole, et qu'on pouvait bien me bercer avec des chansons. Je réclamai *Venise* ou *l'Étang*, surtout *l'Étang* à cause de ma propre noyade ; et l'on croyait que je délirais. Je revois distinctement dans ma mémoire ces deux visages penchés, et beaucoup plus nettement encore celui de mon père, qui me rendait continuellement visite, parce que je ne lui connaissais pas cette expression attentive, immobile, presque durcie qu'il montrait en suivant sur mon corps le travail de la maladie. C'était son visage professionnel : après l'examen, il se détendait, car la paternité l'éclairait.

Un jour mon père amena un autre médecin, mais je compris très bien que ce petit homme tremblait devant lui et répétait invariablement ce qu'on lui disait. Avec une implacable logique, j'avertis mes fidèles gardiennes :

— Pourquoi déranger ce monsieur? Père en sait plus long que lui. Père n'a besoin de personne.

Je dus émettre à voix basse cet avis ou quelque chose d'approchant. Aussitôt tante Dine d'approuver :

— Cet enfant a raison. Il parle si bien qu'il est déjà guéri.

Et elle répéta le propos à mon père, qui se tourmentait et qui sourit, ce qui ne lui arrivait plus guère.

— Oui, déclara-t-il, nous le sauverons.

Je n'avais pas besoin de cette assurance. Je le sentais si fort que cela me suffisait. Il ne prévoyait pas que ce mal même, dont il triomphait par son art et sa volonté, serait plus tard l'origine du drame familial où je m'écarterais de lui.

On amenait dans ma chambre, successivement, ou deux par deux, mes frères et sœurs munis de toutes sortes de recommandations : ne pas rester longtemps, ne pas faire de bruit, ne pas toucher aux fioles, de sorte qu'ils s'ennuyaient très vite. Chacun d'eux s'attribuait une part de mérite dans ma guérison, que je devais aux prières d'Étienne et de Mélanie, aux martiales exhortations de Bernard et à la gaîté réconfortante de Louise. Quant aux deux petits, on les tenait prudemment à l'écart, depuis que Jacques, répétant sans doute un propos de l'office, avait crié en trépignant d'enthousiasme :

— Fançois (car il prononçait difficilement les *r*), il est bientôt mort.

Grand-père ne parut pas à mon chevet. Peut-être ne s'était-il douté de rien. Je crois plutôt qu'il avait une peur invincible de la maladie et de ce qui peut la suivre. Préoccupé de sa santé, il tenait un compte rigoureux de ses visites à la garde-robe et, avec cette parfaite politesse dont il ne se départait point et qui contrastait avec son mépris de la mode et de la toilette, il ne manquait pas d'informer la maison entière de l'accueil qu'il y avait reçu. Quand il était éconduit, il se lamentait et tante Dine sortait d'une armoire, afin de le réparer et frotter, un clysopompe vénérable, encore bon pour le service.

— Rien n'est plus important, déclarait-il devant nous en considérant l'instrument d'un œil satisfait.

Ma convalescence fut un enchantement, non pour la nouveauté qu'elle rend à notre vie et dont on ne peut goûter la saveur que si l'on s'est cru menacé, mais parce qu'elle m'ouvrit véritablement le mystérieux royaume des livres. Je n'ignorais ni la *Bibliothèque rose*, ni le chanoine Schmid, ni les romans de Jules Verne, ni même les *Contes* de Perrault et d'Andersen, mais je n'y avais pas rencontré ce mouvement du cœur qui, le soir, vous tient au lit réveillé dans l'attente et la crainte d'on ne sait quoi d'agréable et d'un peu dangereux, tel que me l'avaient donné les histoires stupéfiantes de tante Dine et surtout les récits épiques de mon père.

Pour ne pas me fatiguer, on commença par m'apporter des ouvrages illustrés. Bernard me laissa feuilleter les albums d'Épinal qu'il collectionnait pour les costumes militaires et qu'il ne prêtait pas sans mérite. Je réclamai la *Bible* de Gustave Doré dont on m'avait montré une fois, par faveur spéciale, les gravures au salon sans me permettre d'y toucher. On installa sur une table, en grande pompe, les deux pesans volumes reliés en rouge et je passai de longues heures à tourner les feuillets. Ma mère allait et venait dans la chambre, un peu étonnée de ma sagesse, et même inquiète de mon silence. Elle s'approchait et sans bruit regardait par-dessus mon épaule :

— Tu ne te fatigues pas?

— Oh! non.

— Tu ne t'ennuies pas?

— Oh! maman.

— C'est beau ?

— Je ne sais pas.

On ne sait pas ce qui est beau quand on est enfant. Ce qui est beau, c'est d'avoir le cœur plein. Quel élan recevait d'un seul coup tout mon être sensible! Les contours de la terre, sans cadre, ne m'avaient pas frappé. Maintenant que, transcrits, ils tenaient sur un carré de papier, voici que je les voyais, non pas seulement sur la page immobile, mais en plein air, et vivans. La maison avec ses grosses pierres, le jardin clos de murs, je les touchais, je les comprenais, je les possédais, et d'ailleurs ils m'appartenaient. Mais, au delà, commençait l'univers dont le manque de limites m'avait rebuté, de sorte que je ne lui attribuais pas de formes précises. Et ces formes, elles étaient là, devant moi : à travers la Bible ouverte je les découvrais.

A trente ans de distance, dans mes souvenirs qui n'ont pas besoin de contrôle, je retrouve les images de Gustave Doré. Les pages se tournent toutes seules, et mes chers fantômes apparaissent. Voici les visions d'épouvante : le Léviathan qui soulève la mer, l'Ange exterminateur qui détruit l'armée de Sennachérib, la rangée des éléphans de Nicanor que Judas Macchabée va traverser, et la mort de l'Apocalypse sur son cheval pâle. Elles n'étaient pas mes préférées et même, le soir, je les évitais. Mes préférées, c'étaient ces paysages d'Orient reposés, apaisés, à peine estompés, comme si la lumière d'été y soulevait des vapeurs, où croissaient des plantes étranges qui me forçaient à leur comparer nos châtaigniers et nos chênes, où passaient, dans le fond, des ombres de bœufs ou de chameaux, lointaines comme ces bateaux que j'avais vus se profiler sur le lac dans le brouillard. La naissance d'Ève me fut douce. Tandis que dort Adam parmi les fleurs du paradis terrestre, elle surgit droite et nue, les cheveux dénoués. Un de ses genoux, — regardez, j'en suis sûr, — infléchi à peine, est caressé par le jour. Par elle, par cette clarté de son genou, j'ai pressenti la perfection pure de la nudité bien avant d'en soupçonner le désir. Abraham conduit son troupeau dans la terre de Chanaan, et les dos de moutons pressés ondulent comme les vagues que j'avais pu observer de la grève. Le berceau de Moïse dérive sur le Nil : la fille de Pharaon est sortie de son palais qu'on aperçoit dans le soleil : elle s'avance vers le fleuve; une de ses suivantes arrête la petite nacelle. Rebecca, aux longs voiles blancs, appuie sa cruche à la margelle du puits et cause avec Eliézer, vieillard respectable, mais je ne la distingue pas de la Samaritaine qui a pris la même pose. Ruth agenouillée glane les épis. Les grands cèdres du Liban, abattus, gisent sur le sol que recouvrait leur ombre : ils attendent de servir à la construction du temple de Jérusalem. L'ange de l'Annonciation flotte dans l'air, comme une feuille qui tombe et que le vent maintient. Jésus, chez Lazare, est assis au bord de la fenêtre où le clair de lune se glisse entre des palmiers : Marie, couchée à ses pieds, l'écoute; Marthe, debout, s'occupe aux soins du ménage. Images d'où la paix coule ainsi qu'une eau limpide, et qui ne sont que la transposition de scènes quotidiennes, presque pareilles à celles que j'avais pu voir à la maison et à la campagne, tableaux de vies obscures où Dieu passe.

Un jour que je ne me souciais pas d'assister au retour de l'enfant prodigue dans la maison paternelle, ma mère, qui aimait cette parabole, me demanda la raison de ce dédain :

— Et cette page, pourquoi ne la regardes-tu pas?

Je fis le dégoûté. Elle me paraissait banale. Un père qui pardonne à son fils, quoi d'étonnant!

Athalie qui accroche ses mains désespérées à la paroi du temple, tandis que les soldats accourent qui vont la massacrer, rappela son couvent à ma mère. Elle avait elle-même pris part aux chœurs de cette tragédie que Racine écrivit pour les jeunes Saint-Cyriennes et que, par une heureuse tradition, représentaient jadis tous les pensionnats de jeunes filles : les vers lui en revenaient en foule :

Tout l'univers est plein de sa magnificence :
Qu'on l'adore, ce Dieu ! qu'on l'invoque à jamais...

Elle les récitait avec cette émotion qu'elle apportait aux choses religieuses, et son accent me touchait plus directement que cet art savant qui me dépassait. Un autre petit livre devait m'ouvrir à la poésie : c'était un livre de ballades. Un chevalier ravissait dans une forêt à Titania, reine des elfes et des sylphes, la coupe du bonheur et l'emportait dans son château au galop de son cheval; une petite fille, au bord d'un torrent, chantait la romance du nid de cygne caché parmi les roseaux et rêvait d'un chevalier qui viendrait sur un cheval rouan; le lord de Burleigh épousait une bergère qui, dans le palais où il l'emmenait, languissait et mourait du regret de son village et de sa chaumière. Comme je partageais leurs désirs et leurs mélancolies! Leurs peines de cœur me versaient un mal délicieux que je ne savais pas approfondir. Cependant, je commençais à discerner que nous avons en nous-mêmes une source jaillissante de jouissances infiniment délicates.

Mon père se méfiait-il de ces excitations comme de la musique de grand-père? Il m'apporta de courtes et claires biographies de grands hommes. Ce n'est jamais trop tôt pour se colleter avec elles. On prend l'habitude de se comparer à des héros et l'on ne manque pas de se dire : — J'ai le temps devant moi. Je veux, à leur âge, les avoir enfoncés... Peu à peu on recherche ceux dont les exploits furent tardifs. J'avais lu, sur je ne sais plus lequel de ces personnages exemplaires, qu'il était entré à

l'école de l'adversité. Et cette école que j'imaginais pour le moins aussi difficile que Polytechnique ou Saint-Cyr à quoi se destinait mon frère Bernard, je brûlais de m'y présenter. Je ne savais pas que c'est la seule qui n'exige aucun examen, aucune démarche, surtout aucune recommandation. Je confiai mon désir à ma mère. Elle sourit, ce qui me contraria, et m'assura que je m'y présenterais en effet, mais qu'elle souhaitait que ce fût le plus tard possible.

Ces lectures se traduisaient chez moi par un état d'enthousiasme et de gloire. Je n'eusse pas compris l'ironie. Dans ma famille, personne ne s'en servait. Il n'y avait que le petit rire de grand-père. Mes parens aimaient la gaîté, se plaisaient même au bruit que nous faisions, mais ils ne se moquaient jamais. Ils prenaient la vie sérieusement, comme une occasion de bien agir, et ils estimaient qu'elle mérite les plus grands égards. A la première visite qu'il daigna me faire après s'être assuré de ma guérison, grand-père, feuilletant ma bibliothèque, laissa échapper des exclamations :

— Oh! oh! la *Bible!* et les *Hommes illustres!* Pauvre petit! Attends, attends, je t'en apporterai, moi, des livres.

Et il m'apporta en effet les *Scènes de la vie privée et publique des animaux* et les *Aventures de trois vieux marins*, tous deux ornés d'illustrations. Ce dernier volume était dans un piteux état : déficelées, les feuilles s'en allaient, et la fin manquait ainsi que la couverture. Il devait être traduit de l'anglais et son humour me déconcerta. Ces trois marins, échappés d'un naufrage, abordaient dans une île déserte où ils étaient poursuivis par un tigre. Ils grimpaient sur un arbre pour échapper à cette bête féroce, et on les voyait, sur la gravure, agrippés au tronc, juchés les uns sur les autres, les cheveux hérissés, les yeux hagards, les doigts de pied crispés. Le fauve bondissait pour les atteindre. On pouvait prévoir qu'avec un peu d'entraînement il les atteindrait. Alors, dans une résolution farouche, inspirée de la nécessité la plus impérieuse, les deux plus haut perchés pesaient de tout leur poids sur celui du bas, afin de le forcer à lâcher prise, espérant que cette proie suffirait à assouvir la rage de l'assaillant. Et tout en s'alourdissant de leur mieux, ils adressaient à leur malheureux compagnon des paroles funèbres et touchantes :

— Adieu, Jérémie (c'était son triste nom), nous irons consoler votre pauvre père et votre fiancée...

Mais Jérémie, comme Rachel, ne voulait pas être consolé et se raidissait pour tenir bon. Accoutumé aux récits héroïques, je me fâchai contre ces traîtres.

Les *Scènes de la vie des animaux* me parurent plus chargées de sens. C'était un recueil bigarré que toutes les bibliothèques d'autrefois s'enorgueillissaient de contenir. Les vignettes de Grandville me révélaient une humanité nouvelle ou plutôt me révélaient chez les hommes, où je n'avais vu jusqu'alors que l'image de Dieu, les traces de l'animalité. Les animaux du livre étaient costumés en hommes et en femmes, et leur ressemblaient. Je me familiarisai vite avec ce procédé : les déguisemens étaient si naturels! Voici l'hirondelle en facteur, le chien en laquais, le lapin en petit employé subalterne, et voilà le vautour en propriétaire, le lion en vieux beau, le dindon en banquier, l'âne en académicien. Le mille-pattes joue du piano et la demoiselle danse sur la corde pendant que le criquet se fait une trompette de la corolle d'un liseron. Le caméléon, député, monte à la tribune pour affirmer qu'il est heureux et fier d'être comme toujours de l'avis de tout le monde. Le requin et la scie revêtent des blouses de chirurgiens et déclarent honnêtement : « Nous allons inciser les muscles, trancher les os, en un mot guérir les malades. » Le loup, meurtrier d'une brebis, lit dans sa prison les *Idylles* de Mme Deshoulières, tandis que la célébrité lui vient sous la forme d'une complainte que vendent les camelots et qui se chante sur l'air de *Fualdès*.

Écoutez, Canards et Pies,
Geais, Dindons, Corbeaux et Freux,
Le récit d'un crime affreux
Et bien digne des Harpies,
L'auteur de cet attentat
Fut un loup peu délicat.

L'ours se plaît dans la solitude familiale : on le voit qui chauffe son dernier-né en le tenant par les pattes devant le feu ; sa femme étend du linge à sécher, et un jeune ourson, dans un coin, retrousse sa petite chemise pour prendre une précaution avant de s'aller coucher ; cependant on sonne à la porte, et la légende explique : « Nous vivons entre nous, nous détestons les importuns et les visites. » Un perroquet qui agite les ailes sans réussir à voler représente l'illustre poète Kacatogan. Et la

merlette, avec la pie et la corneille, compose un trio de femmes de lettres. J'ignorais ce que pouvait être une femme de lettres, mais le merle blanc, qui est poète comme le perroquet, me l'apprit dans ses mémoires : *Tandis que je composais mes poèmes, elle barbouillait des rames de papier. Je lui récitais mes vers à haute voix, et cela ne la gênait nullement pour écrire pendant ce temps-là. Elle pondait ses romans avec une facilité presque égale à la mienne, choisissant toujours les sujets les plus dramatiques : des parricides, des rapts, des meurtres, et même jusqu'à des filouteries, ayant toujours soin, en passant, d'attaquer le gouvernement et de prêcher l'émancipation des Merlettes. En un mot, aucun effort ne coûtait à son esprit, aucun tour de force à sa pudeur; il ne lui arrivait jamais de rayer une ligne, ni de faire un plan avant de se mettre à l'œuvre. C'était le type de la Merlette lettrée.*

Tante Dine aussi pondait ses histoires avec une facilité merveilleuse et préférait les sujets terribles. Je la soupçonnais même de ne pas savoir, en commençant, comment elle finirait et d'inventer au fur et à mesure la trame de ses récits. Alors, pourquoi n'écrivait-elle pas? Le plus simple était de le lui demander :

— Tante Dine, êtes-vous une femme de lettres?

Elle me pria de répéter deux fois ma question, comme si les femmes de lettres appartenaient réellement au règne zoologique, dans la catégorie des monstres. Après quoi, elle haussa les épaules et ne daigna même pas me répondre directement :

— Cet enfant est complètement fou. Les bouquins d'Auguste lui ont détraqué la cervelle.

Il fut question de me retirer les *Scènes de la vie des animaux* dont les caricatures parvinrent à rassurer et même à dérider mon père. L'incident eut pour effet de m'attacher davantage au Merle blanc, qui avait failli être la cause de cette mise à l'index. Et je compris bientôt ce qui séparait indubitablement tante Dine de la Merlette lettrée. Celle-ci, d'un plumage immaculé, était toute peinte et enduite d'une couche de farine qui lui donnait cet air de tomber du ciel. Le Merle blanc qui ne s'en doutait pas et croyait avoir découvert en elle un être unique au monde, se méfiant d'un pot de colle dont il n'apercevait pas l'usage, tenta une expérience qui fut désastreuse. Par le moyen de sa poésie, il s'excita à la tendresse et versa d'abondantes

larmes sur sa compagne, ce qui fondit le badigeon, de sorte qu'il reconnut en elle la plus banale des merlettes. Bien souvent j'avais pleuré dans les bras de tante Dine : elle compatissait à mes maux sans rien perdre de ses couleurs. Elle ne se servait ni de colle ni de farine ; non, décidément, elle aurait beau imaginer les plus belles histoires, elle ne serait jamais une femme de lettres.

Une autre science me vint du Merle blanc. J'appris de lui à subir le charme des mots pour eux-mêmes, indépendamment de ce qu'ils signifient. Après sa déconvenue conjugale, il s'en allait dans une forêt conter ses peines au Rossignol et il lui confiait cette plainte : *J'ai coordonné des fadaises pendant que vous étiez dans les bois.* Je n'en saisissais pas le sens à cause de la coordination des fadaises qui m'échappait, et cependant j'aimais à me bercer de cette phrase que je me répétais à moi-même à l'infini. La réponse du Rossignol, plus chargée encore de mystère, me bouleversait : *Je suis amoureux de la Rose*, soupirait-il : *Sadi, le Persan, en a parlé ; je m'égosille toute la nuit pour elle, mais elle dort et ne m'entend pas. Son calice est fermé à l'heure qu'il est, elle y berce un vieux scarabée ; et demain matin, quand je regagnerai mon lit, épuisé de souffrance et de fatigue, c'est alors qu'elle s'épanouira pour qu'une abeille lui mange le cœur.* Je ne me souciais ni du vieux Scarabée ni de Sadi le Persan : le Rossignol épuisé et cette Rose au cœur dévoré me communiquaient, par la magie des syllabes, une sorte de pressentiment lointain de la douleur amoureuse où je trouvais de vagues et ineffables mélancolies.

Ces mélancolies étaient fort passagères. Bien plutôt j'empruntai à mes nouveaux amis, les animaux, un art de la moquerie dont je tirais un vif agrément. Je ne pouvais voir personne sans lui chercher son double parmi les bêtes. Avec sa face plate et ses yeux ronds, Tem Bossette devint une grenouille, celle-là même qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ; Mimi Pachoux au pas fugitif et aux promptes disparitions fut comparé à un rat, et le Pendu, qui semblait toujours gêné dans l'exercice de ses bras, au Kangourou dont les membres antérieurs sont très courts.

Mon tour d'esprit choquait et même affligeait ma mère. Elle reçut, un jour, en ma présence, une personne hors d'âge qui dirigeait un ouvroir, fondait un orphelinat, bâtissait une école,

en un mot, dirigeait dans la paroisse plus d'œuvres qu'il n'y en avait. Elle s'appelait Mlle Tapinois. Elle était longue et sèche, avec un nez pointu, des épaules tombantes et un air gelé. Elle roûcoulait à voix basse sans interruption. Quand elle fut sortie, je montrai à ma mère, sur mon livre, une vieille colombe en camisole de nuit, un bougeoir à la patte :

— Mlle Tapinois, dis-je triomphalement.

Ma mère protesta contre mon inconvenante comparaison :

— C'est une sainte fille, conclut-elle pour m'émouvoir.

Mais je compris, sans en recevoir l'aveu, qu'elle avait apprécié la ressemblance.

Encouragé par le demi-succès que me valut Mlle Tapinois, je guettai désormais les visites pour leur infliger le même traitement, et la facilité de ce jeu me surprit. Je trouvai sans peine un gros rentier pour l'éléphant, un triste conservateur des hypothèques pour le hibou, un pianiste pour le mille-pattes. Un vieux noble au nez busqué me rappela le faucon que *les Révolutions avaient ruiné*. Ma collection, en peu de temps, s'enrichit de l'ours, du caméléon et de plusieurs lapins sortis de l'enregistrement ou des contributions. Mais le pays manquait alors de muses départementales dignes d'être cataloguées parmi les merlettes. On m'assure qu'elles foisonnent aujourd'hui.

Grand-père, à qui je fis part de mes observations, m'approuva entièrement :

— Tu sais maintenant, m'assura-t-il, que les animaux et les hommes sont frères. Mais les animaux valent mieux que nous.

Cependant un secret instinct m'avertissait de ne pas consulter mes parens à ce sujet.

VII. — LE DÉSIR

Les beaux jours étaient revenus. Trois mois nous séparaient encore des vacances. Mon père, d'accord avec le petit collègue craintif qu'il avait à nouveau consulté pour appuyer son propre avis, déclara que je ne retournerais pas au collège avant la rentrée d'octobre :

— Cet enfant a besoin de grand air. Il faut avant tout lui refaire une santé.

Je fus peiné de cette décision, qui m'atteignait dans mon amour-propre. Mis en congé pendant tout le dernier trimestre, je

ne pouvais plus songer à obtenir des couronnes à la distribution des prix. Or l'émulation me stimulait et la première place m'était agréable, de quoi grand-père se moquait :

— Ces classemens ne signifient rien. Premier ou dernier, c'est tout pareil.

Le programme de vie que mon père me traçait était bien simple : des promenades matin et soir, loin des microbes de la ville, dans la campagne où l'on respire un vent frais que les poitrines humaines n'ont pas contaminé. Ainsi je reprendrais des forces et de l'appétit. Mais qui m'accompagnerait et me conduirait ? Qui assumerait ce préceptorat ambulant ? Mon père, déjà retardé par ma longue maladie, appartenait à son absorbante profession. Ma mère, dont la présence était constamment requise par toute la famille, et surtout par les plus petits, ne quittait guère la maison que pour l'église. Tante Dine manquait de jambes au dehors, ce qui ne l'empêchait pas de monter et descendre les escaliers cent fois par jour, de la cuisine à la tour, et de la tour à la cuisine. Restait grand-père. Il se promenait déjà matin et soir pour son propre compte : que lui coûterait-il de m'emmener avec lui ? Les choses s'arrangeaient à merveille, et cette solution s'imposait. Je compris cependant qu'elle rencontrait de vives résistances ; car j'entendis de contrebande que mes parens la discutaient, sur ce ton calme et confiant qu'ils avaient accoutumé de prendre pour régler d'un commun accord les questions qui nous concernaient.

— Je ne voudrais pas, disait mon père, qu'il le détournât de la maison.

— Oh ! répondait-elle comme si c'était mal de s'arrêter à cette pensée, il ne ferait pas cela. Tu ne le crois pas de ton père, n'est-ce pas ? Sans doute il a ses lubies, et ses idées ne sont pas souvent les nôtres. C'est Dieu qui lui manque. Mais il est bon, il te sera reconnaissant de ta confiance. Et nous ne pouvons pas nous adresser à un étranger.

— Je ne suis pas sans inquiétude, conclut mon père.

Et, un peu plus tard, il reprit :

— Je lui parlerai. C'est indispensable.

Grand-père, quand on lui proposa cette mission dont j'étais l'objet, l'accueillit sans enthousiasme et sans hostilité, avec une indifférence qui me vexa :

— Moi, je veux bien. Que je me promène seul ou avec quel-

qu'un, ça m'est égal. (Naturellement !) Les enfans, il faut qu'ils vivent dehors. Les études ne servent à rien. C'est comme les remèdes.

Mon père dut avoir avec lui un entretien auquel je n'assistai pas, et ce fut une affaire décidée. Comment se comporterait vis-à-vis de moi ce nouveau compagnon ? Il nous traitait, mes frères et sœurs et moi, et jusqu'aux deux plus jeunes, en personnes raisonnables, seulement un peu plus amusantes que les autres, et il attachait autant de considération à nos paroles qu'à celles des adultes ; mais nous avions l'impression qu'il nous confondait les uns avec les autres et qu'il se passait de nous volontiers, ce qui nous semblait injurieux.

Pourquoi mon père avait-il avoué à ma mère qu'il n'était pas sans inquiétude ? Le matin de notre première sortie, je le revois sur le seuil de la porte. Il m'inspecte, il m'enveloppe tout entier de son regard, puis, d'un geste résolu, il me prend la main et la met dans celle de grand-père avec une certaine solennité, convenable au roi régnant, dont je fis la remarque :

— Voici mon fils, ajouta-t-il. Je vous le confie. C'est l'avenir de la maison.

Grand-père reçut le précieux dépôt sans embarras et répliqua d'une voix un peu bourrue qui réduisait immédiatement l'incident à des proportions familières :

— Sois tranquille, Michel. On ne te le prendra pas.

Entre les deux je souris. Comment grand-père m'aurait-il pris à mon père ?

Les moindres détails de cette promenade me demeurent présens. Rien n'est plus équitable : elle a tant d'importance dans ma vie. Mais tout a de l'importance quand on est petit. Après la pluie, les paysages mouillés ont l'air de se rapprocher et par toutes leurs gouttes d'eau les plantes reflètent la clarté du soleil. Mes yeux, lavés par la maladie, devaient ainsi rayonner.

— Où irons-nous, grand-père ?

Je penchais pour la direction de la ville où nous rencontrerions des attractions de toutes sortes, boutiques, bazars, étalages, et beaucoup de visages, de bruit, de mouvement.

Nous commençâmes par nous heurter à la grille fermée dont nous avions oublié d'emporter la clé.

— Va la chercher, me dit-il. Mais pourquoi diable barricader cette porte ?

C'était une des mille précautions de tante Dine qui, la veille ou l'avant-veille, avait aperçu de loin une roulotte et menait dès lors autour de l'immeuble une garde prudente. Je courus, un peu scandalisé par cette réflexion. Ne fallait-il pas protéger la maison contre les ennemis? Un royaume a des frontières dont il doit exiger le respect, et n'était-ce pas assez des ténèbres qui, le soir, pénètrent partout sans permission malgré les barrières?

Enfin nous voilà partis et tout de suite grand-père tourne le dos à la ville :

— Mon petit, je n'aime pas les villes.

Adieu, boutiques et visages! Nous n'avions pas marché dix minutes qu'il imagine de quitter la grand'route où nous cheminions à l'aise, bien gentiment, sans nous presser, pour prendre un sentier de traverse qui s'en allait à l'aventure parmi les champs.

— Vous vous trompez, grand-père.

— Pas du tout. Mon petit, je déteste les routes.

Ah! mais, il commençait de me surprendre beaucoup plus que lorsqu'il descendait à la salle à manger avec son bonnet grec et sa robe de chambre. J'avais toujours pensé que les routes étaient faites pour qu'on s'en servit, et il les méprisait. Pourtant on ne pouvait pas s'en passer quand on sortait.

Le sentier à peine tracé que nous suivions nous obligea à nous dédoubler. Je passai devant, en éclaireur. D'un côté, poussait du froment déjà haut, et de l'autre, des avoines légères qui tremblaient sur leurs minces tiges. Je connaissais, par l'enseignement du fermier, les cultures de la terre. Avoine et blé se rejoignirent bientôt fraternellement devant moi.

— Grand-père, il n'y a plus de chemin.

C'était à prévoir. Notre sentier se perdait. Grand-père, tranquillement, me devança, parut s'orienter, huma le vent, écrasa quelques graminées et parvint à une haie qu'il franchit avec une aisance étonnante pour son âge.

— Mon petit, me déclara-t-il en m'aidant à traverser, j'ai horreur des clôtures.

Notre association commençait bien. Point de villes, point de routes, point de barrières. Nous entrâmes bientôt dans un bois de châtaigniers qui ne ressemblait pas à l'assemblée de quatre ou cinq arbres dont s'enorgueillissait notre enclos. C'était, sur

nous, une voûte épaisse que les troncs et le jet des branches supportaient comme des piliers colossaux. Je vis grand-père se pencher et cueillir dans la mousse un champignon pareil à une petite ombrelle blanche grande ouverte.

— C'est, me dit-il, une espèce d'amanite. On la croit dangereuse quand elle est comestible (pour me le prouver, il la goûta). Ce n'est pas encore la saison. Je t'apprendrai à connaître tous ces cryptogames. Il y en a très peu de mauvais. La nature est bonne et ne nous veut aucun mal. Ce sont les hommes qui la gâtent. Je connais un curé qui vit de bolets Satan et n'en est pas incommodé.

Et il rit tout seul de son curé, qui absorbait le diable sans indigestion.

Nous parvînmes enfin dans un espace découvert d'où l'on n'apercevait aucune maison, et pas même des champs cultivés. Toute trace humaine en était absente. Le bois nous séparait de la ville et du lac, toujours sillonné par quelques voiles. Nous étions adossés à une colline rocheuse dont la pierre était à demi recouverte de bruyères et de ronces. De la paroi tombait une mince cascade, qui se changeait, à nos pieds, en un ruisseau paisible et transparent. Nous foulions des fougères et une herbe épaisse semée de toutes les fleurs du printemps. L'eau donnait à cette végétation une puissance exubérante. Le bruit monotone de la chute ne réussissait pas à rompre la solitude de ce lieu âpre et doux ensemble, et si bien caché. On aurait pu s'y croire à l'extrémité du monde ou à son origine. Je m'y sentais à la fois heureux et abandonné. Certes, j'avais fait bien d'autres expéditions avec mon père. Mais il nous menait sur des hauteurs qui commandaient la plaine : il nous désignait par leurs noms les montagnes qui servaient à l'horizon de limites, les villages que nous dominions, les ports qui occupaient les deux rives. Il nous donnait l'impression d'une terre habitée, et qui était belle et intéressante parce qu'elle était habitée. Et voici que je découvrais l'attrait de la sauvagerie.

— Comment cela s'appelle-t-il ? demandai-je à mon grand-père, afin de me rassurer.

— Et quoi donc ? répondit-il sans comprendre.

— L'endroit où nous sommes.

Ma question l'étonna et me valut un petit rire assez désagréable :

— Cela n'a pas de nom.

— A qui est-ce?

— Mais à personne.

A personne? c'était bien étrange. De même que la maison avait toujours dû nous appartenir, je pensais que la terre avait toujours été divisée en propriétés.

— A nous, si tu veux, reprit grand-père.

Et son rire, son terrible petit rire commença de ruiner mes idées sur la vie, mes croyances. Cela me faisait l'effet du coup de doigt que je donnais quand je bâtissais des monumens avec mon jeu de constructions. L'édifice montait, je touchais à peine une des colonnes de base, et tout croulait.

— Oh! à nous! protestai-je.

On ne s'emparait pas, comme ça, du bien d'autrui, sous prétexte qu'on ignorait le nom du propriétaire. Toutes les notions que j'avais reçues s'y opposaient.

— Mais oui, petit nigaud, reprit-il. Chacun trouve son bien sur la terre. Ce coin te plaît? il est à toi. Il est à toi, comme le soleil qui nous chauffe, l'air que nous respirons, la douceur de ces premiers jours printaniers.

Je n'étais pas convaincu. Des résistances confuses se levaient en moi, frémissantes : je ne parvenais pas à leur donner une expression et je dus me contenter de cette objection piteuse :

— Oui, mais je n'y pourrais rien prendre.

— Tu y prends ton plaisir, c'est le principal.

Et, sûr de sa victoire, il l'acheva en invoquant le témoignage d'une tierce personne :

— Jean-Jacques, mieux que moi, t'expliquerait que la nature contient le bonheur de l'homme. Jean-Jacques aurait aimé cette retraite.

Il prononçait : *Jean-Jacques*, en arrondissant la bouche et roulant les yeux, onctueusement et dévotement. Il en parlait comme tante Dine des saints les plus notoires et les plus utiles, saint Christophe, par exemple, qui protège contre les accidens, ou saint Antoine, qui aide à découvrir les objets perdus. Intrigué, je le questionnai sans retard :

— Qui ça, Jean-Jacques?

— Un ami : un ami que tu ne connais pas.

Mais si : je connaissais ou je croyais connaître les amis de grand-père. Il recevait peu de visites. C'étaient d'autres vieil-

lards qui paraissaient plus âgés, qui étaient tristes et qui l'ennuyaient très vite. Il y en avait un qui s'asseyait sans un mot et demeurait ainsi longtemps, immobile et muet. Un jour grand-père l'oublia dans sa chambre : à son retour il le trouva à la même place, endormi. Il se plaignait ouvertement de la venue de tous ces *vieux*, comme il les appelait, dont aucun, j'en étais sûr, ne répondait au nom de Jean-Jacques. Au contraire, il descendait volontiers au salon quand il pensait y rencontrer des dames.

L'heure nous pressant, nous retraversâmes le bois de châtaigniers, mais pour sortir d'un autre côté, en trouant une seconde haie de jeunes acacias. Je revis avec un plaisir manifeste des champs et des maisons.

— Tiens, voilà des propriétés! fit grand-père devant ces cultures.

Et ses lèvres se chargèrent de mépris. Sans me déconcerter, je réclamai une orientation :

— Où est la nôtre ?

— Je n'en sais rien. Cherche là-bas, sur la gauche. Tu la verras bien en rentrant. Moi, quand je me promène, c'est au hasard. On se retrouve toujours.

Quand nous rejoignîmes le grand chemin, je me serrai contre mon nouveau précepteur, à cause d'un spectacle bizarre et inquiétant que j'apercevais :

— Grand-père, regardez la route.

Au delà d'un talus, elle semblait venir à nous, d'un mouvement lent et uniforme. Tout à l'heure, elle serait là. Grand-père mit ses mains en abat-jour pour mieux circonscrire sa vue et il me donna l'explication du phénomène :

— Ce sont les moutons qui, au printemps, quittent la Provence pour gagner les hauts pâturages. On les conduit ainsi par petites étapes. Rangeons-nous sur le bord, à l'abri de ce tas de cailloux, et nous les verrons défiler.

Ainsi averti, je séparai bientôt du chemin presque blanc le troupeau d'un ton gris-jaune et brun qui composait une masse unique et grouillante, continuée au-dessus de tous ces dos balancés régulièrement par un mince nuage de poussière qui, de chaque côté, débordait sur les champs. Instantanément je revis l'image de ma Bible qui représentait Abraham s'en allant dans la terre de Chanaan.

Au-devant marchait un berger enveloppé dans une grande cape qui avait dû supporter le vent et la pluie bien des fois, car elle était de la couleur verdâtre de ces toits de chaume sur lesquels de nombreux hivers ont pesé. Malgré le soleil, il ne semblait pas gêné d'une si ample couverture. Sans doute notre soleil n'était pas celui qu'il avait quitté. Son chapeau rabattu noircissait d'ombre tout le haut du visage dont ne ressortait nettement que la barbe, qui était grise. C'était déjà un vieil homme. Il avançait lentement avec un léger dandinement de tout le corps. On aurait pu le confondre avec un mendiant sans une involontaire majesté qui le recouvrait comme son manteau, celle du capitaine qui dirige sa compagnie, celle du semeur qui jette les grains. Il ne faisait pas plus vite un pas que l'autre. Et le rythme de cette allure égale devait se transmettre jusqu'au bout de la colonne. Il donnait l'impression que toute la campagne le suivait, obéissait en cadence à la loi qu'il fixait, et les bœufs qui tracent les sillons, et les faucheurs qui dévêtent les prairies, et le matin et le soir dociles au retour, et même, la nuit, les étoiles qui parcourent sans hâte une partie du ciel et que j'avais cru voir remuer dans la lunette de grand-père.

Il me parut si important que je le saluai, mais il ne me rendit pas mon salut et ne daigna pas se détourner de sa tâche absorbante. Grand-père commença une phrase :

— Dites-moi, berger...

Et il jugea inutile de l'achever, à cause de tant de gravité qu'il avait reconnue.

Derrière l'homme qui avait un chien noir dans les jambes, venaient, en triangle, trois bourriques pelées et efflanquées, chargées d'objets qu'on ne voyait pas, car une bâche les cachait. Elles baissaient la tête vers le sol, comme si elles voulaient le renifler ou le brouter. Ensuite, c'était le gros de l'armée, le peuple des moutons pressés les uns contre les autres, par huit ou dix de front quand on pouvait les compter : la plupart du temps, les rangs étaient incertains et soumis à des flux et à des reflux. Toute cette laine oscillait comme si elle appartenait à une bête unique, interminable et rampante, secouée de frissons continuels.

Je ne distinguai rien tout d'abord dans ce tas qu'un même mouvement agitait. Puis, je remarquai les petites taches sombres

que faisaient les oreilles. Peu à peu je m'habituai, et du groupe compact et monotone, quelques personnalités surgirent. Il y avait des béliers, généralement plus hauts de taille, avec de longues cornes roulées et des sonnailles pendues au cou par un collier de bois en forme de fer à cheval. Il y avait des brebis d'uue robe plus soignée que le commun, blanches ou noires avec une certaine ostentation. Il y en avait aussi de vagabondes, capricieuses comme des chèvres, qui auraient aimé à sortir de la voie ordinaire, sans la vigilance des chiens qui opéraient sur les flancs, chiens gris à longs poils, avec des yeux luisans au fond d'une caverne de sourcils, attentifs et actifs, et que rien ne pouvait distraire de leur travail de sergens. L'une d'elles monta sur les pierres qui nous abritaient et fut imitée aussitôt par quelques-unes de ses compagnes. Un des gardiens coupa court à cette fantaisie et, gueule ouverte, les obligea à regagner leur place.

Il en passa, il en passa. Je crus que cela ne finirait plus, et j'estimais leur nombre à plusieurs milliers. Peut-être, en réalité, en passait-il bien trois ou quatre cents. Le flot se ralentit. Les rangs se desserrèrent. Sept ou huit moutons débandés clôturèrent le défilé. Et ce fut enfin l'arrière-garde, composée de quatre bourricots bâtés et d'un second berger, moins auguste et solennel que le premier. Quand celui-ci fut à notre hauteur, grand-père enhardi lui posa la question que l'autre n'avait pas écoutée ;

— Eh ! berger, comme ça, où allez-vous ?

C'était un homme jeune, souple, maigre et musclé, le couvre-chef en arrière, en veston court, une ceinture rouge autour des reins, et qui ne devait se soucier ni du chaud ni du froid. Il montrait en pleine lumière sa figure bronzée. Pour se distraire, il sifflait, et, en sifflant, il souriait comme s'il s'amusait de sa musique ou peut-être le pli des lèvres lui donnait-il l'air de sourire.

A la question de grand-père, il éclata de rire franchement, et dans la bouche les dents brillèrent, des dents comme j'en avais vu à des loups ou à des fauves dans une ménagerie où l'on m'avait mené. Et, avec simplicité, il répondit :

— A la montagne.

Quelle étrange résonance ont en nous certaines syllabes ! Il aurait désigné par son nom la montagne où son troupeau allait

paître, que ce renseignement ne m'aurait point frappé. Tandis que son imprécision inattendue me communiqua, — par quel sortilège, — la nostalgie de l'altitude. Ce fut un choc inexpliqué et fulgurant. Du lieu désert et sauvage dont je revenais avec grand-père je n'avais pas compris le charme. Non seulement j'y fus initié instantanément, j'en élargis encore l'isolement et la sauvagerie, jusqu'à en remplir tout l'espace. Je sentis sur mon front un souffle plus froid et plus rude, le vent des sommets que je ne connaissais pas. Plus tard, des poèmes, des symphonies m'ont rendu cette sensation imaginaire, mais en l'atténuant. Dans chaque découverte qu'il fait, le cœur donne, comme une vierge, sa nouveauté.

Avant le passage des moutons, je m'étais orienté tant bien que mal. La maison, en contre-bas de la route, à droite de la ville, au-dessus du lac, je l'avais fièrement dévisagée, malgré les arbres qui l'entourent. Elle qui m'avait toujours paru si grande, vaste comme un royaume, voici que je commençai de la trouver petite et mesquine, parce que j'entendais chanter en moi ces trois mots :

— A la montagne !

Je devais, quelques années plus tard, approcher et escalader nos montagnes, celles qu'assiègent les pins et les mélèzes et celles dont les glaces sont l'unique végétation, celles que l'herbe tapisse et qui sont douces. comme une chair fleurie, celles qui sont tout en muscles et en os, comme des personnages de Michel-Ange, celles dont la blancheur perfide ne sort de son immobilité qu'aux embrasemens du soleil couchant. Elles m'ont appris la patience, le calme, et peut-être, aussi, le mépris, bien qu'un des plus durs préceptes chrétiens nous oblige à ne mépriser personne. Là, j'ai rencontré et goûté tour à tour la guerre et la paix, la lutte et la sérénité, l'enivrement de la solitude et la gloire de la conquête dans l'aveuglante splendeur des neiges. Elles ne m'ont rien donné qui ne fût contenu en germe dans la réponse du pâtre...

A l'arrivée, quand nous ouvrîmes le portail, Tem Bossette et ses deux acolytes piochaient, le nez penché vers la terre. L'un d'eux nous ayant signalés, ils se reposèrent d'un commun accord. Notre complicité leur était acquise.

Tante Dine me félicita de mes joues rouges, ma mère remercia grand-père de ses attentions. Mon père me demanda :

— Es-tu content ?

Et sur mon affirmation, il se réjouit. Personne ne soupçonnait, et moi-même pas davantage, que ce petit garçon, jusqu'alors comblé et qui n'imaginait rien au delà de la maison, rapportait de sa promenade le désir.

VIII. — LA DÉCOUVERTE DE LA TERRE

Cette période de ma vie est toute lumineuse dans mon souvenir. Il semble plus tard que le soleil se soit un peu usé. Je me promenais matin et soir avec grand-père, j'affermissais mes rapports avec la nature et j'inaugurais un costume neuf. C'était le premier; jusqu'alors, je portais ceux de mes frères aînés, qu'on rafistolait pour moi. Une couturière ajustait et raccommodait sur place les vêtemens que l'on me destinait. Elle était laide à souhait et recommandée par Mlle Tapinois, qui pensait l'avoir formée à son ouvroir. Pendant ma maladie, j'avais grandi excessivement. Quelle ne fut donc pas ma surprise quand je fus informé qu'un tailleur, un vrai tailleur, viendrait prendre mes mesures, — les miennes et non pas celles d'Étienne ou de Bernard! Ce tailleur se nommait Plumeau. Tout en hauteur comme un piquet, il flottait dans une immense redingote. Voulut-il, comme Dieu lorsqu'il créa l'homme, me faire à son image et à sa ressemblance? Il me composa un complet vert-olive qui accentuait ma maigreur et pour lequel il n'avait rien négligé. Le veston, rivalisant avec un pardessus, descendait jusqu'aux genoux, l'étoffe défiait le temps par sa solidité. J'en avais de toute évidence pour m'habiller jusqu'au baccalauréat. J'eus l'impression qu'on m'avantageait trop et ma coquetterie regimba. Toute ma famille avait été réunie pour me contempler et ratifier la livraison. On me contraignait à me tourner et retourner comme un cheval sur le marché, et je montrais une figure hostile, presque aussi longue que mon veston.

— Ça ira, déclara mon père.

Ça irait? Oui, dans deux ou trois ans, quand j'aurais beaucoup grandi encore. Ma mère n'osait pas trop donner son approbation. Mes frères se contenaient, mais je devinais qu'ils étouffaient une envie de rire, ce dont Louise ne se privait pas. Tante Dine sauva la situation qui se gâtait. Elle arriva en retard, car elle ravaudait dans la chambre de la tour quand on lui

avait signalé le débarquement de M. Plumeau. On l'entendit dans l'escalier avant de la voir. L'espoir, déjà, revint. Et ce fut l'entrée de troupes fraîches sur le champ de bataille. Elle décida du sort de la journée.

A peine m'eut-elle découvert dans le vêtement où je me perdais qu'elle s'écria :

— C'est admirable, François. Je ne vous le tairai pas plus longtemps : je n'ai jamais vu personne aussi bien habillé.

Chacun respira et je fus réconforté. Je le fus même tant et si bien que, ne voulant plus me séparer du fameux costume, je le revêtis en cachette pour ma prochaine promenade. Grand-père n'y prêta aucune attention. Mais je fus rejoint à la grille par tante Dine essoufflée :

— Mauvais garnement, me dit-elle, sortir avec un habit de cérémonie !

Pour un peu, elle m'eût déshabillé dans la rue de ses propres mains. Je dus rentrer sous son égide pour échanger ma livrée contre une défroque moins reluisante, et cette promenade-là fut gâtée. Mais les suivantes me dédommagèrent. Ce fut la forêt et ce fut le lac.

Cette forêt faisait partie, avec des vignes et des fermes, d'un domaine historique dont le château, à demi croulant, avait subi des sièges, reçu de grands personnages de guerre ou d'Église, et n'était plus habitable. Le tout appartenait à un colonel de cavalerie en retraite, fils d'un baron de l'Empire, qui n'avait pas de quoi l'entretenir décemment et le laissait péricliter : il vivait seul et montait du matin au soir l'un ou l'autre de ses vieux chevaux sans sortir de ses propriétés. Nous y pénétrâmes, grand-père et moi, bien qu'elles fussent closes de murs, par des brèches que nous avions repérées.

Il m'entraînait sous les arbres, m'apprenait à ne pas confondre leurs essences, et m'invitait à m'asseoir à leur ombre, mais sur la mousse et non sur les bancs fallacieux que nous apercevions de loin en loin et dont les planches, travaillées par l'humidité, étaient pourries. L'herbe poussait dans les allées. Pareilles à des voûtes sous les branches, ces allées conduisaient le regard à des portes de lumière qui, d'un côté, paraissaient bleues à cause de l'eau du lac qui s'y encadrait. On était au mois de juin. Mille nuances de vert s'enchevêtraient, se mariaient autour de nous, depuis le vert clair du gui parasite jusqu'au vert

presque noir du lierre qui grimpait aux chênes. Toutes les gammes du printemps chantaient. Et il y avait encore, sous bois, des amas de feuilles rousses, vestiges de la saison précédente.

J'éprouvais une vague peur à nous sentir seuls tous les deux parmi une assemblée si imposante et silencieuse, et je voulus parler afin de rendre plus réelle notre présence.

— Tais-toi, me dit grand-père, tais-toi et écoute.

Écouter quoi? Et voici que peu à peu je perçus une multitude de rumeurs. Nous n'étions plus seuls comme je l'avais cru : d'innombrables êtres vivans nous environnaient.

A de grandes distances deux pinsons se répondaient régulièrement. Le plus éloigné reprenait en sourdine le couplet que l'autre lançait à plein gosier. D'arbre en arbre, celui-ci se rapprocha de nous. Je le vis, et mon œil rencontra le sien, tout petit et tout rond. Comme je ne bougeais pas, il resta. Mais que pouvaient être ces coups sourds et répétés? Les piverts aiguisaient leur bec contre les troncs. De longues bandes de clarté se glissaient çà et là, à travers les intervalles des branches, jusqu'au sol : dans leur rayonnement où le découpage des feuilles s'accusait, des toiles d'araignées se balançaient, dont je distinguais les moindres fils, et des guêpes bourdonnaient en dansant. Je finissais par entendre remuer l'herbe. C'était le travail secret de la terre sous l'action de la chaleur. Je découvrais une vie que je n'avais pas soupçonnée.

— Grand-père, quel est ce cri? demandai-je à voix basse.

— Ce doit être un lièvre. Cachons-nous et peut-être, si tu es sage, ne tarderons-nous pas à le voir.

Sur ce dialogue, nous nous coulâmes tous les deux derrière un buisson. Je ne connaissais les lièvres que pour en avoir mangé en de rares et fastueuses occasions, bien que tante Dine déplorât qu'on donnât du civet aux enfans, à cause des serviettes maculées. De nouveau, le cri retentit et cette fois plus près de nous.

— Il appelle sa hase, m'expliqua grand-père.

— Sa hase?

— Oui, sa femme. Tais-toi.

C'était un doux appel, langoureux et tendre infiniment. De très loin, nous parvint un appel semblable, à peine distinct. D'un bout à l'autre du bois, le duo s'engageait. Et je pressentais que

les bêtes, comme les hommes, désirent de se voir et de se parler. Tout à coup, là, devant moi, traversant l'allée, je vis deux longues oreilles et une petite boule de corps brun qui semblait vouloir passer par-dessus. Sur la lisière le lièvre s'arrêta, attendit la voix lointaine qui le guidait, poussa de nouveau sa plainte déchirante et se perdit dans les taillis voisins. Il courait rejoindre sa compagne, mais j'avais eu le temps de le bien examiner.

Une autre fois, ce fut un renard. De son museau pointu il dut nous flairer, car il s'enfuit la queue entre les jambes, à toute allure. Instruit par les fables de La Fontaine et par les *Scènes de la vie des Animaux*, je prévins grand-père que c'était une ruse et qu'il serait prudent de déguerpir.

— Tu es stupide, m'assura-t-il. Le renard est inoffensif.

De quoi je fus un peu scandalisé. Mais nos promenades ne jouissaient pas toujours d'un tel calme. De notre coin préféré, il nous arriva d'entendre, comme une pluie d'orage, le galop d'un cheval et nous venions à peine de nous dissimuler savamment derrière le tronc d'un fayard, que le colonel débucha sur sa monture. Il avait le nez court, une moustache rude, des joues creuses. Il se tenait le buste droit, le genou saillant, et ses yeux ne regardaient rien. Au passage il me fit l'effet d'un terrible homme. Grand-père s'empressa de me rassurer :

— C'est une vieille bête, me dit-il, et son carcan ne sait plus trotter.

L'un et l'autre, je l'ai su depuis, s'étaient battus à Reichshoffen.

Mais dans une circonstance plus grave, grand-père donna le signal de la déroute. Je le vis tendre l'oreille à la manière du lièvre, puis se lever en hâte de l'herbe où nous étions assis :

— Des chiens, murmura-t-il effrayé. Allons-nous-en.

Nous gagnâmes le mur aussi vite que nous le permettaient ses jambes vieillies et mes jambes trop neuves. Déjà les chiens se ruaient sur nous, aboyant et menaçant, lorsque grand-père qui m'avait poussé devant lui terminait son escalade. Cette alerte l'avait exaspéré, et notre sécurité ne l'apaisa nullement :

— Voilà bien les propriétaires ! déblatérait-il. Ils nous feraient dévorer par leurs molosses.

Et tant de férocité lui fournissant une occasion d'enseigner, il se tourna vers moi :

— Vois-tu, mon petit : les hommes deviennent méchans dans les villes. Ils sont comme les pommes qui pourrissent quand on les entasse. Et ne faut-il pas qu'à leur tour, ils pervertissent les animaux.

A la vérité, j'aurais pu soulever deux objections : l'isolement du domaine et la malfaisance naturelle des bêtes. Il ne me prêta que la seconde et l'écrasa sans désemparer ;

— Tu as vu le pinson, et le lièvre, et même le renard. A l'état de nature, ils sont incapables de nuire. Apprivoisées, les bêtes sont toutes dangereuses, tôt ou tard, et perfides, féroces et fausses. Eh bien! pour les hommes, c'est tout pareil. Libres, ils sont bons et généreux. Abrutis par la discipline, comme ce vieux militaire, ils deviennent effroyables.

Jamais encore il n'avait prononcé un si long discours, ni si mystérieux pour moi. L'émotion de la poursuite le portait sans doute à oublier pour la première fois, de façon directe, la promesse que mon père avait exigée. Je m'étonnai de son éloquence à quoi rien ne m'avait préparé, et j'en tirai aussitôt des conclusions pratiques. On m'avait élevé à croire au bienfait de l'autorité : celle des parens, celle des professeurs du collège. Et voilà que, pour être bon, il ne fallait obéir à personne.

Cette aventure nous dégoûta de *notre* forêt, et nous fréquentâmes des bois plus modestes et moins troublés, de préférence situés sur les fonds communaux, ce qui réjouissait grand-père dans sa haine des propriétés privées. La propriété, pour lui, était un grand obstacle au bonheur des hommes, mais j'hésitais à me ranger à cet avis : j'aimais assez à posséder, de quoi il se moquait.

Ainsi qu'il s'y était engagé lors de notre première promenade, il me communiqua sa science des champignons. Le bolet charnu, au pied rebondi, au dôme couleur de la châtaigne un peu avant sa maturité, l'oronge pareille à un œuf dont on vient de briser la coquille, la jaune chanterelle en forme de corolle, obtenaient ses faveurs. Il en goûtait bien d'autres espèces qu'il déclarait bonnes au juger. Je le vis mordre, comme le curé dont il m'avait conté l'histoire, dans un de ces bolets Satan qui deviennent bleus quand on les coupe et dont l'entaille prend aussitôt l'apparence d'une affreuse plaie. Dressé par les craintes contagieuses de tante Dine, j'étais persuadé que ses lèvres ne tarderaient pas elles aussi à bleuir. Je le regardai avec terreur

et curiosité, pour suivre les fâcheux symptômes. Mais il digéra son poison à merveille :

— Tu vois, me dit-il, triomphant, ce brave homme de curé, pour une fois, avait raison. La nature est une mère pour nous.

Fort de cette expérience, je cueillis aux buissons des baies rouges qui étaient plaisantes à l'œil, et j'eus de fortes coliques. Grand-père devait être un peu sorcier. Quand nous rapportions de notre chasse un plein mouchoir de ces cryptogames, tante Dine, méfiante, ne manquait pas de s'écrier :

— Encore ces horreurs !

Elle les triait avec soin et ne conservait que les notoirement comestibles qu'elle excellait à faire sauter au beurre ou à préparer, en hors-d'œuvre, au court-bouillon, relevés d'un filet de vinaigre. Ainsi accommodés, les petits bolets, frais, blancs et craquans, embaumaient la bouche. Maintenant que j'en ramassais, je m'étais mis à en manger.

De mes injurieuses baies je me rattrapai sur les airelles et les fraises que je ramassais parmi la mousse. J'aimais à les brouter dans la main pleine, comme les chèvres font du sel qu'on leur présente. Il est vrai qu'on m'avait défendu les crudités : la notion du devoir commençait de s'altérer en moi, et je préférais m'en tenir à la nature maternelle de mon grand-père qu'il suffit d'invoquer pour être servi à souhait. Grand-père la célébrait sans cesse. Il lui adressait des litanies de louanges. Cependant il se moquait du chapelet que récitaient tante Dine et ma mère. Et il profitait de toutes occasions pour me prêcher l'aversion des villes et la douceur des champs. Les cités, comme il disait, regorgeaient de gens féroces et cupides qui s'entretuaient pour une pièce de monnaie, tandis qu'au village, tout le monde vivait heureux et paisible, et l'on s'aidait les uns les autres d'un cœur fraternel.

Un jour, nous fûmes invités par un paysan qui nous offrit sa tonnelle à demi défoncée pour y manger un de ces fromages blancs qu'on arrose avec la crème du lait. Un bol de fraises des bois accompagnait ce mets frugal et innocent. Nous en fîmes un mélange si savoureux que je fus incliné à croire aveuglément désormais au bonheur universel, pourvu, toutefois, que l'on consentît à abandonner les cités infectées de pestes et de lèpres. A la campagne, tous les hommes étaient bons, obligeans et libres par surcroît. Nous n'avions plus d'ennemis. Les *ils* de

tante Dine n'existaient que dans son imagination de vieille femme. Elle avait des idées étroites, elle ne s'élevait pas, comme grand-père, au-dessus des petits détails quotidiens. J'étais pacifique, j'étais béat, j'étais désarmé. Et je connaissais la fleur des plaisirs champêtres dont je n'ai jamais perdu le goût.

— Bourrez-vous, nous persuada notre hôte familièrement. Le docteur m'a guéri d'un chaud et froid.

Nous devions à mon père cet accueil, mais nous préférions le supposer habituel, pour la vérification de nos théories. M'étant trop bourré en effet, j'eus, au retour, une indigestion que grand-père aggrava par sa mauvaise humeur.

— Tu n'iras pas t'en vanter, me dit-il, quand je fus débarrassé.

Je compris ce que signifiait le conseil et résolus de garder prudemment un silence qui protégeait la fantaisie de nos excursions à venir. Nous rentrâmes en retard : l'inexactitude me paraissait d'une désinvolture élégante. Pourquoi dîner à une heure plutôt qu'à une autre? Et même on peut ne pas dîner du tout, si l'on s'est rempli l'estomac de crème et de fromage blanc. Grand-père expliqua d'où nous venions et vanta en termes excellens l'hospitalité paysanne.

— Ah! oui, s'écria mon père, vous êtes tombés chez cette fripouille de Barbeau. Je crois bien que je l'ai tiré de la mort. Il vit surtout de braconnage et de contrebande, et il me doit encore sa note. J'aime autant qu'il ne me la paie pas. La couleur de son argent n'est pas nette.

J'estimais qu'il traitait bien sévèrement un homme si poli et si généreux. Nous retournâmes chez Barbeau, et nous y fûmes reçus par sa femme. C'était une vieille, noueuse et grise, aux yeux chassieux, qui ne trouva à nous offrir qu'une méchante croûte de gruyère, de quoi nous fûmes dépités. Elle se tut sur les occupations de son mari, mais, pour parler des belles places de ses fils, elle arrondit la bouche avant de nous en faire confidence. L'aîné était facteur à la ville, le second employé à la gare, et quant au troisième, oh! oh! il gagnait des mille et des cents :

— Garçon d'hôtel à Paris, monsieur Rambert, garçon d'hôtel meublé. Il nous envoie de l'argent.

— Vilain métier, observa grand-père.

— Il n'y a pas de vilain métier, affirma la vieille. Le tout est de ramasser de la monnaie.

— Et comme ça, pour la terre, il ne vous en reste point ?

— Bien sûr que non qu'il n'en reste point ! Pour manger des châtaignes et boire du cidre, y a plus personne, monsieur Rambert. La terre, voyez-vous, je crache dessus.

Et la mégère, en effet, cracha sur le blé déjà haut et d'un vert décoloré prêt à se muer en or, qui touchait à sa masure. On eût dit qu'elle maudissait toute la campagne avoisinante.

Je ne pensais pas que ces épis, c'était la farine qu'on bénit avant de la pétrir, le pain dont mon père n'entamait pas une miche sans y marquer le signe de la croix. Je vis là surtout un geste malpropre et du coup je laissai ma part de fromage que je rongeais sans plaisir.

— Allons-nous-en, me dit grand-père brusquement.

Le discours de la mère Barbeau le contrariait. Du moins, je n'eus pas mal au cœur cette fois-là.

A la suite de cette conversation, il abandonna pendant quelque temps la vie agricole et consentit à me conduire vers le lac que nous n'avions pas encore exploré. Il m'y conduisit sans enthousiasme :

— C'est une eau fermée, prononça-t-il avec mépris.

Il y avait donc des eaux ouvertes ? Sans doute : il y avait la mer. Ce mot, jusqu'alors, ne m'avait pas frappé et je ne lui attribuais aucun sens. Lorsque la brume recouvrait la rive opposée, le lac semblait ne plus finir, et j'avais entendu dire autour de moi : c'est la mer. Je n'y avais pas pris garde. La dédaigneuse définition de grand-père me fit imaginer par contraste une immensité libre. Plus tard, quand j'ai vu enfin la mer, — c'était à Dieppe, du haut des falaises, — je n'ai pas eu de surprise : ce n'était qu'une eau ouverte.

— Veux-tu naviguer ? me proposa grand-père un jour.

Si je voulais ! je le désirais d'autant plus que cette expédition représentait en quelque sorte pour moi la vie individuelle substituée à la vie de famille. Mes parens m'avaient interdit les promenades en bateau à la suite de la chute qui avait provoqué ma pleurésie. Ils craignaient à la fois l'humidité et ma maladresse. J'étais, une fois de plus, *l'enfant blond qui s'esquiva des bras de sa mère. La demoiselle aux ailes d'or*, qui m'entraînait, c'était déjà mon bon plaisir.

Nous prîmes un canot et sortîmes du port. Grand-père, qui se servait des rames avec irrégularité, — ce qui ne me

rassurait guère, — ne tarda pas à les lâcher et nous laissa dériver.

— Où allons-nous? demandai-je un peu inquiet.

— Je n'en sais rien.

L'incertitude ajoutait au mystère de l'eau. Je m'amusai à tremper mes mains en me penchant sur le rebord. La caresse froide que je recevais et le petit danger que je courais ou pensais courir me causaient une sensation mélangée, mais très excitante.

Que pouvaient signifier ces brefs éclairs d'argent qui s'allumaient à la surface pour s'éteindre aussitôt? Autour de leur étincelle morte un cercle naissait, qui s'élargissait et finissait par se perdre. C'étaient les poissons qui venaient respirer. L'un d'eux, plus rapproché, montra sa petite bouche et les écailles luisantes de sa tête. Je prenais contact avec un monde nouveau, le monde sous-marin.

Quand il soufflait un peu de vent, grand-père me faisait asseoir au fond du bateau, sur les planches qui étaient bien un peu mouillées. De là, comme je n'étais pas haut, je n'apercevais plus guère que le ciel. Je découvrais mieux sa coupole et la vibration continue de l'éther aux beaux jours. Immobile, tandis que grand-père rêvait, j'étais heureux. Je m'habituais à être heureux excessivement, sans savoir pourquoi, comme si l'existence n'avait pas de limites, et pas de but.

Grand-père se liait aussi avec des pêcheurs qui posaient leurs filets.

— Ce sont de braves gens, m'assurait-il. Le lac, c'est comme la campagne. En retirant l'homme des cités, ça le moralise.

Par eux, nous connûmes les mœurs de la truite, de la perche, du vorace brochet et de l'ombre-chevalier, dont la chair est savoureuse à l'égal de la chair rose du saumon.

— Eh! eh! lui confia l'un de ces braves gens avec allégresse, tout mon ombre est retenu par l'hôtel Bellevue. On y bamboche le jour et la nuit. Parlez-moi de ces cliens-là.

Ainsi j'étais initié à la vie de la terre et de l'eau. Grand-père commençait de s'intéresser à mes progrès dans l'amitié de la nature. Il tenait un disciple qu'il n'avait point cherché. Le premier, maintenant, je tournais le dos à la ville, franchissais les barrières, traversais les champs sans aucun soin des cultures. Il me traitait en héritier, en enfant digne d'être un de ces rois

fainéans qui possèdent le monde. Et comme nous avions gravi péniblement sous la chaleur de juillet un monticule d'où l'on dominait la plaine, et la forêt et le lac, il se mit à rire du bon tour qu'il préparait :

— Tu sais, mon petit, on croit que je n'ai rien et que je suis tout pareil aux claque-patins qui se tortillent sur les routes avec un baluchon dans le dos. Quelle plaisanterie! Il n'y a pas de propriétaire plus riche que moi, entends-tu.

Ce langage ne m'étonnait pas. J'avais perdu la notion du tien et du mien qui sépare la richesse de la pauvreté.

— Cette eau, ces bois, ces prés, continua-t-il, tout cela est à moi. Je ne m'en occupe jamais et c'est à moi tout de même.

Et, pour m'investir, me couronnant la tête de sa main, il acheva :

— C'est à moi, et je te le donne.

Ce fut un sacre gai et sans cérémonie. Tous les deux nous nous amusions de cette idée. Malgré nos rires, cependant, j'avais l'impression très nette que le monde m'appartenait en effet. D'un petit destin borné je ne voulais plus.

Comme nous redescendions de notre belvédère, nous croisâmes sur le chemin une jeune femme qui habitait une villa du voisinage. Elle portait une robe blanche, qui laissait nus les avant-bras et le cou, et sur la tête un chapeau orné de cerises rouges. Son ombrelle un peu penchée en arrière servait d'auréole ou de fond au visage qui était délicat et uni comme ces fleurs de magnolias dont j'aimais au jardin la nuance, l'odeur et la forme d'oiseaux blancs aux ailes déployées. Cependant je ne l'eusse pas remarquée, si grand-père ne s'était arrêté, cloué par l'admiration et n'avait dit tout haut :

— Oh ! ce qu'elle est belle !

Le visage clair s'empourpra. Mais la jeune femme sourit à cet hommage trop direct. Je la regardais alors, et tellement que je n'ai rien oublié de cette vision, pas même les cerises. Je faisais d'ailleurs mes réserves : elle me paraissait déjà âgée, peut-être trente ans. C'est un âge avancé aux yeux impitoyables d'un enfant. A cause de son teint de fleur, je pensais à l'aveu du Rossignol dont m'était venue, un jour que je lisais les *Scènes de la vie des Animaux*, tant d'instable mélancolie : *Je suis amoureux de la Rose... Je m'égosille toute la nuit pour elle, mais elle dort et ne m'entend pas.* Et pour la première fois j'associai,

non sans un secret pressentiment, une femme inconnue à l'amour plus inconnu encore.

A la suite de cette rencontre, grand-père m'emmena sur un coteau boisé où nous n'étions jamais allés et qu'il m'avait représenté comme dénué d'agrément lorsque j'y voyais un but de promenade. Il fallait traverser une rivière avant d'en atteindre la base. Pendant la marche, il s'absorba en lui-même et ne m'adressa pas la parole. Au sommet, il s'orienta et se dirigea tout droit vers un pavillon à l'écart, proche une maison de ferme et dissimulé dans une clairière.

— C'est là, dit-il.

Je comprenais qu'il ne s'adressait pas à moi. Ce pavillon à un étage me parut dans un piteux état. Le toit manquait d'ardoises, une galerie circulaire pourrissait. On avait dû l'abandonner depuis longtemps. Grand-père se réjouit de cet aspect délabré et inhabitable, ce qui m'eût davantage étonné s'il ne m'avait pas accoutumé à ses bizarreries.

— Tant mieux, murmura-t-il : il n'y a personne.

Et il avisa un vieillard qui se chauffait au soleil devant la ferme, sur un banc, et qui puisait avec une cuiller de bois dans un pot de soupe. Il engagea avec lui une interminable conversation qui m'ennuya et qui aboutit à un petit interrogatoire sur le pavillon.

— C'est bon à brûler, déclara le paysan.

— Autrefois, insinua grand-père, il y avait du monde.

— Autrefois, il y a bien des années.

Grand-père eut l'air d'hésiter à continuer l'entretien, puis il reprit :

— Oui, il y a bien des années. Mais vous et moi, nous ne sommes pas de ce matin. Et, dites-moi, vous ne vous souvenez pas d'une dame ?

Je songeai aussitôt à la dame en blanc au chapeau de cerises et je l'évoquai dans cette clairière à la porte du pavillon. Déjà mon imagination travaillait sur un nouveau thème.

— Oh ! moi, fit le vieux avant d'avaler la cuillerée qu'il tenait à la main, les femmes, je m'en f...

Les yeux de grand-père s'injectèrent de fureur et je crus qu'il allait bousculer le bonhomme et son pot. Il leva la séance incontinent sans un mot de plus. Mais en s'en allant, il me prit à témoin de la grâce du lieu :

— Tout de même, ici, comme c'est doux et sauvage! Les arbres n'ont presque pas changé. Il n'y a qu'eux.

Je n'ai jamais su l'aventure de la dame du pavillon. Mais un jour que nous passions devant le château branlant du colonel, un autre souvenir, — moins direct sans doute, — lui revint à la mémoire et sans préparation il me raconta :

— On l'appelait la belle Alix.

— Qui ça, grand-père ?

— Elle a demeuré là. C'était sous l'Empire.

— Vous l'avez vue, grand-père?

— Oh! moi, non. C'est trop ancien. Je parle de l'Empereur premier. Ceux qui l'ont vue, c'étaient des vieux quand j'étais jeune. Ceux qui l'ont vue, rien qu'à dire son nom, éclataient d'orgueil.

Et ces brèves évocations disposaient pour moi un beau voile romanesque sur nos promenades qui étaient *arrivées* comme des histoires.

Il ne s'étendit jamais sur l'une ou sur l'autre, comme je m'y attendais. Il ne supposait pas que je guettais ces moindres paroles-là pour en exagérer l'importance. Sauf la dame blanche au chapeau de cerises, qui ressemblait peut-être, qui ressemblait sans doute à quelque lointaine image de son passé, il saluait les femmes le plus honnêtement du monde et ne se permettait sur elles aucune réflexion. Quand je lus quelques années plus tard, un soir de collège, le fameux passage de l'*Iliade* sur les vieillards troyens disposés à pardonner à Hélène à cause de sa beauté semblable à celle des déesses immortelles, tandis que mes camarades sommeillaient sur leur Homère, je me revoyais aux côtés de mon grand-père sur le chemin par où venait à nous la dame en blanc. Et depuis lors, j'ai donné le nom d'Hélène à cette inconnue.

Grand-père, qui prenait goût à notre amitié, consentit à m'accueillir dans la chambre de la tour. Il ne s'y occupait d'ailleurs point de ma présence, tantôt m'enveloppant de la fumée de sa pipe, et tantôt jouant de son violon dont les sons se mêlaient pour moi à la forêt, au lac, aux retraites perdues que nous connaissions. Là je continuais ma libre vie du dehors. Les jours de mauvais temps, — bien rares au cours de ce lumineux été prédit par Mathieu de la Drôme, — je regardais la pluie tomber et l'horizon se désagréger, bercé et amolli par ce spec-

tacle de l'inutilité des choses. Quand le couchant était pur, je voyais le soleil se projeter dans l'eau du lac en colonne de feu qui peu à peu se changeait en glaive, puis se réduisait à un point d'or, reflet de la petite étoile, posée sur l'épaule de la montagne que le soleil était devenu une seconde avant de disparaître. Le soir, après dîner, j'obtenais la faveur de suivre les constellations dans le télescope. A cause de l'orientation de sa chambre précédente qui était tournée vers le Sud, grand-père, je l'ai dit, ne connaissait qu'une moitié du ciel et se refusait à déchiffrer l'autre. C'est pourquoi je ne suis familier, la nuit, qu'avec Altaïr et Véga, Arcturus et l'Épi de la Vierge, qu'on aperçoit au Sud en juillet. Il fallait me pencher pour apercevoir Antarès au bord du toit. Les autres mois, tout se brouille à mes yeux, et de même si je fixe le Nord.

La maison applaudissait à mon nouveau régime. Plus d'une fois mon père avait demandé à grand-père :

— Vraiment, le petit ne vous gène pas ?

— Oh ! pas du tout, répondait invariablement grand-père.

Et mon père lui exprimait alors sa gratitude pour ma santé recouvrée. Tante Dine déclarait que je n'avais plus ma figure de papier mâché et me frottait les joues pour qu'elles devinssent plus rouges. Ma mère voyait dans l'affection de mon grand-père un gage de paix et de réconciliation. Pour moi, la vie s'était modifiée insensiblement. Le collège, les devoirs, l'émulation, la régularité, le travail, tout cela n'existait plus. Il n'y avait qu'à tourner le dos à la ville et à s'abandonner à la belle nature. Je sentais cela, — que je ne saurais expliquer, — à la fois nettement et confusément, confusément dans mon esprit et nettement pour la pratique.

Cependant, au retour de nos promenades, grand-père, assez souvent, se contentait de me ramener jusqu'au portail, puis s'esquivait du côté de la cité maudite.

HENRY BORDEAUX.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

ENTRE LES DEUX MONDES[1]

DEUXIÈME PARTIE [2]

VI

« Comment est-il bien possible que cette idée soit née précisément dans cette tête et à Rosario, sur les rives du Parana? » me demandais-je un quart d'heure plus tard, en me déshabillant. Et, dans ma petite cabine, je revoyais le grand fleuve jaune et lent, aux immenses méandres qui serpentent sur la plaine solitaire, entre les rives écartées, verdoyantes et désertes, sous la grande voûte bleue du ciel. Parmi tant de choses étranges et excessives qu'Alverighi avait dites, ce soir-là, il me semblait maintenant voir briller une vérité si simple et si évidente que je m'étonnais que personne n'y eût encore pensé. En vain fouillais-je les recoins de ma mémoire, pour me rappeler si je l'avais jamais lue dans quelque livre; mais non : cette idée était nouvelle, au moins pour moi. Et cependant, il était vrai, très vrai, que l'art donne un plaisir sans besoin; ce qui fait que, d'ordinaire, ce plaisir est incertain, vague, hésitant; qu'aujourd'hui je l'éprouve, et demain non; que tel le goûte, et tel autre, non; qu'il va et vient mystérieusement, et que les hommes s'efforcent en vain de le préciser, de l'éclairer, de le faire partager à autrui par la force probante du raisonnement, en expliquant ce qu'ils éprouvent et en justifiant qu'ils ont raison de l'éprouver. Qu'au sujet de toute œuvre d'art on puisse démontrer

(1) *Copyright by* G. Ferrero, 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912.

ce que l'on veut, et qu'il n'y ait pas moyen de mettre d'accord deux adversaires obstinés, cela aussi était vrai, je le sentais bien, quoique je ne réussisse pas à en apercevoir clairement la cause.

J'éteignis la lumière; je songeai encore à tout cela; et, peu à peu, la gloire de tant de chefs-d'œuvre admirés, le souvenir de la jouissance reçue de tant de livres et tant d'œuvres d'art, les canons critiques et les doctrines esthétiques professées d'habitude avec une impérieuse hauteur, me parurent se confondre dans une immense incertitude qui ondoyait sur le monde comme les brumes sur la mer. Peut-être était-ce l'effet, non des seuls discours d'Alverighi, mais aussi du vin trop copieusement offert par Vazquez : car le vin a sur moi l'étrange pouvoir d'affaiblir la certitude des idées les plus fermes, de me détacher pour ainsi dire de la réalité des choses, de pousser mon esprit à l'infini, de pourquoi en pourquoi, vers la suprême et introuvable cause première de toutes les choses. « Non, me disais-je. A chaque instant nous portons sur le beau des jugemens; mais nous n'avons aucun mètre pour mesurer le beau. Toutes les mesures que nous croyons avoir fabriquées sont trompeuses, subjectives, illusoires. Dans l'art, il n'y a pas d'autre vérité que ce vague plaisir sans besoin. » Je réfléchis à cette formule, qui de nouveau me parut ingénieuse, et de nouveau je me demandai : « Pourquoi fallait-il qu'elle fût découverte par un marchand de Rosario, encore que ce marchand soit homme évadé à temps des bagnes de l'intellectualisme européen? « Qu'Alverighi, sur les rives du Parana, m'eût parlé des richesses de l'Amérique et du progrès du monde, cela ne m'étonnait pas; mais ce qui me paraissait étrange, c'était qu'il raisonnât, et même assez bien, sur l'art et sur le beau, à bord du *Cordova*.

Le matin suivant, lorsque je sortis de ma cabine, vers huit heures et demie, la mer était calme et le ciel serein. Mais le pont était encore désert. Le *Cordova* était un petit navire, en comparaison des colosses modernes : il jaugeait moins de 5 000 tonnes, ne pouvait recevoir plus de soixante-dix passagers « de classe, » comme on dit dans le jargon maritime, et, à ce voyage-là, il n'en avait qu'une trentaine. Par conséquent, on jouait peu et sans bruit; on veillait rarement plus tard que deux heures du matin; le flirtage était innocent et languissant. Je me promenai quelques minutes en regardant la mer et en

songeant à la discussion de la veille, à mes rêveries du soir ; puis j'entrai dans la salle à manger, où je trouvai Alverighi, qui déjeunait, tandis qu'autour de lui les domestiques, en veste de toile blanche, mettaient la pièce en ordre.

— Hier, lui dis-je en plaisantant, l'Amérique s'est fait honneur.

Et je lui demandai, non sans une pointe d'ironie, comment, à Rosario, parmi tant d'affaires, il avait encore eu le loisir et le goût de méditer sur le beau en soi, sur les besoins qui engendrent du plaisir et sur les plaisirs qui ne correspondent à aucun besoin. Il sourit avec malice.

— Moi? répondit-il. Tout ce que j'ai dit, je l'ai imaginé entre vendredi soir et samedi matin. Là-bas, je n'ai pas de temps à perdre. Mais, vendredi soir, j'ai été agacé d'entendre toutes les personnes présentes dire que New-York était laide, laide, laide ! Et puis après ? Si New-York était laide, serait-ce la fin du monde ? Est-ce que la beauté se mange en tartines ? Ce que j'ai voulu, c'est vous mettre tous dans l'embarras... A votre tour, maintenant. Tirez-vous de là comme vous pourrez !... Mais combien il est facile de faire une théorie philosophique ! Ah ! s'il était aussi facile de faire des millions !

Sur le continent, je n'aurais pas laissé passer sans protestation cette sortie ; mais « le loisir sans remords » énervait mon énergie. Je fis semblant de ne pas entendre. Nous continuâmes à parler encore un peu sur le même sujet, lui sérieux, moi plaisantant. Mais tout à coup il fit dévier la conversation :

— Vous savez ? dit-il. Ce M. Rosetti est un homme fort intelligent. Hier soir, avant d'aller nous coucher, nous avons causé, et je crois que nous sommes d'accord... Vous le connaissez, n'est-ce pas ?

Je lui racontai alors l'histoire de Rosetti. Né en 1840 à Forlimpopoli, en Romagne, et pris par la première levée de soldats que le gouvernement italien ordonna en 1860, dans les États pontificaux, Rosetti avait été envoyé à Turin, dans l'arme du génie, à la vieille caserne de la rue de l'Archevêché, et il y avait connu mon père qui, lui aussi, était au service. A Turin, Rosetti avait pu se faire admettre à l'École d'application, et, en 1865, peu après avoir quitté l'armée, il avait conquis son diplôme d'ingénieur. Tout juste à ce moment, l'Argentine cherchait en Italie des professeurs pour la nouvelle École polytechnique fondée à

Buenos-Aires. Rosetti partit pour Buenos-Aires où, de 1865 à 1885, il eut pour élèves presque tous les hommes qui gouvernent aujourd'hui l'Argentine, et d'où il revint en Europe à quarante-cinq ans, après avoir amassé là-bas une assez jolie fortune et pourvu d'une pension que lui avait accordée la gratitude du gouvernement argentin. Dès lors il put organiser sa vie avec une simplicité noble et digne, avoir hôtel à Milan, maison de campagne à Bellaria, près de Rimini, et se consacrer librement à l'étude, ajouter aux mathématiques et à la physique l'histoire, l'archéologie, l'économie politique et la philosophie, lire des livres de toute sorte et méditer sur les choses du monde et de l'homme, pour son propre compte, loin des coteries savantes, dans la solitude. Je l'avais connu à Milan en 1897. Il était beau-frère d'Ernesto-Teodoro Moneta ; il m'avait témoigné de la bienveillance ; et moi, de mon côté, je m'étais attaché à lui par admiration pour sa bonté profonde, pour sa douceur imperturbable, pour la noblesse sereine de sa vie et de ses œuvres, pour sa simplicité et sa modestie incomparables, pour son vaste savoir dont il évitait de faire étalage et commerce.

— Combien est grande la vertu de l'Amérique ! s'écria orgueilleusement Alverighi, lorsque j'eus achevé ce récit. Vous voyez ? Si cet homme était resté en Europe, il serait aujourd'hui une bête de somme ou de trait dans quelque administration publique. Et, après cela, on dit en Europe...

Il se tut, un instant, puis il ajouta :

— Hier soir, nous nous sommes entretenus encore de la discussion précédente. Il m'a donné raison. Et savez-vous comment il m'a proposé de définir les jugemens esthétiques ? Des jugemens retournables. Il m'a dit qu'à propos de toute œuvre d'art on peut démontrer ce que l'on veut, parce que les jugemens esthétiques sont toujours susceptibles d'être renversés. A merveille ! Voilà une formule qui me plaît. Le beau et le laid peuvent toujours se transmuer l'un en l'autre, à volonté ; toute qualité peut devenir défaut et tout défaut qualité, lorsque, par le raisonnement, on les a mis à l'envers. Jolie trouvaille, par ma foi !

Nous nous entretînmes encore de Rosetti. Alverighi me demanda comment l'ingénieur se trouvait sur le *Cordova*. Je lui expliquai qu'il revenait tous les deux ou trois ans en Argentine, pour certains intérêts qu'il y avait, et que, cette fois, il avait

attendu le *Cordova* pour faire avec moi la traversée de Rio à Gênes. Puis nous nous quittâmes.

N'ayant trouvé personne de connaissance, je flânai jusqu'à l'heure du déjeuner sur les deux ponts, feuilletai quelques livres, bavardai avec les passagers qui, peu à peu, sortaient des cabines, tous en costume d'été. J'eus ainsi l'occasion d'entendre Levi, le joaillier, dire à trois dames, dans le vestibule de la salle à manger :

— Oui, oui : il paraît que c'est la femme d'un milliardaire. Je vous l'avais dit, vous en souvenez-vous? dès vendredi soir. Nous autres joailliers, nous sommes pires que la police : faites-nous voir les perles et les diamans d'une femme, et nous vous disons tout de suite qui elle est!

Il parlait de Mme Feldmann, naturellement; et tout ce qu'il racontait n'était que fables : car, si M. Feldmann était réellement un habile financier, directeur d'une puissante banque de New-York, et par conséquent très riche, personne toutefois, à New-York, ne lui attribuait une de ces immenses fortunes qui, en partie pour ce qu'elles sont, et plus encore pour ce que les hommes du vieux monde en ont imaginé, font une si profonde impression sur les esprits européens. Mais déjà d'autres histoires commençaient à circuler sur le paquebot : un peu avant le déjeuner, la femme d'un docteur de São Paulo et une dame Génoise me dirent très sérieusement que Mme Feldmann portait des bas de soie à mille francs la paire, et qu'elle ne portait chaque paire qu'une fois!

Au déjeuner, Cavalcanti et Rosetti ne parurent point, de sorte que nous perdîmes notre temps à des discours frivoles. Après le déjeuner et avant la sieste, tandis que nous fumions, je pris à part l'amiral et je lui rapportai ce qui se disait sur le compte de Mme Feldmann. Il se mit à rire.

— Monsieur Ferrero, me répondit-il, depuis vingt ans le monde ne tourne plus sur son ancien axe et nous ne nous y reconnaissons plus. Les richesses de l'Amérique ont fait tourner les cervelles, ont dérangé l'équilibre des fortunes comme l'équilibre des idées. Vous avez vu, hier soir? Plutôt que d'admettre que New-York est une laide ville, cet avocat est prêt à tout détruire, art, littérature et patrie. Mais moi, lorsque je regarde ce qui m'environne, je suis stupéfait. Nul ne songe donc que, si les hommes ont le sentiment d'appartenir à une patrie, c'est

parce qu'ils parlent la même langue, lisent dans les écoles les mêmes livres classiques, et surtout admirent les mêmes grands hommes ? Y a-t-il une nation sans une littérature ? Où en arriverons-nous, si, de but en blanc, le premier venu se croit en droit de dire que Paris est laid et New-York beau ? Les grands hommes d'aujourd'hui sont ce qu'étaient les saints du moyen âge. Quand on veut donner à chacun la liberté de juger comme il lui plaît les chefs-d'œuvre de l'art et de la littérature, on sème l'anarchie...

Qu'un amiral, et, qui plus est, Américain, m'eût rappelé avec tant de simplicité et de clarté ce péril, c'était une chose qui me surprit et me piqua. Pendant la sieste, au lieu de dormir, je réfléchis à ces paroles qui me semblèrent profondes. Et pourtant, comment imposer à tous le même jugement, lorsqu'il n'y a point de critérium universel du beau ? C'est ce que, vers cinq heures, je dis à Cavalcanti, lorsque je le retrouvai, à bâbord, sur le pont de promenade, tandis que, accoudés à la balustrade, noue regardions la mer, sous le vent qui, par intervalles, soufflait avec force au-dessus de nos têtes. Déjà l'Océan, frémissant à perte de vue en petites vagues blanches, dépouillait, à l'approche du soir, son voile radieux de l'après-midi et s'assombrissait; la splendeur du jour semblait remonter en l'air et se ramasser dans les espaces célestes où débordait une sérénité joyeuse, où resplendissaient partout des nuées claires, rouges, dorées. Entre cette lumière qui montait au ciel et cette ombre qui s'abîmait dans la mer, devant l'immense solitude des eaux qui coulaient à notre gauche comme un fleuve, nous causions doucement, à voix basse, en nous interrompant de temps à autre pour contempler les flots.

Cavalcanti écouta les doutes que je lui exprimais, puis me répondit :

— Certes, admirer une œuvre d'art, c'est la sentir ; et, si l'on veut la sentir profondément, il ne faut pas trop raisonner dessus. L'amiral dit vrai; et j'avais moi-même, hier soir, exprimé cette idée en termes différens. Toutefois, il m'est impossible de ne pas reconnaître que l'avocat aussi a raison dans une certaine mesure, quoique je l'aie combattu hier. Les hommes, par suite de leurs interminables dissentimens au sujet du beau, sont naturellement portés à chercher la raison de ce qu'ils sentent; et c'est alors que commencent les anicroches. A force de

vouloir creuser et fouiller sous les fondemens de la maison que nous habitons, pour voir s'ils sont solides, nous risquons de faire que cette maison s'écroule ; je le sais bien. Mais que voulez-vous ? L'homme a besoin de savoir. Et puis, en creusant et en fouillant, on trouve aussi des trésors cachés...

Cavalcanti tranquillisait ses propres inquiétudes par ce commode aphorisme dont abuse si fort l'optimisme moderne : « Dans l'univers, tout se contre-balance ! » Mais il ne me rassura point. J'entrevis confusément qu'il y aurait beaucoup à redire sur cet argument. Mais il répugnait à ma croissante paresse de m'engager dans une discussion, et je renonçai à exprimer une objection quelconque.

Un coup de vent tomba sur nous en sifflant, nous assourdit, emporta nos paroles, nous disjoignit en quelque sorte l'un de l'autre, puis se perdit sur la mer inquiète. Ensuite nous eûmes pour ainsi dire la sensation de nous rapprocher ; mais, un peu étourdis par la rafale, nous ne reprîmes pas tout de suite l'entretien. Cavalcanti considérait la mer en silence. Enfin, sans transition.

— De l'eau, des nuages, du vent, dit-il en montrant l'horizon. Aujourd'hui comme hier, comme toujours ! Toujours cette courbe close, partout égale à elle-même, partout instable et mobile... Ne vous semble-t-il pas, à vous aussi, que dans ce cercle l'Océan se rapetisse ? Quel phénomène curieux ! L'eau anime tous les paysages terrestres, parce qu'elle y est l'élément mobile au milieu des formes immuables que présentent les montagnes et les plaines ; mais, sur l'Océan, lorsque les formes invariables de la terre ont cessé de s'offrir à la vue, cette perpétuelle agitation de l'eau rappelle la morte immobilité d'un désert. L'Océan n'est pas une immensité vivante ; c'est une solitude morte, parce qu'il change sans cesse et que rien en lui ne demeure immuable.

Il avait raison. Nous gardâmes le silence. De légères brises voletaient autour de nous ; à mesure que le désert océanique devenait plus sombre, les nuages s'allumaient, là-haut, d'une flamme plus vive. Des troisièmes classes nous arrivaient quelques chants, que le vent dispersait. Je me retournai. Il n'y avait personne sur le pont, sauf un officier qui le traversait à la hâte ; non loin de nous, un marin, lentement et sans bruit, peignait en blanc la toiture. Je racontai alors à Cavalcanti que

j'avais éprouvé quelque surprise à entendre l'amiral philosopher de la sorte.

— Et vous n'en devinez pas la raison? me demanda Cavalcanti en souriant. Réfléchissez un peu, vous qui êtes allé à Rio... L'amiral est Comtiste!

Nous remarquâmes ensuite qu'il y avait à bord plusieurs passagers pourvus d'études et de culture, et nous fûmes ainsi amenés à parler de Rosetti. Je répétai à Cavalcanti ce que j'avais déjà raconté, le matin, à Alverighi. Puis l'entretien roula sur nos autres compagnons de voyage. Nous causâmes d'abord des marchands d'Asti, puis d'un jeune couple que nous avions rencontré plusieurs fois sur le pont, lui grassouillet, petit et brun, elle maigre, grande et blonde. Cavalcanti me raconta que le mari était un Argentin de Tucuman, qui, trois ans auparavant, était allé faire ses études d'ingénieur à l'Université d'Ithaca.

— Dans l'État de New-York? interrompis-je. Et quel besoin avait-il de courir jusque là-bas pour apprendre à construire des maisons?

— C'est ce que je lui ai demandé hier à lui-même, ajouta le diplomate. Et savez-vous ce qu'il m'a répondu? Que les États-Unis sont le pays qui, dans les trente dernières années, a triomphé pour ce qui concerne l'industrie et les affaires.

Je repensai à cette phrase de l'amiral: « Depuis vingt ans, le monde ne tourne plus sur son ancien axe. » Cavalcanti continua de me raconter que ce jeune homme, qui était allé à Ithaca pour apprendre l'art de gagner des millions, y avait connu cette jeune femme, qui était aussi étudiante, et l'avait épousée. Maintenant ils retournaient à Ithaca, après avoir fait visite à la famille du mari. Finalement, nous en vînmes à parler de Mme Feldmann. J'exposai mes doutes sur son âge.

— Je connais peu son histoire, m'expliqua Cavalcanti. Je ne l'ai vue que quelquefois, avec M. Feldmann, dans des réceptions, à Rio. Mais je sais qu'elle a une fille qui est déjà mariée. La mère doit être plus près de quarante-cinq ans que de quarante.

Nous causâmes d'elle et de son mari. Je racontai ce qu'elle m'avait dit, la veille.

— Il y a anguille sous roche! s'écria soudain Cavalcanti. Son mari a disparu de Rio tout à coup, depuis trois mois; et elle,

elle est partie subitement, comme quelqu'un qui s'échappe. Sinon, elle n'aurait pas voyagé sur le *Cordova*.

Il se tut, un instant; puis, se redressant à demi et s'appuyant de côté contre la balustrade ;

— A propos, continua-t-il, pour quelle raison cette dame vous a-t-elle adressé, hier soir, tant de questions sur le divorce aux États-Unis ? Je regretterais que, sans le savoir, vous lui eussiez suggéré le moyen de dénouer sans bruit les chaînes conjugales.

— Quant à cela, répondis-je, il n'y a point de danger. Hier soir, j'exagérais. Il se fait bien, en Amérique, des divorces de cette manière-là, mais entre émigrans, dans la basse classe. Mais je ne crois pas qu'une dame appartenant à la haute société puisse par ce moyen s'évader de la prison du mariage.

— Vraiment? fit Cavalcanti. Quoi qu'il en soit, j'interrogerai sur ce point M. Guimarães. L'amiral doit connaître les raisons de ce voyage : il est ami intime de la famille.

Ainsi causions-nous sur le pont désert, penchés vers le fleuve Océan, parmi les souffles intermittens d'une forte brise qui, de temps à autre, nous arrachait en quelque sorte de la bouche les phrases et les pensées pour les disperser violemment, ainsi que des feuilles, à la surface des houles mobiles. Mais, à ce moment, Cavalcanti eut le désir d'aller voir la carte géographique sur laquelle, chaque jour, on indiquait par un petit drapeau le point où le navire était arrivé à midi. Je l'accompagnai jusqu'à tribord, où cinq ou six passagers jouaient au palet en poussant des cris et en riant. Nous constatâmes que, ce jour-là, nous étions arrivés à 16°4′ de latitude, c'est-à-dire à la hauteur de Sainte-Hélène, et à 37°22′ de longitude. Nous fîmes quelques tours sur le pont, et nous allions nous séparer lorsque, levant les yeux vers l'Ouest, j'y vis une splendeur merveilleuse.

— Regardez, Cavalcanti! Regardez là-bas, à l'horizon. Les Alpes !

A ce moment-là, le vent se taisait, et, du côté de l'Ouest, s'élevait des eaux, doucement grise sous le feu rouge du soir, pareille à ces Alpes que j'avais tant de fois contemplées de la place d'Armes de Turin, au crépuscule, une longue chaîne de montagnes hérissée de dents, de pics, d'aiguilles innombrables, dominée à gauche par la masse plus haute d'une pyramide pointue; des montagnes de brume et de flamme, obscures et lumi-

neuses, soulevées pour une heure par le souffle léger du vent, à la limite du jour et de la nuit; chaîne inconnue qu'aucun des nomades de l'Océan n'avait saluée encore ou ne saluerait après nous, dernière frontière de la solitude océanique et dernière étape où le soleil s'arrêtait quelques minutes, dans son voyage, avant d'abandonner la mer aux ténèbres nocturnes. « Quelle magnificence! » murmura Cavalcanti. Mais, au même instant, le vent se reprit à souffler, long, profond, triste; et à ce souffle les premières étoiles du soir, mignonnes et timides, palpitèrent comme si elles s'allumaient aux extrêmes clartés du jour; et, dans l'ombre qui, de toutes parts, s'avançait pour éteindre l'univers, les montagnes lointaines et les feux suprêmes du couchant prirent un plus vif éclat. Pendant une seconde, mon âme frissonna d'une obscure et profonde émotion, comme si ce souffle était une haleine, comme si ces feux crépusculaires étaient une réverbération de l'infini. Puis de nouveau le vent se tut. Puis il recommença de souffler; et, à ce souffle intermittent, il semblait que, tour à tour, le jour mourant se rallumait, puis s'obscurcissait, que la chaîne des mystérieuses montagnes se rapprochait de nous dans la lumière, puis reculait dans la nuit où elle devait disparaître.

Nous contemplâmes longuement ce merveilleux caprice de la lumière et du vent; puis nous nous séparâmes, afin de nous habiller pour le dîner. Mais, avant d'aller faire ma toilette, je rencontrai Rosetti, que je n'avais pas encore vu de la journée. Nous parlâmes de la discussion du soir précédent, et il me confirma qu'il donnait raison à Alverighi, parce que, en effet, tous les jugemens esthétiques sont retournables. Cela m'amena à lui répéter ce que l'amiral m'avait dit : accorder aux hommes la liberté de juger les chefs-d'œuvre de la littérature et de l'art, c'est semer l'anarchie. Mais Rosetti se mit à rire.

— Grand Dieu! fit-il. Quelles craintes! L'anarchie, rien que cela! Pourquoi ne pas ajouter aussi le massacre et le saccage? Lorsque ces braves marins mettent le pied hors de leur navire...

— Pourtant, interrompis-je, si les jugemens esthétiques sont toujours susceptibles d'être tournés en sens inverse, il est loisible à chacun, ce me semble, de mépriser ce que ses voisins considèrent comme un chef-d'œuvre. Et, dès lors, je ne conçois pas comment on pourrait imposer l'admiration de Dante ou de Raphaël à une époque qui discute et critique tout, même Dieu.

— Ce pauvre bon Dieu, répliqua Rosetti, n'a plus à son service ni baïonnettes ni coffre-fort bien garni; et, sans or et sans fer, Dieu lui-même est incapable de maintenir son crédit au milieu de notre perverse race humaine. L'art, au contraire...

— A-t-il donc des baïonnettes et de l'or pour maintenir le sien? interrogeai-je, surpris. Quels sont ses moyens d'action? Où sont-ils? Comment en use-t-il?

Mais le premier coup de cloche annonça le dîner.

— Tu entends? me dit alors Rosetti, en souriant toujours. Il est l'heure de se mettre à table, et tu sais qu'à table, les discussions ne me plaisent guère. Ensuite, nous verrons!

Le repas fut tranquille. On causa de choses diverses, et nous pûmes entendre le docteur Montanari débiter ses interminables jérémiades sur les émigrans. Après le dîner, on se dispersa. Une demi-heure plus tard, comme Alverighi et moi nous nous promenions sur le pont en fumant et en jouissant de la soirée, et que je lui contais ce que Rosetti m'avait dit avant le dîner, Rosetti lui-même vint nous rejoindre. Il se plaça entre nous deux, et, après quelques tours de promenade, il interpella Alverighi.

— Vous avez démontré que ni le sentiment, ni la raison ne peuvent nous fournir un critérium universel de la beauté; que, par conséquent, c'est une outrecuidante prétention de vouloir imposer à autrui notre propre jugement sur une œuvre d'art. Votre démonstration m'a semblé pénétrante, profonde, définitive, encore qu'elle fût très simple. Et néanmoins, si, comme vous le dites justement, l'art est un plaisir sans besoin, par suite un plaisir qui n'est pas seulement subjectif, mais qui en outre est vague et mal assuré, qui va et qui vient, que l'on peut sentir ou ne sentir pas, selon le tempérament, l'éducation, le siècle, la génération, le jour, l'heure, la minute même et la circonstance accidentelle; si, conséquemment, c'est une tyrannique prétention de vouloir imposer à autrui ses admirations personnelles; comment expliquez-vous que les hommes aient toujours une si violente envie de l'emporter les uns sur les autres en cette matière, et que chacun s'obstine à vouloir que ce qui lui semble beau paraisse tel à tout le monde, et qu'il n'est personne qui ne s'efforce d'imposer à ses semblables un jugement, qui pourtant est si peu sûr de lui-même? Car, faites-y

bien attention, je ne crois pas, comme Kant, qu'il y ait rien là de nécessaire. Vous savez certainement que, pour Kant, la valeur universelle des jugemens esthétiques est une loi fondamentale de l'esprit humain. Moi, au contraire, je constate seulement qu'en fait, cela est ainsi, et qu'à tort ou à raison, les hommes veulent ce que je disais. Pour s'assurer de ce fait, il suffit de regarder deux personnes qui discutent sur une œuvre d'art. Presque toujours elles finissent par se mettre en colère; et, bien loin que chacun s'en tienne à sa propre opinion, comme il serait raisonnable, chacun exige que l'autre lui donne raison, et plaint son adversaire, et se moque de lui, et l'attaque, et le maltraite; et peut-être même, quelquefois, éprouve-t-il une furieuse envie de lui casser la tête, afin d'y verser sa propre admiration. Or cette admiration, si, un peu plus tard, on lui en demandait compte, il ne saurait pas la justifier par des raisons plausibles. En d'autres termes, pourquoi l'art est-il, de sa nature, une chose tellement litigieuse ?

Alverighi réfléchit quelques instans; puis, d'un ton assuré :

— Cette prétention tyrannique a pour origine les mystifications des critiques et des esthètes. Ils ont répété mille fois au public que, quand on n'admire et quand on ne hait pas ce qui leur plaît et ce qui leur déplaît, on est un imbécile. Alors le public a fini par devenir féroce.

— Votre explication est ingénieuse, répliqua Rosetti, mais un peu vague et superficielle. Permettez-moi de vous en proposer une autre. Hier soir, la discussion sur Shakspeare a été interrompue un moment par une discussion sur la viande frigorifiée de l'Argentine. Quelqu'un a dit que cette viande était mauvaise; et aussitôt, Vazquez et vous, de protester énergiquement. Ainsi, d'une part, la même personne soutenait qu'en ce qui concerne les œuvres de Dante, de Sophocle, de Shakspeare, on peut penser à sa guise qu'elles sont belles ou laides; mais elle ne voulait admettre à aucun prix que l'on pût professer des opinions contraires sur les beefsteaks et sur les filets argentins. Franchement, cela ne vous paraît-il pas un peu étrange ? Car je reconnais volontiers que les sentimens esthétiques sont incertains et vacillans; mais ce n'est pas pour admettre que les sensations du palais soient claires, précises et constantes. Les os de Kant en frémiraient dans la tombe ! Or pour quelle raison me laissez-vous libre d'apprécier à mon gré le génie de Shakspeare,

tandis que vous prétendez au contraire m'imposer votre opinion sur les beefsteaks argentins ?

— La raison m'en paraît claire et péremptoire, repartit Alverighi en riant. J'ai des *estancias*, j'ai beaucoup d'actions dans un grand *saladero* de Buenos-Aires, moins que M. Vazquez, mais pourtant beaucoup. Si tout le monde loue comme excellentes les viandes de l'Argentine, nous gagnerons des billets de mille en quantité. C'est même pour cela qu'à présent nous nous rendons en Europe.

— Le mobile qui vous pousse est donc un intérêt, reprit Rosetti. Mais l'intérêt ne pourrait-il produire dans l'art quelque chose d'analogue ?

— Dans l'art ? s'écria Alverighi, étonné.

— Et quel intérêt l'homme a-t-il dans les questions d'art ? demandai-je à mon tour, aussi étonné que l'avocat.

— Peut-être est-ce, non un intérêt unique, mais des intérêts multiples et divers, répondit Rosetti. Et tout d'abord, n'y a-t-il pas un intérêt national ? Chaque peuple a besoin, ce me semble, d'admirer un certain nombre d'écrivains et d'artistes, afin de s'enorgueillir de sa propre grandeur. Et cela ne serait-il pas la raison pour laquelle chaque État, par le moyen des écoles, impose au peuple l'admiration d'un certain nombre d'écrivains ? L'amiral a raison : il n'y a ni nation ni patrie sans littérature ; et il n'y a pas de littérature sans gloires canonisées officiellement. Mais, direz-vous, on n'admire pas seulement l'art de son pays. J'en conviens ; mais c'est qu'alors d'autres intérêts entrent en jeu. Nous admirons les écrivains et les artistes, soit des peuples amis qui peuvent nous venir en aide, soit des peuples plus forts qui se font craindre ; ou nous admirons des écrivains et des artistes étrangers afin de discréditer des écoles et des arts plus anciens, traditionnels, nationaux, dont nous sommes les adversaires pour une raison ou pour une autre, comme il arrive souvent en temps de guerres civiles. En France et en Italie, la lutte entre le romantisme et le classicisme nous en fournirait un bon exemple. Je vais plus loin : j'estime que, dans le monde de l'art, les intérêts matériels ne manquent pas. Chaque art nourrit un grand nombre de personnes, et ces personnes doivent s'efforcer de maintenir certaines œuvres en crédit comme des chefs-d'œuvre universels, sous peine de perdre leur pain. Telle est la raison pour laquelle, de nos jours, on traduit dans toutes les

langues des œuvres de toutes les langues. Croyez-vous que ce goût cosmopolite soit une plante crue spontanément? Moi, j'incline plutôt à croire qu'elle a été plantée et cultivée avec beaucoup d'adresse par les éditeurs, par les traducteurs et par les critiques, qui vivent de ses fruits. On pourrait dire la même chose de la musique...

Rosetti s'exprimait nettement, simplement, avec calme, sur ce ton de légère ironie qu'il prenait volontiers quand il parlait de choses sérieuses. Alverighi, qui l'avait écouté d'abord avec une attention muette, objecta enfin :

— Il me semble toutefois difficile de nier que nous puissions admirer avec désintéressement certaines œuvres d'art. Ne voit-on point partout des hommes et des femmes qui prodiguent leur argent, leur temps et leur peine pour accréditer un sculpteur, un peintre, un musicien encore obscur, étranger, éloigné, qu'ils n'ont jamais vu, ou pour faire connaître des auteurs morts depuis des années, depuis des siècles? A quel intérêt obéiraient-ils?

— Non pas certes à un intérêt pécuniaire ou politique, répondit Rosetti. Mais je mettrais volontiers au nombre des intérêts les caprices de la vanité. L'art, la littérature et, jusqu'à un certain point, la science elle-même, sont pour quelques-uns ce que sont pour d'autres le luxe, les décorations, les titres nobiliaires : des moyens de se distinguer de la foule. Lorsque ces gens tâchent de faire admirer un écrivain ou un artiste méconnu par le public, veulent-ils précisément que cet artiste triomphe? ou ne veulent-ils pas plutôt triompher eux-mêmes et se prouver qu'ils sont plus intelligens que la foule?

— Il n'est pas douteux, fis-je observer alors, qu'au théâtre beaucoup de gens applaudissent Shakspeare par simple respect humain, afin de ne point passer pour des sots ou des arriérés. Quelques-uns m'en ont fait l'aveu, spécialement en France.

— Cela n'est pas douteux, continua Rosetti. Et peut-être y a-t-il plus d'amour-propre qu'on ne le croit dans toutes nos préférences artistiques. Comment, par exemple, une œuvre d'art réussit-elle, même aujourd'hui, à conquérir une large admiration? C'est lorsqu'un petit nombre d'enthousiastes influens s'en éprennent, c'est-à-dire mettent leur point d'honneur à la faire admirer par les autres, à vaincre les éternelles hésitations de la majorité, qui ne sait pas se faire un jugement; et ils y par-

viennent en criant à tue-tête dans les oreilles du public que c'est un chef-d'œuvre. Presque toujours, cet intérêt de vanité n'est qu'un caprice éphémère ; mais, entre les intérêts qui concourent à imposer l'admiration d'un écrivain ou d'un artiste, il y en a de plus solides ; et même, en général, on peut dire que la réputation d'un artiste ou d'un écrivain est d'autant plus durable que l'intérêt qui la crée est plus fort. Les écrivains les mieux partagés sont ceux dont la gloire intéresse un État.

Alverighi avait écouté, pensif. Mais en cet endroit, il interrompit, parlant à lui-même plutôt qu'à son interlocuteur :

— En fait, admirerions-nous encore Virgile et Pindare en l'an de grâce où nous vivons, si les professeurs de grec et de latin ne s'étaient pas étroitement unis d'un bout de l'Europe à l'autre en un formidable syndicat pour la conservation de la culture classique et de leurs propres appointemens ?

— Somme toute, conclut Rosetti en approuvant d'un signe de tête, si l'on fouille un peu dans les replis de sa conscience, on y découvre que presque toujours nous admirons les œuvres d'art par idée préconçue, parce que nous voulons les admirer ; et nous voulons les admirer parce que nous y sommes poussés par un intérêt quelconque, ou politique, ou national, ou religieux, ou intellectuel, ou professionnel, ou d'amour-propre. C'est l'intérêt qui fait que nous nous suggestionnons, que nous nous exaltons, que nous nous hyperesthésions, serais-je tenté de dire. Mais pour que les intérêts puissent imposer l'admiration, il faut qu'ils aient à leur service une force suffisante ; et de là vient que nulle forme de la beauté artistique ou littéraire ne peut se soutenir longtemps dans l'admiration des hommes, si elle n'y est aidée par quelqu'une des forces ou des autorités qui gouvernent le monde : soit par une religion qui la consacre, soit par un État qui, dans ses écoles, enseigne à l'admirer, soit par une coterie, par une classe, par un parti qui, au moyen de l'influence, de l'argent, des critiques et des esthètes, dicte la loi à la masse, soit par une contagieuse poussée d'enthousiasme, par quelque formidable vent de suggestion qui emporte tous les esprits. Mais malheur à l'art et à la réputation soutenus par un intérêt sans puissance : ils succomberont.

Je me demandais si Rosetti parlait sérieusement ou ironiquement, tant son argumentation me semblait étrange, quoique

je ne pusse en nier le bel ordre. Alverighi, au contraire, écoutait avec une sorte de recueillement impassible, sans faire ni un geste ni un signe, jusqu'à ce qu'enfin il s'écria :

— Je l'admets, je l'admets! Nous sommes entièrement d'accord, et il est inutile de continuer. Vous complétez, vous ne contredisez pas ce que j'avançais hier. Car je suppose que vous n'êtes point d'humeur à admettre que ce qui est imposé par des intérêts mondains, tous relatifs et transitoires, puisse être éternel et absolu. Vous ne répéterez donc pas, vous, que l'Amérique est laide, ni non plus qu'elle est barbare parce qu'elle n'a pas l'heur de plaire aux esthètes et aux critiques européens.

— Moi, non, répondit Rosetti, je ne le répéterai pas. Je suis un demi-Américain, moi ; j'ai vécu vingt ans en Amérique, et c'est à l'Amérique que je dois ma liberté d'esprit et les loisirs dont je jouis maintenant. J'ai donc intérêt à défendre l'Amérique. Mais ceux qui vivent en Europe et qui ne sont pas pensionnés par un État américain ? Si tous les hommes sont poussés par des intérêts à vouloir imposer aux autres comme beau, même par la force, ce qui leur paraît tel à eux-mêmes, alors il est clair que ce qui sera beau pour tout le monde, ce sera ce que le plus fort, — peuple, classe, faction, clique mondaine, cabale de critiques, intérêt commercial, etc., — voudra être tel. Le beau et le laid suivront les vicissitudes de la puissance, et leur existence même se réduira à une question de force. Eh bien, si l'Europe et l'Amérique viennent à disputer sur le beau et sur le laid, le beau sera donc ce que proclamera tel celui des deux continens qui possédera une plus grande force pour imposer son idée aux autres. Or est-il possible de douter qu'aujourd'hui, dans ce duel esthétique, l'Europe soit mieux armée que l'Amérique ? A parler franc, quoique j'aime beaucoup l'Amérique à laquelle je suis redevable de tant de choses, je suis obligé de répondre non. Vous le voyez, du reste : ici, à bord de ce navire, vous et moi, qui sommes Européens, nous nous trouvons presque d'accord ; mais Cavalcanti et l'amiral, qui sont Américains, se scandalisent de ce que nous pensons. Ainsi l'Amérique elle-même ne se croit pas capable d'imposer au monde son idée du beau. Et alors ? Vous avez démontré que tous les argumens par lesquels on essaie de justifier cette prétention despotique sont des sophismes ; mais que peut votre critique perspicace et profonde, si elle est seule contre une puissante coalition

d'intérêts ? Songez que, là-bas, pour conserver leur crédit aux différens arts de l'Europe et aux principes qui les régissent, sont coalisés les États, — voilà les baïonnettes, Ferrero, — les religions, les écoles, les musées, la philosophie, les journaux, les revues, la critique, une armée innombrable d'artistes et d'écrivains faméliques, une autre armée non moins immense de fonctionnaires, une multitude d'industriels et de marchands, depuis les éditeurs jusqu'aux fabricans d'instrumens de musique, — voilà l'or ! — Prétendez-vous, en raisonnant dans les clubs de Rosario et à bord du *Cordova*, anéantir cette formidable tyrannie qui pèse sur l'esprit humain ? Je suppose que non. Donc, pas de réplique, et croyez-moi : il faudrait qu'à son tour, l'Amérique se mît de la partie, qu'elle créât et qu'elle imposât au monde un goût tout neuf, qu'elle obligeât les autres peuples à reconnaître que les gratte-ciel l'emportent en beauté sur le Palazzo Vecchio...

— Quant à ça, non ! m'écriai-je.

Mais Rosetti se tourna vivement de mon côté, et, avec un faible sourire :

— Tu crois donc, me dit-il, que les hommes ne pourront jamais, jamais admirer les gratte-ciel ? Tu es bien hardi et tu présumes trop de ton goût. Il n'est rien, mon cher, que les hommes ne soient capables d'admirer, quand ils le veulent, *pourvu qu'ils le veuillent.* (Il appuya sur les syllabes des derniers mots.) Le vieux et le nouveau, le droit et le courbe, l'arabesque et le géométrique, le grand et le petit, le régulier et le monstrueux, le proportionné et le disproportionné, l'équilibré et le déséquilibré, le classique et le rococo, l'attique et le baroque, le simple et le fastueux, la rose et l'orchidée, la montagne sauvage et les jardins artificiels, la tradition et le futurisme, tout, tout sans exception peut faire passer dans nos nerfs un léger frisson de plaisir ; et, si les intérêts s'en mêlent, si l'on se donne la peine de faire l'effort convenable, cet agréable frisson peut, à force de sophismes, être communiqué et imposé à autrui comme le signe révélateur d'une beauté absolue. Donc, l'heure de la gloire mondiale pourra sonner même pour les gratte-ciel. Cependant rassure-toi et rassure l'amiral, qui a peur de l'anarchie : il faudra du temps avant que New-York paraisse aux yeux des hommes une belle ville ! L'opinion selon laquelle les arts de l'Europe sont les premiers du monde, et même les seuls véritablement beaux, les modèles incomparables, est imposée

par une si formidable coalition de puissances diverses que, pendant des siècles et des siècles, l'Amérique ne pourra pas lutter contre elle.L'Europe dictera les lois de la beauté, et l'Amérique devra attendre, de l'autre côté de l'Océan, tremblante et un peu honteuse, le jugement maussade, malveillant et médiocrement sincère du vieux monde ! Il est inutile, avocat, d'invoquer la liberté. Oui, comme vous dites, l'homme moderne revise les comptes du bon Dieu ; mais, en art, il s'asservit avec volupté, ne veut pas être affranchi, cherche l'autorité sous laquelle il pliera la nuque, s'incline devant les formes classiques, les réputations établies, les principes indiscutés. Rappelez-vous Cavalcanti et l'amiral. Et, lorsque l'homme moderne perd le respect de l'ancien, c'est pour écouter et vénérer les critiques et les esthéticiens d'aujourd'hui. Car il lui faut à tout prix une autorité et un maître.

Rosetti se tut ; Alverighi ne répondit pas. Tous les trois, nous parcourûmes deux fois, aller et retour, le pont de promenade, sans prononcer un mot. Sur ces entrefaites, résonna la cloche qui annonçait le sorbet offert tous les dimanches soir aux passagers.

— Allons nous rafraîchir, dis-je.

Mais Rosetti refusa, et Alverighi déclara qu'il préférait rentrer dans sa cabine. Je les quittai donc pour me rendre dans la salle à manger. J'en ressortis une demi-heure plus tard, avec l'intention de me mettre au lit; mais, sur le pont, Cavalcanti m'appela.

— Écoutez les nouvelles ! me dit-il. Quelle bévue j'avais commise! C'est justement le contraire.

Il faisait allusion à Mme Feldmann, dont l'amiral venait de lui raconter la véritable histoire. Son mari était parti trois mois auparavant pour les États-Unis, appelé, prétendait-il, par d'urgentes affaires, et annonçant qu'il serait absent environ quatre mois. Elle attendait donc tranquillement à Rio le retour de M. Feldmann, lorsque, à l'improviste, trois jours avant le départ du *Cordova*, elle avait reçu un télégramme de M. Loventhal, son oncle, qui lui conseillait de partir tout de suite pour l'Europe et pour les États-Unis : car le bruit courait à New-York que M. Feldmann avait l'intention d'engager une procédure de divorce. Hors d'elle-même, elle était accourue pour demander conseil à l'amiral ; et, comme l'amiral devait s'embarquer

trois jours plus tard sur le *Cordova*, il lui avait conseillé de partir avec lui, de telle sorte qu'il pût l'assister pendant le voyage. Telle était la raison pour laquelle Mme Feldmann se trouvait sur le *Cordova*. Mais, avant de partir, elle avait télégraphié à son oncle, à son avocat et à quelques amis de New-York pour les prier de recueillir et de lui faire parvenir des nouvelles, soit à Rio même, s'ils apprenaient quelque chose avant son départ, soit aux Canaries, où le paquebot ferait escale. Comme elle n'avait rien reçu avant son départ, elle ne pourrait avoir de nouvelles précises qu'à l'escale des Canaries, c'est-à-dire dans dix jours. Le premier jour de la traversée, elle avait été assez calme. Mais mon imprudent discours sur la facilité avec laquelle on divorce en Amérique avait eu pour effet de la bouleverser encore une fois. La lassitude à laquelle elle avait succombé, le samedi soir, n'était pas causée, comme nous le supposions, par l'ennui que lui donnait notre philosophie : c'était l'accablement qui résulte d'une longue anxiété.

Je fus très peiné d'apprendre cela, et je priai Cavalcanti de dire à l'amiral qu'il y avait eu dans mes propos beaucoup d'exagération. Puis je lui résumai brièvement la conversation qui venait de prendre fin. Nous nous regardâmes, perplexes; et, au bout d'un instant :

— Nos admirations seraient intéressées ? s'écria-t-il. Mais la beauté ne nous donne-t-elle pas le plus désintéressé des plaisirs ?

— Au moins, dis-je, d'après cette théorie-là, New-York redevient laide, les villes d'Europe restent belles, et Alverighi est réduit au silence. C'est toujours ça de gagné.

Il réfléchit un moment et répondit, en hochant la tête :

— Pourvu que cet avantage ne coûte pas trop cher !

Le jour suivant, — lundi, — nous commençâmes à nous rendre compte qu'au milieu de l'Océan le soleil mettait ses chevaux au pas. A mesure qu'un navire s'éloigne de la terre, lorsque la nouveauté de la compagnie et du lieu a cessé d'occuper et de distraire les esprits, comme il advient dans les premiers jours, le temps ralentit peu à peu sa course, les heures s'allongent, et, par la durée des jours et des nuits, les passagers commencent à comprendre cette immensité de l'Océan que Cavalcanti ne réussissait pas à percevoir avec les yeux. Les jours

et les semaines passent, et l'on ne voit pas le chemin parcouru; mais on l'imagine vaguement, par l'idée confuse que l'on se fait de l'infatigable marche du petit navire sur les eaux sans fin, comme si ce navire se mouvait hors du temps, dans une infranchissable solitude, et faisait route sans avancer jamais, seul dans l'univers sous le regard des étoiles. Car il n'y a qu'elles qui l'observent, ces petites étoiles muettes et vigilantes, qui, de là-haut, chaque soir, marquent sur le cadran de l'infini, au registre de l'éternité, l'imperceptible progrès accompli par l'arche minuscule.

Ce jour-là fut le premier où nous commençâmes à mesurer l'immensité de l'Océan à notre ennui. Ce fut une journée somnolente, indolente et pour ainsi dire « pleine de vide. »

Le mardi, à midi, nous étions arrivés à 6° 17′ de latitude, 32° 35′ de longitude. C'était donc le lendemain que nous entrerions dans l'autre hémisphère.

L'après-midi, de nouvelles fables relatives à Mme Feldmann arrivèrent aux oreilles de Cavalcanti. Elle possédait, disait-on, à Newport un château féerique, où elle mangeait dans de la vaisselle d'or et où elle dépensait deux mille francs par jour rien que pour les fleurs. Sur quoi, nous interrogeâmes l'amiral qui se mit à rire. La villa de Newport n'était qu'une demeure assez modeste, où cette dame offrait aux amis de la maison une cordiale hospitalité. D'où venaient donc toutes ces fables? D'ailleurs, à présent, les marchands d'Asti, le docteur de São Paulo et sa femme, la belle Génoise, Lévy et les autres passagers de cette espèce admettaient comme un juste privilège que les passagers plus cultivés ou plus riches, l'amiral, Cavalcanti, Alverighi, Gina et moi, nous fussions admis à approcher la milliardaire. En effet, elle n'avait de relations qu'avec nous, pour cette excellente raison que nous étions les seuls à connaître le français et l'anglais, c'est-à-dire les seules langues qu'elle parlât : Quant aux autres, ils se contentaient de la saluer d'une timide inclination de la tête et d'un obséquieux sourire, et aussi d'avoir pour amie sa femme de chambre, — une Niçoise qui parlait italien, — belle fille grande et brune, fine et dégourdie, qui s'acquittait avec une dignité un peu rogue de la fonction diplomatique de représenter sa maîtresse et la haute finance américaine auprès des passagers de moindre importance.

Vers cinq heures, nous assistâmes à la « manœuvre du feu, »

petite comédie imaginée, dit-on, par les Allemands afin de distraire et de rassurer les voyageurs. Tout à coup, la cloche se mit à carillonner pour un imaginaire incendie qui aurait éclaté à l'avant; et tout l'équipage, y compris les cuisiniers, courut aux pompes. Ce fut seulement le mardi soir, au dîner, qu'une nouvelle discussion se produisit, amenée par un incident fortuit de la conversation. L'amiral venait de raconter que, dans l'après-midi, comme il faisait un tour aux troisièmes classes et causait avec des émigrans, un Calabrais lui avait dit : « Nous devrions porter à notre cou des images de saint Christophe Colomb! » Sur quoi Alverighi ne manqua pas de s'écrier :

— Il a raison, cet homme! Il a raison! Le peuple en remontre à l'Église!

Et il nous expliqua cette phrase obscure, en nous disant que, il y a environ un demi-siècle, il avait été question de canoniser Christophe Colomb. Déjà la procédure, favorisée par Pie IX, était en bonne voie; mais un certain abbé Sanguinetti avait prouvé dans un livre savant, par des documens irréfutables, que Colomb, déjà vieux, avait eu de damoiselle Beatriz Enriquez de Cordova un enfant naturel nommé Fernando. Alors l'illustre navigateur avait été abandonné par tout le monde à mi-chemin sur la route du paradis, et la procédure de canonisation était restée en plan. D'un commun accord, nous blâmâmes l'étroitesse d'esprit du clergé. Mme Feldmann, — ce soir-là, elle était très pâle, et elle portait au cou un nouveau fil de perles, — se plaignit que l'on s'acharnât encore contre la mémoire d'un grand homme qui déjà, de son vivant, avait été si malheureux. Cavalcanti demanda si la découverte de l'Amérique n'avait pas assez de poids pour contre-balancer un concubinage, même sur les balances de la justice divine. L'amiral affirma que, somme toute, et en dépit de Beatriz, Colomb n'aurait pas discrédité le paradis. Seul Rosetti ne dit rien. Pour consoler toute l'assistance, Alverighi ajouta qu'il s'était formé dans l'Amérique du Nord une association dite des *Chevaliers de Colomb*, afin d'obliger l'Église à placer définitivement au ciel celui qui avait découvert l'Amérique. La conversation s'égara sur Colomb; je résumai les belles études faites par Henri Vignaud sur cette découverte, et je dis combien je les admirais. D'après M. Vignaud, Colomb n'aurait point songé à découvrir une nouvelle route vers les Indes par le côté de l'Occident,

mais il serait allé chercher dans l'immensité de l'Océan la terre inconnue dont un de ses amis, poussé par hasard sur les côtes de l'Amérique et revenu moribond, lui avait révélé l'existence. On discuta sur cette version nouvelle; on se demanda si elle obscurcissait ou si elle rendait plus brillante la gloire de Colomb; puis on parla du monument que les Italiens lui érigent à Buenos-Aires ; de ce monument, on passa aux autres monumens par lesquels l'Amérique a honoré celui qui l'a découverte, et on s'accorda à admettre qu'en général, ces monumens sont plutôt laids. Ce fut alors que Cavalcanti, sans y prendre garde, prononça une parole imprudente :

— Il y a pourtant aujourd'hui, dit-il, un sculpteur qui serait capable de faire, non pas *un* monument, mais *le* monument de Christophe Colomb. C'est Rodin.

Pût-il ne l'avoir jamais dit! Alverighi s'emporta comme s'il venait de recevoir un soufflet.

— Rodin ? Rodin ? Ce sculpteur des cavernes préhistoriques ?

— Vous n'aimez donc pas Rodin ? demanda Cavalcanti.

— Comment de tels monstres pourraient-ils me plaire ?

— C'est sans doute, repartit tranquillement Cavalcanti, parce que vos yeux sont trop habitués aux formes grecques. Mais il faut avoir *des nerfs différens* pour les différens artistes. Rodin est le sculpteur de ce transformisme qui a révélé à l'homme la profonde animalité de sa nature. Après Lamarck, Darwin, Haekel, il n'était plus possible de sculpter le corps humain dans son idéale beauté, à la façon des Grecs; il fallait le sculpter dans son animalité farouche et un peu brutale, comme a fait Rodin.

« Voilà un bel exemple d'argument retourné, » pensai-je à part moi.

— C'est donc pour cela qu'il sculpte des anthropoïdes, des troglodytes, des figures tératologiques! repartit Alverighi. C'est pour cela que, dans *le Penseur*, il a représenté l'intelligence, c'est-à-dire la plus noble faculté de l'âme, par un corps de portefaix des Halles! Mais allez donc au Louvre voir le buste d'Homère, si vous voulez voir la pensée resplendir dans un bloc de marbre !

— Précisément, répliqua Cavalcanti. Rodin, dans *le Penseur*, a voulu sculpter la pensée emprisonnée dans la matière et lut-

tant contre la matière. La beauté de cette statue réside dans le contraste entre la tête idéalement pensive et la pesante masse du corps.

Ici intervint Mme Feldmann, laquelle avait pu suivre cette discussion faite en italien, grâce à l'amiral, qui lui en traduisait les phrases essentielles.

— Rodin, dit-elle en français, est un sculpteur intéressant, parce que, dans ses œuvres, il y a toujours une idée. Et l'idée rend souvent intelligible ce qui, au premier aspect, peut sembler bizarre et inharmonieux dans la statue.

— Les idées, riposta Alverighi, je les cherche dans les livres. Ce que je veux dans le marbre, ce sont des formes et des expressions de sentiment.

— Je comprends alors, reprit-elle, que certaines statues de Rodin ne vous plaisent pas. Mais il y en a d'autres qui devraient vous plaire. Avez-vous vu, par exemple, le *Victor Hugo* qui est dans le jardin du Palais-Royal? Quelle sérénité méditative dans ce visage! Et quelle admirable attitude! Vous souvient-il du bras, de ce bras qui se tend (et elle imita le geste) comme pour apaiser et pour dominer? Quand je le regarde, ce bras, je crois voir une foule immense et agitée qui se calme, qui fait silence, qui prête l'oreille pour écouter le poète.

Mais Alverighi sembla ne pas voir le bras nu et vivant qui lui offrait sa blancheur délicieuse, et, à plus forte raison, ne se laissa pas induire à admirer le lointain bras de marbre.

— Ce bras énorme? répliqua-t-il. Est-ce qu'un homme absorbé en de profondes pensées a jamais tendu impérieusement son bras de pareille manière? Cette statue, c'est un bras monstrueux auquel est attaché un corps humain, et du diable si on sait pourquoi!

Ils se retournaient ainsi l'un l'autre leurs argumens, mais, cette fois, sérieusement et pour tout de bon, non plus par jeu, comme avait fait l'avocat, le samedi soir, lorsqu'il dissertait sur Hamlet; et Dieu sait combien de temps aurait duré cet exercice, si Cavalcanti n'avait pris la parole.

— La présente discussion, dit-il en s'adressant à Alverighi, prouve bien que, comme vous l'admettez, les jugemens esthétiques sont retournables. Mais, pour que la démonstration soit complète, vous devriez m'expliquer encore quel est l'intérêt qui fait que Mme Feldmann, vous et moi, nous nous acharnons ainsi

à disputer au sujet des œuvres de Rodin. N'avez-vous pas admis, vous et M. Rosetti, qu'en matière d'art, la haine et l'admiration obéissent toujours à un intérêt, quand elles prétendent s'imposer aux autres ?

— En ce qui concerne madame, repartit Alverighi après quelques instans d'incertitude, la chose est claire. Cet intérêt, c'est le patriotisme. Elle est Française.

— Et pour moi ? demanda Cavalcanti.

— Pour vous ? Le cas est plus complexe. Selon toute probabilité, le sentiment auquel vous obéissez est cette sorte d'orgueil qui porte tant de personnes à admirer les artistes assez osés pour entreprendre de révolutionner leur art.

— Mais vous-même, demanda encore Cavalcanti, quel est l'intérêt qui vous pousse à vilipender Rodin ?

De nouveau Alverighi réfléchit quelques secondes ; puis, simplement et sèchement, il déclara :

— Rodin m'est antipathique.

Mais Cavalcanti et Mme Feldmann protestèrent.

— Cela vous semble-t-il un motif suffisant ? demanda le premier.

— Rodin est un homme charmant ! objecta la seconde. Je le connais très bien.

Alverighi ne broncha pas.

— Il m'est antipathique, à moi, reprit-il avec force ; car il a eu le courage d'écrire dans une revue française que, quand on construit les villes, on devrait subordonner toute autre considération à la beauté architectonique, parce que la beauté prime le reste. Oui, tout le reste ! Rodin serait capable de mettre au ban de la civilisation l'Amérique du Nord, par cette seule raison que New-York ne lui plaît pas !

— Cela n'a rien d'invraisemblable, répondit Cavalcanti. Et d'ailleurs, dans la bouche d'un artiste, serait-ce une hérésie et un blasphème ? Une exagération, oui ; mais une exagération qui ne m'offense ni ne me surprend, comme je ne suis ni offensé, ni surpris que vous soyez venu en Amérique pour vous enrichir.

— Pour m'enrichir ? Et qui vous a dit cela ?

Telle fut la réponse brusque et imprévue d'Alverighi. De toutes les choses bizarres que l'avocat nous avait débitées depuis plusieurs jours, ce fut celle qui nous étonna le plus. Caval-

canti, comme pétrifié, garda un moment le silence; puis, d'une voix presque balbutiante :

— Mais alors... pour quelle raison y êtes-vous venu? interrogea-t-il.

Alverighi, fort content de notre surprise, voulut l'accroître par de grands mots qui ne répondaient pas à la question.

— Moi, venu en Amérique pour m'enrichir? Mais, à dix-huit ans, j'avais fait vœu de pauvreté comme un moine de jadis. J'étais ensorcelé par l'idée de devenir quelque chose. Je ne savais pas au juste quoi : selon les jours, grand poète, ou grand philosophe, ou grand romancier; l'une de ces choses, ou toutes à la fois; bref, un homme unique, comme vous disiez l'autre soir. Mais, en attendant, un petit poste de professeur dans un collège de Sicile était mon royaume terrestre. Cent francs par mois me semblaient un apanage suffisant pour un homme de génie qui allait enfanter d'immortels chefs-d'œuvre. Ne vous en étonnez pas : je suis né dans une famille d'ascètes...

— Eh bien, insista Cavalcanti, pourquoi donc êtes-vous venu en Amérique?

— Pourquoi? Parce que, si j'étais prêt à faire un vœu perpétuel de pauvreté, je voulais à ce prix devenir un grand savant. Or, entre dix-huit et vingt-deux ans, je me suis aperçu que l'Europe ne pouvait pas me donner la science.

— Et vous êtes venu la chercher en Amérique! s'écria Cavalcanti ébahi, en levant les bras.

Alverighi à son tour croisa les bras lentement, s'appuya contre la table, et, regardant son interlocuteur bien en face, il prononça, en scandant presque les mots :

— Certainement, je suis venu en Amérique pour y chercher la Vérité. Et je ne l'y ai pas seulement cherchée, je l'y ai trouvée. Vous ne me croyez pas? Cela vous paraît étrange? Vous aussi vous estimez que l'Amérique n'est bonne que pour y ramasser de l'or? Quelle honte!

Cavalcanti demeura un instant immobile et muet, sans doute parce que, comme nous tous, il ne savait plus que penser de ces étranges discours. Puis il dit :

— Vous savez : je serais très curieux d'apprendre comment cela s'est fait. A parler franc, je n'imaginais pas que l'Amérique fût capable de produire de semblables miracles.

— Malheureusement cette histoire serait un peu longue à conter, répondit Alverighi.

— Le loisir ne nous manque pas, reprit Cavalcanti.

Alverighi réfléchit quelques instans; puis, haussant les épaules :

— Après tout, si cela vous amuse... Quand il vous plaira.

— Ce sera donc pour aujourd'hui même, dans la soirée, si vous le voulez bien.

Sur quoi, Alverighi se tourna vers Rosetti et dit :

— Venez donc, vous aussi, monsieur l'ingénieur. J'espère pouvoir vous annoncer que cette dernière tyrannie artistique de la vieille Europe, tyrannie que vous croyez impérissable ou peu s'en faut, est sur le point de finir. Que dis-je? Elle est déjà presque finie. Des temps nouveaux sont en train de naître. Le monde est sur le point de trouver le bonheur dans la richesse et dans la liberté. C'est une découverte que j'ai faite cette nuit!

VII

Une heure après, Cavalcanti, Rosetti, Alverighi et moi, nous étions assis en cercle autour d'une petite table, sur le pont de promenade, dans l'espace vide que la paroi de fer laissait au milieu du navire, en se recourbant après la porte des cabines. Quelques boîtes de cigares étaient posées sur la table. La nuit était sans lune et chaude; sous nos pieds, la masse métallique du *Cordova* frémissait sourdement; près de nous, dans les ténèbres, l'Océan fendu par la proue grondait sans relâche, avec un bruit de cascade invisible. Alverighi alluma un gros havane, il appuya ses bras sur les accoudoirs de son fauteuil et se pencha un peu, comme pour se rapprocher de nous qui, allongés dans les nôtres, nous disposions à l'écouter sans prendre garde aux personnes qui, seules ou par couples, passaient devant nous.

— Je vous l'ai déjà dit, commença-t-il. Je suis né dans une famille d'ascètes. Mon père et ma mère (je ne puis penser à eux sans avoir le cœur serré, maintenant qu'ils sont morts et que, moi, je suis riche) avaient reçu tous les dons de Dieu, la beauté, la bonté, l'intelligence; et néanmoins ils ont vécu leur vie entière dans l'obscurité et dans la gêne, lui enseignant *rosa, la rose* à des moutards, elle élevant plusieurs enfans destinés à continuer la tradition de la pauvreté et des études pater-

nelles. Il ne vous sera donc point difficile de comprendre pourquoi, à dix-huit ans, j'entrai comme étudiant à la Faculté des Lettres. J'étais fou alors, cela ne fait pas de doute; j'étais plein d'ambitions démesurées, ridicules; mais mon désir de savoir était sincère. Avec quelle ardeur je me jetai sur les livres de sociologie, de philosophie et d'histoire qui avaient en ce temps-là le plus de vogue, et aussi sur d'autres qui n'avaient plus la vogue ou qui ne l'avaient pas encore! La malchance fut que, non seulement mes maîtres considéraient comme livres dangereux et défendus presque tous ceux que je lisais avec le plus de plaisir et de profit, mais encore qu'ils eurent la prétention de m'enfermer dans une cave où ils s'amusèrent à émietter devant moi les chefs-d'œuvre de la littérature et les grandes idées des philosophes, m'obligeant à rester du matin au soir à genoux, le nez contre terre, pour ramasser par-ci par-là ces miettes imperceptibles; et, non contens que je me fusse voué à la pauvreté, ils s'efforcèrent en outre de tuer par tous les moyens mon intelligence. « Si vous voulez un sujet sérieux, étudiez l'aoriste dans les fragmens de Xénophane, » me dit un jour un de mes professeurs, à qui j'avais confié mon intention d'entreprendre une étude sur l'origine et le développement de l'idée de progrès. Je perdis ainsi quatre années. Je bâclai un roman, deux drames, un système de philosophie et je ne sais combien de poèmes; à dix-huit ans, je me croyais un génie universel, et j'avais tort; mais, après quatre ans d'études, j'avais peur de n'être bon à rien, ce qui n'était pas un moindre tort : car, en somme, j'ai prouvé, je crois, que j'étais capable de faire quelque chose.

— Ce que vous me dites ne m'étonne point, interrompis-je en soupirant.

— N'est-ce pas la vérité? reprit Alverighi. Je suis heureux de vous entendre confirmer mes paroles,.. Alors je me révoltai et je m'enfuis en Amérique. Vous rappelez-vous, Ferrero? A Rosario, je vous ai parlé de l'un de mes professeurs, le seul qui m'ait voulu du bien; mais il n'avait pas le sens commun, le pauvre homme, et il parlait de l'Amérique comme s'il y avait été chez lui, tandis qu'il la connaissait à peu près comme la planète Mars. Comment diable s'était-il mis dans la tête que l'Amérique eût besoin de latin et de philosophie? A tout propos, il me répétait qu'il y avait en Europe trop de philosophie et de latin, mais que, en revanche, il y en avait trop peu en Amérique.

Quant à moi, j'étais si désespéré, vers la fin de mes études, que, à la condition d'être à jamais délivré de ces faux maîtres qui n'avaient su ni apaiser ni éteindre ma soif de savoir, je serais allé à pied jusqu'au centre du Sahara. Je partis donc pour l'Amérique avec le projet de m'y consacrer à l'enseignement, comme vous avez fait, monsieur Rosetti; mais, hélas! j'y allais au hasard, sur la parole de ce maître qui m'avait si souvent répété : « Va, va. Un jeune homme de talent, comme tu l'es, trouve tout de suite une situation. Dans les pays jeunes, ce sont les jeunes qui font fortune. »

Il se tut, un instant, de l'air d'un homme qui considère avec répugnance des faits et des choses lointaines. Nous nous taisions aussi.

— Ainsi, reprit-il, ce qui m'a chassé de l'Europe, ce fut, non la pauvreté, mais l'insuffisance de cette culture dont elle est si fière, la misérable stupidité de ses écoles, l'impuissance de ses philosophies officielles. Vous me demanderez sans doute ce que j'espérais trouver en Amérique? Je n'en sais rien. Je haïssais l'Europe, à ce moment-là : voilà tout. Mais je n'étonnerai aucun de vous en disant que ce que je trouvai aux portes de l'Amérique, pour m'accueillir, ce fut la Faim! Durant des semaines entières, j'ai déjeuné et dîné avec une tasse de lait. Mais, en somme, on peut vivre même avec du pain sec, et, dans les premiers temps, les tiraillemens de l'estomac mal satisfait ne furent pas ma plus cruelle torture. Vous n'avez pas oublié, n'est-ce pas, Ferrero, l'histoire de ces temps terribles? Je vous l'ai racontée tout au long à Rosario.

— Non seulement, répondis-je, je ne l'ai pas oubliée, mais même je l'ai déjà fait connaître en gros à Cavalcanti et à Rosetti.

— Fort bien! continua Alverighi. Ces messieurs savent donc qu'à vingt-quatre ans je dus apprendre une profession plus lucrative que celle de philosophe, recommencer depuis le début des études nouvelles, et quelles études! Mais il ne suffisait pas d'étudier le droit, il fallait vivre. J'ai fait le comptable; j'ai écrit des sonnets pour mariages; j'ai compilé un guide de Buenos-Aires! Ah! quel déchirement, quel désespoir, quelles fureurs! Moi qui, là-bas, avais aspiré à être un homme unique! Maintenant que j'avais perdu l'espérance, il me semblait certain que, si j'étais resté en Europe, je serais devenu un grand

homme. Et au contraire, je me sentais devenir stupide. Pendant trois ans, figurez-vous, je n'ai pas osé tirer de leur caisse les livres qui avaient été les délices de ma jeunesse. Que de fois je me suis mordu les mains! que de fois j'ai pleuré désespérément dans mon lit, en maudissant l'Amérique! Un jour, je pensais à me suicider; un autre jour, à me rembarquer pour l'Europe. Je ne pouvais plus regarder les affiches des paquebots en partance sans que ces affiches me brûlassent les yeux. Si je ne revins pas, ce fut par orgueil : je m'étais trop vanté de mon projet...

Il fit une pause. Rosetti dit que beaucoup de gens ont triomphé en Amérique parce que, à l'heure du désespoir, ils n'ont pas eu le moyen de s'en échapper; et Cavalcanti ajouta que, dans toutes les entreprises, la nécessité fait plus de héros que la nature.

Tandis qu'ils parlaient, je vis sortir de la cabine et passer devant nous, presque en courant, la femme de chambre de Mme Feldmann.

— Enfin, reprit Alverighi, lorsque je fus docteur en droit, j'entrai dans l'étude d'un avocat de Rosario, et je me mis à l'ingrat métier de la chicane. Ah! si l'on m'avait dit cela, en Italie! Combien je regrettais l'Europe, et quelles tristesses m'accablaient! Ce fut alors que, peu à peu, timidement, je commençai à désirer la richesse, non pour elle-même, mais parce qu'elle était la seule voie ouverte par où je pusse me soustraire à ces humeurs moroses. En Argentine, quand on sait un métier dont le pays a besoin, on gagne beaucoup d'argent. Je travaillai sans repos; au bout de deux ans, mon avocat se retira et me céda son étude à des conditions avantageuses; en 1894, j'avais amassé déjà 30000 piastres, et, comme tout le monde fait, j'achetai dans la province de Buenos-Aires un terrain, lequel me coûta 50000 piastres. Une banque me prêta ce qui me manquait. A la fin, tout d'un coup, la fortune me dédommagea de tant d'amères souffrances. Précisément à cette époque, une petite plante aux feuilles d'or envahissait les plaines argentines. Vous rappelez-vous, Ferrero, ces immenses champs de luzerne, les plus beaux du monde, que nous avons traversés ensemble, en chemin de fer, pendant des centaines de kilomètres? Les Champs Élysées du monde moderne : les champs de l'immortalité, où la vie renaît de la blessure même qui l'a tranchée; où, une fois semé, l'alfalfa

repousse indéfiniment, après le fauchage, sur ses racines éternellement jeunes; où on peut le couper jusqu'à trois fois par an, sans qu'il ait besoin d'autre chose que de la faux : car il va de lui-même, avec ses longues racines, chercher l'eau sous la terre...

Comme il disait cela, je vis l'amiral et la femme de chambre de Mme Feldmann passer près de nous à la hâte et entrer par la porte qui conduisait aux cabines.

— Une plante qui exige si peu de bras, continua Alverighi, était pour l'Argentine un don des dieux. Et néanmoins, durant de longues années, l'Argentine ne s'en était pas aperçue.

— Cependant, interrompit Rosetti, don Bernardo de Irigoyen m'a maintes fois raconté que, depuis longtemps, depuis 1860, si j'ai bonne mémoire, il avait essayé de semer de la luzerne, mais qu'il y avait perdu beaucoup d'argent.

— C'est vrai, répondit Alverighi. Alors ce produit ne s'exportait pas encore en Europe, non plus que la viande; l'Argentine n'avait pas d'étables, et les pâturages naturels suffisaient. Bref, il était encore tôt. Mais, lorsque le moment fut venu, tous ceux qui avaient des terrains bons pour la luzerne firent fortune. Trois mois après que j'eus acheté mon domaine, je découvris que j'avais de l'eau à un mètre de profondeur. et, un an plus tard, je le revendis pour 200 000 piastres. Après avoir remboursé la banque, il me resta plus de 170 000 piastres, presque 400 000 francs : une somme suffisante pour retourner en Italie et pour y vivoter de mes rentes. Je vous avoue que, lorsque je me sentis en poche quelque chose comme un demi-million, je fus tenté, un instant, de partir; mais je me décidai vite à rester. « Matérialisme américain! » dirait l'Europe avec indignation. Mais non : je restai pour devenir un sage. Vous rappelez-vous, Ferrero, tous ces banquiers, ces fermiers, ces *chacareros*, ces marchands de grain, — français, anglais, allemands, italiens, argentins, — que vous avez entrevus à Rosario dans les clubs, dans les réceptions, dans les banquets, pendant les trois jours que vous avez été des nôtres? Mais vous ne les avez vus qu'à la volée, vous; moi, au contraire, comme je m'étais jeté à corps perdu dans les affaires, j'ai été obligé de vivre avec eux. Et, quelle surprise! A mesure que je les connaissais mieux, je ne pouvais en croire mes yeux; il me semblait que je rêvais. Eh quoi? ces gens-là, venus de toutes les parties du monde,

s'étaient rencontrés par hasard sur les rives du Parana; beaucoup d'entre eux n'étaient ni des hommes de grand savoir ni des hommes de grande intelligence; ils vivaient tous dans le bas monde de la matière, comme on dit en Europe, uniquement occupés à faire de l'argent. Et pourtant... Vous avez pu vous en convaincre par vous-même, Ferrero : dans les deux Amériques, les hommes d'affaires sont des hommes et non des bêtes féroces; ils luttent et se mordent, mais ils ne se déchirent pas; ce que chacun veut, c'est son propre avantage, ce n'est pas le mal, l'humiliation et le désespoir de son rival; ici, il n'y a jamais de défaite irrémédiable pour celui qui ne se laisse pas démoraliser; bien plus, tout en se combattant, on se rend service les uns aux autres, puisque le résultat de la lutte, c'est toujours de renforcer chez les adversaires la confiance dans le progrès indéfini. Ici même, à bord du *Cordova*, nous en avons un échantillon en la personne de Vazquez. Y a-t-il un homme plus serein, plus calme, plus exact, plus posé, plus sûr, plus solide, plus modeste, plus optimiste que lui? Et quand on pense que cet homme possède des terres aussi grandes peut-être que la Lombardie! L'optimisme américain? Mais c'est une merveilleuse aurore boréale dans la grise histoire du monde! Et l'Europe en rit, la malheureuse !... Donc, je me vis transporté, comme dans un rêve, au milieu d'hommes gais, dégourdis, adroits, énergiques à défendre leurs intérêts personnels, mais non aigris, non méchans ni pervers, exempts de cette horrible jalousie qui fait qu'on se tourmente de tout succès d'autrui comme d'un échec propre, sachant bien que les petits conflits de chaque jour finissent par se réconcilier dans le progrès universel qui emporte tout le pays : — des gens forts, en somme, *nice fellows*, comme on dit dans le Nord. Profondément stupéfait, je me retournai alors vers l'Europe; et je les vis, ces Européens qui vivent au-dessus des sordides intérêts de la richesse, dans l'olympienne atmosphère des idées et des formes pures... (il fit une petite pause, pour ménager son effet)... je les vis rageurs, envieux, malveillans, intolérans, hypocrites, pervertis, immondes!

Cette bordée d'injures provoqua une légère émotion dans l'assistance, et la conversation s'interrompit. Rosetti en profita pour nous proposer de continuer l'entretien en nous promenant sur le pont. Cavalcanti et moi, nous prîmes Alverighi et Rosetti

entre nous, et nous marchâmes ainsi tous les quatre le long du navire, dans cette sorte de couloir où tombait des espaces nocturnes une faible clarté, tandis qu'à côté de nous résonnait avec un fracas de cascade l'Océan fendu par la proue; et nous allions tantôt vers l'avant, tantôt vers l'arrière, faisant demi-tour sur nous-mêmes chaque fois que nous arrivions à l'une des extrémités. Cependant Alverighi poursuivait :

— L'autre jour, monsieur Cavalcanti, quand vous avez pris si éloquemment la parole... Oui, oui, il y avait de grandes et profondes idées dans ce que vous nous avez dit. Ah! si vous n'étiez pas gâté par les préjugés européens!... L'autre jour, dis-je, vous me demandiez pourquoi, en Europe, chaque philosophe, chaque écrivain, chaque artiste veut être seul et exterminerait volontiers tous ses rivaux; si bien que, ne pouvant ni les empoisonner, ni les faire tuer par des sicaires, ni les enfermer par une lettre de cachet dans quelque nouvelle Bastille...

— Mais non, mais non! protesta en riant Cavalcanti ; je n'ai pas accusé de tels méfaits la haute culture européenne. Je me suis plaint seulement qu'elle fût intolérante.

— Bref, reprit Alverighi, comme ils ne peuvent supprimer leurs rivaux, ils tâchent de les discréditer par tous les moyens. Pourquoi le maître excommunie-t-il le disciple, si le disciple fait un pas au delà des limites qui circonscrivent la science du maître? Et pourquoi le disciple, à son tour, s'empresse-t-il de renier le maître, dès qu'il croit n'avoir plus rien à espérer de celui-ci? Pourquoi les vieux font-ils semblant de ne pas voir les jeunes? Et pourquoi les jeunes crient-ils aux vieux de crever le plus vite possible? Pourquoi les vieux et les jeunes, les grands et les médiocres sont-ils tous des cannibales?

Il attendit un instant. Mais Cavalcanti ne prononça pas un mot.

— Cela vous semble inexplicable, n'est-ce pas? reprit Alverighi. C'est que vous êtes Américain. Mais moi, qui ai été Européen, trop Européen, je me l'explique. Lorsque j'ai eu l'heureuse idée de tourner le dos au vieux monde et de m'embarquer pour l'Amérique, j'avais déjà, le croiriez-vous? contracté toutes les fièvres paludéennes du monde méditerranéen. Oui, toutes : la fièvre philosophique, la fièvre littéraire, la fièvre politique, toutes les fièvres malignes de cette malaria qui naît de la stagnation du vieux monde gréco-latin, la passion insensée d'exceller, de jouir, de devenir grand, puissant, riche, célèbre, unique par

contraste, au milieu des discordes, des guerres, des ruines, du désordre. A vingt-deux ans, — quelle honte! — j'avais déjà été tour à tour vériste et romantique, mystique et matérialiste, bigot et athée, monarchiste et socialiste : tout cela capricieusement, selon la mode européenne, non par amour d'une doctrine, mais par esprit de contradiction, par vanité, par haine du système contraire et des personnes qui le professaient, par fureur de me pousser dans le monde, d'agripper quelque emploi lucratif ou de faire parler de moi. La guerre est le principe de toutes les choses, disait, je crois, Héraclite. Mais l'Argentine m'a guéri. Devant ce paisible océan de plaines sans limites qui étendent d'un horizon à l'autre la divine tranquillité de leur verdure, tout en semant, en moissonnant, en vendangeant, en fauchant, je commençai enfin à réfléchir, après avoir si follement étudié. A quoi bon se ronger le cœur, mentir, s'imposer toute sorte de privations, commettre toute sorte de perfidies? à quoi bon se déchirer les uns les autres et se disputer atrocement l'empire de mots, de souffles de voix, de paroles sans signification, d'opinions aussi changeantes que les nuages, comme si c'étaient les lambeaux d'un royaume, tandis qu'il reste tant de plaines intactes où l'on pourrait enfoncer la charrue? Y a-t-il dans la vie une entreprise plus noble que celle de produire de la richesse, c'est-à-dire des *biens*, des choses qui sont *bonnes* par définition, qui servent à tout le monde, qui procurent à tout le monde le bonheur, le contentement, l'aisance, le plaisir, la sécurité? Qu'a donc rêvé l'homme, depuis l'origine des temps, si ce n'est le Paradis terrestre, la Terre promise, le Jardin des Hespérides, l'Age d'or, l'Arabie heureuse : — toujours la même chose sous des noms divers : l'empire de la nature et l'abondance! Et le grand mythe ne se réalise-t-il pas enfin au delà de l'Océan, dans ces pays miraculeux où il suffit d'une plante, — l'alfalfa, ou le blé, ou le café, ou le lin, — pour qu'en peu d'années, ainsi que dans la fable, un mendiant comme je l'étais alors devienne millionnaire, pour qu'un désert et un village se transforment en une cité splendide et en un État florissant, comme c'est le cas de São Paulo du Brésil? Et comment est-il possible que l'Europe ne veuille pas comprendre cela ou semble même l'ignorer? et qu'elle continue à être furieuse, à exécrer, à excommunier, à maudire, à machiner des tourmens et des violences et à estropier des milliers de jeunes esprits, pour décider si le

monde doit être gouverné au nom de Dieu ou au nom du peuple, si l'art classique est plus beau que l'art romantique, s'il faut obéir ou ne pas obéir au Pape, si un homme intelligent a ou n'a pas le droit d'envoyer une bonne fois au diable Homère et Cicéron, si le positivisme est plus vrai que l'idéalisme, et quel est le pays qui vaut le mieux, de la France, de l'Angleterre ou de l'Allemagne : trois lopins de terre si petits qu'il faut prendre des lunettes pour les découvrir sur la mappemonde, en comparaison de notre pays, à nous ! Et, peu à peu, lentement, mais sans interruption, jusqu'à ce matin, l'aspect des choses s'est éclairci à mes yeux; et j'ai vu le monde qui, en une de ses parties, était dans la joie et resplendissait comme une merveilleuse aurore, tandis que, dans l'autre partie, il s'attristait et s'assombrissait comme un crépuscule mélancolique, sous la tyrannie d'une oligarchie de juristes, de philosophes, de lettrés, d'artistes, de théologiens. Et finalement, j'ai compris ! Après des efforts, des fatigues, des hésitations infinies, cette nuit, en réfléchissant à vos paroles de l'autre jour, j'ai compris ! J'ai compris que l'histoire s'était longtemps trompée...

Mais, à cet instant, je m'entendis appeler. Je me retournai et je vis l'amiral qui me faisait signe de venir. Je quittai mes compagnons et allai le rejoindre.

— Excusez-moi, me dit-il, si je vous dérange. Mais il faut absolument que vous me fassiez un plaisir. Cavalcanti vous a informé, je crois, de la fâcheuse situation où se trouve Mme Feldmann ?

— Oui, répondis-je.

— Eh bien... Cela n'est pas votre faute : vous ne saviez pas. Mais ce que vous avez dit sur le divorce aux États-Unis est devenu pour cette pauvre femme une sorte d'obsession. Maintenant encore elle s'agite, pleure, crie que le divorce est un fait accompli, qu'elle n'arrivera pas à temps pour faire valoir ses raisons, qu'elle veut se suicider. J'ai tâché de la calmer; mais elle ne me croit pas : elle se figure que ce sont des mensonges inventés après coup, par pitié. Venez vous-même. Vous lui répéterez en personne ce que vous avez dit à Cavalcanti.

Il ne me plaisait qu'à moitié d'abandonner la conversation au plus beau moment ; mais il me fut impossible de refuser, et je suivis l'amiral. Nous montâmes au pont supérieur, ou étaient les cabines de luxe. Encore vêtue de la riche toilette

de velours bleu qu'elle portait au dîner, Mme Feldmann était couchée sur le lit de repos, le bras gauche posé en arc sur l'oreiller, le front appuyé sur le bras, le visage caché entièrement; et elle sanglotait tout bas, tandis qu'à côté d'elle Lisetta, sa femme de chambre, se tenait debout, avec un verre et une petite cuillère entre les mains, de l'air contrit d'une personne qui doit offrir encore à un malade un remède déjà offert inutilement. Depuis la magnifique chevelure qui couvrait la moitié de l'oreiller, jusqu'aux deux pieds mignons, chaussés d'escarpins de satin, qui sortaient de dessous la robe à l'extrémité du lit, ce beau corps gisait dans l'accablement du désespoir; et seules les épaules tressaillaient de temps à autre, secouées par les sanglots et comme soulevées du buste. Elle ne bougea pas, lorsque nous entrâmes, et il y eut une minute de silence. Enfin l'amiral dit :

— Madame, voici M. Ferrero.

Quand elle entendit mon nom, elle se tourna rapidement sur le flanc, s'assit, ramassa les plis de sa robe autour de ses jambes; et, tandis qu'elle essayait de remettre en ordre ses peignes et ses cheveux et qu'elle essuyait ses larmes, elle me demanda pardon de me recevoir de cette manière. Je répondis comme il convenait ; puis, tandis que Lisetta se retirait dans un coin, je commençai à parler selon la circonstance, et je m'efforçai de la convaincre qu'une personne de la haute société ne pouvait divorcer comme je l'avais dit, à cause du scandale qui en résulterait. Elle m'écouta d'abord immobile, les yeux dans mes yeux; puis brusquement, elle secoua la tête, et, d'un air découragé :

— Le scandale, le scandale! gémit-elle. Et pourquoi mon mari aurait-il peur du scandale? Tous les autres ont besoin de lui; mais, lui, il n'a besoin de personne. C'est la force de la Banque, cela!

Je tentai de lui démontrer que nul, même le plus puissant banquier, ne pouvait aujourd'hui défier l'opinion publique au delà d'une certaine mesure. Mais elle réfuta vivement cette argumentation et m'obligea ainsi à chercher d'autres arguties. Tandis que je discutais avec la gêne de celui qui sent ses raisons glisser au lieu d'entrer dans l'esprit de l'interlocuteur, mes regards s'arrêtèrent sur un objet blanc qui était à terre, près du lit de repos, et que je n'avais pas remarqué encore. Je reconnus le précieux fil de perles, qui sans doute était tombé dans la récente crise de pleurs et de sanglots. « Quelqu'un va

marcher dessus, » pensai-je. Et à la gêne de l'argumentation inefficace s'ajouta pour moi un nouveau malaise. En parlant, je ne pouvais détacher mes yeux de ces perles; j'éprouvais une envie machinale de me lever et de les ramasser; de temps à autre aussi, je regardais Lisetta, comme pour lui demander si elle était aveugle. Distrait par cette préoccupation, je répondis avec une faiblesse croissante aux objections de la dame; et, plus elle prenait sur moi l'avantage, plus elle se désolait. « Voici, encore, pensai-je, une crise qui approche. » Et je ne me trompais pas.

— Qui l'aurait dit, il y a seulement huit jours? s'écria-t-elle tout à coup. Et moi qui l'attendais si tranquille et si contente! Et lui qui m'écrivait des lettres si affectueuses! Mon Dieu, mon Dieu! Quelle surprise! Il me semble que c'est un cauchemar. Après vingt-deux ans de concorde et d'amour, sans une ombre, sans un soupçon! De pareilles choses sont-elles donc possibles?

Et elle enfonça son mouchoir dans sa bouche, éclata en pleurs, cacha de nouveau sa face dans l'oreiller, sanglotant, déclarant que sa vie était brisée, que ses amis, si elle en avait de véritables, devraient lui procurer de la strychnine. L'amiral courut à elle; la femme de chambre aussi s'approcha, de sorte que le fil de perles se trouva caché sous sa robe. Cette scène était bien faite pour susciter la pitié; mais je dois confesser que, si j'étais ému par les larmes de Mme Feldmann, ce qui me tourmentait davantage encore, c'était la crainte d'entendre, d'un moment à l'autre, les perles craquer sous les pieds de cette femme. Cependant Lisetta insistait, mais sans succès, pour que Mme Feldmann bût le médicament. A la fin, elle vit les perles, et, du bout du pied, les repoussa sous le lit de repos. Je respirai; mais il me fut impossible de ne pas me dire, à part moi, que les femmes de chambre des milliardaires traitaient les joyaux avec une singulière désinvolture.

Peu à peu, Mme Feldmann se tranquillisa; et, tandis qu'elle s'apaisait, l'amiral se mit à la réconforter par des paroles plus efficaces que les miennes. Il lui rappela maints épisodes de sa vie conjugale, les preuves de longue fidélité et de profond amour que lui avait données son mari, la concorde qui avait régné dans leur ménage pendant si longtemps; et il conclut, avec une sorte d'autorité paternelle, qu'il y avait là pour elle de très fortes garanties, dont une dépêche au sens obscur et dont mes propos imprudens ne pouvaient détruire la valeur. Peut-être ces raisons

ne persuadèrent-elles pas Mme Feldmann; mais les souvenirs l'attendrirent. Elle s'assit de nouveau, donna son assentiment à certaines affirmations de l'amiral; et elle finit par dire :

— Assurément, s'il a fait une chose pareille, c'est qu'il est devenu fou.

Puis, se tournant vers moi :

— Je voudrais, ajouta-t-elle, que M. Lombroso, votre beau-père, fût ici. Voilà l'homme qui pourrait me donner un conseil.

Délivré de mon inquiétude au sujet des perles, j'énonçai quelques réflexions, le mieux que je pus, sur les formes de la folie.

— Est-ce que vous vous entendez à ces questions-là ? me dit-elle alors.

— Non, répondis-je. Mais ma femme est médecin et elle s'y entend à merveille. Vous devriez causer avec elle.

Nous continuâmes à parler de choses diverses avec plus de calme, tandis que je me demandais à moi-même si cette femme disait la vérité, quand elle affirmait que le divorce briserait à l'improviste une vie commune qui avait duré de longues années sans nuages d'aucune sorte. Si c'était vrai, l'aventure était réellement bien extraordinaire ! Enfin, lorsque Mme Feldmann parut tout à fait tranquillisée, nous nous retirâmes.

Il était presque minuit. Je descendis sur l'autre pont, afin de voir si Alverighi, Cavalcanti et Rosetti y étaient encore. Mais le pont était désert. Nous étions restés presque une heure à causer avec Mme Feldmann, et en une heure la discussion ou, pour mieux dire, la dissertation d'Alverighi devait avoir pris fin. Je m'appuyai, un instant, sur le bordage, levai les yeux vers la voûte étoilée. Et voilà que pour la première fois, au fond des ténèbres nocturnes, j'aperçus, brillante et comme silencieusement souriante, la Grande Ourse qui réapparaissait à mes yeux comme un vieil ami que l'on n'attend pas. J'eus un frisson de joie : il me sembla que cette belle constellation de l'hémisphère boréal venait me donner des nouvelles de mes parens, de mes amis, des personnes et des choses qui m'étaient chères, de ma patrie qui s'approchait, de ce vieux monde méditerranéen sur lequel elle scintillait depuis l'éternité et dont le prolixe Alverighi avait dit tant de mal.

GUGLIELMO FERRERO.

(*La suite au prochain numéro.*)

CORRESPONDANCE

D'ALBERT SOREL[1]

1870-1871

A Albert Eynaud.

Bordeaux, 14 février 1871.

... Les tristes perspectives que je te laissais entrevoir se sont malheureusement découvertes, et à la vérité, quand je t'exprimais à ce sujet quelques doutes, je n'en avais guère moi-même. Je pense que tu auras compris que, sur beaucoup de points, il fallait lire entre les lignes. Je crois avoir rendu pleinement justice à Gambetta et à tout ce qu'il a pu faire, à tout ce qu'on a pu faire surtout de bien en son nom. J'ai su de très bonne heure à quoi m'en tenir sur son compte et j'ai été à même, par une rencontre bien singulière, de connaître sa conduite à l'égard du gouvernement de Paris bien avant qu'aucun bruit n'en eût transpiré dans le public. Ce ne sera pas le souvenir le moins curieux de la curieuse campagne que je viens de faire. Mais je ne puis ici donner place à ces détails, tout rétrospectifs d'ailleurs. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'à Tours il fallait obéir à cette dictature et la soutenir même : les efforts tentés et les résultats obtenus étaient relativement énormes, le temps pressait et si on critiquait avec bien de la raison, il ne se présentait personne pour faire quoi que ce soit. L'Assemblée n'eût rien fourni : celle qui vient de se réunir ne le prouvera que trop. Elle eût fait la paix, et la paix eût été prématurée. Il fallait lutter tant que la lutte était possible : on ne pouvait pas vaincre, mais

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912.

on relevait l'honneur. Gambetta, « tyran de Tours, » n'est point ce que le font les journalistes. Comme tous les autres hommes de ce temps, il a rêvé de grandes choses, et, jeté au pouvoir, il a été au-dessous de ses rêves, il a été ballotté par cette mer confuse où gens et choses s'entre-choquent et s'usent et disparaissent grain par grain, misérablement. Il n'était ni méchant ni despote : mais il était le jouet des caprices d'un tempérament fougueux ; il appartenait à toutes les influences qui se succédaient autour de lui. C'est ce qui explique comment il a pu faire tant de choses opposées... Voilà où nous en étions à la fin de janvier. Quand la crise de Paris est arrivée, il y a eu ici quelque agitation. On avait formé des clubs et on y entendait chaque soir des Garibaldiens : anglais, slaves, espagnols, américains, tous agens de l'Internationale, quelques-uns fort habiles et résolus. Le mot d'ordre de ces gens, auxquels s'adjoignirent des *délégués* des villes du Midi (crème de la jactance méridionale, prêts à tout faire, sauf à se battre contre l'ennemi), se sont formés en comité avec ces deux mots d'ordre : Pas d'élections, le comité de Salut public. On a décidé qu'on en daignerait offrir la présidence à Gambetta. Il était tantôt une idole, tantôt un fantoche, suivant qu'il recevait ces messieurs ou qu'il ne les recevait pas. Enfin le dimanche, il y a dix jours, la manifestation annoncée a eu lieu : j'y étais, comme bien tu penses. Il y avait environ un millier de manifestans et quatre mille curieux. Un homme ivre a tiré un sabre, et près de deux mille personnes se sont mises en fuite. C'était un Anglais qui menait l'affaire avec un art de mise en scène et une haute charlatanerie que je n'ai pu m'empêcher d'admirer. On arrive devant la préfecture. L'Anglais monte à un balcon et harangue la foule. Gambetta caché derrière une fenêtre, en face, soulevant le rideau, tâchait de saisir quelques mots. Quelle injure et quelle misère ! Cependant les délégués, l'Anglais en tête, entrent dans le Palais : la conférence dure, la foule s'impatiente et demande son idole, assez tentée, sans le trop bien savoir, de la briser pour voir ce qu'il y avait dedans. Gambetta ne paraît pas. On ne répond rien, et la foule s'en va, comme la nuit tombait et que l'heure du dîner se faisait sentir. — La chose a avorté. — Le soir, on a fermé le club. Il y a ici peu d'agitateurs sérieux, et ils sont très poltrons. Il suffira de peu d'hommes résolus pour les mettre à la raison et faire respecter l'Assemblée. Mais les trouvera-t-on ?

Je l'espère, sans en être bien sûr. Je ne puis savoir dans quelle mesure les manifestateurs s'entendaient, sinon avec Gambetta, du moins avec son mauvais génie, le policier... Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'à la même heure il méditait une chose bien autrement grave et que, heureusement pour nous et pour lui, il n'a pas exécutée.

Tu connais le différend qui s'élevait entre Paris et Bordeaux à propos des élections. Il remontait très loin et il avait commencé il y a trois mois, lorsque, pour la première fois, il avait été question d'armistice et d'élections. Les exclusions, jointes au décret qui destituait des magistrats, mettaient le comble à la mesure. Paris entendait que les élections fussent absolument libres : les Bonaparte eux-mêmes étaient éligibles. On a envoyé Jules Simon pour faire exécuter le décret de Paris. Simon arrive : on lui refuse le *Journal officiel*, les journaux qui insèrent sa protestation sont saisis. Bref, dimanche, les choses en étaient à ce point de savoir si Gambetta ferait arrêter Simon ou Simon Gambetta. Gambetta avait la force : ses amis lui conseillaient un coup d'État pour la nuit du dimanche au lundi. Une liste d'une quarantaine de personnes, en tête desquelles se trouvait Thiers, avait été dressée : on devait les arrêter, les écrouer à Blaye, proclamer la guerre à outrance, rompre l'armistice et s'en aller au besoin à Lyon ou à Marseille. Gambetta a eu le bon sens de s'arrêter. Il a donné sa démission, et l'arrivée d'une grande partie du gouvernement de Paris a rétabli les choses. — Je passe une foule de détails, l'intervention humiliante, mais inévitable de Bismarck, la création d'un journal gambettiste qui élève le gambettisme à la hauteur d'une cinquième dynastie, les déclamations odieuses contre Paris, les accusations de trahison, tout le cortège des basses injures. Je ne tiens à insister que sur un seul point. Il est absolument faux que l'armistice ait compromis l'armée de l'Est. Elle était perdue auparavant et décidée à se jeter en Suisse où les mesures étaient déjà prises pour la recevoir. L'armistice et la dépêche envoyée à Bordeaux sont l'œuvre du général Beaufort d'Hautpoul que Jules Favre avait emmené avec lui. Pauvre Favre ! Je l'ai vu hier. Il était venu ici pour déposer ses pouvoirs entre les mains de l'Assemblée. Il était courbé et pâle, vieilli de dix années. « J'ai couvé Paris pendant cinq mois, » dit-il à Thiers en arrivant. J'ai pu saisir, trop rarement, quelques fragmens des rapports confi-

dentiels qu'il adressait ici, soit à Gambetta, soit à Chaudordy. Ils étaient déchiffrés chez nous et il était impossible de les lire sans être ému. Je crois que rarement un homme politique s'est montré aussi complètement lui-même, honnête et sincère dans sa correspondance la plus secrète. Ces pages simples et élevées, profondément mélancoliques, seront l'honneur de sa vie, si jamais elles sont publiées.

Ils avaient une rude tâche à Paris. La population enivrée de son héroïsme (je tâcherai tout à l'heure d'en déterminer la valeur) était aussi peu disposée à céder qu'à combattre. Cependant il fallait capituler avant que les vivres fussent épuisés. Favre se rendit à Versailles. Quelques jours avant, rendant compte de l'état désespéré des choses, il écrivait : « L'homme qui se dévouera à cette lamentable tâche sera accusé de trahison, accablé d'injures, il y perdra sa popularité ; cependant il faut le faire, car autrement la ville se laissera prendre par la Commune, la révolution sera dans la rue, la famine viendra, des milliers périront et par-dessus tout on aura l'opprobre de l'occupation étrangère au milieu de la guerre civile. » — Ce qu'il envisageait ainsi, il l'a fait, seul, sans éclat, sans étalage aucun, se laissant attaquer et accuser. Aucun des outrages, aucune des amertumes qu'il prévoyait ne lui a été épargné. C'est un trait rare en ce temps-ci, et il est triste qu'il soit, qu'il doive rester ignoré aussi complètement. La pudeur se raffine avec la corruption. Nous en sommes à ce point qu'il faudra avoir aussi la pudeur des belles choses. Le peuple de Paris n'a point renommé J. Favre ; trois collèges seulement lui ont donné leurs voix. Parmi les honnêtes gens, bien qu'ils ignorassent absolument le fond des choses, la sympathie était générale pour lui : sa conduite dans les élections y suffisait. On peut dire qu'il a sauvé l'honneur de ses collègues : on l'a accueilli avec une grande émotion et des applaudissemens unanimes quand il est venu remettre le pouvoir.

Le suicide de Bourbaki a été encore un trait, hélas ! il faut le citer, du vieil honneur français. Il n'était qu'un soldat, mais un brave soldat. Jeté hors de Metz par un artifice de Bazaine, il fait tout au monde pour y rentrer. Ne le pouvant, il arrive à Tours avec son épée. On lui parle de l'armée de la Loire, il n'y croit pas et s'en va au Nord. On le rappelle ; cette fois l'armée de la Loire existait, il la voit. On lui en offre le commandement en chef, il refuse : « Donnez-moi deux divisions, »

dit-il. — On lui donne deux corps. La défaite d'Orléans arrive, ces deux corps deviennent le noyau d'une armée chargée d'une expédition des plus difficiles. Bourbaki a fait des prodiges de courage : il aurait fallu du génie, il n'en avait pas, il le savait ; les moyens matériels faisaient défaut, tout lui manquait ; le désespoir l'a pris et il a voulu se tuer.

Les élections ont été faites sous les multiples influences de ces impressions : les échecs militaires, la capitulation de Paris, une réaction complète contre le gouvernement de la Défense, et surtout, — ce que je prévoyais depuis longtemps, — la confusion établie à dessein entre les partisans de la guerre à outrance et les démagogues. Les élections n'ont qu'un sens, mais elles l'ont de la manière la plus accentuée : la paix à outrance. Vingt-cinq collèges jusqu'ici ont nommé Thiers parce que Thiers dès le mois d'octobre a voulu la paix et qu'on le sait disposé à accepter des conditions même très rigoureuses. Les élections signifient encore : ordre quand même. Il ne faut pas y voir autre chose et cette Assemblée n'a pas d'autre direction. Thiers est sans conteste le maître de la situation.

Les élections de Paris et le déplorable état mental de cette ville soulèvent une question qui préoccupe tout le monde ; elle est tranchée pour le moment : le gouvernement n'est pas possible à Paris sans armée, on est dehors et c'est un bien. On songe beaucoup à transférer la capitale, à faire un Washington. On se rappelle que pendant plus d'un siècle la capitale a été en dehors de cette grande ville et les expériences faites depuis ne sont pas rassurantes. Paris est au commerce et aux étrangers, la bourgeoisie y veut avant tout la paix, la canaille y veut le lucre et le plaisir, les influences politiques y sont mauvaises. Si la chose est possible il faut la faire et profiter de l'occasion qui est unique...

Il faut donc faire la paix, faute de quoi nous perdrions le prestige que nous avons reconquis. On la fera, ce n'est pas douteux. Pour continuer la guerre, il faudrait que la nation entière se levât : or si elle se laisse lever, laissée à elle-même, elle ne veut que la paix. Au jour où l'armistice a été annoncé, des bataillons de mobilisés se sont mis en rang pour retourner chez eux. Rien n'a pu les arrêter. Ce que je t'écris depuis trois mois que je suis au milieu de cette épouvantable décomposition de toutes choses, te montre à quel point le mal est profond. Les

constitutions et les lois pourront tout au plus modifier les circonstances extérieures et disposer le milieu : c'est l'homme même qu'il faut réformer, et ces réformes-là ne sont point dans nos mains. Chacun n'y peut que pour lui-même et son entourage immédiat. Si chacun le faisait, le pays serait sauvé... Il y aura d'incalculables préjugés à combattre. Rien de fatal et de choquant que l'ignorance du public : on lui fait tout croire. Les hommes les plus haut placés même ne se font aucune idée des conditions matérielles d'une guerre et des mouvemens d'une armée. Il faudrait que tous les gens instruits eussent fait un cours sérieux de stratégie. Tu ne peux croire combien les études très étendues et consciencieuses (je dis étendues pour un amateur) que j'ai faites pour écrire la campagne de 1866 m'ont été utiles; de combien de préjugés je me suis gardé, à combien d'erreurs j'ai échappé, et cependant, moi-même, j'ai cédé à l'illusion à certaines heures. Il faudra donc former des générations entières. Former des officiers est encore plus long. Le temps! la nation saura-t-elle le prendre, aura-t-elle cette persévérance? Et pourtant nous avons ce qui nous manquait, un but politique : au dehors les alliances, au dedans la réforme militaire; en résumé et partout, intellectuellement, matériellement, moralement, militairement, la revanche. Avec cette unité, ce mot d'ordre, cette tension et cette aspiration générale, un pays qui un peu de vie et de cœur se relève...

15 février 1871.

On dit que Favre restera ministre; je ne crois pas qu'il garde Chaudordy comme délégué : il me semble qu'il y a du froid entre eux, et cela tient à mille choses, justes et injustes, qu'il est trop long et inutile d'énumérer. Du reste, Chaudordy, après avoir été pour la défense à outrance et en assez bons termes avec Gambetta, siège à l'extrême droite. Il a été un agent d'action très remarquable, mais j'ignore absolument ce qu'il est au fond et sa valeur politique. Je ne souhaite pas pour Favre qu'il garde le portefeuille. Il n'est point homme d'État, encore moins diplomate. Le milieu en fusion de la Chambre ne lui va pas, les passions le ressaisiront et il redeviendrait homme de parti. Livré à lui-même, il a été grand, mais plutôt de cœur et de caractère que d'action : l'homme a prévalu sur le politique. Ce sera sa belle et grande page, il faudrait fermer là le livre.

S'il peut rendre des services il le fera, mais l'œuvre sera gâtée.

La Chambre se divise, — au premier vol, — à peu près ainsi : 100 républicains, dont les deux tiers montagnards; la vache à Gambon paît sur ces pentes chardonneuses. 150 légitimistes, divisés en légitimistes purs et fusionnistes. Le reste, centres de toutes les nuances, allant des républicains modérés et résignés, aux orléanistes d'Aumaliens, aux orléanistes avec le Comte de Paris, aux fusionnistes. Cette dernière nuance dominerait évidemment et prévaudrait, si tout le monde ne se demandait avec inquiétude comment faire accepter la chose au pays. Je ne crois pas qu'il y ait un homme raisonnable qui ne puisse comprendre cette combinaison et qui, un peu poussé, n'en reconnaisse les avantages, — la monarchie étant imposée, — mais les préjugés arrivent et c'est une barrière devant laquelle on s'arrêtera, entravé que l'on est d'ailleurs par toute sorte de petits calculs personnels. M. Thiers sera chef du pouvoir exécutif : il navigue entre toutes les eaux; au fond, je crois qu'il désire prendre le pouvoir et le garder, être Président de République. On ferait donc une république, nuance Dufaure où les orléanistes domineraient. Cela ne contenterait personne. Les républicains seraient assez intelligens pour voir où l'on les mène. Les légitimistes, si la fusion ne se dessine pas, recommenceront leurs fautes et leurs sottises de 48-49, s'alliant au besoin avec tout le monde contre les orléanistes. Ceux-ci triompheraient, mais mollement, avec des forces négatives et ce serait le gouvernement d'expédiens, de la cote mal taillée que je redoute tant. Tu vois combien il est difficile de faire quelque chose et d'attendre quoi que ce soit de bon. Cependant le terrain n'a jamais été si bien déblayé, la situation n'a jamais été si nette, la politique si bien déterminée. Pour moi, je crois que le mieux serait de nommer un gouvernement anonyme chargé de traiter et d'organiser la paix. Cela durerait quelques mois pendant lesquels on aiderait le pays à se rasseoir et l'opinion à se prononcer. Alors il est probable qu'elle inclinerait fortement d'un sens ou de l'autre; les monarchistes auraient pu s'entendre, la république modérée serait reconnue ou praticable, ou tout à fait impossible. A quoi bon proclamer demain une république, dont le pays ne veut pas? Si on veut la fonder au contraire (œuvre bien laborieuse et scabreuse maintenant), il faut y habituer le pays. Dans tous les cas, attendre et reposer les esprits.

Je tiens de plusieurs députés que, contrairement à ce qu'on a dit, les élections ont été les plus libres qu'on ait eues depuis bien longtemps dans la majorité des départemens. Les préfets ont fait grand étalage de passion, mais ils n'avaient aucune influence, ils n'étaient écoutés que du groupe des démagogues de la préfecture et des villes : le reste ne les connaissait pas ou voulait les renverser.

7 mars.

... Je pars ce soir pour Paris. Je vais trouver la ville sinon en feu, du moins assez allumée. Nous ne pouvions manquer aux plus ignobles traditions de notre histoire et il fallait bien quelques émeutes pour conduire le deuil national. Je souhaite qu'on en finisse une bonne fois : l'immense drainage des Prussiens n'a pas suffi, il n'a emporté que les braves gens. Il faudra tôt ou tard un coup de force : le plus tôt sera le mieux. Le tout est de pouvoir compter sur les soldats et de laisser les gardes nationaux à la maison. Il faudra du même coup désarmer les gens et abolir l'institution.

Ici la Chambre se divise et s'use sur cette question du retour à Paris ou du moins d'un rapprochement — Versailles ou Fontainebleau. Les légitimistes sont enragés pour rester en province; il se fait un parti provincial, décentralisateur, qui va jusqu'à vouloir déplacer la capitale définitivement. J'ai eu quelques velléités de ce côté, l'étude des faits me montre que la chose n'est pas praticable. Quand une rivière déborde et se perd dans les sables, ce n'est pas en voulant refouler le courant ou le détourner qu'on préviendra le désastre : il faut rectifier le cours, et, suivant le lit naturel, le ramener selon son propre développement. Décentraliser à ce point serait remonter au delà de Richelieu et dans un moment où, l'organisme périclitant, il faut un coup de fouet violent. L'esprit provincial nous manque, nous a toujours manqué ; des institutions provinciales habilement ménagées et graduées peuvent le réveiller peut-être : mais un système basé sur cet esprit serait une chimère. La Chambre s'use, je le répète, sur ces incidens...

Je rapporterai bien des expériences de ce séjour à Tours et à Bordeaux. Quel cours de pathologie, mon ami! J'ai préparé un article qui sera vite écrit, car toutes les formes sont prêtes et les idées en ordre, sur la réforme militaire, — réforme sociale en

même temps. Ce n'est qu'un *coup de sonde*, comme dirait Sainte-Beuve, mais je crois qu'il va au fond de l'abcès...

J'ai eu un peu de loisirs dans les derniers temps, j'en ai profité pour commencer un roman dont l'idée m'est venue à Tours, — roman de passion dans un cadre politique, — le roman des misères morales de l'Empire...

Versailles, 30 mars 1871.

Je t'écris aujourd'hui, mais je ne sais quand ma lettre partira. Je vais te donner à vol d'oiseau mes impressions depuis mon retour à Paris.

Ce que j'ai vu en arrivant a confirmé et dépassé toutes les observations entrevues d'abord, puis recueillies par moi à Bordeaux. Le siège a été un vaste trompe-l'œil. Les femmes ont eu tout le mal et les petits rentiers toute la souffrance. Les gens du monde ont formé de bonnes compagnies de marche, mais ils sont allés à la bataille comme on va au duel, pure affaire d'amour-propre, qui pouvait les mener à une mort honorable, mais nullement à une action militaire sérieuse. Quant au peuple souverain, il n'a rien fait que discourir, se griser, conspirer, paresser.

J'ai trouvé partout un amour-propre d'assiégé insupportable, mais ce n'est qu'un détail, dangereux surtout en ce sens que ces gens croient avoir sauvé l'honneur de la France et se proclament plus que jamais l'élite du premier peuple du monde.

Bref, loin d'avoir gagné au siège, Paris y a perdu. Les vices et les sottises ont grossi en se concentrant sur eux-mêmes. On n'a pas tardé à le voir. La ridicule affaire de l'enlèvement des canons t'est connue et tu en as appris les suites, comment la tentative pour les reprendre a échoué et comment le gouvernement a dû en toute hâte se replier sur Versailles. Ces émeutes ont un caractère tout particulier, bien nouveau et bien attristant. Voilà deux révolutions que je vois : le 4 septembre et le 19 mars, toutes deux accomplies par un beau temps, la population endimanchée se pressant sur les promenades, les cafés encombrés, Guignol poussant ses cris, et chacun courant voir passer le souverain. Ce sont des fêtes.

Ce serait terriblement burlesque si l'on n'assassinait pas et si au milieu de cette quiétude générale on n'était menacé d'une vraie guerre de sécession : il s'agit tout bonnement du morcel-

lement de la France. J'imagine que tu lis les journaux anglais, le *Times* entre autres a donné d'excellens récits de toute cette piteuse inondation de boue ensanglantée. Je ne te conte donc pas les événemens, j'aime mieux prendre les choses où elles sont aujourd'hui et te les montrer comme je les vois.

Ce qui frappe le plus, et par-dessus tout, c'est l'antagonisme profond de Paris et de la Province. Il s'accuse en tout et partout. Il n'y a à mon sens d'autre trait d'union possible que les boulets. On a des canons. Aura-t-on des artilleurs? C'est la question. Mais le fait est là. Ce n'est pas seulement un manque d'équilibre provenant d'une longue séparation : non, il y a antagonisme profond, on ne parle pas le même langage, on ne se comprend pas, on ne pense pas de même, on ne voit pas sous le même angle.

Paris se croit héroïque et régénéré. Il a chassé le tyran et veut donner de nouveau de grands exemples au monde qui le contemple. Il n'a pas été pris, mais vendu. Et cela, entends bien, ce ne sont pas seulement les Belvillais qui le disent et le croient, mais l'ensemble de la bourgeoisie, mais le monde de la finance, le commerce tout entier. Tout ce qui a porté un habit de garde national crie à la trahison de Trochu. Ceux qui pensent autrement le disent tout bas et entre eux seulement. Ce n'est rien encore : Paris veut être maître de lui-même ; les Belvillais veulent la Commune, les bourgeois le conseil municipal qui deviendra Commune le jour où la canaille le voudra. Paris veut se séparer de la France : la province ne l'a pas secouru, qu'elle reste chez elle, Paris *farà da se*, il aura sa charte municipale, les socialistes rêvent d'y établir leur Salente, les bourgeois d'y dormir en paix, commerçant à leur guise, sans armée bien entendu, et tous revêtus de l'héroïque oripeau du soldat citoyen. Le Comité de l'Hôtel de Ville veut désarmer les bons bataillons; ceux qu'on appelle les bons bataillons voudraient désarmer les troupes du Comité, mais tout le monde au fond est garde national dans l'âme. Tous aussi veulent la République : là-dessus, il n'y a pas à s'entendre. La République est pour le bourgeois ce que la Commune est pour le voyou ; — il ne sait pas ce que c'est, mais c'est sa chose, c'est la chose surtout que la province ne veut pas, — et il la lui faut. Tout le monde est d'accord pour demander « Paris libre dans la France libre, » les conservateurs font un amendement et demandent « le quartier libre dans la

ville libre, » voilà toute la différence. Pas de *ruraux* (ce sont les députés), pas d'armée, pas de roi surtout. Voilà où en est Paris, lassé d'ailleurs, absolument énervé, c'est-à-dire très impressionnable à la fois et très mou : voilà pourquoi les bourgeois ont laissé faire la Commune, pourquoi ils rient, se promènent, plaisantent à leur ordinaire, vont au café, au théâtre, au boulevard, chez les filles, laissant couler la tourbe, trouvant le spectacle drôle, boudant la province, se plaignant d'elle et ne faisant rien : l'inertie et la frivolité en un mot qui ont permis la Terreur, mais augmentées et généralisées et qui deviendraient fatales si les Belvillais ne partageaient la lâcheté générale. On verra des crimes isolés, parce qu'il y a trente mille bandits et repris de justice au pouvoir, mais ils sont bêtes, ils ne s'entendent pas et ils ne concevront rien de systématique. Ce ne sera pas une tragédie, on n'en fait plus depuis longtemps, pas même le mélodrame de la Terreur, quelque chose de plus misérable, une soirée d'Alcazar avec des promenades à la Morgue pendant les entr'actes. Les bourgeois ne feront rien. Les gens du monde et les journalistes, — qui se sont bien montrés au début, — ont tenté une démonstration. La fusillade, loin de les révolter, les a terrorisés. A l'heure qu'il est, Paris, furieux contre l'Assemblée, n'aidera nullement à la répression : tout ce qu'on peut attendre des bons quartiers, c'est qu'ils laissent faire. Quand les gardes nationaux se sont rencontrés, on a mis de part et d'autre la crosse en l'air aux cris de : « Vive la République ! » et l'on s'en est allé chacun chez soi. Qui sera le moins poltron ? On l'est également, mais il y a un côté plus canaille, et il l'emporte.

Les gens du Comité ne sont que des prête-noms. Derrière eux il y a les meneurs sérieux. Les premiers ne savent trop que faire de leur succès, mais ils prennent goût au pouvoir que les autres voudraient maintenant leur faire rendre. La discorde ne tardera guère à se mettre entre eux, mais il n'en faut pas espérer grand'chose, car ces gens auront beau se manger, l'espèce ne périra pas, ils ont pris la bonne recette pour ne jamais manquer de personnel, et il y aura toujours des niais et des gredins pour suivre les inconnus qui surgiront. C'est une couche sociale qui veut monter, déborder et se répandre. Ils ont leurs grands hommes inconnus et jusqu'à leurs poètes : c'est un monde où les idées creuses règnent, où les idées bêtes dominent, où le grotesque est original et le sale beau. Curieuses études pour

l'avenir, spectacle ignoble pour le présent. Un véritable rêve de fou : la plus belle ville du monde et qui se prétend la plus intelligente, livrée en pâture à la sottise et au mauvais goût. Quelle misère!

Voyons la Province. C'est l'antipode. La Chine n'est pas plus loin de nous. On a admiré Paris jusqu'au fétichisme ; les bons départemens se sont modestement, humblement sacrifiés pour Paris. Quand le voile a été levé, la réaction s'est faite. On a vu que la défense était l'œuvre unique du génie militaire et que la population avait eu plus de résignation, plus d'amour-propre et d'entêtement surtout que d'héroïsme. On a reconnu qu'elle avait peu souffert en réalité, on a pensé alors aux campagnes dévastées, aux bestiaux enlevés, aux fermes brûlées, aux malheureux mobiles morts de froid, de misère et de maladie le long de tous les chemins, à la porte de toutes les ambulances. C'étaient des misères présentes et qui pesaient encore : l'occupation restait là pour les rappeler. Pour éviter à Paris la *Honte* d'un désarmement, on avait rendu possible une révolution, et cela au moment même où le travail reprenait partout, où ce peuple peu guerrier, mais d'une activité commerciale prodigieuse, faisait appel à toutes les ressources pour réparer ses désastres. Ç'a été un sentiment de rage contre ce Paris qui jetait la révolution sur les plaies encore vives, qui arrêtait les Prussiens et bouleversait toutes les espérances. La Province veut laisser Paris à lui-même. Il ne faut pas attendre un mouvement analogue à celui de juin 1848. On en a assez ; que les Parisiens s'égorgent, on les laissera faire, ce sera leur châtiment et on restera chez soi. L'appel aux volontaires ne sera guère entendu, et il ne faut pas le souhaiter. On a jugé prudent de ne pas s'adresser aux gens du Midi. Le Nord ne nous enverrait que son écume, qui corromprait l'armée et servirait les calculs de l'émeute. Quant à l'Ouest, j'en parlerai tout à l'heure. Je reviens à l'esprit général : il s'est prononcé avec une énergie extrême, la Province ne veut pas de république, absolument comme Paris ne veut pas de monarchie. La question du déplacement de la capitale, déjà posée, écartée, par les esprits prudens, est résolue de fait et brusquement : Paris armé, Paris avec un Conseil municipal ne peut être capitale. La suppression complète de la garde nationale, l'administration aux mains du gouvernement, voilà les conditions nécessaires du retour à Paris.

Vois-tu les choses, et l'opposition est-elle assez radicale? Il n'y qu'une solution, le canon, et je crois que c'est la seule à laquelle on pense. Mais on n'est pas prêt, il faut ne frapper qu'à coup sûr, et en attendant on doit laisser faire et temporiser. On masse les troupes, on les exerce, on les habille, elles reprennent bon air et bonne tenue, presque à vue d'œil, mais cela ne suffit pas. Elles ne sont pas solides, elles mettront la crosse en l'air, si elles approchent de l'ennemi et si on leur crie: « Vive l'armée! » Il faut donc former un noyau très solide qui engagera l'action sur un coup d'éclat et enlèvera ensuite facilement l'armée. Le noyau, on le trouvera dans les gendarmes, les anciens sergens de ville enrégimentés, les marins, d'anciens officiers sans troupes qui veulent former une garde d'élite, les volontaires bretons enfin qui vont former une petite armée. Les prisonniers revienent, la Garde est en partie à Cherbourg. Les Prussiens ont modifié le traité et nous ont autorisés à avoir 100 000 hommes au Nord de la Loire. Ils seraient prêts à nous aider, il ne faudrait qu'un signe ; car ils en ont assez, et l'Internationale les inquiète ; puis ils convoitent toujours Paris et seraient trop heureux d'y entrer avec nous ou avec notre aveu. Ce serait un de ces secours que l'on subit et que l'on ne demande pas. M. Thiers a du reste tout en main. Il concentre tout dans sa tête. Réussira-t-il? Il faut à coup sûr le laisser faire, il est le *seul* homme que nous ayons, et s'il échoue, il sera assez tôt de tomber dans le gâchis qui s'ensuivra. A quoi bon s'y jeter tête baissée? La Chambre a été sur le point de le faire. Elle ne confirme que trop mes craintes. Depuis deux mois elle n'a pas encore su se grouper, « se diviser pour régner, » se donner des chefs, se former en partis ayant chacun leur ministère tout prêt. Elle est honnête et même intelligente, — spirituelle plutôt, — mais tellement dévoyée, incertaine, inquiète et nerveuse qu'elle ne s'entend sur rien, use ses forces et son temps en escarmouches puériles et se montre d'autant plus jalouse de ses prérogatives qu'elle se sent moins capable de les exercer. Versailles est curieux et vilain. Tout Paris y est, journaux, flâneurs et intrigans de toute espèce. Les tables d'hôte sont encombrées. Le Jockey Club s'installe dans l'ancien local de l'ambulance. Là, comme à Paris, on n'a pas conscience des événemens. On ne pense qu'à oublier tout, excepté soi-même. Les anciens bonapartistes se divisent: les purs conspirent, cela n'est

pas douteux. Ils espèrent que la France en aura trop, se trouvera mal et qu'un haut-le-cœur les revomira sur nous. Cela serait possible, si la Chambre ne sait pas agir. Les campagnes veulent leurs gendarmes, et le premier qui reviendra, on l'acclamera tout de suite : les affaires allaient sous l'Empire, et c'est l'opposition qui a fait tout le mal. Cela se disait à voix basse sous Gambetta et se répète tout haut maintenant. La France sera à qui lui rendra le repos. Le programme de Bordeaux était admirable et ralliait tout le monde : faire les premiers pansemens sans acception de parti, faire des lois de principe par un accord commun et, l'ordre rétabli, les choses remises dans leur train, laisser au pays, qui aurait eu le temps de réfléchir, le soin de se prononcer. C'était sage et opportun. Aujourd'hui, tout est soumis au rétablissement de l'ordre : il est à souhaiter qu'il soit fait par le gouvernement anonyme qui nous dirige. Un pouvoir monarchique trouverait dans Paris une résistance universelle. Paris vaincu et repris, — il faut qu'il le soit ou nous sombrons, — on verra, mais le mieux alors serait de reprendre le programme de Bordeaux. Les esprits un peu fins et respectueux de la pensée, que l'air du temps étouffera et qui auront besoin, pour respirer, de monter un peu plus haut, se dégoûteront et se détacheront de plus en plus des affaires et de la politique courante, ils se réfugieront en eux-mêmes et se répandront dans la nature. Une philosophie plus intime, un sentiment plus exquis des choses, un détachement plus profond de ce qui est frivole et passager, un élan plus complet vers l'idéal, un stoïcisme un peu attendri, une poésie un peu sévère, — il sortira de ce recueillement une école d'artistes et de philosophes, tous épris de beauté morale, — qui sera peut-être le dernier éclat de l'étoile française. J'ai toujours gravité de ce côté. J'entrevois déjà quelques linéamens et j'aperçois dans quelques esprits une direction commune, sans aucun mot d'ordre pourtant ni entente préalable. Je serai bien heureux d'allumer mon humble lanterne à cette lumière-là, et je caresse pour l'avenir, après quelques années de voyage, d'étude et d'apprentissage, l'esprit mûri et rempli, ayant donné ma mesure par deux ou trois volumes, un peu connu déjà, de monter quelque part dans une petite chaire de critique morale où je ferai l'anatomie des caractères de ce temps et porterai ma petite pierre au monument de Marc-Aurèle.

5 avril 1871.

C'est le jour du courrier, du moins on me le dit. Voici où nous en sommes. Les Parisiens se sont décidés à un mouvement offensif, non pas en masse et avec des femmes, mais militairement et avec des mouvemens combinés. Ce qu'ils font donne la mesure de ce qu'aurait fait la Commune contre les Prussiens. J'ai roulé dans tous les environs depuis que je suis ici; les travaux faits par les Allemands sont quelque chose d'étonnant. Versailles n'était prenable qu'à revers, par une armée de province : Paris ne pouvait pas sortir. Mais nous nous trouvions, nous, dans une position inférieure à la leur : nous étions obligés de les laisser venir, afin de refaire et de concentrer notre armée. Celle-ci s'élevait dimanche de 60 à 70 000 hommes. Elle doit être portée à 80. Il n'y a pas encore de corps francs. Thiers, qui ne veut rien entendre et n'en fait qu'à sa tête, s'occupait exclusivement des troupes : il a réussi au delà de ce qu'on pouvait attendre, et s'il va jusqu'au bout, ce sera un résultat prodigieux qu'il aura obtenu. Moi qui avais vu les troupes sur la Loire, j'apercevais bien dans la tenue extérieure et dans la discipline un sensible mouvement de reprise. Mais jusqu'où cela irait-il? La ligne tiendrait-elle? Il importait absolument que le premier engagement fût un succès et que le soldat, attaqué par le Parisien, le traitât en ennemi. C'est ce qui est arrivé dimanche. Les Parisiens se sont portés sur Neuilly; on les a repoussés. En même temps, ils ont assassiné un chirurgien qui venait à eux en parlementaire, ce qui a exaspéré l'armée. La ligne s'est monté la tête et tout le monde a voulu marcher. Le lundi on a résolu de laisser les Parisiens s'engager : ils ont donné dans le piège et tenté leur mouvement. Une colonne commandée par Flourens et Bergeret a marché sur Rueil, planté le drapeau rouge à Bougival et poussé ses éclaireurs jusqu'à Louveciennes. On les a délogés de partout, mais ils ont fui si vite qu'on n'a pas eu le temps de les tourner par le Mont-Valérien. Il y avait là de leur côté environ 2000 hommes engagés. Du côté de Meudon l'affaire était bien plus chaude. Ils ont engagé une trentaine de mille hommes et en ont fait sortir près de cinquante. Ce n'est pas une émeute, c'est une guerre, guerre de la *Commune*, contre l'État, guerre de sécession : nous sommes en plein XIIIe siècle. De même, ce ne sont

pas des insurgés qu'on lance sur nous, mais une armée véritable. Ils arrivent en bataillons serrés, avec des équipemens complets et des chefs organisés. La fameuse artillerie de la garde nationale, triée par eux pendant le siège avec le plus grand soin, fait très ferme contenance et sert bien ses pièces. Ils ont enfin le courage individuel, mais ils n'ont que cela. Ils se répandent hardiment dans les bois en tirailleurs, mais devant un mouvement sérieux, ils fuient. Ils ne sont nullement commandés : le plan général, dû à quelque gredin, était bien conçu, l'exécution est déplorable. C'est la démagogie en armes. Leurs rangs sont très mêlés. Il y a tous les bandits de Paris, des contingens de l'Internationale accourus de Londres, de Belgique, de Genève et d'Italie; de pauvres diables que l'on force à marcher sous peine de mort, des émeutiers convaincus enfin, vétérans du socialisme qui croient l'heure venue de réaliser leur éternel cauchemar et y sacrifient stoïquement leur vie. Ils se sont engagés jusqu'à Villacoublay, sur le plateau de Châtillon. On les a délogés. Mais ils se sont établis dans les redoutes de Châtillon. Hier matin, ces redoutes ont été emportées, on leur a fait 1500 prisonniers et on s'est établi fortement sur ces hauteurs, d'où l'on peut canonner les forts de Vanves et d'Issy qu'ils tiennent toujours. Aujourd'hui, on doit faire un mouvement prononcé en avant. On va lentement; on veut ménager les troupes et on a raison. Leur moral est excellent.

Versailles, 17 mai 1871.

Je n'ai aucun goût à te parler de nos affaires. Ce rôle de Cassandre et de médecin tant-pis me lasse à la longue et me dégoûte horriblement. Ce qui navre, c'est un désarroi général des idées et des choses, une désagrégation complète des élémens, un éparpillement inouï de pensées et d'actions; on saisit le détail et on y excelle, mais on ne voit rien au delà, l'ensemble échappe. Nous avons tous un microscope sous les yeux. Il y a une bonne majorité, pleine d'honnêteté et de connaissances, elle est bien désorientée; elle agit du mieux qu'elle peut; elle contient des hommes très capables, d'excellens administrateurs, l'étoffe d'un gouvernement sage, il y a là des hommes tout à fait distingués que l'on ne soupçonne pas encore, qui se taisent, se réservent et font bien, mais ils n'ont que l'étoffe d'un gou-

vernement régulier, dans un pays en ordre, où il faut simplement maintenir et régler le cours normal des choses, l'étoffe de bons ministres de l'Empire et de la monarchie de Juillet, — rien de plus, — et il faudrait un Henri IV sur le trône avec des Richelieu, des Colbert, des Turgot autour de lui. Il n'y a pas de partis et tous les partisans s'impatientent; personne n'est prêt au gouvernement et tout le monde veut y toucher. De là l'irritation qui perce tous les jours et s'accentue entre la Droite, et M. Thiers, le seul homme que nous ayons, qu'il faut garder et soutenir encore. L'opposition de la Droite le rejette sur la Gauche; les velléités monarchiques amènent des propositions républicaines; la majorité ne veut pas de la présidence; on trouvera un biais, je le crois, qui réservera les choses, mais ce ne sera qu'un biais et le gâchis recommencera.

...Le fort en ruines dresse sur le plateau ses murs déchiquetés, ce sont des ruines partout, en arrière le château de Meudon détruit par l'incendie, le Moulin de pierre tout écroulé et à nos pieds le village brûlé, percé d'obus et de balles, les murs crénelés, les maisons effondrées de toutes parts. A mesure que la canonnade s'éloigne, les femmes se montrent sur leurs portes, les soldats boivent dans les cabarets, les enfans jouent dans les rues et les paysans viennent dans la tranchée chercher des échalas.

Il y a des batteries partout le long des pentes qui tonnent et éclatent. La Seine coule son eau bleue entre les rivages désolés et le pont de Sèvres, à demi écroulé, se profile au pied des touffes profondes des coteaux de Saint-Cloud; il y a là des traits de Claude Lorrain et des grandeurs d'aspect que l'on croit avoir rêvées : puis, à côté, la masse immobile du Mont-Valérien, dépouillé de son manteau de vignes, silencieux et recueilli, qui veille là sur la France. Du sein de la verdure sombre partent des flocons de fumée blanche qui s'irisent au soleil : c'est Montretout qui tonne. Et Paris, enfin, est là, dans la plaine, comme endormi entre ses collines; les remparts se dessinent sur la terre ravagée; le grand viaduc d'Auteuil dresse ses arches majestueuses, trouées par les obus; de temps à autre un coup de canon part des redoutes; on dirait un vieux lion blessé qui se débat sur la terre jaune et pelée, rugit, et griffe encore avant de se rendre.

C'est la poésie; la réalité est au dedans. Je ne l'ai pas vue, on me l'a décrite et elle est la plus horrible : c'est Paris en ordre, Paris calme, Paris vivant sa vie animale, plus silencieuse et res-

treinte, mais respirant encore avec des contorsions de jouissance sous le soleil de printemps, les Tuileries en fleur avec des femmes qui cousent et des enfans qui jouent derrière les barricades, de beaux jeunes gens en uniforme qui courent sur des chevaux et des filles dans des voitures qui vont aux ministères. On se promène, entends-tu, on s'amuse, on vit, on travaille, il y a des élèves dans les collèges, des farceurs dans les cafés, des guignols dans les jardins. Je veux voir ces choses, c'est pourquoi je reste ici. Le matin, je travaille. J'ai dû laisser le roman commencé à Bordeaux : la vie est trop fiévreuse. Je refais la première partie de *Robert* (1), c'est de l'art pur et je pense qu'il y aura là dedans quelques lignes pour te plaire. J'ai écrit pour la *Revue* un article qui a passé d'emblée et a paru hier. J'y parle de l'instruction obligatoire, et de façon, je crois, à étonner bien des gens et agacer bien des préjugés. Tu juges que je n'ai pas écrit pour faire de la didactique de plomb sur cette matière épuisée par tous les pédans. C'est pour moi un motif à dire un tas de choses philosophiques sur le présent, à combattre surtout la détestable politique des panacées et des imitations allemandes. En deux mots, voici mon idée : obligatoire ou non, l'instruction primaire ne vaut rien par elle-même ; tout dépend de la main qui la dirige et du milieu où on l'applique. Elle a discipliné et asservi les Allemands ; elle contribue en France à augmenter les forces dissociantes. C'est une chose neutre en soi, et qui ne fera rien par elle-même que du mal chez nous... La cause du mal est ailleurs et aussi le remède... etc.

Versailles, 31 mai 1871.

Je ne te conterai pas nos impressions pendant la dernière huitaine du siège. Tu les devines. Je suis allé voir deux fois. La première, c'était de jour, à Meudon, devant le château en ruines, sur les casemates prussiennes. L'horreur était toute de réflexion. On voyait çà et là sur Paris comme de gros nuages orageux avec des jets de vapeur blanche qui poussaient de temps à autre. Mais on se disait : ce sont les Tuileries qui brûlent, peut-être le Louvre, la bibliothèque... Louvre et bibliothèque sont sauvés ; il s'en est fallu de peu. — Le lendemain soir je suis allé à Saint-Cloud. Il y avait au ciel étoilé un tout petit

(1) Paru sous le titre de *la Grande Falaise* (chez Maillard, 1872, épuisé).

croissant de lune; nous avancions dans le parc, sur la terre jaune, desséchée, effritée par les boulets et les chariots. Çà et là d'énormes vides dans le bois, puis des troncs abattus qui barrent le chemin; plus loin, c'est une redoute prussienne qu'il faut traverser; enfin on commence, à travers les arbres, à distinguer des lueurs rouges dans le lointain. On atteint la terrasse; il y a un monceau de décombres: c'était la lanterne de Diogène. Il y a là des voitures, des curieux, des filles, des soldats et, dans le bois au-dessous de nous, des gens du pays qui « rigolent » bruyamment avec de gros éclats de rire. De temps en temps, une charrette crie; en arrière, les grands arbres calmes qui s'épaississent dans la nuit, et la lune qui monte tranquillement au ciel. Devant, Paris brûle. Il y a sur la ville un nuage de fumée et de vapeurs; les collines dessinent vaguement leurs contours: çà et là paraît un foyer sombre, comme les feux qui s'échappent de terre dans les pays à mine. A notre droite, tout est en flammes. C'est le Grenier d'abondance qui brûle: c'est une flamme blanche avec des jets énormes qui dardent de temps à autre, suivis d'un roulement de tonnerre. Le feu soulève l'épaisse couche de fumée et sous cette voûte noire, sur ce fond enflammé, la colline Sainte-Geneviève profile ses maisons, nettes et découpées. Il y a une auréole autour du Panthéon. Puis tout à coup une lumière rouge se détache dans l'ombre, un coup part, il passe dans l'air comme un météore et l'obus vient éclater en plein foyer d'incendie. C'est infernal. On n'a jamais rien conçu d'aussi épouvantable. Il faut se figurer les fameuses gravures de Martens. C'est que l'histoire n'a rien enregistré de pareil. C'est fou. Quelqu'un disait: C'est Moscou. Un autre a répondu: C'est Sodome; il avait raison. Il n'y a que dans les vieilles légendes bibliques qu'il se trouve rien de pareil.

C'est fini. L'armée a été admirable, les opérations dans Paris merveilleusement conduites. Les Prussiens sont stupéfaits: ils sont peu pénétrans et ne comprennent pas. Les fortes têtes de là-bas ne doivent pas s'y tromper: les causes sont assez simples pour qui connaît la France. D'abord on a réuni là l'élite de nos généraux, il y a de l'unité dans le plan et M. Thiers a été un merveilleux ministre de la Guerre et intendant général. Il s'est agi de faire un siège en règle: nos officiers ont tous appris cela à l'école, et tous aussi ont réfléchi à la guerre des rues que nous considérions comme fatale. Enfin on n'avait pas à

tenir compte des manœuvres ni de l'intelligence de l'ennemi. C'étaient perpétuellement des retranchemens à emporter : les communeux tiraient avec acharnement, mais ils ne manœuvraient pas. On pouvait donc combiner les choses et prédire à jour fixe le dénouement de la crise. C'est ainsi qu'on a réussi finalement, — et sans un seul échec. Il y en aurait eu si l'on s'était pressé. Quant aux soldats, ils sont braves de nature : mais il faut que la cause les excite, qu'ils se sentent bien conduits. Ils avaient tout cela, et ils ont fait des merveilles. Enfin, c'était une guerre civile et nous y avons toujours excellé.

On nous dit que cette guerre est l'œuvre des étrangers, des repris de justice ; — les malins ajoutent : des Prussiens. Il y avait moins d'étrangers qu'on ne pense et on le voit maintenant ; il n'y a pas 150 000 repris de justice à Paris, et quant aux Prussiens ils ont trop peur de la Révolution, ils ont trop insisté pour le désarmement de Paris pour avoir mis les mains là dedans. Brûler des musées ne leur ressemble pas. Quand ils bombardent, ils tirent où ils peuvent. Mais des gens qui ont été maîtres de Versailles et n'ont pas dérangé un tableau, dérobé un bibelot, brisé un vase du parc, ne feraient pas brûler le Louvre ou abattre la Colonne. Ils ont trop peur qu'on ne les appelle Vandales et sentent trop où le bât les blesse. Ils nous ont trop reproché nos déprédations en Italie. Ils laissent piller et pillent une maison particulière isolée ; cela passera inaperçu ; on le mettra sur le compte du hasard ou des francs-tireurs ; mais les édifices publics et les collections, ils les respectent.

Après l'orage, le gâchis. Cela va mal à Versailles, ou plutôt cela ne va pas du tout. On ne fait rien. On est injuste pour M. Thiers. On pense beaucoup au duc d'Aumale : c'est l'inconnu cher aux étourdis et aux enfans. On validera son élection, et, une fois à la Chambre, il sera chef du pouvoir. Il est brave, il est honnête, il est français, très français et de son temps, c'est-à-dire sceptique avec de bonnes études ; il rendra de grands services pendant deux ans de provisoire : la nation fera de ce provisoire un définitif et il s'usera. Ce sera une *nuichée* de dix ans. Les chances de monarchie diminuent. Il importe assez peu que la fusion soit faite ou non entre les partis. Si la Chambre se déclarait constituante, décidait la monarchie, consultait le peuple par oui ou non, et rappelait le Comte de Chambord comme le monarque naturellement désigné, la fusion se ferait d'elle-

même. Si les partis ne se sentent pas le courage d'exécuter ce programme (et ils ne l'auront pas), toutes les fusions du monde n'y feront rien. Je crois les chances des bonapartistes assez diminuées. Les généraux sont maîtres de l'armée et seraient nos maîtres s'ils voulaient, mais ils sont honnêtes et sans politique.

28 juin 1871.

J'ai terminé ce matin *Robert Marnier*. Je l'ai récrit en entier. Le livre est diminué d'un bon tiers et formera un volume de 400 pages. J'ai supprimé sur ton conseil beaucoup d'explications psychologiques qui ralentissaient le récit, je trouve qu'il y gagne. Enfin, j'ai répandu sur le tout une teinte *haguaise* plus fondue. Mon père m'autorise à faire les frais d'impression; je vais donc tâcher de pousser vivement la chose. Le moment sera très opportun. — Si tu joins à ce travail mon article sur l'instruction populaire, tu verras que je n'ai pas perdu mon temps à Versailles... Les journées sont bien courtes, et la bureaucratie n'apprend rien... C'est pénible surtout ici où le parc vous sollicite, où la bibliothèque est à la porte, où il y a tant de gens dehors à écouter. Et il en est de la sorte dans toutes les chancelleries, excepté dans celles où il n'y a point d'affaires : ce sont les seules qui me tentent parce que j'apprendrais les choses du dehors et d'à côté, les seules humaines, les seules qui vivent, les seules qui servent. J'en prends du reste de plus en plus à mon aise, et si je reste à Paris, je saurai m'accommoder. Les reproches administratifs me font rire. Figure-toi ce que tu étais au collège et tu verras ce que je suis déjà au Ministère : l'élève qui promet tout et ne tient presque rien, désespoir des pions, étonnement du censeur, divertissement des camarades, qui néglige ses devoirs, broche les compositions, saute à la première place un beau matin et ne fait plus rien pendant un mois, s'occupe d'autre chose que de ce qu'on fait, lit des romans sous la table et griffonne des vers sur le dos des copies, — en aigreur avec tous les maîtres, hormis le maître d'histoire qui est un homme supérieur (1), a de l'avenir et sent les choses (c'est mon fait avec mon sous-directeur Courcel, — un homme vraiment distingué... et qui devrait être directeur politique). — Il faut connaître toutes les formes de la vie et savoir les reproduire;

(1) Allusion à Auguste Himly, professeur d'histoire au Collège Rollin, à l'époque où Sorel y faisait ses études.

j'ai étudié de la sorte la forme diplomatique et si je me figure mon Bourbonne ou mon Brévannes (1) en affaires, je puis écrire une dépêche ou faire une note qui a l'air de quelque chose : mais si l'on grattait un peu, on verrait qu'il n'y a pas là plus de fonds que dans les discours et les plans de guerre du général Robert (2). Une certaine facilité à saisir les formes et s'assimiler les choses : voilà tout...

Le découragement amène la routine, et tous les deux procèdent du défaut de critique. Ce défaut de critique me désole chez les nôtres. Ils ont un engouement de 89 qui les aveugle; ils croient que cette petite convulsion d'un organisme, cette révolution d'une cellule humaine, a changé l'ordre du monde et que la terre tourne depuis 50 ans autrement qu'elle ne faisait. Ni nos défaites, ni cette ignoble éruption de la Commune n'ont pu les avertir. Ils ne comprennent pas que l'organisme était atteint dans ses profondeurs, qu'il ne se réparait plus, qu'il ne s'assimilait plus, que les élémens morbides absorbaient et tournaient à eux toute la substance absorbée, qu'il y avait anémie en un mot et pire encore... La vieille Europe s'en va; ce n'est pas nous seulement, mais tout l'ordre des choses fondé par le christianisme sur les débris de Rome : la France peut encore faire bonne figure dans cet effacement général mais, en vérité, elle n'en prend pas le chemin. Il ne surgit pas un homme, ni une idée. Cette guerre n'a point enfanté un général; à part Faidherbe, que je ne connais pas bien, les autres ne sont que des officiers de second plan, nécessaires, mais non suffisans. Trochu a de l'âme et l'étoffe d'un chef d'état-major et d'un réformateur : on l'admire, on l'écoute et on ne le comprend pas. Cette révolution n'a pas soulevé un homme. Thiers est un *recrépisseur*, rien autre. Il remet les choses en état, bouche les lézardes du mur et badigeonne la maison : cela ne suffit pas. Après la Ligue, nous avons eu Henri IV qui avait Sully, qui a laissé Richelieu. Après la Fronde, nous avons eu Louis XIV avec les gens que tu sais. Après le Directoire, Bonaparte. Mais les grands hommes ne sont pas des monstres, ils ne surgissent pas de l'écume de la tempête et ne sortent pas tout armés du cerveau de Jupiter. Ils sont un phénomène comme les autres, logique et conséquent : ils ne sont pas un accident. Napoléon venait au

(1) Noms de guerre d'Albert Sorel et d'Albert Eynaud.
(2) Personnage de *la Grande Falaise*.

milieu d'une génération d'hommes de guerre et d'hommes d'État, qui reliaient la tradition avec leur talent personnel. Et ils n'ont fait pourtant qu'une œuvre éphémère... Nous attendons un sauveur : il ne viendra pas, l'élément n'existe point. Il n'y aurait de salut qu'en nous-même, dans une réaction très profonde de l'organisme sur la cellule ; alors le cœur se remettrait à battre, le cerveau à penser ; il naîtrait des enfans qui sauraient travailler et parmi eux l'élu qui dirigerait l'ouvrage et rebâtirait la maison.

Honfleur, 5 août 1871.

... Je vais avoir trente ans ; j'ai le dessein de jouir de ce qui me reste de jeunesse et de tirer profit de mon travail. Il y a une moitié de ma vie que je donne à cette jouissance : c'est la partie du roman et des lettres : je ne la sacrifierai à rien. Mais je sens plus que jamais, au temps où nous sommes, le devoir pour chacun de pousser à la roue. Je suis absolument sceptique sur l'action administrative, je suis très découragé sur l'action de l'État : l'individu doit agir, je le pense, je le dis et je veux le faire. La besogne du Ministère peut être faite par tout le monde ; on y perd son temps jusqu'au grade de sous-directeur ; je ne le désire pas, n'ayant pas le goût des travaux qu'il comporte ni des situations où il mène. Mais le Ministère est un *milieu*, et, tant qu'il n'absorbe pas, il a des avantages ; il en a de grands pour l'action politique telle que je la comprends : on peut y suppléer très aisément par des lectures, des voyages, des relations privées ; mais enfin ce milieu facilite les choses, diminue la besogne, et c'est quelque chose. J'ai donc la ferme intention de persévérer dans la voie où je suis entré ; faire le *nécessaire* dans les bureaux, mais rien de plus et employer la majeure partie du temps que j'y passe à étudier les questions dont je m'occupe. Je suis entré au *Moniteur ;* je serai une cheville sérieuse dans une revue diplomatique qui se fonde parmi des gens sérieux et actifs, que je connais, pour combattre l'action prussienne. J'ai donné au *Moniteur* quatre grands articles sur la réforme de l'armée ; trois ont paru ; les deux premiers *très vifs* contre la garde nationale, le peuple armé et toutes les superstitions révolutionnaires. — Je prépare ici pour Buloz un gros article de fond sur « la responsabilité de l'opinion publique » dans les derniers événemens : ce sera le précis philosophique des faits que je t'expose dans ces lettres. Ma vie ainsi divisée en deux parts, l'une à la politique,

l'autre aux lettres, — politique très littéraire, le plus littéraire possible, active et personnelle, — c'est de l'activité et cela m'arrache au marasme et au dégoût où me jettent infailliblement les bureaux, les chancelleries et en général tout ce qui ressemble à une machine montée.

Honfleur, 20 septembre 1871.

Je suis allé passer quelques jours chez Delaroche au bord de la Méditerranée. Le bleu m'a ravi. J'ai vu de ces côtes vertes et dentelées, de ces promontoires avec des ruines mauresques qui s'étagent entre les bouquets de pins, de tamaris et de grands genêts; j'ai respiré l'odeur du thym et du laurier-rose; j'ai cueilli des myrtes, mangé le raisin sur la vigne et goûté de l'ombre des oliviers; j'ai parcouru en plein soleil ces croupes rocheuses et nues, grises sous le ciel bleu au bord de la mer bleue, avec des arbres isolés et des ruines solitaires, des chemins de pierre rampans dans les vallons, et des villages, sur la pente, avec les rues tortueuses, les maisons tendues de voiles, les passages voûtés, — bref, une silhouette d'Orient. — J'ai joui de cette nature si essentiellement pittoresque, où tout se limite, se mesure, se détermine, si bien que l'art a dû y naître de lui-même, que l'homme n'a eu qu'à copier; mais j'aime mieux nos nuances changeantes, nos brumes irisées, notre humidité, notre mer glauque, nos varechs et notre verdure, et cette nature du Nord pleine de mystères, sans cesse ouverte sur l'infini, qu'il faut forcer, séduire, concentrer et rapetisser pour la reproduire et peut-être pour la comprendre. Il n'importe, c'était du nouveau, et aussi quelques traits, quelques couleurs, quelques images qui me permettront de mieux saisir tes descriptions, de mieux t'encadrer quand je pense à toi. Et j'y pense bien souvent, ici mieux qu'ailleurs et plus volontiers. Notre dernière année de collège, mes deux années d'étudiant, tes promenades ici... c'était le bon temps et la vraie vie, — combien plus pleine, plus large, plus ardente en tout, et si remplie de pressentimens! Quand nous retrouverons-nous une heure seulement? Que de choses il faudrait pour cela, que de libertés... que nous n'avons plus! Sera-ce donc seulement avec la vieillesse?

27 octobre 1871.

Cher ami, je ne t'en dis pas long aujourd'hui. Je n'aurai rien à ajouter à ma dernière lettre et j'ai bien peu de temps. Avec

les exigences du Ministère, les courses à Versailles, il me reste à peine trois heures par jour, en admettant que je me lève à 7 heures, et il faut tout prendre là-dessus, les courses indispensables, l'étude, le travail. Je n'ai jamais plus senti le besoin de compléter mes études, de renouveler mon fonds, je sens chaque jour mieux ce qui me manque, ce que je pourrais acquérir, et je juge du chemin à faire d'après le parcouru. En même temps, je n'ai jamais senti une plus grande activité d'esprit, un plus grand besoin de produire, — romans et articles; — j'en ai plein la tête. Outre que le temps me manque, je me modère. Il ne faut pas écrire à jet continu, sans quoi on s'use. Il faut donc ménager ces trois heures précieuses comme on ménagerait des journées, mais on avance lentement, et le temps le plus précieux se perd.

Que ces gens sont maladroits! Qu'ils comprennent peu la mesure!

Je suis, au fond, si facile, si accommodant, et l'on tirerait si bon parti de moi si on ne me demandait pas trop...

Je t'ai parlé de mon projet, *le Secret du docteur Egra.* — Il est achevé maintenant, il ne lui manque plus que le temps de naître, et je m'y mettrais, surtout si la *Falaise* réussit. C'est toujours de ce côté que je m'en vais le plus volontiers, et si je vaux quelque chose, je ne pourrai peut-être pas y être sans influence. Je sens quelque vent dans l'air qui nous pousse tous et auquel il faut tendre les voiles. Tous les moules, toutes les formes sont usées. Il faut apporter des sentimens plus vifs et aussi une tenue plus haute des idées dans les œuvres d'art. Il faut être vrai et réagir pourtant contre les réalistes qui en se décomposant aboutissent aux grivoiseries. Il ne faut pas prêcher la morale avec des mots à double sens, des images polissonnes et des métaphores érotiques. Il faut donner aux gens quelque dégoût de ce qui est bas, quelque désir de ce qui est sain. Il faut toucher, il faut être simple, il faut sentir la nature, écouter battre les cœurs; il faut charmer et distraire les âmes d'elles-mêmes et des vulgarités où nous barbotons... il faut, il faut trouver un filon nouveau, une étincelle, un coin de ciel, suivre une étoile, fût-ce une étoile filante... Mais que de peines, que de défauts! quand on aime un peu son art! J'ai relu du Racine, j'ai relu du Virgile : du Virgile! Ah! mon ami, je voudrais en lire toujours, et Lucrèce... et j'en lis vingt vers en trois mois.

Que ces gens-là vous portent haut et quels battemens d'ailes!

Je suis absorbé par mes épreuves. Je laisserai bien des incorrections typographiques, — je suis si distrait! Mais je voudrais bien au moins respecter la langue, la chère et belle langue française! Ce sera notre dernière illusion et notre dernier rêve, — trouver de belles pensées...

Sans date.

Je ne renonce pas pour cela à mes romans, j'en ai plein la tête, mais je m'en détourne pour un mois, sauf à y revenir après plus ardemment. Dans une vie bien ordonnée les études se succèdent, les travaux se complètent, les idées et les efforts s'harmonisent, il y a même des loisirs utiles, des dissipations fécondes, des repos nécessaires; — ce qui est mauvais, c'est le travail inutile et la dépense improductive, la perte de temps sans profit et sans plaisir; — c'est l'impatience qui use, c'est l'isolement intellectuel, plus dangereux encore au milieu des hommes qu'au milieu des livres, c'est le manque d'avis, le manque d'aiguillon, le manque de foi et d'enthousiasme, c'est par-dessus tout le manque de leçons et de supériorités reconnues qui abaissent la vanité, déroutent l'orgueil et ramènent à cette ardeur convaincue sans laquelle il n'y a pas de progrès fécond.

Lundi il y a une réunion de tous les professeurs (1). Je t'en parlerai. Mon cours portera sur l'histoire diplomatique de 1815 à 1870. Je compte suivre une méthode large et, dans une première année surtout, aller droit aux faits intéressans et utiles, en laissant au second plan les autres; donner un aperçu du tout, mais insister sur les faits principaux. Ce sera en définitive l'histoire des traités de 1815, comment ils se sont faits et comment il n'en reste plus rien. Cela forme un fonds philosophique. Après cet exposé des faits dans leur développement (j'insisterai surtout sur l'histoire diplomatique de la Restauration en France et la formation unitaire de l'Allemagne), je compte consacrer quelques leçons à des questions séparées telles que l'Autriche et ses races, la Russie, les Slaves, l'Orient surtout, enfin l'organisation et le fonctionnement des services diplomatiques. Pour l'Orient, je compte sur toi, il faut que tu me prépares beaucoup de notes et d'idées. La matière d'une ou deux leçons. Notre but,

(1) De l'École des Sciences Politiques.

et le mien surtout, est de combattre les idées fausses, d'indiquer quelques bonnes voies aux esprits curieux, de montrer que la diplomatie n'est pas si aisée que l'on puisse en traiter dans tous les journaux et tous les cabarets, mais qu'elle n'est plus si mystérieuse que les peuples ne puissent s'en dégager; qu'il faut ici dégager les vocations où elles se trouvent, réformer la carrière; mais que le pays doit pousser à la roue et que si les Français ne voyagent pas, n'étudient pas, ne jugent pas les choses en elles-mêmes et par eux-mêmes, ne savent pas ce qu'ils veulent et n'y travaillent pas, chacun modestement et en sa place, on n'arrivera à rien.

Je me heurte à des difficultés de tout genre, les méfiances de l'autorité qui sont très grandes, les préjugés du public qui sont énormes. Cela ne m'effraie pas. J'aborde ces questions avec un esprit si vraiment dégagé de toute considération personnelle que je suis sûr de m'en tirer, sinon à mon avantage, au moins à mon honneur, à force de sincérité.

Je n'ai qu'une inquiétude, le manque de temps et de préparation. La chose, sur ce point-là, est tombée mal à propos. Le rédacteur du Nord est absent jusqu'au 15 février, j'avais promis de le remplacer la veille même du jour où j'ai été demandé par l'École libre. Tu sais que je suis scrupuleux; je veux tenir ma promesse. Je continuerai donc, avec quelques écoles buissonnières, jusqu'au 15 février cet intérim de fonctions irritantes pour un homme qui n'aime pas à perdre son temps. Je préparerai jusqu'au 1er janvier mes quatre premières leçons en me donnant bien du mal; du 15 janvier au 15 février je trouverai encore le temps d'écrire mes notes; à partir de ce moment, je me trouverai coi, je ne saurai plus rien. Une semaine suffit à préparer une leçon, mais une semaine entière et non les deux heures et demie qui me restent le matin avant d'aller à Versailles. Je demanderai donc un congé, et c'est pour le demander sans scrupule de conscience que je me livre en ce moment à un excès de travail.

4 janvier 1872.

... Enfin, je suis en atelier où le feu est allumé et il faudra bien qu'il en sorte quelque chose.

ALBERT SOREL.

HISTOIRE D'UNE CONSTITUTION

LE « HOME RULE » IRLANDAIS

I

Pour trouver l'origine de ce mouvement que nous avons vu se développer sous nos yeux depuis tant d'années, et, dont la conclusion semble aujourd'hui toute proche, jusqu'où faut-il remonter dans le passé ? Peut-être jusqu'au jour même où le Parlement irlandais votait sa propre mort, en 1801. C'est au lendemain du jour où l'Irlande abdiquait son autonomie qu'elle a dû commencer à en rêver le retour. Mais l'Irlande de ce temps-là était muette, et pour cause. Elle ne devait recouvrer la voix qu'après l'émancipation des catholiques en 1829, et surtout après que Daniel O'Connell, introduit dans le Parlement, à force de persévérance, eut réussi à lui arracher, une à une, toutes les concessions qui firent rentrer dans le pays légal la grande majorité catholique de ses compatriotes. Lorsqu'il mourut, attristé et dépopularisé, loin de sa chère et ingrate Irlande, le nouveau parti qui prit sa place et qui s'intitulait la « Jeune Irlande » ne put qu'assister à l'effroyable famine qui dura plusieurs années et à l'exode qui transporta aux États-Unis les élémens les plus actifs de la population. Alors suivit la période la plus douloureuse, du moins, la plus misérable, la plus humiliée des annales irlandaises. La paix régna en Irlande, mais quelle paix! Celle

que Tacite a flétrie, la paix du désert, la paix du cimetière. Cette paix ne fut troublée que par les Fenians : les patriotes Irlandais tombaient au rang de simples anarchistes et la loi anglaise en fit des forçats.

C'est vers 1870 que le mot de *Home Rule* est prononcé pour la première fois. Nous le traduisons par celui d'autonomie, mais le vocable français ne rend pas ce qu'il y a de sentimental et d'intime dans ce mot de *Home* qui parle au cœur aussi bien qu'à l'esprit. Introduit dans une formule politique, il la rend intelligible, chère et sacrée à tous. Être son maître, être chez soi, être le maître chez soi, n'est-ce pas le rêve des peuples comme celui des individus ? Le mot fit une fortune rapide ; il fit en même temps la fortune de l'homme qui l'avait inventé. Isaac Butt groupa autour de lui tout un parti, dont le programme était fort simple : rappel de l'Union et constitution d'une législation autonome à Dublin.

Ce parti commençait à créer des embarras au gouvernement. On chercha et on trouva aisément les moyens d'écarter Isaac Butt. Avocat de quelque talent, mais homme de plaisir, avec de grands besoins et de grosses dettes, il se laissa persuader d'accepter une place de juge grassement rétribuée et alla s'y éteindre sous le mépris de ses admirateurs de la veille, devenus, en un jour, ses mortels ennemis. Cette rouerie ne profita guère au gouvernement, car Butt fut remplacé à la tête du parti par Charles Stuart Parnell, avec qui le *Home Rule*, de gênant qu'il était, devint formidable.

Il fallut bientôt compter avec quatre-vingts députés Irlandais, admirablement conduits et disciplinés.

Le parti eut deux armes terribles à sa disposition : au dedans du Parlement, l'obstruction ; au dehors, la ligue agraire. Tandis que celle-ci, sous l'inspiration d'un Michael Davitt et d'un Dillon, pratiquait, avec une inflexible ténacité, les principes et les moyens d'attaque annoncés dans le fameux « Plan de Campagne, » tandis qu'elle allumait jusque dans le dernier village de l'Irlande la fièvre révolutionnaire, les députés de l'île sœur, avec une persévérance égale, paralysaient dans le Parlement l'action législative en prolongeant les discussions les plus futiles au delà de toute mesure. Aucun d'eux n'était orateur, mais que leur importait ! Parler, parler sans cesse, tel était leur premier but. Provoquer des votes innombrables autant qu'inutiles, tel

était le second. Ils avaient commencé cette tactique lorsqu'ils n'étaient qu'une poignée, en se relayant les uns les autres jusqu'à l'épuisement ; ils la continuèrent avec succès lorsqu'ils furent une petite armée. On ne connaissait alors ni la guillotine ni cette gymnastique du kangourou dont M. Asquith et ses collègues se servent avec tant de désinvolture. Le règlement intérieur de la Chambre, très respectueux, trop respectueux peut-être des prérogatives parlementaires, ne permettait jamais au *Speaker* ni au *Chairman* des *Committees* de couper la parole à un orateur. La méthode obstructionniste put donc se déployer librement et donner tous ses fruits.

Ce qu'était leur chef, comment il avait appris à dominer le Parlement en se dominant lui-même, j'ai essayé de le montrer ici dans un article paru il y a vingt ans. Je ne reviendrai pas sur la psychologie de cet homme extraordinaire, je rappellerai seulement les deux momens décisifs, les deux heures solennelles de sa vie, l'heure du triomphe et l'heure de la chute : la première, celle où il obligea le puissant journal de la Cité, qui croyait déjà le confondre, à s'avouer vaincu, et celle où, condamné pour une faute qui n'en était pas une, il se vit abandonné de ses partisans et dépouillé, du jour au lendemain, de cette quasi-souveraineté qui l'avait fait surnommer « le roi sans couronne. »

II

Le grand *leader* laissait son peuple en vue de la Terre Promise ; car, depuis quelques années, un véritable coup de théâtre avait changé la position des partis et semblait devoir transformer en réalités concrètes les vagues espérances du *Home Rule*. L'assassinat de lord Frederick Cavendish et de M. Burke par les Invincibles et le retour des désordres de tout genre, qui avaient signalé la triste époque des Fenians, avaient paru rendre plus impossible que jamais un accord entre les *Home rulers* et le gouvernement libéral auquel présidait Gladstone. Ce gouvernement avait eu recours aux moyens de répression les plus énergiques et Parnell lui-même était en prison, lorsque eut lieu un changement de front inattendu. Le bruit se répandit que Gladstone avait traité avec son prisonnier. Il s'en défendit comme d'un crime et pourtant les faits qui suivirent

justifient cette supposition, qui ne pouvait être complètement calomnieuse. Ce qui est certain, c'est que Gladstone se déclara soudainement prêt à concéder à l'Irlande l'autonomie parlementaire qu'elle réclamait. L'histoire voudra savoir quelles furent les causes de ce revirement extraordinaire. On trouvera la version officielle dans la biographie du grand homme d'État par un de ses lieutenans préférés, lord Morley. Je suis loin de mettre en doute la sincérité de John Morley, mais sa personnalité est trop engagée dans cette circonstance, il eut trop de part, dit-on, dans la détermination de son chef pour qu'il ne soit pas permis de supposer que son jugement, en cette matière, et, par conséquent, son témoignage, manque un peu d'impartialité et d'indépendance. Gladstone obéissait-il, simplement, au désir d'être juste envers une nationalité longtemps opprimée, à la pensée, très honorable, de réparer d'anciennes erreurs qui pesaient sur la conscience anglaise? Était-il intimidé par les agissemens de la *Land League* et cédait-il à l'envie, fort naturelle, de mettre fin à des embarras inextricables? Un homme qui a joué un grand rôle dans ces événemens, M. Joseph Chamberlain, m'a dit ceci : « Les Irlandais faussaient le fonctionnement du système parlementaire en s'interposant entre les deux partis ; on voulut se débarrasser d'eux : rien de plus! » On va voir que la rédaction du premier *Home Rule Bill* de 1886 rend cette explication très vraisemblable.

En effet, les 28 pairs électifs, nommés à vie par leurs collègues pour représenter la pairie irlandaise dans la Chambre haute, et les 103 députés qui faisaient partie de la Chambre des Communes cessaient de paraître à Westminster. Un parlement était créé, siégeant à Dublin, et assez curieusement composé de deux « Ordres » qui correspondaient à la Chambre haute et à la Chambre basse, et qui devaient discuter et voter ensemble ou séparément, suivant les circonstances. La Chambre basse se composait de 204 membres, chaque circonscription alors existante élisant deux députés au lieu d'un; la Chambre haute combinait l'élément aristocratique et l'élément démocratique, en adjoignant aux 28 pairs, dont je viens de parler, 75 membres élus d'après un système censitaire qui n'a plus d'analogue nulle part. Les pouvoirs attribués à ce Parlement étaient soigneusement limités et soumis, en beaucoup de cas, à l'autorité supérieure du Parlement Impérial. Le Parlement irlandais n'avait

rien à voir avec les questions internationales, avec la paix ou la guerre, avec la succession au Trône; il ne pouvait toucher ni à l'égalité des cultes, ni aux services postaux, ni aux règlemens douaniers; il ne pouvait légiférer que pour maintenir la paix et le bon ordre à l'intérieur de l'Irlande. Il contribuait pour sa quote-part aux dépenses générales du pays, et cette part, évaluée au quinzième de la dépense totale, ne pouvait être augmentée avant trente années. Gladstone, merveilleusement habile à manier et à grouper les chiffres, avait fabriqué à l'Irlande un budget initial doté d'un excédent de 400 000 livres.

Le Parlement irlandais n'était pas un parlement souverain; il ne devait même pas jouir de tous les pouvoirs financiers dévolus aux parlemens coloniaux. Ses décisions pouvaient être réformées par le Conseil privé et, en appel, par le *Judicial Committee* de la Chambre des Lords. Devant cette ombre de parlement, une ombre de Cabinet lutterait avec une ombre d'opposition; ce Cabinet prendrait toutes les attitudes, prononcerait toutes les formules, ferait tous les gestes qui, pour les spectateurs ordinaires, caractérisent l'existence ministérielle. Dublin aurait toujours son « Château, » où le lord-lieutenant donnerait des audiences et des dîners, mais des attributions nouvelles se grefferaient sur la nullité légendaire de ce personnage. Représentant toujours, en apparence, la couronne d'Angleterre, il serait, en réalité, le mandataire des ministres anglais. C'est sous leur inspiration qu'il exercerait son droit de *veto*, destiné à limiter la puissance législative du Parlement irlandais comme l'intervention du Conseil privé limitait l'action administrative du Cabinet et de ses agens.

En somme, cette première ébauche de constitution, considérée à un quart de siècle de distance, ne paraît pas bien dangereuse, et, si je n'y avais assisté personnellement, j'aurais quelque difficulté à me représenter l'émotion extraordinaire qu'elle produisit dans l'Angleterre de ce temps-là. On eût dit que la grandeur, la sécurité, l'existence même du pays était en péril. Une révolution n'eût pas causé plus de trouble, une guerre n'eût pas créé plus d'alarmes. Je ne me souviens pas d'avoir rencontré à cette époque un seul Anglais qui fût sympathique au *Home Rule*. Dans le Parlement, la majorité des libéraux suivait son chef, la mort dans l'âme. Gladstone présenta son projet dans un discours qui restera le modèle accompli de cette élo-

quence surabondante, subtile et trouble où il était passé maître, mais qui ne convainquit personne. Un groupe de vieux *whigs* (c'étaient les derniers!) sous la conduite de lord Hartington, et un autre groupe, plus nombreux, de radicaux patriotes, en tête duquel marchait Joseph Chamberlain, passèrent à l'ennemi et décidèrent le rejet de la loi. Les transfuges ne sont jamais rentrés au bercail. Ainsi disparut ce premier *bill* qui n'avait rien apporté à l'Irlande, mais qui laissait l'Angleterre désunie et affaiblie. Il avait brisé l'unité du parti libéral, assuré vingt ans de domination au parti conservateur; en même temps, il avait surexcité le sentiment impérialiste, jusque-là un peu vague et purement lyrique; il lui avait imprimé cette allure agressive et conquérante, dont s'alarma l'Europe. De là date le long isolement d'où le génie diplomatique d'Édouard VII a tiré l'Angleterre.

III

Une des premières pensées du gouvernement conservateur fut pour l'Irlande. Lord Salisbury, le chef de ce nouveau gouvernement, franc jusqu'au cynisme, avait dit un jour : « Nous saignons l'Inde à blanc. » Personne n'était donc plus capable que lui de reconnaître que l'Irlande avait de justes griefs et des colères légitimes. Mais comment atténuer ces griefs? Comment désarmer ces colères? Quels étaient les vrais besoins de l'Irlande? Était-ce de rouvrir l'arène oratoire, où avaient retenti les voix de Flood et de Grattan, à quelques rhéteurs qui s'y disputeraient des portefeuilles plus ou moins illusoires? N'était-ce pas bien plutôt de rentrer en possession de son sol dont l'avait privée une usurpation séculaire? Un peuple qui vit en tenancier sur sa propre demeure et qui cultive en mercenaire sa propre terre au profit d'un maître étranger et souvent absent, ne peut être, ne sera jamais un peuple heureux et tranquille. Rendre l'Irlande aux Irlandais, telle fut l'œuvre confiée à M. Arthur Balfour, et à laquelle il se dévoua sans relâche et sans défaillance, depuis le moment où il accepta les difficiles, les dangereuses fonctions de principal secrétaire pour l'Irlande, jusqu'à celui où il faisait passer, comme premier ministre, en 1903, l'*Irish Land Purchase Act*.

Cet Acte demeurera l'honneur de sa vie, en même temps que

l'une des plus belles leçons de générosité et de sagesse politique que notre siècle ait reçues (1).

Je causais récemment de ces choses avec un Irlandais de mes amis et je lui disais : « Personne n'a fait autant pour l'Irlande qu'Arthur Balfour. » Il me répondit : « Bah! il était terrorisé par les *Moonlighters*. » Je cite ce mot pour montrer à quel degré scandaleux d'injustice et d'ingratitude le parti pris peut faire descendre les esprits les plus honnêtes. Non seulement M. Balfour ne s'est pas laissé terroriser par les agissemens révolutionnaires des partisans aveugles du *Home Rule*, mais il leur a fait une guerre impitoyable en usant jusqu'à la dernière limite des pouvoirs qu'une légalité exceptionnelle mettait à sa disposition. En même temps qu'il donnait aux Irlandais les moyens de vivre et de travailler, il leur imposait la paix sans laquelle le travail est impossible. M. Balfour est le grand bienfaiteur de l'Irlande, et l'Irlande n'en sait rien, ou n'en veut rien savoir.

Gladstone voyait la situation sous un aspect différent; il avait trop vécu dans l'atmosphère parlementaire pour ne pas donner le pas aux questions politiques sur toutes les autres. Il lui plaisait d'ignorer ou, si l'on veut, d'ajourner le problème agraire pour se donner tout entier à cet amusement de vieillard qui consiste à faire, à défaire et à refaire une constitution. En 1892, il essaya, une fois de plus, si son prestige personnel ferait accepter aux Anglais une innovation dont ils avaient horreur et il plaça le *Home Rule* en tête de son programme. On le vit, à quatre-vingt-quatre ans, paraître sur les plates-formes électorales, aussi impétueux que les hommes de trente ans, bravant, irritant la contradiction, inaccessible à la fatigue comme à la crainte. Ce spectacle sans précédent, sans analogue, je crois, dans l'histoire parlementaire, ne pouvait manquer de produire une impression profonde sur l'Angleterre qui était fière de son *grand old man*, et cette impression fut pour quelque chose dans le succès électoral des libéraux. Mais cette victoire n'était qu'apparente; la partie vitale, essentielle du pays, l'Angleterre véritable, celle qui fait la force et la richesse de la nation, s'était nettement prononcée contre le *Home Rule*. La pauvre

(1) Ce bel exemple n'a pas été suivi. La Prusse est occupée aujourd'hui à exproprier systématiquement ses sujets polonais qu'après un siècle et demi d'usurpation elle n'a pas encore réussi à assimiler.

majorité des Gladstoniens (on les désignait ainsi et l'on avait bien raison, car ce nom magique, cette personnalité dominatrice était le lien, l'unité, la raison d'être du parti), la majorité des Gladstoniens se serait changée en une faible et impuissante minorité, s'ils avaient, par aventure, perdu l'alliance de leurs amis au delà du canal Saint-Georges.

Aussi, à peine installés sur les banquettes ministérielles à droite du speaker, les nouveaux ministres ne perdirent-ils pas de temps pour présenter la constitution irlandaise, revue et corrigée. Le vieil homme d'État, sous prétexte de rendre hommage à certaines critiques, de faire droit à certaines objections, avait enrichi son premier projet de nouvelles chinoiseries. L'Irlande serait heureuse, sans doute, d'apprendre qu'elle possédait deux Chambres; que l'une s'appelait le Conseil et l'autre l'Assemblée; que la première comptait 48 membres et l'autre 103. Des Lords élus à vie, il n'était plus question. Les membres du Conseil devaient leur caractère aristocratique au système censitaire, qui présidait à leur élection et qui faisait d'eux les représentans de la classe aisée, de la classe capitaliste et propriétaire. Le Conseil et l'Assemblée devaient délibérer et voter séparément. Mais, au cas où la Chambre haute refuserait d'acquiescer à une loi qui aurait passé dans la Chambre basse, après un certain délai, les deux corps se réuniraient et voteraient en commun. La question était finalement résolue à la majorité simple. C'était, on le voit, laisser le dernier mot à la démocratie.

La différence la plus sensible entre le bill de 1886 et celui de 1893 était due à une pensée qu'il est difficile de croire tout à fait désintéressée. Tandis que, d'après la constitution primitive, l'Irlande cessait d'être représentée à Westminster, sauf dans les cas où il deviendrait nécessaire de modifier cette constitution, elle devait, conformément au texte de 1893, envoyer quatre-vingts députés à la Chambre des Communes. Seulement, — c'est ici que la fantaisie constituante de Gladstone s'était donné libre cours, — ces députés n'avaient pas le droit de prendre part à toutes les délibérations. A certaines heures, Gladstone les invitait à aller prendre l'air dans Palace Yard. « On vous rappellera, messieurs, quand on aura besoin de vous. » A la manière d'un Scribe ou d'un Sardou, il avait préparé et ménagé les entrées et les sorties de l'Irlande sur le théâtre de la politique.

Il s'était également complu à remanier les attributions finan-

cières du Parlement; car, pour lui, un budget était presque aussi amusant à composer qu'une constitution. Cette fois, l'Irlande, dotée par son parrain d'un excédent de cinq cent mille livres, devait verser à l'échiquier impérial le tiers de ses recettes et les deux autres tiers devaient suffire, si elle était sage, à ses dépenses intérieures.

Enfin un point différenciait encore les deux projets de constitution. On commençait à s'apitoyer sur la minorité protestante, qui allait être livrée à des persécutions abominables de la part de la majorité catholique. Le cri de *No Popery* trouve encore de l'écho en Angleterre, et ce cri n'était pas pour déplaire à l'auteur passionné des *Vatican decrees*. Il eut donc soin d'insérer dans son second bill une ou deux phrases qui, dans leur généralité, ne pouvaient donner lieu à aucune contestation, mais qui, dans leur application, pouvaient singulièrement embarrasser le futur parlement d'Irlande. Il n'était peut-être pas inutile de lui rappeler les grands principes de tolérance qui sont l'honneur de l'Angleterre moderne; mais était-il juste, était-il prudent de lui interdire, d'avance, de réparer quelques-unes de ces inégalités dont avait souffert si longtemps la religion de la majorité et dont elle souffrait encore après le désétablissement de l'Église protestante de l'Irlande? J'indique, dès à présent, ce point de vue, j'y reviendrai tout à l'heure à propos du projet de loi actuel.

Une dernière inconséquence consistait à refuser au parlement de Dublin le droit de toucher pendant trois ans à la question agraire. Pourquoi ce délai de trois ans? Jamais ce parlement ne jouirait des moyens financiers nécessaires pour régler cette grave question, jamais il ne l'aborderait avec cet esprit de générosité et d'abnégation qu'y avaient apporté M. Balfour et ses amis.

La discussion en comité fut longue et orageuse. Les chefs de l'opposition y déployèrent une énergie et une compétence qui embarrassèrent plus d'une fois le gouvernement. Lorsqu'une majorité de 40 voix, due uniquement à la présence des Irlandais, qui étaient à la fois juges et parties dans le débat, eut définitivement voté le bill, il fut porté à la Chambre des Lords, qui le rejeta après un court examen, et il me sembla alors que l'opinion du pays soutenait, en cette circonstance, la haute Assemblée; elle y puisa même un regain de popularité dont les

derniers effets n'ont pas encore entièrement disparu. Vaincu, mais non découragé, et croyant toujours à l'avenir de son idée (car à force de prêcher le *Home Rule*, il avait fini par y croire), Gladstone dit adieu à la politique et légua à lord Rosebery l'autorité précaire qu'il venait d'exercer à force d'ascendant personnel. Alors tous les élémens hostiles dont était faite la majorité de 1892 et que maintenait ensemble la volonté de Gladstone se séparèrent et l'Angleterre connut, pour la première fois, le tort irréparable que font les groupes au parlementarisme. Ceux qui connaissent lord Rosebery, — ce sensitif caché sous un ironiste, — peuvent imaginer ce qu'il souffrit pendant ces deux années de luttes stériles, placé entre les autonomistes irlandais et les non-conformistes gallois. Il s'échappa enfin de cette galère et les élections générales de 1895 ramenèrent au pouvoir une majorité unioniste qui fut encore accrue aux élections suivantes. En effet, dans l'intervalle, la guerre du Transvaal était venue ajouter aux dissentimens qui divisaient le parti libéral, déjà si diminué numériquement, une nouvelle cause de faiblesse. Un grand nombre de libéraux se convertirent avec éclat à l'idée impérialiste, et c'est à cette occasion que fut fondée la *New Liberal League*, dont lord Rosebery était le président avec MM. Asquith et Haldane, et sir Edward Grey pour assesseurs. Cette ligue, qui reconstitua le parti, et prépara le triomphe électoral de janvier 1906, avait, tout naturellement exclu le *Home Rule* de son programme en y inscrivant l'Impérialisme, car ces deux termes semblaient former une irréductible antinomie. A cet égard, les membres de la ligue, y compris ceux que je viens de nommer, s'exprimaient sans ambages et leur silence était parfois plus significatif encore, car, en politique, pour une doctrine comme pour un homme, il est pire d'être oublié que d'être combattu.

Pour nous, les spectateurs, nous jugions le *Home Rule* définitivement enterré. Nous avions tort : nous comptions sans cette obstination invincible, sans cette patience de l'Irlande qui ressemble parfois à de l'impatience, mais qui n'en est pas moins réelle. De longs siècles d'oppression lui ont appris à attendre, et elle attend. Dans le Parlement, le parti restait en armes, sans avoir perdu une seule des unités qui composaient son effectif de combat. Un aimable journaliste, trop bienveillant et trop modeste pour le rôle difficile qu'il avait à jouer, avait été censé

diriger le groupe irlandais pendant quelques années; il avait été remplacé par l'habile et redoutable tacticien parlementaire qui mène aujourd'hui ses compatriotes à la victoire.

D'autres signes auraient pu encore nous éclairer : par exemple, le nouveau mouvement qui se produisait parmi les littérateurs irlandais. Il ne leur était pas possible d'employer l'idiome national, qui se meurt malgré tous les efforts tentés pour le ranimer (1). Mais ceux qui liront les poésies de Yeats et le théâtre de Synge sentiront immédiatement, sous la phrase anglaise, un esprit tout différent. Cette originalité est voulue, peut-être; mais elle n'en est que plus significative et l'on pourrait dire que chaque ligne ou chaque vers est une revendication de l'âme celtique qui cherche à s'émanciper et à s'affirmer.

Nous comptions surtout sans la curieuse transformation de l'esprit public qui s'était accomplie lentement, insensiblement et, pour ainsi dire, souterrainement. Au point de vue de la question qui nous occupe, deux symptômes caractérisaient l'esprit nouveau : déconsidération du Parlement et réaction contre la centralisation à outrance de l'âge précédent.

Les anciennes classes dirigeantes reprochaient au parlementarisme de n'avoir pas défendu leur monopole, et la démocratie lui en voulait de n'avoir pas tenu les promesses dont il était si prodigue au début du règne de Victoria, de n'avoir ni éteint le paupérisme, ni supprimé la guerre et le fardeau écrasant des armées permanentes. L'ouvrier, une fois entré dans le Parlement, comme dans une citadelle, paraissait plus disposé à démanteler la place qu'à y tenir garnison. Ceux qui avaient encore foi dans l'action parlementaire répétaient volontiers que le Parlement avait trop de besogne pour bien s'en acquitter, et qu'on lui rendrait service en diminuant ses attributions.

Avec ce sentiment coïncidait un étrange réveil du particularisme qui s'identifiait avec le vieil esprit de *self government*, par où ont commencé toutes les institutions anglaises. Il y a quelque chose qui a toujours été plus cher à l'Anglais que le Parlement, c'est la paroisse, l'unité fondamentale et primitive, apportées du fond de la Germanie. Il existe des centres provin-

(1) Cinq à six cent mille Irlandais (le dixième de la population) peuvent parler les deux langues. Le nombre de ceux qui se servent exclusivement de la langue erse et qui ignorent l'anglais, est descendu, en dix ans, entre les deux recensemens de 1901 et de 1911, de 38 000 à 16 000.

ciaux, dans lesquels et autour desquels se groupent des industries spéciales, des intérêts commerciaux, des tendances morales qu'il est impossible de confondre avec celles de la province voisine. On dit à Leeds et à Manchester : « Ce que le Lancashire pense aujourd'hui, toute l'Angleterre le pensera demain. » Peut-être d'autres provinces ont-elles les mêmes prétentions ou des prétentions analogues. On s'est ému l'autre jour lorsque M. Winston Churchill, parlant devant ses électeurs de Dundee, a signalé l'existence de ces zones et proclamé leur droit à un régime particulier. Mais M. Lloyd George disait absolument la même chose, il y a vingt ans, dans un discours que j'ai cité ici. Silencieusement, l'idée avait fait son chemin, probablement parce qu'elle s'accordait avec des dispositions naturelles et profondes. Parmi tant d'autonomies, l'autonomie irlandaise cessait d'être un monstre. Il faut ajouter, d'ailleurs, que, comme toutes les choses qui renaissent, le particularisme revient au monde très différent de ce qu'il a été dans sa première existence. En nous rendant la vie locale dans toute son intensité, il entend ne pas renoncer aux avantages que confèrent les vastes États modernes à ceux qui en font partie. Pour revivre, en un mot, le particularisme se fera fédératif.

Ainsi s'orientait, peu à peu, vers de nouveaux objets la société anglaise, et cette transformation la rendait insensible à ses engouemens comme à ses aversions de jadis.

IV

On était aux derniers jours de 1905. M. Balfour s'était galamment retiré, laissant le champ libre à ses adversaires, après avoir posé la question de la réforme douanière comme la plateforme des futures élections générales. Les radicaux se préparaient à la bataille et la campagne était déjà commencée. Campbell Bannerman jugea que le concours de 84 nationalistes, envoyés par l'Irlande à Wesminster, n'était pas à dédaigner, et, dans un discours prononcé à Glasgow, il leur adressa une parole d'encouragement. Si son parti rentrait au pouvoir, une première mesure législative donnerait à l'Irlande autonomiste un commencement de satisfaction, « en attendant une autre mesure plus large encore qui constituerait définitivement l'indépendance parlementaire de l'Irlande. » A ce moment, lord

Rosebery faisait un tour oratoire dans le Cornwall et le Devonshire et y poussait vigoureusement la propagande libérale. Il protesta aussitôt publiquement contre les promesses contenues dans le discours de Glasgow et se retira de la lutte. Ses lieutenans ne le suivirent pas dans cette retraite, et, une fois de plus, le président de la *New Liberal League* se trouva seul. L'opportunité électorale l'emportait sur la question de principes.

L'élection générale terminée, Campbell Bannerman se vit à la tête d'une majorité tellement considérable qu'il eût pu se passer, pour gouverner, soit du vote ouvrier, soit du vote irlandais. Il sentit l'avantage de sa position et en usa. C'est pourquoi il offrit au parti que dirigeait M. Redmond la demi-mesure promise par le discours de Glasgow, sous la forme d'un bill qu'on appelait le bill de Devolution. C'était assez, lui semblait-il, pour faire honneur à ses engagemens antérieurs et faire attendre l'autonomie définitive. Les Irlandais n'en jugèrent pas ainsi, et le bill, rejeté d'avance par eux, ne fut même pas présenté au Parlement. Cette fois encore, nous crûmes le *Home Rule* indéfiniment ajourné. Pour le moment, le grand moteur du Cabinet, M. Lloyd George, paraissait avoir d'autres visées, plus immédiates. Lorsqu'il présenta son fameux budget, les Irlandais se trouvèrent dans un certain embarras. Ce budget leur déplaisait fort, car il atteignait dans sa source une de leurs richesses nationales : la vente du *whisky*. Approuver le budget, c'était sacrifier un intérêt vital ; lui faire opposition, c'était prêter main-forte à la Chambre des Lords, que l'on savait décidée à combattre la loi de finance avec la dernière énergie. Or, la Chambre des Lords est l'ennemie irréconciliable du *Home Rule*. Un patriote moins résolu, un stratège moins clairvoyant que M. Redmond aurait hésité à choisir entre le *Home Rule* et le *whisky*. Sa décision fut prise immédiatement, mais il sut s'en faire escompter le mérite par le gouvernement libéral. L'histoire saura quelque chose des pourparlers qui eurent lieu à cette époque : nous les ignorons, mais nous les devinons.

Le conflit entre les deux Chambres nécessita, presque coup sur coup, deux dissolutions. Les libéraux restaient au pouvoir mais avec une majorité diminuée, et ce demi-succès des conservateurs eut pour principal résultat de placer M. Asquith, le successeur de Campbell Bannerman, dans une dépendance

absolue vis-à-vis du parti irlandais. Tout le monde, amis et ennemis, comprit que l'heure du triomphe était venue pour le *Home Rule*. La Chambre des Lords était désarmée, puisque son *veto* n'était plus qu'un *veto* suspensif. A peine pouvait-elle retarder de deux ou trois ans l'établissement de l'autonomie parlementaire en Irlande. Quant au gouvernement, que pouvait-il refuser à M. Redmond, qui tenait désormais l'existence de ce gouvernement dans ses mains ?

C'est au commencement de la session de 1912 qu'a été introduit dans la Chambre des Communes le troisième *bill* qui doit mettre fin à l'union des trois royaumes et créer à Dublin une législation séparée. Ici, il faut dire en quelques mots quel est le caractère de la nouvelle constitution, en quoi elle est identique à celles qu'avait imaginées Gladstone et en quoi elle s'en écarte.

Évidemment, l'esprit de Gladstone « revient » dans le bill de 1912 ; il est surtout sensible dans le préambule. On y retrouve cette étrange faculté d'auto-déception qui lui permettait d'énoncer dans la même phrase, avec la gravité sereine d'une conviction profonde, deux pensées absolument contradictoires. Le Parlement irlandais est solennellement investi du pouvoir de faire des lois « pour la paix, le bon ordre et le bon gouvernement du pays ; » mais le Parlement impérial conserve toute son autorité « sur les personnes et sur les choses. » En d'autres termes, l'Irlande peut tout faire à condition de ne toucher à rien. Est-ce que ce pouvoir législatif, conféré au Parlement de Dublin, ne rappelle pas un peu la liberté de la presse, telle qu'elle est décrite par Figaro dans une phrase que nous savons tous par cœur ? Aux restrictions indiquées dans les bills de 1886 et de 1893 le nouveau projet de loi en ajoute de nouvelles. Le Parlement irlandais, au moins pendant les premières années, n'aura rien à voir avec le *Land Purchase Act* de 1903, ni avec les pensions de retraites ouvrières, ni avec la loi d'assurance nationale votée en 1911, ni avec les douanes, ni avec les postes et les télégraphes. Durant six années, la police restera entre les mains du gouvernement impérial.

Le Parlement lui-même aura deux Chambres qui ne délibéront et ne voteront ensemble qu'au cas de conflit et après un certain délai. La première Chambre, celle qui correspond à la Chambre des Communes, se composera de 164 membres répartis

comme il suit entre les quatre provinces : Ulster 59 membres, Leinster 41, Munster 37, Connaught 25 ; le total se complète par les deux représentans de l'Université de Dublin. Quant au Sénat, — c'est le nom qu'on donne à la seconde Chambre, — il comptera 40 membres et, dans le projet primitif, il était stipulé que ces membres seraient nommés par le gouvernement impérial, mais que, dans la suite, le droit de les choisir passerait à l'exécutif irlandais. On va voir tout à l'heure comment, sur ce point, un changement considérable a été introduit par M. Asquith, pendant la discussion des articles.

Le pouvoir exécutif appartiendra au lord lieutenant et à son ministère, qui sera choisi dans le Parlement et responsable devant lui. Inutile d'ajouter que les attributions du pouvoir exécutif porteront exclusivement sur les mêmes objets que celles du Parlement lui-même. Toute réclamation contre les décisions du pouvoir législatif ou contre les actes du pouvoir exécutif sera portée devant la Haute Cour de Dublin, et, en cas d'appel, devant le Conseil privé d'Irlande.

En ce qui touche les finances, la nouvelle constitution s'écarte très sensiblement des deux projets de Gladstone. Sans entrer dans les détails, je dirai seulement que les sacrifices prévus en faveur de l'Irlande de la part du Trésor impérial sont beaucoup plus considérables qu'en 1886 et qu'en 1893. L'esprit qui préside à ces arrangemens financiers est à la fois plus pratique et moins optimiste que dans les précédentes circonstances. Il en coûtera une cinquantaine de millions de francs par année à l'Angleterre pour mettre à flot le budget irlandais. Peu à peu, on espère que l'Irlande, si elle est prospère et, surtout, si elle est sage, reprendra à sa charge toutes les dépenses additionnelles et suffira à tous ses besoins.

Le bill de 1886 excluait la représentation irlandaise de Westminster ; le bill de 1893, au contraire, y maintenait 80 députés de l'île-sœur. Les législateurs de 1912 se sont tenus à mi-chemin entre les deux solutions. Mesurant la collaboration de l'Irlande à sa part dans les dépenses et dans les intérêts de l'Empire, ils appellent 42 députés irlandais à siéger dans le Parlement de Westminster. Ils comptent, apparemment, que la gratitude attachera ces députés au parti qui leur a donné l'indépendance.

Tels sont les traits principaux de la nouvelle Constitution, et il est curieux d'observer avec quelle indifférence apathique elle

a été accueillie par l'opinion. L'éloquence dépensée pour la combattre par les orateurs de l'opposition, pendant l'été de 1912, n'a pu réussir à soulever dans le pays rien qui ressemble à l'explosion passionnée de 1886. Mais, tandis qu'à cette époque l'Ulster était resté calme, cette fois il s'est furieusement agité. Ce n'est plus le colonel Saunderson qui commande la petite phalange des unionistes irlandais dans le Parlement; c'est un avocat plein de ressources, d'ardeur et de talent, sir Edward Carson, qui est aujourd'hui un des orateurs les plus redoutables de l'opposition à Westminster. Est-ce à ce tempérament militant qu'il faut attribuer l'attitude résolue et menaçante de l'Irlande protestante? Sous cette crainte, légèrement chimérique, d'une persécution religieuse que les gens de l'Ulster mettent en avant et inscrivent, pour ainsi dire, sur leur bannière, ne se cache-t-il pas une inquiétude plus réelle qui touche à des intérêts commerciaux de première importance? Une vieille rivalité existe entre Dublin et Belfast et il est assez raisonnable de supposer que Dublin, ayant en main le pouvoir, en profitera pour frapper sa rivale et accaparer, s'il est possible, la grande prospérité maritime de Belfast. C'est ce qui explique la sympathie ouvertement manifestée par Liverpool et Glasgow que tant d'intérêts attachent à la métropole du Nord de l'Irlande.

Donc, l'Ulster était en fièvre, et cette fièvre avait atteint sa température maxima lorsque M. Winston Churchill parut à Belfast, un rameau d'olivier à la main. Le ministre de l'Intérieur a plus de courage que de tact et plus d'éloquence que d'à-propos; il lui arrive de mal mesurer ses paroles et de mal choisir son moment. Ses intentions conciliantes ont été accueillies à Belfast par des huées, des sifflets et des volées de pierres. Quelques jours avant sa venue, une rixe formidable, née on ne sait comment, sur un champ de cricket, avait couché par terre une soixantaine de blessés. Après son départ, les gens de l'Ulster s'engagèrent à ne jamais subir l'autorité de Dublin et ils s'unirent, dans ce dessein, par un solennel *covenant :* mot redoutable, plein de souvenirs historiques qui sont autant de menaces et qui parlent au cœur de ces populations, restées Écossaises de mœurs et de sentimens.

M. Churchill est alors allé trouver ses électeurs de Dundee, qui l'ont recueilli lorsqu'il perdit son siège à Manchester et il leur a ouvert des perspectives inattendues. Il leur a fait un

tableau enchanteur de l'Angleterre répartie entre sept ou huit parlemens régionaux, au-dessus desquels s'élèverait le grand Parlement impérial. Comme je l'ai dit, l'idée est dans l'air, elle répond à certains besoins de l'esprit nouveau. Il y a des *home rulers* en Écosse, il y en a aussi dans le pays de Galles et ailleurs encore, mais ils ne sont pas tous pleinement conscients de leur particularisme. Ce discours a causé une certaine surprise. Quelqu'un a trouvé un de ces mots de journaliste qui peuvent tuer l'idée dans l'œuf : « Mais c'est l'Heptarchie saxonne! Nous retournons plus haut que le règne d'Alfred! » Si bien que le gouvernement, interpellé, a dû se déclarer complètement étranger aux fantaisies constitutionnelles de M. Winston Churchill, et le ballon d'essai, lancé à Dundee, s'est perdu dans les brumes polaires.

Depuis ce jour-là, le ministre de l'Intérieur est demeuré silencieux.

V

Dans le Parlement, la discussion du bill avait été un peu vague et déclamatoire. Comme il arrive souvent à cette période d'un grand débat, les orateurs, parlant par les fenêtres ouvertes, avaient l'air de s'adresser au public plutôt qu'à leurs collègues. On attendait mieux de la discussion des articles, et l'on rappelait à ce sujet la mémorable bataillle de 1893 où M. Balfour s'était signalé par sa présence d'esprit, par son infatigable activité et où le vieux Gladstone, toujours sur la brèche, ne laissait jamais une objection sans réponse, même quand elle venait d'un débutant inconnu ou d'un vétéran sans autorité. Si l'on espérait le retour de ces luttes homériques, on a été déçu, car la comparaison entre 1893 et 1912 est loin de tourner à l'avantage du présent.

A quoi cela tient-il?

Il faut d'abord reconnaître que le gouvernement actuel a fait tout ce qui était en son pouvoir pour restreindre et étrangler les débats. Gladstone avait déjà les mêmes moyens à sa disposition, mais il en usait plus discrètement. Cette fois, M. Asquith a vraiment dépassé la mesure. Jamais le « kangouroo » n'a sauté par-dessus les amendemens avec plus d'élan, jamais la guillotine ministérielle n'est tombée plus tranchante et plus impitoyable

sur une discussion qui venait à peine de commencer. Je sais bien que M. Asquith voulait économiser des heures précieuses, éviter de vaines et puériles redites sur un sujet dont tout le monde est las. Mais on ne peut s'empêcher d'être légèrement étonné et presque scandalisé lorsqu'on voit la liberté de discussion traitée avec ce sans-gène dans ce Parlement qui est l'ancêtre de tous les parlemens. Les choses en sont-elles venues à ce point que le dédain et le dégoût du parlementarisme aient gagné ceux-là mêmes qui, sans lui, ne seraient rien ?

D'autres causes ont contribué à amoindrir les débats. Pour appliquer l'argot théâtral à la comédie politique, c'est à une reprise que nous assistons. Or, telle pièce qui, dans la nouveauté, a été passionnément applaudie ou violemment sifflée, se joue, lorsqu'on la reprend au bout de vingt ans, devant des indifférens, à moins que ce ne soit devant des banquettes vides. La langue paraît vieillie, les mots à effet ne portent pas et ne passent plus la rampe ; les artistes semblent inférieurs à ceux de la création. Cette dernière observation ne serait pas absolument juste en ce qui touche les orateurs mêlés à la discussion actuelle. Ce n'est pas le talent qui leur manque, mais la conviction. La froideur du public les gagne ; ils ne croient pas à leurs rôles, ils ne croient pas au succès de la pièce.

Deux des acteurs de 1893, M. Asquith et M. Balfour, sont encore l'un en face de l'autre, sur le banc ministériel et sur le banc des *leaders* de l'opposition. Mais combien ils sont changés ! Comme ils se ressemblent peu à eux-mêmes ! En 1893, ils avaient encore du chemin à faire pour arriver l'un du second rang, l'autre, du troisième ou du quatrième au premier. Leur ambition est aujourd'hui satisfaite et ils n'ont plus qu'à descendre. Vieillis et fatigués, les choses ne se présentent plus à eux éclairées de la même lumière.

M. Asquith conserve-t-il quelque illusion sur le bien que le *Home Rule* fera à l'Irlande ? M. Balfour conserve-t-il quelques craintes sur le tort que le *Home Rule* peut faire à l'Angleterre ? Je ne le pense pas. L'ancien chef du parti tory est simplement persuadé que la machine parlementaire qu'on fabrique pour l'Irlande ne marchera pas. Quant à M. Asquith, il s'inquiète de la résistance de l'Ulster et il a peur qu'on ne l'accuse, devant la génération prochaine, d'avoir abandonné les protestans irlandais à l'oppression tyrannique du clergé romain dont l'influence,

quoique diminuée, sera encore très grande dans le Parlement de Dublin.

A côté de M. Balfour, siège le nouveau chef élu des conservateurs, M. Bonar Law. Il se donne beaucoup de mouvement et fait beaucoup de bruit. Il ne laisse jamais finir une discussion sans se lever pour la résumer en quelques phrases sonores, d'autant plus sonores qu'elles sont parfois un peu vides. On lui a dit : « Vous êtes un second Chamberlain, » et l'on sent qu'il s'applique à justifier l'analogie toutes les fois qu'il ouvre la bouche. Il cherche le sarcasme oratoire, le mot en coup de poing, qui conclut une bataille oratoire en renversant l'adversaire à ses pieds. Oserai-je avouer que cette rhétorique paraît quelquefois un peu vulgaire et hors de sa place ? M. Bonar Law ne sortira pas grandi de cette session d'automne.

Elle n'ajoutera pas grand'chose, non plus, à la réputation de M. Walter Long et de M. Austin Chamberlain. Cependant, il faut savoir gré à celui-ci de ne tenter aucun effort pour imiter son père. Il veut se faire une manière à lui et il y a déjà, en partie, réussi. Ne jamais parler sans avoir quelque chose à dire, telle semblait sa devise, et c'est celle qui convient à un excellent *debater*. Lord Hugh Cecil, qui sait si bien s'imposer par son accent austère et religieux dans certaines questions, n'a pas joué un rôle important dans le débat et M. F. E. Smith, le brillant et spirituel orateur que le Parlement ne voit jamais se lever sans se promettre une heure d'amusement, était absent au moment de la discussion.

C'est surtout du côté ministériel que la discussion a été pauvre et languissante. Presque tous les chefs d'emploi étaient invisibles. Sir Edward Grey, retenu au Foreign-Office par les affaires européennes, ne paraissait qu'à l'heure des questions ; M. Winston Churchill et M. Lloyd George se tenaient à l'écart et M. Asquith n'avait, pour l'assister, lorsqu'il était présent, ou pour le remplacer en cas d'absence, que M. Birrell, le principal secrétaire pour l'Irlande, l'attorney general sir Rufus Isaacs et M. Herbert Samuel, le ministre des Postes. Augustin Birrell est un fantaisiste qui ne prend au sérieux ni ses adversaires, ni ses collègues. Son humour excentrique amuse le Parlement et, surtout, l'amuse lui-même, mais ne sert pas beaucoup les causes dont on lui confie la défense. Sir Rufus Isaacs est un adroit chicanier, très expert sur les questions de procédure, et M. Her-

bert Samuel s'est posé comme un des bons *debaters* du Parlement.

M. Redmond a été très sobre de paroles et a obligé la loquacité irlandaise à une réserve qui ne lui est pas coutumière. En revanche, l'un des deux chefs qui dirigent en commun la petite phalange des nationalistes dissidens, M. T. Healy, est intervenu souvent dans le débat. Pour l'acidité, il est le premier orateur du Parlement et on l'écoute toujours parce qu'il a toujours du mal à dire de quelqu'un ou de quelque chose. Ceux qui ne pensent pas comme lui, ceux même qui ne l'estiment pas, savourent, sans se cacher, ses mots à l'emporte-pièce.

Incontestablement, la physionomie la plus intéressante du Parlement, au moment où j'écris, est celle de sir Edward Carson, le chef de la minorité protestante de l'Irlande. Il a, lui aussi, l'humour, l'ironie amère et volontairement blessante ; il a cet accent convaincu qui transforme chaque parole en acte. On avait parlé de le mettre en prison. Avec quel rire méprisant il a accueilli cette suggestion ! « Osez donc le faire ! » a-t-il crié aux ministres assis en face de lui. Un autre soir, il leur a dit : « Je hais votre loi, je la hais de toutes mes forces. Je la combattrai dans le Parlement et hors du Parlement. Je la combattrai tant qu'elle ne sera pas votée, et, si vous réussissez à en salir le Statut, je la combattrai encore ! »

Évidemment, cette attitude de l'Ulster et de son chef donne quelque anxiété au gouvernement. L'opposition des *tories* au *bill* qui constitue le *Home Rule* tombera d'elle-même quand le changement sera devenu un fait accompli ; celle de l'Ulster, au contraire, croîtra et se fortifiera aussi longtemps que la nouvelle constitution n'aura pas développé toutes ses conséquences fâcheuses. Faudra-t-il alors envoyer des troupes, faire charger par la cavalerie ces braves gens dont le seul crime sera d'avoir voulu rester les fidèles sujets du Parlement impérial ? C'est cette appréhension qui a arraché à M. Asquith les principales concessions obtenues de lui pendant la discussion des articles.

Aux précautions déjà prises contre un accès d'intolérance religieuse chez la majorité du futur parlement irlandais, ont été ajoutées des adjurations et des restrictions encore plus formelles. En somme, rien ne pourra être changé à la situation matérielle et financière des deux religions en présence et, dans les choix des fonctionnaires, aucune exclusion ne pourra être prononcée

contre un individu sous prétexte que, par sa foi, il appartient à la minorité.

Au cours de la discussion, on a vu apparaître dans la Constitution irlandaise une curieuse innovation, inspirée également, semble-t-il, pas le désir d'offrir des garanties à la minorité. D'après le projet primitif, les 40 membres du Sénat devaient être nommés d'abord par le gouvernement britannique, puis, renouvelés successivement, au fur et à mesure de leur retraite, par le gouvernement irlandais. A ce système on va substituer celui de la proportionnelle, dont nous parlons tant en France, mais que nous tardons à expérimenter. Il y a en Angleterre, et surtout en Irlande, des partisans enthousiastes de ce système. M. Healy leur a immédiatement jeté une douche froide en disant : « D'après cet arrangement, la minorité protestante comptera quatorze voix dans le Sénat. Est-ce assez pour sa protection, surtout quand les deux Chambres voteront ensemble ? » Le lendemain, M. Birrell a évalué la minorité qu'assurerait au protestant le système proportionnel à un chiffre qui varierait entre 12 et 16, ce qui coïncide exactement avec l'arithmétique de M. Healy.

Le Parlement a voté la représentation proportionnelle pour le futur Sénat irlandais, mais il a refusé de l'admettre pour les élections à la Chambre basse. Il a, également, rejeté à une grande majorité un amendement qui proposait d'introduire cent mille femmes irlandaises dans le corps électoral.

Ces dames devront attendre que le Parlement impérial se soit prononcé sur la question de principe. Que si elles sont impatientes d'entrer dans la politique, rien ne les empêche de manifester leur déplaisir par les moyens qui paraissent réussir à leurs sœurs de la métropole. Il ne manque pas de vitres à briser à Cork, à Limerick et à Dublin.

Pendant ce débat, on a vu reparaître inopinément l'idée des parlemens régionaux, mise en avant par M. Winston Churchill et dont le gouvernement avait semblé lui abandonner toute la responsabilité. Cette fois elle s'est montrée incertaine et distante, avec ces ambiguïtés voulues dont M. Asquith, à l'imitation de son maître Gladstone, aime à envelopper sa pensée et qui font songer les profanes au fameux *Circumlocution office*, si amèrement raillé par Dickens. Ce jour-là, M. F. E. Smith, rentré au Parlement, comme à point nommé, caractérisait l'idée

nouvelle par une de ces drôleries qui n'ont pas besoin d'être parfaitement justifiées pour faire fortune, surtout dans un Parlement où les plus pauvres plaisanteries sont accueillies avec transport. « Ce n'est pas, a-t-il dit, un projet sérieux, ce n'est qu'une potion calmante ! »

Le débat s'est un peu animé quand il a été question des députés irlandais qui continueront à siéger dans le parlement de Westminster. Lorsque M. Joseph Chamberlain a lu, dans sa retraite de Higbury, le compte rendu de cette séance, le vieil athlète unioniste a dû sourire en apprenant qu'une phrase, jetée par lui dans le débat de 1886, avait déterminé, sur ce point, les décisions du gouvernement actuel. Qu'avait-il dit ? Convaincu, comme on l'a vu plus haut, que le principal mobile de Gladstone et des gladstoniens, en donnant le *Home Rule* à l'Irlande, était de se débarrasser d'elle à Westminster, il s'était complu à taquiner le gouvernement en soutenant cette proposition qui, du reste, est rigoureusement vraie : « Si vous excluez les Irlandais du parlement impérial, la séparation est complète et, en ce cas, le parlement de Dublin est un parlement souverain. » Mais M. Chamberlain aura un peu de peine à croire que cet axiome constitutionnel ait pesé plus lourd dans l'esprit de Gladstone en 1893 et de M. Asquith en 1912 que la nécessité quotidienne de la majorité à obtenir, qui est une question de vie ou de mort pour un Cabinet.

VI

La discussion du budget irlandais a été, de beaucoup, la partie la plus intéressante du débat.

Les critiques des nationalistes indépendans, et le silence, non moins expressif, des nationalistes unifiés ont laissé voir que l'Irlande était peu satisfaite des arrangemens pris pour elle. Pendant que les unionistes attaquaient de front ce même budget, un groupe de libéraux d'une certaine importance le prenait en flanc d'une façon assez gênante. Avec l'outrecuidance souriante qui lui est habituelle, M. Lloyd George a glorifié ce budget à la conception duquel il n'est, sans doute, pas étranger. M. Herbert Samuel, qui est, décidément, un homme de sens et de valeur, a été plus modeste, mais plus convaincant. Dans un discours simple et substantiel, qui le désigne comme un ministre des

Finances pour l'avenir, il a révélé le côté sérieux de la situation et mis en lumière, peut-être, la principale, la vraie, la seule raison qui milite en faveur du *Home Rule*. L'Irlande est dans la situation d'un pauvre qui vit dans l'intimité d'un riche prodigue et qui partage ses dépenses comme son luxe. Il faut la séparer, financièrement, de l'Angleterre, cette magnifique gaspilleuse qui, au rebours de Panurge, a encore plus de façons de gagner de l'argent que d'en dépenser. L'économie, voilà la seule politique des petites bourses et des petits États ! Les circonstances vont permettre à l'Irlande d'en faire l'expérience. Gladstone, dans son optimisme visionnaire, la dotait d'un excédent. Or, voici qu'elle se met en ménage avec un déficit de quarante millions sur une dépense totale de trois cent quinze, environ. L'Angleterre, lui retirant d'une main ce qu'elle donne de l'autre, paiera le déficit, mais imposera à l'Irlande des restrictions qui la paralysent et des charges qui l'écrasent.

Les choses en étaient là. Tout le monde sentait que cette discussion financière serait l'écueil ; mais on crut un moment l'avoir doublé sans accident. D'une part, M. Redmond avait réussi à persuader à ses amis qu'il fallait voter quand même pour le gouvernement et qu'on ne pouvait payer trop cher le bienfait de l'autonomie.

D'autre part, les soixante-dix ou quatre-vingts radicaux dissidens, pour ne pas compromettre l'existence de cette majorité dont ils faisaient partie, se renfermaient dans un silence de mauvaise humeur, mais sans refuser leur soutien au gouvernement à l'heure du vote. Cette heure arrivait presque tous les soirs vers dix heures et demie ou onze heures moins un quart, et la majorité se retrouvait là, fidèle au rendez-vous, pour approuver des discours qu'elle n'avait pas entendus. Les coutumes parlementaires exigeaient que les clauses financières fussent d'abord approuvées par une « résolution, » avant d'être discutées en Comité comme tous les autres articles de la loi. Cette résolution ayant passé à une très grosse majorité, les ministériels se crurent hors d'affaire et en prirent à leur aise. Lundi 11 novembre, on devait voter, en Comité, l'article qui reproduisait sous une forme identique la résolution déjà acceptée.

Il était près de quatre heures. La salle était presque déserte et le banc des ministres s'était vidé, les questions finies. A ce

moment, un député unioniste, sir Frederic Bunbury, proposa un amendement improvisé, dont le texte écrit n'avait pas été communiqué, d'avance, au gouvernemeut. Or, cet amendement n'allait à rien moins qu'à infirmer la résolution votée trois jours auparavant et à retourner, si je puis dire, le budget irlandais en faisant bénéficier le Trésor de la Grande-Bretagne d'une somme très supérieure à celle qu'il devait, au contraire, débourser en faveur de l'administration nouvelle. M. Herbert Samuel repoussa l'amendement en quelques mots et l'on passa au vote. Mais, pendant que le ministre des Postes parlait, les Unionistes, sortant des coins où ils s'étaient dissimulés, semble-t-il, jusque-là d'après un mot d'ordre donné, garnissaient soudainement leurs bancs. Lorsque le *whip* libéral voulut battre le rappel de ses partisans dispersés, il était trop tard : le vote était déjà commencé et les derniers venus ne pouvaient plus y prendre part. Le résultat se chiffra par une majorité de 21 voix en faveur de l'opposition, et la proclamation du vote fut saluée par des transports de joie, dominés par le cri de : Démission! que hurlaient 200 voix. Ce délire dura peu : au bout de quelques heures, une note laconique et dédaigneuse faisait connaître aux vainqueurs d'un moment que leur victoire était considérée comme non avenue et que l'ordre du jour précédemment établi aurait son cours comme si rien ne s'était passé. Le lendemain, M. Asquith, en personne, confirmait cette déclaration avec une brutalité dictatoriale qui le fit comparer, par un ami aussi clairvoyant que maladroit, à Cromwell dissolvant les restes du Parlement Croupion. Une scène de désordre et de violence s'ensuivit où aucun discours ne put être entendu et où les injures grossières furent mêlées à des voies de fait qui rappellent la bataille des chanoines et des chantres dans *le Lutrin*. A l'ouverture de la séance suivante, le *speaker*, d'une voix grave, pénétrée, à la fois sévère et suppliante, admonesta les combattans. Et c'était, assurément, un spectacle étrange que cette longue figure, dans son costume suranné, debout devant son trône gothique comme le spectre de l'Angleterre traditionaliste, se dressant au milieu de la démocratie moderne pour la morigéner en termes archaïques. A quels sentimens faisait-il appel? Au patriotisme, à la concorde, aux égards que les partis, aussi bien que les hommes, se doivent entre eux, mais surtout au règlement, aux précédens, à l'étiquette parlementaire. On s'inclina

et, après avoir pris deux ou trois jours pour digérer l'incident, on recommença toute cette procédure.

Une nouvelle « résolution » a été votée. Sauf une ou deux lignes, elle est exactement semblable à l'ancienne, mais la forme, — cette forme si chère à Bridoison! — est sauvée. En somme, manœuvre peu loyale de l'opposition, abus de pouvoir tenté, sinon accompli, par le premier ministre; le tout couvert, régularisé, escamoté avec un sérieux admirable, tel est le bilan de cette singulière semaine. Elle n'a pas été bonne pour le régime parlementaire.

Elle n'a pas été meilleure pour l'Irlande. M. Asquith a profité, en effet, de l'incident pour rétrécir encore le champ où va se mouvoir l'initiative de l'Irlande en matière de finances. Elle ne pourra pas diminuer les impôts douaniers comme le droit lui en avait, d'abord, été promis. La politique financière qu'on impose à l'Irlande se résume, finalement, en ceci : on lui conseille d'être économe, afin de se libérer plus tôt envers l'Angleterre, sa bienfaitrice; mais on ne lui laisse pas les moyens de diminuer ses dépenses ni d'augmenter ses revenus.

VII

Sheridan demandait un jour au vieux Woodfall, qui avait passé sa vie dans la « galerie » de la Chambre des Communes : « Avez-vous jamais vu les opinions changées par un discours? » « — Les opinions, quelquefois, répondit Woodfall; les votes, jamais! » Aujourd'hui comme il y a cent quarante ans, le mot d'ordre du parti ou du groupe ne laisse aucune place aux impressions personnelles. Non seulement la majorité en faveur du *Home Rule bill* était prévue, mais le chiffre de cette majorité était connu d'avance, à deux ou trois voix près.

Maintenant le *bill* va être envoyé à la Chambre des Lords. Qu'en fera-t-elle? C'est la question que tout le monde s'adresse et que, probablement, elle s'adresse à elle-même. Elle peut accepter le *bill* tel qu'il est; elle peut le discuter longuement (car, chez les nobles pairs, la guillotine perd ses droits), et le renvoyer à l'autre Chambre avec des amendemens qui en dénatureraient le caractère mais qui seraient infailliblement rejetés. Elle peut, alors, laisser passer la loi ou la condamner par un vote négatif.

Dans quelles dispositions se trouve-t-elle actuellement? Est-ce l'esprit de résistance ou l'esprit de soumission qui prévaut chez elle? On remarquera que la situation est bien différente de celle où nous avons vu la Chambre haute il y a deux ans, lorsque, après avoir rejeté une première fois le budget collectiviste de M. Lloyd George, elle s'est résignée à l'accepter. D'abord, il s'agissait d'une loi de finances et la Chambre des Pairs sait bien qu'en pareille matière, elle n'a pas le pouvoir d'amender les lois. Puis, il y avait urgence, car les services publics ne pouvaient rester plus longtemps sans être assurés. D'ailleurs, la Chambre était menacée d'une fournée de nouveaux pairs sans précédent et sans analogue. Il fallait éviter à tout prix une mesure qui eût noyé la pairie dans un bain de démocratie; il fallait éviter au souverain un geste qui l'eût rendu ridicule devant l'histoire. Pour ces raisons réunies, lord Lansdowne capitula.

Aucune d'elles n'existe dans la circonstance présente. Personne ne peut dénier aux pairs le droit de *veto*, — au moins suspensif, — en matière constitutionnelle. Personne ne peut soutenir qu'il y a urgence. Personne, enfin, ne peut songer à invoquer l'intervention du Roi pour forcer la main à la noble Assemblée. Elle est donc absolument libre de choisir entre les deux résolutions qui s'offrent à elle.

Supposons qu'elle se décide à repousser le *bill*. Nous le verrons reparaître l'an prochain et repasser à travers les phases qu'il vient de parcourir : première lecture, discussion générale; deuxième lecture, discussion des articles et vote final. Tout ce qu'on a entendu, on l'entendra encore : indignations, ricanemens, menaces, cajoleries, objections et réponses, attaques et contre-attaques, toute la rhétorique et la sophistique parlementaire. Après quoi, la Chambre des Lords se donnera, une fois de plus, le plaisir de rejeter le *bill* qui obstruera, de nouveau, le programme législatif de l'année suivante. Cette fois, que les Lords le veuillent ou non, la loi passera et sera revêtue de la sanction royale. Le *Home Rule* deviendra un fait accompli, et le seul résultat de ce retard apporté à la réalisation des vœux de l'Irlande sera d'avoir assuré au Cabinet radical deux ans de confortable existence en laissant à son service ces quatre-vingt-quatre voix irlandaises, avec lesquelles il peut faire voter demain, s'il plaît à M. Lloyd George, un *income tax* de vingt

shillings par livre, ou d'autres fantaisies du même genre.

Imaginez, au contraire, que la Chambre haute accepte le *bill* sans plus de résistance, et qu'en Irlande, le nouvel ordre de choses soit prochainement établi. Si l'Ulster est aussi résolu, aussi irréductible dans sa résistance que les discours passionnés de sir Edward Carson le donnent à penser, le gouvernement britannique, qui a gardé en main la force armée et la police, se trouvera dans une des situations les plus difficiles, les plus cruelles, où se soit jamais trouvé un gouvernement moderne chez un peuple civilisé. Grandira-t-il dans cette crise? Se montrera-t-il seulement à la hauteur de ses devoirs? Il est permis de se le demander. En tout cas, il sera affaibli sur son propre terrain : car, les 103 députés que l'Irlande envoie aujourd'hui à Westminster ne seront plus que 42, parmi lesquels 8 ou 10 grossiront l'opposition unioniste. La majorité radicale, réduite de plus de cinquante voix, sera une majorité variable et précaire, insuffisante pour faire vivre un gouvernement qui s'est brouillé avec les classes riches par ses budgets à tendances socialistes, et qui a irrité les classes laborieuses par la loi de l'assurance nationale; le premier orage qui passera sur le monde politique l'emportera et ramènera au pouvoir ses adversaires, c'est-à-dire les amis de la Chambre des Lords et les ennemis du *Home Rule*.

En voilà assez pour faire comprendre que la Chambre haute, si elle consulte son intérêt et celui du parti conservateur, s'arrêtera à cette dernière solution. Que lui conseille l'intérêt général du pays? Ici, la réponse est moins facile à faire. Il ne peut plus être question d'évoquer le spectre du péril national qui, en 1886, affolait les esprits et qui n'effraye plus personne en 1912; il n'est plus possible de soutenir que la séparation administrative de l'Irlande sera un démembrement de la Grande-Bretagne. Mais la Chambre des Lords hésitera peut-être à rendre immédiatement exécutoire une constitution pleine de contradictions et d'obscurités, à peine intelligible à ceux qui l'ont faite, manifestement déplaisante à ceux pour qui elle a été faite, et d'où peut sortir une guerre civile.

AUGUSTIN FILON.

BISMARCK ET L'ÉGLISE

LA PAIX

V [1]

LA PREMIÈRE REVISION DES LOIS DE MAI
LE SEPTENNAT

(1886-1887)

I

Bismarck allait, en moins de dix-huit mois, consentir une série de concessions, réputées satisfaisantes par la générosité de Léon XIII ; il allait se faire accuser par certaines notabilités de l'évangélisme prussien d'avoir « capitulé » devant Rome : expression trop forte, et qui est plutôt du domaine de la polémique que de celui de l'histoire. Mais dans ses concessions mêmes, Bismarck allait goûter la joie d'une revanche. On le déclarait battu, soit ; le *Culturkampf* avait échoué, c'était entendu. Mais avec quelque artifice, ses journaux et ses propres discours allaient parler à l'Allemagne d'un autre vaincu, Windthorst, réduit désormais à se taire, à approuver, d'un bulletin de vote docile et résigné, les volontés communes de Bismarck et de Léon XIII. Et comme Bismarck depuis quinze années en voulait beaucoup plus au Centre qu'à l'Église, comme il n'avait commencé de lutter contre l'Église que parce que Pie IX avait refusé de blâmer le Centre, il comptait souligner comme un suc-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1912.

cès l'effacement momentané de ce parti ; et Bismarck, plus qu'à demi vaincu, allait prendre encore des airs de vainqueur.

C'était bon pour des nationaux-libéraux, de gémir sur la défaite essuyée dans le *Culturkampf :* il s'occupait, lui, sans épiloguer sur cette défaite, de satisfaire encore les deux haines qui l'avaient engagé dans la lutte et qui sans cesse l'y avaient soutenu, sa haine contre la Pologne, sa haine contre Windthorst ; il les satisfaisait l'une et l'autre avec une sorte de volupté, au moment précis où, faisant l'aimable avec le Pape, il entreprenait la démolition des lois qui déplaisaient au Pape.

Léon XIII, désespérant, pour l'instant, de pouvoir installer un Polonais sur le siège de Posen, et voulant rétablir dans ce diocèse une vie religieuse normale, acceptait, en janvier 1886, la démission de Ledochowski, et lui donnait comme successeur l'Allemand Dinder, dont l'archevêque Krementz vantait la sagesse et l'esprit d'équité. Les susceptibilités des Posnaniens furent mortifiées ; de Galicie, des cris s'élevèrent jusqu'à Léon XIII, lui demandant de revenir sur un tel choix. La Pologne se crut abandonnée par l'Église ; et, comme les membres de la fraction polonaise entendaient, dans les cercles politiques de Berlin, certains fanatiques très écoutés réclamer une germanisation plus complète de la Posnanie, ils se demandèrent si Rome et le germanisme avaient lié partie contre la Pologne. Il ne déplaisait pas à Bismarck d'exacerber leurs anxiétés ; c'était comme une vengeance de ses propres déceptions.

Le 28 janvier 1886, à l'époque même où sa politique le rapprochait définitivement de Rome, il s'efforçait, au *Landtag*, d'établir l'hostilité du polonisme contre l'État prussien. Windthorst riposta que, derrière le polonisme, on frappait le catholicisme ; il était d'ailleurs très modéré de ton, et, faisant allusion aux pourparlers qui s'essayaient à Rome, déclarait qu'il voulait se tenir sur le terrain de la défensive. Mais Bismarck, avec une ironie qui jouissait d'elle-même, longuement et lourdement, commentait cette déclaration :

M. Windthorst, disait-il, a manifesté un certain sentiment de surprise et comme une impression nouvelle pour lui, quand il a dit qu'il se trouvait aujourd'hui, ici, sur la défensive ; je prie d'en conclure, — tellement il est accoutumé à l'offensive, — que celle-ci est proprement son élément naturel, habituel... Peut-être cette abstention de l'offensive, offensive nullement provoquée, n'est-elle pas encore et d'ailleurs tout à fait volontaire.

Un journal de caricatures représentait Bismarck et le Pape se tendant la main par-dessus le bataillon du Centre, qui esquissait, contre l'un et contre l'autre, des mines agressives. Bismarck assurément trouvait goût à ce genre d'images ; mais il savait fort bien, à part lui, que le Centre, sur le terrain de la politique religieuse, suivrait le Pape. Et c'était pour Bismarck une joie de despote, de sentir que Windthorst était comme acculé à changer d'attitude, que Windthorst, quelque temps durant, ne pourrait plus être un agressif ; le chancelier insistait cruellement, et se gardait bien d'ailleurs de le remercier pour le changement. Conquérir Windthorst était devenu inutile, puisque Windthorst, finalement, devrait obéir à Léon XIII. Alors, plus hautain que généreux, Bismarck proclamait : « Je considère M. Windthorst comme intransigeant, comme cuirassé d'un triple airain, en tant que guelfe, en tant que chef de file dans le *Culturkampf*, en tant qu'ami des progressistes. Cela me détourne de tenter effort près de lui. J'ai abandonné la partie. »

Windthorst, peu après, envoyait à Vienne, à son ami Onno Klopp, les comptes rendus de ce débat. « Si à Rome on étudie, lui disait-il, je tiens à ce qu'on se convainque qu'il s'agit en Pologne d'un *Culturkampf* de la plus atroce espèce... »

Les lignes de Windthorst décelaient un découragement inquiet. Bismarck, au *Landtag*, se targuait de n'avoir plus besoin des hommes du Centre ; allait-on, à Rome aussi, parler et agir comme si l'on n'avait plus besoin d'eux ? Une petite image populaire circulait, où les plus pessimistes d'entre eux redoutaient de lire l'histoire du jour, tout au moins celle du lendemain : on y voyait, tout en larmes, une petite pastoure qui avait les traits de Windthorst ; et du haut d'une fenêtre, la toisant, la méprisant, une autre pastoure, — c'était Bismarck, — se laissait caresser par un berger, Léon XIII.

Bismarck voulait, pour ses prochains projets de loi, se mettre complètement d'accord avec le pasteur suprême, et l'accord lui garantirait, finalement, les voix du Centre. Et pour éviter que dans les commissions parlementaires ses projets de loi ne fussent bouleversés, comme en 1882, comme en 1883, par l'adroite manœuvre d'un Windthorst, il allait, cette fois, s'adresser tout d'abord à la Chambre des Seigneurs : c'est sur le bureau de cette Chambre que, le 14 février 1886, un nouveau

projet fut déposé. Windthorst n'était rien, dans cette Chambre-là ; et le roi de Prusse venait d'y faire entrer un évêque, Mgr Kopp, qui saurait dire à la Prusse ce que le Pape voudrait et dire au Pape ce que la Prusse pourrait.

Timeo Danaos et dona ferentes, murmurait une feuille du Centre à la nouvelle que Mgr Kopp acceptait ce délicat honneur ; elle lui rappelait que le prince-évêque, Diepenbrock, avait jadis été d'avis que l'épiscopat se tînt à l'écart des assemblées parlementaires. Mais les temps avaient changé, et le rôle qui attendait Mgr Kopp était un rôle que, seul, un prélat pouvait jouer. Jusqu'au rétablissement de la paix, les discussions religieuses vraiment importantes ne devaient plus avoir lieu dans la Chambre basse, où les intérêts catholiques avaient pour avocat Windthorst, mais dans la Chambre haute, où Mgr Kopp était introduit par la Prusse elle-même, tout exprès pour les défendre ; et, lorsque la Chambre haute nomma une commission pour étudier le projet de loi, Bismarck s'arrangea, au grand mécontentement de Windthorst et de Schorlemer-Alst, pour qu'aucun membre n'y fût nommé qui eût des liens avec le Centre prussien, ou avec le Centre du *Reichstag*.

Tenir ces hommes du Centre à l'écart des négociations : telle avait été, dès 1878, la volonté bismarckienne, expliquée par le comte Holnstein au nonce Masella ; elle triomphait aujourd'hui, et l'allégresse même de ce triomphe devait donner à Bismarck plus d'aisance condescendante, plus de souplesse volontaire, pour écouter Léon XIII, s'incliner et transiger. L'exposé des motifs, qui précédait les articles du projet, insinuait que le gouvernement aurait voulu, depuis deux ans, les proposer ; mais qu'il avait craint de paraître céder aux « attaques, aux menaces, aux dures paroles » de certains députés. Bismarck, par un raffinement de malveillance, semblait ainsi signifier à Windthorst : Si la paix est en retard de deux ans, c'est grâce à vous.

II

Les Seigneurs n'étaient pas seuls à recevoir connaissance du nouveau projet de loi ; le Saint-Siège, à son tour, en était saisi par Schloezer. En ce qui concernait l'éducation du clergé, le projet supprimait pour les clercs l'obligation de suivre pendant

trois ans des cours d'université, d'y étudier des sciences profanes, et de passer un examen d'État ou de s'en faire dispenser. Il permettait l'ouverture de *convicts*, où les évêques pourraient abriter les futurs clercs, pendant leurs études de gymnase ou leurs études d'université ; il abolissait toutes les stipulations des lois de Mai, par lesquelles l'État s'ingérait dans le fonctionnement de ces maisons et dans le fonctionnement des séminaires pratiques, dans la nomination des directeurs, dans celle des professeurs. Il abrogeait un article, très offensant pour la dignité du Saint-Siège, d'après lequel le pouvoir disciplinaire sur les prêtres ne pouvait être exercé que par des autorités ecclésiastiques de nationalité allemande : le Pape, ainsi, était réintégré, par l'État, dans ses droits sur l'Église d'Allemagne. La Cour royale pour les affaires ecclésiastiques, c'est-à-dire l'institution qui, dans tout le système du *Culturkampf*, avait paru la plus odieuse pour l'Église, était condamnée à disparaître : le droit qu'avait, de par la loi de 1873, le président supérieur de faire appel à l'État, au nom de l'intérêt public, d'une décision prise par un évêque contre un prêtre, était supprimé.

« Voilà tout ce que j'ai pu concéder, expliquait Bismarck au baron de Landsberg-Velen, membre catholique de la Chambre haute ; pour ma part, j'aurais accordé davantage ; je n'objecterais même rien au rappel des Jésuites, mais j'ai à compter avec d'autres facteurs. » Il s'enquérait, auprès de Landsberg, si le Centre voterait le projet. « Mais oui, répondait Landsberg ; le Centre ne peut pas être plus catholique que le Pape... »

La commission nommée par les Seigneurs tint six séances : Gossler fit savoir, au nom du gouvernement, qu'il était tout prêt à examiner des amendemens. La commission voulait une paix religieuse complète et rapide ; plusieurs articles, qui marquaient un progrès nouveau, furent ajoutés au projet gouvernemental. Il en était un qui autorisait formellement les grands séminaires, pourvu que le ministre des Cultes connût leurs statuts, les noms des directeurs et des professeurs, pourvu qu'il pût exclure certains de ces noms, pourvu qu'enfin il pût vérifier la conformité des programmes avec ceux des facultés universitaires ; l'article faisait exception pour la Posnanie ; dans cette province, pour ouvrir un grand séminaire, un arrêté royal serait requis. La commission proposait encore qu'en cas de vacance d'un diocèse, l'administrateur épiscopal fût dispensé

du serment ; que les arrêtés par lesquels les autorités ecclésiastiques prononçaient l'interdiction des sacremens fussent désormais soustraits à la compétence de l'État; que les congrégations religieuses pussent être autorisées à des fondations nouvelles d'orphelinats, de maisons de préservation, de colonies ouvrières, d'écoles ménagères ; que les « conseils d'Église, » sauf dans les diocèses de Posen et de Culm, fussent présidés par les curés ; qu' « en cas de nécessité » la célébration de messes basses et l'administration des sacremens fussent indemnes de toute pénalité.

Mgr Kopp déposa trois autres amendemens. Il voulait, d'abord, qu'aucun *veto* de l'État ne pût restreindre le droit des évêques à nommer directeurs ou professeurs, dans leurs grands séminaires, les prêtres de leur choix. Il voulait que tous les paragraphes concernant l'appel des décisions ecclésiastiques, soit au conseil des ministres, soit au tribunal supérieur, fussent supprimés. Il voulait enfin que dans l'article relatif aux basses messes et aux sacremens, les mots : « en cas de nécessité » fussent rayés.

En présence de ces trois amendemens, le ministre Gossler demeurait passif ; il n'acceptait ni ne refusait. « Le Pape permettra-t-il aux évêques, interrogeaient les commissaires, de soumettre au pouvoir civil les noms des curés ? » Mgr Kopp, le 10 mars, répondit qu'il n'était pas en mesure de l'affirmer : la commission, tout de suite, repoussa ses amendemens. Il se tenait, sans cesse, en rapport avec Rome. Schloezer, de son côté, pressait et sondait Jacobini ; de sa propre initiative, il réclama du cardinal une note bien nette sur les intentions romaines ; et le 26 mars, cette note lui fut expédiée du Vatican. Elle stipulait que du jour où le projet de loi et les amendemens du prélat seraient votés, le Vatican inviterait les évêques à présenter à l'État, pour les paroisses actuellement vacantes, les noms des curés : la Prusse, pour faire valoir éventuellement son droit de *veto*, devrait s'appuyer sur des faits graves, connus, prouvés, et témoignant bien effectivement que la nomination des prêtres visés serait incompatible avec l'ordre public. Jacobini ajoutait que, du jour où la paix religieuse serait rétablie, le Vatican accepterait pour l'avenir, définitivement, comme une pratique acquise, la présentation par l'évêque des noms des curés.

Rome, ainsi, voulait graduer les concessions, les mesurer par étapes ; mais ce jour-là même, Jacobini recevait de Mgr Kopp

un télégramme. Ce n'était ni un conseil ni une prière ; c'était une définition de la situation : la seule chance pour que la Chambre agréât les amendemens Kopp était que Rome, dès maintenant, fît, d'un seul coup, la concession totale. L'évêque parlait ainsi, non pas seulement en son nom, mais au nom de trois autres commissaires et de deux députés du Centre au *Reichstag*. De fait, le 27 mars, les Seigneurs renvoyaient à la commission le projet de loi et les amendemens ; et ceux-ci, le 30 mars, succombaient, une fois encore, devant la commission : les pronostics de Mgr Kopp et de ses amis, transmis télégraphiquement au Pape, se vérifiaient. Après cette dépêche en survint, à Rome, une de Schloezer, que Bismarck avait appelé à Berlin pour qu'il y suivît les débats parlementaires : le ministre de Prusse télégraphiait à Jacobini que les offres du 26 mars étaient insuffisantes, et qu'il fallait, tout de suite, pour gagner au projet de loi la majorité des Seigneurs, que le droit d'avoir communication des noms des curés fût reconnu à l'État d'une façon permanente. La presse libérale, en ces jours d'indécision, se montrait fort nerveuse : « Une fois de plus, criait la *Gazette nationale*, les Allemands sont joués par les Romains. » Mais la presse du Centre proclamait au contraire : « Mieux vaut une reprise d'hostilités qu'une paix qui soit une lâcheté. »

Le 8 avril, il y eut du nouveau : Gossler, ministre des Cultes, transmit au président de la Chambre des Seigneurs, avec mission d'en donner connaissance à ses collègues, une note de Jacobini, datée du 4 avril : le cardinal demandait que le projet fût complété et qu'ainsi fût rétablie la paix religieuse par une revision complète des lois ; mais prévoyant que peut-être pour l'instant cette revision n'était pas immédiatement réalisable, il déclarait que le Saint-Siège, une fois informé qu'elle aurait lieu dans un très prochain délai, établirait pour l'avenir, d'une façon définitive, l'obligation pour les évêques de présenter les noms des curés. Gossler, en communiquant cette note, redisait que le ministère n'avait pas encore un avis ferme au sujet des amendemens Kopp. Plusieurs déterminations étaient possibles ; avant d'opter entre elles, on étudierait, par les débats parlementaires eux-mêmes, les diverses répercussions qu'elles pourraient avoir sur la situation politique intérieure.

III

Le 12 avril, la discussion vint devant les Seigneurs. L'heure était grave : Mgr Kopp demanda la parole. « C'est un prêtre habile, disait Bennigsen, mais, autant que cela est possible à un prince de l'Église, il a vraiment les sentimens d'un bon Allemand. » Avec une nuance de méfiance persistante, Bennigsen définissait ainsi, d'une façon très exacte, l'impression que produisirent les interventions oratoires de Mgr Kopp : le prêtre, en lui, ne se cachait pas ; mais dans la personne de ce prêtre, c'était toujours un citoyen de l'Empire, un législateur du royaume, un Allemand, un Prussien chargé d'un mandat civique, qui réclamait son droit à être entendu, écouté, suivi.

Il constatait le malaise, la défiance réciproque qui séparait les membres de la patrie. Il remontait jusqu'à la cause : c'était l'effort qu'on avait tenté de légiférer sur l'Église sans accord préalable avec l'Église. D'où venait la faute ? où trouver la responsabilité ? Il jugeait une telle question superflue ; mieux valait chercher pacifiquement, dans un esprit de conciliation, les routes qui sortiraient de ce labyrinthe. « Le gouvernement, avouait-il, a de la bonne volonté ; et cependant, on est encore loin de l'issue, d'abord parce que le gouvernement, ralenti par une sorte de crainte injustifiée, a peur d'arriver trop vite au but, et puis parce que longtemps on persista dans cette idée fausse, de se passer de l'Église pour régler sa destinée. C'est une idée sur laquelle le gouvernement est revenu ; et voilà un progrès. » Mais le prélat expliquait que le projet tel quel ne suffisait pas : il relisait ses amendemens, il en développait la portée. Les adopter, ce ne serait pas encore faire une revision complète des lois, mais du moins pourrait-on, ainsi, arriver effectivement à la paix. Il ne faut pas considérer, déclarait-il en terminant, que l'État fait des concessions ; « ce sont des restitutions qu'il fait, car l'Église estime que les lois à modifier l'ont privée de droits imprescriptibles, et l'Église, reconnaissante pour ces restitutions, cède sur d'autres points à l'État. » Mgr Kopp, dès ce premier discours, se distinguait par cette façon, très adroite et très véridique, — adroite, parce que véridique, — de prendre pour point de départ les besoins de l'État, notoires pour tout pair de Prusse, pour tout citoyen de Prusse, et d'acheminer les

esprits à comprendre que les réparations dues à l'Église étaient, pour ces besoins, le remède nécessaire. Il ne donnait pas un cours de droit canon sur les prérogatives légitimes de l'Église, il parlait en homme d'État, qu'au fond de lui l'homme d'Église éclairait ; il disait, avec le ton d'un pair de Prusse, ce que, comme évêque, il avait à faire savoir ; et l'on comprenait que ce qu'il y avait, dans son discours, d'assurances et de promesses étaient, en quelque mesure, des messages de l'Église.

On fut un peu surpris, dans certains milieux catholiques, de cette originalité d'accent ; on devait bientôt s'y habituer, et l'admirer. Les nationaux-libéraux sentirent tout de suite le péril. Beseler repoussa tout le projet ; Miquel, plus modéré, déclara qu'il ne voulait reviser les lois que du jour où le Pape aurait, sans réserve, d'une façon effective et définitive, donné les ordres pour qu'à l'avenir les noms des curés fussent présentés à l'État. Le conservateur Kleist-Retzow, au contraire, était content de tout, et du projet, et des amendemens.

Puis Bismarck se leva. Il ne voulait pas dire, encore, qu'il acceptait les amendemens : il déclara, par deux fois, qu'il ne prenait pas la parole comme ministre. Il la prenait, et il la gardait longtemps, comme membre de la Chambre des Seigneurs : la précaution oratoire était ingénieuse, artificielle même, et laissait à Bismarck toute liberté pour le geste qu'il allait faire. « Les lois de Mai, proclama-t-il, ne sont nullement un palladium intangible de l'État prussien ; ce sont les progressistes qui font courir une telle idée, parce que, dans le conflit entre l'État et l'Église, ils sont le *tertius gaudens*. Si le Pape nous menaçait d'une armée de Français, ou d'une armée de Polonais, il pourrait être question de point d'honneur. » Mais silence aux progressistes ! Bismarck avait toujours observé que, dès qu'il avait raison, ces hommes-là l'attaquaient. Que voulait son roi ? C'était l'essentiel. Son roi voulait se rapprocher de ses sujets catholiques, — non pas leur rendre justice, car Bismarck refusait d'admettre qu'on leur eût jamais dénié justice, — mais leur tendre la main, pour la réconciliation. L'obstacle, c'étaient les lois de Mai : Bismarck retrouvait certains textes, dans ses discours de 1873 et 1875, pour rappeler qu'à aucun moment il n'avait considéré le *Culturkampf* comme une institution permanente, les lois de combat comme une base durable. Les manœuvres des partis (il visait ici le Centre et les progressistes) ayant

retardé son accord avec le Saint-Siège, il avait travaillé, par voie législative, à réaliser le désir de son roi. Étudiant les lois, il avait remarqué qu'il était advenu dans le *Culturkampf* ce qui arrive dans tous les combats : on avait occupé certaines portions de territoire ennemi qui étaient sans valeur. L'étonnant orateur, à cette minute où il allait battre en retraite devant un prêtre, employait ainsi des métaphores de soldat ; mais c'était, en lui, tout ce qui restait de belliqueux : des mots. Il énumérait les « dispositions sans valeur » qu'il s'agissait de rayer du Code ; il désignait, de son doigt dominateur et soumis, « une grande partie de celles qui avaient trait à l'éducation, à la nomination des prêtres, à la juridiction de l'État sur l'Église. »

Certains auditeurs se rappelaient le temps où Puttkamer, un ministre de pacification, pourtant, déclarait que les lois de Mai avaient irrévocablement fixé les frontières essentielles entre l'Église et l'État ; Bismarck, brutalement, allait saisir, une par une, la plupart des bornes frontières, et les reculer. On avait voulu mettre la bureaucratie civile en concurrence avec les supérieurs ecclésiastiques, y compris le Pape ; on n'y avait pas réussi ; tout cet effort de l'État avait eu quelque chose de vexatoire, d'irritant. Bismarck s'acharnait contre cette « duperie, » contre ce « *prôton pseudos,* » et pour en finir, il était prêt, personnellement, à faire un surcroît de concessions, celles que souhaitait Mgr Kopp. Le pourrait-il, officiellement ? il ne le savait pas encore ; « ce serait à voir ultérieurement, *cura posterior.* » Il maintenait sa stricte position d'orateur : il tenait, comme membre de la Chambre, des propos dont la conclusion logique eût été l'acceptation immédiate des amendemens Kopp ; mais comme ministre il se réservait. Il passait aux autres dispositions sans valeur, à celles qui concernaient l'éducation des prêtres. Il redisait, comme au temps du *Culturkampf,* que le clergé allemand était moins patriote que celui des autres pays ; mais par cela même, ajoutait-il, les tentatives de l'État pour s'occuper de son éducation étaient vouées à l'inefficacité. Étaient-elles bien utiles, d'ailleurs? On avait vu dans ces articles de loi des colonnes de l'État ; « c'est le nom dont souvent on décore le crépi d'un pan de mur qui n'est pas absolument nécessaire à l'existence nationale. » La Prusse, enfin, n'avait empiété sur la ligne de frontière de l'Église qu'en raison du péril polonais ; mais les lois qui allaient germaniser la Pologne seraient l'équivalent de plusieurs

des armes qu'on avait espéré trouver dans la législation de Mai.

Ainsi Bismarck justifiait-il le projet de loi : il déclarait l'avoir porté à la connaissance du Pape, sans promettre d'ailleurs de le modifier au gré de Rome.

Mon impression, affirmait-il, était que je trouverais chez le Pape Léon XIII plus de bienveillance et plus d'intérêt pour la consolidation de l'Empire et la prospérité de l'État prussien que je n'en ai trouvé parfois chez la majorité du *Reichstag*. Je tiens le Pape pour plus ami de l'Allemagne que le Centre. Le Pape est sage, modéré, ami de la paix, ni guelfe, ni polonais, ni progressiste, ni s'appuyant sur le socialisme. Il est libre, représente la libre Église catholique, le Centre représente l'Église catholique au service du parlementarisme et de la manipulation électorale. Je ne veux pas me trouver en face du parti Centre sans avoir donné d'abord aux catholiques prussiens l'assurance que je suis d'accord avec le Pape, l'autorité la plus haute de leur confession.

Sa décision, donc, était bien nette : il voulait que le vote final qui aurait lieu fût considéré, d'avance, par le Pape, comme un vote satisfaisant. Il expliquait, enfin, ce qu'il réclamait des Seigneurs et quelle liberté, d'autre part, il leur laissait. Il avait spontanément, sans exiger, en retour, aucunes concessions du Pape, déposé un projet; on avait parlé, depuis lors, de concessions réciproques possibles, à la suite desquelles le projet pourrait être enrichi et amendé. Il demandait aux Seigneurs d'accepter au moins ce projet-là : le refuser, disait-il, est impossible. Il les priait par surcroît de ne pas s'obstiner à dire que, puisque tel était le projet, ils repousseraient tous les amendemens; tout au contraire, insistait-il, il est tout à fait nécessaire au gouvernement d'entendre, sur ces amendemens, les opinions, avant de prendre lui-même sa décision. C'était une façon, discrète encore, d'obtenir un sourire des Seigneurs pour les amendemens Kopp. Il répétait, en finissant, qu'en tout temps il avait été dans ses intentions de reviser un jour les lois de Mai; et que, si Rome et Berlin négociaient à cet égard, ce serait avec loyauté, sincérité et confiance.

Il redit quelques mots en réponse à une remarque de Kleist-Retzow. Il laissa voir que son rêve était d'obtenir, pour le projet, les voix des conservateurs, des nationaux-libéraux et des conservateurs libres ; c'est avec ces trois partis, on se le rappelle, qu'il avait mené le *Culturkampf;* c'est avec eux, encore, que l'impérieux et souple chancelier prétendait y mettre un terme ; on

eût dit qu'il aspirait, allant à Canossa, à y mener avec lui les nationaux-libéraux eux-mêmes, à y traîner, jusqu'au dernier, tous les parlementaires qui avaient fait le *Culturkampf*. « Le *Culturkampf*, quel mot risible! ricanait un collaborateur des *Grenzboten*. Un bien grand mot pour ces petites choses, dont assurément la culture de l'humanité ne dépend pas! » Bismarck, non content de déserter le *Culturkampf*, le faisait bafouer.

Mgr Kopp, le lendemain 13 avril, reprenait la parole pour affirmer, à l'encontre de Miquel, la valeur des promesses que donnait la note papale du 4 avril, et pour garantir la véracité du Vatican. « Le Saint-Siège a mieux fait qu'apposer son sceau sur sa promesse, déclarait l'évêque; il l'a mis dans la main du chancelier. » Il sollicitait discrètement les regards de ses auditeurs sur un pays voisin, où l'État donnait des entorses au Concordat, et où le Saint-Siège, pourtant, se considérait comme lié par ce pacte vénérable. Quelques nationaux-libéraux exaspérés renouvelèrent contre l'Église de Rome les assauts d'autrefois. Mais leurs longues invectives n'avaient plus qu'un médiocre écho. Elles pouvaient, assurément, réchauffer quelques haines; mais Bismarck, à l'avance, avait mis le Pape à l'abri de ces haines. Il leur offrait une proie : le Centre. « Les interprètes des intentions papales, observait-il, ne sont pas les publicistes de la *Germania*, mais les membres épiscopaux du *Landtag*. La *Germania* veut la brouille, le Pape veut la paix : ils sont à mille lieues l'un de l'autre. » Sans réclamer formellement le vote des amendemens Kopp, il laissait penser aux Seigneurs qu'en les agréant, ils se mettraient aux antipodes du Centre; et c'est ainsi que les Seigneurs, le 13 avril, acceptèrent, d'un bloc, le projet de Bismarck et les corrections épiscopales, présentées, ou peu s'en fallait, comme des corrections papales. A l'issue de ce vote, Léon XIII apparaissait vainqueur, et l'on parlait de Windthorst comme d'un homme mort.

IV

Bismarck, avant de paraître devant l'autre Chambre du *Landtag*, voulut avoir de Rome des « concessions effectives. » Se plaçant sur le terrain même qu'avait défini le Saint-Siège, il fit savoir à Jacobini, le 23 avril, que la Prusse promettait de

reviser ultérieurement, d'une façon plus complète, les lois de Mai. Cela devait suffire à Léon XIII, pour l'instant.

Deux jours plus tôt le Pape disait à quatre députés du Centre :

Ayez confiance dans l'action du Saint-Siège. J'ai suivi avec attention le cours des événemens dans votre patrie, et j'ai fait pour elle tout ce qui était en moi. Mais tout ne peut se faire en un moment. L'amélioration lente et progressive est dans la nature des choses humaines, spécialement dans votre patrie, où n'existe pas l'unité de foi, et où il faut nécessairement traiter avec le protestantisme, qui est, dans son essence, adversaire du catholicisme.

Des âmes que de longues années de vexations et de luttes avaient habituées à épier sans cesse, pour le déjouer, le mauvais vouloir de Bismarck, étaient naturellement peu enclines à croire rapidement à son bon vouloir : militantes et belliqueuses aux heures où cette attitude convenait, il fallait désormais, pour achever l'accord préparé par leurs luttes, qu'elles devinssent plus douces, plus patiemment confiantes, plus pacifiques. Ce n'était pas sur le sol d'Allemagne, où fermentaient encore les souvenirs et les passions du *Culturkampf*, qu'elles pouvaient aisément parvenir à cette suprême victoire sur elles-mêmes, à laquelle devait succéder la victoire finale du Pape; mais quand Léon XIII les avait sous son regard, quand il les enveloppait de son geste bénissant, il s'attachait à les apaiser, à leur faire discerner le possible et l'impossible, l'évitable et l'inévitable.

Au moment même où le Pape parlait ainsi, Windthorst écrivait de Hanovre à la femme de son ami Klopp : « Les luttes religieuses ne sont pas encore à leur fin. On attache trop grand prix à ce qui a été obtenu jusqu'ici. » Mais, quel que fût l'émoi des hommes du Centre, il y avait une concession que Léon XIII, lié par ses promesses mêmes, ne pouvait plus faire attendre à Bismarck. Puisque le chancelier s'engageait à mettre à l'étude, incessamment, une revision plus complète des lois de Mai, Léon XIII devait inviter les évêques à présenter au pouvoir civil, sans délai, les noms des curés, pour les cures actuellement vacantes. Cette décision, dès le 25 avril, fut communiquée à Schloezer; le nonce Di Pietro, le 26, la transmit aux évêques. « Sans délai, » insistait le nonce, dans une nouvelle lettre du 28 avril; l'ordre était formel, et presque impatient. Quelques semaines dès lors allaient suffire pour que tous les presbytères déserts eussent enfin des occupans. « *Wunderbar !* s'écriait dans

une lettre le comte Alexandre Keyserling. Bismarck a réussi à se mettre en rapports cordiaux avec Léon XIII. Quel prodige! »

C'est sous l'impression de ce « prodige » que les débats s'engagèrent dans la seconde Chambre du *Landtag*. Gneist, au nom des nationaux-libéraux, demanda le renvoi du projet à une commission. Sur les bancs conservateurs, on repoussa l'atermoiement : on voulait, tout de suite, voter. De même, sur les bancs du Centre : Windthorst, très digne, ne fit entendre que de courtes phrases; elles signifiaient que le Centre, respectueux des décisions de Rome, y conformerait ses votes. Le national-libéral Cuny chicana, fit observer que l'autorisation enfin donnée par le Pape s'appliquait seulement aux « cures présentement vacantes. » Alors Bismarck se leva pour défendre Léon XIII. « Dans le Pape régnant j'ai confiance, » affirma-t-il tout de suite. Des paragraphes législatifs, c'était, à l'entendre, fort peu de chose, rien de plus que « des lettres mortes, des récipiens, susceptibles de se remplir de lait ou de venin : » l'essentiel, c'était qu'il y eût de la bonne volonté, entre les deux parties que ces paragraphes rapprocheraient. Bismarck redemandait aux esprits de redevenir pacifiques : cela valait mieux, que de chercher entre l'Église et l'État une formule de frontière, idéale, introuvable. En passant, il attaquait les progressistes, insinuant que l'achèvement du *Culturkampf* serait pour eux une mauvaise affaire; et puis il proclamait qu'il comptait sur ses compatriotes catholiques, « pour élever un temple de paix sur les ruines des lois de Mai. » Il pouvait affirmer que ce qu'on démolissait aujourd'hui n'avait pas de valeur. Il parlait, en homme qui la connaissait dans tous les coins, de cette bâtisse qu'il allait mettre à bas. Il indiquait même que si plus tard on voulait en réédifier une du même genre, il faudrait que les lois eussent une « allure plus politique, moins juridique : » c'était une critique implicite à son ancien collaborateur Falk, et l'on ne pouvait trouver étonnant qu'un architecte qui allait démolir son œuvre, parce que manquée, rejetât sur le maître-maçon la responsabilité de l'échec. Bismarck insista pour que sans polémique le *Landtag* votât.

« En somme, vous capitulez, lui signifia brutalement le progressiste Richter; toute votre habileté n'a guère consisté qu'à accabler le Pape de flatteries et à rabaisser le Centre pour le brouiller avec Rome. — Et vous, riposta Bismarck, vous êtes le

flatteur de Windthorst, son vassal, et vous regardez le *Culturkampf* disparaître comme le tanneur regarde les peaux s'en aller au courant de l'eau. » D'autres insolences s'échangèrent ; Bismarck était en train, tout heureux que le Centre, parce que Léon XIII le voulait, acceptât enfin les articles de loi que l'État prussien voulait. Plusieurs de ces articles ne pourraient devenir exécutoires en Pologne que par arrêté spécial du gouvernement royal : les Polonais supplièrent que ces mesures d'exception fussent supprimées. Si l'on vous exauçait, signifia Gossler, toute la loi serait en péril. Ils furent à peu près seuls pour voter leur motion ; le Centre, pour la première fois depuis 1870, n'acquiesçait pas à une revendication religieuse des Polonais.

Ces Polonais, ces progressistes, ces gens du Centre, se trouvaient, non plus coalisés, mais isolés les uns des autres, et mécontens les uns des autres ; la presse polonaise attaquait Windthorst. Bismarck planait, rayonnant, sur tous ces émiettemens ; on le voyait tout jovial, mais la jovialité, pourtant, semblait un peu voulue. Elle était troublée, d'abord, par la santé de son fils, qui depuis trois jours avait le délire, et puis elle se rembrunit, soudainement, — et pour une seconde le visage se crispa, — lorsque le député Seyffarth cita ce vers du Tasse : « Qui ne trouverait pas son maître au Vatican ? » Mais Bismarck, qu'il fût ou non maîtrisé par le Vatican, maîtrisait, lui, le *Landtag*, et cette sensation dominatrice ravivait sa bonne humeur. Il faisait voter, avec une allure de dompteur parlementaire, une loi de capitulation. Il espérait qu'à l'avenir tous les partis d'opposition, que cavalièrement il qualifiait d'« hostiles à l'État, » se tiendraient plus tranquilles. Gossler vint dire en substance : Nous sommes contens des évêques ; les lettres par lesquelles ils soumettent aux présidens supérieurs les noms des curés, sont aussi correctes de forme que si je les avais rédigées moi-même. Le *Landtag* se tint pour satisfait : le 10 mai, la loi fut acceptée par 259 voix contre 109.

V

Bismarck était vainqueur, mais une partie de la presse le disait vaincu. « C'est la victoire de Rome sur toute la ligne, » criait la *Gazette de Berlin*. « Il vaudrait mieux n'avoir jamais commencé le combat, » insistait le *Journal de Berlin*. Sur une

caricature des enfans jouaient entre eux ; parmi eux, Léon XIII ; et Bismarck survenait, avec un gros cadeau : c'était une collection d'articles des lois de Mai. « Pour qui le gros morceau? demandait le Pape. — Pour toi, mon chéri. » Et le Pape, avec une moue : « Ah! si peu ! » On considérait Léon XIII comme devant être insatiable; on avait peur.

Le publiciste Constantin Roessler, auxiliaire assidu des vieilles campagnes bismarckiennes contre l'Église, emplissait de sa mélancolie les *Annales prussiennes*. Roessler rappelait le début du *Culturkampf*, l'admiration confiante qui s'attachait alors à Bismarck. Napoléon n'avait pas su triompher de Rome ; on espérait, en 1871, que Bismarck saurait. L'espoir était déçu, et Roessler sentait un gémissement courir sur les lèvres allemandes. « C'est donc Rome, disaient-elles, qui a frappé Bismarck au talon d'Achille. » La politique sociale, la politique coloniale, ménageraient peut-être au chancelier des victoires nouvelles; mais aucune, si l'on en croyait Roessler, ne pourrait « faire oublier la sombre défaite du *Culturkampf*. » D'ailleurs, ce morose article, qui commençait par le procès du chancelier, finissait par le procès de l'Église évangélique : était-elle capable, demandait Roessler, de propager l'Évangile dans les terres que le *Culturkampf* ravageait, et d'achever ainsi la ruine du romanisme? Et Constantin Roessler répondait non, un non très amer. L'Église catholique avait su résister, et l'Église protestante ne savait plus s'épanouir : voilà pourquoi le *Culturkampf* ne pouvait réussir. Mais cela, était-ce la faute du chancelier? « Avec le protestantisme tel que Bismarck le trouva, confessait Constantin Roessler, Bismarck ne pouvait pas supprimer le romanisme du sol allemand. » Et Roessler finissait par excuser Bismarck, avec lequel il avait espéré vaincre l'Église, avec lequel il était vaincu.

Mais ce protestantisme dont Constantin Roessler dénonçait l'assoupissement allait à son tour se réveiller, et s'essayer à crier à Bismarck : Halte-là ! Dès 1885, certains milieux évangéliques s'étaient laissé mettre en émoi par les symptômes de paix; on avait vu le professeur Tschackert fouiller les encycliques de Léon XIII, « élève des Jésuites, » y relever les jugemens du Pape sur la Réforme et conclure que personne n'avait jamais aussi odieusement calomnié l'Église évangélique; on avait entendu, au Congrès de l'association Gustave-Adolphe, certaines

invectives qui appelaient sur Rome, et sur les protestans pactisant avec Rome, la « colère de Luther. » Insouciance ou bien audace, Bismarck avait continué de pactiser, et les protestans de s'alarmer. « Depuis la guerre de Trente Ans, observait la *Gazette Rhénane et Westphalienne*, jamais ne régna pareille hostilité entre protestans et catholiques. » Alors le professeur Beyschlag, en mai 1886, faisait déclarer par un congrès protestant que l'État n'avait pas le droit d'oublier la Réforme, l'Église évangélique, racines essentielles de sa force morale ; et le 28 de ce même mois de mai, — de ce mois dont le nom seul, naguère, rappelait aux « Romains » de funestes attaques, — un comité, suscité par ce même professeur, se réunissait à Halle pour aviser à la défensive de l'État contre Rome. On ne travaillait pas en cachette ; on ne ménageait à Bismarck aucune surprise traîtresse ; on le prévenait. La grande-duchesse de Saxe-Weimar, marraine spirituelle de cette *Ligue Évangélique* qu'on allait fonder, informait correctement la chancellerie de l'Empire. La *Ligue* allait, à l'automne, tenir à Erfurt une assemblée ; elle projetait la publication contre Rome d'une longue série de « tracts, » qui, aujourd'hui même, se prolonge encore ; et pour l'instant, dans une correspondance qu'elle expédiait aux feuilles protestantes, elle incriminait vivement la politique ecclésiastique du chancelier, « coupable, disait-elle, d'appliquer un mode de calcul politique dans le règlement des questions d'Église, de questions qui ne sont pas de ce monde. »

VI

Tous ces échos de Prusse arrivaient au Vatican. Ni ceux qui gémissaient sur la défaite de l'État, ni ceux qui souriaient à l'amitié nouvelle du Saint-Siège et de Bismarck n'étaient de nature à déplaire à Léon XIII. En revanche, une lettre de l'archevêque Krementz, datée du 6 mai, écrite au nom de tous les évêques de Prusse, lui disait leur inquiétude commune, et le questionnait sur la portée des concessions papales. Pour que le gouvernement exerçât son droit de *veto*, faudrait-il que les faits allégués contre un prêtre fussent pleinement prouvés, ou bien, seulement, considérés par le pouvoir civil comme acquis ? L'épiscopat craignait que les prêtres les plus zélés ne fussent exclus des cures, en punition, par exemple, de leur rigorisme

à l'endroit des mariages mixtes, ou de leur ardeur dans les luttes électorales. Jacobini, dès le 21 mai, répondit au nom du Pape : la concession papale, déclarait-il, ne vise que la collation des cures proprement dites ; le gouvernement ne peut opposer son *veto* que pour des raisons d'ordre public appuyées sur des faits dont c'est à lui d'établir la preuve ; durant les discussions, un administrateur provisoire de la cure doit être nommé librement par l'évêque. Krementz avait demandé qu'en cas de conflit l'évêque n'eût pas à céder, mais que le métropolitain, ou bien un évêque voisin, tranchât le différend ; Jacobini, demeurant dans des termes plus vagues, invitait les évêques à ne pas proposer de candidats qui fussent, pour des raisons légitimes, notoirement déplaisans au gouvernement ; il exprimait l'espoir que l'État, de son côté, n'abuserait pas de son droit : en cas de conflit insoluble, on recourrait au Saint-Siège. Cette réponse de Jacobini, visant des évêques qui semblaient crier : Méfions-nous, voulait dire au contraire : Confiance. Le Pape est là ! Certain bruit de presse avait couru, d'après lequel les évêques se proposaient de demander au gouvernement le rappel des ordres. Jacobini défendait très nettement qu'une pareille démarche fût faite sans l'avis du Saint-Siège, qui, disait-il, « a traité avec le gouvernement de l'abrogation des autres lois. » Il exprimait enfin l'espoir qu'on n'opposerait pas d'entraves à l'exécution de cette loi nouvelle, d'où l'on pouvait « attendre de sérieux avantages. »

Entre toutes les lignes de sa lettre, on devinait cette idée, que l'Église de Prusse devait faire crédit à Bismarck, comme inversement, quelques semaines plus tôt, le *Landtag*, docile au chancelier, avait fait crédit au Pape. Bismarck et Léon XIII, affectant l'un dans l'autre une certaine confiance, demandaient, l'un à son *Landtag*, l'autre à son épiscopat, de la partager.

Deux actes nouveaux, en juin, confirmèrent la volonté papale. Ce fut d'abord, le 12 juin, une circulaire du nonce Di Pietro : l'obligation de présenter les noms des curés, reconnue, le 26 avril précédent, pour la collation des cures antérieurement vacantes, était, pour l'avenir, définitivement acceptée ; ainsi Léon XIII, fidèle à sa promesse, remerciait-il Bismarck de préparer, dès maintenant, une revision complémentaire des lois de Mai. Puis, le 16 juin, en présence des exigences de la bureaucratie prussienne, Jacobini faisait savoir à Krementz qu'il

fallait, en pratique, pour chaque cure vacante, présenter un nom, et qu'il espérait que tout cela se passerait amicalement et pacifiquement. Les instructions romaines étaient sans réticence et ne comportaient pas qu'on biaisât. Jacobini, trois jours après, transmettait aux évêques un cadeau de Bismarck : les clercs qui avaient étudié à Innsbruck ou à Rome pourraient désormais exercer le ministère en Prusse, si les évêques formulaient pour eux une demande de dispense. Jacobini invitait les évêques à se plier à cette formalité. Enfin, le 26 juillet, apprenant qu'ils allaient se réunir à Fulda, il leur prodiguait, dans une longue lettre, les bons et fermes conseils : il fallait qu'ils fussent coulans dans l'interprétation de la loi, qu'ils se missent bien d'accord, qu'en cas de difficulté ils recourussent au Saint-Siège, et que, soucieux de mettre en valeur les avantages de la loi, ils s'occupassent, bientôt, de rouvrir les séminaires. Léon XIII et Bismarck avaient, tous deux ensemble, créé un état de choses légal qui marquait pour l'Église un progrès. Léon XIII souhaitait que l'épiscopat, au lieu de s'attarder dans une méfiance languissante, profitât avec bonne humeur des libertés recouvrées. C'est à quoi visaient tous ces documens romains par lesquels, de quinzaine en quinzaine, les évêques d'Allemagne étaient encouragés, rassurés, éperonnés; et la réouverture immédiate de plusieurs grands séminaires montra bientôt, au grand déplaisir du professeur Kraus et du prince de Hohenlohe, que ces documens ne demeuraient pas infructueux.

VII

Rome ne voulait pas, d'ailleurs, achever la paix sans les évêques; et Jacobini, dans cette même lettre du 26 juillet, invitait la réunion épiscopale de Fulda à émettre des vœux au sujet de la seconde revision des lois de Mai. Les évêques conférèrent, et, le 12 août, écrivirent une longue lettre à Léon XIII. Ils étaient toujours anxieux, ils ne le pouvaient taire. Ils regardaient le passé de la Prusse, l'expérience des régions voisines : que l'État désormais pût s'immiscer dans une nomination de curé, cela leur faisait peur. Ils craignaient que les prêtres les plus orthodoxes, les plus fidèles à défendre l'Église, ne fussent ainsi mis de côté, que d'autres ne fussent encouragés à l'intrigue, que le respect des populations pour les curés ne diminuât. Ils comptaient que

Léon XIII parviendrait à atténuer ces inconvéniens. On les sentait respectueusement mécontens.

Ils avaient un dessein, aussi, dans la longue phrase où ils célébraient la dextérité, le courage et la constance du Centre, et où ils affirmaient que ce parti, appuyé sur l'autorité du Pape, continuerait à défendre les droits de l'Église. A côté de la presse bismarckienne, qui ricanait sur le Centre mis en disponibilité, ils avaient l'évident souci de rappeler à la mémoire de Léon XIII que le Centre était à sa disposition. Ensuite les évêques formulaient leurs vœux pour la prochaine besogne législative. Ils demandaient que tous les évêques, même ceux qui avaient, dans leurs diocèses, des facultés de théologie, pussent établir des séminaires; qu'on y pût élever des clercs étrangers au diocèse, et confier l'enseignement à des professeurs qui avaient fait leurs études hors d'Allemagne. Quant à leurs autres vœux, qu'ils détaillaient, ils se résumaient en un seul : l'abrogation de toutes les lois de 1873, 1874, 1875 et 1876, hormis celle sur l'administration des biens d'Église, dont ils ambitionnaient, simplement, une modification radicale; ils insistaient pour que la Prusse se rouvrît aux ordres religieux, et pour que les congrégations de femmes recouvrassent le droit d'enseigner. Léon XIII savait, désormais, toute l'étendue de leurs revendications.

« Gardez ferme votre enthousiasme, criait de son côté Windthorst aux congressistes catholiques de Breslau, agissez en conséquence, et ne nous laissez pas en plant si nous avançons. » Il les appelait à une action électorale en faveur du rappel des ordres religieux, de tous les ordres, insistait-il. Il reconnaissait que « grâce aux efforts du Pape, grâce au cœur paternel de l'Empereur, un pas s'était accompli, et que, pour être corrects envers le Pape, corrects envers l'Empereur, les catholiques devaient le proclamer hautement. » Mais il ajoutait sur un ton de défi : « Il y a des gens qui m'ont dit que maintenant nous pourrions bien nous taire. Cette recommandation est inutile jusqu'au rétablissement de l'état de choses antérieur au *Culturkampf*. » Pendant que les diplomaties travaillaient, et que de leurs pourparlers des projets de loi résultaient, Windthorst adjurait les catholiques de ne pas se reposer, mais de prier et d'agir.

Il leur indiquait, aussi, un but vers lequel se portait toujours la pensée de Léon XIII : c'était le rétablissement des garanties temporelles nécessaires à la liberté spirituelle du

Pontificat. Windthorst redisait que les États de l'Église étaient la propriété du monde catholique, que les fidèles avaient droit à une complète indépendance du Pape, et il ajoutait : « Je suis convaincu que la sagesse de Léon XIII et la puissance de notre Empereur trouveront une solution ; jusqu'à ce que ce but soit atteint, il faut que nous répétions chaque année notre cri pour le pouvoir temporel. Il faut nous adresser aux autres nations catholiques, afin qu'elles fassent la même demande. »

La première manifestation qu'avait faite, au début du nouvel Empire, le Centre du *Reichstag*, avait été, l'on s'en souvient peut-être, une revendication fort discrète des droits du Pape, récemment détrôné : Antonelli, avant d'être pleinement informé, avait été tout près de la trouver inopportune, et Bismarck, lui, ne l'avait pas pardonnée. En 1886, Windthorst, chef du Centre, traçant le plan d'une mobilisation catholique internationale pour les droits du Pape, laissait tomber de ses lèvres certaines phrases qui semblaient escompter une action politique de l'Allemagne. Elles ne pouvaient, assurément, être désagréables à Léon XIII, puisqu'elles renvoyaient à ses oreilles l'écho de ses propres rêves, et quant à Bismarck, il ne lui déplaisait pas, au point de vue de sa politique intérieure, que les catholiques de Prusse fussent amenés à porter leurs regards au delà des Alpes ; il ne lui déplaisait pas, surtout, au point de vue de sa politique extérieure, que Léon XIII attendît beaucoup de l'Allemagne, et que l'Italie, facile à s'effaroucher, se sentant mal à l'aise, encore, dans son installation nouvelle, fût accessible à certaines peurs, garantes de sa future docilité.

VIII

Léon XIII, à cette époque, attendait beaucoup de l'Allemagne, et Windthorst n'était pas sans le deviner. Plus attaché alors au principe monarchique qu'il ne le fut dans la suite, Léon XIII voyait dans Guillaume Ier le défenseur de ce principe en Europe, le souverain très écouté, qu'une certaine logique pourrait peut-être amener un jour à reparler à l'Italie du pouvoir temporel. Les diplomates qui avaient audience au Vatican regardaient l'imagination papale prendre essor. Les inquiétudes françaises s'éveillaient ; Victor Cherbuliez, ici même, les traduisait, les commentait, et les acheminait, aussi, vers certaines conclusions

amères, au sujet de la politique religieuse que suivait le gouvernement de la République. En Allemagne d'autres inquiétudes faisaient écho : elles grondaient dans les bureaux des feuilles du Centre; elles s'agitaient, à voix sourde, contre les impulsions de Léon XIII. La *Feuille populaire de Westphalie*, organe catholique, invitait les autres journaux du parti, en termes très soucieusement mesurés, à témoigner à l'égard des démarches pacificatrices du gouvernement, non point une méfiance réputée salutaire, mais une confiance vigilante : des publicistes qui depuis quinze ans étaient sur la brèche avaient quelque peine à comprendre cette nouveauté de nuance, et à s'y prêter. Des propos non démentis, que, d'après l'officieuse *Gazette générale de l'Allemagne du Nord*, Léon XIII avait tenus au nouvel évêque de Limburg, traçaient un programme qui répondait pleinement au tempérament très pacifique, très généreusement cordial, du nouveau prélat, mais pour lequel, inversement, la presse militante devait avoir peu de goût.

Vous êtes un évêque allemand, disait Léon XIII au prélat; en Allemagne, vous vivez parmi des protestans; vous êtes amené à de plus proches rapports avec eux. Vous avez donc doublement l'obligation d'exercer votre charge dans un esprit de charité, de cordialité, de circonspection, de douceur, de bienveillance pour tous. Vous veillerez à ce que votre clergé se tienne loin des disputes et des querelles... Ayez aussi de bons rapports avec les autorités royales : de bons rapports personnels ne sont pas tout, mais c'est toujours quelque chose. J'espère avoir bientôt des renseignemens propres à nous conduire à une entente complète, et c'est la tâche commune du Pape et des évêques, dans la mesure où le gouvernement montre de la bonne volonté, de reconnaître cette bonne volonté, et de savoir à propos l'affermir.

Mais à côté des évêques ainsi sermonnés, la presse se tenait debout, habituée à la lutte, et toute disposée, parfois, à tourner contre les représentans de la modération, c'est-à-dire contre les chefs de l'Église, cette impétuosité d'assaut qu'elle ne pouvait plus diriger contre Bismarck. Si l'on en croyait la *Feuille populaire de Düsseldorf*, il y avait au moins un prélat qui, à force de reconnaître et de vouloir affermir la bonne volonté de Bismarck, avait trahi l'Église : c'était Mgr Kopp, évêque de Fulda. Cette *Feuille populaire* fit école; et d'un bout à l'autre de la Prusse, plusieurs organes de moyenne importance accréditèrent une nouvelle d'après laquelle la Prusse, avec la complicité de

l'évêque, en vertu d'un pacte spécial avec lui, s'était immiscée, à Fulda, dans l'éducation du clergé.

On ajoutait que l'évêque de Fulda, facilitant à l'État de nouveaux empiétemens, préconisait l'établissement d'un régime dans lequel l'ouverture de toute maison congréganiste serait subordonnée à l'agrément du pouvoir civil. De son côté, la presse libérale, heureuse de cette belle querelle, prêtait à Mgr Kopp, en lui en faisant honneur, certains propos malveillans sur le Centre et sur Windthorst. Il y avait des catholiques, tout prêts à en admettre l'authenticité ; de plus belle, ils s'échauffaient; et c'était encore, à les entendre, la faute de cet évêque si, dans un district hessois, le candidat du Centre au *Landtag* de Hesse venait d'échouer, battu par un protestant conservateur. Chaque jour s'allongeait, dans les journaux libéraux, la liste de ses mérites; certains journaux catholiques n'avaient qu'à recopier pour allonger, chaque jour, la liste de ses méfaits; on les voyait recopier avec acharnement, et ramasser ainsi des armes chez l'ennemi contre l'évêque qui avait la confiance du Pape. Mgr Kopp se défendit; la *Germania,* organe berlinois du Centre, accepta courtoisement une partie de ses explications et fit, sur les autres, quelques réserves importunes. Rome intervint et pacifia les querelles ; il était temps. Par une lettre du 4 décembre 1886, Jacobini justifia Mgr Kopp de ces reproches, que le cardinal qualifiait d'inventions, et le remercia de son activité pour la liberté de l'Église et le rétablissement de ses droits.

Il n'eût pas fallu beaucoup d'incidens de ce genre pour mettre en péril la concorde entre l'épiscopat et l'opinion catholique: quelques journalistes avaient réussi, plusieurs semaines durant, à soulever, contre l'évêque qui passait légitimement à Berlin pour l'interprète officieux de Léon XIII, les suspicions du peuple catholique allemand. Cette concorde tant admirée, si souvent célébrée par les documens pontificaux, glorieusement manifestée par les longues années de combat, était menacée par les préparatifs de paix ; et l'on pouvait se demander si l'Église de Prusse, si cohérente, si vigoureusement unie du temps où elle luttait, allait se diviser contre elle-même, avant de désarmer. La presse bismarckienne déployait toute sorte d'adresses pour achever de conquérir Rome: on parlait de certains mouvemens de l'opinion laïque, qui s'insurgeaient en Pologne contre les désirs pontificaux et qui, peu à peu, se répercutaient ailleurs.

Léon XIII, sans s'exagérer le péril, sut le mesurer; il avait hâte, désormais, d'une paix définitive avec l'État, pour que dès le lendemain de cette paix l'Église se retrouvât une, dans l'obéissance et dans l'apostolat. Windthorst, toujours défiant de Bismarck, exprimait au nonce Di Pietro sa crainte que la Prusse ne fît attendre le projet de loi promis; mais le Vatican avait des assurances formelles, et il y croyait.

Un retard cependant allait surgir, et puis, avec ce retard, des complications nouvelles. A la fin de 1886, Bismarck n'avait pas le temps de songer aux prêtres; c'était aux soldats qu'il songeait; et toute affaire cessante, il allait se tourner vers Léon XIII pour que la Papauté, de tout le poids dont désormais elle pesait en Allemagne, fît pression sur le Centre, et pour qu'elle l'induisît à fortifier la puissance militaire de l'Empire.

IX

Bismarck voulait que le *Reichstag*, pour sept années, augmentât le contingent militaire et, d'avance, votât les crédits. Le 25 novembre 1886, le projet fut déposé. En 1874, en 1880, les deux premiers septennats avaient été votés malgré Windthorst; le Centre, par scrupule constitutionnel, s'était toujours refusé à engager pour sept ans la signature du peuple allemand. Mais pour qu'aujourd'hui dans le *Reichstag* le troisième septennat trouvât une majorité, il fallait que Windthorst s'y rallîât. La fraction du Centre sentit sa responsabilité: elle tint séance, dès les derniers jours de novembre, pour examiner la situation. Le surcroît d'obligations militaires, le surcroît de charges financières, dont les populations allemandes étaient menacées, provoquait dans les masses une émotion très vive : le Centre la connaissait, il la partageait; et Windthorst, le 29 novembre, écrivant au nonce de Munich, déclara n'avoir pas encore trouvé le terrain de conciliation qui pût favoriser l'accord entre le Centre et le gouvernement. Le public parlait de certains marchés : une caricature montrait Bismarck et Windthorst échangeant leurs cartes, et le chef du Centre disant au chancelier : Pour un Jésuite, je vous donnerai trois soldats. Le caricaturiste était mal informé : ce n'était point avec Windthorst que Bismarck négociait: c'était avec le Pape, par-dessus Windthorst. La santé du cardinal Jacobini, qui devait mourir peu de semaines après,

s'affaiblissait de jour en jour : le futur cardinal Galimberti, devenu en juillet 1886 secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires, accueillait volontiers les visites de Schloezer, et commençait à faire pencher Léon XIII vers de graves décisions.

Le 5 décembre, Di Pietro, en remerciant Windthorst pour ses renseignemens, lui fit savoir confidentiellement (*in allem Geheimniss*) que le Saint-Siège désirait que le Centre se montrât bienveillant (*wohlwollend*) à l'endroit du projet bismarckien. Windthorst alors travailla pour que ses collègues consentissent aux augmentations d'effectif et de crédits militaires réclamées par Bismarck, mais seulement pour une période de trois années : il parvint à les y décider, et le 23 décembre, il faisait part à Di Pietro de cette détermination conciliante, en ajoutant qu'à son vif regret Bismarck n'était pas encore content.

Cette demi-mesure, en effet, paraissait insuffisante à Bismarck, et sans doute le fit-il savoir au Saint-Siège; car le 2 janvier, Di Pietro transmettait à Franckenstein une communication de Rome, invitant Franckenstein et Windthorst, pour de « graves motifs, » à faire voter la loi de septennat (1). Le lendemain matin, des instructions plus détaillées, signées du cardinal Jacobini, mais préparées par l'adroite plume de Galimberti, parvenaient à Di Pietro. Elles portaient qu'en favorisant « de toutes les façons possibles » le vote du septennat, les membres du Centre feraient un grand plaisir à Rome ; qu'ils serviraient la cause des catholiques, en induisant ainsi le gouvernement de l'Empire à des dispositions de plus en plus propices ; qu'ils accéléreraient l'avènement d'une paix religieuse complète ; qu'ils écarteraient enfin le péril d'une guerre, et qu'ils mériteraient immensément, et de la patrie, et de l'humanité, et de toute l'Europe. Di Pietro n'avait pas mission de transmettre au parti du Centre le document pontifical : le secrétaire d'État « confiait ces considérations au tact et à la perspicacité » du nonce, et le chargeait d'en user « vis-à-vis des personnes qui pouvaient entrer en ligne de compte. »

(1 Le P. Fäh, qui profita, pour son étude sur Franckenstein, des archives du château d'Ullstadt, laisse comprendre par la trame même de son récit (*Stimmen aus Maria Laach*, XL, p. 148) que ce fut quelques semaines avant Noël 1886 que parvinrent à Franckenstein les premières indications du nonce; et la date du 5 décembre est donnée par le P. Pfülf, *Aus Windthorsts Korrespondenz*, p. 72. Nous sommes fondés à croire que cette date n'a rien d'arbitraire : des documens qui l'élèvent au-dessus de toute contestation paraîtront peut-être un jour.

Sans communiquer à Franckenstein la lettre même de Jacobini, le nonce, le 4 janvier, lui expédiait à Berlin ces simples lignes : « Le Saint-Siège désire que le Centre vote le septennat, attendu qu'on lui a donné l'assurance d'une revision totale des lois de Mai, et que le projet de cette revision sera soumis à la prochaine session du *Landtag*. » Franckenstein était prié d'informer Windthorst et de faire de cette communication un « usage discret. »

La commission qui examinait le projet de septennat se réunit le 5 janvier pour la seconde lecture. Elle comprenait plusieurs membres du Centre. Ils furent mis au courant des désirs de Rome. Ils continuèrent, néanmoins, de demeurer hostiles au septennat : le vote fut pour Bismarck un échec.

Il paraît impossible d'admettre que, durant les neuf jours qui s'écoulèrent entre le 5 et le 14, le gros du Centre ait continué d'ignorer les indications romaines, dont la presse bismarckienne, d'ailleurs, ne se gênait point pour parler à demi-mot. A coup sûr, les membres du Centre appartenant à la commission ne les ébruitèrent pas dans le public. Mais faut-il conclure qu'ils laissèrent la fraction s'engager derrière eux, qu'ils la laissèrent, le 10 janvier, décider à une grosse majorité de voter contre le septennat, sans la prévenir en aucune façon des mécontentemens qu'à Rome elle risquait d'éveiller? Quoi qu'on pense de ce délicat problème, délicat comme tous ceux qui induisent à sonder la conscience même des partis, un fait est certain : c'est que le Centre, sans se targuer d'accomplir un acte d'indépendance, et sans même paraître savoir qu'il en accomplissait un, vota, le 14 janvier, dans un sens contraire à celui qu'avait marqué Léon XIII : en seconde lecture, au *Reichstag*, la coalition du Centre et des progressistes consentit pour trois ans seulement, et non pour sept, les soldats et les crédits que réclamait Bismarck. Le chancelier, alors, demanda la parole; et les députés de l'Empire apprirent que le Parlement de l'Empire était dissous.

Deux jours plus tard, dans une lettre à Di Pietro, Franckenstein s'expliquait au sujet de ce vote. Il remontrait qu'en demandant des instructions au Pape pour des lois qui n'avaient rien à faire avec les intérêts de l'Église, le Centre s'exposerait à des malheurs et pourrait entraîner pour le Saint-Siège de bien graves désagrémens; et questionnant Léon XIII, Franckenstein

ajoutait : « Si le Pape juge que le Centre n'a plus raison de subsister, que le Pape daigne le dire : en ce cas, la majorité de mes collègues et moi refuserions tout mandat. »

Jacobini répondit le 21 janvier : sa lettre était adressée à Di Pietro, mais le cardinal stipulait qu'elle devait être communiquée à Franckenstein et, par lui, aux députés du Centre. Il rendait hommage aux services de ce parti. L'action parlementaire des catholiques lui paraissait toujours nécessaire, et cela pour trois raisons : d'abord, pour achever l'abrogation des lois de Mai et surveiller l'exécution des lois qui les remplaçaient; puis pour faire face aux éventuelles persécutions, toujours possibles, disait Jacobini, « dans une nation mixte où le protestantisme est considéré comme religion d'État; » enfin pour défendre à l'occasion, vis-à-vis des pouvoirs publics, les vœux des fidèles en faveur de l'indépendance temporelle du Pape. Le cardinal secrétaire déclarait qu'à Rome on avait toujours laissé au Centre, considéré comme parti politique, une pleine liberté d'action. D'après lui, c'était pour des raisons d'ordre religieux et moral que le Pape avait désiré le vote du septennat; elles se groupaient sous trois chefs : il s'agissait, d'abord, de hâter et d'étendre la revision des lois de Mai; puis d'enchaîner la Prusse au Saint-Siège par une dette de gratitude dont le Centre et les catholiques eussent bénéficié; enfin de faire incliner le puissant Empire allemand vers la pensée d'améliorer un jour la situation du Pontificat romain. Deux explications, en trois points chacune, tel était le message de Jacobini. Après cette apologie des suggestions politiques qu'avait hasardées le Vatican, le cardinal, sans y insister, sans les renouveler, posait sa plume. Le Centre n'était l'objet d'aucun blâme formel; et la question qu'avait posée Franckenstein : Devons-nous durer? était tranchée par trois considérations, qui toutes trois concluaient : Vous devez durer.

« Ce Centre! ce Centre! Le Pape ne va-t-il pas relever sa soutane et retrousser ses manches pour empoigner ces gens-là? » C'est le futur Guillaume II qui, dans une lettre au cardinal de Hohenlohe, s'abandonnait à cet accès de rage. Léon XIII ne les empoignait pas; il se contentait de dire bientôt à Lefebvre de Béhaine, avec une nuance d'amertume : « S'il doit arriver à l'Église en Allemagne de nouveaux malheurs, la faute en sera au Centre, qui n'a pas su comprendre ma pensée. » Mais Bismarck, lui, mit un certain acharnement à faire jeter contre les

membres du Centre, à tout propos, dans la mêlée électorale, le nom du Pape et la parole du Pape. Leur programme invoquait une manifestation nouvelle du peuple contre la loi qui frappait les Jésuites, et contre la loi qui permettait d'exiler les prêtres, loi toujours maintenue par le Conseil fédéral; mais la presse bismarckienne disait au peuple catholique : Écouterez-vous les hommes qui ont désobéi au Pape? Oui, ils avaient désobéi : Bismarck voulait qu'on le sût. « Windthorst et Franckenstein haïssent le Pape, déclarait Bismarck, le 22 janvier, au prince de Hohenlohe : Windthorst, parce que le Pape a traité avec moi sans le consulter; Franckenstein, parce que le Pape, en adressant à Lutz un bon témoignage, a gâté ses chances de devenir ministre. » Qu'ils fussent mauvais Allemands, on le savait depuis longtemps : ils étaient, par surcroît, Bismarck s'en faisait juge, de mauvais catholiques. Parlant au *Landtag*, le 24 janvier, de l'alliance entre leurs votes et ceux des socialistes, il les prévenait que les électeurs seraient bientôt édifiés sur ce que pensait d'eux la Curie romaine; puis, en février, graduant les coups, il faisait savamment divulguer, par un journal de Vienne, la seconde lettre de Jacobini, et quelques jours après, par un journal de Munich, la première lettre. Brandir, à la veille des élections, des documens du Vatican, c'était pour lui une vieille habitude; seulement, jadis, il étalait des lettres de Pie IX hostiles à l'Allemagne, et faisait dire au peuple : « Voilà ce qu'est le Pape. Voterez-vous pour les gens du Centre, qui sont ses hommes? » Il disait aujourd'hui : « Voterez-vous pour les gens du Centre, qui sont contre le Pape? »

Lui, Bismarck, il était pour le Pape, avec le Pape : les électeurs l'entendaient, en Prusse, le 15 janvier, annoncer au *Landtag* prussien, dans le discours du trône, un prochain projet de loi qui réglerait, à la satisfaction des deux parties, les rapports de la Prusse et de l'Église; et puis, le 24 janvier, déclarer que, si tous les ministres avaient été de son avis, il serait encore allé plus de l'avant dans les voies de la revision. Les électeurs voyaient le ministère prussien, le 27 janvier, permettre aux ordres religieux admis en Prusse de recevoir des novices sans autorisation spéciale; le 13 février, supprimer la formule de serment que Falk en 1873 avait prétendu imposer aux évêques; et Léon XIII, apparemment, était content de Bismarck, puisque Dinder, le nouvel archevêque de Posen, était invité par

le Saint-Siège à retirer les noms de cinq ecclésiastiques proposés pour des cures, et dont l'État ne voulait point. « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ! » tel était le thème du mandement par lequel Redner prenait possession de l'évêché de Culm ; Klein, qui venait de monter sur le siège de Limbourg, défendait à son clergé de manifester contre le septennat ; et Dinder, à son tour, interdisait à ses prêtres, — aux curés de la Pologne, — d'accepter des mandats législatifs. Bismarck ainsi pouvait jouer contre le Centre, non seulement des notes pontificales, mais de certaines paroles épiscopales.

Les *Grenzboten*, sous l'impulsion du chancelier, chapitraient sévèrement « la démocratie des chapelains » qui, malgré les hauts prélats, persistait à remuer : on y commentait avec malveillance l'appel qu'avaient publié dans le *Mercure Westphalien* 92 prêtres; et l'on reproduisait, — à moins qu'on ne l'inventât, — ce mot d'un vicaire badois, dont on citait le nom : « Le Pape est une vieille grand'mère : les vieilles grand'mères ont beaucoup de désirs qu'on n'accomplit pas; s'il se présentait, nous ne voterions pas pour lui, c'est un Italien. » Bismarck tenait à l'honneur du Pape, à sa dignité de souverain international : ses journaux affectaient de trouver étrange qu'on traitât le Pape d'Italien. Ils agençaient les faits, organisaient les preuves ; ils visaient à convaincre Léon XIII, peu à peu, que cette Église d'Allemagne était scandaleusement insubordonnée, mais qu'heureusement Bismarck était, lui, tout prêt à joindre sa poigne à celle du Pape, pour mettre un terme à la dictature des chapelains, à cette dictature émancipée que la presse bismarckienne baptisait d'un nom barbare : la « Caplanocratie. » Le programme d'un parti purement religieux, obéissant militairement au Pape, et ne s'occupant pas de politique, s'étalait avec une naïveté prolixe, dans les colonnes de ces mêmes *Grenzboten* qui, durant le *Culturkampf*, avaient reproché au Centre de subordonner à des préoccupations confessionnelles tous ses votes politiques. Quant à la *Germania*, organe du parti, un grave reproche lui était adressé : elle était accusée de chercher à soulever contre Léon XIII, « ami de Bismarck, » la haine des Français : on eût dit que la presse bismarckienne, non contente de représenter le Centre comme un dissolvant de l'Église d'Allemagne, aspirait à le faire passer pour un dissolvant de l'Église universelle.

Busch, le 27 janvier, demandait à Bismarck : « Où en êtes-vous

avec le vieux Monsieur? — Le Pape? reprenait le chancelier. Oh! tout à fait bien. Il a même confiance en moi, et il a raison de croire à mon équité. Mais Windthorst, lui, c'est le père des mensonges; il ment contre nous, il ment contre le Pape. » Et Bismarck regrettait que le roi de Prusse, que les autres ministres fussent hostiles à l'établissement d'une nonciature à Berlin, car un nonce songerait du moins à faire les affaires de l'Église, ce à quoi Windthorst ne songeait pas. Dans ces boutades, tout le plan bismarckien transperçait : il consistait à disqualifier aux yeux de Rome, à faire révoquer et remplacer par Rome le petit guelfe qui, depuis seize ans, dans les assemblées parlementaires, agissait en procureur des intérêts de l'Église.

La situation pour Windthorst était extrêmement critique. Le 5 février, il prenait le train, en gare de Hanovre, pour aller à Cologne haranguer les Rhénans. « Le Pape pour le septennat ! Le Pape contre le Centre! » criait-on autour de lui. Il ouvrit les journaux qui venaient d'arriver : il y trouva, intégrale, la seconde lettre de Jacobini à Di Pietro. Des visages anxieux l'attendaient à Cologne; la réunion était convoquée, pour le soir du 6. On avait encore assez d'heures pour s'enfiévrer dans l'indécision, et trop peu de temps, d'autre part, pour concerter mûrement une attitude; et lui, sur un coin de canapé, tranquille et longuement silencieux, songeait. Puis, à brûle-pourpoint, devenu gai, il interrogea son entourage; on causa, l'unanimité des avis acheva de le rassurer; son discours était fait. Il y eut foule, en cette tragique soirée, dans la vaste salle du Gürzenich, où Cologne, à travers les siècles, fêta toutes ses gloires : un nouveau souvenir historique allait s'attacher à cette salle, grâce à Windthorst. Il fallait traverser, pour entrer, une rangée de vendeurs de la *Gazette de Cologne :* la feuille nationale-libérale avait, dans une édition spéciale, reproduit et mis en valeur la note du cardinal Jacobini : le Centre était exécuté, enfin, et exécuté par le Pape!

Windthorst fut acclamé, remercia, fit rire par une plaisanterie, et tout de suite aborda la question qui pressait les consciences. Ce n'est pas à nos adversaires de se réjouir, s'écria-t-il, c'est à nous, puisque le Pape reconnaît les mérites que nous avons eus, puisqu'il estime que le Centre doit durer; pourrions-nous souhaiter meilleur appel électoral que celui que le Saint-Père nous a fait adresser? Il relevait dans la lettre du cardinal

cette affirmation, que le Centre est libre au point de vue politique : « En toutes circonstances, appuyait-il, nous devons maintenir imprescriptiblement ce principe, car autrement les amis du *Culturkampf* diraient que nous n'agissons que d'après l'avis de nos supérieurs ecclésiastiques. Et que le Saint-Père ait reconnu ce principe, nous devons nous en réjouir. » Cela dit, il passait au septennat. Le Pape, expliquait-il, avait ses raisons pour en souhaiter le succès, et elles étaient bonnes; mais à l'impossible nul n'est tenu. Voter le septennat, c'était sacrifier l'existence du Centre, c'était perdre la confiance des électeurs, hostiles à un surcroît de charges militaires et financières.

On voulait créer un conflit entre le Pape et le Centre. Windthorst proclamait que les catholiques allemands seraient toujours les fils loyaux du Pape, et que le Pape, connaissant leurs vertus, ne se formaliserait jamais si des citoyens allemands lui parlaient un langage allemand. Mais quel progrès! s'écriait-il, *quæ mutatio rerum!* On faisait des lois, jadis, pour limiter en Allemagne la compétence ecclésiastique du Pape; et ces mêmes législateurs, aujourd'hui, crient vers le Pape comme vers le seul sauveur. Eh bien! lui aussi, il voulait bien que dans cette question militaire la Papauté fût arbitre, comme elle avait été médiatrice entre l'Allemagne et l'Espagne; il consentait à faire au *Reichstag* la proposition. Mais à une condition, c'est que le diplomate Schloezer ne fût pas le seul à éclairer l'arbitre, et c'est que les hommes du Centre, aussi, fussent entendus. « Le Saint-Père, ensuite, verra ce qui est juste. Élire le Saint-Père comme arbitre en cette affaire, voilà notre programme, c'est à quoi tend notre propagande. » Il traitait ensuite, au point de vue militaire, la question du septennat : et puis, d'un dernier mot, il envisageait la situation électorale. De-çà, de-là, certains catholiques s'essayaient à être candidats à l'écart du Centre; une fois députés, ils flotteraient à tous les vents, et le peuple catholique, élevant alors une stèle au Centre, y pourrait inscrire ces mots : « Jamais vaincu par les ennemis, mais déserté par les amis. — Jamais, jamais! interrompait l'auditoire. — Ainsi, messieurs, le Centre ne sera pas déserté par ses amis? — Non, non. » Un triple *hoch* à Léon XIII, un triple *hoch* à Guillaume Ier, le vote d'une résolution en faveur du pouvoir temporel, terminaient la séance. « Avec l'aide de Dieu, disait Windthorst en descendant de la tribune, je me suis gaillardement tiré

d'affaire. » Il avait tiré d'affaire, aussi, le Centre tout entier. Les aristocrates rhénans ou silésiens qui tentèrent, « en plein accord, disaient-ils, avec l'écrit pontifical, » de fonder en face du Centre un parti catholique conservateur, furent vite découragés.

La prépondérance, dans le *Reichstag* élu le 21 février, appartint au *Cartell* que Bennigsen, revenu sur la scène politique, avait conclu avec les conservateurs : le septennat, par cela même, était assuré d'une majorité ; et ce fut peut-être une bonne fortune pour la paix de l'Europe. Bennigsen en vedette : n'était-ce pas un péril pour le rétablissement complet de la paix religieuse ? On savait quel acharnement il avait mis, parfois, à disputer, morceau par morceau, le terrain que l'Église reprenait sur l'État ; on l'entendait déjà s'inquiéter du prix dont Bismarck payait la bonne volonté papale. La *Gazette de la Croix*, qui voulait la paix et n'aimait pas Bennigsen, redoutait qu'en s'acoquinant avec lui, les conservateurs ne fussent responsables, involontairement, d'un nouveau piétinement du *Culturkampf*.

Mais le Centre était toujours là. De tous les partis qui avaient combattu ce projet militaire, un seul rentrait intact : le Centre. Il occupait, dans le nouveau *Reichstag*, 98 sièges : le nom même d'un Léon XIII, fallacieusement exploité par un Bismarck, n'avait pu vaincre Windthorst. « Ce sont des catholiques antipapalins ! » redisait Bismarck quelque temps après, devant Maurice Busch, et comme le bon scribe se disposait à colporter le mot dans la presse : « Halte-là ! reprenait le chancelier, j'ai encore besoin d'eux pour l'impôt sur le sucre et sur l'eau-de-vie. » C'était là le succès final de sa féroce campagne : il avait encore besoin de Windthorst.

En 1871, Bismarck avait essayé d'étouffer le Centre dans l'œuf ; les efforts du ministre Tauffkirchen avaient échoué contre la résistance de Pie IX. Léon XIII, aujourd'hui, consentait que la Prusse négociât avec lui, en dehors du Centre, pour en finir avec le *Culturkampf ;* mais si le chancelier avait espéré que Schloezer réussirait là où Tauffkirchen avait échoué, et qu'une parole papale priverait l'Allemagne catholique de ses défenseurs, le chancelier s'était trompé. Le Centre allait traverser encore quelques heures fort pénibles ; mais le jour était proche où il reprendrait un rôle actif, redouté de Bismarck, encouragé par Léon XIII.

GEORGES GOYAU.

CE QU'ON PEUT FAIRE AVEC UNE MARINE

A PROPOS DE LA GUERRE DES BALKANS.

Au moment où j'écris ceci, — commencement de décembre 1912, — la guerre s'assoupit dans les Balkans, sauf du côté de Scutari d'Albanie et autour d'Andrinople, dont l'énergique ténacité force le respect des heureux adversaires de la Turquie.

Les négociations engagées à Tchataldja aboutiront-elles à la paix ? Il serait difficile de le prédire, et il ne le serait pas moins de préjuger du degré de résistance que les Turcs, raffermis, renforcés, opposeraient dès maintenant aux alliés, sur la triple rangée de forts, de redoutes et de batteries qui barre, de Derkos à Buyuk-Tchekmedjé, la presqu'île de Byzance.

Ces lignes de Tchataldja, en passe de devenir aussi célèbres que le furent, il y a un siècle, celles de Torrès Védras, où vint se briser l'effort de l'armée de Masséna, ces lignes ont été déjà sérieusement tâtées par les Bulgares, sur leurs deux ailes ; et, des deux côtés, la flotte ottomane contribua largement, — intervention assez inattendue ! — au succès de la défense en canonnant les colonnes qui se glissaient le long de la mer pour tourner un front trop redoutable. Pour en finir, les six torpilleurs bulgares (1), résolument lancés à l'attaque par une nuit de « temps bouché, » ont torpillé, non pas, comme il eût fallu, les cuirassés turcs, mais le croiseur de grand'garde, *Hamidieh*, qui a été obligé de rentrer dans la Corne-d'Or, gravement avarié.

Ce coup d'éclat n'en est pas moins fort honorable pour la

(1) *Smieli*, *Berzi*, *Krabrii*, *A*, *B*, *C*, caractéristiques : 100 tonnes de déplacement, 26 nœuds de vitesse, 3 tubes lance-torpilles. Les trois premiers de ces torpilleurs ont été construits par le Creusot, dans son chantier de Chalon-sur-Saône.

naissante marine, qui montre ainsi ce qu'elle eût pu faire avec des moyens moins restreints; et l'état-major du roi Ferdinand regrette sans doute aujourd'hui de n'avoir pas donné à la force navale de la Bulgarie un développement qui lui aurait permis de disputer à la flotte du Sultan, aussi mal organisée que son armée, la maîtrise de la Mer-Noire.

D'autre part, et comme on supposait que, sauf les Monténégrins, un peu loin, vraiment, les alliés balkaniques tiendraient tous à honneur de jouer leur rôle dans l'assaut des remparts avancés de Constantinople, on assurait que la marine grecque allait convoyer jusqu'à Enos, au Nord de la presqu'île de Gallipoli, une division de l'armée du Diadoque, qui serait venue, avec les Serbes de la Strouma, se ranger à la droite de l'armée bulgare.

Ce bruit ne se confirme pas (1). Plus agissante aujourd'hui qu'en 1897, cette petite marine grecque a efficacement bombardé Prevesa d'Épire, en face d'Actium, — car on se bat toujours aux mêmes endroits, — coulé des canonnières, torpillé, elle aussi, un petit cuirassé turc qui, au demeurant, se gardait fort mal à Salonique. Cela fait, elle a paru s'employer exclusivement à mettre au pouvoir du roi Georges les îles de la mer Égée. C'est assez l'habitude, dans les coalitions, qu'après le premier effort donné, chacun tire de son côté et va où l'appellent ses visées favorites ou ses intérêts immédiats.

Les Grecs savent bien que, cette fois encore, Constantinople leur échappera; du moins veulent-ils avoir les abords des Dardanelles; délivrer promptement, aussi, du joug turc leurs frères de l'Archipel et prendre des gages qu'il sera difficile de leur enlever : *Beati possidentes!...*

Tout cela, encore un coup, est très naturel et parfaitement justifié au point de vue purement hellénique; mais, au point de vue de l'intérêt commun et du succès final des opérations d'ensemble auxquelles il était logique de n'assigner de terme que devant le portail de Sainte-Sophie, il y avait mieux à faire d'une petite escadre qui semble solide et assez bien entraînée.

Profitant de ce qu'une partie des navires ottomans restait

(1) On dit, en revanche, que l'escadrille de contre-torpilleurs grecs aurait accompagné à Dédéagatch les transports qui avaient embarqué une division bulgare à Salonique. L'opération aurait porté sur 17 000 hommes et 3 000 chevaux, ce qui est beaucoup, en vérité.

fixée dans la Mer-Noire aux rivages de Kara Bouroun et que le reste ne pouvait guère quitter les abords de Buyuk-Tchekmedjé sans donner aux Bulgares la tentation d'attaquer en masse le flanc gauche des lignes turques, les Grecs auraient dû déjà, d'un coup de vigueur beaucoup moins téméraire qu'on ne le pense, forcer les Dardanelles et venir présenter le combat à cette division de la mer de Marmara, en vue même des minarets de Stamboul.

C'est ce que nous allons examiner de près. Nous verrons ensuite ce que les Turcs auraient pu faire eux-mêmes avec leurs vieux cuirassés et leurs contre-torpilleurs neufs. Enfin, rapprochant ces deux études de certains faits de guerre dont l'histoire maritime, — une histoire malheureusement trop peu connue, — nous a conservé les enseignemens, nous verrons que les flottes s'adaptent avec souplesse à toutes les circonstances, qu'elles peuvent rendre aux armées des services immédiats et qu'il ne faut donc pas restreindre leur utilisation à la recherche idéale (et dont les bénéfices n'apparaissent souvent qu'un peu lointains) de la domination de la haute mer.

***

La défense des Dardanelles, réorganisée après la guerre de 1877, et à peine retouchée depuis, ne répond plus aux besoins actuels. Les canons, de calibres et de types variés (Paixhans et Krüpp pour la plus grande part) ne sont plus assez puissans et leur tir n'est plus assez rapide, faute d'affûts, de casemates et de transmissions bien disposés. Il y a quelques projecteurs, des feux chercheurs surtout, mais peu de feux de combat, et les nappes lumineuses ne sont ni assez étendues, ni assez fixes, au point de vue de l'intensité. Tout se ressent, là comme ailleurs et plus qu'ailleurs, de l'insouciance et de l'ignorance technique des Ottomans.

Point de lunettes de pointage, point de télémètres sérieux; pas d'abris pour les commandans de batteries; et comme les principaux ouvrages, les plus modernes, sont assez près de l'eau (leur armement visant à rompre les cuirasses de flottaison), les servans des bouches à feu peuvent être, malgré les traverses greffées sur les parapets, mitraillés ou fusillés sur leurs pièces par les bâtimens qui défilent devant eux.

Il n'en est pas moins vrai que le forcement des Dardanelles,

de jour, entraînerait des pertes pour l'escadre assaillante, surtout aux deux étroits tournans de Chanak-KilidBahr et de Nagara Bokala Kalehsi (Abydos et Sestos), où le détroit n'a plus que 1 200 et 1 800 mètres, avec un courant constant, du Nord au Sud, de 2 nœuds en moyenne.

L'entreprise serait particulièrement délicate si, aux difficultés résultant d'une artillerie de côte qui est au moins nombreuse, si elle est piètrement organisée, se joignaient les dangers toujours très graves que font courir aux coques plongées, aux « œuvres vives » des bâtimens, les mines sous-marines ou torpilles automatiques mouillées entre deux eaux, à la profondeur moyenne de 3 à 4 mètres.

On sait que, pendant la guerre italo-turque et au moment où la flotte italienne, avec l'assentiment plus ou moins explicite, en tout cas peu empressé de certaines puissances européennes, se rapprochait des Dardanelles, dans une attitude agressive, le gouvernement turc fit mouiller des engins de ce genre à l'entrée du détroit et aussi, sans doute, dans l'étranglement Chanak-Nagara. Il n'en fallut pas davantage pour éteindre toute velléité de forcement de la part des unités de combat italiennes et la randonnée de certains torpilleurs, incident autour duquel on fit quelque bruit, se réduisit à une courte incursion, de nuit, à l'ouvert de la ligne avancée Sedul Bahr-Koum kaleth (Château Neuf d'Europe-Château Neuf d'Asie).

Mais à peine les négociations d'Ouchy semblaient-elles en bonne voie, que l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne se hâtaient de demander à la Sublime-Porte l'enlèvement des mines automatiques qui paralysaient complètement, dans les Dardanelles, la navigation commerciale.

Ces torpilles enlevées, on ne les y a plus remises. L'amirauté turque a supposé que l'artillerie suffisait à interdire le passage à une force navale qui, évidemment, est beaucoup plus modeste que la flotte italienne.

C'était cependant une imprudence, car, absolument libre de ses mouvemens dans la mer Égée, disposant, — elle en fait la preuve, — d'une sérieuse flotte à vapeur de commerce, la marine grecque pouvait, au lieu de transporter une division bulgare de Salonique à Dédéagatch, jeter une division grecque sur la côte Nord de la presqu'île de Gallipoli et *faire tomber sans coup férir les ouvrages des Dardanelles en les prenant à revers.*

Rien ne serait plus facile, en effet, à qui oserait le faire ; et cela parce qu'on n'a jamais prévu de descente sur cette côte septentrionale de la longue crête de collines qui forme la Chersonèse de Thrace. Ce que l'on a prévu seulement, dès 1854, époque où nous occupions Gallipoli avec les Anglais (mais à titre d'alliés des Turcs), c'est une attaque venant de la terre ferme, de la Thrace même, par l'isthme de Boulair, du nom d'une petite ville qui le domine. Là, du golfe de Saros à la mer de Marmara, s'élèvent des lignes fortifiées analogues à celles de Tchataldja, mais beaucoup moins longues (5 kilomètres à vol d'oiseau), beaucoup moins solides aussi et moins étudiées. Certains ouvrages y portent encore les noms de Napoléon III et de Victoria, ce qui marque à la fois leur origine et leur âge.

A cette époque, extrême début de cette guerre d'Orient qu'on devait appeler plus tard « guerre de Crimée, » les alliés, encore en petit nombre sur le territoire turc et mal organisés pour l'offensive, ne songeaient qu'à se garder contre une attaque de l'armée russe du Danube, dont les succès (arrêtés depuis sous les murs de Silistrie) faisaient redouter une marche rapide sur Constantinople. Mais si l'on pouvait craindre, dans ce dernier cas, qu'un corps détaché de cette armée d'invasion vînt forcer les alliés dans la Chersonèse, ou au moins les y bloquer, il était évidemment impossible que ce corps débarquât sur la côte Nord. Il ne pouvait venir que par Lulé-Burgas, Rodosto et Boulair. Les flottes française et anglaise étaient en effet maîtresses absolues de la mer Égée et de la mer de Marmara. La flotte russe n'avait jamais songé à franchir le Bosphore.

Il en fut de même vingt-cinq ans plus tard. Cette fois, malgré la magnifique résistance de Plewna, que rappelle aujourd'hui celle d'Andrinople, l'armée du grand-duc Nicolas arriva jusqu'à San Stefano, aux portes de la capitale turque ; mais, comme en 1854 et faute d'avoir des vaisseaux dans la mer Égée, elle ne pouvait attaquer la Chersonèse que par Boulair, dont les lignes avaient été renforcées. D'ailleurs, il importait assez peu aux Russes de détruire, ou seulement d'occuper les batteries des Dardanelles, tant que celles du Bosphore n'étaient pas tombées dans leurs mains.

Quoi qu'il en soit, les Turcs n'ont jamais pensé à défendre d'une manière permanente ou semi-permanente les baies d'Arapos et d'Hanafart, ni les longues plages découvertes qui s'éten-

dent au Sud d'Hanafart et de Guba-tépé. Ils n'auraient pas non plus assez de troupes mobiles, en dehors des garnisons, fort dispersées, de leurs batteries des Dardanelles, pour s'opposer, sous le feu de la flotte grecque, à la descente d'une division d'infanterie. Celle-ci, en deux heures, aurait gagné, avec ses canons de montagne (1), les hauteurs de 200 mètres d'altitude qui dominent Bokala-kaleh-si, Kilid-Bahr et Sedul-Bahr.

Que deviendrait alors la défense des Dardanelles ?

Je veux bien que les garnisons turques, — les Ottomans ont fait leurs preuves de ténacité, — que les garnisons des ouvrages, dis-je, se refusent à battre la chamade et s'enferment dans les vieux châteaux forts qui, sur les trois points en question, servent de noyau aux groupes de batteries de côte ; mais les artilleurs, canonnés et fusillés par derrière, puisque les ouvrages ne sont pas paradossés, comment feraient-ils pour se maintenir et tirer sur les bâtimens grecs ?... Ceux-ci, n'ayant à craindre que les pièces de la côte d'Asie, longeraient de très près la côte d'Europe, ce que la hauteur des fonds rend toujours facile, et accableraient de projectiles légers, tirés à bout portant, les servans des batteries. C'est là, dans un forcement de passe, un moyen économique et suffisamment efficace de paralyser les ouvrages qui n'ont pas de « commandement » sur la mer.

Mais pourquoi, au demeurant, courir encore le risque de recevoir les coups des canons de la côte d'Asie, si difficile qu'il soit à ceux-ci de bien régler leur tir sur des navires dont le profil se confond avec les accidens du rivage opposé (2) ? Il n'est que d'attendre la nuit qui suivra l'établissement de la division de troupes grecques sur les hauteurs qui dominent les batteries d'Europe. Dans l'état de désorganisation où elles seront à ce moment-là et où les entretiendra un feu lent et continu des canons de montagne, le tir de nuit leur deviendra tout à fait impossible et celui des ouvrages de la côte d'Asie sera plus inefficace encore que le tir de jour.

Je vais plus loin et je prétends que la flotte grecque, bien pilotée comme elle l'est, choisissant une de ces nuits à demi

(1) Il est probable que la viabilité est fort défectueuse, en arrière de la route côtière qui relie tous les ouvrages des Dardanelles. Mais des canons de montagne passent partout, à dos de mulets. L'armée grecque n'en manque pas. Quant aux soldats hellènes, ce sont, on le sait, d'excellens fantassins en terrain accidenté.

(2) Ajoutez à cela qu'en tirant sur des bâtimens qui rasent la rive d'Europe, les obus des canons d'Asie atteindraient fréquemment les ouvrages opposés.

brumeuses qui permettent de reconnaître les contours caractéristiques des promontoires, mais qui enveloppent les vaisseaux d'un voile suffisamment protecteur; je prétends, dis-je, qu'à trois ou quatre heures du matin, à l'heure où toute veille faiblit, — et surtout la veille des Turcs ! — cette flotte aurait pu franchir les Dardanelles quasi sans coup férir, pourvu qu'elle marchât assez vite, sans hésitation, sans se soucier de l'éclat inopiné d'un projecteur (1), ou d'une canonnade incertaine, gardant elle-même le silence le plus absolu et naviguant « beaupré sur poupe, » tous feux éteints.

Un Farragut, un Roussin, un Nelson, un Dugay-Trouin n'eussent point hésité !... Rappelons-nous les beaux forcemens de passe, de Wicksburg, du Tage, de Copenhague, de Rio de Janeiro.

Et si l'on m'opposait l'exemple du passage des Dardanelles, justement, par l'escadre anglaise de Duckworth, en 1807, je ferais remarquer qu'après tout, les 7 vaisseaux britanniques se tirèrent de ce pas dangereux sans avaries majeures. Cette fois-là, déjà, les batteries turques, d'un type archaïque, — quelques canons dataient de Mahomet II et lançaient des boulets de marbre ! — mal organisées, très médiocrement servies par des artilleurs improvisés, n'étaient pas à la hauteur des circonstances. Mais quand donc les Turcs sont-ils organisés? Ce n'est pas, assurément, en 1912...

***

Les Dardanelles une fois franchies, soit de jour, dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure, soit de nuit, avec ou sans le secours de l'attaque à revers des batteries d'Europe, l'escadre grecque aurait eu à se mesurer avec la flotte turque; ou, tout au moins, avec la partie de cette flotte qui flanquait, dans la mer de Marmara, l'aile gauche des lignes de Tchataldja.

Je remarquerai tout de suite que cette opération du forcement des Dardanelles ayant, de quelque façon qu'elle soit comprise, un caractère marqué de surprise, il est probable que la portion de la force navale turque employée dans la Mer-Noire au flanquement de l'aile droite des lignes, n'aurait pas eu le temps de repasser le Bosphore avant que l'escadre grecque fût arrivée au contact de la division de la mer de Marmara. Du dé-

(1) L'expérience prouve qu'il ne faut pas toujours se croire découvert lorsque l'on est accidentellement balayé par le faisceau lumineux d'un projecteur.

bouché des Dardanelles au méridien de Buyuk Tchekmedjé il y a à peine 80 ou 85 milles, que les navires hellènes, même les 3 petits cuirassés dont je vais parler, pouvaient franchir en six ou sept heures. La balance des forces actives se serait donc trouvée rompue au profit de l'escadre assaillante.

Mais cette balance, en fait, que donne-t-elle, qu'indique-t-elle, toute combinaison stratégique mise à part?

La marine grecque présente tout d'abord le noyau solide d'une division homogène de 3 cuirassés de 5 000 tonnes, construits en 1889-90 et refondus en 1900-1901. Ces bâtimens, *Hydra, Psara, Spetsaï,* ont les caractéristiques suivantes :

Vitesse aux essais : 17 nœuds (1); cuirassement à la flottaison : 30 centimètres; sur le pont principal : 50 millimètres en moyenne; armement : 3 canons de 27cm,5, 5 de 15 cm., 1 de 10 cm. 8 de 65 mm.; 3 tubes lance-torpilles; équipage : 400 hommes.

1 croiseur cuirassé remarquablement doué comme puissance offensive, le *Georgio Averoff* (du nom d'un généreux et patriote donateur, dit-on), a été acheté l'an dernier aux chantiers italiens d'Orlando. Cette unité a pour caractéristiques :

Déplacement : 10 200 tonneaux; vitesse : 24 nœuds; cuirassement : 20 centimètres sur les flancs et 51 millimètres sur le pont principal; armement : 4 pièces de 23cm,4, 8 de 19 cm., 16 de 76 millimètres; 3 tubes lance-torpilles (2).

C'est évidemment le plus beau fleuron de la couronne navale des Hellènes. Les Turcs n'ont rien à opposer à ce beau bâtiment.

Une flottille de 8 excellens « destroyers, » ou contre-torpilleurs, complète heureusement cette petite escadre active. Construits il y a quatre ou cinq ans, les *Doxa, Niké, Aspis, Velos,* etc., etc., déplacent 410 ou 420 tonnes, atteignirent 31 nœuds de vitesse à leurs essais et sont armés de 2 tubes pour grosses torpilles, avec 2 canons de 76 mm. et 4 de 57 mm.

Notons encore un « submersible, » le *Delphin,* de 310 tonnes en surface et 465 en plongée, avec les vitesses respectives de 14 et 9 milles à l'heure. Ce sous-marin, qui est armé de 5 tubes

(1) Les chaudières de ces trois petits cuirassés sont actuellement usées. On ne pourrait leur demander que 12 nœuds, au plus, peut-être 13 nœuds, dans une circonstance exceptionnelle.

(2) Il est intéressant de comparer cet armement formidable à celui de notre type *Marseillaise,* de même déplacement : 2 canons de 19 centimètres; 8 de 16 centimètres; 6 de 10 centimètres; 18 de 47 millimètres; 2 tubes. La *Marseillaise* n'a d'ailleurs donné aux essais que 21n,6.

lance-torpilles ne paraît pas être encore « au point. » Du moins n'a-t-il pas fait parler de lui, jusqu'ici ; et voilà cependant, s'il en fut jamais, un type de bâtiment auquel la remontée des Dardanelles serait bien facile, les mines sous-marines, seul danger qu'il pût redouter, ayant été supprimées.

Les Grecs doivent regretter de ne pas s'être attachés plus tôt à l'organisation d'une flottille de sous-marins.

Après les diverses unités, neuves ou refondues, que je viens d'énumérer, il n'y a plus à citer que de vieux navires, encore utilisables à la rigueur dans le service de la surveillance et de la défense du littoral. Tels, 5 torpilleurs de 85 tonnes, qui datent de 1886 ; tels encore 12 ou 15 avisos, canonnières et vedettes ; tels, enfin, les 2 petits cuirassés qui constituèrent, il y a quelque trente ans, le noyau primitif de la flotte grecque et qui sont aujourd'hui employés comme bâtimens-écoles ou casernes, le *Vassilevs-Georgios* et la *Vassilissa-Olga.*

Une mention, toutefois, à 3 ou 4 *croiseurs auxiliaires* que le ministre de la Marine grecque a empruntés à une flotte à vapeur marchande dont les progrès, depuis quelques années, sont fort remarquables (1) et qui fournit à la flotte de guerre un excellent fonds d'équipages bien dégrossis.

Il est difficile de reconnaître le même avantage à la marine turque. L'Osmanli a pu être marin, autrefois, du temps du grand corsaire Barberousse. Encore est-il probable que les meilleurs auxiliaires de l'habile Kaïreddin étaient des *rayas* et, précisément, des Grecs, attirés sous son pavillon par l'appât du butin. Mais ces temps sont changés. Depuis Lépante, la marine turque n'a cessé de décliner, et le marin ottoman s'est toujours montré fort médiocre, quoique très brave et très dévoué. A Tchesmé, à Navarin, à Sinope, il a su mourir glorieusement pour sa foi et pour le Kalife. Mais, savoir mourir, ce n'est pas assez pour vaincre...

Faut-il en conclure que la flotte dont je vais donner la composition serait absolument incapable, faute de personnel compé-

(1) Le département de la Marine insiste avec raison dans un rapport récent sur les services rendus par la flotte marchande hellénique; 95 des bâtimens de cette flotte ont été réquisitionnés pour les besoins des opérations de la guerre actuelle. La division bulgare dont j'ai parlé plus haut a été transportée de Salonique à Dédéagatch sur les 17 plus grands et meilleurs navires à vapeur de la flotte en question.

tent, de se mesurer avec l'escadre grecque (1) ? Non, ce serait hasardeux, car j'ai des raisons de croire que le grand Empire de l'Europe centrale qui, depuis quinze ou vingt ans, témoigne à la Turquie une amitié dont quelques-uns contestent le désintéressement, a fourni, ou laissé fournir à sa marine le précieux secours d'un personnel technique et militaire parfaitement dressé. Tous les marins, mécaniciens, électriciens, torpilleurs, canonniers, etc., d'origine germaine qui ont conduit de la mer du Nord ou de la Baltique dans le Bosphore les 2 cuirassés *Weissemburg* et *Kurfürst Friedrich Wilhelm*, ainsi que les 4 « destroyers » achetés à la maison Schichau, n'ont pas regagné les côtes embrumées de leur patrie. Il en est resté à Constantinople, et non des moindres...

Quoi qu'il en soit, voici l'*ordre de bataille* de la flotte ottomane actuelle :

3 cuirassés d'escadre :

a) Le *Messoudieh* (9 100 tonneaux), qui date de 1874, mais a été refondu en 1904 : vitesse de 13 nœuds ; cuirassement de 305 millimètres à la flottaison et 25 au pont principal ; armement : 2 canons de 240 millimètres ; 12 de 150 ; 14 de 76 ; 10 de 57.

b) *Kaïreddin Barbarossa* (ex « Kurfürst Friedrich Wilhelm ») et *Torgout Reiss* (ex « Weissemburg »), bâtimens de 10 000 tonnes, 16 nœuds de vitesse, 400 millimètres et 65 de cuirassement ; armés de 6 canons de 280 millimètres, 8 de 105 et 8 de 88 ; plus, 3 tubes lance-torpilles (2).

4 petits cuirassés anciens, pouvant être considérés comme garde-côtes :

Avn-I-Illah, *Mouïn-I-Zaffer*, *Feth-I-Boulend*, *Assar-I-Tewfik* ; dates de lancement : 1867-70, refonte en 1907 ; caractéristiques : 3 000 tonnes ; 12 nœuds ; 200 millimètres et 30 millimètres de cuirassement ; 4 canons de 150 millimètres, 6 de 75 et 10 de 57. Pas de cloisonnement.

2 croiseurs protégés modernes :

Hamidieh, *Medjidieh*, date de lancement : 1903 ; caractéristiques : 4 000 tonnes ; 22 nœuds ; de 50 à 100 millimètres de

(1) On apprend en ce moment même, — 12 décembre, — que l'escadre turque, débarrassée par l'armistice du souci de flanquer les lignes de Tchataldja, aurait quelque velléité de présenter le combat, devant l'entrée des Dardanelles, à l'escadre hellénique.

(2) On construit chez Armstrong (Newcastle) un dreadnought de 21 000 tonnes.

cuirasse sur le pont principal ; 2 pièces de 150 millimètres, 8 de 120, 6 de 47 et 2 tubes.

10 contre-torpilleurs assez neufs (1906-1910), de 400 à 700 tonnes ; les 4 plus récens, achetés à la maison Schichau, de Dantzig, filent 36 nœuds, ont 3 tubes lance-torpilles et portent 2 canons de 75 millimètres avec 6 de 57.

12 torpilleurs médiocres, échelonnés de 1900 à 1905.

20 canonnières sans valeur militaire.

On sait que le *Hamidieh* a été gravement avarié par une torpille bulgare et que l'un des quatre petits cuirassés a coulé, en rade de Salonique, sous les coups d'un torpilleur grec.

La force navale active effectivement disponible se compose donc de : 3 cuirassés d'escadre et un éclaireur (*Medjidieh*), formant *l'escadre de ligne ;*

10 contre-torpilleurs et quelques torpilleurs, formant *l'escadre légère ;*

3 petits cuirassés, formant *l'escadre de réserve.*

Telle était, du moins, la distribution des diverses unités à la fin de la guerre italo-turque (1).

***

Ainsi, d'un côté, — celui des Hellènes, — 3 cuirassés de 5 000 tonnes, 1 croiseur cuirassé de 10 000 et 8 contre-torpilleurs ; de l'autre, — celui des Ottomans, — 3 cuirassés de 10 000 tonnes, 1 éclaireur ou croiseur protégé et 10 contre-torpilleurs ; soit, pour les premiers, à ne considérer que l'artillerie grosse et moyenne : 9 canons de 275 millimètres, 4 de 234, 8 de 190, 15 de 150 et 3 de 100 ; et pour les seconds : 12 de 280 millimètres, 2 de 240, 14 de 150, 8 de 120 et 8 de 105.

Ces valeurs sont, en somme, comparables et, n'était que les Grecs paraissent mieux entraînés, — par le seul fait de l'activité qu'ils ont déployée depuis le commencement des hostilités, — les deux escadres seraient à peu près équivalentes. Je tiens pourtant que la présence du *Georgios Averoff* du côté des Hellènes confère à ceux-ci un appréciable avantage. Sans doute, si les Turcs tiraient bien, la ligne de bataille formée par les *Hydra, Psara* et *Spetsaï* ne tarderait pas à être désorganisée par le feu prépondérant de la ligne des *Messoudieh, Kaïreddin Barbarossa*

(1) Aux dernières nouvelles, le petit cuirassé *Assar-I-Tewfick*, le meilleur des quatre, aurait été rattaché à l'escadre de ligne.

et *Torgout Reïss*, mais, grâce à sa vitesse très supérieure, l'*Averoff* se portera sur l'avant de cette dernière ligne, — *il barrera le T*, pour employer l'expression consacrée en pareil cas, — et accablera le bâtiment de tête des coups de ses 4 canons de 234 millimètres et des 4 de 190 qu'il peut présenter par le travers.

J'ajoute qu'à tort ou à raison (car il est très difficile de savoir exactement où en sont les Turcs au point de vue de l'utilisation des bâtimens torpilleurs), j'ai plus de confiance dans l'efficacité des *destroyers* hellènes que dans celle des destroyers ottomans, en dépit de ce qu'ils ont pu garder de personnel « européen. »

Les torpilleurs, petits ou grands, sont les *brûlots* des anciennes guerres navales, et l'on sait que les Grecs excellèrent toujours dans le maniement de ces engins.

« Mais enfin, m'objectera-t-on peut-être, quel avantage essentiel les Hellènes ou, pour mieux dire, les alliés balkaniques eussent-ils retiré, dans leur attaque des lignes de Tchataldja et dans leur entreprise finale sur Constantinople, des opérations maritimes, résolument offensives que vous préconisez, et qui, après tout, eussent fait courir à l'escadre grecque des risques fort sérieux ? »

Sans parler de l'effet moral, — et j'en pourrais parler cependant, car enfin c'est là un de ces « impondérables » dont l'importance, à la guerre, ne saurait être discutée, — il suffit de jeter les yeux sur la carte (1) pour trouver immédiatement la réponse à cette question.

En effet, tant qu'une force navale grecque n'a pas pénétré dans la mer de Marmara, les renforts venus par mer aux alliés ne peuvent descendre qu'à Enos ou dans le golfe de Saros, au Nord et en dehors de la presqu'île de Gallipoli ; ils ne sauraient donc suivre d'autre route que celle de Kesham, Malgara, Rodosto, Eregli et Silivri. Arrivés là, ils se joignent sans doute à l'aile droite bulgare, mais, pas plus qu'elle, ils ne peuvent tourner la gauche des lignes de Tchataldja, puisque celle-ci s'appuie à la mer et à une division de navires turcs.

La situation change complètement dès que l'escadre grecque a forcé les Dardanelles. A supposer même qu'après avoir, comme je l'ai dit, paralysé et détruit les batteries de la côte d'Europe en les prenant à revers, les Hellènes n'aient pas pu faire passer

(1) Voyez le croquis ci-joint.

Revue des Deux Mondes
24°
25°
26°
27°
42°
41°
40°
23°
BULGARIE
TURQUIE
ANATOLIE
MER NOIRE
MER DE MARMARA
MER EGÉE
Bourgas
Yamboli
Stara-Zagora
Maritza
Toundja
Kaïbilar
Bojalik
Vasilika
Achtepol
(Agathopolis)
Stoilovo
C. Iniada
Mustapha-Pacha
ANDRINOPLE
Kirk-Kilissé
Bunar-Hissar
Midia
Arda
Baba-Eski
Lule-Bourgas
Dimotika
Ergène
Kara Bouroun
Derkos
Forêt de Belgrad
Hademkeui
Therapia
Bosphore
Beikos
CONSTANTINOPLE
SCUTARI
Tchorlou
Tchataldja
Silivri
Gumurdjina
Erekli
Rodosto
Buyuk Tchekmedje
Kutchuk Tchekmedje
San Stefano
Is des Princes
G. d'Ismid
Makri
Kechem
Malgara
Dedeagatch
Enos
Ganos
I. Marmara
I. Kalolimni
Boz Bouroun
Gemlik
Sarkeui
G. de Saros
Boulaïr
I. Samothraki
Presqu'île d'Artaki
Mudania
Gallipoli
Panderma
Baie d'Aranos
B. d'Hanafart
Bigha
BROUSSE
I. Imbros
Guba Tepe
Bokale-Kalessi
Kilid-Bahr
Nagara
Chanak
Seddil-Bahr
I. Lemnos
Dardanelles
Koum-Kalessi
Ruines de Troie
B. de Besika
I. Tenedos
CROQUIS du Théatre des Opérations Maritimes
(Dardanelles, Mer de Marmara, Bosphore)
0 5 10 20 30 40 50 100 Km
Ct Pollacchi

le détroit, — en raison des batteries de la côte d'Asie, — à leur flotte de transport, il n'est pas douteux qu'à Gallipoli, Rodosto, Silivri, Artaki, Gemlik, Ismidt, ils trouveraient un nombre plus que suffisant de bateaux de toute espèce pour embarquer une forte division d'infanterie et quelques batteries de montagne (1), qu'ils iraient débarquer, — après avoir battu la flotte turque, s'entend, — vers San Stefano, sur la plage de Kutchuk-Tchekmedjé, qui est à une quinzaine de kilomètres en arrière des lignes. Et là, ce ne serait plus seulement de l'effet moral qui serait produit...

Au surplus, qu'on n'oublie pas que Constantinople même n'est pas défendue. Soit le Bosphore (qui n'est fortifié qu'à partir de Beïkos, dans sa partie Nord), soit les Dardanelles franchis, la vieille capitale de tant d'empereurs et de sultans est à la merci des canons d'un navire de guerre. L'escadre grecque, même aussi éprouvée qu'on la veuille supposer après sa lutte contre l'escadre turque, y aurait donc dicté sa loi. Les bâtimens de l'escadre internationale se seraient bornés à recueillir leurs nationaux, tout au plus à couvrir Péra et Galata. Mais, justement, ce n'est ni Péra, ni Galata qui s'offrent aux vues — et aux coups — lorsqu'on aborde Constantinople par la mer de Marmara, c'est Stamboul, c'est le château des Sept-Tours, Iéni Kapou, Koum Kapou, l'ancien Boukoléon et la mosquée d'Achmet aux six minarets et Saint-Sophie et le vieux sérail, toute la magnifique, pittoresque, mais impuissante Turquie des romantiques...

Quel admirable rêve pour la marine grecque et comment n'a-t-elle pas tout fait au monde pour vivre ce rêve en réalité!

***

Mais la flotte turque elle-même, qui semble à peine sortir de sa torpeur et dont on dit aujourd'hui qu'elle pourrait bien présenter le combat aux Hellènes, au dehors des Dardanelles, pourquoi n'a-t-elle pas agi plutôt, et vigoureusement, je ne dis même pas dans la mer Égée, où l'escadre grecque était sans

(1) Je trouve dans les nouvelles du jour, à propos des batteries de canons de montagne grecque, la confirmation de la facilité avec laquelle elles s'adaptent à toutes les exigences du terrain et savent se passer de chemins frayés. C'est dans les opérations difficiles conduites autour de Janina. Un correspondant du *Journal des Débats* les a vues s'établir sur des pics réputés inaccessibles qui dominent le défilé de Penté Pigadia.

doute mobilisée bien avant elle, mais au moins dans la Mer-Noire, où les torpilleurs bulgares ne furent prêts à marcher qu'au bout d'un mois ?

Et je sais bien que, de cette flotte turque, deux ou trois unités, au début des hostilités, allèrent jeter quelques obus sur Kavarna. Mais il y avait mieux à faire. Il y avait à former le plus tôt possible, à Sinope, à Trébizonde, à Samsoun, un convoi capable de porter une forte division de rédifs des vilayets du Nord de l'Anatolie, de ceux dont les contingens, acheminés par les interminables voies de terre, — par les pistes de caravanes, — arrivèrent bien après Kirk-Kilissé et Lulé-Bourgas sur le théâtre des opérations, où les attendait le choléra.

Ce convoi formé en quelques jours, car les élémens ne manquaient pas dans ces ports fréquentés de la côte méridionale de l'Euxin, il fallait le diriger soit sur Bourgas, soit sur Varna et y débarquer ces 12 ou 15000 hommes, la côte n'étant pas sérieusement défendue, de même que la mer était libre.

« Mais qu'auriez-vous prétendu faire de cette poignée d'hommes, alors que la Bulgarie mobilisait plus de 200000 soldats ? » diront peut-être les stratégistes à principes absolus qui font fi des diversions. — Tout simplement retarder la marche si rapide, foudroyante, a-t-on dit, et le mot n'est pas trop fort, de cette aile gauche bulgare, qui, partie du quadrilatère Varna-Choumla-Slivno-Bourgas, a *mené le train* contre la grande armée turque, l'a assaillie brusquement par son extrême droite et culbutée à Kirk-Kilissé.

« Elle ne se serait pas arrêtée, ni détournée de son objectif pour jeter à la mer vos 15000 Turcs... » m'objectera-t-on. Qu'en savez-vous ? En tout cas, si on les eût laissés libres d'occuper Bourgas, par exemple, port assez important, où ils auraient au moins trouvé les vivres et les souliers dont manquaient les corps d'armée groupés autour d'Andrinople, les 15000 Turcs dont je parle se seraient promptement renforcés d'une nouvelle division, peut-être d'une troisième, et alors la diversion ne pouvait plus être négligée, car il ne s'agissait de rien moins que d'un corps d'armée prenant à revers l'aile gauche bulgare...

En résumé et quelques biais qu'il prit, le grand état-major ottoman aurait dû largement user de la mer, — où tout est chemin, — et de sa marine, au fur et à mesure que les élémens en

étaient mobilisés, pour agir sur le flanc découvert du déploiement de ses adversaires, en vue de retarder leur concentration et le coup de massue qui en était l'inévitable conséquence. Les quatre ou cinq torpilleurs bulgares n'étaient pas prêts, je le répète, et l'eussent-ils été que l'on avait de quoi les refouler avec la douzaine de bons « destroyers » dont on pouvait disposer, moyennant un peu d'activité. On a dit que les torpilles de ceux-ci n'étaient pas réglées. Mais, justement, dans la Mer-Noire et contre les torpilleurs bulgares, ce n'était pas de torpilles qu'ils avaient besoin. Leurs canons suffisaient...

Au fond de tout cela, avec l'insouciance et l'inertie turques, il y a peut-être cette préoccupation obsédante que l'on retrouve toujours à notre époque, quand il est question de transport de troupes par mer après le début des hostilités et qui se traduit par le principe absolu qu'on ne peut, qu'on ne doit rien tenter de semblable *avant d'être maître de la mer*.

Je viens de dire « à notre époque. » C'est qu'en effet, ce principe est nouveau ; et je crois bien que c'est nous qui l'avons formulé les premiers, obéissant involontairement aux suggestions de cette mentalité circonspecte, timide, que nous ont faite nos grands désastres d'il y a quarante ans.

De ce fâcheux principe les Japonais ne s'embarrassèrent jamais, ni en 1894, dans leur guerre contre la Chine, ni en 1904-1905, dans leur formidable duel avec la Russie, où ils ne furent réellement *maîtres de la mer* que tout à la fin, grâce à Tsou-Shima et lorsque, depuis longtemps déjà, leurs armées couvraient le Sud de la Mandchourie.

Ils perdirent bien quelques transports, ce qui donna même lieu, on s'en souvient, à d'admirables scènes d'abnégation et d'héroïsme ; mais enfin, pour un de coulé, — fortune de guerre ! — trente autres passaient sans encombre et en quelques semaines la grande armée du maréchal Oyama était constituée.

On ne s'embarrassait pas davantage d'une telle prudence chez nous, en Europe, dans les grandes guerres d'autrefois ; et si je remontais jusque dans l'antiquité, je retrouverais la même fermeté tranquille devant un genre de périls que, seul, un mirage d'imagination peut rendre particulièrement impressionnant.

Laissons là pourtant les grandes expéditions maritimes des anciens. Ne rappelons pas le passage de l'Adriatique par les

légions de César en face des vaisseaux de Pompée. Choisissons seulement dans les temps modernes quelques exemples d'heureuse combinaison d'efforts sur terre et sur mer, quelques bons modèles d'adaptation exacte des facultés des flottes aux besoins des armées, parmi tous ceux que nous donne l'histoire militaire de 1790 à 1815. Nous y relèverons presque toujours, comme trait caractéristique, non pas l'insouciance, mais bien l'acceptation très délibérée, très ferme aussi, des chances contraires que peut entraîner, pour les assaillans, le fait que la force navale adverse n'est pas anéantie.

Il y a, dans cet ordre d'idées, de remarquables opérations des Suédois dans la Baltique, contre les Russes. Ces opérations sont peu connues en France parce qu'elles se déroulèrent en 1790, et que nos historiens de cette époque s'hypnotisent volontiers sur nos affaires intérieures. Quoi qu'il en soit, Gustave III voulait reprendre les districts finlandais cédés par la Suède à l'empire moscovite par le traité d'Abo. Après deux campagnes malheureuses, en 1788 et en 1789, il mit à la mer, au commencement de mai 1790, d'une part, une flotte de 23 vaisseaux et 25 frégates ou corvettes, commandés par le duc de Sudermanie, son frère; de l'autre, une imposante flottille de 300 péniches, portant 2000 canons et une armée de débarquement, sous l'escorte d'une escadre de bâtimens légers. Prenant en personne la direction de ce rassemblement, il battit à Frederiksham, le 15 mai, la flottille russe et opéra sa descente entre Viborg et Pétersbourg. L'alarme était grande dans cette capitale. Malheureusement, le roi de Suède perdit du temps pour marcher en avant et, de son côté, le duc de Sudermanie ne réussit pas à empêcher les deux divisions de la flotte russe, celle de Revel et celle de Cronstadt, de faire leur jonction sur le champ de bataille de Borgö.

La maîtrise de la mer, indécise jusque-là, passait décidément aux Russes!

Pendant un mois, vaisseaux suédois, frégates, péniches, troupes de débarquement, et Gustave III lui-même furent bloqués dans Borgö par la flotte moscovite. Mais, dans la nuit du 3 au 4 juillet, plusieurs brûlots audacieusement conduits mirent le désordre dans les vaisseaux de l'amiral Tchitchakof (c'est le résultat que l'on obtiendrait maintenant avec une brusque attaque de torpilleurs, par nuit noire); l'escadre sué-

doise se jeta à son tour sur l'adversaire et le Roi profita du combat, qui fut long et acharné, pour prendre le large avec sa flottille.

Trop tôt fatigué de cette guerre où le succès semblait lui revenir, préoccupé d'ailleurs de la situation intérieure de son royaume, Gustave III, à qui l'on reprocha fort son inconstance et sa légèreté, signa le 14 août suivant le traité de Vœrélœ. Rien n'était changé en Finlande et l'heureuse Russie avait échappé à un danger sérieux.

Retenons ici, en tout cas, la fière audace de l'entreprise, digne des beaux temps de la Suède, sous le grand Gustave et sous Charles XII.

Moins aventurée sans doute, mais chanceuse encore était l'expédition que les Anglais préparaient, au commencement de 1801, pour nous enlever l'Égypte. Pas beaucoup plus que la flotte suédoise en 1790, la flotte anglaise n'était maîtresse de la mer, du moins de la Méditerranée orientale. Or, le corps expéditionnaire se rassemblait à Makri, en Asie Mineure, en même temps que les 60 ou 70 voiles qui devaient le jeter sur la place d'Aboukir, sous la protection des 7 vaisseaux de ligne et des 4 frégates de lord Keith. Pendant ce temps le gouvernement consulaire, parfaitement au courant des desseins de l'Angleterre, s'occupait activement de faire passer des renforts à l'armée d'Égypte, sensiblement réduite depuis les trois années qu'elle occupait le pays. Je passe sur diverses mesures de détail (1) et sur des mouvemens d'escadre, françaises ou espagnoles, qui avaient pour objet de distraire l'attention des forces navales anglaises de l'Océan et du détroit de Gibraltar. Le point essentiel est que le vice-amiral Ganteaume, sorti de Brest, le 23 janvier 1801, par coup de vent de Nord-Ouest, avait réussi à pénétrer dans la Méditerranée avec 7 vaisseaux et 2 frégates, force égale à celle que l'Amirauté avait donnée à lord Keith. Malheureusement l'officier général français n'avait ni la sûreté de vues, ni la fermeté de caractère nécessaires dans les circonstances où il se trouvait. A peine eut-il passé le détroit qu'il se crut entouré par les escadres anglaises, alors qu'il n'y avait dans le bassin occidental de la Méditerranée que les quatre

(1) 4 frégates furent envoyées isolément pour porter des troupes à Alexandrie. 3 arrivèrent à bon port; la 4e, l'*Africaine*, fut capturée par la frégate anglaise *Phœbé* après un sanglant combat.

vaisseaux du commodore Warren, chassés justement de Gibraltar par l'arrivée inopinée de l'escadre française. Ganteaume s'avisa donc de relâcher à Toulon, le 19 février, au lieu de pousser droit dans l'Est; il resta au port un long mois et lorsqu'il appareilla, le 22 mars, les 18000 Anglais de sir Ralph Abercrombie avaient déjà, depuis seize jours, opéré leur descente à Aboukir, malgré les efforts du brave Friant et de ses 1500 soldats. La perspective de voir 7 vaisseaux et plusieurs frégates se jeter sur l'énorme convoi qu'il escortait n'avait pas ému lord Keith (1).

Mais si nous voulons parler de l'audace dans la conception autant que de l'habile ténacité dans l'exécution, en ce qui touche ces expéditions d'outre-mer, quel plus bel exemple à donner que celui de notre propre expédition d'Égypte, dont il ne faut pourtant pas attribuer le mérite exclusif à Bonaparte, car enfin une bonne part, dans la décision, en revient au Directoire et une autre, dans l'exécution, à la Marine. Or, en mai-juin 1798, la situation, dans la Méditerranée, était singulièrement menaçante. L'actif, l'entreprenant Nelson était là, avec 14 vaisseaux, des meilleurs qui aient jamais battu les mers!...

Et pourtant si, à la secrète pensée des périls qu'ils devaient courir pendant une traversée que tout annonçait fort longue, — elle dura trente-quatre jours, défalcation faite de la relâche à Malte, — le cœur de Brueys et de ses lieutenans battait plus vite, rien n'en paraissait sur leurs visages. La correspondance Napoléon et le *Mémorial de Sainte-Hélène* font foi de la sérénité d'âme qui régnait à bord de l'*Orient*, de l'élévation et de la gaieté des entretiens...

Tout avait été, d'ailleurs, admirablement disposé, à bord de nos 13 vaisseaux, par les soins du général en chef et de l'amiral, pour recevoir chaudement l'escadre anglaise, tout en couvrant le convoi.

« C'était l'étoile du grand homme, dira-t-on. Près de lui, sous son égide, tous se sentaient en confiance... »

(1) Je ne m'étends pas sur les opérations de Ganteaume après sa sortie de Toulon. Elles furent très accidentées, très contrariées. L'occasion perdue ne se laisse pas reprendre! Il parvint cependant, — mais en *mai* seulement, — à *Derna*, à vingt lieues à l'Ouest d'Alexandrie, le Derna dont il a été fort question ces temps-ci; et il fut tenté d'y débarquer les troupes que portaient ses vaisseaux. Réflexion faite, il s'en abstint. A son retour, il captura un vaisseau anglais de lord Keith, ce qui prouve bien que celui-ci n'était pas absolument maître de la mer.

Soit! Mais remontons à deux années en arrière.

A la fin de 1796, dans la pire saison de l'année et dans les parages les plus difficiles, une grande expédition maritime se prépare ; il s'agit de porter de Brest en Irlande Hoche et 22 000 soldats. Jamais, au demeurant, on n'avait été moins *maître de la mer*, au sens absolu que l'on donne aujourd'hui à cette expression. Villaret-Joyeuse, d'abord désigné comme chef maritime de l'opération, ne tarda pas à se récuser, excédé, il faut le dire, des extraordinaires prétentions de Hoche (1). Morard de Galle, un des brillans officiers de Suffren dans l'Inde, lui succéda et finit par appareiller le 15 décembre avec 17 vaisseaux, 26 frégates ou corvettes et 20 transports. Malheureusement, dès la première nuit, cette flotte se disloqua et dès lors chacun navigua « à la part, » pour employer l'expression pittoresque des marins. Quelques jours après, cependant, l'ennemi n'ayant pas paru, du moins en force suffisante, les cinq sixièmes du corps expéditionnaire se trouvaient au point de rendez-vous fixé, au fond de la baie de Bantry, où pas un seul soldat anglais ne se montrait, du reste. Mais, par une singulière fatalité, la frégate qui portait les deux chefs de l'expédition, Hoche et Morard de Galle, n'apparaissait pas non plus. Battue par les vents contraires, chassée par des frégates ennemies, convaincue, on ne sait trop pourquoi, que l'armée navale était dispersée sans remède, la *Fraternité*, après avoir erré plusieurs jours sur la mer, revint à Brest. Pendant ce temps, on délibérait à Bantry-bay. Le contre-amiral Bouvet, sans montrer beaucoup d'empressement pour l'opération, ne refusait pas d'opérer la descente. La décision, à cet égard, appartenait évidemment au plus ancien des officiers généraux de l'armée. Cet officier ne put se déterminer à débarquer, bien que, encore un coup, rien ne l'en empêchât. Il y a sans doute, pour l'échec, comme pour le succès des grandes entreprises, des hommes marqués par le destin... Celui-ci s'appelait Grouchy.

(1) Le jeune général n'avait aucune idée des difficultés que créaient à l'amiral l'état de désorganisation de nos arsenaux, la vétusté de la majeure partie des vaisseaux, la pénurie du personnel essentiellement marin — les gabiers, notamment — enfin l'insuffisance des approvisionnemens en filin, toiles, mâtures, vivres, etc. De plus, il s'en laissait imposer par les criailleries des clubs révolutionnaires à Brest et, au fond, cherchait à faire preuve de zèle républicain vis-à-vis du gouvernement central. Ses lettres, sur lesquelles beaucoup d'historiens se sont fondés pour accuser la marine, trahissent à la fois l'incompétence et la légèreté.

L'expédition d'Irlande ne coûta en somme que quelques centaines d'hommes, capturés sur une frégate ou coulés sur deux autres. Au retour à Brest, le vaisseau rasé *les Droits de l'Homme*, gravement compromis par le mauvais temps, fit côte à Audierne après un magnifique combat soutenu contre les Anglais, enfin ralliés aux atterrages de la Bretagne.

Ainsi donc, cette fois encore, l'audace, la témérité même de l'entreprise, si elle n'obtenait pas le succès, — il ne s'en fallut que du courage moral d'un seul homme ! — du moins en imposait à la fortune contraire.

***

En commençant cette étude, je parlais de la souplesse avec laquelle des flottes bien constituées et intelligemment maniées se prêtent à toutes les circonstances et adaptent leurs facultés à tous les besoins des armées en campagne. Je ne puis mieux finir sans doute qu'en en fournissant un exemple remarquable, qu'il me faut malheureusement emprunter aux Anglais, puisque aussi bien personne n'a su mieux qu'eux se servir de la force navale pour multiplier le pouvoir offensif de la force terrestre.

Au cours de l'été de 1812, pendant que Napoléon et son immense armée s'enfonçaient au cœur de la Russie, lord Wellington, à qui des circonstances heureuses avaient permis de s'emparer successivement des deux portes d'entrée du Portugal en Espagne, Badajoz au Sud, Ciudad Rodrigo au Nord, méditait d'envahir la province de Salamanque et la Vieille-Castille pour menacer les communications de nos armées avec la France par la Navarre et Bayonne. Le maréchal Marmont, chargé, après Masséna, du lourd commandement de l'armée que l'on appelait encore « de Portugal, » bien qu'elle eût complètement évacué ce pays, voyait venir le péril et demandait du secours au roi Joseph et à ses collègues, les commandans des armées du Nord (Asturies, Guipuzcoa, Biscaye), d'Aragon, Catalogne et Valence, enfin d'Andalousie.

Il ne comptait en effet que 42000 hommes, une élite, à la vérité, pour arrêter les progrès des 56000 soldats anglo-hispano-portugais de Wellington (1).

(1) Les Anglais étaient au nombre de 36 000 hommes d'infanterie et de 5 000 cavaliers ou artilleurs environ. Avec un tempérament militaire fort différent de celui des « excellens soldats français, » comme les appelait Wellington lui-même, ces troupes étaient de première valeur.

Ce dernier, parfaitement certain que son adversaire immédiat chercherait à se procurer des renforts, prit alors, en parfait accord avec le gouvernement et l'amirauté anglaise, les judicieuses mesures que voici :

La force navale de la Méditerranée fut chargée de se montrer activement sur le littoral espagnol, de Tarragone à Alicante, et d'affecter d'y chercher un point de débarquement favorable à l'armée anglo-sicilienne qu'organisait à Palerme sir William Bentinck, vrai souverain de la Sicile à cette époque, pour le compte de l'Angleterre. Disons tout de suite que, de ce côté, la feinte n'était pas complète. Les Anglais avaient bien l'intention d'exécuter cette descente, mais, en fait, l'opération n'eut lieu qu'après les événemens qui nous occupent. Toujours est-il que le maréchal Suchet, quoique parfaitement intentionné pour le bien commun, dut refuser de concourir à la défense de la Vieille-Castille et se borner à faire avancer une de ses divisions vers le centre de l'Espagne, pour permettre au roi Joseph d'en détacher une de Madrid vers Salamanque.

Du côté de l'Andalousie où commandait, où *régnait*, peut-on dire, le maréchal Soult, homme de guerre de premier ordre, mais médiocre camarade, la division navale anglaise du détroit eut la mission de multiplier les opérations d'embarquemens, de coups de main, de réembarquemens rapides qu'elle exécutait avec les contingens espagnols, renforcés de quelques Anglais, commandés par Ballesteros. Il n'en fallait pas plus — avec certaines démonstrations du générall Hill qui commandait à Badajoz — pour faire pousser les hauts cris au duc de Dalmatie, quand l'état-major du roi Joseph lui demanda d'acheminer 10 ou 12 000 hommes vers Salamanque. Donc, de ce côté-là encore, le maréchal Marmont ne devait rien obtenir.

Du moins comptait-il sur le secours de l'armée la plus rapprochée de la sienne, l'armée du Nord, sous Dorsenne, d'abord, sous Caffarelli ensuite. Ce dernier avait même promis une dizaine de mille hommes, sur les 45 000 dont il disposait, et c'était beaucoup. C'eût été assez, en tout cas, pour tenir tête à l'armée de Wellington et pour conjurer la funeste échauffourée des Arapiles.

Malheureusement, dès le début de juillet, le bruit se répandit, sur la côte du Nord de l'Espagne, de la prochaine arrivée d'une flotte anglaise portant un corps de débarquement.

Caffarelli, qui avait plus de dévouement et de bravoure personnelle que de discernement, fit accueil à cette nouvelle et se hâta d'avertir Marmont qu'il n'était plus assuré de pouvoir lui envoyer les 10 000 hommes promis. La flotte annoncée parut en effet et fit, sur ce long littoral qui court de l'Est à l'Ouest, force démonstrations, en même temps que les guérillas espagnoles redoublaient d'activité. Il n'y eut d'ailleurs pas un homme de mis à terre par les navires anglais, — et pour cause ! la Grande-Bretagne n'avait plus un soldat disponible, — mais seulement quelques canons de montagne et des munitions qui, passés de guérillas en guérillas, parvinrent un mois plus tard à Wellington, tandis qu'il assiégeait le château de Burgos.

Se voyant, ou se croyant réduit à ses seules forces (car, pour comble de disgrâce, le roi Joseph, tout en lui envoyant quelques milliers d'hommes pris à l'armée du centre, l'armée de Madrid, négligea de l'avertir en temps utile de la mise en route de ce renfort), le maréchal Marmont ne perdit pas courage. Il eut même la téméraire confiance de manœuvrer de très près sur le flanc de l'armée anglaise, aux environs de Salamanque ; et c'est ainsi que s'engagea, le 22 juillet, sans dessein prémédité de la part des deux généraux en chef, la bataille des Arapiles, où, dès le début, Marmont, Bonnet, son successeur et Clausel, successeur de Bonnet, furent blessés grièvement. Clausel, pourtant, put rester à cheval, retirer du feu quatre divisions compromises et diriger la retraite sur le Douro que l'on repassa sans encombre. Le surlendemain il recevait de Caffarelli deux régimens de cavalerie dont le commandant de l'armée du Nord estimait pouvoir se passer, sur la côte montagneuse des Asturies, « pour repousser, disait-il, les Anglais qui vont débarquer... »

En définitive, les habiles feintes de Wellington et l'activité de la marine anglaise avaient eu un plein succès. Dans l'Est, dans le Sud, dans le Nord de la Péninsule, les chefs militaires français, incertains, l'imagination hantée par les souvenirs du Helder, d'Aboukir, de Canope, de Sainte-Euphémie, de Vimieïro, s'en étaient laissé imposer par les démonstrations de vaisseaux qu'ils croyaient bondés de troupes anglaises. Et il était arrivé ceci que, sur les 230 000 hommes que nous avions alors en Espagne, on n'avait pu en opposer aux Anglais que 42 000, sur le principal théâtre d'opérations, sur le champ de bataille où allait se décider le sort de la campagne.

Cinquante-huit ans plus tard, à la fin de juillet 1870, une escadre cuirassée française circulait sur le littoral de la Baltique. Elle apparaissait successivement à l'ouvert de la baie de Kiel, devant Swinemünde, devant Colberg, devant Dantzig enfin ; mais l'on sentait trop que ce n'était là qu'une vaine parade, une promenade militaire sans portée. Cette force navale, en effet, n'était suivie d'aucun navire de charge ; elle ne montrait point comme on l'a dit alors, « un seul pantalon rouge... »

Et pourtant l'effet moral de l'arrivée de notre escadre, doublé par la connaissance que l'on avait des projets de descente caressés par le gouvernement français, cet effet moral, — incertitude, anxiété, émoi des populations, prévoyance qui ne veut pas se laisser prendre en défaut, — tout cela faisait que le grand état-major allemand retenait sur la côte le corps d'armée n° II, un des meilleurs (les Poméraniens), et la 13e division d'infanterie (Mecklembourg).

Ce ne fut que bien des jours après l'apparition des sept frégates blindées de l'amiral Bouët-Willaumez, vers le 10 août, quand il devint évident que nous ne songions pas du tout à faire un débarquement, que les Poméraniens furent dirigés sur la Lorraine. Arrivés à Pont-à-Mousson le lendemain de Rezonville et la veille de Saint-Privat, acheminés sur Mars-la-Tour d'abord, puis sur le « Point-du-Jour » où, depuis le matin du 18, la droite allemande luttait contre la gauche française, ils apparurent comme des sauveurs sur le champ de bataille, à la nuit tombante, juste à temps pour recueillir les VIIe et VIIIe corps et pour épargner à la 1re armée une déroute qui eût largement balancé l'avantage que la 2e remportait au même moment sur notre aile droite, à Saint-Privat et à Roncourt (1).

Il est douloureux de penser que quelques feintes faciles à imaginer et à faire exécuter par notre escadre qui, elle, était absolument maîtresse de la mer, eussent suffi à retenir quelques jours de plus le IIe corps sur le littoral de la Baltique. Le résultat, — ce n'était rien moins, peut-être, que le sort de la guerre, — valait bien sans doute qu'on armât quelques transports ou que l'on frétât au Havre quelques vapeurs pour y embarquer un ou deux milliers d'hommes. Avec les compa-

(1) L'imagerie populaire allemande représente, à ce moment critique de la bataille du 18 août, Moltke mettant l'épée à la main pour conduire lui-même les Poméraniens au dernier assaut du « Point-du-Jour. »

gnies de débarquement de l'escadre, cela faisait une petite brigade, et il n'en fallait pas plus pour des coups de main adroitement combinés en vue de tenir en haleine, sur un littoral très étendu, un adversaire qui restait forcément indécis sur l'exacte valeur de la force que nous mettions en jeu.

Quelle différence, avouons-le, entre la manière dont les Anglais de 1812, et les Français de 1870 entendaient l'utilisation de la Marine! Soyons assurés d'ailleurs qu'entre les deux méthodes, ce serait celle des Anglais que choisiraient les Allemands d'aujourd'hui, ces Allemands à qui nous avons laissé prendre sur mer une si formidable et si inquiétante avance!

Contre-Amiral D...

P.-S. — Pendant l'impression de cet article, Grecs et Turcs se sont rencontrés devant l'entrée des Dardanelles, les 17, 18 et 20 décembre. Chacune des deux flottes s'est considérée comme victorieuse, et il est difficile, pour le moment, de les départager. Il semble acquis, toutefois, que les deux bâtimens amiraux, *Kaïreddin Barbarossa* et *Georgios Averoff* ont été assez sérieusement éprouvés, le premier plus encore que le second.

Les Turcs étant toujours restés à la portée du feu des ouvrages extérieurs des Dardanelles, le *Georgios Averoff* n'a pu employer efficacement la tactique, tout indiquée pour lui, dont je parlais plus haut.

En tout cas, les Grecs doivent bien regretter aujourd'hui d'avoir laissé à la marine turque le temps de s'organiser, d'éprouver ses canons et ses pointeurs, de régler ses torpilles, d'affermir le cœur de ses équipages.

D...

REVUE LITTÉRAIRE

FLAUBERT (1)

« O poète, cache ta douleur sous des phrases d'une mélancolie pompeuse, comme les paysans de la Thébaïde bouchent les trous de leurs cabanes avec des planches de cercueils peints. »

Cette phrase si belle, M. Louis Bertrand l'a sauvée; il l'a trouvée dans les papiers de Flaubert, écrite sur la chemise qui contient les brouillons du *Saint Antoine;* cette phrase si belle et qui pourrait servir d'épigraphe à toute l'œuvre de Flaubert. Elle résume l'esthétique de la *Bovary* et de *Salammbô*, de l'*Éducation sentimentale* et d'*Hérodias*.

Il y a de ces phrases, soudaines, qui rendent le son d'une âme; on dirait d'un cristal sonore et qui, touché, donne sa musique naturelle. Et, comme la musique est plus persuasive que tous les mots, cette phrase vaut mieux que tous les commentaires; mais commenter une musique est un plaisir inutile et charmant, l'hommage de la dialectique à l'intuition.

L'exégèse de Flaubert s'est enrichie de quelques récens travaux. L'édition Conard, en dix-huit volumes, aujourd'hui complète, apporte beaucoup d'inédit : elle est précieuse. MM. René Descharmes et René Dumesnil ont publié, sous ce titre *Autour de Flaubert*, une série de

(1) Louis Bertrand, *Gustave Flaubert*, « avec des fragmens inédits; » René Descharmes et René Dumesnil, *Autour de Flaubert*, « études historiques et documentaires, » deux volumes; *Œuvres complètes de Gustave Flaubert* (édition Conard), dix-huit volumes.

tres attentives études ; et voici le *Gustave Flaubert* de M. Louis Bertrand.

Avec beaucoup de soin, de méthode et aussi de goût, MM. Descharmes et Dumesnil réunissent des documens. C'est une excellente besogne ; et de tels livres ont l'agrément le plus vif. L'impartialité de ces deux critiques ne fait aucun doute ; or, parmi leurs nombreuses découvertes, il n'y a pas une anecdote, il n'y a pas un trait qui endommage la figure, la légende même de Flaubert : on le constate avec joie. La terrible enquête que mène, autour de nos grands hommes, la curiosité contemporaine a bousculé pas mal de renommées. Flaubert ne bouge pas.

L'histoire de *Madame Bovary*, dont nous connaissons maintenant le détail, est fort singulière. MM. Descharmes et Dumesnil ont cherché, dans les journaux de l'époque et dans les correspondances, l'opinion de 1857. Ah ! que de niaiseries ! et comme il sied à la critique de garder, en ses jugemens, une prudente, une tremblante modestie ! Écartons ces tristes avertissemens. (Mais redoutons de méconnaître un chef-d'œuvre qui nous déconcerte : s'il ne dérangeait pas nos habitudes, serait-ce un chef-d'œuvre nouveau?) Le procès de la *Bovary* est un incident bizarre. Flaubert accusé d'outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs : nous relisons le roman ; nous ne voyons pas l'outrage. Sincèrement, nous sommes déçus. On a bientôt fait d'écarter le réquisitoire en le notant d'hypocrisie ou de pharisaïsme : les termes du réquisitoire concordent avec ce que disent maints articles d'alors. Le roman de Flaubert a blessé un grand nombre de ses lecteurs. Il faut conclure de là, somme toute, que la susceptibilité publique se modifie, non la morale, mais la susceptibilité morale, l'idée de la délicatesse, le sentiment d'une élégance de l'esprit. D'ailleurs, Flaubert fut acquitté : ainsi, l'on devenait plus indulgent. Nous devenons, de jour en jour, plus indulgens, et jusqu'à des patiences dégoûtantes. Plusieurs de nos romanciers nous conduisent bien au delà des justes limites où l'audace tourne à l'infamie. Où sont les justes limites? Nous les avons éperdument dépassées. Une époque plus fine hésite : son scrupule n'est pas méprisable. Et, quand nos vertueux démagogues flétrissent la démoralisation du deuxième empire, ils badinent, sans loyauté.

Ils dénigrent les préjugés de l'ancien temps : ces préjugés composent d'âge en âge la conscience d'un pays. Et je préfère à notre vil relâchement l'incertitude qui se manifesta en 1857. On éprouve, à constater ces différences, une inquiétude assez pathétique.

Le livre de M. Louis Bertrand n'est pas une etude continue, mais plutôt un recueil d'essais relatifs, les uns et les autres, à Flaubert. Cependant, il a quelque unité. L'auteur, s'attachant principalement aux ouvrages les plus lyriques de Flaubert, à *Salammbô* et à la *Tentation de Saint Antoine*, examine le réalisme qui subsiste là encore, sous les dehors les plus romanesques. M. Bertrand connaît à merveille l'Afrique : on n'a pas oublié *La Cina*. Et voici ce qu'il nous apprend.

L'Afrique de Flaubert est la vérité même : vérité du décor et de la couleur; et vérité plus profonde, celle des races. Les types de *Salammbô* sont « absolument africains. » Et l'âme de l'Afrique « n'a pas changé, depuis des siècles. » Les personnages de *Salammbô*, M. Bertrand les a rencontrés en Afrique. « Le rival d'Hamilcar (dit-il), le vieux Suffète de la mer, rongé par la lèpre et accablé sous sa graisse malsaine, c'est l'âpre marchand juif ou maltais, sémite comme Hannon, qu'on peut voir encore dans les boutiques sordides d'Alger ou de Constantine, comme dans les souks de Tunis. Narr Havas, c'est le grand chef du Sud, le cavalier aux yeux de gazelle, qui épouse nos filles, boit notre champagne, accepte nos décorations, prêt d'ailleurs à passer du jour au lendemain dans le camp de nos ennemis; Spendius, c'est l'aventurier napolitain ou espagnol, bon à toutes les besognes, ruffian ou tenancier de maisons louches, fanfaron et vantard, se poussant par tous les sales métiers, ébahi d'une fortune soudaine, qu'il gaspille et qu'il perd avec la même facilité qu'il l'a acquise. Mathô, c'est le bon nègre, ou le fidèle spahi, épris de la fille de son général, fait uniquement pour servir, fier de porter nos médailles, très capable d'ailleurs d'un gros héroïsme et qui finit par se faire tuer pour nous dans quelque Tonkin ou quelque Madagascar. » Je crois qu'on est ravi de le savoir. On le devinait : désormais on a de quoi répondre à qui, dans *Salammbô*, ne veut apercevoir que de l'archéologie. Il y a, dans *Salammbô*, de la vie, ancienne et durable.

A cet égard, *Salammbô* n'est pas une œuvre d'un autre ordre que *l'Éducation sentimentale* ou *Madame Bovary*. M. Louis Bertrand l'a très bien montré. Or, s'il a montré, dans *Salammbô*, l'éternelle vie, à plus forte raison la devons-nous sentir dans les romans de mœurs contemporaines. Il proteste, à mon avis, très heureusement contre une fausse interprétation de Flaubert, laquelle nous présente ce grand artiste comme le prisonnier de son art : un prisonnier malheureux qui, à travers les grilles de sa geôle, ne voit guère le monde et qui fait de la littérature ainsi que, les autres, le chausson de lisière. Non : l'esthé-

tique de Flaubert est vivante ; et lui, parmi les romanciers de génie, l'un de ceux qui ont saisi et mis dans leurs ouvrages le plus de réalité, intellectuelle et physique, vivante elle-même.

Enfin, voici, pour moi, Flaubert.

Mais plaçons-le, d'abord, à son époque ; ensuite, nous l'en détacherons. Cette époque où il a flori, c'est le deuxième empire : c'est le déclin du romantisme, encore splendide ; et c'est le triomphe du positivisme.

Romantique, Flaubert le fut passionnément, — et si évidemment que je n'ai pas à le prouver ; — son amour des couleurs brillantes, son luxe verbal, son lyrisme et la musique de ses phrases, autant de signes : et il dépend de Chateaubriand, d'Hugo, sans nul doute. Mais aussi, en 1857, la philosophie d'Auguste Comte et sa méthode se propageaient à l'encontre du romantisme. La science allait, dans l'idéologie universelle, se substituer à la poésie. Même s'il ne faut pas considérer la science comme la négation de la poésie, l'idée positiviste de la science est opposée à l'idée romantique de la poésie. En fait, l'effort littéraire des Parnassiens consista, plus ou moins nettement, à concilier les deux idées ; et ils ont corrigé le romantisme selon les volontés du positivisme : aux libres épanchemens d'Olympio, comparons les exactes analyses d'un Sully-Prudhomme.

Le romantisme soumettait le monde au poète. Le positivisme soumet au monde les yeux qui regardent le monde, l'intelligence qui le conçoit ; et il transporte la réalité, il la transporte de l'âme à l'objet. Ce changement est manifeste dans toute l'activité spirituelle, sous le deuxième empire, et dans la littérature notamment.

Flaubert en témoigne ; Flaubert, avec son goût de la vérité ; Flaubert qui peine à la quête des documens précis, et qui voyage, visite la Normandie et l'Orient pour attraper des paysages authentiques, et qui assume de formidables lectures, afin de se procurer l'histoire. Les romantiques interrogeaient leur imagination, comme le vieil Homère consultait la muse. Avec le positivisme, le procédé n'est plus le même : le procédé, c'est l'expérience ; du moins, en littérature, c'est l'observation. Et, si Flaubert se soumet à la nouvelle discipline avec une rigueur qui peut paraître excessive, qui l'a peut-être gêné, mon Dieu, la discipline est toute nouvelle : on en subit le prestige. Puis, au lendemain du romantisme, qui vous enchante et vous alarme encore, la discipline est plus indispensable que jamais : le plus tenté de vive indépendance la veut plus stricte.

Si je ne me trompe, tel est Flaubert à l'égard de son temps et, pour ainsi dire, en face du problème que son temps lui posait. Or, ce problème, dont j'indique la formule de 1857, donnons-lui toute sa portée : c'est le problème de l'art même. Tout art en est une solution; et, au principe de l'art, il s'agit de savoir quelle attitude l'artiste garde vis-à-vis de la réalité. Dans un récent volume, savant et joli, *Les origines du roman réaliste*, M. Gustave Reynier cherche, parmi les œuvres du moyen âge et de la renaissance, les commencemens de ce « genre littéraire. » Mais, si le roman réaliste peut être appelé, en effet, un genre littéraire, la question du réalisme est plus vaste, plus générale; et elle date des origines de la littérature, des origines de l'art, elle date de là et suit les tribulations séculaires de l'art et de la littérature : il s'agit de la somme de réalité que l'art, — et littéraire, par exemple, — est capable de prendre et d'animer. Il n'en désire presque pas, il la dédaigne; ou bien il la prise et il la veut. La dose de réalité qu'il absorbe, la manière dont il la traite : ainsi se caractérise un art.

Bref, l'esthétique de Flaubert, nous la trouvons premièrement installée au point vital de la littérature. Mais elle est une esthétique et, aussitôt, encourt le reproche de pédantisme. On se dépêche de conclure. On redoute qu'une esthétique entrave la spontanéité de l'artiste. La spontanéité de l'artiste, si l'on y songe, est plus dangereuse. Quel mal y a-t-il, et quel péril, à ce que l'artiste ait médité ses volontés et ne cède pas, tout simplement, à ses velléités de hasard? Ces velléités, en cas de réussite, on les qualifie d'un nom qui plaît, l'inspiration. Eh! l'inspiration (sauf la chance de quelques-uns; et lesquels?) n'est-elle pas le bel accomplissement d'une esthétique sous-entendue? L'auteur la dissimule, comme l'architecte enlève les échafaudages, la bâtisse achevée.

Au surplus, j'accorde que Flaubert soit, de nos écrivains, l'un des plus assidûment réfléchis, l'un de ceux qui ont eu la conscience la plus nette de leurs intentions. En revanche, n'accordera-t-on pas qu'il ait été l'un des plus intelligens?

Pour les amis d'un art exubérant, c'est peu de chose.

Mais on nous représente Flaubert comme le martyr de son esthétique et le maniaque d'un règlement fixé par lui, l'*héautontimorouménos*, bourreau de soi. S'il faut le dire, même ainsi je l'aimerais, tant nous avons d'écrivains qui sont aux petits soins pour eux et pour la vaine abondance de leur génie : des écrivains en bras de chemise; et les pantoufles. D'autres ont le cilice.

Le cilice, en telle aventure, n'est-il pas une folie?... On nous fait un Flaubert absurde, avec son esthétique, une toquade.

Si nous examinons et l'homme et l'esthétique, nous les voyons en excellent accord, extrêmement raisonnables l'un et l'autre, et celui-ci qui, judicieux, avait choisi celle-là, celle dont il avait besoin, celle précisément que réclamait la nature de son esprit. C'est ainsi qu'un système est vivant.

Notons, — car tout en dérive, à mon gré, — la sensibilité de Flaubert. Une terrible sensibilité, prodigieusement frémissante. Il écrivait (M. Bertrand cite ce passage de la *Correspondance*) : « S'il suffisait d'avoir les nerfs sensibles pour être poète, je vaudrais mieux que Shakspeare et qu'Homère, lequel je me figure avoir été un homme peu nerveux. Cette confusion est impie (de la poésie, de l'art et de la sensibilité), j'en peux dire quelque chose, moi qui ai entendu à travers des portes fermées parler à voix basse des gens à trente pas de moi, moi dont on voyait, à travers la peau du ventre, bondir tous les viscères et qui parfois ai senti, dans la période d'une seconde, un million de pensées, d'images, de combinaisons de toutes sortes, qui jetaient à la fois dans ma cervelle comme toutes les fusées allumées d'un feu d'artifice. » Une sensibilité de malade, dira-t-on, puisqu'on sait qu'il était épileptique. D'ailleurs, si cette indication manquait, je m'en passerais volontiers. La même sensibilité, ne la remarque-t-on pas chez beaucoup de gens qui ne tombent pas du haut mal? Cette infirmité, dont l'auteur de la *Bovary* a cruellement souffert, n'atteignit pas son talent, qui est sain. La sensibilité de Flaubert, en ce qui concerne son œuvre, est celle d'un artiste ; et l'analyse d'une telle sensibilité révèle, en son mystère le plus lointain, le germe fécond de l'art. Mais il nous faut aller ici jusqu'à ces profondeurs de l'âme où, de la subconscience, se dégagent les tendances premières.

Du reste, prenons garde. Il y a des artistes, souvent habiles, et pour qui l'art est un métier comme un autre. Ils ne l'auraient pas inventé ; ils l'adoptent : parfois, ils n'y réussissent pas mal. L'argent les tente, ou la gloire. Mais Flaubert, ce n'est pas cela. Il avait un peu de fortune et s'en contentait. Quand la *Bovary* eut fait scandale, dans la *Revue de Paris* et à la Chambre correctionnelle, l'éditeur l'eut, moyennant vingt-cinq louis, pour cinq années : en deux mois, il vendit quinze mille exemplaires, d'ailleurs. Encore n'avait-on pas facilement décidé Flaubert à publier son livre. Cette réclame, un procès dont les journaux retentissaient encore, le dégoûtait ; et il méprisait ce tapage « tellement étranger à l'art. » Il ajoutait : « Je n'aime pas, autour de

l'art, des choses étrangères. » (Quel homme, et digne d'étonner aujourd'hui maints littérateurs!) Il songeait à ne plus imprimer rien, mais à écrire, pour lui seul : quant à « publier, » c'était une chose dont il disait, et sincèrement, qu'il ne sentait pas le besoin.

Mais il sentait le besoin d'écrire. Cependant, le style lui était un dur travail ; il en parle comme d'un supplice. Il avait donc, au vrai, besoin d'avoir écrit. Ce besoin d'accomplir une œuvre d'art est le fait psychologique dont le secret me semble résider dans l'instinct même d'une sensibilité pareille à celle de Flaubert.

Une telle sensibilité est riche merveilleusement ; elle reçoit un perpétuel afflux d'impressions variées comme l'univers. Elle est malheureuse : toujours en éveil et toujours agitée, elle ne trouve pas son repos. Il le lui faudrait; car elle se fatigue, à frémir incessamment. Elle le cherche. Elle ne le trouve pas en elle-même, car elle est toujours en mouvement. Une excessive rapidité l'emporte; elle gaspille et perd ses richesses, plus précieuses d'être menacées. Et elle a le désir ardent de l'immobilité, de la durée. Elle est comme une nymphe lasse auprès d'un fleuve, son amour, fuyant au long des rives et qu'elle ne sait pas arrêter. Elle voudrait se mirer à la surface de l'eau, turbulente et qui s'échappe. Elle plonge ses doigts dans l'eau et ne la peut captiver. L'eau se sauve comme le temps.

Si la nymphe est pourvue de savans prestiges, elle congèlera le fleuve, plutôt que de le laisser fuir : il sera devant elle, immobile enfin, immobile et froid, séparé d'elle ainsi; elle n'y trempera plus ses doigts frissonnans. Mais elle aura goûté la joie d'éterniser un instant.

Il y a, dans l'essence même de la sensibilité, une velléité de suicide. Et la nymphe a tué le fleuve. Mais la sensibilité est, à la fois, le fleuve et la nymphe. Elle est éprise et jalouse d'elle-même. Elle se tue, afin de se posséder. En d'autres termes, et plus simples, elle renonce à elle-même.

Il est remarquable que tous les grands renoncemens proviennent d'une sensibilité immense et qui se tue.

Ce sera peut-être l'amour, don de soi, don parfait; et, « pour se regarder au miroir d'une autre âme, » une âme invente l'oubli de soi.

Ce sera peut-être le dévouement, totale abnégation de l'égoïsme. Flaubert, « aumônier des Dames de la Désillusion, » écrivait à une femme inquiète : « Pensez moins à vous... Tâchez donc de ne plus vivre en vous! »

Ce sera peut-être l'action, car elle exige qu'on abandonne son plaisir. Mais Flaubert avait l'horreur de bouger.

Alors, faute de l'amour, faute du dévouement et faute de l'action, ce sera, en définitive et comme à bout de ressources, l'art, le dernier stratagème d'une sensibilité en peine de renoncement. L'art, faute de l'amour; et Flaubert écrivait à George Sand : « Je ne suis pas si cuistre que de préférer des phrases à des êtres. » La femme inquiète et qu'il engageait à ne plus vivre en elle, ne l'eût-il pas dirigée vers les œuvres charitables? En attendant, il lui disait: « Associez-vous par la pensée à vos frères... » Quels frères? ... « à vos frères d'il y a trois mille ans! » Il l'envoyait à l'étude et aux livres; il l'envoyait au passé, qui est une œuvre d'art immobile.

L'art est, pour un Flaubert, le suprême moyen de sortir de soi : car l'on ne peut tenir en soi. Il écrivait pour réaliser hors de lui-même l'émoi qu'il avait en lui et qui le tourmentait « à le faire crier, » dit-il. Et voilà cette prétendue « impassibilité : » que de sottises n'a-t-on pas lancées, touchant l'impassibilité de Flaubert! Il n'y a pas eu d'intelligence plus chaude, ni de cœur plus bouillant. Mais il cherchait dans l'art son repos, — mettons, l'impassibilité, — comme sa délivrance. Il n'était pas impassible d'abord.

Conséquence : l'art, ainsi conçu, doit être impersonnel. Flaubert l'a répété maintes fois; et l'on connaît ses formules impérieuses. On les a déclarées paradoxales. Non! Et, en tout cas, le principe est juste. L'art commence à la minute même où le sentiment se détache d'une individualité, prend les dehors d'un objet qui, tout seul, existe.

Il est possible que Flaubert ait poussé le principe jusqu'à ses bornes extrêmes et, j'y consens, au delà des bornes indispensables. Mais, quoi! n'avait-il pas à réagir contre la fureur individualiste des romantiques? Ceux-là manquaient de toute retenue; et, le vice de leur esthétique, on l'a vu, quand Lamartine publia le commentaire anecdotique de ses *Méditations :* il n'avait couvert que d'un voile léger les sentimentales péripéties de son existence et, le léger voile, il l'écartait. Flaubert, en son temps, eut à réagir. Averti par les violences de sa propre sensibilité, mis en garde par elle, il réagit plus énergiquement. Il s'est aperçu de la dépravation à laquelle l'art courait; et il résolut d'enrayer le mal. S'il l'a fait avec rudesse, la leçon n'en est pas moins bonne, aujourd'hui encore, après tout un siècle de lyrisme éperdu. Flaubert, en somme, retournait à une idée de l'art qui est exactement celle de nos écrivains classiques. Mais il y retournait : ce n'est pas la même chose que d'y être. Et, pour y aller, il partait du romantisme, de son erreur superbe. Il arrive au même point; seulement restent en lui le souvenir et la peur de la faute; il a les

manières d'un converti, qui se méfie de soi et continue de se châtier.

Voire, il se tarabuste : il n'en est que plus émouvant.

Pour être sûr de ne pas céder au vieil homme, si romantique, il a recours aux contraintes les plus sévères et à l'exil, à cette sorte d'exil véritable qu'est l'exotisme. S'il demeurait chez lui, dans ses entours, dans le paysage familier qu'il a peuplé de sa tendresse et de son rêve, il résisterait mal aux tentations débiles où la sympathie vous engage. Il s'est éloigné; il a campé, avec son art, dans les pays étrangers ou hostiles, dans les pays d'Hamilcar ou d'Homais, chez les Carthaginois ou les bourgeois. Là, il ne craignait rien; là, il avait la certitude de ne pas se confondre avec la nature environnante, de ne pas mêler son âme à d'autres âmes et de n'être pas dupe des faciles incarnations, des avatars auxquels s'amuse un mol esprit. Il se cantonnait, à l'écart; telles furent ses précautions.

Et il est dans toute son œuvre, sans doute. On l'y devine; même, on l'y voit. Mais il y est comme l'art le plus impersonnel l'y voulait : il y est l'artiste ; il y est l'intelligence qui choisit et qui ordonne les fragmens et les symboles de la réalité.

Son œuvre contient une somme abondante de réalité. Après la publication des *Trois contes*, Taine lui écrivait : « Votre calme, votre perpétuelle absence est toute-puissante; comme disait Tourguéneff, cela coupe le fil ombilical qui rattache presque toujours une œuvre à son auteur. A mon avis, le chef-d'œuvre est *Hérodias*... *Hérodias* est la Judée trente ans après Jésus-Christ, la Judée réelle, et difficile à rendre, parce qu'il s'agit d'une autre race, d'une autre civilisation, d'un autre climat. Vous aviez bien raison de me dire qu'à présent l'histoire et le roman ne peuvent plus se distinguer. Oui, à condition de faire du roman comme vous. Ces quatre-vingts pages m'en apprennent plus sur les alentours, les origines et le fond du christianisme que l'ouvrage de Renan; pourtant vous savez si j'admire ses *Apôtres*, son *Saint Paul* et son *Antéchrist*. Mais la totalité des mœurs, des sentimens, du décor ne peut être rendue que par votre procédé et votre lucidité. » Sa lucidité, ne la devait-il pas à la rigueur de son procédé, à cette règle d'« absence » qu'il observait? La réalité profonde de *Salammbô*, M. Bertrand (je l'ai dit) l'a fort bien montrée ; puis il a présenté, très justement, Flaubert comme un de ces hommes de grande et forte culture à qui la connaissance des temps et de l'espace permet de prendre et de posséder les plus larges portions d'humanité authentique, peuples et individus, la vie et la pensée : dans la troisième partie de *la Tentation*, le dialogue du diable et de saint Antoine déroule tout le spino-

zisme avec une admirable intelligence et le roman, d'un bout à l'autre, déroule toute l'infinie et subtile erreur métaphysique. La réalité d'Emma Bovary : celle d'une femme vivante et, par un privilège, d'une femme dont l'âme ne nous serait aucunement dissimulée. « Quelles solitudes que tous ces corps humains ! » dit Fantasio ; et des millions de lieues séparent un être de son voisin. Mais Flaubert nous conduit jusqu'à la plus intime solitude où Emma Bovary se cacherait. Il n'est pas un de ses actes que nous n'ayons vu se préparer dans le mystère de cette âme éclairée par lui. Cependant, elle garde son mystère, je veux dire sa logique à elle : une logique est tout un être. Dans les sentimens et dans la destinée d'Emma Bovary, l'auteur n'intervient pas. Elle existe sans lui ; et il la regarde. Pour modifier les journées de cette petite femme, il y a les incidens divers du hasard et il y a l'enchaînement naturel de la cause à l'effet, cette fatalité confuse qui, au désordre même des événemens, impose une espèce de régularité. Jamais on ne surprend, au cours des épisodes, le caprice de l'auteur. L'auteur n'est pas là.

Emma Bovary, délicieuse, à la fois ingénue et perverse, prétentieuse avec la plus touchante sincérité, voluptueuse et, dans toutes ses ardeurs, animée d'un étrange idéalisme, dédie au rêve son péché. Tête absurde et charmante ! Sa niaiserie est d'avoir voulu fuir la vulgarité : elle y tombe. Elle y mourra ; et nous aurons pitié de sa douleur scandaleuse et innocente, de son corps joli, de son cœur affriolé, de son espérance avilie. Elle vivait : nous l'aimions.

Maupassant raconte que Flaubert se fâchait, quand les critiques l'appelaient un réaliste. Et M. Bertrand rapporte qu'il disait, à propos de la *Bovary* : « Les observations de mœurs, je me moque bien de ça ! » et qu'après *Salammbô*, il écrivait à Sainte-Beuve : « Je me moque de l'archéologie ! »

En vérité, son art n'est pas réaliste. Il l'est pourtant ; mais, plutôt, il ne l'est pas. La réalité, Flaubert l'utilise comme un refuge, quand il s'est échappé de lui-même. Elle lui fournit le moyen de ne pas demander à son imagination (qui est de lui, et dont il se méfie) la substance et les matériaux de son art. Il faut qu'on aille à la réalité, quand on pratique le mépris des chimères individuelles. On n'a que la réalité du dehors ou bien soi : l'on n'a donc que la réalité. Ainsi, Flaubert est un réaliste. Mais la réalité n'est pas la fin qu'il se propose. La fin, pour lui, la seule fin, c'est l'art : un art qui emploie la réalité.

Un art qui n'est pas soumis à la réalité. Il la dompte. La preuve ? Il lui impose la beauté.

Or, il y a, entre ces deux termes, — réalité, beauté, — une antinomie. Flaubert l'a durement constatée. Il la signale, à toutes les étapes de la civilisation : elle se marque, à ses yeux, toujours plus nettement d'âge en âge. A l'imitation des positivistes, il distinguait, dans le devenir de l'humanité, des périodes et, badinant avec chagrin, les désignait : paganisme, christianisme et « muflisme. » Ses romans, il les a placés dans ces trois périodes, dans la troisième aussi, où triomphe la laideur.

Imposer à la réalité, triomphalement laide, la beauté : comment faire? Comment Flaubert a-t-il résolu l'antinomie? A-t-il embelli la réalité, ainsi que d'autres l'enjolivent? Non, certes : ou bien, il aurait manqué à sa discipline. Mais, en lui laissant sa laideur, il l'a vêtue de beau style. Bref, il l'a traitée un peu comme fit Vélasquez les princes décrépits de la maison d'Autriche : il les habille d'étoffes somptueuses, de brocarts d'or et les décore de son génie. Flaubert costume de ses phrases la réalité médiocre ou infâme.

Un simple réaliste copie la réalité; il ne permet point à sa phrase de ne pas suivre assidûment la ligne qu'on voit. Et il appauvrit même sa phrase, afin de la rendre moins orgueilleuse, plus docile : petite servante de la réalité.

La beauté d'abord ! disait Flaubert. Et il reprochait à Zola d'autres soucis.

Il disait aussi : « Moi, j'admire autant le clinquant que l'or. La poésie du clinquant est même supérieure en ce qu'elle est plus triste ! » Il y a, dans cette boutade, un peu de plaisanterie, certainement, et beaucoup de vérité, car il songeait à ce rôle magnifique et bizarre qu'il avait assumé : rehausser du fin métal de ses phrases la grossière étoffe de la réalité.

Il n'était pas gai, à part lui : ses propos véhémens, sa fausse allégresse ne doivent pas faire illusion. Il était assez nihiliste et n'attendait rien du progrès dans le monde, qu'un enlaidissement continu; il n'attendait pas, de la science ou de la philosophie, une révélation de l'inconnaissable : il comparait la vie à la meule qu'un esclave tourne.

On le chicanerait là-dessus. A quoi bon ? Le pessimisme n'est pas une dialectique ; et l'optimisme non plus.

Mais, au désastre universel, survivait l'art uniquement. Il lui donna toute son existence, toute sa ferveur, le zèle d'un dévot. « Dans ma pauvre vie, si plate et si tranquille, les phrases sont des aventures, et je ne recueille pas d'autres fleurs que des métaphores... » Son hérésie exquise considérait le monde comme une illusion qui peut

servir à la littérature. Il avait trouvé pour le monde cet argument de rédemption. Il s'établit prêtre de ce néant qu'il ornait de beauté.

Avec quel soin, méticuleux et obstiné ! Il ne négligeait aucun détail de son culte, aucune pratique. Il n'a omis aucune des vertus de l'écrivain. Presque toujours seul, à son bureau, il travaillait, recommençait et raturait : hors des ratures sortait la phrase, belle comme une musique peinte. Alors, dit Maupassant, il levait la tête, haussait à ses yeux la feuille de papier, s'appuyait sur un coude et lisait, d'une voix forte et heureuse.

Je l'aime aussi tel que, d'après Mme Franklin Grout, M. Louis Bertrand nous le montre. De temps en temps, on le voyait, gros homme, ceindre un tablier, s'asseoir : il passait toute une matinée à fendre, aiguiser et polir des plumes d'oies ; il les jetait l'une après l'autre dans un grand plateau de cuivre. Et il était, durant cette longue opération, parfaitement grave et recueilli. Besogne religieuse : il préparait les instrumens de la littérature.

Je l'aime enfin parce qu'il se disait disciple de saint Polycarpe, lequel s'écriait : « Seigneur, Seigneur, en quel temps m'avez-vous fait vivre !... »

Mais il se consolait à réunir les mots sonores et colorés, à divertir ainsi son désespoir, à illustrer d'images son incertitude, à réparer avec des phrases les torts de l'univers.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE FROID DANS LA NATURE ET DANS LA SCIENCE

I. — LE FROID DANS LA NATURE

Le froid n'est pas seulement le rude compagnon qui, dans ces mois d'hiver, fait grelotter les misérables sous les arches venteuses des ponts; il n'est pas seulement l'artiste qui procure aux dilettantes de frissonnantes délices, dans la caresse exquise des fourrures, ou bien sous le regard tranquille de la lampe tôt allumée, tandis que derrière les chenets gambadent les flammes légères avec leurs rouges bonnets pointus. Au fond des laboratoires le froid a trouvé depuis quelque temps des adorateurs; ils lui ont élevé dans la science un temple merveilleux où chaque jour on fouille et dissèque, grâce à lui, les entrailles inertes de la matière.

Les physiciens ont créé récemment toute une série de substances dont les températures sont au-dessous de tout ce qu'on pouvait imaginer naguère, et qui, après avoir singulièrement élargi nos idées sur la matière, pourraient bien, — ce qui a aussi son petit intérêt, — bouleverser avant peu l'industrie elle-même.

Que deviendraient les corps qui nous entourent si la température s'abaissait progressivement d'un grand nombre de degrés? Nous savons que la vapeur d'eau quand on la refroidit se condense d'abord sous forme de liquide, puis se solidifie en glace. C'est l'immortel honneur de Lavoisier d'avoir le premier aperçu, — par une de ces intuitions qui précèdent souvent d'un siècle les résultats de l'expé-

rience, — que tous les corps de l'univers se comportent comme l'eau, avec cette seule différence que les températures auxquelles ils se vaporisent où se congèlent sont plus ou moins élevées.

« Si la Terre, écrivait Lavoisier dans une page prophétique, se trouvait tout à coup placée dans les régions très froides, par exemple de Jupiter ou de Saturne, l'eau qui forme aujourd'hui nos fleuves et nos mers et probablement le plus grand nombre des liquides que nous connaissons, se transformeraient en montagnes solides et en roches très dures. L'air, dans cette supposition, ou au moins une partie des substances aériformes qui le composent cesserait sans doute d'exister dans l'état de fluide invisible, faute d'un degré de chaleur suffisant : il reviendrait à l'état de liquidité, et ce changement produirait de nouveaux liquides dont nous n'avons aucune idée. »

Et ceci nous amène à rechercher quelles sont les températures les plus basses réalisées dans la nature, ou du moins dans le petit district de l'univers où nous gravitons. Autour du Soleil, dont la température moyenne dépasse 5 000 degrés, s'étagent les planètes dont les surfaces sont d'autant plus chaudes qu'elles reçoivent plus d'énergie de l'astre radieux, c'est-à-dire qu'elles en sont moins éloignées. Mercure, la plus rapprochée, reçoit par mètre carré de sa surface 6 fois plus de chaleur solaire que la Terre, et 6 000 fois plus que le lointain Neptune. On peut se proposer de calculer quelle serait la température marquée par un thermomètre qui serait exposé dans l'espace au rayonnement solaire, et qu'on supposerait placé successivement aux distances où se trouvent les diverses planètes. Nous admettrons que la boule de ce thermomètre est noircie de façon à absorber intégralement toute la chaleur reçue. La température de la surface solaire étant voisine de 5 000° centigrades d'après les mesures les plus récentes, on trouve alors que notre thermomètre indiquerait les chiffres suivans aux distances des différentes planètes (nous avons aussi indiqué dans ce tableau ces distances, celle de la Terre au Soleil étant supposée égale à 1) :

Nom de la planète.	Distance au soleil.	Température.
Mercure.	0,39	+ 158°
Vénus.	0,72	+ 53°
Terre.	1,00	— 4°
Mars	1,52	— 48°
Jupiter	5,20	— 153°
Saturne.	9,54	— 184°
Uranus	19,18	— 210°
Neptune.	30,05	— 223°

Ces chiffres ne donnent d'ailleurs qu'une idée approchée de la réalité. On voit par exemple pour la Terre qu'ils indiquent — 4°, alors que la température moyenne, à la surface terrestre, est un peu plus élevée et voisine de + 15° centigrades. Cette différence est due sans doute pour une bonne part à l'effet protecteur de notre atmosphère, qui se comporte comme une sorte de couverture isolante et tend à diminuer le refroidissement du sol par rayonnement dans l'espace. Un effet analogue doit être produit aussi par les atmosphères des autres planètes, et les températures moyennes de celles-ci doivent être légèrement supérieures à celles qu'indique le tableau précédent.

En revanche, dans les régions voisines de leurs pôles, et où les rayons solaires n'arrivent que très obliquement et très absorbés par l'atmosphère, il doit y régner des températures bien inférieures.

C'est précisément ce qui a lieu sur la Terre. La température la plus basse qui ait été relevée depuis qu'il y a des hommes... et qui usent des thermomètres, les 72° au-dessous de zéro qui furent observés une fois à Verkhoïansk en Sibérie (où règne d'ailleurs en janvier une température moyenne de — 40°), nous montre quels froids intenses la nature réalise parfois sur notre globe. A vrai dire, il a dû y avoir des froids encore bien plus vifs avant l'invention du thermomètre, si nous en croyons les horribles descriptions des anciennes chroniques. En France même, il semble que le minimum thermométrique de — 31° observé dans l'Est ait dû être parfois dépassé au temps jadis ; en l'an 547, nous dit la *Chronique de Saint-Denis*, l'hiver fut si rude dans les Gaules que « li oisel furent lors si destroit de faim et de froidure que on les prenoit aus mains sanz nul engin. » Malheureusement, si émouvant qu'il soit, et si charmant en son vieux patois, ce récit ne vaut pas un chiffre.

Il est probable d'ailleurs que l'exploration scientifique du continent antarctique révélera des températures plus basses encore que celles qui ont été observées en Sibérie. Nous n'en voulons pour preuve que les chiffres relevés par Roald Amundsen dans sa station d'hivernage de Framheim ; bien que cette station se trouve à plus de 10° du pôle, la température moyenne annuelle y a été trouvée égale à — 25° avec un minimum de — 59° observé le 13 août 1910. (N'oublions pas que l'hiver austral correspond à notre été.)

En raisonnant par analogie, et en considérant les chiffres du tableau ci-dessus, nous sommes donc fondés à conclure qu'il doit régner, en certains points des planètes les plus éloignées du Soleil, des températures certainement très inférieures à 200° au-dessous de zéro.

Mais si nous continuons de plus en plus à nous éloigner du Soleil par la pensée, si nous pénétrons dans les régions de l'espace où il ne sera plus qu'une lointaine étoile presque invisible au fond du ciel noir, n'allons-nous pas trouver des températures beaucoup plus basses encore, des centaines et des milliers de degrés au-dessous de zéro?

Eh bien! non, cela n'est pas possible; car nous allons voir qu'il existe dans l'échelle des températures descendantes une limite infranchissable que la nature ne peut pas dépasser, et qui est 273° centigrades au-dessous de zéro. Il ne peut exister, nulle part et en aucune circonstance, de température inférieure à celle-ci que l'on a appelée pour ce motif le *zéro absolu*. D'où provient ce chiffre fatidique, ce pôle du froid, qui se dresse comme un mur inattaquable devant l'homme et devant la nature elle-même, et qui semble leur dire : « Tu n'iras pas plus loin? » C'est ce que montreront, je pense, les réflexions suivantes, dont l'imparfaite rigueur n'a pour cause que mon désir d'éviter les démonstrations trop abstruses :

Qu'est-ce qu'un degré centigrade? C'est par définition la centième partie de l'intervalle thermique qui sépare le point de congélation de l'eau (0°) de son point d'ébullition (100°). On s'est longtemps contenté de mesurer les degrés au moyen de thermomètres à mercure ou à alcool, où la dilatation du liquide le fait monter plus ou moins dans un tube capillaire gradué. Mais aux très hautes températures qu'on réalise dans les laboratoires, le mercure et l'alcool se volatilisent; aux très basses, ils se congèlent. Les physiciens ont alors construit des thermomètres où le mercure et l'alcool sont remplacés par les seuls corps qui conservent le même état dans un intervalle très grand de température : les gaz, comme l'air ou l'hydrogène. Or ces gaz entre 0° et 100° se dilatent tous exactement de la même quantité qui égale, l'expérience le montre, les 100/273 de leur volume. C'est-à-dire que si on porte, de 0° à 100°, 273 centimètres cubes d'air, ils occuperont, la pression étant bien entendu la même, 373 centimètres cubes. Un gaz se contracte donc par définition d'un deux-cent-soixante-treizième (1/273) de son volume lorsqu'on le refroidit d'un degré. Si donc on refroidit un gaz à 272° au-dessous de zéro, son volume sera réduit de 272/273; il serait réduit à zéro si on pouvait le refroidir à 273° au-dessous de zéro. Il est clair que le volume d'un corps, quel qu'il soit, ne peut être complètement annulé, par aucun moyen, et c'est pour cela que — 273° est une limite qu'on ne peut non seulement pas franchir, mais même pas atteindre.

Les physiciens, — quand on fait des réformes, on n'en saurait trop

faire, — ont par suite pris l'habitude de mesurer les degrés thermométriques à partir de — 273°; dans cette *échelle absolue de température*, qui n'est plus arbitraire comme l'échelle centigrade, les températures de celle-ci se trouvent augmentées de 273°. C'est ainsi que la glace fond à 273° absolus, ce qu'on a pris l'habitude d'écrire 273°A. Cette nouvelle numération a quelques inconvéniens et beaucoup d'avantages, dont le principal, dans la pratique, est qu'il n'y a plus de températures négatives, — ce qui était une chose absurde. Il y a d'ailleurs lieu de penser que le grand public n'est pas près d'adopter l'échelle thermométrique absolue : le grand public a d'autres soucis.

II. — A L'ASSAUT DU ZÉRO ABSOLU

L'histoire des efforts faits depuis cent ans par les savans pour approcher le plus possible du *pôle du froid* a toutes les allures d'une épopée. Elle a ses héros et ses martyrs; elle est pleine d'épisodes émouvans et d'exploits d'où sans cesse naissaient d'autres exploits, jusqu'au jour où, — c'était il y a quelques mois, — ayant réussi à liquéfier le plus réfractaire des gaz, l'hélium, on vit bouillir à moins de 271° au-dessous de zéro, à moins de 2 degrés du but inaccessible, ce liquide étonnant.

On sait depuis fort longtemps obtenir des froids qui vont jusqu'à plusieurs dizaines de degrés au-dessous de zéro, au moyen des saumures réfrigérantes, inventées, dit-on, par les Chinois, et que tous les pâtissiers connaissent. Avec un simple mélange de glace et de sel on réalise aisément — 20°; on va jusqu'à — 50° avec le mélange glace-chlorure de calcium. Mais ce qui suffit aux fabricans de sorbets n'a pu contenter les physiciens, dont le but est, il est vrai, un peu différent; ils ont voulu aller beaucoup plus bas encore, et un exemple nous montrera comment ils y sont parvenus :

L'eau bout à 100° à la pression atmosphérique. Mais l'expérience montre que, si on abaisse la pression, son ébullition a lieu à une température beaucoup plus basse; par exemple, si la pression n'est plus qu'une demi-atmosphère, l'eau bout déjà au voisinage de 80°. C'est ce qui fait qu'au sommet du Mont-Blanc, lors de sa mémorable ascension, Saussure a constaté, — ce qui l'étonna fort, — qu'on a les plus grandes difficultés à y faire durcir les œufs dans l'eau bouillante. Au contraire, si on augmente la pression au-dessus de l'eau, celle-ci ne bout plus qu'à des températures très élevées; cela arrive dans les chaudières, et en particulier dans la plus ancienne de toutes, la marmite de Papin.

Ainsi, par exemple, sous une pression de 10 atmosphères, l'eau ne bout qu'à 180°, et il faut élever la température à 365° pour la faire bouillir sous une pression de 200 atmosphères. De sorte qu'en s'y prenant bien on pourrait faire fondre de l'étain et même du plomb dans l'eau!

La théorie explique tout cela très bien, — c'est la force des théories de très bien expliquer tous les phénomènes... après coup : — la vapeur qui s'échappe de l'eau chauffée a évidemment une pression, une force élastique d'autant plus grande que l'échauffement est plus vif; or l'ébullition se produit lorsque la pression extérieure ne suffit plus à contre-balancer celle de la vapeur qui monte du liquide. L'ébullition ne peut donc pas se produire avant que la tension de la vapeur ne soit égale à celle de l'atmosphère où elle s'échappe; et ceci explique immédiatement les faits précédens.

Nous voilà, semble-t-il, bien loin des basses températures. Nous y touchons au contraire : lorsque de l'eau s'évapore en partie, elle se refroidit avec intensité, ou du moins sa transformation en vapeur ne peut se faire qu'avec une assez vive absorption de chaleur. C'est ce qui produit le froid intense qu'on éprouve au sortir du bain; c'est pourquoi aussi les liquides très volatils (alcool, éther, ammoniaque), versés sur l'épiderme en petite quantité, y produisent une sensation de froid; c'est enfin la propriété qu'utilisent à leur insu, — si on veut me permettre cet exemple familier, — les dîneurs pressés qui soufflent sur leur potage pour le refroidir, et y réussissent en augmentant l'évaporation à sa surface. Et voilà expliquée cette jolie expérience : une carafe d'eau mise sous la cloche d'une machine pneumatique se met à bouillir violemment, puis brusquement se prend en glace. De même si on a de l'eau bouillant à 200° dans une chaudière, et qu'on diminue dans celle-ci la pression, par exemple en la mettant en communication avec l'atmosphère, la température du liquide s'abaissera immédiatement à 100° sans que l'on ait pourtant diminué le moins du monde la chauffe.

En abaissant la pression au-dessus d'un liquide bouillant, on obtient donc un abaissement de sa température. Mais, si l'idée de Lavoisier est exacte, les corps que nous considérons comme des gaz, et en particulier ceux de notre atmosphère, ne sont que les vapeurs de liquides bouillant à très basses températures, et qui ne peuvent exister à l'état stable dans les conditions ambiantes de température et de pression. On réalisera donc le froid artificiel en liquéfiant ces gaz par la compression, puis en les faisant évaporer. La compression est en effet

l'agent qui maintient dans notre chaudière l'eau à l'état liquide, à des températures très supérieures à celle de l'ébullition normale; elle agit nécessairement de même sur les autres corps, si Lavoisier a vu juste.

C'est ainsi qu'on est arrivé à liquéfier le chlore, l'acide sulfureux, l'acide carbonique (qui à la température ordinaire prend l'état liquide sous une pression de 36 atmosphères) et un grand nombre d'autres gaz. Il est clair d'ailleurs qu'en plongeant dans des réfrigérans les appareils de compression, l'opération est facilitée d'autant.

Pourtant l'idée de Lavoisier parut un moment mise en échec par la résistance que 5 gaz, l'oxygène, l'azote, l'hydrogène, l'oxyde de carbone et le méthane, auxquels se sont adjoints plus récemment le fluor et l'hélium, et qu'on appela pour ce motif les gaz *permanens*, opposèrent à la liquéfaction par compression. Soumis à des pressions qui atteignirent 2 800 atmosphères, ils se montraient néanmoins absolument rebelles, lorsque la découverte du *point critique* vint nous montrer la cause de ces échecs.

Le point critique est une température caractéristique de chaque corps et telle qu'au-dessus d'elle, ce corps ne peut exister qu'à l'état gazeux, quelque formidable que soit la pression à laquelle on le soumet. Porté à sa température critique, un liquide, quel qu'il soit, se gazéifie brusquement sans changer de volume, comme on le constate par exemple pour l'acide carbonique dont le point critique est 30°,9. La température critique est — 118° pour l'oxygène, — 136° pour l'oxyde de carbone, — 146° pour l'azote; elle atteint la valeur de — 242 (à 21° seulement de distance du zéro absolu) pour l'hydrogène; et de — 268° pour l'hélium; si nos physiciens habitaient dans quelqu'un des astres éloignés où règnent des températures inférieures à celles-ci, ils n'eussent donc jamais été arrêtés par la notion fallacieuse de « gaz permanens; » ils ne l'eussent pas même soupçonnée.

Au-dessus de 268° au-dessous de zéro, il fait donc trop chaud pour que l'hélium puisse être autre chose que gazeux, et la température à laquelle il est bouillant est toujours inférieure à celle-là. Voilà qui est de nature à montrer sous un angle inattendu le rapport que dans le langage courant on semble voir entre la chaleur et l'ébullition.

Il ne restait donc plus, pour amener à l'état liquide ces gaz rebelles, qu'à les refroidir au-dessous de leurs points critiques avant de les comprimer. Ce ne fut point chose facile; on y arriva pourtant par deux moyens différens qui se complètent d'ailleurs admirablement.

Le premier procède de la découverte de notre illustre compatriote M. Cailletet qu'un gaz comprimé lentement, puis détendu *brusquement*

se refroidit considérablement. C'est l'inverse de ce qui se passe lorsqu'on comprime rapidement de l'air, ce qui a pour effet de l'échauffer, comme ont pu le constater tous ceux qui ont eu à gonfler des pneumatiques de bicyclette. Pour donner une idée du refroidissement opéré par ce procédé, rappelons seulement que M. Cailletet, en comprimant de l'air sous une pression de 300 atmosphères dans un tube épais de verre au moyen d'une colonne de mercure poussée dans ce tube par une simple presse hydraulique, puis en supprimant brusquement la pression par l'ouverture d'un robinet, vit l'air, amené ainsi bien au-dessous de sa température critique, se résoudre subitement en un brouillard épais. Et c'est par ce procédé si simple que, pour la première fois, furent domptés les gaz permanens.

Le même résultat fut atteint peu après, par un autre procédé, dont l'idée et les perfectionnemens successifs sont dus à des savans divers parmi lesquels il faut citer entre tous Pictet, Olzewski et Wroblewski et enfin Kamerling-Onnes, le savant hollandais vainqueur de l'hélium. Ce procédé, dit des cycles multiples, consiste à descendre par étapes successives l'échelle des températures, en liquéfiant d'abord par simple compression un gaz aisément condensable, tel que l'acide sulfureux ou le chlorure de méthyle, dont l'évaporation dans le vide fournit une température assez basse pour dépasser largement le point critique d'un gaz plus rebelle, qui soumis au refroidissement du premier gaz est liquéfié à son tour par compression, puis sert à son tour d'instrument à la liquéfaction d'un gaz encore plus réfractaire.

Cette méthode admirable, où chaque gaz joue en quelque sorte vis-à-vis des autres le rôle d'une roue d'engrenage, a trouvé sa réalisation la plus parfaite au célèbre « laboratoire cryogène de Leyde, » qui, sous la direction du professeur Kamerling-Onnes, constitue un instrument de recherches sans égal dans le monde, et grâce auquel on a pu étudier sur une vaste échelle, les propriétés étranges de la matière aux basses températures. Actuellement le laboratoire de Leyde dispose de cinq cycles successifs de liquéfaction qui lui permettent d'obtenir toute la gamme des températures suivantes :

1er cycle.	—	Chlorure de méthyle jusqu'à	—	— 90°
2e	—	Éthylène	—	— 160°
3e	—	Oxygène	—	— 217°
4e	—	Hydrogène	—	— 259°
5e	—	Hélium.	—	— 271°,5

L'hélium lui-même a été, — triomphe suprême, — liquéfié en

refroidissant au moyen d'hydrogène bouillant dans le vide, puis en le détendant brusquement après l'avoir comprimé à 100 atmosphères. Il se présente sous la forme d'un liquide transparent et incolore bouillant à — 269° dans l'air.

A moins qu'on ne découvre quelque jour un gaz encore plus réfractaire que l'hélium, on ne voit guère le moyen d'approcher plus près du zéro absolu que n'a fait Kamerling-Onnes, sauf peut-être par la solidification de l'hélium lui-même, qui ne saurait tarder, et qui diminuera encore, à n'en pas douter, le frêle intervalle qui nous sépare du « pôle du froid. »

Un savant français qui a récemment visité le laboratoire de Leyde, M. Lemaire, nous en a donné une description vivante qui nous fait bien sentir l'esthétique étrange et captivante, le sentiment émouvant qui se dégagent d'un de ces creusets où la pensée désintéressée attaque la matière : un laboratoire de physique en pleine activité : « L'organisation nécessitée par les expériences faites avec l'hydrogène ou l'hélium liquide est analogue à celle d'un vaisseau-amiral au moment du combat. Quant tout le matériel est prêt, les dispositions préparatoires sont prises l'avant-veille du jour où l'on compte faire les expériences et l'on fait marcher les différens cycles l'un après l'autre jusqu'à ce qu'enfin celui de l'hélium fonctionne à son tour. Le professeur Kamerling-Onnes est près de l'appareil principal à observer, comme l'amiralissime dans son blockhaus, entouré de ceux qui l'aident ou qui transmettent ses ordres aux autres observateurs et aux mécaniciens placés à la tête des différens cycles ou de la station centrale d'énergie. Il est arrivé que plus de dix personnes étaient ainsi employées simultanément et quelques-unes pendant plus de douze heures consécutives ; elles évoluent à l'aise, silencieusement et sans hésiter au milieu des multiples appareils et machines en marche, dans un lacis inextricable de conduites... »

III. — CONSERVATION ET PROPRIÉTÉS DES BASSES TEMPÉRATURES

Pour pouvoir étudier à loisir les propriétés et les effets physiques de ces substances étonnamment froides que sont, une fois liquéfiés, les gaz permanens, — s'il est permis encore de les appeler ainsi, — il importe avant tout de pouvoir les manipuler à l'air libre. On pouvait craindre que cela ne fût impossible ou très difficile à cause de l'évaporation rapide de ces liquides ; dans l'air ordinaire, ils sont, — tout est relatif, — en quelque sorte dans une fournaise et doivent en effet se réduire très

rapidement en vapeurs comme ferait de l'eau portée brusquement dans un four chauffé au rouge. C'est ainsi que la glace elle-même est quelque chose de très chaud par rapport aux — 193° de l'air liquide bouillant à l'air libre ; en projetant un morceau de glace dans un flacon contenant ce liquide dont nous reparlerons à l'occasion des brillans travaux de M. Georges Claude, on voit une violente ébullition s'y produire. C'est la « bouillotte magique » qui étonne toujours beaucoup les habitués de music-halls.

On est arrivé néanmoins à conserver très longtemps à l'air libre les gaz liquéfiés grâce à un ingénieux artifice dû à mon maître, M. d'Arsonval et au professeur Dewar, et qui consiste à les enfermer dans des récipiens formés d'une double enveloppe de verre où l'on a fait le vide et dont la surface interne est argentée. Le vide intermédiaire empêche la chaleur extérieure de se transmettre au liquide par conductibilité : l'argenture l'empêche de s'y transmettre par rayonnement, de même que des vêtemens blancs, en réfléchissant la chaleur solaire, la laissent moins que les noirs parvenir jusqu'au corps. Grâce à ces récipiens spéciaux, on est arrivé si bien à isoler thermiquement à l'air libre les gaz liquéfiés et l'air liquide en particulier, que sur leur surface extérieure ne se dépose même pas la plus petite trace de givre due à la congélation de la vapeur d'eau atmosphérique. Le vide et l'argenture maintiennent donc, entre les deux parois que séparent moins de 5 millimètres, une différence de température voisine de 200° ! Quand on manipule l'hydrogène liquide qui bout à — 250° à l'air libre ou l'hélium, on prend en outre la précaution d'immerger le récipient à double enveloppe dans un bain d'air liquéfié qui ralentit encore le refroidissement. Pour donner une idée de la température réalisée dans un tel récipient d'hydrogène liquide, signalons seulement qu'il suffit d'enlever le tampon d'ouate qui en forme le col pour voir l'air ambiant se condenser au bord de celui-ci sous forme de givre formé d'air solide.

La plupart des gaz réfractaires se présentent une fois liquéfiés sous la forme de liquides incolores et transparens comme l'eau et, si on les solidifie, sous la forme de neiges blanches ou de glaces translucides. L'hydrogène à ce point de vue a déçu les savans qui, d'après ses propriétés, étaient portés à le considérer plutôt comme un métal que comme un métalloïde. A l'état liquide comme à l'état solide (il fond à — 258°) il est transparent et léger et n'a nullement l'éclat métallique.

L'oxygène liquide est à un certain point de vue une exception : il n'est pas incolore, mais d'une jolie couleur bleue, même sous une faible

épaisseur. L'air liquide lui-même a une teinte bleutée d'autant plus nette qu'il est plus oxygéné. Certes il n'est pas certain qu'un corps ait la même couleur à l'état liquide qu'à l'état gazeux. Il n'en est pas moins vrai que ceci suggère immédiatement une explication d'un phénomène qui a déjà soulevé des douzaines de théories plus imparfaites les unes que les autres : le bleu du ciel.

Les basses températures modifient de la façon la plus surprenante les propriétés de la matière.

Les affinités chimiques tout d'abord sont fortement diminuées par les froids intenses, et comme engourdies par eux. Pour ne prendre qu'un exemple, le potassium qui, aux températures ordinaires, a des affinités telles pour l'oxygène qu'il l'arrache en la décomposant à l'eau dans laquelle on le plonge; le potassium, dis-je, peut être plongé impunément dans l'oxygène liquide. Les actions photographiques, — qui sont comme chacun sait des actions photochimiques, — deviennent cinq fois moins rapides à — 180°. Il y a, il est vrai, une ou deux exceptions telles que la combinaison foudroyante du fluor solide avec l'hydrogène liquide. Mais quelle est l'exception qui, même en matière de science, ait jamais réussi à infirmer une règle?

L'oxygène est, comme on sait, magnétique, quoique à un degré moindre que le fer ; il est donc ainsi devenu possible d'extraire, à l'aide d'un simple aimant, l'oxygène de l'air!

Un grand nombre de corps usuels, fleurs, fruits, caoutchouc, etc., deviennent à ces températures cassans et friables. L'acier y perd totalement son élasticité; en revanche, sa résistance à la traction augmente au point qu'à — 180° un fil de fer peut supporter un poids double de celui qui suffit à le rompre à la température ordinaire.

Mais le plus étonnant des effets physiques du froid est sans doute son action sur les propriétés électriques des métaux. On sait qu'un fil de cuivre d'une certaine dimension et d'un certain diamètre présente au passage du courant électrique une *résistance* moindre que celle d'un fil identique de fer, et moindre aussi que celle d'un fil de cuivre moins gros. Cette faculté de laisser passer plus ou moins l'électricité est la *conductibilité* du métal. Or celle-ci croît dans des proportions énormes avec le froid ; à — 180°, elle est cinq fois plus grande qu'à la température ordinaire ; à — 250°, elle est cent fois plus grande; à la température de l'hélium liquide, elle est devenue *dix millions* de fois plus grande.

On comprend, dans ces conditions, qu'un célèbre physicien anglais ait pu, avec une apparence de logique, proposer d'utiliser l'air ou l'hy-

drogène liquides pour réduire dans une forte proportion les quantités immenses et très coûteuses de cuivre immobilisées dans les canalisations électriques. Mais ces résultats ne nous ont pas seulement procuré cette manifestation amusante de l'humour britannique. Ils ont, — ce qui est peut-être mieux, — prouvé sans réplique que l'idée d'Ampère est exacte, d'après laquelle la résistance opposée par les métaux au passage du courant électrique a son siège non pas dans les molécules elles-mêmes qui sont parfaitement conductrices, mais dans les intervalles intermoléculaires.

Le froid, en contractant les corps, diminue ces intervalles ; et il est probable qu'au zéro absolu, ceux-ci étant réduits à zéro, la conductibilité serait infinie. C'est une induction qu'il est d'autant mieux permis d'énoncer que nous serons éternellement dans l'impossibilité de la vérifier.

Ainsi le froid nous ouvre des aperçus nouveaux sur l'essence même des granules élémentaires qui composent le monde. Il nous reste à montrer comment il agit sur la vie elle-même, celle des végétaux et des animaux, celle aussi des sociétés qu'il révolutionnera peut-être un jour.

En tout cas, dès maintenant la prophétie grandiose et hardie de Lavoisier nous apparaît comme l'expression même de la réalité. Et nous pouvons nous imaginer que plus tard, dans quelques millions de siècles, quand le Soleil éteint et refroidi roulera son orbe sombre au fond du ciel plus sombre encore, des fleuves et des mers d'air liquide, des cascades d'oxygène et d'azote tombant de rochers d'acide carbonique baigneront cette petite sphérule qui fut le piédestal éphémère des hommes... A moins qu'au préalable l'accélération séculaire du mouvement de la Terre ne l'ait précipitée et volatilisée dans la fournaise encore ardente du Soleil. Car nous ne savons pas encore, de ces deux fins qui guettent notre planète, la mort par le froid ou par le feu, laquelle arrivera la première.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La session parlementaire est close et le budget n'est pas voté: c'est tout ce qu'on peut dire de cette session, si inexactement qualifiée d'extraordinaire, et qui a été remplie, cette fois plus que d'habitude, de discussions assez oiseuses. D'autres préoccupations, il est vrai, que celles qui se rattachent au budget s'étaient emparées du monde politique. La situation de l'Orient et son influence sur la situation européenne tout entière y étaient sans doute pour quelque chose; mais la prochaine élection d'un nouveau président de la République y entrait aussi pour beaucoup. C'est, en effet, le 17 janvier que les deux Chambres, réunies à Versailles en congrès, devront donner un successeur à M. Fallières. Bientôt la question présidentielle a dominé, à l'intérieur, toutes les autres. Aucune candidature n'était encore officiellement posée, mais quelques-unes étaient connues. Une enfin, une surtout, était ardemment désirée par plusieurs groupes parlementaires, mais M. Léon Bourgeois l'a déclinée. Le parti radical et radical-socialiste, sous les auspices de M. Combes qui semblait sortir des limbes du passé, a essayé de s'emparer du mouvement et de l'exploiter à son profit exclusif, à quoi il a d'ailleurs piteusement échoué. La session s'est terminée au milieu d'une confusion qui, il y a tout lieu de le craindre, sera encore augmentée le 14 janvier, jour de la rentrée des Chambres. Une réunion plénière aura lieu aussitôt pour désigner le candidat du parti républicain. C'est la procédure qui a été suivie, il y a sept ans, et d'où est sortie la candidature de M. Fallières. Tout s'est passé alors avec clarté et facilité: en sera-t-il de même cette fois?

M. Bourgeois s'étant récusé, pour des motifs de santé qui sont malheureusement trop réels, nous n'avons pas à nous expliquer

sur sa candidature, et nous sommes plus à l'aise pour parler de l'homme lui-même qui est aimable, obligeant, séduisant et qui a des sympathies personnelles dans tous les partis. C'est bien là-dessus que comptaient les radicaux-socialistes lorsqu'ils l'ont choisi pour candidat. On peut douter que M. Bourgeois les représente exactement. Sans doute il a toujours été fidèle à leurs idées, il a toujours servi leur programme, il a marché toujours avec eux, mais l'aménité de son caractère et sa courtoisie naturelle tranchent avec ce qu'il y a chez eux d'âpre et de brutal. Il semble que, dans toute sa carrière, il se soit beaucoup plus soucié de se créer une clientèle que de former et de conduire un parti. Il agissait trop peu pour se faire des ennemis, et le recueillement dans lequel il s'enfermait laissait la place aux autres. Toutes les fois qu'une crise ministérielle se produisait, c'était un rite consacré d'aller tout d'abord offrir à M. Bourgeois la mission de former un nouveau Cabinet; mais on savait d'avance qu'il éloignerait de lui ce calice, et on gardait devant sa porte le fiacre qui devait conduire ailleurs; le geste toutefois semblait être obligatoire. Ce qui vient de se passer pour la présidence de la République avait donc eu déjà de nombreux précédens; le dénouement, cette fois, a été le même que dans le passé; on y a mis seulement de part et d'autre plus d'obstination. Il faut ajouter, pour compléter le personnage de M. Léon Bourgeois, qu'il a une valeur internationale qu'on aurait vainement cherchée chez tout autre représentant du parti radical-socialiste. Les « Mares stagnantes » manquent de rayonnement, et les célébrités d'arrondissement, ou même de département, sont peu connues au dehors. Mais M. Bourgeois, outre qu'il a été à deux reprises différentes ministre des Affaires étrangères, a voyagé en Europe et partout où il est allé, sa bonne grâce a opéré, l'impression qu'il a laissée a été très bonne. Enfin il a représenté la France à la Conférence de la Haye et dans ce milieu spécial, composé d'hommes qui n'avaient pas tous l'expérience des assemblées, son esprit bienveillant et conciliant, son habileté à trouver des formules transactionnelles pour mettre tout le monde d'accord, l'ingéniosité de son esprit et le liant de ses manières ont rendu d'incontestables services à la cause qu'il défendait au profit de l'humanité et de la paix. Ce sont là des titres sans doute. Ils sont tels que, si M. Bourgeois s'était présenté à la présidence de la République, il aurait rencontré des adhésions même au delà de son parti. Les radicaux le savaient et ils triomphaient d'avance, au profit de leur drapeau, des complaisances et des faiblesses qu'ils espéraient rencontrer un peu partout. Mais M. Bourgeois, en dépit de la pression qu'ils ont

exercée sur lui, ne s'est pas laissé ébranler. On lui a dit vainement que la République était perdue s'il ne consentait pas à la sauver; il a eu le bon esprit de n'en rien croire. Il a fort bien compris que ses prétendus amis, en lui mettant la candidature sous la gorge, songeaient plus à eux qu'à lui et à la République, et il leur a finalement opposé un refus définitif. Cette résolution lui fait honneur; il ne faut jamais accepter des fonctions qu'on ne se sent pas en état de remplir. Sa présidence, s'il l'avait acceptée ou subie, aurait été provisoire et précaire. Il a été fidèle à son caractère en s'y refusant et il faut lui savoir gré de l'avoir fait.

La présidence de la République comporte effectivement aujourd'hui et elle comportera encore plus demain des responsabilités qui pourraient être fort lourdes. Sans être pessimiste à l'excès, il est difficile de ne pas entendre certains bruits, certains craquemens sourds qui donnent à penser que des devoirs nouveaux s'imposeront à notre gouvernement. On disait déjà autrefois que les constitutions n'étaient pas des tentes dressées pour le sommeil : le mot est encore plus vrai maintenant. L'opinion, qui a été longtemps engourdie, se réveille; elle a le sentiment et comme l'instinct que des dangers sérieux peuvent se présenter tout d'un coup et elle se préoccupe des moyens d'y faire face ; l'énergie est à la mode et nous prenons le mot dans le bon sens; le mot de patrie résonne plus fortement ; l'armée, qui nous a toujours été chère, semble l'être devenue davantage. Les pouvoirs publics resteraient-ils seuls en dehors de ce mouvement général des esprits et des cœurs? Le moment viendra, qu'on en soit sûr, où, bon gré mal gré, il faudra sortir de la Constitution toutes les ressources qu'elle contient, et alors l'importance de la fonction présidentielle reprendra toute sa valeur. Elle vaudra d'ailleurs ce que vaudra l'homme lui-même qu'on aura appelé à l'exercer. Croit-on qu'il soit indifférent d'avoir à l'Élysée un homme qui connaisse toutes les questions, tant intérieures qu'extérieures, auxquelles est attachée la vie de l'État, qui puisse les traiter avec une compétence reconnue, qui enfin, au milieu de l'inévitable mobilité des ministères, — et ce n'est pas assez de parler des ministères, car tout est mobile dans la République, — soit à même de maintenir quelque fixité à la direction de nos affaires? Nous ne prononcerons aucun nom; hier on n'en prononçait aucun, aujourd'hui on en prononce trop. Contentons-nous de dire que les deux qualités actuellement indispensables à un président de la République sont l'expérience et l'autorité, et que si le Congrès de Versailles comprend, le 17 janvier, son devoir envers

le pays, ce sont celles qu'il demandera au candidat de son choix.

Mais est-ce bien à cela que songe le parti radical et radical-socialiste? Non, certes, et il l'a prouvé. Les instances qu'il a faites auprès de M. Léon Bourgeois, ses supplications, ses objurgations, tantôt tendres et tantôt impérieuses, ont dévoilé le fond de son cœur. On est allé jusqu'à dire à M. Bourgeois qu'il devait sa vie à la République et que d'autres avaient bien su lui faire le sacrifice de la leur. Les radicaux-socialistes voulaient un homme à eux, dût-il mourir à la peine. N'ayant pas pu s'assurer M. Bourgeois, ils en ont cherché un autre par d'autres procédés et ils ont décidé que le parti républicain se réunirait le 15 janvier pour le découvrir. Mais quelles sont les limites du parti républicain? Question grave! En 1905, on avait admis sans contestation que tout homme qui se disait républicain l'était en effet et devait dès lors prendre part à la réunion et au vote préalables : aujourd'hui on se défie davantage. M. Émile Combes a fait décider par le groupe qu'il préside au Sénat, la Gauche démocratique, que les progressistes d'une part et les socialistes unifiés de l'autre, ne seraient pas convoqués à la réunion plénière. Le groupe de M. Combes, animé de son esprit, a trouvé naturel qu'on frappât d'incapacité toute une fraction du parti républicain. Autrefois, M. Combes n'était pas aussi exclusif; il ne l'était du moins que d'un côté et s'il frappait les progressistes d'excommunication, il tenait à faire bloc avec les socialistes unifiés; il les regardait même comme une pièce maîtresse de sa majorité; c'était le moment de la toute-puissance de M. Jaurès. A présent, on est brouillé. Ce n'est pas la faute des radicaux-socialistes; Dieu sait toutes les concessions, toutes les palinodies qu'ils ont faites pour rester d'accord avec les socialistes unifiés; mais ceux-ci se sont montrés intraitables, ils ont voulu rompre, ils ont rompu. M. Combes leur en a gardé rancune et les a mis, avec les progressistes, à la porte de la République.

Cependant tout le monde n'a pas été de son avis et l'affaire a fait quelque tapage; on a entendu une immense protestation venant, non seulement des exclus qui auraient pris le parti de l'être avec le mépris que méritait l'exclusion dont ils étaient l'objet, mais aussi, il faut le reconnaître, de quelques radicaux embarrassés et confus du rôle misérable qu'on leur faisait jouer. Nous citerions parmi eux M. Clemenceau, si M. Clemenceau était jamais embarrassé ou confus de quoi que ce soit; ce n'est pas à des sentimens de ce genre qu'il a obéi; mais enfin il est un autre homme que M. Combes, il a une autre largeur d'esprit et un sens politique autrement aiguisé; on assure qu'il

s'est élevé avec sa verve habituelle contre une mesure dont l'étroite mesquinerie le révoltait, et il a eu gain de cause contre M. Combes dans le groupe même que celui-ci préside. Il est vrai que dans le groupe voisin, celui de l'Union républicaine, il y avait unanimité contre les procédés d'exclusion arbitraire imaginés par les radicaux. Le groupe a déclaré qu'il n'irait pas à la réunion plénière si on en excluait toute une fraction du parti, et comme on ne pouvait pas se passer de lui, comme la qualification de plénière appliquée à une assemblée où il ne serait pas allé n'aurait plus été qu'un mot chargé d'ironie, il a bien fallu capituler. M. Combes en a été pour sa courte honte. Cependant il a été un peu plus heureux à la Chambre : là, on a fait une cote mal taillée. On a commencé par ouvrir la porte aux socialistes unifiés, ce qui ne surprendra personne. Puis, on a distingué entre les progressistes : on a admis les uns et exclu les autres. Il faut avouer qu'ils avaient eux-mêmes rendu cette distinction plus facile en se séparant en deux groupes dont l'un est allé un peu plus à gauche avec M. Thierry, et dont l'autre est resté très honorablement sur ses positions premières. C'est ce dernier seul qui a été frappé d'ostracisme. Soit ! Dans une lettre qu'il a écrite à M. Combes, M. Paul Beauregard s'est montré peu soucieux de se voir décerner ou refuser un brevet de confession républicaine par les grands prêtres du radicalisme, mais il a dénoncé la profonde hypocrisie d'une pareille opération. Le parti radical est plein d'anciens bonapartistes qui le redeviendraient sans nul doute si l'Empire était rétabli. En attendant, bons républicains, bons radicaux, bons socialistes, ils dénoncent comme indignes des hommes qui ont combattu à l'âge héroïque pour la fondation de la République. A quoi bon s'indigner ? Mieux vaut hausser les épaules de pitié. Mais l'exclusion d'un seul républicain, à quelque fraction du parti qu'il appartienne, n'est pas faite pour augmenter le prestige et l'autorité de la réunion qu'on persistera à qualifier de plénière et qui ne le sera pas.

La question est d'ailleurs très au-dessus des groupes et des sous-groupes qui se sont si fort agités depuis quelques jours. Il est naturel et légitime que le parti républicain choisisse son candidat, mais ce candidat, s'il est élu président, devra veiller et pourvoir à des intérêts qui sont supérieurs à ceux d'un parti et, bien que la France soit aujourd'hui inséparable de la République, peut-être même pour ce motif, c'est à la France même qu'il devra regarder. Les intérêts de la République ne nous paraissent en ce moment menacés par rien : en est-il tout à fait de même de ceux de la France ? M. le président du Conseil, dans les derniers discours qu'il a prononcés, en a parlé en termes élevés et,

dans les applaudissemens qui l'ont accueilli, on a senti, à une sorte de vibration, que ni ses paroles, ni les applaudissemens de ses auditeurs n'étaient de ces choses banales qui font partie du protocole des assemblées. Il y avait dans l'air quelque chose de plus. Voilà pourquoi il serait particulièrement hors de propos aujourd'hui de faire de l'élection du président de la République, dans le sens étroit du mot, une élection de parti. Où est la force du ministère actuel et d'où vient sa solidité? De son caractère national. On a fait longtemps, trop longtemps de la très petite politique : les circonstances nous imposent l'obligation d'en faire aujourd'hui de plus grande et de plus large. Puisse le Congrès de Versailles en avoir le sentiment le 17 janvier prochain! Quand même son choix ce jour-là ne serait qu'une manifestation, il importe qu'elle soit faite dans un sens hautement national, et que l'homme qui entrera à l'Élysée avec l'autorité d'un long passé ne soit pas seulement le représentant de la République en France, mais celui de la France elle-même aux yeux du monde entier.

Les considérations qui précèdent nous sont inspirées en partie par la situation extérieure : elle s'est sans doute, depuis quelques jours, améliorée sur un point important, mais elle reste encore fort obscure, et personne ne se hasarderait à prédire dans quel sens elle évoluera. Sera-ce dans celui de la paix balkanique? Sera-ce dans celui de la reprise des hostilités? « C'est le secret de demain, » a déclaré M. Poincaré, le 21 décembre, à la Chambre, et il ne s'est pas chargé plus que nous de le deviner. « Si par malheur, s'est-il contenté de dire, une rupture se produisait, le rôle de l'Europe ne serait pas terminé. Elle ne pourrait pas assurément se montrer impassible devant une reprise des hostilités qui risquerait, cette fois peut-être plus que jamais, d'élargir le champ de la conflagration. Elle reviendrait sans doute à ses premières idées de médiation. La France, en tout cas, continuerait à seconder de tout son pouvoir et, au besoin, à provoquer les efforts des puissances en faveur de la paix. » On ne reprochera pas à ces paroles d'être trop optimistes : il faut les prendre pour ce qu'elles sont, un avertissement. Quelle est donc la situation actuelle ? Nous essayerons de l'exposer brièvement et nous demanderons ensuite ce qu'ils en pensent aux divers ministres qui viennent de prendre la parole, non sans avoir pesé leurs mots, à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Rome et à Paris même, où M. Poincaré, avant la clôture de la session, a tenu à s'en expliquer devant la Chambre et devant le Sénat.

Quand nous disons qu'il y a eu détente sur un point important, on comprend qu'il s'agit du conflit pendant entre l'Autriche et la Serbie. L'Autriche a fait des armemens dont il faut se garder d'exagérer l'importance ; les journaux autrichiens se plaignent qu'on l'ait fait et cela sans preuves suffisantes; ils protestent qu'il ne s'est jamais agi d'une mobilisation véritable. Nous le voulons bien et, s'il y a eu mobilisation, nous croyons en effet qu'elle a été partielle : il n'en est pas moins vrai que l'effort a été considérable et que l'Autriche a augmenté dans des proportions très sensibles les forces qu'elle a l'habitude de maintenir sous les drapeaux en temps de paix. Que cet effort lui impose de lourdes charges, la preuve en est dans l'emprunt qu'elle vient de faire en Amérique à un taux qu'on peut qualifier d'onéreux et qui dépasse de beaucoup celui auquel les grandes nations européennes ont l'habitude d'emprunter. L'Autriche, évidemment, n'a pas fait tout cela pour rien : pourquoi donc l'a-t-elle fait ? A en juger par la gravité de la manifestation, on a pu craindre qu'elle n'eût des vues très étendues. Ses journaux ont expliqué que la Russie avait commencé, qu'elle avait armé la première et que c'étaient les armemens russes qui avaient rendu nécessaires les armemens austro-hongrois. Ils l'ont dit, mais personne ne l'a cru. On sait fort bien que si la Russie a pris quelques mesures de précaution, ces mesures n'ont jamais eu un développement tel qu'on ait pu s'en préoccuper. Nous ne savons pas ce qu'il en sera de l'avenir; les circonstances en décideront; mais jusqu'ici, il n'y a aucune analogie entre les mesures prudentes de la Russie et les armemens inquiets et inquiétans de l'Autriche et, s'il y en a une un jour, ce sera parce que les seconds auront influé sur les premières.

Nous ne sommes d'ailleurs pas de ceux qui se sont plus ou moins courroucés contre l'Autriche au sujet des dispositions qu'elle a prises et qu'elle était parfaitement en droit de prendre. Quel que soit l'intérêt que méritent les États balkaniques et que nous ressentons sincèrement pour eux, notamment pour la Serbie, puisque c'est d'elle qu'il s'agit aujourd'hui, l'Autriche-Hongrie avait, elle aussi, des intérêts à défendre, et si elle n'a pas admis que les résultats infiniment laborieux de la politique de plusieurs siècles fussent mis en cause à la suite des résultats heureux d'une campagne de six semaines, nous laissons à d'autres le soin un peu puéril de lui en faire un grief. Nous avons dit, il y a un mois, que ses prétentions avouées étaient parfaitement avouables et nous avons ajouté que l'abstention qu'elle avait pratiquée avant et pendant la guerre la renonciation qu'elle

avait faite, au profit de la Serbie, de territoires sur lesquels elle avait eu certainement des projets, — et même des droits, s'il s'agit du Sandjak de Novi-Bazar, — enfin l'abandon de ses vues anciennes sur Salonique étaient des sacrifices dont il fallait lui savoir gré. En revanche, l'Autriche a fait entendre qu'elle tenait essentiellement à ce que l'Albanie fût déclarée autonome et à ce que la Serbie n'eût qu'un débouché commercial, sur l'Adriatique. Sur ces deux points, était-il impossible de s'entendre? On a bien vu que non, puisqu'on s'est entendu aussitôt que la Conférence des ambassadeurs à Londres a ouvert ses travaux. La Conférence des ambassadeurs n'a pas décidé, puisqu'elle n'a pas le droit de décision, mais elle a émis l'avis que l'Albanie devait être en réalité indépendante sous la suzeraineté nominale du Sultan et sous le contrôle effectif de l'Europe entière, et que les Serbes n'auraient qu'un débouché commercial sur la mer. Ils y accéderont par un chemin de fer international et y jouiront de la franchise douanière. Cet avis a été émis, qu'on le remarque bien, à l'unanimité, c'est-à-dire par l'ambassadeur d'Autriche comme par ses collègues. Il n'est pas douteux que les uns et les autres avaient des instructions de leurs gouvernemens et dès lors, si ces gouvernemens ne sont pas dès aujourd'hui liés officiellement, matériellement, ils le sont moralement. Quant à la Serbie, elle avait déclaré par avance qu'elle se soumettait à la décision de l'Europe, et on ne voit d'ailleurs pas comment elle pourrait s'y soustraire, lorsque cette décision est unanime. L'Autriche est-elle satisfaite? Il faut le croire, puisqu'elle n'a pas demandé plus et qu'elle a eu ce qu'elle demandait. Ses journaux ont d'ailleurs enregistré le succès qu'elle a obtenu, et qui est très réel. Sans doute, toutes les questions ne sont pas résolues, toutes les difficultés ne sont pas dénouées; il reste à délimiter le territoire de l'Albanie, ce qui ne se fera pas sans quelques tiraillemens; mais le premier pas était celui qui devait coûter le plus; puisqu'il a été heureusement fait, il est permis d'espérer que les autres seront plus faciles, à la condition, bien entendu, qu'on continue d'y apporter de part et d'autre la même bonne volonté. Et pourquoi ne continuerait-on pas? Les ambassadeurs sont entrés dans la bonne voie; ils y persévéreront.

Cela étant, tout le monde, avec une sorte de mouvement instinctif, s'est tourné du côté de l'Autriche pour voir ce qu'allait devenir sa mobilisation. Elle avait déjà paru disproportionnée avec le but à atteindre, quand ce but était l'indépendance de l'Albanie et le port commercial de la Serbie sur la mer Adriatique : que devrait-on en penser aujourd'hui, si elle était maintenue telle quelle? Personne

n'attend de l'Autriche-Hongrie qu'elle renvoie du jour au lendemain dans leurs foyers tous les hommes qu'elle a appelés depuis quelque temps sous les drapeaux; mais si on apprenait qu'elle y en a renvoyé quelques-uns et si elle répondait ainsi aux marques de déférence pour ses intérêts qui lui ont été données, les amis de la paix lui en seraient reconnaissans. Nous disons bien : les amis de la paix, car c'est la paix qui est en cause, et quand M. Poincaré a parlé d'une reprise possible des hostilités balkaniques qui risquerait, cette fois plus encore qu'auparavant, d'élargir le champ de la conflagration, il a cru sans nul doute que, si le feu prenait à l'Europe, c'est bien de l'Autriche qu'en viendrait la première étincelle. Pour quel intérêt l'Autriche s'exposerait-elle et exposerait-elle l'Europe à un pareil risque? On le cherche en vain. Même sur cette misérable affaire du consul Prochaska, que l'Autriche a si fort exagérée et qui se réduit en fin de compte à si peu de chose, toute satisfaction lui a été donnée. La Serbie semble avoir pensé que, suivant un vieux mot de Bismarck, dans certains cas, c'est le plus raisonnable qui cède. Le gouvernement autrichien s'est engagé si à fond dans cette affaire, avant de la bien connaître, et l'opinion autrichienne en a été si fortement secouée dans des sens opposés, qu'il convient aujourd'hui de combiner un dénouement qui ménage tout. Le gouvernement autrichien n'est pas toujours habile : il faut s'en accommoder. Quant au gouvernement serbe, il a pris son parti de faire ce qu'on voudrait dans une affaire qui n'a d'autre importance que celle qu'on entend lui donner. Sur tous les points, le conflit austro-serbe est donc, sinon tout à fait aplani, au moins bien près de l'être. Alors, à quoi bon ce bruit d'armes qui continue encore? Après avoir accordé à l'Autriche tout ce qu'elle a voulu, faudra-t-il se demander ce qu'elle veut encore et attendre avec anxiété qu'elle le dise? Ses meilleurs amis et ses alliés eux-mêmes s'en étonneraient.

Quoi qu'il en soit, le danger immédiat n'est plus de ce côté, mais il est peut-être encore du côté des alliés balkaniques et de la Turquie. Si la réunion des ambassadeurs est rassurante, la Conférence dite de la paix l'est moins. Les délégués balkaniques, sur la demande des délégués turcs, ont fait connaître leurs conditions : elles sont inacceptables et ne seront pas acceptées. Les alliés ne laissent à la Turquie que deux tronçons de territoire en Europe : l'un comprend Constantinople et sa banlieue, l'autre la presqu'île de Gallipoli, c'est-à-dire les rives du Bosphore et celles des Dardanelles avec une solution de continuité territoriale entre les deux : solution de continuité

qui se produirait à Rodosto sur la mer de Marmara. Les délégués turcs ont écouté ces conditions draconiennes en silence, puis ils en ont demandé copie, enfin ils ont déclaré qu'ils en référeraient à leur gouvernement, ce qui leur a été accordé. Les choses vont bien, ont assuré aussitôt les journaux, puisque les Turcs n'ont pas bondi d'indignation et rompu aussitôt les pourparlers. Nous n'en sommes pas aussi sûrs que les journaux. Les Turcs ont jugé l'indignation inutile, sachant d'ailleurs très bien que les conditions des alliés étaient un maximum qui ne serait pas maintenu : ils se réservent sans doute de proposer très froidement un maximum en sens contraire, qui ne sera pas maintenu davantage. Ainsi commencées et poursuivies, les négociations pourront être longues. En réalité, les difficultés porteront finalement sur les villes que les alliés n'ont pas prises et qu'ils revendiquent tout de même, Scutari, Janina et Andrinople, surtout sur cette dernière, qui est la clé de la négociation, ou du moins qui a paru l'être jusqu'ici. Le sera-t-elle jusqu'au bout? Les Bulgares commencent à dire que, dans la certitude où ils sont de posséder un jour Andrinople, ils auraient peut-être aujourd'hui un plus grand intérêt à demander autre chose, par exemple Salonique : et le conflit latent, à propos de cette place, entre les Grecs et eux passerait à l'état aigu. Quoi qu'il en soit, c'est sur la cession des villes que les négociations porteront le plus sérieusement, et c'est sur ce point qu'une rupture est à craindre. Toutes les grandes puissances ont conseillé à la Porte d'en faire le sacrifice et il faut souhaiter qu'elle le fasse en effet. Dans le cas contraire, les hostilités reprendront : alors nous mettrons volontiers notre espérance dans la médiation dont a parlé M. Poincaré. Mais, pour être efficace, cette médiation devra être, dans une certaine mesure, imposée : si elle est seulement offerte, il est à craindre qu'elle n'ait le même sort que par le passé. Et pour qu'elle prenne ce nouveau caractère, il faudra que toutes les puissances soient d'accord pour le lui donner. Le seront-elles ? Nous dirons à notre tour que c'est le secret de demain.

Jusqu'ici l'accord des puissances a été complet : c'est ce qui résulte, non seulement de l'unanimité qui s'est produite entre les ambassadeurs à Londres, mais des déclarations que les divers ministres des Affaires étrangères ou présidens du Conseil ont faites dans les discours auxquels nous avons déjà fait allusion. Celui de sir Ed. Grey a eu seulement pour objet d'ouvrir les négociations de Londres : il a été plein de bons souhaits, mais aussi de réserve. Celui du marquis de San Giuliano a fait l'éloge de la Triple-Alliance, qui venait d'être renouvelée et

en a accentué le caractère pacifique : les excellentes intentions en sont manifestes et il a produit partout une heureuse impression. Le discours de M. Kokovtzof à la Douma a eu plus d'intérêt pour nous : il a été à la fois très ferme et très digne. On se demandait si le ministre russe répondrait, ne fût-ce que par allusion, au discours dans lequel le chancelier de l'Empire d'Allemagne avait déclaré que, si l'Autriche était contrariée par un tiers dans la défense de ses intérêts, l'Allemagne se mettrait aussitôt à ses côtés. M. Kokovtzof a évité tout ce qui aurait pu ressembler à une réponse directe à ce discours, mais il a parlé avec élévation et avec force de la politique traditionnelle de la Russie dans le monde slave, politique à laquelle elle a fait trop de sacrifices pour pouvoir y renoncer. C'est toutefois dans l'union de l'Europe que la Russie poursuit cette politique et qu'elle espère la réaliser. « Fidèle, a dit M. Kokovtzof, à notre alliance et à nos ententes, sûrs de l'appui de nos amis et de nos alliés, nous ne voyons, pour notre part, aucune utilité à opposer les groupemens de puissances les uns aux autres. Les gouvernemens qui abandonneraient le terrain de la discussion commune des questions fondamentales de la situation politique actuelle, pour faire ressortir leurs intérêts immédiats, et à plus forte raison leurs intérêts secondaires, assumeraient la grave responsabilité morale de complications internationales ultérieures. » Ces vues sont les nôtres : M. Poincaré l'a déclaré dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre. « Depuis le commencement de l'année, a-t-il dit, nous avons, sans un instant d'interruption, échangé avec nos amis et nos alliés nos idées sur la situation, et, dans ces conversations quotidiennes, nous nous sommes appliqués tout à la fois à maintenir un accord constant entre la Russie, l'Angleterre et la France et à préparer toutes les trois le concert général des puissances européennes. Il est superflu, je pense, de répéter que nous avons considéré comme un devoir élémentaire de témoigner à notre alliée une fidélité effective et agissante. L'honneur et l'intérêt nous commandent également cette conduite. » Et dans son discours au Sénat, M. Poincaré a été plus explicite encore, s'il est possible. Après avoir rappelé l'importance des intérêts qui étaient en cause : « Nous avons jugé, a-t-il dit, qu'une politique passive et inerte était indigne de notre pays et nous avons fait en sorte que nulle part et à aucun moment la France ne fût absente. Nous avons fait en sorte aussi qu'elle ne fût jamais seule Nous avons voulu, en d'autres termes, que, dans toutes les occasions importantes, elle restât, aussi étroitement que possible, associée à ses alliés et à ses amis... M. Kokovtzof a dit à la Douma de l'Empire

que la Russie était sûre de nous. Elle ne peut en effet douter de notre concours, pas plus que nous ne doutons du sien, et nous sommes convaincus qu'à l'épreuve de la crise actuelle, notre alliance recevra encore un accroissement de vitalité. »

Si on se rappelle ce que nous écrivions au début de ces événemens, à savoir qu'ils seraient, qu'ils étaient déjà la mise à l'épreuve de nos amitiés et de nos alliances, on comprendra combien nous sommes heureux d'apprendre qu'elles en sont sorties intactes. En ce qui concerne l'Angleterre, le bruit avait couru que des divergences pouvaient se produire, s'étaient même déjà produites entre elle et nous au sujet de la Syrie et du Liban. Quelle invraisemblance ! Qui pourrait avoir l'idée, aujourd'hui, de soulever dans la Turquie d'Asie des questions qui viendraient encore compliquer celles dont la Turquie d'Europe est remplie ? Ces dernières ne sont-elles pas suffisantes pour occuper toute l'activité des puissances? Sans doute, nous aurions quelque chose à faire et nous le ferions si nos intérêts traditionnels étaient menacés en Syrie : M. Poincaré a déclaré, aux applaudissemens de la Chambre et du Sénat, que nous ne les laisserons pas péricliter. Mais qui donc les menace? En tout cas, ce n'est pas l'Angleterre. « Le gouvernement anglais, a dit M. Poincaré, nous a très amicalement déclaré qu'il n'avait dans ces régions ni intentions d'agir, ni desseins, ni aspirations politiques d'aucune sorte. » En vérité, nous n'en doutions pas, mais il était bon de l'affirmer, afin de couper court à des insinuations contraires.

Toute l'attention de l'Europe est donc concentrée dans les Balkans et elle y a assez à faire. Grâce à l'heureuse proposition de sir Edward Grey, la réunion des ambassadeurs fonctionne à Londres parallèlement à la Conférence des délégués balkaniques; elle lui sert de régulateur pour les questions qui intéressent l'Europe, tout en lui laissant pleine liberté dans celles qui n'intéressent que les États balkaniques eux-mêmes. On ne peut pour le moment rien faire de plus, ni de mieux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LA MAISON[1]

TROISIÈME PARTIE [2]

IX. — LE CAFÉ DES NAVIGATEURS

Où donc s'en allait grand-père après m'avoir reconduit à la maison ? Au café, et un jour il m'y emmena.

Je ne savais pas au juste ce que c'était qu'un café, et j'en éprouvais une peur secrète. Mon père en parlait sur un ton méprisant qui ne souffrait aucune contradiction, aucune réserve. Quand il disait de quelqu'un : *Il passe son temps au café*, ou : *C'est un pilier de café*, ce quelqu'un-là était jugé et condamné : il ne valait même pas la corde pour le pendre. Je n'eusse pas imaginé que mon père y pénétrât. De grand-père cette audace m'étonnait moins ; j'avais remarqué déjà qu'en toutes choses, il prenait le contre-pied des opinions de mon père.

Nous y entrâmes, au lieu de nous promener, un matin qu'il faisait très chaud, de sorte que ce fut pour moi un petit scandale : nous manquions doublement à notre programme. Il s'intitulait en lettres d'or : *Café des Navigateurs*, et l'inscription était encadrée de queues de billard. Bien situé au bord du lac, il se composait d'une tonnelle d'où l'on voyait le port et d'une grande salle d'où l'on ne voyait rien. Nous choisîmes cette salle. A cause de ses banquettes rouges, de ses tables de marbre blanc et de ses glaces qui reflétaient le jour tant bien que mal, je l'estimai extrêmement luxueuse. Deux ou trois groupes causaient,

(1) *Copyright by* Plon 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912 et du 1er janvier.

fumaient, buvaient, et je fus immédiatement saisi à la gorge par une âcre odeur de tabac mêlée de parfum d'anisette. Si vif était l'attrait du lieu qu'après avoir toussé, je trouvai ce mélange agréable. Nous rejoignîmes le groupe le plus bruyant, et l'on y accueillit avec des transports grand-père, qu'on appelait familièrement : *le père Rambert*.

— Père Rambert par ici ! Père Rambert par là.

On l'installa sur la banquette, à la place du milieu, et l'on commença par lui demander des nouvelles de Mathieu de la Drôme. Grand-père répondit qu'il était au beau fixe, avec une tendance à monter, et que les vents favorables le maintiendraient vraisemblablement dans cette posture, de quoi chacun se réjouit à cause de la vigne ; le vin serait fameux si Mathieu continuait à se bien tenir. Je compris enfin qu'il s'agissait du baromètre et que l'on consultait grand-père sur le temps à cause de ses prophéties. Ces messieurs se servaient entre eux d'un langage convenu qu'il importait de mettre au point, ce qui, pour moi, compliquait la conversation. Personne ne s'occupait de ma présence, et je restais debout, vexé de cet oubli, lorsque je fus interpellé brusquement :

— Eh ! le miochard, qu'est-ce que tu prends ?

Ce surnom et ce tutoiement achevèrent de me déconcerter. Je me redressai, la figure hargneuse, mais pour tout le monde je fus baptisé *le miochard*. Grand-père, détaché, commanda avec majesté :

— Une verte.

— Au vin blanc ? questionna quelqu'un.

— Je ne suis pas, comme vous, un sac à vin, riposta grand-père.

Cette réplique fut reçue avec enthousiasme. A la maison, on raffinait sur la politesse à l'égard des hôtes, tandis que ces messieurs dépouillaient toute cérémonie dans leurs relations. Cependant la servante disposait devant grand-père un matériel qu'elle retirait pièce à pièce d'un plateau : un verre à pied haut et profond, une petite tringle de fer, un sucrier, une carafe d'eau et, enfin, une bouteille dont le verre laissait mal deviner le contenu. Le silence se fit et j'eus l'impression d'assister à un rite solennel que personne n'avait le droit de troubler. Décidément, les habitudes étaient toutes renversées : on se traitait avec sans-gêne, mais l'on vénérait la boisson. Grand-père, sans

se laisser impressionner par tous ces regards braqués sur lui, installa sur la tringle deux morceaux de sucre en équilibre, les arrosa d'eau goutte à goutte, lentement, jusqu'à ce qu'ils fondissent, acheva de remplir le verre aux trois quarts, après quoi il versa posément le liquide de la mystérieuse bouteille. Une bonne odeur d'anis caressa mes narines. Le mélange s'épaissit, comme ces beaux nuages opaques qui bordent l'horizon avant la pluie, et prit une couleur vert pâle que je n'avais point rencontrée dans nos promenades. Aussitôt l'on recommença de parler : l'opération était terminée.

Au *miochard* on apporta, sur l'ordre de mon nouveau parrain, une grenadine avec un flacon d'eau de seltz. Le rite observé fut plus court et ne parvint pas à triompher de l'inattention générale. La *verte* rivale jouissait d'un crédit particulier. Une décharge dans le sirop qui s'ennuyait au fond du verre, et ma mixture monta mousseuse, bouillonnante, tourbillonnante, d'un rose tendre, puis d'un rose doré après que les gaz furent dissipés. Ce qui me toucha le plus, ce fut la paille qu'on me remit pour boire sans avoir la peine de soulever le récipient : il suffisait de pencher un peu la tête et d'aspirer.

J'étais initié, rien qu'en aspirant, à une forme supérieure de l'existence. Parfaitement heureux, je pensais à en faire part à mes voisins. Ils suçaient des composés divers. La plupart montraient de bonnes figures rubicondes et des yeux un peu humides. Ils étaient tous parfaitement heureux. Pourquoi grand-père m'enseignait-il que dans les villes on ne l'était pas? Il n'y avait, pour l'être, qu'à entrer au café.

Parmi ces têtes que j'examinais à loisir et avec une entière sympathie, j'en remarquai une que je crus reconnaître. Elle appartenait au voisin de gauche de grand-père, celui-là même qu'il avait qualifié de sac à vin. Elle était piquée de taches de rousseur qui, d'ailleurs, se distinguaient à peine de la peau injectée de sang. La chevelure, la barbe, les poils, de la même teinte rousse, l'envahissaient de partout et menaçaient jusqu'au nez qui, point central du spectacle, rutilait, magnifique. Malgré moi, je pensais à la gravure de ma Bible où l'on voit le prophète Élie enlevé sur un char de feu dans la gloire du soleil couchant, mais je repoussai cette comparaison comme inconvenante. Où donc avais-je déjà vu ce chef incandescent? Mes souvenirs se fixèrent peu à peu. Cela se passait chez nous : du

cabinet de consultation sortit un homme, non pas fier et flambant comme celui du café, mais tout penaud, marmiteux, déconfit. C'était bien le même pourtant : ce tas de poils hirsutes, ces taches de rousseur, je ne pouvais m'y tromper. Mon père le reconduisait et s'efforçait de le réconforter en lui tapant sur l'épaule :

— Gardez votre argent, mon ami. Vous êtes un peu de la maison. Vos parens et les miens se tutoyaient. Mais il faut cesser de boire, à tout prix. Si vous recommencez, vous êtes perdu. Promettez-moi de ne plus fourrer les pieds au café.

L'individu, sous cette algarade bienveillante, faisait triste figure. Il leva la main dans un élan de toute sa personne :

— Je vous le jure, docteur.

— Ne jurez pas, mais tenez bon.

— Si, si, je vous le jure. De ma vie on ne me reverra dans les cabarets.

Cependant il était là, et il buvait, et il riait, et il se portait à merveille. Mon père exagérait la sévérité. Oubliant qu'il m'avait guéri, je le blâmai tout bas de l'effroi qu'il répandait et je lui découvris une certaine dureté de cœur. Pourquoi vouloir priver ce brave homme de son plaisir ?

Mon rouge protégé répondait au nom de Cassenave, mais on le désignait de préférence sous un sobriquet symbolique : on l'appelait Verse-à-boire, ce qui pouvait servir à double fin. Tout de suite Verse-à-boire me captiva par les extraordinaires aventures qu'il avait courues et dont il composait des récits sans prétention. Il aurait pu figurer dans le recueil des *Trois vieux Marins* où son poids eût sans doute déterminé la chute de Jérémie offert au tigre en holocauste. Dans sa jeunesse, ayant ouï vanter par les journaux l'oisiveté et la bonne chère qui sont attachées à l'état de moine, il résolut d'en tâter et frappa à la porte d'une capucinière où promptement il dut rabattre de ses espérances. Réveillé la nuit par un frère barbare pour aller chanter l'office, nourri de légumes insuffisamment bouillis sur le fourneau d'un cuisinier pourvu d'un incurable coryza, il maigrissait et dépérissait. Son industrie seule le sauva d'un plus grand désastre. Quand les moines, rangés en cercle, étaient invités à se donner pieusement la discipline en récitant les psaumes de la pénitence, il enroulait par malice sa corde à celle de son collègue le plus proche, et pendant qu'ils les dérou-

laient sans hâte, expliquait-il, « le *miserere* coulait. » Cependant un prieur borné refusait de le garder et le restituait à la société civile. Il y nouait les plus brillantes relations, et, pour en fournir la preuve, racontait que de belles dames, chaque soir, lui rendaient visite dans son modeste appartement. Elles descendaient du plafond, sans qu'on pût distinguer par quelle ouverture. A l'instant il n'y avait personne, et tout à coup elles étaient là, en crinolines et robes de soie, car elles en étaient restées aux modes du second Empire. Loin de demeurer inactives, elles lui mettaient dans la main une coupe de dimensions raisonnables où, de leur bras incliné, elles vidaient — *ziou* — plusieurs bouteilles de champagne. Ce *ziou* qui exprimait la descente du vin dans le verre avait, sur ses lèvres, un son chantant et caressant. On croyait entendre sauter le bouchon et se précipiter la mousse. Mais il donnait des détails biographiques plus surprenans encore. Une nuit, confondant son bougeoir avec le bec de gaz qui, de la rue, éclairait sa chambre, il s'était précipité par la fenêtre pour le souffler et on l'avait ramassé en chemise, un peu moulu, mais sain et sauf. Ne lui arrivait-il pas de se promener avec lui-même ? La veille, précisément, il avait engagé avec son double une longue conversation très intéressante et ne l'avait quitté qu'aux abords de la ville en lui disant : au revoir.

On l'écoutait sans l'interrompre, ou bien on lui donnait des signes d'approbation en le pressant de continuer. Comment ne me serais-je pas rendu à toutes ces merveilles qui ne rencontraient autour de moi aucune incrédulité ?

J'ignorais la profession qu'exerçait Cassenave, car il tranchait de tout avec compétence, et l'on pouvait supposer qu'il avait passé par les métiers les plus divers. Tandis que je discernai bien vite que deux autres membres du groupe, Gallus et Mérinos, étaient des artistes de génie. Gallus, musicien, s'adressait spécialement à grand-père comme s'ils pouvaient seuls tous les deux, au milieu de l'imbécillité générale, se comprendre et fraterniser dans la musique. Ils affectaient de s'isoler et se contentaient d'ailleurs, pour leurs apartés, de quelques brèves indications algébriques : le courant aussitôt s'établissait et les voilà roulant des yeux blancs parce que l'un ou l'autre avait fait allusion à l'allegro de la symphonie en *ut* mineur, à l'andante de la quatorzième sonate ou au scherzo en *si* bémol du septième trio qu'ils appelaient en se pressant les mains, comme pour se féli-

citer, le divin trio de l'archiduc Rodolphe. On ne les dérangeait point dans leur exaltation qu'un chiffre suffisait à déchaîner, et même on les considérait avec respect. De temps à autre, quelqu'un interrogeait Gallus, non sans une certaine crainte d'être pris en pitié pour n'avoir pas employé les termes exacts :

— Et votre opéra sur la *Mort de l'Olympe?*

— Il avance, répondait imperturbablement le compositeur.

— Où en êtes-vous?

— Toujours au prélude. Je ne suis pas pressé. Une vie est à peine suffisante pour achever un tel ouvrage, et je n'y travaille que depuis une dizaine d'années.

Ce devait être un opéra prodigieux pour exiger tant d'efforts. Du reste, rien qu'à regarder Gallus, on devinait qu'il succombait sous le poids d'une si vaste entreprise. Son corps était chétif, malingre, rabougri comme un poirier que mon père avait ordonné d'arracher de la cour. Une mèche barrait son front orageux. La chevelure qu'il négligeait laissait échapper force pellicules, dès qu'il y passait la main. Il portait, malgré la saison, un veston de velours noir et il nouait autour du col une énorme lavallière violette. Les taches y étaient innombrables. Toute la benzine de ma tante n'eût pas suffi au nettoyage. Mais je me figurais qu'un artiste ne peut pas être habillé comme tout le monde, sans quoi, on eût été exposé à ne pas le reconnaître. Ce petit homme malpropre, qui paraissait paisible, soufflait brusquement la tempête. Alors il traînait dans la boue, par la peau du cou, jusqu'à ce qu'ils fussent barbouillés d'ordures, d'abominables criminels tels que les nommés Ambroise Thomas et Gounod, coupables d'avoir soustrait frauduleusement l'admiration des foules et corrompu irrémédiablement le goût public. Il accusait aussi les bourgeois de la ville dont il énumérait les complots et les trahisons. Je me rendais compte que le terme de bourgeois était par lui-même flétrissant et je tremblais d'en être un, et pareillement mon père. Seul, grand-père, rebelle au classement, devait être épargné. Cependant Gallus, de son métier, je l'ai su depuis, était vérificateur des poids et mesures. La société enfin reçut à son tour un blâme sévère ; mais qu'elle le méritât, je ne l'ignorais plus à la suite de mes promenades. En sorte que mes nouveaux amis du café, que j'imaginais plus heureux même que les paysans avec leurs fromages blancs et leur crème de lait, étaient en réalité des persécutés, des martyrs.

Comment garder le moindre doute à cet égard devant l'injustice qui frappait le second artiste, Mérinos? Était-ce son nom ou son surnom ? A la vérité, je ne l'ai jamais su. Le surnom s'appliquait à miracle à cette face de mouton, longue et pleine ensemble, rose comme les joues d'un enfant qui tette, et couronnée de cheveux bouclés. Il ressemblait vaguement à Mariette notre cuisinière, mais l'aspect de celle-ci était plus martial. Or, ces apparences plutôt avenantes étaient mensongères. Mérinos avait l'âme ravagée, et je saisis des allusions aux passions extraordinaires qu'il avait traversées. Les passions, pour moi, c'était de montrer un visage lugubre et des yeux pleins de larmes. C'est vrai qu'il était luisant et jovial et l'on ne pouvait découvrir la moindre trace d'humidité dans ses yeux à fleur de tête, tandis qu'on en découvrait sans peine sous les cils de Cassenave, de Gallus et de presque tous les autres. Ainsi mon observation enfantine demeurait-elle en défaut. Mérinos, comme Gallus, avait longtemps vécu à Paris, dans le quartier mystérieux de Montmartre, dont tous les deux parlaient comme de la terre promise. Il était peintre de portraits, mais il avait renoncé à la peinture. Lui-même en donnait des raisons probantes :

— Vous comprenez : les gens d'aujourd'hui affichent des prétentions saugrenues. Ils exigent de la ressemblance. Comme si la ressemblance avait jamais compté pour un artiste !

— C'est évident, ratifia le chœur.

Aussitôt je songeai à la collection d'ancêtres qui remplissait le salon et qui était de la mauvaise peinture. Sûrement ils devaient être ressemblans.

Ainsi écarté de la gloire par la sottise des bourgeois, Mérinos ne cessait pas pour cela de fournir des preuves de son génie. Il portait toujours sur lui du papier teinté et un fusain. Tout en causant et fumant, il écrasait son fusain au hasard, puis rejoignait au moyen de quelques traits les taches qu'il avait obtenues. Chose curieuse, cela représentait, quand on considérait ces chefs-d'œuvre avec patience et bienveillance, des visages de travers, esquissés à peine, que le groupe qualifiait à l'envi de tourmentés, de pervers, de troublans. Quelques amateurs de la ville, — il y en avait tout de même, — en achetaient à prix d'or, les déclarant prodigieux, et une dame enthousiaste et délirante visitait régulièrement, — personne ne l'ignorait, — l'atelier de Mérinos, qui était, paraît-il, un taudis, pour y

recueillir humblement les moindres ébauches. J'admirai de confiance, moi aussi.

Un jour que grand-père, à la maison, célébrait cet artiste méconnu, il s'attira de mon père cette réponse :

— Oui, c'est la grande tromperie des œuvres inachevées. Je n'aime pour ma part ni les échafaudages, ni les ruines.

Qu'entendait-il par là? J'en conclus simplement qu'il était incapable de goûter comme nous l'art du Café des Navigateurs.

Il convient de maintenir une certaine distance entre ces deux incompris et Galurin qui n'était qu'un ancien photographe déchu. Celui-ci ne m'était pas plus étranger que Cassenave. On l'employait de-ci de-là, à domicile, pour les besognes supplémentaires et, notamment, comme extra pour servir à table. Comme il déplorait devant nous cette servitude, grand-père lui rappela que Jean-Jacques l'avait subie. L'exemple de Jean-Jacques parut consoler sa fierté récalcitrante. Mais qui pouvait bien être ce Jean-Jacques ? Chez nous, on avait renoncé à utiliser les bons offices de Galurin à la suite d'un grand dîner où il reçut la charge des vins. On lui avait recommandé de les annoncer. Triomphalement il ouvrit la porte de la salle à manger, éleva la bouteille en l'air et cria d'une voix de stentor :

— J'annonce le Moulin-à-vent.

Sa nouvelle fut accueillie par un fou rire qui le vexa, car il était fort susceptible. Il quitta la serviette pour devenir porteur de contraintes, titre coercitif un peu obscur et qui semble honorifique. Pour augmenter ses ressources, il consentait à distribuer en ville les billets de faire-part quand un mariage ou un enterrement l'exigeait. Une veille d'importantes funérailles, il s'oublia au Café des Navigateurs, et tout le paquet des lettres de deuil demeura sur la banquette. Quand il s'en aperçut, il était trop tard pour entreprendre sa tournée. Adoptant aussitôt la mesure radicale que les circonstances commandaient, il courut noyer le tas compromettant dans les eaux du lac. A la suite de cette immersion, le mort s'en alla presque seul s'emparer de son dernier gîte. Jamais on ne vit de si piteuses obsèques et il y eut beaucoup de froissemens parmi les parens et amis qui n'avaient pas été convoqués et s'empressèrent d'admettre qu'on les avait omis sciemment et méchamment.

Galurin maudissait la société qui l'obligeait à de vils commerces et dont il transmettait les contraintes d'une façon fantai-

siste et intermittente. Par surcroît, il réclamait le partage des biens, car il ne possédait rien en propre.

Mais celui qui éteignait tous les autres dès qu'il s'emparait de la tribune, celui qui excellait à imposer les contours arrondis de la forme oratoire aux plaintes désordonnées de Gallus et de Mérinos et aux révoltes incohérentes de Galurin, c'était Martinod. Martinod, le plus jeune de tous, avait le don exceptionnel de la gravité. Naturellement solennel, il portait une longue barbe et ne riait jamais. On le voyait très bien sur un mausolée, annonçant le Jugement Dernier dans un buccin. L'ennui qui émanait de toute sa personne le recouvrait du prestige des pompes funèbres dont le sérieux est indéniable. Au commencement, ce Martinod me déplaisait : il ne regardait jamais en face, et je le soupçonnais de ténébreux desseins. Mais j'avais subi, comme tout le monde, la séduction de sa parole. Il débutait sur un ton pleurard qui apitoyait. On l'aurait cru échappé des plus récentes catastrophes. Quel mendiant il eût fait et que de pièces de cinquante centimes il eût extraites des mains les plus crochues! Puis la voix s'affermissait, ouvrant les cœurs et les cerveaux, et de la bouche intarissable sortaient les plus sonores harmonies. Il annonçait les temps futurs, un âge d'or qui réalisait l'égalité, celle de la fortune et celle du bonheur. Rien ne serait à personne, et tout serait à tous. J'éprouvais quelque honte à ne pas très bien comprendre, parce que, dans notre groupe, tous comprenaient et approuvaient. Et même, aux tables voisines, on s'arrêtait de jouer et de boire pour l'écouter mieux. Le spectacle qu'il dépeignait était d'une admirable simplicité : les hommes en habits de fête célébraient la nature et s'embrassaient comme des frères. Émerveillé, je le comparais à ma boîte à musique dont la ritournelle faisait tourner une danseuse sur le couvercle.

D'autres fois, sombre, irrité et vindicatif, Martinod accablait la société contemporaine de ses sarcasmes et de ses menaces, si elle ne consentait pas à s'amender immédiatement selon ses conseils. Au nom de la liberté, il mettait l'Europe entière à feu et à sang. J'étais épouvanté, mais, au retour, grand-père me rassurait :

— Il était de mauvaise humeur aujourd'hui. Demain, le monde ira mieux.

Ainsi l'humanité nouvelle et colorée que je fréquentais

m'apparaissait bien différente de celle où j'avais jusqu'alors vécu en famille ou au collège. Quand nous rentrions, j'avais les joues enluminées : on croyait que c'était le bon air de la campagne. Grand-père n'avait pas eu besoin de me recommander le silence sur nos séances au Café des Navigateurs. Un instinct sûr m'avertissait de n'en point parler à la maison. C'était un secret entre lui et moi. Nous étions complices.

X. — LE CONFLIT RELIGIEUX

— Tu as de la chance, — m'assuraient mes frères aînés qui s'apprêtaient à affronter les redoutables épreuves du baccalauréat et qui, malgré la pénible chaleur de juillet, s'escrimaient du matin au soir sur leurs manuels, — pour toi point de collège, point d'examens, pas d'échec possible.

— Et pas de piano, achevait Louise qui, montrant des dispositions pour la musique, était vouée à d'innombrables exercices de doigté.

Jusqu'au petit Jacques qui, rebelle aux premières leçons de lecture et d'écriture, expliquait à son inséparable Nicole que lorsqu'il serait grand, il ferait comme François.

— Et que fait-il, François ?

— Rien.

Je voyais venir le mois d'août sans l'impatience que son prochain retour me communiquait chaque année, et même j'en concevais quelque égoïste regret. Avec les vacances, je perdrais la supériorité que ma convalescence m'attribuait et je rentrerais dans la vie commune. Ou plutôt je pensais y rentrer, mesurant assez mal moi-même le fossé qui s'était creusé entre le petit garçon que j'étais hier et celui que j'étais devenu. Quelqu'un l'avait mesuré avant moi.

Je me trouvais fort occupé entre mes promenades et mes stations au Café des Navigateurs où grand-père, qui ne pouvait plus se passer de ma compagnie, m'emmenait régulièrement. Bien que je fusse peu porté à observer les faits et gestes des miens, je surprenais de nouveau à la maison un état d'inquiétude et ces conciliabules secrets qui me rappelaient le temps où se débattait le sort du domaine.

La voix de mon père s'entendait à distance, même lorsqu'il la retenait et croyait parler bas :

— Nous ne leur laisserons pas de fortune, disait-il. Ne négligeons rien dans leur éducation. Il faut les armer pour la vie.

Nous armer ? Pourquoi nous armer ? Il n'y avait rien de plus facile que la vie. J'avais renoncé aux épées de bois, aux biographies héroïques, aux récits d'épopée. Il me suffisait de quelques outils pour gratter la terre qui fournit abondamment aux hommes tout ce dont ils ont besoin. On récolte le nécessaire, on se nourrit de fromage blanc, de crème de lait et de fraises des bois, et l'on écoute Martinod qui prêche la paix universelle et annonce l'âge d'or. Que ce programme était simple ! Dès lors, à quoi bon des armes ?

Et ma mère répondait à mon père :

— Tu as raison. Nous ne devons rien négliger. Leur fortune, ce sera leur foi et leur union.

Loin d'être touché par ces déclarations de principes, j'imaginais le petit rire dont les accueillerait grand-père et en me peignant, le matin, devant la glace, je dressais mon visage à prendre des expressions moqueuses.

Dans les conversations que je surprenais sans le vouloir, revenaient les noms des collèges ou lycées de Paris qui préparaient plus spécialement les jeunes gens aux grandes écoles, Stanislas et la rue des Postes, Louis-le-Grand ou Saint-Louis. Mes parens préféraient un établissement religieux, en quoi tante Dine les approuvait violemment :

— Pas d'école sans Dieu, affirma-t-elle. Tous les coquins sortent des lycées.

— Oh ! oh ! protesta grand-père, que cette véhémence divertissait, j'en suis bien sorti.

Mais il reçut son paquet sans retard :

— Tu ne vaux déjà pas si cher !

Pour atténuer la rigueur de sa riposte, elle ajouta, il est vrai :

— Au moins, depuis que tu promènes le petit, tu es devenu bon à quelque chose.

Mon père, comme s'il cherchait toutes les occasions de rapprochement, transforma en éloge cette constatation bourrue :

— Oui, François vous devra la santé. Et toutes ces belles promenades où vous le conduisez l'attacheront davantage au pays où il vivra et qu'il connaîtra mieux.

Or je me sentais parfaitement détaché de mon pays et même

de la maison. Ce que j'aimais, c'était la terre, la terre vaste et innomée, et non pas tel ou tel lieu, et surtout la terre libre de culture, la terre sauvage des bois, des taillis, des retraites perdues et, à la rigueur, des pâturages, tout ce qui n'est pas labouré et ensemencé. Sur les hommes, j'admettais le nouvel évangile de grand-père, qui les cataloguait en paysans et citadins. A la campagne, les braves gens, tandis que les villes étaient habitées par de méchans individus et notamment des bourgeois qui persécutent les hommes de génie, tels que mes amis du café. Et, dans les villes, il y avait des collèges où l'on vous mettait en esclavage.

Le regard de ma mère, pendant que je me livrais à ces réflexions, se posa sur moi, et je crus qu'elle voyait mes pensées, car je rougis. C'est la preuve que je n'ignorais pas ma secrète indépendance.

— Il s'est bien fortifié, dit-elle. Ne pourrait-il pas reprendre tout doucement sa classe ? On l'installerait au jardin. Il respirerait le bon air et cependant ne demeurerait pas inactif. L'oisiveté n'est jamais bien bonne.

Je fus stupéfait d'entendre ma mère émettre une si menaçante proposition, ma mère si attentive à écarter de moi toute fatigue, si experte à me soigner, si minutieuse dans sa surveillance. Décidément, les rôles étaient renversés : mon père m'avait paru prendre ombrage de mes sorties avec grand-père, et voilà que maintenant il ne se contentait pas de les autoriser, il les encourageait :

— Non, non, déclara-t-il, une pleurésie est un mal trop grave. Il risquerait encore de pâlir et de s'étioler. Vois comme il a belle mine.

Et, en aparté, il ajouta :

— Mon père est si content de son petit compagnon ! Depuis qu'il en a la charge, il est tout changé et rajeuni. N'as-tu pas remarqué ?

Ma mère, qui d'habitude l'approuvait, ne manifesta pas son sentiment. Je devinai qu'elle s'inquiétait à mon sujet, mais pourquoi ? Ne se réjouissait-elle pas de ma gaîté et de mes joues pleines et roses? Grand-père ne tentait nullement de m'accaparer : il m'emmenait et rendait service de la sorte, et par surcroît, en route, il m'instruisait de mille détails sur les arbres, les champignons, la botanique : sa science était bien plus inté-

ressante que l'histoire, la géographie ou le catéchisme que m'enseignaient mes professeurs. Cette inquiétude, une fois que mon instinct éveillé m'en eut averti, je ne cessai plus de m'apercevoir qu'elle me suivait comme une ombre. Au fond, elle me flattait. Même petit, on aime à inspirer de la crainte aux personnes qui nous aiment : c'est un avantage qu'on prend sur elles, on a déjà l'impression d'être un homme et de comprendre la vie autrement qu'une faible femme.

Un jour ma mère causait dans sa chambre avec tante Dine. Je n'entendis que la réponse de celle-ci qui ne savait rien dissimuler :

— Allons donc! ma pauvre Valentine, tu ne vas pas te mettre martel en tête pour ce garçonnet de rien du tout. Il est sage comme une image. D'abord, je sais bien de quoi ils parlent tous deux ensemble. C'est des choses de la campagne, le bonheur des champs, la paix de la terre, la bonté des bêtes. Un tas de calembredaines, quoi ! mais c'est comme les cataplasmes, ça ne fait pas de mal.

Je n'hésitai pas à croire qu'il s'agissait de moi, et je ne fus pas fâché de jouer mon rôle, car on s'agitait beaucoup autour de mes frères aînés qui, bacheliers, prendraient à la rentrée des classes le chemin de Paris, Bernard pour se préparer à Saint-Cyr, et Étienne, qui n'avait pas encore seize ans, pour terminer ses cours et s'orienter du côté des mathématiques, à moins qu'il ne persistât dans son désir de séminaire. Tante Dine se fâchait contre le prix exorbitant de la pension et du trousseau et nous vantait d'une voix émue le mérite de nos parens qui ne reculaient devant aucun sacrifice financier pour achever notre éducation.

— Ah ! ah ! ricanait grand-père, ces grands établissemens religieux ne s'ouvrent pas pour rien. On y saigne les cliens aux quatre veines pour l'amour de Dieu.

Enfin il était convenu que Louise irait passer deux ou trois années au couvent des dames de la Retraite à Lyon. Elle y deviendrait plus sérieuse, et, quand elle en sortirait, elle serait une jeune fille accomplie, comme Mélanie, alors dans toute la fleur de la jeunesse, Mélanie, qui jadis m'invitait à chanter les vêpres devant une armoire ou à poursuivre, un verre d'eau à la main, Oui-oui l'ivrogne, et dont la persistante piété présageait une vocation qu'elle affirmait petite et qu'elle taisait maintenant, sauf, peut-être, à ma mère.

Ainsi, l'avenir de la famille réclamait pour s'organiser bien des réflexions et des décisions. Nous y restions, grand-père et moi, fort étrangers. Le portail franchi, nous ne regardions pas en arrière, ou bien mon compagnon se moquait :

— Et pour toi, petit, qu'est-ce qui se mijote ? Veux-tu toujours entrer à l'école de l'adversité ?

On m'avait beaucoup plaisanté sur ce chapitre, ce qui ne me divertissait guère. J'avais renoncé à tout projet et ne songeais pas, comme mes frères, à conquérir quelque situation brillante. Il me suffisait de ces propriétés dont on jouit sans jamais s'en occuper, à la mode de grand-père, le lac, la forêt, la montagne, sans compter les étoiles pendant les belles nuits de juillet. Je ne sais même si je ne leur préférais pas les banquettes rouges du Café des Navigateurs où j'avais l'impression d'être un homme en assistant à l'échange de propos exceptionnels touchant la peinture, la musique et la politique.

Cependant je ne cessais pas de sentir peser sur moi le regard de ma mère. Je prenais des allures de liberté; avec les *Scènes de la vie des Animaux*, j'improvisais des ressemblances blessantes pour toutes les personnes de nos relations; je tournais en ridicule les choses et les gens, et j'affectais même, vis-à-vis de mes frères et sœurs, un ton dégagé, destiné à leur montrer que j'étais fixé sur la vie et n'avais plus rien à apprendre. Par un bizarre phénomène, à mesure que l'on m'initiait à la simplicité des mœurs rurales et à la bienfaisance de la nature, je vois bien maintenant que je devenais plus compliqué. Et toujours, à travers mes attitudes nouvelles, comme s'il cherchait mon cœur, ce regard me suivait.

Maman nous fit peur un jour que nous la croisâmes. Elle se rendait à l'église pour le salut du soir, et nous au café pour notre plaisir. Elle quittait si rarement la maison que nous ne songions pas à la rencontrer. Le nez au vent, nous reniflions d'avance l'odeur spéciale de tabac et d'anis qui nous attendait. Cette femme qui venait à nous, si modeste, si grave qu'on ne songeait pas à la regarder, nous n'y prêtâmes pas attention. Nous fûmes bien surpris quand elle nous aborda et nous demanda :

— Où allez-vous ?

Que répondrait grand-père ? Nous avions affiché bien haut notre dédain de cette ville que nous traversions allégrement.

Livrerait-il le secret que je savais si bien garder? Il ne fut pas embarrassé le moins du monde :

— Acheter le journal, ma fille.

Lui, non plus, n'avouait pas nos visites au Café des Navigateurs. Ma mère nous laissa continuer notre route. Quand elle eut tourné à gauche dans la direction de l'église, grand-père se réjouit de la bonne farce qu'il avait jouée. Cependant elle n'avait pas voulu paraître douter d'une réponse qui ne l'avait pas trompée. Je le sais, parce que je la vis rougir du mensonge qu'elle n'avait pas commis.

Une autre circonstance devait révéler directement sa clairvoyance et ses alarmes.

Un dimanche matin, comme je franchissais la porte de la maison avec grand-père, elle nous recommanda de rentrer bien exactement pour l'heure de la messe. Elle m'y conduirait elle-même, bien qu'elle eût déjà rempli ce devoir à la pointe du jour, comme elle en avait l'habitude. Nous fûmes abordés au retour par Gallus et Mérinos, couple aimable et altéré qui nous entraîna, malgré nous, à l'apéritif. Nous ne resterions que deux ou trois minutes, tout au plus, et nous étions en avance. Mais nous tombâmes sur Martinod qui pérorait avec une verve abondante. Toutes les tables l'écoutaient, le buvaient, l'applaudissaient. Une atmosphère d'enthousiasme l'environnait, et la fumée des pipes montait comme l'encens autour de lui : il décrivait avec des détails si pittoresques et si colorés l'ère prochaine de la Nature et de la Raison que l'on vivait par avance dans ces temps glorieux. Quelle fête, celle d'une humanité généreuse qui renonçait aux divisions de castes, de classes, de peuples, aux frontières et aux guerres, aux gouvernemens et aux lois et partageait fraternellement les richesses de la terre! L'orateur transfiguré déchirait les voiles de l'avenir et montrait le soleil futur comme l'ostensoir d'or à la procession. Ce fut si beau que nous en oubliâmes la messe. Lorsque, rassasiés d'éloquence, nous nous décidâmes à rentrer, l'heure de la dernière était passée.

A la grille, grand-père, dégrisé, commença de manifester quelque trouble. Moi, je n'éprouvais pas de remords. Une autre responsabilité couvrait la mienne. Pourtant, quand j'aperçus, derrière la persienne à demi close, l'ombre qui s'inquiétait si vite des absens, je me sentis moins fier, et j'eus conscience d'une

mauvaise action. Ma mère descendit à notre rencontre. Nous la trouvâmes déjà sur le pas de la porte, et si pâle que nous ne pouvions plus nous méprendre sur l'importance de notre retard. Sa voix livrait son anxiété quand elle s'informa :

— Que vous est-il donc arrivé ?

— Mais rien du tout, répliqua grand-père.

— Alors, pourquoi avoir fait manquer la messe à cet enfant ?

— Ah ! nous avons oublié l'heure.

Grand-père, cette fois, se grattait le sourcil et s'excusait comme un coupable. Les yeux de ma mère se voilèrent subitement. Un instant plus tôt, ils étaient limpides. Leur rayon, qui traversait cette humidité soudaine, m'atteignit. Atténué par la brume des larmes, il ne pouvait pas être bien redoutable, il n'aurait pas dû me pénétrer, et je n'en ai pas oublié la puissance. Les confesseurs de la foi devaient fixer les bourreaux avec ces yeux-là. Leur flamme divine, je crois bien l'avoir vue.

Si petit que je fusse, je compris que ma mère tremblait de respect filial. Une obligation plus impérieuse la contraignait à parler, et elle parla :

— Nous ne vous avons pas confié cet enfant, mon père, pour le soustraire à ses devoirs religieux. Pour son âme et pour nous, vous ne deviez pas l'oublier.

Elle avait parlé avec fermeté et douceur ensemble, et de l'effort qu'elle avait fait, son visage déjà pâle à notre arrivée était devenu si blanc que pas une goutte de sang n'y demeurait.

.. Plus tard, bien plus tard, j'étais un jeune homme et je me préparais à partir pour un rendez-vous. La femme que j'aimais, — pour combien de temps ? — avait promis sa trahison à mon plaisir, mais je ne songeais qu'à sa beauté. Ma mère entra dans ma chambre. Elle n'osait pas me parler ; comme autrefois elle tremblait, et d'un autre respect qui était le respect d'elle-même. Je ne savais pas où elle voulait en venir, et j'éprouvais de la gêne d'être ainsi retenu. Elle me posa la main sur l'épaule :

— François, me dit-elle, écoute-moi, il ne faut jamais prendre ce qui est à autrui.

Je protestai de mes intentions et je secouai, en partant, cette importune parole qui me rejoignit sur la route et m'accompagna. Par quel avertissement de sa tendresse ma mère avait-elle deviné où j'allais ? Elle me regardait avec ces mêmes yeux voilés d'un peu de brume. C'était déjà presque une vieille

femme à cause du malheur bien plutôt qu'à cause des années. Et dans cet amour léger, vers lequel je courais en chantant, j'aperçus distinctement la faute...

Grand-père ne tenta pas de se défendre. Il n'appela pas à son aide le petit rire sec qui lui servait si commodément à se débarrasser de ses adversaires sans argumenter. Après avoir murmuré assez piteusement : — Oh ! mon Dieu, la belle affaire ! — il chercha à gagner l'escalier pour monter dans sa tour. Là, du moins, il serait à l'abri de tous reproches. Mon père qui descendait se trouva lui barrer la route. Le conflit était imminent. Et par la pente naturelle de mon enfantine logique, voici que je me rappelais ce retour de la procession qui m'avait révélé pour la première fois le même antagonisme : mes parens tout vibrans de la cérémonie que grand-père compara à la fête du Soleil, et mon enthousiasme fauché. Mais j'étais disposé à prendre ce souvenir à la légère : sans m'en douter, j'avais changé de camp.

Grand-père, quand il entendit les pas sur les marches, me parut plus gêné. Il ne pouvait éviter la rencontre. Or, elle se passa le plus tranquillement du monde. On causa du beau temps, de la promenade, des récoltes. Par générosité, par déférence, pour éviter une scène de famille ou pour épargner un ennui à mon père, ma mère garda le secret sur notre retard.

Mais elle ne me vit plus sortir avec grand-père sans poser sur moi ce regard dont je sens encore l'angoisse. Par une ingénieuse combinaison, elle nous adjoignit Louise ou même la petite Nicole qui trottinait derrière nous et dont les jambes de sept ans avaient peine à nous suivre. Nous partions en bande et grand-père se montrait fort mécontent de ces nouvelles recrues :

— Je ne vais pas, marronnait-il, traîner après moi toute la smala. Je ne suis pas une bonne d'enfans.

— Allons donc ! répliquait tante Dine, de si jolies jeunesses, tu es trop heureux de t'exhiber dans leur compagnie.

Cependant j'estimais comme lui que la présence de mes sœurs nous gâtait nos courses. Avec les femmes, on ne peut plus causer de rien, elles ne comprennent pas les choses de la terre, et elles se fâchent dès qu'il s'agit de religion. Je n'étais pas éloigné, moi qui avais montré tant de ferveur en premier communiant, de penser que ma mère exagérait l'importance de

notre office manqué. Je me croyais libre parce que j'avais l'esprit fermé à tout enseignement qui ne me venait pas de grand-père. Libre, chacun pouvait agir à sa guise. Nous n'empêchions pas les autres d'aller à la messe, et même à la grand'messe, et aux vêpres par-dessus le marché.

Les vacances achevèrent de déranger nos tête-à-tête. Après les vacances, ce serait la rentrée, et je reprendrais ma place parmi les petits collégiens de mon âge sans même savoir que ces trois mois écoulés m'avaient changé le cœur.

XI. — LA POLITIQUE

Après cette longue convalescence, je retournai en effet au collège. C'était un vieux collège où de bons religieux distribuaient paisiblement une instruction émoussée. On y pouvait travailler quand les camarades n'y mettaient pas trop directement obstacle, et il était plus commode de s'y livrer à des industries clandestines, telles que l'élevage des mouches et des hannetons, la caricature, les lectures défendues, et même les explorations dans les corridors. La surveillance n'y dépassait pas l'instruction. Jamais l'idée ne m'était venue de considérer comme une prison ce bâtiment tout percé de portes et de fenêtres, où l'on entrait et d'où l'on sortait à volonté sous l'œil paterne d'un nouveau portier uniquement occupé de ses fleurs et d'une tortue dont il observait les mœurs. Mais j'étais né au sentiment de la liberté, et partant à la notion de l'esclavage. Je m'exerçai donc à me trouver malheureux.

Les jours de sortie, je reprenais mes promenades avec grand-père. Notre complicité, d'elle-même, s'établit. Si l'un ou l'autre de mes frères et sœurs nous était adjoint, nous n'échangions que des propos rassurans. Quand nous étions seuls, nous nous exaltions sur le bonheur des champs et sur la fraternité des hommes à quoi, seule, la propriété, — avec toutes ses clôtures, — s'opposait. J'apprenais que l'argent est la cause de tous les maux, qu'il convient de le mépriser et supprimer, et que les seuls biens nécessaires ne coûtent rien, à savoir la santé, le soleil, l'air pur, et la musique des oiseaux, et tout le plaisir des yeux. Mes professeurs, plus soucieux de latin que de philanthropie, négligeaient de me l'enseigner autrement que par leur exemple, auquel je ne prêtais pas attention. Plus de villes, plus d'armées

(et Bernard qui préparait Saint-Cyr et qu'on avait oublié d'informer de ces vérités !) plus de juges, plus de procès perdus, plus de maisons. J'estimais que grand-père allait tout de même un peu loin. Plus de maison? Et la nôtre? la nôtre qu'on avait réparée et toute remise à neuf ? Peu m'importaient les autres, pourvu qu'on l'épargnât.

— Mais non, petit nigaud, les peuples de pasteurs dormaient à la belle étoile. C'est plus hygiénique.

Abraham, quand il s'en allait dans la terre de Chanaan, devait dormir à la belle étoile, et de même les bergers que nous avions rencontrés menant leurs moutons à la montagne.

Nous revînmes aussi en pèlerinage au pavillon que je devais appeler le pavillon d'Hélène, et l'on nous revit ensemble, de temps à autre, au Café des Navigateurs, de sorte que je ne perdis pas entièrement contact avec mes amis.

J'entrais dans ma quatorzième année, je crois, à moins que ce ne fût un peu plus tard, lorsque la ville fut le théâtre de grands événemens. Par le moyen des élections, on entreprit le siège de la mairie, et le cirque Marinetti installa sa tente et ses roulottes sur la place du Marché. Je ne sais lequel de ces deux faits inégaux eut pour moi le plus d'importance.

A la maison, avec les préoccupations nouvelles de notre avenir, le ton de la conversation devenait plus grave. Plus d'une fois je surpris mon père et ma mère qui s'entretenaient mystérieusement de la majorité de Mélanie :

— Le moment approche, disait mon père. J'ai promis. Je tiendrai ma promesse. Mais ce sera dur.

Et ma mère de répondre :

— Dieu le veut. Il nous donnera la force nécessaire.

Cependant elle montrait, moins que mon père, de la tristesse quand elle parlait de ma sœur. De quelle promesse s'agissait-il, et qu'est-ce que Dieu voulait ? Je me souvenais bien de la gravure de ma Bible qui représentait le sacrifice d'Isaac, mais depuis la messe manquée, j'étais moins crédule aux exigences de Dieu.

Mélanie fréquentait l'église, visitait les pauvres et répandait de l'eau sur sa brosse le matin afin d'aplatir plus vite ses cheveux blonds qui bouclaient naturellement et refusaient de se réduire en bandeaux. Je savais ces détails par tante Dine qui ne cessait de répéter :

— Cette enfant est un ange.

On ne pouvait plus se disputer avec elle. Mes parens ne lui donnaient plus d'ordres ; ils s'adressaient à elle avec douceur, comme s'ils la consultaient. Moi-même, sans savoir pourquoi, je n'osais pas la brusquer et, m'accoutumant peu à peu au respect, je me détachais d'elle et ne recherchais plus sa compagnie.

Les autres aînés ne reparaissaient qu'aux vacances. Louise, de son pensionnat de Lyon, écrivait de tendres lettres que je trouvais un peu niaises, parce qu'il y était souvent question de cérémonies religieuses, et des visites de la supérieure, ou du passage de quelque missionnaire. Bernard, brièvement, racontait sa vie à Saint-Cyr où il venait d'entrer. Et Étienne multipliait des allusions obscures à ses projets qui s'accordaient avec ceux de Mélanie. Je ne pouvais m'abaisser jusqu'à jouer avec mes cadets, la délicate Nicole qui ne cessait de déranger ma mère pendant qu'elle écrivait aux absens et le tumultueux Jacquot pour qui j'eusse volontiers rétabli les fortes disciplines dont je ne me souciais plus pour moi-même. Je les traitais de mon haut : ils ne pouvaient me comprendre. De sorte que mon véritable camarade, c'était grand-père.

Deux ou trois fois, mon père, choqué de mes silences ou de mes airs sucrés, s'en plaignit dans ces conseils de famille dont les enfans ne manquent guère d'attraper des bribes :

— Cet enfant est un cachottier.

Ma mère, toujours un peu inquiète à mon égard, ne protestait pas; mais tante Dine, prête aux excuses, affirmait d'un ton doctoral que je m'épanouirais sous peu. Loin d'être reconnaissant à cette inébranlable alliée, je me moquais de son fanatisme pour bien afficher la supériorité de mon intelligence.

Le cirque et les élections troublèrent donc la ville dans le même temps. Chaque jour, en traversant la place du Marché, je m'intéressais au lent dressage de la tente et à la pose des gradins, préliminaires des représentations. A la maison, on causait plus volontiers de l'avenir du pays. Je n'étais pas aussi étranger qu'on pouvait le croire à la politique. Mes opinions, seulement, étaient incertaines. Je savais que certains jours, tels que le 4 septembre et le 16 mai, étaient des anniversaires inégalement célébrés, qu'on avait expulsé tous les religieux, sauf les nôtres, et qu'il y avait une expédition en Chine. Cette expédition, par hasard, ne rencontrait que des critiques.

— Qu'on laisse donc ces gens-là tranquilles! réclamait mon grand-père.

Et mon père de hocher la tête :

— On oublie le passé. Un peuple vaincu ne doit pas disperser ses forces.

Je n'ignorais pas qu'il avait pris part à la guerre, — pour celle-ci on disait simplement : la guerre, — et je l'imaginais très bien à la tête d'une armée, tandis que grand-père avait dû toujours préférer son violon et son télescope aux sabres, fusils, pistolets et autres engins meurtriers. Le Café des Navigateurs avait beau mépriser tout entier la gloire militaire : elle gardait encore pour moi son prestige. Cependant je ne comprenais pas très bien comment le garde-française et le grenadier du salon avaient pu mourir l'un pour le Roi, l'autre pour l'Empereur, et mériter néanmoins les mêmes éloges, alors que les partisans de l'Empereur échangeaient des injures avec ceux du Roi.

— Pour des soldats, m'expliqua mon père, il n'y a que la France. Il n'est pas de plus belle mort.

Grand-père qui assistait à la scène déclara que la plus belle, à son avis, c'était de mourir pour la liberté. Mais il n'insista pas, et je vis qu'il avait fâché mon père, malgré le silence qui suivit.

Cette idée le tarabustait, car il y revint lors de notre prochaine sortie et m'entretint, avec plus d'exaltation qu'à son ordinaire, d'une époque resplendissante qu'il avait connue et auprès de laquelle la nôtre n'était que ténèbres. La nôtre me semblait supportable avec les promenades et le café. On avait alors, une seconde fois, délivré la liberté, comme sous la Révolution, et quand la liberté est délivrée, une ère de paix et de concorde universelle commence. Déjà les citoyens, d'un même élan fraternel, travaillaient en commun dans de vastes ateliers nationaux. Une rémunération modeste, mais égale pour tous, pour les faibles et pour les forts, pour les malingres et les robustes, apportait à chacun le contentement du pain quotidien désormais garanti.

— C'est, dis-je, ce que réclame M. Martinod.

— Martinod a raison, reprit mon compagnon, mais réussira-t-il où nous avons échoué ?

— Vous avez échoué, grand-père ?

— Nous avons échoué dans le sang des journées de Juin.

Nous avons échoué dans le sang des journées de Juin... Le sens de ces mots pouvait m'échapper : ils faisaient une musique pareille à un roulement de tambour. Autrefois, il y avait trois ou quatre ans, je m'étais excité sur d'autres paroles mystérieuses, telles que la plainte du Merle blanc : *J'ai coordonné des fadaises pendant que vous étiez dans les bois*, et encore celle du Rossignol : *Je m'égosille toute la nuit pour elle, mais elle dort et ne m'entend pas.* Maintenant j'en trouvais la mélancolie un peu fade, et je leur préférais ce nouveau rythme douloureux et guerrier. Touché au cœur, je réclamai la suite, comme pour les histoires de tante Dine quand j'étais petit :

— Et alors, qu'est-il arrivé ?

— Un tyran.

Ah ! cette fois, j'étais fixé. Un tyran, un hospodar, quoi ! l'hospodar de tante Dine, le fameux homme habillé de rouge qui commandait avec de grands cris.

— Quel tyran ? m'informai-je pour être complètement renseigné.

— Badinguet. Napoléon trois. D'ailleurs, tous les empereurs et tous les rois sont des tyrans.

Non, décidément, je n'y étais plus. La lueur de vérité que j'entrevoyais s'éteignait. Mon père, à table ou dans les conversations qu'il avait avec nous, ne manquait pas de nous enseigner le respect et l'amour pour la longue suite de rois qui avaient gouverné la France et que presque toute la mauvaise peinture du salon, sauf le grenadier et les derniers portraits, avait servis. Il parlait de la puissance des nations aussi souvent que grand-père de leur bonheur. Le grand Napoléon, dont tous les collégiens connaissent l'épopée, avait ruiné le pays, mais, tout de même, c'était le plus grand génie des temps modernes. Quant à Napoléon le petit, nous lui devions la défaite et l'amoindrissement. Chose curieuse : ces événemens dont il était question à la maison ne me paraissaient avoir aucun lien avec ceux qui figuraient dans mon manuel d'histoire. On ne reconnaît pas dans les plantes d'herbier celles qui poussent dans les champs. Or, quand mon père célébrait les rois, jamais grand-père ne soulevait une objection. Il n'approuvait ni ne désapprouvait. Et voici qu'il me déclarait d'un ton péremptoire que tous les rois étaient des tyrans. Pourquoi se taisait-il à table quand il était si sûr de son opinion ? Sans doute ne voulait-il

contrecarrer personne, afin de ne pas soulever de disputes, et dès lors je m'expliquai son effacement par sa délicatesse, ce qui m'incitait à lui donner raison.

Il me reparla une autre fois de ces mystérieuses journées de Juin où l'on s'était battu pour briser les fers du prolétariat. Le prolétariat ne me représentait pas quelque chose de bien net. Tem Bossette, Mimi Pachoux et le Pendu étaient-ils des prolétaires ? Je les imaginai chargés de chaînes et enfermés dans une cave aux tonneaux vides, parce que, si les tonneaux avaient été pleins, ils n'en seraient pas sortis volontiers. Grand-père s'élançait à leur secours. J'appris de sa propre bouche qu'à Paris il avait pris part à l'insurrection et tenu un fusil.

— Vous avez tiré, grand-père ? demandai-je avec surprise et peut-être avec admiration, car je ne l'aurais pas cru capable d'un geste aussi vif.

Il m'expliqua modestement qu'il n'en avait pas eu l'occasion.

Tante Dine m'avait montré, dans une armoire, le sabre qui avait servi à mon père pendant la guerre. Pourquoi ne m'avait-on jamais parlé de ce fusil ? N'était-ce pas aussi un trophée de famille ? Et grand-père termina son récit un peu vague par cette réflexion familière :

— C'est papa qui n'était pas content.

Il me semblait si vieux que je n'aurais jamais eu l'idée de songer à ses parens qui n'étaient plus au salon que de la peinture. Et voici qu'il disait *papa*, comme le petit Jacquot, pas même *père* comme mes frères aînés et moi. Amusé, je m'écriai :

— Votre papa, grand-père ?

— Mais oui, l'homme des roses et des lois, le magistrat, le pépiniériste.

Il le traitait sans aucun respect, et cette audace que j'estimais inouïe m'attirait bien plus qu'elle ne me déconcertait. L'irrévérence me semblait une chose prodigieuse qui suffisait à supprimer les rangs. Avec elle, on se plaçait immédiatement au-dessus des autres hommes, avec elle on pouvait se moquer de tout impunément. Je me promis d'être irrespectueux pour montrer mon esprit.

Grand-père me fournit quelques explications sur le mécontentement de son *papa :*

— Eh ! oui, il prétendait qu'il fallait un roi dans la nation,

comme un jardinier dans un jardin. Et toute la mauvaise peinture du salon pareillement.

Toute la famille, quoi ! Grand-père se mettait délibérément en dehors des ancêtres. Il prétendait faire bande à part, marcher tout seul, hors des routes, comme dans nos promenades. A quoi bon être une grande personne, s'il faut encore dépendre d'autrui, ne pas agir à sa guise, écouter les conseils et les remontrances ? Il avait joliment bien fait de prendre un fusil, puisque c'était pour la liberté.

Et de son fameux rire impertinent il cassa l'opinion paternelle en invoquant la nature :

— C'est absurde. Comme s'il fallait tailler les arbres et les plantes ! Regarde s'ils savent pousser tout seuls, et si ça n'enfonce pas tous les jardins du monde.

Nous arrivions devant un bois de fayards, de trembles, d'autres essences encore. Les petites feuilles de printemps, d'un vert tendre, ne suffisaient pas à recouvrir l'essor des branches. Les années précédentes, j'aurais donné tort à grand-père. La transformation de notre jardin, depuis que mon père avait pris les rênes du gouvernement, l'arrangement des pelouses, le jet d'eau, le dessin des parterres, la forme des bosquets, tout cet ordre harmonieux me satisfaisait pleinement. Nos randonnées dans la campagne, peu à peu, m'avaient ouvert les yeux à des beautés plus sauvages. Un fouillis de fougères et de ronces, l'enchevêtrement des lianes aux buissons, des rochers couronnés de bruyères roses et les retraites les plus perdues avaient mes préférences. De sorte que j'approuvai cet argument sans hésitation. Mais je découvrais avec une sorte de stupeur qu'on pouvait ne tenir aucun compte de l'avis de ses parens, et même les juger, comme ça, avec tranquillité. Grand-père ne craignait pas de condamner son père devant moi. C'était la plus forte leçon d'indépendance que j'eusse jamais reçue, et cette découverte, loin de m'enivrer, m'inspirait de la crainte, et comme un retour de l'impression sacrilège qui m'était venue de la mort. L'irrévérence n'était pas la liberté. On pouvait se moquer et se soumettre ensemble. Tandis qu'on avait véritablement le droit d'être libre, de ne pas accepter les idées de son père, de ne pas obéir à ses ordres.

Je n'aurais pas osé formuler ces pensées qui m'assaillaient, et je revins à la politique :

— Alors, demandai-je, il n'y aura plus de rois ?

— A mesure que les peuples se civilisent, les rois disparaîtront.

— Et le Comte de Chambord ?

— Oh ! celui-là, il peut bien se tailler une chemise de nuit dans son drapeau blanc.

Le Comte de Chambord ainsi traité ! Avant de me divertir, cette plaisanterie me suffoqua. Le Comte de Chambord était pour moi un personnage de légende, aussi lointain et prestigieux que les chevaliers de ces ballades qui avaient exalté ma convalescence. Sans doute il n'avait pas soustrait à Titania, la blonde reine des elfes, la coupe du bonheur; il ne rendait pas visite, sur un cheval rouan, à la jeune fille de la romance du nid de cygne; mais je savais qu'il vivait en exil, qu'il portait l'auréole des martyrs et qu'on l'attendait. Tante Dine ne l'appelait jamais que : *notre prince*, et hochait la tête avec orgueil dès qu'on prononçait son nom, comme s'il lui appartenait. De temps à autre se tenaient au salon des conciliabules où l'on s'entretenait de son prochain retour. Et il ne rentrerait pas seul : Dieu l'accompagnerait, et il ramènerait le drapeau blanc. Mon imagination l'évoquait sans peine à la tête d'une foule qui brandissait des bannières et je ne distinguais pas très bien s'il conduisait une armée ou une procession.

A ces conférences prenaient part Mlle Tapinois, qui ressemblait à la vieille colombe de mon livre d'images, M. de Hurtin, vieux gentilhomme pareil au faucon que les Révolutions avaient ruiné, divers autres personnages tirés, eux aussi, des scènes de la *Vie des Animaux*, et que je confonds un peu dans ma mémoire, et certain prêtre fougueux, l'abbé Heurtevent, qui portait le nez en bataille et dont les yeux ronds et sortant de la tête ne voyaient que de loin, car il se heurtait à tous les meubles et, toujours en mouvement, menait la guerre contre les vases et les potiches. Renversait-il un bibelot ? il ne s'excusait point :

— Un de moins, déclarait-il simplement.

Ces menus et frivoles objets le contrariaient dans ses gestes, et il les détestait. Tante Dine lui pardonnait jusqu'à ses dégâts, à cause de son éloquence. Sa tête se trouvait si haut perchée, quand il restait debout, que je la cherchais comme une cime. Assis, au contraire, il disparaissait presque dans les fauteuils et ses genoux pointaient sur le même plan que le menton : on

l'eût dit replié en trois morceaux de longueurs égales. Sa maigreur était d'un ascète. Quoi d'étonnant! Il se nourrissait de racines, et c'était lui qui, pendant la saison des cryptogames, vivait de bolets Satan. Il les digérait, mais cela ne l'engraissait point. Cette alimentation intéressait grand-père, qui le considérait comme un phénomène et pour ses excentricités supportait ses opinions. Il ne l'appelait jamais que : Nostradamus. Mon père, bien au contraire, ne se souciait que médiocrement d'un tel allié et ne prisait pas beaucoup ces assemblées quasi mystiques.

— Notre brave abbé, assurait-il, ne regarde jamais qu'en l'air. Il interroge le ciel et ne sait plus ce qui se passe.

Qu'avait-il besoin de le savoir, puisqu'il connaissait l'avenir? Il collectionnait en effet toutes les prédictions qui se rapportaient à la restauration monarchique et il en citait par cœur les passages essentiels. A force de les avoir entendus, je les ai retenus assez bien. La plus célèbre de ces prophéties était celle de l'abbaye d'Orval. Elle avait annoncé la chute de Napoléon, le retour des Bourbons et même le règne de Louis-Philippe et la guerre. Son authenticité était ainsi garantie par tout un siècle. Comment, dès lors, aurait-elle menti dans cette apostrophe que notre abbé Heurtevent susurrait d'une voix mouillée et qui arrachait des larmes aux dames : « *Venez, jeune prince, quittez l'île de la captivité... joignez le lion à la fleur blanche.* » On parvenait subtilement à expliquer l'île de la captivité et le lion qui, à la première investigation, demeuraient obscurs. Cependant je n'étais pas pressé de voir le jeune prince obéir à cette injonction, à cause des événemens qui devaient suivre, à savoir la conversion de l'Angleterre, celle des Juifs, et, pour finir, l'Antéchrist. L'Antéchrist m'épouvantait : lui aussi, comme la Mort de ma Bible, devait monter un cheval pâle.

— Oh! le jeune prince! ricanait grand-père quand je lui racontais ces merveilles, car il refusait d'assister aux assemblées que présidait l'abbé Nostradamus, jeune prince de soixante printemps!

Il y avait aussi les visions de certaine sœur Rose Colombe, religieuse dominicaine décédée sur la côte d'Italie. Une grande révolution éclaterait en Europe, les Russes et les Prussiens changeraient les églises en écuries et la paix ne renaîtrait que lorsqu'on verrait les lys, descendans de saint Louis, fleurir à

nouveau le trône de France, ce qui arrivera. *Ce qui arrivera* terminait le paragraphe, avertissait que ce n'était pas là une simple hypothèse, comme les savans en peuvent construire, mais une vérité incontestable prouvée par des extases.

— Oui, les lys refleuriront ! aimait à répéter tante Dine qui attribuait un crédit particulier aux paroles de la sœur Rose Colombe.

Avec cette certitude, elle se précipitait plus superbement dans l'escalier, dès qu'elle pouvait supposer qu'on avait besoin de ses services. Elle avait l'habitude d'accompagner d'interjections et d'exclamations les innombrables travaux auxquels elle se livrait sans répit. On l'entendait qui psalmodiait en balayant ou frottant, car elle mettait la main à tout :

— Ils refleuriront, pour le salut de la religion et de la France.

L'abbé ne se contentait pas des prédictions qui rétablissaient les monarques chez nous. Sa sollicitude s'étendait jusqu'à la malheureuse Pologne, et, un soir, triomphalement, il apporta un journal de Rome où se trouvait consignée l'apparition du bienheureux André Bobola, qui informait un moine de la restauration de ce royaume après une guerre qui mettrait aux prises toutes les nations.

— La Pologne, cette fois, est sauvée, conclut-il satisfait.

— Pauvre Pologne, il était grand temps ! appuya tante Dine, qui compatissait à toutes les infortunes.

Il n'en fallait pas moins passer par des catastrophes avant de parvenir à ces miraculeuses renaissances. Notre abbé incendiait bravement l'Europe et consentait à la noyer dans un fleuve de sang, pourvu que les lys refleurissent.

Les dames se plaisaient à l'entendre vaticiner. Ses narines se gonflaient comme des voiles sous les vents favorables, et ses yeux ronds se projetaient hors de la tête avec tant d'ardeur que l'on pouvait craindre de les recevoir tout brûlans. Il rompait aussi des lances avec un parti qui admettait l'évasion de Louis XVII détenu à la prison du Temple et l'authenticité de Naundorff. Mlle Tapinois, notamment, prêchait le naundorffisme, ce qui lui valut de vertes algarades. Elle avait failli entraîner tante Dine qu'un regard de l'abbé Heurtevent suffit à maintenir dans la bonne cause. N'invoquait-elle pas la Providence, dont chacun savait qu'elle était le bras droit et qu'elle déclarait, on

ne savait pourquoi, hostile au retour du Comte de Chambord? Afin d'éclipser son adversaire, elle raconta que Jules Favre, avocat de son Naundorff, avait reçu de lui, en témoignage de gratitude, le cachet des Bourbons et que, n'en portant pas d'autre ce jour-là, ce jour historique, il avait apposé le sceau royal sur le traité de Paris après la signature du comte de Bismarck, comme s'il n'agissait que par délégation de son prince? Cette anecdote ayant obtenu un succès de curiosité, malgré cette remarque de mon père : — Aucun Bourbon n'aurait eu à signer un traité pareil, — l'abbé Heurtevent, écœuré d'être interrompu dans ses prédictions pour l'audition de telles balivernes, haussa les épaules en signe d'incrédulité, et, du coin où je brouillais un jeu de cartes, je l'entendis qui marmonnait :

— Quand l'âne de Balaam parla, le prophète se tut.

Je connaissais, par une gravure de ma Bible, l'aventure de Balaam. Mais notre abbé eut aussi la sienne et il en fut pour sa courte honte. Le vieux M. de Hurtin, dont le profil d'oiseau de proie servait à abuser sur l'opiniâtreté de son caractère, ébranlé par les récits et les affirmations de Mlle Tapinois, commença, lui aussi, de soulever des objections contre Mgr le Comte de Chambord, car on ne manquait point, fût-ce pour le combattre, de lui donner tous ses titres. Il alla jusqu'à lui reprocher de ne pas avoir d'enfans.

— On lui en fera un, déclara M. Heurtevent dans une subite illumination.

Cette réponse, lancée avec une grande force, souleva un *tolle* général. Ces dames manifestèrent leur indignation par toutes sortes de petits cris, et Mlle Tapinois, se voilant la face, protesta contre le scandale qu'un homme de Dieu ne craignait pas de provoquer dans un milieu honnête et respectable, et devant des enfans. L'abbé, tout rouge et tout penaud, et plus accoutumé à infliger des semonces qu'à en recevoir, levait les mains en l'air pendant cette harangue pour avertir qu'il désirait s'expliquer. On ne le lui permit pas immédiatement, et il dut patienter jusqu'à ce que l'émeute se calmât. Il avait simplement voulu dire qu'on assurerait la continuité de la dynastie et que la race royale n'était pas près de s'éteindre. Un successeur légitime tient lieu d'enfant pour un roi. Ces explications furent assez mal accueillies, et Mlle Tapinois, qui était ma voisine, se tourna vers M. de Hurtin qu'elle catéchisait pour

constater que le prophète était bien mal embouché. Elle se vengeait de l'âne de Balaam, qui ne lui avait pas échappé, car elle avait l'oreille fine.

Cet incident que j'ai retenu sans l'avoir bien compris, ainsi qu'il arrive parfois dans les souvenirs, avait mis une sourdine aux réunions royalistes quand la proximité des élections les vint ranimer.

— Je ne crois guère au salut par les élections, objecta mon père. Cependant il ne faut rien négliger pour le service du pays.

On s'entretenait couramment d'un assaut à livrer à la mairie, qui était indignement occupée. Mais qui mènerait la bataille ? Il faudrait un homme de lutte, habile et décidé. Je ne passais plus devant le bâtiment municipal en me rendant au collège sans y chercher, dans une grande confusion de tous les sièges de l'histoire, des mâchicoulis ou des canons.

A tout instant, on sonnait à la grille, et ce n'était pas au médecin qu'on en voulait. Des messieurs bien mis et qui se glissaient plutôt à la tombée de la nuit, avec les ombres, des paysans, des ouvriers envahissaient la maison, et les mêmes paroles revenaient sans cesse :

— Ne vous présenterez-vous pas, docteur ?

— Monsieur le docteur, il faut marcher.

Et des vieux des faubourgs disaient plus familièrement :

— En route, monsieur Michel.

Les ouvriers et les paysans, je le remarquai, le sollicitaient avec plus d'entrain et de conviction. Plus discrets, mieux élevés, les messieurs bien mis n'insistaient pas, et l'un d'entre eux, gros et digne, poussa le dévouement jusqu'à se proposer :

— Évidemment, nous comprenons vos scrupules, vos hésitations. C'est une lourde charge, et très coûteuse. S'il le faut, j'accepterai la candidature à votre place. Ce sera pour vous être agréable.

— Pas vous, prononça avec autorité un grand barbu qui portait une blouse bleue. Vous n'auriez pas quatre voix. Monsieur Michel, c'est autre chose.

Le monsieur, ainsi brusquement éconduit, boutonna sa redingote avec majesté.

Et quand tous ces intrus s'étaient retirés, la discussion reprenait, paisible, grave, confiante, entre mon père et ma mère.

Ils s'y absorbaient au point de ne pas s'apercevoir parfois que nous étions là.

— Tu ne peux pas, disait ma mère doucement en se servant presque des mêmes mots que le gros monsieur. Compte les charges que nous supportons. Tu as dû racheter le domaine pour épargner à ton père des ennuis et je t'y ai encouragé, rappelle-toi. Dans les familles, on est solidaire les uns des autres. Les grandes Écoles sont très coûteuses, car nous n'obtiendrons pas de bourses, bien que nous ayons sept enfans. Tu es noté comme hostile aux institutions qui nous régissent. D'ici quelques années, il nous faudra établir Louise, si Mélanie n'a besoin que d'une toute petite dot. Et puis, songe aussi à toi-même. Tu travailles déjà trop, et tes malades absorbent tes forces. J'ai peur que tu ne te fatigues. Nous ne sommes plus de la première jeunesse, mon ami. La famille nous suffit, la famille est notre premier devoir.

Et mon père, comme s'il pesait le pour et le contre, gardait un instant le silence, puis répondait :

— Je n'oublie pas la famille. Ne sois pas inquiète, Valentine, sur ma santé. Je ne me suis jamais senti plus robuste ni plus résistant. Et je ne puis m'empêcher de songer au rôle utile qui m'est offert, car la mairie aujourd'hui, c'est la députation demain : dénoncer au pays la bande qui le trompe et le gruge, préparer l'esprit public au retour du Roi, à ce retour nécessaire si nous voulons nous relever de la défaite. Tous ces gens du peuple, qui viennent à moi, me touchent et ébranlent ma résolution de me tenir à l'écart de la vie publique. Je n'ai pas d'ambition personnelle. Mais là aussi peut-être, là aussi sans doute, il y a un devoir à remplir.

C'était comme des strophes alternées où la famille et le pays, tour à tour, adressaient leurs pressans appels.

Le tableau que mon père traçait de la France restaurée ne ressemblait pas tout de suite à celui de l'abbé Heurtevent, qui s'en tenait aux miracles : il donnait des détails circonstanciés que je ne suivais pas, et à la fin, sans qu'on sût comment, on avait l'impression que les provinces ressuscitées marchaient au doigt et à l'œil sous l'autorité du prince, qui s'adressait à elles directement, sans le secours du parlement, et qui, toutefois, s'en remettait pour les choses religieuses au pape de Rome.

A cause de son aptitude à commander, j'eusse trouvé naturel

qu'on lui confiât le gouvernement, puisque le royaume de la maison ne lui suffisait pas et qu'il en désirait un autre. Et puis, il n'aurait plus le loisir de surveiller mes études et mes pensées dont je voyais bien qu'il s'inquiétait le soir avec ma mère.

Plus encore qu'à la maison où je ne surprenais qu'un faible écho des événemens qui se préparaient, la vie était changée au Café des Navigateurs. J'y accompagnai grand-père un jour de congé, sans prévenir personne. Cassenave, seul, prématurément vieilli, continuait de boire pour le plaisir, au milieu de l'inattention générale. Les autres membres du groupe apportaient des préoccupations plus relevées. Là, on ne parlait pas du Roi, mais de la liberté. J'apprenais que l'hydre de la réaction, que l'on avait crue écrasée après le 16 mai, commençait de relever la tête. Galurin, — c'était son dada, — réclamait ouvertement le partage des biens. Gallus et Mérinos répudiaient une république bourgeoise et la voulaient à la fois populaire et athénienne, assurant à chacun un salaire minimum pour une besogne indéterminée et, par surcroît, accessible à la beauté et protectrice des arts. D'avance, interrompant leurs œuvres en cours, ils ébauchaient l'un une symphonie, l'autre un fusain où l'ère nouvelle était symbolisée. Mais je ne reconnaissais plus Martinod. Au lieu de peindre, comme autrefois, à nos yeux éblouis les noces du Peuple et de la Raison, voici qu'il abandonnait ses phrases aux deux artistes. Avec une précision imprévue, il énumérait des réformes urgentes, la diminution du service militaire en attendant sa suppression, l'indépendance des syndicats, le monopole de l'État en matière d'enseignement, sans compter la revision de la Constitution sur quoi tout le monde était d'accord. L'indépendance des syndicats me frappait tout spécialement, parce que mon voisin avait beau m'expliquer en quoi elle consistait, je n'y comprenais goutte, de sorte que j'y attachais un prix exceptionnel. Et même, lâchant ces réformes malgré leur urgence, Martinod, qui amenait des recrues et les abreuvait en les enseignant, s'exaltait sur un but plus rapproché qui était la mairie. Décidément, j'étais fixé : la bataille se livrerait là et non ailleurs. Bientôt il ne fut plus question que de noms propres. On oublia la république populaire et athénienne, on oublia les réformes, et l'on cita des individus dont un très petit nombre trouva grâce devant la compagnie. La plupart furent considérés comme suspects : on ne les estimait pas assez purs

et l'on relevait contre eux toutes sortes de tares accablantes, et notamment leur fréquentation des curés et l'éducation cléricale de leurs enfans. Puis on s'entretint à mi-voix, — et je vis bien que Martinod coulait des regards furtifs tantôt dans la direction de grand-père et tantôt dans la mienne, ce qui me flatta, car d'habitude je n'existais guère pour un homme aussi considérable, — d'un chef redoutable qui serait le pire adversaire et qu'on ne réduirait pas facilement.

— Il n'y a que lui, conclut Martinod. Les autres, tous des jean-foutre ou des fesse-mathieu.

— Il n'y a que lui, approuva le chœur.

Cependant on évitait de le nommer. Je n'eus pas de peine, néanmoins, à me le figurer énigmatique et formidable, conduisant ses troupes avec la certitude de la victoire. Grand-père, distrait, écoutait le dialogue de Cassenave avec son double. Martinod, qui l'observait depuis une minute ou deux, tantôt à la dérobée et tantôt bien en face, se pencha tout à coup vers lui et lui dit brusquement :

— Savez-vous une chose, père Rambert ? C'est vous qui devriez nous mener au combat.

— Moi ! fit grand-père renversé. Oh ! oh !

Et il se gargarisa de son petit rire. On le laissa se divertir tout à son aise, après quoi Martinod reprit son offre :

— Sans doute, vous. Qui le mérite davantage ? En 48, vous avez failli mourir pour la liberté.

— Mais pas du tout, je n'ai pas failli mourir.

On n'insista pas davantage sur cette proposition. Et, comme nous rentrions ensemble à l'heure du dîner, il s'arrêta pour me dire :

— Il en a de bonnes, Martinod ! Moi, leur candidat, c'est insensé !

Et il rit encore tout son saoul. Un peu plus loin, il répéta :

— Leur candidat, moi !

Et cette fois il ne rit plus. Je compris que, tout de même, il n'était pas fâché de l'invitation de Martinod.

XII. — LE CIRQUE

De ces préparatifs électoraux j'étais distrait par le cirque installé sur la place du Marché. Son immense tente blanche,

fixée enfin par de solides piquets, portait, au-dessus de la toile qu'on soulevait pour entrer, cette inscription en lettres d'or sur fond bleu : *Cirque Marinetti*. Un tambour agitait frénétiquement ses baguettes pour attirer l'attention du public et de temps à autre, écartant la portière, une princesse à la robe éclatante et aux bas roses surgissait comme une apparition. Je passais par là en revenant du collège, rien que pour entendre cet invariable tambour et apercevoir cette dame, qui tantôt était vieille et tantôt adolescente. Combien j'aurais voulu pénétrer là dedans! J'entretenais du moins mon désir de ce paradis défendu et vite je m'enfuyais au pas de course pour ne pas me mettre en retard.

Une fois, j'entrepris le tour extérieur de la tente, et ce fut la découverte des coulisses. En arrière les roulottes étaient rassemblées. De leurs minces cheminées sortait une fumée épaisse : on y devait brûler du bois vert. A en juger par l'odeur, il se préparait d'inquiétantes ratatouilles. Des chevaux étiques se traînaient en liberté, comme s'ils n'avaient pas la force d'aller bien loin, sous le regard de chiens indulgens dont la paresse me rassura. Un perroquet voletait d'un toit à l'autre. Assise sur un escalier, une femme vêtue de haillons dont les larges trous révélaient sans pudeur la peau ambrée, se peignait au soleil, et sa chevelure noire qu'elle ramenait en avant répandait de l'ombre sur tout son visage dont je ne pus rien savoir et qui, seul, m'intéressait. Un vieux bonhomme bronzé fumait sa pipe avec une majesté comparable à celle du vieux pâtre au manteau couleur de chaume qui marchait devant ses moutons et les emmenait à une allure régulière vers la montagne. Des enfans demi-nus, bruns et frisés, grouillaient entre les voitures, se bousculaient, échangeaient des horions, quand tout à coup une porte s'ouvrait, d'où bondissait une mégère, tenant une casserole de la main gauche : la droite lui suffisait pour ramener la paix au moyen de quelques bonnes claques.

Ce spectacle ne refroidit point ma curiosité. L'envers du théâtre a-t-il jamais ralenti l'empressement des amateurs ou le zèle des comédiens? Quel ne fut pas mon contentement lorsque grand-père, au retour d'une promenade, me proposa de pénétrer à l'intérieur! Je crois qu'il y allait pour son propre compte et ne soupçonnait pas mes convoitises. Nous entrâmes. Un orchestre composé d'un cornet à piston, de deux hautbois et d'un clavier qu'on frappait avec deux règles, — le tympanon

m'était inconnu, — faisait tant de vacarme qu'on n'entendait plus le fidèle et monotone tambour du dehors. On s'habituait peu à peu et dans tout ce bruit je perçus bientôt une sorte d'appel indiciblement triste, doux et autoritaire ensemble, et si insistant qu'on n'y pouvait résister. Plus tard, les danses hongroises m'ont permis de mieux comprendre la nostalgie que j'avais éprouvée. Cela m'évoquait de l'inconnu, des pays lointains, et aussi le plaisir d'une incertaine douleur. J'éprouvais l'envie de tendre mes bras en avant pour presser l'avenir. C'était comme une précision nouvelle de la sensation encore trop vague que m'avait apportée, tout petit, la berceuse de tante Dine :

Si Dieu favorise
Ma noble entreprise,
J'irai-z-à Venise
Couler d'heureux jours.

Et je me rendais compte obscurément que jamais la maison ne comblerait mon rêve. On n'y entendait pas de ces musiques-là.

Des clowns enfarinés, avec de petits bonnets pointus et des costumes mi-partie jaune et rouge, se jouèrent des tours qui déterminèrent les rires de la foule et qui me dégoûtèrent. Je n'étais pas venu assister à des pantalonnades et j'attendais, sans trop savoir quoi, une représentation émouvante et noble. Heureusement, une danseuse de corde me rasséréna, car elle gardait péniblement son équilibre et semblait se précipiter sur le sol à chaque instant.

Mais le numéro sensationnel fut le trapèze volant des frères Marinetti. Plus d'un génial acrobate a sans doute débuté dans un de ces cirques forains. Les deux frères Marinetti sont devenus célèbres : l'un s'est tué à Londres en tombant, et l'autre est aujourd'hui un des premiers mimes du monde. C'étaient alors deux tout jeunes gens, guère plus âgés que moi. On eût dit qu'ils s'amusaient eux-mêmes et ne prenaient aucun souci des spectateurs. Ils s'entr'aidaient avec une sollicitude touchante et convenaient d'un bref signal pour l'exécution de leurs tours d'ensemble, j'allais dire de leur duo, car il y avait tant de rythme dans les souples mouvemens de leurs deux corps que, véritablement, cela chantait. Dans toute leur carrière, glorieuse ou tra-

gique, ont-ils jamais rien exécuté de plus hardi que ces vols d'un trapèze à l'autre, sans la sécurité du filet et sous la surveillance de la mort dont ils ne se souciaient pas plus qu'un épervier d'un couteau. Un cri étouffé de femme, dans l'assistance, me révéla le danger à quoi je ne songeais pas plus qu'eux, et dont j'eus brusquement la perception. Ainsi projetés en l'air, je les admirais et je les enviais. Je ne concevais rien de plus héroïque et ma notion du courage se modifiait. Jusqu'alors, à travers les épopées que m'avait racontées mon père, je l'imaginais au service d'une cause. Hector défendait sa ville contre les Grecs, et Roland sa foi contre les Sarrasins. Mais n'était-il pas bien plus beau de jongler avec soi-même, pour rien, pour le plaisir, car le public cessait de compter? Dans ce cirque mal éclairé, au son de cet orchestre bizarre, mais exaltant, j'ai pressenti l'attrait du danger qui ne sert à rien.

Les clowns, la danseuse de corde et même les frères Marinetti s'éclipsèrent, comme par enchantement, de mon imagination lorsque sur la piste s'élança la petite écuyère, debout sur un cheval noir qui portait une selle large et plate comme une table. Je regardais à terre, pendant l'entr'acte : c'est pourquoi je distinguai le cheval, sans quoi je n'aurais sûrement vu que la cavalière. Elle était vêtue d'une robe d'or. Si les lampes avaient donné moins de fumée et plus de clarté, il est probable que cette robe fripée ne m'eût point communiqué une telle vision de luxe. Les bras étaient nus et les cheveux dénoués. Seule de tous ces artistes basanés, elle était blonde, comme toutes les héroïnes de mes ballades. Ce que nulle femme ne m'avait donné encore, et pas même celle que j'avais rencontrée avec grand-père et que je surnommais la dame du pavillon en attendant de l'appeler Hélène, cette jeune fille me le donna rien qu'en s'élançant : non plus le sens de la beauté auquel j'étais déjà parvenu, mais la peur d'approcher d'elle et de ne la point retenir. Pourtant, j'ai beau chercher ses traits dans ma mémoire, je ne les retrouve pas. Je devais la rencontrer souvent et je me demande maintenant si je l'ai jamais regardée, si jamais j'ai osé la regarder vraiment. Je lui attribue des yeux dorés, un teint doré comme à une vierge de vitrail que le soleil traverse. Quel âge avait-elle? Seize ou dix-sept ans, pas davantage, et peut-être pas même autant. Les fruits de son pays n'ont pas besoin de beaucoup de mois pour mûrir. Elle parais-

sait plus grande qu'elle n'était, à cause de sa sveltesse. On ne pouvait la dire maigre sans lui faire injure : mince, oui, mais d'une minceur pleine et musclée, et je m'étonnais des rondeurs naissantes de son torse. Elle sautait dans les cerceaux qu'on lui tendait et à chaque saut je craignais que le cheval ne se dérobât ou qu'elle ne manquât la large selle. De trembler pour elle j'étais content. Rassuré sur son adresse, je suivis le mouvement de ses cheveux qui, chaque fois qu'elle bondissait, se soulevaient et retombaient en cadence sur ses épaules. Si quelques-uns s'échappaient par-devant, elle les repoussait d'un geste irrité. Par la gravité de son visage elle attestait qu'elle appartenait à son travail. Parfois elle entr'ouvrait les lèvres et poussait de petits *hop, hop,* destinés à exciter sa monture qui tournait en rond sans conviction. Quand, pour se reposer, elle s'asseyait en amazone, les jambes pendantes, elle inclinait la tête sous les applaudissemens avec indifférence. Sa respiration plus brève relevait et abaissait alors tour à tour la poitrine libre dans la robe qui la moulait. Sa gravité, son indifférence achevaient son isolement. Les jeunes filles que je connaissais, les amies de mes sœurs, parlaient, jacassaient, riaient, jouaient, se prenaient par la taille. Celle-là passait comme une idole.

La représentation se termina par une pantomime que je retins scène par scène. Rentré à la maison, je la reconstituai tant bien que mal en mobilisant ma sœur Nicole et jusqu'à Jacquot pour un rôle subalterne, plus deux petits camarades que j'amenais, et avec cette troupe improvisée j'en voulus offrir le régal à mes parens, pour célébrer la fête de l'un ou de l'autre. On nous interrompit au beau milieu sans aucun respect de l'art dramatique. Seul grand-père s'amusait bruyamment, de quoi tante Dine le tança. En réfléchissant à cet incident, j'ai compris dans la suite qu'il s'agissait d'un mari qu'on bernait. L'innocente Nicole était chargée de ce soin et sur mes instructions s'en acquittait à merveille. Et le cirque me fut interdit.

La petite reine foraine qui, du haut de son cheval, n'avait fait qu'un saut dans ma mémoire, était sans doute destinée à demeurer pour moi un souvenir magnifique et lointain. Mais grand-père aimait à fréquenter les artistes, les irréguliers. Je le voyais bien au Café des Navigateurs. Avec tout le groupe de

Martinod, il se rangeait contre les bourgeois. Comme nous passions un jour sur la place du Marché, il contourna la tente pour atteindre les roulottes.

— Où allons-nous, grand-père? murmurai-je, car le cœur me battait.

— Je veux voir ces gens-là de près.

Et il s'arrêta en effet pour causer avec les hommes qui fumaient leurs pipes, tandis que les femmes préparaient la soupe ou raccommodaient les habits. Il leur parlait dans une langue inconnue qui devait être l'italien. Sur ses lèvres, cette langue n'était pour moi qu'incompréhensible. Il la prononçait à peu près comme les mots dont nous nous servions. Tout au plus allongeait-il certaines syllabes pour escamoter les suivantes. Tandis que, dans la bouche de ces hommes bronzés, elle prenait un accent étrange, tantôt bas et tantôt aigu, comme une pimpante musique. Avions-nous affaire aux clowns ou aux acrobates?

Les frères Marinetti étaient absens. Les voir là m'eût rempli d'orgueil. Le seul personnage important que je crus reconnaître, ce fut la danseuse de corde. Encore était-elle couronnée de cheveux gris un peu déconcertans. Elle ravaudait avec mélancolie une jupe de gaze bouillonnante et sale. J'ignorais que cela s'appelle un tutu.

Cependant je cherchais des yeux, craintivement, la petite écuyère. J'eusse préféré qu'elle ne fût pas là. Je la cherchais trop loin : elle était à côté de moi. Elle épluchait des pommes de terre avec un couteau ébréché. Au lieu de sa tunique d'or, elle portait de mauvaises hardes bariolées. Ses pieds nus, ses pieds dorés, baignaient dans une couche de poussière. Ainsi humiliée, je la trouvais aussi belle que dans sa gloire, sur le piédestal de sa large selle, franchissant les cerceaux et saluée des acclamations de la foule. Déjà l'illusion m'illuminait. Je la trouvais aussi belle, et, pourtant, mon premier geste fut de m'écarter, par timidité évidemment, mais aussi, je le confesse, parce que tante Dine m'avait communiqué, vis-à-vis des bohémiens et des mendians, sa peur de la vermine qui, assurait-elle, se ramasse si vite.

Explique qui pourra ces contradictions. Je reconnus en moi un obscur sentiment nouveau rien qu'à la honte que me donna ce recul instinctif, et dans mon ardeur à mériter mon

propre pardon, j'eusse immédiatement partagé avec elle jusqu'à ses insectes.

J'admirais avec quelle noblesse elle pelait ses pommes et aussi avec quelle habileté, ne se reprenant point dans son opération et se contentant, chaque fois, d'une seule épluchure. Elle condescendait sans impatience à cette infime besogne, et je lui étais reconnaissant de s'abaisser. Comme là-bas, sur la piste, dans ses exercices hippiques, elle demeurait sérieuse et impassible, toute à son travail. Remarqua-t-elle néanmoins mes yeux écarquillés? Elle daigna me parler la première :

— C'est long à peler, fit-elle.

— Oh! oui, répondis-je au comble du bonheur, c'est long à peler.

J'aurais voulu, j'aurais dû l'aider, mais je n'osais pas. Un scrupule pharisaïque me retenait : éplucher des pommes de terre sur la place publique, devant des roulottes, c'était un scandale extérieur qui m'épouvantait.

Nous ne dépassâmes pas ces confidences. Une voix gutturale appela tout à coup :

— Nazzarena.

Elle abandonna ses légumes et partit sans me dire adieu. J'en fus très affecté; du moins je savais son nom. Je revins à la maison au galop, laissant derrière moi grand-père qui agitait les bras et qui criait :

— Holà, doucement!

Je ne pouvais pas ne pas courir. Des ailes m'avaient poussé aux épaules, et pendant cette course affolée tout mon être chantait comme la boîte à musique lorsqu'on a déclanché le ressort. Je pénétrai au jardin en bousculant Tem Bossette qui ne s'était pas rangé assez tôt et qui vociféra :

— Qu'est-ce que vous avez, monsieur François?

Et je répliquai en riant, mais sans m'arrêter :

— Mais rien du tout. Je n'ai rien du tout.

Je bondis par-dessus les cannas, et, comme un poulain échappé, j'arrivai dans le verger. A bout de souffle, j'allai m'appuyer brusquement contre un jeune pommier. Les arbres fleurissaient alors : c'était le printemps. Sous le choc les branches tremblèrent et je fus aspergé d'une pluie de pétales roses.

Je ne soupçonnais pas que je cueillais pareillement l'amour en fleur, l'amour qui ne mûrira pas.

Au collège, le cirque Marinetti était devenu l'objet de nos préoccupations et conversations. Les grands s'entretenaient dans la cour, entre deux parties de barres, tantôt du trapèze volant qui éblouissait les amateurs de sports, et tantôt de l'écuyère que préférait le clan des philosophes. Je saisissais au passage quelques fragmens de ces appréciations et je brûlais d'étonner mes aînés en leur montrant la supériorité que j'avais acquise sur eux tous. Ainsi j'étais partagé entre mon secret et ma vanité. Ce fut celle-ci qui l'emporta et je convins un jour, avec une feinte modestie, que je *lui* avais parlé. Mon but fut immédiatement atteint et même dépassé : on m'entoura, on me congratula, on me pressa de questions. Je dus broder un peu, afin de satisfaire tant de curiosité.

— Tu as de la chance, m'assura Fernand de Montraut que je devinai jaloux.

Fernand de Montraut était la parure de la rhétorique en même temps que le dernier de la classe. Il passait pour le plus élégant du collège à cause de ses cravates, et l'on s'inclinait devant sa compétence sur tout ce qui touchait au domaine du sentiment, car il se vantait de l'amitié de plusieurs jeunes filles. Malheureusement, il ajouta :

— Alors, tu es amoureux?

Ne sachant pas jusqu'alors ce que c'était que d'être amoureux, je l'appris immédiatement par cette phrase et me livrai à une tristesse que j'estimai plus convenable.

Grand-père s'étant lié avec les roulans qu'il fournissait de tabac, je fus remis en présence de Nazzarena. J'étais tourmenté du désir de lui donner quelque chose, d'autant plus que Fernand de Montraut, juge autorisé, m'avait affirmé qu'on faisait toujours des cadeaux aux dames. Le choix seul m'embarrassait. Or je cachais dans un tiroir une collection de billes en cornaline à quoi j'étais attaché comme à des bijoux. Il y en avait de rouges tachetées et de noires avec des cercles blancs. Je ne possédais rien qui me fût plus cher. Un instant j'hésitai devant un sacrifice aussi considérable auquel je pensai du moins soustraire cette agate couleur de feu où la lumière transparaissait et qui était ma favorite. Il m'apparut que si je conservais celle-là, mon offrande ne valait plus rien. D'un geste plus résigné qu'enthousiaste, je pris le lot tout entier et courus le remettre gauchement à ma nouvelle amie sans un mot d'explication.

Elle fut un peu surprise, et cependant n'hésita point à l'accepter :

— C'est *zoli*, me dit-elle. Vous êtes gentil.

Elle se servait de mots usuels, que j'entendais prononcer d'habitude sans prendre garde à leur son, et c'était comme si elle les transformait en un autre langage, tout fleuri et chantant. Je m'enhardis jusqu'à lui parler à mon tour, poussé peut-être par une idée de justice : je me privais de mes billes, une compensation m'était due.

— Je sais, déclarai-je avec un peu d'emphase, que vous vous appelez Nazzarena.

Aussitôt elle se réjouit de ma science :

— Ah ! ah ! il sait mon nom. Mais ce n'est pas Nazzarena, c'est Nazzare-na. Répétez.

Je dus apprendre son accent. Après quoi, elle m'interrogea :

— Et vous ?

— François.

— Comme le saint d'Assise. Et d'où êtes-vous ?

— Oh ! d'ici, voyons.

Comment aurais-je pu être d'ailleurs ? On habitait sa ville et sa maison. Comprit-elle sa bévue ? Elle ne me demanda plus rien, et c'est moi qui repris, non sans timidité :

— Et vous ?

— Je ne sais pas.

Quelle drôle de réponse ? On sait toujours d'où l'on est. Enfin !

— Alors vous n'avez pas de maison à vous ?

— C'est ça, notre maison.

Elle me désigna de la main une des roulottes dont la devanture était peinte en vert. Je ne pus me méprendre à sa moue de mépris. Bien vite, elle se détourna pour regarder sur la place les bonnes grosses bâtisses en pierre de taille qui la bordaient de tous les côtés. Ma ville est ancienne et rude, et l'on y construisait pour les siècles. Elle mesurait peut-être la solidité de la vie sédentaire, j'imaginais l'attrait de la vie nomade que je résumai ainsi :

— Ce doit être bien amusant.

— Quoi donc ?

— De changer tout le temps de localité.

Le terme de *localité* était employé à dessein, pour lui donner de moi une haute opinion.

— C'est selon, répliqua-t-elle. Il y a des endroits où la recette est mauvaise. Une fois, nous avons fait sept francs cinquante.

Je ne m'arrêtai pas à ces détails et je conclus par l'aveu d'une tendresse sans bornes pour ce genre d'existence. A cette déclaration elle ouvrit de grands yeux, bien étonnée sans doute qu'on pût l'envier quand on habitait un de ces immeubles capables de braver toutes les intempéries :

— Tout de même vous ne viendriez pas avec nous.

Cette hypothèse suffit à la réjouir : elle l'écarta sans retard comme une extravagance :

— D'ailleurs vous ne devez pas savoir grand'chose. Mais vous êtes gentil.

Toujours cette épithète que j'estimais malsonnante pour mon amour-propre. Je ne pouvais demeurer sous le coup d'une si méprisante condamnation et fièrement je répliquai :

— Je sais monter à cheval.

On m'avait hissé quelquefois sur la jument aveugle du fermier et même j'avais ressenti une inquiétude voisine de la frayeur quand de longs frissons lui parcouraient tout le corps. Mon amie parut enchantée et me promit de me prêter son cheval noir.

Notre cœur change-t-il depuis l'enfance? Je ne songeais nullement à partir, elle ne croyait point à mon départ; je ne possédais aucun talent équestre, elle ne disposait pas de sa monture : sans nous être concertés nous nous leurrions de connivence.

C'était comme un avant-goût délicieux de tout le mensonge qui s'abrite sous les conversations d'amour.

Il me vint alors, comme nous nous taisions tous les deux, un souvenir redoutable et obsédant. Du livre de ballades que j'avais lu et relu pendant ma convalescence au point qu'il continuait de composer avec quelques autres l'atmosphère de mes jours, une phrase, une toute petite phrase se détachait. Je l'entendais en moi, comme si un autre que moi la prononçait. Elle était tirée de la légende du lord de Burleigh. Le lord de Burleigh s'adresse à une paysanne qui est la plus jolie fille du village et la plus modeste, et il lui dit : *Il n'est personne au monde que j'aime comme toi.* Certes, je n'aurais jamais articulé tout haut cette phrase et même j'aurais plutôt serré les lèvres pour être sûr de ne pas l'articuler. Mais je la sentais vivre et elle m'exaltait. Et voici que j'en découvrais le sens prodigieux. Comment

pouvait-on dire une chose pareille à quelqu'un qui n'était pas de sa famille et que l'on connaissait à peine? *Personne au monde!* Et mon père, et ma mère? J'entrevoyais la puissance sacrilège de l'amour et, pendant que j'étais penché sur cet abîme, Nazzarena, si grave d'habitude, riait et montrait ses dents.

Un des hommes bronzés de la troupe passa devant nous et s'arrêta pour nous dévisager. Puis, brusquement, en manière de jeu il joignit nos deux têtes en proférant dans son jargon un mot ou deux que je ne saisis pas.

Le contact de cette joue me brûla et, me dégageant avec violence, je me sentis devenir rouge jusqu'à la racine des cheveux. Elle se contenta de rire davantage.

— Qu'a-t-il dit? balbutiai-je, partagé entre la colère et une émotion toute nouvelle.

— Oh! rien, fit-elle. Que vous étiez mon petit amoureux.

— Moi! protestai-je, allons donc!

Je ne voulais pas que ce fût possible. L'amour qu'on exprimait devait perdre toute importance. Et puis quoi? tout serait fini par là. Pour que l'amour fût l'amour, il fallait nécessairement qu'on le gardât en soi et qu'il fît mal...

XIII. — LE COMPLOT

Comment personne ne s'aperçut-il, quand je rentrai à la maison, que j'avais subitement changé et grandi? J'en fus presque scandalisé.

— Te voilà, toi! constata mon père qui commençait à se méfier de mes absences.

Et tante Dine me poursuivit pour m'obliger à revêtir un autre veston d'un usage plus évident. J'avais enfilé rapidement le plus beau pour ma visite à Nazzarena. C'était peut-être encore le fameux vert-olive de ma convalescence enfin convenable à ma taille après trois années d'attente, à moins qu'on ne l'eût mis à la retraite, dans une armoire, sous le camphre et la naphtaline, jusqu'à la croissance de Jacquot. On ne me respectait nullement, alors que tout le monde aurait dû être frappé de ma nouvelle figure. Au lieu de ne penser qu'à mon aventure que d'ailleurs je ne parvenais pas à démêler, j'étais vexé de cette familiarité.

Nous nous trouvions réunis dans la chambre de ma mère à

cause de la petite Nicole, un peu grippée, qui exigeait une surveillance attentive, étant de santé délicate. Je compris, malgré le secret qui m'absorbait, qu'un événement capital se préparait. On enjoignit à Jacquot, trop turbulent, de se tenir tranquille dans un coin. Mélanie toujours un peu dans la lune, — elle écoute ses voix comme Jeanne d'Arc, assurait tante Dine, — s'occupa de distraire silencieusement sa sœur malade. Et mon père enfin put montrer à ma mère la lettre qu'il avait à la main :

— C'est du secrétaire de Monseigneur, déclara-t-il en manière d'avertissement.

Je crus qu'il s'agissait de l'évêque. Une fois l'an, il dînait à la maison. Mais on prononça le nom du Comte de Chambord. Quand il eut terminé sa lecture que j'entendis assez mal, mon père ajouta simplement :

— C'est bien, je me présenterai, puisque le prince désire que rien ne soit négligé pour le bien du pays.

— Oh ! le prince ! murmura grand-père avec un tout petit rire étouffé.

Mon père fixa sur lui son regard droit, impérieux, qu'on soutenait difficilement. Et grand-père, aussitôt, prit son air le plus innocent, celui-là même que je lui avais vu prendre quand nous avions rencontré maman dans la rue et qu'il avait dit : « Nous allons acheter un journal. »

Ce chef mystérieux et terrible, dont Martinod craignait, au café, l'intervention dans l'assaut donné à la mairie, je devinai instantanément que c'était mon père. Ce ne pouvait être que lui, et comment n'aurait-il pas gagné la bataille ? Il suffisait de le regarder. La victoire, il la portait sur lui. Les signes de la supériorité, mes yeux d'enfant, encore loyaux et clairs, les voyaient rayonner sur son front. Je ne crois pas les avoir ainsi distingués plus tard chez personne. Et comment me serais-je douté que la supériorité pour le succès ne signifie pas grand'-chose, peut même devenir un obstacle, car on forge contre elle dans l'ombre toute sorte d'armes suspectes ? Je pouvais bien me glisser hors de l'influence de mon père, du moins je ne songeais pas à le diminuer.

La surveillance que d'habitude on exerçait sur moi fut ralentie par la maladie de Nicole qui exigeait continuellement la présence maternelle. J'avais remarqué aussi que mon père

profitait de ses rares loisirs pour causer avec Mélanie, sortir avec Mélanie, se promener avec Mélanie. Il lui témoignait, plus qu'à l'ordinaire, une affection à la fois attendrie et réservée, presque respectueuse et il la recouvrait de sa force comme si quelqu'un menaçait sa fille aînée ou prétendait la lui prendre. Quant à tante Dine qui professait un culte pour ses neveux et nièces, chacun pris à part ou tous pris en bloc, elle affirmait à travers les marches de l'escalier que j'étais un enfant modèle et un fils exemplaire et même attribuait à son frère une portion de cet heureux résultat.

Je profitai de ce relâchement, d'ailleurs relatif, pour retourner au cirque malgré la défense que j'en avais reçue. Avec une hypocrisie déjà perspicace, je m'étais persuadé que je ne désobéissais pas en contournant la tente pour gagner les roulottes. Les coulisses ne sont pas le théâtre. Puis, de raisonnement en raisonnement, je parvins à m'introduire à l'intérieur. N'était-ce pas grand-père qui m'y avait conduit la première fois ? Il était le plus âgé, il connaissait mieux que personne ce qui me devait convenir. D'ailleurs, on ne le saurait pas : sauf grand-père, mon complice, je ne risquais d'y rencontrer aucun membre de ma famille. Nazzarena monta à cheval pour moi seul, sauta dans les cerceaux pour moi seul, et quand elle saluait par politesse afin de répondre aux applaudissemens, c'était encore pour moi seul. Sans peine je supprimais l'existence du public qui m'entourait.

Néanmoins, comme je ne me sentais pas la conscience parfaitement tranquille, je me serrais contre grand-père qui détournerait les soupçons au besoin ou supporterait le poids des responsabilités. Je l'accompagnais même au Café des Navigateurs, bien que j'en eusse épuisé le plaisir et que je préférasse un autre commerce d'amitié. Martinod s'y montra plus empressé que de coutume :

— Père Rambert, quelle joie de vous revoir ! Père Rambert, asseyez-vous à côté de moi, à la place d'honneur.

J'observai que s'il excellait jadis à passer aux autres ses soucoupes, il soldait maintenant à bourse ouverte non seulement ses consommations, mais encore celles d'autrui. Gallus et Mérinos s'en étaient aperçus avant moi et ne reculaient plus devant aucune commande. Pour ce qui est de Cassenave et de Galurin, ils n'avaient jamais pris garde au règlement. J'avais déjà remarqué auparavant la volte-face de Martinod, qui de plus

en plus renonçait aux effets oratoires et cessait de nous éblouir avec ses descriptions de fêtes où fraternellement on s'embrassait. Il apportait des listes et des chiffres, il énumérait des noms propres, et, avec un bout de crayon qu'il mouillait de sa salive, il se livrait à des pointages.

Un marchand de journaux ayant déposé sur une table la gazette locale, il la réclama à la servante d'une voix si impérative que celle-ci en fut bouleversée et faillit renverser un plateau qu'elle tenait. A peine eut-il déplié la feuille qu'il s'écria :

— Ça y est ! J'en étais sûr : *il* se présente.

Il n'avait pas besoin d'être désigné davantage. Tout le café le reconnut sans hésitation, et moi pareillement. Notre groupe, qui jusqu'alors n'avait probablement pas la certitude de cette candidature, en parut très ému et même démoralisé. Tous, ils allongeaient plus ou moins leurs figures sur leurs verres. Et les dévisageant un par un, sournoisement, je considérai leur bande, malgré le nombre, comme incapable de lutter contre mon père. J'étais un spectateur impartial.

Martinod laissait les autres, et surtout les néophytes dont il se composait une cour et qu'il abreuvait, se remuer, s'exclamer, toujours sans désigner l'ennemi. Lui, distrait ou méditatif, enveloppait grand-père du regard. Comme ce manège se prolongeait, voici que je pensais à je ne sais plus quel ouvrage d'histoire naturelle que j'avais lu et qui racontait que le serpent fascinait les oiseaux, et je ris tout seul de cette idée saugrenue. Il garda assez longtemps cette attitude, et, après avoir commandé de nouvelles consommations pour tout le monde excepté pour moi qu'il oublia, il se pencha et, d'une voix câline, il glissa dans l'oreille de son voisin ces paroles qui me parvinrent :

— Alors, père Rambert, vous n'êtes plus chez vous.

— Comment ça ? riposta grand-père indifférent.

— Eh non ! Ce beau château que vous habitez n'est plus à vous maintenant.

Il prononçait : *château*, comme le fermier, sauf qu'il omettait quelques-uns des accens circonflexes. Grand-père le remarqua et s'en divertit :

— Oh ! oh ! le château ! pourquoi pas le palais ?

— Ma foi, continua Martinod, appelez-le comme vous voudrez. Toujours est-il que c'est le plus bel immeuble du pays. Et bien placé : à la fois ville et campagne. Tout de même, eh ! eh !

on vous a joué le tour et vous n'êtes pas maître chez vous.

Grand-père se gratta le sourcil, puis se tira la barbe. Il ne parlait jamais à personne de son abdication, pas même à moi dans nos promenades, et j'avais deviné que les allusions à cette histoire déjà si vieille, vieille de plusieurs années, ne l'intéressaient pas. Je savais qu'il méprisait la propriété et qu'il la tenait pour nuisible au bien général. Mais n'était-ce pas là un dogme consacré au Café des Navigateurs?

— Eh oui! déclara-t-il en se décidant à rire, je ne suis plus chez moi : en voilà une découverte! Mon pauvre Martinod, vous retardez. Il y a belle lurette que je ne suis plus chez moi, et vous m'en voyez bien aise. Plus de tracas, plus de soucis. Je ne suis plus le maître, mais je suis mon maître.

Et le dialogue, sur cette réplique, se continua sans arrêt, de plus en plus gaiment :

— Ta, ta, ta! à votre âge, on ne s'habitue guère à camper chez autrui.

— A mon âge, on veut la tranquillité.

— Oui, oui, on vous a relégué au bout de la table.

— Je m'y suis bien mis tout seul et l'on y mange aussi bien qu'au milieu.

— Ici, père Rambert, on vous donne la place d'honneur.

— Il n'y a point de place d'honneur au café.

— Et votre chambre? chacun sait qu'on vous a hissé au galetas.

— Chacun sait que j'aime la montagne.

Tout cela se débitait en badinant. Ils s'amusaient à se lancer les questions et les réponses comme nous jouions au collège avec des balles. En les écoutant, je fus un instant distrait du sentiment qui m'occupait, et tout bas je me reprochai cette distraction comme une faute.

Ce fut bientôt un thème de plaisanteries faciles. On parlait couramment, au café, du bout de table du père Rambert, du galetas du père Rambert. Lui-même en haussait les épaules et prenait gaiment les choses.

— Enfin tout cela n'est-il pas vrai, père Rambert? insista un jour Martinod.

— Oh! sans doute, cela est vrai dans un sens. C'est vrai si vous y tenez. Mais qu'est-ce qui est vrai?

Comme si l'on ne savait pas ce qui est vrai et ce qui ne l'est

point? Grand-père aimait assez à tenir des propos obscurs. Cette même après-midi, nous rentrions ensemble, lui vif et guilleret, moi la mine basse, pour n'avoir pas aperçu, fût-ce de loin (ce que je préférais), Nazzarena. Au sommet de l'escalier, nous trouvâmes mon père qui nous attendait et qui paraissait fort en colère. Il tenait un journal à la main et le tendit sans préambule à grand-père qui ne se souciait point de le prendre.

— Savez-vous, demanda-t-il, qui a écrit ça ?

Avec quel mépris il prononçait le mot : *ça?* Je sentais qu'il se contenait, mais que des événemens graves se passaient à la maison.

— Comment le saurais-je ? objecta grand-père. Je ne lis jamais les journaux du pays.

— Eh bien ! lisez celui-ci.

— Oh ! non, merci, je n'y tiens pas.

— Alors c'est moi qui vous le lirai.

— Si tu le veux absolument.

Je les vis entrer tous les deux dans le cabinet de consultation dont la porte demeura ouverte et je n'eus garde de m'en aller. Grand-père s'assit docilement dans un fauteuil et mon père commença tout de suite sa lecture. Je me crus mal récompensé de la curiosité qui me maintenait en place, car je ne compris goutte sur le moment à cet article pâteux, grisâtre et filandreux, pareil à ce fromage râpé qui se détrempe dans le bouillon d'oignon et devient une sorte de glu collante dont on ne peut débarrasser ses gencives. Il y était question des élections prochaines et d'un personnage omnipotent et despotique, avide de conduire le peuple à la baguette comme il avait conduit sa maison. Après quoi, on y parlait d'un grenier plein de rats, exposé à tous les vents, assez bon néanmoins pour recevoir le vénérable vieillard qui s'y trouvait relégué et à qui l'on faisait expier sa charité sociale en le traitant avec mépris et en lui infligeant le dernier rang dans sa propre demeure. On terminait par un appel généreux à la justice et à la bonté. Pas de nom de personne, pas même de nom de lieu. Comment aurais-je soupçonné des allusions? C'était, pour un enfant, d'une perfidie trop compliquée.

— C'est tout ? interrogea grand-père, quand la voix irritée se tut.

— Il me semble que c'est assez.

— Oh! il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Ce sont de vagues généralités.

— Ah! c'est votre avis! déclara mon père. Ne sentez-vous pas tout ce qu'il y a là dedans de venimeux et de déshonorant pour moi? N'avez-vous pas toujours été bien traité ici? Qui a voulu prendre le bout de la table? Qui s'est installé, malgré nous, dans la chambre de la tour? Qui de nous vous a manqué de respect? Quand a-t-on négligé de vous témoigner les soins les plus tendres et les plus déférens? De qui, de quoi vous plaignez-vous? Père, je vous en prie, l'heure est grave : dites-le-moi...

Les adjurations se pressaient, se multipliaient, se précipitaient, et la voix leur communiquait je ne sais quel accent pathétique dont je tressaillis des pieds à la tête. Du coup, cet article obscur s'éclaira pour moi et j'en saisis toute la signification. On accusait mon père de dureté envers mon grand-père. Et je revis la scène de l'abdication et le déménagement où j'avais joué mon rôle en portant la collection du *Messager boiteux de Berne et Vevey*.

— Je ne me plains de rien, expliquait grand-père, je ne me suis jamais plaint.

— Et de quoi vous seriez-vous plaint? Cette maison a continué d'être la vôtre. Je ne m'en suis réservé que les charges et la direction qui vous fatiguait. Cependant on n'a pas inventé ces calomnies.

— Oh! mon pauvre Michel, toutes ces histoires m'assomment. Je ne lis pas les journaux et je m'en trouve fort bien. C'est un conseil que je te donne.

— Parce que vous n'y êtes pas attaqué. Parce que je ne permettrai à personne de vous y attaquer. Pour moi, le coup est parti du Café des Navigateurs. Vous le fréquentez encore, j'en suis sûr. Je vous ai pourtant informé que c'était le rendez-vous de nos ennemis. Mais vous mettez dans ces gens-là toute la confiance que vous me refusez.

— Oh! je vais où je veux et je vois qui me plaît.

— Vous êtes libre, père, sans aucun doute. Mais dans une famille tous les membres sont solidaires. Celui qui vous vise m'atteint. Celui qui me diffame vous insulte.

— Je n'ai pas de la famille cette idée étroite. Je ne t'ai jamais contrarié : fais-en autant.

A ce moment précis, mon père m'aperçut dans l'embrasure

de la porte et un soupçon dut lui traverser l'esprit, car il coupa net la discussion en me montrant du doigt :

— J'espère que vous n'y conduisez pas cet enfant.

— Où donc ?

— Au Café des Navigateurs.

Et se tournant vers moi, de ce ton qui ne supportait pas de réplique, mon père ajouta :

— Va-t'en.

De sorte que je n'entendis pas la réponse. Je n'ai rien perdu de toute la scène. Je suis certain de la reconstituer dans son intégrité, et sinon dans les mêmes termes, du moins en termes équivalens. Comme j'étais né successivement au mystérieux désir sur un mot du pâtre qui conduisait ses moutons à la montagne, à la liberté pour m'être promené dans les bois sauvages avec grand-père, à la beauté pour avoir rencontré la dame en blanc, à la douceur de l'amour parce que Nazzarena m'avait appris en riant que j'étais son petit amoureux, je naissais à la méchanceté humaine qui de toute mon enfance avait été absente. Les fameux *ils* de tante Dine, dont je me moquais après les avoir vainement cherchés autour de moi, existaient donc, et Martinod en était, et le doux et gai Cassenave que mon père avait soigné, et l'ancien photographe Galurin et les deux artistes. Cette révélation inattendue me renversait. On allait au café pour s'amuser et non pour comploter. On y buvait des consommations multicolores en tenant des propos comiques. Non, ce n'était pas possible. Et il me vint un doute à cause du calme de grand-père et aussi parce que le *va-t'en* qui me congédiait avait été un peu brusque et me prédisposait à la contradiction. Peut-être ce morceau de papier ne méritait-il pas la lecture.

Le lendemain, j'étais dans la chambre de ma mère quand mon père y entra, la canne à la main, le chapeau sur la tête, revenant tout droit du dehors sans s'être arrêté dans le vestibule. Il se découvrit rapidement, et nous vîmes mieux son visage qui était coloré et rayonnant. Il avait un grand air de bataille, il était content, il riait :

— J'ai souffleté Martinod, dit-il avec simplicité, comme il aurait annoncé : J'ai visité tel malade.

— O mon Dieu, murmura ma mère, que vont-ils inventer contre toi ?

Et j'entendis le pas de tante Dine accourant, qui ébranlait le

corridor. Elle arriva en ouragan. La voix sonore de mon père l'avait renseignée à distance.

— Bravo, Michel, bravo! s'écria-t-elle essoufflée. *Ils* sont battus : c'est bien fait.

En voilà une qui ne barguignait pas sur la défense de la maison !

De cet insolite brouhaha je profitai sans retard pour m'éclipser. Que Martinod fût giflé, je n'y voyais pas d'inconvénient, pourvu que j'en profitasse en quelque manière. Je me sentais surveillé davantage et les occasions de sortir devenaient rares. A toutes jambes, je gagnai la rue et m'élançai du côté de la ville. Mais dès que j'atteignis la place du Marché, je me remis au pas et même je m'efforçai de prendre un air dégagé, indifférent, de flâneur qui n'a pas de but de promenade et ne sait pas au juste où il va. Ainsi je m'acheminai vers le cirque dont j'entrepris le tour en ayant soin de lever le nez en l'air pour bien montrer que je marchais au hasard. Personne ne pouvait s'y tromper. Que de fois j'avais exécuté ce petit manège que le succès ne couronnait pas régulièrement! Si Nazzarena était là, occupée à quelque besogne de ménage, ce n'était pas une raison pour que je m'approchasse d'elle, ni même pour la saluer. La plupart du temps, je défilais sans lui parler, raide comme un piquet. Notre première conversation avait épuisé tout mon courage, et d'ailleurs je n'aurais pas su comment la reprendre. Tantôt elle me regardait passer en se moquant, car pour jouer avec moi ou de moi elle abandonnait sa gravité professionnelle d'écuyère ; tantôt elle m'appelait. Je me rendais à son appel, mais, pour rien au monde, je ne l'eusse abordée.

Ce jour-là, elle menait boire son cheval à la fontaine publique, et ce cheval, privé de son harnachement et de l'éclat des torches qui éclairaient pendant les représentations l'intérieur de la tente, me parut singulièrement pareil à la rosse aveugle de notre fermier que j'avais enfourchée quelquefois : c'était une longue bête osseuse, qui remuait aussi la peau d'un bout à l'autre du corps afin de chasser les mouches. Aussitôt je chassai de mon côté une si pénible vision pour lui substituer le coursier rouan de la romance du Nid de cygne qui, dans mon livre de ballades, conduit le chevalier auprès de la jeune fille assise dans l'herbe au bord de la rivière où baignent ses pieds nus.

Mon amie était absorbée dans son travail ou faisait semblant. Elle ne daignait pas remarquer ma présence. J'étais forcé de continuer mon chemin, puisqu'elle ne regardait pas dans ma direction. Et ce cheval qui n'en finissait plus de boire, qui était bien capable d'absorber toute l'eau du bassin ! Il y avait de quoi se désespérer. Enfin elle se retourna. Elle riait, la mauvaise : donc, elle m'avait vu. Et de sa voix la plus naturelle, comme si elle me découvrait tout à coup, elle me souhaita le bonjour.

Ne m'y attendant plus, je ne trouvai rien à dire. Ma figure déconfite la renseigna sans doute sur mes sentimens, car elle ne se fâcha point de mon silence et même elle le souligna :

— Alors, vous êtes muet aujourd'hui.

Et riant plus fort elle ajouta :

— Eh ! eh ! est-ce que vous n'êtes plus mon amoureux ?

Je baissai la tête pour cacher ma honte. Si je ne l'aimais plus ? J'estimai sa question insensée parce qu'on ne pouvait qu'aimer toujours. Et ce *toujours* qui ne me serait jamais venu aux lèvres faisait en moi une musique étrange, si douce que rien ne devait être plus doux sur la terre.

Tranquillement, rassurée sur mon sort et sans doute sur l'effet qu'elle me produisait, elle tira sur la corde de son cheval qui ne buvait plus et dont les naseaux humides laissaient retomber des gouttes d'eau sur le bassin.

HENRY BORDEAUX.

(*La quatrième partie au prochain numéro.*)

L'ART ET LE MÉTIER

DANS

LA « CHANSON DE ROLAND »

Telle que nous pouvons la lire, écrite noir sur blanc dans le manuscrit d'Oxford, la *Chanson de Roland* se présente comme un poème régulier, suivi, de 4002 vers décasyllabes, signé de ce nom, d'ailleurs mystérieux, *Turoldus*. Elle date des premières années du XIIe siècle, et nous ne possédons pas un seul témoignage qui nous dise que ce Turold ait eu des devanciers, qu'il ait existé des *Chansons de Roland* plus anciennes. Néanmoins, tout l'effort de la critique, depuis soixante ans et plus, tend à reconstituer par conjecture des versions archaïques de son poème. « Que la *Chanson de Roland* puisse être l'œuvre d'un seul auteur, c'est ce que personne ne voudra croire, » écrivait Wilhelm Grimm dès 1838 ; Gaston Paris écrivait en 1900 : « L'auteur de la *Chanson de Roland* s'appelle Légion, » et cette pensée circule comme un *leitmotiv* dans presque tous les travaux consacrés à Roland. A en croire les érudits, la mort de Roland à Roncevaux, en l'an 778, dut émouvoir vivement ses contemporains, qui, pour exprimer leur émotion, auront aussitôt composé, dans le camp même de Charlemagne, des récits épiques ou des chants lyrico-épiques, des « cantilènes, » comme on les appelle, lesquels chants ou récits, transmis et amplifiés d'âge en âge, auront « abouti » enfin, après trois siècles, au poème de Turold. Ce poème ne serait donc qu'un « chapelet, » un « bouquet de cantilènes, » ou un remaniement d'un poème déjà vingt fois remanié.

C'est de la même façon que l'on a expliqué, comme on sait,

sous l'influence de Wolf, de Herder, des frères Grimm et des romantiques de Heidelberg, la formation de l'*Iliade*, des *Nibelungen*, du *Ramayana*, du *Schah-nameh*, et de maintes autres épopées, dites « primitives » et « populaires. » C'est de la même façon que, depuis les temps d'Uhland et de Fauriel, on explique, outre le *Roland*, toutes nos chansons de geste. Bien qu'elles datent toutes, sous les formes où nous les avons, du XIIe et du XIIIe siècle, du XIe siècle au plus tôt, on prétend y reconnaître le dernier aboutissement, l'écho affaibli d'un travail poétique commencé des siècles plus tôt. Nos romans de chevalerie de l'époque capétienne représenteraient des « survivances » d'une plus ancienne épopée carolingienne, héritière elle-même d'une plus ancienne épopée mérovingienne. Selon une formule célèbre, que l'on rencontre pour la première fois, en 1834, dans une leçon d'Uhland, « l'épopée française, c'est l'esprit germanique dans une forme romane, » — en sorte que, pour rendre compte de la *Chanson de Roland*, il faudrait remonter jusqu'à Charlemagne, et bien plus haut encore, jusqu'à Chilpéric et à Clovis, et bien plus haut encore, jusqu'aux Germains de la *Germanie* de Tacite.

Longtemps on se dispensa d'invoquer, à l'appui de ces dires, des argumens de fait. Quand les plus anciens théoriciens, un Fauriel, un Amaury Duval, et, bien après eux encore, un Léon Gautier, allaient disant que la *Chanson de Roland* n'est qu'un « chapelet, un bouquet de cantilènes, » ils se contentaient d'assertions très simples, d'une singulière simplicité : « Avant notre *Chanson de Roland*, écrit L. Gautier, il existait probablement toute une série de chants populaires qui se rapportaient à chacune des parties de notre poème : le *Conseil du roi Marsile* (vers 10-96), le *Message de Blancandrin* (vers 97-167), le *Conseil de Charlemagne* (vers 168-365), la *Trahison de Ganelon* (vers 366-668), *Roland à l'arrière-garde* (vers 669-825), les *Pairs de Marsile* (vers 826-1016), etc. » La méthode était simple, comme on voit : pour dégager de la *Chanson de Roland* une antique « cantilène, » il suffisait de séparer d'un coup de crayon le vers 97 du vers 96, et, pour en dégager une seconde, de séparer d'un autre coup de crayon le vers 168 du vers 167. On ne se mettait nullement en peine de découvrir, au passage d'un épisode à l'autre, des points de suture, entre les divers épisodes des différences de langue, de style, de manière ; on ne disait même pas qu'il y en eût. Tant il est vrai que l'idée d'attribuer la *Chanson*

de Roland à plusieurs poètes, à une légion de poètes, n'a pas été suggérée par le besoin d'y expliquer certaines disparates. Ce n'est pas de l'examen interne du texte que l'on est parti, mais d'une idée systématique, conçue *a priori :* si l'on crut devoir dépecer la *Chanson de Roland* en une foule de poèmes minuscules, ce fut simplement parce qu'elle avait dû se former, croyait-on, comme Wolf voulait que l'*Iliade* se fût formée, comme Lachmann voulait que les *Nibelungen* se fussent formés.

Par la suite, maints critiques ont appliqué à la *Chanson de Roland* des procédés de dépeçage plus raffinés, ceux de Wolf et de Lachmann. L'un d'eux, Scholle, découpe dans le poème un millier de vers, les baptise « Épisode de Baligant, » et soutient que les assonances et le vocabulaire sont autres dans cet épisode, autres dans le reste de l'ouvrage. Un second chorizonte, Laurentius, croit remarquer chez Turold maintes contradictions : l' « épisode de Blancandrin » serait interpolé; l' « épisode de Belle Aude, » pareillement; l' « épisode du Plaid de Ganelon, » pareillement. Un autre, Graevell, analyse les caractères des personnages : Charlemagne, à l'en croire, est incohérent dans le poème; Marsile, Naime, sont incohérens : d'où il conclut que le poème est fait de pièces et de morceaux. Un autre, Pakscher, appelle à témoin deux résumés en latin que nous avons de notre roman, la *Chronique* du prétendu Turpin et le *Carmen de proditione Guenonis*, et, à l'aide de ces deux récits, il reconstruit une autre Chanson de Roland, puis quelques autres Chansons de Roland encore. Depuis, les érudits n'ont pas cessé d'enchérir. Turold, dit Léon Gautier, ne fut qu'un compilateur : il veut bien ajouter qu' « il ne fut pas un compilateur vulgaire. » « La primitive *Chanson de Roland*, écrit G. Paris, a été finalement noyée dans les accroissemens successifs qu'elle a reçus à travers les âges : » Turold n'étant que le naufrageur qui a achevé de l'y noyer, ne mérite donc guère notre louange ; aussi G. Paris, au lieu de l'appeler le poète, l'appelle-t-il de préférence « le dernier rédacteur. » On n'ose plus le nommer : ainsi certains hellénistes évitent le nom fâcheux d'Homère.

J'appartiens au contraire à une école qui dément l'ample théorie des origines anciennes, populaires, germaniques, des chansons de geste, et en particulier l'application qui en est faite à la *Chanson de Roland*. J'estime qu'ayant rempli tout le dernier siècle de leur bruit et de leurs prestiges, ayant d'ailleurs rendu

des services, les hypothèses des Herder et des Fauriel ont aujourd'hui fait leur temps. Je crois que nos romans français sont des romans français et ne sont des romans germaniques que dans la mesure où les Français du XIIe siècle étaient des Germains. Je crois que nos romans du XIIe siècle sont des romans du XIIe siècle et qu'il faut les expliquer par cela que nous savons du XIIe siècle (du XIe siècle au plus tôt) et non point par cela que nous ignorons du temps de Charlemagne ou de Chilpéric. Je crois que, pour découvrir le secret de leur formation, il suffit de visiter les églises et les châteaux de la France capétienne, ses champs de foire, ses routes de pèlerinage, d'interroger les chevaliers, les bourgeois, les pèlerins, les clercs, les marchands, de regarder la vie, — la vie du XIIe siècle, s'entend, du XIe au plus tôt; et quant à Roland, j'espère pouvoir établir que sa légende s'est formée récemment, à l'état de tradition locale, à Roncevaux même et dans les sanctuaires de la principale des routes qui menaient à Roncevaux, dans les églises de Saint-Romain de Blaye, de Saint-Seurin de Bordeaux, de Saint-Jean de Sorde, de Saint-Sauveur d'Ibañeta, et que, si elle s'est développée au XIe siècle, c'est que le XIe siècle fut rempli par des expéditions françaises contre les Sarrasins d'Espagne, lesquelles eurent le caractère de guerres saintes; c'est que, durant tout le XIe siècle, la route de Blaye aux Pyrénées n'a cessé d'être battue, les églises de cette route n'ont cessé d'être fréquentées par de véritables « croisés, » animés de sentimens très semblables à ceux que la poésie prête à Roland et à ses compagnons, par ces Français qui, s'acheminant vers la terre musulmane, campaient à Blaye, où ils vénéraient la tombe de Roland, et bivouaquaient à Roncevaux, où Roland était mort.

Mais cette idée qu'il faut chercher dans la vie du XIe siècle, non pas trois siècles plus tôt, les origines de la *Chanson de Roland*, comment oserai-je la soutenir, la proposer même, si je ne montre d'abord que nous n'avons nulle raison de voir dans la *Chanson de Roland* une compilation de chants épiques bien plus anciens, un renouvellement de poèmes du VIIIe ou du Xe siècle?

C'est ce que je voudrais tenter ici. J'essayerai de montrer que les diascévastes se sont attaqués bien à tort au poème de Turold. Il existe plus d'un moyen de réduire leurs entreprises à leur juste valeur : mais peut-être suffira-t-il ici de recourir, en toute simplicité et naïveté, aux procédés critiques qui sont

encore les moins arbitraires de tous et les moins « subjectifs, » aux vieux procédés, trop délaissés, de l'analyse littéraire.

I

Par haine contre Roland, Ganelon convient avec les Sarrasins qu'à tel jour, en tel lieu, ils dresseront une embuscade : il s'arrangera pour que Roland, les douze pairs, et, avec eux, les meilleurs barons de Charlemagne tombent dans le piège, et ils y tombent en effet. Dans la vallée de Roncevaux, au lieu choisi par le traître, ils sont massacrés jusqu'au dernier. Charlemagne, venu trop tard à leur secours, venge du moins leur mort.

On peut résumer en ces termes la *Chanson de Roland*, et il suffit de la résumer ainsi pour mettre en évidence la vulgarité de ses données. Qu'une troupe en campagne se laisse surprendre par un ennemi embusqué, quoi de plus banal dans la réalité comme dans les romans? et qu'un traître l'ait jetée en ce guet-apens, c'est le plus grossier des ressorts. Dès l'instant où le traître annonce qu'il trahira, nous sommes en défiance contre le conteur; car nous voyons où il veut nous mener : il veut que nous haïssions le traître et que nous plaignions ses victimes, et, sachant d'avance qu'en effet il nous faudra en passer par là, nous haïrons donc le traître et nous plaindrons ses victimes, mais non sans un certain mépris pour le conte et pour le conteur. Il en est ainsi chaque fois que la poésie met en scène des malheureux accablés par une destinée fatale et qui ne peuvent rien que la subir. Précisément parce que de tels personnages sont pitoyables par nature et par définition, nous les renvoyons au public des théâtres de mélodrame ou au public de la librairie de colportage; nous en voulons à la poésie de spéculer sur notre apitoiement presque nécessaire, donc vulgaire, de frapper par un calcul trop sûr à des sources de pathétique trop faciles à ouvrir, et dans le moment même où nous cédons à l'émotion qu'elle réclame de nous, sachant du moins la qualité de cette émotion, plus ou moins obscurément nous nous reprochons d'y céder.

Il a pu exister, — et comment démontrerait-on le contraire? — une *Chanson de Roland*, plusieurs *Chansons de Roland*, si l'on veut, qui ne furent que cela, rien que ce grossier mélodrame. Un tel mélodrame est de tous les temps, n'est d'aucun temps, est à tous, n'est à personne, n'est rien. Mais le poème de Turold

est admirable, bien qu'il traite ce sujet et non parce qu'il le traite. Il n'est pas un drame de la fatalité, mais de la volonté. En ce poème, Roland et ses compagnons, loin de subir leur destinée, en sont les artisans au contraire, et les maîtres, autant que des personnages cornéliens. Ce sont leurs caractères qui engendrent les faits et les déterminent, et mieux encore, c'est le caractère du seul Roland. Si je réussis à le montrer, à faire voir que toutes les combinaisons du poème, si diverses, si complexes, tendent d'un même effort à une seule fin, soutenir le caractère une fois posé de Roland, plus j'aurai mis en relief l'adresse, l'unité de direction, la cohérence de ces combinaisons, plus je serai en droit, semble-t-il, de les dire individuelles, d'en faire honneur à un seul poète, non pas à une légion de poètes.

Les premières scènes distribuées entre deux décors aux couleurs contrastées : ici Saragosse, la seule ville d'Espagne que les Français n'aient pas encore conquise, et le verger où le roi Marsile, couché sur un perron de marbre, dit à ses ducs et à ses comtes son découragement, et combine, pour éloigner Charlemagne, ses offres de feinte soumission; — là, devant les murailles démantelées de Cordoue, le camp français, joyeux et fort; sous de grands arbres, les tentes dressées où le butin s'amoncelle, argent, joyaux, riches armures; les catapultes au repos depuis la veille; les jeux des chevaliers, des bacheliers; les vieux, sur des tapis blancs, assis aux échecs; les jeunes, qui s'escriment de l'épée; passant au milieu d'eux, sur leurs mules blanches, aux freins d'or, aux selles d'argent, les rusés messagers de Marsile, des branches d'olivier à la main; près d'un églantier, environné des Francs de France, sur son siège d'or, celui qu' « on reconnaît sans l'avoir jamais vu » (vers 119), le grand vieillard majestueux et familier... ces images jouent à nos yeux et chatoient, et le poète semble s'oublier à tout ce pittoresque, et voilà pourtant qu'il a réussi à insinuer en ces premières scènes les multiples données de fait dont il avait besoin; voilà qu'au bout de deux cent cinquante vers, cette chose difficile est achevée, l'exposition : déjà nous savons quelle peines et quels ahans les Francs ont endurés, qu'ils ont combattu sept ans pour la seule gloire de Dieu et qu'ils sont prêts à combattre encore, mais que, las de leurs victoires, aspirant au retour, ils veulent croire sincères les messagers qui viennent offrir la soumission

de leur roi. Mieux encore, Turold n'a pas seulement achevé son exposition, nous sommes en plein dans l'action : Roland, qui conseille la guerre à outrance, est aux prises avec d'autres barons, Ganelon, Naime, qui ouvrent l'avis, non moins noble et peut-être plus sage, d'envoyer à Marsile un négociateur. Et mieux encore, le poète a déjà sinon tracé, du moins indiqué, des caractères : déjà nous distinguons Turpin, Naime, et les figures jumelles et diverses de Roland et d'Olivier : à voir les barons, d'un élan si fier, s'offrir tour à tour pour porter le message périlleux, et Charles trembler pour chacun d'eux, à sentir quelle tendresse les lie les uns aux autres et les lie tous au vieux roi, nous connaissons les dispositions de leurs cœurs, quand soudain une querelle éclate.

Parmi les barons, Roland a cherché, pour le désigner à Charles comme messager, le plus vaillant, le plus sage : il a trouvé Ganelon. Il pense lui faire honneur, et tous le comprennent ainsi, et Ganelon lui-même le comprendrait ainsi, si un autre que Roland l'avait désigné; mais il se méprend, il croit que Roland veut sa mort, et sa méprise vient de ce qu'une haine obscure, ancienne, dont lui-même ne sait pas encore toute l'intensité, l'anime contre son fillâtre :

« Francs chevaliers (1), dit l'empereur Charles, élisez-moi un baron de ma marche, qui porte mon message au roi Marsile. » Roland dit : « Ce sera Ganelon, mon parâtre. — Certes, il le fera bien, disent les Français; lui écarté, vous n'en enverriez pas un plus sage. » Or le comte Ganelon en fut rempli d'angoisse. Il rejette de son cou sa grande fourrure de martre et reste en son bliaut de soie. Ses yeux sont vairs, fière est sa face, beau son corps, large sa poitrine. Il est si beau que tous ses pairs le regardent. Il dit à Roland : « Félon, quelle frénésie te prend ? Oui, je suis ton parâtre, on le sait bien, et voici que tu m'as « jugé » pour aller vers Marsile. Si Dieu permet que je revienne de là-bas, j'attirerai sur toi tel dommage, qui durera autant que ta vie. » Roland répond : « J'entends paroles d'orgueil et de folie. On le sait, que je n'ai cure d'une menace; mais il faut pour cette ambassade un homme sage; si le Roi le veut bien, je suis prêt à la faire à votre place. »

Ganelon répond : « Tu n'iras pas à ma place. Tu n'es pas mon vassal, ni moi ton seigneur. Charles me commande pour son service : j'irai donc vers Marsile à Saragosse; mais, avant que je n'apaise ce grand courroux où tu

(1) Vers 274 et suiv. Nous aimerions rester fidèle au précepte de Joachim du Bellay de « ne traduire les poètes; » nous traduirons pourtant les quatre scènes qui, dans la *Chanson de Roland*, nous semblent être les pivots de l'action, parce que nous tenons à ce qu'on voie bien, et jusque dans le détail, comment nous les comprenons.

me vois, j'aurai fait quelque tour de ma façon. » Roland l'entend et rit.

Quand Ganelon voit que Roland s'en rit, il pense éclater de deuil et de colère ; il a presque perdu la raison. Il dit au comte : « Je ne vous aime pas, vous qui par félonie m'avez fait choisir! Droit empereur, me voici à vos ordres. Je veux remplir jusqu'au bout votre commandement.

« Je le sais, qu'il me faut aller à Saragosse : qui va là-bas n'en revient pas. Rappelez-vous surtout que j'ai de votre sœur un fils, le plus beau qui soit, Baldewin ; un jour, s'il vit, il sera un prudhomme. Je lui lègue mes alleux et mes fiefs. Prenez-le bien en votre garde, je ne le reverrai de mes yeux. » Charles répond : « Votre cœur s'attendrit trop vite. Puisque je le commande, il vous faut aller.

« Ganelon, approchez, dit le Roi, et prenez le bâton et le gant. Vous l'avez entendu, c'est vous que les Francs désignent. — Sire, dit Ganelon, c'est Roland qui a tout fait. Je ne l'aimerai de ma vie, ni Olivier, parce qu'il est son compagnon, ni les douze pairs, parce qu'ils l'aiment tant. Je les défie, sire, à vos yeux. » Le Roi dit : « Vous avez trop de courroux. Vous irez, parce que je le commande. — Oui, j'irai, mais sans nulle sauvegarde, tout comme Basile et son frère Basant. »

L'Empereur lui tend son gant droit; mais le comte Ganelon eût voulu n'être pas là. Quand il pensa le prendre, le gant tomba par terre. Les Français disent : « Dieu! quel signe est-ce là? De ce message nous viendra grande perte. — Seigneurs, dit Ganelon, vous en entendrez nouvelles. »

« Sire, dit Ganelon, donnez-moi le congé; puisque je dois partir, je n'ai que faire de tarder. » Le Roi dit : « Allez, par le congé de Jésus et par le mien. » Il l'absout et le bénit de la main droite, puis lui livre le bâton et le bref.

Ganelon s'équipe, pleuré déjà comme un mort par ses chevaliers. Que signifie le présage du gant qu'il a laissé choir? Qu'a-t-il voulu dire par ses menaces? Lui-même ne le sait pas encore. Il sait seulement qu'on ne revient guère de Saragosse et qu'il a défié Roland. Il défend qu'aucun de ses chevaliers l'escorte. Il envoie son dernier salut à sa femme, à son fils, et part (v. 342-365).

Mais bientôt, ayant rejoint sur la route les messagers sarrasins, il complote avec eux de livrer Roland à leur roi Marsile (v. 389-403), et à cet instant, il semble qu'il revête le personnage du traître classique. Pourtant, introduit aussitôt (v. 405) devant Marsile et sa cour assemblée, voici qu'à notre surprise, Ganelon, au lieu de lui parler en allié et déjà en complice, lui rapporte au contraire, en toute leur dureté, les conditions que Charles veut lui imposer. Que le Sarrasin se soumette, ou Charles viendra l'assiéger à Saragosse, l'emportera jusqu'à Aix, lié sur une bête de somme, l'y fera périr de mort vile. Il est le messager de Charles, il tient à dire son message fièrement : Roland lui-même ne l'aurait pas dit plus fièrement. Tandis

qu'il parle, Marsile irrité brandit contre lui son épieu ; mais lui, tire l'épée et redouble d'insolence.

Comment comprendre son attitude ? Serait-ce, comme on l'a souvent dit, qu'un brusque et passager revirement de conscience aurait subitement réveillé en lui le chrétien, le chevalier ? Il n'en est rien ; il reste bien tel que le poète, dix vers plus haut, nous l'a montré sur la route, décidé à livrer Roland, car, transmettant aux Sarrasins les conditions de Charles, il y mêle un commentaire haineux contre Roland (vers 472-4), et l'on voit par là que pas un instant il n'oublie sa rancune.

Quel est donc son dessein et le dessein du poète ? Ni Ganelon ne commente ses actes, ni le poète ne prend le soin de les commenter. L'art de Turold, sobre, elliptique, s'interdit toute glose. Ses personnages se contentent d'agir : mais leurs actes, ou leurs propos, qui sont aussi des actes, sont à l'ordinaire si justes, si cohérens, qu'on les comprend sans effort. Ici, comme nous n'en sommes qu'au début de l'action, et parce que Ganelon est encore pour nous presque un inconnu, le parti pris de sobriété du poète engendre quelque obscurité, et cette scène offre la difficulté la plus réelle de la *Chanson de Roland ;* il est possible pourtant, croyons-nous, d'en apercevoir la raison d'être, la convenance, et, mieux encore, la nécessité.

Au jeu qu'il joue, Ganelon risque sa vie. Certes, mais c'est précisément ce qu'il veut, et c'est ici l'intention profonde de la scène et sa justification. Le Ganelon que Turold a voulu peindre n'est pas un couard qui se venge de la peur qu'il a eue ; il est un haineux qui veut se créer contre Roland un grief autre que sa peur. Il a fait à Charles cette promesse (v. 309) : « Je remplirai jusqu'au bout votre commandement ; » il veut la tenir, non parce qu'elle est une promesse, mais pour se créer le droit d'exiger bientôt que Roland en fasse une semblable. Il veut que Roland l'ait réellement mis à deux doigts de la mort pour que demain, quand, à son tour, il exposera Roland à la mort, il puisse se dire qu'il ne fait que réclamer son dû. A cet instant qu'il a cherché, quand, adossé à la tige d'un pin, l'épée nue, il attend les coups des Sarrasins, il jouit de son péril, et qui sait même s'il n'aimerait pas mieux être frappé là, mourir là, pourvu que la nouvelle de sa mort parvienne à Charles, à Roland, et que Roland en porte longuement le remords et la honte ? Supprimez cette scène, comme le veulent plusieurs critiques :

Ganelon ne sera plus rien qu'un pauvre homme qui a eu grand'-peur à l'idée de partir pour Saragosse et qui a cherché dans la trahison un moyen de sauver sa vie. Gardez la scène : elle aura merveilleusement mis en relief, et seule elle pouvait le faire, que Ganelon est celui qui subordonne à sa haine tout ce qui n'est pas elle, à commencer par le souci de sa vie. Or ce n'est point par luxe et à plaisir que le poète a construit ainsi ce caractère. Il a besoin : 1° que Ganelon soit tel qu'il vient de nous apparaître ; et 2° qu'il le soit à l'insu de Charlemagne et de ses compagnons, lesquels continueront à voir en lui, malgré son différend avec Roland, un baron preux, noble et sage. Le poète a besoin de ces deux ressorts. A quelles fins ? On le verra bientôt.

Adossé au pin, l'épée nue, Ganelon attend. Sans doute Marsile, qui s'est retiré à l'écart et qui se concerte avec ses principaux chevaliers, va le faire saisir (v. 501). Mais Blancandrin avertit alors Marsile que le Français est prêt à son service. On l'appelle, on l'interroge : « Ce vieil empereur, deux fois centenaire, quand donc sera-t-il las de guerroyer ? — Jamais, dit Ganelon, tant que vivront Roland, son neveu, et les douze pairs qu'il aime tant, et qui toujours vont à son avant-garde avec 20 000 Français. » Encore agité de colère, mais espérant maintenant une aide, Marsile ne parle de rien moins que de risquer toutes ses forces en bataille contre l'armée entière de Charlemagne. Avec adresse, Ganelon l'en dissuade et concentre sur Roland cette haine qu'il vient de porter à son paroxysme. Affronter Charlemagne et toute son armée, ce serait folie, dit-il ; il sait un meilleur conseil. Ne suffirait-il pas de saisir dans une embuscade Roland, les douze pairs, ces 20 000 Francs de France qui toujours vont à l'avant-garde ? Sans eux, que serait Charlemagne ? Roland tué, Charlemagne aurait perdu « le destre braz del cors » (v. 597), et les grandes guerres seraient achevées. Que Marsile feigne donc de se soumettre : qu'il livre à Ganelon, pour rassurer l'Empereur, les otages promis, le tribut, les clefs de Saragosse ; Charles reprendra la route du retour ; Marsile n'aura qu'à aposter son armée à Roncevaux, à l'entrée du Port de Cize ; lui, Ganelon, il se charge du reste. Le pacte est conclu, scellé par des sermens, par des présens.

Comment s'y prendra-t-il pour l'exécuter ? Marsile ne s'est pas enquis de ce détail, et nous n'en sommes pas plus curieux que Marsile. Le poète ne nous a-t-il pas avertis par deux fois

(v. 560 et v. 584) que l'armée de Charles est toujours protégée dans sa marche, quand elle s'avance en pays ennemi, par un corps de 20 000 hommes, commandés par Roland et les douze pairs? Nous sommes donc préparés à ce qu'au jour où l'armée se retirera du pays ennemi, ce corps reste à l'arrière-garde. Par la vertu de cette combinaison, ou de toute autre aussi facile à inventer, Roland et les douze pairs, s'il plaît au poète, resteront au poste de péril, parce que c'est leur place ordinaire; avec 20 000 hommes, parce que c'est le nombre ordinaire. Dès lors, la situation de mélodrame que nous redoutions se dessine, hélas! et il semble que le poète ne pourra pas l'esquiver. Tout se passe comme Ganelon l'avait prévu: il a regagné le camp de Charles; voici les otages, le tribut, les clefs de Saragosse. Charles remercie le bon messager; sa guerre est finie; il achemine son armée vers le Port de Cize; déjà les Sarrasins l'attendent, cachés dans les montagnes. Le traître bien à l'abri dans la coulisse, sûr de l'impunité, ses victimes menées confiantes au coupe-gorge, comme des moutons à l'abattoir, c'est, en toute sa médiocrité vulgaire, la situation redoutée; et à ce moment, il semble que nous n'ayons plus qu'à nous y résigner. Or voici que le poète en dévoile une autre, qu'il préparait à notre insu dès le début de l'action; à notre insu, il n'a cessé de disposer des ressorts, qui, maintenant tous tendus, vont se détendre tous à la fois.

Il veut que, venues au Port de Cize, les victimes que Ganelon s'est choisies apprennent leur péril. Qui donc dénoncera Ganelon? Il se dénoncera lui-même, non par maladresse, mais de propos délibéré. Naguère, quand il s'était agi d'envoyer un messager à Marsile, Charles avait consulté ses barons; maintenant, quand il s'agit de choisir qui restera à l'arrière-garde, Turold feint que Charles consulte de même ses barons. Il ose construire une seconde scène, symétrique de la première. Naguère, quand Charles avait demandé: « Qui fera le message périlleux? » Roland, s'avançant, avait répondu (v. 277):

« C'est Guenes, mis parastre! »

De même, à la question de Charles: « Qui commandera l'arrière-garde périlleuse? » Ganelon, s'avançant, répond (v. 743):

« Rollanz, cist miens fillastre! »

Comment le poète peut-il risquer une telle invraisemblance?

ont demandé maints critiques. Comment comprendre que Charles, Roland, les autres ne pénètrent pas le dessein de Ganelon, si facile à pénétrer pourtant, et qu'ils acquiescent à sa demande? La combinaison est hardie, en effet, inquiétante à force de hardiesse ; et pourtant, si l'on y regarde de plus près, elle est merveilleuse par la justesse du calcul, et puisque plusieurs ont méconnu à quel point elle est adroite, savante, spirituelle, que ce soit l'excuse de notre glose.

Certes, au premier mot de Ganelon, tous, se rappelant ses menaces, son défi, comprendront que, par laides représailles, il cherche la mort de Roland ; ils comprendront au premier mot, et Ganelon le sait et le veut ainsi. Roland refusera donc de rester à l'arrière-garde? Il est bien tenu d'accepter, au contraire : il faut bien que quelqu'un reste, quel qu'il soit, comme naguère il a bien fallu que quelqu'un se chargeât de l'ambassade, quel qu'il fût. Le péril était-il alors moins évident qu'aujourd'hui ? Ganelon s'y est-il dérobé? Ganelon a-t-il accepté qu'un autre le courût à sa place ? Mais, si le souci de son honneur suffit à retenir Roland au Port de Cize, quelle force oblige Charlemagne à l'y laisser ? Ne devrait-il pas du moins doubler, tripler l'arrière-garde ? Il ne le peut davantage : il pressent un danger, mais il ne sait lequel : si par hasard sa crainte d'une embûche était vaine ? Si, lui parti, personne n'attaquait l'immense arrière-garde? S'il ne se passait rien au Port de Cize? L'inutile précaution ferait rire, et Roland serait honni. N'importe, dira-t-on ; puisque l'Empereur redoute une attaque des Sarrasins, préparée par Ganelon, qu'il aille jusqu'au bout de son soupçon ; qu'il se saisisse sur l'heure de Ganelon, et, fût-ce au risque de quelque ridicule pour Roland, qu'il lui laisse la moitié de son armée, qu'il le protège ! Mais ici le poète dispose de ces moyens, dont il a bien calculé la force : la fierté de Roland, d'abord, qui ne s'accommoderait pas de telles précautions, et surtout, — ce qui est la trouvaille admirable, — l'impossibilité où est Charles d'aller jusqu'au bout de son soupçon ; il peut bien craindre en effet, mais non croire pleinement que Ganelon ait fait accord avec les Sarrasins, car en ce cas, pense-t-il, Ganelon ne se livrerait pas à lui, pieds et poings liés, comme il le fait. Charles ne sait pas, ni ne peut deviner que Ganelon est l'homme qu'il est, celui qui, pour la volupté de cette heure, a fait le sacrifice de sa vie. Charles ne le sait pas,

ni ses barons ; nous sommes seuls à le savoir, et cela pour avoir vu tout à l'heure, à Saragosse, Ganelon braver Marsile et nous révéler à la fois son mépris de la mort et la puissance de sa haine, en cette scène dont nous achevons enfin de comprendre ici l'utilité. Ganelon tient bien sa proie, mais seulement parce qu'il est prêt à mourir, et c'est ce que Charles ne peut deviner. Dès lors, le poète, sûr de sa combinaison, s'amuse à charger presque également les deux plateaux de la balance : dans l'un, il a mis la fierté de Roland, l'audace de Ganelon, l'impuissance de Charles à apprécier jusqu'où va cette audace ; dans l'autre plateau, par amour du franc jeu, il mettra des poids presque équivalens, la tendresse de Charles pour son neveu, ses pressentimens, l'inquiétude des songes prophétiques qui l'ont averti. Et voici, en son équilibre délicat, mais savant et sûr, la scène prodigieuse (v. 721-802, 814-825) :

Le jour s'en va, la nuit est tombée. L'empereur Charles dort. Il songea qu'il était aux plus grands Ports de Cize et qu'il tenait entre ses poings sa lance de frêne. Le comte Ganelon l'a saisie ; il la secoue si violemment que les éclisses volent en l'air. Charles dort; il ne s'éveille pas.

Après ce songe, un autre lui vint. Il était en France, en sa chapelle d'Aix. Une bête méchante le mordait au bras droit. Devers l'Ardenne il vit venir un léopard qui, à son tour, l'attaqua cruellement ; mais de la salle descend un lévrier qui bondit sur eux, tranche l'oreille droite à la première bête et combat furieusement le léopard. Les Français regardent le grand combat et ne savent lequel des deux vaincra. Charles dort, il ne s'est pas réveillé.

La nuit s'en va, l'aube se lève claire. L'Empereur chevauche à vive allure. Il regarde dans les rangs de l'armée. « Seigneurs barons, dit-il, voyez les Ports et les défilés étroits ; désignez qui fera l'arrière-garde. » Ganelon répond : « Ce sera Roland, mon fillâtre, que voici ; vous n'avez baron de si grande prouesse. » Le Roi l'entend, le regarde : « Vous êtes un démon, lui a-t-il dit, une haine mortelle vous est entrée au corps. Et qui sera devant moi à l'avant-garde ? » Ganelon répond : « Ogier de Danemark ; vous n'avez baron qui puisse mieux le faire. »

Le comte Roland s'est entendu désigner. Il parle comme il convient à un chevalier : « Seigneur parâtre, je dois bien vous aimer, vous qui m'avez désigné pour l'arrière-garde. Le roi Charles de France n'y perdra, j'espère, palefroi ni destrier, mulet ni mule, cheval de selle ni cheval de charge que l'on n'ait d'abord disputé par l'épée. » Ganelon répond : « Vous dites vrai, je le sais bien. »

Le comte Roland s'est entendu désigner. Il dit, irrité, à son parâtre : « Ah ! truand, méchant homme de méchante souche; avais-tu donc cru que je laisserais tomber le gant de Charles, comme tu as fait de son bâton ?

« Droit empereur, dit Roland, donnez-moi l'arc que vous tenez au poing. On n'aura pas à me reprocher, j'espère, qu'il me tombe de la main, comme

fit le bâton de la main de Ganelon. » L'Empereur tient la tête baissée, tire et tourmente sa barbe ; il ne peut se tenir de pleurer.

Alors Naime s'avança, le meilleur vassal qui fût en sa Cour. « Vous l'avez entendu, lui dit-il ; le comte Roland est plein de colère. Le voilà désigné pour l'arrière-garde ; vous n'avez baron qui puisse rien y changer. Donnez-lui votre arc, et trouvez-lui bonne aide. » Le Roi donne l'arc et Roland l'a pris.

L'Empereur dit à Roland : « Beau seigneur, mon neveu, vous savez bien que je vous laisserai la moitié de mon armée. Gardez-la avec vous ; c'est votre salut. » Le comte dit : « Je n'en ferai rien ; Dieu me confonde si je démens mon lignage ! Je retiendrai vingt mille Français bien vaillans. Passez les Ports en toute tranquillité. Vous n'avez personne à craindre, moi vivant. »

Le comte Roland monte sur son destrier. Vers lui vient Olivier, son compagnon. Gerin y vient et le preux comte Gerier ; et Oton vient et Bérengier vient, et Samson vient et Anseïs le fier, et le vieux Girard de Roussillon, et le riche duc Gaifier. L'archevêque dit : « J'irai, par mon chef ! » « Et moi avec vous, dit le comte Gautier ; je suis homme de Roland, je ne dois pas le laisser. » Vingt mille chevaliers se désignent eux-mêmes.

... Hauts sont les monts et ténébreuses les vallées, et les roches bises, et les défilés étranges. Ce jour-là les Français passèrent à grande douleur : de quinze lieues, on entend leur marche. Ils arrivent à la Terre des Ancêtres, voient la Gascogne, le pays de leur seigneur : alors il leur ressouvient de leurs fiefs et de leurs alleux, des jeunes filles de chez eux et de leurs gentes femmes épousées. Il n'en est pas un qui ne pleure de pitié. Sur tous les autres, Charles est plein d'angoisse. Il a laissé son neveu aux Ports d'Espagne. Pitié lui en prend ; il pleure, il ne peut s'en tenir.

Plus on regarde, plus on admire en chacun de ces personnages la vérité de son maintien, la justesse de ses propos. C'est Charles, qui, au premier mot de Ganelon, a compris le péril et mesuré l'impuissance où il est de le conjurer. C'est Naime, qui conseille, par acquit de conscience, de donner bonne aide à Roland, de renforcer l'arrière-garde, sachant bien que Roland refusera. C'est Roland, qui dit tour à tour à son paratre son remerciement ironique, puis son mépris. C'est Ganelon, qui savoure pareillement l'ironie de Roland et son mépris, et qui, à la promesse que fait Roland de bien se battre, répond ce seul mot : « Vous dites vrai, je le sais bien. » Et là est en effet le ressort de toute l'action. Ganelon a spéculé sur la fierté de Roland et de ses compagnons ; pour qu'ils devinssent ses prisonniers, il n'a eu rien à déclancher que leur fierté. En vérité, nous voilà bien loin du thème vulgaire qui nous aurait proposé des malheureux subissant à leur insu la fatalité de leur destin. La seule fatalité qui les domine, c'est la noblesse de leur cœur. Inventer des circonstances de fait telles que les vaillans destinés

au guet-apens le pressentent, le devinent à demi ; leur prêter des façons de sentir telles que, prévoyant le péril, maîtres de l'éviter, ils préfèrent pourtant s'y engager ; nous tenir en suspens, incertains de leur choix, nous faire les témoins de leur angoisse, puis les juges de leur décision, gagner ainsi pour eux non pas notre banale pitié, mais notre louange et notre admiration, en un mot transporter l'action du monde fatal des faits dans le monde libre des volontés, voilà ce que Turold a su faire.

Tout ce travail d'invention, nous l'avons attribué en ce qui précède à « Turold, » au « poète, » comme si nous avions oublié que le problème est précisément de savoir s'il ne faut pas le répartir entre plusieurs poètes. Nous ne l'avons pas oublié pourtant, et nous demanderons donc ici pour la première fois : Peut-on voir, dans l'exposition de la *Chanson de Roland*, soit une compilation de chants lyrico-épiques, soit un rapetassage d'un poème déjà maintes fois rapetassé ? Ce qu'elle nous offre, ce n'est pas seulement un scénario construit avec adresse, mais un scénario dont les incidens sont commandés par une certaine conception du caractère de Ganelon et du caractère de Roland. Nous sommes en présence d'une combinaison *unique*, et si délicate que la moindre intervention d'un remanieur ne peut que la fausser, comme on peut le vérifier d'ailleurs à lire l'un quelconque des remaniemens du texte d'Oxford.

Si donc il nous plaît d'appeler Turold le « dernier rédacteur, » il nous faut supposer, avant la « rédaction » de Turold, ou bien un poème semblable au sien, et qui n'en sera que le double inutile, ou bien un poème dissemblable, mais dont nous ne pourrons jamais rien savoir, sinon qu'il ne contenait rien de ce qui fait la beauté de ces premières scènes, et ce poème hypothétique nous est, par suite, très indifférent.

II

Charlemagne s'est éloigné, laissant Roland et les vingt mille au pied de la montagne, et le poète déploie son adresse à exploiter le pathétique de la situation. Elle lui offre trois motifs : dire la douleur des Francs qui s'éloignent (v. 841-3), — dire la joie des ennemis embusqués et qui escomptent et célèbrent par avance leur victoire (v. 852-1001), — opposer à la douleur des uns, aux vanteries des autres, le sursaut de vaillance des vingt

mille à l'instant (v. 1006) où ils entendent au loin retentir les trompes sarrasines :

Dist Olivier : « Sire cumpainz, ço crei,
De Sarrazins purum bataille aveir. »
Respont Rollanz : « Et Deus la nus otreit! »
Ben devuns ci ester pur nostre rei.
Pur sun seignor deit hom suffrir destreiz
Et endurer et granz chalz et granz freiz,
Sin deit hom perdre et del quir et del peil.
Or guart chascuns que granz colps i empleit;
Male chançun ja chantee n'en seit!
Paien unt tort et chrestien unt dreit.
Malvaise essample n'en serat ja de mei. »

Turold a bien discerné ces trois motifs; mais, quand une fois il les a dûment exploités, il semble qu'il n'ait plus qu'à achever son poème, l'action étant finie. L'infélicité de son sujet l'exige. Du moment que Charles s'est éloigné, nous savons le dénouement; nous sommes déjà au dénouement. Il est entendu que les vingt mille mourront jusqu'au dernier, et bravement, et nous n'attendons plus rien que le récit d'une vaste tuerie. Si le poète invente des péripéties propres à la prolonger, s'il imagine, par exemple, que les chrétiens, tour à tour repoussant les païens et repoussés par eux, passent par des alternatives d'espoir et de découragement, toute invention de cet ordre, n'étant qu'un artifice, fera longueur; et s'il s'applique à décrire ce qui se passe dans les cœurs des personnages, à dire leur regret de la vie, leur espoir de la récompense céleste, leur exaltation progressive aux approches de la mort, ce seront de beaux thèmes, sans doute, mais rien que des thèmes lyriques. Les vingt mille sont à Roncevaux des emmurés, des « entombés. » Dès le moment où des martyrs sont livrés aux bêtes dans le cirque, le poète épique comme le dramaturge n'a plus qu'à les abandonner : l'action est finie.

Il est vrai que l'on peut imaginer, par une combinaison facile, que la route n'est point fermée derrière les Français, que Roland est le maître de rappeler Charlemagne, s'il lui plaît, soit par un messager, soit par la voix de son cor. Mais de quoi pourra servir une telle invention? Si Roland use de la faculté qu'il a de rappeler Charles, les Sarrasins n'auront plus qu'à fuir, et le drame tournera à la comédie.

Il n'y a point de solution imaginable, hormis celle que la *Chanson de Roland* nous offre, et que seul un poète de génie pouvait trouver. Roland, maître d'appeler, refuse d'appeler, mais pour des raisons qui semblent étranges, et qui le sont en effet, puisqu'elles choquent Olivier, son plus cher compagnon, son double. Olivier est monté sur une hauteur, d'où il a vu les troupes ennemies, innombrables. Il revient et dit (v. 1039) :

« J'ai vu les païens; jamais nul homme sur terre n'en vit plus. Ceux de devant sont cent mille, l'écu au bras, le heaume lacé, vêtus des blancs hauberts, la lance droite, et leurs épieux bruns reluisent. Vous aurez bataille, telle qu'il n'y en eut jamais. Seigneurs Français, que Dieu vous donne le courage! Tenez ferme dans ce champ, afin que nous ne soyons pas vaincus! » Les Français disent : « Honni qui s'enfuira! S'il s'agit de mourir, pas un de vous ne fera défaut ! »

Olivier dit : « Les païens sont en force et nos Français sont bien peu. Roland, mon compagnon, sonnez votre cor. Charles l'entendra et fera revenir l'armée. » Roland répond : « Ce serait agir en fou. J'y perdrais ma gloire en douce France. Mais je frapperai de Durendal de grands coups; sa lame saignera jusqu'à l'or de la garde. Les félons païens sont pour leur malheur venus aux défilés. Je vous le jure, ils sont tous condamnés à la mort. »

« Roland, mon compagnon, sonnez l'olifant. Charles l'entendra; il fera revenir l'armée, il nous secourra avec toute sa baronnie. » Roland répond : « Ne plaise à Dieu qu'à cause de moi mes parens soient blâmés et douce France avilie. Mais je frapperai de Durendal, de ma bonne épée que j'ai ceinte au côté; vous en verrez la lame ensanglantée. C'est pour leur malheur que les félons païens se sont assemblés. Je vous le jure, ils sont tous livrés à la mort. »

« Roland, mon compagnon, sonnez votre olifant. Charles l'entendra, qui passe les Ports. Je vous le jure, les Français reviendront. » « Ne plaise à Dieu, lui répond Roland, qu'il soit jamais dit de nul homme vivant que j'ai sonné du cor pour des païens; mes parens n'en auront pas le reproche. Mais, quand je serai dans la grande bataille, je frapperai mille coups et sept cents, et vous verrez tous sanglant l'acier de Durendal. Les Français sont preux: ils frapperont bien. Ceux d'Espagne n'échapperont pas à la mort. »

Olivier dit : « Pourquoi vous blamerait-on ? (*D'iço ne sai jo blasme.*) J'ai vu les Sarrasins d'Espagne. Les vaux et les monts en sont couverts, et les landes et toutes les plaines. Grandes sont leurs armées et bien petite notre compagnie. » Roland répond : « Or mon désir de me battre s'en accroît. (*Mis talenz en engraigne.*) Ne plaise au Seigneur Dieu, à ses saints, à ses anges, qu'à cause de moi France perde sa valeur. Plutôt mourir qu'encourir une honte. C'est pour les beaux coups que nous frappons que l'Empereur nous aime. »

On les écoute, on s'étonne. Que pense le poète de leur

débat? Il ne le dit pas, il semble les approuver tous les deux :

Roland est preux et Olivier est sage. Tous deux sont de courage merveilleux. Une fois à cheval et en armes, jamais pour éviter la mort ils n'esquiveront une bataille. Les deux comtes sont bons et leurs paroles hautes.

Mais encore, lequel a raison? Sans doute on admire les paroles de Roland : il ne veut pas, dit-il, que par sa faute son lignage soit honni et douce France abaissée; il aimerait mieux la mort. Mais les mêmes paroles, lequel des vingt mille vaillans qui sont là, prêts à son service, ne les dirait pas aussi, ailleurs qu'à Roncevaux? A Roncevaux, est-ce le cas de les dire? A Roncevaux, il ne s'agit pas de défendre le sol natal, — nul ne le menace, — mais seulement de tirer d'une laide embûche les meilleurs hommes de Charles, sa noble « maisniee, » « la flur de France. » Tant que l'on a pu douter de la trahison, on est resté au lieu choisi par le traître, pour lui prouver qu'on n'avait pas peur; on le pouvait alors, on le devait; mais maintenant! S'il y a honte à appeler à l'aide quand on peut se battre seul, en quel temps, en quel pays, quel chef, surpris par un ennemi trop nombreux, a jamais hésité à demander du renfort? « D'iço ne sai jo blasme, » dit très justement Olivier. Certes, ce qui distingue Roland d'Olivier, c'est que Roland espère vaincre; mais, s'il l'espère, ce n'est pas en capitaine qui aurait apprécié les forces ennemies; il n'a même pas daigné monter sur la hauteur, comme a fait Olivier, pour les apprécier; et plus Olivier lui dit qu'elles sont immenses, plus il s'exalte : « Mis talenz en engraigne, » dit-il, en sorte que, si elles croissaient encore, son désir de bataille croîtrait d'autant. Il est « preux, » dit le poète, et Olivier est « sage. » Qu'est-ce donc être preux, et qu'y a-t-il en ce mot? Prouesse, ne serait-ce qu'orgueil, le pire des vices, au sentiment chrétien? Ne serait-ce que folie, comme le pense Olivier?

Ainsi, avec sa force et sa hardiesse coutumières, Turold a osé placer son héros dans les conditions les plus défavorables, au risque de faire apparaître sa décision comme un caprice de son orgueil et de nous faire admirer ses compagnons à son détriment, si Roland les sacrifie, en une bataille de pure magnificence, à un point d'honneur suspect. Mais par là Turold a obtenu que l'intérêt ne sera point dans les épisodes extérieurs, dans les grands coups d'épée; l'intérêt sera tout entier dans le

conflit d'Olivier et de Roland, dans la curiosité passionnée qui désormais nous porte à observer Roland. Puisqu'il espère la victoire, qu'il commence donc la bataille; mais, s'il n'est pas un aliéné, l'heure viendra, que nous attendons, où il se dédira. A tout moment, selon les événemens, selon ce que seront ses compagnons, selon ce qu'il est lui-même, il peut se dédire, et par là, à nouveau, les personnages sont agissans, non plus agis; c'est leur volonté qui, à nouveau, règne, et l'action, qui semblait épuisée, condamnée à l'immobilité, la voilà relancée en avant.

Le poète la divise en trois actes. Roland soutiendra trois batailles, dont la beauté résulte de leur dissemblance : à chacune correspond, chez Roland et chez les autres, un changement d'attitude.

La première (vers 1110-1448) est toute gravité et toute joie. Au moment de combattre, l'archevêque absout les barons (v. 1127) :

« Seignurs baruns, Carles nus laissat ci :
Pur nostre rei devum nus ben murir;
Cristientet aidez a sustenir.
Bataille avrez, vos en estes tuz fiz,
Kar a vos oilz veez les Sarrazins.
Clamez vos culpes, si preiez Deu mercit;
Asoldrai vos pur voz anmes guarir.
Se vos murez, esterez seinz martirs.
Sieges avrez el greignor Pareïs. »
Franceis descendent, a terre se sunt mis.
Et l'arcevesque de Deu les beneïst;
Par penitence lur cumandet a ferir.

Turpin leur a promis la gloire céleste s'ils meurent; mais Roland leur promet autre chose : la victoire, le butin, un butin plus riche, dit-il, que n'en gagna jamais roi de France (v. 1165). Et telle est en effet la vertu du cri d'armes « Montjoie! », et telle la fougue des dix combats où dix pairs sarrasins s'abattent tour à tour, au milieu des brocards, tués chacun par un pair chrétien, et telle la gaieté de la lutte sous le soleil clair, que tous sont soulevés jusqu'à l'espoir de Roland. Ils ne pensent plus qu'à la victoire, au riche butin promis, tous jusqu'au sage Olivier, qui s'écrie lui-même (v. 1233) :

« Ferez i, Francs, kar tres ben les veintrum! »

Les païens meurent « par milliers, par troupeaux; » mais bientôt, pour les Français aussi la bataille se fait « merveil-

luse et pesant » (v. 1412), et voici que ces vers sonnent par deux fois comme des glas (v. 1401, v. 1420) :

Franceis i perdent lor meillors guarnemenz.
Ne reverrunt ne peres ne parenz.
Ne Carlemagne ki as Porz les atent.

Ils ont défait pourtant la première armée sarrasine. Une deuxième entre en ligne.

Dans cette seconde bataille (v. 1449-1660), il ne sera plus question de vaincre. Elle s'ouvre, comme la première, par un discours de Turpin, mais combien différent de l'autre! Car Turpin n'exhorte plus les barons à bien mourir, s'il le faut; il constate seulement qu'il ne leur reste qu'à bien mourir (v. 1518) :

« Asez est mielz que moerium cumbatant.
Pramis nus est fin prendrum aïtant :
Ultre cest jurn ne serum plus vivant.
Mais d'une chose vos sui je ben guarant :
Seint Pareïs vos est abandunant;
As Innocenz vos en serez seant. »

Ils se savent désormais des martyrs; mais, dit le poète, leur allégresse de se battre s'en accroît :

A icest mot si s'esbaldissent Franc
Cel nen i ad Munjoie ne demant.

Tandis que dans la première bataille, chaque laisse amenait la mort d'un pair païen, dans la seconde, des combats, narrés de même en laisses symétriques, s'achèvent chacun par la mort d'un pair chrétien. Roland voit tomber tour à tour Engelier de Gascogne, Samson, Anseïs, Gerin et Gerier, Berengier... Lui qui peut sauver encore le reste de la noble « maisniee, » est-il donc entendu qu'il ne veut pas? Ou bien en serait-il resté, lui seul, à espérer la victoire? Serait-il seul à ne pas comprendre?

Non : lui aussi, il sait désormais, il voit. Cherchez en effet dans tout le récit de cette seconde bataille le propos qu'il répétait si souvent dans la première, qu'il était sûr de vaincre, vous ne l'y retrouverez pas. Il parle plusieurs fois dans la mêlée, et c'est pour répéter les mêmes argumens qu'il employait au début :

« Male chançun n'en deit estre cantée... »
« Pur itels colps nos ad Charles plus chiers... »
« Devers vos est li orguils et li torz... »

Il les répète tous, sauf celui qui au début les justifiait : la promesse de la victoire. Il voit donc, maintenant, à son tour, aussi clair qu'Olivier. Il n'est plus aveuglé : serait-il insensible?

Marsile lance une troisième armée pour achever ceux des Français que Dieu a épargnés. Une troisième bataille s'engage (vers 1661-2183), et bientôt il ne reste plus debout que soixante chrétiens. Alors, quand nous pensons que Roland, obstiné, s'en tiendra à les regarder mourir comme il a regardé les autres, quand c'en est fait, semble-t-il, de l'espoir qu'il rappellera Charlemagne, on le voit s'approcher d'Olivier, cherchant à dire une chose qu'il ne sait comment dire : « Nous avons bien droit de plaindre douce France, la belle... Pourquoi Charles n'est-il pas là...? » Olivier le laisse parler, comme s'il ne comprenait pas. « Comment faire? » reprend Roland, et, se décidant enfin : « Si je sonnais l'olifant?... » Et c'est alors que le poète, recourant à ce procédé de symétrie contrastée dont il tire ses plus puissans effets, construit, comme pendant à la scène où Roland disait ses argumens pour ne pas appeler, une seconde scène où Olivier, ironique, cruel, reprend à son compte contre Roland les argumens de Roland lui-même (v. 1692-1735) :

Roland appelle Olivier : « Beau sire cher, compagnon, pour Dieu, que vous semble? Vous voyez tant de bons vassaux gisans. Nous avons bien droit de plaindre France douce, la belle : privée de tels barons, comme la voilà déserte! Ah! roi, ami, que n'êtes-vous ici? Olivier, frère, comment faire? Comment lui mander la nouvelle? — Je ne sais pas, dit Olivier. Le rappeler? On en parlerait à notre honte; j'aime mieux la mort. »

Roland dit : « Je sonnerai l'olifant. Charles l'entendra, qui passe les Ports. Je vous le jure, les Francs reviendront. » Olivier dit : « Ce serait grande vergogne; on en ferait reproche à tous vos parens, et cette honte serait sur eux toute leur vie. Quand je vous disais de le faire, vous n'en fîtes rien. Si vous le faites maintenant, ce ne sera pas par mon conseil. Sonner ne serait pas prouesse. *(Et, comme s'il s'attendrissait, malgré lui :)* Comme vos deux bras sont sanglans! » Le comte répond : « J'ai frappé de beaux coups. »

Roland dit : « Notre bataille est rude. Je sonnerai; Charles l'entendra. » Olivier dit : » Ce ne serait pas d'un preux. Quand je vous disais de le faire, compagnon, vous n'avez pas daigné. Si l'Empereur était venu, nous n'aurions pas subi ce dommage. *(Et, montrant les morts :)* Ce n'est pas sur ceux que voilà qu'en doit tomber le blâme. Par cette mienne barbe, si je puis revoir ma gente sœur Aude, vous ne coucherez jamais entre ses bras. »

Roland dit : « Pourquoi m'avez-vous pris en haine? » et Olivier répond : « Compagnon, c'est votre faute, car prouesse n'est pas folie, et vaut mieux mesure qu'orgueil. C'est par votre démesure que les Français sont morts. Jamais plus nous ne ferons le service de Charles. Si vous m'aviez cru, mon

seigneur serait ici; nous aurions gagné cette bataille; Marsile serait mort ou pris. Votre prouesse, Roland, c'est à la malheure que nous l'avons vue. Charles, le Magne, — jamais il n'y aura tel homme jusqu'au jugement dernier, — n'aura plus notre aide. Vous allez mourir et France en sera honnie. (*Et comme s'il s'attendrissait à nouveau, malgré lui :*) Voici la fin de notre loyal compagnonnage : avant ce soir, nous nous séparerons, et ce sera dur. »

Olivier a libéré sa conscience. Mais Roland, énigmatique jusqu'ici, saura-t-il se justifier enfin? A ces reproches, les plus durs qu'il puisse entendre, où tant de tendresse se mêle à tant de cruauté, et qui lui viennent de son plus cher compagnon, que répondra-t-il? Va-t-il réfuter Olivier? ou bien confesser son erreur, son remords? Que répondra-t-il? Il se tait, et ce silence est la chose la plus sublime de la *Chanson de Roland*. Cependant Turpin a entendu leur querelle : « Hélas! dit-il, elle n'a plus d'objet. Pourtant, sire Roland, oui, sonnez l'olifant, afin que du moins le Roi nous venge et que nos corps ne soient pas mangés par les loups et les chiens. »

Le comte Roland a mis l'olifant à sa bouche. Il sonne à « longue haleine, » « par grant dolur. » Sa chair, que les lances sarrasines n'ont pas offensée, éclate sous l'effort; son sang jaillit de sa tempe rompue. Il sonne « par peine et par ahans, » « il se demente », et cet instant, où enfin il apparaît qu'il souffre, achève de le justifier. Pour tous ceux d'ailleurs qui aux siècles lointains ont entendu chanter la *Chanson de Roland*, pour tous ses lecteurs modernes, plus ou moins obscurément, sa justification a commencé plus tôt, s'il est vrai que c'est la vaillance et la mort de ses compagnons qui le justifient progressivement, et qu'à mesure qu'il en mourait davantage, nous avons souhaité davantage que Roland n'appelât point. Les vingt mille ont combattu, sont morts sans jamais dire s'ils étaient du parti de Roland ou du parti d'Olivier, et peut-être ont-ils tous pensé ainsi qu'Olivier et tous se sont pourtant offerts à la mort comme s'ils pensaient ainsi que Roland. Roland leur devait cette mort, puisqu'ils en étaient dignes; il la devait à leur seigneur Charles, aux larmes mêmes de Charles et à ses pressentimens; il la devait à Ganelon, dont le calcul était un hommage. Puisque Ganelon avait escompté que les vingt mille feraient la folie de rester jusqu'au bout, ils devaient rester jusqu'au bout, et, puisque Ganelon les avait investis martyrs, mériter l'investiture. Au début, Roland, étant Roland, étant celui qui s'élève

d'emblée non à la conception, mais à la passion de son devoir, ne pouvait pas appeler : plus tard, à mesure qu'il élevait ses compagnons aussi haut que lui, il ne devait pas appeler. On comprend d'autre part qu'il se montre à Roncevaux le même qu'il s'est montré jusque-là, le téméraire, disait Ganelon dès le début du poème (v. 390), « qui chascun jur de mort s'abandunet ; » que sa défaite à Roncevaux n'est que la rançon de ses victoires passées ; que la condition de ses exploits fut toujours son « orgueil » et sa « folie. » Son orgueil, ce n'est pas en lui seulement qu'il le met, c'est en son lignage et en douce France ; et sa folie est de croire que la moindre diminution, et ce n'est pas assez dire, le moindre risque de diminution du moindre des Français est une diminution pour la France elle-même. Ainsi peut-on comprendre, expliquer, justifier le héros que Turold a dépeint ; mais, à vrai dire, on ne comprend, on n'explique, on ne justifie pas un héros, non plus qu'un saint.

Roland appelle quand il ne lui reste plus que quelques hommes, parce qu'alors « le devoir est fait. » Sa souffrance est d'avoir perdu la bataille, non de l'avoir livrée. Il est humilié, non repentant : « Je le ferais encore si j'avais à le faire, » c'est sa seule pensée quand il dit son adieu (v. 1854) à ceux qui sont morts ou vont mourir par sa volonté :

« Seignors barons, de vos ait Deus mercit !
Tutes vos anmes otreit il Pareïs,
En seintes flurs il les facet gesir !
Meillors vassals de vus unkes ne vi...
Terre de France, mult estes dulz païs !...
Baron Franceïs, pur mei vos vei murir :
Jo ne vos pois tenser ne guarantir :
Aït vos Deus, ki unkes ne mentit !
Oliver frere, vos ne dei jo faillir ;
De doel murrai, s'altre ne m'i ocit.
Sire compainz, alum i referir. »

Li quens Rollanz, el champ est repairet...

Il y retourne, pour voir, hélas ! mourir avant lui ses derniers compagnons, et avant lui, le plus cher, Olivier, et pourtant cette heure suprême, pleine d'angoisse, sera pleine aussi d'une joie renaissante, grandissante. Si l'on se rappelle maintenant quelle était sa superbe d'avant la bataille, si l'on se souvient

qu'il repoussait alors comme une chose inconcevable, comme une pensée de couard, l'idée qu'il pourrait être vaincu (v. 1106), et comment cette foi en son invincibilité, l'ayant soutenu durant la première bataille, a décru peu à peu, s'est évanouie au cours de la seconde, pour ne laisser à sa place, au début de la troisième, que la certitude de sa défaite, on constate que le poète a fait descendre son héros, de marche en marche, toujours plus bas vers plus de détresse, jusqu'à l'instant où il sonne l'olifant ; mais voici qu'à partir de cet instant, la courbe remonte, tracée par le poète avec une délicatesse et une sûreté de mains merveilleuses, remonte de la détresse vers l'espoir, vers la joie, vers la sérénité. La victoire, que Roland avait prédite, à laquelle lui seul avait cru d'abord, et dont la promesse avait semblé à tous une parole de fou, la victoire, que lui-même maintenant croit impossible, il l'aura. Le fils de Marsile tué de sa main (v. 1904), et Marsile qui fuit, le poing droit tranché (v. 1913), et les dernières troupes sarrasines qui faiblissent, la lui présagent. Maintenant Charles peut venir (v. 1928) :

« Quant en cest camp vendrat Carles mi sire,
De Sarrazins verra tel discipline,
Cuntre un des noz en truverat morz quinze,
Ne lesserat que nos ne beneïsse. »

Sur le champ de Roncevaux qui est à lui (v. 2183), il mourra « conqueramment. » Les corps de ses pairs qu'il a recherchés dans la plaine, rapportés dans ses bras et bien rangés sur un même rang pour la dernière bénédiction ; ses adieux à Turpin, à Durendal ; les trois coups qu'il frappe de son épée pour la briser sur le rocher, chacune de ces scènes de deuil est une scène de gloire. Il choisit sa place pour mourir, la tête tournée vers la terre ennemie, comme il convient à un vainqueur ; et, comme il convient à un martyr, sa Passion est à la fois toute souffrance et toute joie (v. 2355) :

Roland sent que la mort le prend ; elle descend de sa tête sur son cœur. Il va courant vers un pin, se couche sur l'herbe verte, face contre terre. Il met sous lui l'épée et l'olifant, et tourne sa tête vers la gent païenne ; il l'a fait, voulant que Charles dise, et tous les siens, qu'il est mort en vainqueur, le noble comte. Il bat maintes fois sa coulpe. Pour ses péchés il tend à Dieu son gant.

Roland sent que son temps est fini. Il est sur une hauteur escarpée, qui regarde l'Espagne. De l'une de ses mains il bat sa poitrine : « Dieu, *meá*

culpâ, pour les péchés, pour les grands, pour les menus, que j'ai faits depuis ma naissance jusqu'à ce jour où la mort m'atteint. » Il a tendu vers Dieu son gant droit. Les anges du ciel descendent à lui.

Le comte Roland est couché sous un pin. Il a tourné son visage vers l'Espagne. Il lui souvient de plusieurs choses, de tant de terres qu'il a conquises, le vaillant, de douce France, des hommes de son lignage, de Charlemagne, son seigneur, qui l'a nourri. Il en pleure et soupire, et ne peut s'en empêcher ; mais ne voulant pas s'oublier lui-même, il bat sa coulpe, demande merci à Dieu : « Vrai Père qui n'as jamais menti, qui as ressuscité saint Lazare et défendu Daniel contre les lions, défends mon âme contre tous périls, à cause des péchés que j'ai faits dans ma vie ! » Il a offert à Dieu son gant droit ; saint Gabriel l'a pris de sa main. Il a reposé sa tête sur son bras ; il est allé, mains jointes, à sa fin. Dieu lui a envoyé son ange Chérubin et saint Michel du Péril de la mer ; avec eux, saint Gabriel. Ils emportent l'âme du comte en Paradis.

Roland est mort. Dieu a son âme dans les cieux.

Il y retrouve tous ses compagnons ; parce qu'ayant tous peut-être pensé ainsi qu'Olivier, ils ont tous affronté la mort comme s'ils avaient pensé ainsi que Roland, le poète les place ensemble, tous égaux, dans le plus haut ciel, « el greignur pareïs. » Roland eût-il mieux fait de ne pas les sacrifier ? Leur seigneur et « douce France » auraient-ils plus gagné, s'ils avaient vieilli autant que le vieux Naime ? ou vaut-il mieux qu'ait été chantée d'eux la « bone chançon ? » Tel est le jeu parti que Turold a proposé. Olivier l'a résolu dans un sens, Roland dans l'autre : le poète les approuve tous les deux, les enveloppe tous les deux de la même tendresse (v. 1093) :

Rollanz est proz et Olivier est ságe.
Ambedui unt merveillus vasselage.
Bon sunt li cunte et lur paroles haltes.

Entre le « preux » et le « sage » il n'a pas choisi, trop humain pour choisir.

III

Nous pourrions poursuivre cette analyse jusqu'au bout, et montrer que les scènes finales, Bataille contre Baligant, Mort de Belle Aude, Plaid de Ganelon, sont enchaînées aux précédentes indissolublement, et qu'elles rendent toutes le même son rare, si rare que celui qui n'a pas lu la *Chanson de Roland* ne l'a

jamais entendu, eût-il lu d'ailleurs toutes les autres chansons de geste et tous les poèmes héroïques des autres nations.

Mais les remarques qui précèdent suffisent, croyons-nous, pour que nous osions dire : Ce ne sont pas des compilateurs enfilant en chapelets de petits chants lyrico-épiques, le *Conseil de Marsile*, l'*Ambassade de Blancandrin*, les *Songes de l'Empereur*, etc., ce ne sont pas non plus des remanieurs, remaniant des remaniemens de remaniemens, qui ont produit ce poème d'une simplicité si complexe, si subtile, si classique ; et sa complexité même est le gage de son unité. Transposez seulement les deux discours de Turpin aux combattans, ou faites seulement répéter à Roland dans la seconde bataille ce qu'il disait dans la première, qu'il a foi en la victoire, tout le mouvement de ces scènes sera faussé. Voyez les remanieurs : à la fin de la scène où Olivier blâme et raille Roland de son désir de rappeler Charles (vers 1736), tel remanieur, un éditeur récent du texte d'Oxford, a cru devoir ajouter une laisse où Olivier déclare se rallier à ce désir, et ce contresens suffit à brouiller les lignes si purement, si finement dessinées par Turold. Ou veut-on un exemple encore du tort que fait au texte de Turold une intervention quelconque d'un remanieur quelconque ? Le Roland de Turold prie, comme un chrétien doit faire, à l'heure de mourir ; mais dans la bataille il n'a point, comme Charlemagne, un ange qui l'assiste ; il n'attend, il ne réclame de Dieu ni aide miraculeuse, ni ordre, ni conseil ; dans la bataille, il ne prie jamais. Survient un remanieur, l'Allemand Conrad : il a trouvé tout simple de prêter à un si bon chrétien de fréquentes oraisons, et par là il a gâché l'une des intentions les plus secrètes, les plus virilement chrétiennes de Turold. Nous redirons donc ici ce que nous disions plus haut : Si Turold n'est que le « dernier rédacteur, » ou bien il n'a fait que récrire un poème semblable au sien, et alors à quoi bon supposer ce plus ancien poème, double inutile du sien ? Ou bien il a renouvelé un poème différent du sien, mais si différent que nous ne saurions d'aucune façon nous le représenter.

Je ne nie pas qu'une plus ancienne *Chanson de Roland* ait pu exister, différente et plus fruste. J'ai montré que le poème de Turold est fait « de main d'ouvrier, » rien de plus ; mais c'est aussi le cas de l'*Iphigénie* de Racine, par exemple, et, quand on l'a reconnu, il n'en reste pas moins que d'autres *Iphigénie*

ont précédé celle de Racine, et que Racine les a exploitées; pareillement, avant Turold, un autre poète moins doué a pu, j'en conviens, essayer le sujet.

A quoi donc a tendu notre analyse? 1° A montrer qu'il n'y a dans le poème de Turold nulle trace de « cantilènes » antérieures et que la théorie de la lente élaboration de la *Chanson de Roland* à partir du VIIIe siècle, à travers des versions du VIIIe, du IXe, du Xe siècle, est sans base; 2° à décourager les critiques qui se servent du poème de Turold pour rebâtir ses modèles hypothétiques. Racine a exploité les plus anciennes *Iphigénie;* mais, pour des critiques littéraires ou pour des philologues qui, transportés dans une île lointaine, ne connaîtraient que son *Iphigénie* et ne conserveraient nul espoir de se procurer des versions plus anciennes, qui n'auraient même nul témoignage de leur existence, ce serait temps et peine perdus que d'essayer de les reconstruire; ce qu'ils reconstruiraient n'aurait nulle chance de ressembler à l'*Iphigénie* de Rotrou ni à celle d'Euripide. Et quand ils auraient accumulé les combinaisons conjecturales et les systèmes, celui-là serait dans la vérité qui viendrait leur dire: « Chassez enfin cette obsédante préoccupation des versions antérieures: elle est stérile. Prions les dieux qu'ils nous les révèlent; en attendant, puisque nous avons du moins ce peu de chose, l'*Iphigénie* de Racine, tâchons de nous contenter de ce peu de chose. Elle offre assez de cohérence et d'harmonie pour qu'en tout état de cause, il apparaisse que Racine a repensé les versions antérieures; les repensant, il les a recréées. Recréer et créer sont termes exactement synonymes. N'appelons pas Racine « le dernier rédacteur, » le « remanieur, » mais, de préférence, le « poète. » C'est ce que je dis de la *Chanson de Roland:* ce qui en fait la beauté, comme de l'*Iphigénie* de Racine, c'en est l'unité, et l'unité est dans le poète, en cette chose indivisible, que jamais on ne revoit deux fois, l'âme d'un individu.

Assurément cet individu n'a pas inventé la *Chanson de Roland* brusquement et de toutes pièces; au contraire, plus notre analyse aura fait apparaître que le poème de Turold relève d'un art déjà complexe, plus elle aura rappelé qu'un genre littéraire ne débute point par son chef-d'œuvre et que Turold eut des modèles, trouva une technique constituée avant lui. Mais la question est de savoir si, pour susciter ces modèles et pour constituer cette technique, trois siècles, cinq siècles furent néces-

saires, ou si ce ne fut pas assez des cent années de ce XIe siècle qui, dans les divers domaines de l'action, de l'art et de la pensée, fut l'âge créateur entre tous.

Pour que, des élémens légendaires, vagues et amorphes, qui végétaient dans les églises de Roncevaux ou dans les églises de la route de Roncevaux, naquît la *Chanson de Roland*, il est inutile et vain de supposer qu'il y ait fallu des siècles, et qu'à partir du temps de Charlemagne, des « chanteurs » sans nombre se soient succédé. Une minute a suffi, la minute sacrée où le poète, exploitant peut-être quelque fruste roman, ébauche grossière du sujet, a conçu l'idée du conflit de Roland et d'Olivier. Seulement, ayant conçu cette idée, pour la mettre en œuvre, et, je ne crains pas le mot, pour l'exploiter, il ne s'est pas contenté de « chanter; » il lui a fallu se mettre à sa table de travail, chercher des combinaisons, des effets, des rimes, calculer, combiner, raturer, peiner. Ainsi font les poètes d'aujourd'hui; ainsi ont fait les poètes de tous les temps. Ils se vantent quand ils disent qu'ils chantent comme l'homme respire, et les critiques se trompent qui les en croient; ils travaillent; « c'est un métier de faire un livre, comme de faire une pendule; » il n'y a pas d'autre théorie vraie pour rendre compte des ouvrages de l'esprit. La *Chanson de Roland* aurait pu ne pas être; elle est parce qu'un homme fut. Elle est le don gratuit et magnifique que nous a fait cet homme, non pas une légion d'hommes.

Je suis donc tenté de prendre précisément le contre-pied de la doctrine si souvent exprimée au XIXe siècle, en ces termes, par exemple, par Renan (1) :

On ne songe pas assez qu'en tout cela l'homme est peu de chose, et l'humanité est tout. Le collecteur même n'est pas en une telle œuvre un personnage de grande apparence. Il s'efface. Et les auteurs des fragmens légendaires, ils sont presque toujours inconnus. Ah! que cela est significatif! Les érudits regrettent beaucoup qu'on ne sache pas leur nom en toutes lettres et syllabes, leur pays, leur condition, s'ils étaient mariés ou non, riches ou pauvres, etc.. En vérité, j'en serais fâché, parce qu'alors on dirait très positivement l'*Iliade* d'Homère, le *Roland* de Turold, etc. Ce qui serait surtout très insupportable si ces poèmes étaient parfaitement délimités, et qu'on pût dire : « Turold composa telle année un poème de quatre mille vers. » Alors on attribuerait ces poèmes à un homme, et cet homme y a été pour si peu! Ce serait une fausseté historique. C'est l'esprit

(1) *Cahiers de jeunesse*, p. 123. — On trouvera une transposition de cette page dans l'*Avenir de la Science*, p. 194.

de la nation, son génie, si l'on veut, qui est le véritable auteur. Le poète n'est que l'écho harmonieux, je dirais presque le scribe qui écrit sous la dictée du peuple, qui lui raconte de toutes parts ses beaux rêves.

Je dirai au contraire : J'aimerais savoir le nom de l'auteur de la *Chanson de Roland,* en toutes lettres et syllabes, son pays, sa condition, etc., comme j'aimerais en savoir toujours plus long de la vie de Racine, et pour les mêmes raisons; Turold fut pour peu de chose dans la *Chanson de Roland,* sans doute : comme Racine fut pour peu de chose dans *Iphigénie,* mais pour autant. Certes son œuvre, comme celle de Racine, ne s'explique que par la collaboration et la complicité de son temps, et c'est pourquoi nous nous appliquerons de tout notre effort à la replacer en son temps, à évoquer à cet effet certaines circonstances historiques, à rappeler les faits psychologiques généraux qui suscitèrent, en la même période que la *Chanson de Roland,* les croisades d'Espagne, puis les croisades de Terre-Sainte. Mais ne tombons pas dans les théories qui veulent partout mettre des forces collectives, inconscientes, anonymes, à la place de l'individu. Un chef-d'œuvre commence à son auteur et finit à lui.

A peine si nous savons le nom du poète de la *Chanson de Roland.* Du moins nous savons qu'il vécut à la fin du XIe siècle et au commencement du XIIe siècle, au temps des dernières croisades d'Espagne et de la première croisade de Terre-Sainte. C'est l'esprit de ce temps qui inspire et soutient son œuvre. La primitive *Chanson de Roland* ne peut dater que de ce siècle au plus tôt : et si nous n'en sommes pas à vingt ans près quand il s'agit de dater une chanson de geste, encore vaut-il mieux ne pas l'antidater de trois siècles.

A peine si nous savons le nom de l'auteur de la *Chanson de Roland :* du moins nous savons qu'il fut un « Franc de France, » et nous retrouvons en son œuvre ce qu'il y a de plus spécifiquement national en notre poésie, le sens classique des proportions, la clarté, la sobriété, la force harmonieuse. Nous y reconnaissons l'esprit de notre nation, aussi bien que dans l'œuvre de Corneille. Ce Turold qui, voilà huit cents ans, a trouvé pour notre patrie la caresse de ces noms « douce France, » « France l'assolue, » c'est-à-dire « la libre, » nous témoigne avec quelle simplicité s'est faite l'unité française. Sa « douce France » est précisément la nôtre, avec les Lorrains comme aujourd'hui, avec les Gascons, avec les Normands, avec les Provençaux

comme aujourd'hui. Charlemagne est pour lui, par ressouvenir érudit, l'empereur des Bavarois, des Frisons, des Saxons ; mais il est le roi de douce France ; ce sont les Francs de France qui sont les plus proches de lui dans ses conseils (*Par cels de France voelt il del tut errer*), et les vingt mille de Roncevaux sont tous des Francs de France : ils ont seuls le privilège de mourir avec Roland. Donc, nous assure-t-on, le poème de Turold représente « l'esprit germanique dans une forme romane. » Une telle formule l'aurait surpris. Vainement on lui aurait remontré que « 1° l'idée de la guerre est toute germanique dans nos poèmes ; » que « 2° la royauté, dans nos épopées, est toute germaine ; » que « 3° la féodalité y est d'origine germaine ; » que « 4° le droit germanique a laissé sa trace dans nos chansons de geste ; » et que « 5° l'idée de la femme n'y est pas moins germaine (1). » Il eût répondu qu'il se pouvait bien, mais qu'il n'en était pas moins un Franc de France.

Il y a dans la correspondance de Jacob Grimm une parole que j'ai la faiblesse d'admirer. Une théorie de Görres voulait que les *Nibelungen* ne fussent pas d'origine allemande, mais scythique : le bûcher de Brünhild, assurait-il, s'était d'abord allumé sur le Caucase, et Jacob Grimm ne pouvait s'en consoler. Il écrivit donc à Görres : « Si l'on met en question l'origine de notre poésie héroïque, j'avoue que je n'abandonnerai pas volontiers, de prime abord, le sol connu, les rives de notre Rhin bien-aimé. S'il me fallait admettre une origine scythique, cela me ferait le même effet que s'il me fallait abandonner ma religion pour une autre religion plus ancienne. » Pareillement, je ne conviendrai pas sans de bonnes raisons que les chansons de geste soient d'origine germanique, et, ne connaissant à l'appui de ce système que des raisons sans force, je ne rendrai notre *Chanson de Roland* aux Germains que lorsque les Allemands auront d'abord rendu aux Scythes leurs *Nibelungen*.

JOSEPH BÉDIER.

(1) Ce sont les rubriques de cinq développemens de Léon Gautier, *les Epopées Françaises*, t. I, p. 24-31.

ENTRE LES DEUX MONDES[1]

TROISIÈME PARTIE[2]

VIII

Comment, quand et pourquoi l'histoire s'était trompée, l'ingénieur me l'apprit le matin suivant, vers neuf heures. Je m'étais réveillé tard, et, après être allé redire à ma femme notre conversation du soir précédent et le désespoir de Mme Feldmann, j'étais sorti sur le pont, j'avais échangé quelques questions avec plusieurs passagers, au sujet de l'Équateur que nous devions franchir ce jour-là, et j'y avais enfin trouvé Rosetti :

— Où t'es-tu esquivé, hier soir ? me demanda-t-il.

Je connaissais sa discrétion et je le lui dis sans réticences.

— Tant pis pour toi ! s'écria-t-il quand j'eus fini. Tu as manqué d'entendre l'éloge de Colomb.

Car c'était jusqu'à la découverte de l'Amérique que l'histoire avait fait fausse route, et celui qui l'avait remise dans le bon chemin, c'est Christophe Colomb en personne. Rosetti me raconta que, après mon départ, Alverighi avait majestueusement plané pendant un quart d'heure au-dessus des siècles, affirmant que, jusqu'à la Révolution française, l'histoire avait mis la charrue avant les bœufs, puisque l'homme s'était obstiné à rendre le monde beau et bon avant même de le connaître et de le posséder tout entier ; en d'autres termes, on avait voulu décorer la maison avant de l'avoir bâtie. Depuis la Grèce, qui enseigna au monde à se servir du ciseau, du pinceau et de la plume,

(1) *Copyright by* G. Ferrero 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912 et du 1er janvier 1913.

jusqu'au moyen âge, obscur abîme d'ignorance extravagante, d'où émergent, radieux d'une éternelle aurore, les palais et les cathédrales de l'architecture la plus fantaisiste et la plus multiforme que le monde ait jamais vue; depuis l'Égypte des Ptolémées, qui jette les dernières splendeurs de la beauté grecque sur les opulentes demeures du monde méditerranéen, jusqu'à la Rome papale et à la Venise du XVIe siècle, qui étalent aux yeux du monde les pompes superbes des pierres, des velours, des soies, jusqu'à la France du XVIIIe siècle, qui immortalise ses trois souverains par trois styles d'un art décoratif promptement imposé au monde; depuis Auguste, qui protège Horace et Virgile et qui reconstruit en marbre la ville de briques, jusqu'à Louis XIV, qui protège Racine et Molière, et à la marquise de Pompadour, qui veut faire de Paris la capitale des élégances; la suprême ambition et le suprême effort de tous les potentats du passé dignes de leur propre fortune ne furent-ils pas de rendre éternelle une forme de la beauté? Et que de peine ne s'est-on pas donné pour établir dans le monde le règne de la sainteté et de la justice, ou de l'une et l'autre à la fois, depuis l'Empire romain, qui crée le droit, jusqu'au Christianisme, qui veut purifier la nature humaine de la souillure du péché, jusqu'à la Révolution française, qui annonce au monde l'avènement de la liberté, de l'égalité, de la fraternité! Ainsi donc les hommes se sont acharnés, dans la suite des siècles, à chercher partout un miroir de perfection qui n'existait nulle part, jusqu'au jour où, vers le déclin du XVe siècle, apparut finalement l'homme « plus que divin, » comme Alverighi avait qualifié Christophe Colomb. « A chaque pas que Colomb faisait sur l'Océan, avait dit l'avocat, dans un langage tant soit peu biblique, la terre s'agrandissait d'un mille. » Mais, à mesure que l'homme vit le monde grandir de toutes parts, il se sentit plus petit; et de là naquit en lui une envie, d'abord timide, mais bientôt devenue vigoureuse et hardie, d'égaler ses forces à la nouvelle grandeur du monde. Cette envie audacieuse, l'homme la réalisa en créant la science et la machine, et en se passionnant pour une idée nouvelle, expression de ses nouvelles ambitions et de ses nouvelles espérances : l'idée du progrès. Bref, la conquête de la terre par le moyen de la science et de la machine, c'était la geste glorieuse commencée sous le nom de progrès dans l'histoire du monde, depuis la découverte de l'Amérique; et un effet lent, mais

inévitable, de cette résipiscence de l'histoire, c'était que, peu à peu, l'homme se désintéressait de l'art. Autrefois, avant que l'Amérique fût découverte et les machines inventées, lorsque le monde était petit et pauvre, lorsque les peuples, les villes et les souverains rivalisaient entre eux pour rendre plus beau le coin de territoire sur lequel chacun d'eux vivait, alors un art, même unique, par exemple la peinture, ou la sculpture, ou l'architecture, pouvait être pour un peuple une source de gains copieux, une importante cause de prestige; et, par conséquent, l'État, l'Église, les souverains, les familles puissantes, les hommes influens s'efforçaient d'imposer tel ou tel art et ses produits à l'admiration de tous. Mais aujourd'hui, notre volonté et notre devoir, c'est de conquérir la terre; et, pour une telle conquête, les armes ne sont point les arts, capables d'enfanter chaque demi-siècle quelque laborieux chef-d'œuvre; ce sont les mines, les terrains, les capitaux, les machines, la science. L'empire que l'Europe exerçait dans l'art, cet empire que Rosetti croyait éternel ou presque, était donc destiné à succomber sous l'invasion des machines et des richesses américaines; et même il était déjà en train de s'écrouler de toutes parts, à la grande joie et pour le grand bien du monde. La dernière tyrannie de l'Europe succombait et le temps de la pleine liberté spirituelle commençait, ce temps où il serait permis enfin à tout homme d'admirer à sa guise ce qui lui plairait, sans autorisation préalable de la faculté.

— Notre avocat pourrait poser sa candidature à une chaire de philosophie de l'histoire! dis-je en riant. Mais toute cette théorie, j'imagine qu'il se l'est faite ces jours-ci, pour répondre à ce que vous lui avez dit relativement au long empire que l'Europe exercera sur l'art.

— Je le crois, répondit-il en souriant. Et il y a même apparence que c'est pour préparer cette réplique qu'il s'est tenu à l'écart depuis deux jours.

— Et qu'est-ce que vous lui avez répondu?

— A cet endroit de l'entretien, nous nous sommes quittés. Il était tard, et nous n'avions pas, comme toi, passé la soirée à consoler de belles dames.

Sur ces entrefaites, ma femme survint et me dit qu'elle venait de rendre visite à Mme Feldmann, qui l'avait fait prier de monter dans sa cabine parce qu'elle était indisposée et désirait la voir.

Cela dit, ma femme eut une hésitation, comme si elle n'osait point parler en présence de Rosetti; mais, lorsque je lui eus fait savoir que Rosetti était au courant de toute l'affaire, elle nous raconta ceci. Mme Feldmann lui avait demandé d'abord si, par suggestion, il était possible de transformer l'amour en haine, puis elle l'avait interrogée sur la folie, sur le ramollissement cérébral, sur la vieillesse et ses effets; et elle avait fini par confesser que, dès les premières années de son mariage, elle avait soupçonné son mari de n'avoir pas la tête tout à fait saine. Jamais elle n'avait bien compris le caractère de cet homme, sauf peut-être le jour où, à Paris, elle avait entendu ma conférence sur Néron, à la Société de Géographie. Ce jour-là, elle avait cru entrevoir son mari dans cet empereur faible, irritable, gâté par la flatterie, par le pouvoir, par la richesse, par la facilité de tout faire.

Je me mis à rire. Une femme jalouse ne craint donc pas de comparer à Néron un banquier américain? Nous causâmes de ces confidences qui me paraissaient démentir, ou au moins rendre douteuse l'affirmation du soir précédent sur l'immuable concorde de ces époux. Mais le premier coup de cloche ne tarda pas à nous disperser dans nos cabines. Un quart d'heure plus tard, nous nous retrouvâmes dans la salle à manger avec Cavalcanti et l'amiral, que je n'avais pas encore vus ce matin-là; mais Mme Feldmann ne parut point. Nous causâmes d'abord de choses et d'autres. Nous demandâmes à quelle heure nous entrerions dans l'hémisphère boréal.

— Cet après-midi, répondit le capitaine à nos questions pressantes, mais sans préciser davantage.

Nous espérions tous, — je ne sais pourquoi, — que ce serait bientôt, peu après le déjeuner; et, en attendant, nous évoquions des souvenirs. Cavalcanti, comme toujours, était mélancolique et plein de *saudade* (1), à l'approche de l'équateur : car, au moment de sortir de l'hémisphère natal, il revoyait tout à coup, comme dans un mirage, ces merveilleux paysages équatoriaux où s'était écoulée son enfance.

— J'aime cette splendeur bleue des mers équatoriales, dit-il en regardant l'Océan que, par les fenêtres, on voyait se soulever et s'abaisser avec lenteur. Elle me rappelle la mer la

(1) Mot ancien, qui signifie le désir d'un bien dont on est privé.

plus belle du monde, la Méditerranée, sous un soleil d'été. Ceci, c'est une mer gréco-latine. Je ne m'étonne pas que les fils de la Grèce et de Rome soient passés par ici pour aller à la conquête du Brésil et de l'Argentine. Mais vous rappelez-vous, Ferrero, l'Atlantique du Nord? Toujours pluvieux, venteux, gris, trouble, gonflé. Une mer de Vikings normands; une route bien faite pour ces dures races germaniques qui ont peuplé et exploité les États-Unis, mais trop rude pour nous, qui sommes de vieilles races...

— Moi, au contraire, interrompit brusquement Alverighi, c'est la douzième fois que je passe sur l'ombilic de la terre, comme dirait un Homère moderne. Et à chaque nouveau passage, ici, dans l'ardeur tropicale, aux confins des deux hémisphères, je me sens pris d'un transport de fièvre, d'une exaltation, d'une ivresse : il me semble que je suis un roi très puissant, un géant d'une force démesurée, un demi-dieu. Oui, un demi-dieu! Quand je songe à ces hommes au milieu desquels vivaient Jules César et Dante, à ces hommes qui, blottis comme des taupes dans ce trou de la Méditerranée, ne connaissaient pas même la grandeur de la terre; et quand, d'autre part, je me contemple moi-même en train de banqueter à mon aise sur ce palais de fer qui nage entre l'Amérique, l'Afrique et l'Europe, sur cette plaine d'eaux infinies que, depuis le commencement des âges jusqu'à la fin du xve siècle, nul œil humain n'avait vue, et qui n'avait été que le sauvage royaume du soleil et des vents... Non, non! Nous qui sommes nés depuis la découverte de l'Amérique, nous qui vivons au siècle des machines, nous n'appartenons plus à la race d'auparavant; nous sommes une surhumanité!

— Mais nous n'écrirons plus une *Divine Comédie!* soupira Cavalcanti.

— Patience, patience! répondit Alverighi, impassible. Le mal ne sera pas grand, pourvu que le progrès continue... Ces paroles vous scandalisent, n'est-ce pas? Mais, en somme, y a-t-il vraiment lieu de se lamenter et de s'épuiser en regrets, parce que quelque homme de génie, perdu dans la foule, ne réussit plus à enfanter son chef-d'œuvre dans la solitude de son orgueil et de sa grandeur, alors qu'en comparaison l'homme invente des machines de plus en plus puissantes, et qu'avec elles, il fait la conquête de la terre, de la mer et de l'air, et que, grâce à

ces miraculeux outils, il devient réellement le mage des légendes rêvé pendant une longue suite de siècles...

— Et que le monde retourne à la barbarie, interrompit soudain ma femme, sur un ton tranchant.

Nous nous tournâmes tous vers elle, un peu surpris des paroles et surtout du ton âpre et presque violent avec lequel elles avaient été prononcées. Mais Alverighi continua, sans paraître se rendre compte du danger qui le menaçait par le flanc.

— A la barbarie ? Je disais au contraire qu'il édifie une autre civilisation, plus sage, plus puissante, plus riche.

— Plus prodigue et plus folle ! répliqua-t-elle avec une vivacité touchante. Juste au moment où la Révolution française avait délivré l'homme de la tyrannie de l'État et de l'Église, il s'est rendu l'esclave des machines. Quand on les a fabriquées, il faut, bon gré mal gré, s'en servir, même quand on n'a pas besoin de leurs produits : sans quoi, elles se rouillent. Ce ne sont pas les machines qui travaillent pour satisfaire nos besoins; c'est nous qui sommes obligés de consommer pour leur donner du travail.

— Mais, madame, repartit Alverighi, voulez-vous donc reprocher à notre époque le bien-être grandissant de la multitude ? lui faire un grief de ce que les ouvriers mangent davantage, se vêtent mieux, habitent des logemens plus aérés, entretiennent des relations plus familières avec le savon ?

— C'est le petit doigt de Léo ! riposta-t-elle sèchement, d'un air un peu moqueur, en haussant les épaules; et elle se tourna vers moi :

— Tu te rappelles cette histoire ?

Je souris ; mais les autres, qui ne comprenaient pas, demandèrent des explications.

— Aux bains de mer, l'autre année, reprit-elle, notre petit Léo vit ses jeunes camarades chaussés de sandales et voulut en avoir aussi. Pour les faire venir, il fallut quelques jours. Quelle attente ! Léo en rêvait. Enfin les sandales arrivent, et il les met à l'instant même. Je m'aperçois tout de suite qu'au pied droit le bout était un peu court et que le petit doigt sortait. Je le lui dis. « Mais non ! affirme-t-il ; elles me vont très bien ! » Et il s'enfuit en sautant de joie et en criant comme un fou, pour les montrer à ses amis. Après avoir crié, sauté et s'être pavané un quart d'heure, il commença, quand la première joie fut passée,

à sentir que le petit doigt lui faisait mal. Il résista quelque temps ; mais, le lendemain n'en pouvant plus, il vint me dire, avec une frimousse très sérieuse : « Tu sais, maman, les sandales me vont très bien ; mais c'est mon petit doigt qui est trop court. »

Nous éclatâmes de rire. Elle poursuivit :

— Aujourd'hui, nous sommes tous amoureux des machines, comme Léo l'était de ses sandales, et nous imputons sans cesse à nous-mêmes leurs défauts : nous accusons le doigt d'être trop court, parce que la sandale n'est pas assez longue. Produisent-elles excessivement ? Ce n'est pas leur faute : c'est nous qui ne consommons pas assez. La hâte avec laquelle elles nous contraignent à vivre et à travailler nous met-elle sur les dents ? Ce ne sont pas elles qui courent comme des folles : c'est nous qui sommes des engourdis et des tardigrades. Détruisent-elles des traditions, propagent-elles des vices, dissolvent-elles la famille ? Allons donc ! la vraie cause du mal, c'est que c'est nous qui sommes des animaux antédiluviens. Bref, le petit doigt est trop court. Voilà votre progrès !

Les entretiens précédens, l'art, Dante, le passage de l'équateur, tout cela était oublié par tout le monde, même par Alverighi. Mais personne n'avait bien compris.

— Veuillez me pardonner, madame, dit Alverighi après un instant de silence ; mais je ne vous entends pas bien. Vous n'êtes donc point persuadée que notre époque est la plus grande et la plus merveilleuse que l'histoire ait jamais vue ?

Je sentis que le moment était venu d'intervenir pour expliquer les paroles et les allusions de ma femme. Je racontai comment, quelques années auparavant, Mme Ferrero avait fait des études relatives aux machines, et comment le résultat de ces études avait presque épouvanté son père et moi : car elles tendaient à conclure que les progrès de la grande industrie mécanique étaient une calamité, spécialement pour les pays pauvres. Nous avions donc longuement discuté avec Gina sur cette thèse et sur les faits qui servaient à l'établir ; mais ni elle ne nous avait convaincus, ni elle ne s'était laissé convaincre par nous, de sorte que ces discussions, et sans doute aussi quelques difficultés graves rencontrées sur les points les plus obscurs du problème, l'avaient finalement induite à renfermer dans un tiroir ses volumineux cahiers de notes.

— Mais, ajoutai-je, dès que ma femme entend parler de machines, elle prend feu, comme à présent. Faites attention ! avocat ! Vous ne savez pas à quel danger vous vous exposez.

Tous les assistans, rendus curieux par ce récit, se tournèrent vers elle et l'invitèrent à développer sa thèse.

— Courage, madame ! fit Rosetti en souriant. Peut-être réussirez-vous à me convaincre, moi qui ai passé la moitié de ma vie à enseigner la mécanique !

Gina, qui avait déjà fini de déjeuner, se tenait appuyée au dossier de sa chaise, les mains sur les genoux, souriante, mais un peu incertaine et embarrassée. Enfin elle se décida et prit la parole, d'abord avec quelque hésitation, puis avec aisance.

— Ce que je pense de la machine ?... Cela n'est pas facile à dire en peu de mots... Naturellement, ce dont je parle, c'est la machine moderne mue par la vapeur ou par l'électricité, celle qui est l'orgueil de notre époque.. Or donc, pourquoi, après avoir fabriqué les machines, oublions-nous qu'elles sont notre œuvre et nous mettons-nous à genoux devant elles ? Parce qu'elles produisent des richesses plus rapidement et en plus grande quantité que les mains, n'est-ce pas ? Mais alors il est facile de déterminer quelles sont les conditions nécessaires pour que les machines nous rendent de véritables services. La principale de ces conditions, c'est que la matière première abonde ; sans quoi, que transformeraient les machines ? Une autre condition, c'est que le capital abonde ; sans quoi, comment les construirait-on et les mettrait-on en mouvement ? Une troisième condition, la plus importante peut-être, c'est qu'il y ait une large et urgente demande de l'objet fabriqué, une véritable disette ; sans quoi, quelle utilité y aura-t-il à fabriquer cet objet avec tant de hâte, tant de frais et tant de peine ?... Me suis-je expliquée clairement ?... J'ai parlé de disette ; mais la disette, quel que soit l'objet dont il s'agit, peut-elle être permanente, continue, éternelle ? N'est-il pas inévitable que consommation et besoin s'égalisent ? Ou les moyens pour satisfaire les besoins augmentent, ou les besoins diminuent : on n'échappe pas à ce dilemme. Donc, la machine ne pourrait servir raisonnablement que dans une crise de disette extraordinaire et en cas de pressante urgence. Pour qu'elle rendît des services continus, il faudrait que la disette aussi demeurât permanente et irrémédiable. Ce qui est absurde.

Si les prémisses de ce petit discours avaient été limpides, la conclusion ne parut pas telle à tous les auditeurs.

— La disette permanente? fit Alverighi. J'avoue que je ne comprends pas encore.

— Mais la machine fait l'abondance et non la disette, remarqua l'amiral.

— Il y a là un point assez obscur, répondit Gina, et il n'est pas facile de l'expliquer... Peut-être, si on connaissait l'histoire de la machine, ce que j'ai dit paraîtrait-il plus clair...

Elle fit une pause; puis, résolument et en s'adressant toujours à l'amiral, elle continua :

— Pour quelle raison, amiral, la grande industrie mécanique est-elle née précisément en Angleterre, et précisément à la fin du XVIIIe siècle? Jusqu'à la seconde moitié du XVIIIe siècle, aucun peuple de l'Europe n'avait été plus opposé à l'emploi des machines que l'Angleterre. Le gouvernement les interdisait et les ouvriers les brisaient. Pour se convertir, l'Angleterre attendit jusqu'à la période qui va de 1770 à 1790; et alors elle se mit à filer et à tisser avec les machines, non, par exemple, la laine, dont le travail était un art ancien, séculaire, national, mais le coton, qui était travaillé par une industrie étrangère. Indiennes, bengalines, calicot, c'est-à-dire Calcutta : ces noms-là nous disent tout de suite d'où venaient, au XVIIe et au XVIIIe siècle, les étoffes de coton qui se consommaient en Europe et dans les colonies d'Amérique. La France et la Hollande en faisaient un grand commerce avec l'Inde; et l'Angleterre, qui n'en fabriquait que de médiocres et en faible quantité, ne réussissait pas, avec ses ouvriers, à triompher des artisans et des tisseurs de l'Inde. Mais voilà qu'en 1780 l'Angleterre est victorieuse de la Hollande; et, dix ans plus tard, elle reste maîtresse des mers, parce que la Révolution lie les mains à la France; et alors nous la voyons, cette Angleterre qui, depuis un siècle, s'efforçait de copier les étoffes de l'Inde sans y réussir, nous la voyons tout à coup, pleine de hardiesse, tenter d'enlever à l'Inde tous ses cliens d'Europe et d'Amérique, cliens que jusqu'alors la France et la Hollande avaient servis. Ni plus ni moins! D'où étaient nés cette hardiesse et cet élan? Il faut savoir que Watt venait d'inventer la machine à vapeur, qu'Arkwright était en train de créer la première filature mécanique, que l'Amérique du Nord commençait à planter le coton. Or, si l'Angleterre n'a

jamais été fort originale et si, d'habitude, elle laisse les autres faire l'essai des choses nouvelles, par compensation elle sait se mettre résolument à l'œuvre, lorsque l'heure est arrivée. Ces machines tant haïes, que, surtout depuis un demi-siècle, tant de gens s'efforçaient d'inventer, l'Angleterre comprit qu'elles pouvaient lui servir à dépouiller l'Inde de son antique industrie. Alors elle se convertit et elle agit : elle défendit l'exportation des tissus de l'Inde et, par cette violence, elle fit le vide et la disette sur les marchés de l'Europe et de l'Amérique; elle alla chercher le coton partout, multiplia les filatures mécaniques, cloua devant le métier, jour et nuit, dans les villes et dans les campagnes, soit à domicile, soit dans des fabriques, hommes, femmes, vieillards et enfans; elle se creusa la cervelle pour inventer toute sorte d'outillages, le métier mécanique, la presse à imprimer; et, si j'ai bonne mémoire, l'importation du coton brut et l'exportation des étoffes quadrupla en quelques années. En 1815, lorsque l'ouragan de la Révolution française fut passé, la première grande industrie mécanique était déjà adulte.

— La grande industrie mécanique, fit observer l'amiral, serait donc un monstre vomi soudain par une convulsion de l'histoire?

— Sans aucun doute, répondit-elle; et, depuis, ce monstre s'est multiplié avec une rapidité vertigineuse...

Mais en ce moment la machine du *Cordova* siffla, rauque, basse, rageuse. « L'Équateur! l'Équateur! » criâmes-nous en sautant sur pieds, tous, à l'exception du capitaine qui, déposant tranquillement sa serviette, souriait et nous avertissait que non, par un signe de tête, tandis que les domestiques s'approchaient en chuchotant obséquieusement : « C'est le signal de midi. » Mais ce sifflet imprévu avait désorganisé la conversation; ceux qui s'étaient levés ne se rassirent point; l'un après l'autre nous nous acheminâmes vers la porte, et nous allâmes presque tous à tribord, pour y attendre l'officier qui marquerait le point sur la carte... O désillusion! nous n'étions arrivés qu'à 1° 29 minutes de latitude, 30° et 11′ de longitude! Il n'y avait donc aucune espérance de passer dans l'autre hémisphère avant le soir.

Il faisait très chaud; sur le soleil s'était étendu un voile d'ardentes et subtiles vapeurs; dans le cercle immense de l'horizon, entre la mer glauque et le ciel bleu, les nuages s'accumulaient, formaient des montagnes grises, à la base, éblouis-

santes au sommet; et la mer et le ciel allaient se décolorant dans cette atmosphère étouffante, lourde et voilée. Nous nous dispersâmes dans nos cabines pour la sieste, après avoir convenu qu'au dîner nous reprendrions la conversation sur les machines.

Ma femme m'avait souvent répété qu'en notre siècle on peut nier Dieu, la patrie, la famille, mais non la machine : car douter de la machine semble une hardiesse non moins étrange que douter de la rotation de la terre ou de l'immobilité du soleil. Je m'allongeai sur le lit de repos, en pensant combien elle avait raison. Une phrase où elle faisait allusion aux machines avait suffi pour provoquer une discussion nouvelle, plus animée, plus passionnée que les précédentes.

IX

De fait, on n'eut pas même la patience d'attendre jusqu'au soir pour reprendre la conversation. Vers quatre heures et demie, lorsque, après m'être attardé un peu dans ma cabine pour mettre des papiers en ordre, je sortis sur le pont, j'y vis ma femme, Cavalcanti, Rosetti et Alverighi qui, assis en cercle, se prenaient déjà aux cheveux. Sur un ton quelque peu acerbe, Cavalcanti disait à Alverighi qui l'écoutait d'un air maussade :

— En somme, à quoi se réduit cette histoire du coton que Mme Ferrero nous a racontée ce matin? A ceci : en quelques années, par le moyen de la machine, les barbares de l'Europe ont dépouillé l'Inde d'un art noble et ancien, qui lui appartenait. Est-ce là un progrès, selon vous? Les étoffes, les dentelles, les meubles, les vêtemens et les bibelots de nos pères, les reverrons-nous jamais?... Oui, la machine nous transporte dans ses bras, comme une robuste nourrice, à travers les mers orageuses; et cela, c'est le prodige, la merveille, la gloire de notre époque, ce n'est pas moi qui le nie; mais la machine n'a-t-elle pas aussi détruit les élégances qui, pour nos pères, embellissaient toutes les heures de la vie? Si, à certains égards, notre époque est en progrès, à d'autres égard, elle ne laisse pas d'être en décadence, puisqu'elle devient laide.

Mais Rosetti intervint.

— Si nous discutions avec un peu d'ordre? dit-il. Nous avons interrompu Mme Ferrero qui avait commencé à nous expliquer

comment la machine s'est imposée au monde, après être née d'un concours de circonstances qui a quelque chose de gigantesque, puisque l'une de ces circonstances n'est rien de moins que la Révolution française. Ne vaudrait-il pas mieux, avant toute autre chose, apprendre pourquoi ce qui n'était que l'expédient d'un moment a poussé partout de si profondes racines ?

Les autres se turent.

— Pourquoi? reprit ma femme après un moment d'hésitation. Je l'ai déjà indiqué. Parce que le monde fut ébloui par le succès que l'Angleterre avait obtenu avec le coton ; parce que, dans tous les pays, il y eut des gens qui comprirent l'avantage qu'ils auraient à multiplier les machines ; parce que, sur les deux continens, en Europe et en Amérique, les traditions étaient affaiblies, les forces conservatrices désorientées par la Révolution; et enfin parce que, sous prétexte de progrès, les hommes de tous les pays avaient envie de ne plus faire que ce qui leur plaisait.

— Dites : de ne plus vivre dans la misère et dans l'ignorance! interrompit Alverighi.

— J'ai dit : de faire ce qui leur plaisait, répliqua Gina. Depuis que le monde est monde, on avait toujours répété que c'était une vertu de refréner ses désirs, de savoir se modérer, de ne pas trop prétendre. Jadis la simplicité était la vertu des saints, des héros, des grands. Mais depuis cent ans c'est une autre affaire : la machine veut à tout prix que l'homme devienne un animal insatiable. Le peuple doit se persuader que le premier et le plus saint de ses devoirs est de manger, de boire, de fumer, de se déplacer, de faire ripaille autant qu'il peut et de singer tous les vices des riches. Car la machine a besoin de réaliser cette chose inimaginable, tant elle est absurde : la disette permanente. Nous croyons être plus intelligens que nos pères, parce que nous construisons des machines et qu'ils n'en construisaient pas. Mais croyez-vous, monsieur Alverighi, que, si les anciens n'en ont pas construit, c'était faute d'intelligence? Comme s'il fallait être extraordinairement savant pour construire des machines! Le créateur de la grande industrie mécanique fut Arkwright, qui était barbier! Si les anciens n'ont pas construit de machines, c'est parce que, de leur temps, les mains de l'homme suffisaient à satisfaire ses désirs, encore modérés.

— Mais, objecta l'amiral, la machine ne serait-elle pas plu-

tôt l'effet que la cause de cet accroissement universel des désirs?

— En partie, je vous l'accorde, répondit Gina. Les causes de ce fait considérable ont été complexes. J'ai déjà dit et je répète que la Révolution française et ses guerres avaient relâché, en Europe et en Amérique, tous les freins : religion, tradition, bon sens. Sans la Révolution française, il est fort probable qu'aujourd'hui la grande industrie mécanique n'existerait pas. Mais la machine est à la fois fille et mère du désordre. Voyez, par exemple : nul n'ignore que la grande industrie enrichit démesurément certains hommes, tandis qu'elle en ruine beaucoup d'autres, et qu'elle oscille toujours entre les années prospères et les années désastreuses. Pourquoi? Les bonnes, celles où font fortune ceux qui se trouvent là pour en profiter, ce sont les années de disette, lorsque les prix sont élevés; et au contraire, lorsque les prix s'avilissent parce que la machine a fait pour un moment l'abondance, les années sont médiocres et mauvaises. Ainsi la machine est en perpétuelle contradiction avec elle-même : d'une part, fabricant vite et beaucoup, elle fait nécessairement l'abondance; mais, d'autre part, elle a besoin, pour prospérer, de la disette permanente, et les expédiens les plus étranges, les plus contradictoires, les plus embrouillés lui sont bons pour faire cette disette permanente : trusts, syndicats, monopoles, tarifs protecteurs, primes à l'exportation, conquêtes de colonies, prodigalité, bombance, luxe, mouvement perpétuel imposé à tous les hommes comme le plus urgent des devoirs, même à ceux qui ne demanderaient qu'à vivre en paix, comme les Turcs. Bref, aujourd'hui, la fureur du luxe se répand des pays industriels par tout le monde, à grands flots; et à chaque flot nouveau correspondent quelques années de disette passagère, où l'on vend cher et où beaucoup de gens font fortune. Bref, il n'est personne qui ne travaille à limer les vieux freins de nos désirs; et, à force d'être limés, ces liens sont presque tous rompus. Le jour où la machine est entrée dans le monde, la sagesse en est sortie...

— Avec la beauté, ajouta Cavalcanti.

— Mais la machine a amené avec elle la richesse, la culture, la liberté! déclara Alverighi, sur le ton assuré de quelqu'un qui, après avoir longtemps écouté, se décide à commencer une réfutation. Si les hommes d'aujourd'hui consomment beaucoup, ils produisent ce qu'ils consomment.

A cette réplique la réponse était facile :

— Ils produisent, c'est vrai, dit ma femme; mais pour produire ils ravagent. Il ne faut pas oublier que, si nous sommes riches, c'est parce qu'au lieu d'exploiter sagement l'Amérique, nous mettons à sac ses mines, ses forêts, ses territoires. Nous faisons un épouvantable gaspillage de ce que les économistes appellent les « capitaux hédonistiques, » je veux dire les richesses naturelles qui ne se renouvellent pas.

— Et puis après? répondit Alverighi. *Non licet omnibus adire Corinthum*... Pardon. Je veux dire : il n'est pas à la portée de tout le monde de saccager un continent... Nous saccageons les deux Amériques, c'est possible. Ajoutez même (je n'ai pas peur de l'avouer) que nous commençons à saccager l'Afrique, et que, dans l'avenir, nous la saccagerons davantage encore. Tant mieux! Car en saccageant nous devenons riches, entreprenans, intelligens, et nous progressons! Est-il vrai, oui ou non, qu'aujourd'hui nous sommes les maîtres, en gros, si vous voulez, mais, somme toute, les maîtres de la terre, tandis que, il y a trois ou quatre siècles, nous en connaissions à peine une faible partie? Est-il vrai, oui ou non, que nous avons pénétré par les yeux, par la pensée, par le calcul, jusqu'au fond de l'immensité, dans les molécules de la matière, dans les entrailles de la nature? Est-il vrai, oui ou non, que nous avons raccourci vingt fois, trente fois, quarante fois les distances? que nous avons découvert les embûches les plus secrètes des maladies? Est-il vrai, oui ou non, que désormais nous volons dans les airs comme les oiseaux et nageons sous les eaux comme les poissons? Et aurions-nous en si peu de temps conquis la terre, l'infini, le monde des invisibles, si cette furie d'envies folles, — comme il vous plaît de dire, — suscitées par les machines, ne nous avait entraînés au bout du monde?

Il me sembla que cet argument faisait vaciller un instant Gina, qui, non sans un peu d'embarras, répondit :

— Mais, pour juger une époque, il ne suffit pas de considérer ses œuvres. Il faut se demander encore si les idées et les sentimens qui l'animent sont nobles, généreux, raisonnables. Autrefois, quand c'étaient les hommes et non les machines qui travaillaient, une civilisation était l'œuvre de plusieurs siècles : des siècles d'éducation, d'efforts prolongés, d'infatigable labeur! Mais, en revanche, en ce temps-là, toute civilisation arrivait à

une réelle maturité. Aujourd'hui, au contraire... Grâce aux machines, à l'Amérique, au progrès et à cent autres nouveautés, on improvise les civilisations elles-mêmes. Il suffit pour cela de découvrir des mines de charbon et de fer, de posséder un vaste territoire et quelques capitaux. Si la population manque, on en grappille dans les pays trop peuplés. On fabrique d'abord le fer; puis, avec le fer, toute sorte de machines, à commencer par les voies ferrées; puis, avec les machines, toute sorte de marchandises et de camelote, en grande hâte, à profusion. On vient à bout de tout cela, avec quelques inventeurs et quelques capitalistes; la multitude qui fera fonctionner les machines n'a besoin ni d'éducation ni de culture, pas même de connaître la langue du pays. En vingt ou trente ans, le pays regorgera de richesses; et, puisque aujourd'hui les hommes ont tant de besoins, et que, pour les satisfaire (sur ce point, je reconnais, hélas! que vous avez raison!), il faut des métaux, du blé, des étoffes, de la viande, des machines, et non de l'art, de la littérature, de la religion, de la justice, une discipline morale, on admirera ce pays de l'abondance comme le modèle du progrès et de la civilisation telle que l'entend notre époque. Et ainsi un ramassis de gens, amalgamés au hasard par la fureur de gagner gros, s'aperçoit un beau jour qu'il est un grand peuple! Y a-t-il lieu de s'étonner, dès lors, si cette multitude s'enivre d'orgueil, si elle prend toutes les idées qui lui bourdonnent dans la tête pour de prodigieuses inventions, si elle se flatte de pouvoir refaire à nouveau le monde, — art, coutumes, idées, tout, — bref, si elle se persuade que le monde commence à partir d'elle? Mais, au contraire, le monde est vieux, très vieux, et il n'a pas besoin d'être remodernisé tous les trente ans... Vous riez? Il est certain que l'Amérique du Nord est une créature de la machine, et par conséquent vous devez trouver naturel...

Ici elle se tut, interloquée par le sourire de triomphe qui épanouissait le visage d'Alverighi.

— Enfin la vérité a parlé! s'écria-t-il. Ce n'a pas été sans peine; mais elle a parlé, claire et ingénue, par votre bouche, madame! C'est bien cela! Puisque les temps modernes favorisent l'Amérique plus que l'Europe, l'Europe voudrait remonter à rebours le courant des temps! Puisque l'Amérique, avec ses machines plus puissantes, joue maintenant à l'Europe le mauvais tour que jadis l'Europe a joué à l'Orient avec les premières

machines, qu'on détruise les machines! Puisque, dans la civilisation née de la machine, la puissance de cette oligarchie intellectuelle qui, de l'Europe, trompe et escroque la moitié du globe, est en décadence, le monde retourne à la barbarie! Certes nous sommes d'accord : les machines, et surtout les voies ferrées, ont fait l'Amérique contemporaine. Que seraient l'Argentine et le Brésil sans les voies ferrées et les machines agricoles? les États-Unis sans les voies ferrées et leurs innombrables machines agricoles et industrielles? Nous Américains, nous adorons la machine, parce que, grâce à elle, nous pouvons exploiter nos immenses territoires dans leur largeur, dans leur longueur, dans leur profondeur, extraire de cette immensité des richesses, encore des richesses, un fleuve débordant de richesses, une miraculeuse abondance, un océan de richesses sans limites, qui couvrira le monde et qui ensevelira tous les monumens des civilisations passées...

— Nous n'en doutons pas, répondit Cavalcanti. Mais, en attendant, dans la Méditerranée close, les villes mères de notre culture, celles qui ont créé toutes les beautés dont s'orne notre existence, Athènes, Constantinople, Éphèse, Alexandrie, Rome, Venise, Florence, vieillissent, tombent en ruines, se dépeuplent, se transforment en lieux de plaisirs et en hôtelleries, tandis qu'au delà de l'Atlantique les villes-ateliers, Philadelphie, New-York, Chicago, monstres énormes, élèvent jusqu'aux nues, dans l'insolence du triomphe, leurs gratte-ciel et leurs cheminées fumantes.

— Ajoutez encore, s'empressa de répondre Alverighi avec une ironique politesse, que toute l'Europe se prépare à mettre à l'encan et à liquider cette vieille civilisation dont elle est si fière, ou du moins la partie de cette civilisation qui conserve encore quelque valeur, pour fabriquer de nouvelles machines, pour avoir plus de fer, de blé, de coton...

Mais cette phrase déchaîna une petite tempête.

— Vous voyez bien que c'est moi qui ai raison! dit ma femme. La machine ruine les pays pauvres.

— La civilisation n'a pas besoin seulement de balles de coton et de viande réfrigérée! protesta Cavalcanti.

— Jolie civilisation, insista ma femme, que celle où il vaut mieux pour un peuple posséder des mines de charbon qu'une ancienne tradition de culture! Autrefois, au moins, quand l'in-

telligence gouvernait le monde, des civilisations splendides purent naître et fleurir même dans des pays pauvres et stériles.

— Quand bien même la culture ne serait qu'une illusion, fit observer Cavalcanti, l'homme pourrait-il vivre éternellement sans illusions? On ne vit pas seulement de pain...

Les objections se suivaient, se pressaient comme les flots sur la mer, et Alverighi n'avait le temps de répondre à aucune. Enfin il se dégagea d'un bond, et, s'adressant à Cavalcanti :

— Qui vous dit que la civilisation née de la machine doive être la Thébaïde de la culture?

— Mais, en somme, insista Cavalcanti, est-il vrai que la machine a ôté du monde toute beauté? Que le plaisir du beau soit incertain et vague, je vous l'accorde; que la raison ne nous aide point à le rendre clair, je vous l'accorde; que, par suite, la beauté soit une sorte de mystère impénétrable, je vous l'accorde aussi. Je vous accorde tout cela. Mais je persiste à croire que la beauté est, sinon un besoin (vous ne me permettriez pas de le dire), au moins l'une des plus grandes jouissances de la vie; et cette jouissance, une civilisation ne peut l'enlever aux hommes sans mériter qu'on l'appelle barbare et ennemie du progrès, tout au moins à cet égard.

Alverighi allait répondre quand Rosetti intervint de nouveau.

— Excusez-moi, dit-il, si je vous interromps une seconde fois. Mais il me semble, à moi, que dans toute cette discussion, comme d'ailleurs dans presque toutes les discussions, il y a un malentendu. Vous croyez discuter encore sur les machines; mais, sans vous en apercevoir, vous discutez déjà sur le progrès. Mme Ferrero juge le progrès d'après un criterium moral : la machine répand certains vices; par conséquent, elle ramène le monde à la barbarie, au lieu de l'améliorer. M. Cavalcanti le juge d'après un criterium esthétique, et vous, avocat, d'après un criterium économique. De ces trois criteriums quel est le bon? Voilà le point à discuter, si vous voulez vous comprendre. En d'autres termes, qu'est-ce que c'est que le progrès?

— Rien n'est plus clair, répondit Alverighi. Le progrès, c'est la conquête de la terre.

— La conquête de la terre? demanda Cavalcanti. Je n'accepte nullement cette définition. Si la beauté est un bien, le progrès doit accroître aussi ce bien-là, comme les autres biens; et l'on

ne peut pas dire qu'une époque soit absolument en progrès, lorsque la beauté en est bannie comme une intruse.

Alverighi, coupant la parole à ma femme qui allait dire quelque chose, répliqua vivement :

— Mais qui vous autorise à affirmer que le monde d'aujourd'hui soit plus laid que le monde d'hier?

Cavalcanti se tut un instant, d'un air surpris; puis il repartit:

— Voudriez-vous soutenir, par exemple, que nos habits que voilà, faits à la machine, ne sont pas plus laids que ceux que portaient les hommes du XVIIIe siècle? Le paradoxe serait fort.

— Et c'est précisément ce que je soutiens! riposta Alverighi.

Je ne sais comment se serait terminée cette bizarre discussion, si, à ce moment-là, M. Vazquez, placide, tiré à quatre épingles, digne comme toujours, fumant un havane aussi gros que les doigts grassouillets qui le tenaient, n'était survenu. Il nous salua et s'assit sur un fauteuil.

— Toujours de la philosophie! dit-il en souriant. Le *Cordova* sera surnommé *el buque de los savios*. Le malheur est que ce monsieur (et il menaça du doigt l'avocat) s'est donné trop de vacances. Il m'avait promis d'écrire pendant la traversée le rapport que je dois présenter aux banquiers de Paris pour une grosse affaire que nous avons dans la province de Mendoza. Parfaitement! Et, au lieu de tenir sa promesse, il ne fait que lire, méditer, pérorer...

Cavalcanti lui répondit en plaisantant qu'Alverighi était en train de nous révéler des choses bien plus graves et importantes que les plus graves et les plus importantes affaires de la terre. Mais Vazquez ne se laissa pas attendrir.

— Je lui donne congé, ajouta-t-il, jusqu'à Gibraltar; mais, à partir de Gibraltar, je le rappellerai aux choses sérieuses. Du reste, le temps de discourir ne lui manquera pas : avec une pareille tortue! Vingt jours pour aller de Buenos-Aires à Gênes, quand il ne faut que cinq jours pour aller d'Angleterre à New-York! *Es una enormidad!*

Puis il tira sa montre et dit :

— Cinq heures et demie. Nous avons le temps, avocat, de faire une partie avant le dîner. Si cela vous plaît, je suis à vous. Sinon, le passage de l'Équateur sera vraiment trop ennuyeux!

Alverighi ne voulut pas refuser cette petite complaisance à son courtois et riche ami, de sorte que la compagnie se dispersa.

L'Équateur causait dans tout le paquebot une insolite agitation. A chaque instant, les passagers venaient consulter la carte ; puis ils observaient le ciel et la mer, se demandaient entre eux à quelle heure on passerait, le demandaient aux officiers, aux marins, aux domestiques, aux cuisiniers, aux marmitons, quoique tous ces gens eussent déjà répondu vingt fois : « Dans la soirée. » Mais c'était peine perdue : car le *Cordova* continuait sa route sur l'Océan désert avec la même allure tranquille et toujours égale. Alors, pour tromper l'ennui de l'attente, ils allaient dans la salle à manger donner un coup d'œil aux préparatifs qu'on y faisait pour la fête du soir, en se confiant l'un à l'autre les potins. Un des potins était que, ce soir-là, Mme Feldmann se parerait d'un fameux diadème qui avait coûté deux millions.

Ayant rencontré l'amiral seul, je lui demandai, puisqu'il connaissait depuis longtemps les Feldmann, s'il croyait que réellement le divorce tombât à l'improviste comme une tuile sur la tête de cette dame, ainsi qu'elle le prétendait. Il me répondit que, autant qu'il pouvait le savoir, nul dissentiment grave n'avait jamais éclaté entre les deux époux ; tout le monde considérait ce ménage comme heureux ; et il inclinait lui-même à croire faux le bruit de ce divorce. Mais, je ne sais pourquoi, — peut-être parce que je me méfiais, — il me sembla que l'amiral ne me disait pas toute sa pensée.

Peu à peu le jour décoloré s'éteignit sur la mer déserte ; mais l'heure du dîner vint avant l'Équateur, et nous nous mîmes à table en habits de soirée, un peu déçus. Par compensation, la salle était pleine : tout le monde avait fait un effort pour assister au repas de l'Équateur. La dernière qui arriva fut Mme Feldmann, que je n'avais pas vue de la journée. Fraîche et allègre, comme de coutume, elle s'était ornée, non du fameux diadème, mais de ce fil de perles qui, la veille au soir, avait miraculeusement échappé au pied imprudent de Lisetta, et elle portait une belle robe décolletée de dentelle blanche. Elle me regarda, me salua, s'entretint avec moi et avec d'autres ; tout cela avec tant de désinvolture et de gaîté, que, quoique je me fusse senti un peu gêné au moment où nos regards se croisaient pour la première fois, j'oubliai vite la scène de la veille. Nous demeurâmes tous un peu déconfits, lorsque le capitaine nous annonça en souriant qu'on ne passerait pas l'Équateur avant dix heures

du soir; mais, au second service, lorsque Cavalcanti pria Alverighi de continuer la conversation interrompue et de lui démontrer que la machine n'avait pas enlaidi le monde, nous cessâmes de songer à la ligne.

— C'est l'œuf de Colomb, répondit gaiement Alverighi. Considérons ce qui s'est passé pour les vêtemens, puisque vous avez fait allusion aux vêtemens. Refuserez-vous à l'industrie de la soie le mérite de fabriquer aujourd'hui des étoffes qui sont une joie pour les yeux, des prodiges de beauté? Est-il quelqu'un qui ose dire que toutes les autres étoffes, de laine, de coton, de lin, dont s'habillent les femmes, manquent d'élégance et ne soient pas imaginées et fabriquées avec un art véritable? qu'il n'y a pas non plus de l'art dans l'invention des innombrables modes auxquelles s'habillent les femmes, pour le désespoir et la ruine de leurs infortunés maris? J'accepte dès maintenant Mme Feldmann comme arbitre, s'il surgit sur ce point quelque contestation! Mais il est impossible qu'il en surgisse. Passons donc tout de suite au vêtement masculin. On a coutume de dire qu'en ce qui concerne ce vêtement, la commodité passe toujours avant la beauté. Mais à nos habits aussi l'industrie s'efforce de donner du lustre, afin d'attirer les acheteurs : dessins et teintes qui plaisent, coupes élégantes, formes qui conviennent à la personne du client; de la beauté, en un mot, comme en avaient les étoffes merveilleuses d'autrefois; et le costume du XVIIIe siècle, tout en nœuds de rubans, en dentelles, en paremens...

— Mais les étoffes d'aujourd'hui sont de la camelote, tandis que celles d'autrefois étaient des œuvres d'art presque éternelles! interrompit Cavalcanti.

— De la camelote! D'éternelles œuvres d'art! Voilà de bien sonores paroles, répliqua Alverighi; mais j'ai peur qu'elles ne soient un peu vides. Et dire que je me suis époumoné, l'autre soir, pour vous démontrer que le beau, c'est ce qui plaît, et rien de plus! Il en est ainsi dans toutes les discussions : pour un moment, on se laisse convaincre; puis on retombe dans les vieilles erreurs. Dites-moi, je vous prie, avec quelle aune ou avec quelle balance vous mesurerez ou pèserez la beauté des modes actuelles et des modes anciennes, afin de découvrir de quel côté il y en a davantage et de quel côté il y en a moins? Vous, comme tant d'autres, vous prenez pour décadence artistique ce par quoi, au contraire, l'art se purifie des intérêts.

Car, au temps où les hommes et les femmes s'habillaient avec des étoffes dont il fallait des mois pour fabriquer un mètre à la main, il était naturel que l'Église, l'État, la Monarchie, l'Aristocratie, toutes les puissances de l'époque s'efforçassent d'imposer ces modèles peu nombreux, d'empêcher les changemens de goût trop fréquens et l'invasion des modèles étrangers, afin d'assurer du pain et du travail aux corporations et aux congrégations qui en vivaient. Et comment pouvaient-ils les imposer, si ce n'est en persuadant aux hommes que ces modèles étaient beaux, très beaux, incomparablement beaux? Mais cela aussi n'était qu'une opinion retournable, comme vous dites, ingénieur. Et le fait est que personne ne la professe plus, maintenant que la machine fabrique rapidement et varie avec facilité. Donc, à mesure que la machine a triomphé, toutes les puissances du monde se sont désintéressées des industries textiles; les fabricans ont été obligés de devenir les serviteurs de leur maître, le public, et chacun a conquis la liberté de juger de la beauté des étoffes selon son propre goût, fin ou grossier, raisonnable ou extravagant. Aujourd'hui, tel aime une étoffe et tel en aime une autre; les jugemens varient, mais nous ne nous querellons plus et nous ne fondons pas des chaires d'esthétique pour savoir qui a tort ou raison. Chacun achète l'étoffe qui lui agrée, en jouit à sa manière, l'emploie comme il veut, l'use, la jette et l'oublie...

Il se tut un instant et il attendit.

— Va pour les étoffes, les vêtemens et les meubles! répondit Cavalcanti, après un moment de réflexion. Mais, au-dessus de ces industries-là, il y a les grands arts.

Alverighi lui coupa la parole.

— Même dans les arts supérieurs, déclara-t-il, ce que les sots appellent décadence n'est que l'affranchissement des intérêts sociaux, affranchissement opéré par le progrès. Voulez-vous vous en convaincre? Tournez pour un instant les yeux vers l'Amérique. Les Européens aiment à répéter que les Américains sont des ânes bâtés d'or. C'est possible; mais pourtant l'Amérique est, comme vous disiez, l'autre soir, un champ ouvert à tous les arts, à toutes les écoles, à toutes les idées, à tous les styles, à toutes les cultures. N'est-il pas vrai que nous achetons tous les livres de l'Europe, que nous payons généreusement ses conférenciers, ses musiciens, ses auteurs, ses acteurs, ses chan-

teurs, ses sculpteurs, ses peintres de toute nation et de toute école ? Quelle est la ville d'Europe qui fait jouer autant d'opéras de tout le répertoire, et aussi bien, que Buenos-Aires et New-York ? Est-ce un fait, oui ou non, que, si l'on veut se donner le plaisir d'entendre l'ancien opéra italien joué de façon convenable, c'est, non pas à Rome ou à Milan, mais dans l'Argentine ou aux États-Unis que l'on doit aller ? Comment expliquez-vous ce phénomène, si l'Amérique est la Thébaïde de l'intelligence, le Sahara de la culture ? Mais non : l'Amérique est désintéressée dans les choses de l'art, voilà tout : car, grâce au ciel, elle a du grain, du fer, du charbon, du pétrole, tous les biens du bon Dieu à vendre en quantité, ce qui vaut mieux que des arts à imposer aux autres, soit au dedans, soit au dehors. Quand vous purifiez l'art de tout intérêt, que reste-t-il ? Ce plaisir, incertain et vague, si l'on veut, mais délicieux et enivrant, que la beauté nous donne, comme vous disiez l'autre jour, Cavalcanti. Ne buvons-nous pas, nous autres Américains, les champagnes les plus fameux ? Ne fumons-nous pas les havanes les plus chers ? Ne nous faisons-nous pas habiller par les tailleurs le plus en vogue de Londres et de Paris ? Pourquoi devrions-nous nous priver du plaisir que peut nous donner un beau tableau, un beau livre, une belle musique, un beau jardin ? Mais entendons-nous bien : dans ce plaisir, il n'y a rien d'absolu, rien d'universel, contrairement à ce que vous affirmiez, Cavalcanti ; ce qu'il y a, c'est un je ne sais quoi de personnel, d'intime, de spontané, d'inexprimable, — et par conséquent de libre, d'essentiellement libre ! — Entre toutes les choses qui m'agacent, la plus insupportable pour moi, c'est le sot orgueil esthétique des Européens. Ils nous traitent de barbares, nous Américains, sous prétexte que nous leur sommes inférieurs dans les arts et qu'eux seuls savent faire de belles choses. Mais ces chansons-là, que messieurs les critiques et les esthéticiens de l'Europe aillent les chanter aux imbéciles. L'esthétique est la dernière tyrannie que l'Europe prétend imposer au monde ; mais l'Amérique la mettra en pièces, celle-là aussi. Nous octroierons à chaque homme le droit d'admirer ce qu'il trouve beau : la sculpture grecque, la peinture japonaise, l'architecture gothique, le gratte-ciel de New-York, même la musique futuriste des amis de Marinetti, si le cœur lui en dit. Plus de critique, plus de théories esthétiques, plus de traditions, d'écoles,

de préjugés ou de partis pris ; mais la liberté, la liberté, rien que la liberté !

— Que ce que vous dites soit vrai pour l'Amérique, reprit Cavalcanti, je l'admets jusqu'à un certain point. Mais en Europe...

— En Europe aussi ! interrompit Alverighi. En Europe aussi, les masses se sont éprises de progrès, de luxe, de confort, d'aisance, d'instruction, de culture. Or, combien de pain, et avec le pain combien de fricot peuvent encore fournir aux masses les arts, les lettres et les sciences qui ne servent pas à l'industrie, en comparaison de ce que fournissent des terres, des mines, des machines? Voyez, par exemple, la peinture, la sculpture ou la musique. Combien de millions d'ouvriers ces arts seraient-ils capables de nourrir, même si un peuple réussissait à les monopoliser ? Demain, l'art sera la ressource des peuples pauvres, de ceux qui n'ont ni vastes territoires ni mines de charbon ; mais à une condition, entendons-nous bien ! C'est que les artistes futurs se contentent d'être ce qu'ils sont, sans plus : des artisans du plaisir, des artisans d'élite, bien payés, mais des artisans.

Et il se tourna vers Mme Feldmann :

— Connaissez-vous, madame, le nom de l'artiste qui a dessiné l'admirable étoffe de votre robe ? Non. Vous êtes-vous jamais inquiétée de le connaître ? Pas davantage. Vous avez admiré le produit, vous l'avez payé, et c'est tout. Ainsi seront traités dans l'avenir tous les artistes, et ils n'en seront que plus sérieux et plus heureux. Les temps sont changés, messieurs, et malheur aux peuples qui ne s'en aperçoivent pas ! Durant trop de siècles, les hommes, au lieu de répandre toutes leurs énergies sur la surface entière de la terre, les concentrèrent sur quelques points du globe, et ne voulurent pas en sortir; sur quelques formes de l'art, et n'eurent d'yeux, d'oreilles et de nerfs que pour ces formes-là ; sur une seule doctrine philosophique et sur une seule croyance religieuse. Mais aujourd'hui l'homme a ouvert à deux battans les portes de l'Univers. Le progrès est la grande force propulsive du monde et l'Amérique est la grande maîtresse de civilisation. Nous voulons tout : toute la terre, toute la beauté, toutes les jouissances, toutes les vérités !...

— En somme, dit Rosetti, selon vous, l'art serait un pur et simple divertissement placé en dehors de ce grand mouvement des choses humaines que l'on appelle le progrès.

— Parfaitement, répondit Alverighi. D'ailleurs, cela est clair : progresser signifie apprendre à faire mieux ou à faire davantage. Or qui ne sait qu'en art, beaucoup de gens pensent que nous sommes inférieurs à nos ancêtres, de sorte que nous aurions désappris au lieu d'apprendre? D'autres, il est vrai, pensent justement le contraire; mais qui a tort et qui a raison? Il n'existe pas de moyen de le savoir. Ce qu'il faut en conclure, c'est que l'art ne progresse point; il ne fait que changer et varier.

— Et sans doute, ajouta Rosetti, on pourrait dire la même chose de la morale. Comment faire pour savoir si une génération est meilleure ou pire qu'une autre?

Mais il ne put continuer. Les domestiques apportaient le champagne offert par le navire pour fêter le passage de l'Équateur, et nos discours furent interrompus par les toasts et par la cérémonie du baptême. Le capitaine répandit quelques gouttes de vin sur la tête de ceux qui franchissaient pour la première fois la frontière idéale des deux hémisphères. Mais, à peine ce rite accompli, les domestiques reparurent avec d'autres bouteilles et versèrent à profusion le liquide précieux. C'était M. Vazquez qui l'offrait. Dans la salle échauffée par l'Équateur et par les fumées du vin déjà bu, l'enthousiasme éclata : tout le monde se leva pour boire à la santé de M. Vazquez et de l'Argentine. Mme Feldmann elle-même, avant de mouiller ses fines lèvres roses dans la liqueur d'or, adressa un petit sourire à M. Vazquez, tandis que celui-ci, compassé, calme, digne, mais d'ailleurs satisfait, répondait à tout le monde en souriant avec courtoisie. Ensuite il y eut des discours et du bruit, si bien qu'il fut impossible de reprendre la conversation. Le repas se termina gaiement, mais par des propos frivoles, et sans que nous fussions encore sortis de l'hémisphère austral!

L'un après l'autre, nous nous fatiguâmes d'attendre à table cet Équateur « qui en prenait un peu trop à son aise, » dit Alverighi, et nous nous dispersâmes sur le navire. Je sortis avec ma femme et avec Cavalcanti derrière Mme Feldmann, qui s'en allait au bras de l'amiral. Dans le vestibule, tandis que Cavalcanti me murmurait à l'oreille, en faisant allusion à Alverighi : « Vous avez raison, Ferrero : c'est vraiment un génie redevenu sauvage dans la pampa, » je pus voir la belle Génoise, la femme du docteur de São Paolo, deux ou trois autres femmes et le bijoutier, qui se tenaient là, debout, comme s'ils atten-

daient quelqu'un ; et, sans aucun doute, ils attendaient la milliardaire. En effet, lorsque celle-ci parut sur la porte de la salle à manger, ils firent silence et saluèrent légèrement ; puis leurs yeux la suivirent, tandis qu'elle se dirigeait vers la porte latérale, ouverte sur le pont ; et ils la contemplèrent avec une sorte d'avidité, comme s'ils voulaient photographier inaltérablement dans leur mémoire la femme, les atours et les perles, ces merveilles de l'art et de la nature. Curieux d'entendre ce qu'ils diraient quand elle serait sortie, je restai dans le vestibule sans faire semblant de rien.

— Comme elle est belle ! soupira la Génoise.

Et je ne pus savoir si elle voulait parler de la dame ou de la robe. Mme Feldmann, en raison de sa richesse, était élevée comme une reine au-dessus de la jalousie féminine.

Une autre dame commença l'éloge de la toilette ; et elle entra sur ce sujet dans de minutieux détails, peut-être pour montrer qu'elle se connaissait en vêtemens de grand luxe et de haut prix. Sur quoi, le joaillier intervint.

— Le vêtement n'est rien, déclara-t-il. Mais les perles !... Ah ! ces perles, ces perles ! Sûrement, elles ont appartenu à quelque rajah hindou. Des perles comme celles-ci, on n'en voyait autrefois que chez les souverains de l'Inde !

X

Une demi-heure après, tandis que je me promenais sur le pont avec le docteur, survint la belle Génoise qui me pria de demander à Mme Feldmann si elle consentirait à jouer un peu de musique de danse.

— Volontiers, répondis-je. Mais où est-elle ?

— Là-haut, dans le salon ; et elle touche du piano. N'entendez-vous pas ?

Il nous arrivait en effet du salon, par ondes légères et intermittentes, des fragmens de mélodie. Je quittai le docteur, montai au salon avec la Génoise et communiquai à l'auguste dame l'humble requête de ses admiratrices et de ses admirateurs. Elle consentit ; et aussitôt quelques couples commencèrent à tourner en cadence, sur un air de valse, tandis que je rejoignais l'amiral dans un coin.

— Comme elle est fraîche, tranquille et gaie ! lui murmurai-je

à l'oreille, en regardant Mme Feldmann. Qui dirait qu'hier soir...

— Ah! ces femmes de la haute société ! repartit l'amiral, sans détacher ses yeux des couples dansans. Une belle robe est pour elles comme une fanfare pour les soldats. Quand elles l'ont sur le corps, elles oublient tout, chagrins, maladies, âge...

Puis je lui racontai brièvement l'entretien que Mme Feldmann avait eu avec ma femme dans la matinée; mais, lorsque je lui dis que cette dame craignait que son mari ne fût un peu fou, je vis un sourire effleurer ses lèvres.

— Pourquoi souriez-vous? demandai-je.

— Pour rien... Comme ça... C'est curieux!...

Et il redevint muet, regardant la danse, tandis que je ramenais la conversation vers le sujet que nous avions discuté au dîner. Et voilà que soudain la machine se mit à siffler, rauque, sourde, pour annoncer longuement à nous tous, qui n'y pensions plus, que la ligne idéale, frontière irréelle entre les deux moitiés de la planète, était franchie! Les danses s'interrompirent aussitôt; Mme Feldmann se leva; nous nous précipitâmes sur le pont; à la troisième classe, des entrailles profondes et des retraites cachées du navire hommes et femmes débouchèrent pour voir le *Cordova* naviguer dans l'hémisphère boréal; des cris de joie résonnèrent dans la nuit. Mais la nuit était aussi obscure que d'habitude; au haut du ciel, les étoiles brillaient avec leur splendeur accoutumée, silencieuses; ni plus lent, ni plus rapide que d'ordinaire, le *Cordova* fendait avec un bruit de cascade les eaux infinies que l'on entrevoyait à peine. Nous avions changé d'hémisphère, mais rien n'était changé dans le monde. Nous clamions à l'Univers notre allégresse, du fond de la nuit, au milieu de l'Océan, sur la fragile coquille de fer qui nous portait; mais la face impassible de l'obscure immensité ne s'altérait pas du plus imperceptible frémissement.

Peu à peu, après avoir bien regardé en bas, à droite, à gauche, après nous être bien convaincus que, si nous avions changé d'hémisphère, rien pourtant n'était changé autour de nous, nous commençâmes à nous disperser un à un dans le bateau, pour jouir de la soirée. Depuis quelque temps, ma femme et moi, nous étions à l'écart, sur le pont de promenade, causant de la discussion précédente, lorsque survint Mme Feldmann. Elle s'assit à côté de nous, commença par l'indispensable préambule — quelques phrases banales, sur le temps, sur la mer, sur la soi-

rée ; — puis elle me demanda si, à New-York, on ne m'avait rien raconté, touchant son mari, qui pût lui fournir quelque lumière. Je répondis la vérité, c'est-à-dire négativement; et ensuite je lui demandai à mon tour, sur le ton de la plaisanterie, s'il était vrai que son mari ressemblât à Néron.

— Laissons de côté la cruauté, dis-je avec un sourire. Mais Néron était un être faible, hésitant, peureux. Or un banquier peut être tout ce que vous voudrez, un vautour ou un coupeur de bourse ; mais il doit avoir de l'énergie...

Tandis que je parlais ainsi, Mme Feldmann était fort occupée à étendre avec ses deux mains, sur son genou gauche, un coin de son voile blanc.

— Vous en êtes bien sûr? répondit-elle avec lenteur, en levant les yeux sur moi et en me regardant avec un fin sourire.

— Mais sans doute! m'écriai-je, sur un ton un peu professoral. Les banquiers sont les *condottieri* du monde moderne.

— Pour vous, savans, qui regardez les choses de haut; mais pour les femmes qui sont obligés de vivre avec eux jour et nuit.... cela n'est pas aussi certain.

— Voulez-vous nier, insistai-je, que les Morgan, les Rockfeller, les Underhill soient des hommes à poigne?

— Quant à Underhill, interrompit-elle vivement, celui-là, oui, c'était un grand homme!

— Vous l'avez connu? interrogea ma femme. Nous devions déjeuner avec lui, à New-York, trois mois avant sa mort. Je ne me rappelle plus quelle circonstance nous en a empêchés.

— Underhill, répondit Mme Feldmann, était notre ami intime. La banque Loventhal est une de celles qui aidèrent Underhill à réorganiser le *Great Continental*.

— Quel homme était cet Underhill? demanda Gina. M. Otto Kahn nous a raconté que c'était un homme très intéressant...

— Un homme extraordinaire! déclara résolument Mme Feldmann. Mais comprenez-moi bien : il n'était pas homme du monde pour un centime. Il n'aurait pas su faire de différence entre la toilette que je porte et les vêtemens de cette Américaine mariée à ce jeune docteur... Et pourtant, que de fois j'ai répété à mon mari : « Celui-là, c'est un homme! »

Je pensai à part moi : « *Celui-là, c'est un homme!* Mais alors, qu'était donc le mari? » Et je lui posai une question. Quand avait-elle connu Underhill?

— Il y a quinze ans, répondit-elle. Je me rappelle encore le jour où mon mari me dit d'inviter à dîner M. Richard Underhill. Je dois avouer que je n'avais jamais entendu ce nom-là, et je demandai qui était ce monsieur. « Un *stock-broker* à moitié mort de faim, me dit M. Feldmann. C'est mon oncle qui veut à toute force que je l'invite. » *Stock-broker*, oui; mais à demi mort de faim, non pas, comme je l'ai su plus tard; il avait déjà fait une fortune à la Bourse, petite en comparaison de celle de mon mari, minime en comparaison de celle qu'il fit par la suite; mais, en somme, cette fortune, il l'avait faite lui-même : car il était de famille très modeste. Seulement mon mari méprise les hommes plus pauvres que lui, lorsqu'ils ne sont pas disposés à être ses serviteurs. De tous ses défauts, c'est l'un de ceux qui m'ont le plus choquée.

— Il paraît que votre mari ne manque pas de défauts, lui dis-je en plaisantant, et il me semble que vous n'êtes pas une femme indulgente.

— Vous voulez dire, insinua-t-elle d'un air vraiment candide, que je suis sincère!

— Sincère et sévère, répliquai-je, comme le sont souvent les saints, les rois, les princes, les grands seigneurs, les femmes trop belles et trop adulées...

— Et auquel de ces titres ai-je mérité d'être admise au nombre des personnes douées de ce tempérament? me demanda-t-elle avec un malicieux sourire.

— Procédez par exclusion, répondis-je. Êtes-vous une sainte? une reine? une princesse?... Non. Par conséquent...

— Mais vous reconnaîtrez, j'espère, que cette sévérité est une vertu ?

— Cela dépend.

— Cela dépend de quoi ?

— Voici. D'habitude, les personnes ainsi faites aiment avec ardeur la justice, et cela est bien. Mais le mal est que, parfois aussi il entre dans leur amour de la justice un tantinet d'orgueil et d'arrogance : car, — soyons justes ! — il faut un peu d'orgueil et d'arrogance pour se croire capable de juger ses semblables en toute occasion et sans appel.

— Merci du compliment! Vous me dites par là que je suis une femme vaine, sotte et arrogante.

— Vaine et sotte, non pas! Mais légèrement orgueilleuse et

un tant soit peu arrogante... peut-être. Je réserve mon jugement. Il faudra voir. Cependant, revenons à Underhill. Je suppose qu'il a eu l'honneur d'être invité à dîner chez vous après avoir réussi à se faire élire président du *Great Continental?*

— Précisément. Vous savez sans doute qu'avant cette élection aucun des magnats de la finance américaine n'aurait consenti à traiter Underhill comme un égal. Personne ne voulait de lui à ce haut poste. Mon mari, je l'ai su depuis, était un des plus acharnés. Mais Underhill fit tant et parla si fortement qu'il emporta la place. Ce fut à cette occasion que les principaux intéressés dans ce chemin de fer donnèrent chacun un grand dîner, pour fêter la paix. Quant à moi, je ne me suis jamais occupée des affaires de mon mari; aussi avais-je attribué peu d'importance à ses paroles. Mais, deux jours avant le dîner, je rencontrai Otto Kahn. Vous le connaissez, je crois. La banque Kahn Loeb était engagée, elle aussi, dans l'entreprise du *Great Continental*, et, en causant, je dis à Otto Kahn que je recevrais à dîner un certain Underhill. « Un certain Underhill! me répondit-il en riant. Mais, dans quelques années, il sera le Napoléon de la finance américaine. Cet homme-là étonnera le monde! » Or, savez-vous quelles furent les paroles de mon mari, quand je lui rapportai le propos d'Otto Kahn? « Ce Kahn n'a pas le sens commun! » Mais cela n'est rien. Le plus comique, c'est qu'ensuite... Ah! quand j'y repense...

Et elle éclata de rire.

— Vous qui croyez que tous les banquiers sont des lions, reprit-elle, écoutez ceci. Quelque temps après le dîner, mon mari rentra un jour à la maison avec une mine!... Il était hors de lui. J'avais à peine eu le temps de lui demander s'il se sentait malade, quand il s'écria : « J'avais bien dit qu'il était fou, fou, fou à lier! » Et il assénait des coups de poing sur la table, allait brusquement d'un fauteuil à un autre, renversait des livres. Le fou, c'était lui-même, et non pas Underhill. Car il voulait parler de celui-ci. Or savez-vous ce qui était arrivé? Underhill était allé faire une tournée d'inspection sur le *Continental*, afin d'étudier les mesures qu'il conviendrait de prendre pour remettre d'aplomb ce chemin de fer depuis tant d'années en déconfiture; il était resté quinze jours sans donner de ses nouvelles; et, au bout de quinze jours on avait tout à coup reçu de lui un télégramme ainsi conçu : « Il faut trente millions de dollars. »

C'était pour trente millions de dollars que mon mari perdait ainsi la tête !

— Il n'y allait pas de main morte, votre Underhill ! ne pus-je m'empêcher d'observer.

— Et il avait raison, me déclara-t-elle avec force. Si les banquiers ne savent pas risquer leur argent, à quoi servent-ils ?

— Prétendiez-vous qu'on lui expédiât ces cent cinquante millions par mandat télégraphique ?

— Non, répondit-elle en riant. Mais il fallait y mettre un peu d'empressement, de hardiesse, de confiance. Et au contraire... Underhill dut rentrer à New-York pour expliquer l'affaire, pour convaincre les gens. Il fallait alors voir mon mari ! Pendant quinze jours il ne mangea plus, ne dormit plus, d'angoisse ; et, à dire vrai, les autres aussi ne savaient que faire, même l'oncle qui pourtant est un homme sérieux. Ils redoutaient que le chemin de fer ne fît une nouvelle faillite au bout de deux ou trois ans... Eh bien ! trois ans plus tard, ils avaient gagné plusieurs centaines de millions par la vente des actions.

— Et Underhill était devenu un grand homme ! ajoutai-je.

— Il l'avait bien mérité !

— N'oublions pas cependant, repris-je, que la chance y fut pour quelque chose. Tout juste à cette époque, les céréales commencèrent à renchérir. La prospérité revint dans ces régions que la crise de 1893 avait dévastées. La guerre des Philippines arriva aussi fort à propos. Bref, en quelques années, le trafic du chemin de fer tripla ou quadrupla. Les circonstances ont beaucoup favorisé Underhill. S'il s'était trompé...

— Mais il ne s'est pas trompé ! Son génie avait deviné que les temps changeaient...

— L'avait-il réellement deviné ? Ou est-il allé de l'avant un peu à l'aveuglette, pour tenter l'inconnu, comme on fait si souvent ?

— Vous n'auriez pas ce doute si vous l'aviez entendu discuter avec mon mari... C'est une chose bizarre, ajouta-t-elle après un moment de réflexion. Mon mari est un puits de science, et c'était merveille de l'entendre démontrer que les territoires du *Continental* étaient et devaient rester de vrais déserts pendant des siècles ! Lorsqu'il parlait, moi qui ne suis qu'une pauvre femme ignorante, je trouvais impossible qu'il n'eût pas raison. Et au contraire... Comment expliquez-vous cela ?

Au lieu de fournir l'explication demandée, j'adressai moi-même à Mme Feldmann, qui me paraissait en veine de confidences, une question sur les études de son mari.

— Il a étudié en Allemagne, à Bonn, je ne sais combien de temps, me dit-elle, et ensuite à Paris, à l'École des Sciences politiques. C'était, paraît-il, un excellent élève, et je n'en doute pas : car il n'est heureux qu'au milieu des livres.

— A présent encore?

— Si vous saviez combien il lit et combien il écrit! s'exclama-t-elle en levant les mains pour exprimer l'effroi. Ah! quand je songe aux premières années de notre mariage et à toutes les larmes que m'ont fait pleurer ces maudits livres! Même en voyage il en emportait une caisse! Et partout, sur le navire, à Paris, dans une ville d'eaux, dès qu'il était installé, ne fût-ce que pour huit jours, il ouvrait vite sa caisse et se mettait à lire, à écrire. A combien de spectacles, de musées, de divertissemens ai-je dû renoncer, parce que c'était vraiment pour lui un trop pénible sacrifice de quitter sa table de travail! Ce n'était pas folichon, je vous assure... Et puis, peu à peu, je m'y suis habituée.

Et elle soupira. Sur ce, je crus pouvoir risquer une autre question vraiment un peu indiscrète :

— M'est avis, dis-je, que ce n'était pas un mari fort tendre?

Mais soudain je sentis que Mme Feldmann regimbait et pour ainsi dire m'échappait des mains.

— Vous faites erreur, répliqua-t-elle en rougissant imperceptiblement. Il était le modèle des maris.

Et elle revint tout de suite au sujet par lequel notre conversation avait commencé.

— Underhill, lui, était un esprit très simple, médiocrement cultivé, presque enfantin. Et pourtant il a compris ce que n'avait pas compris mon mari avec toutes ses études. Comment expliquez-vous cela?

— L'intuition, madame, est un don de Dieu; l'érudition est un acquêt de l'homme.

— C'est vrai, c'est vrai, murmura-t-elle après un instant de réflexion silencieuse. Devinez un peu ce que j'ai dit un jour à mon mari...

Et elle se mit à rire; puis elle expliqua :

— Underhill était plus âgé d'un certain nombre d'années

que M. Feldmann. Eh bien! je dis à mon mari qu'Underhill me paraissait un jeune homme de vingt ans, et lui, un vieillard de quatre-vingt-dix ans.

— Joli compliment, ma foi!

— Le fait est, ajouta-t-elle, qu'il me garda rancune pendant trois jours. Et néanmoins, cette fois encore, j'avais raison!

— Comme toujours!

— Ne vous moquez pas de moi. Oui, j'avais raison : mon mari est aussi pessimiste et défiant que l'autre est optimiste, confiant et gai.

— L'un est Américain, dis-je, et l'autre est Européen... Permettez-moi de vous faire observer qu'en ce moment vous admirez en la personne d'Underhill cette Amérique à laquelle vous reprochiez l'autre jour d'être barbare. Ce courage, cette impétuosité, cette énergie sont précisément les qualités...

— Des Américains? interrompit-elle brusquement, en haussant les épaules avec un geste de mépris. Vous croyez cela, vous aussi, comme le croient tant d'Européens? Et pourquoi? Parce que les Américains gagnent beaucoup d'argent? Comme s'il fallait de l'audace et de l'énergie pour gagner de l'argent!

— Un peu, ce me semble, madame, et même beaucoup, par malheur.

— Mais mon mari lui-même n'en a-t-il pas gagné des quantités en Amérique?

Un acharnement si impitoyable m'irrita, et, pour défendre ce mari inconnu, je protestai :

— Les millions lui tombent donc du ciel, à votre mari?

— Mais non, mais non! répliqua-t-elle avec un mouvement d'impatience. Il a le talent de choisir les hommes, voilà tout... Des hommes possédant les qualités qui lui manquent... Il les déteste, ces hommes-là; mais il sait se servir d'eux et cacher derrière leurs épaules ses propres faiblesses. Voilà comment il a fait croire à nombre de gens qu'il est un grand financier. Pour cela, non, il ne manque pas d'intelligence... Comme pour tout le reste, d'ailleurs. Mais ce que je ne réussis pas à m'expliquer, c'est la facilité avec laquelle il se persuade à lui-même qu'il est ce qu'il n'est pas : tout comme Néron, qui avait l'illusion d'être un grand artiste. Quand une affaire a réussi, si vous voyiez comme il oublie qu'il avait déconseillé de l'entreprendre! Un jour, après le triomphe d'Underhill, je lui rappelai son déses-

poir au sujet du fameux télégramme des cent cinquante millions. Quelle scène furieuse il m'a faite !

« Elle était jolie, la concorde inaltérable ! » pensai-je à part moi. Mais l'étonnement parut dans mes yeux avec tant d'évidence que Mme Feldmann s'interrompit soudain pour me demander :

— Quoi donc? Pensez-vous que j'aurais dû me taire?

— Je ne dis pas cela, répondis-je, un peu embarrassé. Cependant, pourquoi lui rappeliez-vous cette circonstance?

— Pourquoi? Votre question est bien bonne !... N'était-il pas juste de la lui rappeler? Un homme a-t-il le droit de s'attribuer le mérite d'un autre?

— Non, sans doute ; mais...

Je me tus, et je la regardai.

— Mais quoi? reprit-elle avec un sourire à demi hautain et à demi rieur, en redressant avec énergie sa tête mignonne et belle. Je ne suis pas, moi, une personne accommodante. Des transactions, des hypocrisies, des mensonges? Jamais ! C'est pour cela peut-être que j'avais raison de ne vouloir point l'épouser; et j'ai eu tort de céder à mes parens. Mais j'étais si jeune !

— Ah ! fis-je, cette fois sans arrière-pensée. Vous ne vouliez pas l'épouser?

Elle rougit de nouveau, imperceptiblement; mais, au lieu de me répondre, elle se leva et, ramenant son voile autour de ses épaules :

— Excusez-moi, dit-elle. Il faut que je rentre. Je commence à sentir l'humidité de la nuit...

Ma femme et moi nous nous levâmes aussi, tandis que je me disais : « J'ai bel et bien compris maintenant pourquoi ton mari veut divorcer. Ce n'est pas un problème difficile à résoudre. » Puis, comme nous nous souhaitions le bonsoir, je vis de plus près son fil de perles. Alors, pour dire quelque chose et pour la quitter sur un compliment :

— Je dois vous avertir, madame, ajoutai-je, que ces perles sont autant que la personne qui les porte l'objet de l'admiration universelle. Un joaillier qui est à bord affirme qu'elles viennent sûrement du trésor de quelque prince hindou.

De ma vie, je n'oublierai l'éclat de rire qui répondit à ce compliment bien tourné.

— Vous ne devinez pas pourquoi je ris? me dit-elle ensuite.

Ce sont des perles fausses! Mon collier de perles vraies, pareil à celui-ci, est à Paris, dans un coffre du Crédit Lyonnais. Il y a six mois je suis revenue seule au Brésil, et je n'ai pas voulu apporter avec moi mes bijoux.

— Je comprends maintenant... commençai-je à dire...

Je m'étais rappelé Lisetta et la façon dont son pied avait traité ce collier. Mais je m'arrêtai à temps.

— Que comprenez-vous? me demanda Mme Feldmann, curieuse.

— Rien, rien... C'est une merveilleuse imitation.

Mais Mme Feldmann fit une réflexion plus philosophique :

— Ce que c'est que l'idée! On ne devrait jamais porter que de fausses perles. Si le monde vous attribue une fortune suffisante pour en avoir de vraies, il croit vraies même celles qui sont fausses; et, s'il ne vous attribue pas assez de fortune, il croit fausses même celles qui sont vraies.

Et, sur ce, elle s'en alla. Je dis alors à ma femme :

— Elle déteste positivement son mari.

Mais, en ce moment, Cavalcanti survint.

— Venez, venez, Ferrero, me dit-il. Rosetti a repris avec Alverighi cette discussion sur le progrès que nous avions à peine entamée...

Nous passâmes sur l'autre bord du navire. Au milieu du pont de promenade, non loin des escaliers qui montent au pont supérieur, sous la pluie mélodieuse de notes et d'accords qui tombait du salon d'en haut où l'on continuait à danser, Rosetti, Alverighi, l'amiral étaient assis en groupe. « Non, non, non! » Telle fut la première phrase que j'entendis, en m'approchant. C'était Alverighi qui parlait avec animation. Gina s'assit sur le fauteuil que Cavalcanti avait laissé vide pour venir à notre rencontre; lui et moi, nous apportâmes d'autres sièges et nous prîmes place dans le cercle.

— Non, vous dis-je! continua Alverighi. On ne peut pas comparer les peuples, et l'idée même d'une civilisation raffinée doit être extirpée des cerveaux par le fer et par le feu. Une civilisation raffinée, si elle n'est pas un vice, est à tout le moins un mensonge, une illusion, un charlatanisme. Il n'y a et il ne peut y avoir ni criterium esthétique, ni criterium moral du progrès. Là est l'erreur de Mme Ferrero et de M. Cavalcanti.

— Vous prétendez donc, reprit Rosetti, qu'au point de vue

du progrès, il n'y a pas de différence incontestable entre la toile peinte d'une baraque de foire et la *Transfiguration?* entre Gasparone et saint François ? entre les vêtemens des femmes de chambre du bord et ceux de Mme Feldmann ? entre le vin que boivent les émigrans et le champagne que nous avons bu ce soir ? entre la viande des races que l'Argentine a sélectionnées avec tant de soin, depuis plusieurs années, et celle du bétail qu'autrefois elle se contentait de confier à la grâce de Dieu, dans les pâturages naturels ?

Un peu gêné, Alverighi répondit :

— Je ne dis pas cela... Une affirmation doit toujours être entendue sous certaines réserves, interprétée avec un certain bon sens... Oui, même dans les arts et dans la morale, il y a du progrès possible; mais, — comment dirai-je? — ce progrès est plus lent et moins continu; les différences ne s'aperçoivent qu'à de grandes distances, après beaucoup de temps... Je ne sais si je m'explique d'une façon claire...

— Si j'ai bien compris, vous voulez dire que l'on n'a pas encore trouvé un calcul infinitésimal qui permettrait de mesurer les différences minimes dans les qualités des choses ; que, par conséquent, tout ce qu'il est possible d'apercevoir, ce sont les différences très apparentes ; qu'en deçà d'une certaine perfection, les degrés se confondent, ne se discernent plus, de sorte que chaque objet peut être jugé également beau et bon...

— Parfaitement, parfaitement! C'est bien là ce que je voulais dire! interrompit Alverighi. Et cela peut nous aider aussi à comprendre pourquoi les hommes ont mis tant de siècles à perfectionner les arts, les religions, les législations, avant de s'élancer à la conquête de la terre. Ce qui était urgent, au début, c'était de sortir de la grossièreté primitive. Au début, l'histoire s'est peut-être moins trompée que je ne le supposais. Mais à présent, mais à présent? N'y a-t-il donc personne qui s'aperçoive qu'une ère nouvelle, qu'une histoire née d'hier a commencé, le jour où, en Amérique, l'homme s'est mis à exploiter les espaces sans bornes, les plaines sans limites, les horizons infinis? Jusqu'au siècle dernier, avant l'invention de la locomotive, des chemins de fer et de tous les engins mus par la vapeur et par l'électricité, tant que l'homme fut réduit à travailler avec ses bras et à marcher avec ses jambes ou avec celles de quelques animaux un peu plus rapides que lui, l'humanité se perdait,

disparaissait presque dans les vastes plaines, était comme absorbée par l'immensité des continens ; et, de toute nécessité, elle se massait sur le pourtour des terres, sur leur marge quasi filiforme. Voilà pourquoi, madame, tant de civilisations antiques fleurirent, comme vous le faisiez remarquer, sur des territoires exigus et stériles, tandis que les régions les plus fertiles, celles-là mêmes sur lesquelles l'homme aurait pu se multiplier et multiplier à l'infini les richesses du monde, restaient à peu près désertes. Mais aujourd'hui, le miracle est advenu ; et ne me forcez pas de répéter qu'il n'est pas vrai que les peuples sérieux de l'Europe aient renoncé à imposer leurs arts à l'admiration du monde, puisque la France raffine les élégances d'une civilisation exquise. Mais de ces élégances le monde ne sait plus que faire. Dans l'Amérique, l'homme a appris à entrer en lutte avec d'énormes continens, et désormais il doit conquérir l'Asie, l'Afrique, l'Australie. Dévier le Niger et le jeter dans le Sahara, voilà ce qui vaudrait beaucoup mieux pour la France que de conserver les traditions de la bonne cuisine ou de la sculpture classique. Cela, c'est le vrai progrès, celui qui peut être mesuré mathématiquement : — superficies cultivées, chevaux-vapeur, population, nombre et puissance des machines, rapidité des trains, statistiques d'importation et d'exportation. — Deux et deux font quatre : voilà une vérité que personne ne révoquera en doute, j'imagine !

Rosetti écoutait, grave, attentif, en frisant sa petite barbiche avec le pouce et l'index. Lorsque l'avocat eut terminé, il le considéra quelques instans en silence ; puis, d'un air placide et d'une voix un peu basse :

— Si je vous ai bien compris, répondit-il, nous n'aurions du progrès qu'un concept quantitatif, s'exprimant par des nombrès. Telles sont, ce me semble, vos idées, traduites dans le langage des philosophes. Quant aux qualités des choses, par exemple la beauté et la bonté, elles ne seraient pas susceptibles de mesure précise, ni non plus, par conséquent, de comparaisons certaines. Or le progrès suppose nécessairement un plus et un moins ; donc...

— C'est tout à fait cela ! approuva Alverighi. Nous sommes d'accord.

— Donc, poursuivit Rosetti, tant que les hommes ont voulu raffiner la civilisation, c'est-à-dire améliorer la qualité des

choses, avoir des plaisirs plus exquis, des arts plus beaux, des religions plus saintes, des lois plus justes, l'idée du progrès demeura vague et le monde avança d'un pas lent et incertain : car on ne discerne plus les différences infinitésimales du beau et du bien, et, au delà d'une certaine perfection, les degrés se confondent.

— A merveille ! s'écria encore Alverighi. A merveille ! Et au contraire, l'idée du progrès a été une règle sûre pour l'action, depuis le jour où l'homme a entrepris de conquérir la terre. Deux et deux font quatre ! Non, cette vérité-là, jamais personne ne la révoquera en doute !

— D'accord, reprit Rosetti. Le signe le plus manifeste du progrès sera donc l'accroissement des richesses. Les richesses peuvent se mesurer avec facilité et avec exactitude.

— Fort bien !

— Le progrès consiste à produire toujours davantage. Mais consiste-t-il aussi à consommer toujours davantage ?

Alverighi dut pressentir dans cette question un piège : car, au lieu de répondre directement, il se déroba.

— Je ne saisis pas bien votre idée, fit-il. Que voulez-vous dire ?

— Que produire davantage soit un progrès, je comprends cela. Mais consommer davantage ? Voilà Mme Ferrero qui le nie ; et ce qu'elle pense à présent, déjà les anciens le pensaient. Pour les anciens, — n'est-il pas vrai, monsieur Ferrero ? — tout accroissement des besoins et du luxe sentait la corruption. Et il est possible que cette opinion soit exagérée ; mais êtes-vous d'humeur à soutenir l'opinion contraire et à prétendre que consommer davantage soit toujours un signe de progrès ? que, par exemple, l'homme qui boit une bouteille de vin à son déjeuner et encore une autre à son dîner, soit plus parfait que l'homme qui n'en boit qu'un demi-verre ? ou que l'oisif qui gaspille cinq cent mille francs par an vaille mieux que l'artisan laborieux qui ne peut dépenser dans l'année que les deux ou trois mille francs qu'il a gagnés avec peine ? ou que nous l'emportions sur les Romains par cela seul que nous fumons du tabac de Cuba, que nous buvons du thé de la Chine, du café de São Paulo, du chocolat et quantité d'autres boissons qu'ignoraient les personnages de l'histoire romaine ?

— Non, je ne le crois pas, répondit Alverighi.

— Il est donc bien clair, reprit Rosetti, qu'il n'y a que certains besoins dont l'accroissement est un signe de progrès. Ces besoins, voulez-vous que nous les appelions « légitimes ? » Alors le progrès consistera donc à accroître la richesse et, par conséquent, à conquérir la terre dans la mesure où cette richesse et cette conquête serviront à satisfaire des besoins légitimes. Si nous entreprenions de conquérir la terre sans autre but que de nous livrer sur les territoires conquis à une orgie effrénée, une pareille conquête ne serait pas un progrès, sans doute? Dites-moi donc où est le critérium par lequel on peut distinguer les besoins légitimes et les illégitimes, ceux dont la satisfaction est un progrès et les autres.

Après un court silence, Alverighi, de nouveau embarrassé, finit par dire :

— Répondre ainsi, *stans pede in uno*, n'est pas chose facile. Une formule générale... Peut-être serait-il plus aisé de répondre cas par cas.

— Mais comment ferez-vous pour juger chaque cas particulier, si vous n'avez pas dans l'esprit une règle générale? demanda Rosetti.

Alverighi demeura encore perplexe un instant, puis, d'un ton brusque :

— Mais, en somme, demanda-t-il, où voulez-vous en venir?

— A conclure que Mme Ferrero avait raison, lorsqu'elle affirmait que les machines n'auraient pas été inventées si nos besoins ne s'étaient pas accrus à tel point que les mains de l'homme ne suffisaient plus à les satisfaire. Or, vous, vous identifiez les machines avec le progrès. Et alors, moi, je fais un pas en avant et je dis que les machines ne sont un progrès que dans la mesure où elles servent à satisfaire des besoins légitimes — c'est ainsi, n'est-ce pas, que nous les avons nommés ? Il s'agit donc maintenant de savoir quels sont les besoins légitimes. Mais comment faire pour le savoir? Il est évident que ce qui arrive pour la beauté arrive aussi pour les besoins. De même qu'est beau pour moi ce qui me plaît ou ce que j'ai intérêt à considérer comme beau, de même chaque homme juge légitime, noble, très digne d'être satisfait, tout besoin qu'il éprouve lui-même avec force ou qu'il a intérêt à propager autour de lui. J'ai donc peur que l'idée de progrès ne soit, elle aussi, une idée retournable, c'est-à-dire une illusion, comme la

beauté qui dépend de l'intérêt. Cette idée, chacun se la façonne à sa guise, selon son bon plaisir. Pour un philosophe, l'indice du progrès sera l'accroissement du nombre des têtes qui s'intéressent aux grands problèmes de la métaphysique ; pour un cordonnier, ce sera la diminution du nombre des pieds déchaux ; pour un marchand de thé, ce sera la multiplication des *five o'clock*. Vous avez démontré que notre époque est la plus progressive qu'on rencontre dans l'histoire ; mais, en retournant vos argumens, on pourrait tout aussi bien soutenir que nous sommes en décadence. Vous disiez tout à l'heure que les États-Unis sont jeunes et que la France est vieille. Et si je renversais votre thèse ? S je soutenais que, pour un peuple, il vaut mieux être vieux qu'être jeune ?

— C'est ce que je serais curieux d'entendre, dit Alverighi avec une incrédulité mêlée d'impatience et de sarcasme.

— Cela ennuyerait les personnes présentes, objecta Rosetti.

Nous protestâmes que cela ne nous ennuierait pas du tout ; et, tandis qu'Alverighi se taisait, Rosetti, après s'être défendu quelques instans, céda.

— Que les États-Unis soient jeunes, qui pourrait en douter ? commença-t-il. Pour s'en convaincre, il suffit de songer à la rapidité de leur développement. En cinquante ans, par les armes, par les machines, par le peuplement, par la langue, ils ont soumis à leurs lois et à leur civilisation un continent vaste comme l'Europe. Et ils s'accroissent encore : ils pénètrent par la force de l'argent au Mexique, par l'immigration au Canada ; en un clin d'œil, par delà le Pacifique, ils ont agrippé les Philippines, et, des Philippines, ils surveillent le Japon, observent l'empire chinois. Mais la France, au contraire ! On dirait qu'elle ne réussit pas à sortir de son étroit territoire ; elle y végète, comme le revendeur dans sa petite boutique, en fabriquant quoi ? des vêtemens de femme, des corsets, des chapeaux, de la parfumerie, des peignes, des bijoux et autres frivolités, bagatelles et fanfreluches, — pour ne point parler de certaines de ses ressources qui sont pires que frivoles ! — Elle cultive les arts, c'est vrai ; admettons même, si vous voulez, qu'elle les cultive d'une admirable façon, quoique... Mais, en fin de compte, le monde a droit d'exiger d'un peuple de quarante millions d'hommes autre chose que des statues, des tableaux, des meubles élégans, surtout quand ce peuple possède un vaste empire colo-

nial. Or la France... Que fait la France de ses colonies ? Elle se contente de les couver amoureusement des yeux, mais comme un amant timide, sans oser y toucher; elle conçoit mille projets, les abandonne, les reprend ; et finalement elle se résout à en exécuter un, mais avec quelle prudence, grand Dieu ! C'est dans mille ans peut-être que cet empire-là sera un empire. Ah! si c'étaient les Américains ! La France se dépeuple, tandis que les États-Unis, en une seule année, ont reçu de l'Europe et de l'Asie jusqu'à un million d'hommes et ont donné à tous du travail. Vous me dispenserez d'insister sur l'indiscipline qui, en France, s'infiltre dans toutes les classes sociales, et sur le vice de l'alcoolisme, et sur l'accroissement de la criminalité. Mais les conflits religieux et philosophiques? En Amérique, religions, sectes et doctrines vivent en paix : Chicago, la ville du blé et des porcs, a convoqué, au cœur des immenses et fécondes plaines de l'Ouest, les religions à un congrès universel. La France au contraire est une nouvelle Byzance : les catholiques, les protestans, les juifs, les francs-maçons, les libres penseurs, les socialistes, les anarchistes s'y combattent furieusement à propos de Dieu, de la justice, de l'État, de la morale, des principes de l'éducation ; et cela signifie que la France n'a plus ni religion, ni justice, ni État, ni morale, ni éducation. Pourquoi ? Parce qu'elle vieillit; parce qu'au lieu de prendre part à cette nouvelle et magnifique geste qui est la conquête de la terre, elle se claquemure dans son coin pour disputer sur des problèmes insolubles. L'Amérique, elle, conquiert le monde; elle travaille et elle est tolérante; au lieu de disputer, elle poursuit son œuvre.

— Tout cela me paraît vrai, très vrai ! dit Alverighi.

Rosetti ralluma son cavour, qui s'était éteint pendant qu'il parlait; et, lorsqu'il eut agité en l'air son allumette, pour l'éteindre :

— Tout cela vous paraît vrai ? continua-t-il. Attendez un moment, et je renverse tout. Je ne veux pas nier que les États-Unis aient fait de grandes choses ; mais par quels moyens, s'il vous plaît? Leurs quatre-vingts ou quatre-vingt-dix millions d'hommes, — je ne sais pas le nombre exact, — ont besoin d'être au large. Neuf millions de kilomètres carrés, — un territoire plus vaste que l'Europe ! — ne suffisent pas à cette population : elle ronge le Mexique et le Canada, elle a pris les Philippines et elle a des visées

sur l'Amérique du Sud. « Tout beau, messieurs ! a-t-on envie de leur dire. Vous n'êtes pas seuls au monde. Voyez plutôt ce que la France a fait sur un territoire qui, n'ayant pas beaucoup plus de cinq cent mille kilomètres carrés, est à peine aussi grand que l'un de vos États. Ce territoire nourrit quarante millions d'hommes. Sans prodigalités américaines, certes ; mais fut-il jamais louable de jeter l'argent par les fenêtres ? La France maintient vivace et robuste la plus complète des civilisations, puisque rien n'y manque, ni la littérature, ni l'art, ni la science, ni la philosophie, ni la politesse des mœurs, ni la civilité des manières, ni la force des armes, ni l'agriculture, ni l'industrie, ni le commerce, ni la banque. Elle s'occupe de civiliser de nouveaux territoires, entre autres ceux qui, en Afrique, appartenaient à Rome. « Trop lentement, » dit-on. Mais cette lenteur est naturelle, puisque la France se propose, non seulement d'exploiter des terres, des mines et des marchés, mais de transformer l'âme et l'intelligence des peuples. Que dis-je ? Ce n'est pas uniquement sur la terre, c'est aussi dans les airs que la France ouvre de nouvelles voies à l'homme. N'est-ce pas elle qui nous a enseigné à voler ? Non, sans doute, la France ne connaît pas la tolérance américaine ; mais il faut l'en louer : car la tolérance américaine est fille du matérialisme. Personne, en Amérique, ne se préoccupe des croyances d'autrui, et tout le monde vit en paix, parce que tout le monde préfère aux biens idéaux les biens matériels. « Mais l'indiscipline, objecte-t-on encore, l'alcoolisme, le nombre croissant des divorces... » A quoi je réponds : la vie ressemble, non au jet régulier d'une élégante fontaine de jardin, mais aux tourbillons d'une cascade ; et, dans une certaine mesure, le désordre n'est que l'impétuosité même avec laquelle la vie se porte du passé vers l'avenir. Du reste, laquelle de ces deux choses vous paraîtrait la meilleure : ou que dans toute l'Amérique septentrionale la population devînt dense comme en France, et qu'un Paris s'élevât au centre de chaque demi-million de kilomètres carrés ? ou que, sur tout le territoire de l'Europe, quatre-vingts ou quatre-vingt-dix millions d'hommes vécussent au large ? Il est vrai qu'en cinquante ans les Américains ont conquis un continent aussi vaste que l'Europe ; mais ils y ont laissé derrière eux des déserts immenses. En comparaison de cette prise de possession hâtive et sommaire, combien plus assurée, quoique plus lente, a été la conquête de l'Europe

accomplie pas à pas, sans que l'on ait laissé derrière soi le moindre lopin de terre inculte! Non, l'Américain ne fait qu'ébaucher l'œuvre, et il ne saurait faire davantage : pour mener une civilisation à sa perfection, il faut le Français. Naturellement, la population ne croît pas et ne peut pas croître en France, non plus qu'elle ne croît et ne peut croître dans tous les pays de haute civilisation, non plus qu'elle ne croît, par exemple, dans la Nouvelle-Angleterre. Il ne suffit pas de compter les hommes, il faut les peser... Rien ne me serait plus facile que de continuer longtemps de la sorte; mais je ne veux pas vous ennuyer davantage. Bref, je ne crois pas qu'il y ait une définition nette et précise du progrès, pas plus que du beau et du bien. Tout progrès, regardé à l'envers, devient recul, comme toute beauté, regardée à l'envers, devient laideur.

Alverighi ne répondit pas; mais, pour la première fois, l'amiral, qui jusqu'alors avait écouté attentivement, sans rien dire, prit la parole.

— Il me semble, prononça-t-il, qu'il existe un criterium certain du progrès.

— Et lequel? demanda Rosetti.

Mais il n'était pas facile de mener à son terme une discussion sur un sujet aussi ample, au milieu des liesses de la fête équatoriale. Sur ces entrefaites, Vazquez reparut; il nous dit qu'il était onze heures et demie; qu'il aurait plaisir à terminer la journée de l'Équateur en buvant un verre en compagnie des sages du *Cordova;* qu'en conséquence il nous invitait à interrompre ces doctes raisonnemens, qui avaient duré un joli bout de temps, et à l'accompagner dans la salle à manger. Après quelques hésitations et quelques cérémonies, nous acceptâmes; nous le suivîmes, et nous trouvâmes la table du milieu richement servie. Vazquez fit asseoir Gina à sa droite; puis il dit qu'il réservait la place de gauche pour Mme Feldmann, si l'amiral voulait bien prendre la peine d'aller la chercher et de l'inviter. L'amiral y consentit, tout en déclarant qu'il ignorait si elle n'était pas déjà couchée, et les autres s'assirent comme il leur plut.

Au milieu de la table fleurie étaient posées plusieurs bouteilles de champagne, entourées de viandes froides; et parmi ces viandes il y avait aussi des conserves et des fruits de l'Argentine, que notre hôte, malin, avait patriotiquement mêlés au reste : ces langues de bœuf qui sont une des friandises les plus

chères aux Argentins; des boîtes de cette délicieuse marmelade de coings que les Argentins nomment *membrillo;* d'énormes et magnifiques pêches confites, qui venaient de Mendoza. Nous bavardâmes en attendant Mme Feldmann, qui ne tarda pas à venir, au bras de l'amiral : au lieu de se mettre au lit, comme elle en avait eu l'intention, elle avait craint le bruit et la chaleur, et elle s'était réfugiée dans un petit coin du pont d'en haut, pour y lire à son aise. Dès qu'elle eut pris place, les bouteilles détonèrent et le souper commença.

Quand on eut goûté les produits de l'Argentine, on se mit à en disserter; et tout le monde les loua, non par courtoisie, mais sincèrement. Joyeux et fier de ces éloges, Vazquez nous en remercia, comme le font souvent les Américains lorsqu'ils sont satisfaits du bien qu'on dit de leur pays.

— Ce sont les plus belles pêches du monde, n'est-ce pas? expliqua-t-il en espagnol. Eh bien! voulez-vous savoir ce que gagne un de mes amis à les cultiver? Le compte sera bientôt fait. Chaque pêcher de six ans produit en moyenne 600 pêches; à raison de dix pêches par boîte, cela fait soixante boîtes par arbre. Mon ami vend la boîte un demi-*peso;* ce qui donne trente *pesos* de revenu brut par arbre. En plantant 300 pêchers par hectare, et ils y sont au large, on a donc un revenu brut de 9 000 pesos, c'est-à-dire un peu moins de 20 000 francs. Les frais de culture et de préparation en absorbent à peu près la moitié; par conséquent, il reste par hectare un produit net de dix mille francs. Dix mille francs! Il n'y a pas de culture au monde qui soit plus rémunératrice, ni l'alfalfa, ni le blé, ni le lin...

Ce discours électrisa l'avocat, qui s'empressa de corriger :

— A l'exception de l'olivier, toutefois, à l'exception de l'olivier!

Et il nous raconta que, dans la province de Mendoza, un hectare d'oliviers pouvait rapporter jusqu'à 13 000 francs. Vazquez confirma ce chiffre, y ajouta des renseignemens complémentaires; ces renseignemens provoquèrent plusieurs questions; les questions servirent de prétexte à Alverighi pour colorer de teintes nouvelles et vigoureuses le tableau de cette prodigieuse opulence argentine, que son ami avait commencé à peindre d'un pinceau plus sobre. Et ainsi, peu à peu, au milieu d'un caquetage où se mêlaient le français, l'italien, l'espagnol, nous vîmes, exposés devant nous par le philosophe italien devenu agriculteur et par l'agriculteur argentin demeuré tel qu'il était né, tous les trésors

et toutes les tentations de la vaste république. Ils nous décrivirent à l'envi les immenses champs de luzerne, où la faux coupe et recoupe, chaque année, à perte de vue, l'herbe aux petites feuilles d'or; ils nous transportèrent au cœur des étés brûlans, par la chaleur torride des moissons, lorsque, dans les provinces de Buenos-Aires, de Santa-Fe, de Cordova, sur la plaine infinie, qui ne connaît d'autre limite que la ligne toujours pareille de l'horizon lointain, la Cérès transatlantique vide son giron chargé d'épis, et que, d'un village à l'autre, tandis que les batteuses ronflent, tandis que les moissonneurs chantent, tandis que d'interminables convois de blé s'acheminent lentement vers la côte, court une joyeuse ivresse de victoire et de bonheur, en attendant la pluie d'or qui reviendra de la mer; ils nous montrèrent de loin les luxurians vignobles de Mendoza, les verdoyans halliers de canne à sucre du Tucuman, les forêts séculaires de ce *quebracho*, si dur sous la dure hache; ils nous introduisirent dans la mélancolique solitude des énormes *estancias* où, sur les sombres bosquets de hauts eucalyptus, sur les roues des moulins à vent qui tournent dans la plaine déserte, sur les toits épars des étables basses ou des *galpones*, sur l'azur tremblant d'une lagune, on voit passer très haut, dans l'azur du grand ciel, un vol noir d'oiseaux silencieux. Et alors défilèrent devant nous, conduits pour ainsi dire à la main et appelés par leurs noms, les gloires de l'Argentine : ce *shorthorn* de M. Alfredo Martinez de Hoz, cet Homer II, race d'Hereford, appartenant à M. Perreyra Iraola, animaux qui, je ne sais plus à quelle exposition, avaient triomphé de tous leurs concurrens anglais; les reproducteurs célèbres, les étalons illustres, les ancêtres parfaits des nouvelles races ovines, bovines, chevalines que l'Argentine élève pour elle-même et pour le monde, étalons acquis en Europe par tel ou tel grand éleveur argentin à un prix fabuleux : ce taureau reproducteur qu'un Argentin paya 140 000 francs, alors que jamais aucun autre spécimen de l'espèce n'avait été payé en Angleterre plus de 100 000 francs ; le fameux cheval Diamond Jubilee, acheté au roi Édouard VII par Ignacio Correas pour un million de francs; la *cabaña* de 1 200 moutons Lincoln pur sang, que M. Covo était allé voir en Angleterre, dans les étables de M. Wright, pour y choisir les échantillons les plus beaux, et il les trouva tous si beaux qu'il acheta le troupeau entier contre un chèque de 50 000 livres ster-

ling. Puis, de l'Argentine on nous transporta dans l'immensité du Brésil, ce vaste empire qui possède tous les climats et qui, par suite, peut produire toutes les richesses et toutes les civilisations! Enfin la conversation passa au renchérissement ou, — comme on dit en Amérique, — à la *valorisation* des terrains, aux fortunes faites en dormant.

Peu à peu nous fûmes comme emportés par ce poudreux tourbillon de millions. Seul je me taisais et j'éprouvais un sentiment étrange. Était-ce l'effet des discours tenus pendant cette longue journée pleine de philosophie? Était-ce l'effet de ce vin de Champagne que j'avais bu en si grande abondance? Était-ce tout à la fois l'effet de cette philosophie et de ce vin? Je ne sais; mais il me semblait qu'autour de moi le monde, vu du fond de cette longue journée équatoriale, à la lumière des conversations que nous avions eues ce jour-là et les jours précédens, reculait comme dans le crépuscule d'un rêve lointain. Qu'était cet Équateur que nous avions désiré tout le jour? Une ligne imaginaire! Tracer mentalement une ligne qui n'existe pas, la désirer, s'efforcer de l'atteindre, se réjouir de l'avoir franchie, quoique en réalité nul changement ne se soit accompli dans l'univers... Mais n'en est-il pas ainsi de la gloire, de la puissance, de la science, du bonheur? Qu'est-ce que la vie, sinon un continuel passage de l'Équateur, une continuelle poursuite de quelque ligne imaginaire? Imaginaire, l'art; imaginaire, la vérité; imaginaire, le progrès; tout est imaginaire, même...

En ce moment, par hasard, Mme Feldmann me regarda, tandis que sa main fine et jolie touchait les perles sur sa poitrine nue; et elle me sourit. Ce geste lui était habituel, comme ce sourire. Mais, je ne sais pourquoi, geste et sourire me parurent une discrète allusion, — que j'étais seul en état de comprendre, — à la fausseté des perles. La beauté, elle aussi, était donc une illusion, et par conséquent l'amour lui-même était illusoire. Mon âme était à la fois oppressée et heureuse, triste et gaie; j'écoutais en silence la conversation et je continuais à boire du champagne, cependant que le monde s'enveloppait de plus en plus, pour moi, dans une mystique brume de vision et de rêve...

GUGLIELMO FERRERO.

(*La suite au prochain numéro.*)

LA CRISE DE L'ÉTAT MODERNE[1]

DE L'APOLOGIE DU TRAVAIL
A L'APOTHÉOSE DE L'OUVRIER
(1750-1848)

II
JUSQU'A 1848

I

Le nouveau prince qui nous était né, dans le monde nouveau qui nous était fait, commença par sommeiller, ou il en eut l'air, pendant une trentaine, une quarantaine d'années. Du moins, pendant trente ans, il ne parla guère, à peine balbutia-t-il ; il se tint lui-même en minorité, et quand il crut avoir quelque chose à dire, il le fit dire ou le laissa dire par d'autres. La remarque de Tocqueville s applique parfaitement ici : « Notre histoire, de 1789 à 1830, vue de loin et dans son ensemble, ne doit apparaître que comme le tableau d'une lutte acharnée entre l'Ancien Régime, ses traditions, ses souvenirs, ses espérances et ses hommes représentés par l'aristocratie, et *la France nouvelle conduite par la classe moyenne*... Quoique les classes ouvrières eussent souvent joué le principal rôle dans les événemens de la première République, elles n'avaient jamais été les conductrices

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1911.

et les seules maîtresses de l'État, ni en fait ni en droit ; la Convention ne contenait peut-être pas un seul homme du peuple; elle était remplie de bourgeois et de lettrés. La guerre entre la Montagne et la Gironde fut conduite, de part et d'autre, par des membres de la bourgeoisie, et le triomphe de la première ne fit jamais descendre la puissance dans les seules mains du peuple. »

Même muet, ce prince du temps nouveau s'annonçait comme formidable. D'abord il était le nombre, et puis il était déjà, il allait de plus en plus devenir le nombre concentré. Il avait pour lui l'étendue et la densité, l'avantage énorme de la taille et du poids. Déjà, en 1789, « la population industrielle s'élevait, s'il faut en croire les chiffres de Lavoisier, à un peu plus de 9 millions d'habitans, la plupart dans les villes. » A Paris surtout, pour diverses causes, la concentration ouvrière semble avoir été assez forte, dans la toute dernière période de l'Ancien Régime. Et déjà, malgré les apparences, ou ce qui subsistait en façade des mœurs et coutumes d'autrefois, « les deux grandes classes industrielles, employeurs d'un côté, ouvriers de l'autre, étaient loin d'être homogènes. » Bien mieux, ou bien pis : dans la classe bourgeoise elle-même, l'unité n'était qu'apparente. « Les négocians en gros tenaient à se distinguer des marchands, qui ne voulaient pas être confondus avec les maîtres occupés aux arts mécaniques, » lesquels, à leur tour, « étaient jaloux de leurs prérogatives et dédaignaient leurs concurrens des métiers libres. » Les riches commerçans, les marchands en gros, formaient une caste à part. Comme signe extérieur de leur dignité, ils revendiquaient le privilège de porter l'épée (rappelez-vous les messieurs Vanderk, père et fils, du *Philosophe sans le savoir*). Mais que de gens s'en étaient arrogé le droit (feuilletez Restif de la Bretonne et Mercier) ! On marquait l'inégalité, on la frappait en quelque sorte jusque dans l'exécution des règlemens administratifs, et, sous ces petits coups répétés, la classe bourgeoise se cassait en morceaux. Nous connaissons de longue date la prétention des Six Corps parisiens ; de même en province, à Nemours par exemple : « Dans l'extrême confusion où les idées morales sont tombées, une multitude de classifications, toutes plus absurdes les unes que les autres, se sont introduites entre les citoyens d'un même ordre, et, l'éclat du luxe dominant les esprits, on a estimé l'ouvrier, non en raison de son travail ou

du degré d'intelligence qu'il exige, mais en raison de la matière sur laquelle il s'exerce. » Dans cette phrase, où se retrouve l'esprit de l'Encyclopédie, « l'ouvrier » ne veut sans doute dire que « l'artisan. » En tout cas, cela est vrai des maîtres autant que des ouvriers. « L'orfèvre et le chaudronnier font la même besogne ; pourtant, l'un se voit refuser les privilèges et les égards obtenus par l'autre. »

Tous ensemble dédaignés par la noblesse, elle aussi guindée sur les multiples degrés de son échelle, et se dédaignant l'un l'autre de haut en bas, du palais à la boutique et de la boutique à l'atelier, les bourgeois, grands, moyens ou petits, achevaient leur revanche dans le dédain que tous ensemble ils avaient pour les ouvriers. Le Tiers-État prenait un soin jaloux de ne point se confondre avec le quatrième, et ce quatrième État, c'est le Tiers en partie qui le crée, c'est lui qui en partie lui donne conscience qu'il existe, par sa fierté et par son mépris. Le plus souvent, cependant, le premier sort du second, et ne s'en sépare qu'en acquérant plus ou moins d'aisance, dont le plus ou le moins le sépare encore en bourgeois d'au-dessus et bourgeois d'au-dessous. La cloison qui s'élève entre ces deux classes issues d'un même ordre est ainsi une cloison d'argent. De bonne heure les ouvriers souffrent de s'y heurter, et, dans les rares cahiers où leurs doléances sont recueillies, ils se plaignent non seulement de leur misère matérielle, mais de leur infériorité morale et sociale : « Un tel régime, fait-on observer en leur nom, tend à ne produire que quelques oppresseurs entourés d'un peuple d'esclaves. Il ne permet aucune joie, aucune liberté aux travailleurs ; la seule dont ils jouissent est celle d'aller dans toutes les parties du royaume, et même chez les puissances voisines, vendre leurs sueurs. » La conséquence légale, constitutionnelle, en est qu'à la veille de la Révolution, « ils n'ont aucun droit politique ; quand l'édit du 5 août 1787 institue les assemblées municipales, il ne confère l'électorat et l'éligibilité qu'à ceux qui paient plus de dix livres de contributions. » Cette infériorité sociale accusée, visible, écrite dans les lois, cette espèce d'incapacité, de mainmorte constitutionnelle, de servitude civique, que recouvre et cache insuffisamment l'élégant vernis d'une politesse générale, tant vantée, quoique pas trop, par Sénac de Meilhan, on aurait tort de s'imaginer que les ouvriers n'en soient pas blessés, et que, comme ils le disent, ils ne ressentent

pas « tout le cruel fardeau que l'injustice, l'oppression et la tyrannie perpétuent depuis des siècles sur les artisans dont l'industrie est une source de prospérité publique. » Sans doute, ce sont surtout des bourgeois, ce sont les Six-Corps de Paris par leur mémoire du 1er novembre 1785, c'est le commerce qui, de Marseille, de Besançon, de Nevers le 10 décembre 1788, réclament, aux futurs États-Généraux, une représentation directe. Mais les ouvriers mêmes commencent à ne pas comprendre pourquoi, participant aux charges, ils sont absolument exclus de l'« administration des villes. » N'y sont-ils pas intéressés, « comme consommateurs? » « Leur condition, loin de les en éloigner, est pour eux un nouveau titre d'adoption. » Pourquoi refuser le service des citoyens « qui exercent des professions également utiles et honorables? » Et, d'ailleurs, « l'État, pas plus que la cité, n'est fondé à se priver du concours des classes laborieuses. » Il ne devait pas y avoir, en principe, de cahiers spéciaux pour les ouvriers, et nous n'avons par conséquent que peu de cahiers de compagnons, celui des bonnetiers de Troyes et quelques cahiers de Marseille, notamment. Mais voici des pétitions, où il est manifeste encore que ce ne sont pas des « ouvriers » ou des « artisans » qui ont tenu la plume, mais où il est probable qu'on ne leur prête que le langage qu'en personne ils auraient désiré tenir. Voici d'abord la *Pétition des 150000 ouvriers et artisans de Paris* (3 mai 1789) : « Au moment où la patrie ouvre son sein à ses enfans, pourquoi faut-il que 150 000 individus, utiles à leurs concitoyens, soient repoussés de leurs bras? Pourquoi nous oublier, nous, pauvres artisans, sans lesquels nos frères éprouveraient les besoins que nos corps infatigables satisfont ou préviennent chaque jour? Ne sommes-nous pas des hommes, des Français, des citoyens? » Voici, ensuite, les *Doléances du pauvre peuple*, présentées au nom des « manouvriers, journaliers, artisans et autres, dépourvus de toute propriété; » ils y déplorent que le choix des représentans du Tiers ne se soit exercé que parmi les propriétaires. « Nous appartenons, à la vérité, à l'ordre du Tiers-État (encore y aurait-il un étage, d'après Loyseau et Domat, et peut-être le mot de quatrième État est-il un peu plus qu'un mot), mais, parmi les représentans qui ont été choisis, il n'en est aucun de notre classe, et il semble que tout ait été fait en faveur des riches. » Voici enfin le *Cahier du quatrième ordre, celui des pauvres jour-*

naliers... l'ordre sacré des infortunés (par Dufourny de Villiers). Il demande, à la date du 25 avril 1789, que « cette classe immense de journaliers, de salariés, de non gagés... cette classe qui a tant de représentations à faire » soit érigée en un quatrième ordre... Elle en constitue bien un de fait, mais il est « rejeté du reste de la nation ; » il est « le seul qui ne soit pas appelé à l'Assemblée nationale et envers lequel le mépris est égal à l'injustice. » Le Tiers-État ne peut pas représenter ce quatrième ordre, parce que des privilégiés ne peuvent pas représenter des non-privilégiés. Au surplus, le troisième ordre et le quatrième sont l'un vis-à-vis de l'autre en un antagonisme constant. « Je demanderai aux députés des villes commerçantes si les fabricans, forcés de prendre leur bénéfice entre le prix de la matière première et le taux de la vente aux consommateurs, ne sont pas continuellement occupés à restreindre le salaire de l'ouvrier, à calculer sa force, ses jouissances, sa misère et sa vie, et si l'intérêt qu'ils ont à conserver cet état de choses n'est pas directement opposé aux réclamations du quatrième ordre, dont leur générosité les porterait d'ailleurs à se charger. » Pour lui, le rédacteur du cahier, l'auteur (car on pense bien que ce ne sont pas non plus « les infortunés » qui ont eux-mêmes écrit de ce style), il signifie à « ces méprisans égoïstes » qu'il se fera gloire d'être le défenseur de cette prétendue canaille. Il voudrait voir, reprend-il, auprès de l'Assemblée, une sorte de tribun de la plèbe, dépositaire des vœux du quatrième ordre, et nanti d'une voix consultative aux débats.

Nous le croyons sans peine, qu'il voudrait le voir, et s'y voir! Mais les *150000 ouvriers parisiens* ne l'entendent pas ainsi. Contre les entreprises des « méprisans égoïstes, » et du Tiers-État non moins que des deux premiers ordres, ils ne veulent, eux, de « tribun de la plèbe » que tiré de la plèbe. Aussi récusent-ils la liste des électeurs, qui n'offre pour eux aucune garantie. « Sera-ce le savant, l'homme de lettres, qui pourra être l'appréciateur ou l'interprète de nos besoins, dans ce tribunal auguste où toutes les réclamations devront être discutées et accueillies? » Quelle compétence auraient-ils et ne vaudrait-il pas mieux choisir, parmi les pétitionnaires, les artisans honnêtes que leurs lumières sur les questions professionnelles mettraient à même d'être les utiles représentans du peuple? La nation se doit de donner cette représentation aux ouvriers : il

ne faut pas qu'on puisse dire qu'une classe utile, mais pauvre, a été écartée.

En fait, il était presque impossible que cette classe fût représentée dans les États, ou dans l'État, puisqu'elle ne l'était pas même dans la corporation. Jusque dans la communauté de métier, à la fin du XVIIIe siècle, les ouvriers n'avaient plus aucune part à l'administration et n'élisaient plus aucun officier : d'où vient qu'en général ils s'indignèrent moins qu'on ne les fit s'indigner de ne point contribuer comme électeurs au choix des représentans de la nation. Il n'en reste pas moins curieux que les cahiers, bien que rédigés par d'autres que des ouvriers, s'occupent aussi peu de leurs besoins ou de leurs droits, et que ceux qui, par occasion, ne s'en taisent pas entièrement, ne parlent jamais que des salaires et, accessoirement, du chômage. Ils en parlent (pour négliger les manifestations semblables aux « trois monitions » du cahier de Sainte-Mesme en Touraine et les prétentions retardataires de bourgeois apeurés qui voudraient voir revivre la législation draconienne du travail), ainsi qu'en eussent parlé les encyclopédistes, en demandant, avec le cahier de Gournay-sur-Marne : « que le salaire du malheureux journalier soit réglé équitablement sur les besoins communs de l'humanité, au lieu de l'abandonner totalement aux estimations dédaigneuses et arbitraires des riches que la grande concurrence favorise toujours; » ou bien, avec le *Cahier des pauvres*, de Lambert (qui est un exercice littéraire) : « que les travaux *productifs et utiles* obtiennent une prédilection marquée sur tous les arts de luxe; que le salaire de ces travaux ne soit plus aussi froidement calculé d'après les maximes meurtrières d'un luxe effréné et d'une cupidité insatiable; que la conservation de l'homme laborieux et utile ne soit pas pour la constitution un objet moins sacré que la propriété du riche. » « Bien d'autres aspects de la vie économique et de la condition juridique des ouvriers eussent cependant dû provoquer des remarques, susciter des vœux ou faire naître des réflexions, » note l'historien à qui j'emprunte la substance et souvent la forme même de ce résumé, M. Roger Picard. Mais il ajoute : « Néanmoins, l'ensemble prouve quelle importance l'activité industrielle et commerciale avait prise dans la vie publique en 1789; ce ne sont pas seulement les classes laborieuses elles-mêmes qui s'en rendent compte et veulent en faire pénétrer la notion dans tous les

esprits, mais, parmi les autres cadres de la nation, de nombreux citoyens reconnaissent toute l'attention que mérite le travail, et ils réclament pour lui encouragement et protection. » « Des encouragemens, des distinctions flatteuses, de l'honneur enfin! » s'écrient les cahiers d'Amiens, de Châlons-sur-Marne, de Troyes, de Felletin; qui sait? des lettres d'anoblissement; et c'est du Montesquieu; et c'est pour les bourgeois, les maîtres, les entrepreneurs. « Les ouvriers, beaucoup moins soucieux d'honneurs que d'atténuation à leur misère, ne sollicitent qu'une protection matérielle. Le pouvoir monarchique se montrait singulièrement indifférent à leur égard; protéger le commerce ou l'industrie signifiait pour lui augmenter la richesse de l'État, nullement l'amélioration du sort des classes laborieuses. On ne s'inquiète nullement de savoir quelle répercussion auraient sur les salaires la politique commerciale, les règlemens, les subventions; » et l'influence des économistes l'emporte dans la pratique, si celle des encyclopédistes règne sur la sensibilité.

C'est une opinion commune que ce que nous appelons « la question sociale » ne se posait pas dans les cahiers, que « l'idée de la lutte des classes » n'était point aperçue ou du moins formulée encore. Il faut se garder de le dire en termes par trop absolus, car ce ne serait pas rigoureusement exact, et nous avons pu constater la tendance du Tiers-État à se scinder en deux fractions que l'intérêt ou l'instinct plaçaient assez fréquemment en opposition l'une avec l'autre. Assurément, en cherchant bien, on ramasserait çà et là des bouts de phrase tout grondans, qui révéleraient ou dénonceraient « l'exploitation de l'homme par l'homme » et qui, non exempts d'ailleurs de déclamation, porteraient témoignage contre le patronat. En cherchant bien, on découvrirait dès ce moment « le prolétariat » moderne à sa naissance. Le mot lui-même apparaît alors, et je crois que c'est à Brissot que s'en attache l'un des premiers exemples, lorsque, pour avoir jeté l'ébauche de la pétition qui devait être signée au Champ-de-Mars, il est accusé, « d'ameuter des bandes de prolétaires et d'enseigner à ce brave cortège qu'il est le peuple romain. » Au reste, l'enfant monstrueux grandit vite; empêché d'attirer sur lui, dans les formes régulières et par les moyens de droit, l'attention des assemblées législatives, il le fit à maintes reprises, au cours de la Révolution, tumultuairement, et par les mouvemens de la violence. A la fin de 1792 et en 1793, sous l'aiguillon

de la faim, il s'affirma de toute sa force. Il s'était, au début, réfugié et comme effacé dans l'ombre de la bourgeoisie, laquelle, pensait-il, stipulerait pour lui tandis qu'il opérait pour elle. Plus tard, vers 1792 ou 1793, il s'émancipa, s'affranchit d'une tutelle égoïste, et, s'il ne se chargea pas encore de ses affaires, il s'habitua à exiger de temps en temps des comptes. A partir de là, il put sembler, de temps en temps et d'un certain point de vue, que « la Révolution était devenue la chose du prolétariat, que les bourgeois n'étaient conservés à la direction qu'en qualité de gérans d'une entreprise dont ils n'étaient plus les maîtres. » Tocqueville ne se trompait guère, mais il se trompait, en disant que « la Convention ne contenait peut-être aucun homme du peuple; » elle en contenait quelques-uns, « quelques représentans authentiques de la classe ouvrière, » l'ouvrier armurier Noël Pointe, de Saint-Étienne, l'ouvrier drapier Armonville, de Reims, l'ouvrier en soie Cusset, de Lyon. « Depuis le 10 août, les prolétaires avaient conquis le suffrage universel, ils étaient représentés dans les municipalités, dans les comités de surveillance; » et le père Lavale, le savetier de Restif de la Bretonne, eût estimé son état à la fois « honnête et honorable, » s'il lui avait été donné de contempler l'image où le président d'un de ces comités, cordonnier à son ordinaire, remplissait sa magistrature sans cesser de tirer le ligneul.

Cependant, au vrai et au total, les « revendications ouvrières » ne sont que des cris isolés dans une longue et sourde rumeur qu'on devine plus qu'on ne l'entend. Au vrai et au total, il est permis, et il est juste, de conclure : « La question sociale ne se posait pas de même (qu'aujourd'hui) en 1789... A ce moment-là, la question sociale n'était pas encore une question ouvrière ou paysanne, mais une question *bourgeoise*... La question sociale ne se posait pas alors comme aujourd'hui entre des ouvriers et des paysans, des salariés d'une part, et des bourgeois, des industriels de l'autre, mais entre des privilégiés et des non-privilégiés. Quiconque était roturier, quelle que fût sa condition sociale, était par cela même l'adversaire des nobles. Les paysans, les ouvriers n'avaient pas encore appris à séparer leurs intérêts de ceux des bourgeois; ils n'avaient pas une conscience de classe distincte; les uns et les autres se sentaient solidaires, ils formaient bloc contre l'ennemi commun. » Il est même permis et nécessaire d'y revenir : « En 1789, les

ouvriers n'eurent pas de programme particulier. Quand les corporations se réunirent pour rédiger les cahiers de doléances, on ne voit pas que les artisans (les ouvriers) soient entrés en conflit avec les maîtres pour leur rédaction. Ils laissèrent ces derniers tenir la plume. Bien mieux, les industriels confondaient naturellement leur cause avec celle de leurs ouvriers et du consentement de ceux-ci. Les fabricans parisiens, n'ayant pas été élus aux États-Généraux, protestèrent et se plaignirent en disant que la classe ouvrière n'était pas représentée. »

C'est à cette conclusion, que « la question sociale, en 1789, n'était pas encore une question ouvrière et paysanne, mais une question bourgeoise, » qu'est obligée d'arriver même une « histoire socialiste » de la Révolution. M. Jaurès le reconnaît dès sa préface, et rien dans la suite de son grand ouvrage n'en vient affaiblir la constatation : « La Révolution française a préparé indirectement l'avènement du prolétariat. Elle a réalisé les deux conditions essentielles du socialisme, la démocratie et le capitalisme. Mais elle a été, en son fond, l'avènement politique de la classe bourgeoise. D'abord, la bourgeoisie révolutionnaire utilise contre l'absolutisme royal et contre les nobles la force des prolétaires, mais ceux-ci, malgré leur prodigieuse activité, malgré le rôle décisif qu'ils jouent en certaines journées, ne sont qu'une puissance subordonnée, une sorte d'appoint historique. Ils inspirent parfois aux possédans bourgeois une véritable terreur : mais au fond ils travaillent pour eux ; ils n'ont pas une conception de la société radicalement différente... Même en 1793 et 1794, les prolétaires étaient confondus dans le Tiers-État : ils n'avaient ni une claire conscience de classe, ni le désir ou la notion d'une autre forme de propriété. Ils n'allaient guère au delà de la pauvre pensée de Robespierre : une démocratie politiquement souveraine, mais économiquement stationnaire, faite de petits propriétaires paysans et de petite bourgeoisie artisane. » Et plus loin, sur l'état des esprits à Marseille : « Au fond, malgré la prodigieuse distance qui sépare les hauts bourgeois vingt fois millionnaires de l'ouvrier du port ou de la harangère, le Tiers-État n'est pas encore coupé en deux. Ouvriers et bourgeois sont deux élémens encore solidaires du monde nouveau en lutte contre le régime ancien. » Mais voilà mieux : il n'est pas jusqu'au coup de tonnerre de Mirabeau : « Ne dédaignez pas ce peuple qui produit tout, ce peuple qui pour être formidable

n'aurait qu'à être immobile; » il n'est pas jusqu'à cet avertissement terrible dans lequel la bourgeoisie ne soit de moitié : « Oui, c'est bien la grève générale, mais non pas seulement des salariés, non pas seulement des prolétaires : c'est la grève générale des bourgeois comme des ouvriers; c'est l'arrêt de la production bourgeoise, non par le refus de travail des ouvriers, mais par la décision révolutionnaire de la bourgeoisie. » Dans la ville de France où devait éclater, un demi-siècle après, la première insurrection véritablement ouvrière, à Lyon, les récriminations des ouvriers ne dépassaient pas la phraséologie de Linguet : « Quand on ne considérerait les ouvriers en soie que comme des instrumens mécaniques nécessaires à la fabrication des étoffes, ou qu'abstraction faite de leur qualité d'hommes qui doit intéresser à leur sort, on eût l'inhumanité de ne vouloir les traiter que comme des animaux domestiques, que l'on n'entretient et ne conserve que pour les bénéfices que leur travail procure, toujours faudrait-il leur accorder la subsistance qu'on est forcé de fournir à ceux-ci, si on ne voulait pas s'exposer à se voir bientôt frustré du fruit de leur travail; » et c'est donc encore par un appel à l'intérêt des maîtres que les ouvriers défendent leur propre intérêt. Mais la pensée de Linguet lui-même est très mêlée; les juristes non moins que les économistes pèsent sur elle : elle est pleine de traces de physiocratie; « il rêvait un impossible retour à l'état purement agricole, et l'anéantissement de l'industrie... Rêveries réactionnaires! » Il lui arrive, en tout cas, d'écrire, comme l'eussent fait Domat ou Loyseau : « Les ouvriers des manufactures sont vils. » Nous lisons bien, à la date précise de 1789, dans un libelle du chevalier de Moret : « On a tort de considérer le Tiers-État comme une seule classe : il se compose de deux classes dont les intérêts sont différens et même opposés. » Mais, outre que M. Jaurès se refuse à garantir la pureté des intentions du chevalier, et que, selon lui, si « cette décomposition en deux classes hostiles pouvait être une hardiesse ultra-révolutionnaire, elle pouvait être aussi une manœuvre de contre-révolution, » c'était certainement, dans l'amas de brochures du temps, une singulière exception. M. André Lichtenberger, pour préparer son livre : *Le socialisme et la Révolution française*, en a dépouillé plus de quatre mille. Le champ paraît vaste : c'est à peine s'il a trouvé à y glaner. L'étude de cette littérature spéciale ne lui a presque rien fourni. Ni les

élucubrations de Leroy de Barincourt, ni le *Catéchisme du citoyen*, de Saige, ni le *Discours sur l'inégalité*, d'Olympe de Gouges, ni *le Tartare à Paris*, de l'abbé André, ni les *Soixante articles*, ni même la *Constitution* ou *Projet de déclaration des droits de l'homme et du citoyen, suivi d'un plan de constitution juste, sage et libre*, de Marat, ne sortent des généralités les plus vagues. Monsodive, dans sa *Sentinelle du peuple*, Lambert (déjà cité plus haut) dans son *Cahier des pauvres*, les auteurs anonymes des *Vœux à la commune de la ville de Paris*, de *Paris aujourd'hui ou idées diverses d'un citoyen du Tiers-État*, du *Cahier d'un seigneur de Normandie* (celui-ci en vers), *la Colère du Père Duchêne*, *les Quatre cris d'un patriote*, voudraient serrer le sujet davantage. Les *Vœux de la dernière classe du peuple à l'Assemblée des notables* posent assez nettement, —à propos, toujours, du chômage et du salaire, — la question du travail. *La vie et les doléances d'un pauvre diable pour servir de ce qu'on voudra aux prochains États généraux*, par Devérité, est un pamphlet amer et violent : « Le manouvrier est le *mulet des armées* qui plie sous le faix. Que lui importent les lois de la propriété ? Il ne possède rien que ses bras dont il perd l'usage dans sa vieillesse. La loi ne le protège pas. Il paie plus d'impôts que le riche, etc. » Dufourny de Villiers, déjà cité lui aussi *(Cahier du quatrième ordre)*, s'attaque « à la division actuelle des classes, » proclame énergiquement le droit des pauvres, et cherche « de nouvelles bases morales pour une société mieux organisée. » Les *Réflexions d'un citoyen adressées aux notables*, de Gosselin, sont d'un « pacifique utopiste, fils de paysans, religieux et royaliste, » mais qui, « sur le ton le plus doux, énonce, en matière de propriété, des idées comparables à celles de Spense, son contemporain anglais. » Le *Thesmographe*, de Restif de la Bretonne vieillissant (1789), moins chimérique que son *Andrographe* (1782), est, comme l'autre, d'une inspiration tout ensemble chrétienne et égalitaire, où s'échauffe Noilliac, l'auteur inconnu d'une brochure intitulée *Le plus fort des pamphlets, l'ordre des paysans aux États généraux*. Mais ce n'est encore qu'égalitaire. Tandis que le citoyen Chappuis, avec l'opiniâtreté d'un cerveau « destiné à bientôt se fêler, » obsède de ses projets l'Assemblée constituante et tous les personnages notoires, Boissel, dans son *Catéchisme du genre humain*, Sylvain Maréchal, dans ses *Apologues modernes à l'usage d'un dauphin*, Babeuf surtout, Gracchus

Babeuf, dans le Discours préliminaire de son *Cadastre perpétuel*, annoncent et commencent à élaborer le communisme. Et, par où ils nous intéressent hautement, ils associent, ils lient les deux idées de travail (ou de misère, puisqu'ils en font l'équivalent) et de nombre. « Un jour, raconte Maréchal, les travailleurs, poussés à bout par la dureté des riches, refuseront de continuer à les servir et répondront à leurs menaces : « Nous sommes trois contre un... Notre intention est de rétablir pour toujours les choses sur leur ancien pied, sur l'état primitif, c'est-à-dire sur la plus parfaite et légitime égalité. Mettons la terre en commun entre tous ses habitans. Que s'il se trouve parmi nous quelqu'un qui ait deux bouches et quatre bras, il est trop juste, assignons-lui une double portion. Mais, si nous sommes tous faits sur le même patron, partageons-nous le gâteau également. Mais en même temps mettons tous la main à la pâte. » Et Babeuf : « Les lois sociales ont été faites pour permettre aux forts et aux rusés d'accaparer les propriétés communes. Ils ont entassé pour leur usage ce qui suffirait à des milliers de leurs semblables. Les petites fortunes se sont englouties dans les grandes, qui ont pu croître indéfiniment. Le nombre des ouvriers s'est augmenté; leur salaire a baissé; souvent même ils ne trouvent point de travail. Dans ce cas, si, sur vingt-quatre millions d'hommes, quinze ne possèdent rien et souffrent, faudra-t-il qu'ils respectent la propriété et qu'ils meurent de faim pour l'amour des neuf autres ? »

On pourrait suivre le mouvement à travers les cinq ou six années où la Révolution se développe avant de se replier sur elle-même ; nommer des modérés comme Target, Malouet, Tronchet ; des Clermont-Tonnerre, des Mirabeau, des Lafayette, aussi bien que des abbé Fauchet, des Bonneville, des Athanase Auger et autres membres du Cercle social; les Pétion, les Talleyrand, les Vergniaud, les Rabaut-Saint-Étienne, les Condorcet, les Brissot, guère moins que les Danton, les Robespierre, les Saint-Just; les Girondins avec les Jacobins; et puis les babouvistes, du babouvisme non plus en germe dans le *Cadastre perpétuel*, mais épanoui dans le *Manifeste des Égaux*, les Leblois, les Lalande, les Antonelle; d'illustres noms et des noms ou ignorés ou oubliés. A cette littérature spéciale, et proprement révolutionnaire, on pourrait joindre une littérature plus générale : les derniers écrits de Restif de la Bretonne et de Mercier

qui se survivent, se prolongent, se ressassent; leurs imitations françaises ou étrangères, car les étrangers ont beaucoup voyagé en France pendant cette période, et leurs récits, allemands ou anglais surtout, remplissent une bibliothèque ; un peu de tous les genres, fausses lettres indiennes ou persanes, réflexions morales, contes et romans, tableaux. Littérature spéciale et littérature générale ne nous donneraient que peu de chose. Le théâtre, pas davantage. Sans doute les auteurs dramatiques mettent bien à la scène quelques artisans : M. Henri Welschinger cite un poêlier, des laboureurs, une nourrice, des salpêtriers, un cocher, un commissionnaire, un batelier, un bûcheron. Mais ce sont des fantoches, sans caractère ni type, n'ayant quoi que ce soit ni de spécifiquement professionnel, ni même de spécifiquement ouvrier. Tous sont de braves gens, « dévoués, sensibles, patriotes, fiers et bons, généreux, modestes; » ils ont tous « le cœur sur la main » et « la larme à l'œil. » Mais ce ne sont ni des hommes de tel métier, ni même des hommes de telle classe ; c'est l'homme du temps nouveau et du monde nouveau, l'homme républicain; et il est en cire ou en bois, tous les exemplaires coulés dans le même moule ou taillés d'après le même modèle : un poncif, un « pochoir, » la vertu du Peuple. Justement voilà le mot de tout : le Peuple; et, à ce moment, et pour un moment, quelques laboureurs qui le travaillent, quelque semence qu'ils y jettent, il apparaît, vis-à-vis de l'aristocratie, vis-à-vis des deux premiers ordres, un et indivisible, un et indivisé. En somme, on n'exagérerait pas de beaucoup en disant que, sur le point où nous voudrions nous arrêter, sur ce que l'ouvrier a pensé de lui-même et sur ce que les autres ont pensé de lui, la Révolution est à peu près muette, tandis que les renseignemens nous étaient venus à foison de 1750 à 1780, et qu'ils vont abonder encore dès le début du XIXe siècle. On n'exagérerait pas de beaucoup en disant qu'entre les derniers encyclopédistes et les premiers fouriéristes et saint-simoniens, malgré l'Encyclopédie de Panckoucke, qui continue la grande, malgré les redites et répliques de Restif et de Mercier, il y a dans l'histoire des idées, quant aux circonstances du travail, et plus précisément quant à la condition morale et sociale des travailleurs, une sorte de lacune. Mon savant ami, M. Alfred Rébelliau, témoin de la surprise que j'en ai éprouvée, me propose une explication : « Évidemment, me confirme-t-il en me faisant part du résultat négatif des recherches

qu'il avait bien voulu entreprendre pour moi, il y a eu silence pendant ces dix années tragiques. Dans son duel avec les classes privilégiées, le Tiers-État a fait apparaître, a vu percer le quatrième État. Tout le monde a eu peur. On s'est regardé. Et on s'est tu. On a essayé seulement de se tranquilliser et d'apaiser le nouveau convive qui venait troubler la fête, par de bonnes paroles empruntées au vocabulaire sentimental et patelin de Rousseau et de ses disciples : *vertueux artisans, hommes simples, bons et laborieux, sources de la prospérité publique* (encore n'a-t-on pas insisté sur ce dernier éloge, trop dangereux). » Peut-être; mais je crois plutôt que, sauf exception, l'on n'a le plus souvent pas vu; qu'absorbé « par son duel avec les classes privilégiées, » tout entier aux coups qu'il frappait, le Tiers-État n'a pas ou presque pas senti percer le quatrième État, qui, du reste, si ce n'est à de certains jours, ne semble guère s'être senti lui-même; que ceux qui virent quelque chose, quand ils le virent, ce ne fut que par lueurs brèves, tout de suite coupées, et comme par éclairs; que le Peuple, en révolution, en action contre la Noblesse et le Clergé d'abord, contre la Monarchie ensuite, et, enfin contre l'Étranger, n'eut pas le loisir de s'analyser, de regarder, dans le Tiers-État, « apparaître » le quatrième, de s'étiqueter par catégories ou sous-classes; et que, cette fois, la forêt empêcha de voir les arbres.

La pièce la plus intéressante et, pour nous, la plus significative de tout le répertoire révolutionnaire est la « comédie héroïtragique » intitulée *le Triomphe du Tiers-État ou les Ridicules de la noblesse*, et imprimée en 1789, « dans le Pays de la Raison, » — rien que cela! Les personnages sont : un duc, son intendant, son juge, un maître d'école, un braconnier, un tailleur, un cordonnier, un fermier, le maître de poste, deux gardes-chasse, six laquais, etc., des vassaux. Le tailleur et le cordonnier ne figurent encore que comme des créanciers de style classique, mais qui déjà ne se laissent plus faire : M. Dimanche tout près de devenir le citoyen Décadi. Le maître de poste disserte, au lieu d'atteler, et dogmatise en philosophe : « Vous prétendez que la noblesse forme à elle seule la nation et que les roturiers sont vos esclaves. Vous voyez aujourd'hui dans quelle erreur vous étiez, car, dans un pays habité par deux classes d'hommes, celle qui peut se passer de l'autre doit, sans contredit, former la nation. » Le maître d'école, lui, joue en maître

d'école le rôle d'émancipateur auquel il est providentiellement destiné : « Je me suis éclairé avec le siècle. J'ai trouvé justes et raisonnables les réclamations du Tiers-État... — Le Duc. Vous prétendez, sans doute, me régenter aussi. — Le Maître d'École. Je jure que vous pourrez apprendre quelque chose à mon école. Il n'est que trop clair qu'on a manqué votre éducation, puisqu'on vous a laissé ignorer que riches ou pauvres, seigneurs ou vassaux, nous étions tous frères; que le mérite seul doit distinguer les hommes entre eux; que la noblesse rendue héréditaire et vénale est un abus funeste à l'État; que les citoyens que vous méprisez sont cependant ceux qui constituent essentiellement la nation, qui se passerait fort bien de vous, qui y gagnerait même, mais qui ne se passerait jamais d'eux. » Et le duc, illuminé, converti, de s'écrier : « Il est donc vrai que, si la noblesse est quelque chose, le peuple est tout. Se peut-il qu'il ne me soit jamais venu à l'idée que la classe la plus nombreuse était la plus forte et, par conséquent, celle qu'il fallait le plus ménager?... La noblesse est encore bien heureuse que le peuple ne pousse pas plus loin ses prétentions, car enfin, s'il le voulait, il serait le plus fort. Les soldats sont tous du Tiers-État. Un grand nombre d'officiers sont aussi de cette classe, mais quand bien même tous les officiers seraient nobles, il y a des soldats très capables de les remplacer. Si le Tiers-État des villes voulait nous chasser, comment nous défendrions-nous contre un nombre d'ennemis si supérieur, et s'il nous coupait les vivres à tous comme on me fait à moi !... Ciel ! que deviendrions-nous? Je serais donc obligé de fuir dans une terre étrangère !... »

Mais la harangue du maître d'école m'y fait songer. Est-il bien exact qu'il y ait, à cet endroit, dans l'histoire des idées sociales, la lacune que j'ai dite ? Ce discours, tel qu'il est, n'annonce-t-il pas la fameuse « Parabole » de Saint-Simon ? Ne lui ressemble-t-il pas au point que la Parabole puisse ne paraître que le répéter? Et si tous deux disent ainsi la même chose, n'est-ce pas tout bonnement parce que, à la fin comme au commencement de la Révolution, après comme avant, et en 1819 comme en 1789, c'est toujours la même chose?

Et pourtant non, ce n'est plus tout à fait la même chose. Tandis que les idées stationnent, et que la Révolution, dressant le peuple d'un seul bloc et le poussant d'un seul mouvement, est occupée ailleurs, les faits marchent, et peu à peu s'esquissent,

pour se réaliser lentement, les conditions de la grande industrie, dont vont dépendre, pour partie, les conditions mêmes de l'État moderne. Dès l'an III, les sociétés par actions, naguère traquées, reparaissent. On recommande le placement en commandite, qui, sous l'ancien régime, avait été très en faveur, à Lyon, par exemple, et qui contribue alors au succès de la manufacture de Saint-Gobain. La loi du 30 brumaire an IV (21 novembre 1795) ayant abrogé celle du 24 août 1793, les compagnies et associations commerciales refleurissent. A vrai dire, un rapport du 1er messidor an XI (20 juin 1803) établit que, même à cette date, la grande industrie n'existait guère chez nous, que le machinisme y était encore d'un usage très restreint; » et Peuchet, dans sa *Statistique élémentaire de la France*, qui est du reste un document des plus utiles, s'embrouille peut-être un peu quand il distingue entre « la manufacture » et « la fabrique. » Des établissemens assez importans sont fondés, notamment pour le filage du coton. En 1797, Delaître et Noël occupent à l'Épine, près d'Arpajon, 160 ouvriers, dans une filature, mue par la force hydraulique, où l'on compte 96 métiers et 2200 broches. 160 hommes également à Gonneville, dans une manufacture, construite à cinq étages, pour 950 broches. Le Belge Liévin Bauwens dérobe aux Anglais les secrets du *mull-jenny* et les répand en France. Toutefois, les trois quarts des fils de coton sont encore produits à l'aide du rouet. La laine, le chanvre et le lin, eux aussi, sont en général filés au rouet; le lin et le chanvre, surtout, continuent d'être filés à la campagne par les anciens procédés. De même, la bonneterie n'avait pas cessé de se servir du métier classique, dit métier français, installé au château de Madrid par Jean Hindret, en 1656. Bien que nous touchions au jour où François Richard et Lenoir-Dufresne, bientôt célèbres sous la raison sociale Richard-Lenoir, créeront leur fabrique de basin, ce qui manque le plus, c'est le moteur mécanique. Presque tout l'outillage consiste en machines de bois, que font tourner ou l'homme, ou le cheval, ou le vent, ou la chute d'eau. La machine à vapeur, à peine sortie de l'enfance, n'est encore qu'une curiosité. Les frères Périer en avaient installé, à simple et à double effet, dans leurs moulins à blé de l'île des Cygnes. On citait une machine à vapeur actionnant une machine soufflante aux fonderies du Creusot, une autre à la fonderie de canons de Pont-de-Vaux,

et l'on songeait à en introduire une à la Monnaie pour les laminoirs et coupoirs (1796). Dans les mines, il y en avait quelques-unes, même avant Thermidor, avant 1794, à Anzin, à Carmaux, peut-être à Aniche, mais seulement pour l'épuisement des eaux. Ce n'est qu'en 1799 que Périer proposait à l'Institut d'appliquer la machine à vapeur « à monter le charbon des mines, » et ce n'est qu'en l'an IX (1800 ou 1801) qu'il en faisait l'essai à Littry, près de Bayeux. Ce n'est qu'à la fin de 1802 (13 vendémiaire an XI) que le *Moniteur* signale l'emploi d'une machine à vapeur dans une filature de coton à Rouen.

Comme la grande industrie moderne, naissait « la classe ouvrière, » au sens moderne du mot, qui en est le sens plein. Dans les 400 mines de houille qui étaient en exploitation, dans les 2000 établissemens à feu, fourneaux, forges, martinets et fonderies où se fabriquaient les fers, les aciers et les tôles, en frimaire an VII (novembre 1798), dans les papeteries, les verreries, les fabriques de draps, de toiles et de cotonnades, le travail et les travailleurs commençaient ou continuaient à se concentrer, hommes, femmes et enfans. Voici les papeteries de Buges, où, autour de 16 cuves, sont employés 150 hommes, 148 femmes, 83 enfans, dont quatre de moins de onze ans, en tout 381 personnes : des enfans encore, chez Le Petit-Walle, fabricant de rasoirs à Paris; 500 enfans assistés sont accordés à Boyer-Fonfrède, pour sa manufacture de Toulouse, « à la charge... de les faire instruire dans les principes du gouvernement républicain. » Butel, fabricant de toile à voiles, à Bourges, demande aux hospices, pour les occuper à la filature, 400 ou 500 « jeunes filles âgées d'au moins dix ans. » Cent jeunes filles sont ainsi confiées à Sykes, de Saint-Remy-sur-Avre, près Nonancourt (Eure) : 80 ont de neuf à dix ans, 20 de quatorze à quinze ans. Chez les successeurs de Reveillon (papiers peints), le premier travail est exécuté par de « petits enfans. » De même chez Robert. De même dans le tissage, pour les métiers à la tire. Dans la faïence, chez Potter, à Chantilly, chaque tourneur ou modeleur a comme aides un ou deux jeunes enfans. A l'horlogerie, chez Japy, travaillent des enfans et « des infirmes. » Dans la filature Lachauvetière, à Bordeaux, « la facilité de manœuvrer les machines permet de n'y employer que des femmes, des enfans et des estropiés ou des gens privés de la vue. » La journée de travail est longue. Dix heures seulement, semble-t-il, pour la laine;

11 heures chez les peintres en bâtiment ; 11 heures et demie chez les sculpteurs, marbriers, doreurs, etc., 12 heures dans les filatures et dans les forges (forges de la Nièvre) : 12 heures et demie chez d'autres ; 12 et 13 heures, moins les repas, chez d'autres ; jusqu'à 16 heures, moins les repas, chez les relieurs, qui seraient heureux de ne plus fournir que 14 heures ; à Lyon aussi, dans certains cas, 16 heures. Un grand établissement, pourtant, ne travaille que de 9 à 10 heures par jour, et encore deux heures y sont-elles réservées au dîner, mais c'est « l'imprimerie de la République. » Le salaire est peu élevé, surtout pour les femmes et les enfans. Les ouvriers maréchaux, de 4 heures du matin à 7 heures du soir, temps des repas déduit, gagnent trente sous. Pour la mise en carte des épingles, jeunes filles ou enfans, s'ils sont habiles, peuvent, à raison de 30 000 dans la journée, gagner quatre ou cinq sous. Chez Sykes, de Saint-Remy, une jeune fille, entrée à neuf ou dix ans et, depuis cet âge-là, ayant travaillé 12 heures par jour, reçoit, à vingt et un ans, pour lui « tenir lieu de salaire, » un pécule de 250 francs ; entrée à quatorze ou quinze ans, elle reçoit, à sa majorité, 150 francs. Ces petites ouvrières sont parfois nourries, plutôt mal. Delaître, qui emploie 62 orphelines, leur fait servir des potages à la Rumford (le comte de Rumford, Benjamin Thomson, « Yankee baronnisé, » dira Marx) ; lequel Yankee, dans ses *Essays political, economical*, etc. « donne des recettes de toute espèce pour remplacer par des succédanés les alimens ordinaires et trop chers du travailleur. » Ses potages ne sont pas trop chers, puisque pour 11 fr. 16 on a de quoi nourrir, deux fois par jour, 115 personnes : la seule question est de savoir si elles sont vraiment nourries.

De la part de l'ouvrier, la résignation à son sort est encore générale, mais non totale et absolue. On lutte pour abréger la journée de travail, diminuer le nombre des jours chômés. Les corps de métier se recherchent et s'attirent : ouvriers des forges et fonderies, charpentiers, maçons, porcelainiers prennent contact. Les maîtres, les patrons, les bourgeois se plaignent de la « tyrannie des ouvriers, » de leur « vexatoire influence, » de la « dure dépendance des fabricans à leur égard, due notamment à l'esprit de licence qui a prévalu depuis quatorze ans dans la société. » « Le peuple fait la loi pour son travail, » gémit Dufort de Cheverny. Cependant ce ne sont pas les ouvriers qui

réclament un Code du travail, mais les patrons qui réclament un Code industriel. C'est vers eux, vers les patrons, vers les bourgeois, que penche le gouvernement, même révolutionnaire. « Soit pendant la période de la Convention, soit pendant le Directoire, remarque M. Gabriel Deville, le gouvernement intervient toujours, dans les mouvemens les plus calmes relatifs aux conditions du travail, contre les ouvriers. » La législation, en ces matières, se tient le plus souvent, et sauf une secousse ou un spasme, assez près de celle de l'ancien régime. C'est donc extérieurement la même chose, quoi qu'il y ait, au fond, quelque chose de changé, et que le fait, comme l'idée, agisse pour une transformation, pour un renversement des choses et des rapports, pour une « révolution. » La Révolution n'est pas précisément cette révolution, mais elle la cause, la détermine, la déclenche ; elle ne l'est pas, mais elle la fait. Le « grand ébranlement, » dont Auguste Comte lui restera reconnaissant, est donné. Tant que le Tiers-État a devant lui les deux premiers ordres, il se contracte pour ainsi dire et se raidit dans son unité ; demeuré seul, il sent aussitôt, au moins par intermittences, qu'il est divisé sur lui-même. D'abord les raisons d'unité l'emportent ; ensuite, les motifs ou les occasions d'antagonisme. D'abord refoulé ou caché, puis avoué, puis crié, puis conseillé et provoqué, l'antagonisme y est autant, ou même un peu plus, que l'unité.

II

La coupure ne doit pas se faire ici par époques ou par règnes : Consulat, Empire, Restauration ; Napoléon, Louis XVIII, Charles X. Du point de vue qui est le nôtre, on peut considérer comme une seule tranche d'histoire la période qui s'étend depuis le Consulat jusqu'au lendemain des journées de Juillet, jusqu'aux émeutes lyonnaises de 1831 et de 1834. Ce serait à peine forcer les termes que de l'appeler « la période saint-simonienne, » à la condition, quand on dit Saint-Simon, de ne point oublier Fourier, ni leurs émules ou imitateurs, et au préalable, de bien expliquer ce qu'on veut dire. Non point du tout que l'influence de Saint-Simon ou de Fourier ait été telle de leur temps, ni qu'ils aient agi pratiquement sur lui au point qu'ils aient mérité, l'un ou l'autre, de donner leur nom à leur temps. Nous

nous attacherons à considérer le saint-simonisme beaucoup moins comme une cause que comme un effet. Le « grand ébranlement » de la Révolution française avait jeté dans l'esprit du peuple des semences d'inquiétude, déposé en lui des germes d'agitation, détruit en lui le sens de l'immuable et de l'éternel, éveillé en lui des désirs, des pensées, des besoins, des instincts : « Cette inquiétude naturelle de l'esprit du peuple, cette agitation inévitable de ses désirs et de ses pensées, ces besoins, ces instincts de la foule formèrent en quelque sorte le tissu sur lequel les novateurs brodèrent tant de figures monstrueuses ou grotesques. On peut trouver leurs œuvres ridicules, mais le fond sur lequel ils ont travaillé est l'objet le plus sérieux que les philosophes et les hommes d'État puissent regarder. »

Quand ils ont regardé, qu'ont-ils vu ? C'est le caractère commun de toute cette période, c'est le trait qui relie tous ces règnes, et c'est en quoi le saint-simonisme est d'abord un effet : grâce aux inventions qui se multiplient, et premièrement aux applications de la vapeur, malgré les circonstances défavorables, malgré ce qu'élèvent d'obstacles les guerres incessantes de l'Empire, deux changemens de régime, les bouleversemens et flottemens de la politique, il est certain que l'industrie se développe, grandit, se concentre. Il est certain aussi que les expositions, de plus en plus fréquentes, qui permettent d'en constater les progrès, mettent de plus en plus en relief l'importance croissante qu'elle prend dans l'État, et fournissent au pouvoir, impérial ou royal, l'occasion dont il use encore modérément, mais qu'il ne néglige pas toujours, de récompenser quelques chefs d'établissemens. Néanmoins le retour des émigrés avec leurs prétentions, sans qu'ils aient rien appris ni rien oublié, les prétentions rivales, mais non moins tranchantes de la noblesse nouvelle, la prépondérance de l'épée et le prestige de la fonction publique, ont officiellement replacé ou laissé les choses à peu près dans la même situation et les classes à peu près dans le même rapport qu'avant 1789. Saint-Simon le sent en 1819, comme le maître d'école, dans *le Triomphe du Tiers-État,* trente ans auparavant, le faisait sentir au Duc : « Le mérite seul doit distinguer les hommes entre eux... Les citoyens que vous méprisez sont cependant ceux qui constituent essentiellement la nation, qui se passerait fort bien de vous, mais qui ne se passerait jamais d'eux. » D'où la Parabole : « Nous supposons que la

France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers mécaniciens ; ses cinquante premiers ingénieurs, ses cinquante premiers architectes..., ses cinquante premiers banquiers, ses deux cents premiers négocians, ses six cents premiers cultivateurs..., ses cinquante premiers menuisiers... » etc. « faisant en tout les trois mille premiers savans, artistes et artisans de France... La nation deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait. Il faudrait à la France au moins une génération entière pour réparer ce malheur. » Maintenant, « passons à une autre supposition. Admettons que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède dans les sciences, dans les beaux-arts et dans les arts et métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre, le même jour, Monsieur, frère du Roi, Mgr le Duc d'Angoulême, Mgr le Duc de Berry, Mgr le Duc d'Orléans, Mgr le Duc de Bourbon, Madame la Duchesse d'Angoulême, madame la Duchesse de Berry, madame la Duchesse d'Orléans, madame la Duchesse de Bourbon, et mademoiselle de Condé ; qu'elle perde en même temps tous les grands officiers de la couronne, tous les ministres d'État, avec ou sans département, tous les conseillers d'État, tous les maîtres des requêtes, tous ses maréchaux, tous ses cardinaux, archevêques, évêques, grands vicaires et chanoines, tous les préfets et sous-préfets, tous les employés dans les ministères, tous les juges, et, en sus de cela, les dix mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement. Cet accident affligerait certainement les Français, parce qu'ils sont bons, parce qu'ils ne sauraient voir avec indifférence la disparition subite d'un aussi grand nombre de leurs compatriotes. Mais cette perte des trente mille individus réputés les plus importans de l'État ne leur causerait de chagrin que sous un rapport purement sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'État. » En réalité, « l'espèce humaine, politiquement parlant, est encore plongée dans l immoralité,... la société actuelle est véritablement le monde renversé,... puisque, dans tous les genres d'occupation, ce sont des hommes incapables qui se trouvent chargés du soin de diriger les gens capables. » D'où la formule : « De chacun selon ses forces, à chacun selon sa capacité. » D'où la maxime, l'axiome : « Toutes les institutions sociales doivent avoir pour objet l'amélioration physique et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. »

Hardie dans l'expression, la Parabole saint-simonienne n'est pas, dans l'inspiration, très originale. Les producteurs et les oisifs, les abeilles et les frelons, c'est toujours l'Encyclopédie et les économistes, toujours le XVIIIe siècle et même le XVIIe; c'est toujours la fable de Mandeville. Mais voici qui est tout neuf : la conséquence politique, ou positive, que Saint-Simon en tire avec une tranquille audace. « Renversons la société pour redresser le monde. Que les oisifs s'effacent devant les producteurs. Que les frelons n'empêchent plus l'œuvre des abeilles. Que les incapables soient chassés et que la capacité gouverne. »

En fait, qui détient la capacité, et qui est-ce, « les gens capables ? » Évidemment, les abeilles, les producteurs : les cinquante premiers physiciens, les cinquante premiers chimistes, les cinquante premiers mécaniciens, les banquiers, négocians, cultivateurs, et les autres, les trois mille premiers savans, artistes et artisans de France. Mais, derrière ceux-là, ou autour d'eux, « toute la classe industrielle, » vingt-cinq millions d'hommes, la masse des travailleurs, le peuple des champs et des villes, le laboratoire, l'étude, la boutique, l'usine, l'outil, la charrue, toute la classe patronale et toute la classe ouvrière, en un seul corps dont l'activité fait la vie de la nation. La classe industrielle, entendue ainsi dans son extension la plus large, ce doit être tous ceux qui produisent quoi que ce soit, et qui n'ont aucune influence politique (n'étant pas électeurs pour la plupart), qui en sont donc réduits à « un rôle critique, » dont ils s'acquittent, sans mesure et sans profit, en jetant bas et improvisant des gouvernemens. Que ne s'adressent-ils au Roi, puisque c'est le Roi, — et si c'était l'Empereur, à l'Empereur, les formes ou les titres n'importent guère, — que ne lui demandent-ils, par voie de pétition, de leur transférer un des pouvoirs injustement abandonnés aux incapables, aux inutiles, le pouvoir fondamental de « faire le budget ? »

Ils l'alimentent, il est bien légitime qu'ils en disposent, ou plus exactement qu'ils le disposent, l'aménagent, et le contrôlent. Ordonner cela, ce sera établir enfin, après tant de changemens et de secousses qui n'ont été que de surface, « le régime industriel » où « la classe essentiellement laborieuse » tiendra la place et remplira, au moins par ses « principaux personnages, » les fonctions qui lui appartiennent. Et que Saint-Simon ait écrit : « la classe *essentiellement* laborieuse, » c'est un signe

qu'il ne veut pas dire seulement la classe ouvrière, et que, d'autre part, il ne songe pas à opposer l'ouvrier au patron; mais il veut dire, à coup sûr, comme il l'a déjà dit « la classe industrielle, » patrons et ouvriers compris, et, à coup sûr, il l'oppose dans son ensemble, en tant que classe productive, à la classe stérile, comblée d'honneurs et de bénéfices. A l'intérieur même de la classe industrielle, patrons et ouvriers ne lui apparaissent pas dans un antagonisme nécessaire, et ce n'est point par la guerre qu'il exprime leurs relations. Loin de là : « Les chefs des travaux industriels, affirme-t-il, sont les protecteurs nés de la classe ouvrière (la voilà, cette fois, comme classe, non pas séparée, mais distincte). Tant que les manufacturiers feront bande à part avec les ouvriers, tant qu'ils ne tiendront pas en politique un langage qui pourra être entendu par eux, l'opinion de cette classe très nombreuse et encore très ignorante ne se trouvant point guidée par ses chefs naturels, elle pourra toujours se laisser séduire par les intrigans qui voudraient faire des révolutions pour s'emparer du pouvoir. » Alors, dans le monde retourné et redressé, dans la société remise sur ses pieds, les « chefs de l'industrie » conseilleront les ouvriers, et seront eux-mêmes conseillés par « les publicistes, » avec qui ils s'associeront; première idée, poussée en un cerveau plus aristocratique et plus sec, de la future alliance rêvée entre « les philosophes » et « les prolétaires. » Tout cet effort, pourquoi? Pour une chimère d'égalité totale, la loi agraire, le partage des biens, le maximum, l'emprunt forcé? Nullement, « il est temps d'en finir avec ces calomnies, » mais simplement « pour la liberté, le crédit, la solidarité, pour une égalité de dignité. » Ce qu'il y a de mieux à attendre du suffrage universel, ou à en espérer, c'est qu'il ait pour puissant effet « de reconstituer, sur des rapports nouveaux, les groupes naturels du travail,... les corporations ouvrières. » Peut-être un de ces rapports nouveaux sera-t-il que, le domaine économique et le domaine politique se touchant jusqu'à être dans la dépendance l'un de l'autre, — et l'on s'en apercevrait mieux lorsque la classe industrielle aurait pris et occuperait son rang, — si la lutte du capital contre le salaire ne cesse pas, la victoire ne sera plus toujours assurée « aux grosses bourses, » mais quelquefois « aux gros bataillons. »

Pour l'instant, Saint-Simon veut voir, à l'ordinaire, d'un

même œil « les gros bataillons » et « les grosses bourses » formant ensemble la classe industrielle, et ses disciples, après lui, continuent, plusieurs années, à les vouloir voir comme lui. Aux côtés de Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, aristocrate très authentique, encore que de prétentions peut-être excessives, mais traditionnelles depuis le fameux duc, — « Je descends de Charlemagne, » lui-même nous dit de qui il descend avant de nous dire qui il est, et c'est le premier mot de son autobiographie; — aux côtés de ses héritiers, successeurs et disciples, d'Olinde Rodrigues, des Pères Enfantin et Bazard, se rangent, se forment en école ou en église, de non moins authentiques bourgeois, anciens polytechniciens, ingénieurs, officiers démissionnaires, banquiers, commerçans, avocats, médecins, professeurs, hommes de lettres, quelques-uns fort riches. La doctrine étant ce qu'elle est, la glorification de l'industrie, la morale ou la règle est la réhabilitation du travail, non seulement par la parole, mais par l'exemple, dans l'action et dans la vie. Au « monastère » de Ménilmontant, « le docteur Léon Simon fut chef de cuisine ; avec lui, deux aides, Paul Rochette, ancien professeur de rhétorique, et Charles Duveyrier. Un autre était éplucheur de légumes et joignait à cette fonction celle de ranger la vaisselle et de mettre le couvert, c'était Terson. Edmond Talabot, Gustave d'Eichthal, Lambert, Moïse Retouret lavaient la vaisselle. Alexis Petit était chargé du nettoyage des chaudières et de l'enlèvement des ordures; la police générale et la lingerie étaient confiées à Bruneau. Barrault, Auguste Chevalier, Duguet, ciraient les bottes; le docteur Rigaud, Holstein, Michel Chevalier, frottaient le parquet et servaient à table. La buanderie revint à Desloges, qui avait, pour couler la lessive, porter et laver le linge, l'aide de Franconie et de Broët. Le Père suprême, aidé de Fournel et de Charles Béranger, dirigeait les travaux du jardin. » A ces humbles besognes s'empressaient vingt-cinq des « apôtres » sur quarante : gardons-nous de n'en saisir que le comique et de ne trouver là qu'une matière à de faciles plaisanteries. Il y a dans ce spectacle, burlesque assurément à certains égards, et dont la badauderie s'amuse, quelque chose de très sérieux, je dirais presque de très grand, que le monde n'a pas encore vu. Des utopistes, des rêveurs et des chercheurs d'égalité parfaite, des niveleurs de conditions, des abatteurs de têtes de pavots, des perceurs de murailles sociales, on en connaissait

depuis longtemps : des écrivains plus ou moins élégans, plus ou moins sincères, plus ou moins désintéressés, qui avaient bien et beaucoup parlé du peuple, on en connaissait depuis un siècle. Mais personne n'en avait parlé avec cette émotion, avec cette largeur, cette profondeur de charité, et surtout personne n'avait fait ce geste. — La hiérarchie avait la peau trop blanche, s'écrie Michel Chevalier ; à Ménilmontant, la peau se brunit ; les mains deviennent rudes. « Quand le prolétaire les pressera, il sentira que ce sont des mains calleuses ; *nous nous inoculons la nature prolétaire.* »

Soit, les figures brodées par les novateurs sont grotesques, mais le fond est l'objet le plus sérieux que puissent regarder les philosophes et les hommes d'État. Il n'est guère, du moins pour sa valeur de signe ou de symptôme, de fait plus considérable que celui-ci. Cet aristocrate, ces bourgeois ne se contentent pas d'avoir découvert et salué le peuple, ou de l'appeler à eux, ils vont à lui, dans le dessein prémédité de collaborer avec lui, de se faire, par l'accomplissement des mêmes tâches que lui, les mêmes mains que lui, de « s'inoculer la nature prolétaire. » Il ne s'agit ni de descendre, ni de monter, mais de se rapprocher, de s'unir, de « s'associer. » Hors de la hiérarchie, proprement dite, de l'église saint-simonienne, point de frères supérieurs ni de frères inférieurs dans cette église. Nul n'est repoussé comme trop pauvre, trop simple ou trop modeste. Un enseignement spécial pour *le degré des ouvriers* (et « le degré » encore une fois n'est là que pour la hiérarchie des Pères et des Enfans) est confié à Fournel et à Claire Bazard. Un « recueil factice » appartenant à la Bibliothèque de la Chambre des députés nous a conservé le curieux récit de la séance consacrée le dimanche 18 décembre 1831 à cet enseignement des ouvriers. Le père Olinde Rodrigues, chef du culte, présidè, assisté du père Talabot, membre du Collège, de Stéphane Flachat et Holstein, directeurs des ouvriers, et de Baud, prédicateur. On est à dix-huit mois de la Révolution de Juillet, à quelque temps de la première émeute de Lyon. Et voici le langage que tient Stéphane Flachat : « On s'étonne, on sourit... quand on voit inscrit sur notre drapeau : *Religion, science, industrie, association universelle !...* Il n'y a pas longtemps, un autre drapeau fut arboré. Ce drapeau ne prêta pas à rire aux railleurs, aux incrédules ; il leur fit peur ! Devant ce drapeau, nous

sommes les seuls qui n'avons pas tremblé. C'était le drapeau noir des prolétaires lyonnais. Vous savez ce qu'ils y avaient inscrit : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant !* Terrible et sublime inscription !... Ils demandaient bien peu, les prolétaires lyonnais ! Ils demandaient bien peu !... Je me trompe peut-être. Quels sont les hommes qui vont lutter contre eux ?... Ceux-ci n'ont pas de drapeau nouveau ; mais s'ils en élevaient un, eux aussi ils y inscriraient : *Vivre en travaillant !* et ils devraient y ajouter : *ou mourir déshonorés !* Car, eux aussi, ils ont bien le droit de vivre, les fabricans et les commerçans... De quel côté se trouve donc le bon droit ?... La fabrication des soies dans Lyon était réglée par un tarif entre les fabricans et les ouvriers. Or le tarif ancien permettait aux fabricans lyonnais de travailler et de conjurer la faillite ; le nouveau tarif ne le leur permettait pas, ils ont demandé le maintien de l'ancien tarif. Les fabricans aussi, vous le voyez, demandaient bien peu !... Entre ces hommes dont les prétentions contraires étaient si légitimes, il n'a pas pu se trouver un arbitre : il y avait du sang dans cette question et le sang a coulé. » C'est à ce rôle d'arbitres qu'aspirent les saint-simoniens ; et c'est pourquoi l'enseignement qu'ils fondent peut être indifféremment appelé, comme ils l'appellent même alors, même après 1830, même à la fin de 1831 : *du degré des ouvriers* ou *du degré des industriels ;* dans leur esprit et dans leur langue, les termes ne se contredisent pas. « Quant à nous qui jetons ici, disent-ils, les premiers fondemens de l'association religieuse des travailleurs, maintenant que le drapeau lyonnais est tombé, maintenant que cette collision déplorable a cessé, c'est à nous, à nous qui nous sentons vivre et souffrir dans les entrailles de ce prolétaire qui retourne sombre à son métier ; à nous qui nous sentons vivre aussi dans les entrailles de ce fabricant dont le crédit et l'honneur ont été si cruellement menacés ; c'est à nous de planter entre eux notre drapeau. Nous n'y inscrirons pas : *mourir en combattant !* Pourquoi combattre et mourir ? L'humanité n'est pas destinée à se déchirer éternellement les flancs. Nous n'y inscrirons pas non plus : *vivre en travaillant !* Il y a encore là-dedans des privilèges de naissance, encore de la distribution des instrumens de travail par le hasard. Nous y inscrirons : *vivre associés et mourir pacifiquement avec la foi que nous accomplissons un progrès pour l'humanité.* » Le Père suprême, Enfantin lui-même, à son tour,

insiste : « Saint-simoniens industriels, hommes, femmes, enfans, ici rassemblés dans une commune affection, votre rôle est grand ! Vous sortez de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ; vous avez subi depuis le commencement du monde l'épreuve la plus grande qu'aucune autre classe de la société ait eu à subir. Jusqu'à ce jour, jusque dans cette enceinte, vous avez toujours été exploités. Dieu voulut que les travailleurs vécussent au jour le jour et parvinssent, par une série d'épreuves, à comprendre tout ce qu'il y avait de grand dans le monde, tout ce qui avait échappé à leurs observations, renfermés qu'ils étaient chaque jour dans un travail manuel. Dans cette enceinte, vous oubliez un moment l'outil qui toutefois vous fait vivre ; vous comprenez qu'il existe d'autres hommes qui ne manient pas le marteau et le rabot, des hommes dont les intelligences seules travaillent, et que ces hommes, qui ont dû les premiers arriver à l'émancipation, forment avec vous une seule famille ; vous comprenez Dieu, l'univers vivant, la vie universelle, non seulement dans votre travail qui en fait partie, mais dans le travail de tous ces hommes qui ont pour objet d'augmenter les connaissances humaines, de donner aux hommes de nouveaux moyens de travail, et de perfectionner leurs sentimens de famille, de fraternité et d'association. »

Comment nier la noblesse de ce discours ? L'initiation vient après : Le Père Olinde Rodrigues : « Hippolyte Pennekère, approche. » H. Pennekère monte à l'estrade. Le P. O. R. : Qui es-tu ? — H. P. : Je suis prolétaire. — Le P. O. R. : Quelle est ta vie ? — H. P. : Celle d'un ouvrier. — Le P. O. R. : Ta profession d'aujourd'hui ? — H. P. : Commis en librairie, etc. — Le Père Olinde : Et toi, Gallet, d'où viens-tu ? — Gallet : Je suis né de parens prolétaires, et j'ai travaillé pour vivre et les faire vivre. Je suis parvenu dans le commerce, grâce à mes efforts, au plus haut point où un prolétaire puisse parvenir avec sa seule capacité. — Le P. O. R. (*l'embrassant*) : Va, Gallet, ta vie est à nous ! » La foi est contagieuse. Mme Noël, marchande de modes, imite Pennekère et Gallet : « Mon père, et vous, mes frères, mes sœurs, moi aussi, je suis sortie de la classe prolétaire ; bien mieux, y ayant passé toutes les positions les plus affreuses de ma vie, je déclare que je suis heureuse de pouvoir faire entendre aussi ma voix parmi mes frères. » Et Bernard, cordonnier, imite Mme Noël : « Mes pères, mes frères, ce qui

vient de se passer me remplit d'une force nouvelle. C'est parce que j'ai passé par toutes les douleurs des prolétaires, parce que j'ai connu tous les maux qu'il est possible aux hommes d'endurer, que je sens en moi la force de travailler à améliorer leur sort, de concert avec vous. »

Le mouvement est généreux, le dessein est parfaitement sage. Ce qui est baroque, ce qui est fou, c'est le cérémonial, le rituel. Sans doute le saint-simonisme ne veut-il pas se priver de la puissance d'impulsion mystique ou religieuse qui doit être et qui sera au fond de tout socialisme. Mais il a le tort de tourner, s'il est permis d'employer de telles expressions, ce sentiment en dehors, de l'étaler comme un vêtement d'autel, comme l'ornement d'un culte parodié. Il faut que ce soit une âme, qui meuve la doctrine et la développe de l'intérieur, non des bandelettes qui l'enserrent et la lient, appelant en outre sur elle l'ironie aisément excitée des foules. C'est pourquoi le saint-simonisme, avec son enseignement pour le degré des ouvriers ou des industriels, ne devait pas porter très loin. Des ouvriers, il y en avait bien quelques-uns, parmi ces réformateurs : Charles Béranger, qui signe « prolétaire, ouvrier horloger, rue du Pont-aux-Choux, n° 21 ; » Ollivier, Rousseau et Toché, ex-cultivateurs; Bergier, ex-tambour-major, carreleur; Mercier, ancien garçon de bureau ; Desloges, ancien garçon boucher, et d'autres. En comptant tout, on arriva, pour les douze arrondissemens de Paris, dotés chacun d'un médecin, d'un directeur et d'une directrice, à 330 fidèles, dont 110 femmes, environ 150 enfans, et 1500 assistans qu'on appela et qu'on crut catéchumènes. C'était peu dans la grande ville, infiniment peu dans l'énorme masse des 25 millions de « travailleurs » qui formaient les vingt-quatre vingt-cinquièmes de la nation ; mais, puisque Saint-Simon, pour se donner vraiment des airs de fondateur de religion, a affecté d'aimer les paraboles, dans la ville, dans la nation, dans la classe industrielle, classe ouvrière de demain, ç'a été le grain de sénevé.

III

Une page de Tocqueville encore, dans un raccourci magistral, en dit, sur la Monarchie de Juillet, plus que n'en diraient bien des pages : « 1830 a clos cette première période de nos

révolutions ou plutôt de notre révolution, car il n'y en a qu'une seule, révolution toujours la même à travers des fortunes diverses, que nos pères ont vue commencer et que, suivant toute vraisemblance, nous ne verrons pas finir. En 1830, le triomphe de la classe moyenne avait été définitif et si complet que tous les pouvoirs politiques, toutes les franchises, toutes les prérogatives, le gouvernement tout entier se trouvèrent renfermés et comme entassés dans les limites étroites de cette seule classe, à l'exclusion, en droit, de tout ce qui était au-dessous d'elle et, en fait, de tout ce qui avait été au-dessus. Non seulement elle fut ainsi la directrice unique de la société, mais on peut dire qu'elle en devint la fermière. Elle se logea dans toutes les places, augmenta prodigieusement le nombre de celles-ci et s'habitua à vivre presque autant du Trésor public que de sa propre industrie.

« A peine cet événement eut-il été accompli, qu'il se fit un très grand apaisement dans toutes les passions politiques, une sorte de rapetissement universel en toutes choses et un rapide développement de la richesse publique. L'esprit particulier de la classe moyenne devint l'esprit général du gouvernement ; il domina la politique extérieure aussi bien que les affaires du dedans : esprit actif, industrieux, souvent déshonnête, généralement rangé, téméraire quelquefois par vanité et par égoïsme, timide par tempérament, modéré en toute chose, excepté dans le goût du bien-être, et médiocre; esprit, qui, mêlé à celui du peuple ou de l'aristocratie, peut faire merveille, mais qui, seul, ne produira jamais qu'un gouvernement sans vertu et sans grandeur. Maîtresse de tout comme ne l'avait jamais été et ne le sera peut-être jamais aucune aristocratie, la classe moyenne, devenue le gouvernement, prit un air d'industrie privée ; elle se cantonna dans son pouvoir et, bientôt après, dans son égoïsme, chacun de ses membres songeant beaucoup plus à ses affaires privées qu'aux affaires publiques et à ses jouissances qu'à la grandeur de la nation. »

A cet égard, la Monarchie de Juillet ne fit que continuer la Restauration, et l'on a bien raison de ne point diviser par règnes. Louis Blanc, parlant de la période 1815-1830, ne s'exprime guère autrement (sauf la différence des styles) que Tocqueville parlant de la période suivante 1830-1848. « Des pauvres, ai-je dit ? et c'est la première fois que je prononce ce mot. C'est qu'en

effet il ne s'est pas agi d'eux dans ces débats de quinze années. Triomphe de l'opposition, défaites ou victoires de la Cour, résistances de la royauté, qu'aviez-vous dont le peuple pût, avec raison, s'attrister ou se réjouir? On avait fait beaucoup de bruit au-dessus de sa tête : pourquoi? On avait marché à la conquête de la liberté d'écrire : était-ce pour lui qui n'écrivait pas? Nobles et riches s'étaient disputé le droit électoral; était-ce pour lui qui vivait au jour le jour? Dans cette tribune qu'avait si longtemps fatiguée la parole des factions, quelles voix avaient retenti pour que le salaire du pauvre fût augmenté, ou pour qu'on diminuât son labeur? Dans ces discussions financières, alimens des haines de parti, avait-on jamais conclu à quelque modification bien profonde dans l'inique répartition des impôts? Quoi! l'on était à la veille d'une grande crise, après quinze ans de combats livrés au nom de la justice, de la patrie, de la liberté, et le peuple, précipité dans cette crise, n'en devait sortir que pour retrouver la conscription dans le recrutement et les droits réunis dans les contributions indirectes, c'est-à-dire l'éternel fardeau! » Néanmoins, en un certain sens, la Monarchie de Juillet avait tenté comme une application de la Parabole de Saint-Simon : elle avait transféré le pouvoir aux abeilles, aux hommes utiles, aux industriels; mais la classe industrielle de gouvernement s'était tout de suite étrangement resserrée, rétrécie infiniment; et, loin de gérer l'entreprise au nom collectif et au bénéfice commun de tout ce qui travaillait et produisait, des vingt-quatre vingt-cinquièmes de la nation, patrons et ouvriers, il était apparu que le personnel installé à la direction des affaires considérait ces affaires comme son affaire, pensait d'abord à lui-même, et puis encore à lui, et ne pensait aux autres que par rapport à lui. Jamais égoïsme d'État ne s'était étalé aussi visiblement. Ainsi, c'est l'accession même de la classe bourgeoise, de la classe industrielle, au sommet du pouvoir qui a fait apparaître avec netteté l'antagonisme latent qui depuis un siècle surtout, mais sans doute depuis des siècles, partageait le Tiers-État en deux États au moins et le rongeait au dedans, pendant que, faisant masse de son unité extérieure, il battait en brèche les ordres privilégiés. A peine, selon le rêve des philosophes, le Tiers-État était-il officiellement devenu l'État, à peine la classe industrielle, selon ce que ce rêve avait de plus précis, disposait-elle du budget, et de tout le reste par

le budget, que des voix s'élevaient pour en déclarer la faillite. Ou, ce qui était pis, elles ne s'élevaient pas, elles chuchotaient, en un de ces bourdonnemens de peuple plus dangereux qu'une clameur. Quand le peuple crie, sa colère a crevé, l'abcès est déjà résolu. Mais, dans la masse des vingt-quatre vingt-cinquièmes, courait et circulait une mauvaise humeur d'autant plus âcre que l'expression en demeurait pour ainsi dire confidentielle. « Quelques faits éclatans de corruption, découverts par hasard, lui en faisant supposer partout de cachés, lui avaient persuadé que toute la classe qui gouvernait était corrompue, et elle avait conçu pour celle-ci un mépris tranquille, qu'on prenait pour une soumission confiante et safisfaite. » Il n'y avait, dans la masse, ni satisfaction ni confiance; mais, parce qu'on n'y voyait et n'y entendait rien, on croyait volontiers qu'il ne s'y passait rien. En fait et en réalité, il s'y faisait, il s'y préparait la plus grande révolution de tous les temps, s'il n'en est pas de plus grande qu'une révolution psychologique, susceptible d'altérer à fond l'esprit de ceux qui, étant ou se jugeant malheureux, sont le nombre et n'ont qu'à le savoir pour sentir leur force, mais aussi n'ont qu'à la sentir pour la déchaîner.

Oui, c'est là, à ne pas s'y méprendre, la plus grande des révolutions, l'apparition du nouveau prince dans le monde nouveau. Le faire naître en 1789, le faire sortir de l'Encyclopédie c'était peut-être le vieillir, le faire naître un peu trop tôt; le faire surgir subitement en 1848, ce serait le faire naître trop tard, par un phénomène de génération spontanée dont la vie des sociétés n'offre aucun exemple. Laissons incertaine, si elle l'est, la date de sa naissance; mais il est parfaitement certain que le nouveau prince s'est formé, en France, autour de 1840, et que tout justement il n'y a pas eu d'années plus véritablement, plus profondément, plus puissamment révolutionnaires que les dix-huit années de placidité, d'enrichissement, d' « habitation bourgeoise, » troublées seulement de quelques émeutes et de quelques attentats, qui de l'homme de 1830 firent l'homme de 1848.

CHARLES BENOIST.

SUR LE SYMBOLISME

M. André Barre, en un substantiel volume qui témoigne d'un très grand labeur et révèle une information très complète, a tracé l'histoire, assez complète vraiment, du symbolisme en France au XIXe siècle. Entendons-nous bien. Le mot symbolisme est une étiquette. On est convenu d'appeler ainsi les poètes qui, de 1885 à 1900 environ, ont été plutôt en réaction contre l'école parnassienne qu'en communion avec elle et parmi eux, il y en a qui n'ont pas été du tout symbolistes. Le symbolisme, en effet, consiste à exprimer sa pensée ou son sentiment *par des allégories qui ne sont pas artificielles*, ou qui le sont le moins possible. Par exemple, un aspect de la nature, mis en parallèle avec un état d'esprit; mieux encore, une description dont on ne peut pas savoir si elle veut rendre un état de la nature ou un paysage d'âme, tant il y a de concordances entre ces deux objets : ce sont des symboles; à la condition encore qu'ils ne soient pas concertés, et qu'il soit évident ou probable que l'auteur a pensé son sentiment ou senti sa pensée ainsi et non point *traduit* ainsi sa pensée ou son sentiment, auquel cas la chose ne serait rien de plus ou rien de moins qu'une allégorie, comme celle de Boileau : « Ainsi sur cette mer qu'ici-bas nous courons... » Voilà ce que c'est que le symbole.

Or les poètes de 1885-1900 n'ont pas tous été symbolistes ; même il s'en faut. Ceux mêmes qui l'ont été ne l'ont pas été continuellement, ce que je crois, du reste, qui est impossible. Chez ceux qui l'ont été le plus, le symbole, naturellement, n'a pas été autre chose *qu'un* de leurs moyens d'art, *qu'un* de leurs

moyens d'expression. Les poètes de 1885-1900 devraient donc être appelés les poètes de 1885-1900. Mais comme on a pris l'habitude de donner aux gens plutôt des noms que des numéros ou des dates, on a pris celle aussi, parce que les poètes de 1885-1900 ont beaucoup parlé de symboles et même en ont fait quelques-uns, de leur donner le nom de symbolistes qui est honorable, et qui reporte assez précisément à une date, seule chose essentielle pour ce qui est de s'entendre.

Donc, sous le titre de *le Symbolisme*, M. Barre fait tout simplement l'histoire de la poésie française dans les quinze dernières années du XIXe siècle. Toute école littéraire ou simplement tout mouvement littéraire général se *situe* par ses contraires et se définit par son essence. Qu'était la poésie française de 1885-1900 en considération de ses contraires? Elle était une réaction d'une part contre le « naturalisme » (lisez réalisme étroit et bas), d'autre part contre l'école parnassienne. Sur son horreur à l'égard du « naturalisme » et son impatience de s'en affranchir, il n'y a pas à insister; c'est une chose très nette en soi et dont on voit tout de suite toutes les raisons. Sur son animadversion à l'égard du Parnasse, — pour être plus précis et peut-être même plus vrai, à l'égard de Leconte de Lisle, — disons que les jeunes hommes de 1885 étaient las : 1° de l'impassibilité, de l'insensibilité vraie ou affectée et qui, même vraie, était encore une affectation, de Leconte de Lisle et de ses disciples; 2° las de la forme trop avertie, trop serrée, trop rigoureuse, par suite s'éloignant de la souplesse, de la grâce et de la vie, d'une école qui, depuis Gautier jusqu'à Leconte de Lisle, depuis Leconte de Lisle jusqu'à Heredia, tendait de plus en plus à se rapprocher de la sculpture. Voilà les *contraires*, voilà *contre quoi* les jeunes gens de 1885 étaient en réaction plus ou moins consciente, chacun selon son caractère.

Ce que cette poésie nouvelle était en son essence, le voici selon moi, d'après ses traits généraux. Elle était philosophique, ou du moins elle croyait l'être... On m'arrête tout de suite : « Leconte de Lisle était philosophe aussi! » — Certes, mais d'abord, Théophile Gautier ne l'était point et Heredia ne l'était point. Ensuite, la philosophie de Leconte de Lisle, qui n'est pas ce qui éclate tout d'abord en lui et qu'il faut savoir chercher et découvrir, échappait peut-être un peu aux jeunes gens de 1885, du moins à la plupart, et ils cherchaient plutôt leur

inspiration philosophique du côté de l'Allemagne. L'influence profonde de Hartmann sur cette génération ne saurait être asssez signalée. C'est elle qui règne en souveraine sur Jules Laforgue, qui fut tenu pour un Dieu, en ce temps-là, sur Maeterlinck, sensiblement encore sur M. Jammes et M. Vielé-Griffin. Laforgue écrivait : par la raison, par la logique nous nous vidons de tout ce qui est la vie ; « nous allons à la dessiccation. » L'inconscient, au contraire, est « un domaine qui vient d'ouvrir à la science les forêts vierges de la vie. » Et se pencher sur l'inconscient et tâcher de l'amener à une demi-conscience, c'est toute notre affaire. Et il ajoutait, avec une certaine naïveté, que la preuve que nous sommes faits pour nous ramener à l'inconscient, c'est que, « plus l'activité de l'esprit confine au domaine de l'inconscient, moins la fatigue se fait sentir. » M. Maeterlinck, avec beaucoup plus de finesse et perspicacité psychologique, ne pensait pas autrement et sa doctrine pouvait se résumer ainsi : Tout ce qui est exprimé est déjà dégradé ; même tout ce qui est senti avec netteté est déjà altéré et comme rendu grossier. La vie est mystérieuse et le mystérieux est seul vivant.

La pensée pratique des jeunes gens de 1885 était donc une pensée philosophique ultra-idéaliste, ayant tendance, du moins, à aller au delà de la raison, comme dirait Nietzsche, chercher la pensée spontanée et instinctive, au delà de la pensée spontanée le sentiment, au delà du sentiment conscient, le sentiment qui ne se rend pas compte de lui-même et qui est simplement un état d'esprit. La pensée pratique des jeunes gens de 1885 était une pensée philosophique, faisant la gageure de connaître l'inconnaissable du cœur dans la mesure où il peut être connu, c'est-à-dire senti.

Il résultait de là une particularité curieuse, qui, du reste, est plus qu'une particularité. Les hommes qui sont comme enivrés d'inconscient, peuvent à la vérité se détourner des choses ; ils peuvent aussi ne s'en détourner point ; seulement, s'ils les regardent, de même qu'en se contemplant eux-mêmes ils écartent tout ce qui n'est pas mystérieux, de même en regardant les choses ils les trouvent mystérieuses. L'âme vraie de ceux qui ont une âme étant quelque chose qui ne se comprend pas et qui n'est pas à comprendre, les choses peuvent avoir une âme exactement semblable, qui, comme la nôtre, parle silencieusement et se fait sentir obscurément, et l'on pourrait

dire par son obscurité même. Lamartine avait dit seulement :

> Objets inanimés, avez-vous donc une âme
> Qui s'attache à notre âme et la force d'aimer?

Il était sur la voie. Chez les poètes de 1885, l'âme des choses est presque un dogme. L'âme des choses est une des inspirations familières de Maeterlinck. La façon dont il les imagine et dont il les craint est bien spirituelle : « C'est à certains momens et *lorsqu'on les regarde* que les choses se tiennent tranquilles, comme des enfans sages, et ne semblent pas étranges et bizarres; mais, dès qu'on leur tourne le dos, elles vous font des grimaces et vous jouent de mauvais tours. » Francis Jammes est un des poètes les plus convaincus et les plus expressifs de l'âme des choses. Vous connaissez la fameuse pièce :

> Il y a une armoire à peine luisante
> Qui a entendu les voix de mes grand'tantes,
> Qui a entendu la voix de mon grand-père,
> Qui a entendu la voix de mon père.
> A ces souvenirs l'armoire est fidèle,
> On a tort de croire qu'elle ne sait que se taire;
> Car je cause avec elle.
> Il y a aussi un coucou...
> Il est venu chez moi bien des hommes et des femmes
> *Qui n'ont pas cru à ces petites âmes,*
> Et je souris qu'on me pense seul vivant
> Quand un visiteur me dit en entrant :
> Comment allez-vous, monsieur Jammes?

Voilà, très sommairement esquissée, la philosophie, très rudimentaire du reste, et qui n'était réellement qu'une *tendance mystique*, des poètes de 1885. On conçoit et comment elle était née de l'éloignement à l'égard de la philosophie de Leconte de Lisle et combien, une fois formée, elle contribuait à en éloigner encore plus, la philosophie de Leconte de Lisle étant très rationaliste, très logiquement construite, très nette et même très systématique. On conçoit encore plus qu'elle les écartait de ceux de leurs illustres prédécesseurs qui n'avaient pas été philosophes du tout, ni voulu l'être, et qui n'avaient été que plastiques.

Et ceci nous sert, si l'on veut, de transition. Les poètes de 1885 ne voulaient plus être plastiques, ni picturaux; et ils tendaient vers la musique au lieu de tendre vers les arts du dessin; avec pleine raison, selon moi, la poésie, parce qu'elle a pour

moyen la voix humaine, s'apparentant beaucoup plus naturellement à la musique qu'à tout autre art, et, pour en mieux parler, la poésie étant une musique qui, — infériorité ou avantage, — reste analytique. Et ce serait le cas de citer le vers très intelligent d'Antony Deschamps sur la poésie :

Peinture qui se meut et musique qui pense.

C'est ce point de vue qu'avait très vite saisi Brunetière, et c'est ce qu'il y a de plus pertinent et de plus excellent dans son fameux article, *Symbolistes et Décadens*, admirable tout entier, du reste, de novembre 1888 : « La littérature, après s'être approprié les moyens de la peinture, tend maintenant à s'emparer des moyens de la musique. »

Ceci n'était que la conséquence presque forcée de ce goût de l'inconscient et du mystérieux qui était le fond des symbolistes. Comme c'est la musique qui fait sentir synthétiquement et non penser analytiquement, comme c'est la musique qui, simplement et sans plus, communique un état d'âme à une âme; de même et par suite un art qui s'attachait au mystérieux et à l'indéterminé, et qui se souciait plus d'exprimer ou même d'évoquer des états d'âme que de les analyser, tendait, inclinait vers la musique à ce point qu'il était destiné à se confondre dans la musique, et en quelque sorte à se supprimer dans son aboutissement, à s'annihiler dans sa perfection. De ce que la poésie nouvelle était une musique plus que tout autre chose, c'est de quoi les « symbolistes » se sont le plus et le mieux rendu compte. Verlaine, qui a été le plus conscient de tous ces poètes et qui a le plus sûrement su ce qu'il était, ce qu'il voulait être et ce qu'il faisait, l'a assez dit dans ses vers fameux :

De la musique avant toutes choses;
De la musique encore et toujours!

La musique est la forme même d'une pensée qui a quelque honte, tout au fond, d'être une pensée, mais qui, ne renonçant pas pourtant à en être une, cherche la courbe asymptotique qui la rapprochera le plus de la musique sans pourtant jamais l'y confondre. Un poète « symboliste » dirait à un musicien : « Monsieur, votre art est le véritable, et je voudrais être vous si, par une faiblesse peut-être blâmable et une ambition peut-être imprudente, je ne voulais être un homme qui se fait sentir

tout en restant un peu un homme qui se fait comprendre. »

De là *chez tous*, au moins l'amour ardent d'une poésie fluide, indéterminée, indécise, adroitement indécise et savamment indéterminée, qui suggère plutôt qu'elle n'exprime et qui suggestionne plutôt qu'elle ne renseigne. Renseigner pour un symboliste, même sur soi-même, est la dernière des vulgarités et un barbarisme. Écoutez-les :

Pour la couleur, rien que la nuance,

dit encore, et admirablement, Verlaine. Et en effet la couleur nette a quelque chose de cru qui efface tout mystère et même toute vérité, la vérité étant faite de « dégradations aussi indiscernables que celles du cou de la colombe » et toute couleur tranchée étant, par définition, artificielle.

De même encore et c'est la même chose, un certain flottement dans l'expression à la condition qu'il ne vienne pas de l'impuissance de l'auteur, mais de sa volonté d'être conforme aux choses et soumis à son objet, est une beauté ou plutôt une nécessité de l'art vrai. Verlaine :

Il faut aussi que tu n'ailles point
Choisir tes mots sans quelque méprise.

Et l'on comprend bien que, du moment qu'il y a en même temps *méprise* et *choisir*, il s'agit d'une méprise très volontaire et très attentive :

Rien de plus cher que la chanson grise
Où l'Indécis au Précis se joint.

Grise est bien mauvais et même faux ; c'est quelque chose comme *indécis* ou *fuyant* qu'il nous faudrait ; mais on ne laisse pas de comprendre.

Et enfin cette poésie sera éminemment, essentiellement individualiste. Cela s'entend assez bien. La méthode ici impose l'objet. Du moment que nous voulons être imprécis, mystérieux, fuyans, indéterminés, mêlés d'ombre légère et de lumière douce, crépusculaire, ce n'est *guère* qu'en nous que nous pouvons trouver ce délicat et séduisant clair-obscur, cet inconscient ou ce subconscient dont il s'agit de donner l'expression, ou plutôt l'impression fugitive. Certes, les choses ont leur inconscient, on peut même dire qu'elles en ont un qui est absolu ; mais

précisément il s'agit d'un inconscient qui est au seuil de la conscience, qui y affleure et dont on peut dire que le poète le voit ou le croit voir, *aut videt aut vidisse putat;* et celui-ci, ce n'est bien qu'en nous que nous pouvons le saisir, — ou goûter le plaisir qu'il nous échappe.

Il est donc naturel que le poète symbolique soit ramené par ses démarches naturelles elles-mêmes à la poésie personnelle et confidentielle (dans une mesure que nous verrons plus loin). M. Vielé-Griffin a très bien vu cela, quoique l'ayant exprimé d'une manière trop « paroxyste, » comme on dit aujourd'hui : « Ce qui caractérise le symbolisme, c'est la passion de la vie... » Mais de quelle vie ? De la sienne, qui crée toutes les autres : « La doctrine égoïste qui fait de moi, seul existant, le créateur sensitif de l'univers, — doctrine que nous accepterons sans discussion, — serait illogique, si elle n'assignait à son art l'œuvre unique de traduire ce moi, synthèse inconsciente en symbole, qui exprime ce moi dans son harmonieuse conscience... Le travail du poète demanderait [donc] *auto-psychologie intuitive...* La poésie est l'expression de l'individualité d'un individu. » Et, en vers, M. Vielé-Griffin exprimera assez bien cette création de l'univers par le *moi* qui le fait en le concevant, *à propos* seulement de la sensation visuelle qui lui vient de lui.

Debout, appuyé d'une main
A quelques pierres des temps anciens
Je sentais cette vie en moi,
Et que je créais tout cela,
La ville, le lac, les faîtes blancs,
Du grand regard de mes vingt ans.

Pour ce qui est de la forme rythmique qu'ils ont adoptée, on sait assez qu'ils ont hésité beaucoup, qu'ils ont tâtonné. Ils ont senti ou cru sentir qu'à une poésie qui voulait être si fluide, si peu arrêtée, si peu déterminée comme une eau dans un vase par son contenant, si fugace et sinueuse au contraire comme une eau en liberté, il fallait une forme rythmique qui ne fût pas consacrée, traditionnelle, moule légué, prison héritée, mais qui se créât elle-même, à chaque moment, à chaque nouveau mouvement ou nouvelle nuance de la pensée. Créer un rythme que vous inspire la première pensée qui vous vient, en créer un autre que vous suggère la seconde pensée qui vous arrive, en créer un autre que vous impose la troisième pensée qui se pré-

sente, et ainsi de suite et toujours, voilà évidemment la vérité. On ne peut disconvenir que ce ne fût assez juste en soi.

En conséquence, n'hésitons pas sur les mots, ils ont *renoncé au vers et ont tous écrit en prose rythmique*. Ne nous y trompons pas en effet. Le vers est une phrase mélodique fixée, traditionnelle, invariable, à laquelle l'oreille d'un peuple est habituée ; c'est un moule rythmique dans lequel le poète jette sa pensée et sa phrase, d'où il suit qu'il n'invente pas son rythme en conformité avec sa pensée, mais qu'il reçoit son rythme et qu'il y conforme sa pensée. Donc si vous voulez créer un rythme qui soit conforme à votre pensée et qui se transforme avec elle, vous ne pouvez qu'écrire en prose, en prose rythmée, évidemment, mais en prose.

Restriction à ce qui précède : le vers, quoique rythme fixé, ne laisse pas d'être plastique ; il n'a jamais, par exemple, que douze syllabes ; mais il y a cinq ou six ou huit ou dix façons de disposer ces douze syllabes, de les distribuer par groupes et d'opposer ces groupes les uns aux autres ; il y a aussi bien des façons, et plus de huit ou dix, de se servir tantôt de syllabes sèches et tantôt de syllabes étoffées, tantôt de syllabes sonores, tantôt de syllabes sourdes, de telle sorte que, dans le même rythme général, les vers donnent des sensations mélodiques extrêmement variées, et c'est ainsi qu'un grand versificateur comme Racine ou Victor Hugo, dans le rythme consacré, crée son rythme original et, dans le rythme fixe, son rythme varié.

Il est vrai ; mais moins vrai qu'on ne croit. Dans le rythme consacré, le rythme original fait toujours figure d'une exception pour produire un effet et par conséquent ne peut être effectivement qu'exceptionnel. Cela est si vrai que, quand le rythme original est continuel (*Albertus* de Gautier), il fait simplement figure de prose. Pour que dans le rythme consacré le rythme original *se fasse sentir*, il faut qu'il soit exceptionnel et par conséquent, dans le rythme consacré, ne parlons pas de rythme continuellement renouvelé, il ne saurait y trouver place. Le rythme original introduit dans le rythme traditionnel n'est qu'un *expédient*, soit simplement pour rompre la monotonie du rythme traditionnel, soit pour produire un effet particulier par la violation même du rythme consacré, violation qui attire l'attention du lecteur sur l'effet même que l'auteur veut produire.

— Mais que direz-vous du rythme continuellement renou-

velé de La Fontaine dans ses *Fables* et de Molière dans *Amphitryon*, rythme continuellement renouvelé par l'admission de tous les rythmes consacrés et le passage libre de l'un à l'autre ? Je dirai qu'on a abusé singulièrement de cet exemple et de cet argument et que c'est presque une plaisanterie. Le rythme des *Fables* et de l'*Amphitryon* n'est pas si continuellement renouvelé qu'on veut bien le dire et en vérité il ne l'est guère. Il consiste presque toujours à passer de l'alexandrin au vers de huit syllabes, c'est-à-dire à faire appel successivement aux deux rythmes consacrés les plus consacrés et les plus familiers à l'oreille française. Le surplus, ou rentre tout à fait dans ces *exceptions pour produire un effet* dont j'ai parlé plus haut, ou n'est, — chose très habile, — que l'intervention de la prose dans les vers soit pour détendre la rigidité des vers continus, soit, — encore exception, — pour produire un effet, pour marquer à un moment donné le prosaïsme de la pensée ou de l'objet. Exemple d'un rythme exceptionnel pour produire un effet :

Mais qu'en sort-il souvent ?
Du vent.
. . . . . .
Même il m'est arrivé quelquefois de manger
Le berger.

Exemples de l'intervention de la prose pour marquer le prosaïsme de la pensée ou de l'objet :

Va, Sosie, et dépêche-toi,
Voir, dans les doux transports dont mon âme est charmée,
Ce que tu trouveras d'officiers de l'armée
Et les invite à dîner avec moi.
Tandis que d'ici je le chasse
Mercure y remplira sa place.

Pure prose, intentionnellement, puisque ces paroles de Jupiter sont paroles, simplement, de maître donnant une commission à un valet et prenant des dispositions d'ordre intérieur. Donc, — vérifiez, — sauf exceptions, rares et dont j'ai donné les raisons, le rythme constamment renouvelé de La Fontaine dans ses *Fables* et de Molière dans *Amphitryon* n'est pas du tout un rythme continuellement renouvelé ; il est un rythme consistant dans l'emploi successif de deux rythmes très consacrés et dans le passage, très savant, de l'un à l'autre, rien de plus. Il y a une

distance immensurable entre ce rythme et ceux des symbolistes. Il ne peut y avoir de rythme constamment personnel, constamment original et constamment renouvelé, qu'en prose. Les symbolistes ont écrit en prose, en prose rythmée ou qui avait l'intention de l'être ; mais en prose, comme Bossuet, comme Bernardin de Saint-Pierre, comme Chateaubriand ou comme Michelet.

Verlaine n'avait ni fait ainsi, ni conseillé d'aller jusque-là. Il avait seulement conseillé « l'impair, » comme plus fluide et plus « soluble dans l'air, » en quoi il avait bien raison et était dans le sens de l'évolution qui se préparait. Le vers impair en effet, parce qu'il ne peut pas se scander, c'est-à-dire se scinder, en parties égales, est moins rythmique, je veux dire est moins rythmique consacré, moins net à l'oreille, moins exactement frappé ; il ne donne pas l'impression du métronome. Le vers impair est prose rythmée. (Exception faite du vers de neuf syllabes coupé 3-3-3 qui, tout de suite, s'il est coupé ainsi, devient le vers le plus rythmé et le plus métronomique des vers ; mais le vers de cinq syllabes, le vers de sept, le vers de neuf coupé 4-5 ou 5-4, le vers de onze, sont de la prose rythmée, de la prose à rythme incertain et indécis, charmante du reste en mains habiles.)

Verlaine était donc bien sur la voie ; il marchait vers la prose musicale.

Ses disciples s'établirent nettement dans la prose musicale et, pour ce qu'ils voulaient faire, ils étaient très logiques, très bien inspirés et avaient raison, absolument raison. Seulement, ils furent très maladroits dans la réalisation de leur doctrine. D'abord, le plus souvent, ayant l'intention d'écrire en une prose où le rythme fût constamment original et constamment renouvelé, ils écrivirent dans une prose qui n'était pas rythmique du tout. Ceci, je ne peux pas le prouver ; c'est affaire d'impression, d'oreille. Mais, — contrôle insuffisant, de quelque valeur toutefois, — lisez-moi une page de Bossuet, de Bernardin ou de Chateaubriand et surprenez le rythme. Vous verrez que les membres de la phrase musicale sont de longueur différente, mais non point de longueur très différente. Ce sont des groupes de sept, huit, neuf syllabes, formant, quand on les prend deux à deux, des groupes de quatorze, quinze, seize, dix-sept syllabes coupés et légèrement *reposés* par une césure. Chez les symbolistes, vous trouvez sans cesse des groupes de deux ou trois syllabes juxtaposés à des groupes de quinze, seize, dix-sept... Et ce serait

excellent, — encore, — pour produire un effet. Mais le plus souvent l'on n'a nulle impression de l'effet que l'auteur a voulu produire, et il n'y a que la sensation qu'il n'y a pas de rythme du tout. Il pourra toujours dire que son rythme, lui, il le sent et que c'est notre faute si... Sans doute ; mais un rythme ne peut pas être autre chose cependant qu'une convention, — je crois que souvent il n'est rien de plus, — entre le chanteur et l'auditeur, ou une *co-sensation* entre le chanteur et l'auditeur; et que l'auditeur, bien souvent, n'ait pas, tout parti pris mis de côté, saisi le rythme du chanteur, c'est tout au moins une prévention contre celui-ci. Or c'est tout à fait ce qui est arrivé à nos symbolistes.

Deuxième maladresse : ils ont conservé la rime ou l'assonance. C'est ce qui m'a toujours stupéfié. Comment! Ils veulent le rythme libre, original, spontané, constamment renouvelé; et ils conservent ce qui rappelle le plus le rythme consacré et par conséquent, là où il n'est pas, en signale l'absence! Pourquoi ne faut-il pas de rime en prose ? Parce que la rime en scandant la prose ici, là et plus loin, rappelle le rythme consacré, traditionnel, le fait rechercher par le lecteur et le fait instinctivement regretter quand il n'est pas. Quand vous quittez le rythme consacré, vous devez donc quitter la rime, ou vous donnez cette sensation, non de prose musicale, mais de vers faux, ou encore vous donnez cette sensation d'un intermédiaire hésitant, balbutiant et boiteux entre la prose et les vers. La rime est rythme, comme son nom l'indique du reste très étymologiquement; mais elle rythme des rythmes traditionnels. Quand elle rythme des rythmes libres, elle ne fait que nous avertir que nous avons affaire à des rythmes libres qui semblent regretter de n'être pas fixes. Elle ne dit qu'une chose : « Voyez comme ces vers sont faux. »

— Mais si elle n'y était pas, les vers vous paraîtraient-ils moins faux ?

— Point du tout, je les prendrais pour ce qu'ils sont, pour de la prose librement cadencée. Il n'y a qu'une chose qui rythme le rythme libre, c'est la virgule, le point et virgule et le point.

Ce n'est point l'avertissement qui avait manqué aux symbolistes et l'avertissement était venu de haut. Verlaine avait dit : « Prends-moi la rime et tords-lui le cou. » Et M. Vielé-Griffin écrivait : « Outre l'absurdité de la classification arbitraire des rimes en masculines et féminines, il n'est pas possible à toutes

les consciences de continuer à hacher la langue en lanières duodécasyllabiques avec un calembour en grelot; ce jeu, simplement, se faisant insupportable. » Et cependant Verlaine a pratiqué la rime jusqu'à sa mort et M. Vielé-Grifin a pratiqué, souvent, au moins l'assonance.

Car tu sauras les rêves vastes
Si tu sais l'unique loi,
Il n'est pas de nuit sous les astres
Et toute l'ombre est en toi.

Au fond, les symbolistes ont détesté la rime et l'ont pratiquée. Ils l'ont traitée comme une maîtresse bête dont on ne peut pas se passer. Pourquoi? Parce qu'ils ont senti qu'ils voulaient créer et qu'ils créaient quelque chose d'intermédiaire entre les vers et la prose, et en cela, ils ne se sont pas du tout trompés. Mais ils ont cru que ce qui empêcherait ce qu'ils créaient d'être purement de la prose, ce serait le maintien d'un minimum de rime. Là fut leur erreur. Ce qui distingue, et presque pour le moins lettré, la prose rythmée de la prose, c'est le rythme lui-même, tout à fait indépendamment de la rime. Personne n'estimera jamais que Bossuet se sert du même *instrument*, — sans parler aucunement du style, — que La Bruyère; et que Chateaubriand se sert du même instrument que Mérimée. Tout le monde estimera que Bossuet et Chateaubriand sont des musiciens, et que La Bruyère et Mérimée ne le sont pas.

Par insuffisance d'oreille musicale (la plupart) et par maintien très malavisé de la rime, les « symbolistes » ont subi au moins un demi-échec.

Je m'étonne que M. Barre, qui a tant tenu à être complet, n'ait pas tenu compte de deux grands poètes qui, sans être « symbolistes, » ont avoisiné le « symbolisme, » ou qui, si vous voulez, en se croyant les ennemis du symbolisme et en se déclarant tels, ont été beaucoup plus symbolistes qu'ils ne l'ont cru. Je veux parler de Sully Prudhomme et de M. Haraucourt. Ils n'ont pas été symbolistes, certes, par la forme, et par les procédés de versification; mais l'âme symboliste était en eux pour ainsi dire, en ce sens qu'ils avaient le culte et le goût de la poésie philosophique et qu'ils avaient le culte et le goût du symbole lui-même. Je n'ai pas besoin de rappeler *le Vase brisé* et *la Voie lactée* de Sully Prudhomme et *la Citadelle* de M. Haraucourt. Autant

il est juste, — je dis *autant que;* car ce n'est qu'à peu près, — de tenir Vigny pour le père des symbolistes, autant, juste autant, il est exact de considérer Sully Prudhomme et M. Haraucourt comme leurs frères. On sait assez qu'il arrive souvent à des frères d'être brouillés; cela n'empêche point le parentage.

Il aurait fallu étudier aussi la question des renégats, des apostats, et pourquoi tels, comme Moréas et M. de Régnier, après avoir commencé par le symbolisme (du moins pour ce qui est de la forme) se sont ramenés aux procédés classiques et traditionnels. Je ne me flatte pas d'en avoir tiré distinctement les raisons. Pourtant, et si cela était vrai, ce serait bien important, il me semble que chez des poètes et versificateurs très bien doués, il n'est pas très étonnant que la pratique du vers libre ramène à la pratique du vers fixe. Il va sans dire que rien n'est plus difficile au monde que d'être très bon en vers libres. Créer continuellement son rythme et le créer juste, c'est un merveilleux tour de force. Or cela rend excellemment expert et habile à se servir du rythme consacré, avec aisance et souplesse et en lui donnant de la souplesse et de l'aisance; cela rend très adroit à user, pour se servir de la terminologie de M. Barre, non plus du « vers libre, » mais du « vers libéré. » Oui, mais reste encore: pourquoi y venir? pourquoi le préférer? Parce que, à sentir que l'on en est maître, on prend pour lui beaucoup d'affection et on le trouve très beau. On estime infiniment le travail intelligent et très artistique qui consiste à rendre souple une matière (ou un moule) rigide et à faire produire au vers fixe tous les effets du vers indépendant. C'est plus beau, non parce que c'est plus difficile; j'ai dit que ce n'est pas plus difficile, et j'y tiens; mais parce que cela semble plus difficile et est comme un petit mystère de l'art.

Reste que le poète, qui a commencé par le vers libre et qui est revenu au vers fixe, gardera pour sa prose les procédés dont il a acquis la maîtrise dans ses exercices de vers libre. On a dit souvent que personne n'écrit mieux en prose que celui qui a écrit longtemps en vers. Cela dépend : celui-ci qui a écrit en vers strictement traditionnels écrira, je crois, assez mal en prose; celui qui a écrit en vers assouplis et « libérés » écrira en prose tout à fait bien. De même celui qui s'est exercé, sérieusement et avec succès, au vers libre, écrira supérieurement en vers traditionnels et aussi, en prose musicale. Ajoutez, et ce

sera peut-être le plus vrai, comme il arrive souvent au plus simple d'être le plus véritable, que tel qui fut longtemps vers-libriste était un classique sans le savoir et, quand il en est venu au vers traditionnel, s'est, tout simplement, retrouvé. C'est l'histoire de Sainte-Beuve devenant classique : il l'est devenu, parce que, quoi qu'il en crût, il l'avait toujours été.

En creusant, on s'aperçoit et l'on se convainc de ceci, qui n'est que partiellement vrai, mais qui l'est bien aux trois quarts, que le symbolisme a été une renaissance du romantisme, ou tout au moins une variété du romantisme. Il l'a été par ses haines, ce qui est déjà beaucoup. Comme le romantisme, il a détesté le matérialisme, le réalisme, le naturalisme; aussi l'art pour l'art, dans le sens de l'art pour la forme et uniquement pour la forme; nous avons vu que ses antipathies sont le Zolisme et le Parnasse.

A le prendre, non comme réaction, mais en soi, comme le romantisme, il a eu la prétention d'être une poésie *individualiste, philosophique, symbolique et musicale.* Voilà beaucoup de points de contact.

Individualiste, il l'a été par la recherche de l'inconscient, qui n'était rien que ce qu'on appelait en 1830 les « abîmes du cœur. » Philosophique, il l'a été ou a cru l'être en écoutant les voix lointaines de la philosophie allemande de son temps, comme le romantisme avait écouté les échos confus de la philosophie allemande du sien. (Par parenthèse on a reproché aux romantiques d'être des étrangers par leurs goûts, et aux symboliques d'être, pour la plupart, des étrangers par leurs origines mêmes.)

Symbolique, le romantisme l'avait été souvent avec complaisance et avec succès, et il est inutile de rappeler Vigny et *le Pot de porcelaine,* et *le Choc des cavaliers* de Gautier, et *la Mise en liberté* de Hugo.

Musical enfin, si le romantisme a été surtout pittoresque, il a été musical aussi à ce point qu'on peut dire qu'avec Lamartine, Hugo et même Vigny, il a tout simplement réintégré dans la poésie la musique qui n'en avait été bannie (Chénier faisant à peine exception) que depuis cent cinquante ans.

Ajoutez encore que les tentatives des symbolistes pour réformer la versification n'étaient qu'une suite de la réforme de Hugo, et que le « vers libre » n'est que la suite d'affaires, imprudente, je crois, maladroite peut-être, du « vers libéré. »

Les symbolistes sont des fils téméraires des romantiques. On peut dire que les voies du romantisme ont été retrouvées et suivies par les symbolistes, et qu'ils n'ont trouvé qu'une nouvelle façon d'y marcher, et que les sources du romantisme ont été retrouvées par les symbolistes, et qu'ils n'ont inventé qu'une nouvelle façon d'y boire. Les différences sont celles-ci. Le romantisme est déclamatoire, le symbolisme ne l'est pour ainsi dire jamais. Le romantisme est exagéreur; le symbolisme a un grand souci de chercher et d'exprimer la simple et même l'humble vérité; le romantisme a une musique extérieure en quelque sorte, et ce sont les sonorités de la nature, je ne dis pas qu'il cherche à imiter et il a détesté « l'harmonie imitative, » mais dont il aime à s'inspirer; et c'est uniquement la musique intérieure, la musique de l'âme que les symbolistes se sont ingéniés à faire passer dans leurs œuvres. Le romantisme et le symbolisme ont été tous deux individualistes, mais le romantisme avec un caractère tumultueusement, bruyamment et torrentiellement confidentiel; le symbolisme avec discrétion, avec pudeur et le soin de dissimuler les confidences sous le voile mystique des symboles. — La plus grande différence, c'est que presque tous les poètes romantiques ont cherché à avoir une influence populaire, ont *songé au forum* et que cette préoccupation est généralement étrangère aux symbolistes, par ce côté et à cet égard beaucoup plus parnassiens et impassibles qu'ils n'ont cru l'être.

On ne peut pas dire que l'École symboliste ait réussi; mais elle avait, soit comme idées négatives et de réaction, soit comme idées positives et essentielles, quelques idées justes, et elle a encore une fois, pour se servir des expressions de Fénelon, « dénoué notre versification, » non pas « naissante, » mais vieillie. Et elle l'a trop dénouée, dénouée jusqu'à la relâcher; mais encore est-il qu'elle avait besoin, au temps où ils arrivèrent, d'un peu de « dislocation, » comme parle Hugo. Elle a assoupli des talens naissans, qui peut-être n'avaient pas affaire d'être assouplis, qui peut-être n'étaient pas sans quelque besoin de l'être; et c'est ce qu'on ne peut pas savoir et, sinon l'effet, du moins l'événement en a été bon. On ne peut refuser à cette école ni estime, ni reconnaissance, et elle a marqué son passage dans l'histoire des lettres, non sans honneur.

ÉMILE FAGUET.

HEURES D'ITALIE

DES BORDS DE LA BRENTA

AUX

MONTS EUGANÉENS

I. — FUSINA

Rives de la Brenta, collines Euganéennes : qu'il y a longtemps que je désirais vous connaître et que je rêvais de vous ! Si grande pour moi est la magie des mots, que, parfois, je me plaisais à vous évoquer, rien que pour répéter les fluides syllabes de vos beaux noms. Et bien souvent, au retour des îles de la lagune, rentrant dans Venise qu'embrasait l'incendie des couchans de septembre, j'ai regretté de ne pouvoir continuer ma route le long du fleuve, jusqu'aux montagnes bleues qui se dessinaient dans la lumière.

Plus que le Bædeker, qui consacre à peine quelques lignes à ces régions, des souvenirs littéraires aiguisaient mon envie. Je me rappelais le conseil de Barrès : « Souhaitez une occasion de remonter la Brenta sur ces barques lentes qui seules cheminent encore de Fusina à Padoue. Par un doux et magnifique automne, tandis qu'aucune lettre de France ne peut ici nous rejoindre, qu'il fait bon sur cette vieille eau désertée ! » Et pùis, chaque fois que je traversais Padoue, des vers de Musset, qui ne sont

certes pas parmi les meilleurs, me revenaient comme une obsession :

Padoue est un fort bel endroit,
Où de très grands docteurs en droit
Ont fait merveille;
Mais j'aime mieux la polenta
Qu'on mange aux bords de la Brenta
Sous une treille...

Cette année, j'ai pu enfin réaliser mon rêve. Je n'ai pas mangé de polenta sous une treille; mais j'ai suivi le cours de la Brenta, tout tranquillement, en flânant, tantôt en barque, tantôt à pied sur les berges. Et je fus tout d'abord déçu.

C'est à Fusina que commencent ces rives dont la réputation était extraordinaire, puisqu'on les égalait aux plus fameuses merveilles de l'Univers. « Je ne crois pas, dit Lalande, que les délices de Tempé, si célèbres dans les anciens poètes, ni le faubourg de Daphné (au midi d'Antioche) dont on a tant parlé, eussent rien de plus beau que le bassin de Naples et les rivages de la Brenta. » De tels éloges semblent, aujourd'hui, singulièrement exagérés; c'est que nous n'avons sous les yeux qu'un pâle reflet de l'ancienne splendeur de ces bords, au temps où on les visitait en *burchiello*. « C'est un grand bateau, dit Lalande, dont la chambre est communément ornée de peintures, avec des tapis, des glaces et des portes vitrées : on le fait remorquer par une ou deux barques à quatre rames, depuis Venise jusqu'à Fusina, le long des lagunes, où la route est indiquée par des piquets, pour que les barques ne soient point exposées à s'égarer ou à donner sur les bas-fonds. Il faut environ une heure pour aller de Venise en terre-ferme, c'est-à-dire pour faire cinq milles; on prend ensuite deux chevaux pour tirer la barque le long du canal de la Brenta... Quand on est entré dans ce canal, on trouve une double file de villages et de maisons qui se succèdent sans interruption, des palais superbes, des casinos ornés, des jardins sans nombre, une belle verdure; je n'ai point vu de rivages aussi rians et aussi bien peuplés. » Quelque vingt ans plus tôt, le président de Brosses nous avait aussi vanté son *burchiello* qui se nommait le *Bucentaure*. « Vous pouvez bien penser, dit-il, que ce n'est qu'un fort petit enfant du vrai *Bucentaure;* mais aussi c'était le plus joli enfant du monde, ressemblant fort en beau à nos diligences d'eau, et infiniment plus propre...

Nous trouvions notre domicile si agréable et si commode, que, contre notre ordinaire, nous n'avions nulle impatience d'arriver, d'autant mieux que nous étions munis de force vivres, vin de Canaries, etc. » Évidemment, la route, dans de telles conditions, ne devait point paraître longue. Quelles délices de voyager ainsi, lentement et confortablement, dans l'un des plus beaux pays du monde et avec les plus charmans compagnons de plaisir qui furent jamais ! Dès que la nuit tombe, le bateau s'arrête ; on dîne dans une villa ; à défaut, on improvise un festin à bord. On danse, on chante, on joue jusqu'au matin. Des intrigues se nouent et se dénouent. Le moindre incident prend un pittoresque délicieux.

En aucun temps, la douceur de vivre ne fut plus grande ni plus passionnément cultivée que pendant les années du XVIIIe siècle vénitien. Il faut lire les mémoires de l'époque pour se faire une idée des fêtes incessantes qui se succédaient sur ces rives où s'élevaient près de cent cinquante villas. L'existence y était aussi luxueuse et plus libre encore qu'à Venise. On ne villégiaturait pas alors pour se reposer et jouir de la campagne, mais pour s'amuser, se griser de plaisirs, passer de divertissemens en divertissemens, de folies en folies, et aussi pour éblouir ses voisins. Les Vénitiens d'alors avaient un peu la mentalité des Parisiens de nos jours qui n'imaginent d'autre distraction que de se retrouver à Cabourg ou à Trouville, sur les mêmes planches et dans les mêmes salles d'un casino. Le snobisme est de tous les temps : le mot seul est moderne. Il fallait avoir sa villa sur la Brenta, comme il faut l'avoir aujourd'hui sur les plages du Calvados.

Depuis le début du siècle dernier, l'eau calme de la rivière ne renvoie plus les lueurs des barques ni les échos des romances de Pergolèse et de Cimarosa. La triste Fusina ne voit plus flotter les *burchielli* pavoisés ; seules, des péottes chargées de fruits vont, chaque matin, alimenter les marchés de Venise. Sur ces rives désertées, Candide chercherait vainement le seigneur Pococurante ; et Corinne, au départ d'Oswald, n'y louerait plus une villa. C'est Napoléon qui porta le premier coup à la prospérité de Venise ; la domination autrichienne acheva la ruine. Déjà, en 1833, quand Chateaubriand y vint, ces bords n'étaient plus aussi amènes, et de nombreuses villas avaient disparu : pourtant, malgré ce demi-désappointement, il fut charmé « des

arbres de soie, des orangers, des figuiers et de la douceur de l'air; » il est vrai qu'il revenait des « sapinières de la Germanie et des montagnes tchèques où le soleil a mauvais visage. »

La décadence a continué. Quand, après avoir dépassé les murs roses de San-Giorgio-in-Alga, où une petite madone de marbre veille sur la lagune, le bateau m'a débarqué sur les rivages de la plate et marécageuse Fusina, en proie aux moustiques et aux fièvres, j'ai éprouvé une impression de mortel ennui. C'était jadis un village important. De vastes puits y étaient creusés d'où l'on tirait l'eau potable que des chalands, spécialement aménagés à cet effet, allaient chaque jour porter à Venise. Une curieuse machine, le *carro*, faisait, à l'aide de poulies et de cordages, franchir aux embarcations la barre qui fermait l'embouchure de la Brenta, avant que son cours eût été en partie détourné vers le sud. Aujourd'hui, il n'y a plus que le bâtiment de la douane, la petite gare du tramway électrique et quelques misérables maisons à demi enfouies dans la vase. C'est triste à pleurer. Où est la vieille Fusina, dont les voyageurs célébraient la grâce, entre la lagune et les étangs, au milieu des verdures et des fleurs, tout entourée de roseaux, de nénuphars et de lis d'eau? De chaque côté du fleuve et de la route qui le longe, je ne vois que des champs mornes et sans caractère qu'envahit une immense décomposition végétale. Par ce matin d'automne, la plaine basse, presque liquide et toute fumante de la pourriture des plantes, semble un vaste marais mal desséché. De petites flaques miroitent au soleil. Mais, assez vite, l'aspect change. Quelques fermes mettent un peu d'animation au bord du chemin. Des bateaux glissent sur le canal, traînés par des chevaux ou menés à la rame; d'autres sont amarrés aux berges, chargés de fruits aux couleurs vives et de raisins mûrs. Dans les prés, des vignes flexibles courent en guirlandes, d'un *pioppo* à l'autre, ondulant au vent comme des hamacs de pourpre et d'or. Des maisons aux murs d'un jaune éclatant se reflètent dans le miroir terni de la rivière qui s'émeut à peine au passage des barques.

Jadis ces eaux étaient courantes quand la Brenta suivait son cours naturel et se jetait à Fusina. Mais du jour où Venise eut soumis Padoue, son souci constant fut de détourner le fleuve, qui ensablait la lagune, au moyen de canaux qui empor-

tent l'eau et la terre qu'elle charrie, très loin, du côté de Brondolo et de Chioggia. L'ancien lit, canalisé et barré d'écluses, est aujourd'hui une sorte d'étroite et longue mare, où barbotent d'innombrables canards, et qui, à certains coins, semble dormir sous la végétation qui la couvre. Heureusement, les ingénieurs n'ont pas eu l'idée d'en rectifier les incessantes sinuosités. A chaque tournant, les vues changent. Souvent, une double et régulière colonnade de hauts peupliers dorés encadre les rives. Par cet automne précoce, qui suit un été pluvieux, les mûriers sont déjà tout jaunes dans la campagne jaunie. Près des granges, montent les flammes vives des cerisiers de feu.

II. — MALCONTENTA

A un coude de la Brenta, la haute masse de la villa Foscari surgit derrière les toits de Malcontenta ; et l'on s'étonne de ne pas l'avoir aperçue plus tôt, tant elle se détache, imposante, au-dessus de la plaine sans mouvement. Les murs construits par Palladio ont gardé si intact leur air de majestueuse sérénité que l'on ne peut se douter, lorsqu'on les voit en passant sur l'autre rive du canal, des ruines qu'ils abritent. Un pillage éhonté suivit la fin de la République. Quand les palais ne furent pas entièrement démolis, ainsi qu'il arriva le plus souvent, on vendit tous les objets d'art qu'ils renfermaient : meubles, fresques, boiseries, étoffes ; puis, des entrepreneurs de démolitions achetèrent en gros, et à vil prix, tout ce qui pouvait encore avoir une valeur quelconque : pierres, plombs, ferrailles, motifs décoratifs. Ce fut une véritable razzia. Rarement le vandalisme alla aussi loin.

Le rez-de-chaussée de la Foscari est occupé aujourd'hui par un atelier de charronnerie. Quand j'ai demandé à un ouvrier si l'on pouvait visiter la villa, il s'est étonné de mon désir, prétendant qu'il n'y avait rien à voir ; puis, sur mon insistance, il m'a indiqué une petite porte et un misérable escalier tournant par où l'on accède maintenant au premier étage. Il n'a pas daigné m'accompagner. Que pourraient, en effet, emporter les visiteurs, puisque les chambres sont vides ?

Plus qu'à la Rotonde de Vicence, plus que dans n'importe quel palais délabré de Venise, l'impression de ruine soudaine,

inexplicable, saisit et consterne. Dans les vastes pièces, gaies et claires, dont les fenêtres ouvrent sur de beaux panoramas de campagne, on ne comprend pas un tel abandon. De loin en loin, sur les murs, on distingue quelques vestiges des fresques qu'y peignit Battista Zelotti, peut-être sur les indications de Véronèse, comme à Maser et à Fanzolo. Voici justement une silhouette de femme en trompe-l'œil assez semblable à une figure de la villa Giacomelli. J'ai vainement cherché la *Chute des Titans* qu'admira particulièrement le président de Brosses. Que sont devenues ces peintures? Emportées par morceaux ou simplement dégradées par le temps? Probablement dégradées, puisque de nombreux fragmens subsistent et puisque, ni dans les musées, ni dans les collections particulières, on n'a trouvé trace des parties qui auraient été enlevées.

Le salon d'entrée devait avoir très noble allure; suivant le plan cher à Palladio, il traversait entièrement l'étage et allait de la façade principale sur la Brenta à la façade sur les jardins. Le propriétaire actuel a le projet de le faire restaurer et certains travaux sont même commencés; mais le mal est bien grand. Parmi les autres pièces, deux cabinets seulement ont encore, en assez bon état, leur ancienne décoration; et vraiment, elle est délicieuse. Nulle part les ouvriers qui se spécialisèrent dans l'art du stuc et de la fresque n'acquirent plus d'habileté qu'à Venise. Ils eurent tout ce qui est nécessaire à ce travail: la richesse d'invention, la grâce, la variété, l'élégance, la fraîcheur d'inspiration et surtout le goût le plus exquis. Leur fécondité tenait du prodige. Festons et guirlandes, branches de vigne, feuillages et fleurs, papillons et rubans, nœuds et cartouches courent autour des portes et des fenêtres, ondulent le long des parois, encadrent les alcôves. Des putti et des amours, parfaitement modelés, animent ces motifs de leurs mille poses imprévues, mais toujours naturelles. Des souvenirs de l'Orient et même de l'Extrême-Orient, avec lesquels Venise était en rapports incessans, mettent des notes pittoresques. De véritables paysages égaient parfois les murs. Dans l'un des petits cabinets, il y a notamment un plafond parfaitement conservé: une Renommée aux ailes éployées s'envole au milieu d'enfans joufflus, d'animaux, de grotesques et d'attributs. L'ensemble est charmant. Voulant emporter un souvenir de ma visite, j'ai à tout hasard posé par terre mon kodak renversé; et, comme il arrive

parfois en photographie, ce cliché, qui n'a peut-être jamais été fait et sur lequel je ne comptais guère, est le meilleur de mon voyage.

L'entrée principale était sous la colonnade qui donne si grand air à la façade. Une inscription rappelle la célèbre visite du roi Henri III, qui, à la nouvelle de la mort de son frère Charles IX, avait quitté subrepticement Cracovie, abandonnant sans regret un trône étranger pour monter sur celui de ses aïeux. L'accueil que lui fit Venise fut splendide ; les récits qui nous sont parvenus témoignent de la magnificence des fêtes qui eurent lieu à la fin de juillet 1574 et permettent, tant ils sont abondans, d'en suivre le détail jour par jour, presque heure par heure : c'est ce qu'ont fait MM. Pierre de Nolhac et Angelo Solerti dans une très intéressante publication qui mériterait d'être traduite en français. Une vieille amitié et une estime réciproque unissaient la République et le roi Très-Chrétien. A Venise, comme à Vienne, notre ambassadeur passait le premier, immédiatement après l'envoyé du Pape, si bien qu'*ambasciatore* tout court désignait le représentant de la France, comme s'il n'y en avait pas eu d'autre. On comprend l'émotion que souleva l'arrivée de Henri III, d'autant plus que sa fuite de Cracovie, — dont on ignorait les incidens un peu ridicules, — le parait d'une auréole d'intrépidité et d'audace. Toutes les classes de la société rivalisèrent d'enthousiasme ; l'ambassadeur Du Perrier pouvait écrire au Roi : « A la vérité, Sire, il faut que je vous die qu'il n'y a aujourd'huy homme ny femme de la ville, de quelque condition que ce soit, qui ne s'estudie à vous honorer... Les octogénaires et centenaires craignent de mourir avant de vous voir... » Le Sénat prit une série de mesures exceptionnelles ; il décida de faire dresser un arc de triomphe au Lido, à l'endroit où le roi devait débarquer, et chargea Palladio de cette construction, qui fut achevée en moins d'un mois. Nous avons la bonne fortune de posséder deux reproductions de l'œuvre du grand architecte : l'une dans le tableau de Vicentino qui orne la salle des Quatre-Portes au Palais Ducal, l'autre dans une gravure de Zenoni, à l'Université de Padoue ; celle-ci est infiniment précieuse, parce qu'on y distingue nettement les détails et les inscriptions de l'arc palladien.

Après dix jours de fêtes, Henri quitta Venise. Le cortège

royal s'engagea sur la Brenta et s'arrêta au palais Foscari où un dîner était préparé. Le dernier des Valois admira, nous disent les chroniqueurs, la loggia, le double escalier qui y donne accès et les épais bosquets qui entouraient la villa... Hélas ! comme le reste, les bosquets ont disparu. Le parc de l'ancien domaine a fait place à des champs et à des fermes de rapport. Plus de jardins ni de charmilles. Le palais lui-même n'est plus qu'une dépendance de la grange voisine. Seul, l'extérieur du bâtiment est resté à peu près indemne. Les hautes murailles, que la belle colonnade de la façade rend pareilles à un temple antique, semblent avoir honte d'être encore si nobles pour ne plus abriter qu'un atelier et des greniers; l'impression de tristesse et de mort serait, je crois, moins forte, si leurs lignes, à demi effacées sous les mousses et les végétations, ne se découpaient pas anssi nettes sur le ciel, si leur silhouette s'était faite imprécise et vague, comme l'image renversée que renvoie l'eau trouble de la rivière.

III. — MIRA

Après Malcontenta et jusqu'aux abords de Mira, la plupart des villas sont en ruines ou ne servent guère, comme la Foscari, que d'entrepôts agricoles. Ce ne doit pas coûter cher d'avoir un palais sur la Brenta ! Autour des bâtimens, les jardins subsistent encore, avec leurs allées de hauts buis et d'arbres centenaires dont les essences rares témoignent de la splendeur passée. Sur les gazons mal entretenus ou transformés en potagers, s'élèvent des statues mutilées et des colonnes surmontées de vases à moitié effrités. Des socles branlans portent des corbeilles de fruits sculptés où le soleil met des reflets luisans. Maîtresses des lieux, les mousses, les vignes vierges et les tiges flexibles du lierre ont enlacé les marbres à leur fantaisie. L'abandon et la vieillesse, si lamentables pour les demeures, donnent à ces jardins je ne sais quelle grâce prenante que nous goûtons profondément ; plus qu'à la patine du temps et à la majesté des ombrages grandis, nous sommes sensibles à leur mort commençante. Nous les connaissons au moment où la vétusté les pare d'une séduction souveraine. Leur délabrement nous les rend plus chers. Nous les regardons avec tendresse, comme, au chevet d'un ami qui va

nous quitter, nous nous reportons en arrière pour savourer amèrement les joies éprouvées en commun, qui nous paraissent plus belles encore d'être mortes à jamais.

De nombreuses statues peuplent ces rives. C'est à peine si l'ardente imagination d'Annunzio les a multipliées dans une page du *Feu* où il en voit partout, dans la campagne, dans les vergers, dans les vignes, parmi les choux argentés, parmi les légumes, au milieu des pâturages, sur les tas de fumier et de marc de raisin, sous les meules de paille, au seuil des chaumières. Il les dépeint « blanches encore, ou grises, ou jaunes de lichens, ou verdies par les mousses, ou bigarrées de taches, et dans toutes les attitudes, et faisant tous les gestes, Déesses, Héros, Nymphes, Saisons, Heures, avec leurs arcs, avec leurs flèches, avec leurs guirlandes, avec leurs torches, avec tous les emblèmes de la puissance, de la richesse et du plaisir, exilées des fontaines, des grottes, des labyrinthes, des berceaux, des portiques, amies du buis et du myrte toujours verts, protectrices des amours fugitives, témoins des sermens éternels, figures d'un rêve beaucoup plus ancien que les mains qui les avaient formées et que les yeux qui les avaient contemplées dans les jardins détruits. »

Quel changement en un siècle ! Quelle ironie dans ces vastes avenues où nul ne passe, dans ces salles de fête où l'on ne danse plus ! Comme ils sont larges, les perrons accueillans ! *Pax intrantibus*, lit-on encore sur une façade, en approchant de Mira, où, d'ailleurs, les villas ont été en général mieux conservées. Deux d'entre elles méritent même une visite, au moins pour les souvenirs qu'elles gardent.

C'est d'abord la villa que fit construire Frédéric Contarini, procurateur de Saint-Marc. On l'appelle souvent le Palais des Lions, parce qu'au bord de la route ombragée de platanes, deux lions de pierre défendent son seuil. Henri III y fit un second et dernier arrêt sur les rives de la Brenta. Une inscription rappelle l'événement et caractérise d'une formule heureuse l'accueil unanime qu'il reçut : *tota fere Italia comitante*. Des fresques de Tiepolo, qui sont aujourd'hui dans la collection André, décoraient le salon ; elles avaient été commandées au peintre par les Pisani, héritiers des Contarini. La principale commémorait la visite du roi de France ; mais le peintre n'avait guère eu souci d'exactitude. Pour le portrait du Valois, on comprend qu'il se soit borné à copier celui de Vicentino ; pour le

décor, on peut s'étonner qu'il n'ait même pas pris la peine de reproduire d'après nature le paysage et le palais. Mais l'œuvre est belle au point de vue décoratif et la scène imaginée par le peintre a de l'allure : Henri III monte les degrés d'une terrasse imaginaire, suivi d'un cortège de gentilshommes français et polonais, de pages, de gardes et de nains ; le vieux Contarini en toge, entouré de sénateurs et de patriciens, s'incline devant le jeune souverain.

L'autre villa de Mira, où j'ai voulu m'arrêter, est le palais Ferrigli, qui appartint autrefois aux Foscarini. Son aspect n'a rien de remarquable et l'on ne peut même plus y évoquer l'amoureuse figure de cet Antonio Foscarini, qui aurait subi la peine capitale plutôt que de compromettre l'honneur d'une femme. La loi de la République punissait de mort tout citoyen qui entrait de nuit chez un diplomate étranger ; et la fable prétendait qu'un soir, le fils du doge, ayant dû s'enfuir précipitamment de chez une Vénitienne, n'avait eu d'autre ressource que de sauter par la fenêtre sur un balcon voisin, qui se trouva être celui de l'ambassade d'Espagne. Il est établi aujourd'hui que l'amour n'eut rien à voir dans cette affaire. La condamnation d'Antoine Foscari, pour négociations secrètes n'en reste pas moins des plus douloureuses, puisque, après l'exécution de la sentence, son innocence fut reconnue et proclamée solennellement par le Conseil des Dix.

A défaut de la légende, le palais nous offre les souvenirs de lord Byron qui le loua, en 1817, pour y installer sa maîtresse Marianna, malade des fièvres. C'est à Mira également qu'il fit connaissance d'une fille du pays, Margarita Cogni, celle qu'il baptisa la *Fornarina*. Et c'est dans cette même villa qu'il revint encore, quelques semaines plus tard, avec la Guiccioli à qui les médecins ordonnaient l'air de la campagne. Voici la chambre où il écrivit l'admirable quatrième chant du *Pèlerinage de Childe Harold*. Peut-être ces mois de Mira comptent-ils parmi les plus heureux et les plus calmes de sa vie. Pauvre Byron ! Son existence se passa presque entièrement dans des alternatives de nobles désirs et de viles réalités, de cynisme et de tendresse, d'enthousiasme et de dégoût. Pareil à ce navire de Murano enfermé dans une bulle de verre, qui semble n'avoir pas la force de briser la frêle barrière qui l'immobilise, le moindre obstacle paralysait ses plus fières audaces. C'est après

ses plus ardens efforts pour sortir de la boue où il s'enlizait, qu'il tombait le plus bas et dans des excès indignes de son génie. Je ne sais pourquoi, j'ai pensé à lui en relisant, l'autre jour, les dernières lignes de la lettre à Fontanes, où Chateaubriand parle du Tibre, qui doit sa couleur presque toujours limoneuse aux pluies qui ravagent les montagnes d'où il descend. « Souvent, dit-il, par le temps le plus serein, en regardant couler ses flots décolorés, je me suis représenté une vie commencée au milieu des orages : le reste de son cours passe en vain sous un ciel pur ; le fleuve demeure teint des eaux de la tempête qui l'ont troublé dans sa course. » La vie de Byron s'écoula presque toute dans la tourmente, et je comprends l'impression profonde qu'il éprouva, dans le cimetière de la Chartreuse de Ferrare, en lisant une inscription mortuaire qui portait simplement : *Implora pace.* « Tout est là, s'écrie-t-il dans une de ses lettres d'Italie, tout est là, l'impuissance, l'humble espoir, l'humilité... J'espère que celui qui me survivra, quel qu'il soit, et qui me verra porté au quartier des étrangers dans le cimetière du Lido, veillera à ce que ces deux mots et pas d'autres soient gravés sur ma pierre. » Le désir de Byron ne fut point exaucé. Il ne repose pas sur les sables de la lagune, près de cette mer qui tant de fois avait roulé son corps. Et cette paix qu'il implorait, et que sans doute il a trouvée, ni son souvenir ni ses œuvres ne l'inspireront jamais. Ses vers continuent à souffler l'héroïsme. D'avoir seulement évoqué sa mémoire, un jour, à Venise, Mickiewicz sentit se réveiller les nobles ardeurs qu'avait un moment assoupies le calme de Weimar, conseilleur d'égoïsme. Nulle figure n'est plus excitatrice que celle de Byron. Mais comment nous apparaîtrait-elle aujourd'hui sur ces rivages trop peuplés du Lido, à jamais enlaidis et germanisés ? C'est aux bords solitaires de la Brenta, par les soirs d'automne embrasés de pourpre et d'or, et surtout dans cette villa où errent encore les fantômes de quelques-unes de ses amours, que l'on peut le mieux rencontrer l'ombre douloureuse du poète de *Don Juan.*

IV. — STRA

De Mira à Strà, les palais se succèdent presque sans interruption, le long de la Brenta qui coule, peut-on dire, au pied de leurs murs ou sous les ombrages de leurs parcs. L'odeur à la

fois amère et sucrée des buis flotte, persistante, sur l'eau tranquille. Au-dessus des portails, les statues continuent leur garde insouciante. Et si la ruine ici apparaît moins, le pittoresque y perd. Nombreuses sont les fautes de goût, soit dans les restaurations, soit dans les constructions modernes que l'on a accolées aux anciennes. Quelques villas appartiennent encore aux représentans actuels des vieilles familles de la République; mais beaucoup aussi ont passé dans les mains des riches commerçans de Venise ou de Padoue. Les uns et les autres ont d'ailleurs abandonné le luxe d'autrefois; nobles qui s'exilent des palais du Grand Canal pour les mettre en location, ou marchands en train de faire fortune, tous vivent sans éclat, cherchant seulement à tirer parti des domaines attenans.

Très vite, après avoir dépassé Dolo et les murs rouges de la villa Barbariga, on aperçoit les épaisses futaies et la haute silhouette du palais de Strà, le plus récent, le plus important et le mieux conservé de tous ceux qui s'élevèrent sur ces rives. Il fut édifié pour les Pisani qui voulaient une demeure splendide attestant leur richesse; n'ayant pu trouver un espace suffisant à Venise, ils la firent bâtir sur l'emplacement de la maison de campagne qu'ils possédaient à Strà. Ils s'adressèrent à Frigimelica, qui avait restauré leur palais sur le Grand Canal; mais ses dessins furent modifiés par Francesco-Maria Preti, qui dirigea les travaux. Les constructions furent achevées en 1735, juste au moment où Alvise, l'un des deux frères, était élu doge.

Par ses dimensions et sa somptuosité, le palais de Strà était destiné à n'appartenir qu'à des souverains. En 1807, Napoléon l'acheta près d'un million, pour Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie. A la chute de l'Empire français, il devint la propriété des Habsbourg d'Autriche qui l'habitèrent souvent et l'entretinrent avec grand soin ; l'impératrice Marie-Anne s'y plaisait particulièrement, ainsi que le malheureux Maximilien, le jeune archiduc aux yeux bleus, auquel Napoléon III, à Villafranca, voulait donner la Vénétie, et qui finit si tristement au Mexique. Dans la longue inscription, gravée sur une plaque de marbre à l'entrée du vestibule, où est retracée en détail l'histoire de la villa, je remarque avec quelle habileté on a escamoté, par une formule vague, les souvenirs qui vont de 1815 à 1865 : *abitata da sovrani e da principi*. Et pourtant, ce demi-siècle fut la période la plus brillante de Strà. Après la réunion de la Vénétie

au royaume d'Italie, c'est à peine si Victor-Emmanuel II l'habita quelque temps. Aujourd'hui, le palais, dégarni d'une partie des œuvres d'art et du mobilier qu'on transporta à Monza, n'est plus qu'un monument national, d'un entretien fort coûteux, dont le gouvernement italien chercha souvent à se défaire. Mais, fort heureusement, une clause du contrat de vente empêche le morcellement du domaine ; et, malgré des mises à prix dérisoires (moins de 200 000 francs m'a-t-on dit), Strà appartient toujours à l'État. Comment cette magnifique demeure n'a-t-elle pas tenté encore quelque milliardaire américain, épris de souvenirs historiques ?

Une vaste prairie, mal entretenue, précède le palais et met en valeur l'imposante façade. On sent qu'Alvise Pisani avait rapporté de son ambassade à la Cour de France le goût des constructions majestueuses. On ne peut s'empêcher de songer à Versailles devant cette accumulation de colonnades, de pilastres, de frontons et de cariatides. L'ensemble est d'une architecture un peu composite, mais puissante ; l'ampleur des lignes y masque habilement le style bigarré. La solennité de l'entrée répond à la solennité de la façade. Un immense vestibule se prolonge jusqu'à l'autre bout du palais, coupé par les colonnes massives qui supportent la salle de bal. Il n'y a, par suite, aucune pièce intéressante au rez-de-chaussée. En somme, cet énorme bâtiment ne compte qu'un seul étage ; mais celui-ci est parfaitement ordonné. Le plan est d'une simplicité remarquable. Au centre, le salon et les deux cours intérieures qui l'éclairent latéralement ; tout autour, un vaste corridor sur lequel s'ouvrent les chambres qui prennent jour sur les quatre faces du palais ; je n'en sais plus le nombre, mais il dépasse la centaine. La visite en est un peu fastidieuse, sous la conduite d'un gardien, — amusant pendant un moment, — qui s'émeut encore à l'idée que tant de têtes couronnées y ont habité. Avec quelle déférence, il montre le billard sur lequel jouèrent successivement les souverains de trois pays ! Le lit où coucha Napoléon Ier lui inspire une particulière vénération. En revanche, le brave custode a moins de respect dans les pièces qui abritèrent les secrètes amours du *Re galantuomo* ou de Marie-Louise-Thérèse de Parme, la vieille reine d'Espagne, maîtresse de Godoy. Les œuvres d'art sont rares et je n'ai vu, comme salle vraiment curieuse, que celle où se réunissait le Conseil des Dix, du temps d'Alvise Pisani. Les

murs sont décorés de médaillons de marbre représentant la suite des doges et les membres de la famille. La place d'honneur a été réservée à un très beau buste de vieille femme : la nourrice de Pisani. Ce masque de paysanne est d'un réalisme admirable, avec ses traits accentués et ses pommettes saillantes sous la peau ridée : quel que soit l'auteur inconnu de cette sculpture, elle lui fait honneur.

Le salon central est l'un des plus magnifiques que je connaisse. Au plafond, rayonne un Tiepolo, dont nous savons la date certaine, puisque, dans une lettre de décembre 1761, l'artiste parle de terminer, avant de partir pour l'Espagne, « la grandiose salle de la maison Pisani. » C'est donc l'une des dernières œuvres exécutées par Tiepolo en Italie, à l'époque où il était en pleine maîtrise. Pour glorifier les membres de l'illustre famille, — tel était l'objet de la commande, — l'artiste les a peints au milieu des attributs de la paix et de l'abondance, tandis que, sous les traits d'une reine coiffée d'une couronne crénelée et tenant à la main un sceptre qui a la croix pour cimier, Venise s'avance vers eux. Au-dessus plane la Vierge, dans un cercle formé par la Foi, l'Espérance, la Sagesse et la Charité. Au centre du plafond, en un raccourci d'une étrange hardiesse, une Renommée vole dans les libres espaces de l'air. De l'autre côté, il y a une certaine confusion et je n'ai pas bien démêlé le sens exact de toutes les figures qui symbolisent probablement, les unes la guerre et la peste, les autres les différentes parties du monde. Mais l'ensemble est prodigieux et, comme le déclare M. Molmenti, c'est bien « une des plus heureuses visions d'art qui aient jamais enchanté les regards. »

Seule, après cet éblouissement, la nature peut encore réjouir les yeux. Et le parc est digne de la villa. Ici aussi, on sent le souvenir de Versailles. Une longue avenue centrale, avec pelouses et pièce d'eau, conduit aux anciennes écuries, imposant bâtiment, presque un palais. De chaque côté, partent, dans toutes les directions, des allées qui aboutissent, soit à une porte, soit à une arcade, soit à un belvédère ; et chacune de ces constructions est d'une brillante décoration architecturale. Sous les arbres, s'élèvent également d'innombrables statues, portiques, vases et pavillons. Je crois bien qu'ici encore, comme dans les champs autour de la Brenta, tous les dieux et toutes les déesses de la mythologie sont représentés. J'aimerais mieux plus de

simplicité ; cette abondance ornementale ne va pas sans un peu de mauvais goût. Dans un bosquet de charmille et de buis, un labyrinthe enroule le dédale de ses courbes trompeuses autour d'une tourelle que domine la figure d'un guerrier. Ces jeux combinés par des jardiniers ingénieux étaient l'amusement favori des dames et des sigisbées, au temps des paniers et des gilets fleuris. J'ai poussé la grille rouillée qui ferme l'entrée, entre deux pilastres portant des amours à cheval sur des dauphins de pierre. Et j'ai pris plaisir à m'égarer dans les fausses allées où G. d'Annunzio imagina le jeu cruel de Stelio Effrena.

V. — MONSELICE

Après Strà et Ponte di Brenta, où l'on traverse la rivière limoneuse, commence la riche campagne padouane. La route est ombragée d'une double rangée de hauts platanes dont les feuillages roux luisent au soleil. Des effluves parfumés flottent dans l'air léger. Des roses rouges pendent le long des murs. Jamais je n'ai mieux senti la déchirante douceur de l'automne, et des vers de Le Cardonnel me viennent aux lèvres :

Dans sa limpidité la lumière d'octobre,
S'épandant de l'azur, emplit l'air allégé :
Elle baigne d'un or harmonieux et sobre
Les champs où l'on a vendangé.

Vraiment, ces environs de Padoue sont délicieux. « Si l'on n'avait pas la certitude, disait l'empereur Constantin Paléologue, que le Paradis terrestre fût en Asie, je croirais qu'il n'a pu être que dans le territoire de Padoue. » Ce qui me frappe, c'est combien, à quelques lieues de Venise, toutes choses ont un autre aspect. Ni le climat, ni le paysage, ni le ciel, ni les habitans ne sont pareils. La lumière surtout est très différente ; elle n'est pas brumeuse et colorée, comme sur la lagune, mais aiguë et vive. Les formes se dessinent nettement, accusant leurs reliefs. Les lignes des collines Euganéennes, si molles et si floues, quand on les regarde de Venise, ont ici une précision presque trop dure à l'œil. Et je saisis, rien qu'à marcher sur cette route, pourquoi la vision des peintres padouans est si dissemblable de celle des Vénitiens parmi lesquels, si longtemps, on a voulu les ranger. L'école de Padoue est bien plus voisine de Florence, d'où

vinrent d'ailleurs, au XIVe et au XVe siècle, les deux grands maîtres dont l'influence fut décisive. Giotto et Donatello ne se sentirent point dépaysés sur les rives du Bacchiglione et furent tout de suite compris et imités. Rien n'est plus loin de l'art de Titien que la manière un peu dure et sèche de Squarcione ou de Mantegna.

Au sortir de Padoue, la route de Ferrare longe en ligne droite le canal de Battaglia. Sur la gauche, se déploie une vaste étendue, jadis marécageuse, aujourd'hui magnifiquement arrosée par un système très complet de canaux, véritable jardin d'une fertilité surabondante où les chemins disparaissent sous les verdures. A droite, s'élèvent les monts Euganéens, petite chaîne volcanique brusquement surgie au-dessus de la plaine, ne se rattachant ni aux contreforts des Alpes de Vérone ni aux Apennins. Leurs cratères éteints ont des formes bizarres, mais toujours harmonieuses, ainsi que le note très justement Chateaubriand, qui goûta fort ce pays. « Elle est charmante, dit-il, cette route jusqu'à Monselice : collines d'une élégance extrême, vergers de figuiers, de mûriers et de saules festonnés de vignes... Les monts Euganéens se doraient de l'or du couchant avec une agréable variété de formes et une grande pureté de lignes : un de ces monts ressemblait à la principale pyramide de Saccharah, lorsqu'elle s'imprime au soleil tombant sur l'horizon de la Libye. » Et il achève de s'exalter en pensant qu'il traverse un des coins du monde les plus féconds en écrivains et en poètes. Il cite pêle-mêle Tite-Live, Virgile, Catulle, Arioste, Le Tasse, Pétrarque, bien d'autres encore. En réalité et pour être précis, je ne vois que deux souvenirs littéraires qui soient vraiment locaux : la naissance de Tite-Live dans la région, probablement à Abano, et la mort de Pétrarque dans le petit village d'Arquà.

Toute la contrée est riche en sources thermales. Les cratères euganéens ne vomissent plus de lave ; mais les eaux qui coulent avec une extrême abondance des fissures du trachyte témoignent de l'activité qu'ont encore les foyers souterrains. Les prés sont sillonnés de ruisseaux d'eau chaude d'où montent de lourdes vapeurs. Et la distraction des baigneurs est de faire cuire des œufs dans les bassins où le liquide arrive à une haute température. Les thermes d'Abano s'enorgueillissent d'ailleurs d'un passé presque fabuleux, puisque Hercule s'y serait délassé de ses fatigues,

d'où l'origine d'Abano comme lieu de repos, ἄπονος. C'est là aussi que Cornélius aurait eu la vision prophétique qui lui permit de prédire la victoire de Pharsale. Ce qui est sûr, c'est que déjà Claudien, au IVe siècle, fait de ces bains un éloge pompeux.

Après Battaglia, enfouie dans ses verdures, la route se rapproche encore des collines que domine, à plus de 600 mètres, le mont Venda; et, très vite, on arrive à Monselice. La ville est resserrée entre le canal, la Rocca qui la surplombe à pic, et ses vieilles murailles crénelées, par endroits assez bien conservées; il semble, tant elle est ramassée sur elle-même, qu'on pourrait la tenir dans la main comme la tourelle de sainte Barbe. C'est une antique bourgade, qui eut quelque importance avant la domination de Rome; on y a trouvé des vestiges de l'âge de pierre et beaucoup d'objets en silex provenant de la Rocca d'où la cité a tiré son nom : *mons silicis*. Sur ce roc escarpé, subsistent encore quelques restes des fortifications que fit élever Ezzelino, le fameux tyran de Padoue. L'aspect de la colline est des plus pittoresques, surtout quand on arrive par la route de Padoue. Une ligne de cyprès barre l'horizon, escaladant le ciel; parmi eux, l'unique parasol d'un pin prend une valeur extraordinaire sur le bleu profond de l'azur.

On peut voir, à Monselice, plusieurs églises, un vieux château médiéval aux murs rouges tout couverts de lierre, et surtout, sur le flanc de la Rocca, un sanctuaire célèbre composé de sept chapelles. L'ensemble formé par les constructions, les terrasses, les escaliers et les arbres, est des plus curieux. De nombreux pèlerins visitent chaque jour ces chapelles auxquelles le pape Paul V accorda, en 1605, les mêmes indulgences qu'aux sept églises de Rome. On prétend qu'elles furent dessinées par Scamozzi et décorées par Palma le Jeune; malheureusement, le délabrement des peintures ne permet guère de se faire une opinion. D'ailleurs, ce ne sont point des impressions d'art que je suis venu chercher. Par ce bel après-midi d'automne, je préfère monter jusqu'au bois qui couronne la colline. Le délicat feuillage des pins tamise le soleil qui déjà décline. Entre les troncs résineux, la vue s'étend dans toutes les directions. Au Nord, derrière les bosquets de Battaglia et d'Abano, se profilent les tours et les coupoles de Padoue; au Midi, les grandes vallées de l'Adige et du Pô, rayées d'une multitude de chemins et de canaux, s'assoupissent dans la brume qui monte

du sol humide. A l'Ouest, le regard embrasse une partie des monts Euganéens, parsemés de villages qui sont, suivant la juste comparaison d'Annunzio, « rosés comme les coquilles que l'on y trouve dans la terre par myriades. » Au Levant, s'étale l'immense plaine vénitienne, jusqu'aux lagunes de Chioggia et jusque à la ville anadyomène qu'on distingue par les temps clairs.

VI. — ESTE

Fra l'Adige e la Brenta a pie' dei colli
Che al troiano Antenor piacquer tanto
Con le sulfuree vene e rivi molli,
Con lieti solchi e prati ameni accanto...

C'est ainsi que l'Arioste célèbre la délicieuse position d'Este, au pied des dernières collines Euganéennes, au bord de la plaine de l'Adige et de la Polésine. Pourquoi est-elle si délaissée des touristes, cette cité qui garde je ne sais quel orgueil de sa grandeur passée? Les guides la mentionnent à peine et Burckhardt ne daigna point se déranger pour aller voir ses œuvres d'art. Un peu à l'écart de la route de Padoue à Ferrare, les voyageurs la négligent, bien qu'elle puisse leur offrir, en même temps que de nobles souvenirs, une physionomie des plus agréables, quelques bons tableaux et une collection d'antiquités fort bien présentée dans un très moderne musée. Plus vieille que Rome, elle fait remonter ses origines à Ateste, qui l'aurait créée après la prise de Troie, tandis que son compagnon Anténor fondait Padoue. Un de ses historiens n'hésite pas à déclarer qu'elle est si ancienne et si fameuse qu'elle n'a rien à envier à aucune autre cité du monde. Il exagère; mais il faut reconnaître qu'elle eut, à l'époque romaine, une importance établie par les richesses artistiques de son sous-sol, et qu'aux temps modernes, elle fut le berceau d'une des plus illustres familles d'Italie, dont le sang se retrouve encore dans les maisons d'Angleterre et d'Autriche-Hongrie. Les Este eurent leur apogée à la fin du XIIIe siècle, avec le terrible Obizzo, le tyran que Dante nous montre étouffé par son propre fils,

ch'è biondo
è Obizzo da Esti, il qual per vero
fu spento dal figliastro su nel mondo.

Bien que déchue depuis longtemps, Este a conservé grand air. Ses avenues sont larges, bien entretenues, bordées de maisons à arcades presque toutes différentes d'arrangement et d'ornementation. La place centrale a belle allure avec ses palais qui abritent le Municipe, le Tribunal et le Mont-de-Piété. Au centre se dresse, suivant la mode vénitienne, un haut mât porté par quatre lions. Des portes flanquées de tourelles commandent les entrées de la ville. Au bout des rues, l'horizon est barré, tantôt par les pentes vertes de collines ensoleillées, semées de villas, de jardins, de vignobles et d'olivettes, tantôt par les murailles du château qu'édifia, au XIVe siècle, Ubertin de Carrare. Peu de ruines sont aussi évocatrices que ces restes de constructions en briques rouges, souvent entièrement recouvertes de lierre. Des meules de paille s'appuient aux vieilles tours que la neige des amandiers, au printemps, sème de flocons blancs. Des fleurs poussent aux joints des pierres, ajoutant leur poésie à la mélancolie des choses ; un coquelicot exilé, un jeune rosier agrippé au flanc d'un rempart ont souvent plus de grâce qu'un parterre savamment combiné.

Tout près du château, s'élève la basilique de Sainte-Técla. Son origine se perd dans la nuit des siècles et l'histoire de son chapitre est une des plus glorieuses d'Italie. Le bâtiment actuel ne date que du XVIIIe siècle, le précédent ayant été détruit par un tremblement de terre, un jour des Rameaux, au moment même, d'après la légende, où le prêtre lisait les paroles de l'Évangéliste : *terra mota est.* Aujourd'hui encore, il paraît que l'église et son clergé jouissent d'honneurs et de privilèges spéciaux. Mais, pour moi, son principal titre de gloire est le Tiepolo qui orne le chœur surélevé, où il a été placé en 1757 et d'où il n'a jamais bougé. C'est un des chefs-d'œuvre du peintre, peut-être sa meilleure peinture à l'huile. Et vraiment, ayant encore dans les yeux l'éclat du plafond de Strà, je ne puis qu'admirer une fois de plus la diversité du prodigieux décorateur. Autant la fresque est lumineuse, autant la toile a la tonalité grise et éteinte qui convient au sujet : *Sainte Técla délivrant Este de la peste.* De grandes dimensions, — 7 mètres sur 4 environ, — elle se rapproche, par son caractère dramatique, de certaines œuvres modernes. Sur le fond chargé de nuages qui enveloppent sinistrement la ville frappée du fléau, la sainte se détache avec un relief vigoureux. Dieu apparaît dans les nuées

et chasse le démon de la peste qui fuit, en un raccourci extraordinairement audacieux. Au premier plan, dans un groupe de mourans, un enfant en pleurs serre désespérément le corps de sa mère agonisante. Derrière, on aperçoit Este, avec ses tours et les deux montagnes pointues qui ferment si joliment son horizon. Ici encore, je m'associe volontiers au jugement de M. Molmenti : « Grandeur du dessin, merveilleux effet du relief, variété des poses, expression des visages, science des raccourcis, tout est admirable dans cette composition. »

Non loin des ruines du château et de l'Église, sur la colline contre laquelle Este s'appuie, est également la villa que lord Byron loua en 1817 et qu'il prêta l'année suivante à son ami Shelley. Une inscription rappelle ce double souvenir : *Giorgio lord Byron — nel 1817 e 1818 — dimorò in questa villa — ebbe ospite — Shelley — e qui scriveva spaziando — per la natura e il castello — con ala immensa di fantasia.* La vue est, en effet, très belle et je comprends qu'elle ait enchanté des yeux romantiques. « Derrière nous, écrit Shelley dans une lettre, sont les monts Euganéens... Au bout du jardin est un grand château gothique qui n'est plus habité que par les chats-huans et les chauves-souris... Devant s'étendent les vastes plaines unies de la Lombardie, où je vois le lever et le coucher du soleil et de la lune, et l'étoile du soir et la splendeur dorée des nuages d'automne... » Moi aussi, je me suis oublié à rêver dans ces jardins où frémirent, il y a moins d'un siècle, les cœurs passionnés des jeunes Anglais. Le jour tombe déjà et je n'aurai vu ni la *Vierge* de Cima da Conegliano, ni la belle *Méduse* du Musée national. Qu'importe! C'est ici que Shelley composa les *Vers écrits dans les monts Euganéens.* Le panorama n'a guère changé; seule, la ligne ferrée coupe maintenant la plaine. Mais les vieux murs ont gardé leur silhouette et déjà les chauves-souris y reprennent leur vol maladroit. Voici la nuit chère aux amans et l'ombre où se joignent les mains. Ah! savourons encore un moment la douceur de cette heure! Attendons, pour redescendre dans la ville, que s'éteigne à l'horizon, ce soir après tant d'autres soirs, la splendeur dorée des nuages d'automne.

VII. — ARQUA

Si je n'étais depuis longtemps habitué aux *vetturini* italiens, je ne me serais jamais embarqué, à Este, dans l'étrange landau qui doit sortir du musée d'antiquités. Je sais aussi que ces chevaux étiques, qui semblent déjà las au départ, finissent par couvrir de longues étapes ; mais vraiment aujourd'hui, mon cocher exagère. Nous allons au pas quand la route monte, ce qui est naturel ; au pas quand elle est plate, pour faire souffler le cheval ; au pas encore quand elle descend, pour que celui-ci ne glisse pas ! Mais j'en prends vite mon parti. D'abord, je le reconnais, le chemin est mauvais et souvent taillé d'une façon assez primitive dans le roc. Et puis, la journée s'annonce si belle, l'air est si lumineux et si pur, le soleil si léger, que je n'ai plus aucune hâte d'arriver. Une fois encore, je goûte ces heures d'Italie où, libre de soucis, et loin des voies trop fréquentées, je n'ai qu'à jouir de la vie. Tout rit autour de moi, la campagne fertile, les pampres dorés, les gens au seuil des fermes, les enfans qui jouent dans les fossés. En parcourant un guide local, je lis une page de Luigi Cornaro qui déjà, au xve siècle, célébrait la joie de cette contrée qu'il appelle le pays *dell' allegrezza e del riso.*

A Baone, la route fait un grand détour et offre une vue splendide sur Este ; puis, au croisement du chemin de Monselice, elle vire brusquement vers le Nord et se dirige droit sur Arquà dont on commence à distinguer les maisons. Un vieux clocher se détache sur le ciel, dans un nid de verdure. Au-dessus se dresse le cercle des collines Euganéennes, tantôt arrondies comme les ballons des Vosges, tantôt pointues et aussi régulières que des pyramides. Quelques cônes tronqués rappellent les pics du Massif Central et m'expliquent la comparaison qui vint naturellement à l'esprit de M. Pierre de Nolhac quand il fit ce même pèlerinage :

> Ma Limagne courbe des lignes
> Pareilles sur ses horizons ;
> Les collines sont moins insignes,
> Mais elle y mêle aussi les vignes
> Et les profondes frondaisons...

Étrange et puissant sortilège de l'Italie dont la prise est si forte

sur nos âmes avides de beauté que nous sommes heureux de pouvoir retrouver quelques-uns de ses aspects dans les coins de France qui nous sont les plus chers !

Avant Arquà, on traverse une petite plaine marécageuse qui fut sans doute le fond d'un lac desséché. Des bœufs blancs, attelés par six, huit et même dix paires, comme j'en vis aux environs de Ferrare, labourent profondément une terre grasse qui jaillit, d'un noir intense, sous le soc de la charrue. Et le contraste est violent entre ce sol couleur d'encre et le feuillage des saules qui bordent le chemin. Puis les monts bleus se rapprochent. La route s'élève dans un cirque ensoleillé, au milieu de riches végétations. Les vignes luxuriantes se mêlent aux figuiers, véritables arbres aux fruits renommés. Des oliviers mettent leur note claire. Dans les jardins, les lauriers, les magnoliers, les camélias et les grenadiers poussent en pleine terre, drus et vigoureux. Autour du mont Ventolone, qui abrite le site des vents froids, les collines s'évasent en forme d'arc : peut-être est-ce l'origine du nom d'Arquà. La montée est si rude que je descends de voiture, à côté de la fontaine que Pétrarque fit construire, ainsi que l'indique l'inscription :]

Fonti Numen adest; lymphas, pius hospes, adora
Unde bibens cecinit digna Petrarcha Deo.

Le village, sur la hauteur, ne possède aucune source et, aujourd'hui encore, c'est la seule fontaine qui l'alimente. Les paysannes viennent y puiser l'eau dans des seaux de toutes formes qu'elles portent suspendus aux deux extrémités d'un grand arc posé sur leurs épaules, suivant un antique usage qu'on retrouve à peu près partout en Italie.

J'avoue que ce n'est pas sans émotion que je pénètre dans le village du poète ; mais je ne croyais point être si vite près de lui. A peine ai-je fait quelques pas que je me trouve face à face avec le tombeau d'où sa dépouille mortelle n'a pas bougé, depuis le jour où son gendre, Francesco di Brossano, l'y enferma, six ans après sa mort. Qu'elle est saisissante cette place, devant la plate et pauvre façade de l'église, avec ce simple sarcophage de marbre rouge posé sur quatre colonnes ! Du rebord de la terrasse, la vue s'étend sur les maisons du village et sur la campagne. D'un jardin en contre-bas, jaillissent deux énormes cyprès qui, immobiles et muets, veillent sur le cercueil. Au-

dessous du buste en bronze qui fut incrusté dans la pierre, au XVIe siècle, une épitaphe nous indique que ce tombeau ne renferme que les ossemens de Pétrarque. Encore n'y sont-ils plus au complet, puisque, le 27 mai 1630, un dominicain de Portogruaro brisa un angle de la tombe et réussit à emporter un bras. Était-ce pour l'offrir à Florence, comme on l'a prétendu? Peut-être, car il est certain que toute l'Italie envia la gloire d'Arquà. Déjà Boccace louait le village d'avoir conservé les os de l'illustre vieillard et blâmait Florence qui n'avait pas su retenir son fils : « Comme Florentin, j'envie Arquà qui, jusqu'alors obscure, deviendra célèbre parmi les nations. Le marin revenant des plus lointains rivages regardera avec émotion les monts Euganéens et dira à ses compagnons : c'est au pied de ces collines que Pétrarque dort. »

N'eût-elle que ce tombeau, Arquà serait, en effet, immortelle. Mais elle garde jalousement un autre souvenir : la maison où l'amant de Laure vécut ses dernières années. Pour y monter, le chemin est rude; il n'a pas dû changer depuis le jour où, — comment n'y pas songer? — on descendit le glorieux cercueil, au milieu de la prosternation de tout un peuple, entre ces mêmes murs, sur ces mêmes cailloux. Voici encore un des coins d'Italie, chaque année plus rares, où le modernisme et le progrès n'ont rien gâté.

Devant la maison est un petit jardin, malheureusement récent, puisqu'il ne figure pas dans des estampes du siècle passé; mais il n'est pas douteux qu'un semblable devait exister du temps de Pétrarque. Celui-ci aimait ses arbres et ses fleurs presque autant que ses livres, ce qui n'est pas peu dire, quand on se rappelle le bibliophile qu'il fut. L'un des premiers, il sentit la nature et son surnom de *silvanus* indique bien ses goûts. Il a rédigé un journal de jardinage très détaillé. Une de ses lettres est datée « de l'ombrage d'un châtaignier. » Avec l'âge, son amour de la campagne s'accrut, ainsi qu'il arrive presque toujours; à mesure que nous avançons dans la vie, nous nous rapprochons de la terre, comme pour nous faire une amie de celle qui va nous recevoir. L'éclat des cités bruyantes ne tente plus les regards prêts à s'éteindre; rien n'est aussi doux aux vieillards que les rayons d'un beau soleil. C'est ce qu'exprima Byron dans les magnifiques strophes de *Childe Harold* où il évoque Pétrarque. « Si c'est dans la société que nous

apprenons à vivre, c'est la solitude qui nous enseigne à mourir. » Dans plusieurs de ses dernières lettres, le poète nous parle de son jardin, et surtout de l'arbre qui lui fut cher, le laurier dont le feuillage l'avait couronné au Capitole et dont le nom lui rappelait l'amante inoubliée. Symbole de l'amour et de la gloire — qu'il poursuivit plus que l'amour — il chanta jusqu'à la fin le charme

Del dolce lauro e sua vista fiorita.

La légende prétend que tous les lauriers gelèrent au cours du rude hiver qui suivit la mort de Pétrarque ; ceux de son jardin ne durent pas être épargnés. Pourtant, il n'y a rien d'impossible à ce que celui qui pousse encore contre le mur de la maison soit un lointain rejeton d'un de ceux qu'il planta. Et cette idée me fait un moment hésiter à prendre la branche qui m'est offerte... O poète, je n'ai d'autre titre à cet hommage que ma pieuse admiration pour toi; mais je sais bien que tu ne blâmerais point un geste que dicta l'amour...

Un étroit escalier monte à une petite loggia soutenue par trois colonnes. Tout est exigu dans le jardin et la maison, ainsi qu'il le fallait pour le vieillard ayant constamment besoin d'un appui à la portée de la main. L'amant de la solitude n'avait pas hésité entre le palais que lui offrait Venise, en échange du don de ses livres, et le calme asile que lui proposa François de Carrare dans les monts Euganéens. « Oh ! écrit-il à un de ses amis de Parme, si tu pouvais voir mon nouvel Hélicon, je suis sûr que tu ne voudrais plus le quitter. » La maison, très simple, comprend un vestibule d'entrée autour duquel sont les chambres ; presque toutes ont des balcons d'où l'on embrasse soit les collines étagées s'abritant l'une l'autre contre le soleil ou les vents, soit, par-dessus les toits du village, la vaste plaine vénitienne jusqu'à l'Adriatique.

La demeure où vécut un écrivain parle toujours à notre sensibilité, surtout quand elle est dans un village et mieux encore au milieu des champs. C'est que la nature ne change guère et qu'après plusieurs siècles, nous retrouvons les mêmes montagnes, les mêmes fleuves, les mêmes forêts, les mêmes prairies. Peu d'années, au contraire, suffisent à altérer l'aspect

d'une ville; et même quand la maison du poète est intacte, autour d'elle tout s'est modifié. Comment retrouver la physionomie et l'atmosphère de la Florence où vécut Dante? Tandis que dans ce petit village d'Arquà, rien n'a bougé. Les choses sont restées tellement pareilles que je ne puis, pensant à lui, les regarder sans émotion. De cette loggia, je vois ce que voyait Pétrarque. Par sa précision et son intimité, — à plus de six siècles de distance, — c'est un des souvenirs littéraires les plus poignans qui soient. Mais peut-être a-t-il pour moi un charme particulier. Les meilleures heures de ma jeunesse, je les ai vécues, au temps des vacances, sur la petite terrasse de la maison maternelle qui domine un hameau et un médiocre paysage; j'y ai vu mon grand-père, puis mon père, emplir leurs derniers regards des mêmes horizons sur lesquels je voudrais que se ferment mes yeux... Et il m'est facile d'imaginer le poète contemplant le village et les coteaux couverts de vignes, saluant d'un mot aimable les paysans qui passent et qui ne comprennent qu'à demi comment ce vieillard courbé et tout blanc, si semblable aux autres vieillards, peut à la fois être si simple et si glorieux. Ah! qu'elle est pathétique, cette maison où il vécut ses ultimes jours, tandis que la mort s'avançait vers lui! Mais qu'il est regrettable qu'une respectueuse vénération ne l'ait pas conservée intacte, ou même vide, au lieu d'y avoir accumulé pêle-mêle les objets les plus divers. A la place des fresques qui représentent tant bien que mal — plutôt mal — des Pétrarques encapuchonnés et des Laures fleuries, combien les murs nus eussent été plus saisissans! J'ignore si le fauteuil et l'armoire ont, comme on le dit, appartenu au poète. La seule chose vraiment authentique, — ironie du destin! — est la momie de sa chatte qu'on a mise dans une niche, derrière une vitre. Cette exhibition est d'un goût aussi douteux que les vers d'un nommé Quarengo, écrits au-dessous, que je traduis par curiosité. C'est la chatte qui parle : « Le poète toscan brûla d'une double flamme; je fus son plus grand amour, Laure le second. Pourquoi riez-vous? Si Laure était digne de lui par sa divine beauté, je le fus par ma fidélité. Si elle excita son génie poétique, c'est moi qui veillai pour que ses écrits ne devinssent pas la proie des terribles rongeurs. Vivante, j'éloignai les rats, afin d'épargner les œuvres de mon maître; morte, je les effraie encore et dans mon corps inanimé survit mon ancienne fidélité. » N'aurait-il

pas mieux valu graver le célèbre et beau sonnet composé par Alfieri, le jour où il visita la maison d'Arquà :

O cameretta che già in te chiudesti
Quel grande[1] *alla cui fama augusto è il mondo...*

La collection des vieux registres que les visiteurs signèrent est curieuse à parcourir. J'y ai cherché le nom de Byron qui y figure deux fois, en 1817 et en 1821. Je ne sais plus dans quel ouvrage, celui-ci a traité Pétrarque de « vieux radoteur » et de « métaphysicien pleurard. » C'est qu'avec son tempérament impulsif et passionné, il ne comprenait guère la fidélité amoureuse et préférait, à l'époux de Laure, les maris du genre de Guiccioli. Mais néanmoins ce ne fut qu'une boutade et les nobles vers de *Childe Harold* la font aisément pardonner. Je n'ai pas trouvé sur les registres le nom de Stendhal qui nous dit cependant être resté quatre jours à Arquà. Sans doute visita-t-il la maison du poète bien qu'il n'en parle pas. Pourtant le loisir de noter ses impressions ne lui fit pas défaut, puisqu'il eut le temps d'écrire une longue dissertation sur la manière dont les Italiens et les Français comprennent le bonheur. Mais peut-être était-il de l'avis de Chateaubriand, qui raille ceux qui espèrent prolonger leur mémoire en attachant à des lieux célèbres un souvenir de leur passage. Un jour que l'auteur de *René* s'efforçait de lire un nom qu'il croyait reconnaître sur les murs de la villa Adriana, un oiseau s'envola d'une touffe de lierre et fit tomber quelques gouttes de la pluie passée : le nom avait disparu...

Le seul endroit de la maison qui ait été absolument respecté, c'est la petite bibliothèque, à côté de sa chambre à coucher, où Pétrarque aimait à se retirer. Là, il était tranquille et isolé. Il échappait aux importuns, aux visiteurs, à tous ceux qui interrompaient ses travaux. « Lire, écrire, méditer sont encore, avoue-t-il, comme dans ma jeunesse, ma vie et mon plaisir. Je m'étonne seulement, après un tel labeur, de savoir si peu. » Il sent que les heures pressent. « Je me hâte... il sera temps de dormir quand je serai sous terre. » Couché très tôt, comme les paysans d'Arquà, il se lève avant eux, au milieu de la nuit, allume la petite lampe suspendue au-dessus de son pupitre, et travaille jusqu'à l'aube. C'est là qu'un matin de juillet, ses domestiques l'aperçurent courbé sur un ivre. Comme ils le voyaient souvent dans cette attitude, ils n'y

prêtèrent point attention. Pétrarque était mort dans la nuit. M. de Nolhac croit avoir retrouvé le manuscrit où s'arrêta sa main tremblante, sur un renvoi aux lettres de Cicéron. Il suppose que Pétrarque fit un effort pour aller vérifier la référence et qu'il s'évanouit en se rasseyant. Je préfère l'ancienne version où sa tête serait retombée, inerte, sur son Virgile favori. Certes, Cicéron et Virgile furent par lui adorés presque également et il les confond dans son admiration :

Questi son gli occhi della lingua nostra.

Mais sa plus grande tendresse était pour le poète. Il avait recherché ses souvenirs à Mantoue. Ses œuvres ne le quittaient jamais, même en voyage. Tous les lettrés connaissent le manuscrit sur vélin, annoté de sa main, qui fait la gloire de l'Ambrosienne, après avoir été quelque temps, sous Napoléon Ier, l'orgueil de la Nationale. Il me plaît d'imaginer que c'est ce volume qu'il prit pour se distraire un instant de son travail d'érudition. Il lut quelques vers du poète qui était né de l'autre côté des collines Euganéennes; il entendit les alouettes lancer leur joyeux appel au jour nouveau; et il s'éteignit doucement, avec la nuit, comme une lampe sans huile expire aux fraîcheurs du matin. Ainsi le dernier souffle du chantre de Laure aurait effleuré les vers du cygne de Mantoue. Et s'il est vrai qu'au bois sacré des Muses s'assemblent les poètes en qui brûla la pure flamme, celui qui avait déjà guidé Dante dans son immortel voyage, dut accueillir Pétrarque au seuil du temple d'Apollon et le faire asseoir à ses côtés, sous l'ombrage retrouvé du laurier toujours vert.

GABRIEL FAURE.

POÉSIE

SON AVENIR...

Hélas ! est-on jamais en repos, quand on aime ?
Nul de nous n'est assez confiant en soi-même
Pour ne redouter rien du troublant avenir ;
Et pour ne point songer que le miroir en fête
Où notre vie heureuse aujourd'hui se reflète
Le lendemain peut se ternir !

Quand je te vois si bon, si caressant, si tendre,
O mon cher petit-fils ! quand te parler, t'entendre
Est un double plaisir toujours renouvelé ;
Je devrais, à l'abri de toute inquiétude,
Savourer en plein calme, en pleine gratitude,
Le bonheur dont je suis comblé...

Mais j'ai beau repousser les obsessions vaines,
Elles viennent toujours m'assaillir, inhumaines,
Tenaces, me suivant jour par jour, pas à pas ;
Et quand du présent seul je devrais avoir cure,
J'ai hâte d'entrevoir la route encore obscure
Qu'il te faudra suivre ici-bas.

Sera-t-elle facile et sans rude montée ?
Par des ombrages frais largement abritée ?
Ou dure, te menant à des pays glacés ?
Sous l'averse qui cingle et dans le vent qui pleure
Y sauras-tu marcher sans faiblir, jusqu'à l'heure
Où Dieu te dira : « C'est assez ! »

Et comment seras-tu dans ta forme agrandie,
Cher enfant ?... Auras-tu la démarche hardie,
Le regard énergique et le geste assuré ?
Ou bien, charmant toujours par ta grâce timide,
Auras-tu conservé ce sourire candide
Que nul chagrin n'a défloré ?

Quels seront tes désirs ?... Et quelle est ton envie ?...
Vers un but défini mèneras-tu ta vie ?
Rêveras-tu la gloire et son éclat vainqueur ?
Ou te suffira-t-il, loin de la renommée,
De vivre pour l'amour d'une compagne aimée
Et de t'endormir sur un cœur ?

Et quels seront tes goûts ? Qui sait ? Les miens, peut-être ?...
O joie !... un peu de moi se transmettre à ton être !
Un peu de moi survivre à mon moi dispersé !
Et ceux qui m'ont connu pouvoir, — tard, je l'espère ! —
Voir dans le petit-fils revivre le grand-père
Et dans le présent le passé !

Aimeras-tu le ciel, enfant, comme je l'aime ?
Aux heures de douleur, comme je fis moi-même,
Tourneras-tu vers lui tes regards anxieux ?...
Suivras-tu dans sa course un fantasque nuage ?
Goûteras-tu le grand repos qui suit l'orage
Et les beaux soirs silencieux ?

Ainsi que je l'aimais dès ma verte jeunesse
Aimeras-tu la mer, et sa lente caresse
S'allongeant sur le sable d'or comme un baiser?
Les barques de pêcheurs, légères et coquettes,
Sortant du port ainsi qu'un blanc vol de mouettes
Qui sur les flots va se poser?

Aimeras-tu, — car tout est contraste en ce monde! —
Et le brillant Paris, et la Provence blonde?
Goûteras-tu de l'un l'élégance et l'esprit?
De l'autre la douceur, l'air salubre, la joie,
La brise qui frémit, la route qui poudroie
Et le bon soleil qui sourit?

Auras-tu, comme moi, l'amour des heures calmes?
Quand un souffle léger, se jouant dans les palmes,
T'apportera la fraîche haleine du jardin;
Quand tout sera silence, et tendresse, et mystère,
Ne te diras-tu point que, sur la triste terre,
Parfois tombe un regard divin?

Et plus que le repos infécond et suave,
Chériras-tu le bon, le dur travail qui brave
L'insidieux assaut des soucis dévorans;
Le travail, ce tonique pur, qui nous relève,
Et nous fait, par l'effort, réaliser ce rêve
D'être meilleurs, d'être plus grands?

Actif, aimeras-tu les actives journées?
Connaîtras-tu l'ardeur des longues randonnées
Un fusil à la main, par les champs et les bois?
Comprendras-tu la joie élégante et jolie
De tenir une épée, éclair souple qui plie
Et qui s'anime entre les doigts?

Te laisseras-tu prendre au charme des voyages ?
Tes yeux aimeront-ils les nouveaux paysages ?
Le multiple décor de ce monde changeant ?
Ou la sauvage Écosse aux collines rosées ?
Ou l'Italie et la splendeur de ses musées ?
Ou la Suisse et ses lacs d'argent ?

Sauras-tu pénétrer la tristesse des choses ?
Croiras-tu quelquefois, en respirant des roses,
T'imprégner du parfum grisant de l'univers ?
Ton cœur frémira-t-il à la musique douce ?
Au murmure berceur d'un ruisseau sous la mousse ?
A la caresse d'un beau vers ?

Auras-tu comme moi l'horreur des âmes viles ?
De l'intérêt brutal, des actions serviles,
De tout ce qui veut l'ombre et tremble à la clarté ?
Par contre, aimeras-tu la gaillarde franchise,
L'honnête bonhomie, et cette fleur exquise
Que l'on appelle la Bonté ?

Auras-tu la pitié des misères frôlées ?
Comprendras-tu le deuil des âmes désolées,
Et de tout ton pouvoir le soulageras-tu ?
Plus que les triomphans, qu'on loue et qu'on encense,
Sauras-tu vénérer l'humble et discret silence
Qui souvent cache la vertu ?

En ce monde où tout passe et fuit à tire-d'aile,
Sentiras-tu le prix d'une amitié fidèle ?
Après moi, sauras-tu d'un souvenir pieux
Entourer les chers morts que j'aime et que je pleure ?
Sauras-tu, dans ton cœur comme dans ta demeure,
Garder le culte des aïeux ?

Près de l'autel du Dieu que chaque jour je prie
Dresseras-tu le noble autel de la Patrie?
Et si tu vois un jour nos sillons envahis,
Ainsi que je l'ai fait, voilà quarante années,
Seras-tu prêt, soumis aux mêmes destinées,
A combattre pour ton pays?

Mon enfant! mon enfant! Les questions sans nombre
Montent à mes côtés comme une houle sombre
Lorsque je pense à toi, quand près de toi je suis....
Je voudrais arracher d'une main inquiète
L'indéchirable voile étendu sur ta tête...
Je le voudrais... et ne le puis!

Mais du fond de mon âme à ton âme liée
Ma prière s'élève, ardente, apitoyée,
Vers l'insondable Ciel qui ne veut pas s'ouvrir,
Et j'implore pour toi la divine clémence
De Celui qui du fond de son mystère immense,
Nous fait naître et nous fait mourir!

Comme je l'ai trouvée, enfant, je te souhaite
Pour partager ton deuil en tes jours de défaite,
Et pour doubler ta joie aux jours victorieux,
De trouver à ton tour une compagne tendre
Et l'intime bonheur auquel n'osait prétendre
Mon plus beau rêve ambitieux!

Enfin, l'âge venant, ta tâche terminée,
Puisses-tu, pour dorer la fin de ta journée
D'un bienfaisant rayon de tendresse et de foi;
Pour goûter jusqu'au bout le charme de la vie,
Avoir, — comme je l'ai dans ma joie infinie, —
Un petit-fils semblable à toi!

JACQUES NORMAND.

REVUE DRAMATIQUE

Théatre Sarah-Bernhardt : *Kismet*, conte arabe en 3 parties de M. Knoblauch, traduit par M. Jules Lemaître. — Odéon : *Faust*, adapté par M. Émile Vedel. — Théatre-Antoine : *L'homme qui assassina*, pièce en 3 actes, tirée du roman de M. Claude Farrère par M. Pierre Frondaie. — Gymnase : *La Femme seule*, pièce en 3 actes, par M. Brieux.

Je l'attendais. J'attendais ce *Kismet* que M. Guitry a monté avec le luxe et le soin que vous savez. Je l'attendais sans impatience, comme on attend ce qu'on est sûr de voir venir à l'heure dite. Je l'attendais, non pas seulement parce que la pièce, en tournée à travers l'Europe, ne pouvait manquer d'être jouée à Paris, un jour ou l'autre, mais parce qu'il était juste et équitable qu'elle fût représentée chez nous et comme elle l'a été, parce que cela était dans l'ordre, dans la logique et dans la nature des choses, en conformité avec le mouvement qui se poursuit dans notre théâtre et que cette exhibition sensationnelle illustre magnifiquement. Sous des influences qui, pour la plupart, ne sont pas des influences françaises, et pour des causes dont j'essaierai tout à l'heure d'indiquer quelques-unes, on est arrivé progressivement, — je ne dis pas dans les théâtres de féerie et dans les music-halls, mais dans les théâtres « littéraires, » — à donner une importance de moins en moins grande à ce qui jadis était le principal, le texte de la pièce, et à augmenter d'autant celle du cadre et des accessoires : décors, figuration, costumes, jeux de lumière, spectacle, danse et musique. Avec cette pièce, nous voici au terme de l'évolution : il n'y a plus de pièce, il n'y a que des décors. Ces décors sont splendides : c'est un cadre merveilleux autour d'un tableau absent. Ainsi *Kismet*, à défaut d'autre signification, a du moins celle-ci : il symbolise cette manie moderne, la folie de la mise en scène.

Le « conte arabe » de M. Knoblauch, qui n'est pas un auteur alle-

mand, comme son nom pourrait le faire croire, mais un auteur anglais, est un pur rien. Quelques penseurs d'avant la première nous avaient suggéré que ce récit d'aventures incohérentes pouvait bien contenir une philosophie subtile et profonde. *Kismet* signifie : destinée. La journée d'un mendiant qui, à midi, tente d'assassiner le calife, et, le soir, marie sa fille à ce même calife, n'est-ce pas l'image elle-même de la destinée humaine ? Non. Ce ne l'est pas. C'est un conte à dormir debout, si vous voulez, mais ce n'est pas l'image de la destinée humaine. Le tailleur d'un grand-duc, ayant dissipé l'argent dont il devait acheter l'étoffe nécessaire à confectionner un costume d'apparat, fit le geste de passer à ce naïf principicule des habits d'un tissu tellement délicat qu'il en était invisible. Le peuple, un instant dupe, découvrit pourtant la vérité : le grand-duc était complètement nu. C'est ici l'inverse : le costume est magnifique, mais il n'y a personne dedans.

Les habits n'habillent personne, mais qu'ils l'habillent bien ! Car, si je trouve cet étalage de mise en scène absurde, cela ne m'empêche pas de reconnaître l'art du metteur en scène. Ce que j'admire ici, plus encore que la somptuosité, c'est le goût, autant du moins que le goût est compatible avec la profusion. Chaque décor forme un tableau, d'une composition et d'une tonalité exquises; chaque costume est par lui-même une œuvre agréable à voir et donne, non pas l'illusion d'oripeaux qui de loin font leur effet, mais l'impression d'une de ces choses rares que se disputent, pour des fortunes, antiquaires et collectionneurs. Si M. Guitry a voulu seulement, quoi qu'il dût lui en coûter, montrer, en réponse à l'invasion d'un exotisme somptueux et barbare, ce que nous pouvons faire de la mise en scène en y apportant la délicatesse traditionnelle du goût français, il y a pleinement réussi.

Ce sont, au premier tableau, les abords d'une mosquée, dans la lumière matinale. Le mendiant Haji accueille, de sa cantilène suppliante, tous les fidèles qui viennent à la mosquée faire leurs dévotions. Il en arrive, il en arrive, et chaque nouvel arrivant porte un costume dont la richesse différente provoque dans la salle un frémissement d'aise. Les personnages enturbannés passent, sans mot dire, font un tour sur la scène et puis s'en vont. Et le défilé, une fois commencé, ne s'arrêtera plus. Il ne s'arrêtera plus jusqu'à la fin de la pièce. En effet, pour remplir les intervalles entre deux tableaux, pendant les changemens de décor, on a imaginé de faire passer devant une toile de fond des figurans superbement costumés qui entrent par un côté de la scène et sortent par l'autre, venus uniquement pour nous faire

admirer l'un son costume bleu, l'autre son costume vert, jaune, orangé, ou de quelque nuance que ce soit de l'arc-en-ciel. En sorte que, lorsqu'on ferme les yeux et qu'on songe à *Kismet*, ce qui s'évoque d'abord, c'est cette procession bariolée et silencieuse, cette série mouvante de costumes qui vont...

Ensuite le tableau du souk. A mesure qu'il se découvre, c'est dans le public un « ah ! » de surprise et de contentement. Ce qui m'a surtout frappé, c'est l'art avec lequel on a su produire une impression de profondeur et d'immensité. Je m'excuse d'ailleurs de l'insuffisance qu'aura nécessairement ce compte rendu : plutôt qu'un critique de théâtre, il y faudrait un critique d'art, un écrivain pour qui le monde extérieur existe, comme disait Théophile Gautier, qui certainement aurait pris à de tels spectacles un plaisir extrême et l'aurait fait goûter à ses lecteurs. Toujours est-il que le grouillement de peuple m'a paru on ne peut mieux imité. Marchands, passans, mendians, tout cela s'agite dans un brouhaha parfaitement réglé. On perçoit des sons gutturaux, qui d'ailleurs n'offrent aucun sens, car il est à noter que, quand on parle dans cette pièce, c'est le plus souvent par onomatopées empruntées à un idiome que nous ne comprenons pas. Tout à l'heure, le devant de la scène sera occupé par un chanteur et une chanteuse hindous qui, en s'accompagnant sur des luths de là-bas, moduleront des complaintes lentes, lentes, infiniment lentes. Au tableau du souk, un long et magnifique cortège traverse la scène. Est-ce le calife, ou n'est-ce pas plutôt le *wazir?* Car ne dites plus « vizir » qui manque déplorablement de couleur locale, mais « wazir, » qui tout de suite impressionne par une saveur d'authenticité... Et tout cela pour nous apprendre que le mendiant Haji, ayant reçu une bourse d'or, est venu s'acheter des habits, mais que, l'habitude étant la plus forte, au lieu de les acheter, il les a volés.

Un repos au milieu de ces splendeurs : c'est la chambre où Marsinah, la fille d'Haji, reçoit son amoureux, qu'elle croit être le fils de leur voisin le jardinier, et qui est le calife en personne.

Et l'éblouissement recommence. Nous voici dans le palais du wazir Mansour. Il y a des colonnes, des moucharabiehs, des bassins, des jets d'eau, des portiques, que sais-je encore? tout ce que les guides vantent dans l'architecture mauresque. On songe à l'Alhambra et on trouve que cela dispense du voyage. De telles richesses n'ont pas pour habitude d'être acquises honnêtement. Le wazir Mansour est une abominable canaille, qui en outre manque de tact; si bien que, pour le punir d'avoir eu la main lourde, le calife va lui faire couper la tête.

Il n'a qu'une ressource, qui est de faire assassiner le calife. Il charge de cette commission Haji, qui accepte sans aucune espèce de scrupule.

Et ce tableau n'est rien auprès de celui qui suit. Le palais du wazir est un taudis, si vous le comparez à celui du calife qui maintenant ouvre devant nous sa grande salle, richement décorée, d'où la vue, par de larges baies, se prolonge en des perspectives bleutées. Le calife rend la justice, à moins qu'il ne tienne son Conseil des ministres. Pour égayer un peu cette séance austère, on introduit un faiseur de tours, qui n'est autre qu'Haji. Il tente de poignarder le calife, mais comme il est novice dans le métier, il manque son coup et les policiers l'emmènent en prison, ce qui est, de la journée, la première chose qu'il n'ait pas volée.

A quoi bon poursuivre l'énumération de ces tableaux: la prison, le harem de Mansour, la mosquée? Il suffit de répéter que chacun en son genre est un chef-d'œuvre de pittoresque. A quoi bon dire comment se termine l'aventure d'Haji? Elle n'intéresse personne, et il faut bien en convenir. Je pense que j'ai rendu au décorateur et au costumier un assez complet hommage; mais, puisque nous sommes au théâtre, il est bien impossible de ne pas tenir compte de l'impression que produit au théâtre cette prestigieuse exhibition. Et, ici, il n'y a qu'un mot qui serve : c'est l'ennui.

Un ennui morne règne dans la salle, tandis que, sur un accompagnement monotone et lent de vagues musiques pour danse du ventre, défile l'interminable procession de personnages quelconques aux beaux costumes. Je ne nie pas que quelques dilettanti, amoureux des jeux de nuances et des harmonies de couleurs, n'y puissent trouver une vive jouissance. Mais combien sont, dans une salle de spectacle, ces connaisseurs, doués à l'extrême du sens artiste? Et ceux-là mêmes ne préféreraient-ils pas se promener à loisir, au milieu de ces merveilles, dans quelque exposition? J'entends bien que *Kismet* est une féerie, et qu'il ne faut pas chercher malice aux féeries, quoique, depuis *l'Oiseau Bleu*, la mode soit d'y découvrir une forêt de symboles. Mais alors, qu'on nous rende *la Biche au Bois* et *le Pied de Mouton!* Une féerie s'adresse aux enfans, et ce qui manque cruellement à celle-ci, c'est le caractère bon enfant. Il y faut de la gaieté, de la fantaisie, des trucs divertissans; celle-ci est triste, tout à la fois frivole et grave. Enfin, quels que soient notre âge et nos goûts, nous tous qui allons au théâtre, c'est pour y être au théâtre et non au musée du costume.

Si l'on voulait maintenant rechercher par quel chemin et par quelles

étapes nous sommes arrivés à cette débauche de spectacle et à ce délire de mise en scène, il y en aurait long à dire. Cela mériterait toute une étude. Je me borne à signaler un ou deux faits, à titre d'indications. — Le premier est le progrès des moyens matériels. La machinerie se perfectionne tous les jours. Les jeux de lumière surtout prêtent à des effets merveilleux. On en use et on en abuse. Dès que la toile se lève, la salle est plongée dans une obscurité complète : c'est, me dit-on, l'influence des représentations de Wagner. Cependant sur la scène les personnages s'agitent dans une pénombre lumineuse, parmi des brouillards de toutes les couleurs. On a parfaitement la sensation que tout cela se passe en rêve. Les yeux et l'esprit sont noyés dans une brume éminemment artiste. — Un autre fait est l'augmentation du nombre des spectateurs, coïncidant avec les perfectionnemens du spectacle. Parce que chaque pièce, pour être montée à la manière et avec le luxe d'aujourd'hui, exige des frais considérables, il est indispensable qu'elle ait un grand nombre de représentations : il ne lui suffit plus d'un public, il lui faut une foule. Cette foule est en partie cosmopolite. Quand on prête l'oreille aux réflexions qui sont faites dans les entr'actes, on devine tout ce qu'on perd à ne pas être polyglotte. Il en résulte que les pièces ne doivent pas exiger un trop grand effort d'esprit pour être accessibles à cette foule bigarrée où plusieurs ne suivent qu'avec peine le dialogue français. Beaucoup même de ces pièces sont elles-mêmes cosmopolites. Elles ont « fait » les capitales du monde avant la nôtre. Elles retiennent quelque chose de berlinois, de viennois, d'anglais ou d'américain. C'est l'importation étrangère qui nous envahit ici comme ailleurs. Ce sont des pièces pour clientèle de Palace-hôtels. — Cette subordination de la pièce au spectacle, cet étalage de beautés confuses et de merveilles éblouissantes, est en contradiction avec les habitudes de notre théâtre, qui est mesure, clarté, mouvement, action, observation, fantaisie, esprit. Je souhaite de toutes mes forces et j'espère une réaction qui nous débarrassera de cet envahissement d'un luxe parasite, et rétablira dans ses droits l'auteur dramatique, aujourd'hui dépossédé par le machiniste, l'accessoiriste, le costumier, le décorateur, le metteur en scène, l'électricien, et tous ceux, artistes, artisans et ouvriers, dont les efforts combinés tendent à la suppression de ce qui se dit, au profit de ce qui se voit.

M. Guitry, qui est un si puissant acteur de comédie et qui, dans des rôles faits à sa taille, exerce sur le public une action incontestable, n'a rien de ce qui constitue l'acteur de féerie. Il a été parfaitement détestable dans le rôle du mendiant Haji, et je le dis à son éloge. Auprès de

lui, faut-il citer Mlle Marie-Louise Derval, toujours charmante et toujours digne de meilleurs rôles, et Mlle Jeanne Desclos, très gracieuse en Marsinah? Encore une fois, les rôles de *Kismet* n'en sont pas. Tout ici n'est que parade et figuration.

Si vous voulez, par un autre exemple, juger du péril que fait courir à la littérature dramatique cette exubérance de la mise en scène, allez voir à l'Odéon l'adaptation de *Faust*, qui y est en ce moment représentée avec grand succès. N'est-ce pas à ce même Odéon que, l'an dernier, nous eûmes une *Esther* dont le succès fut surtout un succès de décors, ô Racine! mais les vers n'étaient pas de Racine. Je me souviens que jadis, ayant à faire l'analyse d'une pièce dont l'auteur était peu goûté des lettrés, M. Jules Lemaître, dans un de ses délicieux feuilletons, s'amusa, pour chaque acte, à décrire le décor; puis, deux lignes lui suffisaient pour noter ce qui s'y passait. Cette méthode conviendrait fort bien ici. Seulement, cette fois, le texte est de Gœthe!

Au premier tableau les remparts d'une ville. Le jour tombe. Nous suivons d'un œil curieux et charmé les changemens de la lumière, jusqu'à ce que les feux du soleil couchant colorent le faîte des maisons et qu'après cet embrasement splendide, qui est l'adieu de « l'astre du jour, » nous assistions aux progrès de l'ombre qui s'étend : c'est le moment pour le docteur Faust de regagner la ville.

Le deuxième tableau est un Rembrandt. Dans une chambre voûtée, près de la fenêtre, un « vieux philosophe » est penché sur ses livres. Toute la pièce est enveloppée de ce fameux « clair-obscur » que nous admirons dans les tableaux du maître hollandais, et qu'on est parvenu à reproduire par un de ces effets d'éclairage où se joue l'industrie de nos habiles spécialistes. Le vieux philosophe se désespère de sa vieillesse, évoque les esprits, et vend son âme au diable, par un engagement écrit et dûment signé de lui.

Le quatrième tableau est un Téniers. Dans la taverne d'Auerbach, des buveurs sont attablés; il y a des ivrognes affalés sur les bancs, tandis que, par un escalier placé sur le côté, Faust s'introduit dans ce lieu de délices et s'initie enfin aux joies de la terre.

Ici non plus, je n'aurai garde d'énumérer tout au long, et un par un, les tableaux successifs : le jardin de Marguerite, la nuit de Valpurgis, la prison. J'ai hâte d'arriver à celui qui est certainement le clou de la soirée et qui est une pure merveille. C'est la nuit, au bord d'un lac. De l'onde sortent des elfes, des sylphes, tout un petit peuple des

eaux et de l'air. Ces êtres légers qui semblent l'âme du lac, des arbres et de la prairie, exécutent dans une atmosphère vaporeuse des danses de rêve, cependant que l'aurore, qui peu à peu éclaire le paysage, efface par degrés l'illusion et fait s'évanouir l'essaim voltigeant. Ce sont des enfans, élèves de la Loïe Fuller, qui exécutent ces danses et, en agitant des gazes au-dessus de leur tête, donnent cette impression de nuées multicolores. On n'imagine pas de spectacle plus gracieux et plus poétique, — poésie des gestes, des mouvemens, des ondes lumineuses, à laquelle on se rend bien compte que la poésie des mots n'ajouterait rien.

Nous aurons encore la vision d'un temple au bord de la mer. Assise sur un rocher, Hélène est entourée de quelques nymphes. Vous ai-je dit qu'à un des tableaux précédens nous avions vu une Vénus presque nue, à quelques guirlandes de fleurs près? Ce sont, comme disait Bossuet, de ces cas où les paroles languissent auprès des réalités. Enfin nous assisterons à la mort de Faust, dans son cabinet peint par Rembrandt. Les cloches de Pâques sonnent gaiement. On entend la voix de Marguerite qui intercède pour son hideux séducteur; et, puisque Faust ne sera pas damné, c'est donc qu'il y a aussi peu de justice dans l'autre monde que dans celui-ci.

On a été un peu surpris de constater que cette adaptation se limite presque exclusivement à l'épisode de Marguerite et diffère à peine du livret de Barbier. Toutefois y avait-il, dans ces décors et parmi ces divertissemens, place pour autre chose que pour un livret d'opéra? C'est bien à un opéra que nous avons été conviés. Ballet, tableaux vivans, machines, trucs, musique d'orchestre, il n'y manque que le chant. Peut-on même dire qu'il y manque? Les mélodies de Gounod et de Berlioz qui traînent dans notre mémoire viennent d'elles-mêmes se mettre sous les paroles. Mais, s'il faut s'en rapporter à l'amusante saynète de M. Pierre Veber : *Une loge pour « Faust, »* l'opéra qu'on joue à l'Opéra se démode : on ira l'entendre à l'Odéon.

L'interprétation est très convenable. M. Joubé qui joue le rôle de Faust m'a paru meilleur en Faust vieillard qu'en Faust gentilhomme. Sa voix qui est grave se prête mieux aux lamentations du philosophe qu'aux déclarations de l'amoureux. M. Desfontaines s'est tiré tout à fait à son honneur du rôle de Méphistophélès. Il y met beaucoup de souplesse et de variété, et, en plus d'un endroit, il a fait sentir la raillerie méchante et la dérision amère du mauvais esprit. Mlle Sylvie est une Marguerite d'une simplicité louable, quoique peut-être excessive. Enfin, pourquoi ne pas dire que le philosophe et le diable, l'in-

génue et la duègne, nous les avons tous et toutes oubliés, quand ont paru les petites élèves de la Loïe Füller?

Les décors sont très soignés, quelques-uns même tout à fait suggestifs, dans *l'Homme qui assassina ;* et on pourrait continuer de s'étendre, à ce propos, sur l'art moderne de la mise en scène... Mais enfin, cette fois, il y a une pièce, et nous pouvons cesser de raconter des décors. La pièce de M. Frondaie est tirée d'un roman de M. Claude Farrère; elle en est fort différente; toutefois, c'est la condition même de ce genre d'ouvrages que la pièce suppose la connaissance du roman, et que, se bornant à faire allusion à certains développemens du livre, elle paraisse en maints endroits d'un art sommaire et d'une psychologie obscure, à moins qu'il ne soit superflu de parler ici de psychologie.

Nous sommes à Constantinople. Pendant que s'achève une fête, vont et viennent des personnages du monde officiel. Et voici ce que nous apprenons. Le directeur de la Dette ottomane, lord Archibald Falkland, a une maîtresse, une certaine Edith, recueillie par lady Falkland, et qui paie ainsi sa dette de gratitude pour l'hospitalité reçue au foyer. Les deux amans veulent à toute force se débarrasser de lady Falkland; ils lui infligent humiliations sur humiliations ; ils veulent lui prendre son enfant. Tout notre intérêt se porterait sur cette femme malheureuse, si celle-ci n'avait eu une faiblesse que nous avons bien de la peine à lui pardonner. Elle a un amant, elle aussi. C'est un prince russe, Cernuwitz, ignoble personnage, de ceux dont l'approche salit une femme. Comme il doit à lord Archibald la forte somme, il est entre ses mains son âme damnée. Ah! comme nous aurons de la peine à sympathiser avec la maîtresse de ce misérable! Voilà de bien vilain monde. Mais il y a là, droit et fier, un officier français, le colonel marquis de Sévigné, attaché militaire de l'ambassade. Nous ne savons pas encore en quoi consistera son rôle; mais nous savons que ce sera le beau rôle.

Le second acte commence par une conversation beaucoup trop longue, si même elle n'est tout à fait inutile, entre Sévigné et Mehmet pacha, qui est quelque chose comme le préfet de police du Sultan. Arrive lady Falkland, pressée de faire auprès de l'officier français une démarche dont nous avons quelque peine à nous expliquer l'opportunité et la convenance. L'attaché militaire français lui inspire estime et confiance, tant et si bien qu'elle croit devoir lui apprendre qu'elle est la maîtresse du prince russe. Un de mes amis, conseiller muni-

cipal de Paris, m'a conté qu'une dame de son quartier vint un jour lui confier ses histoires de famille les plus intimes. Et comme il lui demandait : « Pourquoi me contez-vous tout cela ? » elle répondit simplement : « Pour que vous soyez au courant. » Les dames de Constantinople jugent nécessaire, paraît-il, que l'attaché militaire de France soit au courant de leurs affaires de cœur. Mais on ne saurait tout prévoir. Le marquis de Sévigné ne laisse pas à lady Falkland le temps de parler, ayant lui-même un important secret à lui confier : c'est qu'il est amoureux d'elle. Lady Falkland juge que le moment serait mal choisi pour lui avouer précisément qu'elle est la maîtresse d'un autre, et de qui !... La situation ne laisse pas d'être dramatique, et la scène, bien menée, a provoqué l'applaudissement.

Tout cela d'ailleurs n'est que pour amuser le tapis et nous préparer aux fortes émotions du troisième acte, en vue duquel l'auteur a réservé tout son effort et combiné tous ses artifices. Comme au troisième acte de *Bagatelle*, M. Hervieu amenait tous les personnages de la pièce dans la chambre d'une de ses héroïnes, nous allons les voir tous se donner rendez-vous dans la chambre de lady Falkland, où ils pénètrent les uns par la fenêtre, les autres par la porte ou par un escalier intérieur. C'est la nuit. Sévigné arrive le premier et par la fenêtre; un second visiteur nocturne s'étant annoncé, il feint de se retirer par le même chemin; mais il se ravise et, à l'insu de lady Falkland, disparaît par un escalier comme par une trappe et se blottit dans une cachette d'où il peut tout voir sans être vu. Ce qu'il voit d'abord, c'est le prince russe auprès de lady Falkland, et celle-ci en train de se déshabiller. Plaignons cet amoureux ! Mais à l'instant psychologique, et avec une précision qu'il est difficile d'attribuer au seul hasard, nouvelle intrusion : Falkland avec Edith. Scène de flagrant délit où il ne manque que le commissaire. Pour éviter qu'on n'aille chercher son fils, et qu'on n'en fasse le témoin de son déshonneur, lady Falkland signe un papier, qui est l'aveu de sa faute : le mari serre précieusement ce papier dans son portefeuille, à toutes fins utiles. Puis chacun rentre chez soi et Falkland reste seul en scène... Alors surgit de l'ombre et de l'escalier une forme humaine : c'est le marquis de Sévigné. Il bondit sur Falkland, d'un coup de couteau l'étend mort à ses pieds, lui prend son portefeuille et disparaît par la fenêtre... Cela ne dure qu'une minute, mais qui est, je crois bien, la minute pour laquelle toute la pièce a été faite. L'effet est très grand et la scène, — de pantomime, à vrai dire, plutôt que de drame, — a été jouée par M. Gémier de la façon la plus saisissante.

Mais allez donc commettre un crime pour la femme que vous aimez, quand elle ne vous aime pas! Elle en sera éperdument reconnaissante, — à un autre, qui a sur vous la supériorité d'être celui qu'elle aime. Lady Falkland ne doute pas que le crime qui la libère n'ait été commis par le prince russe et sa passion redouble pour le sympathique assassin. Et à qui vient-elle faire confidence de son admiration pour le sublime meurtrier? A Sévigné. Tout de même il nous semble que cette femme pousse plus loin que les limites connues le manque de clairvoyance. Comment n'a-t-elle pas compris que le guet-apens de la nuit précédente avait été combiné entre son mari et son amant? L'attitude de celui-ci suait la traîtrise... Sévigné est désespéré, mais il n'est pas dégrisé. Il reste aussi amoureux; et il n'en sera que plus héroïque. Il poussera l'héroïsme jusqu'à l'absurde. Afin de sauver l'immonde Cernuwitz, il se dénonce lui-même à Mehmet pacha. Mais il paraît que la police turque est pleine de bonhomie. Mehmet pacha a sous la main un criminel déjà titulaire de tant d'assassinats qu'un de plus ou un de moins ne changerait rien à son affaire. On lui fera endosser l'assassinat du directeur de la Banque ottomane... Lady Falkland a tout entendu d'une pièce voisine. (On écoute beaucoup aux portes dans cette pièce, comme d'ailleurs dans tous les drames et tous les mélodrames.) Cette révélation la plonge dans la confusion et lui fait souhaiter de renoncer au monde, où décidément elle s'adapte mal... Tout cela est terriblement artificiel et combiné uniquement en vue de l'effet; mais, telle qu'elle est, la pièce est bien faite et agit comme il faut sur les nerfs.

J'ai déjà dit le succès de M. Gémier au troisième acte. Il a soutenu l'intérêt au quatrième par l'intensité avec laquelle il a traduit son émotion, et par la concentration de son jeu. Le rôle de lady Falkland a trouvé en Mlle Madeleine Lély une excellente interprète. Elle a été extrêmement touchante au troisième acte où, pour exprimer sa détresse, elle a trouvé de vraies larmes et de réels sanglots.

M. Brieux ne fait du théâtre que pour mettre des idées au théâtre et pour y soutenir, sinon des thèses, du moins des causes généreuses. La pièce l'intéresse moins que l'idée, et le succès de la pièce n'a de prix à ses yeux que parce qu'il aide au succès de la cause. Parmi les problèmes de l'époque présente, il en est un qui n'a cessé de le préoccuper : celui de la condition faite à la femme par notre état social. Il faut croire qu'en vingt ans, malgré les sociologues, malgré les auteurs dramatiques et malgré M. Brieux lui-même, la question n'a pas beaucoup

avancé puisque, débutant au théâtre il y a vingt ans, M. Brieux y faisait représenter *Blanchette* et que, vingt ans après, il fait jouer *la Femme seule* qui est comme une transposition, ou une réplique, de *Blanchette*. Au lieu d'une boutique de cabaretier, nous sommes dans un intérieur de bourgeoisie. Chez M. et Mme Guéret on joue *Barberine*. Ce décor de fête est pour encadrer la nouvelle d'un désastre. Les Guéret sont complètement ruinés, et une orpheline qu'ils avaient recueillie, Thérèse, est frappée par le même coup. Cette jeune fille nous a été présentée comme un type de la jeune fille moderne. Instruite, active, laborieuse, elle a une franchise d'allures et une liberté de langage qui scandalisent parfaitement les bourgeois ancien style que sont les Guéret. Avertie par le notaire, elle connaissait la ruine de toute la famille, ce qui ne l'empêchait pas d'être la plus sémillante et la plus gaie des Barberine. Son parrain et sa marraine lui offrent de l'emmener avec eux en province, où ils vivront auprès d'un de leurs parens, M. Féliat, industriel, qui leur confiera la direction d'un atelier de reliure. Mais s'enterrer en province, en compagnie de protecteurs maussades, ne lui dit rien qui vaille. Nous sommes au xxe siècle, dans un temps d'individualisme et de féminisme : c'est pour s'en servir. Thérèse décide de venir à Paris chercher fortune, ou, du moins, chercher sa vie.

Elle s'adresse d'abord à un journal rédigé par des femmes, *la Femme libre*. L'auteur a décrit ce milieu pittoresque de façon curieuse et peu engageante. Je doute qu'il inspire à beaucoup de ses spectatrices le goût de faire carrière dans la littérature féministe. Une certaine Caroline Legrand, qui fait dans le bureau de rédaction une entrée tumultueuse, énonce d'une voix de virago que, pour être une vraie féministe, il faut être vieille et laide, sans quoi on a trop d'occasions de manquer à son programme. Thérèse va en faire l'expérience. Ce journal de femmes est dirigé et exploité par un homme. M. Néris, dans un langage d'un parfait cynisme, déclare à la jeune fille qu'elle n'a le choix qu'entre deux partis : ou devenir sa maîtresse, ou quitter le journal. C'est la scène capitale de l'acte. A ces propositions sans vergogne, la jeune fille répond avec une juste indignation, et c'est au nom de toutes les pauvres filles, placées ainsi entre la misère et la honte, qu'elle proteste, dans un beau mouvement d'éloquence élargie, contre le bas égoïsme et la cruelle sensualité du sexe masculin.

Cette tentative d'émancipation, qui vient de lui si mal réussir dans le monde bourgeois, Thérèse va la renouveler dans le monde ouvrier. C'est le sujet du troisième acte, le plus original de la pièce. Thérèse a

pris la direction de l'atelier de reliure, à la papeterie Féliat, près Évreux Elle a organisé parmi ses ouvrières un syndicat de femmes, à l'instar des syndicats d'hommes. Mais ce que les hommes jugent commode pour eux, ils ont eu de tout temps soin de l'interdire aux femmes. Si bien que la C. G. T. envoie tout exprès un délégué à l'effet de dissoudre le syndicat féminin... Une scène excellente est celle où un ouvrier, Vincent, vient solliciter Thérèse de prendre sa femme comme ouvrière. Il ne demande pas pour elle un fort salaire, un salaire d'homme, bien sûr; mais il rêve qu'elle gagne assez pour lui payer son tabac et les parties de billard où il l'invitera à le regarder. Une autre, vraiment saisissante, est celle où une vieille femme répond à l'argument de ceux qui veulent que la femme reste à la maison au lieu d'aller à l'atelier. « A la maison? C'était bon autrefois, quand on avait quelque chose à faire à la maison. La ménagère avait mille occupations : filer la quenouille, tirer l'eau du puits, allumer les feux, que sais-je? Aujourd'hui on ne file plus : les grands magasins vous livrent à meilleur marché des vêtemens confectionnés : on tourne un robinet pour faire couler l'eau, sortir le gaz, jaillir l'électricité... » Il va sans dire que M. Féliat cède aux injonctions du Délégué de la C. G. T. Thérèse est, une fois de plus, repoussée, sans asile et sans pain.

Tel est l'égoïsme, telle est la brutalité de l'homme. M. Brieux les dénonce avec une virulence que je ne trouve pas exagérée. Mais qu'y faire? Espère-t-il vraiment un changement dans les mœurs? Ou plutôt, ne serait-il pas d'avis que, depuis vingt ans de revendications féministes et de prétendue émancipation de la femme, nous faisons fausse route? Je remarque que si Thérèse n'avait pas été une jeune fille moderne, férue d'indépendance, elle serait allée vivre paisiblement avec des parens un peu ennuyeux, un peu désagréables, mais enfin supportables, près d'Evreux qui est une bonne petite ville, où il n'est pas du tout impossible que son charme discret et sa grâce mélancolique eussent touché le cœur d'un brave garçon.

Le rôle de Thérèse a fourni à Mlle Provost une création remarquable, où elle a révélé des qualités de sentiment et d'émotion qu'on ne lui connaissait pas encore. Mme Marquet a mis en plein relief et personnage épisodique de Caroline Legrand. M. Signoret (Féliat) le M. Calmettes (Néris) ont été suffisans.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN ROMAN HISTORIQUE AUTRICHIEN

Stephana Schwertner, par E. de Handel-Mazzetti. 1 vol. ; Munich, 1913.

Aux environs de l'année 1615, la population de l'antique cité autrichienne de Steyer et des villages d'alentour, en majorité protestante, s'est choisi pour « Juge, » — c'est-à-dire pour maître et souverain tout-puissant, — le riche armurier Joachim Handel, homme d'une intelligence subtile et d'une volonté indomptable, mais profondément convaincu de l'impossibilité de réaliser aucun des grands projets qu'il a formés pour la gloire de sa patrie aussi longtemps que celle-ci n'aura pas été débarrassée des derniers vestiges des scandaleuses et funestes « ténèbres » catholiques. Le nouveau juge de Steyer s'en est bien allé jurer solennellement à Lintz, devant une assemblée de magistrats dont la plupart appartenaient comme lui à la religion réformée, qu'il ne manquerait point d'accorder « la même justice à tous, pauvres ou riches : » mais « ceux qui l'écoutaient comprenaient la signification particulière que revêtait, dans sa bouche, chacune des formules du serment traditionnel. » Ils savaient que, « lorsque Joachim Handel parlait de justice, il entendait surtout le droit de professer librement l'Évangile, sans que jamais son respect des lois pût l'empêcher de faire sentir aux ennemis de cette liberté le tranchant de son glaive. » Déjà, en effet, maintes églises « papistes » ont été fermées, maints pèlerinages interdits, maints emblèmes détruits, sur les ponts, aux coins des rues, ou sur les façades des édifices publics, — tout cela sous des prétextes où la haine ouvertement proclamée des susdites « ténèbres » se mêlait toujours d'un

certain souci apparent de la légalité. Et voici que, depuis quelques jours, un autre affront plus cruel encore a été infligé aux catholiques de Steyer! Joachim Handel a recueilli auprès de lui, ou du moins installé dans la ville et pourvu de fonctions officielles un apostat, devenu pasteur luthérien après s'être naguère enfui de la vénérable abbaye de Garsten, aux portes de Steyer, où longtemps il avait vécu sous l'habit religieux! Cette fois la mesure est comble. Dans le pieux élan de son indignation, le vieil abbé de Garsten, — trop malade pour pouvoir se rendre à l'Hôtel de Ville, — a prié le juge de venir le voir au monastère, afin de recevoir de sa bouche « une plainte concernant au plus haut point l'intérêt public de Steyer. »

Le fait est que le saint vieillard agonise, dans sa cellule. Autour de lui s'empressent son prieur, qui bientôt sans doute va se trouver appelé à lui succéder, et le jeune frère Albert, véritable enfant spirituel du mourant, le seul de tous ses moines qui, avec une éloquence égale à son intrépide courage, ait osé tenir tête au persécuteur de la foi.

Le vieil abbé mourant se tient assis dans un misérable fauteuil délabré, l'état de son cœur ne lui permettant pas de reposer dans un lit. Ses membres, autrefois d'une vigueur gigantesque, mais brisés à présent par la maladie, sont recouverts d'un habit rapiécé. Ses cheveux blancs trempés de sueur se collent à son front, profondément creusé; ses yeux éteints, à demi fermés, semblent regarder fixement par la fenêtre la campagne grise, toute noyée de brume; et ses lèvres bleuies se meuvent sans arrêt, comme s'il priait ou bien s'entretenait avec soi-même...

Un bruit lointain de sabots de chevaux parvint dans la vaste cellule aux murs dégarnis; et l'on entendit retentir faiblement la cloche de la porte d'entrée.

— *Deus in adjutorium!* murmura le prieur, avec un signe de croix.

Puis il rabattit son capuchon sur ses oreilles, et s'élança au dehors. Dans le corridor, des novices accouraient au-devant de lui, tout effarés :

— Voilà le Juge de Steyer avec son fils, le lieutenant de la ville!

Dans la cellule de l'abbé, c'est maintenant un homme solide et dispos qui se dresse fièrement sur son siège, affermissant une dernière fois, sous son habit, les membres paralysés par la longue souffrance. Il a vivement écarté l'un des frères qui, la mine blême d'angoisse et de peur, lui offrait un verre d'élixir; mais au frère Albert, qui passait sans bruit en priant et se hâtait de cacher un reliquaire vénéré, pour le mettre à l'abri des yeux de l'hérétique, le vieillard a dit, impérieusement :

— Mon fils, reste près de moi! Et puis, lorsque tu verras que les forces m'abandonnent, prends la parole à ma place! Il faudra qu'à nous deux nous vainquions Satan!

Déjà du corridor s'élève un bruit d'armes, que dominent deux voix nettes et sonores.

— C'est Handel! dit l'abbé d'un accent irrité. Et l'autre voix, je la

reconnais aussi : c'est celle d'un jeune garçon, du bâtard de Handel ! Non pas son fils légitime, non ! La femme qui est venue de Genève, jamais elle n'a été l'épouse de Handel. Car le rite calviniste est pour nous sans valeur, et c'est d'après ce rite qu'il s'est uni à elle, tout de même que, plus tard, il l'a enterrée à la manière calviniste ! Je me trouvais alors à Glink, où elle est morte, et je le sais bien. Ce Courtelion, comme il s'appelait, se faisait passer pour leur intendant : mais c'était un prédicant calviniste. Je le sais bien !

Devant la porte, le prieur, d'une voix plaintive et déférente, murmurait : « Faible, oh ! bien faible. » Puis on entendit la basse vigoureuse de l'aîné des Handel, exprimant l'espoir que les moines allaient appeler un médecin, et donner au malade les remèdes que requérait son état. Après quoi, un poing robuste ouvrit la porte de la cellule, et les deux figures imposantes apparurent sur le seuil. L'un des deux hommes était vêtu d'une robe noire de magistrat, par-dessus laquelle flottait une ample pelisse. L'autre, le plus jeune, portait l'uniforme blanc et bleu de la milice municipale de Steyer ; et à côté d'eux, humblement, se glissait le prieur.

Joachim Handel, en entrant, chercha d'un coup d'œil rapide l'homme qu'il croyait étendu sur son lit de mourant ; et il fut surpris de le voir assis sur son fauteuil, ferme et droit, malgré l'ombre terrible de la mort sur son visage, avec près de lui, dans une attitude pleine de fierté, cet autre moine, cet odieux braillard et excitateur des passions populaires, qui allait bientôt se trouver l'unique ennemi de son légitime pouvoir.

— Messire abbé, l'on m'a prié de me rendre ici avec un témoin, pour recevoir une plainte ! Me voici, et voici mon témoin ! De quoi s'agit-il ?

Handel est un puissant seigneur, et tous ces moines ne sont que de bien pauvres créatures devant lui, et le fait qu'il ait daigné venir est une grâce royale : mais c'est de quoi il ne laisse rien apparaître, dans son attitude. Sa voix est contenue, ainsi qu'il sied dans la chambre d'un malade ; et des égards se devinent dans son pas lent et calme jusqu'au fauteuil de l'abbé. Au contraire, le jeune guerrier, son fils, s'avance d'un pas bruyant et martial, avec le désir évident d'imposer respect au vieux frocard. Que celui-ci soit mourant, personne ne l'en a informé.

Aussi s'étonne-t-il grandement de ce qu'il aperçoit, en pénétrant dans la cellule. Appuyé sur sa longue épée, il considère le vieillard, de ses yeux noirs et brillans. « Mais cet homme-là paraît malade ? On dirait qu'il va mourir ! Et logé comme un paysan, avec son pauvre habit loqueteux ! »

Le malade a saisi fortement les bras du fauteuil, aspiré profondément pour retrouver son souffle ; et puis, d'une voix grave et distincte :

— Seigneur Handel, vous êtes venu, par ce mauvais temps ! Je vous remercie.

— Inutile de me remercier ! dit Handel. Mais de quoi s'agit-il ?

Alors l'abbé parla, un poing appuyé sur son cœur, et maintenant d'un ton qui fit trembler le prieur, à demi caché derrière le fauteuil :

— Il s'agit d'un grand scandale, seigneur Handel ! Un homme qui a couvert de honte son monastère et moi, un nommé Romulus Kern, est revenu à Steyer et s'est vu accueilli dans la maison de vos prédicans, et cela, suivant ce que l'on dit, sur vos propres ordres. Est-ce vrai ?

Handel répondit, avec un calme glacé :

— Oui, c'est vrai ! Mais cela est mon affaire, et je n'ai pas à m'en occuper avec vous !

Longuement la discussion, la querelle se poursuit, entre l'inflexible magistrat protestant et le vieil abbé. Mais peu à peu les forces de ce dernier s'épuisent; et soudain les assistans le voient se pencher en avant, s'affaisser lourdement sur l'épaule du prieur.

Le frère Cyrille courut allumer le cierge des agonisans : on vit passer sa lueur vacillante, comme un oiseau égaré, à travers la cellule maintenant tout envahie de ténèbres. Le frère infirmier s'élança vers la porte, et, d'une voix angoissée, cria au sacristain, qui attendait dans le corridor :

— Vite, sonnez la cloche! Faites apporter les sacremens! Le père abbé est *in extremis !*

Et presque aussitôt la voix grêle de la cloche de primes fit entendre sa plainte; et dans les cloîtres silencieux s'éleva une rumeur pareille à celle d'une cité de morts brusquement réveillée.

Le frère Albert alla au foyer, prit des cendres refroidies, les jeta sur le sol; et puis, avec l'aide du frère Cyrille, il étendit le mourant sur ce lit de cendres. Puis Albert souleva la tête blanche de l'abbé, et se mit à réciter le *Credo*. Au moment où il disait : *Et unam sanctam catholicam*, une voix à peine sensible répéta le mot : *sanctam !* Après quoi, la poitrine du vieil abbé se gonfla, une fois encore, et retomba; ses membres décharnés se raidirent sous le cilice. L'abbé de Garsten, l'homme de la prière et de la lutte, avait cessé de vivre.

Handel s'était retiré dans un coin de la cellule, en voyant approcher les derniers instans de l'abbé; et il avait fait signe à son fils de le suivre. Mais le jeune Handel, avant de le rejoindre, n'avait pu s'empêcher de regarder encore le cadavre étendu sur les cendres, avec un mélange de pitié et d'horreur.

— Pas même un oreiller, ils ne donnent pas même cela au malheureux vieillard! C'est inouï! Merci bien pour une religion comme celle-là!

Le frère Albert l'avait entendu.

— Mourir pauvre comme le Christ, dit-il, est le plus précieux des honneurs! Ceux qui ne le comprennent pas devraient au moins s'abstenir de railler.

Le jeune homme ainsi réprimandé se mordit les lèvres. « Ce méchant porte-soutane a l'audace de me faire la leçon! » Il avait hâte de s'enfuir d'une atmosphère qui l'étouffait. Mais son père ne semblait pas pressé de partir. Debout, les bras croisés, il se tenait là dans l'obscurité, regardant passer des moines avec des cierges, de pâles novices, des vieillards au dos voûté. Leur psalmodie remplissait la grande cellule vide. Tous avaient ramené leurs capuchons très bas, sur leurs visages. L'un d'entre eux agitait un encensoir, et de petits nuages blancs s'élevaient çà et là.

Mais la pensée de Handel ne suivait pas son regard. Sans arrêt, elle allait à l'homme qui venait de mourir. Son fils s'approcha de lui et lui demanda : « Eh bien! partons-nous? » Mais il ne reçut point de

réponse. Des réflexions profondes agitaient le cœur du Juge de Steyer.

Couché sur le sol, devant lui, gisait le vieil abbé que ses moines stupides vénéraient comme un saint, le lutteur qui s'était dressé au nom de sa foi, jusqu'à son dernier soupir, contre le glaive évangélique! Il reposait maintenant en paix, sur ces cendres, qui étaient un symbole de son Église. « Il a vécu pour une forme de foi désormais éteinte, pour un monde qui déjà s'enfonce dans la tombe. Son Église achève de perir avec lui, et sa mort amène le triomphe de la foi nouvelle dont je porte l'étendard, d'une foi qui ne jette pas les mourans sur des cendres, ni les vivans sur des épines, mais qui laisse les hommes rester hommes, heureux et libres, au nom d'un Christ meilleur que l'ancien Christ flagellé et sanglant de ces moines! »

— Viens! dit-il enfin à son fils. Nous allons partir!

Et lorsque Handel, le maître souverain de Steyer, traversa ensuite le grand cloître du couvent, il le considéra avec soin, à la lueur des torches qui escortaient respectueusement son passage. Il examina les escaliers, les portes, les amples voûtes gothiques de l'édifice. « Combien de temps encore, — songeait-il, — cette maison continuera-t-elle d'abriter des créatures inutiles de l'espèce de ce vieillard qui vient de disparaître? C'est en vérité un bâtiment excellent, malgré la manière dont ces moines l'ont gâté! Pourquoi n'aurions-nous pas, à Steyer, une Université évangélique, pour rivaliser avec celle que les Jésuites ont osé fonder à Gratz? Voici des locaux où nous pourrions l'installer admirablement! »

Cependant, auprès du mort, les prêtres chantaient le *Deus, venerant gentes*. Deux d'entre eux, suivant l'usage, s'occupaient à laver le corps de l'abbé. Le frère Albert les assistait, tenant en main un antique bassin de cuivre où se voyaient, en relief, l'arbre du Paradis et les premiers parens. Après quoi, à mesure que ses deux compagnons revêtaient le mort de ses ornemens sacerdotaux, il leur tendait tour à tour la cuculle, le pallium, enfin les sandales, sans qu'aucune émotion se montrât sur ses traits pleins de gravité. Mais avant que d'autres frères apportassent le cercueil, il se pencha sur les mains de l'abbé, que l'on avait croisées sur sa forte poitrine, et longuement il les baisa. Et une grande douleur lui transperça l'âme, à la pensée qu'un père aussi zélé se fût trouvé contraint de mourir sans avoir pu délivrer l'enfant de ses larmes, c'est-à-dire la ville et le pays de Steyer. Alors, la bouche toujours appuyée sur ces mains desséchées, le jeune moine se jura de donner son sang pour le salut de Steyer, suivant l'exemple du père vénéré dont le grand cœur s'était rompu à force d'amour pour sa ville. Et toute sorte d'idées et de projets tourbillonnèrent en lui, comme des lueurs dans la nuit. Mais soudain voici qu'il lui sembla entendre de nouveau le dernier mot de l'abbé : *sanctam!* Et soudain voici qu'à côté de l'abbé il crut voir une jeune femme, une jeune vierge en prières! « Celle-là est la Sainte, et c'est elle qui vaincra! »

Le frère Albert se passa la main sur le front, puis regarda autour de lui comme un dormeur qui s'éveille. Il n'y avait là aucune jeune vierge, et l'abbé gisait, enveloppé d'encens, muet et solennel sous le pallium, et déjà d'autres mains pâles écartaient ses mains des lèvres d'Albert, s'apprêtant à déposer le corps dans le cercueil.

Je n'ai pu résister au désir de mettre sous les yeux du lecteur français, tout au moins, l'une des scènes du nouveau roman de Mlle de Handel-Mazzetti. Cette jeune femme, — dont j'ignore tout à fait si un lien quelconque de parenté la rattache aux Handel styriens de son récit, — est certainement aujourd'hui l'un des deux ou trois romanciers les plus célèbres de l'Allemagne; et la publication de sa *Stephana Schwertner* dans la *Deutsche Rundschau* a été, dans son pays, le principal événement littéraire de l'année qui vient de finir. Après s'être révélée d'abord par des poèmes et des contes d'inspiration toute catholique, Mlle de Handel a fait paraître coup sur coup deux grands romans, *Jesse et Marie* et *la Pauvre Marguerite*, qui, non seulement lui ont vite permis de dépasser infiniment le cercle un peu restreint de ses premiers admirateurs, mais ont même failli la brouiller avec ceux-ci, en colorant sa renommée d'une certaine nuance de « modernisme, » ou plus exactement d' « anti-catholicisme. » Car le caractère purement historique de ces deux romans ne permettait pas à l'auteur de nous y exposer la moindre vue doctrinale : mais le fait est que vraiment, dans l'un comme dans l'autre, elle semblait apporter un étrange parti pris de nous représenter ses héros protestans sous le jour le plus flatteur, tandis qu'elle réservait volontiers des rôles antipathiques aux figures de la plupart de ses propres coreligionnaires. Défaut qui, naturellement, lui a été reproché de la manière la plus vive par tous les critiques catholiques allemands; et peu s'en est fallu que ceux-ci s'accoutumassent désormais à compter la jeune romancière autrichienne parmi les adversaires attitrés d'une Église dont elle persistait cependant à se proclamer l'humble fille, — sans que personne consentît à voir dans son attitude ce qu'elle me paraît bien avoir été au demeurant, c'est-à-dire l'effet d'un simple désir d'indépendance juvénile qui la portait à se servir de ce procédé, assurément un peu trop facile et sommaire, pour nous prouver que sa qualité de catholique ne l'empêchait pas de rendre pleine justice aux membres des autres confessions chrétiennes. Cependant le défaut n'en existait pas moins, à la fois dans la *Pauvre Marguerite* et dans *Jesse et Marie*. Toujours, dans ces deux récits, nous avions l'impression que l'auteur s'amusait plus ou moins consciemment à agacer ses lecteurs catholiques en leur montrant, par exemple, des prêtres ignorans et cruels aux prises avec de beaux jeunes seigneurs luthériens d'une noblesse et d'une générosité d'âme merveilleuses; et c'était là une impression d'autant plus regrettable que, se transmettant jusqu'aux juges les plus impartiaux, elle risquait de leur faire méconnaître

les nombreux et éclatans mérites littéraires des deux premières grandes œuvres de Mlle de Handel-Mazzetti.

Il était en effet incontestable que, au simple point de vue de la « tenue » littéraire des deux romans, une espèce de caprice féminin tel que celui-là semblait pour le moins déplacé. Je ne saurais assez dire par combien de science pittoresque, et de fine observation personnelle, souvent même de véritable beauté poétique, la jeune femme avait réussi à le racheter, surtout dans son *Jesse et Marie*, — la *Pauvre Marguerite* ayant encore le grave défaut de reproduire à peu près entièrement le sujet, les situations, et quelques-uns des personnages du récit précédent. D'emblée Mlle de Handel avait déployé, dans le genre difficile du roman historique, une sûre et délicate maîtrise qui, par delà tous ses contemporains, la reliait directement à la tradition glorieuse des Gottfried Keller et des Conrad-Ferdinand Meyer. Les cadres et décors de ses romans unissaient à leur forte harmonie générale une précision érudite du menu détail qui achevait de nous donner l'illusion d'assister de très près aux luttes religieuses et politiques du Tyrol pendant le début du XVIIe siècle ; et bien que cette évocation colorée et vivante des milieux historiques constituât assurément pour nous le principal attrait des deux romans, à chaque instant ils nous offraient aussi des figures individuelles dessinées avec un relief, une vérité inoubliables. Seuls les rôles des personnages dominans trahissaient en maints endroits l'inexpérience d'un auteur qui, peut-être, portait ainsi la peine d'avoir visé trop haut, en rêvant de substituer à l'intrigue, toujours un peu banale, de ses devanciers, de grands drames d'une intensité de passion toute « cornélienne, » d'ardens et pathétiques conflits entre quelques-uns des sentimens les plus profonds de notre cœur humain.

Or voici que le nouveau roman de Mlle de Handel-Mazzetti, publié après plusieurs années de recueillement silencieux, ne contient plus aucun des défauts de ses deux œuvres précédentes ! Très suffisamment différent de celles-ci par son sujet, et beaucoup plus encore par toutes ses allures, il ne garde plus aucune trace, en particulier, de l'ancienne tendance de l'auteur à nous rendre odieux ou sympathiques les rôles de ses personnages suivant qu'ils se trouvent être ses coreligionnaires ou les ennemis de sa foi catholique. Non pas, au moins, que la romancière autrichienne se soit convertie dorénavant à la pratique habituelle de ces écrivains qui, ayant à nous raconter des luttes religieuses, se croient astreints par

un étrange scrupule à ne revêtir de précieuses qualités d'esprit ou de cœur que des personnages appartenant à l'un ou à l'autre des deux camps opposés. Il n'y a pas jusqu'au Juge styrien Joachim Handel qui, avec toute sa dureté et sa fausseté inconsciente de sectaire, ne commande pourtant notre respect par son noble courage, sa vigueur combative, et l'élan désintéressé de son patriotisme. Sans compter qu'autour de lui d'autres figures de zélés protestans, — frères, neveux du Juge, membres de son Conseil, — ne peuvent manquer de nous plaire à l'égal de leurs adversaires du parti catholique; et au premier rang parmi eux se dresse superbement devant nous ce jeune fils du terrible seigneur et tyran de Steyer que l'on a vu, tout à l'heure, tout prêt déjà à oublier ses préventions calvinistes pour plaindre le vieil abbé étendu sur des cendres. Mais avec cela nous sentons bien que, d'un bout à l'autre du roman, l'affection de la romancière catholique va de préférence à ceux de ses personnages qui incarnent et défendent sa propre foi religieuse, depuis la foule anonyme des fidèles de Steyer, inflexibles dans leur pieuse ferveur sous la persécution, jusqu'à ces trois types divers d'active et rayonnante beauté chrétienne que sont le Père Abbé de Garsten, son digne fils spirituel le jeune frère Albert, et la véritable héroïne du roman, l'exquise petite Stephana Schwertner.

Cette Stephana Schwertner est bien, — comme peut-être on l'aura deviné, — la « jeune vierge » aperçue par le frère Albert dans son espèce d'illumination prophétique, la « sainte » qui, à défaut du vieil abbé défunt et du frère Albert lui-même, réussira à vaincre le tyran de Steyer. Ou plutôt il nous est encore impossible de savoir en quelle mesure l'espérance merveilleuse du moine se trouvera réalisée, car le roman de Mlle de Handel-Mazzetti s'arrête avant que Stephana ait eu l'occasion d'accomplir jusqu'au bout le grand rôle religieux qui lui paraît destiné : mais l'on comprend sans peine que sa douce figure, telle que nous la voyons dès les premières pages du livre, soit faite pour éveiller dans l'âme mystique de son confesseur le rêve d'une mission surnaturelle. Je ne serais pas étonné que, pour composer cette figure de son héroïne, la romancière autrichienne se fût tout particulièrement inspirée de récits anciens et modernes, historiques et légendaires, des premières années de notre Jeanne d'Arc : et par là s'expliquerait, peut-être, l'admirable caractère de vérité et de vie dont elle est parvenue à imprégner un personnage infiniment supérieur aux créatures tout artificielles qui dominaient l'action de ses romans précédens. Je ne pourrais en tout cas mieux définir cette naïve et admi-

rable fille d'une pauvre cabaretière styrienne qu'en la comparant à notre image familière de la petite paysanne de Domrémy, obscurément occupée à amasser dans son cœur un trésor de sentimens passionnés où la pitié se mêle d'une juste colère, — en attendant qu'un jour ce grand cœur trop rempli finisse par déborder, et change du même coup la timide enfant ingénue en une hardie et invincible guerrière au service de Dieu.

Voici, par exemple, Stephana Schwertner, au plus fort de l'oppression des catholiques styriens, et, lorsque les nouveaux supérieurs du monastère de Garsten eux-mêmes s'efforcent d'imposer silence au trop zélé frère Albert, la voici qui vient humblement relever le courage du moine :

— Est-ce que notre père ne reçoit pas de confessions aujourd'hui ? — demanda une voix tremblante de pieux respect.

Le moine, qui s'était agenouillé en prière, se releva vivement. Devant lui se tenait Stephana, enveloppée de son fichu gris. De petites étoiles de neige étincelaient, comme les perles d'une couronne, sur son front qu'entouraient, par-dessous le fichu, des cheveux d'un brun d'or.

— Tu es venue par ce temps affreux, Stephana ? dit le frère Albert. En effet, je ne confesse pas aujourd'hui dans l'église, mais tu peux t'agenouiller ici près de moi !

Elle s'empressa de se mettre à genoux, et avoua tout bas ce qui, depuis sa dernière confession, troublait le clair miroir de son âme : impatience, distraction, négligence aux devoirs, et mainte pensée vaine. Puis, quand Albert l'eut absoute et lui eut donné la bénédiction sacerdotale, elle se releva toute souriante, se dressa devant lui, et dit :

— Mon père, est-ce que je puis oser vous dire quelque chose ?

— Quoi donc ?

— Eh bien ! je me demande pourquoi nous devons souffrir que ce mauvais homme nous enlève nos églises l'une après l'autre ! Quand il dit que la chapelle de Sainte-Marguerite menace ruine, j'ai l'idée que l'on devrait la restaurer, de manière qu'il fût forcé de nous la rendre ! Et s'il n'y a pas d'argent, on n'a qu'à en recueillir !... Moi-même j'ai déjà commencé, — reprit-elle en baissant ses beaux yeux d'enfant, et en tirant de sa poche une pièce d'argent. — Tenez, voilà déjà ce qu'on m'a donné ! et il y en a d'autres encore, qui m'en ont promis. Tout ce que je pourrai obtenir, je vous l'apporterai pour la chapelle de Sainte-Marguerite. N'est-ce pas ?

Le moine, sans répondre, lui prit la pièce d'argent. « La pauvre fille n'a plus rien à elle ! songeait-il. Elle a donné au prieur jusqu'à son dernier sou, et maintenant la voici qui quête pour le pauvre Sauveur, abandonné des habitans de Steyer ! » Ses yeux s'obscurcirent, tant l'émouvaient la foi de Stephana et sa charité. « Combien plus de joie au ciel pour son généreux sacrifice que pour tous mes sermons bien ronflans, encore que j'y verse tout mon cœur ! »

— Il est bien bon que tu penses à la détresse de Notre-Seigneur, dit-il d'une voix étrangement remuée. Mais tout l'argent que l'on te remettra, donne-le au P. Ertelius, car pour ce qui est de moi, je vais partir tout à l'heure pour Admont!

— Comment cela ? demanda-t-elle, surprise et visiblement effrayée. Le vénéré pere a-t-il loué une voiture, pour faire tant de lieues, et par ce mauvais temps, avec de la neige à hauteur d'homme dans les défilés de la Buchau ?

— Cela ne fait rien, je pars à cheval! dit-il. Il faut que je parte, c'est mon ordre qui l'ordonne!

— Connaissez-vous le pays ? demanda-t-elle, avec une profonde expression de pitié dans ses grands yeux clairs pour ce moine qui allait, par obéissance, entreprendre un voyage aussi dangereux.

Et bien vite elle se met à chercher, dans ses souvenirs d'enfance, les quelques renseignemens utiles qu'elle pourra lui donner.

— Mon défunt père a eu souvent l'occasion de faire ce voyage, reprit-elle. Il faudra que le vénéré père prenne bien garde aux bornes de la route. Mon père nous disait aussi que, lorsqu'on a perdu son chemin dans la neige, on devait regarder de quel côté volaient les corbeaux, parce que, dans les grands froids, ils se dirigent vers les maisons. Au contraire, il ne faut pas regarder où courent les lièvres, parce que les lièvres, quand ils voient un homme, se dirigent vers les bois. A Lostein il faudra que le vénéré père s'arrête pour la nuit : il y a là une auberge, on l'appelle « chez Stiedelsbacher. » Mais quand le vénéré père arrivera dans la Buchau, qui se trouve tout près de mon cher pays, — et un sourire s'alluma dans ses yeux à ce souvenir, — là se croisent plusieurs routes, il faudra faire bien attention! Que si c'est l'heure de midi, on y entend la cloche du couvent d'Admont, on l'entend à des lieues. Mais que si vous arrivez là-bas de nuit, il faudra regarder de quel côté une flamme rouge éclaire le ciel, parce que, dans les nuits sombres, toujours on brûle un feu sur le rempart du couvent.

Au dehors, la tempête redoublait de violence ; mais dans les paroles de l'enfant le frère Albert avait l'impression de voir fleurir le mois de mai.

— J'aurais encore une grosse prière à vous adresser, mon vénéré père! Ce serait, quand vous passerez auprès du cimetière de Saint-Amand, — c'est là qu'est enterré mon pauvre père bien-aimé, — de vouloir bien voir si le lierre s'y trouve toujours encore, que j'y ai planté!

— Mon enfant, répondit le frère Albert, si seulement je le peux, je ferai ce que tu désires. Mais à quoi bon te soucier de ce lierre? Cela ne sert de rien aux pauvres âmes défuntes, tandis qu'il n'y a que nos prières qui leur servent!

Elle pencha la tête et répondit doucement : « Oui, mon père, c'est vrai! » Puis elle s'enveloppa de nouveau dans son fichu, de telle manière que l'on n'en voyait plus sortir que le front, d'un blanc délicat, et la splendeur des grands yeux bleus. Et après avoir salué le moine d'un cordial : « Que Dieu vous garde! » de son pas égal et rapide elle sortit de la sacristie.

Cette « impression de voir fleurir le mois de mai, » que ressentait

le frère Albert au contact de sa petite pénitente, nous l'éprouvons irrésistiblement, nous aussi, chaque fois qu'il plaît à l'auteur de ramener en scène la délicieuse enfant, avec son mélange tout particulier de dévotion enthousiaste et de naïve gaîté. Mais encore convient-il que j'indique brièvement au lecteur français le rôle assigné par Mlle de Handel-Mazzetti à son héroïne, dans ce beau roman dont l'intrigue, très simple à la fois et très émouvante, s'accompagne d'une admirable peinture des mœurs bourgeoises et populaires styriennes au début du XVIIe siècle.

Le bruit ayant couru qu'un ou deux cas de peste avaient été constatés sur la frontière du Tyrol, Joachim Handel a profité de l'occasion pour fermer, — toujours sous prétexte d'hygiène, naturellement, — la dernière église qu'il n'avait pu enlever jusque-là aux catholiques de Steyer, comme aussi pour interdire de la façon la plus rigoureuse un pèlerinage organisé par le frère Albert et par Stephana, précisément afin d'obtenir de la Vierge qu'elle daignât épargner à la ville l'atteinte du fléau. Dénoncés traîtreusement au Juge par l'ancien moine apostat, les pèlerins ont été arrêtés, après une véritable bataille où Stephana Schwertner, pour sauver la vie de son confesseur, avait brisé de ses robustes mains de paysanne l'épée du jeune lieutenant Henri Handel. En punition de quoi le Juge de Steyer a condamné Stephana à rester exposée pendant plusieurs heures sur la place du Marché; et c'est à son fils qu'il a confié le soin de présider à l'exécution de la dure sentence. Mais le cœur généreux du jeune lieutenant s'est ému de pitié au spectacle des larmes de l'enfant; si bien qu'au bout de la première heure le jeune homme, la voyant évanouie, n'a pu s'empêcher de courir à elle, l'a saisie dans ses bras, et l'a rapportée auprès de sa mère.

Puis il s'éloigna tranquillement, d'un pas ferme et guerrier. Il avait fait la chose, et se sentait bien résolu à en supporter les conséquences. Grand dommage seulement, en vérité, que cette sentence qu'il avait dû rompre eût été celle de son père ! Mais quant à lui, force lui avait été d'agir comme il l'avait fait; et jamais assurément il ne songerait à s'en repentir. Sans compter que son père n'avait pas vu l'enfant, tout à l'heure, debout auprès de l'ignoble poteau, il ne l'avait pas vue pendant que sa lourde chaîne lui déchirait les chairs, et que ces femmes sans cœur, ces venimeuses vipères, s'empressaient à la mordre !...

Il se retourna vivement vers l'endroit où il l'avait laissée, comme s'il doutait encore de l'avoir mise en sûreté. Mais aussitôt il aperçut en pleine lumière deux figures assises sur un banc de jardin; il reconnut le fichu

gris de la mère, et les cheveux bouclés de la pauvre Stephana. Et aussitôt son cœur bondit de joie. « Pauvre petite, tu vas pouvoir t'en retourner dans ta maison ! Te voilà sauvée ! »

Ah ! là-bas, au fond de la place, le bourreau s'en va avec ses aides, comme une troupe de diables à la queue coupée. Allons, vieux coquin, rentre dans ton trou de renard ! La petite n'a plus à te craindre ! L'Hôtel de Ville élève sa masse noire, sans que l'on voie personne entrer ni sortir. Évidemment personne n'ose se risquer à informer le Juge, tout le monde redoute sa colère. Le jeune Handel franchit le seuil, pénètre dans le vestibule, tandis qu'une foule d'yeux le regardent avec un mélange de curiosité et d'effroi.

— Est-ce que mon père est encore au Conseil ? demande-t-il.

— Il se trouve maintenant avec les conseillers dans la salle du bord de l'eau, — lui répond l'un des portiers.

Henri redressa fièrement son élégante figure, comme s'il s'apprêtait à recueillir un hommage, et non un châtiment. De sa main gauche, dont il avait retiré le gantelet doré, afin de ne pas risquer de blesser l'enfant délicate, il étreignit la garde de son épée ; et rapidement il se dirigea vers la salle du bord de l'eau, pour aller se livrer à ce père devant qui tout le monde tremblait.

Le roman s'achève sur ce coup de théâtre. Bientôt, sans doute, Mlle de Handel-Mazzetti nous racontera les péripéties de la lutte tragique qui ne peut manquer de s'engager entre le père et le fils (1) ; mais dès maintenant sa *Stephana Schwertner* mérite d'être signalée comme l'une des œuvres les plus remarquables de la littérature allemande contemporaine, avec des qualités d'équilibre harmonieux dans la composition, de forte et expressive précision dans le style, qui suffiraient à elles seules pour la mettre bien au-dessus des deux célèbres romans précédens de l'auteur.

T. DE WYZEWA.

(1) Peut-être n'a-t-on pas oublié qu'un conflit tout semblable devait faire le sujet du dernier roman de R. L. Stevenson, cet admirable *Weir of Hermiston*, — malheureusement inachevé, — dont j'ai autrefois rendu compte ici (*Revue* du 1er juillet 1896), et dont M. Albert Bordeaux vient de nous offrir une excellente traduction ?

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 17 janvier, le Congrès devra élire un nouveau président de la République. Quel sera-t-il? La question reste enveloppée de nuages. Les candidats sont nombreux ; plusieurs tours de scrutin seront nécessaires. Au premier, les voix se diviseront beaucoup, et c'est à peine si on commencera à y voir un peu clair au second. Le caractère même du corps électoral augmente la confusion et l'incertitude. Le Congrès se compose de tout près de 900 membres qui n'ont pas l'habitude de siéger, de délibérer, de manœuvrer, de voter ensemble : une assemblée aussi nombreuse et aussi peu exercée devient facilement une foule. On essaiera d'y mettre d'avance un peu d'ordre au moyen d'une réunion préparatoire où le parti républicain désignera son candidat ; mais le parti républicain n'y sera pas représenté tout entier, puisqu'on en a arbitrairement exclu une partie des progressistes. L'autorité de cet organe de fortune est déjà contestée ; elle ne s'imposera fortement à personne. Chacun ira au Congrès avec ses préférences et, comme le vote est secret, les conservera et s'en inspirera jusqu'au bout.

S'il y a beaucoup de candidats, deux seulement ont jusqu'ici posé officiellement leur candidature ; mais deux autres sont connus et, s'ils ont cru devoir s'abstenir jusqu'à nouvel ordre de toute démarche publique, leur résolution ne fait de doute pour personne. Les deux premiers sont M. Ribot et M. Poincaré, les deux autres M. Antonin Dubost et M. Paul Deschanel. Ces deux derniers sont présidens du Sénat et de la Chambre et rééligibles à leurs hautes fonctions aussitôt après la rentrée du Parlement : c'est pour ce motif qu'ils n'ont pas encore fait acte de candidats à la présidence de la République : ils n'ont pas voulu qu'un premier vote en leur faveur parût empiéter sur le second.

On parle encore d'autres candidats, et nous ne voulons pas paraître ignorer l'un d'eux, M. Pams, dont le nom a rencontré une certaine faveur. M. Pams est ministre de l'Agriculture ; sa personne est très sympathique ; mais il n'a joué jusqu'à présent aucun rôle politique important, et il serait difficile de donner à sa candidature un caractère un peu précis. On répète volontiers, dans les conversations et dans les journaux, que la tendance des Chambres est d'élire à la présidence de la République un homme honorable, mais effacé, sur la docilité ou même sur la soumission duquel on compte pour la suite. Il faut bien reconnaître que nos présidens, par la manière dont ils ont compris et exercé leur magistrature, ont donné quelque créance à cette opinion. Ils ont cru qu'étant les arbitres des partis, ils devaient planer dans une région supérieure où leur personnalité est devenue un peu indistincte. Mais avant d'être présidens de la République, ni M. Fallières, ni M. Loubet, pour ne citer que les deux derniers, n'avaient été des hommes politiques et parlementaires sans relief. Doués l'un et l'autre d'un talent de parole très réel, ils avaient su faire effet sur les assemblées; ils avaient été plusieurs fois ministres; ils avaient été présidens du Conseil ; ils avaient été présidens de la Chambre ou du Sénat. Il n'est donc pas vrai qu'on les avait choisis parce que, n'étant jamais sortis de la pénombre parlementaire, on comptait qu'ils conserveraient à l'Élysée la couleur un peu terne qui plaît aux yeux de nos radicaux. A la vérité, ils n'y ont jeté qu'un éclat atténué, se contentant de remplir leurs fonctions avec une grande probité politique, sans prendre une part personnelle aux affaires. Il semble bien, aujourd'hui, que l'opinion générale désirerait que le Président de la République jouât un rôle plus apparent. Sans doute il ne doit pas se substituer à ses ministres, et, le voulût-il, il ne le pourrait pas, puisqu'il ne peut rien faire sans le contre-seing d'un d'entre eux. Les ministres ayant la responsabilité devant les Chambres doivent avoir la réalité du pouvoir. Si le Président de la République réussissait, par nous ne savons quel procédé, à s'en emparer pour lui-même, à son tour il deviendrait responsable et ne durerait pas plus que ne le font les Cabinets. Ce n'est évidemment pas ce qu'a voulu la Constitution, qui lui a attribué une durée septennale. Placé entre des devoirs différens, il ne peut les concilier que s'il possède ce moyen d'influence, d'essence un peu mystérieuse, mais d'efficacité certaine, qu'on appelle l'autorité. L'autorité s'exerce doucement, sans bruit, sans étalage ; elle est acceptée et non pas imposée ; sa forme la plus naturelle est le conseil qui est suivi parce qu'il est jugé bon, et que celui qui le

donne, animé d'un désintéressement sincère, n'a aucune prétention d'en faire tourner l'avantage à son profit. Cette autorité, quelques-uns des candidats qui se présentent à la Présidence de la République la possèdent : ils la doivent à un long passé où ils ont fait leurs preuves, aux services qu'ils ont rendus, à ceux que notoirement ils peuvent rendre encore, à la pratique des grandes affaires à laquelle ils ont excellé, à l'estime de l'Europe qu'ils ont su acquérir et dont, plus que jamais peut-être, ils ont besoin aujourd'hui.

Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que la situation présente est très sérieuse, soit au dedans, soit au dehors. A l'intérieur, les fautes accumulées depuis quelques années sont sur le point de produire leurs conséquences fatales. L'anarchie commence à pénétrer partout et nos administrations publiques, placées sous l'influence désorganisatrice de l'esprit de parti, corrompues par le favoritisme, insoucieuses de la hiérarchie, sans règles fixes et sans méthodes, négligent de plus en plus l'intérêt général pour ne songer qu'aux intérêts particuliers d'une clientèle politique et surtout aux intérêts personnels de leurs membres. L'intérêt de la fonction a fait place à celui des fonctionnaires, et le mal s'est introduit par là, à des degrés divers, dans toutes nos administrations. Que dire de la situation financière ? Elle est en ce moment la principale préoccupation de ceux qui la connaissent et, au surplus, tout le monde la connaîtra bientôt, car, quelque effort qu'on fasse, on ne peut pas la dissimuler beaucoup plus longtemps. L'équilibre, dans nos derniers budgets, a été obtenu par des expédiens au bout desquels on devait arriver bientôt, et nous y sommes arrivés. Les plus-values de ces dernières années ont permis d'entretenir quelque temps encore des illusions qui se dissipent à mesure que croissent nos dépenses, et elles croissent toujours. Aussi notre déficit actuel est-il d'environ 300 millions : que fera-t-on pour y pourvoir ? Le gouvernement radical aura, dans tous les sens du mot, coûté cher au pays. Le danger crève les yeux : s'occupe-t-on d'y remédier ? On voudrait le faire, certes; nous n'accusons pas la bonne volonté de nos ministres; nous accusons la politique qui rend leur bonne volonté impuissante. Il suffit que les instituteurs ou les postiers élèvent la voix pour qu'on leur abandonne les millions par douzaines. On les blâme, on leur inflige des peines dérisoires, on exprime l'assurance qu'ils ne recommenceront pas. Et pourquoi ne recommenceraient-ils pas puisqu'ils visent à la bourse et qu'on la leur ouvre ? Malheureusement, elle se vide. Le désordre administratif et le déficit budgétaire sont, à l'intérieur, les deux principales diffi-

cultés avec lesquelles le gouvernement va être aux prises. Comment les résoudra-t-il?

Quant à l'extérieur, on sait combien la situation s'y est compliquée depuis quelque temps. Déjà le septennat de M. Fallières a été, sinon troublé, au moins agité par des questions très graves : aucune n'est complètement résolue, et celles mêmes qui paraissent l'être peuvent se poser à nouveau du jour au lendemain. Mais il ne s'agit pas seulement aujourd'hui de celles qui nous touchent d'une manière directe et que nous avons soulevées nous-mêmes; il en est d'autres, qui sont nées en dehors de nous et dont les contre-coups peuvent nous atteindre subitement en vertu de la solidarité qui, bon gré mal gré, unit toutes les nations de l'Europe, dans quelque combinaison politique qu'elles se trouvent engagées. La grande secousse qui vient de se produire en Orient sera certainement suivie de plusieurs autres. Nous entrons dans une période historique dont les péripéties seront nombreuses et longues avant de nous conduire à un ordre de choses à peu près stable. Il importe donc d'avoir, non seulement un gouvernement chargé de la besogne quotidienne, mais à côté de lui, pour maintenir la fixité de notre politique, un homme qui connaisse l'Europe, qui en soit connu, qui ait pratiqué les affaires, qui inspire confiance, qui ait assez vécu dans le passé pour avoir, suivant une expression chère à M. de Talleyrand, quelque avenir dans l'esprit. Parmi les candidats à l'élection présidentielle, plus d'un assurément offrent à cet égard des garanties sérieuses, mais il importe que le vote du Congrès se porte sur un de ceux-là. Quelle ne serait pas la responsabilité du régime lui-même si, les circonstances venant à s'aggraver encore, notre personnel gouvernemental n'était pas constitué de manière à y faire face? Les hommes ne nous manquent pas : il s'agit seulement, pour qu'ils aient toute leur valeur, de mettre chacun à sa place. Le miracle serait grand si, avant sept ans, l'occasion ne se présentait pas pour notre gouvernement de faire preuve de vigilance, d'intelligence, de fermeté, au milieu d'événemens qui ne font que commencer et dont la fin nous échappe. Le Président de la République ne sera pas le directeur de notre politique, soit! mais il peut en être très utilement le régulateur.

Il serait peu convenable de notre part de vouloir indiquer celui qu'il faut élire, ou même de tracer le portrait des candidats avec la prétention de mesurer exactement le mérite des uns et des autres. Des notes parues dans les journaux, avec le consentement de MM. Ribot et Poincaré, les seuls jusqu'ici dont la candidature soit officielle, ont

dit que, quel que fût l'élu, la République serait en bonnes mains. Tous les deux ont rempli les plus hautes fonctions. M. Ribot a été ministre des Affaires étrangères et c'est alors, — M. de Freycinet était au même moment président du Conseil et ministre de la Guerre, — que l'alliance russe a été négociée et fixée dans ses grandes lignes. L'histoire dira plus tard la grande part personnelle que M. Ribot a prise à cet acte politique qui a déterminé depuis lors toute notre politique internationale. A son tour, M. Poincaré est ministre des Affaires étrangères et il marqué son passage au quai d'Orsay en traits trop brillans pour que nous ayons besoin de les rappeler. Que M. Poincaré nous permette pourtant de l'avouer : s'il est élu, nous regretterons son absence à la présidence du Conseil, car son ministère sans lui sera décapité. Nous la regretterons aussi au quai d'Orsay, car il lui restait encore beaucoup à y faire. Ce que nous avons dit plus haut du rôle qui appartient au Président de la République montre que ce rôle est très limité et que l'action principale lui échappe. Mais les deux candidatures sont posées maintenant ; elles seront sans nul doute maintenues jusqu'au bout ; au Congrès de choisir. Quelle est celle des deux qui a été posée la première? En apparence, c'est celle de M. Poincaré ; en fait, celle de M. Ribot l'avait été déjà en vertu d'une décision à laquelle M. Poincaré lui-même n'avait pas été étranger. Le groupe du Sénat auquel ils appartiennent l'un et l'autre en avait eu connaissance. Au reste, il ne s'agit pas ici de priorité et, pour s'être produites les premières, ces deux candidatures n'excluent pas les autres. La grande situation des présidens du Sénat et de la Chambre est une force pour MM. Antonin Dubost et Paul Deschanel. Ils seront réélus sans difficulté, probablement sans concurrens, et on verra une fois de plus à quel point ils ont la confiance de leurs collègues. M. Dubost a été ministre dans le Cabinet Casimir-Perier. M. Deschanel a été longtemps président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre des députés et rapporteur du budget de ce même département. Leur résolution est naturelle; elle est attendue.

Toutes ces candidatures se présentent avec des titres divers, mais certains, et qui ne sont nullement opposés les uns aux autres. Autour d'elles, la curiosité du public est extrêmement vive ; on se demande laquelle l'emportera; c'est la préoccupation du moment et, si cette préoccupation n'est pas sans un mélange d'anxiété, c'est qu'on a le sentiment très net que l'élection d'un président de la République, qui n'a jamais été chose indifférente, l'est aujourd'hui moins que

jamais. Mais à quoi bon insister? Dans quelques jours, dans quelques heures même, nous serons fixés.

Nous avons fait allusion à la situation extérieure à propos de l'élection présidentielle : elle n'est malheureusement pas moins préoccupante qu'il y a quinze jours ; il semble même qu'elle le soit davantage ; en tout cas, elle n'est pas dénouée. A mesure qu'on avance, on aperçoit plus distinctement les difficultés qu'elle recèle, aujourd'hui celle-ci, demain celle-là, puis cette autre encore, à laquelle l'opinion mal avertie n'avait pas songé. Il est impossible de tout dire, ou même de dire toutes les choses essentielles dans une chronique : à chaque quinzaine suffit sa peine. Le fait saillant, à l'heure où nous sommes, est que la Conférence des délégués balkaniques et turcs est arrivée à Londres à une impasse ou, comme on dit, à un point mort. On l'appelait la Conférence de la Paix, parce qu'elle était chargée de la conclure : en réalité, elle l'a mise en péril et, sachant sa responsabilité, elle a, qu'on nous pardonne le mot, passé la main à la Commission des ambassadeurs. On a vu alors combien sir Edward Grey avait été bien inspiré en formant cette dernière, comme un moyen de sauvetage préparé en prévision de l'événement qui vient de se produire. Si la Commission des ambassadeurs n'avait pas existé, nous ne dirons pas que la rupture se serait produite ni qu'elle aurait amené nécessairement la reprise des hostilités. L'Europe aurait été là tout de même, mais elle n'aurait pas été aussi proche, aussi prête ; elle n'aurait pas pu opérer aussi vite, dans un moment où les heures, les minutes même sont précieuses et où il importe de n'en rien perdre. Voici, en traits rapides, comment les choses se sont passées.

Les représentans des alliés balkaniques ont eu les premiers la parole à la Conférence. Ils étaient demandeurs, on attendait leurs demandes. Elles ont été exorbitantes et, de l'aveu commun, inacceptables pour les Turcs auxquels elles ne laissaient en Europe que la ville de Constantinople et sa banlieue d'une part, et la péninsule de Gallipoli de l'autre, c'est-à-dire, très strictement, les rives du Bosphore et des Dardanelles. Entre ces deux tronçons de territoire, celles de la mer de Marmara devaient appartenir aux alliés. On demandait tout aux délégués turcs ; ils ont cédé à la tentation de répondre qu'ils n'accorderaient rien, ou peu s'en fallait, pensant qu'ils servaient ainsi aux alliés la monnaie de leur pièce ; mais la situation entre vainqueurs et vaincus n'était pas égale. Les délégués ottomans ont cru mettre de l'esprit dans leur réponse en rappelant qu'avant la

guerre, les grandes puissances avaient déclaré que, quel qu'en fût le résultat, le *statu quo* territorial des Balkans serait maintenu, et que les pays balkaniques eux-mêmes, affirmant qu'ils n'avaient aucun esprit de conquête, réclamaient seulement des réformes pour leurs frères de Macédoine. Déférens envers les volontés de l'Europe, disaient donc les Turcs, et soucieux de donner aux alliés les seules satisfactions qu'ils ont revendiquées avant l'ouverture des hostilités, nous allons faire des réformes. S'il y avait là de l'ironie, elle était poussée un peu loin; la guerre avait eu lieu ; elle avait coûté cher aux alliés, mais leur avait donné la victoire; ils étaient en droit d'augmenter leurs exigences et ils étaient d'ailleurs en force pour les imposer. Le gouvernement ottoman le savait fort bien et n'attachait aucune importance à ses premières propositions: elles n'étaient pas sérieuses; elles étaient peut-être même d'un à-propos douteux. Naturellement, les délégués balkaniques les ont repoussées et ont demandé aux Turcs de faire des propositions nouvelles.

On a pris date pour cela : le jour venu, les délégués turcs ont déclaré n'avoir pas pu déchiffrer intégralement les instructions qu'ils avaient reçues par télégramme, et ont demandé un nouveau délai qui leur a été accordé ; puis ils ont fait connaître qu'ils abandonnaient toute la Macédoine et une partie de la Thrace, ne se réservant que le vilayet d'Andrinople et les îles de la mer Égée : une réserve était faite pour la Crète qu'ils étaient disposés à abandonner; mais comme elle était, disaient-ils, en dépôt entre les mains des puissances, c'est avec celles-ci qu'il y avait lieu de s'entendre tout d'abord. Ce jour-là a été le plus beau de la Conférence de la paix; les délégués turcs cédaient; ils cédaient même beaucoup en une seule fois, montrant par là qu'ils désiraient conclure et renonçaient aux procédés dilatoires dont leur diplomatie est coutumière. Aussi les délégués balkaniques les regardaient-ils avec complaisance : pour un peu, on se serait donné le baiser Lamourette. Les Turcs avaient annoncé d'abord qu'ils cédaient les territoires « occupés » par les alliés en Macédoine; ce n'était pas assez; on le leur a fait remarquer et ils n'ont pas fait beaucoup de façons pour substituer le mot de « situés » à celui d' « occupés, » abandonnant ainsi aux alliés des territoires et des villes qu'ils n'avaient pas encore conquis. Un très grand pas était donc fait et il y avait lieu d'espérer que ce ne serait pas le dernier. Mis en appétit, les délégués balkaniques ont bientôt demandé davantage : ils ont revendiqué la totalité du vilayet d'Andrinople, c'est-à-dire la ville avec le territoire, et toutes les îles de l'Archipel sans exception.

Les Turcs ont été invités, non sans rudesse, à présenter des propositions dans ce sens. Ils ne l'ont point fait : à la séance suivante, ils se sont contentés d'offrir une plus large bande de territoire dans le vilayet d'Andrinople, mais en conservant la ville et toutes les îles. Alors, les délégués des alliés ont perdu patience, plus, certainement, qu'il ne convient à des diplomates, et sous une forme brève, sèche, dure, ils ont enjoint aux Turcs de présenter à la prochaine séance des propositions définitives par lesquelles ils abandonneraient purement et simplement Andrinople et les îles, faute de quoi les négociations seraient rompues. C'était un ultimatum; c'était un *sic volo, sic jubeo* qui coupait court à toute négociation nouvelle; les alliés exigeaient une réponse par oui ou par non. Des mots extrêmement vifs ont été échangés, et le premier délégué ottoman, Rechid pacha, qui ne s'était jamais départi jusque-là des formes les plus courtoises, les plus doucement polies, a pris à son tour un ton sec et cassant. Si on l'en avait pressé, il aurait répondu par un refus immédiat d' « obtempérer, » comme le lui demandait M. Venizelos, aux injonctions des alliés. On en a d'ailleurs eu tout de suite l'impression très claire : la conférence ayant assigné aux délégués turcs un délai de quatre ou cinq jours pour leur donner le temps de solliciter de nouvelles instructions de leur gouvernement, ils ont répondu que c'était inutile et ont proposé que la prochaine séance eût lieu le surlendemain. Les Turcs pressés de conclure! Les Turcs refusant des délais! Le phénomène était nouveau : il indiquait de leur part une résolution prise sur laquelle ils ne reviendraient pas, peut-être aussi une exaspération dont ils n'étaient plus maîtres. Si les choses avaient suivi leur cours normal dans la voie où on les avait imprudemment engagées, c'était la guerre certaine, et il faut bien dire, comme les Turcs n'ont pas manqué de le faire, que toute la responsabilité en serait retombée sur les alliés. L'ultimatum de ceux-ci commençait par les mots : « Les délégués alliés constatent avec regret que les délégués ottomans ne tiennent pas compte des résultats de la guerre. » On aurait tout aussi bien pu leur répondre que c'était eux qui n'en tenaient pas compte puisqu'ils revendiquaient des territoires et des villes qu'ils n'avaient pas conquis. Mais à quoi bon? Les choses étaient déjà assez compromises pour qu'on ne les aggravât pas encore davantage par des polémiques devenues inutiles. On en était à la rupture; on y touchait. Seule une intervention de l'Europe pouvait l'empêcher de se faire, et heureusement cette intervention a eu lieu.

Sir Edward Grey, qui a joué le principal rôle dans cette affaire, a

commencé par conseiller aux délégués turcs d'accepter le délai qui leur avait été proposé : on en avait besoin pour prendre le temps de se retourner. L'événement n'avait d'ailleurs rien d'imprévu; il s'était seulement produit plus vite et plus brusquement qu'on ne s'y était attendu. S'il n'était pas inévitable, il était dès le début probable et c'est comme tel que M. Poincaré en avait parlé aux Chambres dans son dernier discours. Alors, avait-il dit, il y aura sans doute lieu de revenir au projet de médiation qui a déjà été présenté par les puissances et qui est resté en suspens. Chaque chose a son heure ; présenté prématurément, le projet de médiation trouvait enfin la sienne. On sait d'ailleurs que la Porte l'avait acceptée, sollicitée même; les atermoiemens étaient venus du côté des alliés. Le détail des négociations poursuivies par sir Edward Grey n'est pas encore connu, mais l'opinion n'a pas tardé à se répandre que la rupture serait évitée. On assurait qu'au fond personne ne la voulait; ni les alliés balkaniques, ni les Turcs n'étaient disposés à rouvrir des hostilités qui leur ont coûté fort cher aux uns et aux autres et qui, suivant toutes les vraisemblances, ne sauraient plus leur apporter des avantages nouveaux; on s'appuyait sur ces présomptions; on était optimiste.

L'intervention de sir Edward Grey sera-t-elle efficace jusqu'au bout? nous l'ignorons: quoi qu'il en soit, il en est résulté un ajournement et c'est bien par là qu'il fallait commencer. Lorsque la Conférence s'est réunie de nouveau, le scénario en était connu d'avance. Les Turcs étaient d'autant plus résolus à ne céder ni sur Andrinople, ni sur les îles, qu'ils comptaient sur la médiation de l'Europe ; les alliés y comptaient aussi pour échapper à la rupture trop brusque qu'ils avaient imprudemment provoquée. En somme, la séance n'a eu lieu que pour la forme, et le président a annoncé que les travaux de la Conférence étaient suspendus. — Qu'est-ce que veut dire : suspendus, ont demandé les Turcs? — Suspendu veut dire suspendu, leur a-t-on répondu avec mauvaise humeur. — En vain ont-ils voulu avoir d'autres explications et poser d'autres questions qui auraient pu être embarrassantes. On leur a tourné le dos et on est parti. Ils ont protesté, ils se sont plaints d'un procédé discourtois; on ne leur a pas répondu. En fait, les alliés et les Turcs, étant arrivés à une impasse, laissaient à l'Europe le soin de les en tirer; mais ils se réservaient les uns et les autres de ne rien céder sur les points qui leur tenaient le plus au cœur, de n'accepter la médiation que si elle leur donnait raison. On voit par là à quelles difficultés, peut-être insurmontables, l'Europe devait se heurter.

Depuis ce moment, les ambassadeurs travaillent sans qu'on connaisse encore le résultat de leur effort : on sait seulement qu'il porte sur Andrinople et sur les îles. Au sujet d'Andrinople, le gouvernement turc ne peut se faire aucune illusion sur la solution que l'Europe lui proposera, lui imposera même peut-être ; elle la connaît d'avance, puisque toutes les Puissances ont fait des démarches plus ou moins pressantes auprès de lui, pour lui conseiller de céder la ville avec le vilayet. Rien de plus pénible pour la Porte ! La ville résiste encore' et cette résistance acharnée, héroïque, il faut le dire, est, du côté de la Turquie, l'épisode le plus honorable de cette guerre, celui qui en rachète beaucoup d'autres. Exiger l'abandon d'Andrinople avant qu'elle ait succombé est un acte très dur, d'autant plus que la ville est, dit-on, à bout de ressources et que sa résistance ne peut pas se prolonger au delà de quelques jours. Alors pourquoi n'avoir pas attendu ces quelques jours? La situation des alliés aurait été meilleure et la tâche de l'Europe plus aisée. Les Turcs, il est vrai, disent que, même si la ville succombe, ils ne la céderont pas; mais, comme ils ne pourront pas la reprendre, il faudra bien qu'ils s'inclinent finalement devant le fait accompli, avec la résignation du fatalisme. C'est du moins ce qu'on a dit, ce qu'on a cru, ce qu'on veut croire encore. En est-on tout à fait sûr? L'affirmation contraire est si obstinée, si énergique, si péremptoire de la part des Turcs qu'un doute reste dans les esprits. Il est possible que la Porte résiste et alors, de deux choses l'une, ou l'Europe fera prévaloir sa volonté, ou la guerre recommencera, avec les conséquences extrêmes que M. Poincaré a fait entrevoir. Quant aux îles, la question est complexe. Si l'accord est fait sur Andrinople entre les grandes puissances, s'il est connu, si la Porte ne peut pas l'ignorer, en est-il de même des îles ? La question de Crète est tranchée : l'objection des Turcs ne portait que sur la forme, elle ne pouvait pas tenir longtemps. Mais les autres îles? Si la Porte renonce à quelques-unes, il faut s'attendre de sa part à une résistance tenace au sujet des autres, de celles qui sont les plus voisines de la côte d'Asie, et dont quelques-unes sont parmi les plus importantes, Mitylène par exemple, Chio et Rhodes. L'argument qu'elle invoque est, à son point de vue, très fort. On l'exclut, ou bien peu s'en faut, de l'Europe; on lui dit que, désormais, son domaine sera l'Asie, mais qu'elle y sera puissante et qu'on désire qu'elle l'y soit effectivement : elle répond que sa sécurité y sera menacée dès le premier jour, si les îles qui commandent les côtes asiatiques ne lui appartiennent pas. Qui pourrait soutenir que cela n'est pas vrai? Il y a toutefois des

moyens de diminuer la valeur de l'argument, en décidant que les îles seront neutralisées entre les mains de la puissance qui les occupera, la Grèce évidemment; qu'on ne pourra y élever aucune fortification et qu'elles ne serviront jamais de base militaire. Ces îles, à en juger d'après les populations qui les habitent, ne sont pas turques, elles sont grecques; elles le sont au même titre que la Crète et, si elles restent entre les mains ottomanes, on verra s'y renouveler et s'y multiplier de nouvelles questions crétoises qui seront un embarras pour l'Europe et entretiendront entre la Grèce et la Turquie une hostilité permanente. Les Puissances de la Triple-Entente se placent à ce dernier point de vue ; mais celles de la Triple-Alliance se placent au premier, et il ne sera peut-être pas facile de trouver une combinaison qui concilie tout. Quant aux îles, au nombre de quatre ou cinq, qui sont dans la région des Dardanelles, la Porte les revendique aussi sous prétexte qu'elles importent à la défense du détroit : puisqu'on lui laisse le détroit, il faut lui laisser les îles, c'est toujours le même argument. Peut-être se fait-on, de part et d'autre, des illusions sur la valeur militaire de ces îles, mais il y a là, évidemment, une question sur laquelle on peut transiger, et pour laquelle il ne vaut pas la peine qu'on mette en cause la tranquillité générale. On transigera sans doute encore sur d'autres points plus importans, la transaction étant l'âme des négociations et des solutions de ce genre. C'est peut-être regrettable parce que, par là, on ne résout rien d'une manière définitive et qu'on sacrifie, en quelque mesure, la sécurité de l'avenir au repos du présent; mais le présent a des droits, lui aussi, et la liquidation à faire est si grande, si laborieuse, si dangereuse, qu'on est excusable de ne pas l'opérer en une seule fois. Avant tout, il faut obtenir l'accord de l'Europe, ce qui ne se fera pas sans des concessions réciproques. Cet accord est indispensable pour que la médiation ait toute la somme d'autorité possible et nous nous demandons même, avec une incertitude, une anxiété qui augmentent chaque jour, si toute cette somme sera suffisante. L'opinion publique, très surexcitée à Constantinople, ne s'apaisera, si elle doit s'apaiser, que devant une Europe unie. Le problème, aujourd'hui, est donc d'assurer l'union de l'Europe, quelles que soient les conditions qu'il faille accepter pour cela : car si, après ce qu'on a appelé la faillite de la Conférence de la paix, venait celle de la Commission des ambassadeurs, c'est-à-dire de l'Europe elle-même, la voie serait ouverte aux pires aventures.

L'union de l'Europe est d'autant plus indispensable que, après cette première épreuve, d'autres viendront qui ne seront pas moindres :

on est effrayé quand on les énumère. Quels que soient les conseils qui lui aient été donnés, l'Autriche n'a pas désarmé, et la Russie se voit obligée de prendre à son tour ou de maintenir en les développant des mesures militaires dont le poids matériel pèsera sur elle et le poids moral sur tous. Le litige pendant entre l'Autriche et la Serbie n'est pas réglé, et il est d'autant plus inquiétant que les termes en sont encore mal connus. Dans une intention qu'on ne saurait trop louer, la Serbie a annoncé officiellement que, dès le lendemain de la paix, elle évacuerait les rives de l'Adriatique. L'Autriche justifiait le maintien de ses armemens par l'incertitude qu'elle conservait à ce sujet. L'incertitude est dissipée : que fait l'Autriche ? Rien, elle maintient ses armemens. L'Albanie n'est pas délimitée et on prévoit qu'elle ne le sera pas sans de très grandes difficultés, dont la première est celle de Scutari : les Monténégrins revendiquent la ville, bien qu'ils ne l'aient point prise et la plupart des puissances la leur accordent, mais l'Autriche la leur refuse. La Roumanie n'est pas encore parvenue à s'entendre avec la Bulgarie sur la rectification de frontières qu'elle réclame et, devant le caractère dilatoire et fuyant des négociations qu'elle a engagées à ce sujet, elle s'apprête à mobiliser en vue de profiter des occasions nouvelles qui pourraient se présenter et de réparer ses omissions passées. Après les armemens de l'Autriche et de la Russie, ceux de la Roumanie nous apportent un nouveau et très grave sujet d'inquiétude. Si la Roumanie passe de la menace à l'acte, que fera la Russie, patronne des Bulgares ? Et si la Russie appuie la cause des Bulgares, que fera l'Autriche, qui semble bien avoir des engagemens avec les Roumains ? Le danger se déplace, il ne diminue pas. On annonce que l'Allemagne, à son tour, prend des mesures militaires insolites. Les unes après les autres, grandes ou petites, les puissances s'engagent sur une pente glissante. Très sincèrement, nous en sommes convaincu, aucune ne veut la guerre, toutes même la redoutent, mais à tout hasard elles s'y préparent et, par la manière dont elles s'y préparent, elles s'y exposent. C'est ainsi que se présente l'Europe au seuil de l'année 1913.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LA MAISON[1]

QUATRIÈME PARTIE [2]

XIV. — MA TRAHISON

Les jours qui suivirent, à cause de ce *toujours* qui chantait dans ma poitrine, furent à la fois délicieux et acides comme ces fruits que je cueillais trop tôt dans le jardin. J'étais sûr de l'avenir et même de l'éternité. Je goûtais la plénitude de la tendresse qui ne cherche rien encore au delà d'elle-même. Car le trouble léger que j'avais ressenti au contact de la joue de Nazzarena poussée contre la mienne en manière de jeu s'était bientôt dissipé. Il ne manquait véritablement à mon bonheur que de ne pas voir mon amie ; avec nos rencontres commençait mon embarras. Si du moins je n'avais pas été forcé de lui adresser la parole ! Je n'aurais pu supporter de l'embrasser et jamais je ne lui ai touché la main. Chacun de nous, — j'y pense maintenant, — croyait peut-être à la supériorité de l'autre, elle pour la solidité de ma maison, et moi pour son cheval, sa robe d'or, son talent d'écuyère, sa vie nomade et je ne sais quoi encore qui lui venait de l'amour. Bientôt elle admit que la partie n'était pas égale : elle paraissait en public et recevait les applaudissemens, je n'étais qu'un spectateur.

Consciente de sa domination, elle ne craignit plus de m'asservir. Il lui arrivait de me réclamer de menus services,

(1) *Copyright by* Plon 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912 et des 1er et 15 janvier 1913.

tels que lui acheter en ville un dé à coudre ou du fil d'or et des aiguilles pour repriser sa toilette de cérémonie, et je rougissais dans les magasins en demandant ces objets qui sont en usage chez les filles et non chez les garçons. S'il fallait fournir des explications complémentaires, je ne savais où me cacher. Elle me fit peler des pommes de terre en sa compagnie et jouit de ma gêne, ayant surpris les regards furtifs que je coulais du côté de la place et m'enlevant du coup tout le bénéfice de mon héroïsme :

— Rassurez-vous, mon petit homme, il ne passe personne.

Quotidiennement, le matin ou le soir, je m'arrangeais pour revenir du collège par cette place du Marché qu'elle habitait. A quelles ruses avais-je recours pour dépister les soupçons ? Quelquefois mes parens venaient me chercher, ou bien ils se contentaient, le parcours n'étant pas long, de faire quelques pas à ma rencontre. Comment ai-je réussi à ne pas leur donner l'éveil ? L'un ou l'autre de mes camarades, ayant surpris mon manège, entreprit de me *blaguer*. L'intervention de Fernand de Montaut m'évita le désagrément des brimades. Comme on lui objectait que je refusais de parler de la petite écuyère, il déclara mon silence chevaleresque, et cette opinion d'un juge aussi autorisé m'inspira beaucoup d'orgueil.

Le même jeune homme basané qui avait joint nos têtes avec ses mains, me retrouvant un jour en conversation avec Nazzarena, lui baragouina de nouveau une phrase dans leur jargon en me désignant du doigt, et tous deux éclatèrent de rire. Moi, j'aurais pleuré.

Cependant cette passion, plus grande que moi, et trop lourde pour mes quatorze ans, m'isolait peu à peu, me séparait de ma famille à mon insu. J'oubliais les élections, et l'article du journal, et la gifle de Martinod qui n'avait pas eu de suites immédiates comme le redoutait ma mère. Tandis que j'aurais volontiers pris grand-père pour confident, à cause de nos visites au pavillon et aussi de la dame en blanc dont le souvenir, un peu incertain jusqu'alors, se fixait définitivement en moi. Je respirais sur moi, comme un bouquet de fleurs fraîches, le romanesque de nos promenades passées. Mystérieusement leur charme opérait : ne leur devais-je pas l'émoi précoce de ma sensibilité exaltée ? Sans elles, je n'eusse peut-être songé qu'à jouer quelques bonnes farces à mes professeurs. Tout au plus

aurais-je soupiré ces premiers soirs de printemps, sans savoir pourquoi.

Une après-midi de jeudi, — le jeudi nous avions congé, — comme je m'étais échappé, non sans peine, afin d'assister aux jeux du cirque et de guetter ensuite ma cavalière qui, cette fois-là, ne daigna pas s'occuper de moi, ne sachant comment rentrer sans éveiller l'attention, je m'avisai d'aller rejoindre grand-père au Café des Navigateurs où j'avais quelque chance de le rencontrer. La discussion qu'il avait soutenue contre mon père à ce sujet m'avait déjà passé de la tête et je ne pensais qu'à me tirer d'affaire, non à Martinod et à ses acolytes. J'entr'ouvris la porte, avec un battement de cœur : pour la première fois je pénétrais, seul, dans un pareil lieu. Grand-père était là : j'étais sauvé. Du moment que je regagnerais le logis sous sa protection, personne ne m'interrogerait et mon absence se justifierait d'elle-même.

Je m'assis dans un coin, attendant le signal du départ. Martinod, près de moi, causait avec le patron de l'établissement que je connaissais, car il se mêlait familièrement aux consommateurs et même, dans ses jours d'humeur prodigue, leur offrait des tournées.

— Vous comprenez, expliquait celui-ci d'une voix larmoyante, c'est une note de plusieurs années.

— Présentez-la au fils, conseillait Martinod.

— Ça ne le regarde pas.

— Eh! vous verrez qu'il la paiera. Je vous le garantis. C'est un bon tour à lui jouer pour les élections. Et d'ailleurs, le petit a consommé.

De qui s'agissait-il? je n'y pris pas garde. Tout à coup Martinod me dévisagea et sous son regard je me souvins instantanément du soufflet qu'il avait reçu. J'éprouvai même un vague remords de me trouver là en sa compagnie, mais grand-père continuait bien de le fréquenter. Après tout, cette gifle, il l'avait reçue et non pas donnée. Et le voilà qui lève les bras au ciel, comme si l'on avait commis à mon égard un crime impardonnable :

— Cet enfant qui n'a rien à boire!

Jamais je n'aurais cru à tant de sollicitude. Dès longtemps on me négligeait et même, sans la passion qui m'absorbait et m'inclinait aux privations par goût de souffrir, j'eusse remar-

qué la pénurie des verres de sirop. Aussitôt on répare l'oubli, on apporte devant moi le matériel réservé aux hommes mûrs : solennellement on m'offrira une verte, oh! une verte mitigée, allongée d'eau, inoffensive. Martinod déclare :

— Je la lui composerai moi-même.

— Je compte sur vous, précise grand-père désintéressé qui s'exalte avec Gallus sur l'andante de la deuxième sonate de Bach pour piano et violon. Et pas de plaisanterie!

— Père Rambert, ne vous frappez pas.

Décidément, ce Martinod est bon garçon, complaisant et pas susceptible. Sa joue est peut-être encore chaude et il me soigne comme son propre moutard. Les morceaux de sucre superposés ont fondu : on peut maintenant verser l'absinthe. Mazette! c'est qu'il me traite sérieusement, et non pas en bébé gorgé de lait! Quelle jolie couleur un peu trouble! Ce breuvage doit être extraordinaire. Je le goûte et le déclare aussitôt délicieux, sans bien savoir, pour mieux jouer mon rôle, ce qui me vaut les suffrages de Cassenave et de Galurin.

— C'est la première, déclarent-ils : ce ne sera pas la dernière.

Je suis presque l'objet d'une ovation, et, par gratitude, je tourne vers Martinod un œil humide. Mais pourquoi me considère-t-il en silence, avec cet air apitoyé? Ai-je donc une mine de papier mâché? Enfin il se penche vers moi et murmure à mon oreille ces simples mots qui achèvent de m'inquiéter :

— Pauvre petit!

Pourquoi diable m'appelle-t-il : pauvre petit? Suis-je malheureux à ce point? Sans doute il y a Nazzarena que je n'ai pas réussi à rejoindre de tout le jour. Oui, évidemment, je suis malheureux, puisque tout le monde le remarque. Seulement, on a tort de le remarquer. C'est un secret caché au fond de mon cœur, et personne n'a le droit de m'en parler, fût-ce pour me plaindre et m'adresser des consolations. Aussitôt je montre un visage rébarbatif, destiné à décourager les sympathies. Mais je ne puis soutenir cette attitude. Depuis que j'ai vidé mon verre, je sens sur mes yeux comme un voile et dans tout mon corps une chaleur, une torpeur amollissante et comme un besoin d'affection et de confiance. D'ailleurs, je me suis mépris sur les intentions de Martinod. Il ne songe pas à mon amour ou ne sait rien de lui, et sans crainte de me déjuger, maintenant je

regrette de ne pas lui entendre prononcer le nom de Nazzarena. Il me fascine du regard, comme le serpent de mon histoire naturelle devait fasciner les oiseaux, et de sa voix aux inflexions caressantes, insinuantes, câlines, il me donne à comprendre que dans ma famille je suis méconnu. A mots couverts, avec toutes sortes de circonlocutions, d'hésitations, de réticences, il me révèle la préférence de mon père pour un de mes frères aînés. Lequel ? Étienne ou Bernard ? A distance, je ne me rappelle plus celui qu'il me désigna. Bernard à cause de sa tournure militaire, de sa démarche décidée, de sa gaîté, de son élan et de la ressemblance ? Étienne pour sa nature égale et fine, pour ses bonnes notes, pour son application, pour ses distractions aussi ? Ma foi, je ne puis aujourd'hui trancher la question. Mes parens nous traitaient sans aucune différence, et chacun était l'objet d'une attention spéciale où il était libre de voir une faveur. Pourtant, je n'hésitai pas à croire cet étranger qui ne nous connaissait pas, qui n'avait jamais mis les pieds à la maison, et dont je n'ignorais pas que mon père venait de châtier les perfides manœuvres.

Oui, j'étais méconnu dans ma famille. D'imperceptibles nuances sortirent de l'ombre, prirent en se groupant de la consistance. Ce fut autour de moi comme une chaîne de témoignages. Sans cesse mon père nous entretenait des absens, et, quand il recevait de leurs nouvelles, il rayonnait. Leurs bulletins étaient des bulletins de victoire. Il portait sur son front l'orgueil paternel. Moi seul, j'étais tenu à l'écart systématiquement. Je ne comptais pas. Avec quelle dureté, l'autre semaine, il m'avait crié : Va-t'en ! Savait-il que je fréquentais le cirque malgré sa défense et que je pelais des pommes de terre sur la place publique ? Si Bernard ou Étienne avaient été les coupables, il serait parvenu à le savoir et les aurait grondés, tandis qu'on m'accueillait avec un mépris outrageant. Moi qui portais le poids d'un si bel amour, je ne récoltais que des humiliations et des avanies. Surtout, surtout mon père ne m'aimait pas, je n'étais aimé de personne. Tout me prédisposait à le croire, puisque de tout le jour je n'avais pas rencontré Nazzarena. Il n'y avait que grand-père, et grand-père s'absorbait dans ses conversations, dans sa musique, dans la fumée de sa pipe, dans son télescope et ses almanachs. Je l'implorai du regard : maintenant il s'enflammait avec Gallus sur un quintette de Schu-

mann. Le monde n'existait pas pour lui, à cette heure : de l'existence du reste du monde j'aurais consenti à me passer, pourvu qu'il s'occupât de moi. J'eus la sensation horrible que j'étais abandonné de tous, et que cet homme qui me glissait de tout près, d'une voix émue et compatissante, ses condoléances, venait de m'annoncer un malheur irréparable. J'aurais voulu pleurer, et, à cause de tant de visages curieux, je retins mes larmes. Mais sur la banquette de ce café je connus la tristesse d'être incompris, la solitude au milieu de la foule, le désespoir. Une vie se compose de beaucoup de chagrins : en ai-je éprouvé de plus intenses que ce désespoir imaginaire ?

Ainsi, désarmé par la tendresse même qui mettait à vif ma sensibilité, et fasciné par le serpent, j'entrai sans le savoir dans le complot qui se machinait contre mon père. Martinod, parvenu à son but, plus facilement peut-être qu'il n'eût supposé, — car il ignorait qu'il avait l'amour pour allié, — répéta d'une voix à fendre l'âme :

— Pauvre petit !

Mes sanglots contenus me suffoquaient. Il pouvait triompher tout haut : il avait réussi au delà de ses espérances, la semence de ses suggestions devait lever plus tard et produire ses fruits empoisonnés. Mais ne jouait-il pas sur le velours ? J'avais trop de candeur encore pour me douter que la haine sait flatter et sourire, prendre un visage aimable, protester de son intérêt ou de sa pitié et serrer ses phrases comme des liens autour de celui qu'elle veut immobiliser. Cette haine-là, qui s'adresse, la bouche en cœur, aux amis, aux parens de l'homme qu'elle poursuit et qu'elle atteindra plus sûrement par ricochet, plus tard même on ne saura pas toujours la dénoncer. Il n'y a plus guère de sentinelles comme tante Dine pour veiller sur l'arche sainte de la famille.

Il était dit que les circonstances favoriseraient le plan de Martinod. Un dimanche après-midi, comme je flânais à la fenêtre au lieu de terminer un devoir, — c'était dans la chambre de la tour où je m'installais volontiers, mais grand-père était absent, — quel spectacle tout à coup me frappa d'étonnement et même d'épouvante ! La troupe du cirque envahissait notre jardin. Elle avait franchi la grille qui, sans doute, malgré la vigilance de tante Dine, était demeurée ouverte à cause des allées et venues, plus fréquentes un jour de fête. Elle débordait sur les pelouses,

elle piétinait les plates-bandes sans vergogne. Il y avait des femmes toutes dépenaillées, qui portaient des enfans dans les bras, il y avait les deux clowns que j'avais fini par identifier, il y avait la vieille danseuse de corde aux cheveux gris, et il y avait — ò douleur ! — Nazzarena elle-même, Nazzarena sans chapeau, mal peignée et débraillée. Pour la première fois, je remarquai sa misère. Chez nous, dans l'allée bien ratissée, on l'eût prise pour une pauvre fille de la campagne.

Muet de stupeur, je n'osais ni me cacher ni me pencher au dehors. La peur de ce qui arriverait infailliblement me paralysait. Mais pourquoi étaient-ils venus ? Que demandaient-ils ? Quel mauvais vent les amenait ? Notre jardin ne pouvait convenir à des roulans, à des bohémiens, à des gens qui ne connaissent la terre que pour marcher dessus. Encore si c'était le jardin d'autrefois où la mauvaise herbe poussait à l'aventure et qu'on ne taillait ni n'arrosait jamais ! Encore si grand-père avait été là pour recevoir ces hôtes suspects ! Nazzarena, Nazzarena, retournez vite à votre roulotte et à la tente blanche où vous régnez ! Ici, je vous jure que ce n'est pas votre place.

Véritablement j'endurais le martyre à les voir s'ébattre sans retenue sur notre gazon et nos corbeilles. J'aurais du moins voulu crier, les prévenir, et je ne pouvais pas. A cette fenêtre ouverte je me sentais prisonnier. Et, dans une détresse infinie, je mesurais la distance qui séparait de la maison mon amour.

Déjà l'un des clowns sonnait à la porte. Mon Dieu ! qu'allait-il se passer ? A peine avait-on commencé de parlementer avec Mariette dont je savais pourtant l'humeur peu accommodante, que se produisit la catastrophe. Tante Dine accourut à la rescousse et fit tête à la troupe entière de la belle façon. Distinctement ce dialogue monta jusqu'à ma croisée :

— Qu'est-ce que vous voulez, vous autres ?

Une voix gazouillante répondit :

— C'est bien ici la maison au père Rambert ?

— Que lui voulez-vous, au père Rambert ? Passez votre chemin. Allez-vous-en.

Abominable injustice ! Les mendians de la ville recevaient bon accueil, ils avaient même leur jour comme les dames de la société, et la Zize Million qui était folle et cet ivrogne de Oui-oui touchaient des rentes à la porte. Alors, pourquoi ne pas attendre que ces honorables acrobates s'expliquassent ? Tante

Dine, pourtant charitable et toujours prête à porter secours, les expulsait avec violence, rien que pour leur qualité d'étrangers. Ignominieusement chassés, ils se révoltèrent et criblèrent d'invectives leur persécutrice qui, je dois en convenir, ne fut pas en reste. Cela fit un boucan infernal. La danseuse de corde surtout glapissait et se tapait les cuisses. Cette fois, je me décidai à intervenir en faveur de mes amis, des amis de Nazzarena. Soudain, au moment où j'allais quitter mon observatoire pour voler au combat, mon père, sans doute attiré par le tumulte, apparut sur le seuil. Il ne daigna même pas ouvrir la bouche. D'un seul geste, mais quel geste catégorique ! il montra le portail, et toute la bande rugissante recula, s'entassa entre les deux colonnes qui soutenaient la grille et s'enfuit. Ce fut immédiat et extraordinaire.

Je fus outré d'une si rapide et si complète débâcle. Moi seul, puisqu'il en était ainsi, je résisterais à cette autorité que nul ne bravait en face. Et, dans mon enthousiasme enfin retrouvé, je me précipitai dans l'escalier et dégringolai les marches quatre à quatre, au risque de me *carabosser*, pour rejoindre mon cher amour.

— Où vas-tu ? me dit mon père qui n'avait pas encore quitté son poste et me barrait la route.

Je gardai le silence. Déjà mon exaltation tombait.

— Remonte au plus vite, acheva-t-il, je te défends de sortir.

Sans broncher, mais gonflé de colère et me rongeant les poings, je repris l'escalier. Personne donc ne *lui* résisterait jamais ? Comme les autres, j'étais vaincu immédiatement, subjugué, médusé rien que pour l'avoir affronté. On croit qu'il est facile de se révolter contre le pouvoir : j'apprenais que cela dépend des gouvernemens. Et je ressassai et remâchai les insinuations de Martinod, dont je constatais la sincérité. Celui-là voyait clair, celui-là se révélait un véritable ami.

Cependant je ne cédai qu'en apparence. A peine avais-je réintégré la tour que je guettai sournoisement le bruit des portes. Lorsque je fus assuré que mon père avait regagné son cabinet et que la voie était libre, je redescendis à pas de loup et me glissai hors de la maison. La grille franchie, animé d'un courage nouveau, je respirai mieux et me redressai. Cette fois, il ne s'agissait plus de biaiser, de ruser, de donner le change aux promeneurs. Je courus tout droit à la place du Marché.

Devant la foule des dimanches qui s'amusait du déménagement, les bohémiens roulaient les toiles de la tente, empilaient les bancs les uns sur les autres. J'augurai mal de cette levée de camp. Enfin j'aperçus Nazzarena qui ramassait des ustensiles épars. L'heure n'était plus à la timidité, mais aux résolutions héroïques. Devant tant de spectateurs dont un grand nombre, sans doute, connaissait le petit Rambert, tel un chevalier de mes ballades, je m'élançai vers mon amie. Quand elle m'aperçut, elle me jeta un regard navré.

— On nous a chassés de chez vous, m'expliqua-t-elle avant que j'eusse parlé.

Que répondre à cette douloureuse constatation ? Sans doute elle me rangeait parmi ses persécuteurs.

— Ce n'est pas moi ! criai-je pour me séparer des miens sans retard.

— Oh ! reprit-elle avec philosophie, c'est bien sûr que ce n'est pas vous. Vous êtes trop petit. On allait prévenir votre grand-papa qu'on s'en va demain. Demain matin.

— Demain ! répétai-je, comme si je n'avais pas entendu ou pas compris.

— Oui, demain. Vous voyez bien. On charge le matériel sur les voitures. Les frères Marinetti nous ont lâchés : point de matinée aujourd'hui, une belle recette perdue.

A ma profonde surprise, elle ne m'en voulait pas de son expulsion et même, jusque dans mon chagrin, je remarquai l'interversion inopinée des rôles : elle me témoignait une considération nouvelle et je prenais un vague petit air protecteur. A mon insu, le prestige de la force opérait. Aussi ne me proposa-t-elle pas de l'aider quand, la veille encore, elle n'y eût pas manqué.

Une des mégères sortit de la plus prochaine roulotte sa longue tête jaune et l'accusa de perdre son temps.

— On m'appelle, m'avertit Nazzarena. Ce qu'il y a d'ouvrage pour un départ ! Adieu, adieu, mon petit amoureux, je te souhaite une autre bonne amie. Tu es gentil, tu la trouveras.

Elle ne me tendit pas la main, et peut-être n'osa-t-elle pas à cause du respect qui lui était venu depuis qu'elle avait vu la maison. Et moi, je ne trouvai rien à lui répondre. Niaisement je souris à ses étranges vœux qui me paraissaient abominables et sacrilèges, et le tutoiement qu'elle avait employé me fut

doux comme une caresse. Son départ m'atterrait. Son départ me coupait bras et jambes et me vidait la cervelle. Je restai là, comme un paquet. Pour moi, le temps ni le lieu ne comptaient plus : elle partait. Je l'aperçus qui, plus loin, portait péniblement le harnachement de son cheval. Elle me sourit à peine avant de disparaître derrière une des guimbardes. J'eus la sensation qu'elle était déjà loin de moi, et je réussis à m'en aller.

Où irais-je? Confondant la dureté de ma famille et l'exil de Nazzarena, je ne songeai pas à rentrer chez nous. Quel appui, quelle consolation y aurais-je rencontrés? Mon père m'avait défendu de sortir : je pouvais préjuger l'accueil qui m'attendait. J'errais dans la rue, parmi les promeneurs endimanchés, heurtant dans ma distraction l'un ou l'autre qui me traitait de maladroit ou de malotru, ce qui m'était presque agréable, tant j'avais besoin de changer le cours de ma peine. D'un pas automatique, et sans être le maître de ma direction, je parvins au Café des Navigateurs. Grand-père me comprendrait, grand-père me représentait le salut auquel ce cher Martinod collaborerait.

La salle était bondée, et tout de suite, cette atmosphère de tabac et d'anis, ce bruit de paroles, ce mouvement, cette agitation me réconfortèrent. Je perdis la notion directe de ma douleur, et même je perçus distinctement qu'il se passait quelque chose d'anormal et de solennel. Une décision de premier ordre avait été prise et à la façon dont on en parlait je devinai que c'était là un de ces événemens historiques que plus tard l'on apprend en classe. Grand-père était l'objet de mille témoignages d'honneur et de sympathie. On l'entourait, on le félicitait, on lui prenait les mains, bien qu'il résistât. Et, suprême faveur, on apporta du champagne. Du champagne, un jour comme celui-là ! Je commençai d'en être écœuré, d'autant plus qu'on ne m'avait point donné de verre.

— Une coupe, — ordonna Martinod, ce cher Martinod qui décidément me comblait, — une coupe au miochard.

Et il leva la sienne en l'air, d'un geste large, en proclamant :

— A l'élection du père Rambert ! à la victoire de la République !

— Bravo ! approuva le fidèle Galurin.

Gallus et Mérinos s'épanouissaient de bonheur : sans doute

ils voyaient s'ouvrir l'ère de la Beauté dont ils s'étaient entretenus devant moi si souvent. Quant à Cassenave, il supportait des deux mains le poids de sa tête et, les yeux vagues, fixait peut-être quelque vision. La servante inclinant la bouteille sur son verre, il dut imaginer que l'une des belles dames en robe empire qui descendaient par le plafond dans sa mansarde pour lui donner à boire lui rendait publiquement visite :

— *Ziou*, fit-il en se redressant.

Et devant la mousse qui montait, suivie du vin d'or, il fut pris d'un frisson convulsif. Ses mains tremblantes ne réussirent pas à atteindre la coupe et il hoquetait de convoitise et d'impuissance.

Grand-père, seul, manquait d'entrain et même de gaîté. Sa mauvaise humeur était évidente. Il ne tenait point à la popularité, ni aux acclamations Tout ce monde qui ouvrait la bouche pour boire ou pour crier le gênait, l'énervait, et je crois qu'il eût préféré se trouver ailleurs, à la campagne par exemple, à manger des fraises arrosées de crème de lait. Cependant, on le contraignait à céder à l'enthousiasme général.

— Après tout, peut-être bien, concédait-il. Surtout pas de tyrans. La liberté.

Oh! non, pas de tyrans! Et je revis instantanément mon père, sur le seuil de la porte, chassant de son bras tendu ces pauvres diables de bohémiens. Et, par manière de protestation, je vidai ma coupe.

A ce moment précis, — je n'oublierai de ma vie ce spectacle, — mon père, fait inouï, entra au Café des Navigateurs. Je tournais le dos à la porte : par conséquent, je ne pouvais l'apercevoir que dans la glace. Or, ce fut le visage de Martinod qui me signala sa présence. Martinod, tout à coup, devint blême et la main qui tenait le verre trembla comme celle de Cassenave, de sorte qu'un peu de champagne en gicla. Déjà mon père, devant qui l'on s'écartait rapidement comme devant un personnage d'importance ou comme si l'on avait peur de lui, atteignait notre table. Il ôta son chapeau et dit très poliment :

— Je vous salue, messieurs, je viens chercher mon fils.

Personne ne souffla mot. Il se fit un grand silence, non seulement dans notre groupe, mais dans toute la salle attentive à cet incident. L'apparition de Nazzarena sur son cheval noir dans le cirque ne provoquait même pas tant de curiosité. On n'en-

tendit qu'une exclamation : oh! poussée par le patron qui, la serviette en main, s'immobilisait devant son comptoir. Le premier, grand-père se remit et répondit avec calme, presque avec impertinence :

— Bonjour, Michel. Veux-tu prendre quelque chose avec nous?

Cette offre fut accueillie dans l'assistance par de petits rires narquois, et les langues se délièrent. Mais la diversion ne dura pas. Déjà mon père reprenait :

— Merci. Je viens chercher mon fils. Il est bientôt l'heure du dîner, et nous vous attendons tous les deux.

Par là il invitait grand-père à se retirer avec nous. Comprenant que son invitation n'était pas agréée, il toisa Martinod qui, pour afficher son courage, ricanait maintenant :

— Dites donc, monsieur Martinod, puisque je me suis découvert, je vous prie de vous découvrir.

C'était vrai que Martinod gardait son chapeau sur la tête, mais je savais que c'était l'usage au café. Loin d'obtempérer à cet ordre, — à cause du ton, personne ne s'y trompa malgré le *je vous prie*, — il s'empressa d'enfoncer davantage son couvre-chef. La salle entière, intéressée et captivée, suivait les phases du dialogue, et dans un coin un loustic lança :

— Saluera. Saluera pas.

Mon père s'avança et il me parut comparable à un géant. Seul contre tous, c'était lui qui répandait la crainte. De sa voix nette que je connaissais bien, qui remuait Tem Bossette au fond de la vigne et rassemblait la maisonnée en un instant, il articula :

— Voulez-vous que je fasse sauter votre chapeau avec ma canne, monsieur Martinod? Car ma main ne veut plus vous toucher.

Cette fois, on cessa de plaisanter. Le cas devenait tragique : on aurait entendu tisser une araignée. Grand-père sauva la situation :

— Allons, Martinod, dit-il : il faut être poli.

— Père Rambert, c'est bien pour vous, concéda Martinod.

Tout de même, il se découvrit. On vit mieux sa figure exsangue et sur sa défaite ne subsista aucun doute. Déjà mon père, vainqueur, se tournait vers Cassenave, perdu dans ses rêves :

— Vous aussi, mon ami, vous feriez mieux de rentrer chez vous.

Et Cassenave, terrifié, s'écria en pleurant, ce qui détendit les nerfs de chacun et parut extrêmement drôle :

— Je vous jure que je n'ai pas bu, monsieur le docteur.

Là-dessus nous sortîmes, mon père et moi, lui devant, moi derrière, et bien que les tables déjà serrées fussent toutes garnies de consommateurs, je circulais entre elles sans difficulté à cause de la place qu'on laissait respectueusement à mon guide. Pour ne pas ressembler à Martinod dont la lâcheté me dégoûtait, je m'efforçais de me tenir droit et de prendre un air dégagé. Au fond, j'éprouvais une peur indicible de ce qui se passerait dans la rue quand nous serions seuls tous les deux. Jamais, sauf peut-être dans ma toute première enfance, mes parens ne m'avaient infligé de châtiment corporel : notre fierté faisait partie de notre éducation. Cette fois, je m'y attendais. Pourvu que ce ne fût pas un soufflet, comme à Martinod? Martinod était un ennemi de la maison, je le savais et j'avais bu de son champagne. Mais je ne me souciais plus de la maison. Comme grand-père, j'entendais être libre. Grand-père n'avait-il pas pris un fusil, lorsqu'il avait échoué *dans le sang des journées de Juin*, contre la défense de son propre père, le magistrat, le pépiniériste dont il se moquait bien? On me frapperait, on me brutaliserait, on n'obtiendrait rien de moi. Et, contre l'épouvante qui me tordait, je me crispais jusqu'à atteindre enfin une sorte d'insensibilité, cette force de résistance qui permet de tout supporter sans plier et sans se plaindre.

Je n'eus pas à me servir de cette provision d'énergie que j'emmagasinais en vue du martyre. Dehors, mon père se contenta de me demander sans hausser la voix :

— Es-tu venu souvent à ce café?

— Quelquefois.

— Tu n'y remettras jamais les pieds.

Je compris qu'en effet je n'y pourrais jamais remettre les pieds. Mais serait-ce là toute ma punition ? Nous marchions côte à côte, et très vite. Bien qu'il ne manifestât plus rien de ses pensées, je ne saurais dire à quel signe je le sentais agité d'une grande tempête en dedans. Il pouvait me briser, me casser en deux, et il se taisait. Nous passâmes ainsi sur la place du Marché. Je me découvrais semblable à ces malfaiteurs que

j'avais vu conduire en prison par un gendarme. Pourvu que Nazzarena ne me reconnût pas! Elle me représentait la vie libre, comme j'étais l'esclavage.

Enfin nous arrivâmes devant la porte de la maison. Mon père, avant de l'ouvrir, se retourna vers moi et m'enveloppant tout entier de son regard sous lequel je baissai la tête, malgré moi, comme un coupable :

— Pauvre petit! dit-il (c'étaient les expressions mêmes de Martinod), qu'est-ce qu'on voulait faire de toi!

J'étais dans un tel état de tension que cette pitié soudaine eut raison de ma révolte et que je fus sur le point de me jeter dans ses bras en pleurant. Déjà il s'était repris et, de sa voix de commandement, déclarait :

— Il faudra bien que tu obéisses. Il le faudra bien.

Du coup je me rebiffai de nouveau. Il affirmait son autorité dont il n'avait pas abusé pourtant : ce serait pour moi la guerre sacrée de l'indépendance.

Ma mère inquiète, dont j'avais déjà distingué l'ombre derrière la fenêtre, guettait notre retour et vint au-devant de nous jusqu'au sommet des marches.

— Il y était, expliqua simplement mon père, je ne m'étais pas trompé.

— Oh! mon Dieu! murmura-t-elle, comme si elle apprenait un malheur qu'elle n'eût pas imaginé.

Et tante Dine qui la suivait leva les bras au ciel :

— Ce n'est pas possible! Ce n'est pas possible!

On ne me gronda pas davantage. Bon gré mal gré, on avait ramené l'enfant prodigue. Et moi, — loin d'être reconnaissant de cette indulgence que je m'explique mieux aujourd'hui par l'incertitude de mes parens sur les influences que j'avais subies et sur la façon de me reconquérir, — j'appelais de toutes mes forces récupérées ma douleur d'amour que tous ces incidens avaient recouverte, en me répétant :

« Nazzarena part demain. Nazzarena part demain. »

XV. — LES DEUX VIES

Je ne dormis guère de la nuit et dans un demi-sommeil je confondis la guerre sacrée de l'indépendance et la perte définitive de Nazzarena. Mon amour faisait partie de cette liberté que

célébrait grand-père et pour laquelle il avait pris un fusil. Au matin, j'étais fermement résolu à ne pas me rendre au collège et à courir la suprême chance d'assister au départ des forains. Les adieux de la veille avaient été manqués : sans préparation, je n'avais rien trouvé à dire. Non, non, cela ne pouvait finir ainsi.

Je prétextai donc un mal de tête auquel on voulut bien croire. Je compris qu'on me tenait pour ébranlé par la scène du Café des Navigateurs. Et même tante Dine m'apporta en cachette un lait de poule mousseux et digestif, favorable aux migraines, si savoureux que je m'en délectai, malgré mon chagrin, ce qui m'occasionna une humiliation intérieure.

— Tu resteras au lit jusqu'à midi, conclut-elle en emportant la tasse.

Elle aussi, elle ajouta :

— Pauvre petit!

Ce qui lui retira immédiatement ma gratitude, car je n'entendais plus désormais être traité en enfant, puisque j'aimais.

Dès qu'elle fut sortie je m'habillai en hâte, mais non pas sans quelque recherche, et grimpai dans la chambre de la tour où grand-père m'accueillit avec étonnement et avec des signes de plaisir.

— On t'a laissé monter? me demanda-t-il.

Pourquoi cette question? Je n'avais demandé la permission à personne. Il se contenta de hausser les épaules, déjà revenu à sa philosophie :

— Oh! moi, ça m'est bien égal.

Des quatre fenêtres de la tour, on commandait tous les chemins. Mon plan consistait à guetter de ce belvédère le défilé des roulottes. Elles étaient chargées, elles avanceraient avec lenteur, je calculais que j'aurais le temps de les rattraper. Par où s'en iraient-elles? Aucun indice ne me renseignait. J'imaginais qu'elles prendraient la route d'Italie et je surveillai celle-là davantage. J'étais donc installé devant une des croisées, à demi dissimulé par un meuble, quand on frappa à la porte et mon père entra. Je pensai qu'il venait me chercher et je sus immédiatement que, malgré mes résolutions, je ne lui résisterais pas : il avait, comme la veille, son air calme d'autorité souveraine et indiscutable. Absorbé par le but qu'il poursuivait, il ne me vit pas et même, comme il marcha droit à grand-père, il

me tourna presque le dos. Jusqu'à mon intervention il devait ignorer ma présence. Après un salut qui fut courtois et bref, il montra le journal qu'il apportait, un journal du pays :

— Cette feuille annonce que vous vous présentez aux élections à la tête de la liste de gauche : est-ce vrai, père?

Sous la forme interrogative de cette simple phrase, je devinai tout un bouillonnement de colère qui se contenait encore. Au port de la ville, un mur plat qui surplomblait le lac était balayé des vagues les jours de vent ou de tempête. Nous nous amusions quelquefois, mes camarades et moi, à passer dessus, entre deux lames, au risque de recevoir de l'écume ou des paquets d'eau. Mais, certains jours plus mauvais, cette bravade devenait impossible. On disait alors du lac soulevé qu'il fumait. J'eus la sensation que tout à l'heure, ainsi, la route serait barrée.

Du dialogue qui suivit, comment aurais-je oublié un traître mot? Grand-père, doucement et crânement ensemble, à son habitude, — il détestait les scènes et les évitait le plus souvent, mais la couardise d'un Martinod n'était pas son fait, — se contenta de répondre :

— Je suis libre, je pense.

— Personne n'est libre, reprit mon père avec une volonté de ne pas hausser le ton qui m'impressionna jusqu'aux moelles. Nous dépendons tous les uns des autres. Et vous n'ignorez pas que vous vous présentez contre moi.

Cette fois, la riposte de grand-père fut plus aigre : il ne céderait pas, il se défendrait. Enfin!

— Je ne me présente contre personne, déclara-t-il, je me présente, voilà tout. Et je n'empêche personne de se présenter. Je te le répète, Michel : chacun est libre d'agir selon son bon plaisir.

Mon père, avec une éloquence qui peu à peu s'échauffait et qu'il rompait alors, comme s'il était déterminé à ne pas se départir de la forme la plus respectueuse et luttait sans cesse pour s'y maintenir contre l'entraînement de sa parole, essaya de le convaincre par toute une argumentation que, même à distance, je crois pouvoir résumer. Pourquoi cette candidature de la dernière heure, quand jamais grand-père n'avait songé à jouer un rôle politique et quand il n'ignorait point que son fils était le chef de la droite? Comment n'y pas reconnaître une manœuvre

de Martinod, trop heureux de venger son soufflet et d'annoncer la désagrégation de la famille Rambert ? Mais on ne se laissait pas prendre au piège grossier d'un Martinod.

— Enfin, acheva-t-il, nous ne pouvons pas être candidats l'un contre l'autre.

Le petit rire de grand-père accompagna sa réponse :

— Oh ! oh ! pourquoi pas ? Ce sera nouveau et je n'y vois, pour ma part, aucun inconvénient.

— Mais parce qu'une famille ne peut pas être divisée.

— Une famille, une famille, tu n'as que ce mot-là à la bouche. Les individus comptent aussi, je suppose. Et d'ailleurs, pourquoi tes convictions ne sont-elles pas les miennes, puisque tu es mon fils ?

— Vous oubliez que mes convictions sont celles de tous les nôtres, jusqu'à votre père.

— Oui, le pépiniériste. Tu oublies le soldat de l'Empereur...

— Il servait la France. La France passe première.

— ... Et ton grand-oncle Philippe Rambert, le sans-culotte ?

— Ne parlons pas de lui : c'est notre honte. Toute famille a une tradition. La nôtre, jusqu'à vous, était simple et belle : Dieu et le Roi.

— Moi, la liberté me suffit. Je te laisse la tienne, laisse-moi la mienne, une fois pour toutes.

— Mais je vous répète que la solidarité de notre nom et de notre race nous oblige. Votre liberté n'est d'ailleurs qu'une chimère. Nous dépendons tous les uns des autres. Me contraindrez-vous à vous rappeler que cette dépendance, je l'ai acceptée avec toutes ses charges ? La maison même qui nous abrite et que j'ai sauvée est le témoignage de notre durée et de notre unité sous le même toit.

Peu à peu, la conversation devenait une bataille. Mon père me semblait si grand et si puissant que d'une chiquenaude il eût écrasé grand-père, et pourtant, grand-père lui tenait tête avec sa petite voix pointue et un air crispé que je ne lui connaissais pas. De les voir dressés l'un contre l'autre, j'éprouvais de la peur et une horrible gêne. Dans ma rébellion nouvelle contre l'autorité, je me sentais de cœur avec grand-père. Cette liberté, dont on parlait pour l'attaquer et la défendre, je lui donnais les traits de Nazzarena qui s'en allait. Et il me parut que je commettrais une lâcheté comme, au Café des Navigateurs, Mar-

tinod, quand il s'était découvert par ordre, montrant sa face blême d'épouvante, si je n'intervenais pas en faveur de mon compagnon, de mon camarade de promenades, de celui qui m'avait transmis comme un radieux héritage, — le seul dont il disposât, — son amour de la nature intacte, de la vie nomade, de l'indépendance qui rejette fièrement toutes les règles, et peut-être de l'amour même dont je pressentais qu'à lui seul il pouvait résumer tout cela. Je ne me dissimulais pas les risques, je devinais la correction qui suivrait et cependant je m'avançai, pareil à un petit martyr qui réclame le supplice :

— Grand-père est libre ! criai-je aussi fort que je pus.

Je crus avoir poussé un cri formidable, et c'est à peine si je m'entendis moi-même. Je fus étonné et vexé de n'avoir pas fait plus de bruit. J'en constatai néanmoins l'effet immédiat qui suffit à ma satisfaction et ne me rassura point. Mon père s'était brusquement retourné, stupéfait de ma présence et de mon audace. Cette fois, la route était barrée comme, au bord du lac, les jours de tempête. Il nous dévisagea tour à tour pour surprendre notre complicité, notre entente. Devant lui, nous n'étions véritablement plus rien du tout. Sa force pouvait nous briser tous les deux. Ses yeux déjà nous foudroyaient. Sa voix retentirait sur nous comme un tonnerre. L'orage qui s'amoncelait serait terrible.

Qu'attendait-il, et pourquoi gardait-il le silence ? Ce silence qui se prolongeait devenait plus inquiétant, plus tragique. J'y écoutais ma peur comme le tic tac d'une horloge.

Mon père, ayant pris le temps de se ressaisir par un effort qui dut être surhumain, se détourna de moi que son regard terrorisait pour s'adresser à grand-père :

— C'est bien, dit-il avec une tranquillité et une douceur dont je fus déconcerté, je ne suis plus candidat. Nous n'offrirons pas à la ville le spectacle de nos divisions. Mais je me permettrai de vous donner un conseil. Martinod, par mon désistement, obtient ce qu'il désire; il ne poursuivait pas un autre but. Ne soyez pas plus longtemps l'instrument de cet homme qui m'a bassement calomnié et renoncez de votre côté à cette candidature dont vous n'avez que faire.

Grand-père, s'il fut surpris de ce revirement, ne le manifesta d'aucune façon :

— Oh ! tu as bien tort de te retirer. Tu aurais peut-être

été élu, et moi, ça m'est égal. Je tiens principalement à désavouer tes opinions politiques. La famille ne nous commande pas nos idées.

Mon père dut hésiter une seconde à reprendre la discussion et il y renonça définitivement. Il y renonçait parce qu'un autre sujet lui tenait davantage au cœur :

— Laissons cela, déclara-t-il. Mais il s'est passé dans ma maison quelque chose de plus grave encore et que je ne puis tolérer. Vous m'avez pris cet enfant que je vous confiais.

Le débat changeait et j'en devenais l'objet tout d'un coup. Instantanément je revis mon départ pour notre première promenade après ma convalescence. Nous sommes tous les trois sur le pas de la porte. Mon père joint ma main à celle de grand-père avec ces mots qui m'étonnent : « *Voici mon fils. C'est l'avenir de la maison.* » Et grand-père répond en s'accompagnant de son rire : « *Sois tranquille, Michel, on ne te le prendra pas.* » Comment pouvait-on me prendre, et que signifiait ce propos ?

— Quelle plaisanterie ! répliquait déjà grand-père, je n'ai jamais rien pris à personne. Et voilà que maintenant on m'accuse de voler les enfans ! Pourquoi pas de les manger ?

Mais la moquerie ou l'ironie était une arme trop légère pour n'être pas brisée dans l'attaque qui suivit. Aucun détail de cette scène ne m'est sorti de la mémoire. Je les revois tous les deux, l'un fort et coloré, en pleine vigueur et puissance, et cependant poussant une de ces plaintes comme on en arrache aux arbres qu'on fend; l'autre si vieux, ratatiné et délicat et néanmoins insolent dans sa façon de se dresser et de railler, — et moi, entre eux, comme l'enjeu de la partie qui se jouait.

— Oui, reprenait mon père, je vous ai donné mon fils pour le guérir et non pour le détourner. Vous-même, vous vous étiez engagé à ne rien dire ni faire qui pût le mettre un jour en contradiction avec nos traditions religieuses et familiales. Avez-vous tenu votre promesse ? Il y a quelque temps déjà que je soupçonnais le travail opéré dans cette petite tête. J'en ai averti Valentine. Elle aussi, je m'en suis rendu compte, redoutait ce malheur et, dans son respect pour vous, craignait de vous attribuer à tort une mauvaise influence. Je ne sais comment vous avez conquis cette cervelle d'enfant. Mais ce que je n'ignore plus, c'est que vous l'avez conduit au lieu même où tous nos

ennemis se rassemblent et abusent de votre faiblesse et de votre générosité.

— Je ne te permets pas... voulut interrompre grand-père.

— De votre générosité, continua la voix plus ardemment, ou de la mienne. Car j'ai reçu ce matin la carte à payer. Elle est chère. Martinod a trouvé plaisant d'abreuver sa bande à mon compte.

— Qui t'a envoyé la note ?

— Le patron du café. A qui voulez-vous qu'il l'envoie ? Il est venu en personne l'apporter, et pour me convaincre, il s'est contenté d'ajouter : « Le petit a consommé. » Mon fils en était comme mon père : je suis responsable, car, moi, je crois à la solidarité de la famille. J'ai payé pour Cassenave qui, dans son ivrognerie, porte déjà les signes de la mort ; pour Gallus et Mérinos, pauvres ratés, incapables du moindre travail, pour ce fainéant de Galurin, et pour cette canaille de Martinod. Payer n'est rien, et j'ai subi, vous le savez, de plus rudes averses. Mais quelles erreurs avez-vous enseignées à ce petit ? Il faut maintenant que je les connaisse pour les extirper de son cœur comme la mauvaise herbe du jardin. Où ira-t-il ? Que fera-t-il dans la vie avec cette utopie de la liberté que la réalité dément à toute heure, sans les fortes disciplines de la maison, sans notre foi ? Ce qui soutient notre race, toutes les races, ne savez-vous pas que c'est l'esprit de famille ? La vie ne vous l'a donc pas enseigné ?

J'étais remué par l'accent de ces paroles. Sensible à la musique des mots, je m'en emparais au passage, et c'est par eux qu'aujourd'hui je remonte aisément aux idées qu'ils recouvraient et qui passaient alors par-dessus ma tête.

— Tu as fini ? demanda grand-père avec une impertinence qui provoqua mon admiration.

— Oui, j'ai fini. Et je m'excuse d'avoir élevé la voix devant cet enfant. Qu'il sache au moins, — vous pouvez en témoigner, — que j'ai toujours été un fils respectueux.

— Oh ! tu as payé mes dettes. Et tu les paies encore.

— N'est-ce que cela ? et n'avez-vous pas rencontré en toute occasion l'appui de mon affection filiale ?

— De ta protection.

— Ma protection ne s'est exercée que pour écarter ceux qui voulaient votre ruine. Et ne comprenez-vous pas que c'est

notre ruine future que vous préparez en soustrayant ce garçon à mon autorité, en le désarmant?

Grand-père fit : Oh! oh! et réclama son tour de parler :

— Mais quels reproches ai-je donc mérités? J'ai promené cet enfant qui en avait besoin, je lui ai communiqué l'amour de la nature.

— Et non pas l'amour de la maison.

— Est-ce ma faute s'il préfère ma compagnie? Je ne cherche pas à enseigner, moi. Je ne prêche pas, à tout bout de champ, l'ordre, la tradition, les principes et la religion. J'ai seulement le respect de la vie, de la liberté, si tu préfères.

— Mais la liberté n'est pas la vie. Elle détruit tout ce qu'il faut conserver.

— Oh! ne revenons pas sur cette discussion. Ce qui s'est passé pour ton fils s'est passé pour le mien.

— Pour moi?

— Oui, pour toi. Quand tu étais petit, une autre influence s'est substituée à la mienne. Le magistrat, le pépiniériste, l'homme des roses...

— Votre père.

— Oui, t'a donné le goût des arbres taillés, des allées ratissées, des lois divines et humaines quoi!

— Pourquoi m'en vouloir de ressembler à notre race?

— Sous mes yeux je t'ai vu changer. Sais-tu si je n'en ai pas souffert, moi aussi?

— Oh! vous avez toujours été si détaché de moi et de...

Mon père n'acheva pas sa phrase et je ne l'achèverai pas aujourd'hui davantage, bien que j'aie trop de crainte d'en deviner le sens. Le respect qu'il a gardé, même à distance s'impose à moi. Tous deux venaient de rouvrir une plaie secrète dont le sang n'était pas entièrement tari. Ils restaient face à face, avec ce souvenir entre eux, effrayés peut-être de ce qu'ils découvraient dans le passé et ne voulaient pas approfondir devant moi, quand un secours inattendu leur vint. Ma mère entra. Sans doute avait-elle de sa chambre entendu le choc des voix et accourait-elle, tremblante, pour empêcher le conflit de s'aggraver. Elle apportait la paix de la famille.

— Qu'y a-t-il? s'informa-t-elle avec douceur.

Déjà, par sa présence, elle les séparait, et j'eus l'impression que la conversation n'offrirait plus d'intérêt pour personne.

— Je suis venu reprendre mon fils, déclara mon père.

Et grand-père m'abandonna :

— Reprends-le. Reprends-le.

On disposait de moi sans me consulter. Mais il ne put se tenir d'ajouter en manière de défi :

— Reprends-le si tu peux.

— Il ne faut pas l'écarter de Dieu, dit simplement ma mère qui se rappelait notre messe manquée.

Et comprenant que je n'étais pas à ma place, elle me poussa vers eux comme un gage de réconciliation avec ces mots :

— Embrasse-les et descends vers tante Dine.

J'obéis. On m'embrassa négligemment ou à contre-cœur, et je m'élançai dans l'escalier, sans savoir comment le rapprochement s'opéra. Je pensais à Nazzarena qui partait. Un peu plus tard, on m'appela dans le jardin, mais je ne répondis pas.

Je courus jusqu'à la châtaigneraie qui bordait le domaine et je grimpai sur le mur, à côté de la brèche qu'un des arbres avait jadis ouverte rien que par la poussée de ses racines, et qu'on avait fermée par une grille. De là, je dominai la route d'Italie. Il ne me restait plus que cette chance : la troupe du cirque passerait-elle par là? J'attendis assez longtemps, et ce ne fut pas en vain.

Les voici, les voici. D'abord, les voitures qui portent la tente et les bancs et tous les accessoires. Quels tristes chevaux les traînent! Je cherche le coursier noir de Nazzarena, mais il ne se distingue pas des autres haridelles. Puis ce sont les roulottes habitées. L'une ou l'autre de leurs minces cheminées fume on prépare le dîner pour la route qui sera longue. Sur un balcon d'arrière, à côté de la perruche que je connais bien, une vieille peigne les cheveux noirs d'une fillette. Je cherche, je cherche de mes yeux avides les cheveux blonds de mon amie.

Ah! je la vois enfin. C'est elle, là, sans chapeau, c'est son visage uni et son teint doré. Elle conduit elle-même une des guimbardes. On lui a confié une mission d'importance. Elle tient son fouet tout droit en l'air, mais elle aime trop les bêtes pour les frapper. Elle redresse le buste, elle porte fièrement la tête. Comme son cou est bien dégagé! Pourquoi ne l'avais-je pas remarqué encore? Je ne l'ai, pour ainsi dire, jamais vue : je veux la voir, je veux la voir. Quand elle sort de l'ombre que verse le châtaignier, le soleil nimbe d'or la chevelure qui frise et qui

semble se mêler au jour sans qu'on sache où ses boucles commencent, où le jour finit. A côté d'elle, sur le siège, un jeune garçon est assis. Ils causent ensemble, ils rient ensemble. Elle a montré ses dents blanches. Ses dents blanches, je les ai vues, mais son regard, son regard doré ne se tournera-t-il pas vers moi? Nazzarena, Nazzarena, ne devinez-vous pas que je suis là, tout près de vous, perché sur le mur, sur ce mur au-dessus de vous?...

Elle rit, elle passe, elle a passé. La toiture de la roulotte me la cache maintenant. Je ne l'ai pas appelée, elle ne m'a pas regardé. Est-il possible que je ne voie plus son visage, ni ses yeux, ni son teint doré? Est-il possible qu'un événement si considérable n'ait duré que cette toute petite minute?

Mon cœur éclate dans ma poitrine, et je reste là sans bouger. Pourquoi ne pas sauter du mur sur la route, pourquoi ne pas courir après elle? Suis-je donc cloué à mon poste? Maintenant je sais qu'elle est perdue pour moi, maintenant je sais qu'elle a toujours été perdue pour moi. Comme ce berger qui menait son troupeau à la montagne et qui d'un mot jeté au passage m'enseigna jadis le désir, ne m'a-t-elle pas, rien qu'en s'en allant, appris la douleur des séparations d'amour? La douleur des séparations d'amour s'est fixée pour moi dans cette image : un petit garçon à cheval sur le mur de son héritage, et une petite fille qui, dans la lumière du matin, s'en va sur la route, qui s'en va sans se retourner...

Que nous tenons à nos souvenirs! Plus tard, quand je suis devenu le maître, le fermier est venu me demander l'autorisation d'abattre cet arbre qui la recouvrit de son ombre une dernière fois. « Monsieur, me disait-il pour me convaincre, il a de la roulure, il est tout pourri en dedans, il ne donne plus de fruits, il perd de son prix tous les jours, et bientôt il se vendra pour rien. » Je résistais à ses assauts et j'alléguais des raisons vagues. Comment faire entendre à un honnête fermier qu'on veut conserver un châtaignier mort rien que parce qu'une bohémienne a passé dessous, il y a tant d'années qu'on n'ose plus les compter? S'il est des choses inexplicables, celle-là sûrement en est une.

Mon homme n'a pas lâché prise. Ces paysans sont obstinés. « Monsieur, monsieur, un de ces quatre matins, il écrasera le mur en tombant. » Et je pense qu'un mur se remplace. « Mon-

sieur, monsieur, un de ces quatre matins, il écrasera un passant. » Ça, c'est plus grave. Un passant ne se remplace pas. Allons! soyons raisonnable. *Il* n'écrasera donc en tombant que mon cœur.

J'ai donné l'ordre d'abattre le témoin de mon premier chagrin d'amour. Je me suis penché sur le trou que ses racines arrachées ont creusé dans la terre, et je ne me suis pas étonné de tant de place qu'il occupait. Maintenant le mur reconstruit a bouché la brèche et je me sens plus enfermé dans mon enclos. A mesure qu'on avance dans la vie, il semble que ce mur d'enceinte se resserre.

La nature change avant nous. La nature meurt avant nous. Nous perdons peu à peu tout ce qui donnait un visage au passé. Aucun témoin ne garantit plus la vérité de nos souvenirs. D'autres ombres que celles des arbres peu à peu descendent sur nous. Et l'on a de la peine à croire qu'on a été ce que tous les hommes furent peut-être un jour : un enfant à califourchon sur un mur, ne sachant pas s'il sautera dehors vers la vie libre, vers la jeune fille qui rit, vers l'amour, ou s'il rentrera, bien sagement, à la maison...

XVI. — LA LEÇON PATERNELLE

Pendant ma longue convalescence, comme on ne me permettait pas de lire sans répit, j'avais construit, avec l'aide de tante Dine qui assujettissait patiemment ses conserves, dont elle ne se servait pas volontiers, afin de donner, d'une main plus sûre, de grands coups de ciseau, parfois malheureux, dans les cartonnages, toutes sortes d'édifices, châteaux, fermes, chaumières, et même cathédrales. Je les disposais sur une grande table qu'on m'abandonnait. L'ensemble me représentait une ville dont mes soldats de plomb entreprenaient le siège. Mes soldats légués par mon frère Bernard qui, tout petit, collectionnait déjà les uniformes, ou offerts le soir de Noël par le belliqueux petit Jésus, étaient innombrables : il y en avait des régimens, de grands et de minuscules, de plats et de pleins, et des fantassins et des artilleurs et des cavaliers. Parmi les cavaliers, les uns faisaient corps avec leur monture, les autres s'en pouvaient détacher : un appendice pointu qu'ils portaient au derrière permettait de les fixer à volonté sur le dos perforé des

chevaux. Un soir l'assaut fut tragique. Le général dévissé, — il était pourvu de l'appendice, — entra par la brèche le premier, après quoi il remonta sur son coursier alezan hissé à l'intérieur on ne sait par quel subterfuge. Dans l'exaltation de la victoire, je mis le feu aux quatre coins de la cité conquise et, quand je voulus en suspendre les ravages, il était trop tard. Une minute après, l'incendie avait tout consumé, et tant de maisons qui m'avaient coûté des semaines et dont l'achèvement me procurait de l'orgueil ne formaient plus qu'un amas de cendres noires. Encore fus-je sévèrement réprimandé pour avoir manqué de brûler le mobilier. Et je demeurai stupide devant la rapidité de cette incinération comparée au temps exigé pour bâtir.

La fin brusque de ma première tendresse, — cette pauvre minute où il me fut donné de voir Nazzarena dans le soleil, — me causa une pareille déception, un pareil découragement. Jour après jour, j'avais édifié en moi ce sentiment d'abord si vague, et puis si grave et si riche. Sans cesse j'y ajoutais quelque chose : un sourire, une parole, une rencontre et même une moquerie qui venait d'elle ; ou bien c'était l'admiration pour ses exercices d'écuyère, ou j'avais seulement passé sur la place du Marché et vu sa roulotte. Elle remplissait ma vie beaucoup plus que je ne le soupçonnais, et maintenant il ne m'arrivait plus rien. Ce vide, jusqu'alors inconnu, m'était plus pénible qu'une véritable douleur. Je tâchais de m'y agiter sans aucun succès, car je n'imaginais pas encore le parti qu'on peut tirer du souvenir. Comment aurais-je su qu'il est possible de vivre hors de l'instant présent ? Et de Nazzarena partie, de Nazzarena perdue pour toujours, ce qui me restait, c'était moins sa pensée qu'une langueur répandue en moi par son départ, langueur où je me complaisais, où je la retrouvais encore, et qui me rendait incapable de m'intéresser à quoi que ce fût.

Par elle je fus empêché de prêter beaucoup d'attention aux changemens survenus chez moi. Sans efforts je m'en accommodai, et l'on crut à la facilité de mon humeur. Entre mon père et mon grand-père, depuis la scène de la tour, subsistait un état de gêne que le tact de ma mère, seul, réussissait à rendre supportable à l'un et à l'autre. Sans une interdiction formelle, je cessai de me promener avec grand-père et même de monter dans sa chambre. Il s'enfermait pour jouer du violon une bonne

partie de la journée. Quand nous nous retrouvions à table, il ne cherchait nullement à se rapprocher de moi, comme s'il eût renoncé définitivement à notre intimité, et je l'estimais un peu ingrat, m'attribuant un rôle important pour l'avoir défendu. Les repas étaient devenus maussades. L'un s'isolait, l'autre s'absorbait dans ses pensées. Je compris que tous deux, par une entente tacite, s'étaient retirés de la lutte municipale. Personne n'osait parler des élections qui étaient toutes proches, mais les affiches des murs, que je lisais sur le parcours de la maison au collège, me renseignaient. Le nom de Martinod y figurait, et de même celui de Galurin, mais on avait négligé Verse-à-boire et les deux artistes. Tante Dine, le long de l'escalier, parlait toute seule d'événemens extraordinaires et de traîtres épouvantables. En somme, Martinod était parvenu à ses fins : le candidat qu'il redoutait, le seul qu'il redoutât, s'était désisté.

Je compris encore que grand-père n'avait pas repris le chemin du Café des Navigateurs, soit pour observer la trêve, soit pour éviter des sollicitations auxquelles il eût été sans doute enclin à céder. En apprenant qu'on venait appeler mon père au chevet de Cassenave délirant, il parut très surpris et même affecté ; donc il n'avait pas revu ce compagnon.

— Cassenave malade ! s'informa-t-il. Il aura trop bu.

A déjeuner, mon père nous annonça que Cassenave était mort.

— Je le lui avais prédit, assura-t-il. Il y a beau temps qu'il aurait dû renoncer à la bouteille.

— C'était son goût, opina grand-père.

C'était son goût : cela excusait, justifiait toutes les actions, les bonnes et les mauvaises, et je l'entendais bien ainsi. Je vis aux lèvres de mon père une réponse prête, mais il la retint et se contenta d'ajouter :

— J'ai prévenu Tem Bossette. Le même sort l'attend, s'il n'y prend pas garde. Et il est déjà tard pour lui.

— Tous des ivrognes, conclut tante Dine qui se plaisait aux généralisations.

Le dimanche des élections vint enfin. Je le reconnus aux placards multicolores qui garnissaient les façades et à l'affluence plus nombreuse que je dus traverser pour me rendre à la messe du collège. Personne, à la maison, n'y avait fait la moindre allusion. Après le déjeuner, qui fut sans entrain, à peine son

café pris, grand-père mit son chapeau et s'empara de sa canne.

— Où vas-tu ? questionna tante Dine.

— A la campagne.

— Du moins as-tu voté ?

— Bien sûr que non.

— C'est un devoir.

— Oh ! ça m'est égal.

— Au fait, tant mieux ! ajouta ma tante : tu aurais été capable de donner ta voix à ces canailles.

Elle jugeait inutile de les désigner davantage.

Il avait failli solliciter les suffrages, comme disaient les affiches, et il ne votait même pas. C'était son goût et je n'y voyais rien à redire. Chacun pouvait agir à sa guise, et changer à son caprice : sans quoi la liberté, que serait-elle devenue ? Comme il franchissait le seuil, il se retourna tout à coup et me proposa de m'emmener avec lui.

— Ma casquette et j'y vais ! criai-je, déjà bondissant, comme si j'avais totalement oublié la scène de la tour.

Mon père qui nous observait arrêta mon élan par son intervention :

— Je vous remercie. Aujourd'hui, c'est moi qui le promènerai. J'ai congé.

Il s'accordait bien rarement des congés. De plus en plus ses malades l'accaparaient. Sa réputation avait dû s'étendre au loin à la ronde, car on réclamait ses services à de grandes distances : ses absences, ses voyages se multipliaient.

— Je ne m'appartiens plus, confiait-il à ma mère. Et la vie passe.

— Mon ami, murmurait-elle, je t'en conjure, ne te fatigue pas.

Elle s'ingéniait à le soigner, à obtenir de lui qu'il se reposât. Pour la rassurer, il riait, redressant sa haute taille, bombant la poitrine. Jamais il n'avait besoin de repos. Ses robustes épaules pouvaient porter le monde, et, de fait, ne portait-il pas le poids de la maison et de nos sept avenirs ? Par une complication étrange, tout en continuant de me révolter intérieurement contre lui, je ne cessais pas de l'admirer. Il me représentait la force contre quoi rien ne prévaut. Je ne l'imaginais pas vaincu ou gémissant. La vie était pour lui une perpétuelle victoire.

Je ne l'admirais qu'à distance. La perspective de cette pro-

menade avec lui m'épouvanta et je demeurai sur l'escalier, attendant je ne sais quel événement qui viendrait y mettre obstacle.

— Allons, m'encouragea-t-il, va chercher ta casquette, dépêche-toi. Les jours sont longs, nous irons loin.

Sa voix sonore était sans dureté. Elle avait même cet accent bienveillant qui rendait l'espoir aux malades. En somme, soit à la sortie du Café des Navigateurs, soit dans la chambre de la tour, il ne s'était pas montré sévère à mon égard. Mais la bonté ne lui servait de rien pour m'adoucir. Je ne lui en savais aucun gré et je le considérais comme un tyran acharné à me retenir prisonnier. Dès qu'il était là, je cessais d'être libre. Nous aurions beau gagner le coin le plus abandonné, le plus farouche : autour de moi, j'y verrais pousser des murailles. Tandis qu'avec grand-père j'avais l'impression que les clôtures disparaissaient et que la terre sans entraves appartenait à tous ou n'appartenait à personne.

Pourquoi mon père m'imposait-il ce long tête-à-tête qui par avance me glaçait ? Les révélations de Martinod ne m'avaient-elles pas appris ses préférences ? Il s'enorgueillissait de Bernard et d'Étienne, il se préoccupait sans cesse de Mélanie, et je surprenais quelquefois ses regards posés sur elle avec une insistance bizarre, comme s'il ne l'eût jamais vue ou comme s'il prenait son empreinte; quant à moi, je ne comptais guère. De toute ma volonté je voulais être un enfant incompris, un enfant malheureux, un enfant injustement délaissé. Cela m'était nécessaire pour entretenir la langueur amoureuse dont je me délectais. De sorte que je ne partis pas volontiers et le laissai voir. Lui, au contraire, s'efforçait d'être gai et, comprenant qu'il désirait me mettre en confiance, par esprit d'opposition je me réservai davantage.

Nous voilà sur la route, non point d'un pas lent de flâneurs qui vont à l'aventure, comme c'était notre habitude à grand-père et à moi, mais d'un pas allègre et vif, comme si une musique militaire nous précédait.

— En marchant bien, m'expliqua-t-il, nous en aurons pour deux ou trois heures.

Afin de montrer que cette promenade ne m'intéressait nullement, je ne demandai pas où nous allions. Ce ne serait sûrement pas cet endroit perdu où l'on foulait des fougères, où sur les parois de rochers les bruyères s'agrippaient, où, séparé du

reste du monde, loin des maisons et des cultures, au bruit sourd d'une cascade, j'avais connu l'initiation à la nature sauvage.

Par un bon chemin muletier nous attaquâmes une colline. Lui, cependant, à mesure que nous avancions et que nous respirions en montant un air plus salubre, retrouvait sa belle humeur. C'était un beau jour de la fin de mai ou du commencement de juin, déjà chaud, mais bien ventilé. Dans mon pays, le printemps est lent à venir, et la végétation part tout d'un coup. Elle était venue la veille peut-être, ou l'avant-veille, tant le vert des feuilles était luisant, l'herbe grasse, les fleurs brillantes. Nous traversions un bois de chênes, de fayards et de bouleaux. Les fûts blancs des bouleaux, gris et lisses des fayards, bruns et rugueux des chênes, formaient les colonnades d'un immense temple voûté; le ciel ne s'apercevait pas.

— Ah ! dit mon père, en s'arrêtant pour souffler un peu et en se découvrant, afin de mieux sentir la fraîcheur qui tombait des arbres, comme il fait bon ici et quelle belle journée !

Je m'étonnai qu'il s'extasiât sur une chose si ordinaire dont j'avais souvent le profit, sans penser qu'il en avait, lui, rarement l'occasion. Déjà il reprenait :

— C'est terrible d'être si occupé ! on n'a pas le temps de jouir du soleil et de l'espace, ni de causer autant qu'on le voudrait avec ses fils. Autrefois, te rappelles-tu, François, je te racontais les combats de l'*Iliade* et le retour à Ithaque.

Je ne l'avais pas oublié, mais les récits épiques me paraissaient appartenir à une enfance déjà lointaine et dépassée. Ils dataient d'avant cette convalescence qui m'avait changé le cœur. Ils dataient d'avant mes promenades avec grand-père, d'avant la liberté et Nazzarena, d'avant l'amour. Alors, je ne m'en souciais plus. Hector se battait pour garder sa maison, et Ulysse bravait les tempêtes pour rentrer dans la sienne dont il voyait, de la mer, la fumée, et j'entrevoyais un destin individuel où je ne dépendrais plus de rien ni de personne.

Nous perçâmes bientôt le rideau des arbres, et nous atteignîmes le sommet de la colline. Les ruines d'une ancienne forteresse la couronnaient. A en juger par les pans de murs écroulés ou croulans, par la hauteur des tours encore debout et tout ajourées, elle avait dû tenir une place considérable. Le lierre et les ronces envahissaient ses vestiges. Elle subissait le dernier assaut de tous les végétaux avides de la recouvrir.

— Les ruines ne me plaisent pas beaucoup, me déclara mon père. Elles servent à la poésie mais elles découragent d'agir. Elles nous montrent la fin, quand le but de la vie est de construire. Encore celles-ci ont-elles un rôle à jouer : elles évoquent un passé de lutte et de gloire. C'était jadis le château fort du Malpas. Il commande la route de la frontière. Il en a subi, des sièges et des attaques ! En 1814, quand la France fut assaillie par trois armées, tout démantelé qu'il était déjà, on y a hissé des canons pour tirer sur les Autrichiens.

J'aurais dû penser que nous irions là. C'est un lieu célèbre dans toute notre province. Célèbre par quoi ? je le savais vaguement. Jamais grand-père ne m'y avait conduit : il détestait les endroits fréquentés « où, disait-il, on va le dimanche en famille, et qui sont pleins de souvenirs, grands hommes, batailles et papiers gras. »

Mon père s'échauffait pour parler batailles. N'avait-il pas défendu pareillement la maison contre nos ennemis, contre les *ils* de tante Dine acharnés à sa conquête ? Un instant captivé, je faillis lui poser cette question : — Et pendant la guerre, père, où étiez-vous ? — Je savais qu'il avait pris du service et brassé la neige avec sa compagnie, pendant un hiver rigoureux. Cependant, la question ne franchit pas mes lèvres. Elle eût avoué que je subissais son influence et je me raidissais pour lui résister. Toute la forêt de chênes, de bouleaux et de fayards, et ces ruines décoratives sur l'horizon, ne valaient pas pour moi le châtaignier sous lequel Nazzarena avait passé.

Il m'entraîna au bord de la terrasse que formait l'ancienne cour du château dont on avait jeté bas la façade. De là on dominait, on découvrait tout le pays, le lac avec ses rives dentelées, ses petits golfes pleins de grâce, ses verts promontoires, la ville étagée au-dessus, facile à déchiffrer à cause de ses places et de ses jardins publics, les villages de la plaine à demi couchés dans l'herbe comme des troupeaux immobiles, ceux des coteaux, groupés au bas de leurs églises en évidence, et, pour fermer la vue, les montagnes, tantôt boisées, tantôt rocheuses et nues. Une belle lumière d'après-midi, tout en vibrant sur les choses, en précisait les contours. Ici ou là, un toit d'ardoise lui renvoyait ses flèches d'or. Aux différences de teintes, aux nuances mêmes du vert, on pouvait distinguer les cultures, et toutes les limites des héritages, indéfiniment divisés, clos de

haies, de murs ou de barrières, et les petits cimetières blancs, découpés en carrés, dans le voisinage des groupes de maisons.

Mon père distribua leurs noms à tous les lieux habités, puis aux sommets et aux vallées. Il n'y avait aucun rapport entre son procédé et celui de grand-père. Où nous cherchions la trace de la nature, fendue par la charrue ou la hache, défrichée et écrasée par tous les travaux agricoles, et néanmoins survivante çà et là dans sa pureté primitive, il montrait, au contraire, la constante intervention de l'homme et le travail superposé des générations. Au lieu de la terre libre, c'était la terre disciplinée, contrainte à servir, à obéir, à produire. Et cette terre avait été arrosée de sang dans le passé, traversée par des troupes armées, protégée par la force contre l'étranger, comme il convient à une marche de France, bénie enfin par des prières. Un saint même s'y était agenouillé pour l'offrir à Dieu. Elle nourrissait les vivans. En elle reposaient les morts.

Terre féconde, terre glorieuse, terre sacrée, il célébra sa triple noblesse avec tant de clarté que, malgré moi, je le suivais.

— Et la maison, acheva-t-il, ne vois-tu pas la maison ?

Je la cherchai sans plaisir et constatai que j'avais perdu l'habitude d'orienter mon regard de son côté. Il était pourtant facile de la découvrir, au bord de la ville, isolée, avec, en arrière, le beau domaine rustique par lequel elle rejoignait la campagne.

La parole de mon père, comme les spirales d'un oiseau qui plane, avait tournoyé sur le pays tout entier. Voici que, resserrant ses cercles, elle s'abattit soudainement sur notre toit. Et il me détailla la maison comme les traits d'un visage.

On ne l'avait pas bâtie d'un seul coup. Elle ne se composait autrefois que du rez-de-chaussée.

— Tu as bien vu la date sur la plaque de la cheminée, à la cuisine, 1610.

Et je pensai : « ou 1670, » prêt à répéter comme grand-père dont la réflexion me revint à la mémoire : « ça n'a aucune importance. » Mais je n'osai pas risquer tout haut ce commentaire. Un siècle plus tard, nos ancêtres enrichis surélevaient d'un étage, construisaient la tour. Limitée par la ville, la propriété s'étendait vers la plaine que des bois occupaient. Et les bois abattus faisaient place au jardin, aux champs et aux prairies. Chaque génération à la tâche commune avait apporté son

effort, et l'une ou l'autre, celle du garde française, celle du grenadier, sa contribution d'honneur. La chaîne n'avait pas été interrompue. Cependant j'éprouvai l'envie d'objecter :

— Et grand-père ?

Que m'aurait-il répondu ? Mais voici qu'il y répondait de lui-même, sans amertume. Quelquefois cette chaîne s'était tendue à se rompre, et la maison avait traversé de mauvais jours. Il la représentait fendant les vagues comme un solide vaisseau dont la barre est maintenue par un pilote sûr. Sa voix, qui jadis se plaisait à nous raconter les exploits des héros, composait peu à peu, avec une exaltation croissante, une sorte d'hymne à la maison. C'était le poème de la terre, de la race, de la famille, c'était l'histoire de notre royaume et de notre dynastie.

A mesure que les années se sont enfuies, loin d'en être affaibli, le souvenir de cette journée prend mieux tout son sens à mes yeux. Mon père avait mesuré le chemin que j'avais parcouru pour m'éloigner de lui. Il voulait me reprendre, me ressaisir, me rattacher. Avant d'en appeler à son autorité, il tentait de frapper mon imagination et mon cœur, de les reconquérir sur leurs chimères, de leur proposer un but capable de les émouvoir. Seulement, de toutes parts pressé par la vie quotidienne, il lui fallait se hâter, il ne disposait que d'un jour entamé déjà, de quelques heures fugitives pour entreprendre ma transformation. Il pensait en une fois regagner son fils perdu, il comptait sur son art incomparable de diriger les hommes, de les subjuguer.

Ce qu'il dit pour me convaincre, pour m'arracher l'émotion qui me livrerait, je le devine maintenant et bien tard, ce dut être beau comme un chant d'Homère. J'en eus pourtant l'intuition immédiate. Je ne sais si jamais paroles plus éloquentes furent prononcées que celles qu'il m'adressa sur cette colline, tandis que le soir commençait lentement de fleurir le ciel et de pacifier la terre. Je ne trouve pas d'autre mot : il me faisait la cour comme un amoureux qui ne se sent pas aimé et connaît que son amour seul apportera le bonheur. Mais d'un père l'affection descend, elle exige que la nôtre monte vers elle. La sienne, par un privilège unique dont sa fierté n'était pas atteinte, montait vers moi, m'enveloppait, m'implorait.

Oui, réellement, je crois que mon père m'implorait, et je demeurais impassible en apparence, tandis que j'aurais dû l'ar-

rêter avec un cri où tout mon être se fût jeté. Je n'étais pas impassible cependant. Il y avait dans le son de sa voix trop de pathétique pour que ma sensibilité, éveillée de bonne heure, n'en fût pas toute secouée. Mais, par une contradiction singulière, ce que cette voix remuait en moi, c'était précisément le désir, tous les désirs qu'elle voulait chasser. Elle chantait les pierres de la maison bâtie pour triompher du temps, l'abri du toit, l'union de la famille, la force de la race qui se maintient sur le sol, la paix des morts que Dieu garde. Et tandis que vibrait ce cantique, j'en entendais très distinctement un autre que, pour moi seul, composaient la musique du vent vagabond, l'immensité des espaces inconnus, la parole du pâtre qui s'en allait à la montagne, et les fleurs de pommier qui avaient ruisselé sur mon visage le premier jour de mon amour, et le rire de Nazzarena, et l'ombre aussi, l'ombre désespérante du châtaignier sous lequel elle avait passé.

Un instant, mon père se crut vainqueur. Ses yeux perçans qui me fouillaient venaient de découvrir mon trouble. Par un besoin de franchise, je me détournai en silence, et il comprit que j'étais loin de lui. Sa voix cessa de retentir. Je le regardai à mon tour, surpris de ce soudain silence, et je vis la tristesse l'envahir comme l'ombre, l'ombre désespérante qui, du creux des vallées, gravit lentement les sommets quand c'est l'approche de la nuit.

... Père, aujourd'hui j'interprète votre tristesse. Seul, j'ai refait le pèlerinage du Malpas, et seul je vous entendais mieux. Vous songiez à vos deux fils aînés qui, brûlés de sacrifice, s'en iraient au loin, pour le service divin et pour celui de la patrie. Vous songiez à votre chère Mélanie qui, attirée par le dur calme du cloître, attendait l'heure de sa majorité. Les branches maîtresses de l'arbre de vie que vous aviez planté se détachaient du tronc. Vous comptiez sur moi pour continuer votre œuvre, et je vous échappais. A vous seul, vous aviez soutenu la maison chancelante, et la maison, en vous accablant de travail et de souci, vous écartait des vôtres. C'est le malheur des nécessités matérielles : elles ne laissent pas assez de temps pour la direction des âmes. Mais le temps, vous pensiez le soumettre à force de virile tendresse pour moi et d'éloquence. En une promenade, en une leçon, vous aviez espéré regagner le terrain perdu, sans toucher au respect de votre père. C'est un cœur obscur que le

cœur d'un enfant de quatorze ans, surtout quand l'amour y est trop tôt venu. Je sentais l'importance de votre enseignement et cependant je méditais de m'y soustraire. Moins le terme de liberté était clair pour moi, plus il me fascinait et m'attirait. Toute cette musique que j'entendais, c'était la sienne...

L'échec de mon père se traduisit par un geste. Dans son chagrin de ne pouvoir me reconquérir, il me saisit tout à coup par les deux bras comme s'il voulait m'enlever de terre et marquer sa possession.

— Mais, comprends-moi donc, pauvre petit, me dit-il. Il faut bien que tu me comprennes. Il y va de ton avenir.

— Père, vous me faites mal, fut toute ma réponse.

Je mentais, car son étreinte ne m'avait causé que de la surprise. Il essaya d'en plaisanter :

— Oh! voyons, ce n'est pas vrai. Je ne t'ai fait aucun mal.

— Si, c'est vrai, insistai-je méchamment.

Alors, avec bonté, il s'en excusa presque :

— Je ne l'ai pas voulu.

Ah! je pouvais être fier de moi! Cette force que je redoutais, elle m'avait supplié au lieu de me briser : elle ne m'avait pas vaincu.

Sans doute pour écarter de mon esprit toute fâcheuse interprétation de son geste, il me posa la main sur la tête, et bien qu'il n'appuyât pas, je sentis qu'elle pesait. Quelques années auparavant, grand-père m'avait investi, par la même imposition, de la propriété de toute la nature.

— Rentrons, ordonna mon père. Rentrons à la maison.

Il disait : *la maison*, comme moi. Jusqu'alors, cette expression était trop habituelle pour me frapper. Cette fois, elle me frappa.

Sur le chemin du retour, nous entendîmes les détonations des boîtes qu'on tirait en l'honneur des élections.

— Déjà ! fit-il. La liste Martinod est élue.

La déconvenue de sa vie publique s'ajoutait à sa déception paternelle. Il inclina le front, mais ce ne fut qu'un instant.

Le clocher d'un village voisin sonna l'*Angelus*. Un autre, puis un autre lui répondirent.

Pour les écouter mieux, mon père s'arrêta, et il sourit. Par ce rappel apaisant de l'Annonciation, Dieu lui parlait, et sans doute il reprit confiance.

— Marchons vite, me dit-il : ta mère pourrait s'inquiéter de notre retard.

Moi je songeais :

« Un jour je partirai. Un jour je serai mon maître, comme grand-père. »

XVII. — LE PREMIER DÉPART

Peu de jours après cette promenade manquée, peut-être même le lendemain, je voulus entrer dans la chambre de ma mère pour y chercher un livre de classe oublié, et je tournais déjà le loquet de la porte lorsque j'entendis deux voix. L'une, celle de ma mère, était familière à mon oreille : mais son accent était presque nouveau pour moi, à cause de la fermeté qui se mêlait à sa douceur habituelle ; petits, elle nous parlait quelquefois ainsi quand elle exigeait de nous un peu plus d'attention et de travail pour terminer nos devoirs ou apprendre nos leçons. Quant à l'autre, elle devait appartenir à un étranger, et même à un quémandeur, car elle me parvenait assourdie, voilée, douloureuse. Quel était ce visiteur que ma mère recevait chez elle, et non au salon ? Je n'osais pas ouvrir, ni lâcher la poignée que je tenais et qui, en retombant, eût révélé ma présence, et je restai là, immobilisé par ma timidité et ma curiosité ensemble, écoutant le dialogue qui s'échangeait.

— Je t'assure que tu te trompes, disait ma mère. Cet enfant traverse une crise : il n'est pas différent de ses frères et sœurs, il n'est pas éloigné de nous.

— Le fossé est plus profond que tu ne crois, Valentine, répliquait l'autre voix. Je sens que je le perds. Si tu l'avais vu au Malpas, comme il se rebiffait, comme il résistait à mes exhortations, presque à mes objurgations !

— C'est un enfant.

— Un enfant trop avancé. Je ne démêle pas encore ce qui le sépare de nous : je le saurai. Ah ! tu as beau tâcher de me tranquilliser, ma pauvre amie : mon père a pu achever sa guérison, il y a trois ans, en le menant au grand air, il ne nous l'a pas rendu tel que nous le lui avions confié, il lui a changé le cœur, et c'est dans l'enfance que le cœur se fait. Cet enfant n'est plus à nous.

Cet enfant n'est plus à nous : je tirai d'une telle déclaration

une sorte de vanité. Je n'étais à personne, j'étais libre. La liberté, que grand-père n'avait pu conquérir, même dans le sang des journées de Juin, du premier coup m'appartenait.

J'avais reconnu la voix de mon père, et c'est de moi qu'il était question. Mais pourquoi mes parens intervertissaient-ils leurs attitudes à ce point que j'avais hésité à les reconnaître? Je les considérais comme immuables. Autour de moi, tout le monde était immuable. Ma mère, pour un rien, se tourmentait. Quand le vent soufflait ou que grondait le tonnerre, même au loin, elle ne manquait pas d'allumer la chandelle bénite. Son ombre, derrière la fenêtre de sa chambre, annonçait qu'elle guettait le retour des absens. Elle ne goûtait un peu de paix que lorsque nous étions tous rassemblés autour d'elle, ou bien encore dans la prière, car elle vivait très près de Dieu. Il arrivait parfois que mon père la plaisantait sur ses perpétuelles inquiétudes. Pendant ma maladie, et plus anciennement, pendant que la maison fut mise en vente, c'était lui, toujours lui qui relevait son courage de femme, qui lui garantissait l'avenir, qui lui rappelait la constante protection de la Providence. Je ne les imaginais pas autrement, et voici que les rôles étaient renversés : ma mère remontait mon père découragé.

Je me serais dégoûté moi-même si j'avais écouté aux portes. Poussé par mon amour-propre mêlé à mon sentiment de l'honneur, je n'eusse pas hésité à pénétrer dans la pièce, sans les paroles suivantes qui furent prononcées par mon père et qui me clouèrent sur place, le loquet en main, sans qu'il me fût possible d'avancer ni de reculer, tant j'étais saisi et captivé :

— Il se passe entre moi et lui ce qui s'est passé jadis entre mon père et moi. Le même drame de famille.

— Oh! que dis-tu, Michel?

— Oui, mon père avait raison de le rappeler le jour où j'ai trouvé François chez lui, où François s'est déclaré pour lui contre moi, le malheureux! Quand j'étais petit, j'ai subi, moi aussi, l'influence de mon grand-père. Seulement, elle s'est exercée dans un autre sens. Il avait été président de Chambre à la Cour. Rentré chez lui, à l'âge de la retraite, il se plaisait à cultiver le jardin. C'est lui qui a planté la roseraie. Il m'apprit l'importance, la beauté, oui la beauté de l'ordre qu'on impose à la nature et à soi-même. Je lui dois peut-être d'avoir su diriger, dominer ma vie. Et mon père, qui ne s'intéressait qu'à sa mu-

sique et à ses utopies, se moquait de nous : « Il fera de cet enfant un géomètre, » assurait-il. Lui, il a fait de mon fils un révolté.

Et avec amertume il ajouta :

— Un père ne doit, dans sa maison, abandonner son autorité à personne. Pour soustraire François à cette influence qui l'emporte sur la mienne, je n'hésiterai pas à le mettre plutôt en pension. Ce ne sera que devancer d'un an ou deux le parti que nous avons pris pour nos aînés. Et les études de notre collège deviennent d'ailleurs insuffisantes.

— C'est une charge de plus, objecta ma mère.

— La fortune est peu de chose auprès de l'éducation.

Ainsi j'appris comment on disposait de mon avenir. La pension, la prison me punirait de mon indépendance. Je fus tout d'abord atterré, puis, dans mon orgueil, je refusai d'accuser le coup. Ne serait-ce pas reconnaître l'attrait de la maison ? Je ne pouvais demeurer là au risque d'être surpris, et quelle honte alors ! J'achevai donc de tourner la poignée et j'entrai. J'entrai comme un personnage important, me raidissant contre l'émotion qui m'étreignait.

— Je viens chercher un livre, déclarai-je pour justifier ma présence.

Mon père et ma mère, assis en face l'un de l'autre, me regardèrent, puis échangèrent un regard. Je trouvai mon ouvrage sur la table qu'une main diligente avait rangée ; en hâte je m'en emparai et voulus partir.

— François ! appela ma mère.

Je m'approchai d'elle avec le visage renfermé que je m'étais composé pour résister aux larmes.

— Écoute, mon petit, me dit-elle, — et dès qu'on me traitait de petit, je me redressais, — il faut toujours obéir à ton père.

— Mais je l'écoute bien.

Obéir ! ce mot m'était odieux. Mon père me fixait de ses yeux perçans, qui me gênaient comme si je sentais la pointe de leur rayon. Il parut hésiter, et sans doute il hésita entre le désir d'une explication et le sentiment de son inutilité. De sa voix redevenue naturelle, et partant autoritaire, il se contenta de me témoigner sa confiance :

— Nous parlions de toi précisément, ajouta-t-il.

— Oui, de toi, répéta ma mère un peu anxieusement.

Et je subis une sorte d'interrogatoire :

— Que feras-tu plus tard ? me demanda mon père ; y songes-tu quelquefois ? Quelle vie aimerais-tu mener ? Tu es en avance sur les gamins de ton âge. Tu as déjà des goûts, des préférences. As-tu, comme tes frères, choisi ta vocation ?

Ma vocation ? Je m'y attendais. On en parlait souvent à la maison, et chacun devait remplir fidèlement la sienne. Pendant ma maladie, et au début de ma convalescence, avant mes sorties avec grand-père, j'avais souvent pensé et même proclamé que, plus tard, moi aussi je serais médecin. Je n'imaginais pas destin plus beau. J'avais causé à la cuisine avec les paysans qui réclamaient le docteur, la bouche tordue d'angoisse, et rencontré dans l'escalier le défilé des malades qui s'en venaient à la consultation avec des mines basses et s'en retournaient ragaillardis. Bien que j'eusse cessé d'en parler, on admettait chez nous que je continuerais mon père.

— Je ne sais pas, répondis-je en me dérobant.

— Ah ! reprit-il, étonné et déçu. Je croyais que tu voulais être médecin.

— Oh ! non, déclarai-je, subitement décidé par mon désir de contradiction.

Il n'insista pas davantage sur cette succession qu'il avait caressée :

— En somme, tu as le temps de choisir. Avocat peut-être ? on défend de belles causes. Ou architecte ? on bâtit des maisons, on restaure celles qui tombent, on construit des écoles, des églises. Nous n'avons pas ici de bons architectes. C'est une place à prendre.

Tour à tour il vantait les professions qu'il me citait et qui m'eussent retenu dans ma ville natale. Alors me vint l'idée perfide de me séparer définitivement de la maison, d'achever la conquête de ma liberté. Je cherchai un état qui m'obligeât à m'éloigner. Il n'y avait dans le pays ni mines, ni établissemens de métallurgie.

— Je serai ingénieur, affirmai-je.

Je venais de le découvrir et je savais assez vaguement en quoi cela consistait. Pour Étienne, on avait agité la question en famille.

— Vraiment ? dit mon père sans insister. Nous en reparlerons.

Comment peut-on, si tôt, éprouver une sorte de plaisir à tourmenter ceux qui nous aiment ? La gravure de ma Bible qui représente le retour de l'enfant prodigue m'avait-elle donc appris les inépuisables ressources de l'amour paternel ? Mon père me paraissait si fort que je ne pouvais craindre de lui faire du mal. Dans la vie, ce sont toujours les mêmes sur lesquels on s'appuie, dont on use et dont on abuse sans les laisser respirer, et l'on ne se dit pas qu'ils sentent aussi la fatigue, car ils ne se plaignent jamais. Et, comptant sur leur santé et leur énergie, on croit que l'on aura toujours le temps, au besoin, de leur donner une petite compensation.

La plainte de mon père, je l'avais pourtant surprise à travers la porte, et le son altéré de la voix m'en avait livré la profondeur. Je me demande même si cette plainte, loin de m'attendrir, ne le diminuait pas à mes yeux accoutumés à le considérer comme un invincible chef, ne transformait pas en moi l'image que, dès mes premiers regards intelligens, il y avait déposée.

Les grandes vacances qui suivirent n'apportèrent pas, cette année-là, leur habituelle diversion de gaîté. Le départ de Mélanie pour le couvent, et celui d'Étienne, si jeune, pour le séminaire, étaient devenus officiels. Ils attendraient le mois d'octobre : mon père conduirait sa fille à Paris en même temps qu'il me placerait au collège où mes deux frères aînés avaient terminé leurs études, et ma mère accompagnerait son fils à Lyon. Ces nouvelles répandaient sur nos réunions et nos jeux une teinte de tristesse que les intéressés tâchaient vainement à éclaircir. Tante Dine, un peu alourdie, traînait maintenant les pieds dans l'escalier, se mouchait bruyamment, priait très fort avec une certaine violence qui devait secouer les saints dans le paradis, et marmonnait : *Que votre volonté soit faite*, d'un ton qui ne pouvait passer pour celui de la soumission. Grand-père s'enfermait dans sa tour, jouait du violon en tremblant légèrement, ce qui ajoutait des notes, sortait à la tombée du soir sans prévenir personne, et semblait vivre dans l'ignorance et dans l'indifférence de tous les événemens de famille. Quand il me rencontrait, il se contentait de cette exclamation qu'il accompagnait de son petit rire :

— Ah ! te voilà, toi !

Tandis qu'il n'arrêtait aucun de mes frères et sœurs au pas-

sage. Mais ce rire ne sonnait pas franc : mon oreille percevait que notre séparation lui pesait. Je me serais volontiers précipité vers lui, s'il n'avait eu l'air de se moquer de tous les chagrins du monde. L'ombre de mon père était toujours entre nous. Aucune consigne ne m'enjoignait de l'éviter; notre séparation s'accomplissait tacitement. Nous n'osions pas afficher notre complicité. Un jour cependant il ajouta :

— Alors, tu vas à Paris?

— Oui, grand-père, à la rentrée.

— Tu as de la chance. A Paris, on se sent plus libre qu'ailleurs. Tu verras.

Se moquait-il encore? Paris, c'était, pour moi, l'internat, la prison. Et, d'ailleurs, ne m'avait-il pas souvent répété que les grandes villes sont empoisonnées et qu'il n'y a de bonheur qu'aux champs? Il se souciait bien peu de logique.

Mon prochain départ, qui m'inspirait une répulsion contre laquelle je me raidissais, faisait peu d'effet à la maison, — ce qui m'irritait dans mon amour-propre, — et se perdait dans ceux de mes frères et de Mélanie, comme un petit bateau dans le sillage des grands navires. Bernard, sorti de Saint-Cyr avec un numéro de choix, qui lui donnait l'infanterie de marine, s'en irait à Toulon où il s'embarquerait un peu plus tard pour le Tonkin. Or sa première parole, à son retour, avait été celle-ci que je lui avais entendu dire à tante Dine, accourue en soufflant pour lui ouvrir la porte :

— On ne peut savoir le plaisir que j'éprouve à tirer le cordon de cette sonnette.

Alors, pourquoi demandait-il le Tonkin? Et de même Étienne et Mélanie échangeaient d'étranges confidences.

— Pourras-tu partir? demandait Étienne à sa sœur. On est si bien ici! Moi, il y a des jours où je ne sais plus.

Et Mélanie, les yeux illuminés, répliquait :

— Il le faut bien, puisque Dieu m'appelle.

Et presque gaîment elle achevait :

— Mais j'emporterai des mouchoirs, au moins une douzaine, parce que je sens bien que je verserai toutes les larmes de mon corps.

Pourquoi, mais pourquoi donc cette rage de s'en aller quand on se déclare si heureux à la maison? Et moi-même, pourquoi tant souffrir à l'avance de la quitter, puisque je m'y découvrais

incompris et délaissé, et puisque j'avais résolu plus tard de partir?

Un soir de la fin d'août, notre ami, l'abbé Heurtevent, vint nous voir avec une face de carême, si longue et si calamiteuse que nous attendîmes tous l'annonce d'une catastrophe. Ma mère en hâte nous compta :

— Monsieur l'abbé, que se passe-t-il, pour l'amour de Dieu?

— Ah! madame, Monseigneur est mort.

Je fus seul à croire, avec grand-père, au décès de son supérieur hiérarchique. Les autres ne s'y trompèrent pas et déplorèrent la perte du Comte de Chambord que l'on savait malade de l'estomac depuis plusieurs jours, ou plutôt, au dire de notre abbé, empoisonné par des fraises. Tante Dine surtout manifesta un désespoir tumultueux, dont mes sœurs entreprirent de la consoler, et mon père prononça cette courte oraison funèbre qui me parut manquer de cœur :

— C'est un malheur pour la France qu'il eût sagement gouvernée. Monseigneur le Comte de Paris lui succède : les deux princes se sont réconciliés et c'est l'achèvement de cette noble vie. Mais qu'avez-vous, l'abbé?

Plus encore que tante Dine, l'abbé paraissait inconsolable. Grand-père, qui de moins en moins manifestait ses opinions politiques depuis l'affaire des listes électorales, ne put retenir sa langue en cette occasion :

— Vous ne voyez donc pas que ses prophéties l'étouffent. Il songe à l'abbaye d'Orval et à la sœur Rose-Colombe. Pas moyen de hisser son jeune prince sur le trône! Le voilà qui meurt pour avoir mangé trop de fruits. Et le nouveau prétendant n'est guère plus frais que l'ancien.

— Père, je vous en supplie! protesta mon père.

L'abbé effondré et gisant au fond d'un fauteuil redressa tout à coup les lignes brisées de son corps qui s'allongea démesurément, au point que l'on put croire qu'il grimpait sur un meuble pour vaticiner, et d'une voix tonnante il affirma sa foi :

— Le Roi est mort. Vive le Roi! Et les lys refleuriront.

— Ils refleuriront, répéta tante Dine convaincue.

... Paralysé dans sa vie publique, mon père reportait visiblement sur nos avenirs ses ambitions : il s'achevait en nous.

Seul je m'excluais de sa sollicitude, mis en défiance depuis les insinuations de Martinod. Sans peine, je continuais d'accumuler des griefs. Ainsi je me refusais à tenir mon départ pour moins important que celui de Bernard pour les colonies, d'Étienne pour le séminaire, ou de Mélanie pour le couvent de la rue du Bac où les Filles de la Charité passent le temps de leur noviciat. Celui de Mélanie surtout me faisait du tort parce qu'il coïncidait avec le mien. Les visites que l'on rendait à ma mère à l'occasion de l' « holocauste » de ma sœur, ainsi que s'exprimait Mlle Tapinois, m'exaspéraient : il n'y était point question de moi, personne ne plaignait mes parens de me perdre, je passais inaperçu, je m'en irais par-dessus le marché. Et grand-père lui-même ne prenait aucune mesure pour me retenir, ou tout au moins pour me témoigner ses regrets.

Le jour de la séparation arriva, un jour gris, pluvieux, conforme à la tristesse qui pesait sur la maison. La rieuse Louise s'attachait en pleurant aux pas de Mélanie qui ne quittait point ma mère. On disait des choses insignifiantes. Personne ne prononçait des paroles appropriées, et le temps avançait. Il fallut se mettre en route pour la gare. On y songea longtemps à l'avance, ma mère ajoutant à ses inquiétudes celle de l'heure.

Grand-père ni tante Dine ne devaient prendre part au cortège. Le premier redoutait les effusions, et tante Dine s'excusa auprès de Mélanie : elle ne pouvait pleurer dans le silence et préférait la solitude où l'on peut librement se livrer à son chagrin sans causer d'esclandre, et, ce disant, elle commença de se lamenter avec bruit.

Je montai avec ma sœur dans la chambre de la tour.

— Au revoir, grand-père, murmura Mélanie.

— Adieu plutôt, ma petite.

— Non, grand-père, au revoir, dans le ciel où nous irons tous.

Il esquissa un geste vague qui signifiait trop clairement : « Je ne veux pas contrarier tes illusions, » et il ajouta :

— Tu suis ton idée, tu as raison. Donc, au revoir dans la Vallée de Josaphat.

Pour moi, il ne manifesta pas plus d'attendrissement.

— Allons, mon petit : que Paris te soit propice!

Nous sortîmes ensemble, les derniers. Mélanie embrassa la vieille Mariette qui murmurait : « Est-il possible? » et franchi

le seuil de la porte. Elle se retourna deux fois vers la maison, et la seconde fit un signe de croix. Nous entendîmes le gémissement de tante Dine enfermée.

A la gare, nous arrivâmes en avance et il nous fallut traîner dans la salle d'attente et sur le quai. Mon père s'occupait des places et des bagages. Quelques amis de la famille, qui s'étaient dérangés pour ces adieux, nous rejoignaient avec des mines affligées et des paroles de compassion. Nous dûmes subir ainsi Mlle Tapinois que je n'imaginais plus autrement qu'en toilette de nuit et un bougeoir à la main, depuis que je l'avais reconnue en vieille colombe dans les *Scènes de la Vie des animaux*, et M. l'abbé Heurtevent, qui se voûtait et ne prédisait plus que des malheurs depuis la mort de son monarque. Rien ne pouvait s'accomplir sans que toute la ville s'en mêlât. Mariages, départs et morts, le public en exige sa part. Ma mère remerciait avec politesse ce monde qui la gênait bien : elle aurait souhaité d'être seule avec sa fille, et je voyais qu'elle était au martyre. Les derniers instans passés en commun s'enfuyaient. Louise, Nicole et Jacquot formaient une grappe suspendue à Mélanie. Bernard essayait d'animer la conversation, mais ses plaisanteries faisaient long feu. Quant à Étienne, absorbé, il songeait sans doute que ce serait bientôt son tour, ou bien il priait.

Lorsque le moment fut venu, ma mère voulut passer après tous les autres, et tint sa fille sur sa poitrine sans un mot, puis, rompant l'étreinte, elle lui glissa tout bas :

— Mon enfant, je te bénis.

J'étais auprès d'elle, attendant mon tour de lui dire adieu. Je me représentais la bénédiction des parens comme un acte solennel, tel que je l'avais vue sur des gravures : elle se donnait en un clin d'œil et sans même lever la main.

Sauf les démonstrations de Mlle Tapinois, de l'abbé et de quelques autres personnes qui avaient tenu à prononcer des paroles mémorables, on aurait cru qu'il s'agissait d'un départ tout ordinaire. Le train s'ébranla. Monté le dernier, je me trouvai le plus rapproché de la portière. Mon père m'invita à laisser ma place à ma sœur. Je fus blessé de cette invitation qui ressemblait trop à un ordre. Sans doute j'aurais dû penser de moi-même à m'effacer.

Mélanie pencha la tête au dehors, sans crainte de la pluie qui tombait. Elle agitait la main, puis, la voie décrivant une courbe,

elle rentra dans le compartiment avec les yeux rouges, mais ce fut pour gagner rapidement l'autre fenêtre. Je compris qu'elle cherchait la maison que, de ce côté-là, on pouvait apercevoir. Après quoi, elle s'assit et se cacha le visage dans les mains. Comme elle demeurait ainsi sans bouger, mon père la prit doucement :

— Tu sais, ma petite, si tu as trop de chagrin, je te ramènerai.

Elle se redressa, toute ruisselante, et dans un sourire navré protesta :

— Oh ! père, c'est bien ma vocation. Seulement, j'ai été si heureuse ici et ne plus revoir ma mère, ni la maison, c'est dur.

— Et pour nous? dit mon père.

Il se détourna. Peut-être si je m'étais rendu compte de son attendrissement, aurais-je moins souffert, dans mon coin, de me croire oublié. Mais comme il domptait sa douleur, je pus me ronger à l'aise. Ma sœur en s'en allant suivait son idée, selon le mot de grand-père, tandis qu'on m'envoyait en prison. Mais, à la maison, n'étais-je pas aussi un prisonnier? Et, dans ma révolte, m'excitant avec l'image de Nazzarena sur le grand chemin, les cheveux mêlés au soleil et le rire aux dents, je me répétais cette phrase que rythmait la marche du train :

« Je veux être libre. Je veux être libre. »

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

ENTRE LES DEUX MONDES[1]

QUATRIÈME PARTIE[2]

XI

Le lendemain, en sortant de ma cabine, vers dix heures, — personne, ce jeudi-là, ne fut matinal, — je rencontrai l'amiral sur le pont de promenade. Je lui racontai la conversation que j'avais eue avec Mme Feldmann, et je ne lui cachai pas que cette façon si prompte et si impitoyable de mal parler de son mari avec le premier venu ne me plaisait guère et m'inspirait quelque défiance; que je ne voyais pas le moyen de concilier cela avec l'affolement du mardi soir. L'amiral sourit.

— Savez-vous pourquoi je riais, hier, me répondit-il, lorsque vous m'avez dit que Mme Feldmann soupçonnait son mari de n'avoir pas la tête bien saine? C'est parce que, à Rio, M. Feldmann m'a dit plusieurs fois la même chose de sa femme.

Il n'ajouta rien; mais ces paroles et le ton sur lequel elles furent prononcées me confirmèrent dans l'opinion que l'amiral connaissait mieux les discordes de ce ménage qu'il ne le prétendait, et je tâchai de le faire parler.

— Vous êtes donc ami intime des Feldmann? demandai-je.

Il me répondit qu'il avait connu M. Feldmann à New-York,

(1) *Copyright by* G. Ferrero 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912 et des 1er et 15 janvier 1913.

quand il y avait conduit la flotte brésilienne, — les Lowenthal étaient les banquiers du gouvernement brésilien; — qu'ensuite, quand M. Feldmann était venu à Rio, celui-ci s'était efforcé d'avoir avec lui de fréquentes relations. Puis il me raconta que le père de M. Feldmann était un banquier de Varsovie, originaire de Francfort, et que, cousin du Lowenthal déjà établi à New-York, il avait été induit par ce dernier, dans le temps de la guerre de Sécession, à concourir aux emprunts sollicités par l'Union; que ces emprunts avaient été le début d'autres affaires; et que le jeune Frédéric, envoyé près des Lowenthal pour se mettre au courant des choses américaines, était demeuré aux États-Unis. L'amiral m'apprit enfin que M. Feldmann, pour se préparer à entrer dans la diplomatie de la République, avait accepté d'un syndicat d'établissemens financiers la mission de rechercher quelles entreprises le commerce, l'industrie et l'argent de l'Amérique septentrionale pourraient tenter dans l'Amérique méridionale. « Un nouveau caprice de ma femme! » disait le mari. « Une des innombrables fantaisies de mon mari! » disait la femme. Mais, quand je lui eus répété sous une forme nouvelle la question que je lui avais déjà posée la veille, à savoir si vraiment le mari et la femme s'entendaient bien, il me répondit qu'il le croyait; toutefois sa réponse me semblait impliquer des réticences.

Tandis que nous nous attardions à ces propos, Cavalcanti et Alverighi survinrent.

— Amiral, cria Alverighi en apercevant mon compagnon, dites-moi donc, dites-moi donc quel serait, selon vous, le criterium sûr du progrès? Hier soir, mon bon ami Vazquez est arrivé cinq minutes trop tôt.

L'amiral, qui me parut un peu gêné par cette curiosité envahissante, essaya d'abord de se dérober; mais enfin, rougissant comme un écolier timide qui a un examen à subir :

— Le monde est ordre, dit-il. Tout y obéit à des lois immuables : les planètes qui évoluent dans l'espace, le boulet qui sort de la gueule du canon, la plante qui croît, l'hélice qui propulse ce navire, l'homme et sa pensée, les peuples, les civilisations. Lois obscures d'ailleurs, cachées, difficiles à découvrir. C'est pourquoi, d'abord, l'homme n'a vu dans l'univers qu'un chaos de forces capricieuses, — les divinités, comme il les nomma, — et il se crut lui-même en la puissance de ces forces.

Mais les planètes n'ont pas attendu que Newton et Képler naquissent pour tourner selon les lois de Newton et de Képler. Ainsi l'homme obéit aux lois de sa nature, même quand il les ignore, et par conséquent aussi à la loi du progrès, loi qui le pousse à passer de l'égoïsme à l'altruisme, en découvrant, par le moyen de la science, l'ordre de l'univers. En premier lieu, il crée les sciences mathématiques, puis les sciences physiques et chimiques, puis les sciences biologiques, c'est-à-dire qu'il découvre les lois du nombre et de l'espace, du mouvement, de la matière et de la vie. Maintenant, il s'apprête à faire le dernier pas, à découvrir les lois de la nature humaine et de la vie sociale, afin de réduire à un ordre scientifique le chaos des passions et des égoïsmes. Le système solaire et toute la nature ne présentent-ils pas un ordre parfait ? Eh bien ! la famille et l'État doivent aussi devenir un ordre parfait, comme le système solaire. *Ordre et progrès*, c'est la devise écrite sur le drapeau jaune et vert du Brésil.

— Auguste Comte ! Auguste Comte ! dis-je en souriant.

— Vous identifiez donc la science et le progrès ? interrogea Cavalcanti.

L'amiral en convint. Il ajouta que les connaissances scientifiques pouvaient s'additionner, de telle sorte qu'il y avait là un criterium quantitatif du progrès. Aujourd'hui, un élève de lycée sait plus de physique que Galilée et plus de chimie que Lavoisier. Alverighi écouta sans approuver et sans critiquer ; il se contenta de faire observer ensuite que les richesses de l'Amérique ont été et sont encore le plus puissant moteur du progrès scientifique. Après quoi, on causa d'Auguste Comte.

— A propos, interrompit Alverighi, M. Cavalcanti m'a dit qu'à Rio-de-Janeiro on pratique le culte de l'Humanité fondé par Comte ; qu'il y a un temple construit à l'imitation du Panthéon de Paris...

L'amiral répondit que oui. Cavalcanti expliqua qu'au Brésil, la République a été fondée par les Comtistes. Je racontai que, pendant mon séjour à Rio, j'avais visité, dans la rue Benjamin-Constant, ce petit temple de l'Humanité, et que j'avais eu une longue et agréable conversation avec le grand prêtre, M. Texeira Mendès. La cloche nous appela pour le déjeuner, où Rosetti ne parut point. L'entretien ne roula que sur des choses frivoles. Quand le déjeuner fut fini, nous apprîmes qu'à midi nous étions

arrivés à 3°22′ de latitude septentrionale et 27°38′ de longitude. Et je me retirai pour la sieste.

Quand je sortis de ma cabine, vers quatre heures, je m'aperçus que le navire roulait et tanguait fortement. Je regardai la mer ; mais, au lieu d'un océan furieux, aux vagues écumantes, je vis un océan paisible, mou, gonflé, couvert de petits vallons et de petites montagnes, et qui n'avait pas la force de se briser. Je sortis sur le pont de promenade, que je trouvai désert. Je montai au pont des embarcations, avec l'espoir d'y rencontrer quelqu'un ; et en effet, à bâbord, sous le vent, je vis l'amiral, Cavalcanti et Alverighi, qui étaient assis en groupe, tandis qu'à côté d'eux une quatrième chaise était restée vide. Dès le premier coup d'œil, je m'aperçus, à leurs gestes et à leurs physionomies, qu'ils discutaient avec animation ; et, quand je me fus approché et que j'eus occupé la chaise vide, j'entendis l'amiral dire sur un ton où la surprise et l'indignation se mêlaient à l'incrédulité :

— Prétendre que la science soit fausse !... Je vous le demande, à vous, monsieur Ferrero : Vous paraît-il, vous, que le monde soit un immense désordre et que la science soit fausse ?

« Voilà, ma foi, un joli *renversement !* » pensai-je. Et je priai qu'on me donnât des explications. Alors Cavalcanti me raconta qu'une heure auparavant, ils avaient rencontré M. Rosetti, à qui l'amiral avait répété tout ce qu'il nous avait déjà dit dans la matinée. Sur ce, Rosetti avait demandé à l'amiral s'il croyait, comme l'homme du peuple, que les faits étudiés par la science fussent réellement tels qu'ils nous apparaissent. « Par Dieu, oui, je le crois ! » avait répondu l'amiral. Et alors Rosetti avait dit à l'amiral qu'il était de cette opinion parce qu'il avait adopté la doctrine d'Auguste Comte, mais qu'Auguste Comte avait commis l'erreur d'accepter le monde tel que la science nous le présente et de croire que la science est vraie. Malheureusement, il n'avait pu continuer son exposition parce que le mouvement de la mer l'avait indisposé, et il était rentré dans sa cabine.

— Et je vais suivre ce noble exemple ! dit tout à coup Alverighi qui, ô prodige ! n'avait pas encore soufflé mot. Cette mer est atroce. Au revoir, messieurs.

Quand il fut parti, l'amiral se leva, s'approcha du parapet, regarda l'Océan et hocha la tête :

— C'est ce que les marins de votre pays appellent une mer *a giardinetto* : une mer morte, le reste d'une tempête. Regardez comme le flot vient battre obliquement le flanc du navire, à l'arrière, là où, dans les anciens voiliers, on plaçait des fleurs, c'est-à-dire le jardinet. Seuls les estomacs robustes sont capables de résister à ce mouvement. Je vous félicite du vôtre ; mais, ce soir, il n'y aura pas foule dans la salle à manger.

Il considéra un instant le ciel, de l'air indifférent du marin qui a l'habitude de ces incidens-là. Puis, se tournant brusquement vers moi :

— Dites-moi, Ferrero. Est-ce qu'aujourd'hui des idées de cette sorte sont discutées sérieusement par les philosophes ?

Satisfait de la doctrine de Comte, l'amiral n'avait étudié aucune autre philosophie. Je répondis « oui, » d'un signe de tête. Il me regarda un instant, en silence ; puis il leva les bras et s'écria :

— Ah ! Ferrero, Ferrero ! depuis vingt ans, le monde ne tourne plus sur son axe d'autrefois, et nous, nous n'y comprenons plus rien !

A l'heure du dîner, Cavalcanti aussi avait disparu. Je me levai tard, le vendredi, et je baguenaudai toute la matinée entre le pont et la cabine de ma femme. Je fis une visite à Rosetti ; je lui racontai l'étonnement de l'amiral et je lui demandai s'il avait réellement affirmé que la science fût fausse. Mais il plaisanta sur ce qu'il avait dit, sans expliquer sa véritable pensée. A midi, — après avoir déjeuné dans la solitude, — nous avions atteint 8°12′ de latitude, 25°38′ de longitude. Je me retirai pour la sieste et je ne ressortis que vers quatre heures et demie, ennuyé, mais résigné à attendre que la mer se calmât, pour reprendre l'intéressante conversation. A cinq heures, comme je montais sur le pont supérieur pour tuer le temps, j'eus la surprise de voir Mme Feldmann tranquillement assise dans un fauteuil et occupée à écrire sur un cahier.

— Bravo ! m'écriai-je. Quand tous les autres sont malades...

— Ne vous ai-je pas dit, me répondit-elle en souriant et en me tendant la main, que j'étais née pour courir les mers ?

Nous échangeâmes quelques phrases banales. Puis, tout à coup, elle posa son crayon et me dit, en soulignant les mots par le plus gracieux de ses sourires :

— Monsieur Ferrero, vous devriez bien me rendre un service.

L'amiral, j'en suis sûre, connaît quantité de choses au sujet de mon mari; mais il ne veut rien me dire. Faites-le parler. Vous autres hommes, vous savez vous y prendre.

« Elle a deviné, » me dis-je à moi-même. Mais, comme j'avais déjà sondé vainement l'amiral, je feignis le doute. J'ajoutai que j'essaierais; puis, encouragé par une demande si confidentielle, j'osai enfin risquer l'indiscrète, mais nécessaire question qui me hantait depuis plusieurs jours.

— En somme, interrogeai-je, vous accordiez-vous ou ne vous accordiez-vous pas avec votre mari? C'est une chose que je n'ai pas réussi encore à comprendre; et, à mon avis, c'est pourtant le point capital duquel dépend tout le reste. Or il y a apparence que vous êtes en état de me renseigner mieux que l'amiral.

Je croyais la mettre dans l'embarras; mais au contraire elle me regarda, d'un air surpris.

— Ne vous l'ai-je point déjà dit, ce me semble? Frédéric était le modèle des maris, et je crois que je n'ai pas été une mauvaise femme.

Je pris une attitude un peu doctrinaire.

— Madame, prononçai-je, vous parlez à un historien, et l'histoire sait lire jusqu'aux pensées des morts. Jugez un peu, quand il s'agit des vivans! Ce que vous me dites est en contradiction avec beaucoup d'autres choses que vous avez racontées à ma femme et à moi.

Et je lui rappelai ce qu'elle nous avait dit contre son mari, en ajoutant que, sous ces reproches acerbes, un historien devinait sans peine de profonds dissentimens. Elle m'écouta en me considérant avec attention; puis, de l'air de quelqu'un qui comprend, après un peu d'effort :

— Mais, s'écria-t-elle, tout le mal a commencé depuis que nous sommes venus habiter dans Madison Avenue!

Cette réponse était si simple qu'à mon tour, ne trouvant rien à répliquer, je lui demandai, non sans une nuance d'ironie, où ils habitaient auparavant.

— Dans la 56e rue, à l'Est, près du Parc.

— Alors, de la 56e rue à Madison Avenue, votre mari a changé de peau?

— Pis que cela! répondit-elle vivement. Figurez-vous, par exemple... Moi, j'adore deux arts, la peinture et la musique, et,

modestie à part, je m'entends un peu à l'un et à l'autre, surtout à la peinture. Lorsque j'entre dans une exposition ou dans un musée, un coup d'œil me suffit : je distingue tout de suite le beau tableau de la salle. Eh bien! tant que nous avons habité la 56e rue, mon mari ne voyait les tableaux que par mes yeux. « Pour visiter des musées et des expositions, il me faut la compagnie d'Isabelle, » répétait-il sans cesse. Et j'avais tant de plaisir à faire son éducation artistique! Tous les deux nous faisions des économies, et, quand nous avions mis de côté un magot, nous allions vite en Europe faire des achats. Mais, hélas! depuis Madison Avenue, l'enchantement a été rompu : l'écolier s'est révolté.

— Au grand dommage de l'art!

— Ne riez pas, abominable sceptique! Si vous saviez combien j'ai pleuré, moi! Ce fut à Madison Avenue qu'il commença à déraisonner, comme ce monsieur qui parle toujours. Chaque semaine, il avait une idée nouvelle, extravagante, impossible, sans aucun lien avec les précédentes. Un jour, il s'amourachait des vieilles boiseries anglaises; un autre jour, des porcelaines chinoises; un autre, des ivoires français du xve siècle; un autre, des vieilles majoliques de Faenza. Et il achetait à tort et à travers, des pièces belles et laides, vraies et fausses. Combien n'en a-t-il pas acheté de fausses! Souvent, d'ailleurs, après avoir acheté un objet, il s'apercevait qu'il ne savait en quel endroit le placer; ou il était pris d'une crise d'avarice, ne voulait pas payer la douane américaine et laissait l'objet en Europe, dans un garde-meubles. Vous n'imaginez pas la quantité de choses que nous possédons, semées çà et là, aux quatre vents! « Quand je sais qu'une chose m'appartient, cela me suffit. Qu'ai-je besoin de la voir tous les jours? » répète-t-il souvent, pour répondre à mes plaintes... Je vous dis cela pour que vous compreniez mes chagrins...

— Vos chagrins! N'exagérez pas...

— Mes chagrins, vous dis-je. Comment mon cœur n'aurait-il pas saigné, quand je voyais que mon mari était la proie des antiquaires et des marchands? Naturellement, il ne me donnait jamais raison. Comme ce n'est pas mon habitude de faire des complimens, je lui déclarais tout net, en face, ainsi que m'y obligeait mon devoir de femme loyale, que son métier, à lui, c'était de gagner des millions, mais qu'il ne connaissait rien à l'achat des œuvres d'art. Lui, au contraire, en devenant riche,

il s'est mis dans la tête, comme Néron, qu'il est un grand connaisseur; et l'engeance des marchands, fine comme le diable, a tout de suite compris ce faible. Quand je ne suis pas là, ils lui collent tous les rebuts et toutes les horreurs, et ils y réussissent à force de lui dire qu'il n'y a que les Américains qui sachent secouer le joug des préjugés académiques, ou de lui donner à entendre que ces objets se vendront dans quelques années vingt fois plus cher. Oui, c'est ainsi. J'en suis fâchée pour vous, qui avez encore des illusions; mais n'oubliez pas ceci : un banquier est toujours un banquier. Mon mari ne s'est-il pas avisé, un jour, de m'acheter le tableau d'un cubiste ? Mais ce tableau n'a pas franchi le seuil de mon appartement : cette fois-là, je me suis révoltée! Je l'ai menacé de...

Et elle éclata de rire, gaiement, en me regardant avec des yeux où étincelait la malice.

— Et de quoi l'avez-vous menacé, madame ?

Il n'y eut pas moyen de le lui faire dire. Toujours gaie, elle détourna la conversation.

— D'habitude, pourtant, reprit-elle, je cédais : car les femmes sont toujours les victimes. Mais mon pauvre appartement, quel bazar il en a fait! Et quand je pense que nous aurions pu acheter tant de beaux tableaux! Nous étions devenus riches et nous pouvions remuer l'or à la pelle!

« Remuer l'or à la pelle! » Rendu curieux, je lui demandai à quelle époque ils étaient venus habiter Madison Avenue.

— En 1902, me répondit-elle. Pendant de longues années, nous avions vécu simplement. Mon mari n'avait hérité que sept millions.

Je fis un geste d'étonnement, qu'elle comprit.

— Sept millions, ajouta-t-elle, ne sont pas une grande fortune en Amérique. Il est vrai que la banque le payait largement. Mais figurez-vous qu'à la mort de son père, il a songé un moment à devenir professeur d'économie politique à la Columbia University! Nous vivions à l'écart, sans luxe, avec quelques amis qui étaient presque tous professeurs à l'Université de Columbia, ou d'Harvard, ou de Princeton, ou de Yale. Moi, d'ailleurs, je n'habitais New-York que pendant six mois, de novembre à avril. A la fin d'avril, je venais en France avec ma fille; Frédéric nous y rejoignait en juillet, et il passait trois mois en Europe avec nous.

— New-York ne vous plaisait pas? demandai-je.

La réponse fut autre que celle que j'attendais.

— Je ne sais pas, dit-elle, après avoir hésité une seconde. Dire qu'il me plaisait tout à fait, je ne puis; mais je ne puis pas non plus dire qu'il me déplaisait. Chaque novembre, j'y retournais volontiers, et je disais adieu sans regret aux collines de Sainte-Adresse.

— Parce que vous étiez sûre de les revoir six mois après.

— Peut-être. Mais le fait est qu'avec les premiers brouillards de l'automne, j'avais envie de revoir New-York. Il me semblait que je partais pour un voyage fantastique, vers une ville inconnue, hors du monde et du temps. Ce monsieur qui parle toujours a dit, le premier soir, que New-York lui semblait une cité astrale! Eh bien! sur ce point, il a raison : à moi aussi, il me semblait que je transmigrais dans une planète où tout serait à l'envers, et ces deux voyages, faits chaque année entre la terre et cette autre planète, m'amusaient énormément. Plaisir de l'aller, plaisir du retour. Car, je vous le confesse, bientôt New-York me fatiguait. Au bout de quelque temps, j'éprouvais le besoin de retourner sur la terre et de revoir les choses à leur place.

Elle se tut un instant; puis, tout à coup :

— N'est-ce pas curieux? On pourrait presque dire qu'à New-York il n'y a pas deux édifices qui se ressemblent. Eh bien! quand j'y suis revenue depuis deux mois, cette variété excessive me pèse comme la plus désespérante monotonie. A Paris, au contraire, il y a une grande uniformité : des quartiers entiers sont construits avec la même architecture. Pourquoi donc Paris ne me fatigue-t-il jamais, me semble-t-il toujours divers?

Cette observation était prise sur le vif; mais, voulant continuer mon interrogatoire, je laissai la question sans réponse.

— Somme toute, repris-je, vous avez été heureuse jusqu'au moment où vous êtes allée habiter ce maudit hôtel de Madison Avenue. Mais alors pourquoi ne vouliez-vous pas épouser M. Feldmann? Vous m'avez dit cela, l'autre jour.

Elle rougit légèrement, montra un peu d'embarras.

— Vous savez, j'étais très, très jeune, alors... Et puis, il y a tant de choses que les jeunes filles ignorent!... Frédéric fut amené chez nous par des amis qui voulaient arranger notre mariage. Ma première impression, à moi..., ce fut de rire. Il était si timide!

— Timide ? m'écriai-je.

— Certainement !

Et elle se remit à rire par saccades, comme quand on veut s'empêcher de rire et qu'on ne peut pas.

— Il était rondelet, grassouillet, myope, gauche, embarrassé ; il rougissait dès qu'une jeune fille le regardait ou lui adressait la parole. Mais ma mère me dit que c'était un parti extraordinaire. Mon père me répéta la même chose ; mon frère, mon oncle, mes tantes, ma gouvernante, ma femme de chambre me chantèrent la même chanson. Comment aurais-je pu, si jeune, résister à une coalition pareille ?

Et elle sourit. Au même instant, une brise plus forte secoua dans leurs pesantes boucles de fer les cordages tendus autour de nous, siffla sur les arêtes du navire, interrompit une minute notre entretien. Je me retournai pour regarder la mer. Sous le ciel sans soleil, sur la grise étendue des eaux, la mer morte commençait à revivre, se ridait, blanchissait ; mais elle paraissait encore plus déserte et plus sauvage que d'habitude, peut-être parce qu'à présent le *Cordova* lui-même semblait inhabité. Cette solitude ne me déplaisait point : elle semblait favoriser les confidences. Je n'éprouvais plus aucun scrupule à adresser à Mme Feldmann les questions les plus indiscrètes, comme si nous nous connaissions depuis des années ; et ma curiosité croissait, parce que je me perdais dans les continuelles contradictions de ses propos. Aimait-elle son mari ? le détestait-elle ? était-elle indifférente à son égard ? Je lui demandai sans détour :

— En somme, regrettez-vous ou ne regrettez-vous pas d'avoir fait ce mariage ? L'autre soir et tout à l'heure encore, vous disiez oui ; mais, un peu auparavant, vous avez attribué vos répugnances à l'inexpérience.

Elle esquiva la réponse.

— Je crois, dit-elle, que mes parens auraient eu raison d'empêcher ce mariage. Et le fait est qu'à un certain moment, mon père y songea. Deux ou trois accès de colère qu'eut Frédéric, pendant les fiançailles, l'avaient effrayé. Quand cet homme, d'ordinaire assez timide, se met en rage..., et il se met en rage pour des riens... Ce fut ma mère qui tranquillisa mon père. Ma mère était une excellente femme ; mais elle estimait que, dans la vie, l'argent est tout.

— Et comment alla le ménage, durant les premières années ? Assez mal, j'imagine.

— Mais non, mais non ! Comme toujours, Frédéric eut de la chance. Pendant notre voyage de noces, j'eus la fièvre typhoïde, à Venise ! Je dois vous dire qu'en cette circonstance, il fut admirable. Il me soigna avec un zèle, avec une délicatesse ! Jamais je n'aurais cru qu'il fût capable...

Elle s'arrêta à temps et continua :

— Que voulez-vous ? Cette preuve d'affection m'attendrit, me vainquit. Quand je fus guérie, je commençai à découvrir en lui toutes les bonnes qualités qu'il avait... et il en avait. Talent, esprit, culture, gentillesse... intermittente. D'ailleurs, il était sincèrement amoureux, cela est hors de doute, ajouta-t-elle avec un fin sourire. Je vous répète que Frédéric a été le modèle des maris. Peu à peu, je devins indulgente pour ses défauts. Qui n'en a pas ?... Et puis, ce fut la vie commune : six mois passés à New-York et six mois en France, les deux mondes, les amis, notre fille... Que vous dirai-je ?

— Bref, vous l'avez aimé à votre tour...

— Je crois, en conscience, que j'ai été une bonne femme, que j'ai fait tout ce que je pouvais faire afin de rendre mon mari heureux.

En ce moment, les lampes électriques s'allumèrent sur le pont, pâles dans le crépuscule. Le soir tombait.

— En résumé, dis-je au bout d'un instant, il me semble que, pendant ces premières années, vous n'avez pas été malheureuse.

— Non, non ! approuva-t-elle vivement. Et d'ailleurs, il s'améliora, je ne puis le nier. Il se laissa apprivoiser et polir par sa femme. De ce barbare je fis presque un homme du monde.

Elle prononça les dernières paroles sur un ton où il y avait un mélange d'orgueil et d'acrimonie.

— Et le mal a commencé, dites-vous, lorsque vous êtes allés vous loger dans Madison Avenue ?

— Hélas ! oui. Cette maison-là nous a porté malheur. J'étais si bien dans ma petite maison de la 56e rue ! Mais, après que nous eûmes gagné tous ces millions dans l'affaire du *Great Continental*, mon mari voulut une maison beaucoup plus vaste, pour y recevoir et pour y vivre dans un grand luxe. « Nous sommes si riches, maintenant ! » répétait-il sans cesse. Voilà un beau

raisonnement, sans doute ; mais je ne le comprends guère, moi. Dépenser de l'argent parce que cela fait plaisir, très bien ; mais en dépenser tout simplement parce qu'on en a, je ne saisis plus.

Ici elle s'interrompit, et brusquement :

— Mais je vous ennuie avec ces menus détails de mon intérieur. Pardonnez-moi. Parlons d'autre chose !

Je protestai que non, et, encouragé par la facilité avec laquelle elle m'avait révélé le montant de l'héritage paternel recueilli par son mari, j'osais risquer une question tellement indiscrète qu'elle outrepassait les bornes de la politesse.

— Pardonnez-moi, madame, ma curiosité. M. Feldmann a-t-il gagné beaucoup dans le *Continental?*

— Beaucoup, beaucoup ; et non pas seulement dans cette affaire-là. De 1902 à 1906, ce furent vraiment des moissons d'or.

J'eus encore une hésitation ; puis je me décidai.

— A quel chiffre peut monter maintenant la fortune de votre mari ?

Je croyais qu'elle se déroberait à cette question ; mais il n'en fut rien.

— Je ne saurais vous le dire avec précision, répondit-elle, d'autant plus que, comme vous le savez, ces sortes de fortunes sont toujours flottantes. Mais j'ai entendu dire à mon frère que certainement mon mari possède plus de cent millions.

— Diable ! fis-je, impressionné par ce chiffre. Nos compagnes n'ont pas tout à fait tort...

Et je lui expliquai que ces dames la tenaient pour milliardaire. Ce récit l'amusa beaucoup.

— Je comprends maintenant, dit-elle, pourquoi M. Lévi vient chaque jour m'offrir des perles, ou des diamans, ou des émeraudes, ou des saphirs, en me demandant, bien entendu, le double de ce que les pierres valent. Il croit que je suis une sotte et que je n'y entends rien. Mais, pour ce qui est des bijoux, des tapis et des tableaux, il faut être bien malin pour m'attraper !

« Science héréditaire, » pensai-je, tandis qu'elle commençait à me conter quelques-uns de ses achats les plus heureux. Je lui prêtai l'oreille, par politesse ; et ensuite, afin de la rappeler à la question :

— Vous disiez, repris-je, qu'au moment où vous êtes venus loger à Madison Avenue...

— Oui, ce fut alors que nous commençâmes à recevoir, à mener grand train. Et adieu le bonheur!

— J'ai compris, fis-je avec malice. Ce fut alors que commencèrent pour votre mari les tentations. La nature humaine est faible...

Mais il paraît que je n'avais rien compris du tout.

— Non, me déclara-t-elle résolument. Je vous affirme que, jusqu'aujourd'hui, je ne lui ai pas fait une seule scène de jalousie : car je n'ai jamais eu de motif pour lui en faire.

— Alors, je ne comprends pas comment la brouille a pu naître. Dans les familles très riches, il n'y a pas d'autre écueil que ces tentations sur la mer perfide de la vie sociale.

— Vous auriez raison, répondit-elle, si mon mari avait une bribe de sens commun. Nous devions être heureux, n'est-ce pas? Tout le monde m'enviait, et au contraire... S'il est une femme au monde qui pouvait être heureuse avec une médiocre fortune, c'est moi. Les belles choses, une fleur, un paysage, un effet de lumière, un enfant m'enivrent de joie. Je ne comprends pas qu'il y ait des gens qui s'imaginent que les pauvres sont nécessairement malheureux par la seule raison qu'ils sont pauvres. J'aurais joui de la vie, même dans l'indigence. Et au contraire... Plus je suis devenue riche et moins j'ai joui de la vie, moi qui étais si bien faite pour la goûter et qui en avais une si grande soif. Depuis que nous sommes allés à Madison Avenue, rien ne m'a plus réussi, la vie a été pour moi une lutte continuelle et inutile. Ah! elles ne m'ont guère servi, les richesses de l'Amérique! La plus misérable des fruitières de New-York a été plus heureuse que moi!

— Parce que votre mari n'était pas du même avis que vous sur les tableaux et sur les meubles? dis-je.

Les dernières paroles de cette femme, jetées dans la nuit, sur ce pont désert et battu par le vent, comme un cri de détresse jailli du fond de l'âme, avaient définitivement vaincu ma défiance. Toutefois, si cette plainte me paraissait sincère, je la trouvais disproportionnée au mal. Mais Mme Feldmann ne me laissa pas le temps de m'expliquer.

— Sans aucun doute, pour cela! riposta-t-elle avec force, presque avec âpreté. Moi, je ne puis pas vivre au milieu de choses laides, de personnes antipathiques, d'obligations fastidieuses. Mon mari voulait une *social position* à New-York. Fort

bien : je la voulais aussi. Je n'ai nullement les goûts d'un anachorète. Mais quel besoin y avait-il de quitter les vieilles relations, qui étaient bonnes, pour en chercher de nouvelles, qui étaient insupportables? J'avais été heureuse, je vous l'ai dit, pendant les premières années : six mois à New-York, six mois en France; et nous avions là-bas beaucoup d'amis agréables, presque tous gens modestes, mais instruits. Or, je ne sais pourquoi, lorsque nous fûmes à Madison Avenue, mon mari les prit en grippe, et, peu à peu, ils nous délaissèrent. Je les regrette encore. Quand je pense à ceux qui les ont remplacés! Tous richards, bien entendu : j'ai eu l'honneur d'avoir à dîner, en une semaine, je ne sais combien de milliards; mais si ennuyeux, si ennuyeux... comme des financiers seuls savent l'être! Mon mari, lui, était dans la béatitude; et, si je laissais voir un peu d'ennui, quelles colères! Le plaisir qu'il trouvait dans ces compagnies-là, je n'arrive pas à le deviner.

— C'était, dis-je en souriant, le plaisir de traiter d'égal à égal des gens qui, s'il n'avait pas gagné cent millions, n'auraient jamais daigné le regarder en face.

Elle fit la moue :

— Joli plaisir, en vérité!

— Mais, madame, le passage même de l'Équateur n'est pas une joie divine; et pourtant, vous avez vu! L'homme est ainsi fait...

— L'homme est un imbécile!

— Et vous, repartis-je en badinant, vous êtes une dangereuse anarchiste.

— Parce que je veux que les amusemens m'amusent? C'est une prétention révolutionnaire, cela?... Mais si vous saviez comme j'ai vécu, depuis que nous habitons Madison Avenue! Là, j'ignorai quand je pourrais revenir en Europe; je fus deux années sans revoir Paris et ma famille; et toujours des dîners, des réceptions, des ventes de charité, le théâtre, les courses, les tableaux vivans, les visites à la campagne, que j'en eusse envie ou non, que cela me plût ou non : car, autrement, la société de New-York nous aurait oubliés. Un grand malheur, n'est-ce pas?... Je ne sais pourquoi, mais la vie mondaine de New-York me faisait presque l'effet d'une corvée. Aux dîners, aux réceptions, à tous les divertissemens, les Américains m'ont toujours paru un peu semblables à des soldats sous le feu, à des gens en

service commandé, qui ont le devoir de s'amuser de telle façon, même si cela les ennuie.

— Madame, la vie mondaine, comme toute la vie, est une grande illusion...

Mais elle ne m'écouta pas, et, poursuivant sa pensée :

— Si j'avais prévu ce qui m'attendait, reprit-elle, j'aurais poussé mon mari à revenir en Europe après la mort de son père. Il en eut un moment l'idée... Au moins, de cette façon, je n'aurais pas été supplantée chez moi par la comtesse...

— Par la comtesse? Quelle comtesse?

— Oh! non! reprit-elle avec vivacité, en déchiffrant au vol le sens de mon léger sourire. Il ne s'agit pas de ce que vous supposez; c'est bien pis! La comtesse... (et ici elle prononça un nom allemand). Vous ne la connaissez pas? C'était la dame d'honneur de... (et elle nomma une Altesse royale européenne, morte depuis peu). Une horrible vieille, laide comme le péché...

La première cloche du dîner sonna. Mme Feldmann s'interrompit, me dit qu'elle ne voulait pas me retenir davantage par ces inutiles bavardages. Mais les confidences jaillissaient trop abondantes; je protestai que je n'avais pas faim, et je lui demandai comment elle avait connu la comtesse. Elle me répondit qu'à Paris, la comtesse avait présenté à l'Altesse royale une des familles américaines les plus connues en Europe; que, par gratitude, cette famille avait invité la comtesse à venir en Amérique, et que, depuis la mort de l'Altesse, l'autre y venait tous les ans et y restait cinq ou six mois. Les Feldmann avaient fait connaissance avec elle à New-York, et Frédéric avait conçu pour la comtesse une admiration sans bornes.

— Parce que cette femme appartenait à la domesticité d'une cour européenne, elle était un oracle. Elle faisait la loi chez moi. Quand elle parlait, je devais écouter et me taire. Savez-vous ce qu'elle m'a fait? Depuis quelque temps, j'essayais de persuader mon mari d'acheter en France quelque vieux château historique et de le restaurer splendidement, comme M. Sommier a fait pour le château de Vaux-le-Vicomte. Cela m'aurait tant plu! J'étais née architecte. Longtemps mon mari hésita, effrayé par la dépense; toutefois, il commençait à se laisser convaincre, lorsque, un beau jour, il change tout à coup d'idée et déclare qu'il veut acheter un yacht à vapeur. Imaginez un peu! Lui qui, aussitôt qu'il pose le pied dans une barque, devient malade!

Lorsqu'il s'était mis en tête d'avoir une écurie de chevaux de courses, j'avais pu lui enseigner à se tenir en selle, ce qu'il avait grand'peine à faire : car il mourait de peur, tandis que, moi, je suis une amazone hardie, je vous assure ; mais pour le yacht, je ne pouvais lui prêter mon estomac ! Je le lui dis et le lui redis, mais inutilement. L'exécrable comtesse avait décrété qu'en Amérique, on n'est pas un parfait homme du monde si l'on ne possède pas un yacht à vapeur. Elle voulait courir les mers à nos frais, comme elle jouait à la Bourse. Elle perdait, et M. Feldmann payait. Vous aurez peine sans doute à croire qu'un financier puisse être si bête !

De nouveau, elle parlait contre son mari, avec une excessive âpreté.

— Vous prenez les choses trop au tragique, madame. A New-York comme partout, un étranger, même très riche, ne peut se faire une *social position*, qu'en supportant avec patience quelques désillusions, et même quelques humiliations, et surtout en dépensant beaucoup d'argent. Le monde est ainsi fait.

— Mais la payer, non, jamais !

— La payer ? Ce mot est un peu brutal. Soyez raisonnable. Quelques sacrifices...

— Savez-vous ce que la comtesse faisait, du vivant de son Altesse royale ? L'Altesse dépensait le double de ses revenus et ne pouvait donner à sa dame d'honneur un sou d'appointemens. Aussi consentait-elle à recevoir toutes les personnes que celle-ci lui présentait, sans y regarder de trop près ; et la dame d'honneur vendait les présentations d'après un tarif...

— Je ne dis pas que cela soit très joli, répondis-je en riant. Mais, aujourd'hui, l'Europe est affligée d'un prolétariat de princes du sang. Ils s'ingénient pour vivre, les pauvres diables ! Vous qui êtes cent fois millionnaire, ne soyez pas sans pitié pour eux !

— Non, non ! Il y a des choses qui ne doivent pas se payer.

— Aujourd'hui, quand on est riche, il faut tout payer, même ce qui devrait être gratuit et ce qui est gratuit en effet pour les autres : l'amitié, l'admiration, la gloire... peut-être l'amour.

— Et cela vous paraît juste ?

— C'est une compensation que notre époque accorde aux pauvres. Sans quoi, les riches auraient tout : ce qu'on ne peut avoir qu'avec de l'argent et ce que l'on doit avoir gratis.

— Mais alors... il vaut mieux être pauvre !

— Je ne sais, fis-je en haussant les épaules, si cela vaut mieux; mais, à coup sûr, c'est beaucoup plus facile. Votre sentiment est noble. Seulement... seulement... Je parle en général, bien entendu... Seulement, chez beaucoup de personnes, cette délicatesse s'allie et quelquefois se mèle jusqu'à se confondre avec un autre sentiment : l'avarice ! Par exemple, les hommes qui protestent qu'ils ne veulent pas payer l'amour parce que l'amour payé se flétrit, sont quelquefois des poètes ; mais quelquefois aussi, ce sont tout simplement des avares.

Elle me regarda en dessous, eut un sourire et dit :

— Je suis un peu avare, j'en conviens.

Et, par une saute imprévue, sa pensée revint au yacht.

— Mais ce yacht, me dit-elle en riant, fut mon vengeur. La première fois que nous nous y embarquâmes pour une traversée nous éprouvâmes une tempête !... Peu s'en fallut que le bateau ne coulât. Mon mari souffrit atrocement, se croyait perdu, appelait tout l'univers à son secours... Quand j'y repense, j'en ris encore. Rentré à New-York, il ne voulut plus entendre parler du malheureux yacht, qui se rouilla pendant six mois dans le port, et, finalement, il le revendit pour la moitié de ce qu'il l'avait acheté. Elle nous coûta un peu cher, cette croisière-là !

Ce récit avait allumé dans les yeux de Mme Feldmann une si impitoyable gaîté que je me demandai de nouveau si elle ne détestait pas son mari et que je me sentis porté à le défendre.

— Mais en fin de compte, repris-je, ce ne sont point là des calamités tragiques. Permettez-moi d'être franc : avec un peu de patience...

— Croyez-vous que je n'en aie point eu ? C'est toujours moi qui finissais par céder.

— Mais après avoir résisté, protesté, combattu...

— Naturellement, puisque j'avais toujours raison !

— Est-ce donc un tort si petit d'avoir toujours raison ? En ce monde, il faut vaincre ou céder de bonne grâce.

— Une mère devra-t-elle donc céder lorsqu'il s'agit de l'éducation et de l'avenir de sa fille ? me demanda-t-elle soudain résolument, en me regardant dans les yeux... Mais allons dîner ; il est tard.

Je protestai encore une fois, si bien que, non sans hésitation, et après un long soupir :

— Croyez-vous qu'une maladie puisse transformer un caractère ? Ma fille Judith était la plus tendre, la plus douce, la meilleure des fillettes. A douze ans, elle eut la fièvre typhoïde, demeura deux mois entre la vie et la mort. Oh ! ces mois-là ! Que de fois j'ai offert à Dieu mon existence en échange de la sienne ! Que de fois j'ai supplié Dieu de me prendre, moi qui avais déjà vécu, et de la sauver, elle ! Dieu l'a sauvée ; et il m'a épargnée, moi aussi, pour mon malheur. Or, après sa convalescence, Judith devint un démon. Toujours et en toute occasion, il fallait qu'elle fît le contraire de ce que je lui disais. Figurez-vous ce que ce fut, lorsque nous allâmes nous établir à Madison Avenue, où j'eus tant à faire et où je la voyais, en moyenne, une heure par jour ! Et son père, au lieu de m'aider à la dompter, se montrait indulgent par faiblesse, pour n'avoir pas d'ennuis. « Ne te tourmente pas, me disait-il. Les nouvelles générations sont ainsi faites ; l'Amérique est le pays de la liberté. Ne me gâte pas la paix de la maison. J'ai tant d'occupations au dehors ! » Vous voyez quel père était cet homme. Et les fruits qu'a portés cette éducation...

Elle se tut un instant, comme pour chercher un exemple ; puis, quand elle l'eut trouvé :

— Nous sommes une famille de banquiers, c'est vrai ; mais nous avons toujours cherché à nous instruire. Eh bien ! croiriez-vous que non seulement je n'ai pas pu inspirer à Judith un peu de goût pour la littérature ou pour l'art, mais, — j'ai honte de le dire, — je n'ai jamais lu une lettre d'elle, soit en anglais, soit en français, qui ne fût pleine de fautes d'orthographe !

Je souris à voir l'expression de physionomie à la fois chagrine et humiliée avec laquelle Mme Feldmann me confia ce secret ; et, en manière de consolation, je lui dis que pareille chose n'arrivait pas seulement en Amérique. Puis je lui demandai :

— Ce qui intéressait votre fille, c'était, je suppose, la toilette, le bal, les chevaux, le lawn-tennis, le sport ?

Après avoir fait signe que oui, de la tête, elle ajouta en souriant :

— Et aussi les beaux garçons. De ce côté-là non plus, elle n'était pas ma fille. Elle n'avait pas encore vingt ans et déjà elle protestait qu'elle entendait bien ne pas coiffer sainte Catherine et elle m'accusait de mettre obstacle à son mariage. Imaginez-vous ça ? Un jour, indignée, je lui dis que, de mon temps, une

fille de son âge n'aurait pas même eu l'idée de semblables choses. Et savez-vous ce qu'elle m'a répondu? « Comme vous êtes vieux jeu, maman! » Je suis presque tentée...

Elle fit une pause, un vague sourire de complaisance brilla dans ses yeux, tandis qu'elle reprenait d'une voix plus basse :

— Je suis presque tentée de croire qu'elle était jalouse. Une fois, elle me dit, d'un ton grincheux, que, quand nous étions ensemble, les hommes ne faisaient attention qu'à moi! Enfin nous l'avons mariée, il y a deux ans, et pas trop mal. J'espérais qu'ensuite j'aurais un peu de paix; mais ma mauvaise étoile a continué de me poursuivre. A peine était-elle mariée, le scandale du *Great Continental* éclata. Ah! quand j'y repense! Vous le rappelez-vous, ce scandale? En Europe aussi on en a beaucoup parlé.

Je lui répondis que je me le rappelais fort bien. Alors elle me demanda si je pouvais le lui expliquer clairement : car elle ne l'avait jamais bien compris, encore qu'elle se fût trouvée au centre de cette tempête. Je lui racontai donc qu'à un certain moment Underhill avait vendu un grand nombre d'obligations du *Great Continental*, pour acheter avec l'argent ainsi réalisé des actions d'un grand chemin de fer du Nord qui faisait concurrence au *Continental*. Morgan et d'autres puissans financiers, qui administraient ce chemin de fer, suivirent cet exemple; si bien que, quand les deux groupes se furent partagé les actions par moitié, ils comprirent que ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était d'en venir à un accord; et en effet, ils formèrent entre eux ce que les Américains appellent un *pool*. Mais la Cour suprême, jugeant que ces deux chemins de fer étaient concurrens, avait déclaré le *pool* illégal. Sur quoi, Underhill avait vendu les actions du chemin de fer concurrent, et si adroitement, dans un moment si favorable, qu'il avait encaissé 60 millions de dollars, — 300 millions de francs! — en plus de la somme dépensée pour les acquérir. Ayant ainsi à sa disposition presque un milliard, il s'en était servi pour acheter des actions de plusieurs autres chemins de fer, qui étaient, non pas *competing*, mais *connected* avec le sien, comme un fleuve l'est avec ses affluens. Malgré cela, lorsque les ennemis d'Underhill eurent réussi à induire l'*Interstate Commerce Commission* à faire une enquête sur le *Great Continental*, ces achats, connus ainsi du public, déchaînèrent sur la tête d'Underhill une tempête telle

que l'Amérique n'en avait pas vu encore. Underhill fut accusé de vouloir asservir l'Amérique à une tyrannie nouvelle et monstrueuse ; il fut menacé de procès et de persécutions, couvert d'injures et de calomnies.

Mme Feldmann m'avait écouté très attentivement. Ensuite elle me dit :

— Je crois avoir compris, cette fois. Le point litigieux était de savoir si les chemins de fer dont Underhill avait acheté les actions étaient parallèles ou perpendiculaires au *Great Continental*. Cela m'explique les discussions qui se produisaient entre mon mari et lui. Un soir, par exemple, Underhill était venu dîner chez nous : — un dîner intime ; nous étions seuls. — Je le vois encore, maigre, pâle, avec cette face de clergyman et ces yeux doux et vifs derrière les lunettes. « Ce que je veux faire est utile, est juste, est nécessaire, disait-il. Les chemins de fer sont les artères de ce grand corps qui s'appelle l'Amérique, et l'Amérique sera d'autant plus riche, plus puissante et plus heureuse que ses chemins de fer seront plus rapides et à meilleur marché. On objecte qu'il y a des lois qui me défendent cela ; mais c'est que les hommes ne sont parfaits ni quand ils font les lois, ni quand ils font les chemins de fer. Ce que je voudrais, c'est qu'on me démontrât par d'irréfutables raisons que la loi m'interdit de faire une chose bonne. Mais, s'il y a doute... Eh bien ! s'il y a doute, j'assume le risque de violer la loi, pour prouver au peuple que cette loi est injuste et imprévoyante. » Et je vois aussi mon mari, gras, mou, très élégant, qui lui répond : « Underhill, Underhill, respecter la loi ne suffit pas, et peut-être n'est-ce pas même le plus important ; ce qui est essentiel, c'est que le public croie que nous la respectons. Les lois sont faites pour donner à la multitude l'illusion rassurante qu'elle est défendue par l'État contre les puissans et contre les oppresseurs vrais ou imaginaires. Ne nous abusons pas : les masses se sont fourré dans la tête que nous, les riches, nous sommes pour elles des tyrans et des ennemis. Même si ce que vous voulez faire est légal, je doute que le public le croie : il criera que cette légalité est impossible ; et les journaux et les tribunaux auront peur de la masse. A quoi nous servira d'avoir respecté les lois, si la foule hurle que nous les avons violées ? Mieux vaudrait les violer réellement et faire croire qu'on les respecte. » Auriez-vous imaginé qu'un honnête homme pût raisonner de cette façon ?

Je ne pus m'empêcher de lui dire que, cette fois, son mari avait raisonné avec prudence. Mais mon observation ne lui plut point.

— C'est cela : vous donnez toujours raison à mon mari ! Les hommes ne manquent jamais de se soutenir entre eux... Mais si vous aviez vu, quand le scandale éclata ! Comme d'habitude, mon mari perdit la tête : il ne dormait plus, ne mangeait plus, n'osait plus ouvrir les journaux ; il s'évanouissait presque à chaque télégramme. En vérité, c'était comique !

— Oh ! madame, comique ? m'écriai-je malgré moi, avec un accent de reproche.

— Oui, comique. Et il s'en prenait à Underhill, quand celui-ci n'était pas là : il le traitait de scélérat, de colosse aux pieds d'argile et même de Nabuchodonosor. Du reste, ils étaient tous affolés, sauf Underhill, naturellement. C'était un homme, celui-là, un grand homme, un héros ! Je voudrais que vous l'eussiez vu, pour écrire ensuite son histoire : le sujet eût été digne de vous. Ils le faisaient tous appeler, allaient le trouver, lui écrivaient, lui téléphonaient ; on le suppliait de prendre un congé, de partir pour l'Europe ; ils lui offraient de grandes compensations, s'il consentait à démissionner ; ils le suppliaient de se défendre au moins, de parler, d'écrire. Peine perdue. Underhill ne partit pas, ne prononça pas une parole, continua à s'occuper de ses affaires comme s'il ne se passait rien du tout. « Si j'ai violé les lois, qu'on me poursuive. Je répondrai à la justice, mais aux journaux, non. Que le public s'occupe de ses affaires, et non des miennes ! » On lui démontrait qu'il aurait pu réfuter victorieusement toutes les calomnies ; et il se contentait de dire que le public est une grande bête. Il fut admirable, vous dis-je, et il sauva tout : car le fait est que, le public, après s'être époumoné, se calma, et il n'arriva rien du tout. Mais nous... Ah ! je ne sais ce qui serait advenu de nous, si nous n'avions pas eu alors miss Robbins. Elle a été notre providence.

Et elle me raconta que cette miss Robbins était une jeune Anglaise de bonne famille, qui, ruinée par la prodigalité de sa mère, était entrée dans un ordre d'infirmières protestantes.

— Si vous voyiez la belle créature ! ajouta-t-elle. Une grande taille, des cheveux blonds, des yeux bleus admirables, un corps merveilleux !... Et si intelligente, si fine ! Elle avait soigné Judith, pendant sa maladie. Et elle avait si bien su gagner

l'affection de la malade et de nous tous que, lorsque Judith fut guérie, nous lui proposâmes de rester chez nous comme en qualité d'institutrice. Mais elle fut bientôt pour moi une dame de compagnie et un secrétaire. La providence de la maison, vous dis-je! Il n'y avait qu'elle qui pût mater Judith. Et je dois vous dire encore ceci : elle intimidait un peu mon mari. Au moment où les choses allaient se gâter d'une façon irrémédiable, elle intervenait et elle savait trouver le remède. Ah! ce fut vraiment un malheur pour nous, qu'elle n'ait point consenti à venir avec nous à Rio-de-Janeiro!

Je lui demandai pourquoi ils avaient abandonné New-York. Elle m'expliqua qu'après le scandale du *Great Continental* et le mariage de Judith, son mari s'était senti un peu gêné à New-York. Alors il avait accepté la mission dans l'Amérique du Sud, afin d'avoir un prétexte pour s'absenter quelque temps et avec utilité. Puis je lui demandai comment s'étaient passées les deux années de Rio.

— Assez bien, me répondit-elle. A vrai dire, M. Feldmann était nerveux, triste, irritable, préoccupé; mais il n'a jamais été gai, et cette sorte d'exil devait lui peser. Quoi qu'il en soit, si je compare ces années-là à celles de New-York, c'était un paradis.

Elle tira sa montre, jeta un cri d'effroi et se leva.

— Mais il est huit heures et demie! Je vous fais mourir de faim. Et j'ai faim, moi aussi. Je vais m'habiller. Je serai prête dans un instant.

XII

Je ruminai longuement, ce soir-là, dans ma cabine, et encore le samedi matin, quand je m'éveillai, les confidences de Mme Feldmann. Je ne doutais plus qu'une fois elle eût été sincère; mais cette conviction ne m'embarrassait pas moins que les soupçons conçus précédemment. Quel étrange caractère et quel curieux esprit! Elle n'était pas sotte, loin de là; elle raisonnait souvent avec une finesse supérieure à son sexe; si elle n'adorait pas son mari, elle désirait sincèrement de vivre avec lui en bonne intelligence; et néanmoins, pendant vingt-deux ans, elle avait persévéré en aveugle dans des erreurs qu'une fille de vingt ans aurait su éviter d'instinct, dès les premiers jours.

Combien y a-t-il par le monde de femmes assez sottes ou assez bonnes pour ne pas découvrir d'elles-mêmes, et après une brève expérience, qu'il n'y a qu'une manière sûre de dominer les hommes, à savoir de flatter leur vanité, de ne pas vouloir corriger même leurs défauts les plus graves, et, pour le reste, de les tyranniser sans miséricorde ? Or Mme Feldmann avait agi de la façon contraire : elle avait continuellement offensé la vanité et troublé l'égoïsme de son mari, sans lui imposer jamais sa propre volonté, pas même lorsqu'elle avait raison, par exemple en ce qui concernait l'éducation de leur fille. Et néanmoins, Mme Feldmann ne me semblait pas être une femme de volonté débile. Comment expliquer une telle contradiction ? Certainement cette contradiction résultait en partie d'un défaut intellectuel. Gaie, franche, candide, bonne, mais pourvue d'une intelligence un tantinet rigide et spéculative, au lieu d'exploiter les faiblesses de son mari, elle les avait jugées avec sincérité, avec sévérité, au tranchant de la logique, et elle avait cru bien faire ainsi, alors qu'au contraire elle tourmentait son mari sans aucun profit ni pour lui ni pour elle. « Si elle avait été un homme, pensais-je, elle serait devenue un théologien, un mathématicien ou un juriste. » Mais une autre difficulté se présenta encore à mon esprit : mari et femme ne s'entendaient guère, cela était évident. Comment donc était-il possible que Mme Feldmann parût n'avoir pas le moindre soupçon de ce désaccord, se flatter de l'illusoire confiance du contraire, et répéter obstinément que son mari était un modèle de tendresse ? Que voulait-elle dire par ces phrases que démentaient d'une façon si flagrante les faits racontés ? Je finis par me demander si cette étrange aventure n'était pas, elle aussi, un effet du trouble mystérieux qui se produit chez tant d'Européens lorsqu'ils ont passé l'Océan. « L'Européen enrichi en Amérique ne peut plus vivre ni en Europe ni en Amérique, m'avait dit, un jour, un riche Italien qui nous avait offert une courtoise hospitalité à Paranà. En Amérique, il est tourmenté par le désir d'aller en Europe ; en Europe, il se trouve mal à l'aise et il veut retourner en Amérique. » Ce déséquilibrement était visible chez Mme Feldmann, qui reprochait si amèrement à l'Amérique ses richesses non raffinées par des siècles de civilisation, et qui ensuite admirait, jusqu'à en offusquer son mari, le plus Américain des Américains, ce Richard Underhill, âme hardie, prime-sautière, mais

simple et ignorante de tout raffinement, tournée tout entière à la production de ces richesses qui lui faisaient horreur. N'en venait-elle pas ainsi à prétendre que son mari fût à la fois le plus vieux des Européens et le plus jeune des Américains? Toutefois, en y repensant bien, il ne me sembla pas que ces dissentimens fussent suffisans pour justifier un divorce.

Dans la matinée du samedi, je causai longuement de cette histoire avec ma femme. Mais elle vit le cas à la lumière des idées qu'elle avait développées dans un discours prononcé à Buenos-Aires sur la concurrence entre hommes et femmes.

— Mme Feldmann, me dit-elle, souffre du mal qui afflige aujourd'hui toutes les dames riches, l'ennui. Autrefois, avant les machines, la femme, même la femme riche, avait beaucoup à faire chez elle. Mais aujourd'hui, par la faute des machines, les hommes font tout ce qu'autrefois la femme faisait de ses mains ou faisait faire à la maison. Et alors, qu'est-il arrivé? Dans les classes moyennes et populaires, les femmes, pour vivre, cherchent à apprendre quelque métier masculin, au risque de ruiner leur santé. Dans les hautes classes, où elles n'ont rien à faire, elles se mettent en tête mille caprices, mille lubies. Et néanmoins, les hommes, qui ont volé aux femmes presque tous leurs travaux, à commencer par le tissage, se plaignent que les femmes leur fassent concurrence!

A midi, nous avions atteint 13°34′ de latitude, et 23° de longitude, exactement. Dans l'après-dîner, la mer devint enfin plus tranquille, et les passagers reparurent. Le soir, à table, Alverighi et Cavalcanti étaient présens; mais Rosetti ne se montra pas.

Dans la nuit du samedi au dimanche, la mer s'apaisa tout à fait, et le dimanche, au déjeuner, il ne manqua personne. Cependant on ne causa que de choses insignifiantes, et avec peu d'animation. Tout le monde se ressentait encore de la récente épreuve. A midi, nous étions à 18°45′ de latitude et 20°4′ de longitude. Après le déjeuner, par un temps clair et déjà un peu frais, — car nous cheminions rapidement vers l'automne, — nous passâmes notre temps à causer de sujets divers, à parler surtout des Canaries qui n'étaient plus qu'à un jour et demi de navigation, et à bavarder aussi sur l'arrivée prochaine. Le voyage était plus qu'à moitié fait, et, dans huit jours, s'il ne survenait aucun accident, nous nous promènerions dans les rues de Gènes. Même dans l'après-midi, les discussions ne recommencèrent

pas. Pendant quelque temps, au milieu des flots, n'ayant pas autre chose à faire, nous nous étions engagés dans une discussion qui avait pour but d'éclaircir le sens de quelques grands mots, science, progrès, etc., que tout le monde emploie, mais dont personne ne sait au juste ce qu'ils veulent dire. Mais deux jours de tempête avaient suffi pour interrompre ce jeu : car ce n'est qu'un jeu, désormais, de chercher à connaître avec précision les choses dont on parle chaque jour.

Ainsi arriva insensiblement l'heure du dîner. Tandis que nous étions à table, un incident imprévu vint nous distraire de notre placide ennui. Entre le second et le troisième service, le docteur Montanari survint, s'assit, déplia sa serviette d'un air encore plus grincheux que d'habitude; et, tout à coup, sans prendre garde aux deux Américains qui étaient là :

— Écoutez-moi ça! dit-il. Avec ces Américains, on ne sait jamais ce qui peut vous tomber sur la tête! Ils sont fous à lier!

Et il raconta comment, averti depuis deux jours par les domestiques que le jeune homme de Tucuman était au lit avec une forte fièvre, et s'étonnant que sa femme n'eût point fait appeler le médecin, il avait pris l'initiative d'aller, ce soir-là, faire une visite au malade; mais ladite femme l'avait empêché d'entrer dans la cabine et lui avait tenu, sur le seuil de la porte, un long discours où il n'avait à peu près rien compris.

— Elle a baragouiné en anglais pendant un quart d'heure, et j'ai cru entendre qu'elle déclarait n'avoir pas besoin de médecin! Y a-t-il quelqu'un de vous qui parle l'anglais et qui veuille bien aller lui dire d'en finir avec ces fantaisies-là? Si elle n'ouvre pas la porte, je l'enfoncerai. Il faut que je sache quelle est la maladie de son mari.

Effectivement, après le dîner, Cavalcanti et moi, qui parlions l'anglais un peu moins mal que les autres, nous descendîmes aux cabines de première classe, situées sous le pont de promenade. Une femme de chambre avertit Mme Yriondo, — ainsi se nommait l'Américaine; — puis elle nous fit entrer dans une cabine vide. Mme Yriondo parut, tenant un livre à la main, et s'assit sur l'un des deux petits lits qui se faisaient face, nous laissant l'autre. Alors Cavalcanti prit la parole, et il dit d'abord qu'il regrettait de la déranger dans un moment où elle devait être fort tourmentée par la maladie de son mari. Mais, comme il allait passer de l'exorde à l'exposition, elle l'interrompit, un

peu en retard sur ce qu'il venait de dire, mais d'un ton bref et résolu :

— Mon mari n'est pas malade.

Je me demandai si j'avais mal entendu. Mon compagnon, stupéfait, s'arrêta une seconde, puis balbutia que le docteur nous avait affirmé...

— Croire aux maladies et faire que les autres y croient, c'est le métier des médecins, répondit-elle sèchement. Mais les maladies n'existent pas.

— Elles n'existent pas! nous récriâmes-nous presque en même temps.

Et nous la regardâmes tandis qu'elle nous regardait aussi, raide et impassible.

— Cependant, lorsqu'on parcourt le monde et qu'on visite les hôpitaux... reprit Cavalcanti avec un sourire incertain.

— Oh! répliqua-t-elle, cette fois encore avec un peu de retard, comme si elle avait besoin de quelque temps pour saisir la pensée de son interlocuteur. Tant que les hommes croiront que le froid peut engendrer le rhumatisme ou la phtisie, ils deviendront phtisiques et rhumatisans; mais la cause de leur maladie sera cette opinion, et non le froid lui-même.

De nouveau il y eut un silence. Les deux ambassadeurs avaient quelque envie de rire; mais la dame demeurait fort tranquille.

— Néanmoins la science... finis-je par dire, pour dire quelque chose.

Mais elle m'interrompit et me demanda à brûle-pourpoint :

— Pourquoi l'arbre de la vie et l'arbre de la science croissaient-il dans l'Éden? Pourquoi le serpent poussa-t-il l'homme à goûter les fruits de l'arbre de la science, et non ceux de l'arbre de la vie? C'est parce que la science, qui prétend classer les maladies, n'est qu'une grossière scolastique de la matière. Mais la matière n'existe pas.

— Qu'est-ce qui existe, alors? s'empressa d'interroger Cavalcanti, à demi sérieux, cette fois.

— L'esprit symbolisé par l'arbre de la vie, répondit-elle. Qu'est-ce qu'une maladie? C'est une souffrance que le prétendu malade croit éprouver dans un organe de son corps. Mais, lorsque l'esprit est sorti de l'organisme, — après la mort, — peut-on encore éprouver de la souffrance? Y a-t-il une drogue,

un emplâtre ou une science qui puisse guérir un cadavre? Et néanmoins, vivant ou mort, ce que vous appelez le corps est toujours le corps. Par conséquent, ce qui vit, ce qui souffre, ce que l'on croit malade, c'est l'esprit.

— Mais qu'est-ce que le corps, selon vous? demanda Cavalcanti, tout à fait sérieux.

— C'est une illusion de l'intelligence mortelle qui attribue l'âme à la matière. Cette illusion engendre la douleur, les maladies, le péché, la mort; c'est le serpent de la Genèse; c'est le grand dragon de l'Apocalypse.

Aussi le dragon de l'Apocalypse! Décidément, elle était folle. Je perdis patience, et, comme Cavalcanti semblait vouloir s'attarder à étudier cette folie-là, je me chargeai de ramener un peu brusquement la conversation à l'objet de notre ambassade, et je dis que le médecin du bord avait le devoir de visiter son mari et de constater si la maladie était contagieuse ou non. Elle m'écouta, poussa un « oh! » puis se tut et parut réfléchir, toujours raide et immobile. « N'a-t-elle pas compris ou fait-elle la niaise? » me demandai-je à part moi. Et j'allais revenir à la charge lorsque Cavalcanti intervint, mais avec plus de douceur.

— Laissez venir le docteur, lui conseilla-t-il. Le docteur visitera votre mari, voilà tout; mais votre mari ne sera nullement obligé de suivre le traitement ordonné.

Elle demeura inébranlable.

— Si le docteur vient, répliqua-t-elle, il lui demandera en quel endroit il souffre, s'il a déjà été malade, etc. Et ensuite j'aurai plus de peine à le guérir...

— A le guérir? s'écria Cavalcanti. Vous le soignez donc?

— Vous soignez une maladie qui n'existe pas? ajoutai-je.

— Et comment le soignez-vous? insista Cavalcanti.

— Par la Science Chrétienne, répondit-elle.

Je compris enfin! Mme Yriondo appartenait donc à la secte fondée aux États-Unis, sous le nom de *Christian Science*, par cette Mrs Eddy dont j'avais beaucoup entendu parler en Amérique, secte qui interdit à ses fidèles de se servir des médecins et de croire à la médecine. Le hasard me faisait rencontrer une adepte de la Science Chrétienne à bord du *Cordova*. Je ne ris plus lorsque Cavalcanti demanda ce que c'était que la Science Chrétienne ; je voulais, moi aussi, profiter des explications.

— C'est Christ, répondit la dame, qui revient dans le monde

pour en chasser le dragon, c'est-à-dire le péché, la maladie, la mort, la haine : Christ, qui est la Vérité, l'Idée spirituelle!

Cette première explication n'était pas très limpide. Cavalcanti demanda tout net comment la Science Chrétienne s'y prenait pour soigner une pneumonie. La dame évita de répondre sur ce cas trop particulier.

— La maladie, dit-elle, n'est qu'un rêve. Il est donc nécessaire d'éveiller le patient. Et nous l'éveillons en lui persuadant peu à peu, avec douceur, que la matière ne sent, ni ne souffre, ni ne jouit, puisqu'elle n'existe pas; en le convaincant que l'esprit immortel est la seule cause efficiente qu'il y ait dans l'Univers, et que par conséquent la maladie ne peut être ni une cause ni un effet; en détournant du corps l'attention que lui prête le malade imaginaire et en la ramenant vers Dieu.

Elle fit une pause; puis, levant le livre qu'elle avait sur ses genoux :

— Pour moi, continua-t-elle, voici, après la Bible et le livre de Mrs Eddy, la meilleure des médecines. Ce sont les conférences que Svamo Vivekananda, le missionnaire védantiste, a faites en Amérique il y a quelques années.

— Et aurait-elle le pouvoir de raccommoder une jambe cassée, la philosophie du Vedanta? ne pus-je m'empêcher de lui demander brutalement.

— Oui, me répondit-elle sans s'émouvoir. On peut guérir mentalement des membres cassés. Mrs Eddy y a réussi sur elle-même. Mais il faut pour cela une force extraordinaire de la pensée, une incomparable pureté de l'âme. C'est pourquoi notre sainte fondatrice a sagement permis à ses disciples de recourir aux chirurgiens pour ces accidens-là.

Puis, après un instant de silence :

— Désirez-vous connaître à fond notre doctrine? Je puis vous prêter le livre de Mrs Eddy. C'est le livre annoncé par l'ange de l'Apocalypse, le plus beau livre que l'on ait écrit depuis la Bible.

Et Mme Yriondo se leva, quitta la cabine.

— Elle est folle à lier, dis-je en pouffant de rire.

— Il y a pourtant dans sa croyance une certaine grandeur, me répondit mon compagnon...

— Oh! Cavalcanti! m'écriai-je. A force de vouloir examiner, tâter et goûter toutes choses, je ne sais ce qu'à la fin vous n'admirerez pas.

Mme Yriondo rentra avec le livre annoncé par l'ange, présenta ce livre à Cavalcanti et lui offrit en outre un exemplaire de Vivekananda, en lui disant qu'elle en avait deux. Tandis que Cavalcanti feuilletait ces volumes, je fis à sa place le diplomate et j'essayai d'amener la dame à une transaction. Finalement elle se déclara prête à recevoir le docteur dans la cabine de son mari, à la condition que le docteur ne lui adresserait aucune question sur son mal et que, pendant la visite, il le troublerait le moins possible. Si le docteur désirait quelques renseignemens, il les demanderait à Mme Yriondo, hors de la cabine. Je répondis que je transmettrais au docteur cette réponse et que j'espérais qu'il accepterait la proposition.

Nous revînmes dans la salle à manger. Autour des tables desservies, Rosetti, le docteur, l'amiral et ma femme nous attendaient, en bavardant et en prenant le sorbet du dimanche. Je résumai minutieusement notre entretien avec Mme Yriondo, sans omettre de dire que, à notre grande confusion, cette dame nous avait demandé pourquoi, dans l'Éden, il y avait l'arbre de la science et l'arbre de la vie. Quand j'énonçai les clauses de la transaction, la colère et l'indignation du docteur éclatèrent :

— Elle peut être tranquille ! s'écria-t-il, plus exaspéré que jamais. Je ferai ma visite à son mari sans ouvrir la bouche, comme si j'étais un vétérinaire !

Cavalcanti l'accompagna en qualité d'interprète. Nous nous amusâmes de l'explosion du docteur; nous plaisantâmes sur la Science Chrétienne et sur la « chirurgie mentale » de Mrs Eddy; tant qu'enfin, m'adressant à Alverighi, qui jusqu'alors n'avait pas soufflé mot :

— Dans votre Amérique, dis-je, on en voit de belles!

— Quelques fous ignares ! grommela-t-il. Mais personne ne les prend au sérieux.

— Quant à cela, répondis-je, n'allons pas si vite. La Science Chrétienne compte un grand nombre de prosélytes, même dans les classes élevées et riches. A Boston, j'ai visité leur église : une église énorme où, sur les murailles, les maximes de Mrs Eddy voisinent avec celles du Christ!

Alverighi haussa les épaules.

— Le pays est si grand ! Chacun prétend penser avec sa propre cervelle, même ceux qui n'en ont guère. Et puis, ajouta-t-il, c'est bientôt fait de rire.

— Que voudriez-vous que l'on fît ? Devrions-nous croire, nous aussi, que l'Apocalypse guérit les maladies?

— Je ne dis pas cela, reprit-il, un peu gêné. Je dis seulement que, lorsqu'un homme est malade, aujourd'hui comme hier et comme au temps des Romains, s'il ne meurt pas, il guérit; et alors la médecine s'attribue le mérite de la guérison. Or, parmi les sectateurs de Mrs Eddy, ceux qui se portent bien ont la conviction de devoir leur bonne santé à la doctrine qu'ils professent, ceux qui sont malades ont la conviction que la Science Chrétienne les guérira, et ceux qui sont morts ne sont plus en état de vérifier si la médecine scientifique aurait eu un meilleur succès.

Mais l'amiral, Mme Ferrero et moi, tous à l'exception de Rosetti qui garda le silence, nous nous insurgeâmes. Par amour de l'Amérique, Alverighi allait jusqu'à défendre la médecine sacrée des sauvages et des anciens, relleurie par une incroyable aberration dans le Nouveau Monde. Il demeura intrépide contre nos protestations.

— N'oublions pas, s'écria-t-il, que l'Amérique est le pays de la liberté. Chacun y pense comme bon lui semble. S'il y a des gens qui, pour leur santé, aiment mieux se confier à Dieu qu'aux médecins, libre à eux. Le monde va-t-il s'écrouler pour cela? Qu'en pensez-vous, ingénieur?

Alverighi se tournait vers Rosetti, dont le silence lui faisait supposer qu'il inclinait plutôt en sa faveur. Mais Rosetti, au lieu de répondre tout de suite, réfléchit encore un moment, tout en tiraillant sa barbiche; puis, les yeux malicieux :

— Je pense, dit-il, que l'homme est un curieux animal. Tous les jours une nouvelle marotte! Il a besoin de se créer des fantômes.

Et il se tut. Nous aussi nous gardâmes un instant le silence, en le regardant. Personne n'avait compris la vague allusion de l'ingénieur, Cavalcanti le poussa à s'expliquer par un laconique :

— Vous voulez dire ?

— Autrefois, reprit Rosetti, l'homme prétendait que ce que Dieu avait de mieux à faire, c'était d'être l'infirmier du genre humain. Aujourd'hui, il s'est mis dans la tête que c'est à la science de guérir ses maux. La science est devenue le *factotum* de notre époque, comme autrefois c'était le bon Dieu. Que ne la charge-t-on pas de faire? Soigner les maladies, élever la

jeunesse, vaincre à la guerre, enrichir les peuples, écrire l'histoire, gouverner les États, voler comme les oiseaux et nager comme les poissons, dompter et falsifier la nature, cultiver les champs, faire les révolutions... N'y a-t-il pas jusqu'à un socialisme scientifique ? Comment, par quels moyens la science pourrait-elle opérer tant de miracles et se mettre au service de tous nos caprices ?

Cette fois, ce fut l'amiral qui répondit, mais au bout de quelques instans, lorsqu'il se fut aperçu que personne ne prenait la parole.

— Comment ? Mais cela est clair, à ce qu'il me semble. En découvrant les lois de la nature.

Rosetti le regarda, et, tiraillant toujours sa barbiche :

— Croyez-vous donc, répliqua-t-il, que la nature obéisse à ce que nous appelons ses lois, et qu'il existe des lois de la nature ?... Mais c'est vrai : j'oubliais que vous êtes comtiste. L'autre jour, quand j'ai dit que la science est fausse, vous avez protesté.

— Et je proteste encore, avec votre permission.

— Pourquoi protestez-vous ? Quel est le but principal auquel vise un savant, lorsqu'il cherche ce que l'on nomme la loi d'un phénomène naturel ? Il vise à simplifier les phénomènes et à y mettre de l'ordre, autant que possible. *Cæteris paribus*, l'explication la plus simple sera celle qui aura sa préférence. Or, pourquoi l'explication la plus simple serait-elle nécessairement la vraie ? Vous semble-t-il que la réalité soit simple, ou qu'elle ait une tendance à se simplifier ? La loi exige que les phénomènes de la nature soient constans et uniformes. Eh bien, regardez autour de vous, et vous constaterez que la nature n'est jamais ni constante ni uniforme. On pourrait même dire, — et on l'a dit, — qu'une loi de la nature, loin d'être toujours observée, est toujours violée. Y a-t-il un seul phénomène réel auquel une loi s'applique exactement ? Les savans eux-mêmes reconnaissent que non. Donc...

— Mais c'est le monde renversé ! s'écria l'amiral avec un léger mouvement d'impatience.

— C'est la conclusion à laquelle arrive la philosophie moderne. Connaissez-vous l'œuvre de M. Boutroux ? Avez-vous lu un article publié il y a quelques années par M. Le Roy, dans la *Revue de métaphysique et de morale ?* Non. Lisez-le donc, cet article et vous y verrez que la nature n'est pas un grand ordre,

mais qu'elle est un chaos, un tourbillon, une mouvante continuité d'images qui vont, qui viennent, qui se superposent, qui se fondent par degrés insensibles les unes dans les autres, qui se mêlent, qui s'évanouissent, qui reparaissent. Mais la science arrive avec ses ciseaux; et elle découpe, morcelle, fixe, élabore cette continuité mobile et dense; et elle isole, simplifie et surtout ordonne les phénomènes qui, dans la nature, s'agitent confusément dans un merveilleux désordre. Donc la science, loin de nous découvrir la réalité, nous la cache, puisqu'elle nous en présente un tableau plein d'ordre et de simplicité. Cet ordre merveilleux que vous admirez dans l'univers, il est, non dans l'univers, mais dans notre esprit, comme aussi la simplicité. La science nous en présente donc une image fausse; et, par conséquent, on peut dire que la science est fausse.

L'amiral hésita un instant; puis il demanda:

— Mais alors, si la simplicité, la régularité, l'ordre ne sont pas dans la nature, pourquoi voulons-nous à tout prix les y introduire?

— Parce que cela nous est commode. En simplifiant la nature, nous épargnons de la fatigue à notre cerveau, qui est paresseux; en y mettant de l'ordre et en considérant comme uniforme et stable ce qui est varié et mobile, nous négligeons les différences des choses, ce qui nous permet d'arranger plus commodément nos affaires.

— Mais à ce compte, répliqua l'amiral, la vérité ne serait que ce qui nous accommode; elle changerait avec notre intérêt.

— Indubitablement. Mais croyez-vous vraiment que la nature ait inventé des lois éternelles et immuables, puis les ait cachées avec soin pour que la science humaine jouât à cligne-musette avec elle? Rappelez-vous que, l'autre jour, M. Alverighi, Ferrero et votre serviteur, après une longue discussion, ont conclu que ce que nous jugeons beau, c'est ce que nous avons intérêt à juger tel. Eh bien! c'est aussi l'intérêt qui nous fait paraître la science vraie. Le pragmatisme, qui est la philosophie américaine par excellence, a prouvé que les lois scientifiques sont dans notre pensée et non pas dans la nature; qu'elles n'ont, hors de nous et avant nous, aucune existence, mais que c'est nous qui les inventons, non pas pour comprendre et expliquer, ce qui est le moindre de nos soucis, mais pour l'exploiter. Bref, les lois sont des instrumens avec lesquels

nous agissons sur le monde, des machines idéales qui nous servent à fabriquer ces autres machines de bois et de fer, si exécrées par Mme Ferrero. Une loi scientifique est vraie, non en soi, car en soi elle est plutôt fausse, mais lorsque nous pouvons en tirer profit. C'est donc l'intérêt qui la rend vraie, tout comme c'est l'intérêt qui rend belle l'œuvre d'art. La science est « instrumentale, » dit M. Bergson, et il dit bien. Par conséquent, une science est d'autant plus vraie qu'elle nous est plus utile. Et il suit de là que la médecine ne peut être appelée science que par courtoisie ou par tolérance : en réalité, elle n'est science qu'à demi. Combien nombreux sont les cas où le médecin est en état de dire au malade avec certitude et sans hésitation : « Avalez cela, et vous serez guéri ? »

Mais l'amiral ne voulut pas rendre les armes.

— Non, non, répliqua-t-il, obstiné. Il n'y a aucune proportion entre les services qu'une science nous rend et la somme de vérités certaines qu'elle contient. La médecine nous rend de grands services, et pourtant c'est une science incertaine et mal assurée, parce qu'elle étudie des phénomènes obscurs et complexes. L'astronomie au contraire est une science inutile ou presque inutile pratiquement; et pourtant combien elle est plus sûre dans ses affirmations que la médecine ! Je ne vais pas nier, sans doute, qu'elle est une science et une science vraie, parce qu'elle ne nous sert point à gagner de l'argent.

— Vous croyez donc que la terre tourne véritablement autour du soleil ? demanda inopinément Rosetti.

A cette question singulière, nous demeurâmes stupéfaits.

— Eh quoi ! protesta aussitôt l'amiral. Le système de Copernic ne serait plus vrai, maintenant ? Elle est trop forte, celle-là !

— Vous avez donc pu croire un seul instant, vous aussi, qu'il était vrai ? répondit Rosetti. Ce n'est pas moi, d'ailleurs, qui révoque en doute cette croyance, c'est Poincaré, le grand mathématicien français. M. Poincaré a démontré que, quand nous disons : « la terre tourne, » nous voulons seulement dire par là qu'il est plus commode pour nous de supposer que la terre tourne et que le soleil reste immobile : car, quant à savoir lequel des deux tourne réellement, nous ne pouvons y parvenir; et, si nous ne pouvons y parvenir, c'est parce que nous ne pouvons connaître l'espace absolu. Parlons plus clairement. Lorsque, du haut d'un clocher, je vois un homme traverser une

place, je puis dire que c'est l'homme qui se meut, parce que je sais de façon certaine que les maisons ne changent pas de place : dans l'exemple choisi, ces maisons constituent des points de repère absolument immobiles. Mais l'univers, quand je le contemple de l'observatoire de ma pensée, est une place trop vaste, où je ne trouve aucun point absolument immobile auquel je puisse rapporter le mouvement de la terre, aucun point tel qu'il me soit impossible de supposer que c'est lui qui se meut autour de la terre. Et alors ? Alors, voici que, par la bouche de Tannery, la Sorbonne nous déclare que le système de Copernic et celui de Ptolémée sont deux conceptions équivalentes, puisque nous pouvons également bien rapporter le mouvement des astres à la terre ou au soleil. Les deux systèmes ne sont donc ni vrais ni faux, et ils peuvent se substituer l'un à l'autre selon notre bon plaisir, se renverser, se « retourner. » Pourquoi, quand vous avez commencé à « retourner » le jugement sur *Hamlet*, ai-je compris tout de suite votre intention ? C'est parce que j'avais déjà beaucoup réfléchi sur la facilité de transformer le monde d'Aristote en celui de Copernic. « C'est la même chose que le système du monde ! » ai-je pensé tout de suite, lorsque vous avez commencé à « retourner » le jugement sur *Hamlet*.

L'amiral était si étonné, si désorienté que, pendant un bout de temps, il ne souffla mot.

— Je suis abasourdi, prononça-t-il enfin. Mais alors, si les deux systèmes peuvent se convertir l'un en l'autre, pourquoi les hommes ont-ils cru durant tant de siècles que l'un était vrai et que l'autre était faux ? Pourquoi a-t-il été si difficile d'opérer le « retournement ? » Pourquoi n'y a-t-il plus aujourd'hui d'astronomes qui aient la fantaisie d'être ptoléméens à côté des coperniciens, comme il y a des matérialistes et des spiritualistes, des classiques et des romantiques ?

— Venez avec moi, dit Rosetti en se levant, et allons sur le pont. Je vous l'expliquerai en fumant un cigare.

Nous nous levâmes pour le suivre. Mais, au moment où nous allions sortir, Cavalcanti et le docteur reparurent.

— J'ai fait le vétérinaire à merveille ! annonça le docteur. Il a une bronchite sans gravité. Le cœur est bon ; notre homme s'en tirera.

— Et la Science Chrétienne inscrira dans son livre d'or un nouveau triomphe ! dit Rosetti en souriant.

XIII

La moite douceur de l'automne imprégnait le soir. Nous commençâmes à faire les cent pas sur le pont, où quelques voyageurs goûtaient la beauté de la nuit.

— Savez-vous, amiral, reprit Rosetti au bout de quelques minutes, que plusieurs philosophes et astronomes anciens avaient déjà affirmé et cru démontrer que c'est la terre qui tourne autour du soleil? Les Pythagoriciens, Aristarque de Samos, Séleucus de Séleucie... Comment donc se fait-il que les anciens soient restés aveugles à une vérité si lumineuse? et qu'au nombre de ces aveugles il y ait eu Aristote et Hipparque lui-même, le plus grand astronome de l'antiquité? La raison, la voici. Pour admettre que la terre se meut dans l'espace, il faut admettre aussi que les étoiles fixes, tous ces innombrables petits flambeaux que vous voyez scintiller dans ce ciel noir, sont placées à une si grande distance que, pratiquement, on pourrait la dire infinie. Sinon, comment expliquer qu'elles n'ont pas de parallaxe annuelle, ou, pour parler plus simplement, qu'on ne voit aucun changement dans leurs positions apparentes? En somme, pour que la terre puisse se mouvoir, il faut qu'autour d'elle l'espace s'agrandisse jusqu'aux confins de l'infini; il faut la lancer et la perdre dans l'infini, imperceptible grain de poussière dans la ronde frénétique de millions et de milliards de mondes semblables. Mais les philosophes et les astronomes anciens ont reculé devant cette audace : car dans cet infini se volatilisait aussi la religion, et avec elle l'art, la morale, l'État, toutes choses qui avaient alors pour base la religion. Leurs pauvres dieux pouvaient bien sans doute surveiller la terre de là-haut, mais à la condition qu'elle demeurât immobile sous leurs yeux, au centre de l'Univers, et qu'elle n'allât pas, vagabondant à travers l'infini, se perdre dans le chœur des astres sans nombre. Bref, le polythéisme ancien exigeait un système géocentrique de l'Univers. Si donc on préféra le système de Ptolémée, encore qu'il fût très embrouillé, ce fut en raison d'un intérêt. Mais aujourd'hui le monde n'a plus autant besoin qu'autrefois d'avoir dans le ciel une brigade de dieux gendarmes; et d'ailleurs le monothéisme chrétien, — c'est une profonde pensée d'Auguste Comte, amiral, — avait déjà commencé à volatiliser la

divinité. On se mit donc à chercher une explication de l'univers qui fût plus conforme à la faiblesse de notre intelligence, et Copernic parut. Que fit ce bon Copernic ? Il représenta le mouvement des astres d'une facon assez grossière, même si on la complète par les lois de Képler, mais simple, très simple, beaucoup plus simple que ne l'était le système de Ptolémée. Plus simple, certes, mais pas plus vraie, prenez-y garde !

— Mais la simplicité est dans le phénomène et non dans notre tête ! repartit obstinément l'amiral. Nous comprenons le phénomène parce qu'il est simple.

— Non, répondit Rosetti ; nous le comprenons parce que nous l'avons simplifié ; et cela est si vrai que nous pouvons en donner une explication plus compliquée, celle de Ptolémée.

— Mais la théorie de Ptolémée est fausse !

— Oui, si l'on suppose le monde infini. Mais, si l'on veut, comme les anciens, que l'univers soit un système clos, elle est la seule possible.

— Mais le monde est infini, sacrebleu !

— Qui vous l'a dit ? Loin de pouvoir prouver l'existence de l'infini, nous ne réussissons pas même à le concevoir. Qu'y a-t-il là-haut, dans la sombre profondeur de ces espaces constellés ? Quelle distance nous sépare d'eux ? Et combien de milliards de générations faudrait-il, à supposer que l'on pût y aller par une mer tranquille et sur un bateau pareil à celui-ci, pour aborder au plus éloigné de ces astres ? Et, lorsque nous aurions enfin posé le pied sur une planète tournant autour de ce soleil qui nous paraît situé au bout du monde, combien de mondes nouveaux, aussi éloignés de lui qu'il l'est de nous, nous serait-il donné alors d'apercevoir ? Chacun de ces astres situés à l'infini est donc lui-même le centre d'une sphère infinie ? L'esprit se perd dans ces pensées. S'il est impossible de concevoir un univers clos comme celui d'Aristote, — car on ne peut s'empêcher de demander : « Qu'y a-t-il au delà ? » — il n'est pas moins impossible de se représenter un univers infini, lequel suppose un « au-delà » auquel il serait impossible de trouver jamais une limite. L'infini n'est qu'une hypothèse inintelligible...

Je ne sais quelles idées Rosetti allait développer encore ; mais l'amiral l'interrompit :

— J'ai compris, dit-il mélancoliquement. L'art et la philosophie sont des chimères ; la science est fausse ; le progrès est

une mystification. Tout cela se tient, et la conséquence est inévitable. Auguste Comte a raison : l'idée du progrès est née des premiers triomphes de la science. Ou le progrès est l'accroissement du savoir, ou il n'est qu'une illusion.

— Par le fait, répondit Rosetti, il est une illusion : une illusion « retournable. » Je l'ai déjà dit, l'autre soir. Si la science est instrumentale, comme l'affirme Bergson, si elle sert à exploiter la nature et à fabriquer des machines, alors c'est clair : les hommes et les peuples qui ne veulent pas s'enrichir vite et qui n'ont pas besoin de machines, n'ont pas besoin non plus de la science. Pour eux comme pour les musulmans, par exemple, la science, loin d'être la force qui fait progresser le monde, n'est qu'une aberration...

Nous étions revenus de la Science Chrétienne à notre point de départ, c'est-à-dire à la question du progrès, que nous avions commencé à examiner quatre jours auparavant, puis délaissée à cause de la tempête. Lorsque Alverighi entendit prononcer le mot « progrès, » il rentra brusquement dans la discussion.

— Nous ne sommes pas des musulmans, grâce à Dieu ! s'écria-t-il.

— C'est vrai, répondit Rosetti. Mais s'il nous arrivait de le devenir ?... Si, quelque jour, nous considérions de nouveau la simplicité et la résignation comme les biens suprêmes de la vie des musulmans ?

— Ce n'est pas possible !

— Pourquoi ? N'avons-nous pas vu, l'autre jour, qu'il n'existe aucun criterium pour décider, entre les besoins de l'homme, quels sont les légitimes et quels sont les vicieux, quels sont ceux qu'on doit réprimer et ceux qu'on doit satisfaire ? Dès lors, le musulman qui déteste les machines n'a pas moins raison que l'Américain qui les adore. La vie intense, pour parler comme Roosevelt, vous semble, à vous, Alverighi, et à tous les hommes endiablés comme vous, plus belle que la vie simple. Mais à un philosophe épicurien, à un berger de Virgile, à un moine du moyen âge ?...

— Pensez-vous tout de bon, interrompit Alverighi impatienté, que l'homme puisse oublier les sciences et l'art de construire ses machines merveilleuses ? Pensez-vous que la tragédie de l'empire romain puisse se répéter, je ne dis pas dans la Méditerranée, mais sur les deux rives de l'Atlantique ? Il faudrait pour cela que le monde retournât à la barbarie.

— Sans doute, si le monde pouvait jamais retourner à la barbarie, répliqua Rosetti avec un sourire. Penses-tu, Ferrero, qu'aux temps qui nous semblent, à nous, les plus désastreux de l'Empire romain, tout le monde avait alors le sentiment de la décadence de cet Empire ? Non, n'est-ce pas ? Et pourquoi ? Parce que, si ce fait qui nous paraît, à nous, une grande catastrophe historique, nuisait aux uns, il ne laissait pas d'être utile à d'autres; parce qu'à l'ancien ordre de choses succédait un ordre nouveau, qui donnait ou qui promettait à beaucoup de gens, soit le pain, soit une situation honorifique, soit le pouvoir, soit la paix, soit le salut de l'âme. Ces siècles-là, nous les appelons des siècles de fer; mais les contemporains... Je ne sais jusqu'à quel point les artistes du Bas Empire avaient conscience d'être inférieurs à leurs confrères du Ier et du IIe siècle. A tout le moins, mon cher avocat, soyez sûr d'une chose : ils ne se désolaient pas outre mesure qu'il n'y eût plus d'artistes assez habiles pour leur faire concurrence, et ils n'étaient pas à court d'argumens pour démontrer que c'était très bien ainsi. Vous nous avez fait voir comment on s'y prend pour prouver que le monde va bien, même quand il court à sa ruine. Par un simple renversement, on démontre que les sandales sont parfaites et que c'est le pied qui est mal fait; que tout ce qui périt, — même si ce sont les principes les plus élevés et les plus anciens d'une civilisation, — a mérité de périr, et qu'il est bon que cela périsse. Quand vous discutez sur le progrès, rappelez-vous toujours le petit doigt de Léo! Voici un exemple. L'industrie mécanique n'a-t-elle pas détruit toutes les industries manuelles, à commencer par celle du coton dans les Indes, comme nous l'a expliqué Mme Ferrero? Immense calamité pour ceux qui en vivaient; merveilleux progrès pour les fondateurs des industries nouvelles. L'autre soir, vous avez dit qu'une civilisation raffinée est une imposture; mais, pour un orfèvre ou pour un couturier de la rue de la Paix, la civilisation véritable est celle que vous définissez une imposture. Nous sommes fiers de nos transatlantiques; mais, l'autre jour, un vieux marin avec qui je causais sur le gaillard d'arrière, me disait en haussant les épaules : « Facile travail de naviguer sur la mer ouverte dans ces carcasses de fer! Naviguer dans la mer close, à la voile, comme nous faisions à vingt ans, à la bonne heure! c'était cela qui faisait le vrai marin! » Plus les instrumens sont parfaits, moins celui qui s'en sert a besoin

d'intelligence. Tout déchoit donc dans le monde par le progrès et tout progresse par la déchéance, comme l'a démontré Mme Ferrero dans son livre sur les avantages de la dégénération. Du reste, vous avez vous-même admis cela implicitement, l'autre soir, quand vous avez admis qu'il n'y a pas de criterium qualitatif du progrès, mais qu'il y en a seulement un criterium quantitatif. Or nous avons vu que ce criterium quantitatif revient lui-même à un jugement sur la qualité, sur la légitimité des besoins. La conclusion de tout cela? C'est que, quand nous affirmons le progrès ou la décadence d'une certaine chose, nous entendons signifier par là que certains changemens survenus en elle sont bons ou mauvais, c'est-à-dire avantageux ou nuisibles pour nous. Car le Bien et le Mal, eux aussi, sont un couple étrange, comme le Beau et le Bien. Ils sont ennemis, quoiqu'ils se trouvent toujours ensemble; ils sont opposés, et pourtant ils changent continuellement de masques et prennent le rôle l'un de l'autre; ce qui fait que, plus l'homme s'efforce de les distinguer, plus ils le confondent et l'abusent. L'homme poursuit le Bien et finit par le saisir; mais, hélas! il s'aperçoit aussitôt qu'il a fait erreur: ce qu'il tient, c'est le Mal. Il fuit désespérément le Mal, jusqu'à ce que, épuisé par la course, il se livre à lui; et voilà qu'il tombe entre les bras du Bien! L'Autorité et la Liberté, la Guerre et la Paix, la Richesse et la Pauvreté, la Victoire et la Défaite, le Savoir et l'Ignorance, la Force et la Faiblesse, la Vie intense et la Vie simple: quel est le Bien, quel est le Mal? Les uns affirment que tel de ces élémens est le bien, ou le progrès, ou la civilisation, — noms qui ne sont que des synonymes, — tandis que les autres voient tout cela dans l'élément contraire. Et quelle est la force qui les pousse à juger ainsi? C'est l'Intérêt, encore l'Intérêt, toujours et partout l'Intérêt, là comme dans l'Art et dans la Science; — l'Intérêt, terme compréhensif qui désigne à la fois des choses très diverses: l'inclination native, les besoins résultant de l'éducation, la religion, la fortune personnelle, la patrie, l'État, l'ordre social auquel un homme appartient. Tour à tour, selon que tel ou tel intérêt devient plus fort et s'impose, l'homme juge bien, progrès, civilisation, ou mal, décadence, barbarie, tantôt la liberté et tantôt l'autorité, tantôt la richesse et tantôt la pauvreté, tantôt le savoir et tantôt l'ignorance, tantôt la vie intense et tantôt la vie simple. Vous avez ouvert de grands yeux, avocat, quand j'ai dit que nous pourrions

devenir musulmans. Mais pourquoi ? A une époque comme la nôtre, où domine la hardiesse, l'audace, l'activité laborieuse, parce que de petites oligarchies, qui goûtent cette morale et qui en profitent, sont assez puissantes pour l'imposer, succède nécessairement une époque où la simplicité, la résignation, la modération, la médiocrité des richesses sont considérées comme les biens suprêmes, parce qu'alors prédomine la multitude qui a besoin de tout cela. Toujours il en fut ainsi ; la vie oscille incessamment entre deux conceptions opposées du Bien et du Mal, parce que les jugemens que nous portons sur les qualités des choses sont essentiellement « retournables ; » et je ne vois pas pour quelle raison, désormais, ce rythme devrait être suspendu *sine die*, ni au profit de qui. Rappelez-vous ceci, Cavalcanti : l'homme ressemble au cheval enfermé dans la roue qui tourne : il marche, s'ébroue, sue, s'évertue, croit monter des côtes, descendre des vallées ; et cependant il est toujours au lieu où il a commencé à se mouvoir, et le chemin parcouru, les pénibles ascensions, les descentes précipitées, tout cela n'est qu'illusion.

— La vie ne serait alors qu'une immense hallucination créée par nos intérêts, c'est-à-dire par nos passions, interrompit l'amiral.

— Oui, par les intérêts, qui sont mobiles et qui se croient éternels, qui sont divers et contraires, tandis que chacun d'eux se croit unique et absolu. Telle est, du reste, la conclusion à laquelle aboutissent presque toutes les philosophies les plus récentes. Tout est intérêt, donc illusion, depuis l'idée de l'Espace et du Temps...

La stupéfaction de l'amiral fut si forte qu'il interrompit encore :

— Aussi l'Espace et le Temps ! Inventés par les intérêts ! Il ne manquait plus que cela ! Que voulez-vous dire ?

Rosetti réfléchit un instant, puis tira sa montre et dit :

— Minuit va sonner dans quelques minutes. Si vous voulez, nous continuerons demain.

Lorsqu'il fut parti, Alverighi prononça d'un ton sec et péremptoire :

— Il est fou.

L'amiral et Cavalcanti ne dirent rien. Nous nous promenâmes en silence. Moi, j'étais perplexe. J'avais toujours connu Rosetti pour un libre penseur qui inclinait plutôt vers le positi-

visme, comme tant de savans de la vieille génération; aussi, tout d'abord, n'avais-je pas douté qu'il raisonnât ironiquement, comme il aimait assez à le faire. Mais ensuite, son raisonnement avait été si sérieux, si serré, presque passionné! Et pendant six mois je ne l'avais pas revu. S'était-il, lui aussi, comme tant d'autres, converti pendant ce temps-là à la philosophie en vogue? Mais, au lieu d'exprimer mes doutes, j'exprimai enfin l'opinion qu'il plaisantait.

— Qu'il parle sérieusement ou qu'il se moque de nous, déclara Alverighi, je n'admettrai jamais que les hommes consentent à être plus pauvres quand ils pourraient être plus riches. Vous figurez-vous aujourd'hui un saint François ressuscité? Il finirait certainement sous la surveillance de la police ou dans une maison de fous!

— Je pense au contraire, objecta Cavalcanti, qu'il y a du bon dans ces idées-là. Mais ce qui me trouble, c'est la théorie de l'intérêt... Intéressée, la beauté! Intéressée, la vérité! La vérité aussi! Sans cesse j'y repense. Je ne réussis pas à m'en convaincre, mais je n'arrive pas non plus à la réfuter.

XIV

Le lundi matin, vers onze heures, je trouvai à tribord l'amiral, Cavalcanti, Alverighi, tous les trois assis sur des fauteuils et déjà occupés à causer sur la discussion de la veille. Cette discussion avait si fort agité leurs esprits que, après une nuit de sommeil, ils en parlaient encore avec une sorte d'émoi. Alverighi disait :

— Que jamais les hommes reprennent l'habitude de voyager à pied, à cheval, en diligence, sur des bateaux à voiles, comme autrefois, et qu'ils reviennent à vivre simplement, non, non, cela n'est pas possible, cela n'est pas imaginable!

— Et pourquoi? répliquait Cavalcanti, songeur, appuyé au dossier de son fauteuil. Pourquoi l'homme n'aurait-il pas le droit de choisir entre la richesse et la pauvreté, entre le luxe et l'austérité, entre le mouvement perpétuel et la douceur du repos, comme il a le droit de choisir entre le romantisme et le classicisme, entre le spiritualisme et le matérialisme?...

— Mais savez-vous ce qui arriverait, repartit Alverighi, le jour où les hommes ne voudraient plus se déplacer, travailler et

jouir sans répit, comme ils font à cette heure? Le savez-vous? Les usines se fermeraient, les villes se videraient, les terres elles-mêmes baisseraient de prix...

— Et si les hommes se persuadaient un jour que, de cette façon, ils seraient plus heureux?

— Après la faillite universelle?

Cavalcanti ne répondit pas. Ce fut l'amiral qui prit la parole.

— Sans supposer de pareilles catastrophes, dit-il, je considère comme évident qu'aujourd'hui les hommes dépensent et gaspillent trop. Quel besoin ont-ils, par exemple, de courir comme des fous autour de leur planète? Celui qui court pour courir, je ne l'estime pas plus sage que celui qui s'immobilise pour s'immobiliser. Mais ce que je ne comprends pas, c'est ce que M. Rosetti pense de la science. Eh quoi? Nous n'aurions pas le droit d'affirmer la loi sublime du progrès? Nous qui, tranquilles et sûrs aujourd'hui de notre pouvoir, commandons à la nature en lui obéissant, tandis que, il y a trois ou quatre mille ans, nous vivions tremblans de peur et asservis aux génies et aux dieux dont notre imagination avait peuplé l'univers? Ce changement-là est-il aussi une illusion? Le ciel n'est-il donc plus qu'un immense théâtre de marionnettes où les hommes, comme de grands enfans, s'amusent à faire danser les planètes selon leur caprice? Et que signifie encore cette histoire relative au Temps et à l'Espace?

— Le Temps et l'Espace sont les bords du voile de Maya, répondit Cavalcanti, non sans quelque solennité.

Mais le premier coup de la cloche du déjeuner nous interrompit. A table, nous retrouvâmes Rosetti. L'amiral lui demanda tout de suite d'expliquer quel intérêt pouvait bien pousser les hommes à inventer l'espace et le temps.

— Vous avez certainement étudié la géométrie à l'École navale, répondit Rosetti : mais vous l'avez étudiée pour apprendre à accomplir un certain nombre d'opérations relatives à votre profession, n'est-il pas vrai? Vous ne l'avez donc pas étudiée avec désintéressement. Du reste, c'est ce qui arrive à presque tout le monde. Cela m'est arrivé à moi même, tant que j'ai enseigné les mathématiques à Buenos-Aires et que j'ai exercé là-bas la profession d'ingénieur. Mais, à quarante-cinq ans, lorsque je suis rentré en Europe, je me suis mis à étudier,

non plus pour tâcher de me procurer des richesses, des honneurs, de la réputation ou de la puissance, mais seulement pour passer le temps, c'est-à-dire d'une façon entièrement désintéressée. Or savez-vous ce qui m'arriva ? Un beau jour, je découvris qu'outre la géométrie d'Euclide il y avait plusieurs autres géométries, inventées en Allemagne, naturellement; que l'une de ces géométries se permettait de tirer d'un point, non pas une, mais plusieurs parallèles à une droite donnée; qu'une autre se permettait de tirer entre deux points, non pas une seule ligne droite, mais une infinité de lignes droites. « Laquelle est la vraie? » me demandai-je, effrayé à l'idée d'avoir enseigné aux Argentins une géométrie fausse. Dieu sait si je me suis mis l'esprit à la torture! Mais enfin je rencontrai l'homme qui me dessilla les yeux, — et ce fut encore Poincaré, — en me prouvant qu'une géométrie n'est qu'un temple de la nécessité logique, édifié avec un art admirable, mais destiné à rester éternellement vide. Pour parler d'une façon plus familière, les axiomes de la géométrie ne sont ni vrais ni faux, puisqu'ils ne sont que des conventions arbitraires et que chaque géométrie peut les poser à son gré, sans autre obligation que d'en déduire les conséquences avec une impeccable logique. En résumé, il n'y a ni géométries vraies, ni géométries fausses; il n'y a que des géométries plus ou moins commodes par rapport au but qu'on se propose. La géométrie d'Euclide sert à mesurer la terre et à construire les machines; et j'avais donc raison de l'enseigner, à Buenos-Aires, dans une école d'ingénieurs. Les autres géométries servent à devenir professeur d'université, membre des plus fameuses académies de l'Europe, et même sénateur du royaume d'Italie; n'ayant aucune ambition de cette sorte, je n'étais pas tenu de les professer. Je pouvais vivre au-dessus de toutes les géométries, c'est-à-dire au-dessus de l'Espace, ce qui est, ce me semble, un privilège des Dieux...

— Mais alors, répondit l'amiral sur un ton légèrement ironique, la géométrie fait la paire avec la philosophie de la guerre. Quand une guerre est finie, chacun s'empresse d'expliquer aux vaincus pourquoi ils ont été vaincus. Le prêtre leur dit qu'ils ont été vaincus parce qu'ils étaient incrédules; le maître d'école, parce qu'ils étaient ignorans; le constructeur, parce que les engins de guerre n'étaient pas assez parfaits; le savant, le poète, l'artiste, parce que l'État n'honorait et n'en-

courageait pas assez les sciences, les lettres et les arts. Chacun attire l'eau à son moulin.

— Oui, c'est à peu près cela, répondit Rosetti. Du moins, tant que nous ne sommes pas encore arrivés à considérer avec désintéressement l'espace et le temps : car le temps, lui aussi, est une invention des intérêts. L'homme s'est fait l'illusion de parvenir à le mesurer lorsqu'il l'aurait traduit en mouvement, et il a inventé le pendule. Mais comment le mesure-t-il? Il a supposé que le pendule met toujours le même temps pour accomplir la même oscillation ou le même nombre d'oscillations égales. Or, si nous supposons cela, c'est parce que cela nous est commode; mais nous l'admettons sans aucune preuve : car, pour vérifier cette supposition, il faudrait pouvoir contrôler la durée des oscillations du pendule au moyen d'une autre mesure, et cette autre mesure nous manque. « Il y a, dira-t-on, la rotation de la terre. » Sans doute : nous considérons comme égaux deux intervalles de temps pendant lesquels la terre a tourné autour de son axe d'un angle égal, angle que l'astronomie nous permet de mesurer; mais, pour cela, il faut supposer de nouveau que le mouvement rotatoire de la terre est toujours égal, supposition gratuite, que nous ne pouvons vérifier qu'en contrôlant le mouvement de la terre au moyen de nos horloges. En un mot, nous prétendons contrôler nos horloges par le mouvement de la terre, puis le mouvement de la terre par celui de nos horloges : ce qui est un cercle vicieux enfantin. Non : des horloges qui vont bien et des horloges qui vont mal, il n'y en a que pour les horlogers qui se vantent de savoir les régler. Mais, quand on se désintéresse du temps et de sa conception vulgaire, on devient un demi-dieu, un être éternellement jeune, puisqu'on sait qu'on ne vieillit pas, que la vieillesse, comme le temps, est une illusion...

Rosetti énonça cette conclusion en souriant.

— Hélas! répondit l'amiral en souriant aussi, je suis trop vieux pour réussir à me convaincre d'une vérité si belle.

— Non, repartit Rosetti. Dites que vous êtes trop intéressé...

— Quel intérêt voulez-vous que j'aie à croire la géométrie vraie plutôt que fausse? Je n'y gagne rien. Je ne suis pas professeur de mathématiques...

— Parmi les intérêts, répliqua Rosetti, il faut sans doute compter aussi l'attachement que nous avons pour les opinions

enracinées dans notre âme par la première éducation. Et vous êtes comtiste !

L'amiral ne répondit rien, et Cavalcanti répéta à demi-voix :

— Le Temps et l'Espace sont les bords du voile de Maya...

— Ce matin, dis-je, vous avez sûrement lu le livre de Vivekananda ?

Il sourit, puis avoua que, le soir précédent, l'esprit encore plein des discours de l'ingénieur, il s'était retiré dans sa cabine et qu'avant de s'endormir, il avait feuilleté le livre de Mrs Eddy. Il l'avait trouvé assommant ; mais ensuite il avait ouvert le livre du philosophe indien, que lui avait prêté aussi Mme Yriondo ; et, sur celui-là, de page en page, il avait veillé jusqu'à l'aube, tandis qu'il lui semblait entendre une voix invisible continuer sur sa tête, dans la nuit profonde, les discours de M. Rosetti, et le conduire jusqu'aux portes de la suprême et simple vérité, là où tant d'esprits arrivent par hasard après mille erreurs. Et il nous résuma, non sans s'échauffer peu à peu, la doctrine du védantisme. — Le monde n'est pas tel que nous le voyons, et nous ne le voyons pas tel qu'il est ; chacun le voit comme il lui plaît de le voir ; le « moi » de chacun est la mesure de l'Univers ; par conséquent, nous avons tous raison et nous avons tous tort. Toute chose est grande et petite, bonne et mauvaise, belle et laide ; toute vérité est fausse, et toute erreur est vraie ; la vie et la vertu, le péché et l'innocence, l'honneur et l'infamie, la lumière et les ténèbres, la richesse et la pauvreté, la vie et la mort se confondent dans l'unité du Tout ; et l'immense variété du monde n'est qu'un mirage peint de vives couleurs par nos passions, mirage que l'homme convainc enfin de mensonge après mille fatigues et mille dangers, lorsqu'il arrive à comprendre que, semblable à l'infinie variété des flots qui retombent toujours dans la formidable unité de l'Océan, l'apparente variété du monde se résorbe dans l'éternelle immutabilité de l'Univers, constamment égal à lui-même dans toutes ses parties et tous ses membres, et par conséquent immortel, et par conséquent serein, et par conséquent exempt de douleur, de passion, de destruction ; lac d'éternelle félicité, mer de tranquillité inaltérable, unité pure, sans forme et sans changement, c'est-à-dire très parfaite...

Tout cela fut dit dans un beau langage et avec une singulière ferveur. Mais Alverighi ricana :

— Morale : un sou et un million ont la même valeur! La différence n'est qu'une illusion de notre esprit.

— Selon Vivekananda, répondit Cavalcanti, ils ont en effet la même valeur pour le sage qui possède la sagesse suprême.

— Quant à moi, riposta l'autre, je préfère posséder une lieue carrée de bonnes terres dans la Pampa.

— Et pourtant, dit tout à coup Rosetti d'un ton badin, je croyais, monsieur Alverighi, que vous étiez védantiste.

— Moi? fit l'avocat.

— Oui, vous. N'est-ce pas vous qui nous avez démontré que chacun a le droit de juger beau ce qui lui plaît, laid ce qui lui déplaît? Par conséquent vous êtes védantiste.

Mais ici, la machine, sifflant midi, interrompit l'entretien. Nous nous levâmes de table et nous nous dispersâmes. J'allai lire sur la carte que nous avions atteint 23°36′ de latitude, 17°30′ de longitude. Ensuite je causai avec Rosetti, lui racontai les commentaires que nous avions faits, la veille au soir, sur son discours, sans lui cacher qu'Alverighi l'avait déclaré fou; et enfin, moitié sérieusement, moitié par badinage, je lui demandai s'il s'était, lui aussi, converti à la philosophie à la mode.

— Au pragmatisme, sûrement, me répondit-il d'un ton où il y avait aussi du sérieux et du badin. N'est-ce pas la philosophie américaine? Or j'ai fait fortune en Amérique, moi. Je suis donc tenu de professer une philosophie américaine.

Il n'y eut pas moyen de lui faire quitter ce ton équivoque et de tirer au clair sa pensée. Je me retirai pour la sieste, pensant à Cavalcanti et à Vivekananda, mais nullement étonné que ce diplomate, né dans l'Inde nouvelle, au Brésil équatorial, se fût enflammé d'une soudaine ferveur mystique devant l'éternelle Immutabilité du Tout contemplé par un sage sous les tropiques de l'Inde ancienne. Cavalcanti était un mystique inconscient, nourri d'idées occidentales qui ne concordaient point avec sa nature; mais je ne pus m'empêcher de me dire aussi que, désormais, le monde est terriblement confus et embrouillé, avec tant d'idées et tant de peuples qui vagabondent sans trêve à la surface de la terre.

Dans l'après-midi, je me promenai un peu sur le pont, avec Mme Feldmann, qui était calme et qui, d'elle-même, ramena la conversation sur son mari. Elle me dit que l'amiral lui avait rapporté mon incrédulité relativement au bruit qui courait de

ce divorce. Je l'assurai qu'en effet telle était ma pensée, « du moins (me vint-il à l'esprit d'ajouter) s'il n'y a pas dans l'affaire une autre femme. »

— Oh ! quant à cela, je suis bien tranquille ! me répondit-elle avec un sourire malicieux qui me parut étrange.

Un peu plus tard, je rencontrai Cavalcanti qui me raconta qu'il avait découvert la source de tous les cancans relatifs à Mme Feldmann et à ses richesses fabuleuses ! C'était Lisetta, la femme de chambre, qui les mettait en circulation. Il l'avait surprise racontant à la belle Génoise et à la femme du docteur de São Paulo que sa maîtresse avait une baignoire d'or massif où, chaque jour, elle plongeait son beau corps dans une eau additionnée de parfums très précieux, qui, pour chaque bain, coûtaient cinq cents francs, et que, toutes les fois qu'elle voyageait, elle avait coutume, au terme du voyage, de donner une grande fête et de faire un riche cadeau à tous les passagers.

Mais la discussion, interrompue le matin, se ralluma vers la fin du dîner. Après que nous eûmes causé de notre prochaine arrivée aux Canaries, — nous devions y arriver le lendemain matin, — Alverighi, au café, demanda en plaisantant à Rosetti de lui expliquer comment il pouvait être védantiste sans le savoir. Rosetti ne se fit pas prier.

— N'est-ce pas vous qui nous avez prouvé que le Beau et le Laid dépendent de nous, de notre tempérament, de notre humeur, de notre caprice ou de notre intérêt ? Mais pourquoi limiter cette profonde vérité à l'art ? En conséquence, nous avons appliqué votre raisonnement à tous les criteriums que l'on emploie pour juger les qualités des choses ; et non pas seulement si elles sont belles ou laides, mais encore si elles sont vraies ou fausses, bonnes ou mauvaises ; donc aussi pour juger le progrès et la décadence, la civilisation et la barbarie ; et nous avons trouvé que tous ces criteriums dépendent encore de nos désirs et de nos intérêts. Pas un seul d'entre eux n'est éternel, universel, impératif. Mais, s'il en est ainsi, toutes les différences que nous apercevons dans les choses et pour lesquelles nous disons que les unes sont belles et les autres laides, les unes bonnes et les autres mauvaises, les unes vraies et les autres fausses, etc., ne sont qu'apparentes, puisqu'elles dépendent d'états variables et passagers de notre conscience ; et, si ces différences ne sont qu'apparentes, le monde, en dépit des changemens que nous croyons

y apercevoir, demeure toujours identique à lui-même. Pourquoi donc nous efforcerions-nous de le déranger de sa sublime immutabilité, d'altérer son inaltérable identité ? Et notre civilisation qui, par sa furieuse activité, croit imposer à l'univers, des formes toujours nouvelles, est-elle autre chose qu'une immense illusion : la même illusion que celle du cheval qui, faisant tourner avec ses pieds la roue du moulin, croit parcourir la terre et demeurs toujours à la même place ? Or, pour le meunier qui lui fait moudre son grain, il est certes fort important que le cheval marche sans changer de place. Avez-vous lu le livre si ingénieux de Georges Sorel sur les illusions du progrès ? Mais lui, le pauvre cheval, s'il pouvait se soustraire à la tyrannie du meunier, n'aurait-il pas raison, de sortir de la roue et de se coucher tranquillement sur l'herbe ? C'est ainsi que l'homme moderne piétine dans la roue du progrès où l'ont enfermé la cupidité, la folie du luxe, l'orgueil de la raison, enhardi par quelques petits succès, une oligarchie puissante et cupide; mais je ne comprends pas pourquoi l'homme devrait rester éternellement dans cette roue. N'avez-vous pas dit que le temps de la liberté est venu ? N'avez-vous pas éloquemment dénoncé les oligarchies intellectuelles de la vieille Europe, qui voudraient asservir les hommes à leur ambition et à leurs convoitises en leur faisant croire qu'elles connaissent le vrai modèle de la beauté parfaite ? N'avez-vous pas magnifié la révolte de l'homme moderne, qui affirme son droit de juger la beauté selon son criterium et son modèle personnel, obéissant uniquement à la voix intérieure, et libre de toutes contraintes, de toutes sujétions ? Mais à quoi nous servirait d'avoir secoué le joug de ces anciennes oligarchies intellectuelles, si ensuite nous retombons sous la tyrannie d'une oligarchie de banquiers, de fabricans de machines, de savans et d'inventeurs insatiables, qui visent à conquérir l'empire du monde en faisant croire qu'ils connaissent le vrai Progrès, c'est-à-dire qu'ils possèdent la pierre philosophale : — l'introuvable définition du Bien absolu ? — Liberté, liberté !... L'homme ne doit pas conquérir le seul droit de jouir librement de la beauté ; il a aussi le droit non moins divin de choisir la juste et sage manière de vivre, sans sujétions d'intérêts ni d'oligarchies tyranniques, à l'air libre, hors de la route du progrès. Et, le jour où l'homme sera sorti de la route du progrès, il comprendra combien est vaine et mortelle l'illusion de courir pour courir, comme il fait à présent, de s'agiter pour

s'agiter, de convoiter la richesse pour elle-même; il comprendra que la vie n'est qu'un rêve; il s'efforcera de se désintéresser du plus grand nombre de choses qu'il pourra, dans la plus large mesure possible, et non pas seulement de l'art, comme vous le disiez, mais aussi de la science, de la richesse, de tout : car, quand on s'est délivré d'une illusion, ce n'est pas pour aller s'empêtrer dans une autre; il se réfugiera dans le Nirvâna, dans l'Ataraxie, dans l'Extase. C'est en une grande Extase. madame Ferrero, que la civilisation des machines s'évanouira du monde.

Si les paroles étaient prononcées avec un léger accent d'ironie, le raisonnement était déduit avec rigueur. Pendant quelques secondes, Alverighi lui-même demeura interdit; puis il répondit :

— Mais songez donc à la révolution que cela ferait! Bien autre chose que la Révolution française !

— Assurément. Ce serait même la seule révolution véritable. J'ai envie de rire quand j'entends les socialistes dire qu'ils veulent renverser la puissance du capital avec les doctrines de Karl Marx. Eux qui proclament comme le premier devoir du peuple d'accroître ses gains et de multiplier ses besoins! L'empire du capital ne tombera en ruine que le jour où la multitude prendra en horreur ce luxe, cette prodigalité, ces plaisirs et ces vices que les hautes classes lui inoculent pour les lui reprocher ensuite, après les avoir exploités afin de s'enrichir.

— Mais cela n'est pas possible! répéta plus vivement encore Alverighi. Comment pouvez-vous supposer qu'un homme préfère rester pauvre quand il peut être riche? gagner la moitié quand il peut gagner le double?

— Et pourquoi pas? répondit Rosetti. La pauvreté a été jugée bonne, à certaines époques; le christianisme l'a même sanctifiée.

— Le renard et les raisins! En ce temps-là, il était trop difficile de s'enrichir. Mais depuis l'Amérique et les machines...

— Aujourd'hui encore, fit observer Rosetti, quand on veut gagner beaucoup, il faut se donner beaucoup de peine. Or, cet effort incessant n'est ni facile ni agréable pour tout le monde, et nombreux sont ceux qui, s'ils le pouvaient, préféreraient travailler moins, même à la condition d'être moins riches.

— S'ils le pouvaient! s'écria Alverighi, saisissant le mot au vol. Mais ils ne le peuvent pas.

— Parce qu'aujourd'hui ce sont les autres qui commandent.

— Comme il est juste !

— Comme il est juste ? Et la liberté, alors ? Car elle proteste contre les oligarchies intellectuelles de l'Europe, encore que...

— Mais, interrompit Alverighi, l'oligarchie qui impose l'idée du progrès à la multitude rend service à cette multitude même, puisqu'elle l'enrichit bon gré mal gré. Les ouvriers voulaient détruire les machines, et les machines ont fait de l'ouvrier le roi du monde moderne.

— Elles lui rendraient service, répondit Rosetti, si le fait de s'enrichir était un bien en soi. Mais, si cela peut être un bien, cela peut aussi être un mal, selon le point de vue...

— Ne vous semble-t-il donc pas raisonnable, juste, naturel, que les audacieux et les forts commandent aux faibles et aux timides ?

— Oui, si l'on veut acquérir en peu de temps beaucoup de richesses ; non, si l'on préfère contempler l'éternelle immobilité de l'univers...

— Mais si l'homme avait passé son temps à contempler l'éternelle immobilité de l'univers, le monde serait encore ce qu'il était il y a mille ans.

— Le progrès n'est qu'une illusion, une illusion « retournable, » dit en souriant Cavalcanti.

— Mais la force, le savoir, la puissance, la richesse...

— Des illusions, des illusions ! répéta Cavalcanti.

— J'ai compris, répliqua ironiquement Alverighi. Les immeubles, les terres, les chemins de fer, l'or même, ne sont que des illusions. Le voile de Maya !...

— Oui, certes, pour ceux qui n'en ont pas besoin ! affirma Rosetti.

— Vous l'avez reconnu vous-même, ajouta Cavalcanti. Si un mouvement mystique se propageait dans la masse, presque toutes nos richesses s'évanouiraient comme de la fumée.

Alverighi resta quelques instans sans répondre, l'air irrité, les yeux ardens ; puis il croisa les bras, se pencha sur la table desservie, et, regardant tour à tour Cavalcanti et Rosetti :

— Voulez-vous savoir ce qu'il me reste à vous dire en manière de conclusion ? fit-il. Car il me semble que nous avons assez bavardé. Il me reste à vous dire que tous les philosophes du monde, vous y compris, peuvent bien, tant qu'il leur plaira, se mettre le

cerveau à la torture pour démontrer que la richesse est un rêve, une illusion, un délire ; les hommes n'en continueront pas moins à venir d'Europe, où la richesse est rare, en Amérique, où elle abonde ; et, soit en Europe, soit en Amérique, ils continueront à se mettre en quatre, du matin au soir, pour courir après, pour l'atteindre, pour la saisir; et, quand ils la posséderont, ils seront heureux; et, quand ils ne la posséderont pas, ils se désespéreront ; et demain comme aujourd'hui, comme hier, ils tourneront le dos à tous les prédicateurs de simplicité. Que la richesse soit une illusion, c'est possible; mais l'homme moderne est ainsi fait qu'il se moque de l'art, de la justice, de la morale, du nirvâna, de l'ataraxie et de tout le reste. Ce qu'il veut, c'est l'argent, c'est la richesse. Il les veut : voilà le fait !

Cela dit, il donna un coup de poing sur la table et se leva. Rosetti fit un geste, comme pour le retenir. Mais l'autre :

— Je n'écoute plus rien, déclara-t-il brusquement. Pour mon compte, j'ai fini. Demain, nous serons aux Canaries, et il faut que je travaille à mon rapport pour les banquiers parisiens.

Quand il fut sorti, nous nous retirâmes à notre tour, en commentant cette conclusion imprévue de notre longue controverse.

— Il s'est piqué tout de bon, cette fois, dit Cavalcanti.

— Je ne m'étonne pas, ajoutai-je, que la discussion se soit terminée de cette manière.

Et je répétai ce que j'avais ruminé en moi-même, les jours précédens, sur l'impuissance dialectique de notre époque. Rosetti seul écouta, sans mot dire. Puis nous nous séparâmes, et plusieurs d'entre nous allèrent écrire des lettres, pour les expédier de Las Palmas, le lendemain. Je pus surprendre encore, dans l'antichambre de la salle à manger, la belle Génoise, la femme du docteur de São Paulo, le joaillier et les deux marchands d'Asti fort occupés à parler d'elle. Ils étaient positivement enivrés par les récits de Lisetta, et ils épanchaient le trop-plein de leur émotion.

— Et comme elle est gentille ! disait la belle Génoise. Si affable, si simple, si exempte d'orgueil ! L'autre jour, elle nous a rencontrées, ma fillette et moi ; et elle a fait des caresses à l'enfant, a même essayé de lui parler en italien ! Elle parle l'italien avec un peu de difficulté ; moi, j'ai essayé de lui répondre en français, mais je ne sais guère le français. Je crains que nous ne nous soyons guère comprises, ni l'une ni l'autre. Mais c'était si gentil à elle !

Il me sembla que la femme du docteur était un peu vexée de ne pouvoir dire qu'elle avait causé aussi avec l'auguste dame : car elle fit cette remarque un tantinet malicieuse :

— Oui. Elle arrête tous les enfans qu'elle rencontre, même ceux de la troisième classe. Elle leur distribue tous les jours des bonbons...

— Qui sait le pourboire qu'elle va donner aux domestiques ? ajouta la Génoise. Nous allons faire une belle figure, nous!

— Mille francs pour le moins, prononça le joaillier.

— Pas davantage ? demanda la belle Génoise, comme si elle était déçue.

— Et que voulez-vous qu'elle donne ? répliqua le joaillier, un peu vexé de n'avoir pas été assez généreux avec l'argent de Mme Feldmann. Un million ?

— Je voudrais bien savoir ce que j'aurai pour cadeau, à la fête des adieux, ajouta la Génoise.

Je les quittai en songeant que la vie est vraiment un perpétuel passage de l'Équateur. Mais, au moment où j'allais rentrer dans ma cabine, je rencontrai Rosetti qui se retirait ; et je lui dis en plaisantant :

— Vous aussi, ingénieur, vous vous êtes donc converti au védantisme ?

Il me regarda, sourit et répondit :

— Rappelle-toi, Ferrero, que l'ironie est un don de Dieu.

— Oui, repris-je. Mais avec cette arme divine vous m'avez tout détruit. Je commence à me demander si le monde existe encore !

— Moi, j'ai détruit le monde ? Tu crois ? Non, l'ironie ne détruit jamais, tant qu'on ne l'emploie que contre les contradictions de la pensée. Elle ne devient une arme empoisonnée, diabolique, et elle ne prend le nom de cynisme que lorsqu'on l'emploie contre les contradictions de l'action. Ne l'oublie jamais : l'homme est tenu d'être cohérent dans ses pensées ; mais il ne lui est presque jamais possible d'être cohérent dans ses actes. Et ne t'en sers jamais, toi qui es un homme de pensée et qui, par conséquent, jouis de la partie commode de la vie, contre ceux qui ont en partage les ronces et les épines : je veux dire l'action !

GUGLIELMO FERRERO.

(*La suite au prochain numéro.*)

L'AUTRICHE

ET

LA GUERRE BALKANIQUE

Bella gerant alii... Les événemens seraient-ils sur le point de faire mentir l'aphorisme classique ? La guerre, « industrie nationale » de la Prusse, n'a pas servi à édifier la fortune de l'Autriche. Depuis un siècle, le sort des armes, quand elle se trouva réduite à y recourir, lui fut rarement favorable, mais chaque fois qu'elle resta fidèle à sa mission de paix et de conciliation, elle recueillit les bénéfices de sa prudente réserve. Elle a perdu l'Italie malgré Novare et Custozza, mais elle a gagné la Bosnie, en 1878, par politique, sans coup férir, par l'effet d'une neutralité habilement préparée et calculée. L'action, à laquelle sa constitution interne la rend peu propre, lui a été généralement moins profitable que l'abstention armée.

Le gouvernement de Vienne, depuis quelques semaines, tient l'Europe en alarme ; l'empire retentit du bruit des armes : 900 000 hommes seraient prêts à entrer en campagne. Si exagéré que soit, peut-être, ce chiffre, il est certain que l'armée austro-hongroise a été, en partie, mise sur le pied de guerre, que les militaires frémissent d'impatience et réclament la bataille. En Bosnie-Herzégovine, dans les ports, sur la Save et le Danube, en face de Belgrade, des masses d'hommes sont concentrées, tout est préparé pour envahir en quelques heures la Serbie et le sandjak de Novi-Bazar, pour transporter des troupes à Durazzo. En Galicie, en Bukowine, des forces considérables sont rassem-

blées, face aux Russes; et voici que, à son tour, l'armée roumaine prend des mesures de mobilisation. Qu'un signal parte de Vienne et aussitôt les frontières seront franchies. Ainsi serait déclenchée, par le jeu mécanique des alliances et des ententes, cette effroyable guerre que le monde civilisé redoute. Le bruit de ces formidables préparatifs fait peser sur l'Europe une inquiétude générale; l'opinion s'énerve et accuse le Cabinet de Vienne de troubler la paix pour tirer bénéfice du sang versé par les autres; son attitude donne beau jeu aux partis ou aux États qui souhaitent et préparent la subversion de l'Autriche et la ruine des Habsbourg.

Que cette grande alarme s'apaise, ou qu'elle conduise l'Europe à une guerre, il est opportun d'en expliquer les causes au public français qui, en général, juge mal les affaires d'Autriche parce qu'il se représente tous les États comme unifiés et centralisés sur le modèle de la France. C'est ce que nous voudrions essayer de faire aujourd'hui.

I

Nous verrions clair dans les actes et dans les desseins de la politique autrichienne, si nous connaissions bien ses intérêts de toute nature et la part qu'elle a prise aux événemens qui ont préparé et amené la guerre actuelle. Essayons d'abord de débrouiller son rôle dans la genèse du grand conflit balkanique. Ici, il faut le reconnaître, nous sommes réduits aux hypothèses et aux inductions; nous connaissons quelques faits, mais le fil qui les relie, le travail qui les a préparés, nous échappent et nous courons le risque d'interprétations erronées. En politique, le vraisemblable n'est pas toujours le vrai. Cette réserve faite, nous dirons tout simplement ce que nous croyons vraisemblable; l'histoire jugera plus tard.

Constantinople et Salonique constituent une double solution de la question d'Orient : nous voulons dire que la domination ou l'influence, dans la péninsule balkanique, a depuis longtemps été considérée comme susceptible d'être partagée. Des plans, pour un pareil partage, ont été ébauchés, entre Vienne et Pétersbourg, dès le XVIIIe siècle: Salonique constituait la solution autrichienne, Constantinople la solution russe. La convention du 15 janvier 1877, préparée en juillet 1876 à l'entrevue de

Reichstadt, était l'ébauche d'un partage de ce genre puisqu'elle donnait à la Russie sa liberté d'action dans l'Est de la péninsule et réservait la Bosnie et l'Herzégovine à l'influence de l'Autriche. Mais, après le traité de Berlin, la Russie se trouva séparée de la Turquie par la Roumanie et la Bulgarie qui grandirent et devinrent fortes; elle ne toucha plus à l'Empire ottoman qu'en Asie et par mer. La Bulgarie, fille émancipée de la Russie, se substitua partiellement à elle dans sa politique, dans ses ambitions territoriales en Thrace et en Macédoine et dans la marche sur Constantinople. L'Autriche-Hongrie, au contraire, resta, par le sandjak de Novi-Bazar, en contact direct avec l'Empire ottoman. Depuis lors, les relations de la Russie avec l'Autriche, dans les Balkans, restèrent froides. Lorsqu'on vit les deux pays conclure une entente, ce fut pour une politique négative de commune abstention et de commun désintéressement (entente de 1897 et accord de Mürzsteg, 1903). Au contraire, entre la Bulgarie et l'Autriche, qui ne sont pas en contact territorial, de bonnes relations s'établirent; Stamboulof suivit une politique d'émancipation vis-à-vis de la Russie et se rapprocha de Vienne. L'élection du prince Ferdinand de Cobourg, en 1887, passa pour un succès autrichien et, de fait, ce n'est qu'en 1896 qu'une réconciliation s'opéra entre le prince et le Tsar sous les auspices de M. Hanotaux. Un accord entre Vienne et Sophia pour un partage d'influence dans la péninsule et même pour un partage territorial, Constantinople étant réservée, est « dans l'air » depuis longtemps; on l'a souvent annoncé ; il a été probablement discuté, ébauché; il est possible qu'il ait été réalisé.

A mesure que la Serbie se dégageait, par un travail opiniâtre, de la dépendance économique de l'Autriche, qu'elle constituait une armée et un gouvernement, une autre solution apparaissait dont la formule était : « les Balkans aux peuples balkaniques, » et qui s'est concrétisée, en 1912, dans les accords serbo-bulgare et gréco-bulgare. Mais il n'est pas sûr que la combinaison nouvelle, qui a fait si brillante fortune, n'ait pas été mêlée de quelques vestiges de l'autre combinaison regardée, naguère encore, comme vraisemblable. Le roi Ferdinand est un de ces hommes qui, — comme le dit Bossuet de Cromwell, — ne laissent rien à la fortune de ce qu'ils peuvent lui ôter par conseil et par prévoyance. Souverain d'un petit royaume qui s'avance, par les sentiers les plus ardus, vers un grand avenir, il ne risque

un pas en avant qu'après avoir pris toutes ses sûretés, préparé ses assurances et ses contre-assurances. On ne concevrait pas qu'un tel homme, au moment d'entreprendre une guerre d'où dépendait le sort de son pays, de son trône, de sa vie même, ne se fût pas assuré des dispositions de Vienne comme de celles de Pétersbourg. Ouvrir des avenues dans plusieurs directions pour se jeter délibérément, au moment favorable, dans celle qui paraît la plus avantageuse, c'est la méthode propre à tous les petits États qui peuvent séduire la fortune, mais non la violenter; c'est la méthode personnelle de Ferdinand de Bulgarie. Jusqu'où ont été ses pourparlers avec le gouvernement autrichien ! se réduisent-ils à des conversations, ou bien y a-t-il eu accord en vue de certaines éventualités, peut-être même convention écrite ? il est difficile de le savoir. Il faut se souvenir qu'en juin 1911 le Grand Sobranié de Tirnovo, convoqué pour reviser la constitution, a décidé, selon le vœu du souverain, que « le Roi représente l'État dans tous ses rapports avec les pays étrangers, » et qu'il peut conclure des traités sans la ratification du Parlement. On ignore donc quelles ententes ont pu être conclues par Ferdinand; mais il est difficile d'admettre que l'alliance balkanique ait pu se former et se préparer à l'action sans que l'Autriche en ait été informée et, si elle ne l'a pas empêchée, c'est qu'elle a cru de son intérêt de laisser les événemens s'accomplir. Oublions les victoires dont nous avons vu se dérouler la fulgurante série; plaçons-nous dans l'état d'esprit qui régnait dans les chancelleries avant la guerre : les diplomates, qui ont cru à la victoire de l'Autriche en 1866, à celle de la France en 1870, à celle de la Russie en 1904, croyaient naturellement, en 1912, à la victoire des Turcs. N'étaient-ils pas les élèves de von der Goltz? L'opinion la plus favorable aux petits États était que les Grecs ne feraient rien, que les Serbes seraient battus, que seuls les Bulgares feraient bonne figure et auraient peut-être quelques succès au commencement de la campagne, mais qu'ils seraient vite épuisés, qu'ils n'enlèveraient pas Andrinople et qu'au moment où surviendraient les masses turques d'Asie, ils seraient refoulés. Même parmi les Bulgares on le craignait, et, en tout cas, c'était le devoir du gouvernement de préparer, à toute éventualité, une ligne de retraite et une solution minima. L'intervention de l'Autriche ou celle de la Russie, peut-être de l'une et de l'autre, étaient les assurances indiquées.

Qu'il ait existé ou non un accord entre le Cabinet de Vienne et le roi Ferdinand, l'Autriche a cru à la défaite des alliés, tout au plus à des succès éphémères pour les Bulgares. Dès lors sa politique était toute tracée; elle intervenait en médiatrice, elle imposait la paix aux belligérans; au besoin ses troupes pénétraient dans le sandjak de Novi-Bazar et s'avançaient dans la vallée du Vardar; la paix était conclue sur la base de l'autonomie de la Macédoine et de l'Albanie. L'Autriche gardait le sandjak et communiquait par là avec l'Albanie dont elle obtenait le protectorat; la Macédoine autonome était organisée sous la tutelle effective de la Bulgarie qui garantissait à l'Autriche la libre disposition des routes commerciales et du port de Salonique. Vienne aurait exercé, en fait, le contrôle supérieur de la péninsule balkanique. Remarquons bien que la proposition du comte Berchtold (14 août) aurait conduit pratiquement à un résultat très voisin; et c'est aussi, à peu de chose près, ce que demandèrent les alliés dans leur ultimatum à la Turquie. C'est donc certainement ce résultat qu'a visé l'Autriche. L'Italie, occupée en Libye, ne pouvait pas la gêner. Il n'est même pas besoin de faire intervenir l'hypothèse d'un accord formel avec la Bulgarie; l'accord allait de soi, il était dans la nature des choses, dans la logique des situations. La Bulgarie prenait ses sûretés; elle obtenait l'autonomie de la Macédoine et, en cas d'insuccès général, elle assurait sa retraite et celle de ses alliés.

Qu'un accord austro-bulgare ait existé, ou que l'Autriche ait manœuvré comme s'il existait, on en trouve une confirmation significative dans l'attitude de la Roumanie. Le gouvernement de Bucarest faisait dire depuis longtemps que tout accroissement de la Bulgarie serait, pour lui, une diminution de puissance relative, qu'il ne permettrait donc à la Bulgarie d'entreprendre une guerre de conquête contre la Turquie que si, tout d'abord, elle lui assurait, à titre de compensation, Silistrie et une bande de territoire allant du Danube à la mer. Si le gouvernement de Sophia s'y refusait, l'armée roumaine ferait cause commune avec la Turquie pour maintenir dans les Balkans le *statu quo* nécessaire à l'équilibre. Or, qu'avons-nous vu? Les Roumains n'ont pas fait ce qu'ils avaient annoncé; ils n'ont engagé aucune négociation préalable à la guerre. Comment expliquer ce revirement? Par le voyage du comte Berchtold à Sinaïa à la fin d'août. Le ministre a dû faire part de ses vues au roi Carol avec

qui, depuis longtemps, l'Autriche entretient des relations d'amitié étroite; il l'a averti que la guerre se préparait et lui a conseillé de ne rien faire pour l'entraver, de laisser les événemens suivre leur cours jusqu'au moment où la fortune apporterait aux deux gouvernemens l'occasion d'une intervention fructueuse; la Roumanie aurait, dans tous les cas, ses « apaisemens. »

En résumé, s'il n'est pas permis d'affirmer qu'un accord ait été conclu entre la Bulgarie et l'Autriche avant le commencement des hostilités, il est certain que tout s'est passé *comme si* cet accord existait. Le diplomate supérieur qu'est le roi Ferdinand n'a certainement rien négligé, dans cette phase critique de son règne, pour mettre de son côté les plus grandes chances de succès. « Capable de tout entreprendre et de tout cacher, » il a pris toutes ses mesures pour réussir. Mais la fortune peut le trahir : alors, tandis qu'il rassure Pétersbourg contre l'éventualité d'un succès trop rapide et affirme qu'il ne vise pas Constantinople, il fait luire, à Vienne, la perspective d'une intervention pacificatrice et demande par avance une sauvegarde dont il espère n'avoir pas besoin, car il resserre fortement la coalition des quatre États; et tandis que sa main pacifique classe ses herbiers et pique ses papillons, son esprit est tendu vers sa mobilisation qui s'achève et vers Sainte-Sophie dont, là-bas, la coupole se reflète dans les flots du Bosphore... C'est son rôle, qu'il joue en virtuose. Que l'accord ait existé ou non, ce qui demeure certain c'est que le gouvernement austro-hongrois a fait le calcul dont nous venons d'indiquer les élémens, et qu'il l'a fait faire au gouvernement roumain; ils ont, l'un et l'autre, spéculé sur la défaite ou sur un succès médiocre des alliés; ils escomptaient leurs chances de gain et les louanges de la postérité, mais la victoire changea le compliment d'adresse.

II

L'Empire austro-hongrois a, dans la péninsule balkanique, des intérêts considérables. A peine est-il besoin de le démontrer. Intérêts historiques et traditionnels; depuis le siège de Vienne par Mustapha pacha, en 1683, ce sont les armées des Habsbourg qui, avant les soldats du Tsar, ont mené la lutte contre les Ottomans et les ont refoulés au delà du Danube; ce sont les victoires du prince Eugène qui ont réveillé les chrétientés d'Orient

et leur ont annoncé la délivrance prochaine. Par le traité de Passarovitz (1718), les Turcs cédaient Belgrade à l'Empereur avec tout ce qui est aujourd'hui la Serbie septentrionale et la Petite-Valachie jusqu'à l'Aluta; les Turcs reprirent ces territoires quelques années plus tard, mais Belgrade fut plusieurs fois réoccupée par les armées impériales. La descente des Autrichiens vers la mer Égée est donc une histoire vieille de plus de deux siècles; elle s'est accomplie parallèlement à la descente russe vers le Bas-Danube et vers le Bosphore. Quand les Russes, en 1876, voulurent précipiter le dénouement, ils conclurent avec l'Autriche un accord (convention de Reichstadt) qui aboutissait, en fait, à un partage. Si Bismarck, dans l'intérêt de l'Allemagne, a enfoncé l'Autriche dans la politique orientale, ce n'est pas lui qui l'y a, le premier, engagée; c'était la route traditionnelle des Habsbourg; l'attraction vers le Sud-Est datait, pour eux, de leurs origines mêmes.

Il faut bien observer, quand on veut comprendre la politique autrichienne, qu'il n'y a pas, dans l'Empire des Habsbourg, de politique nationale, pour la raison très simple qu'il n'y a pas de nation ou qu'il y en a plusieurs dont les intérêts sont divergens. C'est la dynastie et la bureaucratie qui ont fait l'Empire et qui, avec l'armée et l'administration, en constituent l'unité: aussi sa politique a-t-elle toujours été et est-elle encore une *Kabinetspolitik*, une politique de Cabinet, alors que tous les autres États de l'Europe suivent, de plus en plus, une politique nationale qui tend à atteindre des objectifs, à réaliser des visées communes à la nation tout entière, ou à sa grande masse. La politique slave est, pour les Russes, une politique nationale; elle n'est, pour l'Autriche, qu'une politique d'État. Soumettre les Slaves a été la raison d'être de la fondation de la « marche de l'Est, » par les Habsbourg; l'œuvre s'est continuée par l'entrée de peuples ou de fragmens de peuples dans l'édifice de l'Empire; elle s'est étendue, vers le Sud, par la réunion, sous le sceptre des Habsbourg, des Croates et d'une grande partie des Serbes; vers le Nord-Est, par l'adjonction d'un large morceau de Pologne habité par des Polonais et des Ruthènes (Petits-Russes). L'occupation, en 1878, complétée par l'annexion, en 1908, de la Bosnie et de l'Herzégovine, a fait entrer dans l'Empire de nouveaux pays peuplés de Serbes. Sept millions de Serbo-Croates vivent dans l'Empire, quatre millions seulement en dehors, tant en

Serbie qu'au Monténégro et dans ce qui était hier la Turquie.

Comment le gouvernement autrichien n'aurait-il pas nourri l'espérance de faire entrer peu à peu sous la domination plus ou moins directe des Habsbourg de nouveaux fragmens de peuples, et tout d'abord ces Serbes dont les frères ou les cousins germains sont déjà sujets de l'Empereur? Les Albanais, les Slaves de Macédoine auraient suivi ; on aurait trouvé des formes graduées pour préparer peu à peu la juxtaposition, dans l'Empire devenu fédéral, de tant de peuples divers. Il faut méditer toujours la formule lapidaire de Bismarck, que l'on m'excusera, l'ayant déjà citée si souvent, de citer encore:

« Il est naturel que les habitans du bassin du Danube puissent avoir des intérêts et des vues qui s'étendent au delà des limites actuelles de la monarchie austro-hongroise. Et la manière dont l'empire allemand s'est constitué montre le chemin par lequel l'Autriche peut arriver à une conciliation des intérêts politiques et matériels qui sont en présence entre la frontière orientale des populations de race roumaine et les bouches de Cattaro (1). »

Impossible d'enfermer, en moins de mots, un programme d'avenir plus complet et plus séduisant. Ce programme a été celui de tous les hommes qui ont gouverné l'empire. On a souvent répété : « Les Autrichiens veulent aller à Salonique ; » oui et non : ils n'ont jamais cherché à conquérir et à gouverner directement tous les pays entre la Save et la mer Égée; mais ils ont rêvé d'y établir, sous une forme plus ou moins précise, un contrôle autrichien, et, en attendant que le moment vînt d'y réaliser leurs desseins, ils se sont attachés à y maintenir et à y perpétuer l'anarchie turque et l'anarchie albanaise. C'est d'eux que sont venus les obstacles à l'intervention européenne en Macédoine et, s'ils ont répandu de l'argent en Albanie, ils se sont gardés d'y apporter de l'ordre, de l'instruction, des routes; ils ont exigé, en 1903, lors de l'accord de Mürzsteg, que l'Albanie fût laissée en dehors du programme des réformes, dont ils ne permirent, en Macédoine même, qu'une insuffisante et incomplète application. Depuis vingt ans, l'Autriche et l'Allemagne ont secrètement soutenu Abd-ul-Hamid dans sa résistance passive aux réformes demandées par ses sujets et par l'Europe.

(1) *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 252.

Le comte d'Æhrenthal, lorsqu'il annexa la Bosnie-Herzégovine, proclama qu'en rappelant les garnisons que le traité de Berlin l'autorisait à entretenir dans trois villes du sandjak de Novi-Bazar, il entendait affirmer que l'Empire n'a pas d'ambitions territoriales au delà des frontières de la Bosnie, mais il s'est gardé de dire que l'Autriche se désintéressait de l'avenir des pays balkaniques : c'était seulement par d'autres moyens qu'elle chercherait à y exercer son influence. A cette époque, un article révélateur du principal journal militaire autrichien, la *Danzers Armee Zeitung*, que nous avons signalé ici en son temps (1), expliquait que le sandjak de Novi-Bazar, pays montagneux et pauvre, ne serait jamais une route commerciale, que, de Vienne, de Budapest ou d'Agram, une seule route s'ouvre vers la mer Égée, celle que suit actuellement le chemin de fer de Belgrade à Salonique, via Nisch et Uskub; qu'elle devrait donc, d'une façon ou d'une autre, être placée sous le contrôle du gouvernement austro-hongrois. L'organe militaire concluait en demandant une guerre immédiate qui réduirait la Serbie à merci. Les hommes d'État étaient moins belliqueux que les militaires, mais, au fond, ils partageaient leurs vues; je n'oublierai jamais, pour ma part, la flamme dont s'anima le regard, d'ordinaire un peu terne, du comte d'Æhrenthal quand il me dit la nécessité où se trouverait un jour l'Autriche de mettre à la raison l'arrogance des Serbes.

Les Serbes! Il n'est pas un homme politique autrichien ou hongrois qui parle d'eux avec sang-froid. La petite Serbie se dresse entre la coupe balkanique et les lèvres autrichiennes, et c'est ce qu'on ne lui pardonne pas. Si la Serbie a échappé au joug ottoman, elle le doit surtout aux victoires du prince Eugène et de ses émules. Au traité de Passarovitz, une partie de la Serbie actuelle a été annexée à l'Empire. Au XIXe siècle, les querelles dynastiques entretinrent l'anarchie dans le pays qui resta ouvert aux intrigues étrangères. Au temps du roi Milan, l'influence de Vienne était toute-puissante à Belgrade ; la Serbie paraissait destinée à n'être qu'un petit pays troublé par les factions, avec une armée de coup d'État, des politiciens à vendre et des princes de casino : ainsi du moins se le représentait-on à Vienne et c'est une opinion qui n'avait pas encore

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1908 et notre ouvrage *l'Europe et la Jeune-Turquie*, p. 179.

disparu il y a quelques mois. On prenait soin d'ailleurs d'y perpétuer les troubles, d'y susciter les factions et d'y entretenir les rivalités. En 1885, l'Autriche jetait la Serbie contre la Bulgarie, la faisait battre et se donnait le plaisir de la sauver en arrêtant les vainqueurs de Slivnitza. Nous avons déjà exposé ici les progrès qu'a faits la Serbie depuis dix ans; nous n'y reviendrons pas (1). A Vienne, on s'obstina à ne pas les voir; quand, en 1906, la Serbie résista aux exigences économiques de l'Autriche, ce fut de l'étonnement; quand, en 1908, la Serbie osa protester contre l'annexion de la Bosnie et provoqua une crise diplomatique, ce fut de la colère. Puis vinrent les victoires de 1912... Elles n'ont pas suffi à éclairer le public autrichien; il parle toujours de la résistance de la Serbie aux volontés de la Ballplatz, comme nous parlerions d'une insurrection au Dahomey. Et cette méconnaissance de l'adversaire, de sa valeur et de ses intérêts légitimes, devient, pour l'Autriche, dans la lutte qu'elle poursuit, une infériorité.

Ce ne sont pas seulement des intérêts et un avenir politiques que l'Autriche-Hongrie a dans les Balkans, ce sont aussi des intérêts économiques de premier ordre. C'est l'industrie autrichienne qui alimente les marchés de la péninsule (2); ses produits fabriqués y pénètrent par les ports, par le Danube, par les chemins de fer. Ses sucres ont supplanté les nôtres dans tout l'Orient; ils sucrent mal et ne fondent pas, mais ils se vendent moins cher, et la clientèle croit faire une économie en les achetant. La Bulgarie, la Serbie ont peu d'industrie; la Turquie n'en a pas : les unes et les autres sont clientes naturelles de l'Autriche pour les produits manufacturés; elles demandent à la Hongrie ce que leur agriculture ne produit pas en quantités suffisantes : le blé, les chevaux, etc. L'Autriche n'a pas de colonies; elle a toujours regardé la péninsule des Balkans et la Méditerranée orientale comme le domaine réservé à son expansion économique; ses bateaux marchands y trafiquent, ses banques y prospèrent, ses nationaux y travaillent. Le maintien de la vieille Turquie, qui ne produit rien et ne travaille pas,

(1) Voyez la *Revue* du 1er février 1906 et, dans *l'Europe et l'Empire ottoman*. Chap. IX.

(2) La péninsule des Balkans fait un commerce total de 2 milliards 314 millions de francs dont 1/5 (548 625 000 francs) avec l'Autriche. Le commerce de la Turquie d'Europe avec l'Autriche est de 195 122 000 francs.

était un dogme de la politique économique de l'Autriche comme de celle de l'Allemagne. Aux yeux des Autrichiens, les pays balkaniques sont ce qu'est, pour nous et pour l'Espagne, le Maroc : un pays destiné par sa situation géographique, par les conditions de sa vie politique et économique, à ne pas sortir de leur zone d'influence et à tomber peu à peu, comme un fruit mûr, sous leur tutelle. On pensait, à Vienne, depuis la révolution turque, que le fruit mûrissait et qu'il ne tarderait pas à glisser de lui-même dans la main tendue depuis longtemps pour le cueillir.

III

La victoire foudroyante des alliés, l'effondrement de la puissance ottomane ont déjoué tous les calculs, dérouté toutes les prévisions. La sagesse des diplomates et des hommes d'État est souvent courte : leur erreur vient presque toujours de ce qu'ils ne tiennent pas un compte suffisant des facteurs moraux. Ils savent le nombre des soldats et des canons, le tonnage des importations et exportations, le chiffre des budgets et des emprunts, ils oublient que c'est la foi qui gagne les batailles et l'âme des peuples qui se reflète dans leurs grandes actions. Pour l'Autriche, qui escomptait une campagne longue et des succès balancés, la rapidité de la victoire bulgare fut une surprise, mais la victoire serbe fut un désastre. Tout ce qu'on avait combiné, tout ce qu'on avait cru, s'écroulait ; on savait la Bulgarie forte, mais voici que la Serbie se révélait puissance militaire ; on apprenait d'abord le succès éclatant de la mobilisation qui mettait en quelques jours plus de 400 000 hommes sous les drapeaux, équipés, habillés, armés ; puis l'enthousiasme réfléchi et discipliné de tout un peuple marchant d'un seul cœur pour la délivrance de ses frères et la grandeur de sa patrie ; enfin la grande et décisive bataille de Kumanovo, qui anéantissait la domination turque dans le Nord de la Macédoine ; l'entrée à Uskub ; l'occupation du sandjak avec le concours des Monténégrins ; l'émouvante cérémonie patriotique au tombeau du tsar Lazare ; le passé lointain rattaché au présent glorieux et cinq siècles d'esclavage abolis en un jour de victoire. Brusquement, la situation nouvelle créée par les succès des alliés apparut à l'Autriche avec toutes ses conséquences qu'amplifiaient

même outre mesure la grandeur et la rapidité des résultats acquis. A la place de la Turquie débile, une grande puissance nouvelle surgissait tout d'un coup dans les Balkans, un patriotisme nouveau naissait, la formule « les Balkans aux peuples balkaniques » devenait une réalité politique et militaire; l'alliance balkanique, qui ne s'était pas faite sous les auspices de Vienne et échappait à son contrôle, allait disposer souverainement des territoires de la Turquie d'Europe. Entre la mer Égée et les États austro-hongrois s'interposerait désormais une Grande-Serbie, appuyée sur des alliances redoutables, électrisée par ses victoires ; l'Autriche serait coupée de la Macédoine et de l'Albanie par la Serbie, comme la Russie l'est de la Thrace et de Constantinople par la Bulgarie, avec cette différence que la Serbie, traitée durement par les Autrichiens, n'a avec eux aucun lien de reconnaissance, de race, ou de langue; la Macédoine serait partagée, Salonique attribuée à l'un des vainqueurs; le commerce prendrait des voies nouvelles ; ces pays ressuscités poursuivraient leur émancipation économique, après avoir conquis leur émancipation politique. Ainsi se trouvait brusquement interrompue la politique traditionnelle de Vienne ; l'avenir se fermait devant elle ; et c'était pour l'Empire, en tant qu'organisation dynastique, militaire, diplomatique et administrative, un échec matériel très sensible.

C'était surtout un désastre moral et psychologique. Les vainqueurs, n'était-ce pas ces Slaves, dédaignés par les Allemands, méprisés comme incapables de « culture, » inaptes au métier des armes et au « self-government ; » n'était-ce pas ces Serbes, « exécrable peuple, » éternel objet des sarcasmes de la bureaucratie viennoise? La réalisation de l'entente balkanique proclamait que des hommes comme M. Milovanovitch et M. Pachitch étaient non seulement des patriotes ardens, mais aussi des diplomates éminens, des hommes d'État avisés ; la victoire démontrait non seulement que les soldats serbes étaient des braves, mais encore que leurs officiers étaient instruits et leurs généraux habiles. La victoire d'un peuple dans une grande guerre est la plus éclatante démonstration de sa valeur générale et de ses progrès, car c'est avec tout l'ensemble de ses vertus et de ses qualités qu'il triomphe de ses adversaires. De ce succès des Serbes, le monde gouvernemental et les Allemands d'Autriche éprouvèrent à la fois du dépit et de l'inquiétude. Au contraire, parmi les

Slaves de l'Empire, la joie fut intense; chaque victoire des alliés retentit dans les cœurs comme le clairon de l'avenir, comme l'annonce de la prochaine grandeur de la famille slave. A Prague, à Zagreb (Agram), chez les Slovènes et chez les Slovaques, chez les Polonais et chez les Ruthènes, en Dalmatie, en Bosnie, en Herzégovine la joie éclata publiquement. Un frisson de fraternité slave passa sur tous ces peuples avec l'orgueil du succès. Les Polonais eux-mêmes, d'ordinaire réfractaires à toute politique d'entente slave, vibrèrent à l'unisson des autres nationalités et se persuadèrent que leur avenir ne pourra devenir meilleur que par une étroite solidarité avec toute la race slave. Chez les Tchèques, un enthousiasme indescriptible éclata ; on eût dit que la victoire des alliés était leur victoire; une souscription pour les blessés atteignit, en quelques jours, un million de couronnes ; deux cents médecins, parmi lesquels plusieurs professeurs en renom, partirent pour Sophia, Belgrade et Cettigné ; la jeunesse parcourait les rues de Prague en chantant les hymnes serbes et bulgares. Il semblait que la victoire des quatre peuples balkaniques fût la victoire d'une race. Fraternité slave, croisade chrétienne, délivrance des peuples opprimés, toutes les grandes pensées transmises par les lointains ancêtres nourrissaient l'enthousiasme des foules.

C'est naturellement parmi les Slaves du Sud, frères ou cousins des Serbes, que le retentissement des victoires des soldats du roi Pierre fut le plus profond. L'idée d'une fraternité jougoslave a fait, depuis quelques années, particulièrement depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, de très grands progrès, non seulement dans ces deux provinces, mais aussi en Dalmatie, en Croatie et jusque chez les Slovènes de la Carniole. Les Serbes de race et de religion sont nombreux tant en Dalmatie qu'en Croatie et en Hongrie ; on en compte environ deux millions, y compris ceux de Bosnie et d'Herzégovine, qui sont 800 000. Il était naturel que tous ces cœurs serbes vibrassent au récit des hauts faits de leurs frères qui renouvelaient les exploits des héros légendaires célébrés dans ces poèmes nationaux que les vieux bardes chantent d'une voix plaintive en s'accompagnant sur la guzla, et qui vengeaient, après tant de siècles, les héros morts à Kossovo autour du roi Lazare. Mais, cette fois, ce n'étaient plus des contes épiques embellis par la poésie qui couraient de bouche en bouche, c'étaient les récits authentiques de l'héroïsme

et des victoires serbes, attestés par les trois cents canons turcs qui s'alignent, à Belgrade, dans la cour de la vieille forteresse. Il faut savoir toute la place que tient dans l'éducation et dans la culture serbe le souvenir sanglant du Champ des Merles (Kossovo) pour comprendre l'ardeur des troupes serbes et l'enthousiasme soulevé, dans toute la nation, par une victoire qui efface à jamais l'humiliation du désastre de 1389. Un cauchemar pesait sur la race ; il est enfin dissipé : grand exemple pour les peuples qui attendent de l'histoire des réparations nécessaires !

L'enthousiasme des Serbes s'est communiqué aux Croates, avec lesquels ils vivent mélangés tant en Dalmatie qu'en Croatie et en Bosnie. Croates et Serbes parlent la même langue et se reconnaissent pour deux fractions d'un même peuple ; mais la différence de religion et une longue histoire ont creusé entre eux un fossé profond. De nos jours une réconciliation s'opère et c'est là, pour l'avenir de l'empire des Habsbourg, un fait d'une importance capitale. A Vienne on attribue ce résultat à la propagande nationale serbe et l'on cherche à l'enrayer par des moyens tels que le fameux procès d'Agram. Que ne s'en prend-on plutôt aux détestables procédés de gouvernement que les Hongrois emploient vis-à-vis des Croates ! Ils suppriment pour eux toute garantie constitutionnelle et organisent un système d'oppression qui rappelle l'ancien gouvernement autrichien en Lombardie. La Croatie qui, avec Jellachich, a beaucoup contribué, en 1848, à sauver la dynastie et l'Empire, a été abandonnée par Vienne aux vengeances de Budapest. Elle est restée, malgré tant de sujets de mécontentement, profondément loyaliste. Il y a cependant, pour elle, entre hier et aujourd'hui, une différence profonde ; un fait nouveau s'est produit : les victoires des Slaves du Sud et la constitution de l'entente balkanique. Désormais les Croates, qui n'apercevaient d'avenir possible que dans l'union avec l'Autriche-Hongrie, commencent à discerner une autre solution dans l'union de tous les Slaves du Sud en une grande confédération ou en un grand État serbo-croate. Les Slaves de la péninsule balkanique sont à peine 15 millions, ceux d'Autriche-Hongrie sont 23 millions dont 7 millions pour les Slaves du Sud. Forts de leur nombre et de leur conscience nationale retrouvée, les Slaves du Sud ont aujourd'hui le sentiment qu'ils seront bientôt maîtres de leurs destinées. S'ils restent dans l'Empire, ils sont en mesure d'y obtenir des conditions poli-

tiques et administratives meilleures; s'ils se décidaient à en sortir, ils trouveraient parmi les Slaves des Balkans des frères ou des alliés. Là gît, à l'heure actuelle, pour les Habsbourg, tout le problème de l'avenir. Ils le savent. Les projets de réorganisation de l'Empire sur des bases nouvelles, que l'on prête, avec plus ou moins de raison, à l'archiduc-héritier François-Ferdinand, tiennent compte des droits et des aspirations des Slaves du Sud. Dans les milieux chrétiens-sociaux de Vienne, on discute, depuis quelques années, des plans de reconstitution des États des Habsbourg sur une base « trialiste » ou même fédéraliste. Nous aurons l'occasion de revenir, ici, sur ces projets et sur les rapports de la Croatie avec la Hongrie et l'Autriche. Rappelons seulement qu'au fond de tous les systèmes trialistes ou fédéralistes on trouve la préoccupation cachée de faire de l'Empire un organisme plus souple, capable d'attirer à lui des peuples nouveaux et particulièrement les Slaves des Balkans. Une Serbie puissante qui engloberait toutes les conquêtes que les armées serbes viennent de faire, qui aurait une partie des côtes de l'Adriatique, qui trouverait dans Salonique alliée un débouché économique, qui s'unirait étroitement, peut-être jusqu'à fusion complète, avec le Monténégro, qui s'appuierait sur la Bulgarie et sur la Grèce ses confédérées, serait évidemment pour l'Autriche un danger. Le prestige de la victoire et l'attrait de la force ferait d'elle un foyer d'attraction pour tous les Serbes, et même pour tous les Slaves du Sud; ils graviteraient autour de Belgrade; ils seraient tentés de réaliser l'unité de leur race en sortant de l'Empire, tandis qu'on avait nourri le secret espoir, à Vienne, de réunir, autour d'Agram et de la Croatie catholique, tous les Slaves du Sud maîtres des routes de Salonique et de la mer Égée.

L'effervescence a été très vive dans tous les pays slaves du Sud à la nouvelle des victoires bulgares et serbes. Spalato, Sebenico, Raguse, Cattaro, ont été le théâtre de chaleureuses manifestations en faveur des Serbes; trois cent cinquante communes dalmates ont envoyé des adresses de félicitations à Belgrade. Tous les partis marchaient la main dans la main. A Spalato, le 10 novembre, on vit le podestat haranguer la foule du haut du balcon de l'Hôtel de Ville; un bateau arrivant ce jour-là dans le port avec, à bord, un médecin et du personnel de la Croix-Rouge française, les cris de « Vive la France! A bas l'Al-

lemagne! » éclatèrent. A Raguse, le 17, on entendit des cris de « A bas l'Empereur! » En Bosnie, l'unanimité moins un des députés orthodoxes à la diète signa un manifeste affirmant la solidarité de tous les Serbes (17 novembre). Le lendemain, un cortège de 3000 musulmans acclamaient l'Autriche. Les Croates de Bosnie, hésitans et inquiets, ne sont pas loin de se laisser gagner par l'enthousiasme des orthodoxes. A New-York, le 14 décembre, eut lieu un grand meeting de « Slaves autrichiens » pour protester contre « l'ingérence de l'Autriche-Hongrie dans les affaires des Slaves balkaniques. » La Croatie, malgré le régime policier auquel elle est soumise, n'a pas manqué de manifester sa joie et ses sympathies pour les vainqueurs. Ces manifestations ont causé la plus vive alarme à Vienne; on y redoute de voir naître et se développer chez les Slaves du Sud un esprit particulariste, peut-être même séparatiste, qui serait un grave péril pour la monarchie. La Hongrie et l'Autriche ne touchent à la mer que par des pays croates ou italiens : Fiume est en pays croate; Trieste et Pola sont italo-slaves. La très grande majorité des marins de la flotte sont des Croates de Dalmatie. Le bruit a couru que des complots avaient été découverts parmi les équipages. Privées des pays croates, l'Autriche et la Hongrie seraient séparées de la mer; un grand État jougo-slave, s'il se constituait en hostilité avec l'Empire, barrerait la route des Balkans et de l'Adriatique aux Allemands d'Autriche et aux Hongrois.

L'agitation suscitée dans tous les pays slaves de l'Empire par les victoires des alliés balkaniques a redoublé quand le gouvernement de Vienne a rappelé les soldats en congé et mobilisé une partie des réserves. Beaucoup d'incidens ont été soigneusement cachés; ce que nous en savons est déjà significatif. En Bohême, par exemple à Pilsen, à Kolin, à Hohenmauth, il y a eu des mutineries, des commencemens de rébellion; on a vu des cavaliers briser leurs sabres, des fantassins jeter leurs fusils au cri de : « Vive la Serbie ! » Des officiers ont été bousculés, frappés; des ouvriers appelés à la frontière se sont fait couper les doigts par des machines. Il est juste d'ajouter que ces manifestations étaient antimilitaristes autant que slavophiles : à Hohenmauth, par exemple, le régiment d'infanterie, commandé pour réduire les lanciers mutinés, et qui lui-même a refusé de marcher, était composé exclusivement d'Allemands. De quelque

nature qu'elles aient été, ces manifestations révélaient, dans l'armée, une inquiétante effervescence. On affirme que déjà plusieurs soldats ont été fusillés.

Les sentimens des peuples slaves de l'Empire se sont traduits, à la session de novembre des Délégations, avec une significative unanimité. Ce ne furent pas seulement les chefs des différens partis tchèques, tels que M. Kramarsch, toujours généreux et éloquent, M. Klofatch, M. Masaryk, qui vinrent déclarer leurs sympathies pour les Slaves des Balkans et affirmer que leurs succès ne créaient pas un péril pour l'Autriche-Hongrie; ce fut aussi M. Stapinski, leader des Polonais : « Le peuple polonais, dit-il, salue avec une sincère sympathie la libération des peuples chrétiens slaves du joug turc. Les aspirations légitimes de ces peuples ne sont pas contraires aux intérêts de l'Autriche-Hongrie. » Le docteur Stapinski ajouta ces paroles qui produisirent une forte impression : « Les Polonais ont, au début, soutenu de leur plein gré la Triplice, et, plus tard, ils ne l'ont pas combattue directement, malgré les grands scrupules qu'ils avaient. Mais ils ne sauraient continuer à la soutenir que si l'opinion publique polonaise accepte cette alliance et la politique extérieure dont elle forme la base avec une certaine sympathie. Pour des raisons d'État, nous avons loyalement soutenu l'alliance avec l'Allemagne, malgré les lois d'exception prussiennes. Cependant, nous ne pourrions plus le faire si le gouvernement de notre allié blessait par des mesures violentes et draconiennes l'opinion publique polonaise dans ses sentimens les plus sacrés. Nous devons aussi déclarer très catégoriquement à notre ministre des Affaires étrangères que la politique extérieure de la monarchie austro-hongroise ne saurait se faire à la longue sans l'assentiment des Slaves autrichiens. Personne n'appréciera les grands événemens historiques au Sud de la monarchie comme un affaiblissement du monde slave; et, par suite, une politique d'alliance qui déplairait aux Slaves ne pourrait se maintenir bien longtemps. » Ce fut encore M. Levicky, chef du parti ruthène antirusse, qui déclara : « Les sympathies ruthènes vont aux peuples balkaniques dans leur lutte d'affranchissement contre la Turquie, et l'Autriche a tout intérêt à créer des rapports amicaux durables avec les royaumes alliés. La monarchie austro-hongroise doit être un foyer pour les nations faibles et susceptibles de développement de l'Europe centrale. La tragédie turque doit

servir de leçon à notre politique intérieure et extérieure. » Ce fut même M. Sustersitch, le chef prudent et écouté des Slovènes catholiques, qui apporta l'autorité de ses conseils : « L'Autriche-Hongrie doit accepter les faits accomplis et s'accommoder des réalités. Le moindre territoire qu'on laisserait encore aux Turcs en Europe serait le germe de nouveaux troubles, et pour cette raison la monarchie dualiste n'a aucun intérêt à s'opposer à la liquidation des possessions européennes de la Turquie. Elle ne doit pas non plus refuser l'accès à la mer Adriatique au royaume de Serbie. Ce pays n'aura pas de répit tant qu'il ne possédera pas un port de mer; n'est-il pas plus avantageux pour l'Autriche de lui laisser un port albanais quelconque que de faire revivre ses aspirations sur la Bosnie et la Dalmatie? » Ainsi les chefs de tous les groupes nationaux slaves de l'Autriche, s'expliquant sur la situation de l'Empire, s'exprimaient, à quelques nuances près, dans le même sens, et ce concours d'opinions parlementaires était l'écho exact, mais atténué, du sentiment des peuples.

Manifestations populaires, manifestations militaires, manifestations parlementaires, révèlent l'état de crise générale que la guerre des Balkans a créé ou aggravé dans tout l'Empire. Gouvernement dictatorial en Croatie; à Lvov (Lemberg) difficultés entre Polonais et Ruthènes à propos de la fondation d'une Université ruthène; propagande russophile du comte Bobrinzki en Galicie orientale. A Budapest, le parti gouvernemental siégeant au Parlement sous la férule du comte Tisza et votant sans opposition des lois sans autorité, tandis que l'opposition, avec les comtes Apponyi, Théodore Batthyany, Karolyi, M. Polonyi, M. Kossuth, siège dans un local voisin et se prononce pour une politique amicale vis-à-vis de la Serbie. A Vienne, un gouvernement de bonne volonté, mais embarrassé pour trouver une majorité parlementaire. Partout l'inquiétude, l'effervescence, les passions nationales déchaînées : tel est le tableau. Ajoutez une crise économique générale, la stagnation des affaires : en Autriche, les usines encombrées par suite de la fermeture des marchés des Balkans, de la Mer-Noire, d'Asie Mineure atteints ou menacés par la guerre; en Hongrie, l'impossibilité de vendre les récoltes de l'été dernier; partout la hausse du taux de l'intérêt et la raréfaction du numéraire. Enfin la situation précaire du pouvoir suprême vient mettre le comble au malaise général : les mains

vénérées du vieil Empereur ne laissent pas échapper les rênes du gouvernement, mais la santé d'un vieillard de quatre-vingt-trois ans est fragile, et une partie du fardeau du pouvoir passe insensiblement sur les épaules plus jeunes de l'archiduc-héritier. De là une dualité de tendances, d'espérances ou de craintes, selon que l'on regarde du côté de la Hofburg ou du côté du Belvédère ; déjà, ceux qui désespèrent d'obtenir les faveurs de l'Empereur de demain regardent à la dérobée du côté du jeune archiduc Charles-François-Joseph, fils de l'archiduc Otto, marié l'année dernière, sous les auspices du Saint-Siège, à la princesse Zita de Bourbon-Parme, et déjà père d'un fils : quatre générations d'empereurs !

De l'extérieur venaient aussi des préoccupations graves pour le gouvernement de Vienne. Parmi les Roumains, le retentissement des victoires des alliés balkaniques était immense et produisait un mélange d'enthousiasme et de dépit : enthousiasme pour l'épopée chrétienne qui rappelait les temps héroïques; dépit de rester l'arme au pied tandis que les autres petits peuples accomplissaient des exploits fabuleux. Alors on vit grandir dans l'opinion publique roumaine un sentiment nouveau : la Roumanie n'avait pas su prendre sa part des exploits des chrétiens du Balkan et, en participant avec eux à l'expulsion des Turcs, acquérir des droits à un accroissement de territoire; elle devait désormais poursuivre une politique exclusivement nationale et, à l'exemple de la Bulgarie et de la Serbie, préparer la réunion de tous les Roumains dans la même patrie, en poursuivant la dislocation de l'Empire austro-hongrois où vivent trois millions de Roumains et la création d'une Grande-Roumanie de dix millions d'âmes qui resterait plus forte que la Grande-Bulgarie ou la Grande-Serbie. Il fallait donc abandonner la politique d'entente avec Vienne et Berlin, s'allier aux États balkaniques, entrer dans leur confédération et s'appuyer sur la Russie, qui venait de rappeler opportunément l'ancienne fraternité d'armes de 1878 en faisant porter au roi Carol le bâton de feld-maréchal de l'armée russe. Politique à la fois d'avenir national et de sécurité, car, à rester dans la mouvance du germanisme, la Roumanie risquerait tôt ou tard de se trouver pressée, écrasée entre la masse slave russe et la masse slave balkanique : ses intérêts étaient donc d'accord avec ses sympathies. Par une conséquence naturelle, on en venait à incri-

miner les tendances personnelles du Hohenzollern qui règne sur les Roumains et qui, disait-on, conduisait la politique du pays plutôt selon ses vues et ses sympathies personnelles que suivant les intérêts permanens de la nation. De ce côté-là encore des inquiétudes venaient donc au Cabinet de Vienne; il pouvait se trouver abandonné par la Roumanie au moment où, en Russie, le sentiment slavophile était le plus vivement surexcité.

Les idées pénètrent lentement dans les masses profondes de la démocratie rurale russe, mais, quand elles y sont une fois entrées, elles ne s'évaporent plus; elles subsistent à l'état de vouloir latent jusqu'à ce qu'un jour les événemens viennent révéler toute la puissance d'action qui git en elles. Cela est vrai, surtout, de l'idée de fraternité slave. La Sainte-Russie, la Russie héritière de Byzance, a frémi jusque dans ses moelles à l'annonce des victoires des Bulgares et des Serbes. Trente-cinq ans après Plevna, les échos du canon de Kirk-Kilissé ont eu un immense retentissement jusque dans les couches les plus arriérées du peuple. Le plus humble moujik est instruit des victoires de ses frères du Sud, il en est fier et déclare que si quelqu'un tentait de les frustrer du fruit de leurs sacrifices, il se lèverait, avec tous les paysans, pour marcher à leur secours. Le gouvernement est obligé de compter avec ce courant formidable du sentiment populaire et national. Ne serait-ce que pour lui donner une première satisfaction, il est obligé de prendre des précautions militaires et, malgré ses dispositions prudentes et sages, il peut se trouver entraîné plus loin qu'il ne souhaiterait d'aller. On sait tout cela, à Vienne, et c'est une cause nouvelle d'inquiétude et de préoccupation.

Telle était, à grands traits, la situation de l'Empire austro-hongrois au moment où les victoires des alliés et leur marche foudroyante sur Constantinople semblaient devoir liquider en quelques jours la question d'Orient en Europe. L'Autriche voit, à ses portes, s'accomplir ou se préparer des changemens matériels et moraux qui touchent directement à ses intérêts essentiels; une puissance victorieuse surgit dans cette péninsule balkanique où depuis deux siècles sa politique ne rencontrait qu'une matière inerte et malléable; une Grande-Serbie se constitue avec l'auréole de la victoire et menace d'attirer à elle le groupe des Slaves du Sud; le monde slave tout entier entre en éruption.

Rêves d'avenir qui s'écroulent, craintes directes pour le présent, prodromes de dissociation dans l'intérieur même de l'Empire, défaite psychologique par le succès inattendu de ses voisins, c'est ainsi qu'on peut résumer la situation morale et politique dans laquelle les événemens de Macédoine et de Thrace mettaient tout à coup l'Autriche-Hongrie. Elle se trouvait, toutes différences gardées, dans la position délicate et dangereuse de Napoléon III en 1866, au moment où il voyait grandir sur le Rhin la puissance formidable de la Prusse victorieuse ; elle n'a pas voulu renouveler la faute que l'histoire reproche à l'empereur des Français.

Voilà pourquoi le gouvernement de Vienne a mobilisé une forte partie de l'armée impériale.

IV

Il y eut quelque désarroi à la Ballplatz après les premières victoires des alliés qui dérangeaient des plans ingénieusement préparés ; on hésita sur les mesures à prendre et sur le but à atteindre. L'invasion du sandjak de Novi-Bazar par les Serbes et les Monténégrins, dès les premiers jours des hostilités, posait dès l'abord un premier problème. Allait-on, sans désemparer, occuper le sandjak que le comte d'Æhrenthal avait fait évacuer en 1909 au moment où il annexait la Bosnie-Herzégovine, interdire aux Serbes et aux Monténégrins de s'y installer, les obliger à porter la guerre plus au Sud. Plusieurs journaux l'avaient annoncé ; ils y voyaient un moyen de réparer la faute commise, selon eux, par le comte d'Æhrenthal, en renonçant aux droits que le traité de Berlin donnait à l'Autriche sur le sandjak. Mais le comte Berchtold se regardait comme engagé par le geste et la parole de son prédécesseur. D'ailleurs, c'est immédiatement après, ou même avant l'ouverture des hostilités, qu'il eût fallu entrer dans le sandjak pour y devancer les Serbes et, à ce moment, l'événement n'avait pas encore déjoué les calculs de la politique viennoise. Après la victoire des alliés, réoccuper le sandjak, c'eût été déchaîner la guerre. Quoi qu'il en soit, le souci du comte Berchtold de ne pas revenir sur la parole du comte d'Æhrenthal mérite d'être loué hautement : comme il arrive souvent, d'ailleurs, la loyauté a été, en cette affaire, l'avenir le prouvera, la suprême habileté. Dans l'intérêt de l'Europe, comme

dans celui de l'Autriche et de la paix, il est salutaire que les hommes d'État viennois aient eux-mêmes fixé la borne qui doit séparer les pays balkaniques et l'empire des Habsbourg.

La première conséquence de la non-réoccupation du sandjak de Novi-Bazar était excellente pour la paix du monde; elle déterminait le programme de la politique austro-hongroise sur la base du désintéressement territorial. Dès le 6 novembre, le comte Berchtold en donnait l'assurance à M. Poincaré, mais il lui demandait de ne pas faire encore usage public de sa communication. Le 19 novembre, dans son discours aux Délégations, le ministre déclarait que l'Autriche « ne vise à aucune expansion territoriale, » mais se contente « de ne pas perdre de vue ses intérêts » et cherche « l'établissement de rapports sains et durables avec la monarchie voisine (Serbie). » Ces « intérêts » le ministre des Affaires étrangères de l'empereur François-Joseph allait, en plein accord avec son souverain, les prendre énergiquement en main et les défendre. Le premier moment de surprise et de désarroi passé, la diplomatie de l'Autriche, soutenue par celle de ses alliés et particulièrement de l'Allemagne, se ressaisit et cherche à renouer les fils de la trame embrouillés ou cassés par la victoire des alliés. On trouve partout les traces de son activité. A Constantinople, les ambassades d'Allemagne et d'Autriche soufflent la résistance et raniment les énergies; des munitions arrivent par la Roumanie et la Mer-Noire; on voit l'attaché militaire allemand sur les lignes de Tchataldja conseillant la défensive turque, tandis que la presse officieuse allemande s'efforce de prouver que la Bulgarie sera demain l'alliée naturelle de l'Allemagne et est appelée à devenir la Prusse des Balkans. Le jeu de l'Autriche, secondé par l'Allemagne, est, naturellement, d'isoler la Serbie en accordant à la Bulgarie tout ce qu'elle peut lui donner, en semant la mésintelligence entre les alliés et en exploitant toutes les causes de division qui peuvent surgir entre eux. S'il existe quelque accord secret entre Sophia et Vienne, le comte Berchtold aura pu le rappeler à M. Danef quand il a reçu sa visite à Budapest; nous serions étonnés, pour notre part, que le roi Ferdinand se fût lié les mains par quelque engagement écrit; on peut être assuré qu'il restera énergiquement fidèle à ses alliés balkaniques. Il faut attendre d'ailleurs, pour juger toute cette politique, que la crise soit terminée, la paix rétablie et le partage des dépouilles effectué;

pour le moment, contentons-nous, en nous plaçant au point de vue autrichien, d'expliquer la politique de Vienne.

Le plus urgent était de consolider provisoirement les débris de l'Empire turc d'Europe, afin de prolonger la guerre assez longtemps pour que l'Autriche pût conduire sa campagne diplomatique; il fallait ensuite ressaisir la Roumanie qu'une fièvre agitait : ce fut l'objet du voyage à Bucarest du général Conrad von Hötzendorf, le chef d'état-major général de l'armée impériale. Eut-il mission de rappeler au roi Carol et à ses ministres des engagemens anciens ou d'étudier avec eux les meilleurs moyens de parer au danger que l'accroissement des États balkaniques devait faire courir aussi bien à l'Autriche qu'à la Roumanie? Il importe assez peu de le savoir : ce qui est certain c'est qu'à partir de ce moment, la Roumanie commença à prendre quelques mesures militaires et se prépara à formuler ses revendications territoriales et ses droits à une compensation. Une campagne de presse adroitement conduite surexcita l'opinion roumaine contre la Bulgarie et, à propos de Silistrie, sema, entre les deux voisines que sépare le Danube, une mésintelligence dont l'Autriche seule peut tirer profit.

Le comte Berchtold ayant abandonné l'idée d'occuper le sandjak porta tout l'effort de sa politique sur l'indépendance de l'Albanie. Le terrain était bon pour la diplomatie autrichienne. Aux puissances qui arguaient des droits des nationalités slaves, elle pouvait répondre par les droits de la nationalité albanaise. En réalité, la « nationalité albanaise » n'existe guère que dans le cerveau de quelques douzaines d'Arnaoutes instruits ou d'étrangers ambitieux; il y a cependant une population albanaise, bien distincte des autres peuples au milieu desquels elle vit et, en dépit du particularisme farouche où se complaisent les tribus et les clans de la montagne, il est permis de prétendre que les Albanais constituent une nationalité qui s'ignore encore elle-même mais qui commence à se chercher et qui ne tardera pas à se trouver (1).

Peu importe d'ailleurs à la politique autrichienne; l'Albanie n'est qu'un prétexte commode pour justifier son intervention et elle n'est pas pressée, au contraire, de la voir constituer une nationalité forte et capable de se suffire à elle-même; elle pré-

(1) Sur la Question albanaise, voyez notre article du 15 décembre 1909 ou notre livre : *l'Europe et la Jeune-Turquie*, ch. VI.

fère la garder sous sa tutelle. Depuis longtemps, l'Autriche poursuit en Albanie une politique d'influence et de pénétration économique, dont ce n'est pas notre objet aujourd'hui d'indiquer les méthodes ni les résultats; elle exerce, en vertu des traités, le protectorat des Albanais catholiques qui habitent les montagnes de l'Albanie septentrionale. Si l'Albanie était sous sa tutelle, tout au moins dans son alliance, l'Autriche étreindrait par le Sud ce royaume de Serbie dont l'extension lui cause tant d'ombrage. De Cattaro à l'embouchure de la Bojana, la distance n'est pas longue et, seul, un morceau de côte monténégrine séparerait l'extrême pointe méridionale de la Dalmatie des ports albanais. De plus, l'Albanie ne constituant actuellement ni une nation organisée, ni un peuple unifié, ni un État historique, ses frontières sont imprécises et indéfiniment extensibles. On trouve des Albanais dans toute la Macédoine, et jusqu'à Constantinople ; dans toute la Vieille-Serbie, ils ont abusé, pendant plusieurs siècles de domination turque, du droit de porter les armes que leur assurait leur conversion à l'Islam, pour molester, tuer, chasser ou convertir de force les malheureux paysans serbes demeurés chrétiens, et aujourd'hui ils revendiquent toute la province comme leur appartenant. En étendant les frontières de la future Albanie, comme le demandent les journaux de Vienne, elle engloberait même une partie du bassin du Vardar ; par Durazzo ou Vallona, un chemin de fer autrichien conduirait aisément à Monastir et à Salonique. Enfin, en exerçant sa tutelle sur l'Albanie, l'Autriche rentrerait dans le jeu balkanique pour y reprendre sa politique traditionnelle et rouvrir, sous des formes nouvelles, la vieille question d'Orient.

On voit pourquoi la politique autrichienne attache tant d'importance à l'Albanie. La question du port serbe sur l'Adriatique, la question de l'indépendance albanaise et celle des limites de l'Albanie autonome, qui ont successivement préoccupé l'Europe et dont la troisième n'est pas résolue, ne sont que trois aspects différens et successifs de la question albanaise. La région que les Serbes ont occupée et souhaitaient de conserver, afin de procurer à leur royaume un large débouché sur l'Adriatique, c'est le Nord de l'Albanie, c'est-à-dire la région où l'influence de l'Autriche s'est toujours exercée avec le plus d'intensité, où ses subsides se sont déversés avec le plus d'abondance, et où elle exerce le protectorat des tribus catholiques. On pouvait prévoir

que le Cabinet de Vienne n'y renoncerait jamais sans y être contraint par la force, car il s'agissait pour lui non pas tant d'éloigner les Serbes de la mer que de sauvegarder l'intégrité de la future Albanie dont il compte faire l'instrument de sa politique. Il n'a pas fait de grandes difficultés pour accorder aux Serbes un débouché économique sur l'Adriatique, garanti par les puissances, mais il a refusé la bande de terre que les Serbes désiraient obtenir. Actuellement encore, la diplomatie autrichienne résiste énergiquement aux instances de son alliée italienne, qui voudrait que Scutari tombât dans le lot du Monténégro.

L'Autriche a obtenu successivement que la Serbie renonçât à toute acquisition territoriale sur l'Adriatique et que le principe d'une Albanie autonome fût reconnu par toutes les puissances ; c'est l'essentiel de ses revendications positives. Il reste la question des frontières de la future principauté : à moins que l'Autriche n'y cherche le prétexte de nouvelles complications, elle ne doit pas entraîner de graves difficultés. L'Albanie ne saurait être que le pays peuplé uniquement d'Albanais ; il n'est pas possible que ceux-ci bénéficient, même dans certains districts où ils sont devenus la majorité numérique, de l'oppression sanglante qu'ils ont fait peser sur les Slaves au Nord, sur les Grecs au Sud. Lorsqu'un compromis raisonnable aura déterminé ces frontières, l'Autriche aura obtenu gain de cause sur chacune de ses revendications positives, et peut-être l'Europe pourra-t-elle espérer la voir enfin déposer les armes. N'y comptons pas trop cependant, car nous ignorons encore laquelle des deux tendances entre lesquelles oscille la politique de Vienne finira par triompher, celle des diplomates ou celle des militaires.

Le représentant le plus qualifié de la méthode belliqueuse est le chef d'état-major général, baron Conrad de Hötzendorf. On n'a pas oublié les démêlés retentissans qui, dans les derniers mois de la vie du comte d'Æhrenthal, mirent aux prises le ministre déjà presque agonisant, et le chef d'état-major. Le général de Hötzendorf demandait que des troupes fussent concentrées sur la frontière italienne et que l'on n'hésitât pas à recourir, au besoin, à la manière forte; le ministre s'y opposait et obtenait de l'Empereur que son adversaire quittât les fonctions de chef d'état-major. Ce fut le dernier succès du comte d'Æhrenthal. Dès les premiers jours de la crise actuelle, le général fut replacé à

la tête de l'état-major où il a présidé à la mobilisation de l'armée. Il passe pour posséder la pleine confiance de l'archiduc-héritier et pour partager ses vues politiques. Le général de Hötzendorf et ses amis raisonnent ainsi : la Serbie, enorgueillie par ses victoires, ne renoncera pas à poursuivre la dislocation de l'Empire austro-hongrois ; tôt ou tard, elle l'attaquera avec l'appui d'un autre et plus puissant adversaire. Puisque ce conflit est inévitable, l'Autriche doit naturellement choisir, pour faire la guerre, le moment le plus favorable. Déjà le comte d'Æhrenthal, — et le baron Conrad de Hötzendorf le reproche amèrement à sa mémoire, — a laissé passer, en 1909, une excellente occasion d'obliger la Serbie à capituler ; il s'est même désarmé en abandonnant le sandjak ; il ne faut pas manquer, dès que le moment propice paraîtra venu, d'en finir, une fois pour toutes, avec la Serbie et avec les troubles qu'elle ne cessera jamais de fomenter dans le Sud de l'Empire. Tel est le point de vue du parti militaire ; son but final est de faire de la Serbie un État vassal, politiquement et économiquement, de l'Empire austro-hongrois ; il ne lui pardonne pas son esprit d'indépendance et ses brillantes victoires et il n'aura pas de repos qu'il ne l'ait réduite à merci. Le parti militaire regarde d'ailleurs, en tout état de cause, une guerre comme indispensable au salut de l'Empire, parce que seule elle refera la cohésion de l'armée et donnera à la dynastie, à la veille d'un nouveau règne, le prestige suffisant pour qu'elle puisse assurer à la monarchie, par une complète réorganisation intérieure, une ère de tranquillité, de prospérité et de gloire.

Plus juste, plus prudent et plus sage est le parti des politiques, dont le chef est le comte Berchtold et que soutient avec fermeté l'empereur François-Joseph. Le vieux monarque veut mourir en paix ; personne ne connaît mieux que lui les conditions nécessaires à la vie et à la prospérité de cet Empire composé de tant de peuples divers dont il est lui-même le seul lien ; l'expérience de son règne, traversé de tant de catastrophes, lui enseigne que la guerre peut cimenter la cohésion des nations unies et concentrées, mais qu'elle ébranle les États qui n'ont pas d'unité nationale et qui ne sont que le produit, toujours un peu artificiel, de la politique dynastique. Le comte Berchtold ne reconnaît pas la nécessité d'une guerre préventive et il croit à la possibilité d'établir avec la Serbie des relations suffisamment

bonnes pour que le conflit soit écarté : jusqu'ici, il s'est efforcé, avec un grand esprit de sagesse, d'éviter un choc, tout en sauvegardant les intérêts qu'il considère comme indispensables à la sécurité de l'Autriche et à l'avenir de sa politique. Il a fait, à la paix européenne, des sacrifices qui lui sont durement reprochés par ses adversaires et dont il convient que l'Europe, et même les Serbes, lui soient reconnaissans. Pour juger une politique, il faut tenir compte des difficultés au milieu desquelles elle est faite. La situation du comte Berchtold est à la merci d'une maladie du vieil Empereur ou d'un incident de frontière. Les vexations dont se plaignent avec raison les Serbes : monitors autrichiens devant Belgrade, projecteurs fouillant, la nuit, le territoire serbe, exercices de tir au canon sur la Save et le Danube en face de Belgrade, ont évidemment pour but, dans l'esprit de ceux qui les font naître, de créer un incident, de pousser à bout la patience des Serbes et représenter à l'Empereur que l'honneur de ses armes est engagé. Ceux qui le connaissent savent que ce serait le seul moyen de faire fléchir ses résolutions pacifiques. C'est dans ce dessein que l'on a démesurément grossi l'affaire Prochaska, jusqu'à ce qu'il ait été démontré que l'honneur du consul d'Autriche à Prizrend était intact comme celui de la monarchie.

Ces dissensions intestines, cette dualité de tendances dans la direction de la politique austro-hongroise sont, pour l'Europe, un motif permanent d'alarme. L'Autriche est prête à la guerre, il suffirait d'un incident pour la déchaîner, et le fait que le Cabinet de Vienne a obtenu satisfaction sur tous les points essentiels, ne suffit pas à dissiper l'inquiétude générale. Les ministres de François-Joseph et l'Empereur lui-même ont déjà donné des preuves d'une grande sagesse ; mais ne seront-ils pas un jour débordés par les événemens ou entraînés par l'ardeur du parti militaire ?

V

La presse et l'opinion, depuis quelques semaines, ont sévèrement apprécié la politique du Cabinet de Vienne ; même en Allemagne, on l'a rendu responsable, non sans quelque acrimonie, de la prolongation du malaise dont toute l'Europe souffre. Une telle appréciation n'est pas exempte d'injustice.

L'Autriche a des intérêts considérables dans la péninsule des Balkans et elle avait incontestablement le droit de chercher à les sauvegarder par les moyens qu'elle a crus les meilleurs. La situation que lui ont faite les victoires des alliés balkaniques et l'effondrement de l'Empire ottoman est des plus délicates. L'opinion, en France particulièrement, est favorable aux petits États, aux héroïques vainqueurs de Lüle-Bourgas et de Koumanovo ; de plus, les Français sont sympathiques aux Slaves, comme alliés de la Russie, et aux Grecs par une vieille tradition de notre histoire. L'Autriche, qui s'est déjà agrandie sans coup férir en 1878 et en 1908, intervient encore une fois pour enlever à des vainqueurs le fruit de leurs victoires; c'est un rôle ingrat, difficile à tenir. Si légitimes que soient ses intérêts, le gouvernement de Vienne pourrait apporter à les défendre des procédés plus adroits.

Les Autrichiens se plaignent, non sans raison, que la presse et l'opinion, en France notamment, ne tiennent pas assez compte des sacrifices considérables que les événemens leur imposent; mais eux-mêmes se représentent-ils avec équité ce que peuvent être les sentimens d'un officier ou d'un soldat serbe, vainqueur après de rudes combats où tant de ses frères sont tombés, et obligé d'abandonner à l'Albanais, ennemi séculaire de sa race et oppresseur de ses frères, des villes conquises au prix de son sang et qui furent autrefois des citadelles du grand empire de Douchan ? La paix ne pourra être maintenue, entre Autrichiens et Serbes, que par des concessions réciproques et une mutuelle bonne volonté ; elle le sera aussi par la conscience que ni les uns ni les autres ne gagneraient rien à se battre. La guerre serait peut-être désastreuse pour la Serbie; mais est-il certain qu'elle serait avantageuse pour l'Autriche? Si les Serbes reculaient sans combattre devant l'envahisseur, qui pénétrerait chez eux pendant que la meilleure partie de leurs forces sont devant Andrinople et devant Tchataldja, et s'ils faisaient appel à l'Europe, les Autrichiens seraient sans doute assez embarrassés de leur conquête. Et si, au contraire, les Serbes se décidaient à combattre, les Autrichiens n'en viendraient à bout qu'après une guerre d'usure et d'extermination qui leur causerait des pertes cruelles sans leur procurer un bénéfice appréciable. Et qui sait quelles seraient les répercussions d'une telle lutte sur les Slaves de l'Empire, particulièrement

sur les Serbes de Bosnie qui ont fait aux Autrichiens, en 1878, une guerre de guerillas dont ils n'ont pas perdu le souvenir ?

Le parti militaire autrichien commet une lourde erreur de calcul, croyons-nous, quand il pense qu'une guerre résoudrait toutes les difficultés qui assaillent l'Empire ; au contraire, elle les aggraverait. Les périls qui menacent l'Autriche sont moins urgens qu'on ne le croit parfois, mais, en tout cas, rien ne peut les faire disparaître. Une guerre victorieuse ne ferait pas qu'il n'y ait, dans l'Empire, vingt-trois millions de Slaves, qui s'enorgueillissent des succès des autres Slaves ou s'émeuvent de leurs infortunes, et qu'il serait dangereux de pousser à bout. Les journaux du parti militaire parlent de l'insolence des Serbes, et de la nécessité de les amener à une soumission *(unterwerfung)*; mais on est parfois tenté de se demander si ce n'est pas le fait seul de leur existence et de leurs progrès que l'on est, dans certains cercles viennois, tenté de regarder comme une insolence. Si le royaume serbe était, comme le rêve le parti militaire, contraint d'accepter une suzeraineté autrichienne, il subsisterait toujours, pour l'Empire, une question serbe ; au lieu d'être extérieure, elle serait intérieure, et elle n'en serait peut-être que plus aiguë et plus dangereuse ; on n'écrase pas les peuples dans le sang, on n'étouffe point par la force la clameur des revendications nationales.

Il ne faut pas exagérer, pour l'Autriche-Hongrie, le péril de dissolution. C'est ainsi qu'on a vu, en ces derniers temps, à Prague, une manifestation significative d'Allemands et de Tchèques mêlés, autour de la statue de Radetzki, le vainqueur de l'Italie. Les Tchèques savent que, même s'ils ne sont pas satisfaits de la place qui leur est faite dans l'édifice impérial, leur avantage est cependant de le maintenir. Presque tous les peuples qui vivent sur le territoire de la monarchie dualiste souhaitent d'en modifier le statut, non pas d'en ruiner les fondemens. En cas de guerre, même contre la Serbie ou la Russie, il y aurait sans doute des incidens, des défections individuelles ou des rébellions de petites unités ; mais l'armée, dans son ensemble, est loyaliste ; elle ne connaît pas le patriotisme tel qu'il existe chez les peuples unifiés ; elle a un patriotisme d'État, non une foi nationale ; il repose sur le serment au souverain, non sur l'amour spontané et libre d'une commune patrie ; mais

l'armée est fidèle à son serment. — Cependant ce péril, dont il n'existe encore que des prodromes, le Cabinet de Vienne pourrait l'aggraver, s'il adoptait une politique anti-slave. Nous comparions tout à l'heure la situation de l'Autriche, en face des événemens balkaniques, à celle de Napoléon III en 1866; la comparaison est boiteuse. Napoléon III aurait pu, aurait peut-être dû, faire la guerre à la Prusse pour maintenir un équilibre européen favorable à la France, il ne l'aurait pas pu si vingt millions de ses sujets avaient été de nationalité allemande. L'Autriche ne peut pas faire une guerre contre les Slaves sans ouvrir une brèche dans l'édifice de l'empire des Habsbourg. Si elle s'aliénait sans retour les populations slaves qui habitent son territoire ou ses environs, toutes les ambitions qui guettent, autour d'elle, l'heure de sa désagrégation, se coaliseraient et mèneraient contre elle un assaut qui, trouvant des alliés dans la place, serait tôt ou tard victorieux : Roumains, Slaves, Italiens se trouveraient tout aussitôt alliés : selon la prédiction d'Albert Sorel, l'Autriche prendrait, dans le lit de « l'homme malade, » la place que la Turquie aurait laissée vide. La question d'Autriche serait posée.

Ces écueils, vers lesquels le parti militaire voudrait entraîner la politique de Vienne, beaucoup d'hommes expérimentés et prudens, parmi les Allemands d'Autriche, les voient. L'un d'eux, le docteur Baernreither, ancien ministre, démontrait avec les meilleurs argumens, le 6 novembre, aux Délégations, qu'une entente avec la Serbie est nécessaire à la sécurité de la Bosnie et que la Serbie n'avait jamais pensé à réclamer un port sur l'Adriatique avant la guerre douanière maladroite que lui firent l'Autriche et la Hongrie en 1906 (1); et il ajoutait : « Nous commettrions une très grande faute et nous compromettrions définitivement nos rapports avec les États balkaniques si nous prenions fait et cause pour les Albanais seulement, ou bien si nous voulions nous servir d'eux, ne serait-ce que diplomatiquement, pour prendre les Serbes à revers. » Fortes paroles, que l'avenir justifiera. Pousser l'Autriche à la guerre, la buter contre la Serbie dans un antagonisme sans issue, c'est le fait de ceux qui souhaitent la dislocation de l'Autriche, les pangermanistes par exemple, et, parmi eux, M. Wolff. Toute politique d'action mili-

(1) Voyez notre article *le Conflit austro-serbe*, dans la *Revue* du 1er février 1906 et notre ouvrage *l'Europe et l'Empire ottoman*, ch. IX.

taire dans les Balkans ou contre les Slaves, met l'empire des Habsbourg à la discrétion des Hohenzollern. Toute conquête qui annexerait des Slaves, en accroissant leur nombre et leur influence dans l'Empire, donne du jeu au pangermanisme et détruit l'équilibre intérieur des nationalités, sans lequel l'organisme austro-hongrois ne peut pas vivre.

Nous avons expliqué pourquoi il nous paraissait naturel que la politique austro-hongroise réclamât la constitution d'une Albanie indépendante. Mais le Dr Baernreither a raison de dire que si le Cabinet de Vienne voulait se servir de l'Albanie pour une politique d'hostilité contre la Serbie et de division parmi les États balkaniques, il s'engagerait dans une voie contraire à ses intérêts. Il ne ressaisira son influence politique et économique dans les Balkans que s'il a de bons rapports avec tous les États aujourd'hui alliés. Les victoires et les conquêtes des quatre petits royaumes vont être suivies d'une ère féconde de travail et d'organisation économique; des débouchés nouveaux vont s'ouvrir au commerce et à l'industrie européenne, et l'Autriche-Hongrie est bien placée pour en profiter. La Turquie ne travaillait pas, mais elle consommait peu; les États balkaniques travailleront beaucoup, mais ils consommeront aussi davantage et ils ne pourront se passer du concours des grands pays industriels et producteurs. Une crise économique très meurtrière sévit dans tout l'Empire par suite de la fermeture momentanée des anciens marchés de la Turquie d'Europe ; la situation des finances de l'Autriche n'est pas bonne, puisqu'elle n'a pu, dernièrement, contracter un emprunt de 250 millions, en Amérique, qu'à un taux d'environ 7 pour 100. Pendant que l'Autriche s'attarde à disputer aux Serbes quelques morceaux de Vieille-Serbie ou de Macédoine et dépense des sommes énormes à maintenir son armée sur le pied de guerre, les Italiens, sans bruit, travaillent à supplanter son commerce dans les ports de la péninsule. L'Autriche a tout à gagner à mériter les sympathies et la confiance des États balkaniques. On en peut dire autant de la Roumanie. Aucune rectification de frontière ne peut valoir, pour la Roumanie, l'amitié de la Bulgarie qu'elle risque de s'aliéner à une heure historique où les Bulgares n'oublieront ni ceux qui les auront aidés, ni ceux qui les auront entravés, et où elle-même va se trouver conduite à modifier les principes directeurs de sa politique.

La France est animée des meilleures intentions vis-à-vis de l'empire des Habsbourg ; elle a besoin, pour le maintien d'un juste équilibre européen, d'une Autriche forte, qui soit elle-même en équilibre intérieur, où chaque nationalité trouve la sauvegarde de ses droits et de ses intérêts ; mais elle ne verrait pas avec la même sympathie une Autriche qui ferait une politique d'expansion et de conquête aux dépens des Slaves et deviendrait une menace pour la paix de l'Europe. La méthode bismarckienne n'est pas faite pour les Habsbourg ; une politique de force serait néfaste à un État qui n'est qu'un État, et non pas une nation. Bismarck d'ailleurs, et c'est le vice fondamental de son œuvre, n'a pas compris ce que pèse, tôt ou tard, dans l'histoire humaine, la volonté des peuples ; aussi voyons-nous l'édifice, savamment élevé par lui au Congrès de Berlin, s'effondrer. L'Autriche sera bien avisée en renonçant à des rêves dangereux d'impérialisme balkanique pour consacrer toutes ses énergies à l'œuvre de sa consolidation intérieure : œuvre de patience, de conciliation, pour laquelle la force est inopérante, parce qu'elle ne crée ni l'amour ni la confiance. Il lui faut apaiser, adapter, fondre, associer : politique de mariages. Le vieil aphorisme n'a pas menti : *Tu, felix Austria, nube!*

René Pinon.

LA

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

I

Le 1er septembre 1883, Ferdinand Brunetière écrivait ici :

« Si nos lois devaient permettre un jour la recherche de la paternité, bien loin d'y voir le principe d'une heureuse réforme ou correction des mœurs, il y faudra reconnaître l'une de ces diminutions de moralité que la loi elle-même est obligée de consacrer quelquefois afin de ne pas devenir lettre morte et de retenir à tout prix, au milieu d'une société qui s'en va, quelque ombre au moins de son prestige antique. »

L'événement s'est accompli; la recherche de la paternité est désormais permise; la loi qui consacre cette nouveauté a été promulguée le 17 novembre 1912, et c'est évidemment, parmi les réformes qui touchent aux mœurs, une des plus graves depuis le Code civil et le début du XIXe siècle. On ne la jugera très exactement que par ses conséquences; et ces conséquences elles-mêmes, nul ne peut dire ce qu'elles seront. Du moins, il est possible de l'apprécier dans son objet comme dans les raisons qui l'ont inspirée. En ce sens, il est naturel de se demander d'abord si notre époque mérite la condamnation que Brunetière prononçait par avance contre le temps qui inscrirait dans ses lois la recherche de la paternité. Est-il vrai que, depuis 1883, la moralité ait diminué, et qu'en somme cette diminution ait imposé un changement, sans lequel la loi ancienne serait restée

telle qu'une ombre dépourvue de force et de vie, dans une société qui ne la comprenait plus?

Il y a toujours eu de mauvaises mœurs; il y en avait en 1883 comme en 1804, comme avant la Révolution, et notre temps n'est pas meilleur que ses devanciers; il n'est pas non plus sensiblement pire. Mais la moralité générale d'une époque ne se mesure pas seulement par le nombre plus ou moins faible des infractions à la règle traditionnelle. Elle se manifeste aussi bien dans un certain état de l'opinion. Tant que la loi morale, le mariage, la famille sont fortement respectés, l'opinion publique est sévère à quiconque se permet de leur porter atteinte; quand elle devient indulgente, c'est donc que ce respect a lui-même diminué. Ainsi, on a pu voir, depuis trente ans, les peines de l'adultère s'abaisser jusqu'à une amende de 25 francs; le manquement à la foi conjugale n'est presque plus un délit, et s'il demeure une faute, le divorce en assure la réparation; car l'époux coupable peut aujourd'hui épouser son complice. On a vu pareillement les enfans adultérins, nés de cette faute, admis à la légitimation. Ces exemples, et il y en a d'autres, montrent nettement que la notion morale, telle qu'on la comprenait encore en 1883 et bien mieux au commencement du siècle dernier, s'est considérablement affaiblie. Le mariage, surtout, et la famille légitime ne sont plus protégés par le sentiment qui les faisait intangibles. Et c'est même plus que de l'indulgence, c'est une complaisance qui se manifeste publiquement dans le livre, au théâtre, à la tribune du Parlement, envers les irréguliers. Le droit de l'individu, c'est-à-dire son bon plaisir, l'a emporté sur l'intérêt du groupe familial et de la société. Il a même persuadé des personnes qui, d'ailleurs, pour elles-mêmes, sont aussi éloignées que possible de toute irrégularité. Si bien encouragé, il s'est affirmé librement: c'est le résultat de cette complaisance générale, que ceux qui en bénéficient ne sentent plus la nécessité d'une certaine retenue.

Ces faits nouveaux qui éclatent à tous les yeux, on est bien forcé de les constater au moment où tombe la vieille loi qui interdisait la recherche de la paternité. Il faut donc reconnaître avec Brunetière que cette réforme a été préparée par une diminution de moralité, et, d'une manière plus précise, par un état de l'opinion publique où le mariage, l'intérêt des enfans légitimes, le souci d'une grande règle sociale ne trouvent plus la

même faveur qu'autrefois. Cela dit, on doit s'empresser d'ajouter que d'autres causes ont agi. Ce n'est pas tout qu'un projet de réforme, qui atteindra les hommes de toutes les conditions, ne se heurte pas à des idées solides, infranchissables qui l'arrêtent au passage ; il a besoin qu'un courant vigoureux l'entraîne. La route est si longue aujourd'hui, si tortueuse, si encombrée pour mener un tel projet de ses origines premières jusqu'au terme où il deviendra loi! La recherche de la paternité a été justement soutenue par quelques raisons vigoureuses qui faisaient mieux que d'apaiser les hostilités, qui lui gagnaient des sympathies. Et ces raisons se rapportent à la fille séduite, à l'enfant né de la séduction.

II

Le principal argument qu'on invoquait jadis, pour interdire à la fille-mère de rechercher le père de son enfant, faisait valoir l'intérêt général des femmes. Dans la lutte éternelle qui les expose aux entreprises des hommes, leur intérêt est d'être épousées; celles qui succombent, au lieu de se donner en légitime mariage, commettent envers leur sexe une véritable trahison. Or, disait-on, il est indispensable, si l'on ne veut pas que les trahisons se multiplient, d'en laisser les coupables éprouver les conséquences les plus dures; que la fille qui a eu la faiblesse de céder garde donc, avec la honte de sa faute, la charge d'élever seule l'enfant qu'elle met au monde. A ce prix et devant un si pénible exemple, toutes les femmes reconnaîtront les dangers d'une telle faiblesse et l'utilité de la bonne conduite qui leur maintient, à toutes, les meilleures chances d'être épousées. L'interdiction de rechercher le père naturel devait donc servir comme d'une menace qui assurerait, même les plus chancelantes, dans la route du devoir et de l'intérêt général des femmes. En 1804, les rédacteurs du Code civil avaient une foi complète dans cet argument; en 1883, on y croyait encore, et quand la proposition de M. Bérenger fut discutée au Sénat, M. Cazot la combattit victorieusement par ce moyen qui parut convaincant entre tous. En est-il de même aujourd'hui? Un argument de morale utilitaire ne vaut que par les résultats pratiques dont il peut justifier. Quels sont ici les résultats? En 1804, on comptait 42 000 naissances illégitimes contre 862 000 légitimes,

c'est-à-dire dans la proportion de 5 pour 100. En 1883, on trouve 74 000 enfans naturels contre 864 000 légitimes, c'est-à-dire une proportion de 8,56 pour 100; et en 1910, les naissances illégitimes sont de 67 000 contre 707 000 légitimes, c'est-à-dire une proportion de 9,47 pour 100. Qu'est-ce à dire? On a prétendu effrayer les femmes en interdisant la recherche de la paternité et en leur imposant la charge exclusive de l'enfant; on a cru, par cette frayeur, les empêcher de succomber. Voici les faits : le nombre de celles qui succombent, loin de diminuer, s'est accru. On ne manquera pas de répondre, et on a répondu, en effet, que les conditions générales de la vie avaient grandement changé, et que c'étaient elles qu'il fallait rendre responsables de cet accroissement de naissances naturelles. A n'en pas douter. Mais la loi doit être adaptée à la société du xxe siècle, non pas à celle de 1804. Paris n'a plus 500 000 habitans, mais 2 500 000; les grandes villes qui n'existaient pas, il y a cent ans, se sont partout développées; les usines qu'on ne connaissait pas se sont partout édifiées. Et la grande ville, la vie de l'usine et de l'atelier, exposent une foule de jeunes filles à la promiscuité journalière, aux tentations du plaisir, de la coquetterie, de l'amour enfin. On peut le regretter, mais c'est un fait; c'est bien cette existence et non pas une autre qu'on voit dès qu'on jette les yeux autour de soi, et il n'est pas permis de constater les risques qu'elle comporte sans s'inquiéter aussitôt de protéger toutes ces jeunes filles qui ont souvent la force d'y résister, mais qui n'ont jamais la liberté de s'y soustraire.

Ici l'argument ancien de l'utilité féminine a singulièrement évolué, pour venir en définitive à l'encontre de la thèse qu'il fortifiait jadis. La preuve est faite : la crainte de l'enfant qu'il faudra mettre au monde, nourrir, élever, est sans force pour retenir un trop grand nombre de ces filles au moment de la faute. La défense de rechercher le père naturel manque ainsi son but essentiel. Que donne-t-elle alors? Elle donne ceci que les filles-mères, ouvrières, domestiques, après avoir cédé souvent soit à un abus d'autorité, soit à une promesse de mariage, soit à une séduction dolosive, se trouvent seules pour subir l'épreuve morale et physique de la maternité, pour en supporter toute la charge pécuniaire. Certaines s'affolent. De là des crimes contre l'enfant : avortemens, infanticides; des crimes contre l'amant, revolver ou vitriol. D'autres se laissent glisser

à la prostitution. Enfin, et en mettant les choses au mieux, le fardeau de l'enfant pèse de tout son poids sur une créature assez en peine de gagner sa propre vie, alors que le père de cet enfant est libre, insouciant, joyeusement oublieux. De si misérables déchéances sont-elles à l'avantage de toutes les femmes? On a pu le penser dans un temps où chacun sentait la force d'une discipline sociale inflexible, et où ces cruelles aventures ne montraient à tous que leur valeur exemplaire. Mais parce que la discipline a faibli, parce que l'utilité de tels exemples n'apparaît plus, on voit au contraire que toutes les femmes sont intéressées à ce que celles qui ont failli n'aillent pas jusqu'au crime, ne tombent pas dans la prostitution, ne soient pas écrasées par la misère. Du moins, l'intérêt des femmes reste avant tout de préserver la dignité féminine qui ne trouve sa sauvegarde que dans le mariage. Mais leur intérêt est ensuite de ne pas abandonner à tous les égaremens du désespoir celles qui ont eu la faiblesse de succomber.

Ainsi comprise, cette sorte d'utilité devait d'autant mieux convaincre les esprits qu'il s'y mêle une raison toute sentimentale, un désir de justice et un besoin de charité. Il est à l'honneur de notre temps, si imparfait par ailleurs, qu'on n'y peut rien tenter contre ce double sentiment, et qu'il suffit, à lui seul, pour combattre et ruiner des usages, des institutions par lesquels il est trop vivement choqué. Ni la justice, ni la charité ne s'accommodent de l'inégalité des devoirs et des charges entre le père et la mère naturels : c'est pourquoi cette inégalité est apparue, de plus en plus, dans nos lois, telle qu'une étrangeté pénible et même odieuse, et il a été aussi facile de la supprimer en 1912 que, naguère, il avait semblé nécessaire de la conserver. On reconnaît ici un témoignage significatif de l'évolution qui s'est faite depuis un siècle et surtout depuis trente ans. Si elle s'est précipitée en ces derniers temps, c'est qu'on est mieux averti de toutes les infortunes, et qu'on s'y préoccupe davantage de les soulager. Les malheurs de la fille-mère ont attiré particulièrement ces soucis. On s'est inquiété de savoir ce qu'elle pouvait devenir; on est allé à son secours, tant à cause d'elle que pour son enfant : les œuvres se sont multipliées. Et cet élan charitable, qu'on le remarque, est venu de la classe sociale la plus directement intéressée au maintien d'une discipline qui fait encore, telle qu'elle existe, le meilleur de sa

force. Des écrivains comme M. le comte d'Haussonville dénonçaient, en 1887, le sort lamentable auquel la loi condamnait la fille du peuple séduite et abandonnée. M. Bérenger continuait sa campagne. Ainsi le développement magnifique de la bienfaisance servait à renseigner et à convaincre : on était convaincu dès qu'on était renseigné; toutes les personnes de bonne foi, qui s'en allaient dans les quartiers pauvres découvrir, visiter, secourir ces malheureuses filles, revenaient avec la même conviction : il y a dans cette loi, qui interdit de rechercher le père, quelque chose d'injuste qu'il faut corriger.

En réalité, depuis assez longtemps, la correction avait été essayée; et c'est même parce qu'elle atténuait notablement le mal qu'on a pu attendre jusqu'à maintenant pour changer la loi elle-même. Le sentiment public, qui répond au besoin général d'une justice, se satisfaisait en partie grâce à ceux qui ont précisément mission de rendre la justice. Ici, comme dans toutes les questions qui touchent le plus à la vie des citoyens, les magistrats se faisaient les interprètes du vœu secret des consciences. Dès 1845, on les voit qui tâchent d'adoucir la règle si rigoureuse du Code civil. Ils respectent la loi; ils ne permettent pas que le père d'un enfant naturel soit recherché. Mais c'est bien respecter aussi la loi, que d'appliquer ce grand principe du même Code : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé à autrui par sa faute. » Or la fille qui devient mère a bien le droit de dire qu'elle a subi un dommage, que ce dommage a été causé par l'homme qui l'a rendue mère, qu'enfin cet homme lui doit réparation. Oui, semble-t-il. Cependant, il lui est interdit de rechercher le père de son enfant. Comment donc concilier cette défense, qui est absolue, avec le droit qui ne l'est pas moins, pour toute personne, d'obtenir réparation d'un préjudice? Les magistrats y sont arrivés en disant que la réparation serait due, toutes les fois que la demande s'appuierait sur une séduction caractérisée, ou que l'auteur du préjudice aurait fait lui-même l'aveu de sa faute en promettant de la réparer. Dans le premier cas, voici une fille qui prouve par des lettres qu'elle a cédé à des promesses de mariage : la séduction est certaine; la faute du séducteur, évidente : c'est cette faute qu'il devra réparer en payant des dommages-intérêts, sans qu'il soit fait échec à la défense de rechercher la paternité. L'autre cas est encore plus démons-

tratif : il n'y a pas eu de promesse de mariage, pas de séduction au sens légal ; mais pendant la grossesse, après la naissance de l'enfant, le père s'est reconnu lui-même pour tel, et s'est engagé à secourir la mère ; ici encore, sans rechercher la paternité, on peut retenir l'aveu et l'engagement, et par suite, sans enfreindre la loi, condamner cet homme à payer une indemnité. On voit combien le détour est ingénieux. Ce n'est qu'une subtilité. La loi n'est respectée qu'en apparence. En fait, sinon en droit, les juges en arrivent à qualifier un homme de père naturel, alors que la loi ne permet de donner cette qualité qu'à celui qui la prend volontairement dans un acte authentique.

L'effort des magistrats avait du moins réussi à mettre de la justice et de l'humanité dans une loi qui en était trop dépourvue. Il avait eu d'autres conséquences importantes, qui étaient d'affaiblir peu à peu deux raisons invoquées dès le Code civil pour interdire la recherche de la paternité : à savoir la crainte du scandale et l'incertitude de cette paternité.

Autant que l'argument d'utilité morale, tiré de l'intérêt général des femmes, la peur du scandale est cause que la recherche de la paternité fut interdite en 1804, après l'avoir été dès la Révolution. L'ancienne France, on le sait, admettait la recherche ; on connaît la maxime énergique de Loisel « qui faict l'enfant, le doit nourrir ; » on connaît aussi cette règle singulière : *virgini parturienti creditur*, accordant créance, et du moins une créance provisoire, à la fille qui dénonçait dans les douleurs de l'enfantement le père de son enfant ; et tout le monde se rappelle enfin les abus si justement dénoncés par l'avocat général Servan, au XVIIIe siècle, d'une recherche trop facile et trop souvent intéressée. Ces abus avaient assez vivement frappé les contemporains pour que le droit révolutionnaire, si favorable aux enfans naturels, leur défendît cependant de rechercher leur père ; au surplus, les idéologues de la Convention n'admettaient pas que les parens naturels fussent assez peu soucieux de leur devoir pour ne pas reconnaître tout de suite, et volontairement, les enfans nés de leurs œuvres. Au temps où se rédige le Code civil, cette vue abstraite est délaissée. Mais on n'oublie pas les recherches scandaleuses de l'ancien régime ; on n'en veut à aucun prix, et on prend, contre la possibilité du scandale, la mesure la plus éner-

gique qui est d'interdire la recherche, absolument. Depuis le Code civil, chaque fois qu'un effort s'est dessiné pour modifier la loi, on n'a pas manqué de dire : « Songez aux procès abominables que vous allez provoquer ! Il n'est pas une fille de ferme qui ne s'entendra avec un domestique, pas une ouvrière qui ne se mettra d'accord avec un camarade pour organiser contre le maître, contre le patron, le chantage qu'il est presque impossible de déjouer, et qui laisse toujours, même quand il échoue, sur les réputations les plus respectables, une trace suspecte ! » Ce langage était assez troublant : en 1883, il n'a pas manqué son effet. Et pourtant, en 1883 déjà, la jurisprudence montrait ses excès et ses erreurs. Les tribunaux allouaient des dommages-intérêts à la fille séduite comme à la mère envers qui le père naturel avait reconnu, et sa faute, et son devoir de la réparer. Suppose-t-on que de tels procès ne comportaient aucun scandale ? Évidemment non. La curiosité publique s'éveillait ; les journaux donnaient des comptes rendus ; il se faisait du bruit autour des causes de cette espèce. Mais les magistrats ne s'en étaient pas émus, et avaient maintenu fermement leur jurisprudence. Ils s'inspiraient d'un double motif : d'abord le scandale n'était pas à regretter quand il punissait la perfidie d'un séducteur ou la lâcheté d'un père naturel soudain fatigué de nourrir son enfant ; d'autre part, les scandales immérités devaient se faire de plus en plus rares, et même finir par disparaître, quand il serait dûment établi et connu de tout le monde qu'aucune demande ne pouvait réussir, à moins d'être fondée sur des preuves certaines, ou de la séduction, ou des engagemens du père naturel. C'est ainsi que, depuis 1845 jusqu'à maintenant, et surtout dans les trente dernières années, les tribunaux ont accueilli libéralement les réclamations appuyées par des lettres, par des documens précis, et ont rejeté toutes les autres. Il en est résulté que de nombreuses infortunes ont pu être réparées : il n'en est pas résulté que des familles irréprochables fussent troublées par le scandale. Et l'on voit donc que le travail obstiné de la jurisprudence avait rendu assez vaine la crainte de ce scandale, en démontrant qu'au prix d'un peu de sagacité et de quelques précautions il pouvait être évité.

Il faut en dire autant de cette autre crainte qui se fondait sur l'impossibilité de prouver la paternité naturelle. Comment, disait-on, autoriser la recherche, alors que le fait de la paternité n'est

pas susceptible d'une preuve directe, et que, dans le mariage même, c'est par une simple présomption que le mari de la mère est déclaré père de l'enfant ? L'argument est saisissant. Les magistrats, qui accordaient des dommages-intérêts à la fille-mère, n'ont pas voulu le combattre. Ils l'ont combattu toutefois, ou, du moins, ils ont montré qu'on pouvait, sans imprudence, admettre une paternité naturelle dans des cas déterminés. Il est prouvé qu'un homme a obtenu les faveurs d'une fille vierge en lui promettant de l'épouser, et cette fille devient mère dans le même temps où elle cédait à cette promesse; les tribunaux n'ont pas dit que cet homme était le père de l'enfant, mais ils l'ont considéré comme tel, puisqu'ils l'ont condamné à des dommages-intérêts, et ils ont eu évidemment raison. Un autre homme écrit, pendant la grossesse, en reconnaissant sa paternité; il la reconnaît mieux encore, après la naissance, en aidant à l'éducation de l'enfant; les tribunaux ont retenu à sa charge cette conduite et ces engagemens. Qu'ont-ils fait dans l'un et l'autre cas? Ils ont établi, sans le dire, que la paternité naturelle pouvait être proclamée contre la résistance du père, lorsque c'était lui-même qui, par ses écrits, par ses actes, l'avait formellement avouée. Dès lors, il n'y a plus d'incertitude; du moins, l'incertitude physiologique est dissipée par les raisons les plus fortes, à savoir le consentement et la reconnaissance du père.

On voit quel appui les partisans de la recherche trouvaient dans cette jurisprudence humaine autant qu'ingénieuse. Tandis que les magistrats leur rendaient ainsi le service d'user lentement les obstacles, ils redoublaient d'ardeur. Dans leur campagne, les impulsions généreuses et les soucis d'équité ont eu certainement plus de part et plus d'effet que les attaques systématiques contre le mariage, la famille légitime et la société régulière. Il restait cependant qu'à permettre la recherche de la paternité, on ne se contentait pas de tirer de peine les filles-mères abandonnées; on attribuait un état civil, des droits moraux et pécuniaires à des enfans naturels; on faisait tort aux enfans légitimes que le père pourrait avoir en se mariant; on portait une atteinte sérieuse à la famille légitime. Mais il s'est produit ici un phénomène analogue à celui qui a montré l'intérêt général des femmes engagé autrement qu'il ne l'était jadis, et dans le sens de la recherche plutôt que pour son interdiction.

La société reste intéressée essentiellement à l'intégrité de la famille légitime. Toutefois, elle l'est aussi, quoique moins fortement, à ce que les enfans naturels ne soient privés ni de soins, ni d'alimens, ni d'éducation. Elle a besoin qu'ils vivent; car elle compte, chaque année, les vies humaines qui maintiennent à peu près le chiffre de sa population : tout sacrifice lui est redoutable. Elle a besoin qu'ils soient élevés décemment; car livrés à eux-mêmes et au hasard, ils accroissent cette armée du crime qui devient de plus en plus menaçante. Enfin, elle a besoin que le père et la mère, comme c'est leur devoir, se chargent de cette éducation; car elle plie déjà sous le fardeau des dépenses que les enfans délaissés imposent à l'assistance publique. Voilà donc un intérêt social de premier ordre qui commande de rechercher le père naturel pour le forcer à nourrir et à élever son enfant. Sans doute, la famille légitime en sera quelque peu atteinte ; mais peut-être, aussi, n'est-il pas impossible de concilier ses droits primordiaux et ceux qu'il paraît nécessaire de donner à l'enfant au regard du père naturel.

Cette nécessité a pénétré les esprits, et, lorsque le Sénat vota le premier, en 1910, la proposition qui est devenue récemment une loi, on sentit qu'il ratifiait un vœu de l'opinion. Il faut dire aussi que c'est alors la générosité qui l'a entraîné; c'est le désir d'empêcher une injustice ou d'en permettre la réparation ; c'est le souci du sort, et de la mère, et de l'enfant. A aucun moment, dans ces débats ni dans ceux de la Chambre, il n'a été soutenu que le mariage devait subir un échec, ni que la famille légitime devait être amoindrie. Il importe de le rappeler au moment où la loi entre en vigueur : elle doit être appliquée dans l'esprit même où elle a été votée.

III

Que dit cette loi?

Elle a un triple objet : elle énumère les cas où la recherche de la paternité est permise; elle précise d'autres cas où le demandeur ne sera même pas admis à faire sa preuve; elle prend enfin des mesures pour décourager les demandes frauduleuses et les tentatives de chantage.

La première partie était la plus délicate, la plus difficile, la plus dangereuse aussi; c'est là que les intéressés vont trouver

le droit d'agir. Il fallait que la loi retînt seulement les cas où l'incertitude de la paternité se réduit jusqu'à disparaître. La loi s'est inspirée du Code civil d'abord, puis de la jurisprudence établie en matière de séduction ou fondée sur les engagemens du père naturel; elle a retenu enfin la circonstance d'une vie commune qui a réuni les parens. Elle semble se renfermer ainsi dans les limites les plus prudentes.

C'est au Code civil qu'est pris le premier cas, celui de l'enlèvement, quand l'époque s'en rapporte à celle de la conception. Sous la même condition, la loi nouvelle assimile à l'enlèvement le viol. On avait hésité jadis sur ce point. On ne devait plus hésiter, du moment qu'on allait admettre des présomptions de paternité qui n'ont pas physiologiquement la même rigueur.

Le second cas est ainsi défini : « séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou fiançailles, et s'il existe un commencement de preuve par écrit, dans les termes de l'article 1347. » Ce sont très exactement les circonstances où les tribunaux avaient coutume d'accueillir une demande de dommages-intérêts formée par la fille séduite contre le séducteur; elles font toutes ressortir une faute; elles doivent toutes engager une responsabilité, et c'est ici que le sentiment public trouvera le mieux à se contenter. L'homme qui a usé de manœuvres dolosives, qui a commis l'abus d'autorité, qui a fait les promesses de mariage, ne sera plus seulement responsable envers la fille qu'il a rendue mère : il sera tenu aussi envers son enfant. Rien ne semble plus équitable; et la conscience publique ne trouvera pas à s'alarmer d'une incertitude qui rende la paternité douteuse. Qu'on le remarque : c'est ici le cas où la fille a été certainement victime; le plus souvent, elle sera mineure; elle sera dans la dépendance de l'homme, ouvrière, domestique, employée; elle aura été recherchée en mariage. De toutes manières, elle se présente à la justice avec les garanties d'un malheur qu'elle aura subi et d'une honnêteté qui donnera plus de force à sa parole. Cependant, quelque faveur qu'elle semble mériter, la loi a voulu écarter les chances les plus légères d'incertitude. Il ne suffira donc pas qu'elle apporte des présomptions graves et précises. Elle ne saurait être écoutée si elle ne fournit un « commencement de preuve par écrit » des faits de séduction qu'elle invoque. Ce commencement de preuve par écrit, le Code

le définit : « tout écrit qui émane de celui à qui on l'oppose et qui rend vraisemblable le fait allégué. » Il faudra donc que la mère, agissant au nom de son enfant, apporte en justice un écrit, émané du père prétendu, et qui rende vraisemblables, ou les manœuvres dolosives, ou l'abus d'autorité, ou la promesse de mariage : les magistrats apprécieront cette vraisemblance. Et sans doute, l'exigence de la loi pourra paraître ici un peu sévère; elle sera cause que, dans tous les cas où l'écrit manquera, la demande sera rejetée. Mais il était indispensable de prendre les précautions les plus strictes; la preuve par témoignage aurait été trop dangereuse. En somme, il n'est pas excessif de réclamer, pour la preuve de la séduction d'où doit résulter la reconnaissance de la paternité, autant de précision et de sûreté que pour un contrat pécuniaire.

C'est encore un écrit émané du prétendu père qui sera exigé dans le troisième cas prévu par la loi : celui où on soutient qu'il a purement et simplement reconnu sa paternité. Cette reconnaissance ne pouvait résulter de propos rapportés par des auditeurs plus ou moins dignes de foi : il fallait la déclaration écrite du père. Et la loi ajoute que cette déclaration doit constituer un aveu non équivoque de paternité : elle remet de nouveau au magistrat la tâche d'apprécier ce caractère « non équivoque. » C'est ainsi que, dans la jurisprudence qui a précédé la loi, le juge tirait de cet aveu le principe des dommages-intérêts alloués à la mère. Désormais il en tirera la preuve de la paternité. Les effets sont modifiés; mais son rôle reste le même.

En ce sens, on peut rapprocher, du troisième cas, le cinquième : la loi n'innove pas beaucoup plus en admettant la paternité, quand le père prétendu a pourvu ou participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père. C'est à peu près ainsi et aux mêmes conditions, que les tribunaux condamnaient le prétendu père à payer une pension pour nourrir et pour élever son enfant. Seulement, ils ne parlaient que de contribution pécuniaire et non de paternité; désormais, ils proclameront la paternité : encore ici, les effets de la décision sont changés, non les motifs.

En revanche, le quatrième cas est tout à fait nouveau. La loi y vise un fait assez fréquent et qui, moins que tout autre, peut laisser des doutes sur la paternité. Un homme et une femme ont vécu maritalement; un enfant naît, dont la conception se

place à l'époque de cette existence maritale. Il y a ici, avec l'état de mariage, une analogie de fait qui comporte une présomption analogue : le père présumé sera l'homme qui a tenu dans cette union libre et, comme dit la loi, dans ce concubinage, le rôle du mari dans le mariage. Il convient toutefois que le concubinage ait été notoire : cette notoriété est facile à établir, et on ne risque pas les hésitations ni les contradictions des témoignages sur un fait aussi simple.

On ne reprochera certes pas à cette énumération d'être trop large ni trop aventureuse. La loi s'est contentée d'assimiler le viol à l'enlèvement, de consacrer la jurisprudence en lui donnant seulement la sanction nouvelle d'une reconnaissance de paternité, enfin d'ajouter le cas du concubinage notoire. Tout cela reste prudent et mesuré : on n'y aperçoit pas la place du chantage organisé, ni d'une exploitation frauduleuse.

Cependant, on n'a pas estimé que le péril fût suffisamment écarté. Et la loi a soin de fixer, par opposition aux cas où la recherche est possible, où la paternité peut être admise, ceux où elle ne doit pas l'être, où la demande ne sera même pas recevable.

Et d'abord, il ne devait pas être permis à une femme, dont l'inconduite est certaine, de choisir, parmi ses amans de passage, celui à qui elle prétendrait imposer une paternité, dont elle ne sait pas le plus souvent elle-même quel peut être l'auteur. L'action en recherche sera donc refusée à l'enfant de cette femme. Les sentimens de justice et de pitié que peut inspirer le sort de l'enfant naturel trouvent ici leur limite. Et l'intérêt social commande évidemment d'interdire la recherche, dans un cas où elle présente au plus haut point le double danger de l'incertitude et du scandale. Il a paru même que la mère d'une inconduite notoire ne devait pas être seule exclue : la loi vise aussi celle qui, « pendant la période légale de conception, a eu commerce avec un autre individu... » Le danger est pareil : la défense sera donc pareillement absolue. Et l'on entend bien que de tels procès n'iront pas sans des surprises qui pourront être cruelles. L'action en recherche est intentée par la mère pendant la minorité de l'enfant, ou par l'enfant lui-même dans l'année qui suivra sa majorité. Si c'est l'enfant majeur qui agit, en toute bonne foi, il est possible que le prétendu père lui oppose ces fins de non recevoir, l'inconduite de sa mère, les relations qu'elle a

entretenues avec un autre homme au temps de la conception. De là des débats qui seront vite très âpres et très douloureux. Mais comment les éviter? Encore une fois, quand l'intérêt social s'impose avec tant de force, les intérêts individuels ne doivent plus compter.

Ces deux exclusions prononcées par la loi ne sont pas les seules; elles ont été motivées par l'incertitude de la paternité. Or il y a plus que l'incertitude, c'est à savoir l'impossibilité. L'action ne saurait être recevable quand le prétendu père peut prouver l'impossibilité physique de sa paternité, qu'elle résulte de l'éloignement ou de quelque accident. Cette règle allait de soi: il était utile, toutefois, de l'inscrire expressément dans la loi. Aucune précaution n'est à négliger dans une matière si délicate: et le juge, à qui de si larges pouvoirs sont d'ailleurs confiés, préférera lui-même leur trouver, dans de pareils cas, des bornes infranchissables.

La précaution a été plus sévère encore. La jurisprudence de la séduction avait tenté de décourager les entrepreneurs de scandales, et généralement ce monde d'agens suspects qui grouille autour des successions opulentes, qui monte un procès comme une mauvaise affaire de finance. Elle y avait à peu près réussi, en rejetant impitoyablement toutes les demandes de dommages-intérêts qui ne s'appuyaient pas sur des preuves formelles et des engagemens précis. Mais les praticiens du chantage, toutes les fois que le chantage, comme on dit, en valait la peine, ne couraient pas grand risque à l'organiser: simplement les frais du procès. D'ailleurs, certains de l'échec final de la demande elle-même, ils pouvaient multiplier les incidens de procédure, pour la prolonger pendant des années; ils pouvaient aussi mener une campagne de presse. En un mot, avec un peu de savoir-faire et quelques avances de fonds, ils exerçaient sur la victime, le prétendu père ou sa famille, la pression la plus pénible et la plus abominable, au point d'obtenir parfois ce qu'ils voulaient: de l'argent qui payait leur silence et la fin de ce tourment. Il était évident que la recherche de paternité, désormais autorisée, ouvrait à ces gens une carrière où ils allaient développer leur activité. Il fallait, par avance, couper court. C'est à quoi la loi nouvelle s'est heureusement appliquée.

Deux règles qu'elle établit suffiront à prévenir cette sorte de procès. D'abord et d'une manière absolue, le compte rendu des

procès en recherche de paternité est interdit. Rien n'est plus sage. Les journaux ne peuvent rendre compte des affaires de divorce et de séparation, à cause du trouble et du scandale qu'ils risqueraient de provoquer ; le même motif s'oppose avec plus de force encore à la publicité, telle que la presse la fournit aujourd'hui, des débats judiciaires engagés sur une question de paternité naturelle. Voilà donc une première mesure excellente et péremptoire. La seconde ne le sera pas moins. Le demandeur, convaincu de mauvaise foi, ne s'exposera pas seulement à perdre son procès ; il pourra être condamné par le tribunal à des peines qui sont : un à cinq ans de prison, cinquante à trois mille francs d'amende, cinq à dix ans d'interdiction de séjour. C'est bien autre chose, on le voit, que le risque de payer des frais de procédure ; c'est la menace qui arrêtera net les tentatives qu'il fallait à tout prix empêcher, dès le moment même où la loi entrerait en vigueur.

Avec ces deux mesures, il semble bien qu'on ait complété l'œuvre de prévision minutieuse qui était comme la contre-partie nécessaire des hardiesses de la nouvelle loi. On a voulu ouvrir la voie aux recherches qui ont pour elles les plus grandes vraisemblances et la plus frappante équité ; il fallait fermer absolument le chemin à celles qui n'ont de raisons que la cupidité. La loi réalise l'un et l'autre de ces desseins.

IV

La loi ne dit pas quels seront les effets d'une paternité naturelle judiciairement reconnue ; elle n'avait pas besoin de le dire ; son texte remplace un article du Code civil dans la section intitulée : « De la reconnaissance des enfans naturels ; » c'est donc que la reconnaissance judiciaire aura les mêmes effets que la reconnaissance volontaire.

Ces effets sont assez étendus. Quant aux droits pécuniaires, l'enfant naturel reconnu n'est pas héritier, c'est-à-dire qu'il ne représente pas, comme l'enfant légitime, comme les père et mère, comme les collatéraux, la personne du défunt. Mais il recueille soit une portion des biens, quand il est en concours avec des héritiers, soit la totalité quand il n'y a pas de parens au degré successible, même pas un cousin au douzième degré. Toutefois, ces avantages sont compensés par une disposition rigoureuse :

l'enfant naturel ne saurait rien réclamer sur la succession de ses père et mère, quand ceux-ci lui ont donné, de leur vivant, la moitié de ce qui lui est attribué à leur mort par le Code civil. Avec cette restriction, les droits pécuniaires résultant de la reconnaissance constituent un émolument qui peut être des plus importans et comprendre la succession tout entière.

Pour ce qui est des droits relatifs à la personne, le Code civil avait été moins précis ; en réalité, il ne disait presque rien de la tutelle, ni de la puissance paternelle. Et ce silence ne laissait pas que d'embarrasser les tribunaux. Une loi du 2 juillet 1907 a réparé cette sorte d'oubli : elle attribue expressément la puissance paternelle aux père et mère naturels sur leurs enfans reconnus ; elle leur donne donc droit de garde, d'éducation, de correction, de consentement au mariage ; elle décide seulement qu'ils auront, non l'administration légale des parens légitimes, mais la tutelle ; elle ajoute que la puissance revient à celui des père et mère qui aura reconnu l'enfant le premier et qu'à son décès, elle passe au survivant.

Tels sont les droits que la reconnaissance volontaire confère à l'enfant naturel et à ses parens : les mêmes droits résulteront de la reconnaissance judiciaire, et voilà qui, tout de suite, semble un peu déconcertant. Entre un homme qui a manifesté par la reconnaissance volontaire des sentimens paternels et l'enfant qu'il a revendiqué, qu'il entend traiter comme sien, on comprend et on approuve l'étendue et la multiplicité des droits et des devoirs, par analogie avec la famille légitime et avec les affections réciproques dont elle vit. Mais la reconnaissance judiciaire est dite aussi et très justement « forcée. » Elle est prononcée par jugement, après un débat qui n'a pu être que très pénible, et dans lequel le père a repoussé avec véhémence l'enfant qu'on voulait lui attribuer. Du jour au lendemain, par l'effet du jugement, cet enfant est déclaré le sien. S'ensuit-il que, dans le cœur de ce père, les sentimens de la veille fassent place aussitôt à la tendresse ou même à la sympathie ? C'est bien plutôt le contraire qui doit arriver. Les luttes judiciaires laissent de longues rancunes et l'enfant n'est que trop exposé aux représailles d'une haine d'autant plus violente. Est-ce que la nouvelle loi n'a pas été imprudente en assimilant la reconnaissance forcée à la reconnaissance volontaire, en lui faisant produire les mêmes conséquences, en donnant à ce père

les droits de puissance dont est investi le père qui a reconnu spontanément son enfant ?

La question a été seulement effleurée dans le rapport de M. le sénateur Guillier qui a pensé l'écarter par cette simple réponse : le père n'aura pas la puissance, puisqu'elle revient, d'après la loi de 1907, à celui des parens qui a reconnu le premier, donc ici à la mère ; au surplus, les tribunaux pourront toujours prononcer la déchéance contre le père indigne. Cette réponse n'est qu'à demi satisfaisante. Oui, le plus souvent, presque toujours, la puissance appartiendra à la mère qui aura fait la première l'acte de reconnaissance ; mais si la mère décède, elle reviendra au père qui pourra en abuser librement. Et il ne faut pas croire que la déchéance serait une ressource contre ces abus ; car elle ne pourrait être invoquée que dans le cas de « mauvais traitemens » qui compromettraient la santé de l'enfant. Or il n'est pas nécessaire de recourir aux mauvais traitemens pour rendre douloureuse la vie d'un enfant et pour gâter son avenir. Le Parlement n'a pas aperçu le péril ou n'a pas voulu le prendre au sérieux. Il existe cependant, du fait que tous les droits de la puissance paternelle risquent d'être conférés à un homme qui a nié avec obstination sa paternité, et qui ne sera jamais qu'un père malgré lui. Il eût donc mieux valu distinguer ses droits de ceux du père qui a fait une reconnaissance volontaire ; car son cas est très différent. La plupart des lois étrangères font cette distinction, ou ne donnent, d'une manière générale, à la reconnaissance que des effets restreints. En Angleterre, c'est seulement une allocation forfaitaire de 5 shillings par semaine que le père doit à l'enfant. En Allemagne, cet enfant n'a de famille que celle de sa mère dont il porte le nom ; il reste étranger au père, qui lui doit seulement jusqu'à seize ans un entretien conforme à la condition de la mère. En Suisse, la règle varie suivant les cantons ; mais, d'une manière générale, il n'y a même pas un lien héréditaire entre le père et l'enfant. Nulle part, on n'a permis cet événement étrange, qu'un jour le père forcé fût armé d'un droit sur la personne d'un enfant dont il ne veut pas. On aurait pu prévoir et écarter, dans notre loi française, cette éventualité. Si on ne l'a pas fait, c'est qu'on n'a pas voulu créer, entre les enfans légitimes et les enfans naturels reconnus, une troisième catégorie pour ceux dont la reconnaissance n'a été que judiciaire. Cette raison ne

paraît pas décisive, et la loi garde ainsi une lacune. En le constatant, il faut souhaiter que l'expérience ne démontre pas que les enfans doivent en souffrir. C'est pour eux, en définitive, que cette grande réforme vient d'être votée, autant que pour les mères. Il serait déplorable que même pour quelques-uns, au lieu d'améliorer leur sort, elle le rendît plus malheureux.

Sous cette réserve, la nouvelle loi ne paraît mériter aucune critique, de même qu'au Parlement, ni dans la presse, elle n'a pas rencontré de résistance. En réalité, elle rétablit, en la corrigeant suivant les données de l'expérience, une très vieille tradition de notre pays. L'ancienne France, nous l'avons dit, avait autorisé la recherche de la paternité; mais, faute des précautions indispensables, elle en avait connu les pires excès. La France moderne avait interdit la recherche; mais elle avait pu constater les effets iniques de cette interdiction et trouver, dans la jurisprudence de ses magistrats, le moyen de concilier l'intérêt individuel de l'enfant, de la mère, avec l'intérêt social. Le moment était venu de consacrer cette évolution des sentimens et des idées. Ce n'est pas faire de la loi un mince éloge que de la reconnaître parfaitement conforme à ces sentimens, à ces idées, aux résultats d'une longue expérience.

Louis Delzons.

BISMARCK ET L'ÉGLISE

LA FIN DU CULTURKAMPF

VI [1]

LA SECONDE REVISION DES LOIS DE MAI
LE LENDEMAIN DU CULTURKAMPF

(1887-1890)

En cet hiver par lequel s'ouvrait l'année 1887, Léon XIII et Bismarck étaient en compte. Léon XIII, au dernier printemps, avait consenti qu'avant de conférer aux prêtres de leur choix les cures inamovibles, les évêques fissent connaître au pouvoir civil le nom de leurs élus : Bismarck, à ce prix, avait formellement promis une revision plus complète des lois de Mai. Puis, lorsque l'Empire avait voulu, pour sept ans, des soldats et un budget, Léon XIII avait travaillé de son mieux, sans d'ailleurs réussir, à faire s'incliner le Centre; il était naturel que Bismarck, reconnaissant pour cet effort, mît quelque complaisance à rendre plus larges encore, et plus décisives, les brèches qu'il achevait de pratiquer dans ces lois persécutrices.

I

Le 21 février 1887, un nouveau projet de loi fut déposé sur le bureau du *Landtag :* la Prusse en même temps le communiquait au Pape. Il comprenait cinq articles.

Deux diocèses en Prusse ne possédaient, pour l'instruction de leurs clercs, ni établissement universitaire, ni établissement

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1913.

épiscopal; c'étaient ceux d'Osnabrück et de Limburg : le premier article du projet permettait que des séminaires y fussent fondés; et puis, abrogeant une restriction contenue dans la loi de 1886, il autorisait tout évêque ayant un séminaire à recevoir les clercs que d'autres évêques voudraient lui confier; ainsi, dans les diocèses où l'instruction des étudians ecclésiastiques était assurée par une faculté de théologie et dans les diocèses polonais, où les séminaires n'étaient pas encore tolérés, l'autorité épiscopale gardait la ressource d'expédier aux séminaires voisins les sujets pour lesquels elle souhaitait ce système d'éducation. L'article 2, corrigeant la loi de 1873, stipulait que l'État pourrait, pour une raison d'ordre civil ou politique, opposer à la nomination des curés son droit de *veto;* il supprimait les menaces d'amende par lesquelles, en 1873, on avait voulu contraindre les évêques à pourvoir aux cures d'une façon définitive dans le délai d'un an; il ajoutait que les pénalités judiciaires dont les curés pourraient être l'objet cessaient d'entraîner de droit la vacance de leurs postes. L'article 3 dispensait les autorités ecclésiastiques de faire part à l'État des mesures pénitentiaires ou des mesures de révocation dont elles frappaient les prêtres. L'article 4 abrogeait presque intégralement la loi de 1873, qui limitait l'emploi des moyens de punition et de coercition ecclésiastiques : ainsi l'évêque qui prononcerait une excommunication publique, cesserait d'encourir un châtiment. En vertu de l'article 5, le ministère serait autorisé à rouvrir la Prusse aux ordres religieux et aux congrégations qui s'occupaient du ministère pastoral, ou de besognes charitables, ou qui étaient vouées à une vie contemplative; et il pourrait permettre aux congréganistes de former des missionnaires pour l'étranger, et d'ouvrir, à cet effet, des maisons spéciales.

Windthorst, dès le 2 mars, dans un long Mémoire dont les évêques et Rome eurent communication, critiqua le projet : d'une part, il en montra les défauts; il énuméra, d'autre part, les nombreuses lacunes qui défendaient d'affirmer qu'en acquiesçant aux propositions ministérielles, on rétablirait complètement la paix religieuse. « Nous sommes dans une situation vraiment difficile, écrivait-il; elle nous ménage plus de soucis que toute la longue époque du *Culturkampf.* »

Mgr Kopp soumit à la commission certains articles additionnels et certains amendemens. Il demanda que la loi de 1875

sur l'administration des biens d'Église fût l'objet d'une rédaction nouvelle, et que de sérieuses amputations fussent pratiquées dans la loi de 1876 relative aux droits de surveillance de l'État sur l'administration des biens épiscopaux : ce double désir fut repoussé. Il ne put obtenir que la loi du 20 mai 1874 sur l'administration des évêchés vacans fût abrogée ; mais du moins détermina-t-il la commission à rayer les dispositions pénales que contenait cette loi. Tel fut le sort assez peu satisfaisant des articles additionnels, auxquels tout l'épiscopat s'intéressait. Quant aux amendemens proprement dits, que la commission n'accepta que partiellement, Mgr Kopp se réserva de les reprendre devant la Chambre des Seigneurs : ainsi l'exigeaient les anxiétés catholiques. Un rédacteur de la *Germania* déclarait : « Si le projet était voté tel quel en ce qui regardait les ordres religieux et le droit de *veto*, les fidèles de Rome ainsi vaincus dans le *Culturkampf* auraient à se voiler la tête de cendre. » « Ce serait, proclamait le *Messager de Saint Boniface*, l'empoisonnement spirituel du sacerdoce. »

II

En ce moment critique où Rome et Bismarck risquaient d'aller vers un commun échec, Galimberti, secrétaire à la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires, étudia la situation : il vit dans les menaces mêmes dont elle était grosse l'occasion d'un beau rôle, d'un de ces rôles qui distinguent et assurent une carrière. Il sut la saisir, et bien jouer.

Un matin, sortant du Vatican, il fit monter dans sa voiture Schloezer, ministre de Prusse, et lui dit entre deux cahots, « avec un air ingénu » (ce sont les propres termes de son propre récit) : « Qui sait ! si le Pape témoignait le désir d'envoyer un représentant aux fêtes jubilaires de l'Empereur, quelle impression cela ferait-il à Berlin ? — Excellente, » répondit Schloezer ; et vingt-quatre heures après, Galimberti voyait accourir le ministre de Prusse, porteur d'un télégramme de Bismarck, qui souhaitait comme représentant papal Galimberti lui-même. « Tableau ! » ajoute ici la plume du prélat. « Mais comment vais-je dire cela au Pape ? demanda Galimberti. Il s'imaginera que j'ai construit toute l'affaire pour être chargé de cette mission. » Et Schloezer de répondre qu'il n'y avait qu'à parler franchement, et qu'il

pourrait ensuite, lui Schloezer, intervenir à son tour. Galimberti raconte qu'il hésita; mais ses hésitations eurent un terme; il vit le Pape, et parla. « Le Pape, avoue-t-il, me montra beaucoup de perplexité sur le choix de ma personne. Je restai indifférent, et je n'ajoutai rien qui pût la favoriser. » Vingt-quatre heures après, Galimberti revoyait Léon XIII, qui lui disait en substance : « Je n'ai plus de secrétaire d'État, j'ai besoin de vous: j'enverrai là-bas l'archevêque de Prague, Mgr Schoenborn. — *Benissimo*, » s'inclina le prélat. Mais Schloezer n'était pas loin, et Schloezer prévenu dit à Galimberti : « Mais non! Schoenborn n'est pas *persona grata* à Berlin ; il ne connaît rien des négociations actuelles. C'est vous qui devez y aller. » Un jour, deux jours se passèrent : Léon XIII se taisait au sujet de Berlin ; Galimberti aussi, et il lui en coûtait de se taire. « J'avais l'eau à la bouche, » écrit-il dans ses notes. Mais par réserve, par scrupule, il attendait. Enfin le troisième jour, il observa respectueusement au Pape qu'il faudrait aviser à prévenir Schloezer, officiellement, du prochain envoi de Schoenborn. Alors le Pape, qui depuis trois longues journées tenait en haleine et en suspens la pétulance du prélat, lui dit : « Mais quoi! Schoenborn? C'est vous qui irez! Vous connaissez les affaires! » Galimberti, ce jour-là, fut vraiment heureux. Quarante-huit heures après, — c'était le 17 mars, — il recevait les instructions du Pape, et il partait pour être, au *British-Hotel* de Berlin, l'hôte de l'Empereur. Il partait avec un jeune prélat qu'il s'empressa de laisser à Munich en lui disant que c'était une ville intéressante, et avec un journaliste laïque du *Moniteur de Rome*, qu'il emmena jusqu'à Berlin. D'après la consigne donnée par Bismarck, il trouvait, en gare même de Munich, le ministre de Prusse en Bavière, le comte Werthern, qui, dix ou douze ans plus tôt, buvait volontiers au succès du *Culturkampf*. Les temps étaient changés. Werthern offrait à l'envoyé du Pape une collation et beaucoup d'hommages. Puis Galimberti, regagnant son wagon, s'enfonça tout d'une traite jusqu'au cœur de la Prusse protestante, jusqu'à Berlin.

Il avait en portefeuille des instructions très précises du Pape. Avant tout, il devait amener Bismarck et Gossler à accepter tous les amendemens proposés par Mgr Kopp : Léon XIII y tenait, et comptait sur l' « habileté, sur la dextérité » de son émissaire. Galimberti devait, en second lieu, s'aboucher avec quelques chefs du Centre, et avec les évêques que le jubilé

impérial pourrait attirer à Berlin; il devait les rassurer, les uns et les autres, sur le caractère de sa mission, se faire l'interprète des sentimens d'estime et de bienveillance que le Pape gardait au Centre, et dissiper ainsi cette défiance à l'égard du Saint-Siège, dont paraissaient trop souvent animés, surtout depuis l'incident du Septennat, les journaux catholiques d'Allemagne. Enfin, dans l'entretien qu'il aurait avec le prince de Bismarck, Galimberti devait sonder le chancelier sur un certain nombre de questions, ponctuellement énumérées :

1° Sur l'opportunité et les avantages de l'installation à Berlin d'un représentant du Pape;

2° Sur l'opinion que Bismarck avait de l'Italie; sur ses dispositions éventuelles à rétablir le Pape dans ses droits temporels, et sur le moment, et sur les moyens de ce rétablissement;

3° Sur la situation européenne et sur le rôle qui, dans la pensée de Bismarck, pouvait être réservé à l'action du Pape;

4° Sur l'éventualité possible d'un appel à l'intervention du Pape au sujet de la question d'Alsace-Lorraine : conflit grave, qui, tant qu'il ne serait pas aplani, maintiendrait en rivalité les deux nations française et allemande, avec un péril manifeste pour la paix générale.

Léon XIII voulait d'ailleurs que ce dernier terrain, extrêmement délicat, ne fût abordé qu'avec précaution; Galimberti avait ordre de ne rien dire qui pût engager prématurément le Saint-Siège. Il devait se contenter d'enregistrer les communications qui lui seraient faites, et saisir l'occasion pour mettre en relief les difficultés très sérieuses auxquelles le Pape était en butte par l'effet de la révolution italienne et de l'occupation de Rome.

Deux besognes bien définies, l'une à l'endroit du ministère, l'autre à l'endroit du Centre, destinées toutes deux à clore un passé pénible qui n'avait que trop duré; et puis d'aventureux coups de sonde, aux répercussions imprévues, des coups de sonde qui paraîtraient essayer et tâter l'avenir, et sur lesquels Léon XIII, vraisemblablement, était avide, déjà, d'interroger son envoyé; tel était le vaste programme avec lequel Galimberti descendait en gare de Berlin, attendu, sur le quai même, par Mgr Kopp et par un laquais de l'Empereur.

Mgr Kopp le prévenait que la Cour, Bismarck, les partis protestans, les catholiques de bon sens, étaient enchantés de sa venue, et remplis d'espoir; mais que le Centre était « stupéfié et

mal content; » que Windthorst, surtout, était très irrité; qu'il parlait d'une alliance entre Galimberti, Schloezer et Mgr Kopp lui-même, concertée pour tromper le Pape; que la tactique de Windthorst était : « Pas de concessions partielles, tout ou rien; » et que les évêques rhénans partageaient son intransigeance. Quant au gouvernement lui-même, l'évêque de Fulda, lorsqu'il épiait, derrière la grâce des sourires, les dispositions réelles, n'était ni rassuré, ni rassurant. « Votre mission sera très pénible, écrivait-il à Galimberti. Le ministère d'État est tout à fait contre des concessions ultérieures, et le chancelier n'a pas réussi à briser cette opposition. » C'était une situation complexe, et, pour la débrouiller, Galimberti n'avait pas de temps à perdre.

Une dépêche de Rome le réconfortait : « Le Pape est très content, lui télégraphiait le futur cardinal Mocenni, alors substitut à la secrétairerie d'État, et j'ai dit au Pape qu'on ne pouvait pas, à l'heure présente, choisir pour cette mission quelqu'un qui convînt mieux que toi. » Mais une autre dépêche du même Mocenni venait alourdir l'allégresse de Galimberti : « Si les amendemens Kopp n'étaient pas acceptés, annonçait le substitut, le Centre refuserait la loi. Il en résulterait pour le Saint-Siège un grand embarras, aussi bien en face du gouvernement qu'en face des catholiques. Il y aurait donc à craindre que l'on n'en vînt malignement à réputer ta mission comme un insuccès. »

Galimberti devinait que là-bas à Rome beaucoup de regards suivaient l'aventure diplomatique dont il était le héros, et qu'ils en guettaient l'issue, et que ces regards n'étaient pas tous bienveillans. Pour l'Église, pour l'Empire, l'heure était importante, émouvante; elle ne l'était pas moins pour la fortune personnelle du prélat Galimberti.

Sans tarder, il vit Bismarck. On avait dit à la chancellerie que le journaliste qui l'accompagnait était Alsacien, et ce détail avait mis Bismarck de mauvaise humeur. Galimberti protesta, — ce journaliste était un Suisse! L'humeur bismarckienne se rasséréna. Après cette première présentation, Galimberti, somptueusement, fut promené de cime en cime.

Il fut reçu par l'Empereur, qui exprima son espoir dans une paix religieuse prochaine, et qui lui dit : « Votre visite m'est d'autant plus agréable, que le Pape représente les principes d'ordre et d'autorité. » Il fut reçu par l'Impératrice, qui s'enquit de la santé de Léon XIII et qui affirma son respect, son admi-

ration pour cet auguste vieillard. Il fut reçu par le Prince impérial, qui se plut à rappeler l'accueil de Léon XIII en « termes très expansifs. » Il eut, parmi deux cents convives, la place d'honneur à la table des souverains, et puis, à la soirée qui succéda, il vit le maréchal de Moltke, la princesse impériale, le roi de Roumanie venir vers lui; et tous lui parlaient du Pape, « avec un intérêt empressé. » Ces jours-là, à la cour de Prusse, tous s'occupaient de remettre l'État d'accord avec l'Église : le futur Guillaume II transmettait volontiers à qui de droit les désirs de Mgr Kopp ou des personnalités catholiques; chacun voulait avoir travaillé à la paix; Galimberti trônait, Galimberti planait. Il s'enflammait d'amour pour cette Prusse, d'où son avenir diplomatique lui paraissait prendre un si bel élan. Par surcroît, on lui laissait le droit de penser que son passage à Berlin inaugurait quelque chose de nouveau dans l'histoire de l'Église. Au souper du palais, l'Impératrice elle-même lui disait : « Regardez bien cette table, monseigneur, c'est une table historique, car c'est aujourd'hui la première fois qu'un envoyé du Pape est venu s'asseoir à la table du roi de Prusse. »

Il exultait, mais il demeurait inquiet. Derrière cette façade d'élégance et de faste, où les chambellans aimaient à faire figurer, comme un surcroît d'ornementation, sa belle *mantelletta* violette, que préparait-on, que concertait-on? Deux dépêches arrivaient de Rome, plutôt assombrissantes : dans l'une, le Saint-Père se plaignait de l'attitude de la presse provinciale, qui attaquait les négociations et cherchait à les faire avorter; l'autre dépêche disait : « Le Saint-Père considère que votre mission a échoué, si vous n'obtenez pas que les amendemens Kopp passent à la Chambre des Seigneurs. » Galimberti reçut Windthorst, lui montra le premier télégramme. « Je ne suis pas responsable du ton de la presse, » objecta le chef du Centre.

Quant aux amendemens Kopp, on serait bientôt fixé sur leur sort, les heures étaient comptées. L'évêque et le prélat concertaient les suprêmes détails de rédaction, puis l'évêque allait voir Gossler pour les lui soumettre. Galimberti put télégraphier à Mocenni que Gossler acceptait l'amendement relatif à la liberté des messes, et l'amendement qui dispensait les évêques de présenter au pouvoir civil les administrateurs provisoires des cures. Il ajoutait qu'au sujet des ordres religieux, l'on discutait encore; que les difficultés étaient graves ; il récla-

mait des instructions. Deux dépêches successives de Mocenni les apportaient. Galimberti avait mission d'obtenir que Bismarck, devant les Seigneurs, articulât quelques mots formels, énergiques, en faveur des amendemens Kopp; et il avait mission de faire savoir aux catholiques de la Chambre des Seigneurs ce que le Pape désirait. Même au cas où le gouvernement modifierait un peu le texte des amendemens, mais non leur « substance, » ces catholiques devraient voter la loi, en déclarant préalablement que l'avenir apporterait des améliorations plus propices encore à la liberté de l'Église, et en faisant des réserves sur la question des biens ecclésiastiques, laissée de côté par le projet de loi. « La paix religieuse obtenue en Prusse, ajoutait expressément Mocenni, est connexe à la paix européenne. »

III

Ce fut le 23 mars 1887 que les Seigneurs commencèrent la discussion, et Mgr Kopp prit aussitôt la parole. Le premier mot de l'évêque était un merci, très optimiste, très cordial, pour la loi de 1886, et pour le projet nouveau dont on voulait faire une loi. Il traçait un tableau riant des facilités déjà rendues à l'Église : il déclarait que celles qu'on lui offrait encore étaient des concessions précieuses et dignes de reconnaissance, qu'ainsi devaient les juger les catholiques, qu'ainsi les jugerait le Saint-Siège. Cependant certains désirs et certaines attentes subsistaient, dont il devait se faire l'interprète; et la tâche qu'il allait assumer était en partie, il le déclarait formellement, une mission du Saint-Siège. Alors, tour à tour, le prélat défendit ses amendemens. Il parla sans hauteur, sans arrogance ; un quart d'heure durant, il esquissa l'apologie des ordres religieux ; s'adressant à des collègues étrangers pour la plupart à l'esprit du catholicisme, il sut approprier ses pensées, son langage, de façon à leur faire comprendre, sinon accepter, ces institutions de l'ascétisme catholique. Il avait des argumens qui frôlaient, qui s'insinuaient, qui ne faisaient pas effraction ni violence ; qui n'avaient rien de despotique, rien d'absolutiste ; l'idée même chez lui, et les mots à plus forte raison, détestaient les dehors anguleux, évitaient l'allure impérieuse. Il affectait de laisser voir une confiance sereine dans les intentions de l'État;

on eût dit, à l'entendre, que, s'il voulait un peu changer, encore, le texte définitif, le texte qui allait faire loi, c'était pour que les plus inquiets de ses coreligionnaires, satisfaits à leur tour, prissent aussi pleine confiance. Il proposait ses amendemens comme on propose une prière : « Je vous en prie, messieurs, disait-il, oui, je vous en prie ; toute autre expression ne s'accorderait pas avec mes devoirs de sujet. » Il reconnaissait que si l'on pouvait justifier, contre les ordres religieux, l'accusation de prosélytisme, ce serait, « dans un pays où les confessions sont mêlées, un très grave reproche. » Au début de son discours, il se présentait comme le porte-parole du Pape ; à la fin, il n'était plus qu'un sujet, qui invoquait la Chambre. S'encadrant ainsi entre deux déclarations, dont la première rendait les auditeurs attentifs, dont la seconde les rendait bienveillans, son discours était un prodige d'aisance et d'insinuante persuasion.

Le national-libéral Beseler lui répondit. Il redoutait le péril que courrait le protestantisme si les ordres religieux rentraient. Mais une voix s'éleva, disant à Beseler : « Vous êtes un théoricien, un esprit critique, dont jamais aucun de mes actes n'obtint l'approbation ; moi, je suis un opportuniste. » C'était la voix de Bismarck, et le chancelier continua ! *Tempora mutantur*, les temps sont changés. Combien durerait la paix ? Il ne prenait à cet égard aucune responsabilité ; mais la paix était nécessaire, actuellement. Il passait en revue les grandes lignes du projet. Les catholiques jugeaient indispensables les ordres religieux, c'était un fait ; en tant que protestant, Bismarck pouvait, là-dessus, avoir son opinion ; mais en tant que ministre, il voulait que la nation tout entière eût la paix, donc les ordres rentreraient. De l'éducation des prêtres, il déclarait se désintéresser, puisque les adversaires les plus acerbes de l'État prussien avaient été élèves des universités. Quant à l'obligation pour les évêques de soumettre au pouvoir civil les noms des curés, Bismarck allait jusqu'à dire que, personnellement, il y aurait volontiers renoncé, puisqu'un ecclésiastique agréable à l'État pouvait, une fois curé, devenir belliqueux. On se demandait, en l'écoutant, pourquoi il avait fait les lois de Mai ; car il constatait qu'antérieurement la Prusse avait su fort bien sauvegarder ses droits de souveraineté, et sa dignité. La paix religieuse, continuait-il, améliorera les rapports de la Prusse et de l'Autriche : ce sera un

nouveau bienfait. D'aucuns redoutaient, en présence des récriminations cléricales contre le projet de loi, que le royaume ne fût pas réellement pacifié; mais lorsqu'il y aurait, d'un côté, l'Empereur et le Pape, ce Pape ami de la paix, ce Pape d'une si haute intelligence politique, et d'autre part le Centre, soutenu par des ecclésiastiques plus ou moins « démocratisans, » et d'ailleurs affaibli par la défaite récente des partis progressistes, le Pape et l'Empereur auraient tôt fait d'être vainqueurs; et Bismarck, une fois d'accord avec Rome, déclarait n'avoir pas peur de la bataille contre le Centre, de la bataille contre les Guelfes.

L'auteur responsable des lois de Mai achevait ainsi leur condamnation; mais un canoniste réputé, qui avait parfois aidé à les mettre debout, le professeur Dove, s'opposait, en termes émus, à ce qu'on les mît par terre. « Déjà, protestait-il, avec la loi du 21 mai 1886, nous avons abandonné des positions défensives essentielles, nous avons désarmé. Aujourd'hui, dans les décombres de la législation ecclésiastique prussienne, je ne trouve plus de positions défensives... Les luttes futures ne tarderont pas; si nous désarmons, nous mettons l'État en péril. J'estime que nous aurions dû déposer les bombes dans les arsenaux. M. le ministre des Cultes est prudent; entre ses mains, aucune bombe assurément n'aurait fait explosion à contretemps. »

Et Dove concluait que, ni comme législateur, ni comme protestant, il ne voulait consentir au désarmement.

La majorité des Seigneurs y étaient au contraire tout prêts; et les amendemens de Mgr Kopp, qui devaient améliorer en faveur de l'Église les conditions du désarmement, vinrent en discussion le 24 mars. En ce qui regardait le *veto*, l'évêque obtint que ce droit ne fût accordé à l'État que pour la collation définitive des charges paroissiales, et que les évêques ainsi fussent formellement exemptés de l'obligation de soumettre au pouvoir civil les noms des « administrateurs des cures; » il parvint à faire stipuler par la Chambre, conformément à l'avis de la commission, que les raisons d'ordre civil et politique, motivant le *veto* de l'État, devaient « reposer sur des faits; » mais il échoua, lorsqu'il voulut stipuler qu'un prêtre ne pouvait être frappé de *veto* « pour un acte qui ne serait que l'accomplissement légal d'un droit civique ou politique, ou l'accomplissement d'un

devoir ecclésiastique. » Voter cet amendement de Mgr Kopp, c'eût été défendre aux présidens supérieurs d'invoquer contre un prêtre proposé par l'évêque, soit son attitude politique au moment des élections, soit certains actes de son ministère sacerdotal qui avaient pu déplaire aux autorités civiles : les Seigneurs refusèrent de laisser ainsi s'émousser les susceptibilités de l'État.

Mgr Kopp obtint que la messe publique ou privée et l'administration des sacremens fussent désormais pleinement libres : restriction n'était faite que pour les membres des ordres expulsés de l'Empire, comme les Jésuites ; ceux-là, si d'aventure ils erraient en Prusse, n'auraient d'autre droit que de dire des basses messes et d'administrer, en cas de nécessité, les sacremens des mourans. Enfin Mgr Kopp obtint de la Chambre, comme il l'avait obtenu de la commission, qu'aux diverses catégories d'ordres religieux dont le projet de loi prévoyait le retour on ajoutât les congrégations féminines se dévouant à l'instruction, et que les ordres réintégrés rentrassent en possession de leurs biens; et tandis que le projet gouvernemental, maintenu par la commission, stipulait que la rentrée des ordres serait subordonnée à une autorisation ministérielle, les Seigneurs, sur un geste de Bismarck, acceptèrent que, de plein droit, la Prusse leur fût ouverte.

Certaines satisfactions avaient été accordées à Mgr Kopp; d'autres lui avaient été refusées. Avant le vote d'ensemble, il se leva de nouveau.

De décider, dit-il, pour ou contre le projet, c'est là, pour moi, chose extraordinairement grave. Si je vote pour la loi, je me mets en opposition avec une grande partie de la population catholique. Si je vote contre, j'entre en opposition avec mes collègues qui considèrent que, par le fait de ce projet, des intérêts très légitimes sont à plusieurs égards satisfaits. Je me mets aussi en opposition avec le travail de pacification auquel concourent l'Église et l'État, et je cours péril, peut-être, de le rendre inutile. Je ne peux pas assumer cette responsabilité-là. J'ai l'espoir que dans l'autre Chambre on étudiera encore s'il n'est pas possible, en tel ou tel point, de répondre aux désirs de l'Église; avec cet espoir, et après cette explication, je voterai pour la loi, et je donne cette explication, aussi, au nom de plusieurs membres catholiques de cette Chambre.

Les Seigneurs, par une très forte majorité, acceptèrent l'ensemble du projet de loi. Le soir même de cette historique jour-

née, un dîner se donnait en l'honneur de Galimberti chez le duc de Ratibor, frère du prince Clovis de Hohenlohe. Il y avait là le prince Clovis lui-même, le comte Frankenberg. Signe des temps : les anciens « catholiques d'État, » les hommes qui, quatorze ans plus tôt, avaient essayé de soulever contre Pie IX un mouvement de fronde, invitaient et fêtaient le représentant de Léon XIII. Mgr Kopp, aussi, vint dîner. « Télégraphions au Pape, » proposa le prélat. Les nobles convives traduisirent en français les articles votés ; et l'on rédigea la dépêche. « Le Saint-Père dormira bien, » pronostiqua Galimberti.

Les « catholiques d'État, » qui jadis avaient rompu des lances pour les lois de Mai, faisaient ainsi, de leurs propres mains, le télégramme annonçant qu'elles chancelaient ; et ils en étaient heureux. Télégraphiquement Mocenni répondait :

Le Saint-Père est satisfait. Trouvez le moyen de parer à deux périls dans la discussion de la Chambre des députés : péril qui proviendrait du Centre s'il proposait des amendemens exagérés, que le gouvernement refuserait ; péril qui proviendrait de l'opposition des nationaux-libéraux contre la loi. Avant de quitter Berlin, laissez à qui de droit les recommandations efficaces. Soyez mardi à Rome, si possible.

IV

Galimberti triomphait. Il avait son couvert mis à la Cour ; il buvait de la bière chez Bismarck, à la santé du Pape et de l'Empereur ; rentrant chez lui, il trouvait une telle élite de visiteurs qu'il pouvait noter sur son conquérant petit carnet : « Ma chambre ressemblait à la Chambre des Seigneurs. » Trois ans plus tôt, il était journaliste, esclave de l'heure qui passait ; aujourd'hui, il était choyé, courtisé, entouré de gloire, comme s'il portait dans les plis de son riche manteau violet, — où déjà son œil impatient croyait voir des reflets rouges, — le secret des heures prochaines. En prévision des risques nouveaux qu'allait courir le projet de loi devant la Chambre des députés, il fit savoir aux membres du Centre, d'abord chez lui, au cours d'une réunion, puis à une soirée chez la princesse Radziwill, que la collation des cures ne les regardait pas, qu'elle regardait le Pape, et qu'ils n'avaient plus à entretenir les Chambres de cette question-là ; et puis, il s'en fut chez Bismarck, pour le tâter, — c'était la dernière partie de son programme, — sur l'his-

toire du lendemain. Bismarck aborda tout de suite les affaires d'Église. Il affirma que les Rédemptoristes auraient pu entrer en Allemagne, moyennant une demande au Conseil fédéral; mais que di Pietro, nonce à Munich, trop docile d'ailleurs à l'influence du Centre, avait plutôt gâté que servi leurs chances; quant aux Jésuites, il avouait que c'étaient d'excellens éducateurs, mais l'heure n'était pas venue de s'occuper d'eux au *Reichstag*. Galimberti, à ce moment-là, était surtout pressé de parler de l'Europe, et ce fut de la Triple-Alliance que l'on causa. Le chancelier la présenta comme exclusivement défensive. « Si l'Italie donnait Rome au Pape, disait-il au prélat, elle n'en serait que plus forte, puisque ce serait un conflit de moins. » Que sans territoire le Pape ne pût pas avoir une indépendance vraie, Bismarck l'accordait à Galimberti; mais c'était une concession théorique. « Chaque jour a son travail, » se hâtait-il d'ajouter; et cette formule signifiait évidemment qu'il n'était pas disposé, sur l'heure, à risquer pour le Pape les os d'un grenadier poméranien. Bismarck prévoyait cependant le cas où l'Italie évoluerait vers la République, c'est-à-dire du côté de la France : alors il n'hésiterait pas, disait-il, à favoriser le retour du Pape et de tous les souverains dépossédés. Quant à la neutralisation de l'Alsace et de la Lorraine, le chancelier laissa comprendre à Galimberti qu'il était trop tard pour soulever l'hypothèse d'une telle solution. Ce fut bien probablement une déception pour l'aventureux prélat.

Il y eut une autre question dont on causa, mais qui ne se résolut pas aussi bien que l'aurait voulu Galimberti, parce qu'en causant il parla trop. Il complotait une jolie surprise, que Guillaume pourrait faire à son auguste souverain. On allait fêter le jubilé sacerdotal du Pape; une tiare offerte à Léon XIII par Guillaume ne serait-elle pas une belle couronne pour le Pape pacificateur? On demandait au prélat ce que signifiait la tiare; il répondait alors, — l'imprudent, — qu'elle symbolisait le triple pouvoir appartenant au vicaire de Jésus-Christ dans les choses du ciel, dans celles de la terre, dans celles du purgatoire. Alors Bismarck, en riant, s'inquiétait un peu : les choses de la terre, qu'était-ce à dire? Et Bismarck finalement ne devait pas laisser envoyer une tiare, mais seulement une mitre.

V

Il fallut repartir, s'arracher à ces pompes, et parachever, à Rome, l'œuvre commencée à Berlin. La commune allégresse de la Cour et de Galimberti couvrait d'une sorte de paravent l'immense mécontentement d'une grande partie de la presse. Le vote de la Chambre des Seigneurs soulevait toute sorte d'alarmes. Du côté national-libéral, on entendait la *Gazette de Cologne* gémir interminablement parce que « dans le plus haut corps législatif de l'État, qui jusque-là passait pour l'asile de la Réforme, on avait laissé sans riposte certaines affirmations, d'après lesquelles le salut de la Prusse dépendrait à l'avenir de la bonne volonté du pape de Rome. » Mais, inversement, les feuilles du Centre, tout offusquées des cordiaux sourires qui s'étaient échangés entre les « catholiques d'État » et le représentant de Léon XIII, inclinaient à se sentir bafouées comme par une ironie : « Ce sont les catholiques d'État, criait la *Gazette populaire de Silésie*, qui annoncent à Rome la défaite des catholiques allemands. Les évêques, le clergé, le peuple, ont-ils supporté seize ans de confiscations, de prison, de bannissement, de disette de prêtres, pour que maintenant les persécuteurs se moquent d'eux? » Un autre organe du parti traitait le Pape de « vaniteux vieillard, à l'esprit obnubilé, et qui se laissait, avec une joie enfantine, fourvoyer dans la maladresse. »

Windthorst était très attristé, très perplexe. Il regardait au loin, vers le Pape. Il entrevoyait que Galimberti, rentré au Vatican, informait Léon XIII. Et puis l'on apprenait que le ministre Puttkamer, que le prince Hatzfeld, que la princesse Frédéric-Charles descendaient jusqu'à Rome; et Windthorst augurait que la voix de ces visiteurs illustres allait faire écho à celle de Galimberti, et peut-être noircir le Centre; il souhaitait qu'un ou deux évêques fissent diligence pour passer les Alpes et pour aller, là-bas, sonner une autre cloche. Il écrivait longuement au cardinal Melchers, répétant avec mélancolie que la Prusse, quelques belles promesses qu'elle pût faire, n'aiderait pas la cause du pouvoir temporel; que Bismarck voulait, d'une part, tenir l'Église à sa merci en disposant d'un *veto* contre la nomination des curés, et d'autre part « faire sauter le Centre. »

Rome recueillait ces inquiétans échos, qui attestaient la

satisfaction des anciens catholiques d'État et le mécontentement du Centre. D'autres échos y survenaient, encore plus troublans : ils traduisaient l'anxieuse tristesse des évêques. Krementz, dès le 19 mars, avait écrit à Léon XIII; il était singulièrement pessimiste : d'après lui, l'exercice du *veto*, tel qu'on voulait l'accorder à l'État pour la nomination des curés, asservirait et démoraliserait le clergé, et léserait l'indépendance de la hiérarchie ; la concession faite aux congrégations enseignantes de femmes était illusoire, puisque l'enseignement primaire leur demeurait fermé. Krementz annonçait que l'évêque de Münster, que l'évêque de Trèves, étaient d'avis de ne pas accepter la loi et d'attendre que la Prusse en présentât une meilleure ; il ne doutait pas que telle fût aussi l'opinion du Centre. Il suppliait donc le Pape de dire à Bismarck que cette loi ne suffisait pas; ainsi « tant de sacrifices faits par les évêques, par le clergé, par le peuple ne resteraient pas stériles. » Le 3 avril, ayant pris l'avis de ses collègues, Krementz expédiait au Pape une lettre nouvelle, plus pressante, plus émouvante encore. Il montrait qu'un prêtre qui aurait déplu à l'État comme inspecteur scolaire, ou par son hostilité aux mariages mixtes, ou par un refus de sépulture ecclésiastique, ou par ses luttes contre le protestantisme, risquerait d'être à jamais frappé d'un *veto;* et que les hommes d'Église dépendraient des fonctionnaires, qu'ils perdraient en partie l'estime du peuple. « Le gouvernement veut cette loi, expliquait-il, pour paralyser la défensive confessionnelle, et l'action électorale du clergé. » Il continuait en disant à Léon XIII : « Vos concessions seront irrévocables; et les ministères successifs, eux, pourront revenir sur les concessions qu'ils vous font. » Parlant au nom de « presque tous les évêques, » il aimait mieux attendre encore la paix, que de consentir, par désir de la paix, à subir, après tant de labeurs, une défaite peu honorable, pour ne pas dire néfaste.

Ce ne sera pas une vraie paix, pensaient et disaient, à une ou deux exceptions près, les évêques de Prusse. « Ce sera la fin du *Culturkampf*, protestait, si l'on en croyait la *Gazette de Cologne*, le prélat Galimberti : tous les petits désirs de l'Église, sans doute, ne seront pas réalisés; mais le sont-ils en Belgique, en France? Il n'y aura plus à lutter, mais à causer diplomatiquement; et plus tarderont entre le Centre et le gouvernement les rapports amicaux, plus tardera la réalisation de tous ces petits désirs. »

VI

Les deux thèses s'opposaient, sous le regard de Léon XIII. Aucune décision moyenne ne pouvait être prise. Pratiquement, au point où en étaient les choses, le Pape devait opter entre deux partis : ou bien, déférant aux craintes des évêques, il signifierait à Bismarck que la loi était insuffisante et défendrait au Centre de la voter ; ou bien, confiant dans l'avenir, il dirait au Centre : « Taisez-vous, et votez-la. » Léon XIII prit le second parti.

Une lettre, sèche et brève, que Galimberti, le 4 avril, adressait de Rome à un évêque allemand, signifiait que, d'après les ordres du Pape, les députés catholiques devaient accepter la loi, et éviter les amendemens qui en compromettraient le succès. Windthorst, au matin de Pâques, reçut copie de cette lettre : « J'aurais mieux compris, écrivait-il, qu'elle me fût parvenue le Vendredi-Saint ; » et il continuait : « Priez pour moi, que votre évêque prie pour moi. » Il sentait péricliter, parmi tant de surprises, la cohésion du Centre : « Si cela devait finir ainsi, gémissait-il dans une lettre à Schorlemer, ce n'aurait pas été la peine de lutter si longtemps. Il me semble que l'ombre de Mallinckrodt me poursuit pas à pas. » « Y a-t-il encore quelque chose à faire à Rome? demandait-il ; je ne le sais. Moi, j'y suis discrédité. Les adversaires se font, de mes luttes mêmes, une arme contre moi ; et voici que je dois consentir à ce triste dénouement. Ah ! je pourrais déposer mon mandat. » Le 12 avril, il voyait Mgr Kopp, et le prélat lui lisait une lettre que le Pape venait d'adresser à l'archevêque de Cologne. Cette lettre, datée du 7, n'avait été écrite par le Pape qu'après entente avec la commission cardinalice spéciale qu'il avait chargée d'étudier les affaires allemandes ; pour la besogne de rédaction, la plume de Galimberti, très allègre, s'était longuement dépensée.

On n'a pas obtenu, confessait Léon XIII, tout ce que les catholiques désirent avec raison conquérir ; mais il déclarait que ses espérances, cependant, étaient plutôt accrues qu'amoindries. Il notait les progrès accomplis ou offerts : restauration, dans l'Église prussienne, de la libre autorité du Pape de Rome, rétablissement de la hiérarchie ecclésiastique et d'un ministère paroissial régulier ; réouverture des séminaires ; rappel de

quelques-uns des ordres religieux. Mieux valait préférer ce bien présent et certain à l'attente d'un espoir douteux et incertain. Les évêques redoutaient que l'exercice du droit de *veto* n'amenât une dépravation du clergé. Léon XIII, plus rassuré, leur rappelait que leurs prêtres avaient donné des preuves d'intégrité et de force, et qu'il dépendait d'eux, pour l'avenir, de bien élever leurs clercs. Quant aux conflits qui pourraient survenir à l'occasion d'une nomination de curé, il avertissait Krementz que le Saint-Siège allait concerter avec les ministres prussiens la façon pratique dont ils seraient résolus. Bref, le projet de loi, tel quel, ouvrait les voies à la paix, et Léon XIII déclarait nécessaire que le Centre le votât.

Ainsi parla le Pape : les évêques et le Centre, officiellement, rentrèrent dans le silence. Il y eut une feuille catholique pour déclarer que le Centre, après dix-sept ans de souffrances, avait été renié par le Pape; il y eut une grande ville épiscopale où l'on ne trouva aucun prêtre pour prêcher le sermon de la Saint-Léon... Tel membre du Centre déclarait qu'il n'osait plus communier, tant il se sentait en colère contre le Pape. C'était une crise de douleur exaspérée. Rome savait qu'elle serait courte. Et déjà l'on voyait Auguste Reichensperger prendre un air de joie, dire que le Pape avait bien fait d'abréger les indécisions.

L'homme vraiment émouvant, c'était Windthorst; il y avait tant de souffrances, tant d'amertumes contenues, dans le mouvement, rétif encore, qui lentement le penchait vers l'obéissance. Une lettre du 15 avril vint le rasséréner un peu ; elle venait de Rome, et le signataire, lui aussi, avait souffert et souffrait encore. C'était le cardinal Melchers. Assurément, à Rome, lorsqu'il était admis à parler, il ne parlait pas dans le même sens que Galimberti. Il affirmait à Windthorst que le Saint-Père n'ignorait pas les complexités de la question, et que le Saint-Père estimait le Centre et priait chaque jour pour Windthorst. Et le cardinal, déjà détaché des détails de la besogne législative et de la politique religieuse, s'élevait, à la fin de sa lettre, vers une sorte de philosophie de l'histoire; il s'efforçait de consoler Windthorst en lui expliquant que pour une véritable paix avec l'Église les États modernes n'étaient pas encore mûrs, et qu'il faudrait peut-être, tout d'abord, subir quelque grande catastrophe, nécessaire pour réparer les tristes ravages semés dans la société religieuse par la Réforme et dans la société civile par la

Révolution française. « C'est seulement ensuite, pressentait Melchers, qu'on parviendra vers la liberté de l'Église; mais serons-nous encore de ce monde? ni vous ni moi ne pouvons nous en flatter. »

Les angoisses de Windthorst augmentaient; il demandait conseil, le 17 avril, au chanoine Perger. La lettre papale allait être publiée; si la fraction du Centre ne prenait aucune part aux débats du *Landtag*, elle paraîtrait se mettre en opposition avec les instructions de Rome. Et puis le Pape avait été renseigné, il avait eu entre les mains le mémoire de Windthorst; seul responsable devant Dieu, il prenait une décision; y avait-il autre chose à faire qu'à obéir? L'obéissance, d'ailleurs, dut paraître à Windthorst un peu moins âpre, lorsque Mgr Kopp, le 18 avril, lui fit savoir que si l'on introduisait dans la loi un seul amendement défavorable à l'Église, le Centre, de par la volonté du Pape, recouvrerait sa liberté, et que, d'ores et déjà, Schloezer en était prévenu.

Trois jours après, la Chambre des députés commença la discussion. Cette loi met en péril, et l'État et le protestantisme, signifia de la part des nationaux-libéraux le juriste Gneist. Windthorst répondit qu'il ne polémiquerait pas contre le « père intellectuel » du *Culturkampf;* il ajouta très brièvement qu'en raison des instructions du Saint-Siège, sa fraction voterait la loi; et la fraction s'effaça jusqu'au moment où l'un de ses anciens membres, Cremer, l'ayant accusée d'hostilité contre Rome, Schorlemer-Alst jugea nécessaire d'opposer quelques mots de réplique, digne et dédaigneuse. Le progressiste Richter, voyant une occasion d'agacer Bismarck, se hâta de la saisir : il déclara que le *veto* de l'État créerait des habitudes de servilité et d'« arrivisme » dans certains milieux qui en étaient encore indemnes; que Bismarck voulait exploiter pour ses propres desseins le prestige de l'autorité religieuse; et qu'il avait, même, invoqué l'intrusion d'un étranger dans le débat sur le Septennat, affaire de politique intérieure; il lui reprocha, enfin, d'attaquer le Centre par derrière, n'ayant pu réussir à le vaincre de front. — Vous parlez comme un bon vassal du Centre, lui riposta Bismarck; vous dites ce que le Centre n'a pas osé dire. On redoutait l'abus du droit de *veto*. Bismarck promettait que l'État n'en ferait qu'un usage très sobre. On incriminait les appels de la Prusse au Pape. « Je croirais nuire aux intérêts de mon pays,

déclarait Bismarck, si, par orgueil purement national, je refusais l'aide d'un puissant et loyal seigneur comme le Pape. » Puis le chancelier réfutait les épouvantes de Gneist : avant 1871, l'Église romaine avait eu plus de droits, en Prusse, que ceux qu'elle allait recouvrer; et cependant, en ce temps-là, le protestantisme n'était pas gêné, et l'État, prospère, achevait l'unité allemande. D'ailleurs, de quoi s'inquiétait le protestantisme? « Tant que le Roi est chef de l'Église évangélique, affirmait Bismarck, il ne peut être question de parité réelle entre les deux Églises : le protestantisme n'a rien à craindre. » Bismarck posait la question de confiance : son honneur politique était engagé; si l'on repoussait le projet, il s'en irait. Car de graves épreuves pouvaient venir pour la Prusse; il fallait qu'elle fût débarrassée de toutes querelles intérieures. « Vous êtes inconséquent, lui signifia Virchow, votre *Culturkampf*, ce fut une tapisserie de Pénélope; » et Virchow rappela le langage qu'autrefois Bismarck tenait contre l'Église. « Mes invectives d'autrefois, riposta Bismarck, elles gardent aussi peu de valeur que les boulets de canon qui dans une guerre furent échangés. » Derechef, en deux mots, il résuma sa politique dans le *Culturkampf* : comme il avait jadis évacué la Champagne et la Bourgogne, il voulait, pour l'intérêt de la paix, évacuer une partie du territoire occupé par les lois de Mai, et de tout temps il avait projeté cette évacuation; quant à ces lois, il les avait faites parce qu'en 1873 la Curie aidait le Centre, et qu'il fallait alors défendre l'unité.

« C'est quelque chose d'unique dans l'histoire parlementaire, commentait le publiciste catholique Jœrg; c'est quelque chose qui restera unique. On ne conçoit pas un autre ministre responsable qui n'eût pas laissé à son successeur le soin de soutenir une telle évolution. Bismarck seul pouvait oser cela. »

La Chambre, maîtrisée, jugea superflu de renvoyer le projet à une commission : au soir du 27 avril, par 243 voix contre 100, le projet fut voté. Un certain nombre de « conservateurs libres » et même de conservateurs, redoutant pour le protestantisme le prochain retour des congrégations, s'étaient abstenus. Le 29 avril, la signature royale sanctionna la loi. On entendit retentir, au fond de la Prusse orientale, une sorte de sanglot, par lequel un autre Bismarck, Busso de Bismarck, député de Flatow, s'excusait et s'alarmait, devant ses électeurs, d'avoir fait vers Rome un

aussi grand pas. Tel fut le glas du *Culturkampf :* à défaut de l'autre Bismarck, du responsable, c'était un obscur Bismarck qui le sonnait.

VII

Mi manca Bismarck, disait plus tard Léon XIII, lorsqu'il avait affaire à des gouvernemens qui, prisonniers des caprices parlementaires ou de certaines influences occultes, ne pouvaient répondre à ses avances que par des tâtonnemens. Léon XIII demeurait content de Bismarck. « Cet homme, » sans doute, avait été « dur, » oui, très dur, comme à maintes reprises le Pape l'avait dit à Schloezer; mais de 1885 à 1887, une fois bien concertées, et acceptées de part et d'autre, les conditions et les limites de l'accord, Bismarck, en deux grandes étapes, l'avait réalisé. Les agitations violentes qui s'étaient dessinées dans certains cercles protestans après le vote de la loi de 1886 étaient demeurées sans effet, non seulement sur les décisions bismarckiennes, mais sur l'allure même de leur réalisation; au nom de la raison d'État qui réclamait la concorde allemande, Bismarck avait passé outre à l'esprit de secte. Les soucis maladifs, et même haineux, que lui inspiraient toujours les progrès du polonisme, et qui, d'après lui, l'avaient amené, jadis, à engager le *Culturkampf,* ne lui défendaient plus d'y mettre un terme : il avait, contre le polonisme, trouvé d'autres armes, les lois de colonisation, aussi maladroites d'ailleurs que cruelles. Durant ces deux années 1886 et 1887, ni le spectre du polonisme, toujours flottant devant ses regards, ni le spectre du péril ultramontain, agité dans certaines assemblées protestantes, ne s'interposèrent une seule minute entre Bismarck et le Pape pour retarder leur commune besogne de pacification. Le Pape et le chancelier avaient senti, l'un et l'autre, la portée de ce qu'ils concédaient et la portée de ce qu'ils réservaient; ni l'un ni l'autre ne fut mauvais marchand, ni l'un ni l'autre ne fut dupe. Et Galimberti, qui tout de suite recueillit sa récompense en allant occuper la nonciature de Vienne, put se flatter d'emporter avec lui la reconnaissante estime du Pape et de Bismarck.

Un certain nombre d'aristocrates catholiques, dont quelques-uns, comme le duc de Ratibor, avaient été catholiques d'État, firent circuler une adresse de gratitude, destinée au Pape : la

presse du Centre se fâcha. L'auteur du manifeste collectif qui jadis avait remercié Guillaume Ier pour les lois de guerre, récoltait maintenant des signatures, — et parfois les mêmes, — au bas d'une autre feuille de papier qui remerciait Léon XIII de la paix : la presse du Centre demanda si les catholiques d'État de 1873 étaient donc, effectivement, les vainqueurs de 1887. Les complimens de Ratibor au sujet de la paix risquaient de ramener la guerre; il finit par serrer le document dans son tiroir et désormais on n'en parla plus. Léon XIII, dans son discours consistorial du 23 mai, se félicitait que le pouvoir du Pontificat romain eût cessé en Prusse d'être tenu pour étranger, et qu'il pût à l'avenir s'y exercer sans aucun obstacle; c'était là, pour lui, le principal succès obtenu. Pour que ce dénouement, ainsi défini, pût satisfaire les anciens catholiques d'État comme Ratibor, il fallait qu'ils eussent cessé d'être catholiques d'État.

Ils pouvaient trouver aussi, dans l'allocution consistoriale, quelques lignes qui rendraient difficile à la presse bismarckienne d'insister sur l'antagonisme entre le Pape et le Centre. Léon XIII parlait des « membres catholiques du Parlement, ces hommes si constans à défendre la meilleure des causes, de la vigilance et de l'entente desquels l'Église a déjà recueilli de si nombreux fruits et en attend de semblables pour l'avenir. » Le Pape rendait justice au passé du Centre, rouvrait au Centre les voies de l'avenir. Le 9 juin, s'adressant aux évêques, le Pape leur donnait une bonne nouvelle : le gouvernement prussien venait d'informer Rome que le *veto* de l'État contre la nomination d'un curé ne pourrait jamais s'engager sur des faits relatifs à l'action électorale d'un prêtre ou à l'accomplissement de sa besogne sacerdotale : c'était ce que Mgr Kopp avait, sans l'obtenir, réclamé de la Chambre des Seigneurs; mais Bismarck, comme chef de gouvernement, faisait déclarer à Léon XIII que, dans la pratique, les désirs de Mgr Kopp seraient exaucés. Les évêques les plus craintifs devaient dès lors comprendre qu'il y avait lieu de raisonner leurs alarmes et d'en atténuer l'expression. Réunis à Fulda, ils prirent acte de la promesse donnée par la Prusse au Pape, et demandèrent au Pape qu'il voulût bien agir sur le gouvernement prussien pour faire trancher, conformément aux souhaits de l'épiscopat, les questions parfois litigieuses auxquelles donnait lieu, dans l'école, l'enseignement religieux. Auteur et garant de la paix, le Pape était ainsi prié d'écarter

l'un des plus gros nuages qui semblaient encore la menacer.

Voilà l'issue finale où venait aboutir ce rêve d'une Église nationale allemande qui, durant les premières années du *Culturkampf*, avait obsédé certains esprits; ce rêve auquel Bismarck lui-même, parfois, avait eu l'air de n'être point inaccessible. L'influence du Pape, directe et souveraine, s'exerçant par-dessus l'épiscopat, et dans un sens autre que celui que l'épiscopat eût tout d'abord souhaité, avait rétabli le calme : les évêques, dociles, s'étaient inclinés. Et voici qu'ils étaient les premiers à ne point considérer que l'action du Pape sur leur Église et sur les rapports de cette Église avec l'État dût être quelque chose de provisoire, d'éphémère, qu'elle dût être l'exceptionnelle solution d'une crise exceptionnelle; ils se remettaient à l'invoquer pour le règlement de certaines questions de détail qui leur paraissaient urgentes. Et le chancelier, — ce même chancelier qu'entouraient jadis les partisans d'une Église nationale, — goûtait cette nouvelle méthode, qui pacifiait l'état d'âme des catholiques de Prusse et qui pacifiait les rapports entre leur Église et le pouvoir civil; il n'avait plus d'objections, loin de là, contre la soumission de l'Église prussienne à cette souveraineté internationale, la Papauté.

Il faut que les États persécuteurs en prennent leur parti : une loi de l'histoire existe, confirmée par le XIXe siècle, d'après laquelle toutes les persécutions contemporaines ont pour effet, dans le pays où elles se déchaînèrent, un accroissement notable de la puissance pontificale. La Révolution française avait prétendu exclure le Pape de la vie de l'Église de France; la paix religieuse ne fut rétablie, au Concordat, que par le geste de Pie VII, — geste inouï pour les canonistes d'ancien régime, — dépossédant de leurs sièges 86 évêques. Tout près de nous, la troisième République voulut contester au Pape son droit de faire démissionner deux évêques; le Pape, dans la France d'aujourd'hui, nomme tous les évêques, tout seul. Le *Culturkampf* avait arboré, contre le romanisme, le drapeau du germanisme ; la « patrie allemande, » une fois lasse, faisait appel au romanisme pour recouvrer la paix; Bismarck collaborait avec celui que les Hohenzollern d'autrefois qualifiaient d'Ante-Christ, et le manifeste qu'adressait au peuple allemand la *Ligue évangélique* constatait « que le *Culturkampf* et la façon dont il s'achevait avaient rehaussé jusqu'à l'extrême la puissance du romanisme. »

Que les États finissent par recourir à la Papauté, ou bien qu'avec un absurde parti pris, ils continuent de se passer d'elle, la même loi se vérifie, d'une façon immuable : chacune des crises religieuses qu'ils suscitent tourne au profit du Saint-Siège et des influences romaines. De l'âpre couronne d'épines qu'avaient tressée Bismarck et Falk pour le clergé de Prusse, il restait à la longue, les épines une fois émoussées, une couronne pour Léon XIII.

Lorsque les « vieux-catholiques » avaient mis au service du *Culturkampf* tous les manèges de leur science et de leurs plumes, ils n'avaient assurément pas prévu ce résultat. L'heure était proche où la Bavière, par la voix même du ministre Lutz, allait leur infliger une dernière déception : Lutz, découvrant que certains dogmes antérieurs à l'infaillibilité avaient disparu de leur fragile symbole, déclarait que, juridiquement parlant, ils ne seraient plus considérés par l'État comme faisant partie de l'Église catholique ; c'en était fait de l'équivoque qui, vingt ans durant, avait maintenu dans quelques presbytères bavarois, sous le nom de curés catholiques, des prêtres hostiles à la Papauté, excommuniés par les évêques. Les vieux-catholiques avaient voulu expulser la Papauté de l'Église de Prusse; elle s'installait, rayonnante, à la cime de cette Église. Lutz avait prétendu, vingt ans durant, installer les vieux-catholiques au cœur même du catholicisme bavarois; et bientôt, d'un trait de plume, il devait les en expulser. L'infortuné Doellinger, sorti de l'Église romaine sans être entré dans les cadres du vieux-catholicisme, voyait dès 1887 cette triomphante Église, sous les traits du nonce de Munich, venir jusqu'à lui, toute prête à se rouvrir devant sa conscience tourmentée; mais il persistait à rester solitaire, dans son ingrat et frileux campement, projetant sur l'avenir, sur sa mort prochaine, des yeux qui s'ouvraient largement sans se fixer nulle part, des yeux étrangement creux, qui semblaient chercher l'énigme du vide et souffrir de ne la point trouver, et qui, saisis par le pinceau de Lenbach, continueront de vivre sur une admirable toile, alors que depuis longtemps le vieux-catholicisme sera mort. Léon XIII aimait les savans et la parure qu'ils faisaient à l'Église; les voir dans sa « communion » lui était doux; les y revoir, plus doux encore. Son œuvre de paix, pour lui, eût été parachevée s'il avait pu faire rentrer la paix dans l'âme même de Doellinger; Doellinger lui refusa cette joie.

VIII

Cependant, que les résultats obtenus en Prusse pussent vraiment être qualifiés de paix, c'est ce que beaucoup de catholiques militans mirent quelque temps à consentir. A l'assemblée générale des catholiques réunie à Trèves, Auguste Reichensperger, sentant Windthorst intimement mécontent, essayait de le raisonner. « Nous ne sommes pas faits, nous cléricaux, lui disait-il, pour cueillir toujours des lauriers ; nous sommes là pour servir... pour servir le Pape, à qui sa situation dans le monde ne permet pas de nous faire plaisir en tout, à nous Prussiens. » Mais assurément la majorité des congressistes inclinaient plutôt vers l'état d'esprit de Windthorst que vers celui d'Auguste Reichensperger. Ballestrem, qui les présidait, se refusait à prononcer le mot de « paix religieuse. » « J'aime mieux parler, disait-il, d'un traité préliminaire avec suspension d'armes et ligne de démarcation. » Les congressistes regardaient cette gigantesque architecture de lois, qui s'étaient, de 1872 à 1876, édifiées contre l'Église ; elle offrait désormais l'image d'une ruine ; mais d'une ruine dont certaines colonnes restaient debout, les unes ébranlées déjà, les autres solides encore et solides pour longtemps ; ils eussent voulu des décombres qu'on balaie ; ils trouvaient des tronçons d'architecture, encore respectés, et tant bien que mal arc-boutés.

Il y avait trois lois, une loi d'Empire et deux lois prussiennes, dont la survivance était très douloureuse pour les catholiques. La loi d'Empire visait les Jésuites et les congrégations affiliées ; elle demeurait debout, dans toute sa rigueur ; elle perpétuait un ostracisme qui privait l'Église de plusieurs de ses moyens d'action et qui éloignait de la patrie allemande plusieurs milliers d'Allemands. La loi prussienne sur la surveillance de l'école, appliquée par des ministres comme Puttkamer et Gossler, laissait aux ministres des Églises une très grande influence sur la vie scolaire ; mais ils exerçaient cette influence, non pas, à proprement parler, comme pasteurs ou comme prêtres, mais comme représentans de l'État dans l'école ; et cette nuance, extrêmement accentuée, jalousement maintenue par l'État, signifiait que les ministres des Églises, redevenus des puissances dans l'école, n'y étaient rien de plus, cependant, que

des puissances subordonnées, représentans révocables de la seule puissance souveraine, l'État. Qu'un ministre tel que Falk reprît le pouvoir, et la loi sur l'inspection scolaire, au nom de laquelle l'Église, pour l'instant, avait recommencé d'influer dans l'école, servirait à la détrôner. Enfin la loi de 1875, qui supprimait de la const tution prussienne les trois articles garantissant la liberté des Églises, abandonnait à la merci de toutes les Chambres successives les destinées du catholicisme prussien ; et comme Bismarck n'avait jamais cessé de redire, l'histoire en main, qu'entre l'Empire et le sacerdoce la paix n'était et ne pouvait être qu'une trêve, le Centre aurait voulu que des garanties constitutionnelles, abritant l'Église contre certains caprices parlementaires, assurassent à la trêve nouvelle une certaine longévité.

Telles étaient les trois lacunes sur lesquelles se portaient, surtout, les regards de Windthorst et de ses collègues ; les trois lacunes qui les rendaient mécontens.

Mais en dépit de ces points noirs, la paix qu'avaient cimentée Léon XIII et Bismarck était, effectivement et réellement, une paix. Le prince d'Isenburg, dans une brochure, hasardait à cet égard, contre les objections du Centre, certaines réflexions qui, dans le recul des temps, apparaissent exactes. La guerre religieuse avait dévasté la Prusse, parce que l'obéissance à certaines lois, parce que l'application de certaines lois, était incompatible avec la conscience des hommes d'Église ou avec la conscience des fidèles; parce que ces lois, fatalement, inévitablement, devaient se heurter à la résistance passive des prêtres corrects, à la résistance passive des catholiques corrects. Au lendemain de la loi de 1887, il ne subsistait plus en Prusse un seul article législatif qui contraignît les catholiques ou les prêtres à désobéir, et qui, lésant leur conscience, leur imposât l'attitude de citoyens indociles, et les exposât aux sanctions pénales de cette attitude toujours troublante. L'Église de Prusse avait encore beaucoup à désirer ; les susceptibilités catholiques avaient toujours beau jeu pour dénoncer, çà et là, des incidens fâcheux, et pour en conclure, un peu hâtivement, qu'un nouveau *Culturkampf* était proche. Mais les prêtres de Prusse, les catholiques de Prusse, avaient cessé d'être divisés contre eux-mêmes ; il n'y avait plus, en leur for intime, possibilité d'aucun duel entre la soumission réclamée par la loi et la soumission due au Pape. Oui, dans un

sens très large et très élevé, c'était vraiment la paix, parce que Léon XIII avait pacifié la conscience de chaque curé prussien, de chaque catholique prussien ; parce que, de concert avec Bismarck, il avait, pour chacune de ces âmes, fait disparaître les causes de déchirement, de discorde intérieure, d'où résultait, dans le royaume, l'universelle discorde.

Qu'elles se pacifiassent, qu'elles eussent confiance, c'était ce que Mgr Kopp, transporté du siège épiscopal de Fulda sur celui de Breslau, demandait, en octobre, dans son premier mandement, aux âmes sacerdotales qui lui étaient désormais soumises. Et l'évêque invitait ses prêtres à honorer loyalement les droits du pouvoir civil, pour « montrer que l'Église se glorifie à juste titre d'être le plus solide appui de l'État. » Les hauts fonctionnaires protestans de la Silésie assistaient à sa messe solennelle d'intronisation ; le nouveau prince-évêque, au banquet, buvait au Pape et à l'Empereur ; il avait été l'ouvrier de la paix, et les fêtes dont il était l'objet apparaissaient comme un symbole de paix.

IX

Le 9 mars 1888, Guillaume Ier mourait, avec la joie de régner sur une Prusse où les consciences étaient apaisées et rassurées. Galimberti reparut sur son champ de bataille : ce fut lui que le Pape chargea de représenter le Saint-Siège aux obsèques de l'Empereur.

Il devait, conformément aux instructions du cardinal Rampolla, insister sur le chagrin qu'avait eu Léon XIII en apprenant la visite de Crispi à Friedrichsruhe, en voyant les commentaires donnés à cette visite, en constatant la place que l'Italie tenait dans la Triple-Alliance. Il devait faire entendre que le rapprochement trop intime entre l'Allemagne et l'Italie avait véritablement ébranlé la confiance du Pape, et que cette confiance ne pouvait renaître que si le Pape avait quelque parole de Bismarck, bien nette, bien explicite, au sujet de l'attitude qu'aurait l'Allemagne le jour où la question romaine se poserait. Bismarck écouta, et puis, sans contredire, il répéta, comme l'année d'avant : « Il faut savoir attendre. » Il expliqua que la restitution de Rome au Saint-Siège entraînerait une révolution italienne ; que la République italienne s'allierait à la française,

que ni le Saint-Siège, ni l'ordre européen n'en profiterait. Savoir attendre, telle était l'âpre science, parfois utile, mais parfois illusoire, que Bismarck chargeait Galimberti d'enseigner à Léon XIII.

Quelques mois se passèrent; lorsque Frédéric III eut mis cent jours et cent nuits à glisser du trône dans le cercueil, Guillaume II devint empereur. On apprit qu'en octobre il irait à Rome rendre visite au roi Humbert, que les nécessités de la Triple-Alliance l'exigeaient, mais qu'il voulait, aussi, voir le Pape, et qu'il se soumettrait aux formalités imposées, cinq ans plus tôt, à son père le prince Frédéric. Guillaume II passa par Vienne, vit deux fois Galimberti ; et Galimberti tâcha, paraît-il, de faire comprendre au Pape, dans ses dépêches, qu'il ne serait pas opportun d'aborder avec Guillaume la question romaine. Mais Léon XIII ne voulait plus « attendre ; » Guillaume attendait-il, lui, pour aller voir Humbert, et pour se donner l'apparence, ainsi, de ratifier une solution inacceptable au Pape ? Grâce à l'excellent réseau policier dont l'Italie crispinienne entourait la cime de l'Église universelle, Crispi sut les intentions du Pape ; et Crispi décida qu'elles ne seraient pas réalisées, que le Pape ne dirait pas à Guillaume tout ce que le Pape lui voulait dire.

Alors se trama, entre lui et Herbert de Bismarck, un étrange complot qui de point en point s'accomplit ; complot contre le protocole, complot contre le droit du Pape à prolonger son tête-à-tête avec le visiteur qu'il reçoit. Guillaume II entra ; sur les propos qui s'échangèrent, les versions diffèrent. Il en est une, provenant évidemment du Vatican, et que publia la *Civiltà cattolica*. D'après cet organe, Léon XIII rappela tout de suite à Guillaume avec quel appareil, plus digne du Saint-Siège et plus digne des visiteurs, Frédéric-Guillaume IV, jadis, avait été reçu par Grégoire XVI, et le prince Frédéric, en 1853, par Pie IX; et Léon XIII se plaignit de sa situation, — se plaignit, aussi, des commentaires hostiles au Saint-Siège, auxquels donnait lieu, dans la presse du Quirinal, la venue de l'Empereur à Rome. Guillaume répondit en parlant du prestige de la Papauté, et de la vénération qui partout en Europe s'attachait au Pontife. C'était vague. Léon XIII, le ramenant au fait, lui dit en substance : Ma situation, la voici ; je ne puis vous rendre votre visite sans compromettre ma personne ni ma dignité.

Une autre version, donnée par l'auditeur Montel dans une lettre à Galimberti, et provenant évidemment des conversa-

tions de Schloezer, prête au Pape, tout d'abord, des propos sur la situation européenne, et sur les vœux du Saint-Siège en faveur d'un rapprochement de l'Allemagne avec la Russie et avec la France; puis des plaintes très vives, contre l'hostilité de l'Italie à l'endroit du Saint-Siège. Guillaume, d'après cette version, se serait étendu, dans sa réponse, sur les incertitudes de la politique française et sur les périls du panslavisme.

Quoi qu'il en soit, et quelque récit qu'on adopte, un incident dispensa l'Empereur de traiter à fond la question romaine. Le comte Herbert de Bismarck entra dans l'antichambre du Pape, suivi du prince Henri de Prusse : le ton du prince, le ton du comte, amenèrent le majordome à ouvrir la porte du cabinet papal; le prince fit irruption. Léon XIII comptait avoir avec l'Empereur une conversation politique; cette manœuvre y mettait un terme. Le Pape dit encore quelques paroles; il invoqua pour les catholiques d'Allemagne la bienveillance de Guillaume II; et les deux souverains se quittèrent.

Crispi triomphait; et cependant, son triomphe avait un revers; l'Italie royale avait donné la preuve au monde chrétien que, dans la Rome des papes et des empereurs, des moyens existaient pour empêcher un pape de causer librement avec un empereur. Léon XIII fut pour toujours ulcéré; après la démarche à laquelle Herbert de Bismarck s'était amicalement prêté, les orientations politiques souhaitées par le cardinal Rampolla n'avaient plus d'obstacle, et le prélat Boccali, l'un des familiers pérugins devant qui Léon XIII pensait tout haut, disait à Montel, deux mois après : « Ceux qui, dans le passé, ont plaidé en faveur de la Prusse, ont subi et doivent subir une éclipse. » La « puissance papale, » — c'est là un mot qui pour Léon XIII avait un sens et dont le cardinal Rampolla faisait une réalité, — la puissance papale ne songea plus, désormais, à concerter avec la puissance allemande une politique générale.

X

Cet avortement de certains rêves, auxquels Galimberti avait généreusement collaboré, n'eut sur la destinée des catholiques allemands aucune répercussion fâcheuse : leurs intérêts, plutôt, parurent en profiter. Il était naturel que, dans les conseils pontificaux, tout le terrain perdu par l'Allemagne officielle fût peu à

peu regagné par le Centre allemand. Chaque jour, en Allemagne, la sécurité des catholiques s'affermissait. La réunion épiscopale de Fulda exprimait à Guillaume II l'espoir que « les rapports pacifiques dont les premiers rayons avaient embelli les derniers soirs de son grand-père s'affermiraient et se développeraient, » et le jeune empereur leur répondait : « De savoir la liberté de conscience de mes sujets catholiques garantie par la loi et le droit : cela fortifie ma confiance dans le maintien durable de la paix de l'Église. » La loi, le droit, que Guillaume Ier, parfois, avait étalés comme des menaces devant ses sujets catholiques, semblaient désormais être étendus sur leurs têtes, comme une protection, par le geste paternel du jeune Guillaume II. Les évêques, la presse, les fidèles d'Allemagne, fêtaient Léon XIII pour son jubilé sacerdotal. Et lui, les sentant désormais plus apaisés, plus rassis, pouvait recommencer à leur dire qu'il y avait lieu de réclamer des libertés nouvelles, surtout sur le terrain scolaire.

Le congrès catholique de Fribourg en 1888, celui de Bochum en 1889, insistaient pour le retour des Jésuites, pour les droits de l'Église dans l'école. Mais ils insistaient, aussi, pour qu'on ne permît pas aux projets anticléricaux qu'affichait alors Crispi de prévaloir sur la dignité du Saint-Siège ou sur sa liberté. Windthorst, au congrès de Bochum, faisait un discours contre l'érection, dans la Rome des Papes, d'un monument à Giordano Bruno ; et Lieber, un an plus tard, au congrès de Coblentz, s'élevait contre les parades qui glorifiaient, après vingt ans, cette journée du 20 septembre 1870, où, sans péril, devant la porte Pie, l'Italie avait vaincu. Lorsque, en 1889, Humbert Ier vint à Berlin, et que le *Reichstag* et la Chambre italienne échangèrent des congratulations, Franckenstein, en plein *Reichstag*, au nom de ses amis du Centre, spécifia que cette démarche n'impliquait de leur part aucun changement d'attitude au sujet de la question romaine. Ces manifestations des catholiques d'Allemagne en faveur de Léon XIII menacé étaient si ardentes, si multipliées, que leurs adversaires y voyaient un artifice pour maintenir la cohésion du Centre. La campagne électorale qui renouvela le *Reichstag* en février 1890 fut une occasion pour Windthorst d'entretenir de la question romaine la foule des électeurs : « Pour le domaine temporel du Saint-Siège, disait-il à Mgr de Waal, je serais prêt, même, à donner ma tête. »

En 1871, lorsque la fraction du Centre, d'une façon beaucoup plus discrète, avait effleuré la question romaine, Bismarck avait fait le premier brouillon des déclarations de guerre par lesquelles bientôt il devait riposter. Mais en 1890, les circonstances étaient changées; au lendemain des élections au *Reichstag*, qui avaient affaibli les conservateurs, réduit de moitié le chiffre des nationaux-libéraux, accru de quelques voix encore les forces du Centre, et fortifié les partis de gauche et les élémens socialistes, il fallait que Bismarck, pour trouver un appui, regardât du côté de Windthorst. Et Windthorst de nouveau, comme huit ans plus tôt, jouait, suivant les jours, avec les divers partis : Schloezer à Rome s'indignait en apprenant que le Centre s'était uni aux progressistes pour faire voter par le *Reichstag* l'immunité militaire des clercs. Bismarck avait fait le *Culturkampf* contre Windthorst; et contre Windthorst, encore, il avait affecté de faire la paix religieuse, — de la négocier à l'écart du Centre, avec Léon XIII. Après l'avoir bousculé de ses lois persécutrices, il l'avait flagellé de son rameau d'olivier. Vaincu par l'Église, il s'était cru, tout au moins, vainqueur de Windthorst; et dans ce *Reichstag* de 1890, où le *Cartell* gisait à terre, Bismarck allait être à la merci de Windthorst, à la merci d'une alliance entre les conservateurs et Windthorst.

Il reçut le chef du Centre, le 12 mars 1890 : l'histoire de l'audience demeure obscure. Il semble que Windthorst, comprenant à demi-mot certaines suggestions du banquier Bleichroeder, avait demandé d'être reçu; il semble aussi que les suggestions de Bleichroeder n'avaient pas été ignorées de Bismarck. Le tribun du Centre développa ses désirs : retour des Jésuites; abrogation de la loi prussienne de 1872 sur l'inspection scolaire; et Bismarck crut comprendre que Windthorst visait au rétablissement intégral de la situation de l'Église de Prusse telle qu'elle existait avant 1870. Bismarck, semble-t-il, tout en trouvant ces conditions trop onéreuses, laissa néanmoins entrevoir qu'il était prêt à les étudier. On parla, aussi, d'un successeur éventuel du chancelier : Windthorst prononça le nom de Caprivi. C'est à peu près tout ce qu'on sait de certain, à l'heure qu'il est, sur cette émouvante visite, où la puissance était du côté de Windthorst. Quelques heures se passaient, et Bismarck avait perdu les apparences mêmes de la puissance. Guillaume II lui faisait savoir qu'il avait cessé d'être chancelier.

Des années s'étaient écoulées, on s'en souvient, avant que le chef du Centre mît le pied chez le chancelier de l'Empire ; mais au lit de mort politique de Bismarck, il n'y avait qu'un chef de parti, c'était Windthorst ; et le nom du successeur, avant même que le chancelier ne fût déposé de son siège, flottait déjà sur les lèvres de Windthorst.

Les restans de concessions qu'attendaient les catholiques ne devaient donc pas leur être accordés par Bismarck : Windthorst plus tard pensa, et d'autres membres du Centre avec lui, que si Bismarck fût demeuré au pouvoir, les catholiques eussent été plus vite exaucés, que lui seul pouvait les exaucer complètement. L'auteur du *Culturkampf*, le dominateur qui avait fini par lasser l'Allemagne, emportait dans sa retraite, par l'effet d'une vicissitude inouïe, certains regrets, très sincères, des parlementaires catholiques, convaincus, peut-être avec raison, que pour extirper, dans leurs derniers prolongemens, les racines posées par un Bismarck, la main d'un Bismarck eût été le meilleur outil.

Mais la période nouvelle qu'inaugurait Guillaume II réservait au Centre un nouveau terrain d'influence. La législation protectrice des travailleurs était la question capitale qui hantait l'esprit de Guillaume II ; il la voulait, et déclarait même à un évêque belge qu'il était, là-dessus, pleinement d'accord avec Léon XIII (1). Bismarck parti, on allait s'y mettre, et le Centre allait diriger la besogne ; depuis douze ans il s'y préparait : l'abbé Hitze avait acquis, dans les milieux politiques, une autorité notoire ; la dernière assemblée générale des catholiques allemands avait élu domicile à Bochum, ville noire et banale, qu'aucune cathédrale ne parait, qu'aucuns grands souvenirs ne désignaient, mais où d'immenses populations ouvrières attendaient de l'Église une parole ; le Centre, en septembre 1889, avait ainsi pris contact, chez eux-mêmes, avec les ouvriers, et avec des ouvriers qui venaient de faire grève. Une longue expérience préparait les hommes du Centre à travailler législativement dans le sens que souhaitait Guillaume II. La politique

(1) Jules Arren, *Guillaume II, ce qu'il dit, ce qu'il pense*, p. 255. (Paris, Pierre Lafitte). On trouvera dans cet utile volume, soigneusement classés, exactement remis en leur cadre historique, et finement commentés, tous les principaux actes, propos et gestes, par lesquels l'Empereur actuel d'Allemagne est, depuis vingt-cinq ans, intervenu dans l'histoire de son peuple et dans celle de l'Europe.

sociale du Centre devenait désormais la politique impériale.

De très loin, — c'était, pour son goût, toujours trop loin, — Bismarck allait assister à ces nouveautés, sans toujours les comprendre; son ami Léon XIII, en matière sociale, lui paraissait avoir quelques utopies. Des propos rageurs, semés dans toute la presse, firent savoir à l'Allemagne et au monde que Bismarck n'était plus le maître de rien, — ni de lui-même; et le Centre, au contraire, grandissait en prestige, et cette même année 1890 voyait surgir, à la voix de Windthorst, cette *Association populaire pour l'Allemagne catholique*, qui depuis vingt-deux ans groupe au service du Centre toutes les forces catholiques de la campagne et des faubourgs. Le Centre s'enracinait, sous le regard morose de Bismarck déraciné, et Windthorst obtenait de Guillaume II le renvoi de Gossler, dont les catholiques avaient cessé de pouvoir supporter la raideur.

XI

Un an jour pour jour après la disgrâce de Bismarck, l'Allemagne apprenait la mort de Windthorst; et, sur l'ordre de Guillaume II, la porte de Brandebourg s'ouvrit, toute grande, pour faire passage au char funèbre : la dépouille du petit Guelfe était traitée comme une dépouille princière. Puis, à l'automne de 1892, un autre acteur de cette histoire disparaissait, non pas encore de la vie, mais de la scène diplomatique, c'était Schloezer, le vieil et fidèle ami de Bismarck; Schloezer, jadis redouté des catholiques pour ses façons de comprendre et de préparer la paix. Un mot bref de Berlin le pria de demander sa retraite. « Je ne renverrais pas ainsi le dernier de mes domestiques, » murmura Bismarck. Le « nouveau cours » (comme l'on dit là-bas) offusquait cruellement l'impuissance bismarckienne : pour Windthorst mort, des honneurs royaux; pour Schloezer encore ingambe, un dédaigneux congé, à peine digne d'un serviteur banal. Pierre Reichensperger mourait en 1892; Auguste et Schorlemer en 1895. Et puis, en cette même année, le cardinal Melchers. L'Allemagne permettait que, mort, il entrât à Cologne, pour y être inhumé; mais son successeur Krementz, pour épargner les susceptibilités gouvernementales, s'opposait aux *meetings* où les catholiques eussent voulu com-

menter ce douloureux retour. Bismarck voyait mourir, en 1894, ce Schloezer qu'il aimait; et mourir, en 1896, l'empressé cardinal Galimberti, qui s'était flatté, trois ans plus tôt, de prévaloir à Rome sur le cardinal Rampolla, et de rendre à l'Allemagne, dans le cœur de Léon XIII, la place récemment prise par la France.

De tous les grands partenaires du *Culturkampf*, Bismarck à peu près seul restait. Il s'occupait, il se vengeait aussi, en écrivant ses *Pensées et Souvenirs :* il s'y campait devant la postérité. Il y protestait n'avoir pas été vaincu dans le *Culturkampf*, puisque les articles constitutionnels garantissant la liberté des Églises, cadeau du romantique Frédéric-Guillaume IV, demeuraient définitivement rayés; puisque l'ancien bureau qui s'appelait « la division catholique, » — ce bureau de Polonais, — avait définitivement disparu; puisque enfin la loi sur l'inspection scolaire, bonne sauvegarde contre le polonisme, subsistait toujours. Vaincu par l'Église, il semblait éprouver certain plaisir à songer que cette Église, redevenue libre et prospère, était moins en sécurité, pourtant, qu'à l'époque où elle trouvait ses droits inscrits dans la constitution même du royaume. Et, de fait, au jour où les Chambres prussiennes voudraient créer à l'Église de nouveaux embarras, les brèches toujours béantes, pratiquées sur l'ordre de Bismarck dans la constitution prussienne, assureraient à leurs caprices législatifs la plus complète liberté. Bismarck laissa les portes ouvertes, pour qu'un autre que lui pût faire un autre *Culturkampf*, si cet autre en avait le goût.

Mais le précédent répugne, le souvenir pèse; le *Culturkampf* est une page d'histoire dont l'Allemagne parle peu. Il y a quelque temps, devant un tribunal de la région rhénane, un vieux prêtre était interrogé. Le président lui balbutiait pour la forme, et sans attendre la réponse, la question rituelle : « Vous n'avez jamais eu de condamnation ? — Mais si, mais si ! » cria le prêtre, et le président, surpris, s'arrêta. Alors le prêtre détaillait : « Tant d'amende, tant de jours de prison, pour avoir donné l'extrême-onction; tant d'amende, tant de jours de prison, pour avoir dit la messe. » Devant ce prêtre qui, triomphalement, se confessait de tant de crimes, c'était le tribunal qui se sentait embarrassé. « C'est bien, monsieur le curé, interrompit le président; on ne parle plus maintenant de ces choses-là. » Ainsi vivent encore, parvenus aujourd'hui vers l'autre versant de l'existence, un certain nombre de prêtres dont le casier judiciaire n'est une honte que

pour la Prusse, et qui sont d'autant plus respectés que ce casier fut plus chargé.

« On ne parle plus de ces choses-là : » c'est une élégante formule d'amnistie. Mais les coupables se refusent à en bénéficier : elles sont leur trophée, ces choses-là; pourquoi s'en tairaient-ils ? Amnistie étrange, et vraiment unique, que les magistrats et les législateurs sont seuls à invoquer, et qu'ils invoquent en leur propre faveur, pour couvrir leurs lois d'autrefois, leurs arrêts d'autrefois, comme l'on couvre des délits. Dans les *meetings* catholiques, on parle encore de « ces choses-là. » Elles s'évoquent, comme des spectres, devant les masses attentives, elles servent à leur prouver la nécessité constante d'une forte discipline; et c'est en leur disant : Souvenez-vous du *Culturkampf*, que le Centre, jusqu'ici, s'est toujours fait obéir.

Cette intégrité du Centre, cette puissance électorale que certains périls paraissent actuellement guetter, mais que rien encore n'a sérieusement compromise, attestent, depuis un quart de siècle, l'erreur politique où se fourvoya Bismarck. Ce fut par réaction contre le *Culturkampf*, ce fut en réponse au *Culturkampf*, que les catholiques de Prusse et d'Allemagne, de 1873 à 1887, sentirent, d'une façon de plus en plus impérieuse, la nécessité de se grouper, de s'ordonner, d'accepter correctement les instructions de Windthorst. Bismarck avait commencé le *Culturkampf* avec l'idée qu'il se débarrasserait ainsi du petit Guelfe; et les mesures persécutrices auxquelles il glissa, tantôt de plein gré, tantôt à contre-cœur, eurent cet effet imprévu, de grossir la clientèle électorale sur laquelle le petit Guelfe régnait. Visant à supprimer le Centre, il ne réussit qu'à multiplier, pour cette fraction, les raisons d'exister, et qu'à les rendre toujours plus palpables, toujours plus décisives, pour les catholiques de l'Empire. Le résultat final de sa politique ecclésiastique fut ainsi l'inverse du but qu'il avait cherché, et l'ironique histoire dit qu'Otto de Bismarck fut souvent à bon escient, et quelquefois à son insu, un très grand bâtisseur; et qu'après avoir, par deux guerres extérieures qui déchaînaient et couronnaient ses rêves, cimenté l'unité de l'Empire, il aboutit, sans le vouloir, par les maladresses et les cruautés d'une guerre intérieure, à cimenter, dans cet Empire, la cohésion du Centre allemand.

GEORGES GOYAU.

LE PEUPLE BELGE

SA PHYSIONOMIE MORALE ET PITTORESQUE

Ce n'est pas depuis très longtemps qu'on se préoccupe de reconnaître dans la Belgique d'aujourd'hui une originalité particulière, distincte de celle des autres peuples. Les établissemens industriels et commerciaux, les institutions politiques et sociales de ce pays excitent cependant l'attention de l'homme d'affaires, de l'économiste, du sociologue ; ils ont fait l'objet d'études approfondies. Mais on a pris une si grande habitude de les séparer, de les distinguer, de les évoquer hors de leur cadre national qu'ils ont fini par constituer des élémens d'intérêt purement technique. L'activité du peuple, dont ils ne sont que l'occasion et quelquefois la conséquence, demeure ignorée et, pourtant, elle a une physionomie tout à fait personnelle. Il paraît dérisoire de vouloir comprendre ou commenter les formes où elle se déploie sans l'étudier en elle-même, sans remonter aux sources de son originalité persistante.

Quelques écrivains de France et d'ailleurs ont montré dernièrement l'importance de l'analyse du milieu dans la description de l'outillage économique et politique de la Belgique. M. Henri Charriaut et M. Dumont-Wilden entre autres ont écrit chacun un ouvrage plein de conscience à cet égard. Je n'ai pas l'intention de les suivre dans leur documentation considérable. Bien au contraire, c'est la physionomie pittoresque seulement du peuple belge que je voudrais évoquer ici en tâchant, à l'aide de ma propre observation et, si on me le permet, de ma sensi-

bilité nationale, de faire revivre mon pays tel qu'il existe en tant que personnalité ethnique, géographique, morale. Cela ne peut se faire que par un développement dont on voudra bien accepter l'arbitraire, s'il mêle à la fois les enseignemens de l'histoire et la simple investigation personnelle, l'argument de principe et celui d'impression, l'exemple collectif et le témoignage de détail.

Car un peuple divers, mélangé, sédentaire, comme le peuple belge, ne s'exprime point tout uniment dans un caractère national, reconnaissable à première vue et fidèle à une tradition de même source et de tendance identique. Ni son histoire, ni sa configuration géographique, ni sa composition ethnique, ni même son activité intellectuelle et commerciale ne lui assurent une unité morale apparente. Elle existe, néanmoins, et j'espère le montrer, mais elle est favorisée plus que contredite, par des influences ataviques dont il faut rechercher les fondemens, l'évolution et la persévérance à travers les manifestations de sa vie locale et régionale.

Ce n'est point, en effet, en traversant de part en part le territoire compris entre nos frontières politiques et administratives, ce n'est pas davantage en séjournant dans nos grandes villes, dans nos centres industriels et commerciaux, ce n'est pas non plus en étudiant notre organisation économique et sociale du point de vue technique, ce n'est pas, enfin, en visitant les beautés naturelles de nos régions, qu'on apprend à nous connaître. C'est en vivant avec nous d'une vie familiale plus qu'individuelle, en partageant nos réjouissances, nos luttes politiques et linguistiques, nos manifestations religieuses et civiles, en travaillant avec nous, non point comme un rouage de notre vaste machinerie moderne, mais comme un élément ethnique de notre force productive. Car, dans le secret alambic où s'amalgament les apports multiples de notre psychologie collective, une combustion se fait qui sépare, sans les annihiler, les fermens d'une originalité purement ethnique et qui retient, pour en former la substance indissoluble de notre activité nationale, les élémens communs de nos qualités productrices.

Si l'on connaît, au dehors, la Belgique moderne comme une nation bien outillée et sachant faire rendre par son outillage à son sol, à sa main-d'œuvre, à sa force expansive un fructueux intérêt, on ne connaît point le Belge, on ne le distingue point

du Français, de l'Anglais, de l'Allemand, moins encore du Hollandais.

D'ailleurs, le Belge se connaît-il lui-même, ou consent-il à s'avouer son originalité comme un élément dont il puisse tirer de la satisfaction? Pas toujours. C'est un peu sa faute si le Français l'identifie avec un parler hybride et conventionnel dont on ne voit que l'incorrection évidente, mais dont on ne saisit guère la savoureuse conformité avec un tempérament particulier; si l'Allemand la confond avec un génie commercial dont Anvers offre l'épanouissement, non sans rendre des points à l'hinterland germanique ; si l'Anglais touriste la restreint au cadre médiéval de Bruges et si, pour les autres, elle est à peine une expression géographique.

Le Belge n'aime pas à parler de lui. Il est indifférent à sa psychologie. Il encourage médiocrement ceux qui cherchent à dégager sa physionomie morale et pittoresque. Pour un peu, il les traiterait de gêneurs et d'outrecuidans.

I

Les paysages de la Belgique sont d'une extrême diversité, si l'on considère l'exiguïté du territoire qui les rassemble. Ils sont l'évolution progressive d'une nature très différente à son départ et à son aboutissement. De multiples raisons commandent de ne point séparer ces paysages des gens qui les habitent, car le Belge apparaît marqué par le climat et la nature du sol où il vit. Évidemment, dans les agglomérations industrielles et commerciales, ces caractères arrivent à se fondre, à se perdre. Cependant, l'homme des villes revient-il aux champs, leur contact lui restitue une conformité atavique avec la terre et le ciel dont il est le produit. Les déformations que lui inflige la vie moderne ne se manifestent pas de la même façon, selon qu'il vient de telle ou telle région. Le mineur du Hainaut, si essentiellement wallon d'aspect, d'esprit, de mœurs, lorsqu'il voit grossir ses rangs d'un apport de garçons des Flandres, leur demeure différent et distant, quelle que soit la durée de la vie de travail commune. Ceux-ci pourront, après dix, vingt, trente ans, regagner leurs plaines basses, il suffira de quelques mois pour que, même physiquement, ils reprennent l'aspect

que leur avait donné, avant leur départ, la mère-Flandre.

C'est que les régions de la Belgique ont un caractère extrêmement marqué et c'est que le peuple a, avec elles, des analogies, résultant d'une longue cohabitation ancestrale. Quelque active et tumultueuse qu'ait été leur histoire, nos provinces ont gardé une population sédentaire. Les monumens de nos villes, s'ils attestent une tradition d'indépendance et de ferveur, disent surtout l'habitude qu'ont eue les habitans de borner l'horizon aux limites de leur ombre.

Le milieu physique a donc, dans la physionomie du Belge, une importance considérable et il convient que nous en dégagions quelques exemples.

On peut, à première vue, distinguer en Belgique un double aspect naturel. Si l'on traverse, ne fût-ce qu'en chemin de fer, le pays d'Ostende à Arlon, ce qui est le plus long trajet ferré, on suit la transformation de la terre et du paysage depuis la mer jusqu'aux hauts plateaux ardennais, et l'on peut se dire qu'à chaque différence du sol, correspond une différence des gens.

Les ethnographes, qui sont des savans, déclarent abusif de diviser le peuple belge en deux races distinctes d'origine, et ils ramènent la distinction entre Flamands et Wallons à une question de conquête romaine. Mais celle-ci est dominée, précisément, par la nature de la terre conquise et convoitée et ainsi, au plus lointain du passé, ce qui devait devenir la Belgique a subi la loi de son sol.

En effet, après la conquête de la Gaule par César qui les avait d'ailleurs imparfaitement romanisées, toutes nos provinces résistèrent différemment aux invasions germaniques. Les districts du Nord, ceux que séparait des autres l'immense forêt charbonnière qui coupait tout le pays de l'Est à l'Ouest, furent facilement atteints et pénétrés, tandis que ceux du Sud gardèrent l'empreinte latine. Et les premiers, incultes, à peine défrichés de-ci, de-là, par des établissemens militaires, furent abandonnés facilement aux envahisseurs par la puissance romaine, tandis que les seconds, où de véritables colonies, ces villas gallo-romaines, savamment organisées et administrées, avaient été établies, demeurèrent en relations avec la civilisation du Sud.

Ainsi, lorsque tout le pays fut devenu terre franque, le Nord subit l'impression du vainqueur barbare, tandis que le Sud lui

imposa la sienne. Le sang germanique prédomina dans le tempérament des populations rivées à un sol ingrat, bas et soumis aux vents maritimes, il ne fit qu'influencer le tempérament des populations groupées dans les vallées fertiles, protégées par les renflemens d'un sol dur et pierreux. Il n'y aurait donc point, entre le Flamand et le Wallon, une vraie différence de race, car ils sont de la même famille celtique, mais, dès leurs origines, au IIIe siècle, ils ont été diversement impressionnés par l'afflux germanique qui se heurte et se mêle en Belgique avec l'afflux latin. Et, déjà, ce mélange ou ce heurt subissait la complicité mystérieuse et implacable d'un sol qui, lentement, allait pétrir les membres et déterminer la sensibilité de ses habitans à travers les siècles.

Le fond commun, ce fond celtique des Occidentaux, fait de ténacité et d'énergie, de persévérance et de particularisme, le voici allié, d'une part, au farouche tempérament des barbares que le christianisme n'arrivera jamais à adoucir complètement, de l'autre, influencé par la civilisation romaine déjà anémiée par la décadence, mais encore pénétrée de discipline, d'idéalisme et de vertu civique, merveilleusement appropriée par le christianisme. Le sol, les alimens qu'on lui fera produire, vont modeler deux types physiques différens, et la langue traduira, conformément au vœu composite de la race modifiée, mélangée, une sensibilité presque contradictoire.

Nous n'avons pas à suivre ici, au gré des événemens historiques, l'évolution du mélange ethnique. Nous y reviendrons un instant tout à l'heure, quand nous dégagerons les fondemens d'une conscience nationale moderne. Mais l'importance des origines ne nous échappera pas, car c'est vers elles que se reporte aujourd'hui le Belge soucieux de son originalité. Le passé n'est digne d'influencer le présent que s'il offre une explication plausible des qualités foncières d'un peuple.

Or, avant même de toucher le sol de la Belgique, si l'on arrive par la mer, on découvre la raison du grand silence laborieux dans lequel vivent les populations de la Flandre basse. Ce territoire sablonneux, envahi, puis abandonné par la mer, sous lequel on trouve la tourbe des anciens marais, ne nourrit une population extrêmement prolifique qu'au prix d'une lutte incessante contre vents et marées. La vaste plaine, qu'elle soit, — comme aux environs d'Ostende, de Nieuport, de Dixmude, — presque

illimitée et à peine sillonnée par la courbe des peupliers au long d'un canal, qu'elle soit, — comme autour de Gand, de Termonde, de Saint-Nicolas, — fractionnée par les multiples fossés plantés d'arbustes, limite la vie du rural, le rend inattentif à l'imprévu du lendemain, résigné à la monotonie de l'existence, le courbe sans rémission sous le fouet des intempéries, l'identifie lui-même au sol mou, humide et gris, producteur de végétaux et de céréales plus que de bétail. Gras, musclé, paisible et fort, le Flamand regarde devant lui, vers le sol. Il semble redouter de faire entendre au dehors l'éclat d'une voix malhabile aux nuances. Il vénère les forces de la nature dont il cherche lui-même à s'approprier la rudesse et la fécondité. Il associe à ses croyances religieuses cette vénération obscure qui le courbe sous la puissance divine, seule maîtresse des élémens. Il profite, copieusement, de ce que produit la terre, car il le sent obtenu par un labeur énorme. Quand il mange, c'est largement, enfournant à grande lampée l'aliment gras qui lui fait une chair saine et rose insensible au froid comme à la chaleur. Il ne quitte point volontiers la terre et ne le fait que par nécessité, car la terre est limitée et fractionnée. Il demeure aussi longtemps qu'il peut dans son village, car la ville continue à lui inspirer une répulsion invincible, et le paysan, sain, vertueux et probe, redoute, à l'égal d'une violation de la terre, la cheminée d'usine dont les émanations corrompent l'air, l'agglomération ouvrière dont les vices émasculent la race.

A mesure que l'on descend vers Bruxelles, la terre se fait plus riche, mais aussi plus ondulée ; la culture est moins morcelée, des bois étendus surgissent entre les champs, et une dépression rapide conduit vers de secrètes rivières. La séparation entre gens des villes et gens de la campagne est moins rigoureuse ; à mesure surtout qu'on s'oriente vers le Sud, la courbe du paysage s'accorde avec une sociabilité naturelle des gens, et, comme le langage et l'aspect des habitans diffèrent, on s'aperçoit qu'on est en Wallonie en même temps qu'on s'aperçoit qu'on abandonne les plaines rigoureuses. Des rochers apparaissent, le schiste s'effeuille au flanc des coteaux. Il n'est presque plus de bourgs sans usine et, au cœur des plus riantes vallées, apparaît l'outrage multiplié des hauts fourneaux, des terrils charbonniers, des cheminées fumeuses. Après Namur, au delà de Jemelle, voici cependant le domaine des forêts et

des hauts plateaux déserts. On croirait trouver ici une population arriérée et primitive. C'est tout le contraire.

Le Luxembourg offre la moindre proportion d'illettrés et c'est ici que se recrutent le plus de professeurs et de fonctionnaires. Ainsi on saisit d'emblée la caractéristique du Wallon et ce qui le différencie le plus du Flamand; le souci du perfectionnement individuel, de la culture désintéressée s'allie à la variété du sol, à son aspect pittoresque et au goût de mouvement qu'on y puise. Car l'horizon change en Wallonie à chaque modulation du terrain. Le rural, pour passer d'un champ à un autre, change aussi d'horizon, de lumière, de sensibilité. Il en éprouve un besoin irrésistible de révéler ce qu'il sent et il parle beaucoup. Le travail ne va pas chez lui sans rires, sans chanson. Il s'accommode du voisinage de l'industrie comme d'un compagnonnage plus facile et plus nouveau ; il mange un peu à toute heure du jour, pour faire diversion ; il est sec, nerveux et petit, volontiers frondeur; raisonneur, il discute même avec Dieu, et versatile, il le demeure jusque dans ses amours.

II

Le paysage belge évolue, sans doute, par une gradation lente et presque insensible. Si de la Barrière de Champlon, par exemple (qui est, entre Marche et Bastogne, Saint-Hubert et Laroche, un point caractéristique des Ardennes), on se sent à mille lieues de Aeltert (qui est un village entre Bruges et Gand), le chemin pour aller d'un endroit à l'autre ménage les transitions. Il n'en est pas de même pour la sensibilité des habitans. Le Wallon diffère du Flamand dès qu'on a franchi la frontière mystérieuse ; certaines localités sont coupées en deux de telle sorte qu'elles ont comme deux visages. Parmi la foule, même en fermant les yeux, rien qu'à écouter un rire, un chant, une conversation, on peut reconnaître les deux accens, les deux terroirs. Aussi, la parenté entre le sol et l'homme, bien qu'évidente, n'explique point, à elle seule, la permanence du double atavisme. La vie régionale, l'éducation entretiennent, à leur tour, cette double originalité. Une grande ville comme Bruxelles, capitale et centre cosmopolite, a pu perdre, et pour son plus grand profit, le caractère flamand que d'aucuns auraient

voulu lui conserver, en acquérir un autre, au moins parmi ses petits bourgeois et le peuple de ses vieux quartiers, un autre hétérogène et complexe qui fait la joie des vaudevillistes, et des faiseurs de « revues; » partout ailleurs, les centres urbains et ruraux sont des lieux d'activité ou flamande ou wallonne, en ce sens que le travail, le commerce, l'existence familiale et civique, les manifestations administratives et religieuses s'expriment à travers les formes d'une sensibilité particulière.

La langue y est pour beaucoup, bien que le français soit toujours la langue dominante. Cette universalité de l'emploi du français là même où l'on tend à remettre en honneur l'emploi du flamand, permet plus que tout de se rendre compte de la double expression nationale.

Je ne sais pas s'il est très vrai de dire que l'homme pense dans sa langue maternelle. Et il me semble abusif de donner ainsi une étiquette linguistique à une opération qui se meut dans le domaine de l'absolu. Mais on ne peut nier que l'homme sente en conformité avec la première expression verbale qu'on lui a donnée de la vie. Or cette première expression, qui lui vient de ses parens, de son milieu familial, est différente selon que nous sommes d'un côté ou de l'autre de la frontière linguistique. Cela est si constant que, dans les familles flamandes où la langue française est exclusivement en usage (et elles sont fort nombreuses), la sensibilité est dominée par une conception particulière de la vie et s'exprime en français d'une façon caractéristique. Ce que les puristes, les grammairiens, les hommes de thèse considèrent comme un défaut d'attention, d'instruction, ou de méthode, est, en réalité, la plupart du temps, la prédominance du vœu de la race. Je sais des gens extrêmement cultivés, ne connaissant du flamand que le grossier patois du bas peuple ou ne le connaissant même pas, et qui, invinciblement, laissent passer dans leur langage telle expression traduite littéralement du flamand, emploient un vocabulaire dont demeurent exclus cent termes en usage courant en France et où l'on en retrouve cent autres rares en France, d'un usage courant ici.

Moins cultivées, les classes moyennes, même celles où se recrutent les professions libérales, et surtout celles dont s'alimentent le petit commerce et les administrations, ont une façon de s'exprimer bipartite. Une phrase, commencée dans un français impeccable ou approximatif, s'achèvera en flamand pur

ou populaire; ou *vice versa*. Et, loin de s'en gausser ou de s'en indigner, il faut y voir une représentation naturelle, normale de la sensibilité des gens de Flandre.

La région wallonne, d'ailleurs, connaît des manifestations analogues. Mais ici le français est la langue maternelle, celle en laquelle l'âme de la race survit. Cependant, on y retrouve des expressions tirées directement du patois wallon, qui n'a point, lui, la prétention d'être une langue. Chose plus singulière, on y retrouve aussi des tournures flamandes. Or, beaucoup de Wallons n'ont jamais su parler le dialecte populaire et très peu savent le flamand. Il y a ici une transmission mystérieuse, explicable par un contact permanent à travers les siècles.

Si de la langue elle-même nous passons à l'accent, la prédominance de la double origine est plus visible encore. Y a-t-il une prononciation française impeccable? Sans doute, et on en a dégagé la phonétique. Mais rares sont en France ceux qui en sont les servans tout à fait dociles. Le régionalisme érige même en gloire la fidélité aux accens provinciaux. En Belgique, le double accent est plus qu'un simple certificat d'origine toulousaine, marseillaise, savoyarde ou normande. Il traduit le tempérament de deux races : car il va de pair avec le langage et les mœurs.

Plus ménager de ses paroles, l'homme de Flandre tient à les proférer violemment, il les frappe à coups de gosier, il les broie avec ses lèvres, avec ses dents; qu'elles doivent exprimer la joie ou la colère, il les claironne. Aussi les discussions ne se prolongent-elles guère, sinon en dispute. Chacun demeure sur son avis, ou passe aux voies de fait. Malhabile aux conversations galantes, l'amour s'exprime mieux ici par du silence.

Le Wallon, au contraire, voudrait multiplier les mots, leur durée, la gradation des nuances de la voix. « Causer » pour lui est une grande occupation ; il raffole des débats contradictoires, et un homme « qui jase » est vraiment un homme. Au cabaret, dans les trains, sur le pas des portes, c'est un grand concours de paroles. Quand la divergence des idées et des sentimens a été poussée à l'extrême, les gens se retrouvent cordiaux et sourians. Une querelle est à demi vidée qui a connu de longues explications. L'amour ne commence à exister qu'après mille galanteries, et malheur à lui s'il attache une valeur précoce aux tendres vocables!

Et l'art, si intimement lié à l'expression des choses et des gens, suit une orientation analogue. La Wallonie n'a guère de peintres ni de statuaires, car elle se plaît trop aux détails et ne prend pas le temps de sentir ni de voir fortement. Ses émotions profondes sont une synthèse de mille émotions légères, superficielles, mais sincères. Des poètes les rendent parce que la musique des mots, parallèle à la musique des sons, rejoint l'harmonie supérieure de l'âme dont elle s'évertue à noter les nuances infinies. Des romanciers, des conteurs se multiplient qui racontent, comme une affaire énorme, un drame de famille, une histoire de village, une aventure de cœur. Et tout le monde est musicien et tout le monde joue d'un instrument et chante. Je connais de simples ouvriers wallons qui vibrent comme des lyres en faisant leur partie de ténor ou de baryton dans un chœur de Grétry ou de Radoux. Et ces chorales ont des noms magnifiques. Celle de mon village s'intitule « les Émules d'Orphée ! »

Le village flamand a sa fanfare, mais les instrumens à vent n'ont qu'un répertoire limité de marches et de pas redoublés, de mazurkas et de scottichs. C'est du bruit cadencé et violent. La poésie n'est pas liée à la langue usuelle. Elle a, avec sa prosodie, un vocabulaire lyrique distinct dont se rapproche la langue oratoire. Parler pour le public n'est pas un phénomène ordinaire. L'orateur surgit tout à coup du sein d'un mouvement nombreux qui le porte et le soutient comme un trépied. Qu'il enflamme, apaise ou édifie, il semble rendre des oracles. On l'écoute avec la passion de lui obéir ou de lui résister, mais sans aucun souci de lui répondre. Poètes et orateurs flamands exercent un sacerdoce, un signe sacré les a marqués. Ils prolongent la tradition des anciens aèdes.

Et les peintres flamands sont des visionnaires. Entre la lumière, les choses et eux, c'est une sorte de corps à corps. Ils pétrissent le soleil, comme le sculpteur la glaise. Peu leur importe l'intérêt du paysage, le sujet de la scène, la qualité des gens. Un tournant de rivière entre les berges, une meule de foin au soleil, une paysanne allaitant son enfant, un combat de coqs au cabaret, voilà plus qu'il n'en faut. Car il ne s'agit point de dessiner une courbe, de camper des gens, d'incarner un symbole. Cela, c'est le prétexte, l'occasion, l'exécution peut-être d'une commande. L'essentiel, c'est de recréer de la vie animale,

de rendre tangibles des formes, d'éblouir encore avec de la couleur comme la lumière éblouit les champs et l'eau de Flandre. De Rubens à Émile Claus, il y a une parenté de joie et d'émerveillement, une communauté d'ivresse païenne que la foi religieuse associe étrangement à la louange de Dieu par les belles formes et les couleurs éclatantes.

A l'issue des longs pèlerinages, après les processions touchantes de Furnes, de Bruges, de Courtrai, éclate ainsi la joie des kermesses, couvée pendant de longs jours dans le désir silencieux et le travail âpre. Elle est brutale, cette joie, mais elle n'est pas mauvaise. Même débridée, même obscène, elle n'est pas libertine, ni vicieuse. Elle atteindra son paroxysme dans la rixe sanglante et la culbute frénétique derrière la haie. Mais la colère assouvie, l'instinct apaisé, l'honnêteté du peuple reprend ses droits. Il n'est pas d'inimitiés prolongées, ni de filles abandonnées. L'ordre et la discipline morale s'accommodent de ces violences, comme la religion et comme l'autorité civile. Malgré la fréquence des condamnations pour coups et blessures, la grande criminalité est rare en Flandre, et les familles y sont très nombreuses.

En Wallonie, la kermesse s'appelle la Ducasse et son caractère joyeux est moins simpliste. On y retrouve, sans doute aussi, cette association de la fête religieuse avec la fête civique et géorgique, mais mélangée de rappels légendaires et anecdotiques. La vie du Christ, les miracles obtenus par l'intercession des saints, voilà ce qui régit les éphémérides flamandes et ce qui explique l'émotion strictement religieuse de la fête du matin, la violence purement animale des débordemens du soir. Une gaieté plus complexe se répand, en Wallonie, sur les *fiesses* locales. Si chaque ville, bourg, quartier, village, hameau a la sienne, quelques endroits en ont plusieurs. Il suffit d'un prétexte pour en ajouter, et la tradition de leur célébration s'enrichit constamment d'un détail nouveau. D'ailleurs, la politique s'en mêle. Chaque parti prétend ajouter au rite joyeux; les rivalités de famille, l'émulation de la richesse contribuent à l'importance d'un plaisir périodique qui tend à devenir continuel. Les cortèges légendaires de Mons, de Nivelles, de Binche s'agrémentent de facéties où l'initiative privée fronde délibérément la tradition antérieure et c'est une sorte de carnaval à visage découvert où l'esprit s'agite autant que le corps.

La ripaille wallonne se dégage du repas plantureux et lourd chargé de viandes et de vins ; voici les sucreries, les gâteaux, les tartes aux noms croquans comme de la pâte chaude. Et l'alcool remplace la bière et supplante souvent le vin, le vin de Bourgogne cher aux caves notariales. Les plaisanteries qu'il suggère font lever des idées dangereuses.

III

Quelles que soient les diversités résultant du sol, de la race et des mœurs, une activité matérielle et intelligente ne cesse pas de sourdre sous les aspects régionaux de la vie commune. Un peuple n'a pas été impunément associé, depuis des siècles, à un travail continu. On dit que la vie est facile en Belgique, que nos provinces, malgré leurs vicissitudes politiques, ont un passé heureux et que c'est une grande erreur de parler, à notre propos, de dominations étrangères. J'en suis convaincu. Mais je crois aussi que le grand stimulant à notre vitalité, il faut le voir dans notre désir de vivre et par conséquent de travailler. Un principe foncier a été déposé par la Providence au cœur de nos deux races ; secondé par le climat, par la terre, par l'histoire du monde, il a produit les fruits heureux de notre prospérité matérielle et morale ; il s'épanouit, entouré de ces fruits, dans notre jeune conscience nationale.

Si nous caractérisons maintenant cette activité commune, si nous la confrontons avec l'histoire de notre pays, nous connaîtrons les bases de notre association nationale. Celle-ci est bien antérieure à notre indépendance politique. Le royaume de Belgique est, sans doute, une création des puissances qui l'ont voulu neutre et qui ont déterminé, non sans arbitraire, la fiction de ses frontières. Mais la véritable raison de notre autonomie, la raison foncière, la raison imprescriptible désormais réside dans la valeur séculaire d'un effort commun ; ainsi que l'atteste notre devise, l'union fait sa force.

Il faut remonter bien plus haut que la conférence de Londres, à l'origine de l'histoire moderne, au démembrement de l'empire de Charlemagne, au IXe siècle, pour trouver les sources de notre raison d'être. En effet, quand, comme l'écrit notre grand historien national M. Henri Pirenne, à qui j'em-

prunte cette interprétation historique de nos origines, « quand, las de se combattre, les fils de l'Empereur se partagèrent en 843, à Verdun, l'héritage de leur père, Charles le Chauve reçut les régions qui devaient plus tard former la France, Louis le Germanique celles qui portèrent dans la suite le nom d'Allemagne. Quant à Lothaire, il obtint, entre les deux royaumes compacts assignés à ses frères, une immense bande de territoire, sans unité de race ni unité géographique, et qui s'étendait, coupant à rebours les chaînes de montagnes et les lignes de faîte des bassins fluviaux, englobant des hommes de toute langue et de toute origine, de la mer du Nord au centre de l'Italie. C'est cet empire disparate, que représentent encore aujourd'hui sur la carte, fragmens d'un tout en partie disparu, les petits États mitoyens parmi lesquels figure la Belgique. »

L'origine lotharingienne de nos provinces a eu pour elles des conséquences politiques où il serait excessif de trouver les prémisses de leur situation internationale actuelle ; elle a eu pour elles, en outre, des conséquences économiques et commerciales, dont il faut relever, dès ce moment, la signification, car leur commune activité en est sortie. « Le partage de Verdun, » poursuit M. Pirenne, « en nous plaçant aux frontières des deux grands peuples qui ont le plus contribué à faire la civilisation moderne, nous a, il est vrai, destinés à leur servir de tampon, à recevoir leurs coups pendant la guerre, à devenir leur champ de bataille, mais, en même temps, il nous a donné pour tâche d'être leur intermédiaire et, pour ainsi dire, leur trait d'union dans les œuvres de la paix. »

L'activité des Flamands et des Wallons eut donc, dès ce moment, un mobile, un terrain, identiques. Son caractère commercial et, si l'on veut déjà, industriel, créait chez eux un sens commun utilitaire et pratique.

D'autre part, la nécessité pour exercer cette activité d'une tranquillité et d'une indépendance relative a pu fortifier en eux ce sentiment de la liberté collective et de l'autonomie locale qui traverse toutes les luttes des communes flamandes et wallonnes contre les empiétemens d'un pouvoir central étranger. Car l'œuvre de Verdun, si elle a continué à travers toute l'histoire à marquer la mission européenne de nos provinces, n'a pas survécu longtemps comme régime politique. Elle se désagrégea. Cette désagrégation eut une conséquence curieuse et bizarre, et dont

on fait bien de se souvenir aujourd'hui, au plus fort des revendications linguistiques. Les terres de la rive gauche de l'Escaut, terres flamandes, se virent rattachées politiquement à la France, tandis que celles de la rive droite finirent par être incorporées à l'Allemagne. Sous cette appropriation singulière, le vœu des provinces belges continua de tendre également vers une expression d'autonomie conforme à leur rôle d'intermédiaire. Quand alors, favorisés par les circonstances internationales, l'affaiblissement de la France par la guerre de Cent ans et l'impuissance de l'Allemagne sous la maison de Luxembourg, les ducs de Bourgogne parvinrent à réunir sous leur sceptre les provinces féodales de la rive droite et de la rive gauche de l'Escaut, ce ne fut pas seulement une œuvre de hasard ni de conquête. L'édifice des Pays-Bas bourguignons eut pour ciment, avec une civilisation commune bien que double d'afflux, la solidarité économique.

Or celle-ci, que nous savons déjà par destination utilitaire, friande de paix et d'indépendance relative, aurait pu être contrecarrée par les divergences d'idiomes. Il n'en fut rien par la juxtaposition constante des populations flamandes et wallonnes confondues sous les mêmes autorités féodales, sous les mêmes directions religieuses. Diocèses et comtés groupèrent des gens s'exprimant différemment ; le droit, la coutume s'unifièrent pour les deux langues sans difficultés. Déjà toute l'énergie revendicatrice du peuple se cristallisait en des luttes sociales strictement économiques.

Car les Pays-Bas, baignés par la mer, arrosés par trois fleuves profonds, devaient retirer du réveil commercial et industriel de l'Europe au XIe siècle une prospérité inouïe et dès lors subir la rançon des convoitises populaires et du capitalisme international.

Dans les villes, la bourgeoisie, par sa richesse et par son ambition, devient très tôt une puissance politique ; elle joint dès lors au sens utilitaire et indépendant un esprit particulariste à outrance. Nos communes, gouvernées par ce patriciat orgueilleux, s'enrichirent de monumens magnifiques, mais l'âpreté de la lutte sociale, fatale entre ce gouvernement oligarchique et le prolétariat organisé en métier, se traduisit, d'autre part, par un esprit d'association, de solidarité populaire, encouragé souvent par le prince expert à en profiter. Ainsi le Moyen

âge voyait se révéler tout ce que nous retrouvons aujourd'hui encore dans le caractère du peuple belge de Flandre et de Wallonie : à côté d'une tendance individualiste, tantôt esprit de clocher, tantôt orgueil citadin, un esprit d'association très prononcé et guidé par un but précis à atteindre, économique ou social. Ces tendances se rencontrent souvent à la fois, se contrecarrant ou se secondant, pour donner à l'esprit social belge une physionomie particulière que vient, encore et toujours, dominer le sens de la réalité, un positivisme ennemi de la chimère.

Luttes de métiers, luttes de classes, nécessités industrielles et économiques, obligation de tenir compte de l'ennemi étranger, ont amené sans doute de terribles et sanglans conflits. Mais il est curieux d'observer que tout a fini par aboutir à une législation faite de concessions réciproques. Chartes concédées, droits arrachés, institutions mixtes ouvertes aux concours de prépondérances, le droit belge, dès ses origines, semble, comme l'observe un de nos meilleurs jurisconsultes, M. Edmond Picard, revêtir ce caractère de moyenne mesure devenu une des marques de l'esprit national et auquel il faut attribuer l'absence de réglementation outrancière et de hiérarchie protocolaire de la Belgique d'aujourd'hui.

Après la période bourguignonne et pendant le long sommeil commercial qui marqua et suivit le XVIe siècle, toutes les réactions dans nos provinces furent le résultat d'un excès dans un sens ou dans un autre. Après les guerres de religion, après la séparation définitive des Pays-Bas catholiques d'avec les Pays-Bas protestans, nos provinces continuèrent de s'accommoder de princes étrangers, tant que ceux-ci, distraits de leurs possessions belges par l'étendue de leur royaume ou de leur empire, laissèrent nos provinces vivre conformément au tempérament de leur activité commune. Payant un impôt restreint, possédant des institutions communales et provinciales empreintes de leur esprit particulariste, « associationniste » et modéré, tirant de leur sol et des restes de leur industrie déchue, un profit matériel suffisant, les Belges cultivèrent, sans bruit, sous ce qu'on appelle la domination espagnole et autrichienne, leurs qualités ethniques. La poussée révolutionnaire provoquée par Joseph II fut inspirée exclusivement par la tradition que l'Empereur bureaucrate s'entêtait à vouloir trop réglementer ou restreindre.

Sans vouloir froisser personne, on peut dire que les courtes

périodes d'annexion à la France et à la Hollande, qui précédèrent une autonomie enfin conquise, achèvent de démontrer la réalité d'une vitalité nationale. Car ce que, de notre côté, on considéra comme de véritables vexations ne fut, sans doute, que l'incompréhension foncière de notre originalité traditionnelle et active.

IV

Le peuple belge est, en effet, difficile à gouverner et ne peut l'être que par lui-même, que par des hommes sortis de lui, possédant un contact sans cesse renouvelé avec le tempérament national. Tout le passé de nos provinces indique ce minimum de caractères communs que nous venons de dégager trop brièvement, mais qui ne sont pas pour faciliter l'unité de gouvernement. Ce que le Flamand ou le Wallon, ce que le citoyen de Liége, de Gand ou de Bruges, ce que l'homme de métier, le bourgeois, le représentant du clergé ou de la noblesse consentaient à accepter dans la sphère restreinte de la province ou de la commune, parce qu'en définitive cela leur apparaissait comme une sorte de compromis entre leurs revendications individuelles, leur force sociale et la réalité moyenne, il fallait l'étendre désormais à tout le pays. Cela ne pouvait se faire qu'au prix de beaucoup de simplicité.

Aussi, après la joie universelle de l'autonomie conquise en 1830, les ambitions de la Belgique furent modestes, les lois modérées, les institutions élaborées dans le plus large esprit de liberté individuelle et collective.

Ce n'est point, en effet, à des théoriciens de génie, à des idéologues supérieurs qu'il faut faire remonter le mérite d'une constitution, considérée, tout au moins pour le moment où elle fut érigée, comme la plus libérale du monde. Y voir le prolongement d'une influence française, importée chez nous par la rapide et cruelle campagne de 1793, est fort mal connaître l'histoire des provinces belges et sa répercussion dans le cœur du peuple. En réalité, les constituans de 1830, s'ils ne dissimulaient point leurs sympathies françaises (et c'était pour eux un devoir impérieux de gratitude), avaient surtout les yeux fixés sur ceux pour qui ils légiféraient. En dépit d'une certaine grandilo-

quence à la mode du temps, analogue à cette cravate à trois tours dont s'adornait le col de l'homme de loi, leur œuvre est dominée par la préoccupation de faire une chose pratique et durable.

Ils n'avaient d'ailleurs qu'à la modeler sur eux-mêmes, car, comme l'a dit un de leurs meilleurs annalistes, M. Henry Carton de Wiart, romancier et homme d'État, « le caractère dominant de toutes ces physionomies, c'est une simplicité grave, sûre d'elle-même et s'imposant aux autres. »

Les garanties de la liberté individuelle s'appliquent aussi, peut-on dire, à la liberté locale et régionale. L'intervention du pouvoir central est fort limitée, en droit, dans la sphère du pouvoir provincial et communal et, en fait, elle est plus limitée encore. Un ministre est un moins grand personnage qu'un bourgmestre.

La vie sociale déborde d'ailleurs de beaucoup la vie politique. A côté des institutions publiques, des fonctions électives ou administratives, la Belgique est par excellence le pays des sociétés. L'habitude de s'associer, que la nécessité historique d'un effort commun pour aboutir à un résultat matériel, à une conquête économique ou sociale, a donnée au peuple de Flandre et de Wallonie, s'épanouit dans les mille groupemens qui participent à la vie familiale, civique et politique du peuple belge. Quelques sociétés d'agrément ont une existence plusieurs fois centenaire ; telles ces confréries d'arbalétriers, ces gildes de tireurs à l'arc dont le roi éphémère porte un collier d'argent ou de cuivre curieusement ouvragé. Il est des associations de tous genres et dont les objets sont les plus disparates ; sport, art dramatique, plaisir, boisson, excursion, — et aussi étude sociale, progrès oratoire et musical, lecture, édification mutuelle, — mais surtout bénéfice matériel, mise en commun de ressources modiques pour atteindre un rendement supérieur de production ou d'épargne.

La législation sociale, commandée par l'industrialisme croissant du pays, est tout entière, jusqu'à présent, établie sur cette spontanéité dans l'association. Les mutualités, les caisses de retraite, d'assurance contre l'accident et le risque professionnel, encouragées, subventionnées par les pouvoirs publics, forment, on le sait, le cadre de nos lois sociales.

Seulement, et j'y reviens, il ne faut jamais séparer cet esprit

d'association du souci de progrès, de travail individuel qui marque l'ouvrier, le bourgeois, l'industriel belges. C'est, d'ailleurs, ce qui donne tout son effet à la valeur de l'association. C'est aussi ce qui en limite l'extension.

Car particulariste et « associationniste, » le Belge demeure réfractaire aux initiatives lointaines et purement idéales. Il demeure comme enfermé dans son réalisme immédiat et se défie de ce qu'il ne peut pas voir et surveiller ou de ce qui engage un avenir incertain ou trop éloigné. L'idée qu'il se fait de sa responsabilité de citoyen et d'homme d'action est liée à l'idée qu'il a de sa responsabilité familiale et régionale. Il sait les ressources de sa terre et excelle à les employer; il se préoccupe d'élever et de caser ses enfans et s'efforce de créer à cet effet les plus ingénieux organismes. Quand ses capitaux débordent de leurs sphères naturelles : la terre ou l'usine, il consent à les diriger vers d'autres pays et s'intéresse, par personne interposée, à l'industrie, à l'agriculture du Brésil, de l'Argentine ou de la Russie. Il ne voit encore qu'insuffisamment l'avantage de suivre ses capitaux, d'attacher à son commerce la marque du pavillon national. Habitué à ouvrir ses frontières à tout ce qui peut l'enrichir, il ne songe guère au jour où il lui faudrait les défendre. Il n'est ni militariste, ni « expansionniste. » L'armée, la marine nationale, la colonisation, il les traite un peu comme il a longtemps traité les idées et les arts, comme du luxe et comme de la chimère.

Néanmoins, le tout encore une fois, dans ces domaines, est de rapprocher de leur principe vital ces formes d'une activité où la Belgique commence aujourd'hui, malgré tout, à entrer. L'armée, défense du foyer, la marine, prolongement de la terre, la colonie, annexe de la vitalité individuelle et collective, voilà des argumens qui ont leur répercussion dans la conscience nationale. Encore une fois aussi, ces argumens ne doivent pas être exprimés d'une façon identique pour tout le pays et il faut tenir compte toujours de la double sensibilité. Reconnaissons que cela a été admirablement compris par une dynastie, d'origine étrangère, mais que son génie et sa grandeur morale ont rendue vraiment belge de cœur et d'âme.

Léopold Ier, dit le Sage, aida la Belgique à faire l'apprentissage d'une vie indépendante et respectée au dehors; Léopold II, dit le Bâtisseur, la rendit véritablement solidaire

des richesses de son sol, des puissances de son industrie. Et le règne d'Albert débute avec les préoccupations les plus élevées, celles de la mise en valeur, de la mise à profit des forces intellectuelles et morales du pays.

Celles-ci ne seront-elles pas, à leur tour, cristallisées en quelques belles œuvres de la pensée? L'originalité belge trouvera-t-elle à se traduire par l'intermédiaire de grands écrivains? Pourquoi pas?

Maurice Maeterlinck porte, sous le prestige d'une forme fluide et claire, égale à celle des maîtres français, la marque de son originalité flamande, traditionnelle, silencieuse, comparable à la lente coulée d'eau paisible d'un canal, comme celui de Gand à Terneuzen où l'infini de l'éther a le temps de se refléter. Émile Verhaeren chante le progrès, l'industrie, les villes « tentaculaires, » les héros et les dieux en une forme personnelle, trépidante et moderne. Il revendique sa nationalité comme une richesse morale et pittoresque et lance fièrement ces vers, par lesquels on me permettra de terminer l'évocation de la patrie :

> Mon pays tout entier vit et pense en mon corps ;
> Il absorbe ma force en sa force profonde
> Pour que je sente mieux, à travers lui, le monde
> Et célèbre la terre avec un chant plus fort.

HENRI DAVIGNON.

REVUE LITTÉRAIRE

UN MORALISTE (1)

M. Alfred Capus écrit volontiers que « tout s'arrange. » On en conclut (car on adore de conclure, et sans tarder) qu'il est un optimiste. Mais il vient de publier *Les mœurs du temps;* et, les mœurs de notre temps, il les juge avec beaucoup de sévérité : ce livre n'est pas d'un philosophe tranquille et qui trouve que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cela nous avertit de songer qu'aussi bien M. Alfred Capus n'a pas dit : — Tout s'arrange à merveille, ou d'une façon charmante.

Que tout s'arrange, c'est un fait. Il y a, dans la nature, une souveraine puissance de cicatrisation. Et il y a, dans les choses humaines, une obscure volonté de repos qui, en fin de compte, apaise leur tumulte, organise leur nouvel équilibre. Le dénouement des péripéties les plus embrouillées résulte parfois d'une aubaine; ou, très souvent, de quelque lassitude, qui a pris les acteurs et qui amène leur abnégation; ou de l'oubli, qui est le frère de la mort; et il résulte aussi de la mort. Ces mots, de l'aubaine à la mort, sont inégalement gais. Et tout s'arrange, certes ; mais, en général, assez mal.

Ainsi, la formule célèbre de M. Alfred Capus, un pessimiste l'adopterait, aussi logiquement qu'un optimiste.

Est-il un pessimiste ? Du moins, il sait « ce qu'il faut d'amertume à la gaieté pour qu'elle ait un sens et à la tendresse pour qu'elle soit profonde. »

(1) *Les Mœurs du Temps*, par M. Alfred Capus; vol. in-16. Bernard Grasset.

L'optimisme et le pessimisme, poussés un peu loin, et jusqu'à leur affirmation dogmatique, ne sont pas des doctrines de chez nous. Un philosophe a écrit : « L'essence métaphysique et réelle de la vie est la douleur; » ce philosophe, un Allemand. Un autre philosophe a écrit : « J'affirme que, présentement et à toute heure du jour et de la nuit, tous les hommes sont parfaitement heureux; » ce philosophe, un Anglais. Nos écrivains évitent ces extrémités du déplaisir et du contentement; ils ont le goût de la mesure. Leur ton n'est pas celui d'une allégresse véhémente, ni celui d'un éclatant désespoir. Ils sont clairvoyans et ne méconnaissent ni les défauts ni les qualités de l'univers : ils en regardent le mélange avec une patience ingénieuse.

Une littérature qui, à travers ses larmes, sourit, c'est la nôtre. Et M. Alfred Capus est, à notre époque, l'un des esprits les plus joliment français. Il ne se guinde pas ; il est naturel. Ses phrases suivent ses pensées docilement, les accompagnent. Ses pensées suivent la réalité, qu'il observe : il ne s'aventure pas loin d'elle; et, s'il s'est un moment écarté, il revient à elle, comme à l'indispensable certitude. Je ne crois pas que nous ayons aujourd'hui d'autres écrivains qui, dans la somme de leurs ouvrages, aient noté plus de vérité que lui.

Et il n'est pas un grand admirateur de ce qu'il a vu ici-bas ; il ne le méprise pas non plus. Entre le double excès du mépris et de l'admiration, il se tient à bonne distance ; il a choisi une règle de sagesse que résument deux mots : indulgence et plaisanterie. Mais une indulgence qui n'est pas du tout molle ; une plaisanterie toute pleine de signification.

Il me semble qu'on n'a pas toujours été bien finement juste pour ce badinage que M. Alfred Capus a porté à la perfection la plus délicieuse et, je le dirai, la plus émouvante. Nous avons tant d'orateurs !...

Peut-être une impétueuse et imprudente jeunesse réclame-t-elle d'autres accens, plus hardis et même farouches. Veuille-t-elle, en tout cas, apprécier l'humeur moins exubérante de ses devanciers ! La génération française qui, au temps de la Guerre, entra dans l'adolescence inventa notre badinage; et ce n'est pas tout ce qu'elle inventa, au profit d'un nouvel orgueil : c'est au moins l'une de ses plus singulières trouvailles. Cette génération française a été, pour ses débuts dans la vie, humiliée, déçue. On avait cru les armes françaises invincibles : et elle a dû céder à la force. Alors, elle fut prise d'une grande horreur de la force, qui lui était refusée. En attendant une revanche vraie, elle s'est hâtée d'acquérir une autre prééminence; elle a tourné

vers une autre ambition sa fatuité légitime : n'étant pas la plus forte, elle a voulu être la plus intelligente. Et c'est ainsi qu'elle inventa ce badinage, qui est une sorte de suprématie générale sur toutes les idées, une domination spirituelle de toutes les idées et, à l'égard de toutes les idées, une désinvolture élégante et magistrale, une tyrannie nonchalante et gracieuse. Badinage littéraire, badinage philosophique et badinage universel. Plusieurs de nos écrivains ont mis leur vigilance et leur coquetterie à présenter sous une forme légère les plus graves problèmes. Leur manière est mélancolique et narquoise; et jamais une exquise fantaisie n'avait si amplement régné sur tout le domaine de la rêverie, du sentiment, de la méditation.

Pareillement, à l'époque révolutionnaire, quand une barbarie extravagante menaçait d'anéantir le subtil chef-d'œuvre d'une civilisation que des siècles délicats avaient accomplie, quelques survivans partirent : ils emportaient et ils allaient mettre en lieu sûr le trésor de notre causerie. Dans les petites cours d'Allemagne ou d'ailleurs, comme la France était conquise, on les vit, — avec un air de futilité, mais pathétique, — reconstituer une image menue de leur patrie. Quand ils revinrent, ils rapportèrent ce qu'ils avaient sauvegardé, ce qui, sans leur soin jaloux, était perdu.

Mais on objecte au badinage de ces quarante dernières années, on lui objecte, et durement : — Il y avait pourtant mieux à faire, mieux et plus pressé !...

Peut-être. Et que ne l'a-t-on fait?... Seulement, si en telle occurrence chaque Français avait sa tâche, tous n'avaient pas la même tâche; et, si quelques-uns faillirent à la leur, ce ne sont pas les écrivains : les politiques ont la responsabilité.

D'ailleurs, ce n'est pas que je confine la littérature dans le badinage, certes. Un Paul Bourget qui, depuis quarante ans bientôt, consacre son labeur admirable à composer les systèmes d'idées sur lesquels s'appuieraient notre conscience et nos arts, est l'un des grands ouvriers de la nation. Mais il fallait aussi que ne disparût point, du visage de notre littérature, un sourire que les autres littératures n'ont pas, le plus adorable sourire et auquel les circonstances donnaient une fierté quasi héroïque de défi, d'impertinence et de grâce.

Ce sourire, qui éclaire toute l'œuvre de M. Alfred Capus, on l'aimera plus que jamais dans ce beau livre si charmant : *Les mœurs du temps*.

C'est un recueil d'essais, — de chroniques qui ont paru dans *le*

Figaro, de semaine en semaine; — et l'incident de la semaine était le thème; voilà justement l'essai : sur quelque phénomène authentique, on fait l'essai de son opinion comme, au contact de la pierre de touche, on éprouve un métal. Montaigne, qui ne vivait pas sous le régime de l'information rapide et aguichante, demandait à ses lectures les occasions de son émoi très attentif. La « dernière heure » des journaux remplace, pour M. Alfred Capus, le bon Plutarque, et Stobée, Aulu-Gelle et enfin les anecdotiers d'Athènes et de Rome. Mais le procédé est le même : sur les fragmens de la réalité, l'on pose les fragmens d'une idéologie.

Méthode excellente, et qui convient à cette époque-ci. Méthode expérimentale : et, malgré que nous en ayons, nous sommes dominés par les règles du positivisme scientifique. Puis nous avons une circonspecte méfiance à l'égard de ces nobles synthèses que les métaphysiciens de naguère bâtissaient; et il fallait qu'entrât dedans, facilement ou non, la réalité : on l'y poussait. Or, quelques synthèses, sous la bousculade, se sont écroulées. Nous estimons les précautions méticuleuses de l'analyse; au lieu de réunir les divers problèmes en un seul, nous éparpillerions plutôt les questions d'espèce.

Le danger serait alors de ne pas aboutir à une ample solution; le danger n'est-il pas le scepticisme ?...

On méconnaît le scepticisme !... C'est, je l'avoue, un peu sa faute. Il a, quelquefois, des façons désagréables; et il a, trop aisément, de mauvaises relations : il se lie, par exemple, sans vergogne avec les théories les plus détestables. Mais le dogmatisme n'est pas toujours mieux avisé. En définitive, depuis que le monde est monde, quelle doctrine fut assez prudente pour ne se compromettre jamais? On a tort si, à cause de fâcheux sceptiques, on dénigre tout scepticisme. Royer-Collard, quand il a dit qu' « on ne fait point au scepticisme sa part, » a dit une drôle de chose, et absurde, si je ne me trompe. Tout le travail de la science, tout l'effort de la pensée et toute l'activité de la vie consistent à faire au scepticismé sa part. Dans l'histoire de l'humanité comme dans la modique histoire de chacun de nous, la lente conquête d'une vérité recule la frontière où notre doute est le voisin de notre certitude. Il ne s'agit pas de supprimer notre doute, mais de le borner. Les dogmatistes les plus intempérans ne s'engagent pas à nous révéler tout; ils nous disent, dès qu'ils nous ont menés un peu loin : — Le reste ne vous regarde pas.

Un scepticisme judicieux n'est que discernement et loyauté. L'Écriture a signalé comme diabolique l'offre de la science universelle.

Et, pour n'appeler en témoignage que la philosophie, Platon, parvenu au point où s'arrêtait sa dialectique, installait là des fables enfantines ou populaires, libres symboles de l'inconnu et toile peinte qu'il tendait devant le vide.

Je me demande si, — tous les élémens de la comparaison réduits à leurs dimensions normales, — le badinage ne joue pas, dans la philosophie de M. Alfred Capus, le même rôle que les mythes dans la philosophie de Platon.

Puis il est une forme de la politesse et de l'urbanité. Doucement présentée, la vérité n'est pas offensante. Pourquoi veut-on qu'elle le soit? Ne lui donnez donc pas cette mine renfrognée des pédans que tous les moralistes français ridiculisent. Elle sera persuasive en étant belle et aimable.

Ainsi la présente M. Alfred Capus, moraliste français, et de la bonne lignée.

Il y a, dans *Les mœurs du temps*, des remarques et des préceptes, ceux-ci autorisés par celles-là; et il y a, dans *Les mœurs du temps*, l'examen de conscience de la génération que j'ai tâché de définir.

Les caractères de l'époque, tels que l'auteur de ce volume les a notés, on peut les résumer d'un mot : l'anarchie. Et l'anarchie de toute sorte. Il la montre partout. Dans la politique? Il écrit : « Depuis que les gouvernemens n'ont plus de forme... » Dans la littérature? Poètes, conteurs et penseurs ne sont occupés qu'à élire, au suffrage universel, leurs princes; et « les mœurs électorales s'introduisent dans le domaine littéraire : » les mœurs électorales, donc l'anarchie organisée. Dans la morale? C'est ici que triomphe l'anarchie. Quel désordre ! M. Alfred Capus en fait une peinture étonnante, et qui vous divertit avant de vous effrayer. A chaque page, une petite comédie apparaît, amusante, et puis inquiétante, et puis redoutable. Les personnages sont des gens qui ont figuré dans les journaux, à la rubrique des faits-divers, ou bien à celle du théâtre, ou bien à celle de la mondanité, ou bien à celle des tribunaux, car tout arrive ; et ce sont des gens que nous n'avons jamais vus (évidemment) : mais ils ressemblent à d'autres que nous avons rencontrés et à qui manqua seulement (nous l'imaginons avec crainte) l'occasion de se révéler.

Ces petites comédies, mêlées de drame, M. Alfred Capus les raconte très vite ; et, en quelques traits, il a tout indiqué. Un marguillier d'Igornay vient de mourir brusquement. Aussitôt, on arrête le curé; on l'emprisonne. Les preuves manquent : on lui rend sa liberté.

« Mais, à la longue, cette absence de preuves contre un curé parut suspecte et le Parquet fit arrêter de nouveau le curé d'Igornay. Alors, les preuves abondèrent, non pas contre lui, mais contre un soldat qui finit par avouer. On l'arrêta également, pour le principe, et quand le Parquet tint en prison le coupable et l'innocent, il se demanda pendant quinze jours lequel des deux il garderait. Il se décida pour le coupable, et l'innocent fut remis en liberté, quoique curé. » Pourquoi ces folies? Eh bien! quand on assassine le marguillier, n'y a-t-il pas beaucoup de chances pour que le curé ait commis le crime? « De même, si l'on avait assassiné le curé, il eût fallu arrêter l'évêque. C'est un principe de hiérarchie ecclésiastique, interprété par la loi de séparation ; » voilà tout. Et l'anticléricalisme, philosophie honorée, a de ces conséquences, imprévues et périlleuses, dans l'État.

Certains enlèvemens de jeunes filles ont fait du bruit, la saison dernière, un peu de bruit, fort peu de bruit, si l'on y songe. « Un enlèvement, aujourd'hui, ne diffère de certains mariages que parce que le consentement des parens n'y est pas indispensable ; mais, dès que le législateur aura supprimé cette formalité, le mariage prendra vraiment sa forme moderne : il ne sera plus un contrat, mais un rendez-vous. » Or, les enlèvemens de jeunes filles ne sont pas une nouveauté, certes. La nouveauté, c'est la philosophie que les pauvrettes vous notifieront, si leur escapade vous déconcerte : et vous saurez qu'elles ont droit au bonheur, qu'elles ont accompli leur devoir intellectuel en exaltant leur personnalité. Ne faut-il pas « vivre sa vie? »

M. B. vivait sa vie : il avait une maîtresse. Mme B. voulut vivre sa vie : elle tua la maîtresse de son mari. Celle-ci, une Américaine, fut la seule, en cette aventure, qui cessa de vivre sa vie. Mais ainsi les « petits malentendus » qui séparaient M. et Mme B. se dissipèrent. Mme B., en prison, reçut la visite de son mari, lequel lui jura une fidélité éternelle. « Il avait déjà fait, autrefois, une promesse analogue, mais dans des circonstances tellement frivoles qu'il n'avait pas dû y attacher la moindre importance: on sait, en effet, que rien n'égale l'insouciance avec laquelle les magistrats municipaux déclarent à de jeunes époux qu'ils se doivent mutuellement fidélité. » Au total : « le meurtre d'une Américaine, quelques jours de prison, une rapide apparition devant le jury, un acquittement retentissant, qu'est-ce que cela? Des scènes de vie intense et voilà tout. » Mais la compatriote d'Emerson et de M. Roosevelt n'aura eu que la mort intense.

Vie et mort intenses : ces bandits qu'on a surnommés les bandits

tragiques comme si les autres n'étaient que des citoyens un peu romanesques. L'un des bandits tragiques a laissé un testament, qui contient l'exposé de ses principes philosophiques. Le gaillard voulait « vivre sa vie. » Et M. Alfred Capus note le fréquent retour de ces trois mots dans le langage des personnes qui, de nos jours, ont affaire aux tribunaux.

Jeunes filles que tente une liberté prématurée, leurs malins séducteurs; épouses mal résignées, et les maîtresses enthousiastes, et aussi les amans, et les maris facétieux; enfin les plus ignobles bandits : tout ce monde rêve de « vivre sa vie » et ne se contente pas de le rêver. Quel avertissement, si le bandit fait usage de la même formule que ses légères et jolies contemporaines! C'est, bel et bien, la formule de l'anarchisme : et, en effet, contemporaines et bandit appartiennent à la même école, dans des classes différentes.

Vivre sa vie ? Cette formule, nous la devons à une « interprétation hasardeuse » d'Ibsen et de Nietzsche. « Rien n'est plus séduisant, dit M. Alfred Capus, que de changer les noms de nos vices et de nos faiblesses et de les désigner par des termes pompeux, de décider par exemple que le courage consiste à fuir et la noblesse de caractère à se jeter dans le plaisir. Il y aura toujours des gens pour adopter avec entrain cette manière de voir ; et c'est ce qu'on fait, quand on prend la résolution énergique de vivre sa vie, coûte que coûte. »

Une interprétation « hasardeuse » d'Ibsen et de Nietzsche. Hasardeuse, oui. Et ni le Scandinave ni le Germain n'ont précisément recommandé le meurtre. Mais, si l'on abuse de leurs idées, faut-il s'en étonner? Ce ne sont pas les idées des philosophes qui gouvernent le monde : ce sont, plutôt, les erreurs que les foules commettent, touchant les idées des philosophes.

Galeotto fu il libro, et même si le livre était, dans la pensée de l'auteur, innocent. M. Alfred Capus a raison, quand il cherche dans les idées de philosophes, qui aujourd'hui foisonnent, l'une des causes, et la principale peut-être, de l'anarchie contemporaine. Le crime est ancien, mais la justification philosophique du crime est récente : et voilà très exactement où commence la perversité scandaleuse. Un péché marque l'originelle imperfection de notre nature; mais l'âme se démoralise quand, au lieu de se repentir, elle présente son péché sous les dehors d'une doctrine enfin réalisée, damnable sophistique. « Ce qui est bien de l'heure présente, écrit M. Alfred Capus, ce n'est pas de tuer, de voler ou de trahir, c'est de le faire au nom d'un principe, que ce soit le droit au bonheur ou le besoin impérieux d'agrandir sa per-

sonnalité. Être dévalisé, passe encore ; mais l'être au nom des droits sacrés de l'individu, c'est un raffinement auquel nous aurons de la peine à nous habituer. » Conclusion : « Voilà l'apport, dans nos mœurs, de la philosophie et de la littérature étrangères et surtout des interprétations que nous en avons faites. Paris et la province sont encombrés de surhommes et de nietzschéennes qui n'ont pas la sensation d'avoir vécu leur vie sans deux ou trois scandales, quelques escroqueries et un certain nombre de violences. » M. Alfred Capus ajoute : « Il n'y a rien de moins français que ce type récent. » Et il insiste sur l'origine étrangère des doctrines qui ont fait, chez nous, le plus de ravages.

C'est la vérité. Or, il ne s'agit pas de flétrir la pensée étrangère et de considérer comme des prêcheurs de vice et d'abomination les philosophes des autres pays. Mais si, — et je le crois, — c'est, en effet, la fausse interprétation des doctrines qui démoralise les foules, combien ne va-t-on pas interpréter plus faussement les doctrines qui, nées ailleurs, et d'esprits tout différens du nôtre, préconisées pour un état social, pour un état mental qui ne sont pas les nôtres, arrivent chez nous comme, en Afrique, ces défroques de nos costumes dont s'habillent les rois nègres : et ils les mettent tout de travers !...

Nous avons trop aimé les idées : et il est temps de battre notre coulpe. Nous avons tant aimé les idées que nous désirâmes de les posséder ensemble toutes. Et tel fut notre vif empressement que nous n'avons pas choisi, parmi elles : nous prenions les bonnes et les mauvaises. Ceci est plus significatif : nous négligions de nous demander si elles nous convenaient, et même de nous demander si l'on pouvait logiquement les réunir. Eh bien ! la logique est, pour les idées, ce qu'est, pour le corps, l'économie organique : certains mélanges d'idées ne sont pas viables, d'autres sont des poisons, d'autres sont des mélanges détonans, on l'a vu. Il y a une chimie des idées : ne le savions-nous pas ?

Et nous disions, — ou nos maîtres nous disaient, — que la pensée n'a point de patrie, que les souveraines idées règnent sur l'intelligible univers. Ainsi, nous n'avions qu'à les ravir, en tous pays. Notre collection dangereuse s'en accrut. Mais les idées ont une patrie, la leur celle de leur naissance. Elles sont les symboles du rêve qu'ont favorisé, en un coin de la terre, et le paysage, et les circonstances, et les hasards, et les souvenirs de la race, élaborés lentement. Les métaphysiques dépendent du sol, comme les moissons et le vin.

Bref, nous nous sommes laissé envahir, depuis quarante ans, par

une effrayante horde, — et séduisante, qui nous amusait comme la pittoresque arrivée d'une troupe bohémienne, — par la horde des idées étrangères, que les Grecs, si prudemment jaloux d'eux-mêmes, auraient appelées idées barbares.

Le tableau de Paris que trace M. Alfred Capus est tout à fait celui d'une ville conquise. Plaisamment faite, la satire a le caractère de la vérité. Il rappelle le temps où débarquèrent chez nous les premiers Brésiliens; c'était sous l'Empire : et les vaudevillistes les reçurent. Puis Aurélien Scholl « consentit à dîner avec des Péruviens ; » et même, il tutoya un ancien président de la république vénézuélienne, homme d'État remarquable qui régla comme suit l'avancement des officiers : « Dorénavant, nul ne pourra être nommé général, s'il n'a pas été militaire. » Ce sont, à Paris, les débuts de la fureur cosmopolite. Puis l'américanisme a détraqué le type français de la jeune fille. Le prestige des grands génies scandinaves et russes a troublé notre théâtre et notre littérature. « Nous avons été un instant sur le point d'admirer les Jeunes-Turcs ; il a fallu y renoncer. Mais j'avoue que la Chine m'a un peu inquiété. Quand j'ai vu éclater la révolution chinoise, j'ai cru que les salons allaient s'emballer et qu'il nous faudrait être chinois pendant tout l'hiver, sous peine de passer pour des esprits étroits. L'initiative du général Tchang, faisant décapiter tous les Chinois non porteurs de la natte, pouvait à la rigueur être l'origine d'une morale nouvelle... » Excellente caricature de la curiosité facile avec laquelle nous accueillons et nous recherchons l'exotisme, celui qui transforme la mode, celui même qui atteint les intelligences.

Mais ce critique de nos mœurs contemporaines, ne va-t-on pas l'accuser de xénophobie? On le priera de ne pas oublier qu'une obligeante manière de convier à nos jeux spirituels les étrangers est une ancienne tradition française; que nous avons pour institutrice continuelle, à travers notre histoire, l'antiquité d'Athènes et de Rome; que nos écrivains classiques n'ont refusé ni l'influence italienne, ni l'espagnole; que l'Europe entière a collaboré à la formation de notre conscience française; et que, si Paris est, de nos jours, une ville cosmopolite, il en était une déjà au moyen âge, dès le XIIe siècle, quand Abélard sur la montagne Sainte-Geneviève enseignait toutes les nations et que l'université parisienne régissait la pensée universelle.

Seulement, elle la régissait. Et sans doute put-elle s'enrichir des présens d'idées que ses hôtes lui offraient : du moins, ce qui l'eût em-

barrassée, elle le refusait. Souveraine, elle savait choisir, éluder, adopter, avec un sûr instinct.

Puis, à ce xénophobe, on dira que, somme toute, on n'y peut rien; que la confusion des races et des pays est l'un des phénomènes inévitables de la vie actuelle; et qu'on proteste inutilement contre les lois évolutives des sociétés humaines.

Ce langage emphatique et un peu niais a encore du crédit, malheureusement. Le xénophobe répondra qu'il n'est pas un xénophobe et qu'il ne souhaite pas de voir interdire chez nous l'importation des littératures étrangères. Mais, en examinant les époques qu'on lui a citées comme celles où l'esprit de notre pays a le mieux profité des influences étrangères, il observe que l'esprit de notre pays était alors pourvu de toute sa force résistante, possédait sa pleine santé, pouvait réagir et ne risquait rien, si l'on ose dire, à faire le jeune homme.

Or, — a-t-il par trop fait le jeune homme? — on remarque un fléchissement de l'esprit français. Il a changé. Il a pâli. N'est-il pas malade? Il n'a plus le même ton. Il est morose, il est nerveux, il est violent : signes de faiblesse.

Eh! il fallait s'en apercevoir plus tôt!... Il le fallait, certainement. Et c'est dommage qu'on ne l'ait pas vu. Mais le désordre est venu lentement; et, pour ne rien dissimuler, les préludes de ce désordre n'ont manqué ni d'agrément, ni même d'une séduction presque ravissante : M. Alfred Capus le montre, avec une sorte de repentir enchanté. Quand il peint, de couleurs crues, l'heure présente, il peint aussi, pour le contraste, l'heure précédente : il nous invite à comparer l'une et l'autre. Comparons-les.

La maladie couvait : on ne la devinait pas. La plupart des vices qui ont maintenant prospéré n'étaient qu'en germe au fond des cœurs. Les nouveautés de l'idéologie et du sentiment avaient un air un peu aventureux, à peine aventureux, un air d'aimable hardiesse, un air de bohème bien élevée. Pareillement, à la veille de la révolution, les Français ne furent-ils pas plus délicieux que jamais? L'ancien usage s'était égayé d'une liberté, d'une audace nouvelles; mais l'ancien usage réglait encore l'audace inopinée et la récente liberté. Tout cela devint une abominable frénésie. La société d'hier eut, chez nous, quelque analogie avec la société française que la révolution bouleversa.

Et c'est que les idées ne vont pas vite des livres aux foules: autrement dit, les idées ne se pervertissent pas du jour au lendemain. Il leur faut du temps. Elles ne se déclarent pas tout de go; sournoises,

se dissimulent et, d'abord, prennent de beaux dehors. Mais elles préparaient tous leurs dégâts, tandis que nous les admirions et tandis que nous étions si adroits à orner d'elles nos écrits et nos têtes.

Puis, on vit ce qu'elles valaient; et l'on fut dégoûté de plusieurs d'entre elles, qu'on avait célébrées étourdiment.

Serait-il bien difficile de trouver, dans les œuvres des écrivains que tourmente l'anarchie contemporaine, les premiers principes, anodins hier, de cette anarchie? Ils ne se méfiaient pas; et ils ne prévoyaient pas qu'avec leur ingénieuse pensée on ferait du pacifisme et de la lâcheté, du syndicalisme et de l'émeute.

Quel réveil! et quel brusque désenchantement! Tout le plaisir de la plus fine intelligence en fut gâté. Se pouvait-il qu'on eût ainsi dénaturé les trésors de l'imagination la plus vive et la plus savante? Il fallut bien ouvrir les yeux à l'évidence. « Trop de bandits sinistres sont sortis, — avoue M. Capus, — de notre camaraderie avec l'anarchie. » Trop de bandits : ceux qui travaillent le revolver au poing, ceux qui ont des astuces moins rudes, et puis d'autres encore, plus nonchalans, en perdition pareille; et, auprès de ces criminels, actifs ou non, la quantité des âmes égarées.

Que faire? Il s'est manifesté, dans la plus brillante littérature contemporaine, un scrupule : cette brillante littérature, où les plus délicats amateurs d'idées avaient répandu leurs découvertes, s'est émue des malheurs qu'on lui imputait. Je ne dis pas qu'elle soit si coupable; et, d'habitude, l'accusation lui fut lancée par ceux-là mêmes qui méritent d'être accusés, ceux qui avaient pour mission d'agir, et qui n'ont rien fait ou qui ont méfait. Peu importe : si les maîtres de l'action ne rougissent pas encore, nous avons senti, chez les maîtres de la pensée, un frémissement d'inquiétude; de la première page à la dernière, il passe, furtif et continuel, dans le livre que j'analyse.

Ce livre contient, je le disais, l'examen de conscience de toute une génération littéraire. Il contient aussi le ferme propos de l'amendement. Est-ce que nous allons devenir des apôtres? S'il y a des apôtres parmi nous, qu'on les entende! Et, quant à eux, qu'ils se moquent de la littérature! Mais aussi, la littérature n'a point à les suppléer. Si notre littérature française, libre et allègre depuis ses origines, plus libre et allègre d'âge en âge, s'emmitouflait et s'engonçait de puritanisme, ce serait au surplus grand'pitié. Nous blâmerions sa pénitence. Il me semble que M. Alfred Capus a donné la note la meilleure, quand il a écrit : « L'ironie et le dilettantisme, nous les mettrons mieux à leur place. Ce sont les dispositions exquises de notre esprit, si nous ne les

appliquons pas à tous les actes de la vie sans exception, si nous savons nous en servir pour interpréter et non pour entraver l'action. » Car il ne s'agit pas de renoncer à tout le badinage. Il le faut limiter et, plus vraiment, il le faut diriger. Qu'il épargne les idées bonnes; les mauvaises, qu'il les ridiculise. Entre les unes et les autres, le départ n'est pas malaisé.

Il suffit de consulter cette énorme et quotidienne expérience qu'instaure un vivant pays. Ce qui corrompt l'âme de ce pays est mauvais ; ce qui la développe selon sa propre nature est bon.

Le scepticisme dont j'ai tenté l'apologie ne va point à l'encontre de telles constatations. Je l'ai montré sincère et judicieux : il ne discute pas le fait.

Donc, un ardent et clair nationalisme de l'esprit se manifeste. Et *Les mœurs du temps* sont là pour en témoigner. C'est un livre poignant, et avec simplicité, profond, et avec grâce; un livre de chez nous.

C'est un livre d'alarme et de confiance. Alarme pour aujourd'hui, confiance pour demain. De tous côtés, on nous annonce une jeunesse qui vaut mieux que nous, une jeunesse que nos péchés ont avertie et qui profitera de notre exemple pour ne pas nous ressembler. On publie des enquêtes, et où des garçons de vingt ans sont (au milieu de quelques enfantillages) plus sages que nous ne l'étions et que peut-être nous ne le sommes (1). Veuille la vie les épargner !...

Une jeunesse bien portante, patriote et réactionnaire : j'entends qu'elle a nettement vu les périls de la précédente équipée; elle recule d'abord et n'avancera point à l'étourdie. Elle a de belles résolutions; et nous la connaîtrons à l'œuvre.

Elle ne tombera pas dans l'erreur d'hier. Et cette erreur, ce fut de croire que les gardiens de ce pays l'avaient maintenu assez fort pour que les joueurs de flûte n'en fissent pas trembler les murailles, assez bien ordonné pour que les passe-temps précieux des lettrés y pussent être anodins : mélancolique erreur !

André Beaunier.

(1) *Les Jeunes Gens d'aujourd'hui*, « le Goût de l'action, la Foi patriotique, une Renaissance catholique, le Réalisme politique, » par Agathon. — Cf. *Aux écoutes de la France qui vient* (avec une préface de M. Émile Faguet), par Gaston Riou; et *A quoi rêvent les jeunes gens*, par Émile Henriot.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES APPLICATIONS DU FROID

I. — LA VIE AUX BASSES TEMPÉRATURES

Le temps n'a pas encore perdu « son manteau de vent, de froidure et de pluie. » Aussi les conversations sont en ce moment pleines des doléances que, chaque année, amène le froid. Pour toute l'humanité et pendant des siècles, il a été considéré comme un ennemi contre lequel il était nécessaire de se défendre, et qui ne pouvait être que nuisible à la vie, dans toutes ses manifestations, et à la société. C'étaient là de déplorables erreurs. Le froid est un grand calomnié, et nous allons voir comment, en l'employant avec intelligence, les hommes ont appris depuis quelques années à en faire le plus utile, le plus agissant des collaborateurs.

Et tout d'abord, il est d'usage de vanter à tout propos, en regard des méfaits du froid, les bienfaits vivifians de la chaleur et de louer dans l'ardeur solaire la source et la gardienne de toute vie terrestre. Rien n'est plus injuste. C'est le froid qui conserve la vie, et non la chaleur. Si le soleil nous arrache tant d'hymnes reconnaissans, c'est que nous en sommes par bonheur assez loin ; si nous gravitions non pas à 150 millions, mais à quelque dix millions de kilomètres de lui, on ne pourrait verser ici-bas nulle larme de tendresse sur les bienfaits de l'astre du jour, car les larmes à la fois et les pleureurs seraient réduits en vapeurs. Il n'est pas en effet d'êtres vivans qui résistent à quelques cent degrés au-dessus de zéro, c'est-à-dire à une chaleur en somme assez faible, puisque nous avons trouvé des étoiles dont la température avoisine 40 000 degrés.

Les êtres organisés n'ont donc pu apparaître sur ce globule terraqué que lorsqu'il se fut suffisamment refroidi pour avoir une croûte solide et une température superficielle inférieure à 100 degrés. On ne connaît pas et on ne conçoit pas de pyrozoaires ; les vieilles histoires relatives aux salamandres, qui résistent au feu, ne sont que des fables bonnes tout au plus à fournir des motifs ornementaux aux héraldistes.

La Terre en effet ne fut pas toujours un astre éteint et obscur ; jadis toute bouillonnante et fluide, et vierge encore de l'humaine souillure, elle rayonnait autour d'elle la chaleur et la lumière dans l'ardente splendeur de sa vie inorganique. Maintenant, une écorce froide et rigide enferme comme en un dur cercueil les dernières palpitations du feu intérieur dont elle fut radieuse. L'humanité n'est apparue sur elle que lorsque déjà sa surface avait pris la frigidité et la rigidité cadavériques.

Le froid au contraire, si intense qu'il soit, ne détruit pas la vie. Je sais bien que ceci n'est pas vrai pour l'homme, que la congélation tue, et qui a dû pour ce motif déserter les régions polaires de la Terre. Mais prendre comme critérium l'homme quand on raisonne sur « la vie » est un point de vue étroit. L'homme et les autres animaux dits « supérieurs » ne sont que des édifices vitaux contingens. Ce qui seul demeure, quand on va au fond des choses, comme substratum fondamental du phénomène « vie, » c'est *la cellule*, atome primordial de tout être vivant. Or les plus basses températures qu'on ait réalisées ces dernières années laissent intactes un grand nombre de cellules, de spores et de bactéries. Des recherches récentes, dont les premières furent faites à l'Institution royale de Londres, l'ont établi sans conteste. Le professeur Macfayden notamment, dans une série de belles expériences qui durèrent des années, a montré qu'aux températures de l'air liquide (— 190°), et de l'hydrogène liquide (— 252°), le pouvoir germinatif des graines n'est pas atteint, quel que soit le temps pendant lequel on les laisse à ces températures. L'action de l'air liquide sur les bactéries, examinée la première, fut reconnue parfaitement inoffensive. Après des semaines, après des mois d'immersion en tube clos dans l'air liquéfié, on n'a pu apercevoir aucun affaiblissement dans leur faculté de croissance et leurs activités fonctionnelles, lorsqu'elles étaient ramenées ensuite à la température ordinaire.

Les organismes phosphorescens ont procuré un exemple frappant de cette suspension par le froid, puis de cette reprise des phénomènes vitaux. Refroidis dans l'air liquide, ils n'émettent plus de lumière ; mais l'oxydation intracellulaire qui produit la phosphorescence recommence

vigoureusement dès que la température se relève. Pareillement et pour ne citer qu'un autre exemple, le bacille pyocyanique de Charrin, après des semaines d'immersion dans l'air liquide, recommence à sécréter, comme si de rien n'était, la matière bleue qui lui a donné son nom.

Certains savans ont même apporté des raffinemens étonnans dans cette manière brutale de traiter les microbes : on les a fait refroidir puis réchauffer alternativement un très grand nombre de fois, les plongeant dans l'air liquide puis *sans transition* dans l'eau à + 50°. Rien n'y a fait. Ramenés une dernière fois à la température ambiante, ils étaient aussitôt prêts à recommencer leurs exploits.

Toutes ces expériences sur les spores, les graines, les bactéries, reprises plus récemment dans l'hydrogène liquide, puis à la température de l'hélium liquide qui touche le zéro absolu, ont conduit aux mêmes résultats. Le froid le plus extraordinaire ne supprime pas la vie chez ces êtres : il la suspend seulement, comme fit la vieille fée de Perrault dans *La Belle au bois dormant;* ils conservent alors à l'état latent et prête à renaître leur vitalité des temps pratiquement indéfinis.

A cet égard, l'expérience de Paul et Ball est particulièrement frappante : ils employèrent des formes végétales à l'état sec (et non des spores) de staphylocoques, qui sont des bactéries. Or, tandis qu'à la température ambiante, ces êtres mouraient après trois jours environ, leur vitalité n'était pas diminuée d'une façon sensible après des mois passés à la température de l'air liquide.

Un savant genevois, M. Pictet, prétend avoir réalisé récemment des expériences analogues et fort suggestives sur des animaux supérieurs, grenouilles et poissons. N'arrivera-t-on pas, dans un avenir moins lointain qu'on ne pense et en se plaçant dans des conditions favorables, à opérer de même sur l'homme en prenant des précautions spéciales? Ce n'est point impossible, et l' « Homme à l'oreille cassée » apparaîtra peut-être à nos descendans comme une prophétie géniale. Voilà qui eût bien étonné l'humoriste qu'était About. Ce jour-là, ceux qui jugeront maussade l'heure présente se feront porter en cérémonie au frigorifique, en priant par testament leurs arrière-petits-neveux de les réveiller deux ou trois siècles plus tard, quand la vie sera devenue plus drôle. Le malheur est que, pour beaucoup d'hommes et quel que soit le siècle, l'heure maussade est toujours celle qu'il faut vivre.

Mais, sans vouloir insister sur ce rêve, qui est moins une fantaisie qu'une extrapolation audacieuse sinon illogique des études biologiques récentes sur le froid, il convient de remarquer que celles-ci touchent à

d'autres problèmes importans. D'une part, elles montrent que le froid des espaces sidéraux ne s'oppose nullement comme on l'a cru longtemps à ce que des germes vitaux se transmettent d'un astre à l'autre. J'aurai l'occasion d'y revenir prochainement, à propos de quelques travaux récens sur l'origine et le mécanisme de la vie. D'autre part, elles sont liées étroitement à la conservation par le froid des denrées périssables qui est, nous le verrons tout à l'heure, une des applications les plus heureuses des basses températures.

Il n'est pas jusqu'à la médecine qui n'ait commencé à utiliser, dans différens domaines, ces propriétés conservatrices du froid. On sait qu'il est interdit aux médecins d'employer des vaccins récoltés depuis plus de quarante jours, car, à la température ambiante, ils ont au bout de ce temps, perdu toute activité. Or, divers expérimentateurs, et notamment M. Camus, ont établi que la virulence des vaccins persiste pendant des périodes de temps indéfinies lorsqu'on les conserve au frigorifique. On entrevoit sans qu'il soit besoin d'y insister l'importance de ce fait ; il permettra aux instituts vaccinogènes de posséder en tout temps des réserves de vaccin pur et d'éviter des paniques comme celle qui s'est produite lors de l'épidémie de variole de 1907. Il permettra aux pays éloignés de ces Instituts d'avoir en tout temps, et sans dépendre de la production de ceux-ci, leur provision de vaccins.

Dans un ordre d'idées tout différent, la transplantation des tissus, cette conquête récente de la chirurgie à laquelle notre compatriote le docteur Carrel a fourni tant de brillantes contributions, est, elle aussi, en droit d'attendre beaucoup de l'utilisation des basses températures. En employant un froid modéré, M. Magitot a réussi récemment à conserver pendant de longs jours une cornée humaine (dont le tissu est pourtant un des plus délicats et des plus putrescibles qui soient) et à la greffer ensuite avec plein succès sur l'œil d'un malade dont la cornée avait été brûlée et opacifiée accidentellement. Il y a là toute une voie nouvelle et vaste ouverte aux applications thérapeutiques du froid.

II. — L'INDUSTRIE DE L'AIR LIQUIDE

Les applications économiques des basses températures ont pris une telle extension, elles touchent à des problèmes si complexes et si nombreux que, dans tous les pays civilisés, des « Associations du froid » n'ont pas tardé à se former, qui publient dès maintenant toute une presse périodique. Celle qui s'est fondée chez nous, sur l'initiative de

quelques Français éclairés comme M. d'Arsonval, M. André Lebon, M. Gariel, a pris l'initiative de congrès internationaux et nationaux où ces problèmes sont étudiés. Au premier congrès international du froid réuni il y a quatre ans à peine à Paris, six mille congressistes et quarante-cinq États avaient répondu à l'appel venu de la France. Le congrès national réuni, il y a quelques semaines à peine à Toulouse, a montré tout le chemin parcouru depuis lors.

Son premier soin a été de définir les unités et appellations nouvelles qu'imposent les emplois de plus en plus nombreux du froid. La plus essentielle, et qui ne tardera pas sans doute à entrer dans le langage courant, est la « frigorie. » — On sait que l'unité de chaleur, la « calorie, » est la quantité de chaleur qu'il faut communiquer à une masse d'eau de 1 kilogramme pour élever sa température de zéro à 1°. Eh bien ! la « frigorie » est exactement l'inverse. Par exemple 1 kilogramme de glace à 0° fournit en fondant 80 « frigories, » c'est-à-dire qu'elle soustrait 80 « calories » au milieu ambiant.

***

Parmi les industries du froid, il n'en est sans doute pas qui, nées il y a quelques années seulement, aient pris depuis peu un essor plus brillant et plus fécond que celle de l'air liquide. Ce résultat est dû pour la plus large part aux travaux d'un jeune et éminent savant français, M. Georges Claude. J'ai indiqué, dans ma dernière chronique, au prix de quelles difficultés et après quels tâtonnemens, Cailletet avait réussi à produire par refroidissement et détente les premières gouttelettes d'air liquide. Le mérite de M. Claude est d'avoir su rendre industriel, c'est-à-dire économique et simple, ce qui n'était qu'une expérience difficile de laboratoire. Grâce à des procédés aussi ingénieux que savans, que mes lecteurs me pardonneront de ne leur pas exposer ici, c'est par hectolitres que coule maintenant l'air liquéfié dans les usines, qui dans le monde entier appliquent ces procédés français.

Une remarque s'impose : pour liquéfier l'air à 190° au-dessous de zéro, il faut, comme nous l'avons vu, le comprimer d'abord puis le détendre. Mais cette compression exige une dépense de travail mécanique qui devra être fourni à l'appareil frigorifique. Dans le cas où on ne dispose pas d'une chute d'eau, il faut donc utiliser une machine à vapeur qui fonctionne sous l'influence de la chaleur dégagée par la combustion du charbon dans le foyer. De telle sorte qu'on arrive à ce résultat, en apparence paradoxal, que la principale dépense courante

pour la production du froid consiste dans un achat de combustible!

Et maintenant, pourquoi la fabrication de l'air liquide est-elle si importante, et à quoi sert-elle?

Tout d'abord, elle permet de réaliser simplement la séparation si longtemps cherchée de l'air en ses élémens oxygène et azote, dont la production à l'état pur est, — nous allons voir pourquoi, — un des principaux problèmes de l'industrie.

Cette séparation de l'air liquide en ses constituans se fait d'une manière assez analogue à la rectification de l'alcool, *par distillation fractionnée*. Les deux composans de l'air sont en effet inégalement volatils : l'oxygène, qui bout à — 182°,5, l'est moins que l'azote qui bout à — 193°,5. C'est cette différence, infiniment précieuse, qui permet de les séparer. Si on laisse en effet de l'air liquide s'évaporer librement, l'azote plus volatil s'échappera d'abord en plus grande proportion que l'oxygène au point que le liquide résiduel finira par n'être composé que, d'oxygène presque pur. Mais ce procédé ne serait évidemment pas économique, car il faudrait beaucoup d'air liquide pour n'obtenir que très peu d'oxygène, le reste de celui-ci et tout l'azote étant perdus dans l'atmosphère. M. Claude réussit à échapper à ces difficultés en liquéfiant l'air, non plus en un seul bloc, mais progressivement de façon à avoir d'abord surtout de l'oxygène liquide, puis surtout de l'azote liquide. Celui-ci, circulant dans une colonne de rectification analogue à celle de nos distillateurs, condense ensuite l'oxygène seul de l'air qui monte dans cette colonne ; cet oxygène condensé s'écoule vers le bas, tandis que l'azote s'échappe au sommet. C'est ainsi qu'on arrive, en partant de la plus répandue et de la moins chère des matières premières, l'air atmosphérique, à produire très économiquement l'azote pur et l'oxygène pur.

L'emploi de ce dernier est de première importance dans l'industrie parce que la combustion des corps, c'est-à-dire leur combinaison vive avec l'oxygène est l'origine de presque toute l'énergie que nous utilisons dans nos machines. Or, lorsqu'on brûle les combustibles dans l'air, non seulement la combustion est moins vive que dans l'oxygène pur, l'air n'en contenant qu'un cinquième dilué dans quatre cinquièmes d'azote inerte; mais aussi et surtout cet azote inerte absorbe inutilement une grande partie de la chaleur produite, pour se mettre à la température de l'enceinte où a lieu la combustion. Et c'est pourquoi le fer qui ne brûle pas dans l'air brûle dans l'oxygène; c'est pourquoi aussi le chalumeau oxhydrique amène à une très vive incandescence la chaux qui rougit à peine dans la flamme de l'hydrogène

brûlant à l'air. Dès maintenant, la métallurgie a commencé à utiliser les ressources nouvelles que lui fournit la production, par l'air liquéfié, de l'oxygène pur. Parmi les applications les plus étonnantes que cette industrie nouvelle a permis de réaliser couramment, il convient de citer aussi *la soudure autogène* des métaux, dont les usages sont sans nombre, et que permettent de réaliser les températures élevées que l'oxygène pur provoque par sa combustion avec le gaz, l'acétylène ou le pétrole; et enfin *le coupage des métaux*, qui utilise d'une façon inattendue la propriété, que je citais tout à l'heure, et qu'a le fer chauffé au rouge de brûler avec éclat dans l'oxygène. Si on porte une pièce d'acier, par exemple une plaque de blindage au rouge blanc en un de ses points, et qu'on lance un jet d'oxygène pur sur la partie rougie, la combinaison du fer et de l'oxygène se produit avec une telle violence que le métal est traversé, quelle que soit son épaisseur; on a vu ce mince jet d'oxygène couper ainsi en un instant des plaques de 35 centimètres d'épaisseur.

L'oxygène liquide permet en outre de constituer des explosifs d'une violence extraordinaire. Sur la demande du ministre de la Guerre, MM. d'Arsonval et Claude ont fait récemment des essais au moyen d'aluminium en poudre que l'on plongeait dans l'oxygène liquide, puis qu'on enflammait au moyen d'une capsule de fulminate; ce nouvel explosif s'est montré équivalent comme force destructive à deux fois son poids de poudre. Il a l'avantage de ne donner, à l'encontre de celle-ci, aucun produit de combustion nocif (le seul produit étant, dans son cas, l'alumine). Il a l'inconvénient, — qui peut être un avantage parfois, — de ne pouvoir être préparé qu'au moment de s'en servir. En tout état de cause, nous ne serions point surpris, si l'art de la guerre lui-même ne devenait quelque jour, de ce fait, tributaire de l'industrie des grands froids. L'explosif charbon-oxygène liquide, — qui, lui, dégage de l'oxyde de carbone toxique, — s'est montré également très remarquable, et à peu près aussi puissant que la dynamite.

Le second résidu de la distillation de l'air liquide, l'azote pur, n'est pas lui non plus sans applications : on sait quelle est l'importance énorme du problème de la fixation de l'azote de l'air sous la forme d'engrais ammoniacaux ou azotés. Or, en faisant passer de l'azote sur du carbure de calcium chauffé au rouge, on obtient très simplement un de ces engrais, la cyanamide. Mais il faut que l'azote employé soit *très pur*. C'est précisément ce que permet de réaliser la distillation fractionnée de l'air liquide qui a fourni ainsi, — les nombreuses usines à cyanamide par l'air liquide installées à cet effet en Europe en sont la

preuve, — une solution nouvelle à l'un des problèmes les plus importans de l'agriculture.

Pour être complet, je devrais ajouter qu'en outre de ses deux principaux constituans, l'air atmosphérique contient encore les gaz rares récemment découverts : l'argon, le crypton, le néon, le xénon et le métargon ; malgré leur extrême dilution, il est possible, par distillation fractionnée de l'air, de les en extraire à l'état pur et en notables quantités. M. Claude a découvert que l'un d'eux, le *néon*, — dont la rareté est telle qu'il n'en existe qu'un litre dans 65 000 litres d'air, — a la propriété singulière de se laisser traverser avec une facilité extraordinaire et exceptionnelle par la décharge électrique. Là où il faut 1 000 volts dans le cas de l'air, il suffit de 13 volts dans le cas du néon. Aussi les « tubes à néon, » où l'on produit la luminescence électrique de ce gaz, et dont les Parisiens peuvent dès maintenant admirer en divers endroits la belle et calme lumière rouge, constituent une solution nouvelle et élégante du problème de l'éclairage économique.

Il s'est trouvé dans la fabrication de ces tubes une petite difficulté qui, génératrice d'ingéniosité, a donné à M. Claude l'occasion d'appliquer une autre propriété très curieuse des basses températures. La difficulté, est la suivante : la magnifique luminescence du néon se laisse masquer avec une déplorable facilité par la présence de traces infimes de gaz étrangers. C'est ainsi que, si même on introduit dans le tube luminescent du néon parfaitement pur, le vif éclat dont il brille au premier instant tombe à presque rien en un moment, à cause des petites impuretés que les électrodes dégagent au passage du courant. Il importait donc de trouver un moyen d'absorber au fur et à mesure ces impuretés jusqu'à ce que les électrodes ne dégagent plus rien. On y est arrivé en utilisant la remarquable propriété, découverte par le professeur Dewar de Londres, et que possède le charbon, d'absorber les gaz avec une extrême énergie lorsqu'il est refroidi à la température de l'air liquide. Mais les gaz sont d'autant plus facilement absorbés ainsi par le charbon qu'ils sont plus aisément liquéfiables. Les tubes à néon sont pendant leur formation munis de tubulures latérales, qu'on en séparera au chalumeau, l'opération terminée, qui renferment du charbon et sont plongées dans l'air liquide. Le charbon absorbe donc au fur et à mesure les impuretés dégagées et laisse le néon peu liquéfiable.

Pour donner une idée de cette étonnante propriété pneumatique du charbon refroidi dans l'air liquide, il nous suffira de dire qu'on peut, par ce procédé, amener *en quelques minutes* dans un tube de Crookes une pression initiale d'un millième à être réduite à un dix-mil-

lionième d'atmosphère. Ce phénomène curieux est maintenant employé sur une vaste échelle pour l'obtention des vides élevés dans l'industrie ou au laboratoire.

Mais si ingénieuses, si suggestives qu'elles soient, ces belles applications de l'air liquide ne sauraient nous faire oublier les résultats que, dans des domaines tout différens, les autres branches de l'industrie du froid ont récemment réalisés.

III. — QUELQUES AUTRES APPLICATIONS DU FROID

Parmi les plus importantes pour l'humanité, il convient de signaler avant tout l'application du froid au transport des denrées périssables et à leur conservation.

Celle-ci, à vrai dire, bien que pratiquée depuis peu, a été dès longtemps connue. On a laissé les Bouriates de la Léna nous démontrer en vain que le mammouth, conservé des milliers d'années dans la glace, constitue un plat fort présentable.

On sait que les matières alimentaires, les viandes notamment, se détériorent, se putréfient avec le temps, ce qui non seulement leur enlève leur saveur agréable et les rend mal odorantes, mais encore y fait naître des poisons dangereux, les ptomaïnes, qui peuvent amener des accidens mortels. Depuis longtemps on avait remarqué que ces transformations fâcheuses se produisent plus rapidement dans les saisons et les pays chauds. On pouvait donc penser qu'on s'opposerait à leur production en maintenant artificiellement en toute saison et en tout lieu les viandes à une basse température.

Pourtant ce n'est que récemment qu'on s'est avisé de conserver par le froid sur une large échelle, à défaut de mammouth, du veau et du mouton, et cela, avouons-le en le regrettant, beaucoup plus et beaucoup mieux à l'étranger qu'en France. C'est là une constatation d'autant plus déplorable, qu'ici encore la France a été une initiatrice, et que tout le mouvement mondial, dans ce domaine, est parti de l'expérience que fit jadis le Français Charles Tellier. Ce précurseur, — qui a depuis peu la joie de voir justice rendue, avant sa mort, à ses travaux, chose assez rare pour valoir d'être signalée, — a inventé le premier navire frigorifique. Le *Frigorifique*, équipé par lui, fut expédié en 1876 de Rouen à Buenos-Aires, portant, tant à l'aller qu'au retour, de la viande de bœuf, de la volaille, du gibier, conservés dans une enceinte à basse température, grâce à une machine réfrigérante à chlorure de méthyle. Quoique l'une des traversées fût très longue (cent

jours), les résultats furent absolument favorables au point de vue de la conservation de ces alimens. C'était là le premier signal d'une révolution économique, qui, bien qu'à peine commencée, a déjà produit des résultats surprenans.

Dès maintenant on peut évaluer à plus de 500 les navires frigorifiques qui circulent sur tous les océans. Pour ne citer qu'un exemple, l'Angleterre reçoit annuellement plus de 100 000 tonnes de bœuf frais expédié par les États-Unis, et plus encore de la République Argentine. Ce dernier pays et l'Australie n'importent en Grande-Bretagne guère moins de 1 200 000 tonnes de mouton. Aussi à Londres la viande de boucherie est-elle bien moins chère que chez nous.

En France, l'importation de la viande étrangère est loin d'être aussi avancée pour diverses raisons, notamment parce qu'elle soulève des questions douanières délicates. Mais l'emploi du froid n'en est, comme on va en juger, pas moins nécessaire en France, pour la conservation et la circulation intérieure de la viande et des produits agricoles.

Comme le faisait remarquer récemment M. André Lebon, le froid industriel constitue un remède décisif contre les deux grandes plaies dont souffre l'agriculture : l'irrégularité de la production et la surproduction régionale, puisqu'il permet d'entreposer les produits d'origine durant des temps très longs ou de les distribuer aux points les plus éloignés du pays.

Au début, on n'utilisait le procédé qu'en mettant simplement les denrées en contact avec de la glace. C'est encore par ce moyen qu'on achemine vers les grands centres des trains entiers de beurre ; c'est lui qui permet à nos pêcheurs de rester plusieurs jours au large tout en conservant en bon état le produit de leurs pêches.

Mais, pour la viande comme pour le poisson, la glace a ses inconvéniens : d'une part, elle les détériore par ses arêtes, de l'autre, elle produit une humidité favorable à la putréfaction. Aussi la science a-t-elle cherché d'autres solutions : au lieu de le maintenir seulement à zéro, on est allé tout droit à la congélation complète de l'objet à conserver. On a par exemple congelé à — 10° ou — 15° des blocs entiers de viande ; c'est en cet état, généralement, que les viandes fraîches américaines sont expédiées en Angleterre et elles supportent parfaitement dans ces conditions plus de dix semaines d'entrepôt. Mais la congélation a aussi ses inconvéniens ; elle modifie les tissus musculaires de la viande, leur donne un léger goût particulier qui choque certaines personnes ; et surtout pour ramener la viande à la température ordinaire, pour la décongeler, il faut procéder progressivement, sous

peine de la détériorer, et user de précautions très lentes et très délicates.

On a enfin et tout récemment essayé une méthode dite de la *viande réfrigérée*, — pour employer la terminologie adoptée par le récent congrès du froid, — méthode qui est la plus expéditive sans permettre un transport et une conservation aussi longs que la *viande congelée*. Elle consiste à placer d'abord la viande dans une atmosphère sèche à une température voisine de zéro, de telle sorte que le morceau ne soit pas congelé et que seule sa couche superficielle soit atteinte par le froid. Lors des dernières manœuvres de l'Ouest, on a fourni aux troupes de la viande ainsi réfrigérée, et qui, après plusieurs jours de transport en wagons et voitures non frigorifiques, a été distribuée en parfait état. Il n'est pas douteux que l'art militaire ne tire de là grand profit, et que ce procédé ne remplace à bref délai l'ancien système qui consistait à faire suivre les unités par des troupeaux qu'on abattait suivant les besoins, et dont les bêtes fatiguées par la marche et mal nourries ne donnaient qu'une viande inférieure.

En tout cas, et pour nous en tenir aux besoins de la population civile, convenons qu'il y a encore beaucoup à faire en France à ce point de vue. Ni pour les transports, ni pour les entrepôts frigorifiques nous ne sommes à la hauteur des autres grandes nations. A Paris, on a vu dans le cours de ces derniers étés jusqu'à 10 000 kilogrammes de viande putréfiée saisis et détruits journellement aux Halles, faute de moyens de transports et de conservation appropriés. Le manque d'entrepôts frigorifiques régionaux est la cause de cette situation absurde qui fait que 40 pour 100 du bétail qui arrive de province à Paris est réexpédié en province. Tandis qu'en Allemagne il y a des centaines d'abattoirs possédant des chambres frigorifiques, combien y en a-t-il en France? Tandis qu'aux États-Unis il y a plus de 90 000 wagons réfrigérans, il n'y en a que 360 en France dont 327 appartiennent à des sociétés ou à des particuliers.

N'y a-t-il pas quelque chose d'attristant dans le contraste entre l'ampleur que nos inventions prennent si vite dans le monde entier et la peine qu'elles trouvent à fructifier sur la terre natale?

Tout ce que nous venons de dire de la viande pourrait se répéter presque mot pour mot des fruits, des fleurs, du lait, du beurre, des œufs, du poisson. Il y a aux États-Unis environ un millier d'entrepôts frigorifiques publics où tout cela est conservé. Grâce au froid artificiel, l'Australie et la Russie importent chaque année plus de 90 000 tonnes de beurre en Angleterre; la Russie et le Canada y envoient pour 80 millions de francs d'œufs. Si nous n'y prenons garde, si nous ne nous

hâtons pas, ces produits exotiques viendront bientôt concurrencer les nôtres, non seulement chez nos voisins, mais chez nous.

Pour être complet, j'aurais dû parler aussi de l'importance du froid artificiel dans nombre d'industries, comme par exemple la brasserie qui a été considérablement améliorée par la substitution de la fermentation à basse température à la fermentation haute ; j'aurais dû parler aussi de la récupération par le froid des produits volatils précieux qui naguère, dans la fabrication des poudres, étaient entraînés dans l'air. Mais il faut se borner.

*
* *

L'exposé qui précède nous donne, après tant d'autres, un nouvel exemple de tout ce que les découvertes de la science peuvent, lorsqu'elles sont appliquées intelligemment, apporter de résultats pratiques à l'humanité. S'il est vrai, comme l'a dit Claude Bernard, que la science a pour but, non pas de nous rendre compte de la nature, mais de nous en rendre maître, il est peu de choses qui soient plus importantes dans la science que les récens travaux sur les basses températures.

La naïve intuition qu'on retrouve si souvent dans le langage populaire semble avoir entrevu ces vertus du froid. Ne célèbre-t-on pas le sang-*froid*, la *froide* raison ? Mais le froid n'est pas seulement utile, il est aussi générateur de beauté. C'est pourquoi l'hiver mérite d'être aimé ; je ne parle point de l'hiver tiède et crotté de Paris, mais du vrai hiver, celui des pays heureux que la neige revêt de broderie. Quand tombent les étoiles hexagonales de la neige, c'est comme un morceau de Voie Lactée qui vient sans bruit nous faire visite. Rien n'est plus charmant, si ce n'est le petit panache bleu qui, de toutes les lèvres, jaillit dans la cristalline transparence d'un matin d'hiver, comme si je ne sais quelles invisibles cigarettes s'étaient allumées aux bouches les plus candides.

CHARLES NORDMANN.

ESSAIS ET NOTICES

CHARLES D'ORLÉANS

On l'a sévèrement jugé : les historiens de la littérature, Gaston Paris, Ferdinand Brunetière, ont paru surpris qu'ayant vécu à une époque ensanglantée par les guerres civiles et étrangères il n'eût été qu'un poète galant, habile à chanter les dames ou le retour du printemps :

> Le temps a laissié son manteau
> De vent, de froidure et de pluye.

Charles d'Orléans a mérité pourtant les sympathies de quelques biographes et notamment du plus récent, M. Pierre Champion, qui, à le fréquenter beaucoup, s'est pris à l'aimer, et en a tracé un portrait fort réussi : « J'ai essayé de le voir en quelque sorte vivant, — écrit-il, — ce qui est presque toujours la meilleure façon de comprendre. Ainsi, après que j'eus fureté dans ses « vieux cahiers, » m'est apparu le « doux » seigneur en son âge mûr, chenu comme un vieux chat, frileux dans ses robes fourrées de velours noir; familier et très bon, maniaque un peu; grave, comme il arrive à qui a été déçu dans ses entreprises ; plein de sagesse et de franche gaîté au milieu des compagnons de son choix ; noble dans ses façons, encore qu'il fût dénué de tout héroïsme (1). »

*
* *

Au sortir de l'enfance, ce Valois devint l'un des chefs de la féoda-

(1) *Vie de Charles d'Orléans* (1394-1465), par Pierre Champion, 1 vol. in-8, orné de planches; librairie Honoré Champion; ouvrage couronné par l'Académie française, 2e prix Gobert.

lité française. Le quatrième fils de Louis d'Orléans et de Valentine Visconti avait treize ans lorsque son père fut assassiné, le 23 novembre 1407, par les sicaires de Jean sans Peur. La belle et douce Valentine ne survécut guère à son mari qu'elle adorait. Elle prit pour devise : « Rien ne m'est plus ; plus ne m'est rien, » employa sa fortune à chercher des vengeurs, et mourut à Blois, le 4 décembre 1408, « de courroux et de deuil, » dit Juvénal des Ursins.

Héritier de la vengeance, Charles groupe une partie de la noblesse sous la bannière de son beau-père, le comte d'Armagnac, et, après la défaite des Cabochiens, poursuit Jean sans Peur jusqu'à Arras. Le 23 février 1414, il obtient de l'Université de Paris la condamnation des propositions par lesquelles Jean Petit, six ans auparavant, avait justifié le meurtre du Duc d'Orléans. Les obsèques de Louis d'Orléans furent célébrées à Notre-Dame en présence du roi Charles VI et d'une multitude de clergé, de chevalerie et de peuple. Pour le salut de son âme, proclama Jean Gerson, chancelier de l'Université de Paris, le Duc de Bourgogne devait être humilié et reconnaître son péché (5 janvier 1415).

Quelques mois après, Charles combattit vaillamment à Azincourt. Les archers anglais le ramassèrent un soir gisant blessé dans la plaine parmi un monceau de cadavres. Embarqué à Calais avec six autres princes, dont son frère Jean d'Angoulême, il resta vingt-cinq ans prisonnier en Angleterre, vit de loin le siège, puis la délivrance de sa ville d'Orléans par Jeanne d'Arc. S'il ne connut ni les chaînes, ni la paille des cachots, à Londres, à Windsor et dans d'autres forteresses, cependant le noble captif fut rigoureusement traité jusqu'au jour où il fit sa soumission au roi Henry VI d'Angleterre.

Mais surtout l'exilé souffrit de l'absence de sa dame qu'il pleura dans les ballades du « Poème de la Prison. »

Pource que véoir ne vous puis,
Mon cœur se complaint jour et nuis
Belle nompareille de France,
Et m'a chargie de vous escrire
Qu'il n'a pas tout ce qu'il desire
En la prison de Desplaisance.

Quelle était cette *Beauté* tant regrettée? Si l'on en croit M. Champion, le prisonnier s'adressait alors à sa deuxième femme Bonne d'Armagnac. « Ce n'est pas là une conjecture morale. La plus ancienne des rédactions du « Poème de la Prison » donne cette interprétation. On y lit dans la rubrique du manuscrit : *Sensuit le livre*

que fit Monsr d'Orléans, lui estant prisonnier en Angleterre, ouquel il y a dedans contenu plusieurs ballades et rondeaux envoiez a madame sa femme. » Madame d'Orléans vivait retirée en Armagnac auprès de sa mère Bonne de Berry. Elle mourut entre 1430 et 1435, sans postérité. Certes, l'infortune du prince, éloigné de son pays et de ses amours, nous touche, mais l'on s'étonne avec Gaston Paris qu'il n'ait pas adressé à Jeanne d'Arc martyre « le salut de la Poésie. »

La duchesse Isabelle de Bourgogne, femme de Philippe le Bon, réussit à le délivrer. Il l'en remercia galamment : « Madame, — lui dit-il, — vu ce que vous avez fait pour ma délivrance, je me rends votre prisonnier. » Rentré en France au mois de novembre 1440, il jura de prendre en mariage Marie de Clèves, nièce du Duc de Bourgogne. Le mariage fut célébré le 27 novembre à Saint-Omer. « Lourd de corps, » Charles avait tout près de quarante-six ans, sa jeune femme quatorze ans. De cette union naîtra en 1462 Louis XII.

L'espace nous manque pour suivre le prince dans ses tentatives de restauration féodale qui n'empêchèrent pas Charles VII de rester presque complètement maître du royaume. Si notre poète n'eut guère conscience de l'intérêt national, du moins, fidèle à la parole donnée au roi Henry VI, travailla-t-il efficacement à la paix anglaise.

* * *

En 1450, ayant renoncé aux voyages et aux affaires du pays, il se fixa à Blois. Ses revenus étant peu considérables, il vécut simplement dans le vieux château, entouré de personnes lettrées et de poètes quémandeurs, estimé de tous pour ses souffrances passées, ses aumônes et la noblesse de son caractère. Il mourut à Amboise, le 5 janvier 1465.

La Cour de Blois est au xve siècle l'école des petits vers. Nonchalant, le Duc écrit moins volontiers des ballades difficiles à composer, vu la suite uniforme des rimes, le retour rigoureux du refrain. « Un joli refrain, — remarque M. Champion, — fait tout le charme facile des petits couplets du rondeau. C'était jadis une courte chanson, destinée à accompagner la ronde, c'est-à-dire la danse populaire, et qui continua d'être chantée dans les œuvres dramatiques du xive siècle. Avec Eustache Deschamps et Christine de Pisan, ces pièces passèrent dans le domaine de la poésie, prirent des formes multiples et assez compliquées... Charles d'Orléans les dota de la musique qui leur man-

quait en réalité; il leur fit ce présent d'une oreille juste et sensible, l'harmonie du vers. » Comme les ballades, ces rondeaux sont tout semés d'allégories, tirées du *Roman de la Rose*. L'auteur personnifie ses sentimens, met en scène Amour et Raison, Danger, Bel Accueil, Mélancolie, Vieillesse, Ennui et Souci.

Dans le *Livre de Pensée*, l'ancien galant qui approche de la soixantaine renonce à l'amour, et ne goûte d'autre distraction que de « jouer à sa pensée. » Désabusé, il s'écrie :

Le monde est ennuyé de moy,
Et moy, pareillement de lui.

Il dit les trahisons d'Espérance et de Fortune, raille les amoureux avec une malice légère qui est fort agréable :

Jeunes amoureux nouveaulx,
En la nouvelle saison,
Par les rues, sans raison,
Chevauchent faisant les saulx.
Et font saillir des carreaulx
Le feu, comme de charbon.
Jeunes amoureux nouveaulx,
En la nouvelle saison.
Je ne sçay se leurs travaulx
Ilz employent bien ou non;
Mais piqués de l'esperon
Sont autant que leurs chevaulx
Jeunes amoureux nouveaulx.

« Jamais, écrit Gaston Paris, dans la *Poésie du Moyen Age*, on n'a dit des riens avec plus de grâce et de finesse, jamais les sentimens doux, tendres sans vraie passion, mélancoliques sans vraie tristesse, n'ont trouvé un interprète plus délicat. » Les hôtes de Blois, les courtisans et les serviteurs du prince imitèrent ces rondeaux qui jouirent, en leur temps, d'un succès considérable. Le roi René d'Anjou, Jean de Lorraine, son fils, Olivier de la Marche, Meschinot, Fradet, Robertet, Guyot et Philippe Pot, Vaillant, Gilles des Ormes célébrèrent l'amour galant dans les mêmes termes précieux, firent assaut de bel esprit avec le seigneur de Blois dont c'était là le plus sûr moyen de gagner la faveur.

Mais cette poésie, inspirée des vieux troubadours provençaux reste forcément artificielle, monotone, étroite d'idées. Les mêmes thèmes sont développés dans plusieurs pièces : les souffrances des

amoureux de l'observance, — lisez des amans, — les chevauchées dans *la forêt de Longue Attente*. Charles écrit :

En la forest de Longue Attente,
Par vent de Fortune dolente,
Tant y vois abatu de bois
Que, sur ma foye, je n'y congnois
A present ne voye, ne sente (sentier).

Philippe Pot compose ce rondeau :

En la forest de longue attente
Ou mainte personne est dolente,
Espoir me promist de donner
Se bien vouloye cheminer
Ce qui tous amoureux contente.
J'ay tout mis cueur, corps et entente
A traverser chemin et sente
Pour cuider ce grant bien trouver
En la forest...
Mais d'une chose je me vente
Que j'ay eu tous les jours de rente
Pour ma queste parachever
Peine et ennuy sans conquester
Riens sinon deuil qui me tourmente
En la forest...

Je ne crois pas que les vers de Charles d'Orléans reflètent sa vie. S'il a partagé les angoisses et les joies communes à tous les hommes, ses œuvres n'offrent pas un caractère de vérité intime. Les ballades du « Poème de la Prison, » pas plus que les rondeaux du « Livre de Pensée, » ne traduisent des sentimens éprouvés par le poète, « de son printemps à son hiver. » Ce sont des exercices de pensée ou de langage, très gracieux et subtils, précieux et artificiels, nés de la vieille rhétorique du moyen âge. Cette poésie n'apporte donc pas un élément nouveau dans notre littérature. Si l'on veut entendre des accens vraiment lyriques, précurseurs de la poésie moderne, il faut délaisser ces aimables divertissemens et relire l'œuvre de François Villon.

Aussi bien est-ce là le nouveau souci du jeune historien que nous félicitons pour son zèle à éclairer, par de beaux ouvrages d'érudition, cette sombre nuit du xve siècle.

RAYMOND DE VOGÜÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. Raymond Poincaré a été élu, le 17 janvier, président de la République. Deux tours de scrutin ont été nécessaires, mais dès le premier M. Poincaré avait une telle avance sur ses concurrens qu'on pouvait déjà le considérer comme élu. Aussi le second tour n'a-t-il été qu'une formalité. Les réunions préparatoires qui avaient eu lieu au Palais du Luxembourg avaient déblayé le terrain : la lutte s'y était bientôt concentrée entre M. Poincaré et M. Pams, et il était devenu évident, quel que fût le mérite des autres candidats, qu'ils avaient perdu toute chance de succès.

Parmi eux, il en est un qui, par l'éclat de son talent et de ses services, était assurément très digne d'occuper la plus haute magistrature de l'État ; nous voulons parler de M. Ribot ; mais sa candidature était une candidature de conciliation, et on était bien loin de toute idée de conciliation. L'incident survenu au ministère de la Guerre, la démission de M. Millerand, les émotions en sens contraires qui en étaient résultées, avaient en quelque sorte campé en face l'un de l'autre les deux grands partis de la République, parti relativement modéré et parti radical-socialiste, de telle sorte qu'aucun soldat ne pouvait plus se détacher du gros de l'armée pour se porter et pour manœuvrer sur un terrain intermédiaire : c'est à cela qu'est due la rapide décadence des candidatures de MM. Ribot, Antonin Dubost et Paul Deschanel. Dès lors, entre MM. Poincaré et Pams, la victoire pouvait-elle être douteuse? Nous ne voulons rien dire de désobligeant pour M. Pams, qui est personnellement un galant homme; mais enfin, sa candidature était une gageure perdue d'avance : il aurait fallu un autre homme pour battre M. Poincaré. Devant la réunion préparatoire, M. Pams a fait bonne figure ; il y a même eu quelques voix de plus que

M. Poincaré et les radicaux-socialistes l'ont triomphalement proclamé le candidat du parti républicain. Aussitôt un certain nombre de radicaux-socialistes, ayant à leur tête M. Clemenceau et M. Monis, sont allés faire la plus étrange démarche auprès de M. Poincaré : invoquant la discipline républicaine, ils lui ont demandé de retirer sa candidature et de céder la place à M. Pams. Mais M. Poincaré s'est refusé à jouer le rôle passif du guillotiné par persuasion, et la démarche des radicaux-socialistes a été accueillie, en dehors de leur parti, par un éclat de rire. A partir de ce moment, le résultat du Congrès était certain : M. Poincaré était élu.

Son succès a été très brillant, et la nouvelle en a été accueillie partout, en France et au dehors, avec une grande faveur. Le concert a été unanime ; il n'y a pas eu une note discordante. Bien que son ministère n'ait pas duré longtemps, M. Poincaré y a fait si bonne figure que les imaginations mêmes se sont éprises de lui comme d'un homme dont il y avait beaucoup à attendre et dont effectivement on attendait beaucoup. Son ministère avait été très bien formé. Grâce à la confiance qu'il inspirait déjà, M. Poincaré avait su, il avait pu y réunir, en les prenant dans des portions un peu différentes du parti républicain, quelques-uns des hommes les plus distingués du Parlement. La situation avait été périlleuse et elle restait grave ; les ministères qui avaient immédiatement précédé y avaient paru inférieurs ; l'opinion était inquiète, énervée, irritée ; on sentait qu'il y avait beaucoup à réparer. A peine quelques jours s'étaient-ils écoulés qu'on a respiré une atmosphère nouvelle. Le ton même du gouvernement était changé ; il était devenu plus net et plus ferme ; on sentait qu'un esprit plus vif et plus résolu l'animait. De tout cela le pays avait une impression dont il n'aurait probablement pas pu analyser les causes, mais qui était très forte. Le besoin de régénération et de relèvement était si grand chez lui qu'il a voulu le croire satisfait, un peu vite peut-être, car il faut longtemps pour remédier à des mœurs invétérées ; mais on savait gré au nouveau ministère de l'empressement patriotique avec lequel il s'était mis à la tâche. Au dehors, M. Poincaré lui-même s'était particulièrement appliqué, à côté de la guerre que ni lui ni personne n'avait pu empêcher d'éclater dans les Balkans, à maintenir du moins la paix générale, et il y avait réussi. Les initiatives qu'il avait prises avaient mis sa personnalité en relief et la France l'avait vu avec satisfaction sortir du cadre étroit où ses prédécesseurs s'étaient enfermés pour prendre la part qui devait lui revenir dans la politique générale. Quelques-unes de ses paroles, quelques-uns de

ses actes avaient réveillé et flatté chez elle d'anciennes énergies. Aussi M. Poincaré était-il populaire. L'était-il dans le Parlement autant que dans le pays? C'est une autre question. L'accord n'est pas toujours parfait entre le Parlement et le pays, mais quand l'opinion de celui-ci se manifeste d'une certaine manière, l'autre est bien obligé de s'y conformer, surtout lorsqu'il est à quinze mois des élections générales. C'est pourquoi M. Poincaré a été le candidat du pays et l'élu du Congrès. Il en résulte pour lui une double autorité dont nous sommes heureux de le voir disposer, car il en aura besoin au cours de son septennat.

Les grandes espérances qu'il a suscitées peuvent même devenir un danger pour lui. Avouons-le, il aura quelque peine à les satisfaire toutes. On a dit souvent, et avec raison, que le Président de la République a plus de pouvoirs qu'il n'a pris l'habitude d'en exercer; mais ces pouvoirs, qu'on aime en ce moment à énumérer, il ne peut en user que par l'intermédiaire de ses ministres qui sont seuls responsables. La vie d'un Président créé par les Chambres à leur image, à leur mesure, est facile; celle d'un Président fait à l'image du pays l'est moins, si l'image du pays ne ressemble pas à celle des Chambres. Il ne faut pas trop demander à M. Poincaré, et, en tout cas, ce qu'on attend le plus légitimement de lui, il ne faut pas lui imposer l'obligation de le réaliser du jour au lendemain. L'impatience est le plus souvent une maladresse. Un jour vient toutefois où on s'aperçoit qu'un changement, après s'être fait dans les idées, est passé dans les faits eux-mêmes. En veut-on un exemple ? Nous le trouverons dans cette « discipline républicaine, » que MM. Clemenceau et Monis ont invoquée pour exiger de M. Poincaré le retrait de sa candidature parce qu'elle avait eu quelques voix de moins que celle de M. Pams à la réunion dite plénière du parti républicain. MM. Clemenceau et Monis parlaient un vieux langage qui, il y a quelques années encore, aurait exercé un puissant empire, mais qui aujourd'hui sonnait comme un anachronisme: il a été sans effet, on s'en est même moqué. Sans doute il ne s'agissait pas ici d'une prescription constitutionnelle ; mais la Constitution elle-même, immobile dans son texte, peut prêter, dans l'application, à des interprétations plus souples. Un homme doué par lui-même d'autorité et qui en puise une nouvelle dans la popularité dont il jouit peut assurément plus qu'un autre, s'il a par surcroît de l'habileté, du tact, de l'à-propos dans le choix des occasions. Qu'on ne demande pas toutefois à M. Poincaré de faire des miracles : c'en serait un si, du jour au len-

demain, et uniquement parce qu'il serait allé du quai d'Orsay à l'Élysée, la face du pays était changée.

Le Président de la République ne pouvant agir que par ses ministres, voyons ce qu'est le nouveau ministère. Nous savons bien qu'il a été fait sous les auspices de M. Fallières, qui reste Président de la République jusqu'au 17 février prochain : jusqu'à cette date, le nouveau Président est en quelque sorte dans les limbes, dans le devenir. C'est du moins la fiction constitutionnelle : en fait, il n'est pas téméraire de croire que, même sans qu'il s'en soit directement mêlé, M. Poincaré a eu quelque influence sur la constitution du Cabinet Briand. Nous avons retrouvé dans la déclaration ministérielle une expression qui avait déjà couru dans la presse, à savoir que le défunt ministère était mort de l'excès de confiance que le Parlement avait en lui, puisqu'il avait porté son chef à la présidence de la République. On est même allé plus loin, — non pas pourtant cette fois dans la déclaration ministérielle : — on a dit que, pour avoir le vrai chiffre de la majorité ministérielle, il fallait additionner les voix de M. Poincaré et celles de M. Pams, puisque, faisant tous les deux partie du même Cabinet, ils représentaient la même politique. Même dans l'extrême Midi, il y a peu de chances que cette affirmation ait été prise au sérieux. Quoi qu'il en soit, on a changé le moins possible le ministère Poincaré; mais, tout de même, il est sorti de la crise sensiblement modifié. Si on néglige en effet M. Pams, que l'échec de son aventure présidentielle a condamné à la retraite, quatre des membres et des principaux membres de l'ancien Cabinet ne font pas partie du nouveau : ce sont M. Poincaré lui-même, M. Bourgeois, M. Millerand et M. Delcassé. M. Bourgeois se retire pour les raisons qui l'ont empêché de poser ou de laisser poser sa candidature à la présidence : sa santé, malheureusement ébranlée, exige des soins. M. Delcassé, pour d'autres motifs, a demandé à se reposer. Mais M. Millerand? Son cas est tout autre. Nous n'en dirons qu'un mot; bien que le fait soit d'hier, il semble déjà ancien, tant on en a parlé ! tant les événemens se sont pressés et précipités depuis lors !

M. Millerand, en exécution d'une promesse expressément faite par son prédécesseur au ministère de la Guerre, M. Messimy, a réintégré le colonel du Paty de Clam dans l'armée territoriale : il l'a chargé d'assurer les communications dans une petite gare de chemin de fer en temps de guerre. Grosse tempête ! On n'imaginerait pas le bruit qu'elle a fait et certainement M. Millerand ne l'avait pas prévu. Le colonel du Paty de Clam a joué, dans l'affaire Dreyfus, un rôle sur

lequel il est bien inutile de revenir aujourd'hui : il a été jugé de façons très diverses, comme l'ont été d'ailleurs tous les autres rôles, qu'ils aient été joués par ceux-ci ou par ceux-là. L'affaire étant à peu près assoupie, l'événement a prouvé combien il était encore dangereux d'y toucher, même aussi peu que possible, et c'était bien y toucher aussi peu que possible que d'employer le colonel du Paty de Clam dans les conditions éventuelles où on l'a fait. L'intérêt est si mince qu'en temps ordinaire on y aurait attaché une médiocre attention ; il y aurait eu quelques articles de journaux et autant en aurait bientôt emporté le vent. Mais la décision de M. Millerand a été publiée par le *Journal officiel* une dizaine de jours avant l'élection du Président de la République. M. du Paty de Clam, qui avait attendu sa réintégration pendant huit ans, ne pouvait-il pas l'attendre encore pendant huit jours, c'est-à-dire jusqu'au 18 janvier? Il est extraordinaire que M. Millerand, qui connaît le Parlement, ne se soit pas rendu compte de l'effet que son acte ministériel allait produire. Il a été tel que M. Millerand a dû donner sa démission. S'il ne l'avait pas donnée, plusieurs autres ministres, ayant M. Pams à leur tête, auraient donné la leur avec fracas. Nous n'en déplorons pas moins vivement qu'il soit parti, qu'on l'ait laissé partir. Il avait, dans toute la force du terme, réussi au ministère de la Guerre ; l'œuvre qu'il y accomplissait avait obtenu l'assentiment du pays et augmenté sa confiance dans l'armée nationale ; l'armée elle-même se sentait plus forte, moralement aussi bien que matériellement ; enfin la popularité que M. Millerand avait acquise avait encore augmenté celle de M. Poincaré. Pourquoi a-t-il fallu qu'un misérable incident, sans signification et sans portée, soit venu compromettre une situation qui semblait si forte? Rien, à coup sûr, n'est plus regrettable. Espérons que, dans la période où nous allons entrer, la politique générale dominera les incidens de ce genre et les réduira à leur importance véritable, au lieu d'être dominée et dénaturée par eux. Quoi qu'il en soit, les quatre principaux ministres du Cabinet de M. Poincaré ne font pas partie du Cabinet Briand.

Ils ont été remplacés le mieux qu'on a pu. Le choix de M. Briand lui-même s'imposait pour présider la nouvelle combinaison. M. Briand n'a joué aucun rôle actif dans le ministère Poincaré, mais il lui a apporté un concours loyal et dévoué, et nul plus que lui n'avait qualité pour le continuer. Il sera l'orateur de son ministère, comme M. Poincaré l'a été du sien ; il connaît la Chambre ; son talent a de la souplesse, de la séduction, de la force, toutes qualités dont il aura maintes

occasions de faire usage. Le ministère des Affaires étrangères a été confié à M. Jonnart, et il était difficile de faire, dans le Parlement, un choix meilleur. M. Jonnart a été, à deux reprises différentes, gouverneur général de l'Algérie. Administrateur éminent, il a laissé dans notre grande colonie des souvenirs qui ne s'effaceront pas. L'Algérie est un gouvernement tout entier : l'homme qui en est chargé doit mettre en œuvre les facultés les plus diverses, y compris les facultés diplomatiques, et si M. Jonnart ne connaît pas encore dans le détail les questions nouvelles qu'il est appelé à traiter, il est préparé à se les assimiler. Son activité, sa puissance de travail sont très grandes. Au reste, il aura, au moins pendant les premiers temps, un collaborateur précieux dans M. Poincaré qui, lui non plus, n'avait pas fait une étude spéciale des questions diplomatiques et n'en connaissait pas le maniement lorsqu'il est entré au quai d'Orsay, mais n'a pas eu besoin de beaucoup de temps pour se mettre au fait. A la Guerre, M. Briand a placé M. Étienne. Dans les circonstances actuelles, il y fallait un homme qui n'eût pas tout un apprentissage à faire et qui pût, sans qu'on sentît trop l'interruption, se mettre à l'œuvre là où l'avait laissée M. Millerand. M. Étienne pouvait être cet homme. Il a été déjà ministre de la Guerre; il a laissé de bons souvenirs rue Saint-Dominique; l'armée avait reconnu en lui un ministre qui l'aimait, et qui, sentant le poids de sa responsabilité, savait mettre les intérêts militaires au-dessus des préoccupations politiques. De plus, M. Étienne jouit de grandes sympathies dans le monde parlementaire, ce qui n'est pas indifférent. Quant à M. Pierre Baudin qui devient ministre de la Marine, c'est un des membres les plus laborieux du Sénat; il se mettra tout entier à sa tâche avec l'ardent désir de bien faire. Enfin, il fallait remplacer M. Briand lui-même à la Justice, car il passait à l'Intérieur : il y a mis M. Louis Barthou qui a été trop souvent ministre pour que nous ayons à le présenter à nos lecteurs et dont on connaît le rare talent oratoire. Nous ne dirons rien des autres chassés-croisés qui se sont produits dans le Cabinet : il faut cependant signaler le passage de M. Steeg du ministère de l'Intérieur à celui de l'Instruction publique. C'est ce dernier, en effet, qui est la forteresse de la « défense laïque » dont on recommence à parler beaucoup et dont nous avons d'ailleurs entendu parler en tout temps lorsqu'un ministère, n'étant pas bien sûr de sa majorité, cherchait à la reformer provisoirement ou à l'affermir. Si on parle tant aujourd'hui de la défense laïque, c'est sans doute parce que le Cabinet compte sur cet appât pour ramener à lui le parti radical qui s'en éloigne. Le pro-

cédé était autrefois d'une efficacité immanquable, mais tout s'use et nous ne savons pas dans quelle mesure la défense laïque servira aujourd'hui à son véritable but qui est la défense ministérielle. Contentons-nous de souhaiter que la liberté de l'enseignement en sorte indemne.

A peine formé, le nouveau ministère a eu à soutenir devant la Chambre plusieurs interpellations qu'on a, pour la commodité, réunies en une seule : elle a porté sur la politique générale. Il y a naturellement été question d'un peu de tout, sans qu'on ait appuyé beaucoup sur rien. En somme, cette première bataille a eu lieu à fer moucheté, et personne ne s'y est engagé à fond. Les partis se sont contentés de prendre position les uns à l'égard des autres et n'ont envoyé à la tribune que des doublures : nous faisons exception pour M. Jaurès, mais son intervention a été accidentelle et il n'a pas paru y attacher lui-même une grande importance. On a voulu surtout amener M. Briand à faire des déclarations dont on tirerait, par la suite, le parti qu'on pourrait. Malheureusement, M. Briand était un peu souffrant, et son discours s'en est ressenti; il s'en est excusé lui-même. La question principale sur laquelle le débat a porté a été la question électorale : elle a été posée en termes très brefs par M. Charles Benoist, qui a jugé tout à fait inutile de la développer une fois de plus devant la Chambre et s'est contenté de mettre M. Briand en demeure ou en mesure de s'expliquer. Faut-il le dire ? M. Briand ne s'est pas expliqué bien clairement; il a paru éprouver un certain embarras. Déjà, lors de son dernier ministère, il avait montré de l'hésitation à prendre parti entre les solutions en présence et il avait cherché à les concilier. Il semble bien que ce soit ce qu'il cherche encore aujourd'hui; mais y parviendra-t-il ? Il a dit, dans sa déclaration ministérielle, qu'il comptait pour cela sur l'aide du Sénat, ce qui a provoqué quelque hilarité. On sait que le Sénat, dans sa grande majorité, est hostile à la représentation proportionnelle opérée au moyen du quotient électoral. Avant son élection à la présidence, on comptait sur M. Poincaré pour vaincre la résistance de la haute Assemblée en posant, au besoin, la question de confiance. Le Sénat aurait hésité à prendre devant le pays la responsabilité de renverser le ministère Poincaré. Que fera-t-il en présence du ministère Briand ? Que fera M. Briand en présence d'un Sénat récalcitrant ? Après l'interpellation de la Chambre, on ne sait trop qu'en dire. Cependant la Chambre, à une forte majorité, a voté un ordre du jour de confiance dans les déclarations et les promesses du gouvernement; mais il y a eu un très grand nombre d'abs-

tentions, qui se sont particulièrement produites dans le parti radical. En vain avait-on mis la « défense laïque » dans l'ordre du jour : cette formule habituellement si alléchante a laissé les radicaux insensibles. En revanche, elle n'a pas empêché une partie de la droite de voter pour le ministère, comme si, d'un côté comme de l'autre, on ne prenait pas le mot au pied de la lettre et on ne lui donnait pas toute sa valeur. On s'est reconnu, on s'est tâté, mais surtout on s'est réservé.

Y avait-il d'ailleurs autre chose à faire? Personne ne songeait vraiment à renverser le ministère qui venait de naître et à obliger M. Fallières à en édifier un nouveau. Nous sommes dans une période de trêve, entre deux Présidens dont l'un n'a pas encore l'exercice de ses pouvoirs et dont l'autre, arrivé à l'expiration des siens, n'en a guère plus que l'ombre. Il serait cruel de mettre dans le dernier mois, dans les dernières semaines de M. Fallières, plus d'agitation qu'il n'y en a eu dans tout son septennat. La grande activité parlementaire ne reprendra qu'après le 17 février. Enfin plusieurs députés ont pensé peut-être, avec le commandant Driant, que la situation extérieure était grave. « Des événemens irréparables, a-t-il dit, pourraient surgir demain, et la France serait le seul pays qui n'aurait pas de gouvernement ! » Dans ces conditions, il a voté l'ordre du jour de confiance sans se préoccuper de ce qu'il contenait : et sans doute il n'a pas été le seul.

La situation extérieure mérite, en effet, une attention et des ménagemens particuliers : c'est le cas de répéter que, s'il ne faut pas la prendre au tragique, il faut du moins la prendre très au sérieux. Dans le dernier discours qu'il a prononcé devant les Chambres, M. Poincaré a dit que si la guerre éclatait de nouveau, dans les Balkans, entre les Turcs et les alliés, il deviendrait plus difficile qu'autrefois de l'empêcher de s'étendre. De ces prévisions inquiétantes, la première partie semble être sur le point de se réaliser : qu'en sera-t-il de la seconde?

Rappelons brièvement ce qui s'est passé. La réunion des ambassadeurs avait fait de bonne besogne à Londres. Elle était arrivée à rédiger une note qui, grâce aux concessions mutuelles qu'on avait dû se faire, n'était ni très énergique, ni même très pressante, mais qui donnait cependant à la Porte le conseil formel de céder Andrinople aux alliés et de s'en remettre aux puissances pour le règlement de la question des îles. La note a été remise. La Porte la connaissait d'ailleurs par avance, sinon dans son texte, au moins dans son esprit, car tout maintenant s'élabore au grand jour, et la diplomatie n'a plus

beaucoup de secrets. On était moins fixé sur ce que répondrait la Porte. Les délégués ottomans à Londres ne cessaient pas d'affirmer que leur gouvernement ne céderait jamais Andrinople : ils allaient même jusqu'à déclarer que, quand même la ville finirait par succomber faute de vivres ou de munitions, la Porte la revendiquerait encore comme la seconde capitale de l'Empire, comme une ville sainte qui contenait les tombeaux des vieux califes, enfin comme une partie de son histoire et de son honneur à laquelle, en aucun cas, elle ne pouvait renoncer. Ce langage était bien celui que les délégués ottomans devaient tenir, et ils avaient reçu pour instruction d'y persister jusqu'au bout; toutefois, à Constantinople même, il y avait quelque hésitation dans le gouvernement et une volonté longtemps raidie contre les injonctions impérieuses de la fatalité commençait visiblement à faiblir. Le patriotisme du grand vizir Kiamil pacha, du généralissime Nazim pacha et des autres représentans du pouvoir dans cette lutte douloureuse était hors de cause; mais il avait fallu ouvrir les yeux à l'évidence et s'avouer à soi-même qu'on n'était plus en état de reprendre la lutte utilement. La Porte n'aurait pu le faire que si elle avait trouvé un appui auprès d'une puissance étrangère plus ou moins dissidente; mais toutes se montraient unies et, après avoir essayé de distinguer entre elles le moindre symptôme de désaccord, il avait fallu renoncer à cette dernière espérance. Les vaincus ont tort ; la Porte était abandonnée par tout le monde. Rien de plus dur, il faut le reconnaître, que les conditions qui lui étaient imposées : aussi le gouvernement ottoman n'a-t-il pas voulu prendre lui seul la responsabilité de la réponse à faire et a-t-il réuni une assemblée de hauts dignitaires civils, militaires, religieux, un Grand Divan auquel il a soumis la question de la paix ou de la guerre. Le gouvernement, néanmoins, s'il se déchargeait sur le Divan d'une partie de la responsabilité, a assumé courageusement celle qui lui appartenait en propre : il a fait connaître la vérité. Successivement, le grand vizir, le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Finances, le chef suprême de l'armée ont dit avec tristesse, mais avec sincérité et loyauté, qu'on était à bout de ressources. Dès lors, que faire? Le Divan a été d'avis de céder. Une ou deux voix seulement se sont prononcées en sens contraire. La résignation était d'autant plus obligatoire que l'Europe, après avoir donné des conseils pénibles à suivre, faisait des promesses encourageantes, si on les suivait; elle se montrait disposée à aider la Porte à se relever dans ses territoires amoindris, à lui donner l'appui financier dont elle avait besoin, à lui tendre enfin une main

secourable; mais les secours étaient sous condition, et la condition était que la Porte se soumettrait. Peu de délibérations, peu de résolutions ont été aussi douloureuses que celles du Grand Divan de Constantinople. L'assemblée s'est séparée sous le coup d'une émotion profonde et on a vu les deux vieux ennemis, Kiamil pacha et Saïd pacha, les deux grands vizirs qui se sont succédé si souvent au pouvoir et dont la rivalité a rempli toute une période de l'histoire ottomane, sortir la main de l'un dans celle de l'autre, pour indiquer à tous qu'ils s'étaient réconciliés en face d'un malheur commun, celui de la patrie.

On a cru alors qu'une étape importante était franchie; sans doute il en restait encore plusieurs autres à parcourir, et elles étaient semées de difficultés et d'obstacles; mais enfin la paix balkanique était assurée. Malheureusement, on se trompait; on n'avait pas compté avec l'imprévu, qui se produit si souvent sur ce sable mouvant des aventures orientales: un complot militaire a renversé le gouvernement de Kiamil pacha et remis les Jeunes-Turcs à la place des Vieux. Tous les journaux ont raconté l'événement. Le Conseil des ministres était réuni lorsque Enver bey, suivi de Talaat bey et de quelques officiers, s'est présenté devant lui le revolver au poing. Nazim pacha et quelques officiers de son état-major, ayant voulu s'opposer à cette intrusion révolutionnaire, avaient été tués: leurs cadavres étaient à quelques pas, de l'autre côté de la porte. Que pouvait faire Kiamil? Il aurait été héroïque de sa part de ne pas céder et, au besoin, de payer sa résistance de sa vie; mais il n'est sans doute pas un héros; on lui demandait sa démission, il l'a donnée. Enver bey s'est empressé de l'apporter au Sultan, et le Sultan l'a acceptée: lui non plus n'est pas un héros; dans la longue captivité d'où il n'est sorti que pour monter sur le trône, la volonté qu'il pouvait avoir s'est atrophiée sans retour. Enver bey a imposé la sienne; le Sultan s'est incliné, et de ce complot politico-militaire est sorti un nouveau gouvernement ayant à sa tête Mahmoud Chefket pacha, général de pronunciamiento, qu'on a peu vu pendant la guerre, mais qu'on retrouve après un coup de force. Il serait toutefois difficile, au moins aujourd'hui, de faire la part exacte de ce qu'il y a chez Enver bey et ses acolytes d'ambition personnelle et de colère patriotique. Depuis sa chute, le parti jeune-turc n'avait d'autre but que de revenir au pouvoir et de s'en emparer par tous les moyens, sous tous les prétextes. Un prétexte d'apparence patriotique s'est offert, l'indignation que devait causer à tout bon Ottoman une politique qui aboutissait à la cession d'Andrinople et probablement

de la plupart des îles, sinon de toutes. L'occasion a paru trop bonne à Enver bey pour qu'il n'en usât pas ; il en a donc usé et il a réussi ; il est arrivé, dans le sang de Nazim pacha, à se rendre maître du pouvoir. Mais qu'en fera-t-il? Il y a installé Mahmoud Chefket pacha, dont le rôle, dans toute cette affaire, reste encore assez mal déterminé : mais quel sera, pour les uns et pour les autres, le lendemain de cette échauffourée victorieuse? Leur situation est tragique. Nazim était populaire dans l'armée ; son sang crie vengeance. Ce qu'une émeute militaire a fait, une autre peut le défaire. La facilité avec laquelle le dernier gouvernement a été renversé montre qu'il ne serait sans doute pas beaucoup plus difficile de renverser le nouveau. Peut-être se défendrait-il mieux, car Enver bey a montré une fois de plus qu'il était homme de résolution. Toutefois, la portée d'un revolver n'est jamais bien longue. Gardons-nous de prophétiser ce qui arrivera, car tout peut arriver à Constantinople. Le bruit court que la division est dans l'armée et que Vieux-Turcs et Jeunes-Turcs se disputent à Tchataldja. On annonce d'autre part que les anciens ministres sont arrêtés, que Kiamil pacha passera devant un conseil de guerre, en un mot que le règne de la terreur commence. Si cela est vrai, rien n'indiquerait mieux que le gouvernement sent sa faiblesse ; mais en voulant se rendre terrible, il risquerait de se rendre odieux. C'est à peine s'il est formé au moment où nous écrivons. Il a cherché des ministres et n'a trouvé que des comparses. Il aurait surtout voulu un ministre des Affaires étrangères digne d'être présenté à l'Europe : tous ceux auxquels il a fait appel, Hussein-Hilmi pacha, Hakki pacha, Osman Nizami pacha, se sont dérobés. Mouktar bey lui-même, qui était, naguère encore, simple consul à Budapest, à peine nommé ministre, s'est désisté. Le ministre des Affaires étrangères est aujourd'hui le prince égyptien Saïd Halim, très médiocre pis aller.

Que feront les alliés balkaniques ? S'ils écoutaient les conseils de la sagesse, ils ne feraient rien du tout : ils attendraient que le nouveau gouvernement de Constantinople s'effondrât sur lui-même, ce qui sans doute ne saurait tarder. Il suffit que l'Europe lui refuse tout secours matériel pour qu'il meure d'inanition. Mais les nouvelles de Londres font craindre que les alliés ne se soient arrêtés à d'autres résolutions. Les Jeunes-Turcs, revenus au pouvoir pour protester contre l'abandon d'Andrinople, ne peuvent évidemment pas consentir à cet abandon : dès lors, la réponse qu'ils feront à la note des puissances est d'avance facile à prévoir. La forme en sera certainement courtoise, probablement évasive, à coup sûr négative. — Nous avons

attendu longtemps, disent les délégués balkaniques; à quoi bon le faire davantage? L'intervention de l'Europe a échoué; il a suffi, à Constantinople, de la conspiration de quelques soldats et de quelques politiciens pour mettre à néant ce qu'avait résolu le Grand Divan avec la solennité que l'on sait; nous n'avons plus en face de nous un gouvernement qui nous offre la moindre garantie; que pourrions-nous attendre? — Les délégués balkaniques ont donc arrêté les termes d'une note de rupture qu'ils doivent remettre à Réchid pacha, le premier délégué ottoman. La remettront-ils? Ils ne l'ont pas encore fait, et, alors même qu'ils le feraient, la rupture des négociations n'entraînerait pas nécessairement et *ipso facto* la reprise des hostilités. Il resterait encore à dénoncer l'armistice, et même après cette dénonciation, un délai de quatre jours devrait s'écouler avant qu'on tirât le premier coup de fusil. Plusieurs délégués restent à Londres à tout événement. Tout espoir ne sera donc pas perdu. Il n'est pas perdu, mais il est faible. Bien que les alliés aient tout à espérer du temps et qu'ils n'aient qu'à le laisser courir pour qu'Andrinople finisse par tomber entre leurs mains, l'impatience est, de leur part, naturelle. A quel sentiment, finalement, obéiront-ils?

Quant à l'Europe, elle a tout à craindre de la reprise des hostilités. L'union des puissances a été, croyons-nous, sincère et loyale, mais elle est fragile et, devant une situation nouvelle, il est possible que chacun reprenne plus ou moins sa liberté. Le bruit court qu'une banque allemande ferait des avances d'argent au gouvernement ottoman, en échange d'une concession qui a été effectivement conclue et signée. Est-ce vrai? On affirme, on nie : où est la vérité? Quoi qu'il en soit, plusieurs puissances sont en armes : le moindre incident peut changer leurs dispositions, ou les amener à les avouer et à les réaliser. Alors les paroles de M. Poincaré, que nous avons rappelées plus haut, deviendront peut-être prophétiques. En présence des intérêts divers que les puissances ont, non seulement en Europe, mais en Asie, la diplomatie aura beaucoup à faire, si elle n'arrive pas à conjurer la guerre, pour réussir à la localiser.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

Mme DE STAËL ET M. NECKER

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE

I

MADAME DE STAËL A COPPET PENDANT LA RÉVOLUTION ET LE DIRECTOIRE

Parmi les documens les plus intéressans que contiennent les archives de Coppet et de Broglie figure assurément la correspondance échangée entre Mme de Staël et M. Necker (1). Cette correspondance, si elle était complète, serait très volumineuse. Durant les quatorze années qui séparent la retraite de M. Necker à Coppet de sa mort, c'est-à-dire de 1790 à 1804, il ne laissait jamais passer un courrier sans écrire à sa fille, et Mme de Staël, bien qu'un peu moins régulière dans sa correspondance, ne demeurait guère en reste avec lui. Malheureusement, le plus grand nombre des lettres de Mme de Staël à son père ont été détruites. En 1798, une petite armée envoyée par le Directoire avait envahi le pays de Vaud. A cette date, M. Necker figurait encore sur la liste des émigrés. Il y avait été inscrit contre toute justice, car, Suisse de naissance, il n'avait fait qu'user d'un droit incontestable, lorsqu'il était revenu dans son pays natal.

(1) Après la mort du fils aîné de Mme de Staël, le baron Auguste de Staël, survenue en 1829, les lettres échangées entre Mme de Staël et M. Necker furent transférées au château de Broglie, propriété du duc de Broglie, gendre de Mme de Staël. En 1840, à la suite de nouveaux arrangemens de famille, les lettres de M. Necker furent retransférées à Coppet. Mais les lettres de Mme de Staël sont demeurées à Broglie.

En même temps, ses biens avaient été mis sous séquestre. La Convention avait voulu lui faire expier, par cette mesure arbitraire, le crime d'avoir publié, au moment où commençait le procès de Louis XVI, un plaidoyer d'une éloquence émue en faveur de l'infortuné monarque qu'il avait fidèlement servi, bien qu'il eût été deux fois abandonné par lui. La situation de M. Necker était périlleuse, tout émigré fait prisonnier pouvant être traité suivant la rigueur des lois révolutionnaires. Mme de Staël, qui était auprès de lui, le pressait de quitter Coppet et de se réfugier dans une autre partie de la Suisse. M. Necker s'y refusa. « A mon âge, dit-il, il ne faut pas errer sur la terre. » Bien lui en prit de rester à Coppet, car l'officier chargé d'occuper Coppet et qui devait être un jour le maréchal Suchet, avait reçu pour instruction du Directoire de le traiter avec les plus grands égards. Mais M. Necker employa les quelques jours qui précédèrent l'invasion des Français à brûler tous les papiers qui pouvaient compromettre quelqu'un. Dans ces papiers il crut devoir comprendre toutes les lettres de sa fille, probablement parce que celle-ci s'exprimait avec peu de mesure sur les hommes et les choses du temps. Quant aux lettres des années suivantes, le plus grand nombre en a été détruit également, je ne saurais dire dans quelles circonstances, ni par qui. Les archives de famille, sur lesquelles il a été veillé avec le soin le plus religieux, présentent ainsi parfois des lacunes difficiles à expliquer. Sauf quelques lettres éparses, celles qui ont été conservées ne datent que de l'automne 1803, c'est-à-dire de l'époque où Mme de Staël quitta Coppet pour se rendre à Paris où elle espérait obtenir l'autorisation de séjourner. Déçue dans cet espoir, elle partit pour l'Allemagne d'où elle revint au mois d'avril 1804, rappelée par la mort de son père. Durant cette période de six mois environ, la correspondance se poursuivit régulièrement entre le père et la fille, et aucune des lettres de Mme de Staël ne paraît avoir été détruite.

Les lettres de M. Necker à Mme de Staël ont subi beaucoup moins de dommages. Cependant toutes celles antérieures à l'année 1797 ont été détruites, peut-être également par M. Necker lui-même. Mais, à partir du mois de janvier de cette année, jusqu'au mois d'avril 1804, elles ont été conservées. Ces lettres sont curieuses à plus d'un titre, mais elles contiennent aussi beaucoup de détails sans intérêt, et leur publication intégrale

serait fastidieuse. Les lettres, malheureusement moins nombreuses, adressées par Mme de Staël à son père, méritent au contraire d'être connues en entier. On y verra par quelles agitations, par quelles angoisses elle passa lorsqu'elle ressentit les premiers effets de cette hostilité de Napoléon qui devait, par la suite, s'appesantir si lourdement sur elle. On y surprendra aussi, dans leur sincérité, ses premières impressions sur cette Allemagne, à laquelle elle devait, après un second voyage, consacrer un livre célèbre, livre que nous jugeons assez mal aujourd'hui, car nous avons eu depuis la vision d'une Allemagne prussienne quelque peu différente, mais qui, il y a un siècle, ouvrit à la France une région intellectuelle ignorée. Laisser parler Mme de Staël, car ses lettres, on le verra, sont une véritable conversation écrite, est ce qui convient le mieux à ceux qui ont sa mémoire à cœur. On l'y verra en même temps s'abandonner au plus noble et au plus touchant des sentimens, l'amour filial, et ces lettres lui vaudront peut-être un renouveau de bienveillance dont elle a quelque peu besoin.

Parmi les femmes, en petit nombre, qui sont arrivées à la gloire, nulle n'a payé en effet aussi cher que Mme de Staël ce « deuil éclatant du bonheur. » Elle aurait été traitée assurément avec plus de ménagement par ceux et celles qui se sont occupés d'elle depuis une vingtaine d'années, si elle n'avait été qu'une femme de lettres, et si elle n'avait écrit que des romans. Mais par malheur, elle a été mêlée, elle s'est mêlée, si l'on veut, à la politique. Par son père, par elle-même, par ses descendans, elle figure dans les rangs de ce parti, de quelque nom qu'on veuille l'appeler, constitutionnel, modéré, libéral, dont ce fut, dont c'est encore le sort et l'honneur, d'être attaqué avec une égale vigueur de droite et de gauche et aussi mollement défendu que vigoureusement attaqué. Sans doute elle a connu sous le second Empire le bénéfice d'une popularité passagère. Pendant toute la durée du règne de Napoléon III, son nom était souvent cité, son autorité souvent invoquée. On lui savait gré d'avoir tenu tête au despote, et elle a eu son chapitre dans l'histoire de ceux qu'on appelait, un peu pompeusement, les *Martyrs de la libre pensée* (1). Puis un mouvement en sens inverse s'est opéré; elle a souffert du discrédit où sont tombées les opinions libérales et de la

(1) *Les Martyrs de la libre pensée*, par Jules Barni.

réaction napoléonienne. Il ne s'en faut pas de beaucoup que les panégyristes les plus ardens de Napoléon n'aient adopté le ton du maître qui, dans sa correspondance, traite tout uniment Mme de Staël de coquine, et ceux-là mêmes qui se sont targués d'impartialité ont parlé d'elle d'une façon plutôt cavalière. Ce changement de ton a mis à l'aise ceux qui, et ils sont nombreux de nos jours, se complaisent à fureter dans l'existence intime des personnes célèbres, et ils ont cru pouvoir se départir vis-à-vis d'elle de la mesure avec laquelle les écrivains de bon goût parlent en général d'une femme qui a appartenu à un certain milieu social, et qui a laissé des descendans très proches et encore vivans (1), cette femme eût-elle eu le malheur d'écrire. Les faiblesses de son cœur ont été étalées, le nombre en a été grossi, ses affections les plus pures ont été soupçonnées, et peu à peu la figure sous laquelle on avait coutume de l'envisager a été déformée et presque caricaturée. Il ne s'en faut de guère aujourd'hui qu'elle n'apparaisse comme une sorte de virago dont la politique, les lettres et l'amour auraient exclusivement rempli la vie.

Or, elle fut tout autre chose. Elle ne fut pas seulement une femme d'un grand cœur, qu'aucune conception élevée, aucun sentiment généreux et surtout aucune infortune ne laissait indifférente. Elle fut aussi une mère tendre, qui a laissé dans le cœur de ses deux enfans des souvenirs profonds d'amour filial et de reconnaissance. Elle fut une amie incomparable, fidèle, généreuse, dévouée jusqu'à souvent se compromettre elle-même (2). Enfin elle fut une fille passionnée, entourant de soins pieux jusqu'à ses derniers jours un père à qui l'excès de son admiration enthousiaste a peut-être fait quelque tort. On trouvera le témoignage ardent de cette piété dans les lettres que je me propose de publier. Le modeste rôle d'éditeur est, à tout prendre, celui qui convient le mieux à un descendant. Aussi après avoir, en m'aidant de quelques autres documens qui sont également entre mes mains, montré de quelle vie familiale elle vécut durant les années qui s'écoulèrent depuis la Révolution jusqu'à son départ pour l'Allemagne, me bornerai-je à préciser,

(1) Le duc de Broglie, petit-fils de Mme de Staël par sa mère, n'est mort qu'en 1900. La comtesse d'Haussonville, sa petite-fille, est morte en 1882.

(2) On pourrait faire un gros recueil de toutes les lettres de remerciemens adressées à Mme de Staël que contiennent les Archives de Coppet.

en les produisant au jour, les circonstances où quelques-unes de ces lettres ont été écrites et j'y entremêlerai quelques fragmens des réponses de M. Necker. La mémoire de la fille et du père ne pourra, je crois, que gagner à l'exhumation de ces feuilles jaunies par le temps. « Peut-être, comme je l'écrivais, il y a plus de trente ans, doit-on quelque chose à ceux qui vous ont précédé directement dans la vie. » J'ai, en effet, publié ici même, presque à mes débuts dans la vie littéraire, une série d'études sur *le Salon de Mme Necker*, et j'ai conduit depuis le presbytère de Crassier où elle prit naissance jusqu'au monument où elle fut ensevelie à Coppet celle qui fut la mère de Mme de Staël. Je me propose, dans cette seconde série d'études, de montrer M. Necker accompagné jusqu'au terme d'une vieillesse sereine et digne par la tendresse passionnée de sa fille et de le conduire jusqu'au tombeau où sa femme, dans une adjuration passionnée, l'avait supplié de réunir un jour leur dépouille. Ainsi, comme un animal sur ses fins, — tous les veneurs comprendront la comparaison, — je reviendrai à mon lancer, et en même temps, j'aurai accompli jusqu'au bout une tâche pieuse.

I

Pendant les longues années que dura la retraite de M. Necker à Coppet, Mme de Staël fut tout le temps partagée entre deux sentimens : son amour pour son père et son amour pour la France. Quand elle était à Paris, elle souffrait de sentir son père seul. Quand elle était à Coppet, elle souffrait d'être loin de Paris, car sa nature douloureuse, « ardente et triste, » comme elle se dépeignait elle-même, oscillait sans cesse d'une souffrance à une autre. A Coppet, elle se consacrait sans réserve à M. Necker.

Je lui suis entièrement dévouée, écrivait-elle à son mari (1), le matin la promenade, le soir le piquet; ne point sortir, ne recevoir personne ; enfin plus consacrée que je ne l'étais étant fille.

Et dans une autre lettre :

Tu n'as pas idée du mouvement que je me suis donné pour être, à moi seule, une assemblée nationale entière. Je m'étourdis pour ne pas être hors

(1) Les Archives de Coppet contiennent un grand nombre de lettres adressées par Mme de Staël à son mari pendant que celui-ci était retenu à Paris ou appelé en Suède par ses fonctions d'ambassadeur.

d'état de montrer de la gaîté, ce qui m'arriverait si je réfléchissais à tout ce qu'il y a de pénible dans la situation de mon père et dans la mienne : l'horrible ingratitude qu'il éprouve, la difficulté de vivre à Paris, l'ennui de rester ici.

Trompé par ces apparences de gaîté, M. Necker l'appelait : Roger Bontemps. Mais la vie dans ce grand château solitaire, entre un père dont elle ne pouvait contempler la tristesse sans sentir ses yeux mouillés de larmes et une mère dont la maladie et le chagrin avaient altéré le caractère, lui paraissait d'un incurable ennui. « J'adore mon père : c'est un culte, mais l'on bâille à l'église, » ne pouvait-elle s'empêcher d'écrire. Elle ne retrouvait point à Coppet ces souvenirs d'enfance qui, sur le retour de l'âge, peuvent donner un charme mélancolique à un lieu où l'on a longtemps vécu. Elle était trop jeune, trop ardente, pour se complaire dans les souvenirs. D'ailleurs, elle n'était venue qu'une fois à Coppet aux environs de dix-huit ans ; elle ne s'y était guère plu, et, témoin du goût dont M. Necker s'était pris aussitôt pour cette habitation récemment achetée par lui, elle craignait « mortellement, » comme par une sorte de pressentiment, qu'il ne voulût y passer désormais sa vie.

Qu'il me pardonne, écrivait-elle, dans un Journal qu'elle tenait alors (1). Je n'ai pas encore fait assez provision de souvenirs pour vivre sur eux le reste de ma vie. Ce n'est point les illusions, les plaisirs qui me retiennent, mais mon cœur qui l'adore tremblerait cependant si la porte à jamais se refermait sur nous trois. Un moment encore et peut-être je le suis dans la solitude. Il m'en coûterait peut-être, mais si je le rendais plus heureux, un moment de sa joie vaut mieux que la peine de toute sa vie.

Ce moment mortellement redouté était arrivé où la porte de Coppet semblait à la veille de se refermer sur ses trois hôtes. L'agitation révolutionnaire allait croissant en France et, même pour la femme d'un ambassadeur, le séjour habituel à Paris pouvait devenir périlleux. Mais c'étaient précisément ces périls que Mme de Staël regrettait. « Ce que j'aime du bruit, disait-elle, c'est qu'il escamote la vie. » Cette solitude paraissait plus intolérable encore à ses vingt-quatre ans qu'à ses dix-huit. « On vit ici, écrivait-elle à son mari, dans une paix infernale ; on frémit, on se meurt dans le néant. » Elle ne pouvait prendre son parti

(1) J'ai publié quelques fragmens de ce Journal dans *le Salon de Mme Necker* T. II, p. 49, 78 et *passim*.

de cette paix, et les hautes montagnes lui semblaient « les murailles d'un cloître qui l'auraient séparée du reste du monde. » On s'est souvent étonné qu'elle ne trouvât pas quelque consolation dans la beauté de cette nature alpestre. On a écrit maintes fois que la nature n'existait pas pour elle. C'est trop dire. C'est ainsi que je trouve dans une de ses lettres à M. de Staël cette description de Chamonix :

Je viens de faire une partie de glaciers... Il n'y a rien de plus imposant au monde que la vallée de Chamonix. Cette immense mer de glace qui touche à la prairie la plus riante, ce soleil qui darde sur ces cristaux sans parvenir à les fondre, tous ces contrastes forment véritablement le plus imposant spectacle que la nature ait donné à l'homme. Il faudrait y passer un mois au lieu de deux jours, si l'on voulait tout voir comme savant, mais comme poëte l'impression de l'imagination suffit.

Quelques années plus tard, écrivant à Reinhardt qui était ministre de France à Berne pour l'inviter de la part de M. Necker à venir passer quelques jours à Coppet, elle lui disait : « Nous causerons en face de notre beau lac. » Il n'est donc pas tout à fait exact d'affirmer qu'elle n'avait point d'yeux pour la nature. Quant au mot fameux qu'on lui a prêté et qu'elle n'a jamais peut-être prononcé, il s'explique de la façon la plus naturelle. L'ambassade de Suède, où s'étaient écoulées les belles années de sa jeunesse, était située rue du Bac. Lors donc qu'à un consolateur un peu lourd qui, lui montrant du balcon de Coppet le lac et les montagnes, s'étonnait qu'elle ne trouvât pas quelque plaisir à les contempler, elle aurait répondu avec vivacité : « J'aime mieux le ruisseau de la rue du Bac, » c'était une manière piquante de dire qu'elle aimait mieux son hôtel de Paris que son château de Coppet, et il est certain qu'elle était beaucoup plus faite pour la vie de salon que pour « la vie champêtre et paisible, » dont les circonstances l'avaient, ainsi qu'elle le disait elle-même, « affublée. »

Ce qui est vrai, c'est qu'avec sa nature perpétuellement vibrante, qui ressentait toute chose avec exagération, elle était plutôt portée, par un sentiment que quelques mélancoliques comprendront, à trouver dans la contemplation de la nature un redoublement de souffrance. Elle lui reprochait son impassibilité en présence de nos douleurs et se plaignait du contraste entre les agitations de l'homme et le calme des choses. C'est à cette époque de sa vie qu'elle composait en vers, à la manière du

temps, une *Épître sur le malheur* au début de laquelle, après avoir adressé une apostrophe à l'« heureuse Helvétie : »

De la tranquille paix ô dernière patrie,

après avoir, dans quelques vers assez faibles, décrit le lac et les montagnes qui

Peignent leur cime auguste au milieu de ses eaux,

elle ajoute ceux-ci, qui ne sont pas sans quelque profondeur :

Quoi, disais-je, ce calme où se plaît la nature
Ne peut-il pénétrer dans mon cœur agité,
Et l'homme seul, en proie aux peines qu'il endure,
De l'ordre général serait-il excepté ?

Bien des années après, elle a traduit, dans une meilleure prose, ce sentiment, lorsque, dans les *Considérations sur la Révolution française*, elle raconte les longues promenades que, durant la domination de Robespierre, elle faisait avec son père sur les bords du lac de Genève. « Ce qui nous frappait le plus, dit-elle, c'était le contraste de l'admirable nature dont nous étions environnés, du soleil éclatant de la fin de juin, avec le désespoir de l'homme, ce prince de la terre qui aurait voulu lui faire porter son propre deuil, » et elle convient qu'elle reprochait au « soleil et aux fleurs d'éclairer et de parfumer l'air en présence de tant de forfaits. » Ainsi elle partageait par avance les griefs que Vigny devait traduire un jour dans des vers célèbres contre la « froide nature, » lorsqu'il l'accuse de n'être pas une mère, mais une tombe, et elle lui reprochait, comme plus tard Leconte de Lisle, « sa gloire indifférente, »

Ignorant que l'on souffre et qu'on puisse en mourir.

Mais il n'y a point de griefs là où il n'y a point un fonds d'amour, et Mme de Staël n'était pas aussi insensible à la nature qu'on l'a prétendu. Lorsqu'elle disait qu'elle n'aurait pas ouvert sa fenêtre pour voir la baie de Naples et qu'elle aurait fait cent lieues pour causer avec un homme d'esprit qu'elle ne connaîtrait pas, elle donnait, ainsi que cela lui arrivait souvent, une forme excessive et paradoxale à sa pensée et se calomniait un peu elle-même.

Ce qui contribuait à rendre les séjours en Suisse pénibles

pour Mme de Staël, c'est qu'elle n'aimait pas son « honorable patrie, » ainsi qu'elle disait en raillant. Elle l'accusait de vivre « en pleine stupidité. » Il faut le lui pardonner. La Suisse ne fut jamais pour elle qu'un lieu d'exil et il suffisait à sa nature indépendante qu'un séjour lui fût imposé pour qu'elle le prît en aversion. Aussi ne sut-elle jamais apprécier, comme ceux qui y ont fait de fréquens séjours depuis leur jeunesse, le charme un peu austère de Genève, surtout de la Genève d'autrefois, moins riante que celle d'aujourd'hui. Toujours elle répudia son origine suisse, comme si elle avait eu le pressentiment qu'un jour, à propos de ses opinions ou de son style, on lui jetterait à la tête cette qualification, à mon sens, peu fondée, car il est difficile d'être moins Suisse que l'auteur de *Corinne*. Toujours elle s'efforça d'établir, en s'appuyant sur des argumens juridiques un peu faibles, qu'elle était Française. Parfois elle acceptait, quand elle en reconnaissait l'intérêt pour elle ou pour ses enfans, d'être considérée comme Suédoise, « citoyenne d'Ostrogothie, du Pôle Nord si tu veux, » écrivait-elle à son mari; mais ce qu'elle ne voulut jamais admettre c'est qu'elle fût Genevoise.

Ce n'est pas qu'elle n'eût contracté à Genève des relations d'amitié qui lui furent toujours précieuses, entre autres avec sa cousine Mme Rilliet-Huber qui fut la compagne de sa jeunesse, que nous retrouverons au lit de mort de M. Necker et dont les archives de Coppet contiennent de jolies lettres, et surtout avec sa cousine Mme Necker de Saussure, la fille du grand physicien qui avait épousé un neveu de M. Necker et dont elle disait si joliment : « ma cousine a tout l'esprit qu'on me prête et toutes les vertus que je n'ai pas (1). » Ce n'est pas qu'elle ne rendît justice au mérite particulier de certains Genevois. Lorsque M. de Saussure fut ruiné et banni par les dissentions intestines de la République de Genève, elle se dépensa en efforts pour lui assurer, soit en France, soit en Suède, une situation honorable. Elle était en relation et en correspondance avec Pictet de Rochemont, un des personnages les plus considérables de la République, qui devait la représenter un jour au Congrès de Vienne et obtenir la consécration de son indépendance. Sismondi, Genevois d'origine, devint, quelques années plus tard, un des familiers de Coppet. A une époque postérieure, elle reconnaissait que

(1) Mme Necker de Saussure a consacré à Mme de Staël une délicate notice qui est reproduite en tête de toutes les éditions des œuvres complètes de Mme de Staël.

Genève contenait beaucoup de gens distingués et, dans une lettre à la duchesse de Duras, elle expliquait la fréquence de ce qu'elle appelait les « vapeurs nerveuses » dans cette ville en disant « qu'il y avait plus d'esprit que d'espace pour le nourrir, » mais jamais elle n'admit que Genève pût devenir le théâtre habituel de sa vie. Il y avait entre sa vivacité, sa pétulance et les manières, un peu froides et compassées, des Genevois et des Genevoises d'alors un trop grand contraste pour qu'à Genève même, elle fût jamais très bien vue. Elle l'avait senti et elle en avait souffert dès le premier hiver qu'elle y avait passé, après l'arrivée de M. Necker à Coppet.

Genève, à cette époque, était encore gouvernée par les familles de cette aristocratie bourgeoise dont les membres composaient le conseil qu'on appelait : les Deux-Cents. Ses opinions libérales, démocratiques, comme on disait alors, l'avaient rendue suspecte aux yeux de ces familles. Aussi écrivait-elle à son mari :

Ne dis pas que je n'aime pas Genève; il faut y plaire pendant qu'on y est, et hier, dans un bal chez Mme de Montesson, j'ai pas mal suivi ce précepte. Au reste, ce qu'il faut ici, c'est se montrer très aristocrate. Les Genevois, les Bernois et les Français réfugiés sont d'une exaltation inimaginable à cet égard; je crois que je redeviendrais presque Jacobine si le ressentiment de leur indigne conduite vis-à-vis de mon père pouvait s'oublier.

Et dans une autre lettre, datée de Genève même :

La ville entière nous passe en revue et je connais maintenant presque tous tes nouveaux concitoyens (1). On me traite avec beaucoup de bonté; on s'apprête à me faire danser le 18 chez Mme de Saussure, et le 31 chez Mme Rilliet-Necker, mais, si tu veux me promettre le secret le plus absolu, je t'avouerai que la société des Genevois m'est insupportable. Leur amour de l'égalité n'est que le désir d'abaisser tout le monde, leur liberté est de l'insolence, et leurs bonnes mœurs de l'ennui. D'ailleurs, les petites villes ne conviennent pas à des personnes un peu hors de la ligne ordinaire; chaque mot qu'elles disent est l'événement de toutes les sociétés; je suis sûre qu'entre mon père et moi nous occupons Genève comme l'Assemblée nationale à Paris. Cela m'est insupportable; le bruit sans gloire n'est qu'importun. Ma cousine me plaît assez cependant, c'est la seule femme que je voie de suite. Les enfans dans leur enfance, voilà le grand charme de ce pays-ci, car, dès que les fils grandissent, quelle carrière peut-on leur ouvrir? La dignité de syndic ne m'a point encore éblouie, et je te prie de n'y pas destiner Auguste (2). Les Français, à quelques-uns près, sont très mal pour nous, et c'est un des

(1) La bourgeoisie de Genève avait été conférée à M. de Staël par un décret du Magnifique Petit Conseil.

(2) Le fils aîné de M. et de Mme de Staël qui était resté à Paris avec son père.

inconvéniens de ce séjour. Coppet était plus digne et moins fécond en histoires ou romans.

La contagion de la France et de Paris ne devait pas tarder à gagner l'aristocratique Genève. En 1793, l'antique constitution genevoise fut suspendue ; durant deux années, la ville fut livrée à l'anarchie et en proie à la tyrannie de ceux qu'on appelait les *Égaliseurs*. Tout comme à Paris, emprisonnemens arbitraires, exécutions, massacres se succédaient. C'était une petite Terreur. On peut penser que ce changement de scène ne réconcilia pas Mme de Staël avec la Suisse. Au mois d'août 1794, elle écrivait :

Ces infâmes Genevois assassinent à la française; cette singerie de tigre mérite le mépris comme complément de la haine ; mon pauvre oncle (1) n'est point encore relâché et, tous les jours, ils désignent une nouvelle victime. On nous rassure sur lui, mais est-ce que le crime de la démocratie peut avoir des degrés ?

Et encore l'année suivante :

Genève est fort troublée. On y prend tout à fait la cruauté française sans pouvoir y réunir cette sorte de grandeur farouche qui semble en diminuer l'horreur. J'ai été faire un voyage à Lausanne avec Mathieu (2). M. d'Erlach (3) m'a écrit que le Conseil secret en était tout essoufflé. Que dis-tu d'un pays où il faut se constituer prisonnière ? Voltaire disait que c'était le dernier des théâtres et le premier des tombeaux. Je n'ai jusques à présent le sentiment que de la deuxième partie de ce mot. Je sens la mort avec toute ma vie.

Ce qui achevait, d'autre part, de rendre pénible pour Mme de Staël le séjour du pays de Vaud, c'étaient les sentimens que témoignait à son père et à elle-même le petit groupe des Français qui y avaient cherché un refuge. Dès les derniers mois de l'année 1789, un certain nombre d'émigrés étaient venus s'établir à Lausanne et ils firent pendant plusieurs années de cette ville leur résidence habituelle. Ils n'étaient point animés de sentimens aussi belliqueux que ceux de Turin et de Coblentz. Ils ne brûlaient point de prendre les armes et de se joindre aux envahisseurs de la France. C'étaient plutôt des gens tranquilles qui, après avoir vécu quelques années dans l'attente d'une rentrée prochaine, s'étaient peu à peu résignés à leur sort et prenaient

(1) Necker de Germany, frère aîné de M. Necker.

(2) Mathieu de Montmorency, un des amis les plus intimes de Mme de Staël, qui fut plus tard ministre sous la Restauration, s'était réfugié dans le pays de Vaud.

(3) D'Erlach, d'une grande famille bernoise, était membre du Grand Conseil du canton de Berne sous la domination duquel vivait alors le pays de Vaud.

la vie assez doucement. « Lausanne était, dit l'auteur d'*Un homme d'autrefois*, dans les derniers jours de 1792, le rendez-vous de toute une société de femmes, venues là pour laisser passer la giboulée, — c'est ainsi qu'on appelait la Révolution, — et de vieux gentilshommes que leurs infirmités ou leurs cheveux blancs avaient fait remercier par les Princes. Sans souci de l'avenir, dont M. de Brunswick avait la charge, tout ce monde faisait gaiement, comme disait la marquise de Costa, son cours de mal-être, trouvant plaisant d'être pauvre et se consolant de tout par une épigramme (1). »

C'est à leur propos que Benjamin Constant écrivait : « J'ai dîné avec quelques-uns de ces pauvres fugitifs qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour me consoler de leurs malheurs. C'est un secret qu'ils ont tous et dont ils font grand usage (2). » Tous n'avaient pas cependant l'humeur également aimable. C'est ainsi que l'un d'eux, serrant la main au même Benjamin Constant, lui disait : « Ah ! monsieur, si j'étais grand prévôt en France, je ferais exécuter 800 000 âmes (3). » C'est qu'ils se divisaient en deux groupes, comme autrefois la noblesse à l'Assemblée Nationale : l'un, celui des constitutionnels, l'autre qu'on appelait dans la langue du temps les aristocrates, bien que ce groupe ne comptât pas dans ses rangs beaucoup plus de grands seigneurs que celui des constitutionnels. Le groupe des constitutionnels comprenait, en effet, les plus grands noms de France : ainsi la comtesse de Tessé, née Noailles, qui disait plus tard qu'elle voudrait être reine pour pouvoir commander à Mme de Staël de venir causer avec elle tous les jours ; ainsi Narbonne, Adrien de Laval, le cousin de Mathieu de Montmorency, et Mathieu de Montmorency lui-même, quand il cessa d'être obligé de se cacher, sous un nom suédois, dans une petite maison que Mme de Staël avait louée pour quelque temps, aux environs de Lausanne et qu'elle appelait en plaisantant son château de Mézery. On y comptait encore des couples irréguliers dont l'intimité affichée ne scandalisait point la morale indulgente du temps et qu'une fidélité, conservée au travers des épreuves, rendait presque respectable : ainsi la comtesse de la Châtre et son ami Jaucourt, qu'elle devait bientôt épouser ; ainsi la princesse d'Hénin et son ami Lally-Tollendal,

(1) *Un homme d'autrefois*, par le marquis Costa de Beauregard, p. 136.
(2) *Journal intime de Benjamin Constant*, p. 201.
(3) *Ibid.*, p. 195.

le fils de l'infortuné Lally, autrefois si injustement exécuté, qu'on appelait, à cause de son embonpoint, *le plus gras des hommes sensibles*, mais qui, à ce moment, s'inquiétait beaucoup de maigrir.

Je soigne du fond de mon cœur, écrivait Mme de Staël à son mari, la tête de ce pauvre M. de Lally; mais imagine qu'il est tellement attaqué de vapeurs qu'il se croit sans cesse à la veille de mourir avec un visage de prospérité. Il me montre des mains beaucoup moins maigres que les miennes et s'écrie : « Vous voyez que je me meurs. »

Les constitutionnels ne frayaient point avec les aristocrates, qui les traitaient de renégats. Mais ils étaient en relations cordiales avec Coppet. Parfois Mme de Staël, bravant ce qu'elle appelait « la tempête aristocratique, » allait lestement dîner ou souper avec eux à Lausanne, et revenait dans la nuit. Mais ces visites se renouvelant de plus en plus fréquemment, le gouvernement aristocratique de Berne, sous l'autorité assez tyrannique duquel vivait le pays de Vaud, finit par en prendre ombrage. Le bailli de Lausanne était chargé de signifier à Mme de Staël « que la prudence exigeait qu'on s'abstint de ces conventicules, quelque insignifians qu'ils pussent paraître et qu'on s'exposerait à paraître suspects en les continuant (1). » Cette surveillance exercée sur ses moindres actes contribuait à exaspérer Mme de Staël et à accroître l'horreur qu'elle avouait ressentir pour un pays tyrannique où elle ne pouvait rendre visite à ses amis sans les compromettre et se compromettre elle-même. Lorsqu'elle n'y tenait plus et que l'ennui la « pénétrait jusqu'aux os, » elle poussait une pointe un peu plus loin jusqu'au château de Grenge, dans le canton de Berne, où il y avait aussi une petite colonie d'émigrés. Mais, ne voulant pas laisser trop longtemps son père seul, elle se hâtait de revenir à Coppet où ses amis les constitutionnels venaient lui rendre visite à leur tour. M. Necker recevait ces visiteurs avec une bonne grâce un peu solennelle. Au fur et à mesure qu'il avançait en âge, ses manières, son langage, et jusqu'à sa toilette, faisaient de lui, surtout pour les plus jeunes, un objet de curiosité. Voici comme, dans son spirituel *Mémorial* (1), en parle Norvins, alors âgé de vingt-cinq ans :

(1) *Papiers de Barthélemy*, t. III, janvier 1795.

(2) *Mémorial* de J. de Norvins, publié en 1898 par M. Lanzac de Laborie, t. II, p. 106 et suivantes.

Jamais je n'avais vu un être humain qui lui ressemblât. Son visage pyramidal se terminait à la base par un véritable fanon et, à son sommet, par une étrange coiffure dont les boucles étaient placées plus haut que ses sourcils (1). M. Necker avait d'ailleurs un ensemble si imposant, si magistral, sa parole était si grave, sa physionomie avait quelque chose de si arrêté, qu'il me parut tout de suite également absurde d'aimer ou de haïr un être aussi matériellement impassible et invulnérable... qui, né protestant, était parti d'un comptoir de banque pour être trois fois ministre du Roi Très-Chrétien, deux fois l'idole de la nation et qui, cependant, complètement indifférent au souvenir de ses grandeurs, se renfermait à la campagne, entre l'étude, l'amour de sa famille et de ses petits-enfans et la religion de son veuvage.

La grande attirance à Coppet était cependant Mme de Staël elle-même, sa conversation étincelante, et le contraste entre la froideur un peu compassée du père et la pétulance de la fille devait, dans ces réunions entre débris de l'ancienne société et futurs témoins de la nouvelle, comme Norvins, qui fut préfet de l'Empire et vécut jusqu'en 1832, ajouter du piquant à l'éclat.

Mme de Staël, continue Norvins, nous permettait d'assister à sa toilette où elle causait environ deux bonnes heures, en dérangeant toujours tout ce que sa femme de chambre refaisait sans cesse à sa coiffure, quand, dans l'abandon de la conversation, la tête de sa maîtresse ne lui échappait pas tout à fait. Nous étions admis aussi à venir causer près de son lit, où, adossée à un grand oreiller, elle s'amusait, en vous parlant, à faire rouler dans la plus belle main du monde soit un papier blanc en forme d'allegrador, soit une petite branche d'arbuste (2). Ce mouvement gracieux et souvent expressif, suivant l'intérêt qu'elle imprimait ou qu'elle accordait à la causerie, faisait ressortir à chaque instant la perfection de son bras et parfois dégageait aussi un très beau cou qu'également elle songeait peu à dérober au regard, tant elle était sûre, et elle avait presque raison, qu'on était près d'elle pour l'écouter et non pour le voir. En cela, elle se traitait trop rigoureusement, car, de plus, elle avait des yeux d'une beauté et d'une expression incomparables... C'étaient ces causeries d'intimité, ces conversations de salon, si imprévues, si brillantes, souvent sublimes et supérieures, je ne crains pas de le dire, à ce qu'elle écrit, qu'il eût été bien précieux de transmettre à la postérité. Car vraiment, écrire était pour elle une sorte d'abaissement de cette nature dont la parole, ainsi qu'une harmonie de l'air et du ciel, était la véritable essence. Mais, comme elle pensait toujours et qu'il n'eût servi à rien si elle eût parlé sans témoin, elle se résignait à écrire et alors elle se traduisait.

(1) C'est bien ainsi que Duplessis a peint M. Necker dans un portrait, souvent gravé, qui est à Coppet. Presque tous les hommes de la génération de M. Necker étaient coiffés ainsi.

(2) Cette habitude était si familière à Mme de Staël que Gérard, dans le célèbre portrait qu'il a fait d'elle après sa mort, l'a peinte avec une petite branche à la main. Mais c'est une branche de lauriers.

Quant aux aristocrates de Lausanne, ils trouvaient commode de tenir M. Necker pour le principal, sinon pour l'unique auteur de la Révolution, ce qui leur permettait de méconnaître leur propre responsabilité. Aussi nourrissaient-ils contre lui et contre Mme de Staël des rancunes et des passions dont les *Mémoires*, récemment publiés, du comte d'Espinchal peuvent donner une idée. Le comte d'Espinchal, au cours de ses nombreuses pérégrinations à travers le monde des émigrés, de Turin à Coblentz, séjourna quelque temps sur les bords du lac de Genève. Voici comment il raconte la rencontre qu'il fit inopinément de M. Necker (1).

Après avoir satisfait ma curiosité dans le temple de Coppet, je continuai ma route, conduisant mes chevaux, jouissant de la beauté de la soirée et des agrémens que procure ce délicieux chemin. Une voiture à quatre chevaux et des gens vêtus de vert me firent reconnaître le seigneur de Coppet revenant de la promenade. Je ne puis exprimer l'horreur que je ressentis à la vue de ce scélérat dont les crimes se retracèrent sur-le-champ à mon imagination. Je vis sous mes yeux l'auteur des maux de ma patrie, le destructeur de ma fortune, le bourreau de mon Roi, qui avait eu la faiblesse de lui donner sa confiance et dont la perte est inévitable (2). Le mouvement d'horreur qu'il m'occasionna fut si marqué que j'eus après une petite jouissance d'imaginer qu'il s'en était aperçu et qu'il m'avait reconnu. Si le ciel est juste, pourquoi permet-il qu'un aussi grand coupable jouisse tranquillement ainsi qu'un honnête homme de la vue de ce site enchanteur et du beau lac de Genève ? Mais abandonnons ce monstre à ses remords.

Quelques pages plus loin, il traite Mme de Staël d' « atroce ambassadrice » et de « guenon genevoise. » On comprend que, lorsqu'elle allait rendre visite à ses amis les constitutionnels, la crainte de faire des rencontres comme celle de ce d'Espinchal lui gâtât quelque peu le plaisir, et qu'elle appelât Lausanne « une ville hérissée de Français. »

II

Entre Coppet où elle bâillait, Genève où elle se déplaisait, Lausanne où elle se sentait mal vue, ces longs séjours loin de Paris paraissaient difficilement supportables à Mme de Staël. Force lui fut cependant de passer à Coppet un peu plus de deux années consécutives. Elle avait quitté Paris le plus tard qu'il lui avait été

(1) *Journal d'émigration* du comte d'Espinchal, p. 217.
(2) Ce passage est antérieur au 21 janvier 1793.

possible, la veille des massacres de Septembre, après avoir employé les derniers jours passés par elle à l'ambassade de Suède à sauver quelques amis proscrits, entre autres le propre frère de Norvins qui, à cette occasion, rend témoignage dans son *Mémorial* « au courage et au dévouement déployés par elle. »

Sachant, dit-il, son prochain départ, l'on courait chez elle la nuit pour la prier de donner ou faire donner aux absens des nouvelles des personnes qui leur étaient chères... Tout ce qui restait à Paris de l'ancienne société s'était instinctivement adressé à Mme de Staël et, dès son retour en Suisse, on courait chez elle de toute part, pour connaître le sort de ses parens et de ses amis. Ainsi il y avait presse chez elle au départ et à l'arrivée. Sa mémoire vraiment surnaturelle remplaçait vraiment la correspondance la plus détaillée. Aussi, qu'on me passe le mot, c'était bien *par cœur* qu'elle avait appris et retenu tous les malheurs de nos familles. De la vie passée qui eût pu lui rappeler ceux dont elle devait consoler l'absence, elle n'avait rien oublié.

Mme de Staël demeura en Suisse jusqu'au commencement de l'année 1795. Ces deux années et demie comptaient pour elle parmi les plus pénibles de sa vie. C'est qu'elle désespérait de la France qu'elle croyait à jamais fermée pour elle dans l'avenir. Aussi ses lettres sont-elles pleines de cris d'indignation et de douleur. Par momens, elle semble oublier combien elle avait aimé sa patrie d'adoption :

Mon horreur pour la France s'accroît chaque jour, écrit-elle à son mari alors en Suède. Sais-tu le nom des victimes, M. de Malesherbes, Mme du Châtelet, Mme de Gramont, toute la famille de M. de Malesherbes, des personnes de dix-huit à vingt ans. Ah ! les monstres ! L'histoire n'a jamais rien offert qui puisse être approché de leurs crimes.

Et dans une autre lettre :

Voilà la campagne finie pour les coalisés et ces atroces Français feront peut-être beaucoup plus que de se défendre. As-tu vu les effroyables listes de leurs crimes; c'est à présent quatre-vingt-dix ou cent personnes par jour qu'ils immolent : la duchesse de Biron, le maréchal et la maréchale de Mouchy. Ah ! si les rois, au lieu de faire de cette guerre une coalition royale, avaient seulement demandé la croisade des hommes contre les tigres, qui aurait pu s'y refuser ?

Elle n'entretient aucune illusion sur les résultats de cette croisade et son indignation n'altère point la perspicacité de son jugement. « On ne viendra jamais à bout des Français. Ce n'est pas de la liberté assurément, mais le peuple lui donne ce nom

et le fanatisme est au moins aussi grand pour les fausses religions que pour les vraies. » L'avenir lui paraît aussi noir que le présent. « Les Jacobins sont atroces ; le régime qui leur succédera sera absurde et je ne vois que des peines diverses à supporter. » Aussi semble-t-elle par momens se résigner à vivre désormais ailleurs qu'en France : en Angleterre, en Italie, dans le Holstein, aux États-Unis même, où plusieurs de ses amis ont trouvé un refuge, peu lui importe, pourvu qu'elle puisse trouver « un lieu tranquille où les personnes qui s'aiment et qui ont une opinion semblable, ce qu'il faut compter pour beaucoup dans les temps de fanatisme, puissent en paix se réunir. » Par momens aussi elle aime à se forger, dans quelque pays lointain, un rêve de félicité tant soit peu idyllique :

Un beau climat, de la musique, une douce réunion, voilà les seuls biens dont la France ne m'ait pas désenchantée. Il ne reste plus, même dans les autres pays, ni rang, ni gloire, ni dignité. Ce gouffre a tout englouti.

Les circonstances ne devaient jamais lui permettre de réaliser ce rêve, dont, à l'user, elle se serait sans doute bien vite dégoûtée. Mme Necker mourut au mois de mai 1794. J'ai raconté ici même sa fin pathétique. Les rapports de Mme de Staël avec sa mère avaient toujours été difficiles et, durant les derniers temps de la vie de Mme Necker, le caractère de celle-ci, un peu aigri par la souffrance, ne les avait pas rendus meilleurs. Mme de Staël n'en fut pas moins profondément émue par cette perte. Toujours la mort avait fait sur elle une vive impression.

L'oubli de la mort, disait-elle, est la plus grande merveille de la vie ; on ne conçoit pas comment on est distrait d'une telle pensée pour les autres ou pour soi-même. Le pouvoir est cependant un des plus grands bienfaits de la Providence et une des causes finales les plus marquées.

Voyant approcher les derniers jours de sa mère, il s'en fallait de peu qu'elle ne se reprochât des torts qui, assurément, n'étaient pas tous de son côté.

La mort, écrivait-elle trois mois auparavant à son mari, est une chose affreuse, quel que soit le passé, et je ne sais même pas si, à cette époque terrible, on ne se croit pas tous les torts.

Enfin le moment fatal arriva :

Hélas ! mon cher ami, je ne croyais pas avoir à t'annoncer sitôt la mort de ma pauvre mère ! ce matin elle est expirée dans les bras de mon père. Il est malheureux et courageux. Je vais le soigner de toutes mes forces;

mais je sais, hélas! combien il a de peine à aimer tout ce qui n'est pas elle. Jusqu'à ton arrivée, mes plus tendres soins lui seront prodigués. Alors nous ferons des plans pour l'avenir.

Elle espérait, en effet, qu'elle pourrait arracher son père à la Suisse. Mais elle ne tarda pas à se convaincre que M. Necker, qui garda trois mois à Beaulieu le cercueil de sa femme en attendant que le petit monument funèbre qu'il faisait construire pour elle à Coppet fût élevé, ne consentirait pas à s'éloigner de la demeure dernière où il la déposerait et où il voulait être réuni à elle un jour.

Il attache, écrit-elle, au tombeau de ma mère le même genre de superstition et d'empire qu'elle avait elle-même pendant sa vie. J'espère qu'il s'entourera de manière à être heureux en Suisse, puisqu'il paraît vouloir s'y fixer à jamais.

Aussi, bien que, peu de temps auparavant, exaspérée par les persécutions dirigées contre elle à propos de ses amis Mathieu et Jaucourt, elle eût déclaré à son mari que, s'il voulait qu'elle vécût, il fallait la sortir de cet enfer, et que, sans hésiter un moment, elle préférerait la mort, « oui la mort, à un an de plus, » bien qu'elle continuât de désirer l'Italie, l'Amérique, « un autre monde pour être plus loin de celui-ci, » elle se résignait à demeurer auprès de son père, et ne cherchait plus à tromper son désespoir et son oisiveté qu'en continuant, comme je l'ai également raconté, à faire évader de Paris et de France, pour leur procurer un asile en Suisse. les amis qui lui étaient demeurés chers (1).

Lorsque le régime sanguinaire de la Terreur prend fin par la mort de Robespierre, son cœur renaît cependant peu à peu à l'espoir. Au premier moment, la réaction thermidorienne lui avait inspiré peu de confiance. « La nouvelle révolution qui vient d'arriver en France, écrivait-elle, a mis des scélérats pour leur intérêt à la place d'un scélérat par le pur amour du crime.» Mais, peu à peu, elle reprend confiance; elle fait des vœux pour le triomphe de la Convention contre les mouvemens populaires; mais, contre les factions et contre les hommes sanguinaires qui l'ont si longtemps dominée, elle a soif d'une vengeance qui ne serait que de la justice. Bientôt elle fera aussi des vœux pour les armées françaises aux prises avec les armées autrichiennes ou russes. « Je suis Française, ah! Française, écrira-

(1) *Le salon de Mme Necker*, t. II, p. 259 et suivantes.

t-elle à Pictet de Rochemont, comme toute l'armée de Joubert et de Masséna (1). » Aussi ce ne sont plus des cris d'indignation, ce sont des cris d'amour qu'on trouve dans ses lettres. « Ah! la France, la France, s'écrie-t-elle. Combien mes vœux se tournent vers elle! » Et dans une autre lettre : « Ah! la France! la France! Combien elle vaut mieux que ceci, que tout. » C'est là que désormais elle veut « vivre et mourir. » C'est, dit-elle, « mon refrain. » Aussi, au commencement de l'année 1795, a-t-elle hâte de rejoindre, à Paris, son mari qui venait, par ordre du régent de Suède, le duc de Sudermanie, de reconnaître la République française. Mais, pour s'être mêlée un peu plus peut-être qu'il n'était sage et prudent pour la femme d'un ambassadeur aux affaires publiques, au moment où les passions sanguinaires étaient à peine apaisées et où les esprits étaient encore profondément troublés, elle éprouva quelques désagrémens. « Cette femme de génie, dit avec raison Vandal, dans son admirable histoire de *l'Avènement de Bonaparte*, eut toujours la passion et la faiblesse de se mêler aux affaires publiques et de s'y jeter avec tout son éclat. » Aussi fut-elle, en pleine séance de la Convention, de la part de l'ancien boucher Legendre, l'objet d'une attaque grossière, à la suite de laquelle fut pris contre elle un arrêté d'expulsion que l'ambassadeur de Suède eut beaucoup de peine à faire rapporter. Le Directoire ayant succédé à la Convention, elle eut également maille à partir avec ce nouveau pouvoir. Elle avait rouvert son salon dont elle voulait faire un centre d'influence. Craignant la réaction des aristocrates, elle faisait des vœux pour la République, mais elle la voulait modérée, libérale, tolérante, et, pour assurer des appuis à ce régime tel qu'elle le comprenait, elle s'efforçait, dans des réunions qu'elle tenait à l'ambassade chaque *decadi*, de rapprocher des républicains modérés ses anciens amis, les constitutionnels revenus de l'émigration. Ces réunions et ces efforts suscitèrent les ombrages du Directoire, et elle apprit qu'elle était menacée d'être portée sur une liste d'étrangers et d'étrangères que le Directoire réclamait le droit de déporter sans jugement. Contre cette qualification d'étrangère et contre la mesure arbitraire dont elle était menacée, elle protestait par avance avec énergie, dans un *Mémoire* juridique adressé au Directoire et dont

(1) *Biographie, travaux et correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont*, par Edmond Pictet, p. 19.

le brouillon est demeuré dans les archives de Coppet (1). Dans ce *Mémoire*, elle faisait valoir que, d'après les lois récentes, née en France, y ayant toujours résidé, elle était Française, que son mariage n'avait pu lui faire perdre cette qualité, et que les femmes des étrangers amis de la France et reçus dans son sein ne devaient pas perdre le droit imprescriptible de leur naissance.

D'ailleurs, ajoutait le *Mémoire*, qu'on leur donne ou non le titre de citoyennes, des femmes françaises, des êtres quels qu'ils soient, nés et résidant en France, qui ne connaissent point d'autre patrie, qui parlent la même langue, qui ont besoin du même air, qui sont faits aux mêmes habitudes, qui éprouvent en un mot tout ce qui constitue le patriotisme, tout ce qui lie au sol qui nous a vu naître, ne peuvent être mis pour ainsi dire hors la loi et exposés à subir arbitrairement et sans jugement la peine de la déportation, cette peine si grave qu'on l'a trouvée suffisante pour Collot d'Herbois et Billaud-Varennes.

Mme de Staël accompagnait ce *Mémoire*, à la rédaction duquel il est manifeste qu'elle avait contribué, d'une lettre « au citoyen ministre de la Justice, » où elle revenait sur ces argumens et qu'elle terminait ainsi :

En insistant sur mon droit, citoyen ministre, je suis loin de penser que j'eusse rien à craindre des dispositions du Directoire; je crois que mes opinions sont assez connues pour que je n'aie rien à craindre personnellement des vrais amis de la liberté; je sais d'ailleurs que mon état de grossesse me met à l'abri, par toutes les lois de l'humanité comme par toutes les lois de France, d'aucun acte de rigueur; mais vous trouverez sans doute, citoyen ministre, qu'il est dans l'esprit républicain de chercher avant tout l'appui de la loi et de recourir toujours à son égide.

Malgré ses protestations, Mme de Staël n'en dut pas moins, sans être victime d'une mesure de déportation, passer de nouveau à Coppet toute l'année 1796 dans un demi-exil. Au cours de cette année, elle eut encore le désagrément d'apprendre qu'elle avait été portée, par le Commissaire exécutif de la République dans le département de l'Ain, sur une liste de personnes dont l'arrestation était prescrite, si elles pénétraient en France, liste où figuraient en majorité des faussaires et des malfaiteurs. Son indignation s'accrut encore lorsque, quelques jours après, elle apprit que c'était sur l'ordre même du ministre de la Police que son nom avait été porté sur cette liste. Qu'aurait-

(1) Je ne saurais dire exactement si ce *Mémoire* et cette lettre ont été envoyés.

elle dit et senti si elle avait su que non seulement le Directoire entretenait à Versoix (1) un agent secret, chargé de la surveiller, mais que le résident de France à Genève, Desportes, la faisait espionner par un certain Monachon, réfugié français, qu'elle recevait à Coppet avec sa bonté habituelle et qui était chargé de rendre compte de ses propos. Révoltée d'être ainsi traitée, alors qu'elle n'avait pas cessé « d'aimer la République et de la servir par tous les moyens, » elle écrit lettres sur lettres à M. de Staël pour le sommer de faire retirer cet ordre injurieux. La première est d'un ton presque violent :

Il est nécessaire que mon prompt voyage à Paris détruise l'effet que produit dans ce pays une telle nouvelle. Je pense donc que non seulement vous m'y autoriserez, mais que vous l'exigerez pour votre honneur. Quand ma présence devrait compromettre vos intérêts, la moitié de ma fortune est à vos ordres dans tous les temps pour réparer le sacrifice que vous faites à notre honneur commun et je ne croirai pas encore assez vous témoigner la reconnaissance que je vous devrai. J'espère que, dans toutes les situations, mes soins vous rendront la vie heureuse, mais si vous hésitiez, je vous demanderais à l'instant même de ne plus vous faire le tort de porter un nom que vous ne voudriez pas protéger.

La seconde lettre est d'un ton plus rassis :

Il importe à ton honneur et au mien que j'aille au plus tôt en France. Puisque tu n'es pas parti, je te demande de retarder, dussé-je ne rester qu'un mois et revenir ensuite avec toi. Cela suffirait pour détruire ces bruits absurdes. C'est la première fois que je t'ai demandé quelque chose avec cette insistance, que j'y ai attaché la destinée de notre vie. Enfin je te demande ce service comme le plus grand possible, comme celui dont le refus me blesserait le plus sensiblement. Tu sais combien j'ai l'âme susceptible d'impressions violentes. Je ne mets à rien plus de prix qu'à repousser le genre de triomphe que des ennemis aristocrates se plaisent à tirer de ma situation présente. S'il existait une chose qui intéresse autant ta situation et ton honneur, aucun sacrifice ne m'empêcherait d'y acquiescer. Je te demande la même chose cette fois au nom de tes enfans, au nom du sentiment que tu as eu pour moi, enfin au nom de tout ce qui peut nous lier ensemble pendant le cours de notre vie.

Elle finit par s'adoucir tout à fait en apprenant que, grâce aux efforts de son mari, qui lui annonçait en même temps sa prochaine arrivée, cet ordre injurieux allait être rétracté :

(1) Versoix appartenait alors à la France. Ce curieux épisode a été très bien raconté par M. Chapuizat, secrétaire général du Conseil administratif du canton de Genève, dans une intéressante brochure : *Mme de Staël et la Police.*

Je te remercie, mon cher ami, d'une conduite que je me plais à devoir à ton sentiment, mais que ta dignité et ton existence rendent également nécessaires. Quant à moi, j'aimerais mieux mourir que de reculer d'une ligne, mais je suis prête à venir à Paris si tout n'est pas rétracté... J'espère encore que ce billet sera inutile et que je t'embrasserai avec autant de reconnaissance que de tendresse.

L'ordre fut rétracté en effet, et Desportes s'efforça de persuader Mme de Staël qu'il y avait eu erreur de nom et que son inscription sur la fâcheuse liste avait été motivée par la présence à Genève d'une intrigante appelée Mme de Stales, à laquelle le prince de Monaco avait écrit une lettre, et qui était considérée comme une intermédiaire de la correspondance entre émigrés.

On était au printemps de 1796, Mme de Staël n'en demeura pas moins toute l'année à Coppet Elle continua, comme elle avait fait les années précédentes, de chercher dans le travail une occupation et une distraction. Déjà en 1791, elle avait écrit une tragédie. Le héros en était l'infortuné Montmorency, la victime de Richelieu, auquel elle trouvait, il serait assez difficile de dire pourquoi, une certaine ressemblance avec son père. C'était, elle-même en convenait, à M. Necker qu'elle pensait lorsqu'elle écrivait ces vers :

Dans les temps orageux qui, lassant les excès
Des partis opposés déteste les forfaits,
D'aucune passion ne secondant la rage,
Se perd dans les efforts de ce double courage...

Dans cette tragédie, elle peignait la fidélité et le courage de l'épouse de Montmorency. Dans une tragédie précédente, *Jane Grey*, imprimée à un petit nombre d'exemplaires et réunie depuis à la collection de ses œuvres, elle avait célébré également l'amour de Jane Grey pour son époux, Dudley. « J'ai assez chanté l'amour conjugal, écrivait-elle plaisamment à son mari. J'en suis l'Homère, mais ne va pas croire que je ne peins ce sentiment que par l'imagination. » Je crois néanmoins rendre service à sa mémoire en laissant ce poème conjugal dormir dans les archives de Coppet où l'on aurait pu laisser aussi dormir *Jane Grey*. Les années suivantes lui furent trop douloureuses pour qu'elle continuât ses essais en ce genre. « Je voudrais, observait-elle avec raison, commencer une tragédie, mais je suis trop triste pour cela. C'est singulier à dire, mais, pour peindre la

douleur, il faut n'être que mélancolique, et mon âme est profondément affligée du présent et de l'avenir. »

En 1793, de même que M. Necker avait protesté contre le procès du Roi, elle avait lancé une éloquente protestation contre le procès intenté à la Reine, sans s'inquiéter des conséquences qui auraient pu de nouveau en résulter pour elle comme pour M. Necker. En 1794, elle avait adressé à M. Pitt et aux Français des *Réflexions sur la Paix*, qu'elle n'avait pas signées de son nom, et elle n'était pas médiocrement fière que Fox, en pleine séance du Parlement anglais, eût cité cette brochure comme « l'œuvre d'un homme très distingué. » En 1796, elle publiait en même temps à Paris et à Lausanne son traité *De l'influence des passions sur le bonheur des nations et des individus*. Ainsi elle trompait son incessant besoin d'activité intellectuelle et politique sans parvenir cependant à prendre son parti de cette existence de recluse. C'était toujours à Paris qu'elle aspirait. Mais, chaque fois que, pour y retourner, il lui fallait quitter son père, au dernier moment, le courage était sur le point de lui manquer :

Tous ces jours vont être tristes, écrivait-elle, en approchant du moment de me séparer de mon père. Je vois tout sous un nouveau jour et c'est lui que je regrette : ce n'est plus vous tous, mari, enfans, amis que je désire revoir, et, si l'on se décidait au moment de partir, je resterais toujours. Je ne l'ai jamais tant aimé, mon père, et ces séparations sont le malheur de ma vie. J'aimerais mieux mourir que d'exister longtemps avec tant de peines.

C'était cependant au milieu de ces peines qu'elle allait vivre, les années suivantes. Elle regagnait Paris au commencement de l'année 1797 et, à partir de cette année, elle ne fit plus à Coppet que des séjours de quelques mois, en été ou en automne. Aussi est-ce à partir de cette date également que commence la correspondance régulière de M. Necker avec sa fille.

Avant de puiser à cette source abondante, je voudrais dire quelques mots de M. Necker lui-même et montrer de quelle vie il vivait à Coppet.

III

Les premiers temps du séjour de M. Necker à Coppet avaient été singulièrement tristes. Il aurait fallu une âme plus philo-

sophe que la sienne pour supporter avec égalité d'humeur le contraste entre la popularité dont il avait joui et la défaveur où il était tombé. Peu à peu il s'était résigné cependant, et sa mélancolie avait été adoucie par la tendresse passionnée de sa femme. Mais le déclin évident de la santé de Mme Necker donnait aux dernières manifestations de cette tendresse quelque chose de poignant. J'ai déjà montré (1) à quel point cette noble femme, à l'aspect un peu raide et compassé, dont Mme d'Oberkick disait méchamment : « Dieu, après avoir créé Mme Necker, l'enduisit d'empois en dedans et en dehors, » était au contraire une créature passionnée, exigeante en amour, portée à la jalousie, à l'inquiétude, à l'exagération, en cela la vraie mère de Mme de Staël. De nature placide, et plus tendre que passionné, M. Necker n'en partageait pas moins les sentimens d'amour conjugal profond dont il recevait chaque jour de nouvelles marques. Ces témoignages étaient rendus plus émouvans encore par l'approche de la mort dont l'ombre s'étendait chaque jour plus épaisse entre eux. C'est ainsi qu'ayant dû avoir avec Mme Necker une conversation relative à certaines dispositions testamentaires auxquelles la législation du pays de Vaud faisait obstacle et Mme Necker lui ayant répondu en l'entretenant de sa mort à elle-même, il n'avait pas eu le courage de reprendre la conversation interrompue par leur émotion réciproque et le lendemain lui écrivait cette lettre :

Ah! mon ange! dans quel état tu m'as mis! C'est après avoir versé des torrens de larmes et m'être senti presque sans existence que je vais t'écrire, car je sens bien que de pareilles conversations sont au-dessus de nos forces. L'amour que j'ai pour toi passe toute expression. C'est mon sang qui coule dans tes veines. C'est le tien qui est dans les miennes et quand l'idée d'une séparation m'est présentée, je crois voir l'univers s'écrouler autour de moi.

Ah! mon ange, ajoute à ta prière que ma vie expire sur tes lèvres et que l'idée ne te vienne jamais de me laisser un moment isolé sur la terre et livré à tous les déchiremens du plus cruel des supplices. Bien-aimée, âme de ma vie, objet de mes pensées, mon appui, ma gloire et ma consolation, toi qui es si digne d'approcher de l'Être suprême, recommande-lui notre bonheur ensemble et attire-moi vers ce séjour céleste qui t'est réservé afin que j'y sois témoin de ta félicité. Mais je m'arrête. Mon cœur ne peut soutenir de pareilles angoisses et j'ai besoin encore de force pour traiter l'autre sujet.

(1) *Le Salon de Mme Necker*, t. II, ch. I et *passim*.

Il entrait alors dans quelques détails sur les dispositions qu'il comptait prendre pour tourner la loi vaudoise et il continuait ainsi :

Je ne puis aller plus loin; aimons-nous, ne soyons qu'un en toute chose et alors tu prendras pitié de ton Jacques adorant sa Gotte, comme de celui qu'elle aime. Ange chéri, quel sentiment delicieux qu'un si tendre amour! Ah! j'espère qu'il fera notre bonheur dans tous les temps. La pureté de ton âme celeste est mon bouclier et ma confiance. N'oublie jamais qu'aucun sentiment n'égalera jamais celui dont mon âme est remplie.

Mme Necker ne ménageait cependant à son mari aucune de ces émotions qu'il avait tant de peine à supporter. Deux ans après son installation à Coppet, c'est-à-dire en 1792, sentant sans doute qu'elle était mortellement atteinte, elle fut reprise, comme par une sorte d'obsession, de cette crainte d'être enterrée vivante qui lui avait inspiré un judicieux petit opuscule sur les inhumations précipitées (1), mais surtout du désir passionné que, par tel ou tel procédé, son corps pût, comme elle le disait, « être préservé de la corruption » et conservé de telle sorte que la vue n'en devînt pas « un objet d'horreur. » Elle voulait en effet que, dans un monument funèbre élevé tout exprès et qui les recevrait un jour tous les deux, son mari pût lui rendre visite et contempler encore des traits chéris, préoccupation singulière chez une personne d'un spiritualisme aussi ardent, et qui avait dans la survivance de l'âme une foi aussi robuste. Elle avait commencé par souhaiter que le lit où elle mourrait fût transporté dans ce monument, espérant que, moyennant certaines précautions prises, et à la condition que des parfums y brûlassent jour et nuit, le résultat qu'elle souhaitait pourrait être atteint. Elle voulait que le corps de son mari y fût transporté un jour et que leurs deux cadavres reposassent l'un près de l'autre. Puis, quand on eut réussi à lui persuader que ce qu'elle souhaitait était inexécutable, elle se fit expliquer les différens procédés d'embaumement, entrant dans tous les détails, même les plus pénibles, avec une préci-

(1) L'expérience que Mme Necker avait acquise en s'occupant de la création de l'hôpital Necker lui avait appris combien, dans les hôpitaux de Paris, ces inhumations étaient fréquentes. Il est assez curieux de constater que l'une des mesures préconisées par elle, à savoir la création dans les cimetières d'un dépôt provisoire où les morts attendraient pendant l'intervalle légal avant l'ensevelissement, a été adoptée à Paris.

sion incroyable. Elle demanda sur ce point des consultations à plusieurs médecins, suisses, anglais, français, entre autres à Vicq d'Azyr. Quand, après s'être instruite des différens procédés d'embaumement par « injection ou par immersion dans un liquide approprié, » elle eut fait choix de ce dernier procédé, sa sollicitude se porta sur la « corbeille » où cette immersion aurait lieu. Elle en arrêta la matière qui devait être de marbre noir, la forme, et les dimensions exactes. Elle prescrivit, avec des indications minutieuses, l'inclinaison qui devait être donnée à son corps, pour que sa tête, reposant sur un coussin, dépassât toujours le bord de la corbeille, voulant ainsi que son mari, quand il entrerait dans le monument, pût « contempler ses traits sans horreur (1). »

Ces funèbres préoccupations remplirent les deux dernières années de sa vie. Ce fut après avoir ainsi tout réglé, en partie à l'insu de M. Necker, qu'elle arrêta ses dispositions testamentaires. Elle s'y mit à plusieurs reprises. Au dos de l'un de ces actes, tracés d'une main tremblante, sont écrits ces mots : « Pour lire à loisir, après que j'aurai été embaumée et déposée dans le monument. »

Le projet de testament se termine ainsi :

Adieu, cher ange! chère vie! Je veux bien que tu donnes des larmes à ma perte, mais je voudrais aussi que tu remerciasses le ciel avec moi de ce qu'il a épargné à ma faiblesse l'horreur de te survivre et de ce que tu me restes pour recevoir et exécuter mes dernières volontés. Ah! mon ami, combien tu fus aimé! Adieu, adieu!

Il est presque superflu de dire que M. Necker se conforma, scrupuleusement, aux volontés exprimées par sa femme,

(1) J'aurais hésité à donner ces détails si la sépulture de Mme et de M. Necker n'avait donné naissance à une légende où, comme il arrive, l'erreur se mêle à la réalité. C'est ainsi que, dans l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* cette légende a donné lieu à un échange de questions et de réponses entre certains lecteurs qui croyaient que c'était Mme de Staël qui avait été ainsi embaumée. D'ailleurs le duc de Broglie, mon grand-père, a raconté dans ses *Souvenirs* (t. I, p. 383) qu'ayant ramené à Coppet le cercueil de Mme de Staël, il dut, pour l'introduire dans le petit monument où reposaient déjà son père et sa mère, faire ouvrir par un seul ouvrier la porte qui était murée. « J'y entrai seul, dit-il; la chambre sépulcrale était vide; au milieu, la cuve de marbre noir, encore à moitié remplie d'esprit-de-vin. Les deux corps étaient étendus l'un près de l'autre et recouverts d'un manteau rouge. La tête de Mme Necker s'était affaissée sous le manteau. Je ne vis point son visage; le visage de M. Necker était à découvert et parfaitement conservé. »

volontés qui étonnaient un peu Mme de Staël : « Ce n'est pas comme cela, écrivait-elle à Meister, que j'entends le besoin de ne pas être oubliée (1). » Il eut le courage de conserver pendant trois mois, dans la petite maison où elle était morte à Beaulieu, le cercueil de celle qu'il pleurait. Il employa ce temps à faire construire, dans un bois qu'on aperçoit de la façade du château qui regarde Genève, le petit monument carré en forme de temple grec, où il comptait déposer cette chère dépouille. Ce fut au mois d'août qu'eut lieu la translation à laquelle, ni dans la correspondance de Mme de Staël avec son mari, ni dans les papiers laissés par M. Necker, il n'est fait aucune allusion. A Coppet, M. Necker s'installa dans un appartement des fenêtres duquel il pouvait apercevoir le bois dont le feuillage épais cachait le monument. Seul il en avait la clef et il y pénétrait presque tous les jours.

Norvins raconte à ce propos dans son *Mémorial* une histoire ou plutôt une légende qu'il avait recueillie dans le pays et qui n'a, je crois, aucun fondement. Pendant plusieurs mois, chaque fois qu'il pénétrait dans le monument, M. Necker aurait trouvé sur la tombe de sa femme une lettre de son écriture. C'était un vieux valet de chambre de M. Necker à qui Mme Necker aurait remis par avance la clef du monument avec un certain nombre de lettres et qui s'était chargé de cette singulière mission. M. Necker n'avait pas tardé à découvrir le secret de cette pieuse supercherie, mais il aurait consenti à s'y prêter. Cette histoire a d'autant moins de vraisemblance que, le monument n'ayant été construit qu'après la mort de Mme Necker, elle n'aurait pu en donner par avance la clef, et d'ailleurs, si la légende avait quelque vérité, la tradition s'en serait assurément conservée dans la famille; or je n'ai rien entendu dire de semblable. La seule chose que j'aie souvent ouï conter, c'est que, pour épargner à sa fille la vue de sa douleur, M. Necker s'enfermait souvent dans un petit cabinet qui contenait encore les robes de Mme Necker, cabinet qui a conservé ou peu s'en faut la même destination, et qu'on y entendait le bruit de ses sanglots étouffés.

Dans les papiers de M. Necker ont été retrouvés de grandes feuilles couvertes de sa large écriture, en tête desquelles est

(1) *Lettres inédites de Mme de Staël à Henri Meister*, publiées par MM. Usteri et Ritter, p. 112

écrit ce mot : *Wife* et plus bas : *Confortations against myself* (1). Ces pages débutent ainsi : « Si le temps, la maladie venaient jamais à affaiblir le souvenir de ma profonde douleur et de mes justes sujets de regrets et de larmes, que je les trouve ici retracés en peu de mots. » Il rappelait ensuite les nombreuses marques d'amour et de tendresse que Mme Necker lui avait données pendant les trente ans qu'avait duré leur union. J'en détacherai quelques traits :

Les pleurs qui coulaient de mes yeux pendant sa maladie la rendaient si malheureuse qu'au moment où je ne pus me contenir, elle poussa des cris de desespoir.

Quel calme, quelle beauté dans son lit de mort!

Quelle résignation à la volonté de Dieu pendant ses souffrances. Elle opposait toujours à ceux qui la plaignaient les trente années de bonheur qu'elle avait tenues de la bonté céleste.

Elle avait une peur manifeste de me sursuivre : c'était un malheur qu'elle considérait au-dessus de ses forces.

Avec une humilité touchante, il continuait en confessant les défaillances de sa propre nature et le secours qu'il trouvait dans sa femme contre lui-même.

Elle me rendait la tranquillité dans tous les genres d'alarmes; elle savait parler à mon cœur, à mon esprit, à mon imagination. Elle était mon bouclier contre moi-même.

Elle fixait les indécisions qui sont un des défauts de mon caractère.

Elle me préservait des regrets en me rappelant toujours que le passé est hors de notre atteinte et en justifiant tout ce que j'avais fait par un sentiment élevé.

Hélas! Je n'ai plus ce compagnon, cet ami, qui faisait route avec moi dans la vie. Disposé à me tourmenter et n'ayant plus mon amie pour me soutenir contre moi-même et pour défendre la vérité contre les inquiétudes de mon imagination, je suis obligé de converser avec moi-même, mais toujours sous le regard de mon amie.

Sous une apparence calme et un peu hautaine, M. Necker cachait en effet une nature agitée. Il avait l'imagination inquiète, et la meilleure preuve en est dans ces entretiens mêmes, car il se reprochait de n'avoir pas témoigné à sa femme assez de tendresse, assez de reconnaissance pour l'amour qu'elle lui portait.

(1) Ces entretiens de M. Necker avec lui-même ont été publiés par le baron Auguste de Staël dans la notice qu'il a consacrée à la vie de son grand-père, en tête de l'édition complète des *Œuvres* de M. Necker, t. I, p. 334.

« J'adore son image, disait-il, et mon amour pour elle est un mélange de culte dont l'impression dépasse toute idée. Je la prie, je l'invoque. » Mais son imagination, « la terrible ennemie qui faisait son principal tourment, » lui persuadait qu'il n'avait pas joui du bonheur qu'il devait à Mme Necker autant qu'il était malheureux de sa mort, et qu'il n'avait pas assez répondu à son amour. En lisant les écrits passionnés qu'il trouvait dans les papiers de Mme Necker et qui étaient pour lui comme une révélation, il s'écriait :

Hélas ! pourquoi ne les ai-je pas lus dans le fond de ton cœur, ou pourquoi tes paroles rendaient-elles si brièvement tes sentimens ! O mon aimée, tel est aujourd'hui mon malheur que tout ce que j'ai fait pour toi, tout ce que j'ai senti pour toi et dont tu as toujours parlé avec tant de contentement me paraît mille fois au-dessous de ce qui sortirait de mon âme en ce moment. Est-ce ma faute, est-ce l'effet inévitable de notre faible nature ? Chère aimée ! chère aimée ! je suis insensé peut-être dans mes inquiétudes, mais j'adresse à ton ombre, à ton âme céleste, les élans d'un cœur que tu as tant de fois calmé.

Que ce soit faiblesse de notre nature, comme le disait M. Necker, ou dessein miséricordieux de la Providence, il n'est pas donné aux sentimens humains, quels qu'ils soient, de demeurer au delà d'un certain temps au paroxysme. Chacun de nous a pu, avec quelque humiliation, en faire l'épreuve. Avec les années, ce qu'il y avait durant les premiers jours d'un peu maladif dans la douleur de M. Necker devait s'apaiser, pour se transformer peu à peu en un tendre et fidèle souvenir. Il était cependant encore tout entier à ses regrets lorsque, au cours de l'année 1797, les portes de Paris s'étant rouvertes devant Mme de Staël, elle vint se réinstaller à l'ambassade de Suède, le laissant seul à Coppet. A partir de ce moment, les lettres qu'il écrira à Mme de Staël, celles qu'il recevra d'elle seront sa principale distraction. J'espère que quelques extraits des unes et la publication intégrale des autres n'ennuieront pas le lecteur.

HAUSSONVILLE.

LA MAISON[1]

DERNIÈRE PARTIE [2]

XVIII. — L'ÉPIDÉMIE

Je me préparais à la liberté par des années de réclusion dont je ne transcrirai pas l'histoire après tant d'autres petits révoltés. Jamais je ne pus m'accoutumer à l'internat que j'avais presque réclamé, et cependant je passais pour un bon élève, à qui l'on ne reprochait qu'un peu de réserve ou de dissimulation. Je souffris effroyablement de mon départ; au dortoir, je pleurais, la tête enfouie dans mes couvertures, jusqu'à ce que je m'endormisse comme roulé dans mon chagrin ; mais je ne me plaignis à personne. Mes parens purent croire que j'acceptais ma nouvelle vie sans difficulté. Régulièrement, mon père m'écrivait, et longuement; cette correspondance représentait sans doute pour lui un surcroît d'occupations dont je ne lui savais aucun gré. Mon orgueil écartait toutes les avances qu'il me faisait. Ignorant des insinuations de Martinod, comment aurait-il deviné que j'apercevais partout des injustices à mon égard, des marques de préférence pour mes frères? Je dénaturais systématiquement phrases, sentimens, pensées. Écartait-il, dans sa virile tendresse, pour ne pas m'amollir, les témoignages affectueux, je l'accusais de dureté. S'y laissait-il aller, au contraire, c'était pour me donner le change et mieux m'imposer son autorité que je grossissais au point de la supposer partout et dont la soi-disant persécution m'était insupportable. Je répondais plutôt à ma mère et il ne

(1) *Copyright by* Plon, 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912, des 1er et 15 janvier et du 1er février 1913.

m'en adressa jamais l'observation. Cependant il le remarqua; plusieurs de ses lettres en portèrent la trace : « Je sais, me disait l'une d'elles, que tu n'aimes pas à te confier à ton père... » Et ma mère, qui l'avait remarqué pareillement, ne manquait aucune occasion de me parler de lui, de me vanter sa bonté par-dessus tous ses autres mérites, de l'imposer à mon souvenir, ce qui m'exaspérait. S'il se rendait compte de ma patiente et tenace hostilité, il n'en soupçonnait pas la cause. Ainsi le fossé, qu'un élan eût aisément franchi au début, s'élargissait entre nous.

Cette tension de mon esprit me communiquait une grande ardeur au travail. Je réussissais brillamment, avec indifférence, et mes succès contribuaient à tromper ma famille, qui y découvrait la preuve de mon acceptation et de ma nouvelle discipline. Un *bon élève*, comme le mentionnait mes bulletins, ne pouvait être qu'un brave enfant, et la joie de son foyer. Tante Dine, d'une écriture malhabile, m'adressait d'énormes complimens qui célébraient mon affection filiale. De grand-père je ne recevais rien.

Mais qu'étaient ces résultats positifs auprès du drame intérieur qui se jouait en moi? Je me relâchai peu à peu des pratiques religieuses, et me composai pour moi-même une sorte de mysticisme où je pris l'habitude de me réfugier. Mon imagination me remplaça mes promenades dans les bois et les retraites sauvages et jusqu'à mes rencontres avec Nazzarena par une notion quasi abstraite de la nature et de l'amour où je goûtais des joies intenses. Je me composais des paysages élyséens et des passions idéales. J'étais à l'âge où l'on se meut avec le plus d'aisance dans les chimères de la métaphysique : les idées se confondent avec le cœur, et la sensibilité, pour bondir, n'a pas encore besoin du tremplin de la réalité. Dans le rêve, j'étais mon maître : en attendant celle de la vie, j'avais découvert l'indépendance de notre cerveau, et qu'elle peut suppléer à tout ce qui nous manque. Enfin je me jetai dans la musique comme dans une eau qui prend notre forme : malléable et comme liquide, elle se prêtait à tous mes désirs avec une docilité qui m'émerveillait. J'avais retrouvé le *Freischutz* et *Euryanthe*, la forêt dont les allées se perdent. Elle était plus belle, et surtout plus vaste que celle où, jadis, je m'étais éveillé à la vie latente des choses. J'escaladais aussi des montagnes plus hautes et plus inaccessibles que celle où le berger menait son troupeau. Et parfois la douceur lancinante des notes que j'arrachais à mon instrument me rappelait l'inou-

bliable lamentation du rossignol amoureux de la rose : *Je m'égosille toute la nuit pour elle, mais elle dort et ne m'entend pas.* Pour elle? je ne savais pas son nom, je ne connaissais pas son visage, mais qu'elle existât, je n'en doutais point. Et, phénomène singulier, ce n'était déjà plus Nazzarena, comme si la fidélité était encore une chaîne à briser.

Avec le secours de la musique ou celui de la pensée, je me construisais un palais où nul n'était admis à me visiter : on me croyait présent et simplement distrait quand j'avais gagné ma solitude, le seul lieu où je fusse véritablement moi-même. Cette faculté de concentration m'interdisait l'amitié. Aucun camarade ne fut admis à se lier avec moi, de sorte que la famille même contre laquelle je m'insurgeais me représentait l'humanité à elle seule.

Ainsi toutes les graines jetées pendant ma convalescence germaient en moi à quelques années d'intervalle. J'étais libre en dedans, et personne ne s'en doutait. Mes parens étaient satisfaits de mes places et de ma conduite. Je passais pour tranquille, doux et sage, et, à l'abri de cette réputation, je me laissais couler paisiblement dans un heureux état où je ne reconnaissais plus d'autre loi que la mienne et qui devait approcher de l'anarchie. Je sacrifiais aux contingences, mais elles comptaient si peu auprès de ma vie intérieure. Quand je retournais chez moi, aux vacances, mon indifférence, ma froideur surprenaient, contristaient les miens. Ils l'attribuaient, ne pouvant la comprendre, à de la timidité, de la retenue qui étaient dans mon caractère, et ils se multipliaient pour me contraindre à rentrer dans la voie naturelle, ce qui n'aboutissait qu'à m'éloigner davantage. Le rire lumineux de Louise, qui était maintenant la fleur de la maison, ne me dégelait pas plus que les exhortations martiales et pour moi agaçantes de Bernard en congé. Et quant à mes deux cadets, Nicole et Jacquot, je leur inspirais une certaine crainte, de sorte qu'ils m'évitaient : après les avoir découragés, il ne me restait qu'à me froisser de leurs mauvaises dispositions, et je n'y manquai point. Tante Dine, cherchant une explication flatteuse de mon changement d'humeur, avait trouvé celle-ci :

— Il est si distingué !

Mon père, quand il me tenait et qu'il disposait d'un peu de temps, essayait sous toutes les formes de reprendre avec moi la conversation que nous avions eue sur la colline du Malpas le

jour des élections. Il me voyait, avec un secret déplaisir que je sentais et qui, par esprit de contrariété, m'ancrait dans mon attitude, fermer les yeux sur tout ce qui appartenait au domaine de l'observation, que ce fût l'histoire, le passé, la tradition, les lois, les mœurs, l'existence pratique et quotidienne, pour me confiner dans les études abstraites, la philosophie, les mathématiques, ou m'absorber plus complètement encore dans la musique, monde imprécis et sans lignes arrêtées dont il redoutait les mirages. Atteint par le départ de Mélanie et d'Étienne, par l'absence de Bernard, qui n'était revenu passer quelques mois à la maison que pour repartir à destination du Tonkin où la guerre ne finissait pas, il aurait souhaité de causer intimement avec moi, de me reprendre, de m'orienter. Je l'écoutais courtoisement, je lui répondais à peine et il ne pouvait se méprendre à mon silence ou à mon air distant. Il ne cessait de me montrer dans toutes les professions, dans tout le cours de l'existence humaine, la supériorité que distribue une vision nette des réalités. Ce qu'il dut dépenser d'intelligence, de tact, de diplomatie même dans cette poursuite où je me dérobais sans cesse, je m'en rends compte par le souvenir. Nicole et Jacquot grandissant nous accompagnaient dans ces promenades, qui me pesaient et m'en rappelaient d'autres plus chères; ils s'intéressaient à cette conversation qui tournait presque au monologue, et, plus tard, j'ai retrouvé sur eux l'empreinte de ce précieux enseignement dont ils subissaient avec joie l'autorité, tandis que j'y voulais être réfractaire. Quelquefois, je retrouvais dans la voix, soudain plus impérieuse, cet accent qui, dans un jour fameux, m'avait secoué jusqu'aux moelles, et je m'attendais à l'entendre comme alors : — *Mais comprends-moi donc, pauvre petit! Il faut bien que tu me comprennes. Il y va de ton avenir...* Puis la voix irritée se modérait, ou bien elle se taisait. Mon père avait mesuré l'inutilité de son insistance.

Je savais aussi me dérober affectueusement aux sollicitations de ma mère, qui recherchait mes confidences et qu'affligeait ma tiédeur religieuse :

— Tu ne pries pas assez, me disait-elle. Tu ne sais pas comme c'est nécessaire. C'est ce qu'il y a de plus vrai au monde.

Cependant j'avais habilement réussi à me rapprocher de grand-père sans éveiller de soupçons. Nous faisions de la musique ensemble. Il tremblait un peu et son violon semblait

chevroter. Ou bien nous discutions des heures entières sur une sonate ou une symphonie. Ainsi l'avais-je admiré jadis, au Café des Navigateurs, s'isolant avec Gallus. Si l'un ou l'autre voulait se mêler à nous, nous le toisions avec impertinence comme un profane incapable d'un avis sérieux. La musique ne pouvait avoir de signification que pour nous : elle nous appartenait et, par elle, nous rétablissions notre ancienne intimité.

J'atteignis ainsi le début de ma dix-huitième année lorsque survint l'événement qui devait décider de ma vie. Les baccalauréats m'avaient couvert d'honneur, et je me préparais à l'École Centrale depuis un an, sans une attraction particulière, et même avec un détachement parfait. Un certain goût pour les sciences naturelles, volontairement délaissé, avait quelque temps donné à mon père l'illusion que je reviendrais à mes projets d'enfant et le continuerais lui-même un jour. Mais j'avais choisi la carrière d'ingénieur, parce qu'elle me séparait de la maison et que j'y serais mon maître...

Lorsque, mes frères ou moi, nous annoncions notre retour, la première silhouette que nous ne manquions jamais d'apercevoir sur le quai de la gare, c'était celle de mon père accouru à notre rencontre. La paternité, véritablement, illuminait son visage. Moi, je le saluais comme si je l'avais quitté la veille, mais il ne se laissait pas rebuter et m'ouvrait chaque fois les bras comme s'il me retrouvait après m'avoir perdu. Ces effusions en public me paraissaient bien bourgeoises et je m'y dérobais avec art.

On était à la fin de juillet. Mes examens passés, je revenais pour les vacances. Après m'avoir tout froissé en me serrant sur sa poitrine, mon père me fit monter en voiture et, ma valise devant nos pieds, nous nous engageâmes dans le chemin de la maison qui était à l'autre extrémité de la ville et comme en dehors, ainsi que je l'ai décrite.

Nous traversions la place du Marché, lorsqu'un groupe de gens du peuple nous jeta des regards hostiles accompagnés de sourds grondemens, puis un cri se fit jour à travers ces murmures :

— A bas Rambert!

Étonné, je me tournai vers mon père, qui ne répondait pas et qui souriait même aux insulteurs, oh! non pas de ce sourire que j'avais déjà remarqué sur ses lèvres quand il se préparait à

la bataille, mais d'un sourire presque sympathique, de commisération. Pourquoi cette impopularité soudaine? On pouvait ne pas l'élire, on le respectait et surtout on le craignait. Déjà le cocher pressait son cheval : de loin quelques huées nous poursuivirent. Je ne pus me tenir de l'interroger.

— Oh! rien, dit-il. De pauvres diables. Je t'expliquerai.

Toute la maisonnée se précipita dans l'escalier pour nous recevoir. C'était le protocole habituel, à la rentrée de chaque absent. Grand-père, seul, ne se dérangeait pas, et j'entendis son violon qui, de la chambre de la tour, envoyait sa plaintive mélopée. Mon père raconta la manifestation dont nous avions été les victimes.

— Ah! les canailles! s'écria tante Dine qui, par l'effet d'un rhumatisme à la jambe, clopinait un peu, mais qui n'avait rien perdu, avec les ans, de sa vertu guerrière. *Ils* se sont avancés jusqu'ici, tout à l'heure. Ceux-là ou d'autres. Heureusement, la grille était fermée.

Elle nous barricadait contre nos ennemis.

— Oh! mon Dieu ! murmura ma mère, pourvu, Michel, qu'il ne t'arrive rien!

Mon père, enfin, résuma pour moi les derniers incidens. La municipalité élue trois ans auparavant avait commandé, pour alimenter les fontaines publiques, d'importans travaux de canalisation, et ces travaux avaient été adjugés à un entrepreneur peu scrupuleux et même taré que soutenaient des influences politiques considérables. Or, ces derniers jours, mon père avait constaté, soit à l'hôpital, soit dans les quartiers ouvriers, deux ou trois cas de typhus qu'il attribuait à l'eau récemment amenée en ville, et mal captée ou contaminée. Il redoutait une épidémie, s'il avait diagnostiqué sans erreur l'origine du mal. Aussi avait-il saisi sans retard la mairie d'une demande de fermeture immédiate des fontaines suspectes et provoqué un arrêté enjoignant de ne se servir que d'eau bouillie et prescrivant d'autres mesures de précaution, à quoi le maire, un M. Baboulin, épicier, conseillé par l'adjoint Martinod, s'était refusé par crainte de l'opinion. Notre ville, en amphithéâtre au-dessus du lac, était choisie, l'été, comme lieu de villégiature par toute une colonie d'étrangers. Si l'on parlait de contagion, la saison, du coup, était compromise. En outre, il eût fallu avouer l'échec de ces fameux travaux d'aménagement dont on

avait tiré, selon l'usage, une bruyante popularité. La querelle avait transpiré et le public prenait violemment parti contre le prophète de malheur.

J'écoutais ce récit avec l'indulgence d'un voyageur qui doit se prêter poliment aux intérêts de ses hôtes. C'étaient des histoires de province, promptes à naître, promptes à s'éteindre, et j'arrivais de Paris. Notre ami, l'abbé Heurtevent, vint à la nuit tombante les renforcer. Depuis le décès du Comte de Chambord, il ne prédisait plus que des fléaux, guerres, cyclones et cataclysmes de tout genre. Déjà il se sentait dans son élément et reniflait à l'avance une odeur de choléra qui rétablirait sa réputation atteinte et punirait la République.

— J'ai appris, annonça-t-il à mon père, qu'on vous donnerait ce soir un charivari.

— Un charivari! répéta tante Dine. Nous verrons bien. Je leur verserai sur la tête une lessiveuse d'eau bouillante, puisqu'ils ne veulent pas d'eau bouillie.

— Bien, répondit mon père, j'attendrai.

Après le dîner, ma mère anxieuse nous invita à réciter la prière en commun. J'hésitai à me mêler à ces invocations que j'estimais puériles et n'y participai que du bout des lèvres, uniquement, me disais-je, pour ne pas semer dès le premier jour la discorde. Grand-père, lui, avait bravement regagné sa tour pour braquer son télescope sur je ne sais plus quelle planète. Vers les neuf heures, nous entendîmes une clameur formidable, mais qui venait de loin.

— J'ai tout fermé, déclara tante Dine pour nous rassurer.

Cependant cette clameur ne se rapprochait ni ne s'éloignait. La foule qui la poussait devait piétiner sur place. Nous percevions distinctement une sorte de refrain de trois notes dont nous ne comprenions pas le sens. Tout à coup on sonne au portail.

— Les voilà! proclama tante Dine.

Mais non : sous le bec de gaz on n'apercevait qu'une ombre, et même une ombre minuscule. Tante Dine et ma mère furent d'avis qu'il ne fallait ouvrir qu'à bon escient.

— Il s'agit probablement d'un malade, observa mon père.

Et lui-même s'avança vers la grille. Il reconnut dans ce visiteur nocturne Mimi Pachoux qui, furtivement, s'empressait de l'avertir :

— Il paraît, monsieur le docteur, qu'il y a d'autres cas. Alors, on fait l'assaut de la mairie.

— Ah! vraiment? Et qu'est-ce que l'on crie?

— Démission! démission!

— C'est bien, mon ami, j'y vais.

Tante Dine, quand on lui rapporta le dialogue échangé, voulut célébrer le dévouement de notre ouvrier, mais elle en fut empêchée par mon père :

— Oh! ne vous pressez pas, ma tante; ces jours derniers, il me fuyait. Il ne fait que passer devant le mouvement populaire quand il est bien sûr de sa direction.

Et se tournant vers moi, il me demanda :

— M'accompagnes-tu? Cela te changera de tes études.

Nous trouvâmes dehors une de ces belles nuits de juillet, sans lune, où les étoiles semblent briller bien en avant de la voûte sombre, comme des lampes suspendues, et nous arrivâmes sur la place de l'Hôtel-de-Ville qui était noire de monde, et toute remplie d'un cri unique :

— Démission! démission!

La foule nous tournait le dos, trépignant et vociférant contre le bâtiment municipal hermétiquement clos et qui n'en pouvait mais. Elle se composait de bandes de citoyens accourus au sortir des cafés où la nouvelle s'était sans doute répandue, et aussi d'un bon public de famille, avec des enfans dans les bras. Les femmes étaient encore plus surexcitées que les hommes. Quelques-unes parlaient de noyer le maire dans la fontaine. A la vérité, il eût fallu beaucoup de bonne volonté pour cette exécution. Toutes ces ombres chinoises qui se découpaient devant nous sous une lueur incertaine me paraissaient ridicules avec leurs gesticulations. Isolé dans ma vie intérieure, je ne prenais aucun intérêt à leurs ébats. Et, tout à coup, le salon de l'Hôtel de ville qui donnait sur un balcon s'éclaira. M. Baboulin se décidait à rassurer ses administrés. Vainement il essaya de se faire entendre ; on le couvrit aussitôt d'injures, l'appelant empoisonneur, traître, vendu et le flétrissant d'autres épithètes plus malsonnantes. Un autre homme parut à ses côtés : l'adjoint Martinod, ma vieille connaissance, comptant sur sa popularité et son talent de parole, s'avançait pour le remplacer. Mais le vacarme redoubla, et même on le traita avec une familiarité plus blessante encore. Je reconnus, à la lumière d'un bec de gaz,

Gallus et Mérinos, inséparables, qui conspuaient en conscience leur ancien ami.

— Voilà, me dit mon père sans se gêner, ce que c'est que le peuple. Hier, il les acclamait; aujourd'hui, il les insulte.

Je m'étonnai, je l'avoue, qu'il s'exprimât si librement, et de cette voix forte qui retentissait et qui désespérait grand-père. Tout à l'heure, quand nous revenions de la gare en voiture, ne l'avait-on pas hué, lui aussi? Et si l'on recommençait? Nous n'étions pas protégés par des murs et des agens de police. Justement, un des manifestans se retourna, la face injectée et la bouche ouverte. Un réverbère l'éclairait en plein. Tem Bossette, en personne, nous dévisageait. Il s'agitait plus que tous les autres, il était plein et débordant comme une outre. Aussitôt il poussa un cri :

— Vive Rambert!

Autour de lui, devant nous, ce fut un beau tumulte, et à ma profonde stupéfaction chacun de reprendre : *Vive Rambert!* à pleins poumons. Mon père me toucha l'épaule et me glissa :

— Filons vite. En voilà assez!

Un peu plus, notre retraite était barrée et nous devions subir cette ovation inattendue. Nous prîmes rapidement une ruelle transversale, avant qu'on s'organisât pour nous accompagner et nous rentrâmes à la maison où l'on nous attendait. L'ombre derrière la fenêtre nous avertit de l'état d'inquiétude causé par notre absence. Mon père raconta gaîment ce qui s'était passé et l'intervention de Tem.

— Le brave garçon! approuva tante Dine.

Ce qui lui valut cette réplique :

— Oh! son cas est pire que celui de Mimi. Ces jours derniers, il ne me saluait même plus,

— De quoi se mêle-t-il? opina grand-père que l'épidémie occupait, que risque-t-il? il n'a jamais trempé son vin.

— Écoutez, murmura ma mère, si prompte à s'effrayer pour nous.

La clameur lointaine que nous avions entendue se rapprochait distinctement, se précisait. Tout à l'heure, dans un instant, elle deviendrait intelligible.

— O mon Dieu! ajouta-t-elle, que se passe-t-il encore?

Mon père la rassura en riant :

— Cette fois, Valentine, ce sont des acclamations. Je n'en

demandais pas tant. Après-midi, j'étais bon à jeter à l'eau et, ce soir, je suis un sauveur.

Comme il se souciait peu de la faveur publique! Il avait son sourire de bataille et je l'estimai bien méprisant. Dans le mysticisme où je m'étais réfugié, je me tenais à l'écart des hommes; mais, pourvu que je ne les fréquentasse pas, j'étais disposé à leur concéder toutes les vertus, et même la logique. Déjà le cortège déferlait contre la grille en chantant : *C'est Rambert, Rambert, Rambert, c'est Rambert qu'il nous faut!* N'y avait-il donc qu'un Rambert? Grand-père, que personne ne réclamait, s'éloigna et, moi seul, je remarquai son mouvement de retraite : il dut regagner sa tour et reprendre tranquillement son télescope; la planète qu'il observait n'avait peut-être pas encore atteint le bord de l'horizon. Volontiers je l'aurais suivi. Mon père, cependant, m'invitait à regarder, et je voyais sans plaisir cette masse confuse dont la houle battait le portail et le mur d'enceinte. On eût dit un long et énorme serpent, une longue et énorme courtilière dont le corps occupait toute la largeur de la rue et dont la queue n'en finissait plus, là-bas, au tournant du chemin. La grille céda tout à coup et la bête envahit, comme jadis les bohémiens, la courte avenue et les plates-bandes. En un instant, elle assaillit la maison. Tante Dine, à côté de moi, était partagée entre le plaisir de la popularité, qu'elle savourait pour la première fois, et la défense instinctive de notre jardin.

Mon père, afin d'arrêter cet élan de la foule, ouvrit la croisée et fut salué d'une tempête d'applaudissemens. Il obtint facilement le silence et sa voix sonna comme une cloche d'église :

— Mes amis, dit-il, nous ferons ce que nous pourrons pour arrêter le fléau. Comptez sur moi, rentrez chez vous, et surtout invoquez le secours de Dieu.

Invoquer le secours de Dieu! Mais c'était lui que l'on considérait comme la Providence. Dans toute cette manifestation, il n'y avait que ma mère qui songeât à prier. Tante Dine buvait les paroles de son neveu dont l'éloquence ne me touchait pas. J'aurais souhaité quelque bel éloge de la science, seule capable de vaincre l'épidémie et d'éviter la contagion, et de la science mon père n'avait soufflé mot. Je remarquai alors le nombre de bonnes femmes qui faisaient partie du défilé et dont quelques-unes brandissaient des mioches à bout de bras

comme si elles les offraient à mon père. Sans doute avait-il parlé pour les bonnes femmes.

Cependant il obtint ce qu'il désirait. La foule, peu à peu, se calma et commença de s'écouler. On repassa le portail, et la belle nuit d'été, qu'avaient déchirée tant de cris, lentement reprit sur les derniers retardataires le jardin, son domaine, et les chemins et la campagne, pour les restituer au silence.

Dès le lendemain, les événemens se précipitaient les uns sur les autres. Le conseil municipal, responsable des fâcheux travaux de canalisation, démissionnait sous les protestations et le mépris.

— Et voilà bien les électeurs! nous dit mon père à table. On avait célébré la conquête de la mairie sur la réaction, et ce même conseil acclamé, on le chasse honteusement et on le traîne dans la boue.

Instantanément, je me revis, quelques années plus tôt, au Café des Navigateurs, buvant le champagne avec Martinod et ses acolytes, en l'honneur de la candidature de grand-père qu'on opposait au chef du parti conservateur. Ce souvenir, loin de me révolter, m'attendrit. Là, j'avais goûté, enfant, une sorte d'abandon agréable qui ressemblait déjà à cette langueur amoureuse, présent de Nazzarena fugitive, en écoutant de belles théories qui n'étaient pas encore très claires pour moi, mais qui me préparaient à la liberté.

En ville, l'agitation croissait avec le nombre, pourtant encore très faible, des morts. Les chiffres exacts que donnait mon père ne correspondaient nullement à ceux que l'on imprimait dans les journaux ou qui volaient de bouche en bouche. Il nous avait interdit d'aller en ville, en quoi grand-père l'approuvait :

— On ne sait pas trop comment cela se ramasse. Il suffit quelquefois d'un rien. Déjà tous ces malades qui circulent par ici, comme c'est peu rassurant!

A mon retour, j'avais trouvé grand-père vieilli. Dame! il approchait des quatre-vingts ans, mais il avait si longtemps gardé un air de jeunesse dans la démarche, restée allègre à force de promenades, et dans les yeux, qui brillaient et dont les petites rides avoisinantes ne faisaient que souligner la malice. Maintenant, il se voûtait et le regard s'embrumait. Cependant il tenait à la vie, et peut-être de plus en plus à mesure qu'il la sentait plus fragile.

Les nouvelles les plus insensées et les plus contradictoires circulaient et toutes les passions politiques se donnaient libre cours. On avait surpris un individu qui empoisonnait la rivière : un prêtre, affirmaient les anticléricaux; un franc-maçon, leur répliquait-on. La terrible manie du soupçon commençait de sévir. Un malheureux, le visage couvert de boutons, faillit être écharpé, sous le prétexte qu'il propageait le mal, et ne fut sauvé que par l'intervention de mon père.

— Les boutons du visage sont les seuls qui ne signifient rien, cria-t-il à temps.

Il nous rapportait tous ces incidens et ces bruits, car nous ne communiquions plus avec personne, et lui-même se désinfectait avec soin en rentrant de ses tournées. Puis, les villages en aval des canaux de captation se crurent contaminés eux aussi. Atteinte de panique, leur population se replia sur la ville. On la vit passer avec ses chars, ses troupeaux, ses meubles, comme une émigration devant la guerre. Il y eut des bagarres parce qu'on voulait l'expulser. Et, brusquement, l'épidémie jr qu'alors circonscrite et dont on avait fort exagéré les rava soit par suite de l'agglomération et du manque d'hygiène parce que l'air était réellement vicié, prit des proportions i tantes. L'effroi public devint lui-même un danger. On la peste et la famine. L'abbé Heurtevent qui, tout en se puisait dans cette atmosphère de catastrophe une sort fort à cause de la réalisation de ses prophéties, et qr s'empêcher de reconnaître les signes de l'interv fut accusé formellement de sorcellerie et dut se chambre pendant quelques jours, sous mena coup. Mlle Tapinois avait donné le signal dr nant son ouvroir, que ma mère reprit sans se vidaient, et les habitans qui pouvaient

Le manque d'organisation venait a municipalité avait démissionné, et le p Allemagne. D'urgence, on convoqua ruée vers mon père. Tous les jours *Vive Rambert!* ou : *C'est Rambert* ne se rassasiait jamais de ce refra Lui seul, il n'y avait que lui.

Je n'ai pas vu, et je ne pu boutiques fermées de peur d

hantée de tous les soupçons, s'accrochant à toutes les superstitions, travaillée par la haine et la misère, et livrée à l'épouvante. Mais je l'ai vue de mes yeux, à nos pieds, là, sous nos fenêtres, supplier un homme, se soumettre à lui, s'asservir à celui dont, auparavant, elle n'avait pas voulu. Elle se traînait, elle gémissait, elle poussait des cris d'amour comme une chienne en folie. Et, ne comprenant pas sa détresse, je la méprisais.

Mon père avait perdu sur moi son autorité, non pour en avoir abusé, malgré ses apparences où j'imaginais de la tyrannie, mais peut-être, qui sait? pour n'en avoir pas usé, au contraire, le soir où il me ramena du Café des Navigateurs, le jour, où, dans la chambre de la tour, pour défendre grand-père contre lui, je le bravai. Il ne pouvait se douter ni de mon premier amour qui m'avait compliqué le cœur, ni de la profondeur de mes aspirations vers la liberté, lentement infiltrées par tant de promenades et de causeries. Cependant il avait pressenti mon détachement de la maison et, pour me ramener, il avait compté sur sa clémence. Or cette clémence le réduisait à mes yeux. Son prestige était fait de ses continuelles victoires, et, chez ma mère, ne l'avais-je pas entendu se plaindre comme un vaincu? J'avais mesuré à sa tristesse mon importance. Plus il attachait de prix à me reconquérir, plus je me sentais fort pour lui résister. Et, peut-être, sans cet excès de préoccupation paternelle, eût-il conservé plus d'empire. Serait-il dangereux pour un souverain de prétendre trop à dresser et préparer son héritier et faut-il croire à la vertu des affirmations et des actes plus qu'à l'influence qu'on cherche à exercer sur les esprits? Une génération diffère de la précédente dans l'expression des idées, sinon dans les idées mêmes. Elle tient à croire tout recréer : la vie lui apprendra que rien ne se crée et que tout continue par les mêmes procédés.

Cette autorité, à quoi je me dérobais, voici que dans le danger, elle s'imposait à tous. Mon père dirigeait les services médicaux. Élu à la presque unanimité, on lui confia la ville.

XIX. — L'ALPETTE

Mon père et ma mère tinrent alors un conseil de guerre d'où sortit la résolution de nous renvoyer. Nous possédions, sur les pentes de l'une des hautes vallées, un chalet qu'on appelait l'Alpette, isolé dans une clairière au milieu des sapins. Quand

la saison s'y prêtait, nous y passions un mois pendant la période des vacances. Une patache irrégulière montait en quatre ou cinq heures au village voisin. Le ravitaillement n'y était pas très commode et il fallait s'y contenter d'un ordinaire frugal et modeste. Mais on y respirait un air balsamique. Là, nous serions à l'abri de la contagion.

— L'épidémie se propage, nous expliqua mon père. Vous partirez tous demain matin, sauf votre mère qui ne veut pas me quitter.

Peut-être avait-il résolu de rester seul : il s'était heurté à ce refus.

— C'est une excellente idée, approuva grand-père. Ici, nous ne sommes bons à rien du tout. Nous sommes plutôt une gêne.

— Oh! moi d'abord, déclara tante Dine en secouant la tête, je ne m'en vais pas. Je fais partie de l'immeuble.

Mon père lui objecta qu'elle aurait son frère à soigner ; l'argument fut accueilli assez mal :

— Il se soignera bien tout seul. Il se porte comme un charme. Et, d'ailleurs, Louise veillera sur lui.

Louise protesta de son désir de rester. On crut qu'elle plaisantait, car elle avait dit la chose en riant, mais elle insista bel et bien. Ne pouvait-elle rendre des services, visiter les malades, les garder même? N'avait-on pas besoin de toutes les bonnes volontés ? Il y eut entre elle et tante Dine un débat dont la générosité ne m'apparut point sur le moment. Tante Dine *gongonna* tant et si fort qu'elle obtint gain de cause.

Entraîné par l'exemple, je signifiai à mes parens mon intention formelle ne pas quitter la ville et d'y jouer aussi mon rôle. Ce fut pour affirmer ma personnalité, — ma personnalité de dix-huit ans à peine, — bien plutôt que par bravade de courage. L'idée de la mort ne m'effleurait pas, ni pour moi, ni pour personne. Je n'apercevais aucunement le danger. Sans doute mon père se trouvait le plus exposé par sa profession et par ses fonctions, mais il me paraissait immortel. Je pensais seulement à me donner de l'importance.

Mon père m'écouta patiemment, puis il me répondit que, si j'avais commencé mes études médicales, comme il l'avait espéré, il n'hésiterait pas, malgré son affection et ses craintes, à m'utiliser, — ce serait un droit que je pourrais revendiquer; — mais que, m'étant orienté dans une autre voie, je n'avais aucune raison

sérieuse de demeurer dans une atmosphère viciée, sans servir à rien, au risque de prendre le mal un jour ou l'autre. Il me remerciait de mon offre et ne l'acceptait pas. La montagne, au contraire, serait favorable à ma santé, qui s'y raffermirait : j'étais un peu délicat, j'en reviendrais plus vigoureux. Ce calme rejet eut le don de m'exaspérer. J'y découvrais un insupportable mépris, et je m'obstinai à réclamer un poste comme si mon honneur était engagé :

— Je regrette infiniment, père, de ne pas m'incliner dans cette circonstance ; mais j'estime que je dois rester, et je resterai.

Ces paroles me grandissaient. Il me fixa de ses yeux perçans et ne haussa même pas la voix :

— Je commande dans ma maison avant de commander en ville, mon petit. C'est un ordre que je te donne : tu partiras demain matin avec ton grand-père, Louise et les deux cadets. J'ai la charge de toute la cité ; nous verrons si mon fils sera le premier à me désobéir.

Et il me laissa. Il avait parlé si péremptoirement que j'eus le sentiment de l'impossibilité d'une résistance. Dès longtemps, il me ménageait. A ma réserve, il me pressentait indifférent, sinon hostile, et il caressait le rêve de retrouver ma confiance. Voici qu'il abandonnait tous les moyens de conciliation et me replaçait dans le rang, comme un simple soldat, non pas même comme un futur chef. Sans tenir le moins du monde à prendre du service actif parmi les ambulanciers, je rongeai mon frein avec rage, comme si j'avais subi la plus cruelle injure. Grand-père, que cette solution satisfaisait, me consola avec bonne humeur :

— Oh ! oh ! que veux-tu ? il a la manie d'ordonner. Nous serons très bien là-haut.

Nos préparatifs occupèrent l'après-midi. Grand-père descendit lui-même de la tour son baromètre, son violon, ses pipes et ses almanachs. Ces divers voyages l'essoufflèrent, mais il n'écoutait personne. Le reste du chargement ne l'intéressait pas et concernait tante Dine, à qui, de tout temps, il avait abandonné le soin de son linge et de ses habits. A la tombée de la nuit, l'abbé Heurtevent vint en visite. Mon père était à l'hôpital ou à la mairie, et ma mère à son ouvroir où l'on préparait des couvertures pour les malades pauvres. Grand-père, avec une vigueur de résolution toute nouvelle, refusa d'ouvrir la porte, et, de la fenêtre, s'informa si notre ami avait été désinfecté.

Force fut à l'abbé de passer à l'étuve que l'on avait installée à la maison ; après quoi, il fut accueilli gaîment, et même grand-père lui offrit son exemplaire des prophéties de Michel Nostradamus. M. Heurtevent accepta le cadeau sans enthousiasme : il connaissait les *Centuries* et les estimait obscures et contradictoires.

— Oui, vous préférez la sœur Rose-Colombe et l'abbaye d'Orval. Et quelles catastrophes nous apportez-vous, l'abbé?

— D'abord, votre ouvrier Tem Bossette est décédé ce matin du fléau.

— Ah! fit grand-père; mais il ajouta aussitôt, pour se dispenser de le plaindre : — C'était un ivrogne.

— Pauvre Tem! soupira tante Dine. S'est-il confessé?

— Il n'en a pas eu le loisir. Le mal fut pour lui foudroyant.

— Un alcoolique, reprit grand-père.

Ma tante continua d'interroger notre hôte sur les personnes de notre connaissance :

— Et Béatrix? et Mimi Pachoux?

— Rassurez-vous, mademoiselle, sur le sort de votre Mimi : il porte les morts en terre et même dirige l'équipe des fossoyeurs. Son zèle est magnifique, il se multiplie, il est de tous les convois. Quant au Pendu, je le crois atteint.

— J'irai le voir, déclara simplement tante Dine, ce qui lui valut de son frère un regard d'étonnement et même de réprobation.

Déjà l'abbé, avec une aisance incomparable, passait des infortunes particulières aux calamités générales. La contagion ne tarderait pas à se répandre au loin, elle finirait bien par atteindre Paris. Elle décimerait la capitale, sentine de tous les vices, elle contraindrait les hommes politiques à réfléchir. Pour le renouveau moral, elle vaudrait une guerre. Et les lys refleuriraient.

— Ils refleuriront, ne manqua pas de répéter gravement tante Dine.

Le récit de ces malheurs futurs affecta grand-père, qui changea le cours de la conversation :

— Dites donc, l'abbé : si vous montez à l'Alpette, nous vous donnerons des bolets Satan, et même, si vous ne nous apportez pas trop de fâcheuses nouvelles, des bolets tête de nègre qui sont du moins comestibles et d'un goût savoureux. Ou plutôt non, ne vous dérangez pas. Il n'y a pas là-haut d'appa-

reil à désinfecter et vous seriez capable de nous contaminer tous.

Le lendemain, un break attelé de deux chevaux, retenu spécialement pour nous, vint nous prendre avec nos paquets. Mon père surveilla lui-même l'embarquement, qu'il précipita, car on le réclamait de tous les côtés à la fois. A la maison, quand surgissait quelque difficulté, on le cherchait immédiatement et ce n'était qu'une voix pour appeler : *Monsieur Michel? où est Monsieur Michel?* Maintenant, dans la ville entière, le cri de ralliement était : *M. Rambert* ou, plus brièvement, *le docteur* ou *le maire.*

— Oh! oh! persiflait grand-père, il a de quoi commander.

Grand-père se hissa le premier dans le véhicule, avec ses instrumens qui ne le quittaient pas, bien que la caisse à violon fût encombrante. Il montrait, comme le petit Jacquot, une gaîté de collégien en vacances. Jamais il n'avait témoigné un si vif attrait pour l'Alpette. Louise, au contraire, et Nicole imitant sa sœur qu'elle admirait, manifestaient une émotion que, pour ma part, je trouvais excessive. Elles s'accrochaient à mes parens et versaient des larmes, comme s'il s'agissait d'une absence prolongée.

— Allons, mes petites, dit mon père, dépêchez-vous et soyez sans crainte.

Les adieux que je lui fis moi-même, à cause de la scène de la veille, furent empreints de froideur. Il m'avait contraint à l'obéissance et froissé dans mon orgueil : je ne pouvais l'oublier si vite et ma dignité m'obligeait à prendre un air offensé.

Les moindres détails de ce départ, sur lequel devait tant s'exercer ma mémoire pour chercher en vain à en amoindrir l'amertume, m'apparaissent avec une netteté que le temps n'a pu obscurcir. Tout le monde s'impatientait plus ou moins, les chevaux à cause des mouches qui les harcelaient, le cocher par tendresse pour ses bêtes, grand-père et Jacquot dans leur hâte de goûter le plaisir de la course, Louise et Nicole dans leur tristesse de s'en aller, tante Dine parce qu'elle redoutait le fracas de sa sensibilité, moi pour en finir avec le malaise que j'éprouvais. Seuls, ma mère tâchait de conserver son calme et mon père y réussissait naturellement. Quand je me hissai à mon tour, le dernier, il eut un court moment d'hésitation comme s'il voulait me retenir, me parler. Je ne sais plus exactement ce qui me le révéla, mais j'en suis certain. Et, une fois assis, je res-

sentis une envie irraisonnée de redescendre. Était-ce un désir instinctif de réconciliation? Combien j'aimerais en être assuré ; mais ce fut trop vague pour le pouvoir affirmer aujourd'hui. Installé sur la même banquette que grand-père, je traduisis mon sentiment intime par un geste de mauvaise humeur : je m'emparai de la caisse à violon qui me heurtait les genoux et la déposai brusquement dans le fond de la voiture.

— C'est délicat, observa grand-père en manière de protestation.

Je me souviens encore de la vibration de la lumière dans l'air et de l'éclat de la route sous le soleil.

— Ça y est-il? s'informa le cocher grimpé sur son siège.

— En avant! ordonna mon père.

Et ma mère ajouta le vœu qu'elle formulait à chaque séparation :

— Que Dieu vous garde!

Déjà notre lourd véhicule s'ébranlait et ce furent les dernières paroles que nous entendîmes. *En avant!* et *Que Dieu vous garde!* elles se confondent, elles se mêlent, elles s'accompagnent toujours l'une l'autre dans mon souvenir, et, lorsqu'il m'arrive aujourd'hui de me mettre en route, il me semble que je les entends.

Au tournant, là-bas, devant la grille du portail, je revois les trois ombres qui se détachent dans le jour cru : celle de tante Dine, un peu massive; celle, plus fine, de ma mère et la grande ombre fière de mon père qui redresse la tête. Pourquoi n'ai-je pas appelé? D'un seul mot : « Père, » il se fût contenté, et il eût compris. Sa silhouette révélait tant de force, une si riche vitalité, et l'autorité d'un tel chef, qu'il était sans doute bien inutile de songer à s'humilier pour lui donner satisfaction. J'en aurais toujours le loisir, si je le désirais : plus tard, plus tard.

Grand-père fourrageait mes jambes pour remettre à flot sa caisse à violon et je dus l'y aider. Nous passâmes sous le châtaignier qui avait abrité, — un instant, — Nazzarena fugitive, Nazzarena qui riait en montrant ses dents. Et la maison se perdit en arrière de nous.

Je ne tardai pas à oublier ce mauvais départ dans l'enchantement de ma vie nouvelle au chalet de l'Alpette. Pour la première fois, j'étais le maître absolu de mes jours. Grand-père

n'exerçait aucune surveillance. Il restait volontiers des heures, assis sur un banc devant la façade la mieux exposée, à se chauffer au soleil en fumant sa pipe. Il ne se promenait plus que dans le voisinage immédiat et gagnait péniblement la sapinière, car ses jambes étaient devenues molles et ne pouvaient le transporter bien loin. Là, il se livrait à son goût favori, qui n'avait pas changé et qui était la chasse aux champignons. Il poursuivait spécialement, non sans succès, le bolet tête de nègre, à qui l'ombre des pins est propice. Jacquot et son inséparable Nicole l'accompagnaient et se baissaient à sa place pour ramasser le gibier qu'il leur désignait. Il préférait leur enfance à ma jeunesse, et je n'en étais pas jaloux. Notre intimité de jadis, il ne cherchait pas à la recréer avec eux. Il évitait toute fatigue, toute conversation qui eût nécessité des raisonnemens, des explications. Il se contentait des petits faits évidens qui ne peuvent se discuter. Moi, je préférais ma solitude.

Soit qu'elle eût reçu des instructions à cet égard, soit par affection fraternelle, Louise s'occupait de nous jusqu'à l'obsession : elle aurait voulu se partager pour être à la fois avec moi et avec les deux petits. Quand elle se fut rendu compte de la nature pacifique et banale des propos que tenait grand-père, elle se tourna vers moi davantage, souhaitant de devenir ma confidente et de prendre sur moi un peu d'empire. Elle n'était que de deux ans mon aînée. Sa conduite m'émerveillait, car rien, en bas, ne la faisait prévoir et l'altitude la modifiait du tout au tout. Jolie, gaie, insouciante, je la jugeais peu sérieuse et même un brin fantasque, ce qui n'était pas pour me déplaire. Tantôt elle se précipitait sur son piano avec une fureur passionnée, et tantôt elle l'abandonnait pendant des semaines. Elle remplissait la maison de ses rires, de sa charmante humeur, de ses mouvemens agiles. « Ce n'est pas elle qui me gênera, » pensais-je dans la voiture. Or, voici qu'elle se révélait brusquement pareille à une directrice de communauté ou de pension de famille, prévenante et gentille, mais exigeante, mais intransigeante. Il fallait manger à l'heure, justifier ses absences, veiller sur ses paroles devant les enfans, ne pas se moquer des principes, ni des gens. Était-ce sa responsabilité qui la transformait et lui tarabustait la cervelle? Elle remplaçait mes parens en conscience. Je lui donnai à entendre que les garçons n'obéissent pas aux filles, et que les consignes qu'elle avait reçues ne me

concernaient pas : elle insista, et nous eûmes presque dès l'arrivée un conflit qui nous mit aux prises.

Ce fut le premier dimanche qui suivit notre installation. Le village était distant de deux kilomètres et l'on n'y célébrait qu'une messe, une grand'messe. Louise nous en informa et, quand elle jugea le moment venu de nous y rendre, elle nous invita à nous mettre en route. Grand-père, qui ne fréquentait pas l'église, souleva une objection désintéressée :

— Les lieux publics sont les plus malsains. Prenez garde à l'épidémie.

— Dans toute la vallée, il n'y a pas un seul cas de typhus, affirma Louise triomphante.

— Bien, dit grand-père, et il bourra sa pipe du matin.

Je déclarai alors à ma sœur que j'avais un projet de course et regrettais de ne pouvoir la conduire. Elle me regarda, étonnée, si étonnée que je vois encore la surprise de ses yeux limpides :

— Comment! tu ne viens pas à la messe, François? Il n'y en a qu'une.

— Non, répondis-je de mon air le plus assuré.

— Ce n'est pas possible!

Les yeux, les yeux limpides, se remplirent de larmes instantanément, et je me rappelai la première messe que j'avais manquée. Mon amour-propre exigeait que je ne cédasse pas, mon amour-propre, et aussi la foi nouvelle et incertaine que me fabriquait mon imagination. Louise poussa devant elle Nicole et Jacquot et, son livre d'heures à la main, se retourna dans l'espoir de m'attirer encore :

— Je t'en prie, viens avec nous.

Si elle avait ajouté : *pour me faire plaisir*, peut-être eussé-je cédé, tant je la voyais alarmée! Elle eût jugé sans doute cet argument indigne de son objet. Et je refusai plus durement cette fois.

— Je vais être obligée de l'écrire à maman, invoqua-t-elle en dernière ressource.

— Si tu veux.

Cependant elle ne réalisa pas cette menace. Sa délicatesse l'avertissait de ne pas augmenter les soucis de nos parens en pleine bataille contre le fléau. Elle redoubla au contraire d'attentions pour moi, s'efforçant de me ramener, d'obtenir

mon amitié, ma confiance. Avec un art inné, elle s'improvisait mère de famille, cherchait sans cesse à nous réunir, à nous grouper, combattait l'isolement où je me complaisais. Dès qu'une lettre nous parvenait, elle nous appelait pour nous en donner lecture à haute voix. Nous en recevions de la ville très régulièrement, et l'on nous transmettait celles de Mélanie, vouée dans un hôpital de Londres au service des malades, de Bernard en expédition au Tonkin, d'Étienne qui terminait à Rome ses études de théologie. Par ses soins, les absens nous visitaient, et s'il n'avait tenu qu'à elle, nous eussions retrouvé à l'Alpette la même vie qu'à la maison. C'était précisément ce qui me révoltait, et je m'insurgeais contre cette volonté de vingt ans, qui contrecarrait la mienne avec une ténacité inattendue.

Pour me soustraire à son influence, je pris l'habitude de quitter notre chalet dès le matin avec un livre et de n'y rentrer que pour les repas. Inquiète, elle demeurait sur le pas de la porte jusqu'à ma disparition, et, à mon retour, bien souvent, je la retrouvais à la même place, comme si elle ne m'avait pas perdu de vue. Son inquisition s'étendait jusqu'à mes lectures. La bibliothèque de l'Alpette ne se composait que de quelques ouvrages : un Buffon et un Lacépède dépareillés, un *Dictionnaire de la conversation* en cinquante volumes, un *Jocelyn* et je ne sais quoi encore de moins important. Le *Dictionnaire* même ne m'effrayait pas, et j'emportais résolument les notices consacrées à la biographie et aux systèmes des philosophes. J'étais à l'aise dans leurs conceptions les plus hardies ou les plus obscures. Je les comprenais avant d'en avoir achevé la démonstration, qu'elles soumissent l'univers au *moi* ou qu'elles assujettissent l'homme à cet univers livré à lui-même. Cependant j'étais porté à croire que tout dépendait de notre intelligence et qu'elle seule, par sa puissance, insufflait l'être aux choses dont elle fixait les lois. Je n'ai jamais pu retrouver tant de facilité à me mouvoir dans l'abstrait, ni tant de plaisir, ni tant d'orgueil.

Un peu épuisé par ces aventures de métaphysique, je me désaltérais à la poésie de *Jocelyn*. Elle s'harmonisait si parfaitement à la nature environnante qu'elle en devenait le chant et que je ne songeais plus à les démêler. Que de fois, parmi les sapins, me suis-je répété ces vers fixés dès lors en mon souvenir :

J'allais d'un tronc à l'autre et je les embrassais,
Je leur prêtais le sens des pleurs que je versais,

Et je croyais sentir, tant notre âme a de force,
Un cœur ami du mien palpiter sous l'écorce.

La tendresse que je ne voulais plus recevoir de la famille, j'avais tant besoin de la sentir éparse autour de moi, dans l'âme des arbres ou l'esprit de la terre! Quand j'atteignais quelque cime, c'était alors l'apostrophe : *O sommets de montagne! air pur! flots de lumière!...* par quoi s'exprimait mon exaltation. La sérénité des nuits me parlait de *paix*, d'*amour*, d'*éternité*. J'y rêvais de Laurence et n'avais pas de peine à l'évoquer, tant son portrait me semblait un modèle de précision :

Jamais la main de Dieu sur un front de quinze ans
N'imprima l'âme humaine en traits plus séduisans...

En faut-il davantage pour alimenter un amour qui, n'ayant plus d'objet, se crée son image à lui-même?

Cependant un autre livre devait pénétrer plus avant dans ma sensibilité et correspondre à cet état d'indépendance et d'affranchissement où je me croyais parvenu. Dans le tas des almanachs apportés par grand-père, s'était glissé l'exemplaire des *Confessions* qui, déjà, m'avait intrigué tout petit et que j'avais pris alors pour un manuel de piété. L'innocent *Messager boiteux de Berne et Vevey* conduisait par la main ce Jean-Jacques dont j'avais entendu parler bien avant de le connaître, comme s'il vivait encore et comme si nous pouvions le rencontrer dans nos courses. Je n'avais jamais lu de lui, au collège, que de courts fragmens dont je n'avais rien tiré de personnel. Je me précipitai sur le récit de cette existence tourmentée, mais ce fut tout d'abord du dégoût. Le vol du ruban chez Mme de Vercellis et la lâche accusation qui suivit, certains détails physiologiques que je m'expliquais assez mal, le titre de *maman* décerné à Mme de Warens, me faisaient l'effet de confidences impudiques, et, bien que je fusse tout seul dans la forêt ou couché dans l'herbe sur la crête des monts, je sentais, en les écoutant, la rougeur me monter aux joues. Mon fond naturel résistait, mais, par une pente insensible, j'en vins à admirer qu'un homme pût s'humilier ainsi par de tels aveux et, n'en apercevant pas l'orgueil, j'éprouvai le vertige de la vérité.

Le volume ne me quittait plus. Louise, inquiète de cette préférence, voulut exercer son contrôle. Un soir, comme je rentrais de contempler les étoiles, — celles du Sud que je déchif-

frais mieux, — je la trouvai qui sous la lampe ouvrait les *Confessions*. Elle ne me voyait pas, je l'observais : brusquement elle ferma l'ouvrage et, m'apercevant, laissa éclater son indignation :

— Tu n'as pas le droit de lire ce livre.

— Je lis ce qui me plaît.

Elle appela à son secours grand-père, qui déclina toute responsabilité :

— Oh! chacun est libre. Et d'ailleurs Jean-Jacques est sincère.

Les passages de passion me surexcitaient, et ce qui me les rendait plus chers et plus séduisans, c'étaient ces douces façons de vanter en même temps le bonheur de la vie bucolique et la paix de la campagne. Dans cette paix qui m'environnait, je sentais mieux les mouvemens de mon cœur. Je fus aux pieds de Mme Basile *sans même oser toucher à sa robe. Un petit signe du doigt, une main légèrement pressée contre ma bouche sont les seules faveurs que je reçus jamais d'elle, et le souvenir de ces faveurs si légères me transporte encore en y pensant.* Je tâchais de me représenter cet air de douceur des blondes auquel le cœur ne résiste pas et, le croirait-on? je découvrais une application individuelle à cette plainte qui frappait mes dix-huit ans à peine révolus et déjà inquiets : *Dévoré du besoin d'aimer sans jamais l'avoir pu satisfaire, je me voyais atteindre aux portes de la vieillesse et mourir sans avoir vécu.* Quand je montais assez haut pour distinguer de loin le lac au bas des pentes, je me répétais le vœu si simple : *Il me faut un ami sûr, une femme aimable, une vache et un petit bateau,* et mon exaltation croissante se parait d'ingénuité. J'aurais pleuré d'amour en mangeant des fraises arrosées de crème de lait.

Ainsi la période que je traversais se reliait très exactement à celle de ma convalescence dont elle devenait en quelque manière l'achèvement. Je reprenais, seul, les promenades que j'avais faites avec grand-père quelques années auparavant. Son ami Jean-Jacques le remplaçait. Ce n'étaient pas les mêmes lieux, mais la nature ne changeait guère. Elle gardait l'ensorcellement de sa sauvagerie, l'émoi de sa végétation que le moindre souffle agite, la fraîcheur des eaux, et même elle m'offrait, avec l'altitude, un air plus vif, des espaces plus étendus et moins accessibles aux travaux des hommes, une fierté nouvelle. A la mon-

tagne, les héritages sont sans murs ni portes. Aucune clôture n'enlaidit le sol, et la propriété n'est pas apparente, — la propriété qui, je le savais par l'enseignement de grand-père, corrompt le cœur des hommes et le remplit d'avidité, de jalousie, de cupidité. Là-haut, les bois et les prés sont à tout le monde et à personne, comme le soleil et l'air, comme la santé. Les hauts pâturages où le berger qui, d'une phrase, m'avait révélé le désir, conduisait ses moutons, n'en foulais-je pas l'herbe courte? L'ascension me communiquait une ardeur de conquête. Et à chaque victoire je pensais rencontrer celle que j'attendais et qui se dérobait sans cesse. J'appelais la dame inconnue du pavillon, ou, plutôt encore, celle qui m'était apparue sur le chemin en robe blanche avec un chapeau de cerises et un teint de fleur, celle à qui son ombrelle servait d'auréole et que j'appelais Hélène depuis que je savais que sa beauté était semblable à celle des déesses immortelles.

J'étais seul, délicieusement seul, et amoureux sans amour. J'étais parfaitement heureux et ne m'apercevais pas que je torturais ma sœur Louise dont je méconnaissais l'affection. J'étais libre.

A cause des difficultés de ravitaillement, notre table était la plus frugale du monde. Nous vivions d'œufs, de pommes de terre, de fromage. Le dimanche nous valait le luxe d'un poulet. Grand-père ne cessait de nous vanter l'excellence de ce régime et les bienfaits de l'existence pastorale. Je me persuadais aisément de la perfection de nos mœurs. De moins en moins, je prêtais attention aux nouvelles de la ville qui nous parvenaient par la diligence. Une fois ou deux, pour nous renseigner plus abondamment, on nous envoya le fermier en personne. Ainsi nous sûmes, dans notre ermitage, le chiffre des morts et la violence du fléau. Le Pendu, décédé, avait fait une fin des plus édifiantes et tante Dine l'avait assisté jusqu'au bout. Gallus et Mérinos étaient sains et saufs.

— Ils ont toujours eu de la chance, observa grand-père.

Le fermier hochait la tête, ce qui signifiait que le dernier mot n'était pas prononcé et que l'épidémie continuait ses ravages. De Martinod on ne savait rien, il se tenait caché. Notre ami l'abbé Heurtevent avait résisté, mais demeurait ébranlé : il garderait assez de vie pour annoncer des catastrophes.

— Et pouvons-nous redescendre ? demandait chaque fois Louise, dont la question nous étonnait, grand-père et moi, car nous n'étions pas si pressés.

— Pas encore, mademoiselle ; M. Michel a dit comme ça que c'était pas le moment.

Un lazaret avait été installé pour les cas douteux, les deux hôpitaux regorgeaient de malades, les entrées et les sorties de la ville étaient surveillées. Une série d'arrêtés avaient été rendus par le maire, ordonnant les plus minutieuses précautions.

— C'est terrible, concluait le fermier qui nous donnait ces détails.

Et grand-père déclarait que nous étions parfaitement bien à l'Alpette, mais Louise se rongeait d'impatience.

Les jours peu à peu raccourcirent. Après le mois d'août, qui fut très chaud, septembre, plus ventilé, vint, et septembre passa. Les feuilles des hêtres et des bouleaux, dans la forêt, changeaient de couleur autour des sapins immuables, les premières toutes rouges et les autres dorées. Sur les rochers, les touffes d'airelles desséchées prirent une teinte écarlate. Il m'arrivait d'être surpris par la nuit qui montait en courant du creux de la vallée et de quêter, pour me remettre en chemin, l'assistance d'un pâtre dans quelque hameau dont les petites lumières m'avaient guidé.

Puis, nous fûmes informés que le fléau diminuait et que bientôt nous pourrions quitter l'Alpette. J'en reçus la nouvelle sans plaisir. Ces vacances m'avaient enivré de liberté. Cependant on nous accordait un délai de quelques jours.

XX. — LA FIN D'UN RÈGNE

Toute la nuit, il avait soufflé un grand vent, qui tomba dans la matinée. Octobre, qui commençait, s'annonçait mal. Après le déjeuner, je sortis pour constater les dégâts de l'orage. L'automne était venu brusquement. Dans le bois, les feuilles des bouleaux et des fayards, les feuilles rouges et les feuilles dorées, arrachées des arbres où elles brillaient comme des fleurs, bruissaient sous mes pas, et comme autrefois, quand j'étais petit et que j'allais cueillir des noix en contrebande pour les écraser ensuite sur les chenets, je laissais traîner mes pieds pour mieux entendre ce crissement aigu et plaintif.

A mon retour, le soir, je vis un char arrêté devant la porte

du chalet. Son fanal n'était pas allumé et le jour baissait, de sorte que je ne reconnus qu'en m'approchant le véhicule de notre fermier. Le cheval n'était pas dételé, mais personne n'en avait la garde : on avait simplement pris la précaution de lui poser une couverture sur le dos.

— Eh bien! Étienne, dis-je en entrant à la cuisine où le fermier se chauffait, car il faisait déjà froid à la montagne, qu'est-ce qui vous amène?

Nous l'appelions par son prénom, comme il est d'usage chez nous, bien qu'il fût déjà vieux. Il tenait les mains en avant, vers le fourneau, et il tourna vers moi sa figure ridée et rasée qu'éclairait la lampe allumée à l'instant.

Ses yeux trop clairs, décolorés à force de servir par tous les temps, ne semblaient pas me distinguer avec netteté :

— Ah! monsieur François! murmura-t-il presque bas en se levant.

Je ne sais pourquoi, cette exclamation insignifiante me causa une impression désagréable.

— Vous ne venez pas nous chercher? demandai-je.

Il allait me répondre, quand nous fûmes rejoints par ma sœur Louise, qu'on avait avertie. Elle le salua amicalement et s'informa des nouvelles qu'il apportait de la ville. Cependant il ne se pressait pas de répondre.

— Il y a, finit-il par dire, que Madame vous réclame.

— Madame? remarqua Louise.

— Bien, fis-je. Et pour quand?

— Ce soir, bien sûr, il est trop tard pour vous descendre. Ma bête est fatiguée et la nuit est déjà là. Demain matin, de bon matin.

Pourquoi tant de hâte? A peine aurait-on le loisir de plier les paquets. J'allais protester, mais le fermier se déroba : il fallait rentrer le cheval à l'écurie et le char à la remise. Pendant son absence, je m'élevai contre un délai si court. Au fond, la perspective de quitter ces lieux me remplissait de tristesse et je retrouvais en moi-même cette désolation que j'avais ressentie dans le bois jonché de feuilles mortes. Louise ne m'écoutait pas et je m'aperçus qu'elle pleurait. Avait-elle tant de chagrin de partir?

— J'ai peur, m'expliqua-t-elle.

Peur de quoi? Grand-père, mis au courant, manifesta comme moi peu d'enthousiasme pour le départ.

— On n'était pas mal ici, déclara-t-il. On faisait ce qu'on voulait.

Comme s'il ne l'avait pas toujours fait! Mais de quoi s'effrayait Louise? Elle nous le confia peu à peu. Pour que le fermier fût venu nous chercher, il fallait qu'il y eût un malade à la maison, un malade gravement atteint. Il avait dit : *Madame vous demande*. Donc, ce n'était pas maman, ce ne pouvait être que mon père. Voilà ce qu'elle imaginait et ce qu'elle nous avoua. Nous essayâmes d'en sourire et la comparâmes à l'abbé Heurtevent qui portait la foudre sur lui et la lançait à tout propos, mais sa peur nous gagnait. Et nous attendîmes, un peu fébrilement, le retour du fermier que nous interrogerions. Ce fut Louise qui porta la parole :

— Père est malade, n'est-ce pas, Étienne?

— Ah! mademoiselle, c'est un grand malheur.

— Est-ce qu'il a pris le mal?

— C'est pas le mal qu'il a pris, c'est un chaud et froid.

Notre Louise se remit à verser des larmes. Elle appelait mon père, comme s'il pouvait lui répondre. Nous dûmes la consoler, non sans blâmer ses excès, et le fermier lui-même s'en mêla.

— La demoiselle a tort. Monsieur Michel est solide. Il y en a d'autres que lui qui ont pris des chaud et froid et qui sont aujourd'hui gras et luisans.

Qu'il y eût un danger véritable, la pensée ne m'en effleurait pas. Mon égoïsme m'empêchait d'y croire. Quel absurde pressentiment tourmentait cette pauvre Louise! Je revoyais mon père, là, devant le portail, avant que la voiture ne s'ébranlât. Son panama, un peu de côté, projetait une ombre sur la moitié du visage. L'autre, en pleine lumière, resplendissait de vie. Il donnait des ordres brefs et hâtait l'emménagement, parce qu'on l'attendait à la mairie. Comme il savait commander et comme on se précipitait pour lui obéir! Moi seul, j'avais résolu de me dérober à son pouvoir, à son ascendant. Il se tenait droit comme un chêne de la forêt, un de ces beaux chênes sains qui ne perdent leurs feuilles qu'à la poussée des feuilles nouvelles et que la tempête ne réussit pas à ébranler; au contraire, ils se hérissent et l'on dirait qu'ils se durcissent pour lui résister. J'entendais aussi sa voix qui sonnait, sa voix qui disait : *En avant!* comme à la bataille. Que cette force fût vaincue, je ne pouvais l'admettre. Sur cette force-là je comptais, j'avais besoin de

compter, afin d'avoir le temps plus tard, s'il était nécessaire, et ma liberté conquise, de revenir de mon plein gré en arrière pour témoigner à mon père un peu de tendresse. Pourtant je me souvins du jour où je l'avais entendu formuler, dans la chambre de ma mère, une plainte à mon sujet : *Cet enfant n'est plus à nous...* Mais je ne m'y attardai pas. Non, non, il ne fallait rien exagérer. Ma mère nous rappelait parce que l'épidémie décroissante n'offrait plus aucun danger, et parce que mon père, malade, serait satisfait de nous revoir, et non pas pour une autre raison.

Nous descendîmes le lendemain matin, Louise et moi sur le char du fermier, grand-père et les deux petits, un peu plus tard, par la diligence qui, tout de même, était plus confortable. Je me retournai souvent pour mieux emporter l'image de cette vallée où, dans la solitude, j'avais rencontré tant d'émotions, créées par moi-même, et comme une sorte de bonheur où les autres n'avaient point de part. Assise à côté de moi, Louise ne rompait le silence que pour se pencher vers le siège et prier doucement notre vieil Étienne :

— Ne pourriez-vous aller un peu plus vite ?

— Oui, mademoiselle, répondait-il, on essaiera. La Biquette est comme moi, ça n'est plus bien jeune.

Il montrait sa jument et du fouet lui enveloppait les flancs sans se décider à la frapper. A mesure que nous approchions de la ville, l'inquiétude de ma sœur augmentait et finissait par me prendre. Elle me répétait son : *J'ai peur*, contagieux. Le bon soleil d'octobre qui nous chauffait sur notre banc me permettait mieux de lutter contre un pressentiment aussi absurde.

Enfin nous arrivâmes devant la grille. Personne ne nous attendait. Tant de fois, à cette place, j'avais trouvé mon père qui interrogeait le chemin et qui, dès qu'il nous apercevait, nous accueillait de sa parole, de son geste, de toute sa joie paternelle. Je regardai la fenêtre ; derrière le rideau, l'ombre habituelle n'apparaissait pas. Alors, pour la première fois, je connus que nous étions tous menacés.

Ma mère, dès qu'elle fut informée de notre retour, descendit nous recevoir. Louise, sans un mot, se jeta dans ses bras. Par une intuition parallèle, bien naturelle à des âmes qui se ressemblent, elles s'étaient comprises. Je demeurai à l'écart, ne voulant pas comprendre, me refusant à admettre la possibilité même d'un désastre qui ne me laisserait pas le temps de jouer,

au jour de ma convenance, le rôle de l'enfant prodigue. Ma mère vint à moi :

— Il parle surtout de toi, me dit-elle. Dans son délire, il t'appelait.

De cette prérogative je fus atterré. Pourquoi parlait-il surtout de moi? Pourquoi étais-je sa préoccupation principale et, — j'allai d'un coup jusque-là, bouleversé de ma sacrilège audace, — peut-être sa dernière préoccupation?

— Maman, criai-je enfin, ce n'est pas possible!

Mais je regrettai aussitôt cet élan involontaire. Ma mère était la vivante preuve que le danger n'existait pas, ou du moins pas encore. Sans doute je remarquais ses yeux cernés et ses joues blanches. Elle portait la trace des nuits de veille. Mais cette fatigue, dont elle livrait le détail par chacun de ses traits, était néanmoins comme inexistante : on sentait qu'une volonté supérieure la réduisait à rien ou l'utiliserait tant qu'il serait nécessaire. Et par un phénomène étrange, il y avait maintenant, dans sa façon de nous parler et de nous conduire, quelque chose, — je ne saurais préciser davantage, mais j'en suis certain, — quelque chose de l'autorité de mon père. Visiblement, sans le savoir, elle le remplaçait. Or, s'il y avait eu un danger, elle aurait montré sa faiblesse de femme, elle qui s'inquiétait si vite et parfois pour des riens, elle si prompte à écouter le bruit de l'orage pour allumer la chandelle bénite afin de nous préserver. Je ne voyais même pas la sainte lumière qui dans son regard veillait, comme la petite lampe d'autel dans le sanctuaire obscur. Non, non, s'il y avait eu un danger, elle aurait demandé notre secours et de ma jeunesse je l'aurais soutenue.

— Quoi donc? répondit-elle à ma question, ce qui acheva de me redresser.

Elle n'y répondit pas autrement, comme si elle l'avait mal entendue, et d'une voix toute simple, d'une voix douce qui cherchait à ne pas causer de la peine, elle nous résuma ce qui s'était passé pendant notre longue absence :

— Il repose en ce moment. Votre tante Bernardine le garde. Elle m'a beaucoup aidée à le soigner. Tout à l'heure, je vous mènerai dans sa chambre. Vous ne pouvez vous imaginer l'effort qu'ont exigé de lui ces derniers mois. C'est de cela qu'il est tombé malade, quand il a été le maître du mal, quand sa tâche a été accomplie. Jusque-là, je n'ai pu obtenir de lui qu'il se

ménageât. Le jour, la nuit, on venait le chercher, on s'adressait à lui, comme s'il n'y avait que lui. Toute la ville attendait ses ordres, quêtait son assistance. On ne se fiait qu'à lui, mais on exigeait de lui plus que ne le permettent les forces humaines, et il est allé au delà en effet. On ne lui a pas laissé un instant de répit. On le croyait plus dur que les pierres qui portent la maison, mais les pierres mêmes se brisent sous un poids trop lourd. Un soir, il y aura six jours ce soir, il est rentré avec un grand frisson. Et presque tout de suite la fièvre s'est déclarée. Ah ! s'il ne s'était pas autant surmené...

Elle s'arrêta, sans achever sa pensée, mais n'était-ce pas la suivre que d'ajouter après s'être recueillie :

— J'ai prévenu Étienne à Rome. Hier soir, il m'a télégraphié qu'il partait. Je suis contente que son supérieur lui ait permis de partir. Le voyage est bien long : il faut compter presque vingt-quatre heures. A Bernard qui est si loin, j'écris tous les jours. Et Mélanie prie pour nous.

Ainsi rassemblait-elle la famille dispersée autour de son chef. Je demandai :

— Pourquoi Mélanie ne vient-elle pas ?

— Les Filles de la charité ne rentrent pas chez elles.

— Elles soignent les étrangers, et ne pourraient pas soigner leur père !

— C'est la règle, François.

Du moment que c'était la règle, elle ne récriminait pas, elle s'inclinait, elle acceptait, et moi, du moment que c'était la règle, mon premier mouvement était de m'insurger. Si timorée quand il était là, voici qu'avec une présence d'esprit inaltérable, elle préparait ce qu'il fallait en cas de malheur et ne cessait pas de tendre toutes ses énergies devant ce malheur. Je connus la honte de n'avoir pas partagé ses angoisses et d'avoir prétendu me soustraire à la solidarité de la peine.

— La fièvre a diminué, reprit-elle, recherchant pour nous et pour elle tous les symptômes rassurans. Les premiers jours, il a beaucoup déliré. Depuis hier, il est plus calme. Il suit lui-même la marche de son mal, je le vois, et il n'en dit rien. Ce matin, il a demandé un prêtre. Notre ami, l'abbé Heurtevent qu'il a guéri, est venu.

Il suit lui-même la marche de son mal et *il a demandé un prêtre :* la pauvre femme ne liait pas ces deux phrases, tant elle

estimait naturel le secours que l'on réclame de Dieu. Mais moi, comment ne les aurais-je pas rapprochées? Et, pour la troisième fois, je sentis la menace distinctement.

Nous entendîmes, sur le palier, le pas devenu pesant de tante Dine. Elle appela : *Valentine* à mi-voix, et nous nous précipitâmes dans l'escalier.

— Oh! il va bien, expliqua-t-elle. Il est réveillé et te demande toujours dès que tu n'es pas là.

— Tu peux m'accompagner, dit ma mère à Louise.

Et se tournant vers moi, elle ajouta qu'elle me ferait prévenir à mon tour : il ne convenait pas d'entrer dans la chambre en trop grand nombre, à cause de l'agitation que nos présences risquaient de causer au malade.

Tante Dine, qui devait prendre beaucoup sur elle pendant ses gardes, explosa quand nous fûmes seuls :

— Ah! mon petit, si tu savais! *Ils* nous l'ont tué, *ils* nous l'ont tué sans pitié. Toute la ville était pestiférée et ne mettait plus son espoir qu'en lui. J'en ai vu, moi qui te parle, de ces gens-là avec leurs sales boutons sur tout le corps. Ils criaient comme des perdus, et quand ton père apparaissait à l'hôpital, ils se taisaient, parce qu'il l'exigeait, mais ils lui tendaient les bras. Ce qu'il en a guéri! C'est lui qui les a tous sauvés, lui et pas un autre. Et les fontaines fermées, et l'eau analysée, et les vêtemens des morts brûlés, et le lazaret installé : un tas de mesures d'hygiène, quoi! tout ce qu'il y a de mieux. Il fallait voir comme il commandait tout ça! — Monsieur le maire, c'est impossible. — Demain, il faut que cela soit. — Sans lui, il n'y aurait plus personne aujourd'hui par les rues. Et maintenant, maintenant, c'est tout juste si l'on vient réclamer de ses nouvelles. Le bruit a couru qu'il avait attrapé le typhus, le dernier. Ils ont peur et les voilà partis. Ah! les misérables!

Ainsi me traça-t-elle le tableau de la lâcheté et de l'ingratitude générales. Sur cette foule en désordre se détachait mon père. Déjà tante Dine entreprenait un autre sujet :

— Ta mère est admirable. Elle ne s'est pas couchée depuis le commencement du mal. Et elle reste calme. Tu as vu comme elle reste calme. Moi, je ne peux pas la comprendre.

Je voulus, puisqu'elle sortait de la chambre, là-haut, savoir toute la vérité :

— Enfin, ma tante, est-ce que?...

Mais je n'achevai pas, et déjà elle se jetait sur mon interrogation dont l'impiété m'avait brûlé la bouche, comme sur une injure adressée à l'arche sainte :

— Oh! non, non, non, Dieu nous protégera. Qu'est-ce que nous deviendrions, mon pauvre petit; qu'est-ce que nous deviendrions? Un homme, comme il n'y en a pas deux sur la terre.

Ce fut alors que Louise, descendue sans bruit, nous rejoignit, la figure bouleversée. Mon père m'attendait.

Je m'arrêtai à la porte de sa chambre, le cœur lourd. A cette oppression je ne pouvais douter que du drame intérieur de mon enfance et de mon adolescence, de ma courte vie déjà si importante, il était l'acteur essentiel. J'avais par lui vécu, mais je vivais contre lui. Du jour où je m'étais dérobé à son influence, à travers l'exaltation qui me transportait et me laissait néanmoins dans un état de malaise, je me sentais libre, mais hors cadre. Dans quel état m'apparaîtrait-il? J'en avais peur, et c'est pourquoi je demeurai un temps avant d'ouvrir. A mon départ, après l'avoir vu acclamé par toute une ville, j'emportais l'image de mon père appuyé à la maison, vainqueur certain du fléau comme il l'avait été jadis des fameuses courtilières, portant allégrement le poids de la cité en détresse, comptant sur l'avenir comme sur le passé, immortel en un mot, et que l'on pouvait ainsi tourmenter dans son autorité sans scrupule, et j'allais, dans une seconde, le retrouver comment? Il était là, derrière cette porte, immobile, cloué, humilié, ne conduisant plus les autres comme une troupe, se débattant pour son propre compte contre le mal sournois qui le consumait. De ce contraste certain j'éprouvais une sorte d'épouvante où il y avait, je dois le confesser, de l'horreur personnelle pour le spectacle d'un abaissement.

Or, il n'y avait ni abaissement, ni contraste. J'entrai et je le vis. Étendu dans le lit de toute sa longueur, il semblait plus grand encore que debout. Du visage renversé en arrière sur le traversin, je découvrais surtout le front, le front immense, le front lumineux dans le jour que tamisaient les rideaux. La maigreur subite ne faisait qu'accentuer la fierté des traits. Rien ne trahissait l'angoisse ni la crainte, et, pour la douleur, si sa marque y était, elle n'avait pas apporté avec elle une diminution. Il tenait les yeux clos, et parfois les ouvrait tout grands, d'une façon presque terrifiante. Quand donc les avais-je ainsi vus prendre l'empreinte des objets qu'ils regardaient? Avant les défi-

nitifs adieux de Mélanie, ils se fixaient sur ma sœur de cette manière, sur ma sœur qui s'en allait pour toujours et qu'ils ne reverraient plus.

Toute l'attitude, toute l'expression se ramassaient ou plutôt se raidissaient en un caractère suprême : il ne cessait pas de commander. Et ma première parole, ma parole unique fut une adhésion à son commandement.

— Père, dis-je au bord de son lit.

Je ne prononçai pas ce nom dans un sens de piété, mais parce que son ascendant me subjuguait, s'imposait à moi. Oui, dans cette chambre mal éclairée, envahie par une lourde odeur de remèdes, de sueur et de fièvre, par cette odeur complexe qui est déjà comme un signe avant-coureur d'agonie, je rentrais machinalement dans l'ordre, comme un soldat, prêt à déserter, reprend sa place dans le rang sous l'œil de son chef. J'assistais à mon propre changement. Ce mysticisme, où je m'étais complu, et qui m'isolait dans l'univers, se désagrégeait comme ces nuées que dissipent les premiers rayons de l'aube. J'apercevais ma dépendance, et toute la vérité de mes idées enfantines quand elles commençaient par faire le tour de la maison, et l'ancienneté et la justice du pouvoir qu'exerçaient encore ces mains défaillantes, dont les doigts pâles, rigides sur la couverture, tenaient un petit crucifix que je n'avais pas remarqué tout d'abord.

J'avais cru parler haut, mais il n'avait pas dû m'entendre : il ne se tourna pas de mon côté. J'entendais sa voix basse, — sa voix si sonore dans ma mémoire, — qui chuchotait comme s'il récitait des litanies.

— Que dit-il ? demandai-je à ma mère qui s'approcha.

— Vos noms, murmura-t-elle. Écoute.

En effet, les uns après les autres, il nous énumérait. Déjà les noms des trois aînés avaient dû franchir ses lèvres : il prononça celui de Louise. C'était mon tour : il le passa et ce fut Nicole, puis Jacques. Cette omission me fut cruelle : à peine l'avais-je remarquée que mon nom vint, le dernier, détaché et mis à part. Alors je me souvins des odieuses insinuations de Martinod sur la préférence accordée à l'un de mes frères : je compris que nul de nous n'était le préféré, mais que, pour l'inquiétude que j'avais causée, j'avais été l'objet d'une attention particulière. Et j'éprouvai l'envie irrésistible de lui révéler d'un seul coup le travail qui s'accomplissait en moi soudainement. Il

se préoccupait avec tant de souci et même de respect de notre vocation. Il présumait qu'elle serait la base de notre vie tout entière. J'avais écarté systématiquement la mienne, pour attester ma liberté. Voici que je la recouvrais avec certitude. Et m'avançant un peu, je dis résolument :

— Père, je suis revenu. Là-haut j'ai réfléchi. Je veux être médecin comme vous.

Là-haut? c'était inexact : par piété, ne fallait-il pas lui cacher la cause de mon revirement? Il ne me témoigna pas la joie que j'en attendais, et peut-être ne pouvait-il plus témoigner aucune joie. Peut-être un autre travail, le dernier, celui du détachement, s'accomplissait-il en lui. Il leva sur moi ses yeux un peu effrayans :

— François, répéta-t-il.

Et il tâcha de lever la main pour me la poser sur la tête. Bien que je me fusse penché, il ne put achever le geste, et le bras retomba. Je m'agenouillai pour lui permettre de m'atteindre avec moins d'effort, mais il ne l'essaya plus comme je l'eusse souhaité, et de cette même voix basse qui m'avait tant frappé tandis qu'il nous appelait tour à tour, il articula distinctement :

— J'ai cru en toi.

J'y vis un témoignage de sa confiance dans le passé : il n'avait pas admis ma trahison, mon affranchissement, il était sûr que je lui reviendrais. J'y vois maintenant un autre sens : sa parole avait déjà revêtu une forme d'outre-tombe, et c'était la couronne royale de la famille qu'il tendait à ma faiblesse en m'invitant à la porter après lui, puisque je serais sur place son continuateur, son héritier.

Ma mère comprit-elle l'émotion qui me brisait? Elle m'assura que j'avais besoin d'une collation après ma longue course au grand air et m'accompagna jusqu'au seuil de la chambre.

— Valentine, murmura le malade.

— Mon ami, je ne te quitte pas.

Et elle m'abandonna pour aller à lui.

Je connus cette forme de la lâcheté humaine qui nous fait éprouver une sorte de soulagement hors de la présence du malheur. Grand-père descendait de la diligence avec Nicole, déjà grandelette et sérieuse, et Jacquot, plus léger de cervelle, et dont les douze ans ne s'aggravaient encore d'aucun pressentiment. Il surveilla avec méfiance le transport de sa caisse à violon

et de ses almanachs : lui-même ne consentit pas à lâcher sa collection de pipes. Tante Dine voulut s'occuper en personne des gros bagages. Malgré l'âge et un commencement de déclin, elle s'imposait une besogne de servante. L'effort physique, seul, parvenait à la distraire, et le chagrin se traduisait chez elle par un redoublement d'activité.

Une fois dans la maison, grand-père y erra comme une âme en peine. Il tournait autour de la chambre du malade, sans demander à y pénétrer. Il n'osait pas s'informer et, dans son incertitude, il se plaignait à tout le monde :

— Je deviens vieux, disait-il. Je suis vieux.

Ils se revirent, mais je n'assistai pas à leur entrevue. Est-il nécessaire d'y avoir assisté pour deviner ce qu'elle dut être et que le fils, inévitablement, y soutint le père? Si notre vie ne puise pas dans un cœur religieux la ferveur d'une constante ascension, ne demeure-t-on pas tel qu'on fut? Aux uns le fardeau, aux autres l'assistance. Et le voisinage de la mort n'intervertit même pas les rôles.

Quand le soir vint, grand-père, qui se traînait d'une pièce à l'autre en se lamentant, me proposa timidement de sortir.

— C'est une bonne idée, approuva tante Dine qui le connaissait. Et voici deux ou trois commissions pour la pharmacie et l'épicerie.

Il manifesta une satisfaction enfantine de rendre service et je ne refusai pas de l'accompagner. Après la solitude de la montagne et ce silence qui remplit la nuit, nous retrouvâmes avec un plaisir secret les rues éclairées et le mouvement de la population. L'épidémie était définitivement enrayée. Après les mesures sanitaires ordonnées, il ne subsistait plus aucun péril. Réveillée de son cauchemar, la ville se livrait à des transports de joie, qui étaient sa revanche contre la terreur. Je l'avais vue dans l'épouvante chercher en hurlant son salut dans un homme, et je la retrouvais dans une ardeur et une insouciance de fête. Une douceur d'automne flottait comme un parfum. Les boutiques brillaient, les trottoirs regorgeaient de promeneurs et les cafés débordaient jusque sur la chaussée. Les femmes portaient les robes claires qu'elles n'avaient pu montrer de tout l'été, et, pimpantes dans leurs toilettes fraîches, transformaient la saison en un tardif printemps. Au sortir de tant de deuil, on jouissait de la vie, et le convoi des morts courait la poste.

J'étais le fils du sauveur, je m'attendais à la faveur populaire, et l'on évitait notre approche. Je ne tardai pas à le remarquer. La rencontre de ce vieillard et de ce jeune homme contraignaient au souvenir du bienfaiteur et, partant, à celui des mauvais jours qu'on avait traversés. Personne ne s'en souciait, évidemment. Nous eussions aimé à causer de tant d'infortune, et nul ne nous en fournissait l'occasion. Enfin quelqu'un nous aborda, et ce fut Martinod, Martinod la bouche en cœur et la barbe lisse, qui, sans me donner le temps de l'écarter, nous parla de mon père avec admiration, avec éloquence, avec enthousiasme. Il lui rendait pleine et entière justice, il célébrait son courage, son talent d'organisation, sa valeur médicale, son art merveilleux de diriger les hommes. Je m'étais résolu, en l'apercevant, à lui tourner le dos avec mépris, et voici que, plein de reconnaissance, je buvais ses paroles et j'oubliais ses calomnies, ses basses manœuvres, ses menées souterraines qui avaient failli briser l'unité de la famille. J'aurais dû chercher sur son visage la marque imprimée par la main de mon père, et je consentais à écouter ses louanges effrontées. J'étais encore trop ingénu pour deviner ce qu'il préparait.

Gallus et Mérinos, toujours inséparables, qui nous croisèrent ensuite, consentirent à nous entretenir d'eux-mêmes et des cruelles épreuves dont ils avaient avantageusement triomphé. Nous essayâmes de citer le pauvre Cassenave et le malheureux Galurin, mais ils glissèrent sur ce sujet de conversation pour nous annoncer qu'ils composaient l'un une Marche funèbre et l'autre une Danse macabre en commémoration de ce typhus historique. Je n'ai jamais appris qu'ils les eussent achevées.

Quand nous rentrâmes, un peu ragaillardis par cette agitation, nous trouvâmes à la porte Mariette, la cuisinière, fort irritée et indignée. Elle nous servait depuis plus de vingt ans et ne se gênait avec personne. Le petit médecin qui, jadis, m'avait visité pendant ma pleurésie, avait tenté de lui mettre un louis dans la main en la priant de donner son nom et son adresse aux malades, aux clients qui continuaient d'affluer à la maison, et d'un geste vif elle lui avait jeté son or à la tête.

— Le vilain individu! certifia tante Dine qui de l'escalier saisit l'aventure. Ah! *ils* sont bien tous les mêmes!

Et je cessai de nier l'existence de ces *ils* qui nous entouraient et nous savaient menacés.

Un peu plus tard dans la soirée, et guère avant l'heure du dîner, comme on sonnait, j'allais ouvrir, pensant que peut-être mon frère Étienne, prévenu la veille, nous arrivait de Rome. Je reconnus en face de moi, dans l'ombre, — car la lampe du vestibule n'éclairait que faiblement au dehors, — l'un de nos pauvres habituels, ce Oui-oui au chef toujours branlant. Je le savais survivant, tandis que la Zize Million avait emporté dans la tombe ses rêves de fortune. Pourquoi venait-il un autre jour que le samedi réservé aux aumônes ?

— Attendez, lui dis-je, je vais chercher de la monnaie.

Mais il me retint par le bras presque familièrement.

— Oui, oui, commença-t-il. C'est pas ça.

— Et quoi donc ?

— Oui, oui, il m'a guéri, vous comprenez. Alors, c'est pour savoir, oui, pour savoir comment il va.

Reconnaissant, il accourait aux nouvelles. Je me radoucis pour lui répliquer :

— Toujours la même chose, mon ami.

— Ah ! ah ! oui, oui, tant pis.

Pourquoi ne s'en allait-il pas ? Espérait-il par surcroît un peu d'argent ? Tout à coup, à la façon d'un bègue qui a réussi à s'emparer d'une phrase et la brandit, il me déclara presque sous le nez :

— Celui-là, c'était un homme. Oui, oui.

Et il se perdit très vite dans l'obscurité. Je regardai l'ombre où il s'était engouffré et, brusquement, je fermai la porte, trop tard, car j'avais l'impression que quelqu'un était entré, quelqu'un d'invisible qui prenait le chemin de l'escalier, du corridor, de la chambre. Je voulus crier et aucun son ne me sortit de la bouche. Et je pensais que, si j'avais crié, on m'aurait cru fou. Je restai là, paralysé, sachant qu'on m'avait précédé à l'intérieur de la maison et que je ne pouvais pas chasser celle qui était là, devant moi, celle qui ne sortirait plus, celle qui montait sans bruit et dont personne ne soupçonnait la présence réelle.

Ce que j'avais entrevu sans l'admettre encore, voici que j'en comprenais le sens véridique, l'irréparable. Ce vieux pauvre bégayant avait dit : *C'était un homme*. Il parlait de mon père au passé, il parlait de mon père comme si mon père n'était plus. Et cette présence invisible qui avait profité de la porte ouverte, c'était donc la Mort. Pour la première fois, elle m'apparaissait agissante, pour la première fois, — il n'y a pas d'autre mot, —

elle m'apparaissait vivante. Jusqu'alors je n'avais pas attaché d'importance à ses actes. Et, dans mon horreur et mon impuissance, je laissais pendre mes bras inutilement le long de mon corps. Autrefois, quand nous étions menacés de perdre la maison, j'étais né au sentiment inconnu de la douleur. Je naissais maintenant au sentiment de la mort. Et la cruauté de la séparation, je l'éprouvais avant qu'elle ne s'accomplît.

Comme autrefois je m'enfuis dans le jardin où la nuit m'avait précédé et je me couchai sur la pelouse. La terre était froide et semblait me repousser. Le vent qui s'était levé tordait les branches des châtaigniers. Elles craquaient en poussant des plaintes. Un des arbres surtout, celui de la brèche, ne cessait pas de gémir, et je m'attendais à le voir tomber. Je me rappelais ceux que j'avais vus après un orage, dans la forêt de l'Alpette, étendus sur le gazon, et si longs que, de leurs racines à leur cime, l'œil s'étonnait de les mesurer. Et je me rappelais encore cette gravure de ma Bible qui représentait les hauts cèdres du Liban, gisant sur le sol : ils étaient destinés à servir à la construction du temple de Jérusalem.

Et après les arbres, comme les poutres de la toiture grinçaient, ce fut l'écroulement de la maison que j'attendis. Qu'y avait-il d'étonnant à ce qu'elle s'écroulât, puisque mon père mourait?...

XXI. — L'HÉRITIER

Ces douleurs-là ont leur pudeur et je jetterai sur la mienne un voile.

Je reprends donc ce récit au moment où la vie ordinaire recommence. Le premier repas de famille en consacre la continuation, après qu'ont cessé les allées et venues de parens et d'étrangers et tout le mouvement extérieur qui accompagne les deuils. Mon frère Étienne, accouru de Rome, est reparti pour y achever ses études théologiques. Mélanie, en se penchant davantage sur toutes les misères de l'hôpital où elle sert, épuise son propre chagrin et Bernard, à distance, a, d'une brève dépêche où nous avons pu mesurer son attachement, accusé le coup. Nous autres les restans, nous pouvons nous compter comme des blessés après la défaite.

La cloche a sonné et il nous faut gagner la salle à manger.

Voici grand-père qui rentre de sa promenade : il s'est courbé et cassé, il s'appuie sur sa canne, et il se plaint sans que je puisse en savoir la cause. Quelque chose lui manque qu'il s'explique mal à lui-même :

— Ah! soupire-t-il, essoufflé, j'ai cru que je n'arriverais jamais jusqu'à la maison.

Il s'exprime comme nous nous exprimions quand nous étions petits. Mais avons-nous cessé de dire : *la maison?* Je le vois si faible et si vieux, et me souviens que jadis il m'emmenait dans les bois et sur le lac. Nous allions bien tranquillement tous les deux à la conquête de la liberté.

Oui, quand les soldats sont aux remparts, la ville, n'est-ce pas ? argumente et discute ; elle discute et argumente sur l'utilité des fortifications et des armes, et leur destruction lui paraît un jeu. Mais, s'il n'y a plus de troupes et si l'ennemi est aux portes? Ainsi pouvions-nous parler de nos désirs et de nos rêves, et de la cité future, et surtout de notre chère liberté. Nous le pouvions, et, maintenant, nous ne le pouvons plus, parce que personne ne nous défend et que nous sommes face à face avec la vie, avec notre propre destinée. Il n'est plus, grand-père, celui qui pour toute la famille montait la garde aux remparts.

Tante Dine achève de mettre le couvert. Elle est bien âgée pour s'imposer tant de tracas, du matin au soir, et jamais elle n'a de repos.

— Laissez donc, ma tante, ce n'est pas votre affaire.

Mais elle proteste et *gongonne*, et se met à pleurer tout fort :

— Il ne faut pas me priver de m'occuper. J'ai moins de peine quand je travaille.

Est-ce que j'ignore, d'ailleurs, qu'on ne maintiendra à l'office que Mariette, parce que notre situation est changée? Chacun de nous devra y mettre du sien, et tante Dine, à son habitude, prend de l'avance.

Louise n'a plus sa gaîté. Elle entre, en tenant par la main sa sœur Nicole qu'elle protège. Pourquoi donc est-ce que je regarde leurs cheveux blonds avec plus de tendresse? Songerais-je déjà à leur avenir plus incertain ? Jacquot, peu surveillé ces derniers temps, n'a pas été sage, mais voilà ma mère qui le gronde. Il ne croyait plus sans doute qu'elle penserait à le gronder. Il s'étonne, et il obéit. Et, maintenant, il faut s'asseoir autour de la table.

Ma mère a pris sa place du milieu. Elle se tourne vers grand-père qui la suit :

— C'est à vous de *le* remplacer.

Et elle désigne, en face d'elle, la chaise de mon père.

— Oh! pas moi, refuse grand-père en s'agitant. Valentine, je n'irai pas là. Moi, je ne suis rien qu'une vieille bête.

Elle insiste, mais vainement : rien ne le fera céder. Alors ma mère lève sur moi ce regard calme et effrayé ensemble qu'elle a depuis... depuis qu'elle est veuve :

— Ce sera toi, dit-elle.

Sans un mot je m'assis à la place de mon père, et de quelques instans il me fut impossible de parler. Pourquoi ce recueillement pour une chose si simple et si naturelle? Si simple en effet et si naturelle était la transmission du pouvoir.

J'ai comparé la maison à un royaume, et la suite des chefs de famille à une dynastie. Voici que cette dynastie aboutissait à moi-même. Ma mère exerçait la régence et je portais la couronne. Et cette couronne, voici que j'en connaissais à la fois le poids et l'honneur. Comme j'étais né précédemment à la douleur et à la mort, je naissais au sentiment de ma responsabilité dans la vie. Je ne sais, en vérité, si je puis comparer à ce sentiment qui m'envahissait aucune autre émotion. Il me perçait le cœur de cette flèche aiguë et cruelle que l'on attribue généralement à l'amour. Et de ma blessure jaillissait, comme un sang rouge et abondant, l'exaltation qui devait teindre mes jours.

Avant que j'eusse atteint l'âge d'homme, le grand combat qui se livre immanquablement dans toute existence humaine entre la liberté et l'acceptation, entre l'horreur de la servitude et les sacrifices exigés pour durer, s'était livré en moi par anticipation. Un précepteur aimable et dangereux m'avait révélé à l'avance le charme miraculeux de la nature, de l'amour, et de l'orgueil même qui croit nous soumettre la terre, et ce charme trop doux et trop énervant ne me retiendrait jamais plus tout à fait. Ma vie était fixée désormais à un anneau de fer : elle ne dépendrait plus de ma fantaisie. Je ne tendrais plus vers les mirages du bonheur que des mains enchaînées. Mais ces chaînes-là, tout homme les reçoit un jour, qu'il monte effectivement sur le trône, ou que son empire ne soit que d'un arpent ou d'un nom. Comme un roi, j'étais responsable de la décadence ou de la prospérité du royaume, de la maison.

A quelques jours de là, puisque je commençais mes études de médecine, je dus partir, moï aussi, momentanément. Cet éloignement me déchirait : dans le zèle de mon rôle nouveau, je voulais croire ma présence indispensable à ma mère. N'était-elle pas toute brisée par la perte de celui qui était sa vie? Son calme, pourtant, m'étonnait, et aussi la clarté de son jugement. Aux obsèques, Martinod avait sollicité l'honneur de prononcer un discours pour rappeler aux assistans le dévouement de mon père, et elle s'y était refusée. Pourquoi décourager cet adversaire repentant? J'aurais volontiers émis un avis contraire. Et, peu après, nous apprîmes que Martinod, songeant à reconquérir la mairie, avait compté pour sa popularité sur cette exploitation de la mort. Les *Ils* de tante Dine ne désarmaient pas. Ils ne désarmeraient jamais. Le foyer avait ses vigilantes gardiennes qui ne se laissaient ni duper ni endormir.

La veille de mon départ, j'avais rejoint ma mère dans sa chambre. Je désirais de lui apporter du courage pour notre séparation et j'étais plus troublé et plus faible qu'elle.

— Je reviendrai, disais-je, définitivement. Et je tâcherai de le continuer.

Nous ne le désignions pas davantage entre nous.

— Oui, me répondit-elle, *il a cru en toi.*

Et comme, la tête appuyée à son épaule, je lui exprimais ma tristesse de la laisser dans la peine, elle me rassura :

— Écoute : il ne faut pas être triste.

Était-ce elle qui parlait ainsi? Surpris, je me redressai et la regardai : son visage consumé par l'épreuve, ciselé par la douleur du plus profond amour, était presque décoloré. Toute son expression lui venait des yeux, si doux, si purs, si transparens.

— Ne t'étonne pas, reprit-elle. Je me suis sentie si désespérée la première nuit que j'ai supplié Dieu de me prendre. J'ai crié vers Lui, et Il m'a entendu. Il m'a soutenue, mais autrement. Je ne croyais pas encore assez. Maintenant, je crois comme il faut croire. Nous ne sommes pas séparés, vois-tu, nous marchons vers la réunion.

Sur la table à ouvrage, à côté d'elle, était posé un livre d'heures. Je le pris machinalement et de lui-même il s'ouvrit à une page qu'elle avait dû bien souvent relire.

— Lis à haute voix, m'invita-t-elle.

C'était la prière des agonisans qui se récite pendant qu'entre la Mort :

« *Partez de ce monde, âme chrétienne, au nom de Dieu le Père tout-puissant qui vous a créée ; au nom de Jésus-Christ, Fils du Dieu vivant qui a souffert pour vous ; au nom de l'Esprit-Saint qui est descendu sur vous ; au nom des Anges et des Archanges, au nom des Trônes et des Dominations ; au nom des Principautés et des Puissances, au nom des Chérubins et des Séraphins, au nom des Patriarches et des Prophètes, au nom des saints Apôtres et Évangélistes, au nom des saints Martyrs et Confesseurs, au nom des saints Moines et Solitaires, au nom des saintes Vierges, au nom de tous les Saints et de toutes les Saintes de Dieu. Que votre demeure soit aujourd'hui dans la paix, et votre habitation dans le saint Lieu...* »

Tout le ciel est convié pour recevoir l'âme à qui s'ouvre la porte de Vie.

Je compris alors le sens de ces paroles : *Nous ne sommes pas séparés, nous marchons vers la réunion.* Ma mère était paisible. Son calme gagnait tante Dine, toujours au travail. Et comme on voit le soir peu à peu, sur les pentes, s'allumer les feux des villages, voici que je voyais les feux de la maison s'allumer par delà notre horizon même, et jusqu'au bout du monde, et jusque par delà le monde. Ils brillaient pour Mélanie au chevet des pauvres, ils brillaient pour Étienne, que brûlait le désir de l'apostolat, et pour Bernard, soldat d'avant-postes. Et plus haut, ils brillaient encore. Et il me sembla que les murs dont j'avais déploré l'étroitesse pendant mes années d'adolescence, pendant ma course à la liberté, s'ouvraient d'eux-mêmes pour me livrer passage. Ils ne me retenaient plus prisonnier. Et pourquoi m'eussent-ils retenu prisonnier ? Partout où j'irais maintenant, j'emporterais de quoi les reconstruire avec mes souvenirs d'enfance, avec le passé, avec ma douleur, avec ma dynastie. Partout où j'irais, j'emporterais un morceau de la terre, un morceau de ma terre, comme si j'avais été pétri avec son limon ainsi que Dieu fit du premier homme.

Ce soir-là, veille de mon départ, ma foi dans la maison fut la foi dans la Maison Éternelle où revivent les morts dans la paix...

HENRY BORDEAUX.

LA LEÇON DU CANADA

Jamais les Français n'étudieront assez l'histoire du Canada : au moment où la France vient de fonder un nouvel empire colonial, elle doit se remémorer sans cesse les erreurs et les fautes qui ont amené la perte de ses colonies au XVIIIe siècle : c'est le meilleur moyen d'apprendre comment elle saura garder celles qu'elle a fondées au XIXe et au XXe.

Le Comité France-Amérique a inscrit, en première ligne, sur la liste des ouvrages devant former la bibliothèque qu'il présente au public, l'*Histoire du Canada* de François-Xavier Garneau, complétée et mise au point, dans cette cinquième édition, par son petit-fils Hector Garneau. Je n'ai pas à faire l'éloge du livre : publié pour la première fois en 1843, il a placé son auteur à un rang très distingué parmi les historiens français. La nouvelle édition forme une véritable encyclopédie de l'histoire du Canada. Après les beaux travaux de M. Salone sur la *Colonisation de la Nouvelle-France*, de M. de La Roncière sur l'*Histoire de la Marine* (3e et 4e volumes), de M. André Siegfried, *Le Canada*, de M. Louis Arnould, *Nos amis les Canadiens*, les annales de la colonisation sur les bords du Saint-Laurent n'ont plus de mystères. On revit, pour ainsi dire jour par jour, les heures de l'espoir et celles du découragement, l'apogée et le déclin. Les causes et les effets apparaissent dans leur belle ou triste réalité. Aussi est-il possible de dégager, maintenant, à l'aide de cette « littérature » nouvelle et des faits exposés en pleine lumière, l'enseignement que nous laisse l'histoire de notre colonie perdue, — ce que j'appellerai « la leçon du Canada. »

Le sentiment général des fondateurs de la colonie fut qu'il s'agissait réellement d'une « nouvelle France. » On tenait au

mot et à la chose : « Le nom de « Nouvelle-France, » dit, justement, l'historien de Henri IV, était une déclaration de l'importance que le gouvernement attachait aux nouvelles possessions. Le nom populaire de « Canada » n'aurait compris ni la côte du golfe du Saint-Laurent, ni la contrée maritime (et on pourrait ajouter fluviale) des États-Unis. La préférence donnée au mot de Canada par les historiens modernes doit être attribuée à l'inadvertance ou à l'ignorance de la moitié du pays dont se composait l'établissement colonial commencé et résolu sous Henri IV (1). »

Quant au caractère même de la colonie, il était défini avec une exactitude parfaite par Champlain et ses disciples immédiats. « Les demandes ordinaires que l'on nous fait sont : Y a-t-il des trésors? Y a-t-il des mines d'or et d'argent ?... Quant aux mines, il y en a vraiment, mais il les faut fouiller avec industrie, labeur et patience. La plus belle mine que je sache, c'est du blé ou du vin, avec la nourriture du bétail. Qui a de ceci, il a de l'argent. Et, de même, nous n'en vivons point quant à leur substance (2). » Poutrincourt, au dire de Lescarbot, présenta à Henri IV cinq outardes ainsi que des échantillons de blé, froment, seigle, orge et avoine, qu'il avait semés à Port-Royal, « comme estant la chose plus précieuse que l'on puisse récolter en quelque pays que ce soit (3). »

Ainsi, il s'agit bien d'une colonie de peuplement au delà de l'Océan ; il s'agit bien d'une « autre France. »

La situation géographique, le climat rude, mais sain, l'espace grand ouvert devant l'explorateur, le chasseur et le laboureur, les avantages immédiats de la pêche et de la traite des fourrures, la conformité des plantes et des fruits de la terre avec ceux de la mère patrie observée dès le premier voyage de Champlain, tout promettait le succès. Pourtant, le succès s'est fait attendre longtemps, et, une fois obtenu, la colonie a été séparée brusquement de la mère patrie.

La perte du Canada et des Indes, au XVIIIe siècle, a accrédité le dicton que « le Français n'est pas colonisateur. » Il serait, pourtant, cruellement injuste de l'appliquer, dans toute

(1) Poirson, *Histoire de Henri IV*, III, 566. — Cité par Garneau. *Histoire du Canada*. Appendices, p. 28.

(2) Lescarbot, cité par Garneau. Appendice LX (p. 29).

(3) *Ibid.*, Append. LII.

sa sévérité, à l'œuvre de nos pères au Canada. Peu s'en est fallu qu'ils n'aient pleinement « réussi » l'entreprise fondée par Henri IV, Richelieu et Champlain.

Quels sont, en effet, les principaux élémens du succès dans un essai de colonisation?

La découverte et l'exploration des lieux;

L'autorité prise, soit par la force, soit mieux par la douceur, sur les populations indigènes;

Le peuplement par les colons originaires de la mère patrie;

Une exploitation économique fructueuse;

Une bonne organisation de la défense contre les ennemis et les envahisseurs;

La sympathie efficace de la mère patrie s'affirmant par les sacrifices indispensables et l'esprit de suite dans les relations avec la colonie.

Voyons ce qui s'est fait, au Canada, à ces différens points de vue. Nous aurons, ainsi, une connaissance exacte de l'effort produit et des résultats obtenus.

La découverte et l'exploration des territoires fut l'œuvre des meilleurs parmi les pionniers des origines. C'est ici que les Français excellent. Se jeter à l'aventure dans la brousse ou dans la forêt, allonger indéfiniment le ruban des itinéraires, inscrire de nouveaux noms sur les portulans et sur les cartes, s'exposer et se sacrifier au besoin dans des entreprises téméraires, voilà ce qui excite et fouette le sang de la race. Un double idéal attirait, vers l'inconnu nord-américain, les explorateurs et les missionnaires : les uns cherchaient cette fameuse voie vers l'Asie par les mers ou les terres septentrionales, qui ne fut découverte que de nos jours par Roald Amundsen, les autres se donnaient pour tâche de gagner des fidèles à la religion du Christ. Aussi, l'exploration des rivages et des territoires fut conduite, comme celle des âmes, avec une maëstria incomparable.

Les noms de Verazzano, de Jacques Cartier, de Roberval, de Gourgues, de Dupont-Gravé, de Poutrincourt, sans parler de Champlain, sont joints à l'histoire de la découverte de la côte, depuis Terre-Neuve et l'Acadie jusqu'aux Lacs. C'est la première étape. La deuxième est marquée par les noms de Cavelier de La Salle, le Père Marquette, Jolliet, inséparables de l'exploration des grands fleuves, l'Illinois, le Wisconsin et surtout le

Mississipi, aux embouchures duquel Cavelier de La Salle, venu par l'intérieur, fonda, en 1682, la colonie de la Louisiane. Puis, ce furent les belles explorations du XVIIIe siècle, notamment celle de La Varenne de la Vérandrye, inscrivant sur la carte le lac Winnipeg, le haut Missouri, les Montagnes Rocheuses (1731) et esquissant ainsi le futur tracé du *Canadian Pacific*.

Et il ne peut être question de rappeler, même par une simple énumération de noms, les pointes hardies des baleiniers basques, bretons, normands, qui fouillèrent toutes les anfractuosités de la côte peut-être avant Christophe Colomb, les randonnées des coureurs de bois et des coureurs de prairie se jetant à corps perdu dans la vie sauvage et s'enfonçant vers l'inconnu par les sentiers de chasse et les sentiers de guerre, les aventures pérégrines des missionnaires, des chasseurs de fourrures, des prisonniers échappés au supplice, des évadés de la civilisation, dont la légende dispute les rares souvenirs subsistans à l'histoire.

L'Amérique du Nord, de la baie d'Hudson au Mexique, fut une découverte française. La prise de possession de ces immenses contrées, au nom de la civilisation, est bien l'œuvre de « nos gens, » comme disent si heureusement les Canadiens. Avoir relié les mers boréales au Golfe du Mexique par une immense domination intérieure, c'est un titre de gloire dont la grandeur commence seulement à se découvrir et qui est tout à l'honneur de la « Nouvelle-France. »

La conquête accompagna la découverte : mais ce qu'elle eut de remarquable, c'est que, au Canada du moins, elle se fit du consentement des populations locales : la lutte ne fut sanglante qu'avec les ennemis de nos propres « sauvages. » Inutile de rappeler l'union indissoluble qui exista, de tous temps, entre les Français et les indigènes voisins de leurs établissemens : cette union remonte à la première expédition de Champlain. Tout ce qui dépendait de la France fut rapidement « français. » Les « sauvages alliés » combattirent partout près des soldats et des colons. Ils reconnaissaient, comme leur maître, le grand Ononthio d'outre-mer (1) ; ils se mirent à l'école des missionnaires,

(1) On sait que ce nom d'Ononthio était la traduction du nom d'un des premiers gouverneurs, M. de Montmagny (la Grande Montagne), et qu'il fut appliqué au grand chef lointain des Français, le roi de France, dans le langage habituel des indigènes.

jusqu'à payer leur fidélité de leur ruine! On objecte les longues luttes avec les Iroquois, qui mirent, plus d'une fois, la colonie à deux doigts de sa perte ; on reproche à Champlain d'avoir pris parti dans les querelles de ces peuples et d'avoir tiré le premier coup de fusil qui alluma des hostilités inexpiables avec les peuplades de l'intérieur. Mais l'état de guerre était endémique bien antérieurement entre les tribus elles-mêmes. Les indigènes qui s'acharnèrent contre les établissemens français y furent poussés par les colonies européennes voisines et rivales : c'est l'Europe qui transporta ses querelles sur le nouveau continent. La colonisation française sut ménager les habitans du Canada et se glisser en quelque sorte, sans coup férir, au milieu d'eux. Ce don n'est plus guère contesté à notre race ; il était affirmé, il y a quelques mois à peine, par un ministre anglais, à propos des colonies françaises contemporaines en Afrique ; on dirait qu'il s'agit de nos colonies d'Amérique au XVIIIe siècle. « Je puis vous assurer que c'est l'avis général des auteurs britanniques, — et ils sont nombreux et bien renseignés, — au sujet de la colonisation française dans le Nord et l'Ouest de l'Afrique, que, rarement et peut-être jamais dans l'histoire humaine, une nation civilisée n'a eu un succès plus général dans le gouvernement des peuplades arriérées, n'a été plus sympathique dans son traitement des aborigènes ou n'a mieux réussi dans leur développement économique que la nation française (1). »

Les établissemens français dans l'Amérique du Nord furent, de l'aveu de tous, parfaitement conçus et solidement fondés. Pour les emplacemens des futures villes et métropoles, les décisions sont, du premier coup, définitives et *géniales*. Le Saint-Laurent et le Mississipi sont les plus belles artères du continent septentrional. Québec, Montréal, Ottawa, Saint-Louis, Saint-Paul, la Nouvelle-Orléans sont des lieux prédestinés. Un auteur trouve même, dans cette divination des points historiques, un des traits déterminans de l'aptitude colonisatrice des Français. Champlain est, à ce point de vue, un type national bien caractérisé. Il a ce qui s'appelle chez nous le *coup d'œil*, c'est-à-dire le jugement, l'autorité et la vue de l'avenir : ces qualités ne vont pas sans un haut désintéressement.

(1) Discours prononcé par M. Herbert Samuel, ministre des Postes britanniques, au banquet de la Chambre de Commerce britannique de Paris, le 22 octobre 1911. — Cité par Garneau. Appendice XVII, p. 10.

On peut louer également la vigoureuse emprise que le Français exerce sur le sol pour la mise en valeur économique des territoires qui lui sont échus. La Nouvelle-France n'a pas l'attrait des mines, des métaux précieux, des substances rares et chères, des produits à cueillette facile et à rendement énorme. Tout, ici, demande l'effort. Même les entreprises les plus fructueuses, celles qui excitent, particulièrement, la cupidité des compagnies, des capitalistes, des monopolistes, — attirés d'ordinaire par les proies réputées faciles, — en particulier la pêche et la traite des fourrures, ces entreprises ne peuvent être poursuivies sur les lieux qu'au prix d'une lutte constante et douloureuse contre le climat, la distance, la mer, la terre, les animaux et les hommes. Le gain ne s'obtient que par un labeur patient et quotidien et de petits triomphes successifs ; or, cela convient encore au Français. Il s'adonne à la corvée ingénieuse de chaque détail avec une sorte d'enthousiasme intime, et c'est un délassement du corps et de l'âme, pour lui, que ces luttes sans répit contre toutes les forces de la nature.

Et, pourtant, ce n'est pas là le véritable succès économique de la colonisation française : le Français est, avant tout, — il y a trois siècles comme aujourd'hui, — un défricheur, un cultivateur. Quand il s'agit de se mesurer avec la terre, même et surtout avec une terre neuve, farouche et résistante, il ne se sent pas de joie : bûcheron, vigneron, laboureur, herbager, sur quelque sol que ce soit et de quelque outil qu'il faille se servir, il y marquera son empreinte. Le colon des « nouvelles Frances » est, en cela, un vrai fils du paysan français. « Labourage et pâturage, » la devise de Sully, il la transporte, en dépit de Sully lui-même (si peu colonisateur), partout où il met le pied.

Au Canada, la condition essentielle de tout établissement, c'est l'accès à la mer ou au fleuve; aussi, la colonie, agglomérée d'abord autour des centres, Québec, les Trois-Rivières, Montréal, par la nécessité de se grouper contre les Iroquois, s'aligne toujours le long du fleuve en bandes étroites s'enfonçant dans la profondeur du pays. Le bûcheron va droit devant lui, cherchant, toujours plus loin, un sol neuf, mais gardant le contact avec le « chemin qui marche » d'où il reçoit les marchandises européennes et par où il exporte au loin ses produits. A la fin du XVIIe siècle, après l'intendance de Talon, le sol canadien est une étoffe sillonnée de raies verticales appuyées sur le Saint-

Laurent. Dès 1668, le Père Lemercier écrit : « Il fait beau voir à présent presque tous les rivages de notre fleuve, habités de nouvelles colonies, qui vont s'étendant sur plus de quatre-vingts lieues de pays le long des bords de cette grande rivière où l'on voit naître, d'espace en espace, de nouvelles bourgades qui facilitent la navigation, la rendant plus agréable par la vue de quantité de maisons et plus commode par de fréquens lieux de repos. »

Ce qui ressort de tous les documens mis en lumière et même de statistiques précises, c'est que le Canada, vers le milieu du XVIIIe siècle, entrait dans l'aisance, sinon dans la prospérité (1). Le luxe, le gaspillage, le jeu, sont dépeints par Montcalm en traits vifs et poignans à la veille de la catastrophe. Il y avait des années où rien que la traite des pelleteries jetait, d'un coup, sur la colonie plus de trois millions. Les campagnes surtout étaient florissantes; les maisons de bois des bûcherons, garnies de provisions, de bons mobiliers, de fanfreluches venues à grands frais de la mère patrie, se multipliaient dans la sylve et les récits des contemporains nous montrent le colon canadien d'alors, pareil au colon tunisien d'aujourd'hui : « Ces fistons des paroisses qui portent une bourse aux cheveux, un chapeau brodé, une chemise à manchettes, des mitasses aux jambes et qui, dès qu'ils sont en âge d'être mariés, ont chacun un cheval (2). »

Le Canadien français est resté un défricheur incomparable : maintenant encore, il est, partout, à l'avant-garde dans l'Ouest qui s'ouvre devant lui; c'est là qu'il faut le voir, entouré de sa nombreuse famille, fidèle à la religion, à la langue, au souvenir de la mère patrie, c'est là que « l'habitant » vit dans sa maison de bois, « faisant chantier » et continuant contre la forêt la lutte dont ses pères lui ont légué la tradition. Il ne craint pas sa peine.

Ainsi cette robuste race s'est enracinée et s'enracine chaque

(1) Vers 1740, après « la grande paix, » le commerce du Canada se balançait par environ 2 millions à l'importation de la métropole contre pareille somme à l'exportation. Il faut multiplier par trois au moins, pour avoir la valeur actuelle et par dix pour avoir le total du commerce extérieur et intérieur. — Voyez Salone, p. 400.

(2) On peut débattre sur cette question de la prospérité du Canada vers le milieu du XVIIIe siècle. Voyez tout le chapitre v du livre de Salone : « Ce que coûte la Nouvelle-France. » La colonie se plaint, la métropole se plaint; tout cela est dans le cours normal des choses. Il n'y avait pas de grosses fortunes au Canada, mais une réelle aisance, et de l'épargne et de la dépense. Cela ressort nettement de toute la correspondance de Montcalm. Hocquart écrit au ministre, en 1732, ce mot qui, je crois, résume la situation : » Tous ont des dettes; mais ces débiteurs satisfont peu à peu. » Salone, p. 423.

jour sur le sol, d'où rien ne l'arrachera plus; elle y a vieilli à son tour, préparant les semences d'un avenir incomparable : là vit cette « âme canadienne » qui est une *conserve* de l'âme française, attendant, — on ne sait quel retour impossible, comme la sentinelle du « Vieux Soldat » d'Octave Crémazie :

Dis-moi, mon fils, ne paraissent-ils pas ?

Ce colon a travaillé et il a peuplé. Il a obéi à la loi qui domine le plus naturellement la destinée humaine ; où il y a de la terre, les hommes naissent; car la terre veut l'homme et l'homme veut la terre. Quand la terre arable se raréfie ou se divise trop, les familles meurent. La race française fut donc, au Canada, la race prolifique, s'il en fut jamais.

L'histoire du peuplement de la Nouvelle-France est, aujourd'hui, parfaitement connue : grâce aux recherches des Garneau, des Sculte, des Casgrain, des Salone, on a dressé, nom par nom, la liste des familles françaises au Canada, et on a pu suivre leur destinée. Depuis le jour de l'année 1617 où le sieur Étienne Jonquest, natif de Normandie, épousa la fille aînée du sieur Hébert, la multiplication des familles commença, et la fille du sieur Hébert, qui épousa, en 1621, le sieur Couillard, si elle « revenait » aujourd'hui, trouverait les Couillard, ses enfans, répandus par centaines sur une terre où son ménage fut, un moment, le premier et le seul (1).

Ne pas croire, cependant, que les résultats constatés aujourd'hui aient été sans sacrifices énormes dans le passé. Les listes de colonisation sont, au début, de véritables martyrologes; naufrages, guerres, disettes, épidémies, tous les maux s'abattent sur cette triste semence qui veut naître. De 1617 à 1623 et même plus tard, la population française au Canada n'a pas dépassé cinquante ou soixante âmes. En 1633, après cinquante ans d'établissement, il n'y avait à Québec que cinq ou six maisons. « Tout étoit si pauvre que cela faisoit pitié (2). » A cette même date, la colonie tout entière ne comptait que six cent soixante-quinze âmes. Or, si on additionnait l'apport des hommes et des femmes que le gouvernement et les compagnies privilégiées débar-

(1) Abbé Couillard-Desprès, *La première famille française au Canada*. Montréal 1907. — Garneau, *App.*, p. 38.

(2) *Ibid.*, p. 64.

quèrent pendant cette même période, le chiffre total atteindrait plusieurs milliers. La mortalité fut donc énorme. L'élan ne s'affirma qu'à partir de l'intendance de l'excellent administrateur, Talon : la Nouvelle-France comptait 8 415 habitans en 1676, et 12 263 en 1685 (1). Dès lors, la loi de multiplication opère d'elle-même; la population quadruple en quarante ans; elle comptait 55 000 Français lors de la séparation (2) et le Dominion en compte plus de deux millions aujourd'hui.

Malgré de si longues incertitudes et de si cruels holocaustes au Dieu des terres nouvelles, ce n'est donc pas le peuplement qui a manqué au territoire canadien pour que la colonie fût réellement une « nouvelle France. »

Le Canada français, au cours de sa brève existence, sut trouver en lui-même un autre principe de vitalité, je veux dire une âme, une âme locale et française tout à la fois. Il faut bien reconnaître, ici encore, un don, une aptitude particulière à la race : la France s'installe et progresse sans recul au cœur des populations nouvelles. Ainsi, de ses plus vieilles provinces et de ses plus récentes : l'Alsace et la Lorraine, réunies les dernières, étaient sa chair et son sang en 1870, et elles ne peuvent s'arracher à un corps qui est leur être. Au Canada, le miracle est le même. En 1629, quand il y avait six maisons à Québec, Québec voulait être français, comme si cette demi-douzaine de foyers fondés de la veille sur la falaise du Saint-Laurent eussent été installés, depuis des siècles, sur le calcaire de l'Ile-de-France : sentiment plus fidèle encore dans les revers que dans la prospérité. La colonie est donc, à elle-même, dès le début et jusqu'à la fin, sa meilleure défense.

Jamais corps d'enfans perdus fut-il plus lointain, plus exposé, plus abandonné ? Tout est contre lui, l'éloignement de la mère patrie, l'état de guerre presque perpétuel, la proximité des colonies rivales et soutenues par des renforts incessans, l'hostilité des tribus sauvages, entreprenantes et bien armées, et, surtout, la durée des hivers qui l'isole complètement pendant huit mois de l'année, les glaces coupant toute communication de novembre à mai. Pendant ce temps, la colonie est murée. A chaque saison nouvelle, elle tourne les yeux vers la mer, en se

(1) Salone, p. 229.
(2) *Ibid.*, p. 448.

demandant si les vaisseaux arriveront ou s'ils manqueront, comme ils ont si souvent manqué. Cette espèce de halètement, ce souffle coupé, si j'ose dire, par chaque période hivernale, a quelque chose d'angoissant, même à le suivre après des siècles dans les récits contemporains.

La Mère Marie de l'Incarnation écrivait, le 3 octobre 1648, ces lignes qui sont comme l'antienne de la vie canadienne : « On dépend si absolument de la France que, sans son secours, on ne saurait rien faire. Ajoutez à cela que, quelque pressées et importantes que soient les affaires, il faut attendre un an pour en avoir la solution ; et, si on ne les peut faire dans les temps que les vaisseaux sont en France, il en faut attendre deux... » Et encore : « Ni nous, ni tout le Canada, ne pouvons subsister encore deux ans sans secours, et, si le secours manque, il nous faut mourir ou retourner en France ! »

Un fait douloureusement précis donne l'idée de cet étrange isolement, tout à fait particulier au Canada, en raison de l'hostilité permanente des colonies anglaises, qui seules eussent permis des communications, du moins indirectes, avec la mère patrie. En 1759, à l'heure où la colonie allait succomber, un officier qui apportait, de France, des ordres à Montcalm, apprit qu'une des filles de celui-ci venait de mourir; mais il n'eut pas le temps de faire préciser laquelle des quatre. Montcalm écrivait, en apprenant la triste et incomplète nouvelle : « Je crois que c'est la pauvre Mirette qui me ressemblait et que j'aimais fort. » Il ne devait jamais savoir si c'était cette préférée qu'il avait perdue.

Cette même année, la dernière de la colonie, le « secours » fut encore attendu avec la même impatience : « Le 10 mai 1759, après six mois d'attente, apparurent les frégates aux mâts fleurdelisés. Jamais, dit un capitaine français, joie ne fut plus générale ; elle ranima le cœur de tout un peuple (1). »

Malgré tout, la foi demeure : la colonie se tient sur le pied de guerre, prête à se défendre et à mourir pour cette mère patrie qui a presque toujours les yeux et l'âme ailleurs.

A toutes les époques de l'histoire du Canada, on compta sur les milices locales, sur les alliés sauvages, au moins autant que sur les soldats de la métropole pour la sauvegarde du territoire, grand comme deux fois la France, contre les incursions des

(1) Arnould, *Nos amis les Canadiens*, p. 17.

Iroquois, contre les attaques des colonies hollandaises et britanniques, et, finalement, contre l'offensive résolue de toutes les forces anglaises. La colonie est à elle-même son boulevard. Un seul chiffre : l'année de la défaite, « la France, pour défendre le Canada, avait envoyé 328 hommes. Pour la prendre, l'Angleterre en expédiait 9 000 avec 47 vaisseaux (1). »

Aussi l'histoire militaire du Canada, qui n'est pas sans analogie avec celle des Boërs de notre temps, ne présente qu'une longue épopée de fidélité et d'héroïsme. La vie d'un certain Closse, notaire et greffier à Montréal, fut plus d'une fois marquée par des traits à la Léonidas ; il périt (1662) en se portant au-devant des Iroquois pour secourir d'autres colons. Le dévouement de Dollard et de seize autres Français, qui tinrent huit jours dans un retranchement de palissades improvisé, avec quelques sauvages alliés, contre 6 à 700 Agniers et qui moururent jusqu'au dernier pour sauver la colonie, est une légende pareille aux plus beaux fastes des Romains : « Un Français qui était encore debout lorsque l'ennemi pénétra dans le fort, voyant tout perdu, acheva à coups de hache, ses compagnons blessés pour les empêcher de tomber vivans entre les mains du vainqueur (21 mai 1660) (2). » Les exploits du jeune Hertel, de Mme de La Tour sont célèbres : quant aux actes de dévouement des enfans, des femmes, des anonymes, il faudrait des pages entières pour les dénombrer : ils foisonnent derrière tous les buissons de cette histoire sanglante.

Ce n'est donc pas non plus l'énergie locale ni la fidélité de la colonie qui manquèrent. La faute est ailleurs ; et c'est ici qu'il faut s'arrêter pour dégager, dans le passé, les termes de comparaison qui doivent servir soit d'avertissement, soit de réconfort pour l'avenir.

Ce qui a manqué à la France de l'Ancien Régime pour garder ses colonies (cela apparaît aujourd'hui à la lumière des documens confirmant le jugement de l'histoire), c'est l'esprit de suite et l'esprit de sacrifice à l'égard de cette famille lointaine que l'esprit d'aventures avait essaimée de par le monde.

Richelieu, le véritable fondateur de notre empire colonial, expose très fortement les raisons qui le portaient dans cette

(1) Arnould, *Nos amis les Canadiens.*
(2) Garneau, t. I, p. 176.

direction. Dans son *Testament politique*, le morceau consacré à la puissance sur la mer — ce que nous appellerions, aujourd'hui, « la maîtrise de la mer, » — est capital. Il vise à la fois l'Angleterre et l'Espagne : « Jamais un grand pays ne doit estre en état de recevoir une injure sans pouvoir en prendre revanche. Et partant, l'Angleterre étant située comme elle est, si la France n'estoit puissante en vaisseaux, elle pourroit entreprendre à son préjudice ce que bon luy sembleroit sans crainte du retour. Elle pourroit empêcher nos pêches, troubler notre commerce, et faire, en gardant l'embouchure de nos grandes rivières, payer tel droit que bon luy sembleroit aux marchands. Elle pourroit descendre impunément dans nos isles et mesme sur nos côtes. Enfin la situation du pays de cette nation orgueilleuse luy ostant tout lieu de craindre les plus grandes Puissances de la terre, l'ancienne envie qu'elle a contre ce royaume luy donneroit apparemment lieu de tout oser, lorsque nostre foiblesse nous ôteroit tout moyen de rien entreprendre à son préjudice. »

Et voici pour ce qui concerne l'Espagne : « L'utilité que les Espagnols, qui font gloire d'estre nos ennemis présens, tirent des Indes (c'est-à-dire de l'Amérique), les oblige d'estre forts sur la mer Océane. La raison d'une bonne politique ne nous permet pas d'y estre foibles; mais elle veut que nous soyons en estat de nous opposer aux desseins qu'ils pourroient avoir contre nous et de traverser leurs entreprises... Il semble que la nature ait voulu donner l'empire de la mer à la France, pour l'avantageuse situation de ses deux côtes également pourvues d'excellens ports aux deux mers Océane et Méditerranée... Or, comme la côte du Ponant de ce Royaume sépare l'Espagne de tous les États possédés en Italie par leur Roy, ainsi il semble que la Providence de Dieu, qui veut tenir les choses en balance, a voulu que la situation de la France séparât les États d'Espagne pour les affoiblir en les divisant... »

Mais il sait aussi que, pour subsister, la marine a besoin de colonies. Dans le chapitre du *Testament politique*, consacré au commerce de la France, il analyse, avec une précision extrême, les avantages des colonies d'Amérique et d'Afrique : nul détail ne lui paraît trop minutieux. Et, dans ses *Mémoires*, il revient à diverses reprises sur la pensée qui le porte à l'action : « Qu'il n'y a royaume si bien situé que la France et si riche de tous les moyens nécessaires pour se rendre maître de la mer; que, pour

y parvenir, il faut voir comme nos voisins s'y gouvernent, faire de grandes Compagnies et, pour ce que chaque petit marchand trafique à part, en de petits vaisseaux et assez mal équipés, ils sont la proie des corsaires... parce qu'ils ne sont pas assez forts pour poursuivre leur justice jusqu'au bout (1). »

Mais il y a quelque chose de plus éloquent que les paroles, ce sont les actes. Si l'on pénétrait au fond de la politique du grand ministre, on verrait que la préoccupation de la mer l'a toujours dirigée, notamment dans ses rapports avec la Hollande, avec l'Angleterre. Les archives sont pleines, à ce sujet, de révélations qui ont, jusqu'ici, échappé à l'histoire. Jamais, même au fort des crises continentales, il ne perdit de vue la conception dominante de son esprit : une France grande par la mer et plus grande au delà des mers.

Cette conception était d'autant plus remarquable que, comprise seulement par quelques esprits vigoureux, elle se heurtait, comme elle se heurtera toujours, en France, au parti sans nombre des timorés et des routiniers. Avant Richelieu, Sully, influencé sans doute par les subsides de Hollande et par le prestige de l'Angleterre, combattait énergiquement tout projet d'établissement lointain : « Quant à la navigation du sieur de Monts pour aller faire des peuplades en Canada, du tout contraire est nostre advis, d'autant que l'on ne tire jamais de grandes richesses des lieux situés au-dessous de 40 degrés (2). » En 1629, quand les Anglais s'emparèrent de Québec pour la première fois, il y avait, dans le Conseil du Roi, des gens qui étaient d'avis « qu'on avait perdu peu de chose en perdant ce rocher. » C'est, en somme, la première version des « arpens de neige. »

On voit quelle claire vision des choses, quelle énergie persévérante il fallut à Richelieu pour avoir su remonter le courant, pour être resté, malgré tout, un « colonial » et pour avoir mérité ce juste éloge de l'histoire : « Madagascar, le Sénégal, la Guyane, les Antilles, l'Acadie et le Canada, tel était, en définitive, l'Empire colonial dont nous étions redevables à Richelieu... Il avait trouvé au Canada deux douzaines de colons, misérables épaves de nos multiples essais de colonisation : il en laissait

(1) *Mémoires de Richelieu*. Éd. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 438.

(2) Il faudrait lire « au-dessus. » Mais il est possible que Sully fût assez mal renseigné sur la position du Canada et qu'il crût toutes les colonies françaises plus ou moins tropicales ou équatoriales. — V. Garneau, App., p. 27.

assez dans le Nouveau Monde pour constituer les élémens d'une « plus grande France (1). »

En fait, les deux doctrines que j'appellerai *continentale* et *maritime* étaient, dès lors, en présence et en opposition ; elles le sont encore. Le gouvernement et l'opinion se sont toujours demandé, selon les alternatives de notre histoire, si la France peut mener de front les deux politiques et soutenir, à la fois, les deux tâches.

Cette hésitation se traduisit, au XVIIIe siècle, par la réponse de Mme de Pompadour à Bougainville, quand celui-ci vint, au nom de Montcalm, demander du secours pour la défense du Canada, tandis que la guerre de Sept Ans absorbait les forces et les ressources nationales : « Quand le feu est à la maison, on ne s'occupe pas des écuries. »

L'opinion de Richelieu pèse, peut-être, plus que celle de la marquise : elle est confirmée par l'avis réfléchi et fortement déduit de Talleyrand. Qui ne connaît son mémoire, lu dans la séance de l'Institut, le 15 messidor an V, sur les *Avantages à retirer des colonies nouvelles?* Je rappellerai seulement quelques lignes de la conclusion : «... De ce qui vient d'être exposé, il suit que tout presse de s'occuper de nouvelles colonies : l'exemple des peuples les plus sages qui en ont fait un des grands moyens de tranquillité ; le besoin de préparer le remplacement de nos colonies actuelles pour ne pas nous trouver en arrière des événemens ; la nécessité de former avec les colonies les rapports les plus naturels, bien plus faciles sans doute dans des établissemens nouveaux que dans les anciens ; l'avantage de ne point nous laisser prévenir par une nation rivale pour qui chacun de nos oublis, chacun de nos retards en ce genre est une conquête ; l'opinion des hommes éclairés qui ont porté leur attention et leurs recherches sur cet objet ; enfin la douceur de pouvoir attacher à ces entreprises tant d'hommes malheureux qui ont besoin d'espérance. »

Faut-il invoquer encore, après ces grands noms, celui de Jules Ferry et son fameux mot sur le « placement de père de famille ? »

Mais il s'agit d'apporter non pas tant des autorités que des raisons.

L'étendue des côtes qui forment les limites de notre France,

(1) La Roncière, *Histoire de la Marine*, t. IV, p. 722.

sa situation entre deux mers, l'étroitesse des passages qui, dans la Manche et dans la Méditerranée, font dépendre son indépendance territoriale et sa sécurité commerciale des positions dominantes occupées par ses voisins, la leçon de son histoire et de toutes les histoires, prouvent qu'elle ne peut se désintéresser des choses de la mer; j'oserai dire qu'elle ne s'en est désintéressée que trop.

Le commerce d'outre-mer est, pour une grande puissance, le plus facile et le plus avantageux de tous, parce qu'il s'assure les marchés où les valeurs d'échange abondent et où les concurrences sont rares. Les produits coloniaux sont, le plus souvent, des matières premières indispensables à la mère patrie : occuper les territoires où ils naissent est un devoir des générations qui en ont l'opportunité envers les générations qui leur succéderont. A titre d'exemple, ne peut-on pas citer les régions où se cultive le coton, devenues, pour les puissances manufacturières, le plus précieux des héritages? Il en est de même de celles qui produisent le café, les épices, la canne à sucre, le riz (qui nourrit l'Asie entière) et tant d'autres fruits de la terre dont la consommation et le prix augmentent et augmenteront sans cesse, tandis que leur culture sera toujours restreinte à certaines zones et à certains climats. Faut-il citer encore une substance dont l'avenir est incomparable : le caoutchouc? Ce sera une des erreurs qui seront reprochées, par l'histoire, à la France actuelle, de n'avoir pas su garder l'immense domaine « caoutchoutier » que Brazza avait su lui assurer au Congo. La vigne algérienne n'a-t-elle pas, pendant la crise du phylloxera, sauvé le marché vinicole français? Et ne tiendrons-nous nul compte de l'immense clientèle que la population des colonies, sans cesse accrue et répandue dans l'univers, assure à l'exportation de la mère patrie?

Les argumens d'ordre économique se multiplieraient à l'infini : les argumens d'ordre politique et historique sont plus pressans encore. Un grand peuple ne peut se renfermer en lui-même sous peine d'étouffer et de périr. Il est dans tous les temps, selon le mot de Talleyrand, « de ces hommes fatigués sous l'impression du malheur dont il faut, en quelque sorte, rajeunir l'âme; » il est, dans tous les temps, « des hommes qui ont besoin d'espérance; » il est, dans tous les temps, des hommes qui ont soif de la nouveauté, de l'aventure, des larges espaces,

et qui, si la place ne leur est pas faite au loin, ébranleront, de leur violence contenue, la stabilité de la mère patrie. Un pays sans guerres et sans entreprises lointaines entasse les causes de trouble en dedans de lui-même. Il faut faire au goût du risque sa part : s'il ne se répand pas au dehors, il explose à l'intérieur.

Les générations les plus rassises n'ont pas absolument étouffé en elles l'instinct migrateur et nomade naturel à l'homme comme à la plupart des animaux vivant en troupes. Dirigé, orienté vers les colonies, il essaime de nouvelles patries : sinon, il s'égare et se perd. A toutes les époques de l'histoire, la vitalité et la grandeur des peuples, leur aptitude à la survie s'est affirmée par la création de familles coloniales, souvent plus fortes et plus prospères que les familles métropolitaines qui leur avaient donné naissance.

Qu'est-ce que la Grèce, sinon une colonie de l'Asie Mineure? et elle-même n'a-t-elle pas projeté au dehors la Grande-Grèce, et toutes ces villes méditerranéennes, métropoles et civilisations qui lui ont survécu ? La Gaule, l'Ile de Bretagne, la Germanie sont des colonies romaines. César et ses successeurs ont fondé, sur les bords du Rhône, de la Seine, de la Tamise et du Rhin, de nouvelles Romes. Renoncer à l'expansion coloniale, c'est, pour un grand peuple, rompre avec l'avenir.

L'histoire des temps modernes, depuis les Croisades, les conquêtes des Normands, les navigations de Vasco de Gama et de Christophe Colomb, est une histoire coloniale. Le Portugal, l'Espagne, la Hollande, l'Angleterre, la France ont suivi, dans leur ascension ou dans leur déclin, le graphique de leur expansion lointaine. Axiome : plus un peuple se dépense au dehors, plus il s'accroît en dedans ; plus il peuple, plus il se peuple. Les familles ont des enfans quand elles savent qu'en faire. Le problème de la population est joint si étroitement au problème de l'expatriation que les races les moins fécondes deviennent prolifiques dès qu'elles sont transplantées sur un sol nouveau. Ouvrez devant elles l'espace, elles l'occupent.

Je note l'objection dernière : les ressources que les conquêtes coloniales dépensent au loin sont nécessaires pour la défense de la mère patrie : la France n'est ni assez riche, ni assez forte pour mener de front les deux politiques. Il arrive toujours une heure où la parole de Mme de Pompadour, dans sa brutale crudité, devient le mot de la situation, c'est-à-dire de la

résignation et de la nécessité. Je l'ai cru... Maintenant, je ne le crois plus.

Quand l'objection fut faite à Jules Ferry, au cours du débat qui, au sujet de l'affaire de Tunisie, ouvrait une ère nouvelle de notre histoire, il opposa à un adversaire une réponse simple et forte comme la vérité : « M. Clemenceau disait : En cas de guerre européenne, est-ce que l'échiquier militaire ne serait pas modifié ? — Je réponds : oui, il sera modifié, mais à notre profit, en fermant une porte par laquelle on peut entrer chez nous. » Il ne s'agit pas seulement de la prise de possession de territoires qui, si nous ne les occupons pas, seront occupés par d'autres et armés contre nous ; il ne s'agit pas seulement de l'utilisation possible, par la mère patrie, de contingens indigènes, — cipayes, turcos, soudanais, troupes noires, — appoints qui ne sont pas, pourtant, tout à fait négligeables ; il ne s'agit pas seulement de l'étendue considérable de territoires faciles à défendre et qui peuvent fournir des bases d'opérations précieuses pour des offensives redoutables à nos ennemis : le véritable argument est celui-ci : sans colonie, un peuple n'a pas de marine, et sans marine, un peuple qui a une grande étendue de côtes est en proie à ses rivaux. Napoléon, maître de la terre, a été battu par la mer. Le blocus continental se retourna contre lui. Trafalgar eut raison d'Austerlitz.

Pour la paix, pour la guerre, pour le dedans, pour le dehors, pour le présent, pour l'avenir, les colonies sont aux peuples ce que les enfans sont aux familles. Une puissance sans colonie est une puissance stérile : tous les éloges et toutes les gratitudes de l'histoire iront toujours aux peuples colonisateurs.

La grande erreur du XVIIIe siècle français, erreur qui coïncide avec la pénurie gouvernementale la plus lamentable qu'ait connue notre histoire, a été de ne pas comprendre la nécessité urgente de défendre *à tout prix* les colonies au moment où, de l'autre côté de la Manche, on faisait de leur extension *à tout prix* le principe d'une politique agressive et le programme de « la plus grande Angleterre; » c'est de ne pas avoir senti que notre avenir était alors, s'il le fut jamais, sur la mer; qu'il importait infiniment plus de lutter pour les Indes et pour le Canada que pour les petites principautés de l'Empire germanique. Nous n'avions pas à nous mêler aux querelles de l'Europe

quand nous étions, selon le mot de Vergennes, « dans un état d'arrondissement suffisant, » et alors que nous avions le monde grand ouvert devant nous.

La vraie politique nationale, trois siècles d'efforts, des résultats déjà remarquables, tout cela fut abandonné sans autre réflexion : il est naturel et logique que le mot terrible et naïf adressé à Bougainville ait été prononcé par la marquise de Pompadour ; elle ne l'aurait pas dit, qu'il serait *vrai* dans sa bouche. Au contraire, Choiseul, un des rares hommes d'État français du XVIIIe siècle, avait le sens profond de « la maîtrise de la mer. » Il prépara la flotte qui assura, en Amérique, la revanche de la guerre de Sept ans et qui eût pu nous rendre le Canada. La France a eu le malheur, en ces temps, d'abord de ne pas être conduite et surtout de ne pas être comprise.

Oui, notre histoire coloniale, sous l'Ancien Régime, a manqué d'esprit de suite et d'esprit de sacrifice. Ceci dit, n'accusons pas, uniquement, la légèreté, la versatilité ou la parcimonie obérée du gouvernement : il y eut souvent des difficultés presque insurmontables : l'éloignement, le manque de ressources, l'ignorance, la difficulté des renseignemens et, par conséquent, des résolutions et des partis pris vigoureux.

Tout le long des trois siècles coloniaux de l'Ancien Régime, les appels de la colonie à la mère patrie et les défaillances de celle-ci aux heures décisives, crèvent le cœur. M. H. Garneau constate, avec Egerton, que le roi Henri IV lui-même, si sympathique qu'il fût à l'œuvre canadienne, entend la colonisation « à la façon d'Élisabeth et de Jacques Ier : sans rien tirer de ses coffres (Lescarbot), et ne lui accordant qu'un appui moral, il se contente de concéder à des compagnies de commerce des privilèges étendus (1). » Richelieu lui-même, quoiqu'il ait eu le véritable sens de l'expansion lointaine, n'a pas su appliquer au Canada le système de tolérance à l'égard des Huguenots qu'il pratiquait en France et sa volonté, si forte, s'est laissé détourner, sur la fin, par les nécessités de sa politique européenne. Champlain s'écriait, même en ces temps favorables : « Hé ! bon Dieu ! qu'est-ce que l'on peut plus entreprendre si

(1) Garneau, App. LIII, p. 26.

tout se révoque de la façon sans juger meurement des affaires! »

Le grand cardinal disparu, on retombe dans les incertitudes et les incohérences. Colbert, qui est son disciple et son véritable successeur en matière maritime et coloniale, n'a qu'une conception, en somme, assez étroite et purement « commerciale » du système colonial. Sa formule, rigoureusement *étatiste*, est : « Tout pour et par la métropole. » Lui qui a choisi l'admirable administrateur et initiateur qu'est l'intendant Talon, n'ose pas le suivre quand celui-ci, reprenant les idées de Champlain, soumet au gouvernement royal le seul programme véritablement national qui ait jamais été conçu pour le Canada. Le subordonné, plus chef que les chefs, expose son plan ayant pour but de « former un grand royaume ; » il demande la déchéance des compagnies, et l'action simultanée, dans tous les pays de l'intérieur, pour la création d'une grande « nouvelle France, » allant du Saint-Laurent jusqu'à la Floride, les Nouvelles Suède, Hollande et Angleterre par delà la frontière de ces contrées jusqu'au Mexique. » (C'est une conception analogue à celle qui, à la fin du XIXe siècle, réunit tous nos établissemens d'Afrique en arrière des colonies anglaises et allemandes, par le Sénégal, le Niger, le lac Tchad et le Chari.) Il presse le gouvernement d'aborder cette tâche, de s'y consacrer sans discontinuer et de faire, quand tout est relativement facile, les sacrifices nécessaires (1665).

Mais Louis XIV est engagé dans ses guerres européennes, contre l'Angleterre, bientôt contre la Hollande : il ne comprend pas, — comme Richelieu l'avait compris, quand il s'agissait de l'Espagne, — qu'une diversion lointaine aiderait sa politique générale, au lieu de lui nuire. Colbert, en son nom, morigène Talon : avec de tels projets on dépeuplerait la France, on l'affamerait, on la dépouillerait des soldats dont elle a besoin, on gaspillerait les ressources du Trésor : « Il faut penser, avant tout, à l'établissement du commerce et ne point toucher, le moins du monde, au monopole de la Compagnie. Quant à la colonisation proprement dite, on la pratiquera avec parcimonie, « avec ménage, » dans l'espoir d'obtenir, quand même, de bons résultats par la succession d'un temps raisonnable (1). »

Est-il nécessaire de rappeler les abandons de la fin du règne

(1) Cité par Salone, p. 155.

de Louis XIV et l'amère faillite de celui de Louis XV (1)?

Le gouvernement fut coupable ; mais l'opinion publique a aussi, comme il arrive presque toujours dans les catastrophes nationales, sa part de responsabilité. Le Roi objecte toujours à ses agens militaires et civils qu'il dépense trop au Canada, — lui qui trouvait de l'argent pour d'autres dépenses assurément moins honorables et moins urgentes. Mais, devant le pays lui-même, le Canada n'a pas une « bonne presse. » On répète à satiété la niaise formule, inventée par les politiques à courte vue : « La colonie coûte plus qu'elle ne rapporte. » Les publicistes, les journalistes, les encyclopédistes, tous ceux qui tranchent du sort de l'Univers au coin de leur feu et selon le caprice de leurs médiocres passions, ont décidé qu'il n'y avait rien à faire avec le Canada. Voltaire donne le ton : « Nous avons eu l'esprit de nous établir au Canada sur des neiges, entre les ours et les castors. » Il supplie « à genoux » Chauvelin « de nous débarrasser du Canada (1760). » Il se félicitera, dans son *Précis du règne de Louis XV*, d'avoir travaillé à l'abandon de cette colonie : « On a perdu en un jour quinze cents lieues de terrain. Ces quinze cents lieues étant des déserts glacés, n'étaient peut-être pas une grande perte. Le Canada coûtait beaucoup et rapportait peu (2). » Comme Voltaire n'est pas, en principe, anti-colonial et qu'il se montre très favorable à la Louisiane, on peut se demander si cette campagne en règle contre le Canada ne fait pas corps avec la campagne générale contre l'Église et les Jésuites dont l'influence avait été si longtemps prépondérante dans la Nouvelle-France.

Passons condamnation sur Voltaire; Montesquieu, le sage Montesquieu n'est pas beaucoup plus avisé : il blâme la colonisation des pays lointains, qui lui semble être « une des causes du dépeuplement que l'on constate en Europe depuis l'époque romaine. »

Guillaume Raynal, l'auteur de l'*Histoire philosophique des*

(1) H. Garneau cite l'appréciation de Tocqueville sur l'administration de Louis XIV : « Quand je veux juger l'esprit de l'administration de Louis XIV et ses vices, c'est au Canada que je dois aller. On aperçoit alors la difformité de l'objet comme dans un microscope... Au Canada, pas l'ombre d'institutions municipales et provinciales, aucune force collective autorisée, aucune initiative individuelle permise. Un intendant ayant une position bien autrement prépondérante que celle qu'avaient ses pareils en France... une administration voulant tout faire de Paris, malgré les dix-huit cents lieues qui l'en séparent. » Appendice 196, p. 85.

(2) Sur la campagne des philosophes contre le Canada, voir les textes réunis par Salone, p. 429.

Indes, autre prophète, celui-là sans génie, se répand en diatribes sur l'œuvre française au Canada ; suivant le préjugé de l'école, il trouve tout admirable sous le régime britannique et tout déplorable sous le régime français. Et, en 1781, quand, à la suite des victoires françaises dans la guerre de l'Indépendance américaine, il est question de réclamer le Canada à l'Angleterre, qui s'élève contre le retour de la colonie à la mère patrie ? Raynal, le même Raynal qui fut, en ces matières, le grand éducateur de son siècle. Il adjure ses contemporains de ne pas oublier que « tout domaine séparé d'un État par une grande distance est précaire, dispendieux, mal défendu et mal administré... ; » il affirme que « renoncer à une contrée que diverses puissances revendiquent, c'est communément s'épargner des dépenses superflues, des alarmes et des guerres, et que de la céder à l'un de ceux qui l'envient, *c'est lui faire présent des mêmes calamités*... » Plût aux Dieux que l'Angleterre, dans sa défaite, eût tenu le même raisonnement que la France dans sa victoire ! Ainsi, ce n'est pas sans la complicité de l'opinion, que « le gouvernement nous a, selon le mot de Chateaubriand, exclus du seul univers où le genre humain recommence (1). »

Grâce aux publications si importantes et si intéressantes qui ont fourni le sujet de la présente étude, la « leçon du Canada » apparaît maintenant, dans sa trop claire évidence. Ni le gouvernement ni la nation n'eurent jamais, à fond et à plein, le sentiment de la grandeur de l'œuvre que quelques pionniers avaient commencée sur l'autre rivage atlantique et que des héros y avaient défendue : on lui marchanda toujours l'existence ; on n'eut jamais confiance en son avenir. Or, quand on considère le chemin parcouru, quand on réfléchit à l'étonnante multiplication des cinquante mille Français, laissés par le XVIIIe siècle sur les arpens de neige, quand on sait, de science trop certaine, ce qu'est le Canada aujourd'hui, ce que sera le Canada demain, on porte le deuil inconsolable d'une telle perte, le regret le dispute au remords.

Et la pensée se reporte sur l'Empire colonial que vient de restaurer la France : on se demande si, la conception et l'institution étant également belles et grandes, le résultat final sera

(1) Voyez la savante étude de M. E. Salone, *Guillaume Raynal, historien du Canada*; 1 vol. in-8, Guilmoto.

aussi décevant. La France saura-t-elle garder et développer ses nouvelles colonies ?

Reconnaissons, tout d'abord, que ni les conditions ni les dispositions ne sont pareilles. La France actuelle a le sens colonial, elle a une volonté coloniale, elle a un point d'honneur colonial ; après avoir su faire les sacrifices nécessaires pour conquérir, elle saura les continuer pour organiser et pour défendre ; espérons qu'elle aura l'esprit de suite : tout est là.

Il suffirait de comparer les résultats obtenus après quatre-vingts ans en Algérie, après trente ans au Tonkin et en Tunisie, après vingt ans à la Côte Occidentale, au Niger, au Congo, à Madagascar ; il suffirait d'opposer les 700 000 Français qui se sont installés, depuis 1830, dans notre Afrique du Nord, aux 55 000 qui, en deux siècles, s'étaient expatriés ou étaient nés au Canada, pour reconnaître que le progrès est infiniment plus rapide et plus « national. »

L'obstacle de la distance n'existe pas pour l'Afrique du Nord ; le climat n'a pas la rudesse des climats septentrionaux. Tout, dans notre nouveau domaine, est luisant et séduisant. Les terres orientales et méridionales exercent, sur l'homme du Nord, une attraction indicible. Même cette Indo-Chine lointaine n'est pas la moins fascinante : qui y a vécu veut y revivre. L'Empire colonial français est un jardin d'Armide ; il appelle naturellement « ces hommes qui ont besoin d'espérance, » dont parlait Talleyrand.

Mais, le lien une fois créé, sa solidité tient à des raisons plus fortes : c'est, d'abord, la volonté de la nation de jouir de ce qu'elle a fondé ; ce sont les convictions ardentes de cette école d'hommes résolus qui ont *vu*, qui se sont formés eux-mêmes, qui entraînent chaque jour la jeunesse à la conviction « coloniale ; » c'est le rapide rendement économique de nos jeunes colonies ; c'est, enfin et surtout, la forte assiette que ces territoires offrent à la mère patrie pour les dominer et les défendre.

La France moderne a su faire les sacrifices nécessaires dans la période de l'occupation et la période de possession. Les expéditions d'Algérie, de Tunisie, du Tonkin, de Madagascar, du Sénégal, du Maroc, sont tout autre chose que les « secours » lamentables envoyés outre-mer par la France du XVIIe et du XVIIIe siècle. Partout, dès le début, on a frappé le coup décisif nécessaire pour affirmer l'autorité.

Et les sacrifices ne s'en tiennent pas là. Les terres nouvelles, pour vivre et se développer, ont besoin d'argent et de crédit. La mère patrie le sait et son épargne, sa confiance sont largement offertes à cette jeune famille qui s'installe. Ports, routes, voies ferrées, forts, arsenaux, instruction publique, protection des indigènes, tout est largement muni, doté ; les grands projets et les grandes réalisations trouvent, d'abord, les grandes ressources ; et voilà une autre différence avec cette colonisation de « ménage » et de lésinerie qui fut celle de l'Ancien Régime.

Enfin, les systèmes politique et militaire que présente l'ensemble de notre nouvel Empire colonial, le front qu'il offre à l'ennemi est tout autrement conçu et organisé que celui de notre domaine colonial des XVIIe et XVIIIe siècles.

Même les colonies les plus exposées, la Nouvelle-Calédonie, Madagascar, l'Indo-Chine présentent des élémens de résistance, soit militaire, soit diplomatique, si fortement combinés qu'ils ne pourraient être annihilés qu'après une guerre plus onéreuse et plus périlleuse à l'attaque qu'à la défense. L'Indo-Chine elle-même a pour protection, sans compter sa propre force militaire, la coalition des puissances qui se formerait fatalement, contre tout envahisseur, que ce fût le Japon, l'Angleterre, les États-Unis. Tous, sans compter la Russie et la Chine, se retourneraient ensemble contre celui d'entre eux qui prétendrait nous arracher ces territoires ; l'occupation française est, pour longtemps, une des données indispensables de l'équilibre asiatique. La Nouvelle-Calédonie et Madagascar, défendues par leur situation insulaire, tiendraient longtemps, chacune dans son réduit central, avant qu'une armée expéditionnaire vînt à bout d'en arracher les couleurs françaises : la guerre du Transvaal et la guerre de Mandchourie ont démontré les difficultés inouïes de ces grandes expéditions lointaines contre un adversaire bien armé et décidé à se défendre.

Quant à notre domaine africain, situé aux portes de la France, nourrissant des populations belliqueuses et habituées à prendre place dans nos cadres, il est invincible. C'est lui, au contraire, qui pèserait, le cas échéant, dans la balance du monde, d'un poids imprévu et qui assurerait à notre offensive des conquêtes précieuses, au cas ou une guerre générale remettrait sur le tapis ce partage du monde accompli par les dernières années du XIXe siècle, et que tant de traités solennels ont consa-

cré. L'Empire africain français est un empire militaire : il faut que la France le comprenne et que les puissances rivales le sachent. Non, le nouveau domaine colonial que la France a su se constituer ne lui sera pas arraché. Il dépend de la France elle-même d'y développer, en pleine paix et en toute confiance, les semences de civilisation qui doivent fructifier et se multiplier indéfiniment sur ces terres prédestinées.

Que l'opinion, seulement, ne s'endorme pas et qu'elle sache, d'elle-même, tenir en éveil son gouvernement et ses chefs! Ceux-ci ont, trop souvent, les yeux et la pensée ailleurs : l'intérieur les absorbe. Quand, une fois, les grands efforts seront accomplis, le seul danger vraiment à craindre serait que nous retombions dans cette négligence, cette demi-somnolence où nous sommes enclins, dès que les ardeurs initiales ne nous excitent plus.

Que les Français s'avertissent sans cesse, les uns les autres, du haut intérêt que présente le salut de leur domaine colonial; qu'ils s'y rendent; qu'ils y envoient leurs fils; qu'ils y emploient leurs capitaux; surtout qu'ils exercent un contrôle vigilant sur les administrations toujours prêtes à s'enlizer dans la routine, la procrastination et le népotisme.

Si le gouvernement de la France était ce qu'il doit être, il deviendrait, au premier chef, *colonial*, parce que le haut avenir de la race est là. Nous ne verrions pas se prolonger l'état de choses actuel qui charge un simple chef de bureau au ministère de l'Intérieur de toute notre responsabilité islamique et qui disperse, entre trois ou quatre ministères, la haute direction de notre Empire africain...

En un mot, sous un régime d'opinion, tout dépend du pays lui-même : qu'il commande et on lui obéira; qu'il s'instruise, qu'il réfléchisse, il exigera et on exécutera. C'est pourquoi l'opinion ne doit pas rester daus l'ignorance des enseignemens de notre histoire. Les fautes commises peuvent avoir, du moins, cette utilité de prévenir les fautes nouvelles. Remercions ces écrivains qui, en mettant sous nos yeux, dans son amère et forte réalité, « la leçon du Canada, » ont projeté la lumière à la fois sur le passé et sur l'avenir.

GABRIEL HANOTAUX.

ENTRE LES DEUX MONDES[1]

CINQUIÈME PARTIE[2]

XV

Le mardi matin, j'étais à peine éveillé lorsque j'entendis sur le pont des voix singulièrement claires et distinctes, comme si l'air était devenu plus sonore. Je regardai autour de moi. Le paquebot ne grondait plus, ne tremblait plus, était immobile ! « Nous sommes arrivés ! » me dis-je. J'ouvris la petite fenêtre, et, par-dessus les épaules de deux marins qui, penchés sur la balustrade, parlaient à je ne sais qui et faisaient je ne sais quoi, j'aperçus des maisons, des arbres, un pan de montagne. J'éveillai mon fils, m'habillai à la hâte et sortis quelques minutes avant huit heures.

Notre bateau était à l'ancre dans le petit port de Las Palmas, et nous attendions la visite médicale. L'Océan que, durant tant de jours, nous avions vu illimité, désert et inquiet, se présentait maintenant clos, stagnant, peuplé ; et, dans cette mer rétrécie, le *Cordova* semblait plus grand, plus élevé sur le niveau de l'eau, parmi toutes ces barques qui commençaient de rôder autour de lui pour offrir des cigares et des oranges aux passagers de troisième classe penchés en grand nombre sur les plats-bords. Le jour était sombre, les collines qui entourent Las Palmas étaient noires, le ciel était gris et menaçait de pleuvoir.

(1) *Copyright by* G. Ferrero, 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 1er février.

Et néanmoins avec quel plaisir nous regardions tout cela! Après onze jours durant lesquels, de ce pont instable, nous avions contemplé l'éternelle et toujours fuyante mobilité des flots et des nuages, pouvoir enfin s'arrêter et reposer sa vue sur les formes immobiles de la terre nourricière! Sentir enfin sous ses pieds un sol ferme et résistant !

Vers huit heures et demie, tous mes compagnons se montrèrent : l'amiral, Rosetti, Alverighi, Cavalcanti, Vazquez. Tous, sauf l'amiral, étaient habillés pour descendre à terre, le chapeau sur la tête et l'ombrelle à la main.

— Vous ne descendez pas, amiral ? demandai-je.

— Je descendrai plus tard, me répondit-il. Je vous retrouverai à l'Hôtel de France pour le déjeuner. Je reste parce que Mme Feldmann veut lire avec moi ses dépêches. Ensuite, nous irons à terre ensemble.

Nous causâmes de choses indifférentes. Rosetti nous prédit de la pluie ; mais ce danger n'effraya personne : ce qui nous ennuyait, c'était d'attendre. Cependant les marins préparaient le paquebot à recevoir son charbon; ils bouchaient portes et fenêtres, tendaient partout de grosses toiles, disposaient les échelles, les cordages, les cabestans. Bientôt un petit vapeur se détacha de la rive, au loin, et se dirigea droit sur le *Cordova*, tandis que deux ou trois autres le suivaient. Un monsieur en uniforme monta à bord, et plusieurs personnes y montèrent derrière lui : des fonctionnaires, des courtiers maritimes, des marchands de charbon, je suppose. Sur les échelles du *Cordova* et sur le pont commença un bruyant va-et-vient, un bavardage polyglotte, un entre-croisement d'appels. Tout à coup, Alverighi se précipita vers moi :

— Vite, vite ! Le capitaine nous offre la chaloupe à vapeur de l'agent du Lloyd. Mais il faut se dépêcher.

En courant à travers une foule affairée et vociférante, je réussis à trouver ma femme et mon fils, mais non Rosetti. Comme je continuais à le chercher, Cavalcanti me cria :

— Venez, venez! M. Rosetti est déjà dans la chaloupe.

Au moment où nous allions descendre, l'amiral passa, tenant à la main un volumineux paquet de papiers.

— Ce sont des dépêches pour Mme Feldmann, me dit-il en souriant. Au revoir. Nous vous rejoindrons tout à l'heure.

Aussitôt la chaloupe se détacha et partit rapidement vers

la rive. Quelle joie de fouler enfin le plancher des vaches, de n'être plus claquemuré dans l'étroit espace d'un pont de navire! Joyeux comme des prisonniers libérés, nous nous engageâmes dans le chemin fangeux qui menait à la jolie ville, escortés par un cicerone, qui nous offrit ses services jusqu'à ce que M. Vazquez les eut acceptés; et, tout en causant gaiement, en nous montrant les uns aux autres les choses curieuses, en plaisantant sur la conversation de la veille au soir, en riant et en criant très fort, nous envahîmes, bruyante compagnie, les rues désertes et silencieuses de la ville aux petites maisons et aux luxurians jardins intérieurs qu'en passant nous apercevions par les portes entr'ouvertes. Seul Alverighi était taciturne, morose, comme absorbé dans ses pensées : sans nul doute, il souffrait de la défaite qu'il avait subie la veille au soir. — Avoir été presque obligé de reconnaître par son silence que la civilisation des machines s'exhalerait dans une extase et que la richesse n'était pas préférable à la pauvreté! — Nous visitâmes la cathédrale; puis notre cicerone voulut à tout prix nous conduire au palais de justice et nous faire voir l'aimable instrument au moyen duquel la justice espagnole étrangle les condamnés à mort, tout en nous racontant la vie, les crimes et le trépas des derniers justiciés. Quand nous sortîmes, une averse ou plutôt un véritable déluge nous arrêta pendant une demi-heure. Ensuite nous visitâmes encore d'autres églises et, vers midi, nous arrivâmes à l'Hôtel de France. L'amiral n'y était pas. Nous attendîmes jusqu'à midi et demi.

— La pluie aura effrayé Mme Feldmann, dit Rosetti.

Et nous nous mîmes à table. Pendant le déjeuner, nous plaisantâmes de nouveau sur Vivekananda; puis nous profitâmes du temps éclairci pour faire un long tour aux environs de Las Palmas et pour visiter les boutiques de la ville. Nous rentrâmes à bord vers cinq heures.

Pauvre *Cordova*, dans quel état il était! Aussi poudreux et noir qu'une soute à charbon! Heureusement, comme les cales étaient bondées, les matelots commençaient déjà un nettoyage sommaire. Je laissai ma femme aux prises avec les marchands de dentelles qui, ainsi que les marchands de cigares, avaient envahi la partie du navire restée propre; et, comme les portes qui donnaient sur le pont étaient closes, je gagnai ma cabine par les escaliers intérieurs. Mais dans le corridor je

rencontrai Lisetta qui, très vite, presque en courant, passa à côté de moi, l'air préoccupé. Au moment où j'allais ouvrir la porte de ma cabine, je vis le médecin monter en grande hâte à l'étage supérieur. J'entrai dans ma cabine, et, tandis que je changeais de vêtemens, j'entendis la sonnette sonner longuement et rageusement dans le couloir, et la femme de chambre du bord crier : « J'y vais ! j'y vais ! » sur un ton où l'impatience se mêlait à l'inquiétude. « Que se passe-t-il ? » me dis-je. En sortant, je rencontrai cette femme de chambre qui descendait, et je lui demandai si quelqu'un était malade. « Oui, me répondit-elle. Cette dame américaine n'est pas bien. » Je rejoignis ma femme sur le pont, où les mercantis faisaient leurs paquets pour s'en aller : car l'heure était proche où on lèverait l'ancre. Mais déjà d'étranges et confuses nouvelles circulaient parmi les passagers étonnés et perplexes, à savoir que Mme Feldmann avait reçu des dépêches terribles; et ces dépêches lui annonçaient, selon les uns, la mort de son mari, selon les autres, la faillite de la banque. Je cherchai l'amiral. Mais la femme de chambre me dit qu'il était dans la cabine de Mme Feldmann.

Six heures avaient sonné; le charbon était dans les cales; plusieurs centaines de caisses de bananes, chargées à destination de Gènes, encombraient l'avant; la baie se constellait de lumières. Coups de sifflet, tintemens de cloches. Puis, lentement, le *Cordova* se mit en marche. Tandis que je me promenais sur le pont en attendant l'amiral, non sans une impatiente curiosité, je vis s'éloigner peu à peu les lumières de Las Palmas. Enfin, lorsque sonna le premier coup de cloche pour le dîner, l'amiral parut, mais il avait la consternation sur le visage.

— M. Feldmann divorce, me dit-il, pour épouser une personne qui a été à leur service, je ne sais à quel titre, comme femme de chambre, comme institutrice ou comme infirmière...

— Miss Robbins ? m'écriai-je.

— Précisément. Comment avez-vous deviné cela ?

Je résumai à l'amiral ce que Mme Feldmann m'avait confié au sujet de miss Robbins. J'avais négligé de lui en parler, lorsque je lui avais rapporté mes entretiens avec cette dame, tant ces détails me paraissaient avoir peu d'importance. A son tour, il me raconta brièvement que, parmi les nombreux télégrammes reçus, il y en avait deux, fort longs, de l'avocat de Mme Feldmann. Ces télégrammes disaient que M. Feldmann avait

déjà commencé la procédure de divorce ; qu'il était depuis plusieurs années l'amant de miss Robbins, à laquelle il avait même fait cadeau d'un hôtel et d'une villa, et que, maintenant, il se disposait à l'épouser ! Mais il avait disparu de New-York, et l'oncle, qui voulait intervenir en faveur de Mme Feldmann, n'avait pas réussi encore à le voir. A la lecture de ces télégrammes, Mme Feldmann s'était évanouie ; puis, quand elle avait repris connaissance, elle avait déliré, crié, pleuré désespérément pendant plusieurs heures.

Bouleversé, je demandai à l'amiral ce qu'il pensait de tout cela. Il haussa les épaules et répondit :

— Je n'y comprends goutte !

Le second coup de cloche nous appela au dîner. La conversation tomba tout de suite sur les fâcheuses nouvelles qui couraient au sujet de Mme Feldmann. La fausseté même de ces nouvelles amena l'amiral à les rectifier, quoique avec discrétion. Mais la curiosité s'alluma. Comment expliquer un cas si bizarre ? A mon tour, je commençai à raconter quelques-uns des épisodes que Mme Feldmann m'avait confiés, le jour de la tempête. Pressé par les assistans, je finis même par leur dire toute l'histoire du ménage, à partir de la spéculation du *Great Continental.* Je croyais ébahir l'assistance en annonçant que les Feldmann possédaient cent millions. Mais Alverighi demanda avec désinvolture :

— Cent millions de dollars ?

Un peu déconcerté, je dis que c'était cent millions, non pas de dollars, mais de francs.

— Alors, fit-il avec dédain, ce n'est pas grand'chose.

Nous nous mîmes à rire ; mais lui, très sérieux :

— Cent millions de francs ? Un homme qui en possédait déjà sept quand il est venu en Amérique, et qui, au surplus, a épousé une femme riche ? Moi aussi, j'espère bien laisser cent millions à mes enfans, et j'ai débarqué en Amérique avec deux mille francs dans ma poche !

Je ne m'attardai pas à discuter ce point et je continuai le récit des dissentimens qui s'étaient exaspérés de jour en jour entre les époux, le scandale du *Great Continental*, le mariage de la fille, la confiance accordée par Mme Feldmann à miss Robbins, la noire trahison de celle-ci. Je fus écouté en silence, et, lorsque j'eus terminé, tous les assistans, perplexes et un peu embar-

rassés, demeurèrent muets, comme des gens qui ne savaient quoi penser. Pendant quelques instans, Alverighi lui-même se tut; puis, soudain, avec une de ces brusques sorties qui lui étaient habituelles :

— Vous voyez! A force de prêcher que l'art, la beauté, l'élégance, le raffinement sont la raison suprême de la vie, voilà ce qui arrive! Et vous êtes tous à crier haro sur moi, quand je prêche qu'il faut détruire cette néfaste oligarchie d'intellectuels qui, de l'Europe, sème par le monde ce mensonge!

Cette observation était un peu imprévue, et Cavalcanti en fit la remarque, après un moment de silence.

— Mais quel rapport l'art et l'oligarchie intellectuelle de l'Europe ont-ils avec ces querelles domestiques?

— Un rapport très étroit, répondit vivement Alverighi. Pourquoi ces deux époux se sont-ils pris ainsi aux cheveux et vont-ils divorcer? Pour savoir si le style empire l'emporte en beauté sur le style Louis XV ou sur le style japonais; s'il est préférable d'acheter un vieux château ou un yacht! Est-il possible d'être plus bête? En Amérique, où les milliardaires eux-mêmes... Mais qui donc m'a dit qu'il ne faut pas croire un mot de ce que les journaux racontent sur le luxe des milliardaires? C'est vous, je crois, Ferrero, à Rosario?

Je fis signe que oui. Mais, à cet endroit, Cavalcanti l'interrompit en disant :

— Divorce-t-on d'un jour à l'autre, après vingt-deux ans de mariage, pour des querelles d'esthétique? Quant à moi, je serais plutôt disposé à croire qu'à un certain moment M. Feldmann s'est amouraché d'une autre femme; et alors...

— Mais oui, on divorce! insista Alverighi. Quand un Européen s'est enrichi, il se fourre dans la tête qu'il a le droit de vivre dans un Olympe, de ne voir et de ne toucher que des choses d'une beauté ou d'une bonté uniques. Et, dès lors, c'est fini: il ne peut plus vivre que seul; il se croit infaillible, il se croit dieu, il devient un Caligula.

— Allons donc! répondit Cavalcanti en riant. Tous les millionnaires qui aiment l'élégance ne sont pas des Caligula.

— Eh bien! riposta Alverighi, ce sont alors des snobs et des imbéciles qui paient toutes les choses trois fois trop cher pour avoir un motif de les croire plus belles!

Mais ici Cavalcanti l'interrompit en objectant que le snob

juge de la qualité d'après le prix, tandis que l'homme de goût paie le prix à proportion de la qualité. Sur quoi, Alverighi raconta qu'un jour, à Paris, place Vendôme, il avait lu une grande réclame faite pour attirer les Américains du Sud, — réclame qui a disparu depuis, — et qui proclamait : *Un tel, le « zapatero » le plus cher du monde !* Le plus cher du monde, par conséquent le meilleur ! Sur quoi, je racontai à mon tour le mot de Mme Feldmann qui, après m'avoir confié que les perles qu'elle portait sur le *Cordova* étaient fausses, avait ajouté que le monde juge toujours les perles vraies ou fausses selon qu'il croit ou ne croit pas assez riche la personne qui les porte ou qui les donne. Cette anecdote plut à Alverighi qui, s'adressant de nouveau à Rosetti :

— Vous voyez, vous voyez ! dit-il. Même une dame élégante est quelquefois capable de raisonner juste...

— Et la conclusion, reprit Cavalcanti, c'est que Vivekananda n'a pas tort. Si les raffinemens de la civilisation ne sont qu'une illusion et si la richesse qui dépasse une certaine mesure ne peut plus procurer de nouveaux plaisirs, le sage ne doit pas la chercher au delà de cette mesure. A quoi servent les richesses, si elles ne procurent aucune joie véritable ?

— Elles servent à avoir des soucis, des ennuis, du labeur, de l'anxiété, des maladies, des insomnies ! repartit Alverighi, résolument.

— Grand merci ! Alors je n'en ai que faire.

— Parce que vous êtes un sybarite ! Les vrais, les seuls ascètes de notre époque, c'est nous, les insatiables accapareurs de millions. Ne souriez pas, je parle sérieusement. C'est nous qui peinons jour et nuit, qui nous privons du foyer et du sommeil, qui vivons en nomades sur les voies ferrées et sur l'Océan. Et pourquoi ? à quelle fin ? dans quelle espérance ? En jouissons-nous donc, de notre richesse ? Que nous donne-t-elle, cette richesse, outre l'ivresse mystique de l'avoir créée, sinon des soucis, du labeur et des infirmités ? Oui certes, je veux accumuler cent millions, pas un de moins, les accumuler infatigablement, l'un après l'autre ; mais, quand je les aurai, ces cent millions, en serai-je plus heureux ? Ma vie en sera-t-elle plus belle ou meilleure ? Je serai épuisé, triste, valétudinaire ; j'aurai l'esprit déchiré par les soucis et les inquiétudes...

Cavalcanti l'interrompit :

— Là est précisément la grande erreur de notre époque et de l'Amérique. Vouloir s'enrichir pour s'enrichir, c'est absurde. La richesse n'est et ne peut être qu'un moyen.

— La richesse n'est divine que si elle est sa fin à elle-même! protesta Alverighi avec véhémence. Je le sais : aujourd'hui on tourne en ridicule cet idéal; on en veut aux Américains de l'avoir imposé au monde. Mais pourquoi ? Tout idéal qui dépasse l'intérêt de l'individu, quand on le juge à la mesure de l'intérêt, n'est-il pas une absurde folie ? Au regard de l'intérêt personnel, n'est-ce pas une sottise au soldat de se faire tuer pour sauver la patrie ? Qu'importe le salut de la patrie à celui qui aura cessé d'être ? Et ne vaudrait-il pas mieux pour ce soldat vivre dans un pays avili par une défaite que d'avoir cessé de vivre dans une patrie glorifiée par la victoire ? Sans doute nous peinons beaucoup et nous jouissons peu ; de cet énorme torrent de richesses que nous, les géans de l'argent, nous versons sur le monde, ce n'est pas nous qui profitons, c'est la multitude innombrable, paresseuse, imbécile, qui a maintenant, grâce à nous, ce que n'eut aucune génération : pain, couche, vêtemens, santé, un peu de lumière pour son obscure intelligence, la certitude du lendemain. Ferrero a raison. Ceux qui, en Amérique, font du luxe, gaspillent, jettent l'argent par les fenêtres, ce ne sont pas les milliardaires, ce sont les gens de la classe moyenne, ce sont les ouvriers qui accusent les milliardaires d'être des sardanapales. Mais moi, mais nous, pourquoi nous tuons-nous de travail ? Je n'en sais rien, je ne veux pas le savoir. L'œuvre qui nous dévore, — la conquête de la terre, — dépasse notre raison comme la dépassent les guerres, les révolutions, tous les grands événemens historiques. Et nous peinons, nous nous usons, nous mourons avec joie pour cette œuvre dont nous n'apercevons pas la fin dernière, parce qu'une force mystérieuse nous pousse. Nous avons donc le droit de dire que la richesse est divine en elle-même ; que nous vivons, non pour nous, mais pour les autres, pour le monde, pour l'avenir, consumés par une passion ardente qui purifie de toutes les inévitables scories nos intentions. Vous, ingénieur, vous disiez hier soir que l'homme devra finalement se désintéresser de la richesse. Vous aviez raison ; mais le vrai moyen de se désintéresser de la richesse, ce n'est pas de la mépriser ; c'est de la désirer pour elle-même, et non pour les jouissances et les satisfactions de vanité qu'elle peut donner.

Underhill était l'homme le plus pur et le plus désintéressé du monde ; mais tel n'était pas le cas des Feldmann, qui voulaient faire les raffinés et les esthètes, se servir de leurs richesses pour humilier leurs semblables, et qui se croyaient des demi-dieux. Ils ont donc bien mérité leur sort...

XVI

Alverighi avait regagné le terrain perdu. A cet éloquent discours aucun de nous ne répondit, pas même Cavalcanti. Quand Rosetti, qui finissait de boire son café, vit que personne ne prenait la parole :

— Et Mme Feldmann ? demanda-t-il tranquillement. Je crois, avocat, que vous l'avez oubliée. Si la richesse ne sert qu'à produire de la richesse, qu'est-ce que cette dame devait faire ? Devait-elle descendre aussi à Wall-Street avec son mari ? briguer la présidence de quelque société pétrolifère ?...

— Mais elle n'est qu'une femme, repartit brusquement Alverighi.

— Et c'est pour cela que vous ne voulez pas vous occuper d'elle ? répondit l'ingénieur en riant. Les femmes sont à peu près la moitié du genre humain. Et elles sont aussi le principal obstacle pour toutes les philosophies de l'action. Si l'action, — par exemple la guerre, les affaires, le gouvernement, — est l'unique raison de la vie, quel sera le rôle de la femme dans le monde, outre la fonction de donner le jour aux enfans et de divertir les hommes à leurs momens perdus, tant qu'elles sont jeunes et belles ?

Alverighi, perplexe, garda un instant le silence ; puis il dit :

— Voulez-vous donc, dit-il, reconnaître à la femme le droit de dépenser selon son caprice l'argent gagné par le mari ?

— Nullement, répondit Rosetti ; mais il me semble qu'en ce moment, comme l'autre jour, lorsque nous discutions sur le progrès, vous oubliez que la richesse doit aussi être consommée. Sinon, à quoi servirait-il de la produire ? S'il y a des personnes qui ne se soucient que de multiplier les richesses, il est naturel que d'autres personnes, les femmes, par exemple, et non pas seulement les femmes, mais aussi beaucoup d'hommes et même la majorité des personnes désirent la richesse pour la convertir en jouissance. S'il n'en était ainsi, les autres, — les million-

naires et les milliardaires, — ne pourraient plus, les pauvres ! se sacrifier au profit du genre humain. Donc, la majorité veut accroître ses richesses pour accroître ses jouissances. Or, pour accroître les jouissances, il n'y a que deux moyens : ou accroître la quantité, ou varier la qualité des choses qui nous les procurent. Mais il est certain que, tôt ou tard, la quantité rassasie. Par conséquent, au delà d'une certaine quantité, ou le désir réussit à trouver des satisfactions plus délicates, c'est-à-dire à traduire la quantité en qualité, ou la richesse ne sert à rien. Le snobisme, oui, je sais : c'est aujourd'hui une cible facile. Mais songez-y un peu : le snobisme ne serait-il point, par hasard, un effort pour traduire la quantité en qualité, effort auquel tous les hommes sont poussés par l'accroissement même de leurs richesses ? Vous ne pardonnez pas aux Feldmann. Mais remarquez ceci. Une paysanne vient à la ville, travaille à la fabrique, arrive à posséder quelques sous. Quel usage en fait-elle ? Achète-t-elle en plus grand nombre des vêtemens pareils à ceux qu'elle mettait dans son village ? Non, elle en achète qui lui semblent plus beaux, qui sont à la mode de la ville ; elle achète des bottines, des rubans, des fanfreluches. Cette paysanne, elle aussi, essaie de traduire la quantité en qualité, comme fait tout le prolétariat qui s'élève , c'est-à-dire qui s'efforce d'imiter dans quelque mesure les classes supérieures, grâce à de plus forts salaires. Le relèvement du prolétariat est le snobisme des ouvriers. Ces jours passés, nous avons longuement discuté sur le progrès. Eh bien ! pourquoi ce mot, qui en réalité est si vide, rend-il un son qui paraît si plein aux oreilles des modernes ? Parce que le progrès est le snobisme des peuples. Les statisticiens alignent des chiffres et prouvent qu'à notre époque tout croît ou décroît rapidement, pour ainsi dire d'année en année : la population, la richesse, le trafic, les dépôts faits dans les banques, les chemins de fer, les voyageurs, les écoles, les téléphones, les délits, les naissances, les morts, les mariages, les faillites, les illettrés. Mais les peuples ne se contentent pas de la seule lecture des statistiques ; ils veulent se convaincre en outre qu'ils deviennent plus forts, plus sages, plus glorieux, plus grands et, en un mot, meilleurs. Les théories du progrès, bonnes ou mauvaises, que chaque jour nouveau invente, ne sont que des tentatives pour traduire la quantité en qualité, les chiffres en vertus, pour le compte des peuples.

Le raisonnement était clair et serré; mais Alverighi ne désarma pas.

— Fort bien, répondit-il. Les masses ont raison, et ce sont au contraire les riches qui ont tort. Rappelez-vous, Cavalcanti, notre discussion de l'autre jour. Vous gémissiez : « On ne tisse plus pour les rois et pour les princes ces somptueuses étoffes que nous admirons dans les musées. » Et je vous ai répondu : « Non; mais, en compensation, la quantité et la variété des étoffes se sont beaucoup accrues, à l'avantage de tout le monde. Vous, moi, Rockfeller, ne sommes-nous pas tous vêtus de la même façon? Préféreriez-vous l'époque où l'on pouvait dire d'un officier de mousquetaires tel que d'Artagnan, qu'il était chargé de dentelles comme un autel? Tout le monde, aujourd'hui, même les paysans, peut s'habiller avec une certaine élégance. Et il en est ainsi pour toutes choses. Les machines, en produisant à profusion les objets de qualité moyenne, ont fait disparaître les quelques exemplaires, considérés comme extraordinairement parfaits, dont se glorifiaient nos ancêtres; et, par là, elles ont rendu inutiles les grandes richesses. Mais le peuple, s'il gagne davantage, peut augmenter ses jouissances.

Cette observation était si juste que chacun de nous eut envie de la confirmer. Je fis observer que la linotypie et la machine rotative sont en train d'introduire dans la littérature une négligence et une précipitation qui gâtent le goût du public et le talent des auteurs : on écrit trop vite et avec trop de hâte; les études classiques déclinent, parce que les hautes classes considèrent désormais comme superflu d'apprendre les règles du style clair, sobre, élégant, à une époque où l'on n'a plus ni le temps, ni le moyen, ni le besoin de les appliquer. Cavalcanti remarqua qu'autrefois on peignait peu et bien; nos contemporains, eux, barbouillent du matin au soir, pour illustrer des livres, des journaux, des revues hebdomadaires et mensuelles, des couvertures de fascicules et de volumes, des affiches de réclame. Rosetti, un peu en badinant, parla de la décadence du fromage, qu'il aimait beaucoup, mais auquel il avait presque renoncé: car on n'en trouvait plus de bon; et divers marchands, qu'il avait interrogés à ce sujet, lui avaient répondu tout d'une voix que la faute en était aux machines qui fabriquent le fromage très vite et en grande quantité, mais de qualité inférieure. L'amiral dit que, outre le beau style, la grande peinture

et ce fromage exquis dont les bergers de Théocrite étaient friands, les machines avaient presque fait disparaître la galanterie : car un code des belles manières ne peut plus être observé par des gens qui sont toujours à courir. Même à Paris, on voit à présent, dans les wagons du Métropolitain, des femmes debout et des hommes assis. Finalement, Cavalcanti reprit la parole pour citer en exemple les arts décoratifs, si terriblement occupés à satisfaire les demandes pressantes d'un public capricieux qu'ils n'ont plus ni le loisir ni le moyen de créer un style qui soit vraiment original, durable et magnifique.

Plusieurs de ces observations procédaient d'un esprit hostile aux machines. Mais Alverighi feignit de ne pas s'en apercevoir, et il se fit d'elles un tremplin pour sauter à sa conclusion.

— Vous voyez bien ? Le plaisir est un arbuste qui croît dans de petits vases. Rêver les milliards ou même les millions pour en jouir, c'est vouloir la Pampa tout entière pour y cultiver un rosier. L'Europe montre combien elle est sotte, quand elle avale les bourdes qui courent sur le luxe des milliardaires américains. Du reste, ingénieur, — je m'en souviens à cette heure, — n'avez-vous pas admis, l'autre soir, qu'au delà d'un certain degré de perfection, il n'est plus possible de distinguer de différences dans la beauté ou dans la bonté des choses, et qu'il n'existe aucun calcul infinitésimal de la qualité ? Donc celui qui possède dix millions réussira peut-être à jouir dix fois plus que celui qui en possède un seul ; mais celui qui possède cent millions ne pourra jamais vivre dix fois mieux que celui qui en possède dix, savourer des bouchées dix fois plus délicates, habiter une maison et porter un vêtement dix fois plus somptueux, ni même, si vous voulez, être aimé par des femmes dix fois plus belles. Il se heurtera nécessairement à l'une des cornes de ce trilemme : ou dépenser ses richesses pour autrui, comme font les milliardaires de l'Amérique du Nord ; ou se laisser duper par les charlatans qui préconisent comme excellentissime ce qui est seulement coûteux, comme font trop souvent, je l'admets, les riches Américains du Sud ; ou se tourmenter par une manie d'impossibles élégances, à la poursuite de ce qui n'existe pas, comme les Feldmann. La richesse moderne ne sert pas, ne doit pas servir à ceux qui la possèdent. Elle doit servir à tous ; elle appartient au peuple, au progrès, à la civilisation. Son propriétaire n'en est que le dépositaire, comme dit Carnegie. Et même

la victime et le martyr! On devrait nous vénérer comme les saints du moyen âge...

Un éclat de rire et de joyeuses protestations lui coupèrent la parole. Il s'interrompit, riant comme les autres.

— Vous auriez raison, repartit Rosetti, si... si... si...

L'ingénieur fit une pause; puis, continuant :

— Ce que vous avez dit me rappelle une fable mythologique qui me fut racontée il y a bien des années, dans un voyage que je faisais aux États-Unis, je ne me rappelle plus par qui... Ne vous déplairait-il pas de l'entendre? Désormais la mythologie est un jeu d'enfans; mais imaginons, pour une minute, que nous sommes redevenus des enfans.

Et il promena ses regards autour de lui. La salle était vide, car le repas était terminé depuis quelque temps; et les domestiques attendaient notre départ pour débarrasser la table.

— Si nous sortions sur le pont? proposa Rosetti. Il est l'heure de fumer.

Mais l'amiral voulut d'abord aller voir Mme Feldmann et Gina son Léo. Comme il était huit heures et demie, il fut convenu qu'on se retrouverait à neuf heures sur le pont de promenade, où étaient nos fauteuils. Et en effet, à neuf heures, nous étions tous assis à bâbord, sauf l'amiral qui, en retard de vingt minutes, s'excusa en nous racontant que, lorsque Mme Feldmann l'avait revu, elle avait de nouveau éclaté en sanglots désespérés.

— Elle est brisée, ajouta-t-il. Certainement, elle doit aimer son mari encore plus que je ne l'aurais cru.

Nous discutâmes un instant sur ce sujet; puis nous invitâmes Rosetti à nous conter sa fable. Il commença en ces termes :

— Sachez donc que, depuis quelque temps, Prométhée, enchaîné sur le Caucase, se rongeait le foie lui-même plus encore que ne le lui rongeait le vautour. Figurez-vous! Avoir façonné l'homme avec de la fange, lui avoir fait don du feu, lui avoir enseigné tous les arts, et puis, pour récompense, être chargé de fers sur une cime glacée par la jalousie des Dieux; être oublié des hommes eux-mêmes, qui, lorsqu'ils l'avaient vu réduit en cet état, s'étaient empressés de conclure qu'il avait eu tort, qu'il avait eu tort, grand tort de les créer et de les instruire! Prométhée haïssait les hommes et les Dieux; il voulait se venger des uns et des autres; il ruminait, dans sa solitude du Caucase,

un étrange dessein : s'enfuir au fond d'un désert et, là, créer par le feu une nouvelle génération de Titans dociles et fidèles, que Jupiter lui-même ne pourrait ni foudroyer, ni épouvanter, ni corrompre. Ce dessein, il le rumina longuement; et, quand son plan lui sembla parfait, il s'en ouvrit à Vulcain, que Jupiter envoyait de temps à autre vérifier la solidité des fers : « Pourquoi Vulcain s'obstinait-il à rester dans l'Olympe, lui, le paria des Dieux, le jouet de Jupiter, de Junon, de Vénus et de Mars ? Si Vulcain l'aidait, Prométhée ferait de lui l'unique Dieu de l'Olympe. » Mais Vulcain restait incrédule. Quel Dieu réussirait jamais à créer des êtres intrépides et incorruptibles ? Sur ces entrefaites, Christophe Colomb découvrit l'Amérique. Or il faut savoir que cette découverte causa dans le ciel aussi un grand remue-ménage. En matière de géographie, les anciens Dieux, habitués à gouverner le petit monde méditerranéen, s'étaient depuis longtemps ralliés au principe du maintien du *statu quo*, ainsi que la diplomatie moderne. Il y eut donc des discussions et des contestations. Fallait-il coloniser l'Amérique avec des nymphes, des faunes, des dryades ou des héros ? Profitant de cette confusion, Prométhée et Vulcain, — lequel finit par se décider, — se sauvèrent en Amérique. Imaginez un peu ce qui se passa dans l'Olympe, lorsqu'on y apprit que le ravisseur du feu n'était plus sur le Caucase! Jupiter rassembla tout de suite le conseil des ministres, — pardon, je me trompe ! — le conseil des Dieux, et, à l'unanimité, on résolut de destituer le vautour ; puis on discuta longuement sur la question de savoir si l'on enverrait une expédition en Amérique pour rattraper le fugitif. Mais c'était si loin, l'Amérique! Finalement, Minerve fit une proposition digne de la plus judicieuse des déesses. « L'Amérique, dit-elle, est un immense désert, de sorte que nous ne savons à quel usage la destiner. Eh bien ! faisons-en la prison de Prométhée et de Vulcain, son complice. Abandonnons-leur ce pays. Qu'est-ce que ces scélérats, seuls avec leur feu, pourront faire, dans ce désert où il est impossible que jamais viennent des hommes, si, outre le feu, nous n'y apportons tous les autres biens qui dépendent de nous ? » Cet avis fut approuvé. Seuls de tous les Dieux de l'antique Olympe méditerranéen, Prométhée et Vulcain, exilés, s'établirent en Amérique. Et d'abord, ils errèrent, solitaires et misérables, sur les plaines et les montagnes sauvages de ce nouveau monde : car Vulcain, démo-

ralisé par la longue humiliation que lui avaient fait subir les Dieux méditerranéens, était devenu poltron et cagnard. Mais ce diable de Prométhée le réveilla. En Amérique, Prométhée accomplit une seconde fois le vol du feu : il découvrit les mines de charbon, les lacs souterrains de pétrole. Avec ces combustibles, et grâce à l'électricité qu'il avait déjà découverte dans le vieux monde, il entreprit de créer dans le désert la nouvelle génération des Titans, je veux dire les machines, — la locomotive, la voie ferrée, le téléphone, le télégraphe, la dynamo, le four Bessemer, les machines agricoles et toutes les autres. — Que sont les machines mues par la vapeur ou par l'électricité, sinon un second vol du feu, principe de tous les arts et, comme on dit maintenant, de tous les progrès ? Et alors on vit l'Amérique, condamnée par la malédiction des anciens Dieux méditerranéens à une stérilité éternelle, fructifier avec une merveilleuse abondance. Rapides et impassibles, ces Titans-là triomphaient de l'Espace, du Temps, du Désert, de la Montagne, de l'Océan, de la Terre, les contraignaient à céder leurs trésors les plus cachés, et répandaient généreusement ces trésors autour d'eux. Ce que fut la stupeur du monde, au premier moment, vous pouvez vous l'imaginer. Ne les avait-on pas trouvés enfin, les Dieux vraiment amis des hommes, vraiment bienfaisans, ni jaloux, ni durs aux prières, ni intéressés, ni avides comme ces dieux olympiens, auxquels pendant tant de siècles l'humanité avait demandé vainement l'abondance, la santé, la richesse et la paix ? Minerve, la plus judicieuse des Déesses, s'alarma, — vous vous rappelez que c'était elle qui avait conseillé de reléguer Prométhée et Vulcain en Amérique ; — et elle courut trouver Jupiter. Jupiter, assis sur son trône d'or, l'écouta, tourna lentement et avec majesté son regard vers le nouveau monde, considéra un instant ces immenses déserts, — les uns couverts de neige, les autres brûlés par le soleil, — où ses yeux divins eux-mêmes avaient peine à discerner çà et là quelque village solitaire ou quelque bourgade ; et il haussa les épaules. « Ne t'inquiète pas, ma fille, » répondit-il... Cependant la nouvelle se répandait dans le vieux monde que, dans le nouveau monde, on avait enfin découvert des dieux amis de l'homme. L'émigration commença ; elle s'accrut rapidement : bientôt ce fut comme une fuite précipitée ; tant qu'enfin les Dieux de l'Olympe prirent peur à leur tour. « Allaient-ils perdre toute leur clientèle ? »

Chaque jour, quelqu'un d'entre eux venait se plaindre à Jupiter, et les Muses elles-mêmes, je crois, se rendirent auprès de lui... Oui, elles s'y rendirent après que Prométhée eut inventé le gramophone et le piano électrique. Conduites par Apollon, furieuses, les cheveux épars, elles vinrent pousser les hauts cris devant le trône de Jupiter et accuser Prométhée d'avoir voulu leur faire un odieux outrage. Jupiter, soit dit entre nous, était devenu un peu ramolli, comme il arrive à tous ceux qui vieillissent dans le pouvoir; et, au surplus, il était un peu trop distrait des affaires par Léda, par Danaé et par je ne sais plus quelle autre petite femme du demi-ciel. A cet âge-là, vous comprenez... Bref, il était devenu un Jupiter parlementaire et il disait : « Je ferai, je verrai, j'aviserai; laissez-moi faire; » mais, en réalité, il ne faisait rien du tout. Un jour, pourtant, les Américains eurent l'impudence de convoquer tous les Dieux de l'univers au congrès de Chicago, et, ce jour-là, Jupiter se réveilla, entra même dans une grande fureur, bouleversa l'Italie méridionale par un tremblement de terre, chassa brutalement Léda et Danaé, convoqua le conseil des Dieux, reprocha aigrement aux autres Dieux ses propres erreurs, cria qu'il était temps d'agir et se mit à tempêter contre les Titans avec sa foudre. Mais, hélas! le rusé Prométhée avait trouvé le moyen de créer des Titans fidèles, incorruptibles, inaccessibles à la peur : il les avait créés sans cerveau. Lorsque, dans l'Olympe, on s'aperçut de l'infernal stratagème de Prométhée, ce fut un émoi indescriptible. Les hommes n'allaient-ils pas ouvrir enfin les yeux et comprendre que, pour vivre heureux, ils n'avaient qu'à adorer des dieux aveugles, sourds et muets, sans cerveau? Vite, vite, il fallait négocier, offrir des concessions à Vulcain pour qu'en échange il imposât à ses innombrables fidèles de pratiquer aussi le culte des anciens Dieux méditerranéens. Mars, Pluton, Cérès et Bacchus se déclarèrent prêts à se mettre à l'école de Prométhée et à tout faire, la guerre, le vin, la moisson et l'or, à la machine. Minerve dit qu'elle consentait à aller suivre des cours dans une université d'Allemagne, à étudier la physique et la chimie. Vénus murmura qu'elle se résignerait à reprendre avec Vulcain la vie commune et à lui jurer fidélité. Jupiter et Junon affirmèrent qu'ils le traiteraient comme un fils qui a fait honneur à ses parens. Apollon seul, qui avait assisté à la séance avec un air de mauvaise humeur, ne voulut rien promettre et déclara qu'il se

réservait. On expédia donc Mercure, et Mercure revint avec la réponse que voici. Vulcain et Prométhée acceptaient le pacte, mais à une condition : les Dieux méditerranéens s'engageraient à n'imposer jamais, sous aucun motif, raison ou prétexte, le moindre frein, la moindre restriction, la moindre limite à la rapidité et à l'effort des Titans de fer; sinon, ceux-ci se révolteraient contre tous, même contre Vulcain et contre Prométhée. « Qu'ils courent donc jusqu'à en crever! » répondit Jupiter, rageur; et déjà les Dieux allaient approuver le traité, lorsque Apollon se leva brusquement, et, grand, agile, beau, couronné de lumière : « Jamais, jamais! s'écria-t-il. Si la vieillesse, ô Jupiter, rend pesant pour tes mains ce sceptre du monde que tu as tenu durant tant de siècles avec vigueur; si la mollesse et la lâcheté qui résultent toujours de longues dominations vous disposent, vous, mes collègues de l'Olympe, à accepter comme une sage transaction un louche compromis; non, jamais, moi, qui suis la lumière et la chaleur du monde, la vie initiale de tout germe, la première impulsion de tout mouvement, l'élan primordial de toute force, le phare universel de la Vérité, de la Beauté et de la Vertu; moi, qui illumine, réchauffe, renouvelle, vivifie et dirige le monde dans ses voies. non, jamais je ne m'accommoderai de recevoir en égaux, ici, dans cet Olympe, deux imposteurs qui là-bas trompent la pauvre espèce humaine en s'affublant dans les carrefours d'un travestissement d'Apollon; qui, suspendant chaque soir, le long des rues, dans les villes, de ridicules soleils de poche, ont induit les hommes à enfreindre cette sainte loi du jour et de la nuit que j'ai donnée aux hommes comme un principe de sagesse et de santé; qui, allumant çà et là de petits feux et inventant de petits jouets de fer, veulent faire croire aux hommes qu'ils ont le pouvoir de réaliser ce dont je serais moi-même incapable. Cela serait une honte, et non seulement une honte, mais encore une sottise : car, le jour où aucune limite, aucun frein, aucune mesure ne serait plus imposée à la rapidité et à la puissance des Titans de fer, nous, les Dieux du vieil Olympe méditerranéen, nous qui représentons depuis tant de siècles la Beauté et la Bonté, nous serions tous précipités à bas de nos trônes d'or, et le seul Dieu qui régnerait sur les deux mondes, adoré par les hommes, ce serait, comme aux premiers temps de l'histoire, le Feu. »

Cela dit, Rosetti se tut. Mais, si nous avions tous écouté

en souriant cette bizarre satire des machines, pas un de nous n'en avait compris la conclusion imprévue. Après une courte pause, Alverighi exprima la pensée commune en disant :

— Et ensuite ?

— Et ensuite ? Quoi ?...

— Je voudrais savoir, dit Alverighi, ce que vous répondez à mon objection. Car vous n'y avez pas répondu.

— Vous n'avez donc pas compris ? demanda Rosetti, en faisant la mine de quelqu'un qui est fort étonné. Apollon est pourtant le Dieu de la lumière... Me faudra-t-il commenter Apollon ? éclairer la lumière ?...

Puis, au lieu de continuer, il s'arrêta, tira sa montre et dit :

— Onze heures. Ce serait trop long et je suis un peu las : aujourd'hui, je me suis promené beaucoup ; et vous savez, à mon âge... Si vous voulez me le permettre, je vous expliquerai demain le discours d'Apollon.

Et sur ce, il nous souhaita le bonsoir.

XVII

Mais une visiteuse inattendue vint, ce soir-là, s'asseoir à mon chevet dans la cabine obscure : l'Insomnie. Dès que j'eus éteint la lumière, l'image de Mme Feldmann reparut à mon esprit et y réveilla des sentimens divers : un commencement de pitié, cette sorte d'effroi qu'un malheur imprévu suscite dans toutes les âmes ; et aussi un peu de mécontentement. Comment avais-je pu me méprendre de la sorte ? Pourquoi n'avais-je pas tout de suite, dès le commencement, compris qu'il y avait, qu'il devait y avoir une femme dans l'affaire, quoique Mme Feldmann, par inexpérience, par amour-propre et par besoin de se faire illusion, le niât ? Mais, bientôt, ces réflexions firent naître un doute : avait-elle été sincère dans ses confidences ? Et ce doute à son tour fit surgir un soupçon. Était-il à supposer qu'après vingt ans de mariage, un homme en possession de son bon sens répudiât sa femme du jour au lendemain, par la seule raison qu'il en avait rencontré une autre qui lui plaisait davantage ? Il devait y avoir des raisons plus secrètes, plus graves. Peu à peu je me perdis dans une mer de conjectures, ne sachant plus si je devais plaindre Mme Feldmann ou me défier d'elle ; si bien que, parmi tant d'incertitudes, je fus tout à coup ressaisi par le sentiment que

j'avais déjà éprouvé le soir où nous passions l'équateur, mais cette fois avec une tristesse plus profonde. A quoi bon penser, étudier, chercher, voyager? Je me flattais de découvrir ce qu'avaient voulu ou pensé les générations, les États et les peuples du Monde Ancien; j'avais entrepris deux longs voyages pour connaître l'immense Amérique; et voilà que je m'abusais lourdement, lorsqu'il s'agissait de juger une femme et ses aventures. Que pouvons-nous donc savoir? Pas même si la terre tourne autour du soleil! Les entretiens des jours précédens se représentèrent à ma mémoire; je songeai avec envie aux hommes d'action, explorateurs, soldats, banquiers, et même à Alverighi. Puis, soudain, je me révoltai. Deux semaines de repos « sans remords » m'avaient trop alangui; je me mis à imaginer fébrilement des argumens pour démontrer que le soleil était immobile et que la terre tournait; je m'échauffai à cette méditation; un moment, il me sembla que je redevenais moi-même. Tandis que j'étais plongé dans ces pensées, je m'aperçus que ma couchette se balançait et j'entendis craquer intérieurement le navire, comme si la charpente de fer essayait de se briser. C'étaient les mouvemens et les bruits habituels, ceux de chaque nuit; mais, cette nuit-là, il me sembla tout à coup qu'ils me rappelaient la perpétuelle instabilité de toutes choses; et tout à coup l'univers recommença d'osciller avec les incertitudes de mes propres pensées. Mme Feldmann était-elle une victime ou une comédienne? La terre tournait-elle réellement autour du soleil?

Je ne sais combien de temps dura cette rêverie dans les ténèbres. Ce qui est certain, c'est que je m'endormis fort tard, perdu dans les espaces célestes, à moitié route entre le soleil et la terre. Le matin suivant, en sortant de ma cabine, je saisis au vol, sur le pont, quelques phrases échangées entre la belle Génoise et la femme du docteur de São Paulo. « C'est une vengeance du mari, disait la belle Génoise. Elle lui a joué quelque mauvais tour; il a fait semblant de ne pas s'en apercevoir; mais, à la première occasion... » Toutefois, la femme du docteur paraissait en douter: « Moi, disait-elle, je lui trouve l'air d'une femme sérieuse, honnête... » Mais l'autre hochait la tête et souriait avec malice. « En mettriez-vous la main au feu? Moi, pas. Comment voulez-vous que son mari la plante là pour épouser sa gouvernante, si elle ne lui avait pas donné un motif grave pour agir

ainsi ?... S'il épouse sa gouvernante, je parie bien que c'est pour la faire enrager! » Donc la nouvelle du divorce s'était déjà répandue sur le navire et le prestige de Mme Feldmann périclitait. Avant le déjeuner, je ne vis ni l'amiral, ni Rosetti, ni Alverighi; mais je rencontrai Cavalcanti qui me parla du discours d'Apollon. Moi, je lui racontai que, cette nuit-là, je m'étais efforcé de reclouer le soleil au centre du système solaire. Nous causâmes de la science moderne; puis nous parlâmes de Mme Feldmann. Quand je dis à Cavalcanti ce qu'avait supposé la belle Génoise, il sourit et haussa les épaules :

— Pourquoi pas? fit-il. En fin de compte...

Au déjeuner, Rosetti et l'amiral étaient présens; mais personne ne demanda à celui-ci des nouvelles de Mme Feldmann, et il ne prit pas l'initiative de nous en donner : il semblait que tout le monde se fît scrupule de toucher à ce sujet. Je tâchai d'amener Rosetti à ouvrir tout de suite les trésors cachés de la sagesse apollinienne; mais Rosetti se déroba, renvoya la glose après le dîner : dans l'après-midi, il aurait à écrire ses notes de voyage. On parla donc d'autre chose, par exemple, de M. Yriondo, qui était entré en convalescence. La Science Chrétienne triomphait !

Le déjeuner fini, j'allai lire sur la carte que nous étions arrivés à 31 degrés 42 minutes de latitude, 11 degrés 12 minutes de longitude. Puis, avant qu'on se fût dispersé pour la sieste, je pris à part l'amiral et je l'interrogeai sur l'état de Mme Feldmann. Il me dit qu'elle avait passé une nuit très agitée, qu'au matin, elle l'avait fait prier de venir, et que, tout en pleurant et en soupirant, elle lui avait dit et répété qu'elle continuait à ne pas comprendre. Il n'y avait jamais eu entre elle et son mari aucun soupçon, aucun différend sérieux; miss Robbins avait toujours été la meilleure, la plus loyale, la plus sincère des femmes. Bref, elle croyait rêver, n'y comprenait absolument rien. Je dis alors à l'amiral qu'en somme un si extraordinaire divorce devait avoir sa raison; que les raisons supposées par nous jusqu'ici ne valaient rien; mais que, puisqu'il connaissait le mari, il pouvait sans doute deviner la raison véritable. Il me regarda en souriant.

— Je ne puis croire, répondit-il, que Feldmann soit fou. Un homme qui a fait une si grande fortune!

Il hésita, une seconde; puis, peu à peu, il s'ouvrit à des

confidences; et enfin il me raconta que Feldmann accusait sa femme d'être insupportable, têtue, pointilleuse, hautaine, se plaignait qu'elle fût jalouse et soupçonneuse, qu'elle l'espionnât sans motif, qu'elle ouvrît ses lettres, qu'elle fît surveiller tous ses pas, toutes ses démarches, toute sa correspondance.

— Et cela est très bizarre, ajouta-t-il ; car, tout à l'heure encore, Mme Feldmann m'affirmait qu'elle n'avait jamais rien soupçonné. Bien malin celui qui se reconnaîtra dans toute cette histoire!...

Je lui demandai alors, sans périphrases, si le mari pouvait avec quelque vraisemblance accuser la femme d'infidélité. Mais, sur ce point-là, sa réponse fut catégorique :

— Non, non Mme Feldmann a toujours été au-dessus de tout soupçon. Je n'ai jamais entendu ni le mari ni personne exprimer le moindre doute à cet égard. Et je serais même tenté d'ajouter que, dès qu'on l'approche, on sent pour ainsi dire que c'est une femme vertueuse. Les griefs de son mari étaient d'une autre nature. Par exemple... (Il hésita un instant.) Par exemple, il m'a confié, un jour, qu'il soupçonnait sa femme... de vouloir l'empoisonner!

— L'empoisonner! m'écriai-je. Ça, c'est trop fort!

— Il m'a dit qu'il avait plusieurs fois éprouvé de mystérieux malaises et qu'à plusieurs reprises, sa femme s'était étrangement obstinée à vouloir lui préparer du thé et du café de ses propres mains.

Nous nous quittâmes pour la sieste; mais, tout l'après-midi, je réfléchis à ce que je venais d'apprendre, sans réussir à en tirer quelque lumière. Et je sentais grandir en moi une secrète défiance et presque un commencement d'irritation contre Mme Feldmann. Si elle s'était attiré un semblable malheur, ce n'était certes pas pour rien! Du reste, ce jour-là, sur le paquebot, on parla beaucoup d'elle et de son aventure: et maintenant, tout le monde inclinait à soupçonner la femme plutôt qu'à accuser le mari. En outre, le propos relatif aux perles fausses, répété par moi la veille, pendant le dîner, avait fait le tour du bateau; et j'entendis le joaillier tenir sur ce sujet, à la belle Génoise, au docteur de São Paulo et à la femme de celui-ci, des propos assez inattendus. « Cela ne m'étonne pas, déclarait-il. Je m'en suis toujours douté, quoique, à distance et sans avoir les perles dans la main, il soit bien difficile de juger si

elles sont vraies ou fausses. Mais elle m'a prié deux ou trois fois de lui montrer quelque beau joyau. En voyage, je n'ai pas l'habitude de m'occuper d'affaires; cependant pour lui être agréable... Eh bien ! j'ai vu tout de suite qu'elle n'entend rien aux bijoux de valeur. » Et la Génoise répondait : « Quant à moi, je n'ai jamais cru qu'elle fût aussi riche qu'on le prétendait. En somme, pour voyager avec une femme de chambre et avoir quelques belles toilettes, est-il besoin d'avoir tant de millions ? » Et la femme du docteur, moitié plaisamment, moitié sérieusement, ajoutait : « Mais nous fera-t-elle encore le cadeau ? »

Décidément, le vent contraire prenait de la force. Le jour, trouble, gris, pluvieux, arriva vite à sa fin : l'automne abrégeait les jours. Nous dînâmes tranquillement, — sans Mme Feldmann, bien entendu, — et nous badinâmes sur le prochain discours d'Apollon. Pour entendre ce discours, Rosetti, après le dîner, nous emmena au fumoir. Nous nous assîmes autour d'une table; Alverighi offrit le champagne, et Rosetti, après avoir allumé son cigare, prit ainsi la parole :

— Donc, Apollon, par cette phrase qui vous a semblé si obscure, voulait dire...

Il fit une pause, comme s'il hésitait devant un obstacle; puis, sautant à autre chose et s'adressant à Alverighi :

— Ainsi, avocat, nous sommes d'accord, reprit-il. La machine a privé les rois, les princes, les milliardaires, — qui, aujourd'hui, sont aussi des rois, — de ce petit nombre de choses très belles ou réputées telles que la main de l'homme fabriquait jadis, et elle a répandu à profusion dans le monde les objets d'une beauté moins rare et moins difficile. En somme, elle a fait triompher la quantité aux dépens de la qualité. Il y a là une loi éternelle : car je puis bien vouloir fabriquer, dans un temps donné, des choses d'une certaine qualité, c'est-à-dire semblables à un certain modèle de perfection que j'ai sous les yeux ou dans l'esprit; mais alors je ne puis plus en fabriquer la quantité qu'il me plaît, et je dois me restreindre à la quantité dont je pourrai venir à bout en travaillant avec la plus grande ardeur. Ou bien je puis dire : « Il me faut tant de choses de telle qualité. » Mais alors je ne puis plus déterminer à ma fantaisie le temps nécessaire pour achever le travail. Ou bien je puis dire : « Je veux, dans un certain temps, produire telle quantité. Mais alors, je devrai me contenter du possible en ce qui concerne la

qualité. En somme, si l'on veut augmenter la quantité des produits et diminuer le temps de la production, il est nécessaire de rabattre sur la qualité. C'est précisément ce qu'a fait la machine, comme vous le disiez hier; et vous avez ajouté : « La machine a bien fait. Cela, c'est le progrès, dût Mme Feldmann gémir de ne pouvoir acheter avec ses cent millions les merveilles rêvées : une infinité d'autres bénéficient de ces gémissemens. » Mais, si les machines que nous mettons aujourd'hui en mouvement ont vaincu les anciens arts manuels, — et cela, c'est un progrès, — pourquoi ne seraient-elles pas vaincues à leur tour, comme on en voit déjà quelques exemples, par des machines deux fois, trois fois, cinq fois plus rapides, qui fabriqueront des choses de plus en plus médiocres, mais en plus grande abondance? Pourquoi le progrès devrait-il s'arrêter au milieu de sa course? La voilà, donc, claire et simple, la pensée d'Apollon. Ou notre civilisation réussira à arrêter la furie des machines, ou le progrès versera sur le monde une abondance toujours croissante de produits toujours plus mauvais, annulera de plus en plus toutes les différences de qualité entre les choses, ainsi que veut le faire la philosophie védantiste; et alors, non seulement les malheureux qui, comme les Feldmann, posséderont cent millions, mais aussi les simples millionnaires et, après eux, les gens dans l'aisance, seront impuissans à traduire la quantité en qualité, de sorte que la richesse deviendra inutile pour tout le monde, à mesure qu'en croîtra le chiffre total. Il est donc clair qu'une civilisation comme la nôtre, qui ne s'efforce plus que d'augmenter la quantité, doit avoir pour terme une orgie énorme et brutale : car, quand vous ôtez au peuple tout amour et toute admiration de la beauté, de la gloire ou de la vertu, toute aspiration à améliorer lui-même et les choses, vous avez la multitude moderne, laquelle ne veut que la quantité : un logis plus large, l'eau, le pain, le vin, la lumière en plus grande abondance, les trains plus rapides, etc. La quantité, la quantité, toujours la quantité! Résultat, tout le monde est mécontent : les riches, peu nombreux, parce qu'ils ont bientôt fait d'atteindre la limite de la quantité, et qu'au delà de cette limite ils ne peuvent plus traduire la quantité en qualité; les pauvres, innombrables, parce que, quelle que soit l'amélioration de leur sort, ils ne peuvent jamais atteindre la limite maxima de la quantité.

Ce discours rapide et imprévu nous emplit tous de surprise. Pendant quelques instans, Rosetti nous regarda, attendant nos objections. Puis, quand il s'aperçut que personne ne répondait, il se tourna vers ma femme.

— Vous nous avez fait l'autre jour, madame, un fort beau discours contre les machines. Vous leur avez reproché de rendre l'homme insatiable, de créer la cherté permanente, de gaspiller follement les richesses naturelles qui ne se renouvellent pas. Vous faisiez allusion, je suppose, à la fécondité de la terre, aux forêts, aux mines, surtout à la chaleur latente, à l'énergie potentielle accumulée dans les gisemens de charbon, dans les puits de pétrole et dans les chutes d'eau. Car c'est cette énergie-là qui est la cause première de presque tout le grand remue-ménage, du tintamarre, du branle-bas où le monde vit aujourd'hui, sous le nom de progrès, et, semble-t-il, trouve beaucoup de plaisir. Mais, si nous étions dans une ville assiégée et si nous avions du blé pour trois mois, proposeriez-vous d'en supprimer absolument toute distribution sous prétexte qu'au bout de trois mois il n'en resterait plus, c'est-à-dire de mourir tous de faim tout de suite, pour ne pas risquer de mourir de faim dans trois mois? Vous avez raison de dire que la machine rend l'homme insatiable. Mais ce n'est point parce que nous consommons beaucoup plus que nos pères; c'est pour une autre raison qui me semble, comment dirai-je? plus essentielle, et qui, du moins à mon avis, est le vice occulte de la civilisation moderne. Cette civilisation, en rabaissant de plus en plus la qualité des choses, enlève au désir son frein le plus efficace, et à la quantité sa mesure naturelle, qui est la qualité. « La mesure, c'est la synthèse de la quantité et de la qualité, » a dit Hegel. Faire des gorges chaudes sur le snobisme, sur la manie que tout le monde a, riches et pauvres, de traduire la quantité en qualité, c'est facile; mais est-ce juste? Le champagne (et il montra du doigt les deux bouteilles qui étaient sur la table) est un rite sacré de l'hospitalité américaine. Pourquoi vous, pourquoi M. Vazquez, nous en ont-ils fait boire tant? Pourquoi tous les Argentins en offrent-ils une coupe, quand ils veulent faire une politesse à un ami ou à un hôte? Parce que le champagne est considéré comme le Nectar, comme l'Ambroisie, comme l'Hydromel de notre temps. Il est possible que ce soit une illusion. Mais supposez que tous les vins du monde soient une république d'égaux,

sans plèbe et sans aristocratie. Alors la politesse, ne pouvant offrir un vin de meilleure qualité, en offrirait une plus grande quantité. Vous auriez fait apporter ici, comme c'est la coutume des barbares, une grosse futaille. Nous nous serions enivrés; mais aurions-nous eu plus de jouissance? Par ce petit exemple vous voyez en raccourci le rôle de la qualité ou des valeurs, pour parler le langage des philosophes modernes. Il vous semblait étrange, avocat, que les hommes, avant la découverte de l'Amérique et lorsque, loin d'avoir encore conquis le monde, ils ne le connaissaient même pas, se fussent déjà tant efforcés de créer des arts, des philosophies, des religions, des législations. « L'histoire a mis la charrue avant les bœufs, » disiez-vous l'autre soir. Est-ce qu'en ce temps-là les hommes étaient fous ou stupides? L'art est un luxe, dit-on aujourd'hui. Mais alors, comment expliquer que l'art ait fleuri à des époques et dans des civilisations très pauvres en comparaison de la nôtre? J'ai voyagé en Grèce, dans les îles de l'Égée, en Asie Mineure : — dans les pays qui furent le berceau de la poésie, de la littérature, de la sculpture, de l'architecture. — Quelle terre maigre, quelle pauvreté, quelle stérilité, et non par la seule faute des Turcs! Comment les Grecs faisaient-ils pour vivre sur cette terre, surtout alors qu'ils devaient l'exploiter avec des instrumens si faibles? On ne réussit pas à le comprendre. Mais Platon méprisait les mécaniciens, et les Grecs appliquèrent leur subtil génie à améliorer la qualité du monde, surtout la beauté : car l'art est qualité pure, vous l'avez dit vous-même, avocat, l'autre jour. Étaient-ils fous, eux aussi? Non : ils étaient dans le vrai. Ils savaient que la qualité, — qu'on l'appelle beauté, bonté, justice, gloire, sainteté, noblesse, grandeur ou comme il vous plaira, — est le sel, le condiment de la vie; ce je ne sais quoi qui varie la saveur des choses, réveille et satisfait toujours de nouveaux désirs, met en fuite l'ennui et la satiété de vivre; la force qui introduit la variété dans la monotonie mathématique de la quantité; l'élément qui est le premier principe du progrès et de la civilisation, la racine du bonheur, la raison de vivre, le divin et enivrant sourire du monde.

— Et ces choses-là, interrompit Alverighi, c'est vous qui me les dites, vous qui depuis trois jours m'avez fait mouiller trois chemises pour soutenir contre vous que la variété du monde n'est pas seulement une illusion? Et votre Védantisme, vous

l'avez donc oublié?... En somme, pensez-vous, oui ou non, que la variété du monde soit illusoire?

— C'est une illusion, si chacun a le droit de se faire son propre criterium du beau, d'affirmer que New-York est beau par la seule raison qu'il lui plaît de le trouver tel. Ce point accordé, la catastrophe du monde à laquelle nous avons assisté n'est plus qu'une conséquence nécessaire.

— Ainsi, selon vous, nous serions obligés d'affirmer, — tous en chœur et d'une seule voix, — que New-York est beau ou laid?... Mais, en ce cas, permettez-moi de vous demander de nouveau, comme le premier soir, puisque nous voici revenus au même point après ce beau chemin que nous avons fait : par la force de quel principe? en prenant pour base quel criterium? en jugeant avec quelle mesure? Il faudrait qu'il y eût une autorité, une loi, une puissance, quelque chose enfin qui m'obligeât à dire noir, même quand je vois blanc. Et voici bien des jours que nous sommes occupés en vain à le chercher, ce quelque chose; tous les philosophes l'ont cherché, depuis que le monde est monde, et personne ne l'a trouvé encore!

Rosetti le regarda en face, avec un fin sourire.

— Il est vrai, reprit-il, que les philosophes ne l'ont pas trouvé; et nous ne l'avons pas trouvé, nous non plus, en discutant; et les Feldmann ne l'ont pas trouvé, eux non plus, en se querellant. Mais vous, au contraire, vous l'avez trouvé, l'autre soir.

— Moi? s'écria Alverighi.

Rosetti ralluma son cigare et continua :

— Oui, vous. Depuis dix jours, nous sommes à disserter sur ce qui est beau, bon et vrai : si c'est tel ou tel art; si c'est telle ou telle philosophie; si c'est le progrès, la science ou la richesse. De parallèle en parallèle et de méridien en méridien, changeant de ciel chaque jour, nous avons tâché de découvrir l'argument décisif, l'épée qui trancherait le nœud. Mais tous les argumens, les vôtres et les nôtres, étaient toujours « retournables » ou réfutables, et la discussion se prolongeait de sophisme en sophisme. A la fin, lorsque nous en sommes venus à examiner si la richesse est bonne ou mauvaise, vous vous êtes écrié en frappant du poing sur la table : « Qu'on raisonne tant qu'on voudra! Aujourd'hui les hommes veulent la richesse. Ils la veulent, et cela suffit. » Puis vous vous en êtes allé. Si vous

étiez resté quelques minutes de plus, vous auriez vu que ce fameux argument décisif était trouvé enfin : car je n'avais rien à vous répondre. Est-il possible de démontrer que la richesse est vaine et mauvaise à un homme qui la convoite ardemment ? Est-il possible de démontrer à un amoureux que sa belle est laide ? Si j'admire profondément la musique italienne du XIXe siècle ou le théâtre de Shakspeare, si je brûle de goûter et de regoûter ces œuvres d'art, les critiques et les esthètes pourront argumenter à leur aise : je demeurerai inébranlable comme une tour. Je veux jouir de cette beauté, et cela suffit. Si je suis envahi par la fureur patriotique, jamais personne ne me prouvera que Pietro Micca n'a pas été le plus noble des héros ; si l'esprit de saint François est descendu en moi, je resterai sourd aux préceptes du *bushido* japonais ou aux raisonnemens de Nietzsche. Et la voilà, la solution de toutes les difficultés que nous avons si longuement examinées ; la voilà, claire et simple ! Un critérium sûr de la beauté, de la vertu, de la vérité, un étalon de mesure pour les qualités du monde peut être affirmé et imposé, non par l'intelligence, mais par la volonté. C'est la volonté, non la philosophie et les livres des philosophes, qui est la source profonde des valeurs...

Il se tut un instant et nous regarda ; puis, comme s'il avait lu dans notre silence que cette formule restait obscure pour nous, il ralluma son cigare et dit :

— Je ne suis pas grand clerc en ces matières, vous savez, et j'en parle un peu au hasard, selon ce que me suggère le bon sens. Mais je n'arrive pas à comprendre comment, à force de courir le monde, les hommes modernes ont fini par perdre de vue cette vérité si évidente : la raison, la pensée, la philosophie peuvent bien développer, mais elles ne peuvent pas poser les premiers principes d'un art ou d'une morale, les définitions élémentaires de la beauté ou de la vertu que tout art et toute morale ont nécessairement pour point de départ. Ces définitions-là, la volonté seule est capable de les poser. Et pourtant, cette vérité est la clé de toutes les difficultés théoriques et pratiques de notre époque. Lorsque je suis revenu d'Amérique et que, afin de passer le temps, je me mis à étudier pour mon propre compte, je fus d'abord ébahi : tant de philosophies, tant de morales, tant d'esthétiques, tant de partis politiques, tant d'écoles juridiques ! et toutes ces doctrines armées jusqu'aux

dents les unes contre les autres! et de toutes parts une perpétuelle bataille où l'on se portait des coups terribles et vains : car, chose étrange à dire, tout le monde frappait et jamais personne ne succombait. Qui avait tort? qui avait raison? Pourquoi ce combat où il y avait tant de cris et pas un seul mort? Pendant quelque temps je crus, moi aussi, ou que l'Europe, tandis que je m'enrichissais en Amérique, était devenue une tour de Babel, ou que moi-même j'étais devenu obtus dans la Pampa. Je ne m'y reconnus que le jour où j'arrivai à comprendre ce que je n'aurais jamais dû ignorer, à savoir que les fondemens d'un art, d'une morale, d'une doctrine, d'un système de valeurs ne peuvent être posés que par la volonté. Non par la volonté de chaque individu en particulier, entendons-nous bien : car alors, on retomberait dans ce désordre qui conduit tout droit au Védantisme. Du reste, la volonté de chaque individu, abandonnée à elle-même, est si faible et si incertaine qu'elle ne réussit pas à s'imposer à elle-même un criterium fixe et assuré du bien, du beau et du vrai. Figurez-vous si elle réussirait à l'imposer aux autres! Donc, la volonté qui pose les fondemens d'une morale, d'un art, d'une doctrine, ce doit être une volonté que j'appellerai « grande, » une volonté supérieure à celle de chaque individu, et qui embrasse et mette en faisceau toutes les volontés individuelles : la volonté d'une école, d'une secte, d'une Église, d'une classe sociale, d'un peuple, d'une époque, de plusieurs générations, d'une civilisation, d'une longue suite de siècles. Et plus grande elle est, mieux cela vaut : lorsque, émanant de l'esprit de chaque individu pour une parcelle infinitésimale, elle se rassemble au haut des airs et redescend sur toutes les têtes, telle la pluie qui tombe sur la terre à torrens comme un don du ciel, après s'être élevée sous la forme d'une invisible vapeur exhalée goutte à goutte de la terre.

Et de nouveau il se tut. Comme ces pensées étaient encore obscures, je le priai de nous expliquer comment la volonté pouvait poser ces premiers principes.

— En se limitant, répondit-il sans la moindre hésitation.

— En se limitant? demanda Cavalcanti. Je ne comprends pas. Que voulez-vous dire?

Rosetti réfléchit quelques secondes, comme pour chercher la réponse la plus simple et la plus nette; puis il ajouta :

— Prenons l'art pour exemple, puisque c'est de l'art que

nous avons parlé le plus souvent. J'ai déjà dit l'autre soir que l'homme peut trouver en toutes choses un principe de beauté : dans l'ordre et dans le désordre, dans la simplicité et dans le faste, dans le classique et dans le rococo, dans la légèreté et dans la lourdeur, dans la rose et dans l'orchidée, dans le Parthénon et dans un ghetto ruineux, dans Paris et dans New-York, dans la ligne droite et dans la ligne courbe, dans la douceur et dans la violence, dans la grâce de l'enfant et dans l'horreur d'une catastrophe. Oui, l'homme peut trouver en toutes ces choses un principe de beauté ; mais rien ne l'obligea à le chercher dans l'une plutôt que dans l'autre. Et alors, qu'arrivera-t-il, si chaque artiste dans l'acte de créer, si chaque individu dans l'acte de juger, s'attache à celui de ces principes qui lui agrée davantage, selon sa seule fantaisie, sa seule inclination, sa seule inspiration ou son seul caprice, comme vous le voulez, Alverighi ? Le monde deviendra une tour de Babel, comme le *Cordova* l'a été ces jours derniers. Caïus estimera beau ce qui paraîtra laid à Titius, et réciproquement : car chacun partira d'une définition du beau qui ne sera pas celle de l'autre : et si Caïus et Titius sont contraints de vivre ensemble, ils seront perpétuellement en querelle et ne réussiront jamais à s'entendre, comme c'est le cas de M. et Mme Feldmann. Pourquoi, par exemple, avons-nous tant et si vainement discuté, sans parvenir à nous entendre, au sujet d'*Hamlet*, de Rodin et d'autres artistes ? Parce que chacun de nous, dans son raisonnement, sous-entendait une définition du beau qui contrariait celle des autres. Chacun de nous *voulait* une chose que les autres *ne voulaient pas*. Donc, pour n'être pas réduits à discuter toujours sans jamais s'entendre et finalement à divorcer, comme les Feldmann, il convient que l'on tombe d'accord pour établir des limites. J'ai dit : que l'on tombe d'accord. Qu'est-ce qu'une école artistique ? un genre littéraire ? le style d'une époque ? C'est une forme de la beauté isolée par un acte de cette « volonté large » dont j'ai parlé tout à l'heure par la volonté d'une génération, d'une civilisation, d'une ville, d'un peuple, et réalisée comme la seule belle par un effort persévérant. Bref, si une génération, une civilisation une ville, un peuple, affirment que le beau est, soit la simplicité, la proportion, la légèreté, la grâce, la ligne droite, soit au contraire le fastueux, l'affecté, le maniéré, l'emphatique, le pesant, le gigantesque, la ligne courbe, nous aurons alors un étalon de mesure,

limité sans doute, mais certain pour apprécier la Beauté ; et nous pourrons en déduire par le raisonnement des règles précises qui s'imposeront également à l'artiste qui crée et au public qui le juge.

Mais ici Cavalcanti interrompit et avec une véhémence qui ne lui était pas habituelle.

— Voulez-vous donc rendre la vie aux genres littéraires, aux écoles artistiques, à ces formulaires conventionnels des arts que nos pères ont détruits après en avoir subi le despotisme ?

— Et pourquoi pas ? demanda Rosetti en souriant.

— Pourquoi pas ? répondit Cavalcanti. Parce que la Beauté est une chose infinie qui a une infinité de formes et d'expressions, des règles et des lois innombrables, vagues, mystérieuses, que l'on ne peut ni formuler ni enseigner ni codifier. Ou elles se sentent, ou elles n'existent pas. Cette limitation que vous souhaitez, et les principes qui en naissent, et les préceptes qui peuvent se déduire de ces principes, tout cela est tout à fait arbitraire.

— Naturellement, répliqua Rosetti. Tout art est tenu de développer avec une logique rigoureuse les principes d'où il part ; mais ces principes ne sont pas et ne peuvent jamais être nécessaires. Sans quoi, comment expliquerait-on que toutes les écoles artistiques et tous les genres littéraires fleurissent quelque temps, puis qu'ils meurent tous, tôt ou tard ? Si une école ou si un genre était fondé sur des principes vraiment nécessaires, cette école ou ce genre serait impérissable, éternel.

— Mais, insista Cavalcanti, si le choix est arbitraire, pourquoi serions-nous tenus de choisir ? Pourquoi serions-nous tenus d'affirmer qu'il n'existe qu'une forme de la beauté, alors qu'il y en a d'innombrables ? Pourquoi prétendrions-nous formuler des règles et des lois, là où doit régner l'inspiration libre ? Par sa nature même, toute règle d'art est conventionnelle...

— Cela va de soi, répéta Rosetti.

— Vous dites : « Cela va de soi ? » protesta Cavalcanti. Mais quoi ? Le conventionnel n'est-il pas la négation de la beauté ? Le beau, c'est la vérité, c'est la sincérité, c'est la vie même !... Voici qu'enfin je comprends ! L'intérêt est ce qui pousse une école, une époque, un peuple, — bref, la « volonté grande, » comme vous dites, — à isoler tel principe de beauté parmi tous ceux qui s'offrent, c'est-à-dire à proclamer que ce principe est le

premier, l'unique. Les architectes du baroque trouvaient leur profit à ce que leurs contemporains ne reconnussent de beauté qu'au style baroque, et chaque peuple aime à croire que sa littérature est la meilleure du monde...

— Et par conséquent, interrompit Alverighi, j'ai raison de dire que la machine et l'Amérique ont rendu un grand service au monde en purifiant l'art des intérêts qui le souillaient.

— Certes, approuva Cavalcanti. Mais, puisque la beauté est infinie, nous ne pourrons en jouir que par le procédé opposé à celui dont vous parlez monsieur Rosetti, c'est-à-dire en nous affranchissant de ces limitations où les intérêts cherchent à nous enfermer, et, par suite, des règles arbitraires établies par les écoles, des préjugés conventionnels de l'époque.

— Donc, la liberté! interrompit de nouveau Alverighi. Je suis content, monsieur Cavalcanti, de vous avoir persuadé.

— Sans aucun doute! répondit Cavalcanti qui s'animait de plus en plus. L'art est une langue éternelle et universelle, quoique chaque peuple et chaque époque l'écrivent avec les caractères qui leur appartiennent. D'un pays à un autre, de demi-siècle en demi-siècle, on voit changer ce que Sainte-Beuve appelle « les modes de sensibilité, » les aspirations, la mode, les goûts, les formes, l'alphabet dont les artistes se servent pour exprimer la beauté; mais, du Japon à la France, des temps anciens aux temps modernes, l'art, comme la beauté est unique; et, par conséquent, nous devons, nous, avoir des nerfs différens pour les différentes manifestations artistiques, comme je le disais l'autre jour. Efforçons-nous donc de les comprendre toutes en supprimant les apparentes différences que les temps, les lieux et les intérêts introduisent dans la beauté; élevons-nous autant qu'il nous est possible au-dessus du temps et de l'espace pour arriver à entendre la beauté éternelle et absolue, cette langue commune de l'humanité! Vous rappelez-vous ce que j'ai dit, lorsque nous discutions sur *Hamlet?* Je regrette d'avoir à me répéter et je vous en demande pardon; mais il s'agit du seul mérite dont, à mon avis, les Américains puissent se glorifier en face des Européens pour ce qui concerne l'art. Non, nous ne sommes pas exclusifs comme les Européens; nous nous efforçons de comprendre et d'admirer tout... J'aurais presque envie de crier comme Colomb : « Terre! terre! » ou comme les Grecs de Xénophon : « *Thalatta, thalatta!* » Comme nous étions de loisir,

nous nous sommes mis, par hasard, sur ce paquebot, à discuter au sujet de la beauté. Chacun de nous a dit ce qui lui passait par la tête dans le moment même, c'est-à-dire des bêtises : — que nos admirations esthétiques étaient toutes intéressées ; que la machine purifiait l'art des intérêts et donnait à l'homme la liberté du goût. — Paradoxes incohérens. Il semblait qu'il n'y eût pas moyen de s'entendre Et voilà que vous prononcez un mot : « en se limitant, » — le mot essentiel ! — et à travers ce mot brille sur nos paradoxes le rayon de la vérité, qui nous met tous d'accord. Oui, l'homme aspire à la beauté infinie, parce que, durant l'heure brève qui lui est accordée, il aspire à vivre la plus grande somme de vie possible. Il y aspire même au risque d'être perpétuellement en querelle : ne sommes-nous pas au monde aussi pour cela ? Mais les intérêts l'attachent aux formes momentanées et caduques par lesquelles chaque artiste s'exprime, comme si ces formes étaient la beauté totale et absolue. Et alors il se débat, essaie de rompre les lianes de ces intérêts qui étreignent le tronc de l'art ; il renverse les barrières qui empêchent l'esprit de souffler librement à la surface agitée de la vie, comme le vent sur l'Océan ; il cherche la liberté qui est le chemin le plus direct pour atteindre le but final de son voyage, la Vie !...

Ces choses, dites avec éloquence, me plurent à moi comme aux autres ; et, quand Cavalcanti eut fini, nous nous tournâmes tous vers Rosetti comme pour l'inviter à répondre. Après un moment de réflexion, Rosetti dit d'une voix lente :

— Vous avez peut-être raison. Mais... sauriez-vous me dire si Homère a ou n'a pas existé ?

XVIII

Je n'oublierai jamais la bizarre impression que fit cette demande, tombée du ciel à l'improviste sur ce paquebot qui naviguait à travers la nuit de l'Océan, dans cette chambrette enfumée de tabac, à cette table encombrée de bouteilles de champagne, de boîtes de cigares, de verres pleins et vides ! Pourquoi l'ombre d'Homère apparaissait-elle soudain en cet endroit, pour nous demander compte des doutes savans d'un siècle sophistique ? Il va de soi que personne ne répondit.

Quand Rosetti eut constaté que personne ne disait rien, il

nous demanda si nous avions lu le livre de Michel Bréal : *Pour mieux connaître Homère*. Aucun de nous ne l'avait lu. Alors il nous expliqua la thèse de l'ouvrage. Dans ce livre, Bréal soutient que les poèmes d'Homère représentent un monde héroïque, chevaleresque et aventureux de pure convention, comme celui qu'a décrit l'Arioste, ou, si nous préférions un exemple plus récent, comme celui de Cyrano de Bergerac; que les héros et les dieux homériques sont des personnages peints « de chic » ou des types littéraires, comme les paladins de Boiardo et de l'Arioste, ou comme les bergers de Théocrite et de Virgile; que l'*Iliade* et l'*Odyssée* ont été composées dans un siècle de civilisation raffinée et de culture déjà ancienne, et qu'alors, dans les îles de l'Égée et dans les colonies grecques de l'Asie Mineure, il y avait déjà un public pour prendre plaisir à ces histoires fictives composées en beaux vers, comme les seigneurs du XVIe siècle prenaient plaisir à celles de Boiardo et de l'Arioste.

— Pourtant, objectai-je, le monde qu'Homère décrit est rude, sauvage, primitif. Il ne connaît pas l'écriture, et le fer y est un métal rare.

— Mais, répliqua Rosetti, autant qu'il m'en souvienne, il n'est pas non plus question de monnaie dans le poème de l'Arioste. Les paladins courent le monde sans un sou en poche. Prétendrais-tu en conclure qu'au temps de l'Arioste la monnaie n'existait pas en Italie? Toi, historien, te servirais-tu du *Roland furieux* comme d'un document pour décrire les conditions de l'Italie au commencement du XVIe siècle? Les poèmes d'Homère nous transportent en plein dans le grand pays des fables.

— Mais alors, comment et par qui fut créé ce monde imaginaire? insistai-je.

— Ce sont choses auxquelles je m'entends peu, tu sais, répondit Rosetti. Je ne raisonne qu'avec mon bon sens; mais, à la lumière de ce bon sens, j'inclinerais à croire qu'il dut être créé par des lettrés et par des poètes, puisque c'est un monde littéraire et poétique. Des poètes ont recueilli dans les rues les grossières chansons populaires qui racontaient à leur mode d'anciens événemens historiques, comme les chansons du moyen âge racontaient l'histoire de Charlemagne; ils les ont apportées dans les maisons des riches marchands grecs de l'Égée et de l'Asie Mineure, lesquels, eux aussi, désiraient traduire la quan-

tité en qualité; et ainsi, peu à peu, d'un poète à l'autre, se forma le « genre, » la « manière, » puis une école ou une corporation de poètes qui en conservèrent et en transmirent les règles, les types et jusqu'à la langue conventionnelle. Je vous répète que je ne m'y entends guère: mais il me semble que Bréal a raison quand il dit que le prétendu dialecte homérique n'a jamais été parlé; c'est une langue conventionnelle, littéraire, peut-être en partie archaïque comme celle des trouvères, fabriquée tout exprès par les poètes pour faire parler dignement les dieux et les héros. Voilà comment le « genre s'est formé ; » et, à un certain moment, un acte de la « volonté grande » qui avait pris corps dans une école l'imposa à tout le monde, au public et aux poètes, comme un parfait modèle de beauté. Tant qu'enfin, de poète en poète, un beau jour, l'homme de génie apparut; et il s'appela justement, — qui le croirait ? — Homère; et, chose plus singulière encore, presque inouïe, il naquit, vécut et mourut, après avoir, comme tous les autres auteurs, écrit ses ouvrages avec une plume et de l'encre, sur du papier, en commençant par le premier vers et en mettant un point à la fin du dernier vers, mais en infusant à ce genre conventionnel une vie prodigieuse. Car, le conventionnel n'est pas nécessairement faux, vide et mort, comme beaucoup de gens le pensent de nos jours et comme vous le disiez tout à l'heure, Cavalcanti. Non : il limite, il n'étouffe pas; et, par conséquent, il peut enfermer beaucoup de vérité et beaucoup de vie. En voulez-vous un exemple plus clair? Vous, avocat, l'autre soir, à propos de la sculpture grecque, vous avez « retourné » le jugement qui a cours en disant que c'était un art sensuel. Moi, je dirais que cet art n'est ni idéal ni sensuel : il est conventionnel. Les formes de la beauté corporelle étant innombrables, les Grecs ont choisi un certain nombre d'entre elles pour représenter les Dieux de l'Olympe et les autres personnages de la mythologie; ils se sont donc limités, en choisissant toutefois parmi les formes vivantes ; et cela est si vrai que, aujourd'hui encore, il est facile de retrouver dans la rue les modèles vivans sur lesquels ont été imaginés les types de Vénus, de Junon, d'Apollon, etc. Ne nous arrive-il pas souvent d'admirer les formes junoniques d'une femme ou le type apollinien d'un homme? Un acte de la « volonté grande » imposa ensuite aux Grecs de sculpter et de resculpter toujours ces mêmes types,

en les épurant et en les concentrant. Et ainsi ces types sont bien conventionnels; mais cela ne les empêche pas d'être vivans, plus vivans que la vie même, au moins sous le ciseau des grands sculpteurs. Du reste, comment douter que le génie d'Homère a été le fruit mûr d'une civilisation mûre? Lisez les poèmes hindous, Firdusi, les Nibelungen, la Chanson de Roland, et comparez.

Cette intéressante digression nous avait éloignés de notre sujet. En moi-même, je regrettai que ces considérations d'un amateur fussent si peu scientifiques : sans ce défaut, elles eussent été pleines de sagesse : Alverighi écouta sans ouvrir la bouche, mais avec intérêt, comme si, du fond de la Pampa argentine où il était venu se perdre, il prenait plaisir à jeter un coup d'œil en arrière, vers les études et les recherches qui l'avaient occupé dans sa jeunesse. Cavalcanti approuva; il dit que, vus sous ce jour, les deux poèmes s'éclairaient et s'embellissaient prodigieusement, et il affirma qu'Homère était le premier grand maître dans l'art de composer, art noble entre tous, que les Grecs ont enseigné aux Latins, puis les Latins aux Italiens et aux Français, qui, aujourd'hui, sont à peu près les seuls à le connaître : car les Allemands et les Anglo-Saxons y sont encore novices. Mais lorsque Cavalcanti eut fini d'exprimer son enthousiasme, Rosetti reprit la parole.

— Donc, l'*Iliade* et l'*Odyssée* sont les premiers grands monumens littéraires de notre civilisation. Mais comment expliquez-vous qu'en face de ces monumens les hommes aient été frappés tout à coup d'une sorte de cécité? Ces chefs-d'œuvre où les myopes eux-mêmes peuvent apercevoir, tant elle y est large et profonde, la marque du génie, d'un génie puissant et concentré qui a vivifié une « manière » antique, comment a-t-on jamais pu croire qu'ils n'avaient aucun auteur, qu'ils étaient des fils sans père, qu'ils étaient nés d'eux-mêmes, spontanément, inconsciemment, sur les lèvres d'une plèbe ignorante? Si des archéologues affirmaient que la Vénus de Milo n'a été sculptée par personne, qu'elle n'est qu'un agrégat de fragmens provenant de différentes statues et soudés ensemble, et s'ils prétendaient la mettre en pièces pour retrouver ces différens morceaux, ne les enverrions-nous pas dans un asile d'aliénés? Et pourtant, n'est-ce pas l'opération qu'ont faite sur les poèmes homériques les habiles gens qui ont eu le cœur de briser cette merveilleuse

composition pour y chercher les débris de la mystérieuse *Urlias? Cose da pazzi!* Des folies, comme dit le docteur. Mais ceux-là, on ne les a pas mis dans un asile d'aliénés; au contraire, ils ont été stipendiés par l'État, chargés d'enseigner dans les Universités, couronnés par les Académies, nommés eux-mêmes Académiciens, considérés par le public comme des puits de science!... Résultat : nous ne pouvons rien affirmer avec certitude sur l'*Iliade* et sur l'*Odyssée*. Sont-ce des fables ou des histoires vraies? des rapsodies faites de pièces et de morceaux ou des chefs-d'œuvre ? les premiers enthousiasmes d'une jeune barbarie ou le dernier fruit d'une civilisation mûre ? Ont-elles été écrites dans une langue parlée ou dans une langue littéraire ? Car il me semble bien, à moi comme à vous, que Michel Bréal a raison; mais les savans continuent à répéter qu'Homère n'a jamais existé et qu'il a écrit ses poèmes à une époque où l'écriture était encore inconnue! Comment décider qui a tort et qui a raison ? Il n'y a pas d'argument décisif. De part et d'autre, ce ne sont que des conjectures, et chacun peut en croire ce qui lui plaît. Disputer ne sert à rien, monsieur Cavalcanti, alors même que nous ne serions au monde que pour cela ! En somme, l'*Iliade* et l'*Odyssée* sont maintenant deux énigmes très obscures, que chacun peut expliquer à son gré, encore que ces poèmes aient été lus, admirés, traduits, commentés, corrigés, appris par cœur et adorés par une longue suite de générations. Comment expliquez-vous, monsieur Cavalcanti, ce singulier phénomène ?

Il attendit un instant; mais Cavalcanti resta muet.

— Ne serait-ce pas, reprit alors l'ingénieur, parce que l'esprit peut souffler librement à travers les poèmes homériques comme le vent sur la mer ? Vous avez dit, monsieur Cavalcanti, que, pour comprendre une œuvre d'art et en jouir, nous devons nous libérer de tous ces principes conventionnels du beau que les contemporains de l'œuvre ont eu à subir, parce que les intérêts les leur imposaient. Fort bien. Mais à ce compte il n'y a pas de poète au monde que nous devrions mieux comprendre et goûter mieux qu'Homère : car, sur ces poèmes, nous ne savons pas même avec certitude quand et comment ils ont été composés. Imaginez, dès lors, si nous pouvons songer à les juger avec « les nerfs » des contemporains et d'après les idées conventionnelles qu'ils se faisaient du beau, à supposer qu'ils s'en

fissent! Et voilà que, libres, parfaitement libres de juger, nous perdons la tramontane : nous ne savons plus même affirmer avec certitude si ces poèmes, que nous lisons imprimés, ont jamais été écrits. Faut-il en conclure qu'une œuvre d'art devient une énigme aux mille solutions et que l'esprit ne réussit plus à distinguer un chef-d'œuvre d'une compilation grossière, quand on n'a plus de mesure, conventionnelle peut-être, mais commune, pour la juger? Considérée de ce point de vue, la question d'Homère ne serait plus seulement un passe-temps d'érudits en vacances; elle serait le symptôme d'une maladie grave. Elle prouverait que, si nous ne comprenons plus le premier chef-d'œuvre de notre littérature, c'est parce que nous avons acquis la pleine liberté de le juger et d'en jouir comme il nous plaît. Tels seraient donc les effets de cette liberté illimitée en laquelle vous voyez l'un et l'autre (et il regarda Cavalcanti et Alverighi) le principe animateur de l'art futur? Dans la liberté ne se multiplieraient que les seuls germes de la discorde, — ce qui, j'en conviens, ne serait pas un mal sans remède : si les Feldmann ne réussissent pas à se mettre d'accord, ils peuvent divorcer; — mais la liberté nous ferait perdre aussi la faculté de discerner sûrement le beau du laid, ce qui serait pire : car, comment puis-je jouir d'une œuvre d'art, si je ne sens pas fortement ce qu'il y a de beau en elle?

L'objection était forte. Cavalcanti hésita. Il essaya d'abord une réponse un peu confuse : il dit que ce qui ne se comprenait plus dans les poèmes homériques, c'était précisément la partie conventionnelle.

— Mais, conclut-il, pour ce qui est de l'épisode d'Andromaque ou du retour d'Ulysse, c'est une autre affaire. Ces épisodes-là, personne ne doute qu'ils soient deux rayons de l'éternelle beauté. En chaque œuvre d'art il y a et il doit y avoir une étincelle de la beauté absolue, universelle, éternelle; sans quoi, — je l'ai déjà dit l'autre jour, — comment expliquerait-on qu'en face de tant d'œuvres d'art, sans préparation, sans étude, sans idée préconçue, nous proclamions que ces œuvres sont belles et sentions un frisson de plaisir immédiat, libre, spontané?

— Alors, répliqua aussitôt Rosetti avec un sourire, abandonnons-nous au vif courant de notre émotion... Mais M. Alverighi vous a déjà répondu, l'autre soir, que le beau est un plaisir sans besoin, par conséquent incertain et oscillant. Une

œuvre me plaît, à moi, mais elle ne plaît pas aux autres; elle me plaît aujourd'hui, mais demain elle ne me plaira plus. Souvent je ne saurais dire si elle me plaît ou non ; et je m'adresse à la raison pour éclaircir ces doutes; mais la raison se joue de moi. Toute œuvre d'art est une énigme insoluble, tout comme l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Non, nous ne jouissons pas d'une œuvre d'art, si nous ne sentons pas qu'elle est belle; et sentir qu'elle est belle, le sentir vraiment, sûrement, fortement, invariablement, sans interruption, sans hésitation, nous ne le pouvons pas si nous ne possédons pas un modèle à qui la comparer. Parfaitement : un modèle. Toujours la définition première de la beauté, où chaque art prend son point de départ, et les règles que le raisonnement peut tirer de cette définition, se concrètent, soit dans un certain modèle, — l'*Iliade* ou l'*Odyssée* furent ce modèle pour Virgile et pour les anciens, quand il s'agissait du poème épique, — soit dans toute une collection d'œuvres appartenant à des écoles peu différentes les unes des autres, — ce qui fut le cas, pendant longtemps, pour la peinture italienne ; — mais l'existence d'un modèle est nécessaire, et il est nécessaire aussi que ce modèle soit accepté comme temporairement indiscutable. Qu'est toute l'histoire de l'art, sinon un effort incessant, une lutte perpétuelle afin de créer, d'imposer ou de changer des modèles? Beaucoup de gens ne peuvent plus comprendre, aujourd'hui, pourquoi les écrivains romains ont imité les Grecs avec tant de pédanterie, pourquoi les littératures modernes ont perdu tant de siècles à recopier les Latins qui avaient copié les Grecs. Cela est clair, pourtant : c'est parce que la création d'une littérature ou d'un art est d'autant plus facile qu'on a devant les yeux un modèle mieux défini, plus précis, plus tangible et plus visible. Pourquoi la Grèce antique est-elle si fameuse? Parce qu'elle a créé en littérature, en sculpture et en architecture, certains modèles qui ont servi à beaucoup de peuples et à beaucoup d'époques. Fouillons un peu dans notre conscience, et il ne nous sera pas difficile de nous rendre compte que, dans chacun de nos jugemens sur une œuvre d'art, est sous-entendue une comparaison. Quand nous disons qu'une œuvre d'art est belle ou très belle, médiocre ou manquée, — et nous le disons, non pour donner libre cours au plaisir ou à l'ennui momentanés qu'une œuvre d'art a pu nous causer, mais pour exprimer une conviction mûrie, ferme, certaine, — nous voulons dire par là que cette œuvre

d'art est plus ou moins belle que telle autre ou que telles autres qui, à ce moment-là, font pour nous l'office de modèles. Et, en effet, comment s'éduque et s'affine le goût des individus, de la génération, des peuples? Par la connaissance d'un grand nombre d'œuvres d'art de la même famille, c'est-à-dire par la confrontation que nous en faisons. Comment les œuvres d'art montent-elles ou descendent-elles dans l'opinion des hommes? En raison des modèles : je veux dire, selon que le modèle change. Avant Giotto, il y avait des peintres qui semblaient parfaits : c'étaient les modèles d'alors. Ensuite Giotto devint le modèle, et les précédens parurent grossiers. Mais, à l'époque de Titien et de Raphaël, Giotto lui-même cessa d'être un modèle. Virgile nous paraît un peu froid. Pourquoi? Parce que nous le comparons à Homère. Si l'*Iliade* et l'*Odyssée* étaient perdues, on attribuerait à l'*Énéide* la perfection. Et enfin, telle est aussi la cause pour laquelle je ne crois pas, monsieur Cavalcanti, que nous puissions avoir des nerfs différens pour tous les arts et distendre à l'infini nos facultés de comprendre, si bien que nous devenions capables de recevoir en nous l'infinie beauté. Si nous ne pouvons jouir fortement d'une œuvre d'art sans la comparer à un modèle, nous pourrons bien comprendre et goûter autant de formes d'art que nous pourrons connaître et posséder mentalement de modèles. Or un homme peut, avec l'étude et avec le temps, se rendre maître de nombreux modèles, mais non pas de tous ceux qui existent ou qui pourraient exister... Je ne sais : mais du moins cela me paraît difficile... En somme, voici ma conclusion. Je ne crois pas que vous soyez dans le vrai, monsieur Cavalcanti, quand vous comparez les traditions, les conventions, les règles et aussi les intérêts mondains qui limitent le génie de l'artiste et le goût du public, aux lianes qui, dans vos forêts, enlacent et étranglent les arbres robustes. Non ; pour les idées, comme pour les corps, toute résistance offre un point d'appui et tout point d'appui offre une résistance. Le poisson nage contre le courant, l'oiseau et l'aéroplane volent contre le vent : le vent et l'eau sont des obstacles, c'est vrai, mais ils soutiennent. L'esprit ne crée du nouveau qu'à la condition de vaincre le frottement d'une tradition, ne conquiert la liberté qu'à condition de briser les entraves d'une règle. Otez règles et traditions, il n'y a plus ni liberté ni nouveauté : pour l'esprit, la liberté absolue est ce que le vide est pour l'oiseau : il ne peut y

voler. Rien ne serait plus aisé que d'en fournir maintes preuves... Promenez les yeux autour de vous, et dites-moi ensuite si le mal dont souffrent aujourd'hui les arts n'est pas seulement et uniquement l'absence de règles, de limites et de principes. A notre époque, art et public ne sont plus gênés ni par la Cour, ni par l'aristocratie, ni par l'Église, ni par la censure, ni par une critique qui prétendrait garder des traditions ou imposer des règles : il n'est pas jusqu'aux lois de la pudeur et de la décence dont nous ne nous soyons affranchis, après nous être révoltés contre Dieu, contre le Roi, contre la grammaire, contre la prosodie et contre le bon sens. Artistes et public devraient donc tout oser. Et au contraire ils s'intimident réciproquement. Le public, lui, attend que l'esprit souffle, prêt à plier comme la tige sous le vent; mais, hélas! l'esprit ne sait plus se décider à souffler ni de l'Orient, ni de l'Occident. C'est en vain que le peintre, le sculpteur, le musicien, le poète, le romancier épient ce que veut le public, qui ne veut rien, et se demandent, effarés : « Quel sujet, quel style, quel genre, quel modèle choisir? » Notre époque leur indique tous les modèles, c'est-à-dire qu'elle ne leur en indique aucun. Les habiles apprennent vite l'art de se procurer des honneurs et des richesses. Les fous et les charlatans cherchent à intimider le public par une audace effrontée, en lui imposant comme beau ce qui ne ressemble à aucun modèle connu. Les artistes sincères et de talent ne sont pas rares; mais chacun d'eux veut avoir une formule d'art à soi, proclame que cette formule est la seule vraie et parfaite, et a même pour la soutenir des argumens excellens... jusqu'à ce que le voisin les lui renverse, pour démontrer que la formule vraie et parfaite, c'est justement tout l'opposé, c'est-à-dire la sienne. Quelquefois apparaît quelque véritable homme de génie, et, s'il réussit à s'imposer, s'il réussit à se comprendre lui-même et à se faire comprendre par un public capable de le soutenir au moins pendant un certain temps, il peut, libre comme il l'est, créer des chefs-d'œuvre; mais ce sont des chefs-d'œuvre flottant dans le vide, comme ces *iceberg* qui voguent solitaires sur l'Océan et que l'eau soutient, mais qu'il ronge aussi par en bas, de sorte que, d'un moment à l'autre, ils peuvent faire la culbute et même devenir dangereux pour les navigateurs qui les rencontrent. Vous aviez raison, avocat, de déplorer l'orgueil sans mesure des artistes et des gens

de lettres modernes, si on le compare à la modestie de jadis. Mais d'où naît cet orgueil? Ne naît-il pas aussi de la solitude où ils travaillent affranchis de toutes lois? Chaque artiste et chaque lettré, désormais, crée son œuvre selon les formules qu'il s'est choisies librement, presque sans maîtres ni modèles ni règles : et, par suite, il se fait aisément illusion, surtout s'il réussit, d'être un Dieu qui a créé du néant un monde idéal, tandis que, trop souvent, il n'a fait que reproduire tant bien que mal de vieux modèles, en les gâtant. Bref, aucune époque n'a essayé tant de formules vieilles ou nouvelles de la beauté, pour enlaidir le monde. Car les époques où les modèles, parce qu'ils sont trop nombreux, se perdent ou se confondent, et, avec les modèles, les mesures précises et délicates du tragique, du comique, de l'épique, de la noblesse, de l'élégance, du faste, etc., ces époques ne goûtent plus que le difficile, le violent, le chatoyant, le massif, l'énorme, l'excentrique, l'étrange, le rare : — les drames qui donnent la chair de poule, les farces qui font rire à s'en décrocher les mâchoires, la littérature chargée d'érudition, les décorations scintillantes, les images contournées, les monumens qui ébahissent par leur masse ou par la richesse de leurs marbres. — Plusieurs d'entre nous ont ri en entendant annoncer que les temps approchent où New-York sera plus beau que Paris aux yeux de tout le monde. Mais prenez-y garde! L'Amérique est plus riche que l'Europe ; elle peut, s'il lui plaît, prodiguer de plus grands trésors pour construire de monstrueuses bâtisses, machinées et somptueuses comme la nouvelle gare de la Pensilvania Railroad, à New-York. Eh bien! j'ai peur que les édifices de cette espèce ne deviennent pour notre époque sans modèles le comble de la beauté. Si les Américains allaient faire dans le monde moderne ce que déjà les Romains ont fait dans le monde antique? Ceux-ci, à la fin n'ont-ils pas gâté les monumens de l'architecture par la masse, le poids et la richesse? J'ai tort peut-être : à mon goût, une belle rose est plus belle que la plus belle orchidée. Mais les orchidées sont étranges et rares, et elles durent longtemps, tandis que les roses sont communes et ne vivent que quelques heures. Voilà pourquoi les orchidées sont beaucoup plus appréciées que les roses. La rareté, qui est un concept quantitatif, s'insinue dans le jugement porté sur la beauté, et, par conséquent, elle l'adultère et le fausse : car la beauté est qualité pure, comme vous l'avez dit l'autre soir,

avocat. Bien plus : je crois que le seul criterium qui puisse servir à comparer tant bien que mal, et en gros, les diverses formes de la beauté, est celui-ci : un art, ou une école, ou un style sont d'autant plus parfaits qu'ils approchent davantage de l'état de qualité pure et qu'ils recourent moins à des élémens quantitatifs pour exciter l'admiration ou donner du plaisir. Mais ce sont là des subtilités, et le public, particulièrement celui d'aujourd'hui, a dans la tête trop de soucis autres que la qualité et la quantité. Le pauvre public fait ce qu'il peut ; mais, sauf dans les cas où son admiration se manifeste sous la forme d'un engouement frénétique, il ne sait pas se faire une opinion ; il est timide, défiant ou indifférent; il a peur de prendre une mystification pour un chef-d'œuvre ou un chef-d'œuvre pour une mystification ; d'ordinaire, il accourt au bruit ; mais ensuite, pour ne pas trop se tromper, il oublie volontiers ce qu'il a admiré, et, quand il peut, il essaie de se tirer d'embarras en disant d'une œuvre qu'elle est « intéressante. » N'avez-vous pas remarqué l'abus que nous faisons aujourd'hui du mot « intéressant ? » C'est un mot neutre, situé pour ainsi dire entre l'éloge et le blâme; c'est un expédient commode pour une époque où l'on n'ose plus et où l'on ne sait plus dire : « Ceci est beau, cela est laid. »

A ces paroles, je souris, et j'interrompis Rosetti pour raconter que, durant mes voyages d'Amérique, le mot « intéressant » avait été pour moi l'ancre de salut, toutes les fois qu'on m'avait demandé mon avis sur des choses que je ne me sentais pas en état de juger. Je m'étais tiré d'affaire en disant que cela était *very interesting*. Mais cette anecdote me servit de tremplin pour m'élancer dans un champ plus vaste, et je formulai une objection que je ruminais depuis la veille au soir :

— Que les définitions élémentaires du beau, celles qui fournissent à tout art son point de départ, doivent être posées par un acte de volonté, je vous l'accorde. Mais néanmoins je n'entends pas m'arrêter, comme vous, à cet acte de volonté. Je reprends donc pour mon compte l'objection de Cavalcanti ; mais je la complète en disant que, quand on est arrivé là, il faut faire encore un pas en avant, pour décider cet autre point : — les choses deviennent-elles belles et bonnes parce que nous voulons et à partir du moment où nous voulons qu'elles soient telles ; ou le voulons-nous parce qu'elles sont réellement belles et

bonnes? Il est clair, ce me semble, que là est toute la question, et la réponse décidera si c'était vous qui naguère aviez raison lorsque sous nos yeux, vous avez démoli le monde entier, morceau par morceau, ou si c'est moi qui ai raison à présent que j'essaie d'en relier ensemble les débris grâce à la volonté. Si les choses deviennent belles et bonnes par la seule raison que nous le voulons ainsi, vous aviez raison de dire que le spectacle du monde n'est que la lanterne magique des intérêts; et il a raison aussi, ce cordonnier de la place Vendôme dont nous a parlé Alverighi; et le Védantisme aussi a raison. La variété du monde n'est qu'une illusion. Donc, éteignons les lampes et allons nous coucher. Mais si la variété du monde est le sel de la vie, le principe du progrès, la source du bonheur, vous devez admettre que nos jugemens esthétiques et moraux ne peuvent être seulement l'effet de forces extrinsèques qui agissent sur notre passivité comme sur de la cire, à la façon des intérêts que vous avez énumérés l'autre jour, des règles conventionnelles, des limitations arbitraires, des préjugés de la mode, de la suggestion. Il faut que devant ces forces extérieures se dresse une force intérieure, incoercible, qui parfois seconde les forces extérieures, mais qui parfois leur résiste, comme l'ancre et l'amarre résistent aux mouvemens violens de la mer; une force qui tantôt tombe d'accord avec les intérêts, les conventions et la mode pour déclarer qu'une chose est belle et bonne, et qui tantôt s'oppose à eux, se regimbe, s'insurge. Sans quoi, comment Apollon aurait-il pu nous engager à arrêter les Titans de fer? Qu'est-ce que cette grande tragédie historique des machines, dont nous sommes témoins et qui nous a si fort occupés ces jours-ci, sinon un ardent conflit entre notre sentiment et un groupe de puissans intérêts extérieurs? Pour créer l'abondance dans le monde, ces intérêts veulent nous faire admirer certaines choses et certaines actions, tandis que notre sentiment résiste, peut-être même parfois avec trop de véhémence, — par exemple, lorsque c'est ma femme qui parle, — parce qu'il juge ces choses laides et ces actions mauvaises. Donc l'acte de volonté ne suffit pas, et il faut que nous descendions jusqu'à cette profonde force intérieure qui donne l'impulsion à la volonté, qui lui fait désirer certaines choses et repousser certaines autres choses, si nous voulons déchirer le grand voile, connaître enfin l'âme éternelle de l'art.

Ce discours ne déplut point à Cavalcanti qui, toujours courtois, m'avait encouragé, tandis que je parlais, par des signes de tête et par des sourires. Au contraire, quand j'eus fini, Alverighi déclara franchement qu'il n'avait pas compris un mot de ce que j'avais dit. Rosetti, lui, me considéra quelques instans, pensif, et il répéta :

— Ainsi, il ne te suffit pas de vouloir une forme de beauté. Tu veux te retourner en arrière pour voir le bras et la force qui te poussent à vouloir...

Et il fit une pause; puis il continua :

— Mais si cela n'était pas possible? Si l'homme était constitué par la nature ou par Dieu, —comme il te plaira,— de telle façon qu'il ne puisse en même temps sentir la poussée et se retourner en arrière pour voir le bras mystérieux qui le pousse, entendre la voix qui l'excite? Si, au moment précis où l'homme se retourne, le bras cessait d'agir et la voix de parler? Si l'homme, comme Orphée, ne pouvait ramener de l'Enfer son Eurydice et trouver le chemin qui conduit à la Vérité, à la Beauté, à la Vertu, qu'à la condition de ne jamais se retourner en arrière?

Et il se tut, me regardant. Puis, comme j'allais lui répondre, il tira sa montre de sa poche.

— Il est presque minuit, dit-il. Le temps passe. Si nous allions nous coucher? Nous reprendrons demain cette conversation... à supposer toutefois que ces longs discours ne vous ennuient pas trop... Il y a encore bien des choses à dire...

GUGLIELMO FERRERO.

(*La suite au prochain numéro.*)

ALFRED FOUILLÉE

Alfred Fouillée, qui a disparu il y a quelques mois, a été l'un des représentans les plus réputés de la philosophie dans l'Université. Il avait reçu de la nature ces dons brillans qui étonnent avant de conquérir et qui, sans même attendre l'épreuve du temps, appellent, surtout dans notre pays amoureux de beau langage, un succès immédiat. Il a été un grand professeur, d'une parole généreuse, inventive, entraînante. Jeune encore, il était nommé maître de conférences à l'École normale supérieure. Il arrivait avec le prestige d'une éclatante carrière scolaire, mais il avait une tâche redoutable. Il lui fallait paraître devant un auditoire que l'enthousiasme ne dispensait certes pas d'esprit critique; il lui fallait surtout succéder à M. Jules Lachelier, un des maîtres que le respect environne, et qui avec un seul petit livre, profondément pensé, a exercé le plus d'influence sur des générations d'élèves. Alfred Fouillée tint cette gageure d'être, après un tel prédécesseur, un professeur aimé et admiré; il avait des mérites d'un ordre bien différent; il sut tout de suite intéresser et plaire, et son souvenir demeure chez tous ceux qui l'ont entendu.

Lorsque la maladie l'a obligé, après quelques années de professorat, à délaisser sa chaire, elle ne l'a pas fait renoncer à son œuvre. L'enseignement qu'il ne pouvait plus donner par la parole, il l'a donné par la plume. Pendant plus de trente années, il a vécu dans le Midi, et il n'a cessé d'écrire. Il s'était choisi, dans la douceur du climat provençal, une retraite où de tendres soins ont longtemps sauvegardé sa santé. Et cette retraite a été singulièrement laborieuse. Alfred Fouillée a publié une tren-

taine de volumes, dont il n'est pas besoin d'être philosophe pour remarquer la diversité. D'esprit naturellement curieux et prompt, il s'est intéressé à tout ce qui touche la spéculation, l'histoire et l'art politique. Il a commencé par des études sur la philosophie antique, en particulier sur les idées platoniciennes; il a critiqué Kant, Nietzsche, et les systèmes de morale contemporains ; il a consacré à Guyau un livre pieux, monument à la mémoire de cet écrivain séduisant et élevé à qui tant de liens l'unissaient. Dans cinq ouvrages, qui sont les plus importans pour connaître ses théories personnelles, il a exposé quelle est sa psychologie, son idée de la liberté humaine, de la morale et de la connaissance. Une autre série d'études, dont la plus remarquable est l'*Idée moderne du Droit*, a pour objet l'organisation des sociétés, la propriété, le collectivisme et le réformisme. Enfin il n'a cessé toute sa vie de combattre en l'honneur de l'enseignement classique, aimant la haute culture, et se plaisant à croire qu'elle n'était pas compromise par l'avènement de la démocratie autant qu'elle en avait l'air. Il suffit d'indiquer la variété de ces préoccupations : elles attestent une prodigieuse activité, une grande puissance de travail, la souplesse d'un esprit que l'expérience même n'immobilise pas sur un seul sujet. Peu d'écrivains donnent une telle impression de facilité et d'abondance, et l'on regretterait que l'auteur n'eût pas cherché à se resserrer et à se concentrer davantage si cette aisance à se répandre et à se mouvoir parmi les idées les plus différentes n'était essentielle à son tempérament. Sa pensée n'aimait pas se définir : elle avait au contraire besoin d'indéfini. Lorsque, l'année dernière, Alfred Fouillée publiait un livre où il faisait un tableau synthétique de ses théories pour les comparer aux idées le plus récemment exprimées par les philosophes, il annonçait ses projets du lendemain ; il se proposait d'écrire ce qu'il pensait du monde et de la vie, peut-être même, ajoutait-il, de « cet *au-delà* qui est l'objet des religions. »

En considérant tour à tour tant de sujets d'étude, Alfred Fouillée avait son dessein. Il ne prétendait pas, est-il besoin de le dire ? refaire pour son compte l'histoire de chaque doctrine ni renouveler tout ce qu'il touchait. La vie d'un homme de génie n'y aurait pas suffi. Quand il parlait du droit, du socialisme, de la morale, il analysait les théories telles qu'elles étaient constituées de son temps. Mais il ne se contentait pas non plus de cette ana-

lyse ; il n'avait pas le détachement, aimable sans doute mais nonchalant, du lecteur qui poursuit les aventures de son âme parmi les livres des autres. Il voulait tirer de cet examen un enseignement général. Ce qui le frappait le plus, c'était la contradiction des théories formulées par des hommes qui semblaient parfois également remarquables, et pareillement sincères. Il jugeait que les oppositions entre la liberté et le déterminisme, entre l'individu et le socialisme, entre la science des mœurs toute matérialiste et la morale spiritualiste, étaient de nature à jeter la confusion dans la vie humaine, et il souhaitait de les faire disparaître. Il a consacré sa vie à opérer des rapprochemens entre les idées qui paraissaient contradictoires. Cette méthode de conciliation était peut-être moins inspirée par des raisons d'ordre spéculatif que par des besoins d'ordre moral. Pour Alfred Fouillée, la pensée n'a jamais été un jeu sans relation avec le réel. Bien au contraire, et ce sentiment a donné à son œuvre beaucoup de gravité, il a toujours songé aux fins dernières des idées qui sont de passer dans la vie : il a toujours eu en vue la pratique, la société, son pays. Or dans le temps où il vivait, il découvrait des discordances inquiétantes. Élevé sous l'Empire, alors que la République se préparait « une réputation d'ancienne beauté, » formé aux sentimens et aux espérances de l'opposition, il demeurait très attaché à toutes ces notions de démocratie, de société émancipée, de réglementation d'allure scientifique auxquelles a cru le XIXe siècle finissant. Mais il avait été habitué aussi aux grandes disciplines des humanités ; il avait reçu la culture de l'antiquité, il avait fréquenté les plus belles philosophies de tous les temps, et il voyait bien que des idées qui lui étaient chères risquaient d'être affaiblies par les doctrines de son temps. Il n'a rien voulu abandonner ; il a tâché de mettre une sorte d'ordonnance dans la diversité qui s'offrait à sa méditation ; il a préféré concilier que choisir et conclure.

Ainsi s'explique à la fois la variété et l'unité de son travail. Il a eu très vite un point de vue sur l'esprit humain, sur la nature de l'intelligence, sur les idées-forces. Et de ce point de vue il a regardé les théories psychologiques, morales et politiques pour chercher par où il les pouvait rapprocher. Son rêve aurait été de donner à son temps une philosophie générale, faite de ce qu'il y a de meilleur en toutes les philosophies, et pourvue

par cette origine même d'une autorité tendant à la certitude. A cette œuvre, qui a de l'ampleur, Alfred Fouillée a dépensé une éloquence pleine de chaleur et une faculté d'argumentation d'une étonnante promptitude. Les historiens, étudiant les vingt-cinq dernières années du XIXe siècle, y trouveront le reflet de toute l'époque. Dans le déluge des théories contradictoires, des morales opposées, des politiques adverses, l'art logique d'Alfred Fouillée a tenté de construire l'arche où pourraient se retrouver dans un assemblage harmonieux les idées qu'il a jugées dignes de survivre.

***

C'est à la philosophie des Grecs qu'Alfred Fouillée a consacré ses premières études. Elle a joué dans le développement de sa pensée un grand rôle : elle a posé dès le début de ses travaux des problèmes dont il ne devait plus se détourner. Les deux ouvrages sur Socrate et sur Platon, écrits il y a quarante ans, sont encore très lus et le seront longtemps. Ils ont contribué à rajeunir les études historiques et à répandre le goût de la haute spéculation. Si Alfred Fouillée avait voulu être uniquement un historien et concentrer ses efforts sur les sagesses antiques, il aurait brillamment réussi dans cette entreprise. Il avait l'art de faire vivre les théories du passé ; il se trouvait à l'aise parmi les finesses de la dialectique ancienne ; il savait même vêtir les idées d'une sorte de poésie, et ce don ne pouvait trouver emploi plus heureux que dans l'exposé des doctrines platoniciennes. Son interprétation de l'antiquité et en particulier de Platon est discutable ; elle lui a du moins servi à dégager, dans deux beaux livres, les idées qu'il a tâché ensuite d'approfondir.

La philosophie socratique a éveillé en lui l'intérêt de la science morale. Après la période magnifique et aventureuse où la pensée ionienne s'élance vers les solutions des plus hauts problèmes, cherche l'origine des choses encore à peine connues, et s'enhardit à des explications totales, rigoureuses et hypothétiques, Socrate renouvelle la philosophie en lui donnant pour objet le monde moral. La poursuite des principes premiers avait abouti à trop d'incertitudes : les sophistes et Socrate renoncent à mettre l'univers matériel au premier plan de leurs recherches ; ils détournent leurs yeux du ciel des astronomes et

des physiciens, et telle est la force de leur méthode que lorsque plus tard leurs successeurs feront de nouveau le rêve de construire un système de l'univers, ils mettront l'explication suprême dans l'idée morale du Bien. Socrate d'ailleurs ne néglige pas la métaphysique, mais il la subordonne à la morale et il est ainsi le fondateur de ce que l'on a nommé la métaphysique religieuse. L'objet de sa science, c'est toute la vie humaine : cette définition ne va pas sans un examen de la conduite de l'homme à l'égard de la divinité. Ce qu'il importe de trouver, ce sont toutes les règles qui permettront à l'homme de vivre heureusement dans la cité, c'est de former l'homme libre, tel que l'imagine l'esprit athénien, l' « honnête homme, » disait-on au grand siècle. La science ne doit pas avoir d'ambitions trop vastes et d'ailleurs inutiles; elle doit être utile à la vie, et l'expérience prouve que l'esprit est capable de cet effort précis. La préoccupation de l' « utile » domine la philosophie socratique, pourvu que l'on donne à ce mot tout son sens : l'idéal qu'elle propose est en effet la « vertu, » parce que sagesse, vertu, bonheur, sont trois termes ayant le même contenu. Il y a là un enseignement qui répond trop aux préoccupations d'Alfred Fouillée pour qu'il ait jamais pu l'oublier. Ces tendances positives mêlées d'idéalisme sont les siennes. Comme un disciple de Socrate, il est plus moraliste que physicien; il a les yeux tournés vers la cité. Il a même écrit un jour, dans un langage certes peu antique, ces mots significatifs : « Nous sommes pressés par la grande œuvre à accomplir, qui n'est autre que la transformation de la société selon les règles d'une justice plus haute : l'égoïsme intellectuel et esthétique est plus qu'une faute morale, c'est un crime social. » Dans la philosophie socratique, il a trouvé dès sa jeunesse ce souci de la vie, de la raison pratique, de l'expérience, auquel il affirmait encore, en écrivant son dernier ouvrage, avoir toujours fait une place considérable.

Mais ce monde de l'expérience où nous agissons, ce monde des réalités sensibles n'était pas pour la sagesse antique le seul existant. L'enseignement de Socrate consistait à définir les notions morales et le rapport qui les unit : il donnait donc un rôle privilégié à la notion du bien, qui est la pensée divine, si bien que sa philosophie pratique reposait sur le dogme de la Providence et des causes finales. En étudiant Platon, Fouillée connut que le disciple était allé beaucoup plus loin que le maître.

Dépassant la religion spiritualiste de Socrate, Platon ne se contente pas de voir dans l'idée générale une conception de l'esprit, il y voit un être, bien plus, le seul être réel, l'essence vivante et éternelle dont les choses auxquelles croit le vulgaire ne sont que l'apparence ou le reflet. Tout cet univers qui nous est sensible existe seulement par sa participation aux idées, qui, elles, sont immatérielles et qui, s'ordonnant dans une hiérarchie régulière, se résument en l'Idée suprême du Bien. Dans ce poème de la nature, le platonisme avec une incomparable hardiesse retrouvait et renouvelait les théories des premières philosophies ioniennes sur les apparences changeantes du monde, sur l'écoulement universel, sur la distinction éléate entre l'être et le paraître, — et aussi la notion de la science méthodique de Socrate, l'Être des êtres, immuable, immortel. Cet idéalisme sublime et subtil a toujours eu le plus puissant prestige sur l'esprit d'Alfred Fouillée : s'il s'est refusé à suivre l'inspiration platonicienne partout où elle l'entraînait, s'il a hésité, aux limites du connaissable, à dépasser avec lui la dialectique et à entrer dans les régions du mystère, il lui a dû le goût de la spéculation, et de ces recherches d'ensemble qui, allant au delà des résultats scientifiques, lui paraissaient être le propre de la philosophie.

Cependant le naturalisme de l'époque où Alfred Fouillée commençait de réfléchir s'opposait avec éclat à l'idéalisme platonicien. Tandis que le philosophe grec tenait le monde des idées pour le seul qui existât, les théories scientifiques semblaient conspirer pour réduire la nature à un enchaînement de faits nécessaires, et voir dans le monde des expériences l'unique réalité. Tout l'effort d'Alfred Fouillée a été, selon sa propre expression, de ramener les idées de Platon du ciel sur la terre et de réconcilier ainsi l'idéalisme et le matérialisme. Son ouvrage sur la philosophie de Platon atteste qu'il a essayé cette conciliation jusque dans le platonisme lui-même, dont il a tenté une interprétation hardie et contestable. Était-on bien sûr, disait-il, que Platon ait vu dans « l'homme en soi » une peinture éternellement immobile, proposée pour modèle à la mouvante réalité? N'avait-il pas parlé de l'âme du monde, d'une « génération » sans commencement et sans fin, d'une sorte de vie universelle ? N'était-il pas permis de croire qu'il n'y avait pas séparation entre le monde matériel et le monde spirituel,

que les idées ne sont pas des moules tout faits et définitifs dans lesquels se coule toute réalité? Au lieu de parler comme Platon d'une immobile éternité, dont le temps n'est que la mobile image, Alfred Fouillée voulait rapprocher le monde des idées et le monde matériel. Et dans le platonisme même, il lui plaisait de voir surtout ce grand principe « que toutes les idées s'impliquent dans l'être, et que, par conséquent, pour qui peut les embrasser toutes à la fois en sa conscience, la philosophie consiste à montrer le passage de l'une à l'autre et à poursuivre ainsi l'adéquation au réel infini, immense, éternel. »

Il lui parut que pour cette œuvre la philosophie régnante de son temps lui donnait peu de secours. Que trouvait-il dans la seconde moitié du XIXe siècle? L'éclectisme de Victor Cousin venait de mourir. Toutes les attentions se tournaient vers les sciences, vers les doctrines positivistes, vers les théories de l'évolution. Alfred Fouillée a parlé des unes et des autres sans indulgence. A son jugement, l'évolutionnisme physique, qui donne du monde une explication toute mécanique, est insuffisant. Comme il place la causalité dans le monde extérieur, il réduit le monde intérieur à n'être qu'un simple aspect de l'autre, une sorte d'ombre qui n'a pas d'existence propre. Au-dessus de l'un et de l'autre, il place l'Inconnaissable, dans lequel ils s'unissent, mais cet Inconnaissable par définition est hypothétique; on ne peut rien en dire. Le positivisme de Comte ne lui paraissait pas plus satisfaisant. Sans doute il y a une partie de la réalité qui appartient aux relations proprement scientifiques, nombre, espace, temps. Mais on ne peut prétendre, dit Alfred Fouillée, que la philosophie doive exclusivement se guider sur la science, et que toute vérité soit d'ordre purement scientifique. Le positivisme prétendait être d'abord une codification des lois naturelles, et ensuite une application sociale des sciences. La philosophie doit être plus, elle est une réflexion sur la science, une critique générale, une coordination générale, une interprétation générale. Elle aborde en outre des questions que nulle science particulière ne pose ni ne résout. La nature ultime du réel, surtout de notre réalité à nous, dit Fouillée, qui est pour nous le type des autres, ne pouvant s'exprimer en termes de connaissance objective, la science proprement dite ne donne pas pleine satisfaction à l'intelligence, sans parler de la volonté et du sentiment. Et il ajoute, non sans sévérité : « C'est ce

qu'Auguste Comte aurait dû conclure, tandis qu'il prétendait renfermer notre pensée dans la science objective et lui ordonnait d'être ainsi satisfaite, quitte à chercher pour le cœur je ne sais quel néo-fétichisme de sentiment. »

Mais ayant ainsi affirmé les principes idéalistes de la philosophie et son indépendance à l'égard des théories scientifiques, Alfred Fouillée critique les métaphysiques qu'il juge trop abstraites parce qu'elles ne tiennent pas assez compte des sciences. Il n'y a pas pour lui de conception générale du monde et de la vie possible, si les sciences de la nature n'en forment point la base, si on n'utilise pas les résultats positifs connus. La psychologie pure, fondée sur l'observation de soi, la métaphysique pure ne le contentent point. Il critique Kant ; il critique Renouvier ; il critique Ravaisson. Le kantisme lui plaisait cependant pour des considérations politiques, parce qu'il y trouvait la théorie morale de la révolution française, et du « gouvernement de la raison. » Mais, au point de vue philosophique, il faisait ses réserves sur une doctrine qui s'en tient trop à la critique des connaissances ; il voyait que le kantisme s'était répandu chez les maîtres les plus remarquables de l'Université, mais sous la forme personnelle que lui avait donnée M. J. Lachelier, repensé, combiné avec la philosophie platonicienne et chrétienne. Dans le criticisme de Renouvier, il discernait surtout un appel final au libre arbitre pour décider des dilemmes métaphysiques. Le spiritualisme absolu de Ravaisson enfin était trop éloigné de sa tournure d'esprit pour qu'il ne fût pas à son égard un peu injuste. Le profond et subtil historien d'Aristote lui paraissait revenir vers Maine de Biran, Leibniz et Malebranche ; il se libérait trop, à son gré, d'esprit scientifique ; il avait certes le mérite de favoriser le retour aux grandes spéculations, mais il faisait trop de place dans sa philosophie persuasive et intuitive à une ivresse métaphysique, qui pourtant avait quelque droit de se réclamer de Pascal. Alfred Fouillée ne semble pas avoir goûté bien vivement l'auteur des *Pensées*. Tout ce qui avait l'air d'être une brèche aux lois de la raison l'effarouchait ; il était de tempérament et par choix nettement rationaliste. Il désirait unir l'intelligence et l'action, la pensée et les choses, mais en assurant la prééminence de la pensée. Il n'admettait pas que l'action d'un être raisonnable pût contenir quelque chose de plus que les lois de la raison même. De là son embarras parmi les philosophies

qu'il examinait. Les unes s'accordant avec les tendances modernes faisaient une grande place aux connaissances scientifiques, mais exilaient implicitement la liberté humaine et avec elle la responsabilité et la morale. Les autres demeuraient fidèles aux idées, mais il restait à démontrer comment elles étaient encore d'accord avec les choses, et elles finissaient par faire appel à un commencement absolu et, comme Descartes, recouraient à Dieu pour mettre la machine en mouvement et assurer sa continuité. Ne trouvant nulle part ce qu'il cherchait, Alfred Fouillée devait tenter lui-même la construction d'une doctrine.

***

C'est ce qu'il a essayé en édifiant la théorie des *idées-forces*, qui est la clef de toute sa philosophie. En 1879, dans un article de la *Revue philosophique*, il a employé pour la première fois cette expression d'*idée-force*, et depuis il n'a cessé de l'analyser, de l'expliquer, de l'approfondir. Une étude plus détaillée et plus technique de l'œuvre de Fouillée obligerait à chercher si cette expression qui a fait fortune eut toujours le même sens, et si elle ne l'a pas eu, dans quelle mesure elle a varié. Il suffira de la prendre ici dans son acception la plus fréquente. L'idée peut conduire à l'acte : telle est la pensée essentielle de Fouillée. On a coutume de croire qu'une idée, à l'état de pure représentation, n'est ni bonne ni mauvaise, ni efficace ni vaine; c'est une abstraction. Elle ne se traduira en acte, elle n'aura d'effet que si elle s'organise avec le reste de notre vie, si elle est soutenue par nos désirs, adoptée par notre volonté. L'idée de charité ne fera pas donner les personnes non charitables. L'idée de vol ne fera pas voler d'honnêtes gens. Dépouillées de tous les élémens sensibles qui les environnent en chacun de nous, inclinations, passions, volontés, les notions abstraites semblent des signes : c'est notre sensibilité, c'est notre activité qui leur donne une signification pratique. Alfred Fouillée n'accepte pas ces distinctions : il croit que toute idée est déjà volonté ; il considère comme inséparables, la sensibilité, l'intelligence et l'activité. Il y a une réalité unique, laquelle se traduit par des phénomènes physiologiques et par des phénomènes psychologiques. Tout ce qui est représentation et idée est en même temps force, puisque nous choisissons.

Fouillée a exposé sa théorie dans plusieurs ouvrages, en par-

ticulier dans la *Psychologie des idées-forces* et dans *la Liberté et le Déterminisme*. Partant de l'expérience pure, dégagée de toute hypothèse, il constate un fait simple, le fait lumineux de la psychologie, peut-être de toute spéculation : c'est pour chacun de nous notre réalité et notre activité. Être, agir, penser, dit-il, ne font qu'un. Cette expérience n'est, d'après une définition qui revient souvent, ni une représentation, ni une intuition : elle est la conscience d'exister, elle est quelque chose de plus. La conscience ne s'aperçoit jamais en repos avec un contenu de sensations, de tendances, de sentimens fixes ; elle est changement et aspiration perpétuelle à de nouveaux changemens. Et elle n'aspire pas seulement à des variations venues du dehors, imposées par les objets extérieurs ; elle aspire à des changemens dont elle soit l'initiatrice. Exister sans rien sentir ni penser, sans agir et sans produire est comme si l'on n'était pas. Chacun a une volonté pour soi : c'est ce qui fait dire à Fouillée que ce que notre expérience intérieure nous donne, c'est une « volonté de conscience. » *Je suis* signifie au fond *j'ai été* et *je veux être*. Sans ce sentiment du passé et de l'avenir, chaque conscience ne serait qu'un moment éphémère, sans connaissance, sans vie, pareille à Ophélie emportée par les eaux mouvantes et pour qui n'existaient ni les rives immobiles, ni les fleurs de sa chevelure, ni elle-même. Chacun dans la réalité continue saisit une réalité qui se détache du reste par l'effort même qu'elle fait pour se perpétuer, c'est son moi. Cette expérience est d'une nature toute particulière ; elle n'est pas « une donnée ; » elle ne traduit pas quelque chose de transcendant, comme si nous ne percevions qu'un reflet d'une réalité qui nous échapperait en son essence : elle *est*. Et, tout en se présentant avec ce caractère immédiat, elle n'est pas pourtant toute simple. Ce n'est pas ici la vie qui est l'objet primitif et essentiel de la conscience; c'est à la fois la vie, et une réflexion sur la vie, puisque *je suis* signifie à la fois la constatation de *j'ai été* et l'affirmation de *je veux être*.

Les analyses à l'appui de la théorie remplissent plusieurs volumes. On peut dire qu'après avoir trouvé la notion d'*idée-force*, Fouillée a passé sa vie à la justifier, soit en multipliant les raisonnemens en sa faveur, soit en montrant qu'elle résout un certain nombre de difficultés qui paraissaient insolubles. Il remarque par exemple que tous les phénomènes psychologiques sont des manifestations d'une impulsion ou d'un désir, et que

selon que ce désir est ou n'est pas satisfait, le plaisir et la douleur sont l'accompagnement de notre vie psychologique. Tout ce qui se passe en nous suppose une volonté, qui est favorisée ou entravée. La distinction ici entre le plaisir et la douleur physiques ou moraux est une abstraction : c'est toujours la volonté qui est en jeu. Elle se manifeste matériellement dans notre tendance organique à nous développer et à croître, comme elle se manifeste moralement dans nos désirs. Elle est à la base des actes les plus élémentaires. Toute préférence est un choix en vue de la vie. Lorsque l'animal distingue entre la sensation désagréable de la faim et la sensation agréable de se nourrir, il fait preuve à quelque degré de discernement et de volonté. L'être inférieur n'en est pas dépourvu. L'amibe elle-même distingue immédiatement ce qui la blesse de ce qui la favorise. Assurément, la pensée réfléchie est abstraite, le raisonnement scientifique est quelque chose de plus compliqué que ce discernement. Mais en mettant le désir, l'émotion à la base de la vie, Alfred Fouillée tenait beaucoup à ne pas y mettre le désir à l'état pur. S'il réagissait contre les écoles intellectualistes qui ne voient partout que des représentations, des idées, il ne voulait pas non plus que, dans les profondeurs vitales, il n'y ait pas déjà à quelque degré un peu de discernement, et comme la promesse de l'intelligence. Là où il y a conscience d'un changement d'état, il y a déjà un rudiment de pensée. Dans la nature, les êtres vivans perçoivent sensiblement les états et les changemens d'état qui sont utiles à connaître pour l'existence. Mais c'est ce même discernement obscur et élémentaire qui s'accroît avec l'expérience, et qui détermine par exemple notre faculté de nous souvenir, car nous nous souvenons de ce qui est essentiel à notre vie ; c'est lui qui forme jusqu'à nos principes logiques les plus abstraits.

Cette « volonté de conscience » n'est pas très facile à saisir, et Alfred Fouillée l'a reconnu, en expliquant pourquoi. Il ne faut pas la confondre avec les idées qui correspondent à des concepts précis ou à des représentations définies. Dès que nous voulons nous la représenter, telle qu'elle est, comme une pensée agissante, nous ne trouvons que des images extérieures et inexactes. Toutes ces formes, ces représentations qui pourraient servir de comparaison sont trop en dehors de nous pour que nous puissions nous en servir pour rendre compte de ce qui

nous est le plus intérieur. La volonté de conscience est ce que Fouillée nomme une « réalité pour soi. » De l'impossibilité de la définir, il ne conclut pas qu'elle n'existe pas, mais qu'elle ne fait qu'un avec nous-mêmes. « Par la volonté de conscience, dit-il, nous plongeons dans le réel, non dans le pâle royaume d'apparence derrière lequel se cacherait à jamais ténébreux pour nous le champ élyséen des réalités. » Et comment ne pas remarquer, en lisant ces explications, à quel point Fouillée, qui devait plus tard s'en éloigner, s'est rapproché ici des idées psychologiques que James devait mettre en honneur, du courant continu de la conscience, de la donnée immédiate bergsonienne ?

Quel est l'objet de cette volonté de conscience? Elle ne cherche rien qui soit étranger à notre personne : elle tend constamment au contraire à conserver et à accroître toutes les fonctions de l'activité consciente. La biologie et la psychologie sont ici d'accord pour découvrir dans tout être animé un effort pour persévérer dans l'être, un vouloir-vivre. Mais un monde où il n'y aurait que la tendance à persévérer dans l'être, serait un monde immobile, d'où il ne sortirait jamais rien de nouveau. Avec la volonté de se conserver, tout être a la volonté de s'accroître, et avant Nietszche, Alfred Fouillée a défini la vie un perpétuel essor en avant. Mais la différence avec Nietzsche est assez visible. Il ne s'agit pas d'un essor qui se suffit à lui-même, d'un vouloir vide, d'une volonté de puissance sans objet. « Changer pour changer, écrivait déjà l'auteur dans *la Liberté et le Déterminisme*, est chose inintelligible ; car un changement absolu qui ne laisserait de lui-même aucune trace permanente serait équivalent au repos absolu. L'être, emporté par une continuelle vicissitude, recommencerait à chaque instant et ne laisserait aucun résultat de son travail ; en paraissant agir et faire quelque chose, il ne ferait rien... L'activité, en un mot, n'est ni un avare imbécile qui ne songerait qu'à garder son trésor, sans vouloir en faire usage et sans même songer à l'augmenter, ni un prodigue qui volerait de dépense en dépense sans rien garder, emporté dans une existence mobile et dans un perpétuel changement. » Et bien longtemps après, précisant la même idée, il s'est expliqué en ces termes très clairs : « La tendance à l'*être* doit donc être complétée par la tendance au *plus-être*. Et comme le plus-être, s'il demeurait entièrement inconscient,

équivaudrait au néant d'être et au néant de plus-être, — ce que Nietzsche a méconnu en méprisant la conscience, — il en résulte que la tendance au plus-être se traduit nécessairement par la tendance à plus d'*être conscient* et, du même coup, à plus de *bien-être*, le mieux-être étant le plus-être senti. C'est alors, au lieu de l'éternel repos, le principe d'une éternelle inquiétude, d'une marche en avant, d'une évolution non plus seulement mécanique et quantitative, comme celle de Spencer, mais interne, qualitative et novatrice. » Ainsi l'*idée-force* unit en soi deux notions contraires et également nécessaires, persévérer et changer. Elle n'est pas quelque chose de fixe, d'immuable, de tout fait; elle n'est pas davantage pure mobilité; elle n'est ni un astre immobile, ni une étoile filante. Sa faculté de changer ne se conçoit pas sans quelque élément de persistance; sa persistance ne se conçoit pas sans quelque faculté de devenir. La volonté est à la fois durable et changeante, durable par la pensée de soi qu'elle enveloppe, changeante par la pensée des objets auxquels elle s'applique. Elle n'est donc pas une volonté instinctive et aveugle; elle n'est pas étrangère en son fond à l'intelligence, comme le « vouloir vivre » de Schopenhauer. Ces trois fonctions inséparables la caractérisent : 1° la volonté de conscience est en relation avec d'autres objets, avec d'autres sujets également doués de conscience; le moi ne prend conscience de soi que par des rapports avec d'autres êtres; il n'est jamais « solitaire; » il est toujours « solidaire, » ce que Fouillée formule par cette maxime. « Penser, c'est agir avec le sentiment des bornes de son action et de ses points d'application; » 2° la volonté intelligente jouit sans cesse d'elle-même et de son développement, elle s'épanouit en même temps que la sensibilité; 3° la volonté tend à agir pleinement, à faire complètement ce qu'elle fait.

De là une théorie originale de la liberté, qui a beaucoup contribué à répandre la réputation d'Alfred Fouillée. Les circonstances où paraissait sa thèse sur *la Liberté et le Déterminisme* en faisaient l'intérêt plus prenant encore. C'était en 1872, alors que toute une génération, après les douloureux événemens dont la nation était meurtrie, s'apprêtait à vérifier les idées qui avaient enivré sa jeunesse. La science avait enseigné l'enchaînement rigoureux de tous les phénomènes, la rigueur de la loi de cause à effet, l'universel déterminisme. Fallait-il s'incliner,

fallait-il croire que la liberté est une illusion, que la volonté, la responsabilité et toute la moralité qui s'y appuie, sont des notions de rêve ? Selon la croyance que l'on adopte, c'est l'image même du monde qui change ; c'est la direction de la vie, c'est notre croyance, c'est notre raison qui est en cause. Alfred Fouillée allait droit à une question essentielle. On sait que ses conclusions étaient en faveur de la liberté. L'idée-force ici jouait un rôle éminent. Si toute idée conduit à l'acte, l'idée de la liberté est capable de susciter des efforts, de dégager une force admirable. Même si l'examen des lois physiques ne conduit pas à une affirmation de la liberté humaine, l'idée de cette liberté est une puissance précieuse et qui existe, et qui se manifeste chaque jour. La volonté tend à des actions aussi intenses et aussi libres que possible ; elle tend, ajoute Fouillée, à l'expansion, à la puissance, au succès, à la nouveauté, au progrès, à l'évolution toujours novatrice. C'est en elle que Fouillée cherche un moyen de concilier les argumens qui se heurtent depuis qu'il y a des philosophes et qu'ils discutent sur la liberté.

Pour les uns, en effet, tout changement est explicable par des raisons mécaniques, ou du moins par des lois, et rien n'arrive fortuitement ni de telle manière que le contraire eût été possible. Pour les autres au contraire, il y a des commencemens absolus, il y a des actes contingens, qui auraient pu être différens, non seulement parmi les actes humains, mais dans la nature même. Alfred Fouillée proposait d'introduire dans le problème un élément nouveau. Il montrait comment, dans la pratique, opère et réussit l'idée de volonté libre ; il remarquait que la croyance à la liberté est cause que la plupart des hommes se conduisent comme si cette liberté existait certainement. Ainsi la liberté se réalise, en partie du moins, par cela seul que l'idée de liberté existe. Cet indéterminisme est relatif sans doute, mais il est l'équivalent du libre arbitre ; il est sa forme pratique : il est l'« approximation » humaine de la liberté. A la limite, le vrai moi, conclut Fouillée, se définit par la liberté : la maxime est de grande conséquence pour tous les domaines de l'activité humaine.

Et l'on voit comment l'idée-force est ici conciliatrice : elle apparaît comme portant en elle le pouvoir mystérieux de modifier les choses. Dans la volonté de conscience, il y a une aspiration toujours incomplètement réalisée ; il y a une pénétration de nos divers états de conscience, idées, sentimens,

tendances, etc. Ce qui semble s'accomplir dans des facultés différentes est, au fond, la même activité motrice tendant à persévérer et à croître. Nos états de conscience ne sont pas comme des empreintes immobiles, des reproductions photographiques : cette façon de se représenter la vie de l'esprit est une métaphore matérialiste, qui ne répond à rien. C'est notre être tout entier qui réagit en prenant à ses propres yeux la forme d'idée, de sentiment, de désir. Lorsqu'un aimant est en présence de fer, c'est tout l'aimant qui attire, non une partie. Mais si l'aimant agit tout entier dans le même sens, il n'en est pas de même de l'esprit, qui a des dispositions diverses. Il y a des dispositions internes diverses, et des réactions conscientes provoquées par le dehors : ce système de causes agissant en sens divers aboutit cependant à un résultat, et ce résultat est nouveau. L'originalité, la création de la volonté de conscience, ce sera cet acte qui résumera la personne, et qui d'ailleurs ne sera pas indépendant de ce qui aura précédé.

A maintes reprises, Alfred Fouillée a décrit, non pas toujours identiquement d'ailleurs, cette vie de l'esprit, ce mouvement de la conscience qui aboutit à l'acte libre ou réputé tel. Voici quelques passages qui donnent, en même temps que les explications nécessaires, une idée de la manière de l'auteur, de son abondance, de son goût des images :

De ce que tout être doué de vouloir veut être *aussi conscient que possible*, on ne peut pas ne pas conclure, comme nous l'avons fait tout à l'heure, que l'être veut le *maximum* de la pensée, du sentiment et de l'action, qui est le *maximum* de la conscience et, indivisiblement, de la félicité, de la liberté. Or il s'ensuit une conséquence inévitable : c'est qu'*aucune fonction de la conscience ne se suffit à elle seule :* le sentiment appelle comme *complément* la pensée distincte et l'action ; la pensée appelle le sentiment et l'action ; l'action appelle le sentiment et la pensée. Cette mutuelle implication, nécessaire à l'achèvement de la conscience et du bonheur, entraîne la loi des idées-forces, où représentations, émotions et appétitions sont posées comme inséparables. En d'autres termes, nous tendons à la plénitude de nos idées, qui les change en sentimens et actes ; nous tendons à la plénitude de nos sentimens, qui les change en idées et actes ; nous tendons à la plénitude de nos actes, qui les change en sentimens et idées. Tout s'appelle, pour une psychologie qui s'attache à ne pas briser l'unité de la vie psychique.

Tout autre que pour Descartes est pour nous le *cogito*. « Je pense, » selon Descartes, signifie : je constate par ma pensée une existence toute faite qui lui est donnée ou qui lui est sous-jacente. Ce qui *est*, voilà l'objet pour le sujet. Selon nous, au contraire, la pensée n'est pas le miroir passif de

l'existence; elle est active et, par son action, contribue à réaliser son objet, à se réaliser elle-même. Je pense, donc non seulement je suis, mais je me fais être; bien plus, je fais être, en une certaine mesure, l'objet de ma pensée. La conscience n'est pas le sphygmographe enregistrant des pulsations auxquelles il ne peut rien changer; elle est une réaction produisant des battemens de la vie qui, sans elle, n'auraient pas existé. Même dans la sensation, la vie consciente ou subconsciente réagit contre les impressions du dehors : elle opère un triage, une sélection, par conséquent une première analyse; elle opère aussi une organisation, par conséquent une première synthèse, d'abord en vue de se conserver matériellement, puis en vue de se conserver et de s'accroître intellectuellement. Dans la *connaissance* proprement dite, l'idée se fait encore plus visiblement force. En effet, l'idée enveloppe presque toujours une intention, un plan, une méthode pour nous mettre en rapport avec les choses, pour les comprendre et agir sur elles; elle est un schéma, à la fois théorique et pratique, de connaissances possibles, de mouvemens possibles, d'actions possibles... Toute idée est *directrice* du vouloir et de l'instinct en même temps que de la connaissance. L'idée ne mire pas une réalité tout achevée sans elle, comme un ruisseau mire les saules de sa rive: elle entre parmi les facteurs de la réalité et contribue à faire être ce qui, sans son action, n'aurait pas été ou aurait été tout autre.

Là où la loi des idées-forces est le plus incontestable, c'est pour les idées *pratiques*, qui concernent l'action, ses buts et ses moyens. L'idée des étoiles fixes ne fixera dans le firmament aucune étoile; mais l'idée de la fixité dans un noble dessein, malgré tous les obstacles, pourra susciter la force nécessaire : *justum ac tenacem propositi virum.* Que de fois nous avons répété : Je fais ma *dignité* en la concevant, je commence à réaliser mon *indépendance* en la pensant, je fais ma *responsabilité* en me concevant responsable, je fais mon *moi* lui-même en disant : moi; *me cogito, ergo ego sum!*

Toute cette psychologie avait, à l'époque où elle paraissait, l'originalité de remettre en honneur des idées un peu négligées. Elle faisait paraître la richesse et la continuité de la vie psychologique, trop souvent réduite par les écoles à n'être qu'une série d'abstractions ou une collection de sensations. Elle procédait à une description de la conscience que les psychologues sur plusieurs points ont précisée et complétée en ces dernières années. Elle apportait une théorie ingénieuse de la liberté, et qui, même si elle risquait de soulever les objections des métaphysiciens ou des logiciens, était séduisante pour les moralistes. Car l'homme apparaissait comme ayant une part active dans sa propre vie; il était proclamé en possession des idées qui, par cela seul qu'elles entraient en son esprit, avaient déjà la force de se réaliser; il n'était pas le jouet des fatalités, l'irresponsable résultat des puis-

sances qu'il ignorait ; il pouvait réaliser les idées les meilleures, contribuer à sa propre amélioration ; chacun était en quelque mesure le poète de sa destinée, et participait ainsi au chœur immense de ceux dont les bonnes volontés forment l'univers. L'étude de l'esprit humain amenait le philosophe, par une démarche naturelle, à l'étude des questions de morale.

***

Bien des années de travail cependant ont passé avant qu'Alfred Fouillée publiât le livre où il a rassemblé toutes ses idées sur la morale. Dès sa thèse de 1872, il était visible que la philosophie des idées-forces contenait pour l'auteur une véritable éthique. La *Critique des systèmes de morale contemporains*, publiée en 1887, le faisait deviner davantage encore. C'est en 1907 qu'Alfred Fouillée a publié la *Morale des Idées-forces* où se trouve exposée sa doctrine. Cette morale, il est à peine besoin de le dire, est étroitement liée à la psychologie. L'examen de la vie de l'esprit a révélé en particulier deux faits : l'un, c'est qu'il n'est pas possible à un individu de prendre conscience de soi sans avoir conscience d'autrui, sans concevoir les autres par analogie avec soi-même, et sans se concevoir par rapport à eux ; et le second, c'est que toute idée est en même temps une force impérative. L'observation de nous-même nous révèle donc notre rapport avec autrui, et ce rapport, dès que nous le connaissons, nous oblige à agir dans un certain sens. Connaître notre relation avec les autres êtres, c'est déjà avoir de la sympathie : or il suffit que l'idée de sympathie, que l'idée de désintéressement existe pour que la morale commence d'être.

Cette origine des idées morales a une très grande importance pour Fouillée parce qu'il prétend, là comme ailleurs, partir de l'expérience. Il se défend de faire de la métaphysique, il ne veut pas de la théologie déguisée de Voltaire qui a recours à Dieu pour lui demander d'être la raison d'être de l'obligation morale, ou de Kant qui, pour fonder la morale sur l'impératif catégorique, a besoin de l'assimiler à une loi divine. Il se rapprocherait beaucoup plus des écoles empiristes qui expliquent tant bien que mal la morale par des sentimens innés, les uns par l'amour-propre, les autres par la sympathie, ou par le besoin de dépenser une vie surabondante, si toutes ces théories rendaient compte du caractère obligatoire de la loi morale. Pour

sa part, il est également préoccupé de faire surgir la moralité de la réalité de notre être, et d'expliquer l'obligation ; il veut à la fois se tenir à l'expérience et ne rien sacrifier des notions métaphysiques. On a pu dire qu'il cherchait « une manière scientifique de justifier les grandes idées morales, idéal, bien en soi, responsabilité, mérite (1). »

L'idée de moralité, d'après la philosophie de Fouillée, est donc imposée par la vie même. A la formule cartésienne : *Je pense, donc je suis*, il ajoute une variante : *Je pense, donc nous sommes*. Et à partir du moment où la pensée a formulé cette maxime, elle a créé la morale, non pas comme une invention commode et provisoire, mais comme une nécessité de la vie, qui est par nature, non pas isolée, mais sociale, non pas comme une idée métaphysique, supérieure à l'expérience, transcendante, mais comme une force positive, scientifique. Un des caractères de la pensée est le désintéressement. Concevoir des objets, c'est les considérer comme indépendans de celui qui les pense, comme ayant une existence à eux. Penser, faire attention à une image ou à une idée, c'est donc déjà s'oublier soi-même, sortir de soi, et ainsi se trouver dans la vie de l'esprit un élément d'altruisme. La satisfaction d'user de son intelligence, l'instinct raisonneur, suppose une tendance à penser selon des règles impersonnelles et désintéressées, une faculté de sympathie intellectuelle. Mais il faut aller plus loin : un sujet, quel qu'il soit, n'en comprend bien un autre qu'en faisant effort pour se mettre à sa place ; il dépasse l'égoïsme, et le désintéressement intellectuel aboutit à une sorte de bonté. Plus l'intelligence prend conscience d'elle-même, cède à son besoin de comprendre, plus elle développe la faculté de désintéressement, plus elle invite à sortir de soi et à faire attention à l'existence d'autrui. Guyau, dans les *Vers d'un philosophe*, fait ainsi parler Spinoza :

On ne peut plus haïr l'être qu'on a compris.
Je tâche donc toujours d'aller au fond des âmes.
Nous nous ressemblons tant ! Je retrouve, surpris,
Un peu du bien que j'aime au cœur des plus infâmes,
Et quelque chose d'eux jusqu'en mon dur mépris,
Aussi je n'ose plus mépriser rien. La haine
N'a même pas en moi laissé place au dédain :
Rien n'est vil sous les cieux, car il n'est rien de vain.

(1) D. Parodi, *Le problème moral et la pensée contemporaine*.

Et ces vers expriment bien un aspect du désintéressement intellectuel, mais non pas tout. Fouillée ne pense pas que la conscience nous fasse seulement comprendre à la façon d'un géomètre. Cet historien de la philosophie grecque se rappelle la parole platonicienne, qu'il faut aller au vrai avec toute son âme. Il croit que, dans l'adhésion de la pensée à ce qui est en dehors d'elle, il y a plus qu'une satisfaction scientifique, il y a quelque amour. En outre, puisque la conscience d'autrui n'est pas un fantôme, puisque nous lui attribuons une réalité analogue à la nôtre, nous acquérons l'idée d'une réalité commune, l'idée d'une existence qui est supérieure aux individus, l'idée de l'être universel. De là naît pour l'homme un idéal supérieur. Toute intelligence, en vertu de sa nature, trouve sa satisfaction à considérer d'autres êtres : elle trouverait sa satisfaction suprême à considérer l'universalité des êtres. Mais cette connaissance universelle n'est pas la science universelle, qui a pour objet des phénomènes, qui relient des choses à leurs contours, qui ramène tout à des lois abstraites et dissout dans l'analyse leur essence même, leur vie : c'est la conscience universelle. Dans une de ces pages un peu fluides, et enthousiastes, qui sont les plus émues de ses livres, il explique sa pensée :

S'il y a dans la science universelle une première satisfaction de l'intelligence, c'est une satisfaction incomplète, qui, réduite à elle-même, se change en déception finale : en voulant expliquer les êtres, la science les a anéantis, pour ne laisser subsister que leurs relations. Aussi l'idolâtrie de la science positive se rendra mieux compte de ses propres limites et de son essentielle relativité. La science de la nature n'est encore que la projection gigantesque du monde en nous, une ombre s'étendant à l'infini, la silhouette de l'immensité; si elle saisit l'intelligible, elle ne saisit pas le réel, elle n'est pas la conscience vivante de l'Univers. Pour avoir la vraie intelligence des êtres, il faudrait, nous l'avons vu, se mettre en eux et les sentir comme ils se sentent; or la connaissance par le dedans, encore une fois, c'est la conscience. La pleine satisfaction intellectuelle serait donc la conscience universelle, saisissant à la fois moi, vous, tous et tout. Je sentirais vos joies comme miennes, vos peines comme miennes; dans mon cœur battraient votre cœur et tous les cœurs; mon tressaillement serait celui de l'univers, je vivrais sa vie; il n'y aurait plus pour moi rien de mécanique et d'automatique, rien d'abstrait, rien de symbolique ou de phénoménal : tout serait réel, vécu et vivant.

Pour mieux se faire entendre, Fouillée imagine une comparaison pleine de magnificence. Il suppose que la Terre prend conscience d'elle, d'elle seule, qu'elle se voit, qu'elle s'ac-

cepte, qu'elle se suffit. Alors un Newton ou un Laplace intervient et lui répète que la conscience qu'elle a d'elle-même n'est qu'une portion minuscule de conscience. Si la Terre s'apercevait réellement, elle ne se verrait pas seule; elle apercevrait en elle l'action du Soleil, de Mercure, de Mars, de Vénus, de Jupiter et de toutes les planètes; elle verrait tout le système solaire et tout le système des étoiles. Ainsi l'aveuglement, l'inconscience partielle qui cause l'égoïsme consiste à prendre le moi pour le monde, la partie pour le tout. Agir comme si l'on avait conscience des autres en même temps que de soi, tel est l'idéal de Fouillée, idéal de science et de conscience à la fois. Laissez, dit Gœthe, votre œil devenir lumière. Ce que Fouillée traduit par ces mots : laissez votre moi devenir autrui, la société, l'univers. « C'est là le fond de la morale, et c'est là le fond de la science, puisque la science n'est qu'un élargissement de notre conscience qui lui fait embrasser par ses idées ce qui la déborde matériellement dans le temps et dans l'espace. »

Cependant il s'agit de faire passer ces maximes dans la pratique, et il est d'autant plus nécessaire, après avoir décrit un idéal, de définir le bien, les biens, que toute idée a une force de réalisation. C'est à quoi Fouillée a tâché en établissant une hiérarchie des biens, une table des valeurs. Faisant appel aux sciences positives, à la biologie, à la psychologie, il a essayé de définir quand une vie est supérieure à une autre, quelle est la qualité des plaisirs, à quoi répond la notion du « normal, » celle du « typique, » celle du bonheur qui n'est que la perfection prenant conscience de soi. Au fond, tout cet enseignement se ramène à la morale de la bonté, de la charité; il unit dans la morale des idées-forces toutes les morales philosophiques et religieuses. Corrigeant le froid rigorisme de Kant par les opinions de Platon et d'Aristote, il ne croit pas que la loi, le respect suffisent si l'on n'y ajoute pas un contenu aimable et même aimant. Le respect est la forme du bien, il suppose l'universalité par rapport au moi individuel. Mais l'amour est le contenu même du bien, la bonté de toutes les personnes. « Comme en prolongeant les lignes de l'expérience, la pensée nous fait concevoir l'idée-force d'un amour universel des êtres raisonnables les uns pour les autres, elle suscite l'amour même de l'amour, la joie de la joie universelle. » Toute une partie de la *Morale des idées-forces* est consacrée à des analyses ingénieuses sur ce

thème, et aussi à des effusions. C'est ainsi que Fouillée nie l'antithèse entre l'intelligence toujours désintéressée et la sensibilité toujours intéressée; il ne croit pas que l'amour d'autrui soit un amour-propre déguisé, un égoïsme à plus haut prix; il accorde qu'il est naturel d'aimer à aimer et qu'il y a du plaisir dans le dévouement, mais ce plaisir n'est pas la fin poursuivie. Le devoir d'ailleurs a besoin de la raison et du cœur. C'est le tort de Kant d'avoir trop sacrifié la réalité de la sensibilité; sa morale, dit Fouillée, est à la fois « trop huguenote et trop prussienne. » Dans le christianisme, l'auteur trouve une merveilleuse compréhension de la force pratique et de la vérité théorique de l'amour, il voit dans le devoir d'aimer un principe philosophique admirable; il critique cependant l'idée de la vindicte céleste. Il rêve d'une charité universelle. Un François d'Assise lui paraît non seulement un chrétien, mais aussi « platonicien, leibnizien, philosophe. »

Qui commande cette moralité? Pourquoi est-elle obligatoire? Fouillée a voulu expliquer psychologiquement la moralité, et il reste un doute toujours possible : la pensée peut n'être pas sûre de sa valeur. Admettez la thèse psychologique; accordez que l'idée d'être respecté rend respectable, que l'idée du droit crée le droit, que l'idée de moralité crée la morale. Il reste que l'idée de respect, de droit, de moralité n'ont d'autre existence que celle que leur donne ma pensée. Que répondre le jour où cette pensée élève un doute sur sa propre objectivité? Fouillée répond par une thèse qui est l'une des plus originales de ses livres. Il ne croit pas que la moralité soit impérative, mais elle est désirable. Il a bien vu que, logiquement, sa philosophie ne pouvait pas aboutir à l'idée absolue d'une obligation et que toutes les idées-forces du monde n'ont pas fait l'univers encore bien moral : il conclut par un idéal persuasif. Ainsi le bien suprême ne se formule pas en loi. *Je dois* signifie seulement *je veux*, je veux l'univers idéal tel que je le pense, je veux devoir, j'accepte l'idéal parce qu'il est conforme à ma volonté de conscience. Nous déclarons nécessaire la réalisation de l'idéal suprême, mais c'est une nécessité purement morale; nous attribuons à cet idéal par la pensée une possibilité, mais nous n'en savons rien, nous ne pouvons rien prouver. Toute la moralité repose donc sur une incertitude finale. Fouillée l'accepte; bien plus, il fait de cette incertitude même la condition du désinté-

ressement. Le devoir n'est pas plus certain, dit-il, que la vie éternelle n'est certaine. C'est l'idée du risque de Guyau qui paraît ici; c'est même l'idée du pari de Pascal. Toute notre connaissance est relative. Nous ne sommes pas sûrs que la loi d'amour soit la loi de l'univers. Mais nous ne sommes pas sûrs non plus que le plaisir, l'égoïsme, la force soient le vrai. De même que l'impossibilité de savoir si tout est déterminé laisse la possibilité de la liberté, de même notre incertitude sur la valeur de l'égoïsme nous permet de croire que l'amour est supérieur. Et n'y a-t-il pas plus de beauté, plus de sûreté à travailler pour l'incertain? N'y a-t-il pas quelque grandeur à penser que, s'il n'y a dans l'univers qu'une chance pour faire triompher l'amour, l'homme veut la tenter? La morale est l'acceptation d'un risque. Si l'on « savait, » la morale ne serait plus qu'une technique, une hygiène. Comme l'on ne sait pas, elle suppose l'existence d'un monde où elle a sa raison d'être; elle nous demande ici-bas un désintéressement complet.

Il faut maintenir l'idée morale en sa sublimité et la présenter *seule*, telle qu'elle est, à l'esprit de tous. Dans ce domaine supérieur, une alternative se pose sans transaction possible : se donner ou ne pas se donner à une idée. Si nous n'avons pas, nous, la force de réaliser la bonté idéale, au moins devons-nous la concevoir, elle, dans toute sa grandeur.

La morale du désintéressement n'a pas encore été soutenue en sa plénitude; elle doit l'être enfin. « L'âme du monde est juste, » affirme Carlyle; mais Carlyle n'en sait rien. Nous ne *savons* pas, en particulier, si le monde sera juste pour l'homme vertueux qui se sera sacrifié au bien de tous. Ce doute doit-il nous empêcher d'être bons en vue de la bonté même, sans espoir *personnel* de récompense? Non, ce qui est le meilleur universellement reste toujours tel pour toute pensée qui porte en soi l'idée-force de la bonté. Au reste, nous ne pouvons affirmer avec certitude que le monde est en opposition finale avec la moralité et avec le bonheur, y compris même notre bonheur personnel. Une seule conduite nous est donc permise : agir comme si nous comptions que le triomphe de la bonté morale n'est pas impossible dans le monde et que, sur terre, il est entre nos mains.

Ce que Fouillée conseille aux hommes, c'est l'effort, et, comme raison d'être de l'effort, un acte de foi dans l'avenir du monde. Ce qu'il leur donne, c'est une philosophie de l'espérance, lui-même l'a dit. A l'*Ignorabimus* désenchanté du philosophe allemand, il veut ajouter *Sperabimus*.

Cette morale qui remplit un livre touffu, d'un plan compliqué et plein de pages vibrantes, a des aspects séduisans : elle fait

leur part à des élémens très divers, psychologiques ou sociologiques, elle a de l'élévation, et l'exposé qui en est fait par l'auteur la rend entraînante. Mais elle laisse dans l'esprit du lecteur quelque confusion : l'abondance et la poésie de la phrase sont parfois une cause d'imprécision : l'enchaînement ne paraît pas toujours aussi rigoureux que Fouillée le souhaite. Pour s'en tenir à l'une des difficultés les plus générales et les plus visibles, comment accorder le caractère scientifique de la morale avec cet idéal persuasif, cet attachement à la bonté universelle, ces effusions du cœur mêlées de conscience qui finalement paraissent le couronnement de la théorie des *idées-forces?* Fouillée cependant n'a pas hésité à affirmer très souvent dans son œuvre que, selon sa conception, la morale doit être scientifique. Sur ce point, il se sépare de ce qu'ont dit nombre des écrivains de notre temps qui ont le plus approfondi le sujet, M. Boutroux, M. Darlu. Il proteste contre le mot d'Henri Poincaré : « La Science ne peut pas plus être immorale que la morale ne peut être scientifique. » Il proclame que la morale peut et doit acquérir les caractères qui sont le propre de la science. N'a-t-elle pas, comme une science, un objet, une méthode, un lien avec les autres sciences? N'a-t-elle pas des conclusions nécessaires, universelles, impersonnelles? Ce n'est pas dire cependant que Fouillée admette l'existence d'une science des mœurs au sens où l'entendent par exemple M. Durkheim et M. Lévy-Bruhl. Il a pris soin de marquer en quoi il se distingue de leurs théories. Pour les sociologues, les notions que nous appelons morales naissent uniquement des rapports des hommes entre eux et expriment avant tout ces rapports. Le « moi » ne serait d'après eux tout entier qu'un produit du temps, des relations sociales, et de cette quintessence d'action et de réactions collectives qu'on appelle le langage ; les catégories de la pensée humaine se font, se défont, se refont, changent sans cesse suivant les lieux et les temps ; elles s'expliquent par les besoins tout humains et tout élémentaires des sauvages, en particulier par les superstitions, par le milieu fantastique où ils vivent une vie de songe. La science des mœurs consiste alors à retrouver ces notions élémentaires, à les décrire, et, autant que possible, à suivre leur transformation, à travers les différentes époques. Alfred Fouillée nie que cette évolution dans le temps rende compte de tout le moi. Sans doute nous lui devons des renseignemens précieux.

Mais le logique n'est pas tout entier de l'historique, et de ce que les catégories de la pensée sont riches en élémens sociaux et même religieux, il ne croit pas qu'elles soient uniquement sociales. Elles naissent au contraire de la nature de l'esprit et de ses rapports constans avec les phénomènes de la nature, et c'est du fond de la conscience que surgissent les représentations destinées à devenir ensuite sociales, c'est-à-dire à s'amplifier par la répétition en autrui, par la sympathie à la fois sensitive et intellectuelle.

Si par « morale scientifique » Fouillée n'entend pas la morale descriptive, l'histoire des notions morales, s'il pense avec raison que cette morale-là n'oblige pas et qu'elle n'est même pas persuasive, comment définit-il le terme ? On hésite. Par morale scientifique, on désigne généralement une morale dérivée par voie de raisonnement d'une science positive, et c'est généralement à la biologie que l'on pense. Pendant le XIXe siècle, la science étant devenue un dogme, on a cherché à en faire sortir la morale, la sociologie et la politique. Berthelot aimait à parler des sociétés futures et sa grande autorité de savant respecté n'a pas peu contribué à faire rêver la démocratie sur une philosophie purement tirée des sciences. Plus récemment ceux qui ont eu des projets analogues se sont aperçus que la morale généralement imaginée comme étant scientifique n'était qu'un mot, et qu'elle avait une allure toute religieuse, l'objet de la religion ayant seul changé. Il suffit de lire les ouvrages pleins de franchise d'un matérialiste comme M. Le Dantec, *l'Égoïsme seule base de la Société*, ou *la Science de la Vie*, pour voir à quelles conclusions aboutissent les biologistes, quand ils sont bien décidés à ne pas faire les métaphysiciens malgré eux. De l'idéalisme de Fouillée, les morales scientifiques ne gardent rien.

La conception de Fouillée est sur ce sujet bien particulière, et, quand il dit que la morale est une science, il parle dans un sens qui lui est tout personnel. Sa pensée véritable paraît être que la morale des idées-forces est scientifique, parce qu'elle repose sur des définitions, des déductions et des lois : elle a pour objet de chercher ce qui est le meilleur possible, c'est-à-dire ce qui est en harmonie avec les lois du réel, et ce qui répond le mieux aux lois du bonheur humain. Or, ce possible, ce désirable, c'est la science qui l'établit. « L'idéal, dit-il, n'est qu'un désirable possible. » Le bien définir, c'est déjà le créer,

puisque l'idée-force passe dans le réel et qu'ainsi s'unissent le droit et le fait. On reconnaît ici l'historien de Socrate, préoccupé de bien définir. Puisqu'il y a des relations entre les choses et les personnes, la vie de l'individu et celle de la cité ont leurs conditions, leurs lois, leurs définitions. Les trouver, c'est une science, mais c'est une science bien spéciale, car c'est la seule qui considère les fins. Ni l'arithmétique, ni la science de la nature ne se préoccupent des fins : comme la langue d'Ésope, elles peuvent servir indifféremment le bien et le mal : l'une calcule aussi bien ce que l'on doit que ce que l'on vole, l'autre prépare aussi bien le remède que le poison. La psychologie elle-même, et la science des sociétés est à double usage, car tout homme peut user de ses facultés pour le meilleur ou pour le pire, pour se plier aux fins de la cité ou pour plier la cité aux siennes. Il n'y a que la conception philosophique d'un souverain bien qui ait un caractère défini, et l'on voit assez que s'il est objet de science, c'est dans un sens restreint, qui, à dire vrai, n'a plus rien de scientifique.

Même si l'on admet cette méthode de définition d'apparence rigoureuse, on demeure encore bien incertain sur la nature qu'assigne Fouillée au souverain bien. Sans doute il est *idée-force*. Ce n'est pas assez préciser cependant, et l'on se demande plus d'une fois, en lisant la *Morale* de l'auteur, s'il conclut en faveur d'une exaltation de la bonté, de la vertu toute-puissante de l'amour, et par conséquent de la prééminence de la charité sur la justice. Et, dans cette hypothèse, quel est le rapport de la pensée au sentiment, de l'esprit au cœur ? Si Fouillée admet que l'idéal est objet d'intuition, et par conséquent est persuasif, on a bien de la peine à reconnaître alors une hiérarchie du bien, qui suppose un jugement, et à distinguer un caractère rationaliste dans une morale qui fait appel à la sensibilité. On a bien de la peine surtout à comprendre comment une morale qui a pour caractère éminent et original d'être persuasive, de supposer l'incertitude sur le monde, sur la vérité de l'idéal moral, de s'appuyer sur la probabilité, peut être autre chose qu'une morale de la beauté et une doctrine esthétique toute facultative. Fouillée a voulu concilier deux théories bien différentes : il a considéré tour à tour les philosophies modernes, qui partent de l'analyse de la conscience, et affirment un idéal, et les morales antiques, qui déterminent rationnellement le

Bien suprême, et, sans se préoccuper de la notion d'un impératif catégorique, gardent un caractère humain et esthétique. Il les a plutôt rapprochées que conciliées, et le livre de *Morale* donne surtout au lecteur le sentiment d'avoir fréquenté un de ces ouvrages dont parlait La Bruyère et dont le mérite est d'inspirer « des sentimens nobles et courageux. »

***

A cette morale se trouve tout naturellement liée une sociologie et même une politique. Ici sans doute, il faut faire la part des préférences de l'auteur. Il n'est pas certain que la psychologie des idées-forces doive mener nécessairement à des conclusions favorables à la démocratie et au socialisme d'État, car pourquoi l'idée de démocratie aurait-elle en soi plus de force que l'idée d'oligarchie ? Cette réserve faite, on devine comment s'enchaînent à ses autres théories les théories sociales de Fouillée. Puisque l'idée complète de nous-même suppose l'idée d'autrui, l'individuel et le social sont inséparables. « La perfection d'autrui, écrit l'auteur, n'est pas pour moi un moyen, elle est une de mes fins. » Tout ce qui touche la société par conséquent contient aussi quelque chose intéressant les individus, et toute fin personnelle légitime a un contenu social. Justice et charité sont les aspects sociaux d'actes qui, considérés du point de vue individuel, sont sagesse et courage. L'idée-force du moi, comme on l'a constaté, suppose l'idée-force de la société universelle. Les autres êtres raisonnables ne nous sont pas extérieurs. Tout acte doit être considéré dans ses effets pour tous les êtres, y compris nous-même. Si bien que Fouillée demande aux individus de se conduire de sorte que la société prenne leur action pour règle, et à la société d'agir de telle manière que son action puisse servir de règle aux individus.

Fidèle à sa méthode de conciliation, il n'est donc ni individualiste, ni socialiste. Il ne croit pas que le devoir social soit une simple extension du devoir individuel et que toute obligation se réduise à des relations d'individu à individu ; il ne croit pas davantage que le devoir individuel soit un cas particulier du devoir social. Le devoir lui semble à la fois individuel et social, et quand on n'aperçoit pas cette identité, c'est qu'on ne saisit pas assez d'après lui le lien réel qui unit le bien des individus

et le bien des sociétés. L'individu à l'état pur est une abstraction, comme la société pure. En fait, il existe des individus vivant en commun. Fouillée cherche à découvrir sous les mots la réalité qu'ils enveloppent; il analyse l'idée de famille et il y trouve à la fois des individus et quelque chose qui les assemble, il considère la patrie et y voit un « ensemble organique distinct des autres ensembles, un tout à la fois naturel et spirituel, différent des autres. » Il suit de là que, pour chacun, il y a un devoir d'assurer non seulement le bien qui lui est propre, mais aussi les conditions générales de ce bien. Le devoir de la défense nationale de la part des individus est lié au devoir de respecter toutes les conditions d'une armée forte, discipline, hiérarchie, endurance, courage.

C'est par un raisonnement du même genre que Fouillée essaie d'expliquer les problèmes sociaux. Toute nation a besoin d'avoir une industrie florissante, et par conséquent les conditions mêmes de cette industrie, respect de la propriété et du travail, équité dans les contrats. « Tout un code moral dérive des vraies conditions modernes du travail et ce code n'est que trop violé. C'est pour cela même que se pose la question sociale, qui est aussi une question morale. » Dans plusieurs ouvrages, Fouillée a expliqué ses idées sur ce point, et elles sont assez complexes. Il commence par condamner le socialisme absolu. Les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* se rappellent sans doute maints articles où, avec sa fougue accoutumée et sa richesse d'argumentation, il s'attachait à démontrer l'insuffisance historique et critique du socialisme. Pour lui, il n'accepte pas la maxime essentielle du socialisme, selon laquelle les misères humaines tiennent au système social, et disparaîtront le jour où le système et en particulier le régime de la propriété serait aboli. Le système social et les misères sociales lui paraissaient *à la fois* les conséquences nécessaires de la nature humaine et de notre histoire. Notre structure économique et les maux qui assurément l'accompagnent sont effets d'une même cause, qui ne tient pas aux volontés particulières. Modifier le système ne serait rien : c'est la nature humaine, les lois qui tiennent à l'état social et réagissent sur lui qu'il s'agit de modifier peu à peu. Cette transformation sera l'œuvre incessante du temps. Les foules vivent enivrées de l'idée messianique d'une révolution et toutes les révolutions sont décevantes, étant surtout politiques.

Les changemens sociaux durables touchent les organes vivans d'une nation : ils s'accomplissent très lentement.

Mais Fouillée croit qu'ils s'accomplissent; il a foi dans le progrès, et même, malgré leurs tares très visibles, dans le progrès des démocraties. Il croit que l'on peut « intervenir; » il critique l'individualisme de l'économie politique libérale, et il n'est pas éloigné d'un socialisme d'État assez vague, d'un ajustement de lois fort dangereux pour peu qu'il réponde davantage à des idées toutes faites qu'à des réalités, d'un réformisme qui satisfait la sentimentalité ou l'imagination logique, et dont l'expérience ne s'accommode pas toujours. Personne ne contredira Fouillée quand il conseille à la société humaine de mieux s'organiser, d'élever mieux les hommes du peuple, de faire régner plus de justice, de se défendre contre la sauvagerie ancestrale par la culture morale des individus. Toutes les morales et même toutes les politiques adopteraient ces maximes. Mais comment les faire passer dans les réalités? Est-ce des mécanismes sociaux que Fouillée attend le progrès? On le croirait parfois à le lire. Il est l'inventeur de la théorie de la justice *réparative*, qui consiste à « réparer les injustices résultant du fonctionnement de l'organisme social. » Il est l'inventeur de la théorie du quasi-contrat et, après les applications qu'en a tirées quinze ans plus tard l'auteur de *Solidarité*, M. Léon Bourgeois, on a bien le droit de se demander à la fois ce que valent ces réglementations et ce que vaut leur principe. Mais en même temps, il a pris soin d'indiquer les limites de la confiance qu'il accordait à la législation sociale, il a signalé sans ménagemens les inconvéniens de l'assistance sociale, dénonçant le danger qu'une fraternité aveugle fait courir à la société en abaissant le niveau physique et moral de la race, montrant les inconvéniens multiples de l'intervention du législateur et préférant à la philanthropie théorique de l'État l'initiative privée. Ici encore, il voudrait retenir les deux thèses, et user des mécanismes sociaux sans méconnaître ni étouffer la spontanéité des individus. Au fond, il ne croit pas à l'efficacité du mécanisme législatif, même s'il est fondé sur la science. On sait la parole fameuse de Sainte-Beuve qui, il faut se hâter de le dire, a été mieux inspiré : « Je prédis un avenir dans lequel les lois de la physiologie seront transformées en lois sociales et inaugureront dans le monde le règne de l'harmonie universelle. Un Constantin du

matérialisme fera cette révolution, mais à la place d'une croix il fera briller sur son *labarum* un scalpel. » Ce nouveau symbole ne lui paraît pas du tout rassurant. Il fait leur part, et une part considérable, aux lois sociales, à la condition qu'il y ait autre chose. Les démocraties n'ont que trop de tendance à être utilitaires, à se servir de l'égalité politique pour un nivellement social, et à confondre cette égalité même avec la négation des supériorités. Finalement, il met sa confiance dans une idée assez difficile à bien définir, la « piété sociale, » qui se développe, dit-il, par l'étude de la morale, de la politique et de l'histoire. Le problème politique, comme le problème moral, lui paraît donc en définitive être un problème d'éducation.

De là l'importance que Fouillée attache à tout ce qui est éducation. Une grande partie de l'œuvre du philosophe, et non la moindre ni la moins durable, est consacrée à la pédagogie, à l'enseignement, à la culture. Fouillée n'est pas loin de penser comme Socrate, quoique dans un sens un peu différent, que nul n'est méchant volontairement, et que la vraie cause du mal est l'ignorance du bien. Si l'on se rappelle la maxime : *Je pense, donc nous sommes*, on s'aperçoit que la conscience suppose la conscience d'autrui ; l'égoïsme est ruiné par la seule logique, et l'immoralité est avant tout un manque de rationalité. Pour l'individu comme pour la société, il est bon, il est nécessaire que chacun prenne connaissance des idées-forces qui le conduiront à une vie morale et à une vie sociale. La grande œuvre, c'est donc l'éducation, qui est le moyen de faire vivre chez l'enfant « les idées-forces de la collectivité, parvenue de siècle en siècle à une maturité plus grande. » Nietzsche a bien tort de croire que la culture, la civilisation ont pour effet de diriger le goût général contre l'exception, de favoriser la moyenne et d'être par conséquent ennemies de l'individuel, protectrices de la médiocrité. Fouillée voit dans l'enseignement au contraire le moyen de faire communiquer l'individu avec tout ce qui s'est fait avant lui, avec tout ce qui se fait de son temps, de le rendre, dans la plénitude du sens qui s'attache à ce mot, plus humain.

Comme éducation, la science aura un rôle éminent, parce que, précisément, elle est désintéressée. Concevoir des vérités supérieures à soi-même, de portée sociale, universelle, c'est sortir de soi, tout en accroissant sa personne. « Un Pasteur, qui a le

cœur rempli d'objets dépassant son *ego*, accroît du même coup sa propre puissance d'esprit. » Fouillée tient à marquer ce double effet de la culture scientifique et d'ailleurs de toute culture, qui est de rendre l'individu plus social, et en même temps de faire de cet être social une personnalité plus forte. L'éducation doit entretenir l'idée que la science est active et non machinale, qu'il y a un moi supérieur capable d'agir librement, et qui est responsable. Et Fouillée est sévère pour « les demi-savans » qui raillent et proscrivent les idées de liberté et de responsabilité en ce qu'elles ont de juste et de possible ; il les traite de pseudo-savans qui veulent transformer en machine un être pensant, sans se demander s'il n'y a pas des élémens de réalisation, des chances de progrès dans les idées d'autonomie et de liberté qui ont de tout temps dirigé l'humanité intelligente.

Mais l'étude des sciences, dont il savait le prix, ne lui suffisait pas. Il en craignait même l'abus, disant que la rigueur des méthodes risque de dispenser ceux qui s'en servent d'avoir l'esprit assez rigoureux, et redoutant l'homme qui a des formules pour tout expliquer. L'enthousiasme pour les formules scientifiques entraîne à un fanatisme pratique, où se perd le sens des réalités. Que serait une société par exemple où les physiologistes et les anthropologistes appliqueraient leurs théories et remplaceraient la justice pénale par une étude des coupables, aboutissant à classer les prévenus dans des catégories médicales et à leur laisser ou leur ôter la liberté pour des considérations tirées de l'anthropologie ? L'étude des lettres paraissait à Fouillée indispensable à la formation d'un homme. On sait combien il a combattu pour les humanités et quelle part il a prise aux enquêtes ouvertes au moment de la revision des programmes scolaires. Il a toujours gardé à la discipline classique un grand attachement. Bien qu'il ait été prêt à quelques concessions au sujet du grec, il jugeait que le grec et le latin avaient une valeur éducative que rien ne pouvait remplacer ; il leur était reconnaissant d'être des barrières élevées « devant les médiocrités ou les nullités d'ordre primaire ou d'ordre moderne, pour les empêcher d'envahir les hautes professions libérales ; » il protestait avec véhémence contre les invasions successives de l'enseignement moderne, qui n'étaient pas l'œuvre de l'Université, mais celle du Parlement ; il disait même, lui, partisan de la démocratie,

que les élites étaient nécessaires, et rappelait sans cesse que l'égalité vraie consiste à traiter également les égaux et inégalement les inégaux.

Dans cette lutte pour les hautes traditions de l'Université qui lui tenaient au cœur, il réservait un rôle privilégié à la philosophie. Le goût qu'il avait de la littérature ne l'empêchait pas de lui mesurer la place dans l'enseignement. Il éprouvait pour les grâces du dilettantisme et de l'impressionnisme, pour tout ce qui lui semblait activité de jeu, une antipathie qui l'a rendu parfois bien dur pour Renan. Il allait jusqu'à regretter que Taine eût consacré sa vie aux travaux d'histoire et de critique, au lieu de continuer à philosopher. Il déplorait les abus de la philologie, au nom de laquelle on prétendait enseigner à des enfans les élémens de la phonétique du moyen âge, et leur faire lire des textes anciens publiés d'ailleurs par des savans allemands. Il critiquait la manière érudite, et la manie documentaire par où risquait de se distinguer l'enseignement de la littérature française. Par la philosophie, disait-il, on pourrait corriger les abus du pur savoir et sauvegarder la spontanéité intellectuelle. Et sans doute se faisait-il quelques illusions bien naturelles sur l'enseignement qui lui était le plus cher. Mais pour lui, cet enseignement était destiné à suppléer les croyances religieuses, là où elles s'affaiblissaient. Ne faites apprendre aux élèves, disait-il, que ce qu'ils ont besoin de retenir, soit au point de vue individuel, soit au point de vue social, ou ce dont ils retiendront au moins une impression esthétique et morale. Il entendait que la fin suprême de l'enseignement était le culte rationnel et philosophique des idées, qui, d'après sa théorie, sont directrices des sociétés, et ont en elles la force de modifier les caractères individuels et les conditions sociales.

Ainsi tout s'ordonne logiquement dans les théories de Fouillée. Parti de la définition des idées qui tendent à se réaliser en se concevant, il en a tiré une conception de la vie de l'esprit, une conception de la morale, une conception de la société et de l'éducation. Il a eu au plus haut degré le culte de l'intelligence, et la confiance dans la vertu des idées. On peut même dire qu'il a eu en elle la foi. Toute son œuvre pourrait porter comme épigraphe le mot de Pascal : « Travailler à bien penser, voilà le principe de la morale. »

***

On sort d'une lecture des livres d'Alfred Fouillée à la fois respectueux de la richesse de théories si souvent généreuses et incertain de l'idée maîtresse qui les régit. Les citations nombreuses qui ont été faites au cours de cette étude ont pu donner au lecteur une impression de ce qu'était l'éloquence de l'écrivain et la flamme dont les reflets courent sur ses phrases. L'œuvre accomplie est ample et diverse. Mais, comme elle est dominée par la théorie des idées-forces, elle vaut dans l'ensemble ce que vaut cette théorie. Beaucoup de pages dans le détail et des plus brillantes, beaucoup d'analyses sur la notion de droit, sur la notion de liberté, peuvent sans doute avoir leur mérite propre. Mais l'armature de toute cette philosophie, c'est une théorie intellectuelle.

Or elle est l'objet d'une discussion, qui s'est beaucoup précisée en ces dernières années. Alfred Fouillée admet que tous les élémens de la connaissance et de la vie sont intelligibles, et l'idée-force, bien qu'elle enveloppe de la volonté et de la sensibilité, est tout de même quelque chose d'intellectuel. Au contraire, les théories les plus récentes invitent à croire qu'il y a entre la vie intellectuelle et la vie affective une différence essentielle. Ce n'est pas seulement l'opinion soutenue par M. Bergson ; c'est l'opinion d'un psychologue qu'on n'accusera pas d'être métaphysicien, M. Th. Ribot. Dans ses derniers ouvrages, M. Ribot, exposant les résultats de ses plus récentes recherches, qui sont comme on sait des expériences de laboratoires, et qui s'expriment par des observations de faits, conclut qu'il existe une vie affective pure, autonome, indépendante de la vie intellectuelle. Alfred Fouillée s'est toujours refusé à faire cette distinction.

Cette attitude est d'autant plus caractéristique qu'il a été un des premiers à réagir contre l'excessif intellectualisme de la psychologie de son temps. Il l'a fait remarquer lui-même dans son dernier livre : il a essayé, avant que les études de M. Bergson n'eussent paru, de définir à sa manière la continuité de la vie psychologique, de montrer dans la conscience une série d'états intellectuels, sensibles, volontaires, créant un courant qui, à tout instant, a sa nouveauté ; il a admis que, à ses débuts du moins, la vie ignore la contemplation et qu'elle est tournée vers l'action ; que

nous étions nés non pour la spéculation, mais pour vouloir, et certaines de ses observations font penser à ces analyses bergsoniennes dont M. Le Roy a entretenu les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* dans deux beaux articles. Bien plus : il a même soutenu quelques idées qui semblent annoncer celles de William James. Quand il conçoit le monde comme quelque chose de malléable à l'achèvement de quoi l'homme peut contribuer, quand il met au faîte de la morale un pari qu'il est beau de tenir, parce qu'il est beau de contribuer à fortifier dans l'univers les chances du bien, il parle comme un pragmatiste aventureux. Et cependant, lorsqu'il a eu connaissance des livres de M. Bergson, lorsqu'il a lu les études de James et des pragmatistes, Alfred Fouillée a pris la plume et il a consacré son dernier livre à les critiquer. Lui qui avait commencé par libérer la psychologie du rationalisme abstrait, il a voulu la retenir dans une voie qu'il jugeait périlleuse. Il a commencé par être un empiriste, mais il n'est pas allé jusqu'au bout de son empirisme.

On est donc autorisé à considérer Fouillée comme partisan d'une théorie d'essence intellectualiste. C'est ce qu'a fait M. Émile Boutroux dans son rapport sur la Philosophie française depuis 1868. C'est ce qu'a fait Alfred Fouillée lui-même en écrivant : « Nous sommes le premier à reconnaître que la philosophie des idées-forces est intellectualiste en même temps que volontariste : c'est sa caractéristique même. L'intelligible au sens de discernable et d'explicable pour la conscience et par la conscience, doit se retrouver selon nous au cœur de tout ce qui offre distinction et différence, soit d'existence, soit de qualité, soit de quantité, soit de relation. » Sans doute, c'est là un intellectualisme spécial, rajeuni et fortifié par un sentiment plus précis du réel : mais c'est encore une théorie qui accorde aux idées la vertu mystérieuse d'agir par elles-mêmes sur la volonté, de nous mener naturellement, d'influer nécessairement sur le désir et sur le sentiment. La psychologie contemporaine conteste précisément cette théorie. Le lecteur curieux de ces questions verra, dans le livre si précieux pour l'étude du mouvement des idées contemporaines qu'a écrit M. J. Bourdeau sur la *Philosophie affective*, que, à ce sujet, les conclusions idéalistes de M. Bergson, les conclusions physiologiques de M. Ribot, et les travaux des psychologues sur la vie insconsciente sont d'accord. Notre vraie nature n'est pas faite de nos idées, de nos principes, de nos in-

tentions; elle est faite de tendances que nous ne connaissons toutes qu'à l'expérience, de notre hérédité, de nos habitudes, de la qualité essentielle de notre sensibilité, d'une quantité considérable d'élémens. Pour les individus comme pour les sociétés, l'être profond est le résultat du passé et des influences présentes, des usages, des traditions. On le connaît en l'éprouvant.

Comment dès lors croire à l'omnipotence des idées, des théories, des institutions, si elles ne sont pas exactement adaptées à la réalité révélée par l'expérience, si elles sont seulement des créations de l'esprit? L'histoire et la vie de chaque jour montrent que la connaissance de la vérité, et la connaissance du bien n'avancent pas beaucoup le progrès moral du monde. Jamais l'instruction n'a été plus répandue, et il ne paraît pas qu'elle forme beaucoup de caractères, ni qu'elle diminue la criminalité ou même l'alcoolisme. Ce n'est pas l'étude théorique de la morale qui invite à la pratiquer : elle oblige seulement à respecter l'hypocrisie, cet antique hommage que le vice rend à la vertu. Il arrive même à des gens bien intentionnés, depuis que le monde est monde, de voir ce qui est le meilleur et de faire ce qui est le moins bien; il arrive de notre temps que les résultats les plus précis des sciences sont utilisés pour des entreprises anti-sociales, et le progrès de la civilisation matérielle ne paraît pas incompatible avec la barbarie scientifique. Et même si l'on fait la part à la force des idées, qui garantira que les meilleures seules se réaliseront? qui donnera plus de force à l'idée du bien qu'à celle du mal? qui dira si l'examen d'une idée est poussé assez loin pour que cette idée soit considérée comme bonne? Alfred Fouillée attribuait une certaine vertu à l'idée de gouvernement démocratique. C'était un homme très sincère, mais était-ce seulement sa raison qui le déterminait? ne suivait-il pas à son insu ses préférences intimes, faites d'élémens qu'il ignorait peut-être lui-même? L'histoire, et toute la psychologie du docteur Le Bon a cet objet, fait voir que, lorsque les foules se passionnent pour une idée, c'est souvent pour un mot, parce que ce mot recouvre des images, des sentimens et des désirs. Elle serait plus simple si elle était un déroulement d'idées nécessaires : malgré un préjugé qui flatte la manie égalitaire et qui réduit à rien l'action des hommes, certains individus, par la force de leur volonté et leur connaissance du réel, jouent de temps en temps un rôle prépondérant.

La psychologie contemporaine, mettant en pleine lumière l'originalité et le pouvoir de la vie affective, n'entend certes pas diminuer la valeur de l'intelligence. Elle est simplement une analyse plus profonde de la réalité, où elle découvre des élémens plus complexes que la logique n'imaginait. Elle réagit contre la tendance à voir dans l'univers une vaste idéologie. Mais si l'intelligence ne constitue pas toute la réalité, si même elle n'est pas capable de nous renseigner indifféremment sur la nature de tout ce qui est, elle est le moyen humain par lequel l'homme agit sur le monde extérieur, construit la science, organise les données de l'observation, et dirige tout ce qui est action depuis sa propre existence jusqu'à la vie politique des sociétés. Ce n'est pas en vérité la découronner que de voir en elle la fleur même de l'activité humaine. Tout ce que la philosophie nouvelle lui demande, c'est de ne pas tourner à vide parmi des abstractions, c'est d'admettre l'expérience, toute l'expérience, c'est de ne pas s'obstiner à méconnaître ce qui n'est pas conforme aux constructions de sa logique, c'est de ne pas réduire *a priori* la réalité à ce qu'elle juge explicable. La raison, au sens où l'entendaient les anciens et où les contemporains veulent la remettre en honneur, ce n'est pas seulement la faculté d'abstraction : elle comprend toutes les facultés et elle a pour rôle non de tout plier à ses catégories, mais d'examiner, de contrôler, d'organiser tout ce que lui révèle l'observation du réel.

Au fond, c'est ce qu'Alfred Fouillée avec toute sa génération n'a pu admettre. Il était d'un temps où la démarche naturelle de l'esprit était de ne compter comme *fait* que ce qui était déjà satisfaisant pour les habitudes de la logique. On voit bien dans un de ses derniers ouvrages que ce qui le choque sincèrement dans les philosophies nouvelles, c'est que leur empirisme est sans limite, c'est qu'elles admettent comme *fait* aussi bien la croyance, la religion ou le besoin d'autorité, que les sciences, le besoin de nouveauté, l'aspiration au progrès. Pour lui, il était d'une époque où l'idée de science et les règles du raisonnement abstrait dominaient les recherches philosophiques. Tout en faisant une large part à l'expérience, il ne l'a donc pas poussée jusqu'au point où elle aurait choqué ses habitudes d'esprit. Il est resté un rationaliste pur, en ce sens qu'il ne concevait pas que l'expérience pût déborder le cadre des catégories de sa pensée. Si l'idée-force règne sur sa philosophie, c'est qu'au

fond il ne croit pas qu'il y ait plus dans le monde que dans la logique humaine, ni qu'une réalité puisse échapper aux prises de la dialectique. Lui-même cependant par les exigences de sa nature dépassait cette logique. A lui seul son rationalisme le conduisait à une théorie beaucoup plus mécanique et beaucoup moins soucieuse de la morale. Au dernier moment, il n'a jamais voulu sacrifier l'idéalisme, et c'est son honneur; mais il n'a jamais voulu lui chercher une base là où il aurait pu en trouver une solide, et c'est sa faiblesse. Ce conflit a sa grandeur, et il est d'autant plus intéressant à retenir que c'est celui de toute une époque. Alfred Fouillée a sa place dans le mouvement de la philosophie universitaire, parce qu'il a, malgré ses théories mêmes, soutenu la cause de la liberté et de la morale, et qu'il a cherché à concilier dans les doctrines opposées tout ce qui pouvait les sauvegarder. Historiquement, son entreprise pour établir une philosophie à la fois spiritualiste et scientifique aboutit à une vaste laïcisation des notions sur lesquelles a vécu l'humanité. Des idées de l'époque, adoptées, étudiées et développées par lui, Fouillée ne pouvait pas faire sortir ce que sa morale exigeait. Il l'a sauvée par son propre effort, et par libre choix. En considérant les systèmes de logique intellectuelle, il en avait vu surgir le déterminisme, le pessimisme, le matérialisme, la morale scientifique, et comme le personnage de la mythologie antique, il n'a plus trouvé, au fond, pour y remédier, que l'espérance : il l'a répandue avec toute la générosité de sa nature.

André Chaumeix.

L'ORGANISATION DE LA CAVALERIE

Le projet de loi qui vient d'être voté par la Chambre et qui est actuellement soumis aux délibérations du Sénat apporte des modifications profondes à l'organisation de la cavalerie. On ne saurait assez rendre hommage aux excellentes intentions de ses auteurs et aux principes dont ils se sont inspirés. Organiser la cavalerie en vue de l'exploration offensive, la concentrer dès le temps de paix entre les mains des chefs qu'elle devra suivre à la guerre, réduire au minimum les opérations de sa mobilisation, la pénétrer de cette pensée qu'elle est la force, qui, en avant des armées, devra balayer la cavalerie adverse et prendre contact avec l'adversaire, qui, pendant la bataille, interviendra par surprise pour paralyser l'offensive de l'ennemi ou accélérer sa retraite, et qui, après la victoire, changera cette retraite en déroute, c'est là un magnifique programme, digne des traditions des illustres cavaliers de la Grande Armée, auxquelles, après un siècle, la cavalerie française veut rester fidèle.

Dans quelle mesure le projet de loi remplit-il ce programme? Et à quel prix? Pouvait-on atteindre le même résultat d'une autre manière? Et si, cette autre manière existe, quels pourraient en être les avantages? C'est ce que je voudrais examiner le plus brièvement possible.

Le projet de loi porte le nombre des régimens de cavalerie de 83 à 91. Dix régimens sont affectés à l'armée d'Afrique; il en reste 81 pour l'armée métropolitaine, et ce sont les seuls dont nous ayons à nous occuper ici.

Sur ces 81 régimens, soixante fourniront dix divisions de cavalerie à six régimens, dotées chacune, dès le temps de paix,

de leur état-major, de leur artillerie et de leur groupe cycliste d'infanterie. C'est un progrès considérable. L'organisation actuelle ne comporte en effet que 8 divisions de cavalerie, ne comprenant que 36 régimens. Six de ces divisions n'ont que deux brigades à deux régimens chacune et sont, pour cette raison, beaucoup trop faibles. Avec grande raison, le rapport insiste en faveur de la constitution de la division de cavalerie à six régimens, mobilisant à quatre escadrons, ce qui lui donne 24 escadrons et un peu plus de 3000 sabres. C'est une composition excellente : ni trop lourde, ni trop faible. Elle a fait ses preuves et jouit à juste titre de la faveur générale. C'est à cette cavalerie endivisionnée ou indépendante (des corps d'armée) qu'incombe le service d'exploration, et le rôle offensif auxquels nous faisons allusion plus haut ; c'est-à-dire la fonction principale et essentielle de la cavalerie. C'est par elle en réalité que sera assuré le service de sûreté de première ligne, dont un règlement suranné et qui sera bientôt modifié attribue la charge à la cavalerie de corps d'armée. Ces divisions ne faisant plus, comme en 1870, partie intégrante des corps d'armée où personne ne savait les utiliser et où elles restaient rivées à l'infanterie, seront sous le commandement direct du commandant de l'armée ou du groupe d'armées, qui les emploiera conformément à leurs aptitudes et à leur mission.

Ce serait pourtant une exagération de croire que, dans l'état actuel, la mission de la cavalerie telle que nous venons de l'exposer repose uniquement sur les 36 régimens formant nos huit trop faibles divisions. Ces 36 régimens reçoivent en effet une aide fort importante du reste de la cavalerie. Le reste de la cavalerie, c'est la cavalerie de corps d'armée, répartie par la loi des cadres de 1875 en brigades de corps, faisant partie du corps d'armée et restant en principe sous les ordres du commandant du corps d'armée. Dans la pensée des auteurs de l'organisation militaire créée après la guerre de 1870, le rôle de ces brigades était d'assurer la sûreté du corps d'armée et de fournir aux divisions d'infanterie la cavalerie dite *divisionnaire* (ce qui est tout le contraire de la cavalerie *endivisionnée*). Il est admis en effet qu'une division d'infanterie doit recevoir un escadron de cavalerie destiné à assurer la sécurité de sa marche. Ces brigades de corps d'armée dont les deux régimens mobilisent à quatre escadrons, sous réserve des formations

complémentaires reposant sur l'incorporation des réservistes, doivent donc tout d'abord fournir un escadron à chacune des divisions du corps d'armée, c'est-à-dire deux escadrons et même trois, car en général nos corps d'armée, qui ne comprennent que deux divisions d'infanterie sur le pied de paix, en principe comportent une troisième, ou sont tout au moins complétés par une grosse brigade supplémentaire, dite de réserve, presque immédiatement après la mobilisation. Nous admettrons, pour ne négliger aucune difficulté du problème, que cette troisième fraction du corps d'armée exige aussi un escadron divisionnaire et qu'ainsi, il faut assurer à chaque corps d'armée trois escadrons divisionnaires. Ce prélèvement opéré sur la cavalerie de corps, il reste donc cinq escadrons sous les ordres du général de brigade de cavalerie et à la disposition du commandant de corps. Dans la pratique actuelle, on ne les lui laisse presque jamais entièrement, car on estime avec raison que cette cavalerie, qui demeure disponible, a mieux à faire que de rester rivée au corps d'armée et que rien ne s'oppose à ce qu'elle reprenne son rôle véritable en venant servir d'appoint aux divisions de cavalerie indépendante. — Avec ces reliquats, provenant de la cavalerie de corps, on forme donc à la mobilisation de nouvelles divisions, dites divisions provisoires, et qui sont plutôt, comme le fait très justement observer M. Benazet dans son rapport à la Chambre, des divisions *improvisées*. Ce système a tous les inconvéniens des organisations de fortune. Ces divisions doivent recevoir un état-major hâtivement constitué, une artillerie tirée d'où on peut et mal préparée à son rôle. Mais il a un avantage que je veux indiquer de suite, quitte à y revenir plus tard, c'est que la cavalerie de corps n'ignore pas qu'à la mobilisation elle deviendra, pour la majeure partie, cavalerie endivisionnée et que, par suite, son instruction et son entraînement doivent être les mêmes que l'entraînement et l'instruction des régimens endivisionnés dès le temps de paix.

Le projet de loi bouleverse entièrement l'organisation de la cavalerie de corps. Il supprime purement et simplement les brigades de corps, affecte, dès le temps de paix, un des deux régimens qui les constituaient à l'augmentation des divisions de cavalerie, et c'est ce qui permet de porter le nombre des régimens endivisionnés de 36 à 60 en ne laissant au corps d'armée qu'un régiment. Il organise la mobilisation de ce régiment à

six escadrons, lui donne la charge entière de fournir la cavalerie divisionnaire à 2 ou 3 divisions d'infanterie et donne le reste de ce régiment, c'est-à-dire trois escadrons, au commandant de corps d'armée pour son service de sûreté.

Examinons les conséquences de ce système, d'abord sur les divisions de cavalerie, puis sur les régimens qui continuent à former la cavalerie de corps.

En prenant pour la cavalerie indépendante un régiment dans chaque corps d'armée, il n'était au pouvoir de personne de modifier d'un coup de baguette les emplacemens de ces régimens. Dans l'Est, les régimens de cavalerie occupent des garnisons assez rapprochées les unes des autres pour que le groupement des élémens de chaque division ne soit pas difficile; mais, quand on a voulu endivisionner 1 régiment par corps d'armée dans l'Ouest, dans le Centre et dans le Midi, il a bien fallu prendre son parti d'une dissémination fantastique des élémens des nouvelles divisions. Il n'en pouvait être autrement, puisqu'on organisait l'endivisionnement de six régimens stationnés chacun par hypothèse sur le territoire d'un corps d'armée différent. C'est ainsi que pour deux des nouvelles divisions : la 9e et la 10e, on arrive aux répartitions suivantes : la 9e division, dont le quartier général est projeté à Tours, comprend les garnisons de Tours, Nantes, Rennes, Angers et Luçon. Son artillerie est à Poitiers. La 10e division, avec quartier général à Montauban, comprend les garnisons de Montauban, Toulouse, Libourne, Limoges, Carcassonne, Tarascon. Son artillerie est à Angoulême. La 7e division va de Saint-Germain à Vendôme. C'est assurément là une situation fâcheuse et il en résulte que le commandement de telles unités sera très difficile à exercer. On veut y remédier en réunissant le plus souvent possible les divisions dans des camps d'instruction et on a mille fois raison ; il n'en est pas moins vrai que, s'il était possible d'obtenir une dissémination moindre, tout le monde y applaudirait.

Mais cet inconvénient n'est rien à côté des conséquences de l'organisation nouvelle pour les vingt et un régimens qui vont rester dans les corps d'armée, c'est-à-dire pour le quart de la cavalerie française.

Ce n'est un mystère pour personne que, dans l'état actuel et malgré les efforts les plus ingénieux, la cavalerie de corps n'est pas toujours à la hauteur de la cavalerie endivisionnée. Cela

tient à des causes matérielles et à des causes psychologiques. Les causes matérielles sont multiples. Il faut signaler d'abord, dans la plupart des cas, l'isolement des régimens. Sauf dans l'Est, les régimens de cavalerie de corps constituent généralement la seule garnison d'une petite ville dont ils sont la partie la plus vivante. Cette petite ville est éloignée de toute autre garnison. Les visites des grands chefs y sont rares; l'émulation avec d'autres troupes, et surtout avec d'autres troupes de cavalerie, ne peut prendre naissance. Le régiment ne vit pas dans l'atmosphère cavalière des garnisons de l'Est où brigades et divisions voisinent entre elles et s'enchevètrent, où les manœuvres des grandes unités sont fréquentes. Ajoutez à cela que le corps d'armée doit constamment faire appel à la brigade de cavalerie pour remonter un nombreux personnel, qui sans doute à la mobilisation recevra des montures de réquisition, mais qui, en temps de paix, vient périodiquement sinon écrémer, du moins décimer les escadrons de la cavalerie de corps au grand désespoir des capitaines-commandans. Au moment des manœuvres d'automne, les régimens de corps doivent encore fournir des escortes. Jusqu'au moment du départ de la garnison et même après, les situations de prise d'armes sont à chaque instant modifiées par des prélèvemens devant lesquels les colonels n'ont qu'à s'incliner. Sous-officiers, officiers de peloton, capitaines-commandans savent d'avance que, quel que soit le soin avec lequel ils ont préparé et entraîné leurs chevaux et leurs hommes, une bonne partie leur sera enlevée le jour où ils auraient trouvé une récompense méritée de leurs peines à mener à la manœuvre, sinon au combat, des unités bien complètes et bien constituées qui leur eussent fait honneur.

Ce sentiment pénible et décourageant est à plus forte raison celui du colonel. Il sait, lui aussi, que non seulement des hommes et des chevaux lui seront enlevés, mais qu'il en sera de même d'un ou de deux de ses escadrons, qu'il faudra fournir comme cavalerie divisionnaire aux divisions d'infanterie du corps d'armée et qu'au jour de la mobilisation, il n'aura plus derrière lui qu'un régiment minuscule à deux ou trois escadrons. L'instruction du régiment s'en ressent d'autant plus que, son rôle de cavalerie divisionnaire lui étant incessamment rappelé, une grande partie de l'instruction est dirigée en vue de ce rôle spécial. A la tribune de la Chambre, le général Pédoya

n'a pas craint d'affirmer que là était le rôle principal de la cavalerie. Cet orateur a étonné tout le monde et n'a convaincu personne. Que la mission de la cavalerie divisionnaire soit nécessaire, importante et difficile, ce n'est pas contestable. Mais que cette mission soit le rôle principal de la cavalerie, on ne peut le soutenir qu'en perdant de vue le rôle essentiellement offensif de la cavalerie et en la réduisant à un rôle défensif contre lequel protestent, aussi bien les glorieuses traditions de l'épopée, que tous les enseignemens des guerres modernes. Ce qui est vrai, c'est que toute cavalerie doit savoir, à un moment donné, remplir le rôle de cavalerie divisionnaire et que les escadrons des divisions indépendantes doivent y être préparés aussi bien que les escadrons de la cavalerie de corps. N'arrivera-t-il pas constamment à la guerre qu'un escadron sera prélevé sur n'importe quel corps de cavalerie pour servir de cavalerie divisionnaire à une unité d'infanterie qui s'en trouvera dépourvue? Cette mission durera plus ou moins longtemps suivant les circonstances, de même que celui de soutien de l'artillerie, qui peut durer seulement pendant une phase de la bataille? Il en est ainsi constamment aux manœuvres et dans les exercices de garnison, tout simplement parce qu'en fait un régiment appartenant à la cavalerie endivisionnée se trouve le plus à proximité de l'unité d'infanterie qui en a besoin. Mais c'est là un rôle exceptionnel et qui d'ailleurs sera toujours d'autant mieux rempli que la troupe de cavalerie qui en sera chargée sera de meilleure qualité, aura une plus grande habitude de voir loin et bien, possédera des chevaux et des cavaliers plus adroits, plus résistans et mieux entraînés. Si le rôle de la cavalerie divisionnaire est en général moins brillant que celui de la cavalerie indépendante, il est en revanche singulièrement pénible, ne serait-ce qu'à cause du manque d'habitude des chefs d'infanterie à manier une arme qui n'est pas la leur et de leur tendance à lui demander des efforts qui quelquefois dépassent ses moyens. Nous croyons qu'aucun cavalier ne nous démentira quand nous affirmerons qu'on trouvera toujours la meilleure cavalerie divisionnaire dans la troupe la plus complètement cavalière.

C'est donc, à notre avis, une erreur de croire que la cavalerie destinée à être cavalerie divisionnaire doive recevoir une instruction spéciale et constituer pour ainsi dire une autre cavalerie que la cavalerie endivisionnée.

Entrer dans cette voie, ce serait diminuer sans aucune compensation la valeur militaire d'une partie importante de la cavalerie et affaiblir par conséquent l'ensemble de l'arme.

Une question analogue s'est posée autrefois pour l'artillerie, qui a été fractionnée jadis en deux parties distinctes avec spécialisation de leur personnel : l'artillerie proprement dite et le train d'artillerie. On y a renoncé avec grande raison, et aujourd'hui les officiers des sections de parc ont la même origine et la même instruction que les officiers des batteries de combat. Ils sont interchangeables, au grand profit de la valeur de l'arme.

Nous examinerons plus loin par quels procédés on s'est efforcé dans l'organisation actuelle de réagir contre les inconvéniens que nous venons de signaler et qui résultent de la situation spéciale de la cavalerie de corps. Mais c'est maintenant qu'apparait le vice capital du projet de loi. Si la moitié des régimens de corps sont soustraits aux inconvéniens que nous venons de signaler, l'autre moitié, celle qui reste dans les corps d'armée, est destinée à en supporter tout le poids, qui va se trouver dès lors singulièrement aggravé. Là où deux régiments avaient à supporter de préjudiciables prélèvemens en hommes et en chevaux, un seul régiment aura à les supporter; et la dislocation prévue au jour de la mobilisation, par suite de l'affectation à l'infanterie des escadrons divisionnaires, portera une atteinte plus grave encore à la cohésion du régiment, puisqu'elle ne pourra plus porter que sur un seul régiment. Personne n'ignorera dans ces régimens qu'au moment de la guerre, les escadrons seront dispersés, pour accomplir une besogne, nécessaire sans doute, mais singulièrement moins brillante que celle des camarades des divisions. Le jour où un colonel zélé voudra réunir son régiment et lui faire faire l'apprentissage du service d'exploration et du combat, chacun ne se dira-t-il pas : A quoi bon ? Au lieu de procéder à un entraînement intensif des hommes et des chevaux, on absorbera son temps et son attention à préparer sur le papier une mobilisation compliquée.

Comment ne pas craindre que de tels régimens ne deviennent rapidement le refuge des officiers fatigués, cherchant, dans un repos prématuré et à l'abri des grandes chevauchées, une sorte de retraite anticipée, où ils deviendront inaptes aux fonctions essentielles de leur arme ?

Actuellement, l'incertitude qui règne sur l'emploi des régimens de corps à la mobilisation permet d'y maintenir une instruction qui est théoriquement identique à celle des régimens de divisions de cavalerie. Les officiers font leur carrière presque indifféremment dans la cavalerie de corps ou dans la cavalerie indépendante. L'entraînement des régimens de corps doit être suffisant pour leur permettre de compléter ou même de former aux manœuvres des divisions provisoires dans lesquelles ils remplissent le même rôle que les régimens endivisionnés, et, en fait, ils ne sont qu'assez rarement inférieurs à leur tâche. En somme, la cavalerie française est une, par le recrutement et par l'instruction. Demain, il y aura deux cavaleries distinctes : l'une inférieure à l'autre et, partant, prête au découragement et à l'oubli de ses vertus spéciales. Plus cette situation durera, plus elle s'aggravera, parce qu'on ne voudra pas affaiblir la cavalerie endivisionnée en y rappelant les officiers qui, dans la nouvelle cavalerie de corps, auront pu perdre les qualités essentielles de l'arme.

D'après le projet de loi, 21 régimens seront dans cette situation. Est-ce une exagération de dire que voici la cavalerie française amputée de près du quart de son effectif?

Ce point de vue a été à peine envisagé dans la discussion publique du projet de loi. Il n'a certainement pas échappé à ses auteurs, car le texte du projet et celui du rapport présentent deux traces importantes de cette préoccupation dans deux mesures par lesquelles on cherche à atténuer les inconvéniens que nous venons de signaler.

La première, c'est la mobilisation à six escadrons des régimens de corps. Trois de ces escadrons étant affectés aux trois divisions d'infanterie, il en reste trois groupés derrière le colonel et à la disposition du commandant du corps d'armée. Il nous semble malheureusement à craindre qu'une telle perspective soit inefficace pour inciter le régiment à la préparation du combat de cavalerie. Combien seront rares, combien invraisemblables, les circonstances où une si petite unité, loin de toute autre troupe de cavalerie, aura l'occasion de combattre! Comment le colonel le plus ardent pourra-t-il détruire, à supposer qu'il ne le partage pas lui-même, le sentiment intime de ses subordonnés qui ne pourront s'empêcher de voir d'avance ces trois escadrons réduits à n'être qu'un dépôt de remonte, d'escortes et d'esta-

fettes, comme le seront trop souvent les escadrons divisionnaires? Comment ce colonel, sans contact avec d'autres régimens de l'arme, pourra-t-il maintenir chez ses officiers et dans sa troupe l'esprit cavalier? La réponse paraît trop évidente.

L'autre mesure est le rétablissement, pour les régimens de corps, de généraux inspecteurs, qui seront chargés d'y maintenir l'entraînement et l'esprit cavalier. Il n'y a d'autre critique à formuler ici que la crainte que cette mesure ne soit aussi inefficace que l'autre. Ces généraux, au nombre de trois ou quatre, pourront avoir à inspecter chacun des régimens disséminés sur le territoire de cinq ou six corps d'armée et sans aucun contact les uns avec les autres. Ils n'exerceront pas sur ces régimens l'autorité constante d'un commandement permanent. On connaît le vice et la douteuse efficacité des inspections générales : courtes périodes de surmenage où l'opinion de l'inspecteur dépend souvent d'un hasard. Un examen est encore moins efficace pour juger avec exactitude un régiment qu'il ne peut servir à établir d'une manière certaine la valeur d'un homme. Et quelle sera la sanction de ces inspections générales? Des rapports, des notes. Mais ces rapports et ces notes n'établiront de comparaison qu'entre des élémens tous frappés des mêmes causes de faiblesse.

Malgré les six escadrons des régimens de corps, malgré leurs généraux inspecteurs, nous aurons bien ainsi une cavalerie n° 2.

Cette critique serait œuvre vaine, et même mauvaise, si elle ne comportait l'indication d'un remède, non pas parfait, assurément, mais de nature à donner satisfaction suffisante aux besoins unanimement constatés, et que je résume ainsi : renforcement de la cavalerie indépendante; maintien d'une cavalerie de corps indispensable.

Le projet nous donne 10 divisions à 6 régimens, ou 24 escadrons chacune. Je propose de n'en faire que 7 du type du projet de loi. Elles absorberont 42 régimens ou 168 escadrons.

Il reste 81—42, soit 39 régimens ou 18 brigades à 2 régimens et une à 3 régimens. C'est à peu de chose près notre cavalerie de corps actuelle comportant une brigade sur le territoire de chaque corps d'armée. Je propose d'endivisionner ces 19 brigades à raison de 4 brigades par division; c'est-à-dire de former, avec ces 39 régimens, 4 divisions de 8 régimens et 1 de 7 régimens. Sur ces 39 régimens, 21 mobiliseraient à six esca-

drons au lieu de quatre, selon le système du projet de loi. Chacune de ces 4 divisions aura donc quatre régimens mobilisant à six escadrons et quatre régimens mobilisant à quatre, soit un total de 40 escadrons; une seule n'aura que sept régimens, mais, par compensation, elle recevra cinq régimens mobilisant à six escadrons, ce qui lui donnera 38 escadrons.

Mais ces régimens devront fournir, par prélèvement, la cavalerie divisionnaire et la cavalerie de corps. On opérera ce prélèvement en donnant un escadron pour chacune des trois divisions du corps d'armée et un escadron au corps d'armée lui-même; la répartition des compagnies du génie est analogue. A cet effet, on prendra 3 escadrons au régiment mobilisant à six escadrons et un au régiment mobilisant à quatre, ce qui laissera subsister dans chaque régiment trois escadrons. Ces régimens seront sans doute plus faibles d'un escadron que ceux des 7 premières divisions; mais, groupés par divisions de huit régimens au lieu de six, ils constitueront cependant des divisions d'effectif semblable, comprenant, elles aussi, $3 \times 8 = 24$ escadrons. Et ainsi la cavalerie française aura $7 + 5 = 12$ divisions d'égale force.

Le premier avantage du système qui précède sur celui du projet de loi consisterait à nous donner 12 divisions au lieu de 10, c'est-à-dire autant de divisions que la cavalerie allemande. L'avantage vaut qu'on y songe, quand on considère que les régimens et escadrons allemands ont un effectif supérieur aux nôtres. Sans doute les Allemands seront obligés d'affecter une partie de leur cavalerie à leur frontière de l'Est. Mais faut-il négliger l'espoir de leur imposer, dès le début des opérations, une supériorité qui nous permettrait d'annihiler leur service d'exploration?

Il faut ajouter que l'inconvénient de la dissémination des élémens constituant certaines divisions est atténué, puisque les régimens appartenant à une même division ne se trouveront jamais sur plus de 4 régions de corps d'armée, — alors que telle division constituée d'après le système du projet de loi est disséminée sur le territoire de 6 régions de corps d'armée.

Mais le motif déterminant qui milite en faveur de l'adoption de notre système, c'est qu'il respecte l'unité de l'arme et permet de conserver, mieux encore qu'aujourd'hui, à tous ses élémens les qualités essentielles de la cavalerie. On avait jadis cherché à

réagir contre la tendance des brigades de corps à l'ankylose, en instituant les généraux inspecteurs que le projet veut rétablir pour les 21 régimens de la cavalerie n° 2.

Les arrondissemens d'inspection comprenaient 3 corps d'armée, c'est-à-dire 3 brigades de cavalerie dans lesquelles le général inspecteur était chargé de veiller au maintien de l'esprit cavalier et de l'entraînement. Mais ces généraux, éventuellement destinés sans doute à commander des divisions qui auraient été constituées principalement avec des élémens pris dans les brigades qu'ils étaient chargés d'inspecter, étaient des inspecteurs et non des commandans permanens. Leur action était radicalement insuffisante et leur suppression en 1901 a été accueillie avec une indifférence, injustifiée sans doute, mais excusable.

Ce n'est pas leur rétablissement que nous proposons, loin de là. C'est leur remplacement par de véritables généraux commandant des divisions complètes avec état-major, artillerie et groupe cycliste, prêtes à entrer en campagne dès le premier jour de la mobilisation avec 24 escadrons à 130 sabres chacun, divisions composées d'élémens cohérens et permanens et non plus divisions improvisées.

Aucun prétexte ne pourra être invoqué pour ne pas leur donner la même instruction et le même entraînement qu'aux autres divisions. Dans le même régiment, les officiers changent souvent d'escadron et rien n'obligera à désigner d'avance les escadrons qui, à la mobilisation, seront prélevés pour l'infanterie.

Assurément, il faudra rompre avec quelques habitudes routinières pour s'habituer à la conception de la division à 4 brigades et de la brigade à six escadrons formant deux régimens. Mais cette objection est vraiment bien mince quand il suffit pour la vaincre de voir apparaître tangibles et prêtes à combattre les cinq belles divisions à 24 escadrons qui manquent encore à notre cavalerie pour qu'elle soit à la hauteur de sa tâche.

Une seule critique sérieuse peut nous être faite : celle de laisser trop peu de cavalerie au commandant de corps d'armée : un escadron seulement ajouté aux trois escadrons divisionnaires. Nous admettons la critique et si, d'un coup de baguette, il était possible d'augmenter assez la cavalerie pour multiplier

cet escadron de corps par trois ou par quatre, nous y consentirions bien volontiers.

Mais qui ne reconnaîtra que les escadrons que nous lui enlevons ont un emploi singulièrement plus utile dans ce que les Allemands appellent très justement la cavalerie d'armée? L'inconvénient sera atténué, en fait, par la formation des escadrons de réserve, qui, peu après la mobilisation, fourniront d'excellentes unités à la cavalerie de corps et à la cavalerie divisionnaire. Et il ne faut pas oublier que, toute troupe de cavalerie devant par hypothèse connaître le service de la cavalerie adjointe aux troupes d'infanterie, le commandant de l'armée ou du groupe d'armées pourra toujours et instantanément, en cas d'utilité constatée, prélever sur sa cavalerie quelques escadrons pour renforcer en cavalerie les corps d'armée qui en auront besoin. Qui peut le plus, peut le moins.

Le plan de réorganisation que nous nous permettons d'esquisser comporterait beaucoup d'autres observations de détail. Celles qui précèdent suffisent, tout au moins pour appeler l'attention du législateur sur la gravité des objections que l'on peut faire au système qui lui est proposé et sur la facilité avec laquelle on peut apporter un perfectionnement infiniment plus complet à un outil de guerre auquel il ne manque qu'une organisation rationnelle pour que la valeur en soit doublée.

Je m'unis, en finissant, au rapporteur du projet que je me suis permis de critiquer, pour appeler de mes vœux le complément nécessaire de la grande œuvre de la réorganisation de la cavalerie, pour saluer avec lui la silhouette du grand chef, de ce *Magister equitum*, successeur de Murat et de Lasalle, qu'un ministre avisé saura bien découvrir dans un corps d'officiers qui n'a pas son égal au monde.

***

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Marigny : *Les Éclaireuses*, pièce en quatre actes, de M. Maurice Donnay. — Théâtre Sarah-Bernhardt : *La Chienne du Roi*, pièce en un acte, de M. Henri Lavedan ; *Servir*, pièce en deux actes, de M. Henri Lavedan. — Comédie-Française : *L'Embuscade*, pièce en quatre actes, de M. Henry Kistemaeckers. — Renaissance : Reprise de *l'Enchantement*, pièce en quatre actes, de M. Henry Bataille.

Le féminisme est dans l'air, du moins dans celui qu'on respire au théâtre, et sous toutes ses formes. M. Brieux, l'autre jour, réclamait en faveur de la femme qui travaille et fonçait avec sa fougue habituelle sur l'égoïsme masculin. Cette fois, M. Maurice Donnay prend à partie le féminisme des femmes du monde et se joue autour de cette turlutaine avec sa nonchalance et son ironie coutumières. J'imagine, sans en rien savoir, que l'idée première de sa pièce a dû lui venir de l'agacement que lui auront causé certaines conversations de salon. Il se dit dans les salons mille riens aimables, et ce n'est pas moi qui partirai en guerre contre les usages de ce qu'on appelait jadis la société polie ; il s'y tient aussi des propos exaspérans. Vous y entendez le clubman, riche, égoïste, inutile, déclarer qu'il est socialiste. Et vous y rencontrez pareillement la petite perruche qui jacasse contre la captivité des perruches. « Moi, je suis pour l'égalité des sexes... — Comme vous auriez tort ! Votre mari est à vos pieds. — Je veux que la femme puisse gagner sa vie... — On la gagne si bien pour vous ! — Il ne s'agit pas de moi : le féminisme est une question générale, une affaire d'idées. — Oh ! alors... » Ainsi remis à sa place et réduit au silence, M. Maurice Donnay aura médité de prendre sa revanche par des moyens qui ne sont pas à la disposition de tous : c'est de mettre à la scène les plus séduisantes et les plus irritantes, les plus agréables et les plus insupportables des féministes, de montrer ce que représente pour elles le féminisme et en quoi consiste ce qu'elles prennent pour des « idées. »

Jeanne Dureille est une de ces femmes, comme il y en a quelques-unes, que la destinée s'est plu à traiter en enfans gâtées, en réunissant autour d'elles toutes les conditions de bonheur. Elle a beauté, fortune, des enfans bien portans, une mère ingénue et, par-dessus tout, un mari qui est un mari modèle. Car on connaît des maris qui ont été d'excellens maris; on n'en cite pas un qui ait été, au même degré que Paul Dureille, la perle des maris. Jeune, vigoureux, bien de sa personne, avec une sorte d'élégance militaire, il est honnête, fidèle, laborieux. Il s'est lancé dans de grandes affaires et y réussit à merveille, possédant cet ensemble de qualités qui fait aujourd'hui de l'industriel un roi de notre démocratie. C'est déjà quelque chose; il y a mieux. La bonté de Paul n'est pas une de ces bontés à la douzaine qui ne sont qu'un autre nom de la veulerie : c'est une bonté énergique. Il a un intérieur, et il tient à ne pas y être un zéro. Il a un fils et il s'en occupe, non pour le gâter, mais pour l'élever. Il aime sa femme, avec le souci de la protéger contre elle-même. Il a cette certaine rudesse de caractère qui est la seule façon qu'on ait encore trouvée d'avoir du caractère. Un tel homme, sa femme devrait l'adorer, ou, du moins, si elle n'est pas complètement sotte, le garder. Comme mari, on ne fait pas mieux... Jeanne l'exècre, brûle de le quitter et se plaint d'être la plus malheureuse des femmes.

Au temps du romantisme, elle se serait posée en « femme incomprise. » Nous sommes au xxe siècle; elle se déclare « féministe. » Elle attire auprès d'elle, et traite en amie, une certaine Germaine Luceau, « pauvre et fière, » qui est une théoricienne du féminisme intégral. L'émancipation intellectuelle de la femme, son égalité civile et politique avec l'homme, le divorce par volonté unilatérale, l'union libre, etc., toutes les « revendications féministes » sont inscrites au programme de Germaine Luceau. L'exposé de ces belles doctrines, qui remplit la moitié du premier acte, met en fureur le mari, Paul Dureille, et en joie le célibataire Jacques Lehelloy. Celui-ci est un de ces « amis des femmes » qui, par malin plaisir et intérêt bien entendu, se rangent toujours du parti des femmes. C'est celui qui, jadis, du temps que les hommes fumaient, restait au salon, pendant que ses congénères fuyaient vers le fumoir. Paul, dont l'exaspération va croissant, finit par mettre à la porte la petite anarchiste « pauvre et fière, » qui n'a décidément pas sa place dans un intérieur bourgeois. Qui de nous n'en aurait fait autant? Mais il ne fallait pas fournir de prétexte à un dissentiment conjugal, qui, depuis longtemps, n'attendait qu'une occasion pour éclater.

Jeanne refuse d'accompagner son mari à une soirée chez les Steinbacher, et décide d'assister à la réunion électorale de Blanche Virieu. C'est sa déclaration de guerre. Les hostilités sont commencées. Vainement, avec la clarté de l'évidence, Paul objectera-t-il que sa femme n'a ni obligation ni excuse d'aucune sorte à figurer dans une réunion ridicule et inutile, en compagnie d'utopistes, d'hystériques et de folles, et qu'au contraire elle a le devoir d'aller chez des amis qui peuvent rendre service à son mari. « Nous n'avons plus qu'à divorcer, » s'exclame cette épouse à bout d'argumens. Mais le mari, qui, lui, ne souhaite pas le divorce, mais les enfans qui en souffriront? Rien ne compte plus, au point où en est Jeanne — disons : de son développement intellectuel. « A mesure que je prenais conscience du monde, de la société et de moi-même, j'ai senti naître en moi un singulier désir de liberté, un véritable besoin d'indépendance. L'état de servitude dans lequel est enfermée la femme mariée, l'incapacité dont elle est légalement frappée, me sont apparus des choses monstrueuses et que je ne peux plus supporter. Quand tu m'ordonnes ou quand tu me défends quelque chose, quand tu exerces ton autorité, ce n'est pas de l'impatience que j'éprouve, ni même de la colère, mais c'est de la souffrance, une véritable souffrance. Voilà. » D'ailleurs elle n'aime personne. Elle ne rompt pas son mariage pour en contracter un autre. Elle n'obéit qu'à des motifs tout rationnels. Quand on a des idées, c'est pour les appliquer. Jeanne Dureille divorce pour être féministe, encore féministe, rien que féministe.

Nous en aurons tout de suite la preuve au second acte où l'heureuse divorcée s'est meublé un appartement dont la décoration à elle seule est un manifeste. Des tons qui hurlent, des dessins puérils, c'est le genre ballet russe, le seul qui convienne à une femme d'avant-garde. Car M. Maurice Donnay en fera la très juste remarque : tout se tient. Et maintenant, aimez-vous les féministes? On en a mis partout. L'une amenant l'autre, elles ont envahi toute la maison, du salon où pérore Blanche Virieu, à l'office où la cuisinière est du choix de Blanche Virieu déjà nommée. Il y a Rose Bernard, qui est médecin et Lucienne David, qui est avocat. Il y a Charlotte Alzette, née à Montmartre, grandie parmi les nudités d'un atelier de sculpteur, romancière de profession, dont le talent sincère, oh ! combien ! consiste à oser tout ce qu'on ne permettrait pas à un romancier. Il y a encore Germaine Luceau, qui est une vieille connaissance à nous, et Mrs Schmidt, suffragette anglaise; car il en vient de l'étranger, et qui ne sait que les grands courans d'idées sont internationaux? Notre néophyte du fémi-

nisme, au milieu de toutes ces sœurs, se sent vaguement mal à l'aise; il est, en effet, deux libertés que ces dames ont tout de suite réalisées : celle des manières et celle des mœurs. Elles sont, comme on dit dans le langage ancien style, remarquablement mal élevées; et pour ce qui est du nombre des amans, elles ont considérablement augmenté la moyenne usitée parmi les non-féministes. Mais Jeanne est encore dans l'illusion du premier enthousiasme. La « cause » avant tout.

Celles qu'il importe de gagner à cette cause, ce ne sont pas les pauvres filles, sans foyer, sans avenir et converties d'avance, ce sont les privilégiées d'une société, où partant elles ne trouvent rien à changer. Pour les attirer, un seul moyen : les conférences. Vous l'auriez parié. Une Université! réclame le chœur des féministes. Fondons une Université, un Institut, une École, l'École féministe! M. Maurice Donnay a bien démêlé ce goût du pédantisme qui est un des traits des mœurs élégantes d'aujourd'hui. « Mais ne craignez-vous pas, objecte une voix timide, que ce nom d'École féministe ne fasse peur à ces femmes élégantes que vous voulez attirer? — Au contraire. On a reconnu que ces mots Institut, Collège, École, exercent un singulier prestige sur les personnes frivoles. C'est comme le mot intellectuel sur les imbéciles. » Et les fonds? Ils seront fournis par Steinbacher, un financier libidineux, accouru à l'odeur de femme que dégage ce foyer du féminisme, comme naguère ses pareils accouraient au foyer de la danse. Vive donc l'École féministe! Sa bienvenue au jour lui rirait dans tous les yeux, si l'on ne voyait surgir à l'improviste celle qu'on n'a pas invitée, la féministe intransigeante, du type Vierge noire ou Vierge rouge. Le professeur Orpailleur, — c'est son nom, — est la mégère venue pour jeter un mauvais sort à la filleule de toutes les fées. C'est la sorcière qui prophétise à Macbeth tous ses crimes. Elle dit à l'École féministe : « Tu seras frivole! » et à Jeanne : « Tu te remarieras. »

Ces malédictions vont s'accomplir; et ce sera le troisième acte. A l'École féministe on récite des vers, et d'une princesse encore! Aux conférences, les étudiantes sont exclues des places qui, à l'origine, leur étaient réservées. C'est très grave. D'autres incidens, qui semblent se produire tout exprès, achèvent de dessiller les yeux de Jeanne. Maintenant elle aperçoit dans un jour cru l'étrangeté du milieu où elle s'est fourvoyée et la fausseté de la situation où elle se débat. Germaine Luceau donne auprès d'elle les signes terriblement expressifs d'une tendresse trop exaltée pour n'être pas inquiétante. Steinbacher, qui a commencé par lui offrir des conseils de bourse et les

Méditations de Lamartine, devient de plus en plus entreprenant. Mais le pire danger que coure le féminisme intégral de Jeanne, c'est d'elle-même qu'il vient, de son cœur et, s'il faut le dire, de ses sens. Elle est trop jeune pour avoir renoncé à l'amour. Si elle repousse vertueusement Steinbacher, c'est qu'il lui fait horreur ; mais Lehelloy ne lui fait pas horreur et elle est devenue sa maîtresse. Pourquoi sa maîtresse et non pas sa femme ? Il se trouve que ce Lehelloy est à l'âge où Don Juan converti aspire aux douceurs du foyer. Il a fait cette découverte que si l'amour existe c'est dans le mariage et là seulement. Il le dit, en termes excellens, au cours d'une scène où il adjure Jeanne de renoncer à ce qu'il appelle, d'un mot spirituel et profond, ses idées de 1900. « Je les reconnais ; je les ai eues toutes, entre vingt-cinq et trente ans, comme la plupart de ceux de ma génération. Oui, j'ai été un démolisseur, et, en fait de nuées, je n'en craignais pas une : l'union libre, l'antimilitarisme, l'irresponsabilité des bons criminels, l'abolition de la peine de mort et la réforme de l'orthographe. J'ai fait de tout ça, car tout ça se tient étroitement. J'ai rêvé la fraternité universelle. Et j'ai réclamé aussi la liberté de l'amour, l'affranchissement de la passion, l'intégralité du bonheur. Mais je me suis aperçu qu'on appartient à un pays, à une société. On vit sous certaines lois. C'est pourquoi j'ai l'honneur, madame, de vous demander votre main. » Jeanne est bien embarrassée : « Oubliez-vous, monsieur, que je suis féministe ?... »

C'est elle qui va l'oublier, aussi complètement que possible, avant qu'il ne soit quinze jours. Elle vient, d'elle-même, relancer Lehelloy dans sa vieille maison familiale et campagnarde, afin qu'il la mène du moins devant M. le maire, puisque M. le curé s'obstine à ne pas bénir le remariage des divorcées. Ainsi elle ne s'est évadée du mariage que pour y rentrer. Ses idées ont changé avec la situation qui les avait fait naître. Auprès d'un mari qu'elle n'aimait pas, elle tenait l'autorité maritale pour le plus scandaleux des abus ; et elle la tiendra pour la plus sacrée des lois auprès d'un mari qu'elle aime ! Son féminisme n'a été qu'une crise de sensibilité. « Les idées, les idées, disait dans son rude langage Paul Dureille, le mari autoritaire : une femme ne devrait jamais employer ce mot-là : les idées. » Ce que M. Donnay transposerait à peu près ainsi : « Les idées, les idées, pourquoi une femme n'emploierait-elle pas ce mot-là ? Mesdames, parlez de vos idées ! Nous y lirons vos sentimens. » Telle est la signification et telle la conclusion ironique de sa pièce.

Voulez-vous maintenant pousser plus loin et, suivant les personnages dans les conditions nouvelles où ils vont se trouver, apercevoir,

par delà la conclusion de l'auteur, celle de la vie ? A cette minute du premier enivrement, Jeanne, qui n'est plus féministe, s'applaudit de l'avoir été, puisque le féminisme lui a servi de transition entre un mariage qui lui déplaisait et un autre qui lui apparaît tout en rose. Repassons dans quelques années ! Lehelloy est un traditionaliste ; pour l'instant, il fait bon marché des préjugés sociaux et religieux : « Vous ne serez pas reçue par ma vieille voisine, la marquise de Couroy, dont vous voyez le beau château là-bas... En revanche, elle a fait son amie intime d'une vieille danseuse galante qui a rôti tous les balais... mais veuve et remariée... pour qui les cloches ont sonné. Religion ! Société ! » Un jour, cela ne lui sera pas du tout agréable que Mme Lehelloy ne soit pas reçue dans les beaux châteaux des environs. Il en voudra à la religion et à la société, mais aussi à Mme Lehelloy. Il en concevra contre elle quelque aigreur. Ce Lehelloy est un homme qui aime les femmes : cela n'est pas du tout rassurant pour la femme qu'on aime. Il a de la douceur et de la bonne grâce, qui se concilient souvent avec un égoïsme foncier et féroce. Et il ne fait rien ; c'est un oisif et un dilettante. Le premier mari de Jeanne était très occupé ; les occupations du mari, c'est la sécurité de la femme. Je crains que Jeanne n'ait perdu au change. Féminisme d'aujourd'hui ou romantisme d'hier, revendications intellectuelles ou droits de la passion, autant de mirages auxquels les éternelles imprudentes sacrifient le bonheur qu'elles avaient sous la main ; car on les appelle des éclaireuses et ce sont des gâcheuses. Ou plutôt la lumière qui les attire et qui leur donne cet air de se mouvoir dans de la clarté, c'est un feu destructeur où elles viennent brûler leurs ailes inquiètes de papillons égarés.

La pièce de M. Donnay, un peu lente et qui aurait gagné à être resserrée, est une charmante comédie, d'un tour gracieux et fin, pleine de jolis traits, surtout au troisième acte. En insistant, dans mon analyse, sur les parties d'étude de mœurs et de comédie satirique, j'ai laissé de côté toute la partie sentimentale, qui a beaucoup porté sur le public. Les *Éclaireuses* ont brillamment réussi.

L'interprétation est excellente. Mlle Dorziat a été nerveuse, passionnée, vibrante à souhait dans le rôle de Jeanne. Mlle Lender est la plus belle des candidates à la députation et Mlle Spinelly la plus amusante des romancières gavroches. Mlle Ellen-Andrée dessine avec beaucoup de fantaisie la silhouette du professeur Orpailleur et Mlle Alice Nory celle de la suffragette anglaise. M. Claude Garry est élégant et sympathique en Lehelloy. Et M. Henry-Roussell est non moins sympathique en mari méconnu.

M. Henri Lavedan excelle à porter à la scène de nobles conflits d'idées, comme jadis son confrère Aristophane fit dialoguer le Juste et l'Injuste. Dans le *Duel*, il exécutait ce tour de force de mettre aux prises la science et la foi et d'émouvoir une salle de spectacle par la discussion d'un problème de métaphysique. C'était le moment où diverses circonstances de la vie publique posaient avec le plus d'acuité la question religieuse. Aujourd'hui l'idée vers laquelle sont tendus les esprits est surtout celle du devoir patriotique. La patrie est d'actualité. C'est elle dont le personnage mystique, la grande figure invisible et présente domine la nouvelle pièce de M. Lavedan : *Servir*.

Ce qu'il faut noter avant tout, c'est la belle franchise, la coquetterie d'intransigeance artistique avec laquelle l'auteur a traité son sujet. Ni ornemens, ni atténuations, ni escamotages. Chacun sait qu'il existe un genre de pièces patriotiques qui, par un jeu convenu d'images et de pensées réconfortantes, provoquent l'applaudissement irrésistible et facile. M. Lavedan a répudié avec une espèce d'horreur tout ce clinquant. Il a voulu aller jusqu'au bout de l'idée choisie par lui, en développer tout le contenu, la présenter sous son aspect le plus austère, le plus âpre, rendre d'autant plus forte la preuve et plus convaincante la démonstration. Servir le pays est un de ces devoirs absolus, un de ces impératifs catégoriques, un de ces ordres qui n'admettent nulle discussion, quel que soit le service qu'exige de nous le pays, et quelle que soit la façon dont il reconnaît nos services ; voilà ce qu'il fallait rendre sensible et tangible à la scène. L'officier qui gagne ses galons sur le champ de bataille fait besogne de héros ; encore est-il entraîné, encouragé par l'enivrement de la lutte et par une espérance de gloire. Mais supposez que sa carrière toute d'honneur et de dévouement soit brisée, et brisée par le plus vil des instrumens, la délation ! L'ingratitude nationale et l'injustice de ses chefs ne le libèrent pas de cette obligation : servir et servir quand même. Supposez alors qu'un seul moyen de servir s'offre à lui, consistant à se cacher, se déguiser, surprendre et livrer des secrets, en un mot faire ce métier d'espion qui nous inspire une invincible répugnance. Il acceptera le louche moyen pour la fin sublime. Sa devise est : « Quand même ! » — Voilà à peu près le chemin par lequel l'auteur a été amené à choisir, pour incarner en lui le type de la servitude et de la grandeur militaires, non pas un officier dans le brillant de l'action guerrière, mais un officier auquel on a retiré son emploi et qui fait, dans l'inaction de la paix, métier d'espion.

A ce farouche représentant du devoir envers la patrie, quel parte-

naire va-t-il donner? Dans quelle bouche mettra-t-il la théorie antimilitariste? La plupart du temps nous la trouvons sous la plume de philosophes habitués à raisonner dans l'abstrait et à considérer les choses du point de vue de Sirius. D'autres fois, elle est un article du programme anarchiste. Qu'un ennemi de la société s'attaque à la patrie, cela est dans l'ordre : c'est l'ordre dans le désordre. Qu'un philosophe utopiste réclame la suppression de la guerre, il est dans sa définition et dans son rôle : vous êtes orfèvre, monsieur Josse. Mais que l'antimilitariste soit un militaire, que le pacifiste soit celui-là même qui a pour métier de faire la guerre, la violence du contraste entre la fonction et les sentimens, entre le costume et le langage, donnera une valeur exceptionnelle au boniment humanitaire qui atteindra ainsi son maximum de portée. — L'auteur fera donc de son antipatriote, lui aussi, un officier; et cet officier sera en activité, et il paraîtra à la scène en uniforme.

On le voit, M. Lavedan a joué la difficulté, comme d'autres l'auraient esquivée. Comment en a-t-il triomphé? Il ne s'est pas dissimulé ce qu'il pouvait y avoir de pénible pour le spectateur français à entendre sur la scène un officier français, en uniforme, prêcher la désertion. — Et, à ce propos, puisque la question a été bruyamment soulevée, n'ayons pas l'air de l'ignorer et répondons-y en toute simplicité : nous ne croyons pas que la pièce eût été à sa place à la Comédie-Française où tout prend une importance exceptionnelle et un caractère quasiment officiel. Ailleurs l'auteur est libre et fait ce qu'il veut, à ses risques et périls. — Pour que cette exhibition d'un officier antimilitariste fût seulement supportable, il fallait créer une atmosphère spéciale. Une incertitude dans la marche de la pièce, une hésitation sur le dessein de l'auteur eût tout compromis. Or l'idée maîtresse de *Servir* apparaît avec une telle clarté, la pièce est lancée dans un tel emportement, que les mots les plus dangereux passent, roulés comme autant de scories, dans le flot de l'enthousiasme belliqueux.

Servir n'a que deux actes. Le premier, où l'auteur a placé presque tout l'exposé d'idées, est de beaucoup le meilleur et celui qui donne à la pièce sa valeur littéraire. Nous sommes chez le colonel Eulin. Un intérieur d'une simplicité toute militaire; quelques meubles réalisant la perfection dans l'inconfort; au mur, une carte d'Afrique; des photographies sur un bureau; un drapeau dans une vitrine; par la fenêtre, on aperçoit le dôme des Invalides et parfois on entend la musique d'un régiment qui passe. Mme Eulin attend une lettre de son second fils, qui fait campagne au Maroc. Ah! l'angoisse de la lettre attendue et qui ne

vient pas ! Et elle relit d'autres lettres, lettres d'officier celles-là aussi, et lettres de fils, tout ce qui lui reste de son fils aîné mort à l'ennemi. Elle a un troisième fils, Pierre, lieutenant d'artillerie. Fille, femme, mère de soldats, elle a donné tous les siens à l'armée, vécu pour elle, souffert par elle. Son mari, le colonel Eulin, brave entre les braves, devant qui s'ouvrait un avenir magnifique, a vu sa carrière brutalement fermée : il a été victime des fiches. Depuis lors, il a des allures étranges, qui déconcertent et désolent sa femme. Il est continuellement hors du logis, prolonge pendant des semaines ses absences mystérieuses et sans motif connu. Ce qui ne chagrine guère moins cette mère douloureuse et passionnée, c'est qu'elle devine, entre le colonel et son fils Pierre, un antagonisme latent. D'instinct, elle fait cause commune avec ce fils, son dernier né, son préféré ; et peut-être le devine-t-elle en secrète sympathie avec elle, tout près de son cœur, de ce cœur meurtri par la guerre que détestent les mères.

Allons droit aux deux scènes capitales pour lesquelles tout l'acte a été fait. L'une, entre la mère et le fils, est destinée à nous faire connaître la situation morale, le drame intérieur où se débat le lieutenant Pierre. Il est entré dans l'armée par force, comme ces prêtres qui entrent dans les ordres sans vocation. Il déteste le sang versé par les hommes. Il sacrifierait sa vie pour abolir la guerre. Son goût était pour la science ; c'est un homme de laboratoire : il a une âme de chimiste. Or, par une espèce de dérision et de cruelle ironie, il a, lui, l'ennemi de la guerre, inventé le plus merveilleux et le plus formidable des engins de guerre. C'est une poudre nouvelle, la poudre verte, qui dépasse en puissance destructrice tout ce qu'on a jusqu'ici imaginé. Les expériences qu'il en a faites sont décisives. Il en a déposé une cartouche dans une île de Bretagne : l'île a disparu. La nation qui posséderait cette poudre aurait avec elle la maîtrise du monde. Il a trouvé cela, lui, le mystique de la paix ! Que fera-t-il donc de son invention? Il s'est juré de l'anéantir.

L'autre scène met aux prises le père et le fils. Le colonel a appris que Pierre aurait déclaré devant ses hommes qu'en cas de guerre chacun doit agir suivant sa conscience, ce qui est l'euphémisme usité pour signifier le refus de marcher. Son fils, son propre fils, a-t-il tenu ce langage impie ? « Si la guerre éclatait, qu'est-ce que tu ferais? — Mon devoir. — Lequel? Il n'y en a qu'un : partir. Partirais-tu?... Ah ! misérable, tu ne réponds pas ! Qu'arriverait-il si toute l'armée en faisait autant?... Tu es un malfaiteur dangereux. » Et il se jette sur lui, lui arrache ses boutons, le dégrade en lui enlevant ses galons. « Ils

ne sont pas à toi. C'est une avance qu'on vous fait. Les galons, ça se gagne dans le sang. Quand le sol est menacé, verser son sang, on n'a pas encore trouvé mieux. Tu te crois brave, parce que tu as ton brevet d'aviateur et que tu as exposé dix fois ta vie. Si tu as compté les fois, ça ne compte plus. Et puis la bravoure, ce n'est pas de choisir son genre de mort, c'est d'accepter le sacrifice, tel que le devoir nous l'envoie. » Et il agite un drapeau qu'il a repris sur l'ennemi à Rezonville. Et il jure sur ses plis sacrés qu'il tuerait de ses mains le fils déserteur. — Toute cette scène, d'une vraie éloquence, sans vaine déclamation, est d'un grand effet. Elle a été acclamée. Les salves d'applaudissemens éclataient comme des feux de salve et des crépitemens d'artillerie.

Le premier acte était surtout en conversations; le second est surtout en action ; je l'aime moins. Cela se passe dans une maison isolée, sise à Vincennes, dont Pierre a fait son laboratoire. C'est là qu'il fabrique la poudre sans pareille. Les papiers où le secret est consigné sont enfermés dans une cassette. Nous assistons d'abord à une scène muette, sorte de pantomime. Le colonel s'introduit dans la pièce obscure, allume une bougie, atteint la cassette, l'ouvre, prend les papiers; puis il les remet au ministre de la Guerre accompagné de son chef de cabinet, le général Girard, à qui il a donné rendez-vous. Alors le ministre rompt le silence et annonce au colonel deux événemens, deux malheurs : un privé, un public. Son fils, Jacques, celui qui était parti au Maroc, est mort à l'ennemi, dans un guet-apens. Le crime vient d'Europe. Il va déchaîner la guerre, qui éclatera aujourd'hui même. Le colonel a été choisi pour remplir une mission périlleuse, qui assurera la victoire à la France, et dont il est impossible qu'il revienne vivant. Telle est sa récompense : il mourra pour la patrie. Hommage à celui qui va mourir. Effusions.

Le colonel reste seul, mais, entendant des pas, se réfugie dans un cabinet voisin. C'est Pierre qui arrive à son tour, accompagné de sa mère. Il s'aperçoit tout de suite qu'on l'a volé. Qui cela? Quelqu'un qui se cache derrière cette porte et qu'il somme de se montrer, en le menaçant de son revolver. La porte s'ouvre; Pierre se trouve en présence de son père : « Vous m'avez dérobé mon invention. — Je l'ai réquisitionnée pour le pays. — Ainsi, vous pratiquez l'espionnage ! — En service commandé. » Le colonel s'est fait espion : tel est son secret. C'est l'explication de ces démarches étranges, qui inquiétaient Mme Eulin. Nous avons vu au théâtre pas mal d'espionnes, qui étaient des femmes fatales et dont on flétrissait la coupable industrie. Telle,

dans la pièce d'Alexandre Dumas, la femme de Claude qui volait le fusil inventé par son mari et auquel fait pendant l'explosif du lieutenant Pierre. Mais je ne crois pas qu'on eût encore mis à la scène le personnage de l'espion en temps de paix et pour en faire un héros. C'est une création originale et hardie. Profitant de la stupeur où il voit plongés sa femme et son fils, le colonel reprend son avantage. C'est lui qui mène le jeu. Il change de ton, s'attendrit pour annoncer la mort de Jacques. Cependant on entend un coup de canon. La guerre est déclarée. « Je pars ! » s'écrie Pierre subitement converti. « Va te battre ! » lui ordonne sa mère soudain redevenue militariste... Je ne puis m'empêcher de trouver que ce revirement est bien rapide. Je sais d'ailleurs ce que l'auteur serait en droit de me répondre. Ce coup de canon, c'est le coup de la Grâce. C'est le dénouement de *Polyeucte :* « Je vois, je sais, je crois, je suis désabusé. » Aussi bien, tel est l'antimilitarisme chez les Français. C'est une fanfaronnade du temps de paix, qui ne résiste pas au premier appel de la patrie. C'est une nuée qui se dissipe au premier feu.

Telle est cette pièce brève, haletante, et qui devait l'être. L'auteur a compris la nécessité, dans un tel sujet, de faire court. Il a dû, dans le peu d'espace dont il disposait, accumuler beaucoup de faits qui ne sont pas du répertoire de la vie ordinaire. Comme on disait de Corneille à propos du *Cid*, on sent qu'il travaille à l'heure. Il n'avait pas le loisir de nous faire assister à une évolution de caractères, ni davantage de nous initier à cette complexité de sentimens, à ces influences du milieu, des circonstances, du moment, qu'il a su, en d'autres pièces, nous présenter dans des études si curieusement fouillées. Il a dû laisser de côté tout un ordre de recherches psychologiques, morales, sociales, qui eussent été singulièrement intéressantes, mais aussi très scabreuses. Le lieutenant Pierre est antimilitariste ; mais comment l'est-il devenu ? Par où s'est infiltré chez lui le poison ? Quelle propagande a eu raison chez lui d'un long atavisme ? Il eût fallu le dire pour expliquer le rôle et rendre le personnage vivant. Mais la question était délicate et le tact le plus élémentaire interdisait de la porter au théâtre. L'auteur, avec un juste sentiment des limites où il convenait de se tenir, s'est borné aux grandes lignes. Il s'est contenté d'indications. Il a ramené son art à des procédés volontairement sommaires, avec un évident parti pris de sécheresse et d'austère nudité. C'est un art de Primitif. Ses personnages, comme ceux des vieilles enluminures ou de la statuaire naïve d'autrefois, sont fixés dans une attitude, réduits à un geste expressif. Ils figurent une idée : ils sont cette idée qui a

pris corps. Quant aux incidens, il ne faut pas les prendre en eux-mêmes; ils ont une valeur de symboles et de signes : ils ont je ne sais quoi de théorique et qui tient du schéma. *Servir* est-il même une pièce de théâtre, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, et qui doive être jugée d'après l'habituelle esthétique de la scène? C'est plutôt une moralité épique, un « Mystère » inspiré par la religion du drapeau. C'est un dialogue sous un lustre, où s'entre-choquent des répliques cornéliennes. Tout le mérite en est dans l'expression de certaines idées qui sont à l'ordre du jour de la conscience française; et je ne sais ce qu'il faut en louer davantage, ou la noblesse de ces idées elles-mêmes, ou la sobriété vigoureuse de leur expression.

M. Guitry est pour le rôle du colonel Eulin un interprète d'une belle puissance. A défaut de la variété et des nuances qui ne sont pas dans le texte et qu'il ne pouvait y introduire, il a une sorte d'énergie sombre et continue. Il a joué la maîtresse scène qui termine le premier acte avec une sincérité d'émotion que je lui avais rarement vue à ce degré. M. Capellani joue avec tact le personnage de l'officier pacifiste qui si facilement aurait pu paraître odieux. Grand succès pour Mme Gilda Darthy qui a composé avec un art des plus délicats la figure grave et triste de la mère.

Servir est précédé d'un petit acte, *la Chienne du Roi*, reconstitution historique qui fait songer à quelqu'un de ces « vieux papiers » où M. Lenotre met son art charmant du détail curieux et de la vision pittoresque. Cette évocation des derniers jours de Mme Du Barry, prisonnière à Sainte-Pélagie, donne très bien l'illusion d'une estampe ancienne. Mme Hading y est très émouvante.

De la Porte-Saint-Martin, où il a triomphé avec *la Flambée*, M. Kistemaeckers nous arrive à la Comédie-Française. Il y apporte toute sorte de qualités extrêmement appréciables, et que les plus lettrés parmi nos auteurs dramatiques d'aujourd'hui dédaignent trop. Ce sont des qualités de métier. Il a le plus louable souci de la pièce bien faite. Il sait ajuster les scènes, équilibrer les développemens, ménager l'intérêt de surprise. Il a ce goût du romanesque qui lui est commun avec la plus grande partie du public. Il pense qu'il faut du dramatique dans un drame, et le mélodramatique n'est pas pour lui faire peur. Il est d'avis qu'il faut au théâtre des coups de théâtre et qu'on n'en saurait trop mettre. Il affectionne les grandes catastrophes, les grands sentimens et les grands mots. Il secoue, il remue. Et on arrive au bout de ces quatre actes, où on a passé par tant d'impressions diverses et de

sentimens excessifs, non pas ennuyé, ni lassé, ni déçu, mais un peu fatigué, brisé, rompu, fourbu et demandant grâce. C'est du théâtre, incontestablement; il est moins certain que ce soit de la littérature.

Le premier acte de *l'Embuscade* est un acte d'exposition très rempli et assez bien ordonné. Nous sommes à Nice, sur la terrasse d'une villa au bord de la mer, pendant une fête de nuit. Il y a des lampions, il y a de la musique, il y a des couples qui vont et qui viennent, et qui s'extasient devant le décor féerique d'une nuit méditerranéenne. Les invités et les bouts de dialogue s'entre-croisent. Un général russe se livre à des facéties que lui seul trouve plaisantes. Peu à peu tout ce tumulte s'apaise et nous entrons dans le vif du sujet par une conversation entre M. Guéret, le maître de céans, et le jeune Robert Marcel. M. Guéret, riche fabricant d'automobiles, a reconnu chez le jeune ingénieur des dons qui confinent au génie. Il brûle de l'attacher à son usine. Mais Robert est à la veille de partir pour Sidney. Car il est enfant naturel et il estime qu'il n'y a pas de place en Europe pour les enfans naturels. Comme tous les enfans de l'amour dans tous les premiers actes de toutes les pièces de théâtre, il ignore le secret de sa naissance. Ce secret, son protecteur, M. de Limeuil, le connaît, mais refuse obstinément de le lui livrer : Robert continuera d'être l'enfant du mystère. A cet instant, la fille de la maison, Mlle Anne-Marie Guéret, vient sur la terrasse chercher un danseur; Robert lui offre son bras, et les deux jeunes gens entrent dans la danse. Une conversation de Limeuil et de Mme Guéret nous apprend que Mme Guéret est la mère de Robert. Elle a eu une faiblesse avant le mariage. Les mères, dans ce genre de théâtre, ont très facilement avant le mariage une faiblesse, qu'elles ont bien soin de ne pas avouer au mari, ce qui ne les empêche pas d'être les plus estimables des femmes, bien entendu, et ce qui ménage pour l'avenir des situations remarquablement compliquées et fertiles en pathétique. Robert revient grisé par la danse et par le charme de sa gracieuse compagne. Lui, le Robert à la triste figure, il parle avec une inlassable volubilité; il fait des mots et même des théories; il fait la théorie de l'embuscade. On a échappé à toute sorte de dangers, on s'est tiré des pas les plus difficiles; mais la destinée est là qui veille : vous étiez prêt pour une bataille rangée, vous succombez dans une petite embuscade. A ce moment précis, M. Guéret décide Robert à entrer à son usine. Voilà l'embuscade. — On voit comme tout cela est manié d'une main sûre. Peu à peu, la vérité se découvre, la situation des personnages s'éclaire et se précise, comme la lumière se lève sur un paysage qui sort de l'ombre. Nous ne pouvons douter

que le drame va se dérouler entre Robert et Anne-Marie. « J'ai trouvé un admirable sujet, écrivait Alexandre Dumas fils à l'un de ses confrères. Un jeune homme et une jeune fille sont frère et sœur; ils l'ignorent et ils s'aiment. Seulement, le sujet est trop difficile pour moi : je vous le laisse. » En route pour l'idylle tragique d'un frère et d'une sœur!

Malheureusement ce n'est pas cela du tout... Et telle est la déception que nous apporte le second acte. Une sympathie est-elle née entre Robert, devenu chez les Guéret l'enfant de la maison, et Anne-Marie? Oui certes. Et Robert a-t-il vaguement entrevu l'espoir d'épouser quelque jour la jeune fille? Cela va sans dire. Mais cette velléité d'un inceste qui s'ignore n'est qu'un ressort du drame véritable auquel nous allons assister et qui est le drame de l'industrie moderne, un épisode de la lutte entre le capital et le travail. Ah! cela, nous ne nous y attendions pas... M. Guéret est le patron intelligent, actif, laborieux, énergique, mais entêté. Le mécontentement gronde parmi ses ouvriers. La grève est aux portes de l'usine. De quel côté va se ranger Robert? Nous avons assisté à une scène un peu vive entre lui et Mme Guéret qui, affolée, l'a traité d'employé. Robert, furieux, prend parti pour les ouvriers. Cela nous paraît excessif, terriblement excessif, et insuffisamment expliqué. Est-ce la sourde haine du bâtard contre la société qui transforme soudain Robert en gréviculteur? Oh! alors, l'affreux petit drôle!

Et plus abominable encore que vous ne pouvez l'imaginer... La grève dure depuis deux mois. Des deux côtés on est à bout de résistance. Il faut en finir. C'est Robert qui apporte à M. Guéret l'ultimatum des grévistes. Ou M. Guéret acceptera des conditions humiliantes, ou l'usine va sauter. M. Guéret a vingt-cinq minutes pour se décider. Il est, nous le savons, le patron qui ne cède pas. En outre il est le mari qui croit avoir devant lui l'amant de sa femme. L'occasion est bonne à régler les deux comptes d'un coup. Il prend Robert à la gorge et va l'étrangler... Entre Mme Guéret ; « C'est mon enfant!... » Guéret desserre l'étreinte. Une détonation : l'usine saute... Comment se fait-il que Robert, qui d'un coup de téléphone pouvait empêcher l'explosion de la mine, n'ait pas rendu ce léger service à M. Guéret, dans la vie de qui il a par ailleurs apporté un si sérieux ennui?

Le dernier acte s'encadre dans les décombres de l'usine. M. Guéret, qui renonce à diriger des ouvriers en France, va partir pour la Russie, afin d'y rejoindre la belle Mlle Robinne. C'est compter sans « l'ingénue » à qui il appartient de raccommoder les familles. Une voix dans la

coulisse crie : « Papa ! » C'est Anne-Marie qui cherche partout son père. Le seul bienfait de sa présence suffit à rafraîchir les âmes et à rasséréner l'atmosphère. M. Guéret fera passer Robert pour son fils, et la mère coupable, le père dupé, le fils révolté ne feront qu'un même cœur. M. Guéret est de bonne composition. C'est Guéret héros et martyr. Et la pièce finit dans des flots de larmes, de sublime et de convenu.

L'Embuscade est très bien montée. M. de Féraudy a composé avec sa science consommée le personnage de l'usinier. Le rôle de Robert est très bien tenu par M. G. Le Roy, un jeune, vraiment jeune, et qui a montré une grande variété de ressources : de la souplesse, du feu, de l'émotion. Mlle Cerny a beaucoup de dignité dans le rôle de la mère, et Mlle Robinne s'est montrée extraordinairement séduisante dans un rôle d'aventurière russe. M. Granval s'est taillé un joli succès en dessinant la silhouette faubourienne de l'ouvrier Paget.

A la Renaissance, reprise de *l'Enchantement*. C'est, si je ne me trompe, la pièce par laquelle M. Henry Bataille débuta il y a douze ans. Une jeune fille est amoureuse de son beau-frère. Celui-ci voudrait écarter la petite malheureuse ; mais sa femme, qui ne veut pas manquer à son devoir de sœur aînée, exige au contraire qu'elle reste en tiers dans le ménage. A la fin le mari, qui est un honnête homme et qui a fait une belle résistance, cède à l'enchantement. Il y a dans cette première pièce des qualités incontestables d'écrivain de théâtre et aussi tout l'artifice et toute la morbidité qui seront les caractéristiques du théâtre de M. Bataille. Quatre heures durant, nous avons le spectacle d'une petite hystérique qui se frôle à son beau-frère, sans qu'il vienne à aucun des personnages l'idée de l'envoyer recevoir la bonne douche qui, en pareil cas, est si indiquée ! Comment nous intéresser aux souffrances, à la jalousie, à la détresse de l'épouse qui a, elle seule, attiré le malheur sur le ménage, puisqu'elle n'a pas accepté cet éloignement de la jeune fille qui s'imposait ?

Mme Berthe Bady est excellente dans le rôle de l'infortunée et gaffeuse Isabelle. M. Dubosc a de la bonhomie, du tact, de la tenue dans le rôle du mari. Et Mlle Renouardt a fait bien ressortir toute l'instinctive perversité de cette petite peste de Janine.

René Doumic.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *Fervaal*, « action musicale » en quatre actes, dont un prologue; paroles et musique de M. Vincent d'Indy. — Théatre de l'Opéra-Comique : *La Sorcière*, drame lyrique en cinq actes; paroles de M. André Sardou, d'après le drame de Victorien Sardou, musique de M. Camille Erlanger. — M. Paderewski au Conservatoire. — Théatre de l'Opéra : *Le Sortilège*, opéra en trois actes, poème de M. Maurice Magre, musique de M. André Gailhard.

« Je dis toujours la même chose parce que c'est toujours la même chose. Et si ce n'était pas toujours la même chose... » On sait le reste. Nous dirons donc aussi la même chose de *Fervaal*, parce que *Fervaal*, après seize ans, nous parut la même chose que naguère : une chose très noble, très haute, voire hautaine, très pure et digne de tous les respects ; œuvre de science et de conscience, de foi et de bonne foi, intéressante souvent et plus souvent aride, pour ne pas dire fastidieuse, mais, à la fin, émouvante, peut-être sublime, et s'achevant sur les sommets.

Nier ou contester seulement le caractère, bien plus, la nature et l'essence wagnérienne de l'ouvrage, ne serait qu'un paradoxe, ou bien une gageure, ou bien encore un jeu. Dans une lettre que nous aimerions de publier tout entière, car elle l'honore infiniment, le musicien de *Fervaal*, après *Fervaal*, nous écrivait jadis : « Quant au wagnérisme, j'ai vécu trop près de l'orbite de l'astre Wagner, pour n'avoir pas été fatalement entraîné dans sa révolution... C'est humain, c'est presque une loi physique. Cela, je le reconnais parfaitement. » Paroles et musique, il est impossible de ne pas considérer *Fervaal* comme le témoignage et l'effet le plus sûr qu'il y ait dans notre art, de l'influence wagnérienne. « L'astre Wagner » n'a pas suscité de plus proche et plus fidèle satellite.

Nous avons raconté naguère, en détail, le sujet littéraire et drama-

tique de cette « action musicale. » Il suffira de le rappeler sommairement. Dans un pays fabuleux, dont Cravann est le nom, et que menacent les pires catastrophes (invasion étrangère et révolution religieuse), les destins ont désigné Fervaal, un chaste jouvenceau, pour être, au jour du péril imminent, le sauveur de sa patrie. Mais la mission du héros, ou plutôt le succès de sa mission, dépend de sa vertu. « Qu'il soit pur, » ont dit les oracles, « et que l'amour jamais ne trouble ni son corps ni son âme. » Une sorte de prophète, ou de druide, Arfagard, instruit des choses à venir, s'est fait le précepteur austère de l'élu. Il a formé l'esprit et surtout assuré l'innocence de son élève, l'obligeant même à jamais par un serment sacré. Mais une femme survient, Guilhen, une princesse sarrasine, qui détruit tout ce bel ouvrage en apprenant l'amour au Cravannais ingénu. C'est en vain qu'Arfagard arrache Fervaal aux bras de l'enchanteresse. Il vient trop tard. Abandonnée, et furieuse de l'être, Guilhen elle-même déchaîne les hordes de ses Sarrasins contre l'infidèle. Élu par les siens pour les mener à la victoire, le coupable du péché d'amour les entraîne à la défaite. Alors, ne songeant désormais qu'à pleurer sa faute et le désastre de sa patrie, le triste Fervaal se retire sur les sommets neigeux. Rejoint là-haut par l'inévitable Arfagard, il s'offre de lui-même, en sacrifice expiatoire, au fer de son terrible mentor, quand un appel de Guilhen, revenue soudain, se fait entendre et, littéralement, lui retourne le cœur. Il voulait recevoir la mort, il la donne, et d'un revers de son glaive il abat à ses pieds l'importun qui lui barrait le passage. Mais le froid des sommets a glacé le sang de Guilhen. Elle frissonne, chancelle et tombe sans vie. Alors, saisi d'horreur et de remords, parmi les ruines et les dépouilles même de tout ce qu'il aimait, Fervaal prend dans ses bras sa chère morte et, l'élevant comme une offrande, il se met en marche et monte. Il monte plus haut, toujours plus haut, appelant et saluant d'avance l'aube des temps nouveaux, le règne de la lumière et de l'amour, enfin toutes sortes de belles choses, non moins vagues que belles, et dont l'idée, ou le soupçon, donne à ce dénouement — dans l'ordre poétique même — une obscure autant qu'émouvante grandeur.

Ainsi Wagner, à la fin de la *Tétralogie* et par la voix prophétique de Brunnhilde, annonce le crépuscule des anciens dieux et l'avènement d'un siècle, d'un monde plus vraiment divin. Ajoutons que dans l'histoire de Fervaal comme dans celle de Parsifal, il y a de la rédemption à la fin, comme d'abord il y eut de la volupté. Les deux héros ne sont-ils pas l'objet, — avec cette différence que l'un résiste et que l'autre cède, —

de tentatives et de séductions pareilles? Il est permis de voir dans Guilhen, si ce n'est une sœur, au moins une cousine, germaine ou germanique, de Kundry. Peut-être aussi tient-elle d'Isolde la connaissance des philtres et des sortilèges. Les deux caractères de Gurnemanz et de Kurwenal se mêlent, par doses inégales, dans le personnage d'Arfagard. Sans compter que le poète-musicien de *Fervaal* comme celui de *Parsifal* encore, voire de *Siegfried*, paraît estimer au plus haut prix la virginité des héros et la tenir pour la condition rigoureuse de toute grande œuvre patriotique ou morale.

Ce qu'il est par les idées, ou les sentimens, le poème de *Fervaal* arrive parfois à l'être par les paroles mêmes. Il abonde en formules de ce genre :

Destin pareil, destin contraire,
Sort inconnu, sort attendu...
. . . . . .
O joie immense, ô douloureuse joie !
. . . . . .
O joie amère, ô douleur charmante !

Et ce jeu de rencontres ou d'antithèses verbales, ce cliquetis d'aphorismes quelque peu contradictoires, est tout à fait aussi dans le goût wagnérien. Wagnérienne enfin et surtout nous paraît l'atmosphère où baignent les personnages, le fond, plutôt brumeux, dont on regrette parfois qu'ils ne se détachent pas davantage. Ni les obscurités ni les longueurs ne manquent à cette histoire. « Fils des Nuées, » Fervaal a de qui tenir, et tient en effet de ses parens. Quand l'oracle s'exprime ainsi :

Tzeus est mort,
Esus dort.
Yesus veille,
Yesus vient,

nous croyons bien entendre, sans être d'ailleurs exactement fixés sur le personnage intermédiaire d'Ésus, que ce petit quatrain signifie l'approche du christianisme. Ailleurs, les origines historiques, ou préhistoriques de Cravann, telles qu'Arfagard les expose à Fervaal, sont plus difficiles à saisir. Oyez plutôt :

Dès le premier âge du monde,
L'homme connut Kaïto, serpent mystérieux;
Ainsi fut engendrée la race sainte des nuées,
Race de chefs, race de dieux.
Vers le deuxième âge du monde,

L'esprit chenu de nos forêts,
L'âme pensante des vieux hêtres
Émigra dans le corps des hommes les plus saints,
Ainsi commença la race des prêtres.

Lors de l'apparition de *Fervaal*, certain critique avait trouvé qu'en d'autres termes, plus familiers, cela revenait à ceci : au pays de Cravann, les militaires étaient les petits-fils d'un serpent et les ecclésiastiques descendaient des arbres. Et sans doute il y a dans cette interprétation quelque chose de superficiel et de frivole, mais quelque chose aussi d'ironique et de vengeur. Oh ! les nuées, les nuées, et la race des nuées ! « *Dès le premier âge du monde... Vers le deuxième âge du monde.* » Quelles appréhensions ne manque pas de nous causer, par deux fois, un pareil début ! Et comme la suite, chaque fois, les justifie ! Théogoniques ou cosmogoniques, des histoires de cette nature, et de cette longueur, ne purent être conçues que par une imagination wagnérienne, et c'est d'une patience wagnérienne aussi qu'il faudrait être doué pour en soutenir le récit.

Le wagnérisme de la musique en cette affaire égale au moins celui de la poésie. L'armature thématique de *Fervaal* est fabriquée de main de maître, d'une main dont on ne sait qu'admirer davantage, ou la vigueur, ou, par momens, la légèreté. Si quelqu'un souhaite de connaître, ce qui s'appelle connaître, à fond et par le menu, le système ou le réseau des *leitmotive* dont se compose *Fervaal*, que celui-là se reporte à l'ineffable *Étude thématique et analytique de Fervaal*, publiée autrefois par MM. Pierre de Bréville et Henry Gauthier-Villars. Voilà le guide par excellence, le modèle du catalogue, l'idéal du prospectus. Le gros et le détail, tout y est marqué, sauf les prix. Vous apprendrez là que « de hautes questions, de graves problèmes apparaissent dans *Fervaal* comme autant de soleils entourés de nuées. » On vous accorde heureusement que « leurs rayons ne parviennent que tamisés, opalins, aux sens des auditeurs et des lecteurs. » Vous trouverez encore dans ce programme officiel l'explication de la pièce et de la musique, avec le nom de tous les motifs et leur numéro. Il y en a vingt-sept en tout, sans compter les sous-motifs dérivés, et les mélanges ou combinaisons de motifs. Ainsi le commentaire de *Fervaal* achève de nous rendre sensible, et par momens fâcheuse, la présence constante et comme l'ubiquité, dans l'œuvre de M. d'Indy, de l'un des élémens ou des fermens principaux de l'esprit wagnérien.

Et ce ferment peut-être a perdu quelque chose non seulement de sa nouveauté, mais de son énergie. Il semble que l'abus de cette forme

ou de ce style en ait produit l'usure. La trame de l'étoffe apparait. Et lassés, blasés que nous sommes, nous finissons par douter si le système du *leitmotif* n'aurait pas accrû dans la musique de théâtre la part du procédé, du mécanisme et de l'arbitraire, au détriment du naturel, de l'aisance et de la liberté. Système, ce mot seul en dit assez. On parle et l'on a le droit de parler du wagnérisme en tant que système. A quoi donc au contraire et par quoi saurait-on reconnaître et définir le système d'un Gluck ou d'un Mozart?

De la symphonie elle-même, de la symphonie au théâtre et du « tout à l'orchestre » nous ressentons aujourd'hui la satiété. Principe wagnérien comme l'autre, les épigones du maître ont fini par en faire également un principe de rigueur et de tyrannie. Elle nous opprime et nous oppresse. Il n'y a pas que l'éloquence continue qui ennuie. Pascal n'avait pas prévu la continuité, non moins pénible, de l'orchestre. A cet égard, il semble que M. d'Indy renchérisse parfois sur Wagner lui-même. L'effusion vocale et chantante, le moment de vrai lyrisme, celui qu'on voudrait arrêter, car il est si beau ! ce moment-là nous paraît plus rare et plus court dans les deux premiers actes de *Fervaal* que dans les drames les plus symphoniques de Wagner, y compris *Tristan*.

Symphonie et *leitmotif* à outrance, c'est pour avoir échappé à leur double contrainte, qu'un *Otello* jadis, ensuite et surtout un *Falstaff* nous donnèrent, à la fois si forte et si douce, la sensation de la joie et de la délivrance. De quel musicien, parmi les nôtres, pouvons-nous attendre un don si précieux? M. Debussy, dira-t-on, nous l'apporta naguère et sans doute on nous reprochera d'avoir en lui méconnu le libérateur. Mais pour trop de raisons, et qui seraient ici trop longues à déduire, trop de mal venait corrompre, sinon ruiner le bien qu'une œuvre, d'ailleurs originale et nouvelle comme *Pelléas*, aurait pu faire.

Wagnérien au fond et par l'esprit, il arrive à *Fervaal* de le paraître même par la lettre et le détail: détail de mélodie, d'harmonie, ou d'instrumentation. Ici, l'on salue au passage le motif du Walhalla; ailleurs, indépendamment de l'idée ou du thème, le souffle, l'atmosphère sonore de *Tristan* nous effleure ou nous enveloppe. De *Tristan* aussi nous retrouvons telle appoggiature, l'accent ou la poussée chromatique, la progression, et la tension constante, et la perpétuelle approche d'un but où jamais on n'atteint.

. . . . . .

Ainsi M. d'Indy, son aveu de wagnérisme en témoigne, se connaît bien lui-même. Et la suite de sa lettre achèverait de montrer que, dans

sa propre cause, le musicien de *Fervaal* est un juge excellent : « J'ai cependant essayé (dans le troisième acte) de rester aussi *latin*, c'est-à-dire aussi purement expressif qu'il était possible à mon tempérament. Je n'y ai peut-être pas réussi, mais je vous assure que j'ai essayé avec bonne foi. » Le très sincère et très noble artiste ne s'abuse ici que sur un seul point, et par modestie. Il a fait mieux, beaucoup mieux, qu'« essayer, » en ce troisième acte, simplement admirable, et de plus — l'interversion des mots est significative — admirable simplement. « Latin, c'est-à-dire expressif, » oh ! la belle, et féconde, et précieuse définition, et qui prend, sous la plume, par la voix de M. Vincent d'Indy, plus de valeur encore ! Oui, sous les réserves et les restrictions qu'impose à M. d'Indy sa nature ou son tempérament, la beauté de ce dernier acte est latine. Elle l'est premièrement parce qu'elle consiste dans la composition et l'ordonnance, dans la vaste généralisation, dans la suite et l'ampleur du développement. Ici, plus, ou presque plus, en tout cas beaucoup moins de hachures, de morcellement et d'émiettement. Et surtout, au lieu de la volonté seule et de la seule intelligence, de la contrainte et de la rigueur, la détente, l'indépendance, et le don, l'abandon de soi-même, l'effusion d'une sensibilité, d'une émotion spontanée et libre. Le prélude est une page insigne de musique descriptive avec grandeur, riche en effets pittoresques, témoin certaines gammes rapides et ruisselantes à travers l'orchestre, mais dont le pittoresque ne diminue en rien la valeur spécifique et la pure musicalité.

Le rideau levé, l'orchestre commente par une symphonie singulièrement expressive les gestes, ou plutôt l'immobilité muette de Fervaal pénitent. La musique, toute la musique, est vraiment ici, comme le paysage et comme l'âme du héros, grandiose et désolée. Sans doute quelque longueur, un peu d'obscurité, nous gâte encore le dialogue entre Arfagard et Fervaal, et l'entretien suivant de Fervaal avec Guilhen, mais l'impression générale de pureté, de noblesse est la plus forte. Et puis, en ces dernières scènes, les haltes, ou plutôt les mouvemens, les élans de lyrisme ne sont pas rares. S'ils ont peu de durée, ils ont du moins de la décision et de la précision. Indiqués plutôt que développés, ils se traduisent pourtant par des formes très nettes et dont la nouveauté, même la hardiesse harmonique, s'accommode sans peine et sans honte, nous ne dirons pas de la répétition, mais de quelque régularité et d'un semblant de symétrie. Certain *lamento* de Fervaal : « *Ils dorment, tous ceux que j'aimais!* » offre, en sa brièveté, je ne sais quelle apparence strophique. Plus loin,

son admirable adjuration aux étoiles unit, à toute la liberté d'un *lied*, toute l'eurythmie d'un chant. Quel sentiment surtout, quelle émotion, et poignante, s'est donc emparée ici de l'artiste et se communique à nous ! La musique, disait Beethoven, est esprit et elle est âme. A l'esprit, — et par là, s'il vous plaît, nous entendrons la science, toute la science du musicien qu'est M. d'Indy, — voici que pour la première fois s'ajoute une âme, une âme débordante de douleur et d'amour. « *Ils dorment, ils dorment, tous ceux que j'aimais!* » Deux et trois fois, des harmonies torturantes étreignent la voix, et la voix, avec une sorte d'ivresse désespérée, semble moins s'arracher que se livrer à leur étreinte. Plus belle encore peut-être est l'apostrophe aux étoiles. Le pathétique ici, et le pathétique humain, celui qui vient du cœur et qui va au cœur, s'élève très haut. Humain, et reprenons le terme : latin, classique même. A toute la déploration de son héros le musicien a donné pour fond ou pour base le thème admirable du *Pange lingua*. Il l'a traité de façon magistrale, que dis-je ! de plus d'une façon. Il l'annonce d'abord de loin et le présente comme de biais. Entre les voix harmonieusement disposées d'un invisible chœur, il en distribue les notes initiales. Enfin il l'attaque franchement et de face, le faisant entonner par le ténor, à pleine voix et à découvert. Les chœurs, à leur tour, le reprennent, et, sur leur polyphonie assurée, Fervaal jette çà et là des appels maintenant joyeux, enthousiastes, d'énergiques et lentes vocalises, où semble résonner l'accent triomphal de certains mélismes grégoriens. Oui, latin, au sens le plus large du mot, non seulement latin, mais romain, catholique romain, l'art de M. d'Indy finit ici par l'être, avec une plénitude, avec un éclat vainqueur des nuées et des ombres. En son art tout entier, dans ses œuvres comme dans sa doctrine et son enseignement. dans son esprit comme dans son cœur, on sait quelle place, la première peut-être, garda toujours à l'idéal religieux le compositeur de *Fervaal*. Nulle préoccupation, nulle conviction, nulle pratique ne l'honore davantage. Et comme elle est le signe de sa foi, la beauté de cette scène finale en est aussi la récompense. Au génie liturgique, au génie de l'Église, le musicien qui le comprend et qui l'aime n'a pas recouru en vain.

Pour les incroyans eux-mêmes, de telles pages contiennent une grande leçon. N'est-il pas singulier qu'à la fin, ou plutôt au sommet d'un opéra tel que *Fervaal*, aussi délibérément et, suivant nous, exagérément instrumental et symphonique, l'effet capital, et tout près, encore une fois, d'être sublime, ait pour cause une mélodie, un

chant ! Que ce chant soit d'église, du style que de préférence à tout autre l'Église a reconnu, consacré comme sien, n'est-ce pas le signe évident et le gage assuré des bienfaits que l'art même profane peut attendre et recevoir de l'art véritablement religieux ! Enfin il n'y a guère ici qu'un chant. Mais comme il agit sur nous, comme il opère en nous ! De même, dans un ouvrage moderne, et polyphonique autant que *Fervaal*, *Ariane et Barbe-Bleue*, à certain moment, une mélodie aussi, le chant des « cinq filles d'Orlamonde, » s'élevait, solitaire et tout-puissant. Ainsi, chez deux éminens symphonistes, la monodie a pris une glorieuse revanche, et sur la multiplicité des élémens, l'élément simple, unique, pendant quelques instans au moins, a prévalu.

Hier, comme jadis, elle nous a pris, cette fin de *Fervaal*, et pris tout entier. Mais, hélas ! il faut bien se reprendre et, même pour elle, on ne peut oublier le reste et la tendance générale de l'ouvrage. « Soleils entourés de nuées, » confessent les exégètes, enthousiastes pourtant, que nous citions plus haut. Nous retenons leur aveu, pour le faire nôtre. Nous écrivions naguère à propos de *Fervaal*, et l'on nous permettra de récrire ce que nous croyons toujours, plus fortement peut-être, après seize années accomplies : prenons garde à la poésie et à la musique des nuées. M. Jules Lemaître, il y a longtemps, avait déjà raison de nous avertir : « Encore une fois les Saxons et les Germains, les Gètes et les Thraces et les peuples de la neigeuse Thulé ont fait la conquête de la Gaule. » Qui délivrera le territoire ! Quel maître vraiment national viendra refaire notre art, notre âme musicale, à son image, nous rendre la clarté, l'évidence, que nous continuons de fuir, hélas ! pour nous incliner, pour nous enfoncer de plus en plus du côté du mystère ! Si grand, si noble qu'il soit, l'art d'où procède la majeure partie de *Fervaal* ne contient et ne manifeste rien qui soit nôtre. Il n'est pas selon nous, mais contre nous.

Art étranger, c'est de plus un art difficile, qu'on n'aborde et surtout qu'on ne pénètre qu'avec peine. Il se défend trop, avant de se donner, quand il se donne. « Ah ! Marianne, » disait Octave à sa cousine, « c'est un don fatal que la beauté ! La sagesse dont elle se vante est sœur de l'avarice et il y a plus de miséricorde dans le ciel pour ses faiblesses que pour sa cruauté. » Sans demander à la musique trop de condescendance, et pour tout le monde, on voudrait cependant la musique de M. d'Indy moins rigoureuse, moins cruelle, et qu'en d'autres termes, familiers, elle y mît un peu plus du sien. Nous sommes obligés, nous qui l'écoutons, d'y mettre trop du nôtre. Non pas, à vrai dire, toujours. Outre les beautés finales, il y a des éclaircies dans cet

ouvrage, fils des nuées comme le héros dont il porte le nom. C'est, entre autres, la fin du prologue, où le système du *leitmotif* est comme toujours appliqué, mais d'une main si légère, que le travail, ailleurs difficile, pénible même, ne paraît plus qu'un jeu. C'est encore le prélude du tableau suivant (les jardins enchantés de Guilhen), une page symphonique exquise, sans obscurité, sans rudesse, où la musique, loin de se raidir, se détend, s'abandonne et, pour ainsi dire, se laisse aller. Avec, ou malgré cela, rien ici qui se relâche ou se néglige : autant de tenue, de noblesse, que de charme et de caressante douceur. La poésie même, celle de la nature et celle de l'âme, pare certains détails cachés dans l'austère partition. Lorsque Mentor-Arfagard vient arracher des bras de Guilhen son élève émancipé, qui s'y oublie, il l'avertit qu'il l'attendra là-bas, « à la porte de pierre, » et, rien que sur ces mots, l'intonation, le tour mélodique de l'appel sonore, donne je ne sais quoi d'étrange et de presque fatal à l'énoncé de l'importun rendez-vous. Un pâtre enfin, qui passe à travers le brouillard, est un passant mélodieux. Son chant, de couleur populaire, flotte à dessein, comme la brume, dont il a le vague et le mystère. Il est fait de peu de notes, choisies, expressives, que peu de notes aussi, de l'orchestre le plus sobre, soutiennent mais n'écrasent point. « *Salut, berger!* » lui dit Arfagard, et nous saluons volontiers nous-même, attentif et près d'être ému, ce frère de tant de bergers qui chantent, ceux de *Sapho*, de *Mireille*, de *Tannhäuser* et de *Tristan*, mêlés à des infortunes tragiques, que leur cantilène rêveuse rend plus tragiques encore

. . . . . .

Et cependant! Cependant! Combien le reste, presque tout le reste de l'ouvrage, après seize ans, nous paraît encore difficile à faire vraiment nôtre! C'est un art escarpé que cet art. Art d'agrément, dit-on quelquefois de la musique. Et sans doute c'est trop peu dire, beaucoup trop, infiniment trop peu. Mais l'agrément finira-t-il par n'y plus compter pour rien! Que la musique soit un très noble divertissement et, si l'on veut, le plus noble, à la bonne heure. Mais puisse-t-elle ne pas renoncer tout à fait, — dans le sens également le plus noble du mot, — à nous « divertir. » Nous ne souhaitons pas qu'elle s'abaisse, mais qu'elle s'incline seulement; au lieu d'effaroucher, qu'elle attire et qu'elle accueille. Gardons-la des gens du commun, mais ne la réservons pas aux gens du métier. Il y en a d'autres, les honnêtes gens, comme on les appelait naguère, qu'elle peut, qu'elle doit charmer et réjouir. Prendront-ils plaisir à *Fervaal?* « *Ein Mann wie ander mehr,* » a dit Gœthe de son Faust: « *Un homme comme bien d'autres.* » Eh bien! cet homme-

là, de culture moyenne, supérieure même, et de profession quelconque : homme d'affaires, ou de lettres, ou de science, musicien, non de métier, mais de goût seulement et de désir, croyez-vous qu'il vienne chercher et qu'il trouve dans *Fervaal*, après le labeur quotidien, le délassement, la détente, et surtout, — bienfait par excellence de la souveraine beauté, — un surcroît intérieur d'activité, de vie et de joie ! « La libre joie ! » A mainte reprise, le héros de Cravann l'invoque et la glorifie ; il nous la dispense trop rarement, et voilà pourquoi, devant une œuvre comme *Fervaal*, nous nous inclinons avec plus de respect et d'admiration que de sympathie et d'amour.

Nous n'avons entendu qu'une des deux interprètes qui chantèrent le rôle de Guilhen. Cela suffit pour que nous préférions l'autre. Il a paru que, dans le rôle d'Arfagard, la voix de M. Delmas n'était pas près de tomber, ni son ardeur de s'éteindre. Et depuis l'inoubliable M. Jean de Reszké, M. Muratore (Fervaal) est décidément le seul ténor dont la voix, le chant et l'action nous fassent un grand, toujours plus grand plaisir.

Fervaal a toujours eu d'heureux antécédens. Par où nous voulons dire ceci : joué d'abord (à Bruxelles) peu de temps après la première représentation à Paris du *Messidor* de M. Bruneau, *Fervaal* repris vient de succéder à la *Sorcière* de M. Camille Erlanger. Et ce double voisinage a prouvé, tout de suite et jusqu'à l'évidence, qu'entre l'un des trois ouvrages et les deux autres il n'y a pas de commune mesure. Cette musique et cette musique ne sont pas du même ordre.

La *Sorcière* est l'un des moindres, ou des plus gros mélodrames qu'ait jamais fabriqués la main, souvent plus légère, de Victorien Sardou. Cela représente sommairement les amours d'un jeune seigneur espagnol, don Enrique, avec une certaine Zoraya, Mauresque, adonnée à la pratique, illégale autant qu'innocente, bienfaisante même, d'une médecine où le magnétisme paraît avoir la plus grande part. Lieu de l'action : Tolède, au temps du fanatisme et des bûchers. Pour des raisons de convenance, d'État peut-être, Enrique se voit contraint à l'hymen d'une fille de son rang. Ce qu'ayant appris, Zoraya s'introduit le soir dans la chambre nuptiale et, par son art magique, endort la mariée d'un profond et durable sommeil. Fuite des deux amans, après meurtre préalable d'un sbire survenu mal à propos. Prompte arrestation des coupables et comparution devant le tribunal du Saint-Office, que préside le cardinal Ximénès en personne (tableau naturellement animé par l'esprit du plus pur anticléricalisme). Pour sauver

don Enrique, Zoraya se déclare seule coupable de magie et d'ensorcellement. Condamnée au bûcher, nous l'y voyons, et son amant désespéré l'y voit avec nous conduire, lorsque le père de la demoiselle endormie vient implorer de Zoraya, lui promettant la vie sauve, le réveil de sa fille. La jeune personne est aussitôt apportée et réveillée. Mais la foule, qui n'a rien promis, réclame le supplice de la païenne, et se dispose à y procéder. Pour s'y soustraire, il ne reste plus à Zoraya que le moyen classique, dont elle use : avec Enrique, impuissant à la sauver, elle partage la fiole de poison, — à moins que ce ne soit une pastille, — qui met fin d'ordinaire aux histoires comme celle-là.

Les histoires comme celle-là sont peu faites pour la musique en général et ne la méritent guère. La musique particulière ajoutée à ce mélodrame n'a rien de dramatique et rien non plus de mélodieux. Dramatique, elle affecte, elle s'efforce de l'être, bruyamment et plus lourdement encore. Elle est épaisse et surchargée. Un profane, qui l'écoutait avec nous, déplorait qu'il n'y eût rien dans le chant : il avait raison. Mais il avait tort de croire que dans l'orchestre il « *devait y avoir* quelque chose. » Non, rien du tout. C'est en vain que cet orchestre s'enfle et se travaille, en vain qu'il « donne » toujours et tout entier. Il est parfaitement inutile de mobiliser un orchestre au grand complet aussi bien pour un détail infime, un mouvement de scène, un mot à dire, que pour une péripétie capitale, dramatique ou lyrique. L'erreur, une des erreurs d'aujourd'hui, consiste dans cette plénitude ou cette pléthore continue de la soi-disant symphonie. Entre les plans, entre les valeurs, plus de rapports ni de proportions désormais. Tout est prodigué, rien n'est ménagé, réservé, retenu. Autant que de la discrétion, c'en est fini de la justesse, au moins de la justesse verbale, les notes ayant toujours l'air d'avoir été choisies, non pour exprimer les paroles, mais pour les contredire. Ainsi, quand on écoute aujourd'hui certaine musique, on peut se demander par où elle pèche davantage : par l'encombrement dans l'ordre prétendu symphonique, ou, dans l'ordre de la déclamation, par l'impropriété.

A l'Opéra-Comique, hier, la *Danseuse de Pompéi;* aujourd'hui, la *Sorcière*... « De quoi demain sera-t-il fait? » Le passé, le présent, l'avenir sont également sombres.

Un rayon cependant a brillé : non pas au théâtre, mais au Conservatoire il y a quinze jours, pendant l'exécution d'un concerto de Chopin par M. Paderewski. Ce fut une heure d'enchantement sonore. Oui, rien que dans l'ordre de la sonorité, que dis-je, de toutes les

sonorités possibles et de celles-là mêmes qu'on peut à peine imaginer, le grand artiste polonais a littéralement accompli des miracles. Il a fait de la mélodie de Chopin, dans l'*andante* surtout, une créature vivante, et de la vie totale, une âme exquise animant un corps harmonieux. En vérité, par la finesse, par les mille nuances d'un modelé sonore extraordinaire, on dirait que M. Paderewski donne à des phrases, à des notes, le coloris et la souplesse, l'éclat ou le velouté, la pulpe enfin de la chair elle-même. Chopin ne peut avoir été mieux joué par Chopin, avec une sensibilité plus profonde, avec une plus mystérieuse, plus idéale, et cependant plus humaine et plus émouvante poésie.

Si nous pouvions, à la fin de cette chronique, parler du *Sortilège*, l'opéra de MM. Maurice Magre et André Gailhard, nous le ferions sans rigueur. Le poème n'en est pas anti-musical, et la musique non plus. Modérément originale, elle a, cette musique, de la clarté, du naturel et de l'abondance, de la tenue et quelquefois du sentiment, voire de la passion, le tout avec un air de jeunesse qu'osa ne point cacher le musicien de vingt-cinq ans.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

A PROPOS D'UN LIVRE ANGLAIS SUR LES OPÉRAS DE MOZART

Mozart's Operas, a critical Study, par Edward J. Dent, 1 vol. in-8, illustré, Londres, librairie Chatto et Windus, 1913.

Le très intéressant ouvrage nouveau de M. Dent s'ouvre fâcheusement par une erreur qui, celle-là, n'est pas du tout nouvelle, et aurait même de quoi nous fournir une preuve bien caractéristique de ce que je serais tenté d'appeler l'incroyable « crédulité » professionnelle des musicographes. Quelque plaisant s'est-il un jour avisé d'attribuer à Palestrina ou à Sébastien Bach une parole mémorable sur Napoléon ? nous pourrons être assurés de retrouver dorénavant cette parole dans toutes les études consacrées à Palestrina ou à Sébastien Bach, sans que jamais le critique le plus méfiant ou l'érudit le plus scrupuleux s'enhardisse à écarter du domaine de l'histoire musicale le monstrueux « pavé » qu'on y aura déposé. C'est ainsi que, — pour m'en tenir à ce seul exemple, — je citerais une cinquantaine au moins de livres sur Mozart où, parmi la liste des premières compositions de l'enfant-prodige salzbourgeois, figure, à la date de l'année 1768, une réduction pour quintette à cordes de la grande et fameuse *Sérénade pour Instrumens à vent*, ce qui est encore beaucoup plus extravagant, dans son genre, qu'il le serait d'attribuer la *Légende des Siècles* à un Victor Hugo de dix ou douze ans. Sur une copie manuscrite de la réduction de la sérénade, quelqu'un, — qui n'est certainement ni Mozart lui-même, ni aucun des siens, — a eu jadis l'étrange idée d'inscrire cette date de 1768 : et il n'en a pas fallu davantage pour que désormais les plus graves historiens de l'enfance de Mozart nous le fissent voir

écrivant, pendant sa douzième année, l'une des œuvres les plus puissantes que nous ait laissées son merveilleux génie !

Pareillement il en est ainsi de l'erreur que vient de reprendre à son compte l'éminent musicographe anglais. Au frontispice d'un gros volume où, comme je le dirai tout à l'heure, il s'est occupé surtout de *la Flûte enchantée* et des dernières œuvres de Mozart, M. Dent a placé la reproduction d'un portrait du maître qui a été légué autrefois par la veuve de celui-ci au Mozarteum de Salzbourg; et sous la reproduction il a noté que ce portrait avait été peint par l'acteur Joseph Lange « en l'année 1791, » — qui est l'année même de la mort de Mozart. Évidemment une telle date, qui nous permettrait en effet de nous représenter l'apparence extérieure du maître au moment de la composition de sa *Flûte enchantée*, aura seule justifié aux yeux de M. Dent l'honneur qu'il a cru devoir accorder à une médiocre peinture d'« amateur, » fort au-dessous de maints autres portraits également authentiques. Et il est bien vrai que le catalogue du Mozarteum, sur la foi de je ne sais quelle affirmation ancienne, assigne au portrait de Joseph Lange la date susdite : mais c'est chose étonnante que, connaissant aussi parfaitement qu'il le fait la personne et l'œuvre de Mozart durant la dernière année de sa vie, l'écrivain anglais n'ait pas aperçu tout de suite l'impossibilité de prendre au sérieux une affirmation comme celle-là. Car d'abord lui-même nous apprend, avec pleine raison, que Mozart en 1791 se trouvait profondément fatigué et usé ; et le fait est que, selon toute probabilité, c'est de vieillesse qu'est mort cet homme de trente-six ans, — d'une espèce d'épuisement ou de surmenage nerveux assez semblable à celui qui, autrefois, avait causé la mort de notre Blaise Pascal. Le témoignage de tous ceux qui l'ont approché s'accorde, sur ce point, avec le témoignage plus éloquent encore de toute sa production musicale de l'année 1791, absolument différente de son œuvre antérieure, et imprégnée d'un mélange si frappant d'audacieuse maîtrise technique et de sérénité qu'on la dirait jaillie d'un cœur où ne survit plus aucune trace de nos faiblesses humaines. Comment admettre que ce Mozart-là, deux ans après que l'admirable portrait de Tischbein nous l'a montré dans tout le sombre éclat de sa maturité; comment admettre qu'il ait pu, en 1791, recouvrer la fraîche et légère beauté juvénile qui se révèle à nous dans l'esquisse salzbourgeoise ?

Sans compter qu'à cette première objection, plus ou moins « théorique, » s'en joint une seconde, toute positive, dont on ne comprend pas non plus qu'elle ait échappé à la fine observation critique de

M. Dent. Non seulement le portrait placé par lui en tête de son livre nous fait voir un Mozart beaucoup trop jeune pour que nous ayons le droit d'y reconnaître l'auteur, précocement vieilli, de la *Flûte enchantée :* nous savons en outre, de la façon la plus certaine, que ce portrait a été peint par Joseph Lange non pas en 1791, mais bien au lendemain du mariage de Mozart, en 1782, tout de même que le portrait de la femme du maître, et que celui-ci a envoyé les deux esquisses à son père, entre autres moyens inventés et employés par lui, à ce moment, pour obtenir du sévère Léopold Mozart le pardon de l'impardonnable folie qu'il venait de commettre. Nous savons cela par la veuve de Mozart, qui, en 1828, a fait lithographier les deux portraits et les a publiés dans le gros livre que son second mari, le chevalier de Nissen, avait consacré à la mémoire de son illustre prédécesseur. Et en effet M. Dent, — comme avant lui tous ceux qui ont également accepté sans contrôle l'assertion fabuleuse du catalogue du Mozarteum, — n'a pu manquer d'apercevoir, vis-à-vis de la page 464 de la *Biographie de W. A. Mozart* par G. N. de Nissen, la fidèle reproduction de toute la partie supérieure, — la seule partie dûment terminée, — du prétendu portrait de 1791, placée là en regard des lettres où le jeune mari de Constance Weber s'ingéniait vainement à fléchir la sage colère paternelle (1).

Mais peut-être M. Dent n'a-t-il pas attaché beaucoup d'importance à l'illustration de son livre, — qui n'a guère à nous montrer, en plus de ce portrait authentique de Mozart faussement daté, que deux autres portraits incontestablement faux ? Le texte de son livre, en tout cas, repose sur une documentation de bien meilleur aloi ; et je ne m'arrêterai pas à y signaler, çà et là, quelques menues erreurs si solidement implantées désormais dans la « littérature mozartienne, » que ce ne serait pas trop d'une vie entière pour avoir chance de réussir à les en extirper. Tout au plus m'étonnerai-je encore que la prudence et le discernement ordinaires du savant musicographe anglais ne lui aient pas interdit de tenir pour véritable, — après l'unanimité de ses devanciers depuis plus d'un siècle, — la célèbre lettre italienne où Mozart, en septembre 1791, aurait avoué à un certain correspondant anonyme l'impression produite sur lui par la commande mystérieuse d'une messe

(1) Tout récemment encore, l'auteur d'une nouvelle biographie illustrée de Mozart a publié les deux versions du portrait, l'esquisse peinte et la lithographie, en datant cette dernière de 1782 et en nous présentant la peinture originale qu'elle reproduisait comme exécutée par Joseph Lange en 1791 !

de *Requiem*. La voici, cette lettre, exactement traduite d'après l'une des plus anciennes copies qu'on en ait publiées :

Très aimé Seigneur, Je voudrais suivre votre conseil : mais comment y parvenir? J'ai la tête brisée, je ne puis plus réfléchir qu'à grand'peine, et je n'arrive pas à m'enlever des yeux l'image de cet inconnu (1). Je le vois sans arrêt, il me sollicite, me presse, et impatiemment me réclame son travail. Et aussi continué-je de m'y livrer, parce que la composition m'est encore moins fatigante que le repos. Au reste, je n'ai plus à trembler. Je le sens bien à ce que j'éprouve, que déjà l'heure sonne ; me voici au seuil de la mort; j'ai achevé ma vie avant d'avoir joui de mon talent. Et pourtant la vie était si belle, ma carrière s'ouvrait sous des auspices si heureux ! Mais personne ne saurait changer sa destinée. Personne n'est libre de mesurer ses propres jours; force est donc de se résigner; il en sera ce qui plaira à la Providence. En tout cas, je suis en train de terminer mon chant funèbre ; je ne dois pas le laisser inachevé.

Inutile d'ajouter que le texte de cette lettre a désormais disparu, non moins mystérieusement qu'il avait naguère surgi, un beau jour, dans la presse musicale. On nous dit bien que ce texte original a été vu par Kœchel, vénérable naturaliste autrichien dont le *Catalogue de l'œuvre de Mozart* atteste une naïveté et une incompétence prodigieuses en matière de graphologie. Mais ne sait-on pas qu'il y a eu, après la mort de Mozart, deux ou trois personnes qui se sont fait proprement un métier de contrefaire, avec une adresse surprenante, l'écriture du maître ? Ne se rappelle-t-on pas que la partition manuscrite du *Requiem* a été complétée par Sussmaier, l'élève de Mozart, — pour le compte de la veuve de celui-ci, — d'une main si parfaitement pareille à celle du maître que non seulement le riche gentilhomme qui avait commandé cette messe funèbre, mais aussi, après lui, les « mozartologues » les plus autorisés ont cru longtemps avoir sous les yeux une œuvre authentique, dûment achevée, de l'auteur de *Don Juan?* Et ne devine-t-on pas l'intérêt qu'avait précisément la veuve de Mozart à pouvoir appuyer sur un document de l'espèce de la lettre ci-dessus la légende qu'elle a créée et soutenue toute sa vie, avec un aplomb extraordinaire : la légende d'un *Requiem* entièrement terminé par son mari, — tandis que ce dernier n'en avait composé, en réalité, que le grand chœur initial, et puis avait dû se borner à

(1) C'est-à-dire de ce serviteur du comte de Walsegg qui, en juillet 1791, sans vouloir révéler son propre nom ni celui de son maître, était venu commander à Mozart une messe de *Requiem*, — que le susdit seigneur autrichien se proposait de faire exécuter ensuite dans sa chapelle en la donnant pour une de ses propres compositions musicales.

esquisser sommairement les lignes essentielles de trois ou quatre des morceaux suivans? Dans la fameuse querelle soulevée autour de l'authenticité du *Requiem*, voici un siècle environ, de quel poids devait être, — et a été en effet, — la révélation d'une lettre où Mozart attestait qu'il « était en train de terminer son chant funèbre ! »

Et comment aussi ne pas être frappé sur-le-champ, en lisant cette lettre, de la folle invraisemblance à la fois de sa forme et de son contenu? On a supposé que le correspondant de Mozart était le librettiste Da Ponte, l'auteur des paroles des *Noces de Figaro* et de *Don Juan*, louche aventurier qui, en 1791, s'était enfui de Vienne et était allé se cacher dans un faubourg de Trieste. Ce serait cet individu que Mozart aurait qualifié respectueusement de « très aimé Seigneur ! » C'est à lui qu'il aurait confié son plus intime secret, — et cela à plusieurs reprises, puisque la manière dont il désigne simplement l'homme noir du *Requiem* en l'appelant : « cet inconnu » semblerait supposer un récit plus détaillé de l'aventure, déjà fait précédemment dans une autre lettre ! Ou plutôt n'est-il pas trop clair que les mots : « cet inconnu » ne font allusion à aucune lettre antérieure, et ne sont là que pour dispenser le faussaire de nous raconter une aventure suffisamment connue ? Reconnaissons-le désormais sans l'ombre de doute : la belle et touchante lettre que j'ai citée tout à l'heure ne s'adressait ni à l'intrigant Da Ponte ni à personne autre; et que si même, par miracle, l'original perdu de la lettre venait à se retrouver, et que d'éminens graphologues s'accordassent à y voir la main de Mozart, il faudrait encore en conclure seulement que quelqu'un s'est rencontré qui a su dépasser, en habileté de contrefaçon, les fabricans d'autographes employés autrefois par la veuve du maître !

D'une manière générale cependant, je le répète, l'ouvrage nouveau de M. Dent n'a rien de commun avec l'ordinaire des volumes consacrés à Mozart depuis un demi-siècle. L'écrivain anglais ne s'en est point tenu, comme ses devanciers, à entourer de quelques réflexions plus ou moins originales une série invariable d'anecdotes extraites des deux biographies classiques de Nissen et de Jahn. Au premier rang de ses nombreux mérites, ce gros volume peut, à bon droit, revendiquer celui d'être vraiment « nouveau, » — n'étant rempli, tout entier, que des vues personnelles de l'auteur touchant les divers opéras de Mozart. Peut-être même M. Dent, suivant un tour d'esprit qui est bien de sa race, tendrait-il à faire trop bon marché de toutes les opinions émises avant lui, sans vouloir tenir aucun

compte de ce qu'on pourrait appeler le lent classement séculaire des « valeurs » historiques? C'est ainsi que, des maîtres comme Pergolèse ou comme Weber ayant laissé des œuvres qui n'ont pas eu la fortune de lui plaire, pas un moment il ne s'est demandé si le poids de leur gloire ne leur conférerait pas dorénavant une certaine immunité, ou tout au moins n'aurait pas de quoi lui imposer, vis-à-vis d'eux, une hostilité d'allure plus discrète et moins « cavalière, » — étant donné qu'il ne nous parle d'eux qu'en passant, et sans pouvoir motiver son antipathie à leur égard.

Il y aurait également quelques-uns de ses jugemens sur les opéras de Mozart qui, — tout en s'accompagnant d'une démonstration beaucoup plus abondante, — gagneraient à se rapprocher davantage de l'opinion admise : tandis que, sur un certain nombre d'autres points, au contraire, on ne saurait assez louer l'écrivain anglais d'avoir préféré au témoignage d'une tradition plus ou moins légendaire celui de son propre goût et de sa propre raison. Aussi bien tout son livre nous montre-t-il une connaissance très approfondie de l'œuvre musicale de Mozart lui-même et de tels maîtres italiens ou allemands dont il a subi l'influence. Mais comme le livre entier n'est formé que d'études séparées sur les plus célèbres opéras de Mozart, et comme le plus grand effort du musicographe anglais, — ainsi que je l'ai dit déjà, — s'est évidemment concentré sur *la Flûte enchantée*, je vais essayer, à mon tour, de le suivre seulement sur ce dernier terrain, — sauf peut-être à profiter, un jour, d'une occasion nouvelle pour m'efforcer de signaler au lecteur français les plus intéressantes des réflexions historiques ou critiques suggérées à M. Dent par les chefs-d'œuvre précédens de l'art dramatique de Mozart, depuis *Idoménée* jusqu'à *Cosi fan tutte* (1).

Et tout d'abord, il convient de remercier M. Dent des précieux renseignemens qu'il nous offre sur la figure et la carrière d'un personnage singulier qui, selon toute apparence, a activement collaboré avec le trop fameux Schikaneder à la rédaction du livret de *la Flûte enchantée*. Un beau jour de l'été de 1818, dans un restaurant viennois, le médiocre musicien Seyfried se trouvait attablé avec un petit groupe d'amis, lorsqu'il a vu venir à lui un « vieux monsieur d'allures distinguées, vêtu d'une redingote bleue, et portant les insignes de différens ordres. » Seyfried, au premier moment, ne l'a point re-

(1) Comment ne rappellerais-je pas, à ce propos, l'étude consacrée ici même, tout récemment encore, par M. Camille Bellaigue à l'inspiration poétique et à la langue musicale de *Don Juan?* (*Revue* du 1er juin 1912).

connu : mais bientôt le respectable vieillard lui a rappelé qu'il avait eu l'honneur de l'approcher autrefois, en qualité de choriste d'un petit théâtre où le susdit Seyfried tenait alors l'emploi de chef d'orchestre. Depuis lors, ajoutait l'ex-choriste, la chance l'avait étrangement favorisé. Fatigué de sa vie misérable de comparse théâtral, et ressaisi soudain d'une passion enthousiaste pour l'histoire naturelle, il était allé passer sept années et demie au Groenland, y avait étudié assidûment la conformation du sol, et puis, en août 1813, était débarqué à Hull, costumé en Esquimau, avec une touffe de plumes sur son bonnet de fourrure. En Angleterre, ses importantes découvertes scientifiques lui avaient valu l'accueil le plus honorable; et bientôt l'ancien choriste viennois avait été nommé professeur titulaire de minéralogie à l'université de Dublin. C'est en effet à Dublin qu'il est mort, en 1833, laissant le souvenir d'un savant distingué et d'un excellent homme. Mais le plus curieux est que, pendant son séjour à Vienne en 1813, cet ancien choriste du théâtre de Schikaneder, — qui s'appelait en réalité Metzler, mais n'était connu que sous le pseudonyme de Giesecke, — a révélé à Seyfried, ainsi qu'à d'autres personnes, qu'il avait été naguère le principal auteur du livret de *la Flûte enchantée*. Révélation qui, d'ailleurs, n'avait rien de surprenant : car on savait que Schikaneder, complètement illettré, et trop occupé de ses affaires à la fois et de ses plaisirs pour avoir le temps d'écrire les paroles d'une pièce, avait dû sûrement confier cette tâche à l'un ou à l'autre des acteurs de sa troupe, sans compter que déjà, la même année 1791, Giesecke avait montré son talent de librettiste en tirant un poème d'opéra-comique de l'*Obéron* de Wieland.

Resterait à savoir, après cela, jusqu'où est allée cette collaboration, désormais incontestable, du futur professeur de l'université de Dublin. A l'entendre, Schikaneder aurait simplement intercalé dans le livret les deux rôles populaires de Papageno et de Papagena ; mais comme ces deux rôles sont très étroitement liés à l'action de la pièce, je croirais plus volontiers que Schikaneder a inventé tout le dialogue de *la Flûte enchantée*, en s'inspirant plus ou moins des conseils de son savant choriste, et confié ensuite à celui-ci la tâche de revêtir tout cela d'une forme un peu « littéraire, » surtout pour ce qui était des passages en vers destinés au chant. Il se pourrait aussi, toutefois, que Giesecke, membre zélé de la loge à laquelle appartenaient également Schikaneder et Mozart, ait eu, le premier, l'idée de « corser » l'intérêt de la pièce nouvelle en y introduisant toute sorte d'"allusions aux

« mystères » de la Maçonnerie ; et notamment c'est lui qui, sans doute, se sera avisé de « démarquer, » à cette fin, un vieux roman français de l'abbé Terrasson, ce *Sethos*, dont on sait qu'il a fourni des pages entières au livret primitif de *la Flûte enchantée*.

A l'imitation de tous les musicographes qui, depuis plus d'un siècle, se sont occupés du dernier opéra de Mozart, M. Dent a cru devoir insister longuement sur cette signification « maçonnique » de l'œuvre, sans paraître s'apercevoir de ce que, déjà, les emprunts faits par les librettistes au *Sethos* de Terrasson enlevaient de sérieux aux prétendues révélations de la pièce touchant les secrets des loges autrichiennes. Car il ne faut pas oublier que le roman, — d'ailleurs illisible, — du bon abbé français, publié dans les premières années du règne de Louis XV, était simplement issu de *Télémaque*, et n'avait rien de commun avec la véritable littérature « maçonnique » du XVIIIe siècle. Comment imaginer que, si Schikaneder et Giesecke avaient voulu initier le public viennois à des rites ou à des doctrines qui leur tinssent au cœur, ils n'auraient pas trouvé de meilleur moyen que d'aller prendre, dans un vieux roman français, des divagations d'une banalité sentencieuse? Et puis je me demande toujours quel avantage ces auteurs de *la Flûte enchantée* auraient espéré obtenir, pour leur chère et vénérée franc-maçonnerie, d'une divulgation comme celle-là, aussi parfaitement anodine et niaise : tandis que je vois fort bien, au contraire, le profit que les deux compères pouvaient attendre pour eux-mêmes, pour le succès matériel de leur entreprise, d'un livret dont ils feraient croire au public viennois qu'ils y dévoilaient des rites mystérieux, interdits jusque-là au regard profane.

De telle sorte que l'introduction de ce soi-disant élément « maçonnique » dans *la Flûte enchantée* m'apparaît uniquement une spéculation commerciale ; et il faudrait certes ignorer bien grossièrement le caractère de Mozart pour le croire capable d'avoir trempé de plein gré dans une combinaison de cette nature. En réalité, Mozart n'a jamais aperçu, dans le livret de *la Flûte enchantée*, qu'une série de sentimens ou de situations dramatiques de même espèce que les situations ou les sentimens qu'il avait eu à animer de vie et de beauté musicales dans les livrets italiens du fâcheux Da Ponte ; et que si sa partition contient çà et là de brèves allusions aux « sonneries » usitées dans les loges maçonniques, c'est seulement parce qu'il a pensé pouvoir ainsi nous traduire plus exactement, par des moyens qui lui étaient familiers, la solennelle grandeur des mystères d'Isis, dans la région

fabuleuse où se déroulait l'action inventée par ses librettistes (1). Les journaux nous ont appris récemment que, pour enlever à *la Flûte enchantée* son apparence traditionnelle de « révélation » maçonnique, les directeurs de l'Opéra de Berlin avaient résolu de transporter la pièce dans des décors persans. Le procédé n'est peut-être pas d'une efficacité bien sérieuse ; mais l'intention, en tout cas, me plaît infiniment, et je souhaiterais de tout mon cœur que, dans l'Europe entière, les admirateurs de Mozart se décidassent enfin à oublier cette prétendue portée « maçonnique » de *la Flûte enchantée* qui, depuis trop longtemps, risque de leur faire négliger la véritable portée du plus absolument « musical » des opéras de Mozart.

Car le fait est que celui-ci, au moment où lui est tombée du ciel la commande de son nouvel opéra, n'avait guère le loisir ni l'humeur de s'employer à la glorification de cette franc-maçonnerie dont les allures romanesques et les ambitions humanitaires l'avaient, autrefois, ingénument séduit. Fatigué et malade, accablé d'une déchéance corporelle qui allait bientôt l'obliger à couper de fréquentes étapes son voyage de Prague, il se trouvait, avec cela, dans une détresse financière à peine croyable. Depuis le piteux échec de son *Cosi fan tutte* surtout, au début de l'année 1790, personne à Vienne ne voulait plus de son art. C'était au point qu'il n'avait presque rien produit durant toute cette année 1790, — trop heureux de pouvoir du moins gagner quelques thalers en s'occupant à réorchestrer des *oratorios* de Hændel. Non pas qu'il y eût contre lui, comme on l'a dit, une cabale de ses confrères viennois ; ou plutôt, la cabale existait peut-être, mais ne s'était formée et n'avait réussi que parce que, d'avance, le public était prêt à la bien accueillir. Pour étrange que puisse nous paraître aujourd'hui un tel rapprochement, l'aventure de Mozart en 1791 était toute pareille à celle de Wagner en 1860 : de la meilleure foi du monde, ses contemporains ne parvenaient pas à comprendre l'espèce de « musique de l'avenir » qu'il était en train de créer depuis quelques années ; et les jugemens portés sur elle par les critiques les plus autorisés de l'Allemagne d'alors étaient destinés à se reproduire, presque littéralement, trois quarts de siècle plus tard, s'adressant cette fois aux partitions de *Tristan* ou des *Maîtres Chanteurs*.

En 1791, du mois de janvier au mois de mai, quatre commandes

(1) Aussi bien Mozart avait-il déjà autrefois dans ses chœurs du *Roi Thamos* (1773 et 1779), — à une date où sans doute il ignorait encore jusqu'à l'existence de la Maçonnerie, — créé le véritable « prototype » de son grand style maçonnique de *la Flûte enchantée*.

seulement étaient venues à Mozart : d'humbles petites commandes en vérité, et bien peu lucratives. Un capitaliste philanthrope et libre penseur de Francfort lui avait envoyé une dizaine de thalers pour qu'il mît en musique un long poème, — d'une stupidité sans nom, — que ce personnage voulait adjoindre, par manière d'appendice, à un pesant pamphlet anticlérical. Semblablement Mozart avait eu à mettre en musique, moyennant une demi-douzaine de thalers, trois chansons enfantines qu'un journal de modes désirait offrir à ses abonnés. En troisième lieu, un montreur de figures de cire, qui avait installé dans son « musée » un orgue mécanique, avait demandé à Mozart deux (ou peut-être trois) courts morceaux qui pussent faire partie du futur répertoire de cet instrument. Et enfin, l'auteur de *Don Juan* avait eu la chance, cette année-là, de « décrocher » la commande d'un assez bon nombre de menuets, contredanses, etc., pour les bals populaires du Carnaval. Ces danses, dont on entend bien que les mieux payées n'avaient encore dû lui rapporter que des sommes dérisoires, remplissaient la plus grosse partie du chapitre consacré à l'année 1791, dans le catalogue où il avait coutume d'inscrire, au fur et à mesure, chacune de ses œuvres.

Il en était là lorsque, vers le mois de mai 1791, un certain Schikaneder qu'il avait connu autrefois à Salzbourg, et qui était maintenant directeur d'une sorte de petit théâtre de foire dans la banlieue de Vienne, lui a proposé d'écrire pour lui, très rapidement, la musique d'un opéra-comique nouveau, mélangé de féerie et de « pitreries, » suivant un genre qui avait commencé depuis peu à être passionnément aimé du public viennois. C'est dans ces conditions que Mozart a produit sa *Flûte enchantée;* et comme il fallait que l'affaire fût vite expédiée, et que le compositeur ne pouvait naturellement en attendre qu'un maigre bénéfice, et comme, de plus, il se sentait à bout de ses forces, il ne crut pas devoir apporter à son travail le même soin que lui avaient naguère coûté ses opéras précédens. Innombrables sont les emprunts qu'il a faits, dans sa partition, à l'œuvre d'autres compositeurs, anciens et modernes. Sans parler de vieux maîtres oubliés, tels qu'un Hændel ou un Smith, un Emmanuel Bach ou un Schobert, dont on retrouve maintes phrases introduites, çà et là, dans la trame musicale de cette partition, il suffirait au lecteur de feuilleter, — je choisis cet exemple au hasard, — la célèbre *Symphonie de la Reine* de Joseph Haydn pour y découvrir l'origine de l'un des passages les plus saillans de la prière de Sarastro, et puis encore la figure d'accompagnement autour de laquelle s'enroule tout l'adorable *trio* des Trois

Pages. Que l'ouverture de *la Flûte enchantée* dérive expressément du premier morceau d'une *Sonate en si bémol* de l'original et profond Muzio Clementi, — exécutée jadis par celui-ci en présence de Mozart, — c'est ce que personne également n'oserait plus contester. Non seulement les deux morceaux sont construits sur le même « sujet » mélodique : d'un bout à l'autre de l'ouverture, nous devinons que Mozart s'est ressouvenu de l'élégante sonate de son confrère italien.

Mais surtout, c'est à ses propres compositions antérieures que Mozart a recouru, pour s'approvisionner de ces idées musicales qu'il n'avait pas le temps, — ou peut-être qu'il n'avait plus le courage, — d'inventer. Considérée à ce point de vue, la partition de *la Flûte enchantée* va jusqu'à nous faire l'effet d'un véritable « pot-pourri; » et aussi ne saurait-on trop souhaiter que, renonçant enfin à vouloir nous renseigner sur les fabuleuses intentions « maçonniques » de Mozart, les musicographes prissent la peine de nous dresser un inventaire de ces « sources » où il a puisé les divers matériaux de son dernier opéra. Oui, Mozart s'est rappelé qu'il avait autrefois dépensé sa jeunesse à créer, avec une abondance juvénile, des chants d'une fraîcheur et d'une grâce merveilleuses, une foule de beaux chants dont lui seul désormais connaissait l'existence. A vingt ans notamment, pendant toute l'année 1776, un tel flot de beauté avait jailli de son cœur qu'il possédait maintenant au fond d'un tiroir, dans les manuscrits inutilisés de ses *sérénades*, de ses *divertissemens*, et de toute son œuvre instrumentale de cette période, un trésor incomparable de mélodies et de rythmes étonnamment adaptés à l'atmosphère lyrique de son nouvel opéra. Un tel trésor ne lui appartenait-il pas de plein droit, et n'était-il pas libre d'en user amplement, au lieu de s'épuiser une fois de plus à un pénible travail d'enfantement musical ? En fait, une douzaine au moins de figures caractéristiques ont passé des *sérénades* ou *divertissemens* de 1776 dans la partition de *la Flûte enchantée*; et il est même arrivé parfois à Mozart de remonter plus haut, jusqu'à ses émouvantes sonates italiennes de 1773, tandis que, d'autre part, tous les morceaux qu'il avait composés pendant les premiers mois de 1791 lui ont également fourni quelques-uns des élémens musicaux du hâtif « pot-pourri » qu'il était en train de « bâcler » pour satisfaire l'impatience besogneuse de son providentiel « patron » et ami, l'impresario Schikaneder.

Après quoi, il s'est trouvé que le « pot-pourri » est devenu un chef-d'œuvre, le plus original et le plus harmonieux des opéras de Mozart. Il s'est trouvé que l'opéra ainsi improvisé est devenu cette partition de

la Flûte enchantée dont on peut dire qu'elle a glorieusement inauguré toute la musique moderne, depuis *Fidelio* et le *Freyschutz* jusqu'aux *Maîtres Chanteurs* et à *Parsifal*. Un miracle s'est produit là, incontestablement, un des miracles les plus surprenans de toute l'histoire des arts. Mais c'est que Mozart, comme je l'ai dit déjà, était alors parvenu à un moment de sa vie artistique où son âme tout entière s'était quasi rehaussée et transfigurée, peut-être sous la même influence qui, vers le même temps, avait soudain usé et vieilli son enveloppe corporelle, en attendant de la tuer quelques mois plus tard. Dans l'intervalle qui séparait la composition de *la Flûte enchantée* de celle de *Don Juan* et de *Cosi fan tutte*, un nouveau musicien, un homme nouveau s'était substitué au charmant jeune maître, brillant et passionné, de naguère ; le génie de Mozart s'était, en quelque sorte, dégagé de tous liens terrestres, pour planer dorénavant dans un monde surnaturel de radieuse lumière et de pure beauté, dont les échos s'étaient répandus déjà à travers toutes les œuvres composées depuis le début de l'année 1791. Or, voici maintenant qu'une occasion s'est présentée à cet « Olympien » d'aborder et de fondre ensemble, dans une grande œuvre, tous les modes divers des sentimens humains ; et voici que, pour transporter ces sentimens dans les sphères artistiques plus hautes qu'habitait désormais son génie créateur, il s'est avisé d'employer comme matériaux toutes les délicieuses inventions musicales de sa vingtième année ! Admirable coup de chance, en vérité, et d'autant plus heureux qu'il s'accompagnait encore d'autres conditions les mieux faites du monde pour favoriser le libre essor du génie poétique du maître, — parmi lesquelles je me bornerai à rappeler le ravissement que Mozart n'a pu manquer d'éprouver devant la perspective d'un genre théâtral où aucun impresario ni aucune tradition n'allaient plus entraver les élans de son cœur ! Si bien que la composition de *la Flûte enchantée* a été pour lui une fête sans pareille, — sa dernière fête, mais aussi la plus exquise de toutes et la plus fructueuse. Et de là vient que toute l'œuvre nous apparaît aujourd'hui imprégnée non seulement d'une limpidité indéfinissable, dont l'équivalent ne se retrouvera que dans les grandes scènes « mozartiennes » du *Parsifal* de Richard Wagner, mais aussi d'une joie juvénile et céleste, — qui, celle-là, ne se retrouvera plus dans aucune musique.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 3 février, à la fin de la journée, le canon a retenti dans la péninsule des Balkans. Depuis quelques jours, on s'y attendait : à partir du moment où les Jeunes-Turcs étaient revenus au pouvoir en passant sur le cadavre de Nazim pacha, la guerre était devenue inévitable. Rien n'a pu empêcher les alliés de déclarer rompues les négociations de Londres, et cette rupture devait avoir pour conséquence logique la dénonciation de l'armistice. Elle a été immédiate en effet et, au bout du délai de quelques vingt-quatre heures qui avait été prévu, les hostilités ont recommencé. On a remarqué cependant que si les négociateurs de Londres étaient partis, quelques-uns, de moindre importance que les chefs de délégations, étaient restés pour attendre les événemens. Lorsque le moment reviendra, et nous souhaitons qu'il revienne bientôt, de reprendre la conversation brusquement interrompue, il sera facile de le faire. Mais, pour le moment, la parole est à la poudre et le bruit qu'elle fait couvre les autres.

Ce bruit toutefois, quelque strident qu'il soit, ne résonne pas tout à fait comme dans la première partie des opérations. La guerre a changé de caractère ; il ne faut probablement pas s'attendre aux grandes opérations et aux grandes batailles d'il y a quatre mois. Les alliés ont conquis, à peu de chose près, tout le territoire qu'ils ont l'espoir de conserver : seules quelques villes résistent encore, et c'est cette résistance qu'il s'agit de vaincre aujourd'hui. Aussi les Bulgares ont-ils tourné presque tout leur effort du côté d'Andrinople. Ils n'ont rien tenté de sérieux à Tchataldja, dont les lignes sont peut-être imprenables : en tout cas, ils ne pourraient les prendre qu'au prix des plus lourds sacrifices. Dans ces conditions, Tchataldja devient plutôt pour eux un avantage qu'il n'est un inconvénient, puisqu'il

immobilise la principale armée turque, la seule qui survive à l'effondrement général. Au sujet d'Andrinople, le gouvernement turc a proposé une transaction que les Bulgares ont jugée inacceptable. La ville serait coupée en deux : une rive de la Maritza serait cédée aux alliés, l'autre resterait à la Turquie. Cette solution n'en est pas une; elle présenterait, dans la pratique, des difficultés inextricables et sans cesse renaissantes; nous ne sommes pas surpris qu'elle ait été repoussée. Mais les Turcs ont un argument qui est très fort, au moins en logique. — Eh quoi! disent-ils aux alliés, non contens de conserver tout le territoire que vous avez conquis, et même davantage, vous prétendez que nous vous cédions une ville qui continue de résister et dont l'héroïsme sauve l'honneur de nos armes! N'est-ce pas abusif? N'est-ce pas excessif? — A cela les Bulgares n'avaient qu'une réponse à faire, et c'est bien celle qu'ils font : — Vous arguez, disent-ils aux Turcs, de ce que nous n'avons pas pris Andrinople : eh bien! nous allons la prendre. — Les choses en sont là. Il est clair que, lorsque les Bulgares seront maîtres d'Andrinople, sans que les Turcs aient la moindre chance ni la moindre espérance de la reconquérir jamais, la situation sera changée.

Une pluie de fer et de feu tombe donc sur la ville. Si c'est pour préparer un assaut, il n'y a qu'à attendre le résultat; mais si le but des Bulgares est d'amener la capitulation en profitant de ce qu'on a appelé, dans une autre circonstance, le moment psychologique, leurs espérances pourraient bien ne pas se réaliser aussi vite qu'ils l'espèrent. Le défenseur d'Andrinople, Chukri pacha, a une âme de soldat : il résistera aussi longtemps qu'il aura des vivres et des munitions et on commence à ne plus savoir combien il lui en reste. La défense d'Andrinople a dépassé en durée toutes les prévisions qu'on avait faites : aussi n'ose-t-on plus en faire. Nous avons entendu dire, non pas une fois, mais dix fois et même davantage, qu'il n'y avait plus que pour huit jours de vivres dans la ville et que, par conséquent, la résistance ne pouvait pas dépasser ce terme. Huit jours s'écoulaient, puis huit jours encore et ainsi de suite; les prophéties continuaient, mais la résistance également. Aujourd'hui, on ne sait plus ce qu'il faut croire. Il est évident qu'Andrinople avait beaucoup plus de vivres et de munitions qu'il n'en fallait pour sa défense normale; on en avait accumulé dans ses magasins de quoi pourvoir au ravitaillement de toute une armée à laquelle la place devait sans doute servir de point d'appui. Le jour viendra où Andrinople succombera, car tout a une fin; mais il est impossible de dire si ce jour est très prochain ou s'il est

encore assez éloigné. Sera-ce demain, ou dans plusieurs semaines? Un assaut heureux interrompra-t-il brusquement cette résistance acharnée? Qui pourrait le dire? Le dénouement est pourtant inévitable, et, tout en admirant, comme il convient, l'indomptable énergie dont les Turcs font preuve sur ce point particulier, nous ne pouvons pas souhaiter qu'Andrinople tienne encore longtemps, car beaucoup de vies humaines sont sacrifiées sans résultat bien appréciable, et la situation générale reste obscure, avec les dangers que nous y avons souvent signalés.

Que ces dangers ne soient pas dissipés, un fait tout récent en est la preuve : nous voulons parler de la lettre que l'empereur d'Autriche vient d'adresser à l'empereur de Russie. Cette lettre est jusqu'ici restée secrète ; peu de personnes savent ce qu'elle contient, et si cette incertitude permet toutes les suppositions, elle conseille encore plus de n'en faire aucune. La lettre a été remise à l'empereur Nicolas avec un apparat inaccoutumé : le prince Godefroy de Hohenlohe a été envoyé de Vienne à Saint-Pétersbourg pour la déposer entre les mains de l'auguste destinataire. Évidemment on a voulu attirer l'attention sur cette démarche, comme pour indiquer qu'elle était très importante. Si le texte de la lettre justifie cette mise en scène et les espérances qu'elle a fait naître, c'est ce qu'on ne saura que plus tard, peut-être même beaucoup plus tard. A dire le vrai, la lettre impériale n'aura eu un réel intérêt politique que si elle a proposé, sur une base un peu précise, une diminution des armemens que l'Autriche et la Russie ont accumulés dans ces derniers temps ; mais il n'est pas prouvé que la lettre ait contenu rien de semblable. Il y faut voir, néanmoins, une tentative loyalement faite pour amener une détente entre les deux pays. Que l'empereur François-Joseph la désire, personne n'en doute ; il est sincèrement pacifique ; l'expérience qu'il a faite de la guerre dans sa jeunesse ne l'a pas engagé à la continuer dans son âge mûr, ni à plus forte raison dans sa vieillesse ; il désire sincèrement que les choses s'arrangent ; mais, comme dit le proverbe, qui veut la fin veut les moyens, ou du moins doit les vouloir, et il n'est pas sûr que le gouvernement austro-hongrois se rende bien compte des moyens nécessaires pour écarter les dangers qui, de son fait, pèsent sur l'Europe. Nous ne sommes pas de ceux, on le sait, qui, après les événemens balkaniques où tant de calculs ont été déjoués, se sont quelque peu déchaînés contre l'Autriche-Hongrie à cause de ses armemens. Loin de là, nous avons reconnu les intérêts particuliers très sérieux, très complexes, très graves, que l'Autriche avait dans les

remaniemens à introduire dans la carte d'Orient. Toutefois, ses armemens nous ont paru dépasser la mesure, soit par leur intensité, soit par leur durée, et ils devaient avoir pour conséquence inévitable ceux qu'on ferait ailleurs pour y servir de contrepoids. Ce qui devait arriver est arrivé : la Russie a retenu sous les drapeaux la classe libérable en janvier dernier. Le malaise général a progressivement augmenté par suite de la difficulté où on s'est trouvé de comprendre clairement ce que voulait l'Autriche. Qu'elle ait fait des armemens en vue d'un but déterminé, soit ; mais quel était ce but ? On n'est pas encore parvenu à le démêler. Où commencent, où finissent les prétentions de l'Autriche ? Nous prenons le mot de prétentions dans le bon sens, en reconnaissant qu'il peut y en avoir ici de très légitimes ; mais on voudrait savoir ce qu'elles sont en réalité. L'Autriche a demandé d'abord que le territoire de la nouvelle ou future Serbie n'allât pas jusqu'à la mer Adriatique : on le lui a concédé, la Serbie elle-même a fait savoir qu'elle s'y résignait. Elle a demandé ensuite la constitution d'une Albanie indépendante : on y a consenti en principe, sauf à régler la question, épineuse sans doute, mais non pas inextricable, des frontières à donner à la nouvelle ou future Albanie. Que veut encore l'Autriche ? Elle ne l'a pas dit et son silence préoccupe. Si l'Autriche a ce qu'elle désire, pourquoi ne désarme-t-elle pas ? Si elle désire encore quelque chose, pourquoi ne le dit-elle pas ? L'empereur François-Joseph l'a-t-il dit dans sa lettre à l'empereur Nicolas ? On voudrait le croire : malheureusement rien n'autorise à le faire, et il s'en faut de peu que la lettre n'apparaisse une énigme de plus. Qu'elle soit une preuve de bonne volonté, tout le monde en est convaincu ; mais que cette bonne volonté ait découvert les voies pratiques qui conduiraient à la détente et à la conciliation, tout le monde continue de l'ignorer. Les pessimistes sont même allés jusqu'à dire que, si la lettre n'améliorait pas la situation, elle l'aggraverait ; nous ne les suivrons pas jusque-là ; la lettre peut être simplement inoffensive et inopérante ; mais alors, elle sera une déception, et cette déception aura été augmentée par les circonstances mêmes qui ont entouré la mission du prince de Hohenlohe.

S'il y a là une ombre persistante, il y en a une autre dans les rapports de la Roumanie et de la Bulgarie. Que demande la première ? Que refuse la seconde ? On fait à la Roumanie la même querelle qu'à l'Autriche, et non moins injustement. L'une et l'autre ont été surprises par le résultat de la guerre, et sans doute il est fâcheux pour elles de ne pas l'avoir prévu, mais qui donc l'a fait ? A coup sûr, ce n'est pas

l'Europe qui, à la veille de la guerre, déclarait si impérieusement que, de quelque façon qu'elle tournât, le *statu quo* balkanique ne serait pas modifié. Il l'a été cependant, et dans des proportions formidables, et il a été alors très naturel et très légitime que les puissances le plus directement intéressées à établir un nouvel équilibre en cherchassent anxieusement le moyen. L'Autriche l'a fait; la Roumanie s'est mise en mesure de le faire à son tour. On lui a reproché dans la presse d'émettre des exigences auxquelles on s'attendait d'autant moins qu'elle n'avait eu aucune part à la guerre et n'avait pas tiré un coup de fusil. Argument dangereux: c'est celui dont les Turcs, comme nous l'avons vu plus haut, ont usé à l'égard des Bulgares qui voulaient Andrinople sans l'avoir prise. — Qu'à cela ne tienne, ont répondu les Bulgares, nous allons le prendre. — A force de répéter aux Roumains qu'ils n'ont rien fait, on les expose à la tentation de faire quelque chose. L'opinion, chez eux, est montée à un haut degré d'exaltation, et là aussi il y a un danger. Nous ne contestons ni le droit de l'Autriche, ni celui de la Roumanie, car l'histoire n'offre aucun exemple d'une nation qui en ait vu une autre grossir brusquement et démesurément sur sa frontière et ne s'en soit pas préoccupée. La politique, la diplomatie n'ont pas d'objet plus élevé que de pourvoir à ces situations nouvelles, et il est d'autant plus désirable qu'elles y réussissent que, si elles échouent, il n'y a de recours que dans la force. Après s'être demandé quel était le but que poursuit l'Autriche, on se pose la même question au sujet de la Roumanie. La principale négociation entre la Roumanie et la Bulgarie semble avoir eu lieu à Londres et avoir été conduite par M. Take Jonesco et M. Daneff. A quoi a-t-elle abouti? A rien de décisif sans doute, puisqu'elle se poursuit encore entre Bucarest et Sofia. C'est à Silistrie qu'est la difficulté principale. Les Roumains demandent la ville, les Bulgares proposent seulement de la démanteler : ils donneraient de préférence un territoire plus étendu sur le rivage de la Mer-Noire. Les Roumains jugent la satisfaction insuffisante et insistent pour avoir Silistrie. Les Bulgares, désireux d'ajourner du moins la solution, usent d'un argument dont la force est plus spécieuse que réelle : ils disent que la guerre n'est pas finie, qu'ils n'ont pas pris Andrinople, que la ville ne leur a pas été cédée, que le sort de la Macédoine est encore incertain et qu'il est trop tôt, par conséquent, pour leur demander une compensation à un agrandissement qui n'est pas réalisé. Mais les Roumains répondent que l'agrandissement bulgare se réalisera sans aucun doute et ils pensent, sans le dire, qu'il sera alors trop tard pour obtenir le leur. L'occasion

perdue ne se retrouve pas toujours : il y a dans notre propre histoire un précédent fameux qui vient à tous les esprits et qu'on n'a, à Belgrade, nulle envie de renouveler. Voilà pourquoi les Roumains insistent et se montrent pressans. Il faut d'ailleurs avouer que, si la situation est délicate de leur côté, elle ne l'est guère moins du côté bulgare. Il y a à Bucarest et à Sofia deux rois d'importation étrangère que les deux pays acceptent et soutiennent sous la condition tacite qu'ils leurs apporteront des succès, et surtout des succès extérieurs. Cette condition a été admirablement réalisée jusqu'ici. Mais les peuples deviennent plus exigeans à mesure qu'ils sont mieux servis, et ces monarchies, sans racines lointaines dans le passé, n'en ont de solides dans le présent que si elles satisfont des exigences sans cesse renouvelées. Le roi de Roumanie a annoncé que sa parole serait entendue et son gouvernement en a donné à son tour l'assurance à la Chambre des Députés. Le bruit avait couru qu'on avait renoncé à Silistrie; il a été officiellement démenti. Le conflit existe donc toujours, et si nous espérons que les deux pays, aussi bien que les deux gouvernemens, ne pousseront pas les choses à l'extrême, il n'y en a pas moins là ce qu'on a appelé autrefois un point noir à l'horizon. Les marins savent ce qui peut sortir du moindre point noir.

Est-ce aux préoccupations que cette situation inspire qu'il faut attribuer le changement de ton assez inopiné qui s'est produit en Allemagne à l'égard de l'Angleterre à propos de leurs armemens navals? Avant de le rechercher, il importe de préciser exactement les faits, leur caractère véritable ayant été, au premier moment, quelque peu exagéré.

On a parlé, en effet, d'une entente entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet de leurs armemens, et nous ne voyons, au moins jusqu'à présent, rien qui puisse être qualifié d'entente. Ce mot signifie accord, et il n'y a, semble-t-il, aucun accord. Il y a seulement que, dans une Commission du Reichstag, le ministre de la Marine allemand, l'amiral de Tirpitz, a dit qu'au moins pour le moment, pour quelques années, il ne voyait pas d'inconvénient à se tenir, au point de vue des constructions navales, dans la proportion qu'a fixée le gouvernement britannique de 10 navires allemands contre 16 anglais. Ce n'est pas dans une simple chronique que nous pourrions même résumer l'histoire de toutes les tentatives qui ont été faites depuis quelques années pour amener, entre les deux pays, une diminution proportionnelle des constructions navales : nous nous contenterons de dire qu'en dépit de la bonne volonté qu'on y a souvent apportée de part et d'autre, elles ont

toutes échoué. Et cela pour deux motifs principaux. Le premier est que chacun des deux pays, à tour de rôle, a estimé que tout engagement de ce genre serait une diminution de sa souveraineté, de son indépendance, qui, en pareille matière surtout, devait rester absolue. — Nous ferons, ont-ils dit, dans la mesure de nos ressources, tous les navires dont nous jugerons avoir besoin : faites de votre côté ce que vous voudrez. — Le second motif est que l'Allemagne ne s'est jamais restreinte à la question navale ; elle y a toujours mêlé des considérations politiques, soit qu'elle ait voulu obtenir de l'Angleterre l'engagement, que celle-ci n'a jamais pris, de garder la neutralité en cas de guerre, soit qu'elle ait voulu se faire attribuer, dans le domaine colonial, des avantages territoriaux. Le gouvernement britannique s'est toujours refusé à entrer dans l'une ou dans l'autre voie. La tentative la plus considérable qui ait été faite à ce sujet a eu lieu lorsque lord Haldane est allé à Berlin, non pas spontanément, mais pour satisfaire à une suggestion du gouvernement impérial, qui avait exprimé le désir de causer avec un membre du gouvernement anglais. Lord Haldane avait de nombreuses relations en Allemagne et il éprouvait lui-même des sympathies sincères pour ce pays ; il était partisan d'un rapprochement avec lui, si le rapprochement était possible ; cependant son voyage n'a pas produit de résultat ou, s'il en a produit un, ce résultat a été tout négatif : la difficulté de s'entendre est apparue insurmontable.

Le gouvernement allemand a repris alors ce qu'on peut appeler sa thèse fondamentale, à savoir qu'il était de sa dignité aussi bien que de son intérêt de ne subordonner ses constructions navales à aucune considération venue de l'étranger. Il prétendait conserver toute sa liberté. Le gouvernement anglais en a jugé de même pour lui. S'il avait cru un moment, ou, pour être plus exact, si quelques-uns de ses membres avaient cru qu'une entente, en vue de la modération des constructions navales, était possible avec l'Allemagne, cette erreur était dissipée et tout donnait à croire qu'elle ne renaîtrait pas. Il y a onze mois, en mars 1912, M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté ou ministre de la Marine, a exposé avec force le point de vue anglais. — A quoi bon des négociations, a-t-il dit, des ententes, des accords? La situation est très simple et elle peut être réglée unilatéralement. Sa supériorité maritime est pour l'Angleterre une question de vie ou de mort ; reste seulement à savoir dans quelle proportion cette supériorité doit être actuellement maintenue : 60 pour 100 est celle qui convient. — L'Angleterre n'avait plus qu'à

régler ses constructions en conséquence sur celles de l'Allemagne : si l'Allemagne ralentissait les siennes, l'Angleterre l'imiterait et elle l'imiterait aussi, si l'Allemagne les accélérait, de manière que la proportion de 60 pour 100 fût toujours observée. Ce discours avait quelque chose, non seulement de ferme, mais de sec, de péremptoire, de coupant; on a pu se demander au premier moment quel effet il produirait à Berlin; mais il a été difficile de s'en rendre compte car, à Berlin, on est demeuré impassible et muet. C'est seulement aujourd'hui, au bout d'un an, que l'amiral de Tirpitz est venu dire à une Commission parlementaire que la proportion déterminée par l'Amirauté anglaise pouvait suffire à l'Allemagne, — pour quelque temps. Qu'il y ait quelque chose de nouveau dans ce langage, c'est incontestable, puisque l'idée d'une proportion, c'est-à-dire d'une limitation dont la règle serait prise à l'étranger, avait toujours paru odieuse au gouvernement allemand et qu'il l'avait rejetée avec hauteur ; mais si le langage est changé, les faits restent les mêmes. Il n'y a pas trace d'une entente entre les deux pays, et c'est seulement d'une intention du gouvernement allemand que l'amiral de Tirpitz a fait part à la Commission du Reichstag. Il juge la situation actuelle provisoirement suffisante : soit, l'Angleterre s'y tiendra de son côté, conformément à l'assurance que M. Churchill en a donnée l'année dernière. Si l'Allemagne construit moins de navires, l'Angleterre en construira moins. Si l'Allemagne n'en construit pas du tout, l'Angleterre s'abstiendra également. Contrairement à ce qui s'est passé à Fontenoy, c'est à celui qui ne tirera pas le premier. Tout cela à terme d'ailleurs, et le terme sera fixé par chaque partie suivant sa convenance. M. Winston Churchill n'a-t-il pas dit que, dans quelques années, dans peu d'années même, à mesure que la vieille flotte de l'Angleterre deviendra hors d'usage, les constructions se régleront suivant des proportions différentes? Celles d'aujourd'hui sont toutes provisoires; elles n'enchaînent pas l'avenir ; les deux pays gardent leur liberté. A les examiner de près, les paroles de l'amiral Tirpitz ne veulent dire que cela et celles qu'y a ajoutées M. de Jagow, le nouveau ministre des Affaires étrangères, n'y ont pas apporté d'autres lumières. L'impression éprouvée par quelques-uns de nos journaux, qui ont vu là le commencement d'une politique nouvelle, ne s'explique donc pas très bien. Ils ont même ajouté que le développement de cette politique amènerait un remaniement de la carte coloniale d'Afrique, ce qui est du domaine de la pure fantaisie.

Que la résolution prise à Berlin cause de la satisfaction à Londres,

cela n'est pas douteux. Le gouvernement anglais, comme tous les autres, est enchanté de n'être pas obligé de dépenser de l'argent en constructions navales ou en armemens militaires : il aime mieux en faire un autre emploi. Les dépenses de ce genre, de la part d'un gouvernement pacifique, sont en corrélation avec celles du voisin : on ne les pousse pas au delà du strict nécessaire. Mais est-ce pour donner cette satisfaction à Londres qu'on s'est arrêté à ce parti à Berlin ? Non certes, ou du moins cette considération n'a été ici que subsidiaire. Le gouvernement allemand sait que l'opinion est maîtresse en Angleterre et il met à profit toutes les occasions d'exercer sur elle une influence favorable. L'opinion est pacifique, le gouvernement qui la représente l'est aussi, à la condition, bien entendu, que le maintien de la paix ne lèse aucun intérêt britannique. Nous irons plus loin : l'opinion anglaise verrait d'un bon œil un rapprochement avec l'Allemagne, si elle le croyait possible et durable, mais la vérité est qu'elle n'y croit guère et qu'elle est à cet égard pour le moins divisée. Une partie de l'opinion incline dans le sens allemand ; ce n'est ni la plus importante, ni la plus éclairée, mais enfin elle existe et nous n'avons pas besoin de dire que la diplomatie allemande fait ce qui dépend d'elle pour l'encourager et la fortifier. Quant au gouvernement, il est resté toujours fidèle à la politique de la Triple Entente et cette politique est, en ce moment, aussi énergique qu'elle l'a jamais été : ce n'est pas la nouvelle attitude du gouvernement allemand qui la modifiera.

Quoi qu'il en soit, l'amiral de Tirpitz a présenté fort habilement ses intentions comme une concession faite au désir du gouvernement britannique : il ne l'a pas dit, mais il l'a laissé entendre. Il est d'ailleurs très vraisemblable que, si le gouvernement impérial a choisi le moment actuel pour faire sa déclaration, ce n'est pas sans motif. L'Angleterre pèse d'un grand poids dans les affaires orientales, qui restent encore confuses et périlleuses : tout ce qui peut dissiper ses susceptibilités, lui inspirer confiance, être à ses yeux une preuve de bon vouloir est d'une incontestable opportunité. Il est fâcheux toutefois que le ralentissement des constructions navales en Allemagne concorde avec une augmentation très imposante de son armée de terre. Comment ne pas se demander si ceci n'est pas la cause de cela? Le plus grand empire et le plus riche ne peut pas pourvoir à la fois à des dépenses sur mer et à des dépenses sur terre, lorsqu'elles sont formidables les unes et les autres : il va donc naturellement aux plus pressées, et les plus pressées sont en ce moment

les dépenses pour l'armée de terre. Voilà ce qui résulte clairement de la double attitude prise par l'Allemagne : diminution d'armemens d'un côté, augmentation de l'autre. Est-ce à dire qu'il faille voir là une menace pour nous? Non, assurément. L'Allemagne est pacifique et ce serait méconnaître le caractère de l'Empereur, aussi bien que celui de tout son règne, que de croire de la part de son gouvernement à des intentions agressives. Mais si on ne veut pas la guerre, on s'y prépare à Berlin avec une intelligence réaliste et une activité remarquables. Bien que les chances de paix restent de beaucoup les plus grandes et que toutes les puissances considèrent la guerre comme une éventualité redoutable qu'il est de leur devoir d'éloigner autant que le permettent le souci de leur honneur et celui de leurs intérêts primordiaux, qui pourrait aujourd'hui se porter fort pour l'avenir, même le plus prochain? Notre regard doit se diriger sans cesse de l'autre côté de nos frontières. Nous y voyons les Balkans en feu, l'Autriche et la Russie qui ont mis sur le pied de guerre une partie de leur armée, l'Allemagne enfin qui augmente la sienne dans des proportions anormales. N'y a-t-il pas là un avertissement?

Mais ces considérations d'ordre général ne se rattachent que par un fil à la nouvelle attitude de l'Allemagne à l'égard de l'Angleterre. Il n'y a aucune raison de croire que l'attitude de cette dernière elle-même puisse en être modifiée, car elle repose sur des raisons solides et d'un caractère quasi permanent. Ce n'est donc pas du côté de l'Angleterre que nos préoccupations doivent se tourner, mais du côté de l'Allemagne, non pas pour lui attribuer de mauvais desseins qu'elle n'a pas, mais pour nous inspirer de ce que sa politique a de simple, de réaliste et de fort. L'exemple qu'elle nous donne est celui de la fidélité à ses alliances, toujours et quand même, de la prévoyance de toutes les éventualités possibles, de l'adaptation, de la préparation à ces éventualités, enfin d'une souplesse de mouvemens qui lui permet de donner un semblant de satisfaction à l'Angleterre tandis que son principal effort se porte d'un autre côté. Et s'il faut faire demain le mouvement inverse, elle le fera. Telle est la leçon qui nous vient de l'Allemagne : nous aurions tort de ne pas l'entendre

A l'intérieur, peu de choses. Le nouveau ministère s'installe, au milieu d'une situation qui reste encore un peu flottante et indéterminée. La phase qu'il traverse est d'ailleurs délicate, entre un président de la République qui ne l'est plus que pour la forme et un autre qui ne l'est pas encore en réalité. Si on revise jamais la Constitution, on

fera bien d'abréger ce délai qui ne sert à rien et qui peut devenir nuisible. Qu'arriverait-il si des événemens sérieux venaient tout d'un coup à se produire ?

Le premier assaut qui a été livré au ministère n'a pas été grave pour lui. Comment aurait-il pu l'être, puisqu'il avait pour prétexte l'affaire du Paty de Clam dont le ministère actuel n'était pas responsable ? Il n'y avait rien fait puisqu'il n'était pas né. En réalité, c'est M. Millerand qui était en cause pour avoir réintégré M. du Paty de Clam, et M. Messimy pour avoir promis de le faire tout en se réservant de s'en abstenir. Mais on ne pouvait renverser ni M. Millerand ni M. Messimy, l'un et l'autre n'étant plus ministres : aussi leurs explications ont-elles eu quelque chose de rétrospectif qui n'intéressait plus que médiocrement. L'affaire du Paty de Clam aurait été une très petite affaire si elle s'était produite après l'élection présidentielle, et elle l'était redevenue, l'élection une fois passée. On ne saurait trop regretter qu'un incident d'une importance aussi provisoire ait obligé M. Millerand à quitter le ministère, provisoirement aussi sans doute, mais c'est encore trop. Les interpellateurs ont essayé d'embarrasser M. Étienne en lui demandant ce qu'il aurait fait à la place de ses devanciers et ce qu'il ferait à présent. Il a déclaré n'avoir pas à s'expliquer sur le premier point et il l'a fait sur le second en termes qui ont été aussi brefs que nets : la presse lui a attribué une éloquence toute militaire. Il a réuni la quasi-unanimité de la Chambre contre le lieutenant-colonel du Paty de Clam. C'est la faute du colonel : pourquoi a-t-il cédé à la démangeaison d'écrire? Pendant plusieurs jours, les journaux ont été remplis de sa prose. Il y reprenait, bien mal à propos, les accusations formulées dans une plainte en justice, qu'il avait retirée. Cette imprudence l'ayant mis sous le coup de mesures disciplinaires, M. Étienne a déclaré qu'il les exercerait contre lui dans toute leur sévérité : la révocation était probablement au bout. Si le lieutenant-colonel du Paty de Clam n'avait rien dit, sa situation était inattaquable : il n'a pas assez compris que la parole est d'argent, mais que le silence est d'or. L'incident, — au moins au point de vue parlementaire, — a été vidé en quelques paroles, en quelques secondes, et le ministère est sorti sain et sauf d'un danger qui n'était pas bien grand pour lui, tout au plus d'un embarras.

Il rencontrera plus de difficultés au Sénat à propos de la loi électorale. On se demandait, nous nous demandions nous-même dans notre dernière chronique quelle serait son attitude devant la Commission : elle a été excellente. M. Briand a dit qu'il n'abandonnerait

pas le principe de la loi, qui est la représentation des minorités au moyen du quotient calculé sur le nombre des votans. Pour le reste, il sera conciliant, il acceptera les transactions les plus propres à rallier la majorité républicaine la plus forte possible. On lui en saura peu de gré. C'est précisément du quotient que la Commission et la majorité du Sénat sont les adversaires résolus : il faut donc s'attendre à ce que la bataille soit très vive devant la haute assemblée. Elle ne pourra être gagnée que si le gouvernement s'engage à fond, comme il paraît d'ailleurs décidé à le faire et s'il pose la question de confiance. Le temps passe, il commence à presser. Les élections générales auront lieu dans quatorze mois : il importe de savoir sous quel régime elles seront faites. La discussion aura lieu sans doute avant Pâques. A ceux qui auraient un peu oublié les détails de la loi votée par la Chambre, nous recommandons la dernière publication qui a été faite à ce sujet : c'est un volume de discours que M. Joseph Reinach a prononcés en faveur de la représentation proportionnelle et qu'il a réunis sous le titre de : *La réforme électorale*. Il les a fait suivre de quelques documens indispensables et précéder d'un avant-propos qui résume clairement les principes de la loi. Ce livre contient d'excellens argumens, mais nous craignons que les argumens, quelque bons qu'ils soient, ne suffisent pas devant le Sénat. Le président de la Commission n'est autre que M. Clemenceau. Son rapporteur est un homme distingué, M. Jeanneney. M. Briand aura affaire à forte partie, d'autant plus forte que derrière les adversaires qui lutteront contre lui au grand jour de la tribune se grouperont les intérêts coalisés du vieux parti radical et radical-socialiste qui gouverne depuis quinze ans la République et qui, à tort ou à raison, a mis dans le scrutin d'arrondissement toutes ses complaisances et ses espérances. M. Combes est ici l'allié de M. Clemenceau. Battus à l'élection présidentielle, ils cherchent à prendre leur revanche sur un autre terrain. Mais si le Sénat écoute la voix du pays, comme le Congrès l'a écoutée à Versailles, malgré ses préférences intimes son vote ira à la réforme et le ministère Briand triomphera.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TREIZIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier.

Pages.

La Maison, deuxième partie, par M. Henry BORDEAUX. 5

Entre les deux Mondes, deuxième partie, par M. Guglielmo FERRERO. . . 58

Correspondance d'Albert SOREL (1870-1871). 95

Histoire d'une Constitution. — Le *Home Rule* irlandais, par M. Augustin FILON. 122

Bismarck et l'Église. — La Paix. — V. La première revision des lois de Mai. — Le Septennat (1886-1887), par M. Georges GOYAU. 149

Ce qu'on peut faire avec une marine, a propos de la guerre des Balkans, par le contre-amiral D... 181

Revue littéraire. — Flaubert, par M. André BEAUNIER. 205

Revue scientifique. — Le froid dans la nature et dans la science, par M. Charles NORDMANN. 217

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 229

Livraison du 15 Janvier.

La Maison, troisième partie, par M. Henry BORDEAUX. 241

L'Art et le métier dans la *Chanson de Roland*, par M. Joseph BÉDIER. . . 292

Entre les deux Mondes, troisième partie, par M. Guglielmo FERRERO. . . 322

La crise de l'État moderne. — De l'apologie du travail a l'apothéose de l'ouvrier (1750-1848). — II. Jusqu'a 1848, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales. 367

Sur le Symbolisme, par M. Émile FAGUET, de l'Académie française. . . . 398

Pages.

HEURES D'ITALIE. — DES BORDS DE LA BRENTA AUX MONTS EUGANÉENS, par M. GABRIEL FAURE. 413

POÉSIE. — SON AVENIR, par M. JACQUES NORMAND. 440

REVUE DRAMATIQUE. — *Kismet*, AU THÉATRE SARAH-BERNHARDT; — *Faust*, A L'ODÉON; — *L'Homme qui assassina*, AU THÉATRE-ANTOINE; — *La Femme seule*, AU GYMNASE, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. . . . 445

REVUES ÉTRANGÈRES. — UN ROMAN HISTORIQUE AUTRICHIEN, par M. T. DE WYZEWA. 457

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 469

Livraison du 1er Février.

LA MAISON, quatrième partie, par M. HENRY BORDEAUX. 481

ENTRE LES DEUX MONDES, quatrième partie, par M. GUGLIELMO FERRERO. . . 525

L'AUTRICHE ET LA GUERRE BALKANIQUE, par M. RENÉ PINON. 577

LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ, par M. LOUIS DELZONS. 609

BISMARCK ET L'ÉGLISE. — VI. LA SECONDE REVISION DES LOIS DE MAI. — LE LENDEMAIN DU CULTURKAMPF (1887-1890), par M. GEORGES GOYAU. 627

LE PEUPLE BELGE. — SA PHYSIONOMIE MORALE ET PITTORESQUE, par M. HENRI DAVIGNON. 661

REVUE LITTÉRAIRE. — UN MORALISTE, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 680

REVUE SCIENTIFIQUE. — LES APPLICATIONS DU FROID, par M. CHARLES NORDMANN. 692

ESSAIS ET NOTICES. — CHARLES D'ORLÉANS, par M. RAYMOND DE VOGÜÉ. . . . 704

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 709

Livraison du 15 Février.

MADAME DE STAËL ET M. NECKER D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE. — I. MADAME DE STAËL A COPPET PENDANT LA RÉVOLUTION ET LE DIRECTOIRE, par M. le comte D'HAUSSONVILLE, de l'Académie française. 721

LA MAISON, dernière partie, par M. HENRY BORDEAUX. 750

LA LEÇON DU CANADA, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française. 792

ENTRE LES DEUX MONDES, cinquième partie, par M. GUGLIELMO FERRERO. . 816

ALFRED FOUILLÉE, par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 860

L'ORGANISATION DE LA CAVALERIE, par *** 896

REVUE DRAMATIQUE. — *Les Éclaireuses*, A LA COMÉDIE-MARIGNY; — *la Chienne du Roi*; — *Servir*, AU THÉATRE SARAH-BERNHARDT; — *l'Embuscade*, A LA COMÉDIE-FRANÇAISE; — REPRISE DE *l'Enchantement*, A LA RENAISSANCE, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 903

REVUE MUSICALE. — *Fervaal* ET *le Sortilège*, AU THÉATRE DE L'OPÉRA; — *la Sorcière*, A L'OPÉRA-COMIQUE, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 923

REVUES ÉTRANGÈRES. — UN LIVRE ANGLAIS SUR LES OPÉRAS DE MOZART, par M. T. DE WYZEWA. 935

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 947

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 51647.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 526 326